

Union postale universelle

Documents du Congrès de Washington 1989

Tome II

Délibérations

Table de concordance concernant la numérotation
des articles dans les projets d'Actes
et dans les Actes définitifs

Berne 1990

Bureau international de l'Union postale universelle

Le présent volume doit être cité sous la référence suivante:

Documents du Congrès de Washington 1989, tome II

Note. – Les documents suivants ne sont pas reproduits dans le présent volume étant donné qu'ils ont uniquement servi de documents de travail pour les membres de l'organe intéressé:

- Documents et procès-verbaux du Bureau du Congrès;
- Pièces de la Commission 1 (voir les rapports de cette Commission);
- Pièces de la Commission 10.

Table des matières

	Page
1. Table des matières	3
2. Table des abréviations	5
3. Procès-verbaux et rapports	
– séances plénières	9
– séances de la Commission 1 (Vérification des pouvoirs)	405
– séances de la Commission 2 (Finances)	439
– séances de la Commission 3 (Affaires générales)	449
– séances de la Commission 4 (Poste aux lettres – Réglementation)	499
– séances de la Commission 5 (Poste aux lettres – Tarification et rémunération)	563
– séances de la Commission 6 (Poste aérienne)	605
– séances de la Commission 7 (Colis postaux)	629
– séances de la Commission 8 (Services financiers postaux)	659
– séances de la Commission 9 (Coopération technique)	689
– séances de la Commission 10 (Rédaction)	719
– séances du Groupe de travail des formules	811
4. Table de concordance entre les projets d'Actes distribués à Washington et les Actes définitifs publiés ultérieurement par le Bureau international	831
5. Index alphabétique	843

Table des abréviations (sigles, symboles, etc.) et signes employés dans les Décisions du Congrès de Washington 1989

A. Abréviations, etc., courantes

Administration	Administration postale (cette abréviation n'est toutefois pas utilisée quand il paraît indiqué de préciser, pour éviter tout doute, qu'il s'agit d'une Administration postale et non d'une autre administration)
Arr.	Arrangement
art.	article
c	centime
CCEP	Conseil consultatif des études postales
CE	Conseil exécutif
cf.	conférer (dans le sens de comparer deux choses pour juger en quoi elles s'accordent et en quoi elles diffèrent)
Chèques	Arrangement concernant le service des chèques postaux
cm	centimètre
col.	colonne
Colis	Arrangement concernant les colis postaux
Constitution	Constitution de l'Union postale universelle
Conv. ou Convention	Convention postale universelle
d...	lettre à compléter selon le cas, comme suit: d', de, des, du (ce sigle est employé principalement dans les formules)
dm	décimètre
Doc	Documents (du Congrès, des Commissions, etc.)
DTS	Droit de tirage spécial
form.	formule
fr	franc
g	gramme
h	heure
id.	idem
kg	kilogramme
km	kilomètre
lb (16 onces)	livre avoirdupois (453,59 grammes)
M...	à compléter selon le cas, comme suit: Monsieur, Madame, Mademoiselle ou l'adresse (ce sigle est employé principalement dans les formules)
M.	Monsieur
MM.	Messieurs
Mlle	Mademoiselle
Mme	Madame
m	mètre
Mandats	Arrangement concernant les mandats de poste
max.	maximum
mille marin	1852 mètres

Table des abréviations et signes

min.	minimum
mm	millimètre
mn	minute (de temps)
N° ou n°	numéro
ONU	Organisation des Nations Unies
oz	once (28,3465 grammes) (16e partie de la livre avoirdupois)
p.	page
p. ex.	par exemple
Prot. ou Protocole	Protocole final (de l'Acte respectif)
Règl.	Règlement d'exécution
Règl. gén. ou Règlement général	Règlement général de l'Union postale universelle
Remboursements	Arrangement concernant les envois contre remboursement
s	seconde (de temps)
t	tonne (1000 kilogrammes)
t-km	tonne-kilomètre ou tonne kilométrique (unité utilisée en matière de transport)
UPU ou Union	Union postale universelle

B. Abréviations relatives aux formules

(Ces abréviations sont toujours suivies du numéro d'ordre de la formule)

AV	Correspondances-avion
C	Convention
CP	Colis
MP	Mandats
R	Remboursements
VD	Valeurs
VP	Chèques

C. Autres abréviations conventionnelles spécifiées dans les Actes

AI	avis d'inscription
AO	autres objets ou envois autres que les LC
A.R.	avis de réception
BT	bulletin de transit
F	feuille d'avis ou feuille de route
LC	lettres et cartes postales ou lettres, aérogrammes, cartes postales, mandats de poste, mandats de remboursement, valeurs à recouvrer, lettres avec valeur déclarée, avis de paiement, avis d'inscription et avis de réception
M (sacs)	sac spécial contenant des imprimés à l'adresse du même destinataire et pour la même destination
PP	port payé
R	recommandé
S.A.L.	Courrier de surface transporté par la voie aérienne
SV	sac vide
T	taxe à payer
t.m.	transit maritime
TP	taxe perçue
t.t.	transit territorial
V	valeur déclarée
XP	par exprès (indication de service taxée télégraphique)

Procès-verbaux et rapports

1. Séance inaugurale et séances plénières du Congrès
2. Séances de la Commission 1 (Vérification des pouvoirs)
3. Séances de la Commission 2 (Finances)
4. Séances de la Commission 3 (Affaires générales)
5. Séances de la Commission 4 (Poste aux lettres – Réglementation)
6. Séances de la Commission 5 (Poste aux lettres – Tarification et rémunération)
7. Séances de la Commission 6 (Poste aérienne)
8. Séances de la Commission 7 (Colis postaux)
9. Séances de la Commission 8 (Services financiers postaux)
10. Séances de la Commission 9 (Coopération technique)
11. Séances de la Commission 10 (Rédaction)
12. Séances du Groupe de travail des formules

Inauguration solennelle du XXe Congrès de l'Union postale universelle de Washington, D.C.

Le XXe Congrès de l'Union postale universelle est ouvert solennellement le lundi 13 novembre 1989, à 10 h 30, au Kennedy Center à Washington, D.C., par M. George Bush, Président des Etats-Unis d'Amérique, en présence de M. Anthony Frank, Postmaster General des Etats-Unis d'Amérique, M. K.R. Murthy, Doyen du Congrès, M. A.C. Botto de Barros, Secrétaire général, et des délégations des Pays-membres de l'Union postale universelle.

La cérémonie inaugurale commence avec l'interprétation du «New England Triptych» (Triptyque de la Nouvelle-Angleterre) par l'Orchestre national symphonique, sous la direction de Rafael Frühbeck de Burgos.

Après l'arrivée de M. George Bush, Président des Etats-Unis d'Amérique, les honneurs militaires lui sont rendus. Ensuite, M. George Bush ouvre officiellement le XXe Congrès:

«Bienvenue aux Etats-Unis. C'est un plaisir de s'adresser à l'Union postale universelle car cela fait surgir à notre esprit tant d'images de notre histoire. Depuis la nomination de notre premier Postmaster General, Benjamin Franklin, aux voies tracées par les postiers chevauchant les «Pony Express» et jusqu'à la commodité des bureaux de poste modernes, l'histoire de la poste est liée à celle de notre pays.

Et le courrier lui-même est le reflet de la saga de l'Amérique. En 1814, Dolly Madison écrit à sa sœur pour raconter comment elle a réussi à s'échapper de la Maison-Blanche en flammes. Alexander Hamilton envoie une lettre d'adieu à sa femme avant son duel avec Aaron Burr. Harry Truman décrit aux siens sa première nuit de Président. Je suis sûr que l'on peut retrouver des lettres semblables dans l'histoire de tous les pays rassemblés ici aujourd'hui.

Mais il n'est arrivé qu'une seule autre fois dans notre histoire que les Etats-Unis aient l'honneur d'accueillir un Congrès de l'UPU, le cinquième, qui a eu lieu en 1897, ici à Washington, D.C. Pour cette réunion, 106 délégués de 55 pays se sont retrouvés dans la Renwick Gallery, de l'autre côté de la Maison-Blanche, sur la Pennsylvania Avenue.

Le monde a beaucoup changé depuis votre premier Congrès à Washington. Les délégués à ce cinquième Congrès n'avaient jamais entendu parler de radio ou de télévision, encore moins d'ordinateurs, d'avions, de navettes spatiales ou de satellites qui nous semblent désormais chose banale.

En 1897, les employés de l'Administration postale américaine triaient encore le courrier à la main de manière fort semblable à celle de leurs prédécesseurs en 1775, au moment de la nomination de Benjamin Franklin. Aujourd'hui, la poste des Etats-Unis a fait de grands progrès dans le domaine du traitement automatisé, certaines machines pouvant trier jusqu'à 35 000 lettres à l'heure.

Les services postaux du monde ont eux aussi changé grâce aux progrès des techniques. De Hammerfest, en Norvège, sur l'océan Arctique, à Alice Springs, au fin fond de l'Australie, les Administrations postales ont su adapter de façon intelligente la technologie à leur exploitation pour qu'à tous coups le courrier parvienne à destination.

Les histoires abondent de distributions étonnantes de lettres ayant suivi le circuit postal: en 1916, un immeuble de briques de 40 000 tonnes a traversé l'Utah par la poste, brique par brique, car cela revenait moins cher ainsi qu'en payant des frais de transport. Cette année, 120 abeilles vivantes ont été postées à Hawaï à destination de la Virginie, mais en route l'avion s'est écrasé. Les abeilles ont survécu et ont été remises dans une épaisse enveloppe accompagnée d'une note du Postmaster de Sioux City, dans l'Iowa, pour expliquer le retard. Et l'histoire de cet homme qui, à la suite d'un pari de 500 dollars, s'est posté lui-même pour aller de New York à Los Angeles (toutefois, après huit heures d'avion dans une caisse remplie de mousse de polystyrène, il a décidé de se tenir dorénavant à l'écart de la poste). Bien sûr, ces histoires sortent de l'ordinaire, mais il est vrai que les Américains sont fiers du fantastique travail accompli par la poste des Etats-Unis et ses 800 000 employés.

Mais je suis aussi fier de la contribution qu'ont apportée et qu'apportent toujours les Etats-Unis à l'Union postale universelle. La première tentative d'organisation d'une union postale à l'échelle mondiale est due, pour une grande part, à l'inspiration de Montgomery Blair, Postmaster General pendant le premier mandat du Président Abraham Lincoln.

A son invitation, des délégués provenant de 15 pays se sont rencontrés à Paris en 1863 pour proposer une réglementation de la poste internationale. Les historiens décrivent l'organisation postale des pays à cette époque comme un chaos total. On comptait dans le monde entier au moins 1200 tarifs postaux distincts. Les pays étaient obligés de conclure des accords bilatéraux pour régir les échanges de courrier. Le Postmaster General Blair, avec de nombreux autres, a envisagé l'idée d'un système universel dans lequel le monde entier serait considéré comme un seul territoire postal.

Il a fallu beaucoup de sagesse, d'éloquence et de travail pour aboutir à la création de l'Union postale universelle. A l'origine elle n'a pas été l'œuvre d'un seul homme ni d'un seul pays mais plutôt d'un grand nombre d'hommes et de pays. L'idée d'une collaboration universelle, hardie dans sa conception et audacieuse dans son principe, pour l'époque, a fait de plus en plus son chemin dans un monde qui reconnaissait l'existence d'obligations internationales et l'interdépendance croissante de tous les peuples.

Les lettres que la poste achemine, en liant les peuples et les nations du monde, véhiculent souvent de nombreuses et nobles entreprises: les progrès de la civilisation, l'intensification des échanges commerciaux, la promotion de l'industrie et de la science et l'encouragement des efforts de paix et de bonne volonté. De fait, j'ai appris qu'ici, à l'occasion de votre exposition philatélique «World Stamp Expo», une nouvelle série de timbres de l'Union soviétique sera émise. Deux d'entre eux représentent des astronautes américains.

La nécessité de communiquer par la poste au-dessus des frontières nationales, malgré la marche du temps et l'avènement des télécommunications, est demeurée inchangée jusqu'à ce jour. L'expansion des postes du monde, représentées par les 170 nations de l'UPU, confond l'imagination. Car même la technologie la plus récente et les services de distribution instantanée ne peuvent accomplir ce que la poste, à elle seule, est capable de faire: acheminer le courrier vers n'importe quel point de la terre, à n'importe quel destinataire pour une somme infime.

Chaque semaine je reçois jusqu'à 60 000 lettres de tous les Etats de l'Union et de presque tous les pays du monde. Des lettres d'enfants comme de personnes âgées. Dans ce monde de fax et de fibres optiques, le courrier représente encore le moyen le plus intime par lequel les gens de ce pays et d'ailleurs dévoilent leurs pensées, leurs espoirs et leurs rêves, que ce soit un enfant qui, le crayon à la main, écrit au Père Noël ou le soldat qui attend une lettre chère du pays.

«Par les lettres les âmes se mêlent» a écrit le poète John Donne. C'est un noble métier que le vôtre car, grâce à votre travail, le mot écrit transporte l'imagination, améliore la condition humaine et touche les cœurs. Je vous souhaite bonne chance dans votre tâche au cours des cinq semaines de ce Congrès. Que Dieu vous bénisse et bénisse l'Amérique. Merci.»

(Applaudissements.)

M. Anthony Frank, Postmaster General des Etats-Unis d'Amérique, prononce ensuite son discours:

«En ma qualité de Postmaster General des Etats-Unis, j'ai le privilège et le grand plaisir de vous souhaiter la bienvenue à l'ouverture du XXe Congrès postal universel.

Au nom de l'Administration postale des Etats-Unis, je tiens à vous remercier d'avoir fait ce long voyage de tous les coins du monde pour venir ici. Nous vous savons gré d'avoir choisi les Etats-Unis pour célébrer cet événement important et nous sommes honorés de votre présence.

Je suis particulièrement heureux que M. le Président des Etats-Unis, George Bush, ait pu être parmi nous pour présider l'ouverture officielle de ce Congrès et vous saluer de la part du peuple et du Gouvernement. Le Président m'a demandé de vous exprimer ses regrets que son emploi du temps ne lui permette pas de rester avec nous pendant la cérémonie tout entière.

Nous avons aussi l'insigne honneur de souhaiter la bienvenue au Doyen du Congrès, M. K.R. Murthy, ancien Directeur général des postes de l'Inde.

Il est vrai que le Doyen fait office de porte-parole de tous les délégués mais il personnifie aussi, dans une large mesure, l'esprit du Congrès. Et je sais que, comme moi, vous pensez que M. Murthy, de par son rayonnement, favorisera l'amitié et la coopération et rehaussera ainsi la valeur de toutes nos délibérations.

La personnalité chaleureuse et la bonne volonté de M. Murthy, son intégrité et son professionnalisme ainsi que son impartialité et son dévouement au service public sont bien connus. Il est, en outre, le premier Doyen à ne pas venir de l'Europe ou de l'Amérique du Nord et ce fait ajoute un nouvel aspect bienvenu d'universalité à notre histoire.

Nous vous remercions, Monsieur le Doyen, de la contribution que vous avez déjà apportée à l'UPU pendant votre carrière émérite et nous envisageons avec plaisir la perspective de travailler avec vous pendant ces cinq semaines à venir.

Le choix de Washington pour le déroulement de ce Congrès est particulièrement heureux car c'est dans cette ville que la première proposition tendant à une coopération postale mondiale a vu le jour.

En 1862, le Postmaster General des Etats-Unis, Montgomery Blair, a constaté le manque d'organisation des échanges internationaux de courrier et en a conclu que toutes les Administrations postales du monde devaient agir d'une manière plus concertée. Homme d'action, il a aussitôt entrepris d'inviter, par l'intermédiaire de notre Ministère des affaires étrangères, les autres gouvernements à discuter de la question.

Cela a abouti à une réunion historique de quinze pays, à Paris, le 11 mai 1863, et à l'adoption des premières directives en faveur des échanges mondiaux de courrier.

Cette collaboration s'est avérée si utile que plus tard, en 1874, à l'initiative de l'Allemagne en la personne de Heinrich von Stephan, les pays se sont à nouveau rencontrés et ont, cette fois, officialisé leur entente en fondant l'Union postale universelle.

Au moment de cette initiative internationale, Montgomery Blair s'était déjà révélé un administrateur remarquable et nous, Américains, lui sommes en grande partie redevables de la fondation de notre service moderne.

A n'importe quel moment, les réformes et les améliorations dont il est l'initiateur auraient été dignes d'intérêt mais la chose la plus étonnante est qu'elles ont été entreprises en un temps où les Etats-Unis étaient engagés dans une guerre civile entre le Nord et le Sud.

De fait, au moment de la réunion de Paris, la guerre se présentait sous un jour terriblement sombre pour le Nord et la division permanente du pays apparaissait comme une réelle éventualité. Pourtant, les travaux visant à l'amélioration des échanges internationaux de courrier ont avancé.

Dans le cadre de la commémoration philatélique de ce Congrès, nous allons bientôt émettre un aérogramme en l'honneur de Montgomery Blair et nous espérons qu'en le voyant vous penserez au contexte historique dans lequel il vivait.

Plus tard dans le XIXe siècle, Washington a de nouveau joué un rôle important dans l'histoire de l'UPU. Cette ville a été le lieu du Ve Congrès postal universel, en 1897. C'est pourquoi la présente célébration est la seconde occasion pour les Etats-Unis d'avoir la fierté d'accueillir le Congrès postal universel.

Cent trois délégués venant de 56 pays assistaient au premier Congrès de Washington. Vous pourrez en voir les photographies dans une vitrine du Convention Center. Avec leur visage de jadis, ils nous observent de leur passé lointain, semblables à nous à bien des égards et pourtant issus d'un monde si différent en vérité.

Les délégués de 1897 sont venus jusqu'ici en bateau à vapeur et en train, non en jet, et leur voyage a duré des jours, voire des semaines, et non quelques heures. En revanche, leurs bagages sont arrivés en même temps qu'eux.

Depuis leur époque, l'homme a séparé l'atome, marché sur la lune, vécu deux guerres mondiales dévastatrices, assisté à la naissance de nombreuses nations nouvelles et fières et étendu les limites de la connaissance dans tous les domaines de l'action humaine.

En dépit de tous ces changements, une chose est demeurée constante: le besoin, le besoin urgent des hommes de communiquer.

Les délégués de 1897 se sont réunis pour répondre à ce besoin comme nous le faisons aujourd'hui. C'est le lien le plus fort qui nous lie au passé et qui nous lie entre nous.

Quand le Ve Congrès s'est réuni, la poste régnait en maître. Le seul moyen de communication rivalisant avec elle au niveau mondial était le télégraphe mais bon nombre des câbles transocéaniques étaient encore en cours d'installation à ce moment-là et la portée du télégraphe était limitée.

Aujourd'hui, évidemment, les hommes disposent d'un nombre bien plus grand de moyens de communication et nous ne pouvons que nous en réjouir car ces nouveaux moyens ont réduit les distances et ont ainsi rendu le monde plus habitable, il me semble.

Mais que personne ne pense que du fait que le courrier n'est plus qu'un moyen de communication parmi tant d'autres il en a perdu de son importance. Le courrier est aujourd'hui aussi indispensable que jamais.

Les sociétés spécialisées de distribution abondent de nos jours. Elles aussi répondent à un besoin. Mais elles ne servent pas n'importe qui et ne vont pas n'importe où, et, malgré leur réputation générale d'efficacité, elles seraient bien en peine d'abattre le travail que nous effectuons, ne serait-ce qu'un seul jour.

Seule la poste peut atteindre et servir tous les hommes, les femmes et les enfants de cette planète tous les jours de l'année et cela à un prix à la portée de toutes les bourses.

Chaque jour, nos Administrations ramassent et distribuent des centaines de millions de lettres, journaux, magazines, livres, catalogues, colis, circulaires, etc. – envois pour la plupart considérés par les sociétés privées comme peu rentables – mais imaginez ce que le monde deviendrait si ce flux devait, un jour, être sérieusement interrompu. Il en résulterait des répercussions économiques catastrophiques et la vie des hommes s'appauvrirait aussi de bien des façons.

Je suis très heureux que le thème «Servir la clientèle» soit au centre de notre débat de jeudi, car c'est là qu'est le cœur du problème. Et j'espère sincèrement que la question «que désirent nos clients?» demeurera notre préoccupation principale tout au long de ce Congrès.

La qualité d'une entreprise, grande ou petite, publique ou privée, se jauge à sa souplesse, à sa capacité à reconnaître que les circonstances ne cessent d'évoluer et à sa volonté de s'adapter pour faire face à cette évolution.

A l'Union postale universelle, nous nous targuons à juste titre de notre longue histoire et de nos nobles traditions. Pourtant, en même temps, conscients des mutations de l'environnement dans lequel nous opérons, nous ne devons pas craindre de forger de nouvelles traditions à marier aux anciennes.

Autrement dit, nous devons nous moderniser, tant dans la manière dont nous traitons le courrier que dans celle dont nous communiquons entre nous au sein de cette vénérable organisation. Et pour cela, faisons la place à l'audace, à l'imagination et, pourquoi pas, à la témérité.

Une gestion moderne exige une amélioration des structures de gestion, une utilisation et une maîtrise accrues de la technologie, une présence active sur le marché, un bon usage de la recherche, une aptitude à fixer des prix et à tailler de nouveaux services à la mesure de la demande, une écoute du public et des réactions gouvernementales et un désir sans relâche de toujours faire mieux.

Voilà les qualités qu'il nous faut cultiver davantage, tant au sein de nos propres Administrations que dans nos activités internationales communes.

Pour pallier les différentes limites de nos ressources, nous devons user de notre créativité, de notre ingéniosité ainsi que de notre assistance mutuelle.

Visons à former un bloc plus soudé et à une unicité d'action, tout en respectant les différences de chacun.

Et parce que le monde ne va pas nous attendre et que notre temps à ce Congrès est limité, nous devons agir avec diligence.

Nous avons les moyens de réaliser toutes ces choses et je suis sûr que nous y réussirons.

Notre tâche sera grandement facilitée si nous arrivons à mieux nous connaître mutuellement et sur ce point je souhaiterais lancer un défi personnel à chacun d'entre nous: j'aimerais inciter chaque délégué à faire consciemment et de façon délibérée l'effort chaque jour de se faire au moins un nouvel ami d'un autre pays et d'échanger avec lui ses avis sur la poste.

Si nous le faisons, un dialogue s'établira qui aura pour effet non seulement de multiplier la qualité de notre expérience personnelle, mais aussi d'accroître nos connaissances professionnelles et notre capacité d'agir comme une entité unifiée.

J'espère que vous me prendrez tous au mot et que vous inciterez vos collègues à faire de même.

Pour notre part, en tant qu'Administration invitante, nous avons consacré de longs et durs efforts pour créer un décor accueillant pour les activités du Congrès. Nous avons prévu un calendrier d'activités sociales et d'excursions, qui, je l'espère, vous permettront de vous détendre, de vous distraire et de faire meilleure connaissance avec vos collègues et les Etats-Unis.

Nous, Américains, sommes très fiers de notre pays et nous espérons que pendant le temps que vous passerez en notre compagnie, en découvrant certains aspects de notre vie nationale, vous commencerez à comprendre pourquoi.

L'une des raisons majeures de cette fierté est facile à deviner. Il suffit de se promener dans n'importe quelle rue en Amérique. C'est la diversité de notre peuple, l'une des principales sources de notre force.

Les citoyens de ce pays viennent de tous les points du globe, plongent leurs racines dans tous les pays du monde. Aussi espérons-nous que quand vous marcherez dans les rues, quand vous vous mêlerez à notre peuple, vous ressentirez un esprit de parenté, le sentiment d'être chez vous et que cette expérience vous donnera envie de revenir visiter notre pays bien des fois encore.

En guise de conclusion, je tiens encore à vous exprimer ma joie de vous voir ici et mon fervent désir que ce moment soit pour vous aussi mémorable que fructueux. Merci.»

(Applaudissements.)

Enfin, M. K.R. Murthy, ancien Directeur général des postes de l'Inde, Doyen du Congrès, prend la parole:

«C'est pour moi un privilège unique et un grand plaisir de vous souhaiter à tous la bienvenue. En tant que Doyen de ce Congrès, il m'est agréable d'exprimer au nom de tous les participants à ce Congrès notre reconnaissance envers le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique pour avoir invité notre Union à tenir ce Congrès ici à Washington. Nous avons tous reçu un accueil chaleureux et amical à notre arrivée et nous apprécions profondément cet élan d'amitié qui a été si spontané et si débordant.

Nous sommes très honorés de la présence ici, aujourd'hui, de M. George Herbert Walker Bush, Président des Etats-Unis d'Amérique, qui a aimablement consenti à inaugurer ce XXe Congrès de l'Union postale universelle. Le grand intérêt que porte l'Administration postale de ce pays aux travaux de l'Union est bien connu. Nous pouvons rappeler l'intérêt constant manifesté par cette Administration pour la modernisation de la poste et pour tout ce qui contribue à améliorer la qualité du service, renforcer la coopération internationale et assurer une intégration plus complète de la poste mondiale.

L'une des plus grandes Administrations postales, la poste des Etats-Unis, n'a cessé de s'employer à promouvoir la cause de la poste, à bien cerner les besoins de ses clients et à les satisfaire. Ses efforts et ses expériences dans ces domaines ont aussi été d'une valeur inestimable pour les autres membres de l'Union.

Nous savons que ce n'est pas la première fois que le Congrès se tient dans ce pays. La célébration de cet événement remonte même à 1897. Quand nous contemplons avec le recul les travaux entrepris à cette époque, nous viennent à l'esprit la durable contribution de Sir Rowland Hill, l'œuvre de pionnier de Heinrich von Stephan de l'Administration postale allemande, l'image, les idées et la vision de Montgomery Blair, premier Postmaster General des Etats-Unis.

On pourrait en citer d'autres encore de plusieurs Administrations postales, dont l'action a contribué à nous fonder dans une Union forte et motivée, vouée au service des Pays-membres et à l'enrichissement de nos vies des points de vue social, culturel et économique.

Au nom de toutes les Administrations postales de l'Union, il m'est très agréable de remercier M. Anthony M. Frank, Postmaster General de ce pays, pour ses aimables mots de bienvenue. Quant à l'organisation de ce présent Congrès, nous savons que c'est une entreprise qui réclame un gros effort et de grandes compétences. Elle a exigé un travail considérable d'étude et de préparation, une bonne liaison avec un certain nombre de services et d'entreprises et l'engagement de ressources conséquentes.

Je suis tout à fait sûr que ces efforts contribueront à rendre votre séjour à Washington confortable et nos travaux lors de ce Congrès intéressants et fructueux. Au nom de tous les délégués, j'ai l'extrême plaisir d'exprimer notre gratitude à notre hôte, l'Administration postale des Etats-Unis. J'aimerais aussi profiter de cette occasion pour dire aux autorités de la ville de Washington combien nous apprécions le fait qu'elles aient mis de nombreux services à notre disposition pour la tenue de ce Congrès.

Le XXe Congrès se réunit au moment où nous avançons à grands pas vers le XXIe siècle avec les promesses de progrès et d'immense évolution technologique qu'il contient. Dans une telle période de mutation, les fruits du progrès devraient revenir à tous les secteurs de la communauté mondiale. En tant qu'associés dans une entreprise internationale, il convient que nous établissions des liens plus étroits pour atteindre une meilleure connaissance réciproque et un front d'action commun et uni.

Et si l'on veut que la poste mondiale prospère en tant qu'organisation, il est urgent de faire progresser tous les éléments qui la composent, car la poste n'a pas de frontières et les forces et les faiblesses d'une Administration se reflètent fidèlement dans la qualité du service non de cette seule Administration, mais de toute une chaîne d'autres Administrations.

Nous, membres de l'Union, venons de régions géographiques différentes; nos objectifs et besoins nationaux diffèrent amplement. Pour répondre à nos besoins, certains d'entre nous devront tirer meilleur profit de la nouvelle technologie qui, maintenant, s'offre à nous. D'autres devront veiller à ce que les méthodes dépassées soient abandonnées et prendre des mesures tendant à la simplification et à la rationalisation de leurs méthodes de travail. Le caractère et la composition de notre clientèle se modifient constamment. Les exigences des milieux d'affaires et d'autres nouveaux groupes de clients devront être sans cesse revues et identifiées. La conception de meilleures méthodes de formation et de motivation du personnel est un autre point sur lequel il faudra nous pencher. Et dans chacune de nos Administrations, des efforts devront être faits pour réduire les coûts de fonctionnement.

Certains aspects de cette situation évolutive nous sont bien connus et monopolisent notre attention depuis déjà un certain temps. Mais à l'approche de ce tournant du siècle, nous observons tout à coup que des communautés rurales et des pays jusqu'ici essentiellement agricoles s'engagent de plus en plus dans de nouvelles activités industrielles, commerciales et économiques. Les Administrations postales tant des pays développés que des pays en développement se trouvent aujourd'hui confrontées à une grande variété de demandes provenant d'une clientèle enthousiaste et exigeante.

Dans notre approche pour évaluer la situation générale, nous allons nous employer à examiner de près les efforts déjà entrepris. Dans quelques jours, nous serons plongés dans un débat tendant à percevoir les tendances futures, à définir les actions à entreprendre et à établir un programme de travail pour les cinq années à venir. Ce débat devrait nous aider à cerner la réalité qui émerge dans quelques Administrations postales en développement et désavantagées. Une poste aux lettres foisonnante, les attaques de nouveaux concurrents, une clientèle difficile, la nécessité d'un travail constant pour maintenir un niveau élevé de qualité sont autant de domaines sur lesquels nous devons nous pencher.

L'Union postale universelle, qui a été fondée en 1874, compte aujourd'hui 170 membres. Nous nous sommes soudés en une organisation réellement intégrée et nos échanges mutuels d'informations techniques et d'expériences pratiques ont contribué à renforcer

chacune de nos Administrations. Je suis sûr que dans les années à venir, ce renforcement ira croissant et nous aidera à maintenir notre tradition de service en faveur de tous les peuples du monde.

Pour conclure, j'aimerais, par votre intermédiaire, Monsieur le Postmaster General, adresser au nom de tous les fonctionnaires postaux du monde entier nos salutations aux fonctionnaires de la poste de votre pays. J'ai aussi le grand plaisir de saluer tous nos invités d'honneur présents ici ce matin.»

(Applaudissements.)

A la fin de la cérémonie, l'Orchestre national symphonique joue la «Première symphonie» de Samuel Barber.

Séance d'ouverture du Congrès

Lundi 13 novembre 1989

Présidence de M. K.R. MURTHY, Doyen du Congrès, et de M. EDWARD E. HORGAN, Jr., Associate Postmaster General, Président

La séance est ouverte à 15 h 15.

Ouverture du
Congrès par
le Doyen

M. K.R. MURTHY, DOYEN DU CONGRÈS, assume la présidence du Congrès conformément à l'article 6, paragraphe 2, du Règlement intérieur des Congrès.

Il déclare ouverte la première séance plénière du XXe Congrès postal universel et souhaite la bienvenue aux participants de ce Congrès, un événement important, qui permet de renouveler des liens d'amitié, de passer en revue les activités de l'Union, en tenant compte des besoins de la clientèle pour mieux faire face aux défis de l'avenir et de mesurer le chemin parcouru depuis le Congrès de Hamburg par l'Union qui compte actuellement 170 Pays-membres. En se référant à sa nomination de Doyen, qui honore également son pays, il remercie chaleureusement tous ceux qui sont à l'origine de la position privilégiée qu'il occupe, et dans laquelle il s'efforcera de remplir au mieux sa tâche dans l'intérêt du monde postal.

Appel des
Pays-membres

Sur les 170 Pays-membres de l'Union, le Secrétaire du Congrès signale, après l'appel nominal des pays, que 141 sont présents ou représentés. La liste de ceux-ci figure en annexe 1.

Le quorum étant atteint, le Congrès peut délibérer valablement.

Le DOYEN rappelle les noms des collègues et amis décédés depuis le Congrès de Hamburg. Il s'agit de:

M. J. JUNG, Dr en droit, ancien Vice-Directeur ministériel au Ministère fédéral des postes et télécommunications de la République fédérale d'Allemagne et Doyen du XVIIe Congrès postal universel de Lausanne 1974

M. W.F. BOLGER, former Postmaster General des Etats-Unis d'Amérique. Beaucoup d'entre vous se souviennent de lui au Congrès de Hamburg. M. Bolger a été l'auteur de l'invitation qui nous rassemble ici. Nous savons l'excellent travail qu'il a accompli dans le domaine du courrier postal et de la coopération internationale. S'il était parmi nous aujourd'hui, il serait fier de voir les fruits de certains de ces efforts.

M. A.H.J. HOBACHI, ancien Directeur adjoint des postes de l'Arabie saoudite et Conseiller de S.E. le Ministre des télégraphes, des postes et des téléphones

M. A.J. GARGANTINI, ancien Directeur général chargé du Secrétariat général de l'Entreprise nationale des postes et télégraphes de l'Argentine

M. B.C. MORITZ, former State Manager, Victoria, Australie

M. A.F.M. MAHBUBUL HOQUE, Ex-Director General, Bangladesh Post Office

M. C. BARROCO, ancien Chef du Département des relations internationales du Brésil

M. S. CISSOKO, ancien Ministre des postes et télécommunications de la République de Côte d'Ivoire

M. A.B. M. LOTFI, ancien Directeur général des affaires financières d'Egypte

M. M. CASTANO, ancien Chef des transports aériens de la Direction générale des postes d'Espagne

M. K. SPATHARIS, ancien Directeur du département des services postaux de Chypre

M. KIL-TOK YU, former Assistant Section Chief, International Postal Division de la République de Corée

Mme O.C. SEGRERA ARANDA, ancienne Directrice des relations internationales de Cuba

M. F. MARTY VALDES, ancien Vice-Directeur des postes et télégraphes de Cuba

M. B.M. ANDERSEN, ancien Directeur délégué du Danemark

M. U. TALVITIE, former Director of the Foreign Division de Finlande

M. FULBERT BONGOTHA, ancien Ministre des postes et télécommunications du Gabon

M. LUBIN NTOUTOUME-OBAME, ancien Ministre des postes et télécommunications du Gabon

M. D. HORN, ancien Vice-Ministre des communications et des postes, Directeur général des PTT de la Hongrie (Rép.)

M. J. SCANNELL, former Secretary, Department of Posts & Telegraphs d'Irlande

M. A. MALEK, Dr en droit, ex-Directeur général des postes du Liban

M. G.F.J.A. GROEN, ancien Directeur principal adjoint des Pays-Bas

M. W. GURGUL, ancien Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des PTT de la République populaire de Pologne

M. M.S. FADL, ancien Président du Conseil d'administration et ancien Directeur général de la Corporation du Soudan

M. O. RAINER, ancien Directeur général des PTT de la Suède

M. H.-W. BINZ, Dr en droit, ancien Président de la Direction générale de l'Entreprise des PTT suisses

M. E.A. MOTINE, ancien Directeur général du Département des relations extérieures du Ministère des postes et télécommunications de l'URSS

M. P. VASILJEVIC, ancien Directeur général des PTT de Yougoslavie

M. N. MILANOVIC, ancien Directeur général des PTT de Yougoslavie

M. F.R. RADICE, ancien Vice-Directeur général du Bureau international

M. F. CANABAL, ancien Conseiller adjoint au Bureau international

Les collègues dont j'ai lu les noms ont tous apporté une contribution non négligeable à la poste internationale et à leur Administration. Nous leur devons une grande reconnaissance. Ils nous ont quittés, mais leur souvenir reste présent dans nos mémoires. Je vous demanderai donc, en respect de leur mémoire, de vous lever et d'observer une minute de silence.

(L'assemblée observe une minute de silence.)

Je propose que le Secrétariat envoie un message de sympathie au nom du Congrès aux familles des collègues décédés.

J'ai également sous les yeux une liste d'amis et collègues qui ont pris leur retraite (cf. annexe 2). Ils ont eux aussi rendu de grands services à la poste universelle et on peut aussi associer leur nom à la croissance des activités de l'UPU. A eux également, nous pourrions envoyer, par l'intermédiaire du Secrétariat, nos meilleurs vœux de longue et heureuse retraite.

Discours
du Doyen

Il y a un peu plus de cinq ans, nous étions réunis au Congrès de Hamburg. En application des décisions qui y ont été prises, nous avons passé en revue les activités de la poste, les dispositions adoptées pour répondre aux besoins de nos clients et nous avons institué des mesures propres à améliorer la qualité du service postal, ainsi que la gamme des prestations postales.

Depuis lors, un certain nombre d'Administrations postales ont réalisé d'énormes progrès et procédé à des modifications profondes. Dans de nombreux pays, la poste a été reconnue comme une des entreprises ayant le mieux réussi. On a pu vérifier l'interdépendance des Pays-membres et l'Union postale universelle est devenue une association mondiale qui est à la fois fiable, forte et efficace.

A une époque où les peuples du monde entier s'unissent pour forger ensemble une communauté mondiale dont les membres sont encore plus étroitement liés les uns aux autres, la poste internationale a indiscutablement un important rôle à jouer. L'essor économique, social et culturel de l'humanité constitue un des objectifs de notre Union; pendant ce Congrès, nous étudierons comment il nous est possible de suivre le rythme d'un monde en constante évolution, nous nous efforcerons de déterminer comment venir à bout des difficultés d'ordre opérationnel et comment parvenir à offrir à la communauté mondiale un service de haute qualité. Nous chercherons aussi à dégager les modalités grâce auxquelles les nouvelles connaissances et les nouvelles technologies pourraient être partagées par chacun d'entre nous dans un esprit de réciprocité.

A Hamburg, nous nous sommes fixé certaines tâches dans l'exécution desquelles le Conseil exécutif et le Conseil consultatif des études postales ont joué un rôle éminent. M. Fritz Koller, Président du Conseil exécutif, M. Balma, ex-Président du CCEP, et M. M. Houissa, Président du CCEP, ont été pour l'Union d'un très grand service et ils ont rempli leur mission avec compétence et brio.

Le Secrétaire général, M. Botto de Barros, a dirigé le Bureau international en se mettant de façon franche et exemplaire au service de l'Union. A chacun de ces collaborateurs, nous exprimons notre gratitude et, aussi, notre admiration.

Dans les tout prochains jours, nous serons au cœur d'un débat qui devrait nous permettre de dresser un plan d'action pour l'avenir. Au cours des prochaines semaines, nous aurons à examiner un certain nombre de propositions émanant des Pays-membres.

L'amélioration de la qualité du service à la clientèle revêt pour nous tous un intérêt primordial. De fait, les Administrations postales y ont porté toute leur attention et cela plus que jamais auparavant. En outre, il nous a fallu récemment faire face à la concurrence. Cela devrait susciter, dans nos propres Administrations, un esprit de compétitivité plus puissant et plus résolu. Il est désormais évident que c'est moins contre les nouvelles technologies que contre nos concurrents que nous devons nous défendre. Or, le meilleur moyen de parer aux effets de la concurrence consiste à améliorer la qualité du service.

De quelle façon certains d'entre nous peuvent-ils bénéficier des expériences d'autres Administrations? Le Congrès accordera une attention particulière à cet aspect de la coopération entre les Pays-membres, cela conformément à la Constitution de l'Union et plus spécialement aux principes énoncés dans son article premier. Pour améliorer la qualité du service, pour supprimer les disparités actuelles, chaque Administration postale devra prendre un certain nombre de mesures. L'accent mis sur la formation, le recours à de nouvelles

technologies, l'encouragement des relations publiques et une grande motivation du personnel sont tous de nature à apporter les résultats souhaités. A partir de là, il faudra dans chacun de nos pays faire en sorte que la progression du secteur postal aille de pair avec celle qui a été réalisée dans d'autres secteurs de l'économie. Pour atteindre tous ces objectifs, il faut qu'il y ait une unité et aussi une intégration postale plus poussée. Les efforts de la poste sont liés les uns aux autres, nous avons tous un but commun, celui d'assurer à l'ensemble de l'humanité un service postal libre et efficace. Autrement dit, nous sommes tous en mission et à n'en pas douter nous joindrons nos mains et unirons nos cœurs pour que ce Congrès soit une réussite et que notre Union accomplisse sa tâche de façon exemplaire. A vous tous je souhaite que vos efforts connaissent un retentissant succès.

(Applaudissements.)

Désignation
du Président
d'honneur
du Congrès

Le DOYEN: J'ai le grand plaisir de proposer M. Anthony Frank, Directeur général des postes des Etats-Unis d'Amérique, comme Président d'honneur du XXe Congrès de l'UPU.

(Applaudissements.)

M. Anthony Frank apportera au Congrès tout le dynamisme de son expérience en tant qu'homme d'affaires ayant particulièrement bien réussi. Il était en effet Président du Conseil et Directeur général de la First Nationwide Bank lorsqu'il fut nommé, il y aura bientôt deux ans, Postmaster General des Etats-Unis d'Amérique. Auparavant, par ses initiatives novatrices et axées sur le service, il avait fait de la First Nationwide une des entreprises bancaires les plus importantes. Il s'est vivement intéressé à l'organisation de ce Congrès et sa vaste expérience nous a été d'une très grande aide dans nos efforts.

Discours
du Président
d'honneur
du Congrès

Le PRÉSIDENT D'HONNEUR: Mesdames et Messieurs, je vous remercie sincèrement de m'avoir désigné comme Président d'honneur de ce XXe Congrès postal universel. Pour moi, c'est un événement exceptionnel. D'ici je vois un véritable portrait de la famille de l'homme. Avoir le monde entier devant soi est une expérience émouvante et qui porte à l'humilité. Peu de gens ont dans leur vie la chance d'avoir ce privilège et je me souviendrai toujours avec plaisir de cette journée.

Le 5 mai 1897, le Postmaster General des Etats-Unis de ce temps-là, James A. Gary, s'est lui aussi trouvé face aux représentants de la poste mondiale quand il a présidé à l'ouverture du cinquième Congrès postal universel. Et dans son allocution à ces délégués, il a dit (je cite): «Vous venez ici comme des messagers de paix et de bonne volonté; vous personnifiez l'alliance entre les nations, vous êtes les défenseurs du commerce international, les porteurs de messages d'amitié entre des communautés fort éloignées et pourtant étroitement unies et je vous salue en tant que représentants d'une civilisation avancée et qui poursuit son chemin.» Comme Gary l'a fait il y a quatre-vingt-douze ans, et pour les mêmes raisons, Mesdames et Messieurs je vous salue. Vous représentez l'un des plus puissants et des plus importants outils de communication jamais inventés, et aussi l'un des plus utiles. Et je suis fier d'être lié à vous de par ma profession. J'espère sincèrement qu'en travaillant ensemble nous contribuerons à l'amélioration de la poste mondiale. Il y a peu de temps, j'invitais instamment les délégués à faire connaissance, et j'espère que vous ferez cette démarche. Mais

j'espère aussi que vous profiterez de votre séjour dans ce pays pour mieux connaître la poste des Etats-Unis. Dans ce cas, vous partirez peut-être avec quelques enseignements que vous mettrez en pratique chez vous, des choses que vous voudriez faire. Peut-être aurez-vous aussi décelé des points sur lesquels nous nous sommes trompés et que vous voudrez éviter de voir se reproduire!

Notre Administration est une vaste entreprise et fière de ce qu'elle est; elle possède un riche passé, un présent parfois difficile, et selon nous, si nous nous y employons assez fort, nous pouvons lui prédire un bel avenir. Notre origine remonte à Benjamin Franklin, ce génie universel qui a été l'un des pères fondateurs de la nation et qui est aussi le premier à avoir exercé la fonction de Postmaster General des colonies unies. Nous lions notre avenir à la technologie, aux méthodes modernes et au même bon sens que celui par lequel Franklin s'est illustré.

J'espère que vous pourrez voir certains de nos services pendant votre séjour ici ou, si le temps vous manque, que vous aurez un aperçu de notre travail grâce aux représentants de la poste américaine que vous pourrez côtoyer. Le personnel réuni ici pour assurer l'organisation et la bonne marche de ce Congrès est presque exclusivement composé d'agents des services postaux américains, dont beaucoup ont parcouru de longues distances pour venir à Washington. En temps normal, ils accomplissent toutes sortes de tâches très différentes mais chacun a un point de vue sur notre Administration qui vous intéressera certainement. Ils font partie du plus grand réservoir d'emplois civils de ce pays qui compte 800 000 agents des postes travaillant dans près de 40 000 bureaux et centres de tri dispersés sur tout le territoire et qui, tous les jours, à l'exception du dimanche, distribuent 533 millions d'objets de correspondance à quelque 107 millions de foyers, bureaux, magasins et usines en Amérique. Au cours de notre année fiscale 1989, qui s'est terminée le 30 septembre, les agents postaux ont distribué au total 161 milliards d'objets de correspondance. Pour trier et oblitérer ce courrier, nous utilisons toutes sortes d'appareils, depuis les systèmes de lecture optique et d'exploration des codes à barres les plus perfectionnés jusqu'aux simples machines de bureaux que l'on trouve dans nos campagnes. Pour transporter ce courrier, nous remplissons une grande partie du compartiment à fret de presque tous les vols commerciaux américains et utilisons une flotte croissante d'avions spécialisés dans le courrier exprès et quelque 170 000 voitures, jeeps et camions. Mais, du fait de l'étendue et du relief souvent accidenté de notre pays, nous avons aussi recours à des moyens plus simples. Pour apporter le courrier aux gens qui vivent au fond du Grand Canyon, c'est à dos de mule que le voyage s'effectue; pour atteindre des villages de l'Alaska, on attelle les chiens de traîneaux et dans les bayous de la Louisiane et ailleurs, le courrier est acheminé par de petits bateaux. Nous faisons tout cela sans aucune subvention directe du Gouvernement des Etats-Unis. Nous vivons entièrement des recettes issues des affranchissements et des taxes. Et, au cours de l'exercice 1989, ces recettes se sont élevées à 38 milliards de dollars ce qui, si nous étions une entreprise privée, nous placerait parmi les géants les plus grands de l'économie américaine. Mais, bien que nous brassions de gros volumes et que notre activité soit relativement stable, nous ne sommes pas exempts des nombreux problèmes qui affectent un bon nombre d'entre vous dans vos Administrations. Après une douzaine d'années environ de très bonne croissance de notre volume de courrier, nous observons aujourd'hui une diminution de notre trafic et, partant, de nos recettes. Et si nous avons enregistré un léger bénéfice en 1989, il nous faut envisager la perspective désagréable de subir un déficit très important au cours du présent exercice, perspective que nous tâchons d'écarter par tous les moyens.

A cet effet, j'ai fixé l'objectif de maintenir l'augmentation des taxes d'affranchissement au-dessous de notre taux d'inflation pour que notre service reste compétitif sur le plan des prix. Pour réaliser cet objectif, nous suivons un plan impliquant de fonctionner avec une administration réduite, d'accroître la productivité (grâce, notamment, à l'automatisation) et d'entreprendre une action par étapes de commercialisation et de lancement de produits. Cela vous intéressera d'apprendre que l'un des domaines sur lequel nous concentrerons nos efforts est le marché de la poste aux lettres internationale qui, j'en suis convaincu, offre de magnifiques opportunités de croissance.

Je me rends tout à fait compte que ce qui marche dans une Administration peut échouer dans une autre, que chacune de nos situations est unique: je n'en pense pas moins que nous ne pouvons nous permettre d'ignorer certains principes commerciaux qui gagnent le monde entier. Ces principes sont formulés différemment selon les personnes mais le fond reste le même: fournir un service de qualité et des prix compétitifs, accroître la rentabilité, connaître le marché, servir le client avec prévenance et efficacité, avoir une politique commerciale élaborée, être à l'écoute du public, être toujours prêt à s'adapter au changement. Un philosophe grec a dit que rien n'est permanent excepté le changement, que la vie est comme l'eau qui coule, jamais tout à fait la même d'un moment à l'autre. Je pense que c'est vrai et que cela peut aussi s'appliquer à la vie des affaires. A mon sens, le plus grand défi lancé à ce Congrès est de montrer que la poste mondiale peut s'adapter au changement et devenir tout à fait moderne. Je sais que M. le Directeur général, M. Botto de Barros, Secrétaire général de ce Congrès, est conscient du caractère évolutif de notre activité et qu'il a déjà pris des mesures pour orienter l'action de l'Union vers les marchés postaux plus exigeants de l'avenir. J'attends avec plaisir le moment où nous allons travailler ensemble, Monsieur le Secrétaire général et tous les délégués à ce Congrès, pour réaliser cet objectif et contribuer à faire de ce Congrès un repère important dans l'histoire de l'UPU.

Merci encore de l'honneur que vous me faites en me désignant Président d'honneur.

(Applaudissements.)

Election
du Président
du Congrès

Le DOYEN: C'est maintenant pour moi un privilège particulier de demander à un de nos éminents collègues d'accepter la conduite des délibérations du Congrès. Il s'agit de M. Edward E. Horgan, Jr., Associate Postmaster General de l'Administration postale des Etats-Unis d'Amérique.

Natif de l'Oregon, M. Horgan a travaillé dans les départements de la recherche et de l'ingénierie. A l'Administration centrale des postes, il a également, en tant que Postmaster General adjoint, été chargé des relations avec le Gouvernement; Postmaster General de la Région Est et principal Postmaster General adjoint pour le groupe Installations et Approvisionnements. A son poste actuel de Postmaster General Associate, il a pour tâche de superviser toutes les affaires postales internationales. Il a plus de trente ans d'expérience avec les services législatifs et exécutifs de l'Etat. M. Horgan a été longtemps au service de l'Administration postale de son pays au sein de laquelle il a occupé un certain nombre de postes à responsabilité dans des secteurs pivots. Connaissant de façon excellente les affaires postales, tant administratives qu'opérationnelles, personne ne saurait être mieux placé que lui pour diriger nos travaux pendant les prochaines semaines. C'est pourquoi je propose, en vertu de l'article 7,

paragraphe 1, du Règlement intérieur des Congrès, que M. Edward E. Horgan, Jr., soit désigné Président du Congrès. Je demande votre approbation par acclamation.

(Applaudissements.)

Discours
du Président
du Congrès

Le PRÉSIDENT s'adresse à l'assemblée en ces termes: Mesdames et Messieurs, en me choisissant comme Président du XXe Congrès postal universel, vous me faites un grand honneur et je ne peux assez vous en remercier. C'est un moment qui restera toujours dans ma mémoire. Pour justifier votre confiance, je m'engage solennellement à employer toute mon énergie et mes capacités à assumer cette responsabilité. Ce moment me touche personnellement car j'entretiens depuis longtemps des liens affectifs avec les organes législatifs. De l'âge de 14 à 21 ans, tout en fréquentant le lycée puis l'université, j'ai travaillé au Sénat des Etats-Unis, la Chambre haute du Parlement américain et, plus tard, au début de ma carrière postale, j'ai servi pendant cinq ans de chef de liaison entre l'Administration postale et le Parlement des Etats-Unis. C'est pourquoi je ressens un profond respect pour les mécanismes délibératifs et le fait que l'on me demande de présider cette assemblée mondiale m'impressionne beaucoup.

De l'expérience des débats législatifs démocratiques on tire de nombreux enseignements. On apprend combien il est important d'avoir l'esprit ouvert, de respecter l'opinion de l'interlocuteur et d'être prêt à transiger. On apprend que le progrès arrive toujours plus vite quand on parvient à connaître l'autre en tant qu'individu, à sourire et à rire avec lui. Et, ce qui est peut-être le plus important, on apprend qu'il n'y a pas de limites à ce que les hommes de bonne volonté peuvent accomplir, quelles que soient leurs différences, quand ils poursuivent sincèrement un but commun. J'espère mettre en pratique quelques-unes de ces leçons pendant le Congrès pour le plus grand profit des gens que nous servons.

Je dois remercier les nombreuses personnes qui m'ont aidé à me préparer à remplir mon rôle et bien que l'on coure toujours le risque, en adressant des remerciements publics, d'oublier des personnes qui les méritent, c'est un risque que je dois prendre. Je dois tout d'abord remercier notre Secrétaire général ainsi que le personnel du Bureau international. A tous moments, M. Botto de Barros m'a généreusement permis de profiter de son temps, de son expérience et de sa clairvoyance. Sous sa direction, le Bureau international et le Secrétariat national ont établi un niveau de coopération que l'on peut qualifier d'excellent. Et je suis extrêmement heureux que l'UPU puisse continuer à bénéficier de sa direction jusqu'en 1995.

Je tiens ensuite à mentionner notre distingué collègue de la République fédérale d'Allemagne, M. Koller, Président du Conseil exécutif. Il y a tant de bonnes choses à dire à son sujet que l'on pourrait épuiser la liste des adjectifs élogieux mais il serait peut-être plus approprié de dire simplement qu'il personnifie complètement l'art de conduire les affaires de l'Etat, que son compatriote et l'un des fondateurs de l'UPU, Heinrich von Stephan, caractérisait.

Je dois en outre reconnaître publiquement la dette que mon Administration a envers le Ministère des postes et des télécommunications de la République fédérale d'Allemagne qui, avec une totale générosité, nous a instruits dans tous les détails de ce que l'accueil du Congrès de Hamburg avait comporté de démarches. Sans cette coopération, la tâche des organisateurs américains aurait été bien plus difficile et si le Congrès de Washington est réussi ce sera en grande

partie à nos estimés collègues de la République fédérale que le mérite en reviendra. Je tiens à remercier tout spécialement M. Winfried Florian, Président du Congrès de Hamburg, pour l'aide personnelle qu'il nous a apportée lors de la préparation de ce Congrès. M. Florian est aujourd'hui parmi nous dans la délégation de la République fédérale d'Allemagne.

Mes remerciements vont aussi à tous les membres du Conseil exécutif et du Conseil consultatif des études postales, en particulier à M. Houissa et M. Balma, de la Tunisie, les distingués Présidents de ce dernier CCEP, qui ont amené cet organe à produire une mine de connaissances nouvelles qui nourriront notre institution mondiale pendant de nombreuses années.

Il devient évident que si l'UPU veut suivre la rapide mutation que connaît notre monde, il lui faut compter de plus en plus sur le CE et le CCEP, ainsi que sur le BI. Les réunions du Congrès, une fois tous les cinq ans, malgré leur importance capitale, ne suffisent pas à elles seules à faire le travail.

Lors du présent Congrès, nous aurons maintes occasions de juger le travail du CE et du CCEP et j'ai le sentiment que notre appréciation sera très favorable. Nous aurons aussi à décider si de nouveaux pouvoirs doivent être donnés à ces organes représentatifs. Et ce sera, certes, l'une de nos décisions les plus importantes. Mais, quelle que soit la teneur de notre décision, nous pouvons tous être reconnaissants à l'égard de ces organes pour le travail qu'ils ont accompli depuis Hamburg.

Je dois remercier enfin notre distingué Doyen, M. Murthy de l'Inde, pour toute l'aide qu'il nous a apportée pendant les nombreux mois de préparation de cette célébration. Son ferme soutien et ses conseils judicieux nous ont réellement guidés et le fait de savoir que, dans l'exercice de ma tâche, il ne sera pas loin pour intervenir dès qu'il le faudra m'est d'un grand réconfort. Je vous encourage à vous adresser à M. Murthy chaque fois que vous en aurez besoin.

Quand je suis arrivé pour la première fois sur la scène postale internationale, j'étais très conscient du lien particulier qui relie les gens de la poste de mon pays: les receveurs, les inspecteurs, les facteurs, les préposés et les autres. Mais l'une des choses que j'ai vite apprises, c'est que ce lien ne se limite pas à un territoire national.

Pendant l'année et demie qui vient de s'écouler, j'ai eu le privilège de voyager autour du monde pour visiter les différentes Administrations et assister à des réunions de l'Union postale arabe, de l'Union postale de l'Asie et du Pacifique, de l'Union postale des pays du Nord, de la Conférence européenne des Administrations des postes et des télécommunications, de l'Union postale des Amériques et de l'Espagne et, bien sûr, des organes de l'UPU. Ici, à Washington, j'ai eu le plaisir d'accueillir des visiteurs du monde entier, le groupe le plus grand ayant été de 41 hauts fonctionnaires de 37 pays d'Afrique.

Chaque fois j'ai ressenti la chaleur de l'amitié et constaté le lien fraternel qui unit les gens de la poste, au-dessus des différences culturelles, géographiques, linguistiques et politiques. Cette chaleur je la sens maintenant dans cette assemblée.

Certes, l'un des liens qui nous attache réside dans la longue histoire et les traditions communes que nous partageons au sein de l'UPU. Mais, outre cela, je pense aussi que c'est la nature de notre travail qui nous met sur un pied d'égalité. Déplacer des montagnes de courrier est une tâche ardue, sans charme et sans

répit, et peu de personnes en dehors de notre propre entreprise, en sont conscientes. Mais parce qu'ils attachent au courrier une grande importance, nos clients attendent souvent de nous un niveau de qualité qu'ils n'attendent pas d'autres services et ce fait est à l'origine d'une autre caractéristique commune aux gens de la poste. Nous savons écouter. Nous apprécions que nos clients nous le disent quand ils ne sont pas satisfaits. Cela nous permet d'être informés sur leurs besoins et de chercher à les satisfaire. Cela nous permet de réagir et de répondre aux besoins de la clientèle. J'ajouterai que nous avons en commun, plus que n'importe qui, la conscience de l'importance des réseaux postaux pour l'infrastructure de nos pays respectifs et du fait que nous aidons à tisser des liens de paix entre les hommes. A présent, il est vrai, notre institution est mise à l'épreuve – du fait du rythme explosif du développement mondial, de l'accroissement des exigences de nos clients, de la concurrence et, parfois même, de nos gouvernements. Il nous incombe donc, à nous participants à ce Congrès, une tâche énorme. Nous devons trouver des solutions nouvelles à de vieux problèmes, forger de nouveaux instruments pour une coopération active, et nous devons agir plus vite que jamais. Aucun Congrès depuis 1878 ne s'est réuni pendant une période aussi courte. Cela veut dire que nous devons non seulement travailler bien mais aussi avec diligence. Les délégués de Hamburg ont décidé la réduction de la durée de ce Congrès, sans qu'aucune voix ne s'y oppose, et pour de très bonnes raisons: réduire les dépenses encourues tant par les délégués que par l'Administration d'accueil et élargir la participation des représentants en réduisant le temps que nous leur demandons de soustraire à leurs principales responsabilités.

Pour ma part, je suis sûr que malgré le peu de temps qui nous est imparti, nous pourrons faire ensemble tout ce qui est inscrit à notre ordre du jour et cela à la satisfaction générale. A mon avis, dans la mesure où notre calendrier nous impose d'agir en hommes d'affaires cela ne peut que tourner à notre avantage.

Toutes les Administrations méritent d'être remerciées d'avoir réduit le nombre de propositions à soumettre au présent Congrès. A Hamburg, nous avons dû examiner 1048 propositions. Il y en aura 850 cette fois. Mais ne nous berçons pas de l'illusion que nous avons largement le temps car, vu la complexité de nombreuses questions que nous aurons à traiter, notre charge de travail sera à peu près la même qu'il y a cinq ans. Faire avancer tous les travaux de ce Congrès jusqu'à leur terme tout en menant un débat dense et stimulant demandera de notre part un gros effort. Par avance je fais appel à toute votre coopération. Personne ne doit se sentir frustré du droit de faire entendre son opinion dans aucune de nos réunions, mais je vous demande instamment de faire en sorte que vos interventions soient le plus concises possible et directement liées au sujet dont il est question.

En ma qualité de Président, je présiderai, bien sûr, toutes les séances plénières et j'aurai à cœur que toutes les opinions soient pleinement et équitablement entendues à tous moments. Mais, étant donné que la plus grande partie du travail s'effectuera dans les Commissions, j'ai aussi l'intention de travailler très étroitement avec chaque président de Commission, tant dans le cadre du Bureau du Congrès que par des entretiens individuels, de suivre l'avancement du Congrès, de fournir dans la mesure de mes moyens toute l'assistance nécessaire et d'assurer un maximum de coordination.

Chacune de nos séances a bien sûr son importance mais je désirerais faire une mention spéciale pour le Débat général qui va durer toute la journée de jeudi. Notre tâche, ce jour-là, sera de formuler une stratégie globale pour guider nos principales actions pour les cinq prochaines années. Si nous voulons donner à

cette stratégie toutes les chances de réussir, il importera d'aborder au cours de toutes les séances du Congrès les points sur lesquels nous nous serons mis d'accord. Je vous demande donc de porter une attention particulière aux documents qui ont déjà été préparés pour le Débat général, d'y réfléchir soigneusement et même d'amorcer un dialogue entre vous avant même que le Débat ait lieu.

Selon moi, la principale mission qui nous est assignée à ce Congrès est de moderniser nos méthodes en revoyant attentivement notre structure et notre mandat et en adoptant une approche plus commerciale et plus orientée vers l'action et la clientèle. Nous avons engagé ce processus à Hamburg; il en est résulté ce que notre Secrétaire général a appelé un esprit nouveau à l'UPU.

Il est temps, je crois, de faire souffler cet esprit nouveau et de lui donner son expression pratique de sorte que quand d'autres regarderont plus tard les décennies que ce Congrès inaugure ils penseront que nous avons bien fait notre travail et que nous sommes les initiateurs d'une poste véritablement moderne.

Pour conclure, je voudrais me faire l'écho des remarques du Postmaster General, M. Frank, et vous dire combien je suis heureux que vous ayez fait tout ce chemin vers les Etats-Unis d'Amérique pour participer à cet événement important.

Merci encore du grand honneur que vous me faites en me choisissant comme votre Président.

(Applaudissements.)

Approbation des désignations des Vice-Présidents du Congrès

Le PRÉSIDENT: Par la proposition 023, le Conseil exécutif a désigné, sous réserve de l'approbation du Congrès, les pays susceptibles d'assumer les vice-présidences du Congrès, à savoir la Chine (Rép. pop.), la France, l'URSS et la Zambie. Ces quatre désignations sont approuvées par acclamation et les Vice-Présidents du Congrès invités à prendre place à la tribune présidentielle.

Déclarations des Vice-Présidents du Congrès

La CHINE (RÉP. POP.): Je tiens à remercier toutes les délégations pour la confiance faite à mon pays en le désignant à l'une des quatre vice-présidences de ce XXe Congrès. Monsieur le Président, permettez-moi de profiter de cette occasion pour exprimer ma reconnaissance au gouvernement du pays hôte et à son Administration postale pour l'accueil chaleureux et les excellentes dispositions qui ont été prises pour organiser ce Congrès. Celui-ci aura pour tâche de reviser les Actes de l'Union, de faire le bilan des travaux accomplis par les différents organes depuis le Congrès de Hamburg, d'évaluer les résultats et d'établir une stratégie pour le développement futur de la poste internationale. La délégation chinoise accorde une attention toute particulière à ce Congrès qui revêt une importance significative pour toutes les Administrations postales. Nous souhaitons que le présent Congrès, partant d'un esprit de collaboration, de consultation sur un pied d'égalité et de compréhension mutuelle, puisse apporter une solution adéquate aux problèmes intéressant les Administrations postales de tous les pays, et promouvoir par là le développement de la poste internationale. En vous félicitant de l'élection à ce poste, Monsieur le Président, je suis persuadé que le Congrès, sous votre présidence, sera couronné de succès.

(Applaudissements.)

La FRANCE: Je voudrais vous remercier de l'honneur qui est fait à mon pays, la France, à mon continent, l'Europe, pour cette désignation comme Vice-Président du Congrès. Cet honneur exprime à mes yeux à la fois un souvenir, un hommage et une attente. Le souvenir c'est celui du rôle que la France et Paris ont joué dans la création de l'Union postale universelle. A l'initiative de Montgomery Blair à la réunion de Paris du 11 mai 1863 où cette Union a été conçue et onze ans plus tard, en 1874 à Berne, elle a été créée et a été baptisée quatre ans après à Paris à nouveau. C'est un hommage à la France qui depuis plus d'un siècle a apporté sa contribution à l'UPU pour que vive et se développe la communauté mondiale des postiers. Mais c'est également une attente vis-à-vis de la France et de l'Europe pour que se poursuive aujourd'hui une coopération à la fois active, utile et féconde. Nous vivons en cette année 1989 une époque fascinante où tous les jours l'Histoire se fait sous nos yeux. Dans ce monde, où tout bouge autour de nous, la solidarité des postiers est plus nécessaire que jamais. Que serait, que deviendrait la communication entre les hommes si la chaîne des postiers se brisait dans ses maillons les plus faibles, si la loi du marché si utile pour susciter la concurrence négligeait en même temps les devoirs du service public ou si certains parmi nous ne pouvaient suivre le progrès technique, alors même que notre époque exige des échanges à la fois plus nombreux, plus intenses, plus rapides et plus sûrs. Tels sont les défis qui sont devant nous. Je suis convaincu que ce Congrès historique saura relever ces défis qui sont les défis de notre temps. C'est le vœu que j'adresse à toutes les délégations ici présentes à Washington. Pour sa part, la France apportera à ce Congrès, à l'UPU, à la fois sa volonté et ses talents, demain comme hier. Au nom de la délégation française, c'est l'engagement que je prends.

(Applaudissements.)

L'URSS: Je voudrais m'adresser à vous tous qui avez consacré de nombreuses années de votre vie au développement de cette branche si ancienne de communication qu'est la poste. C'est un domaine de travail complexe et plein de responsabilités qui implique un très grand nombre de personnes, mais qui fait beaucoup de bien aux individus du monde entier en rapprochant les intérêts et les cœurs. Nous devons donc continuer à travailler ensemble et à nous occuper des choses concrètes pour faire avancer notre œuvre. Je voudrais vous remercier pour l'honneur fait à mon pays. Je tiens à exprimer également ma gratitude à nos collègues américains qui ont su créer un esprit de travail en préparant ce Congrès.

(Applaudissements.)

La ZAMBIE: Je voudrais remercier très cordialement l'Administration postale des Etats-Unis d'Amérique pour l'hospitalité dont elle fait preuve à notre égard. Dans ce milieu postal, je me considère quelque peu désavantagé du fait que j'ai été Ministre des communications il y a quatorze ans et que je n'ai pas eu l'occasion de participer à une telle réunion. En fait, à l'époque du Congrès de Hamburg, j'ai été Président de l'Assemblée générale de l'ONU et j'ai suivi de près vos travaux. En ma qualité de représentant du continent africain, je ferai ma déclaration de fond au cours du Débat général. Je vous remercie tous pour l'honneur rendu à mon pays, la Zambie.

(Applaudissements.)

Approbation des désignations des présidences et des vice-présidences des Commissions du Congrès

Le PRÉSIDENT: Le Conseil exécutif a désigné, sous réserve de l'approbation du Congrès, les Pays-membres susceptibles d'assumer les présidences et les vice-présidences des Commissions qui figurent dans la proposition 024 que je vous invite à adopter.

La proposition 024 est adoptée.

Approbation des désignations des membres des Commissions restreintes

Le PRÉSIDENT invite à approuver la proposition 025/Rev 1 qui concerne les Pays-membres désignés par le CE comme étant susceptibles d'être membres des Commissions restreintes suivantes:

Commission 1 (Vérification des pouvoirs) et Commission 10 (Rédaction).

La proposition 025/Rev 1 est adoptée.

Le PRÉSIDENT constate que le Bureau du Congrès est ainsi constitué; il félicite les élus et se réjouit de travailler avec eux dans un esprit de collaboration et de compréhension.

Discours du Secrétaire général

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL:

Monsieur le Président d'honneur,
Monsieur le Président,
Monsieur le Doyen,
Messieurs les Vice-Présidents,
Mesdames et Messieurs les délégués et observateurs au XXe Congrès postal universel,

En mon propre nom, au nom des membres de la Direction et des fonctionnaires du Bureau international, je félicite chaleureusement de leur désignation le Président d'honneur du Congrès, M. Anthony M. Frank, Postmaster General des Etats-Unis d'Amérique, le Président du Congrès, M. Edward E. Horgan, Jr., Associate Postmaster General des Etats-Unis d'Amérique, et les Vice-Présidents du Congrès, représentants de la République populaire de Chine, de la République française, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et de la République de Zambie.

Je souhaite la bienvenue aux délégués et aux observateurs au XXe Congrès de l'Union postale universelle, en adressant une salutation spéciale à tous ceux qui participent pour la première fois à un Congrès de notre Union.

Les aimables paroles que m'ont adressées le Président d'honneur, M. Frank, le Doyen, M. Murthy, et le Président, M. Horgan, m'ont touché profondément. Je les remercie et leur exprime mes meilleurs vœux de succès dans leurs tâches.

Les mérites professionnels et les qualités humaines du Doyen du Congrès, M. Murthy, sont manifestes pour tous ceux d'entre nous qui avons eu la chance de le connaître tant dans son Administration que dans les réunions internationales où il a participé. En effet, M. Murthy a consacré de nombreuses années au service de son pays, l'Inde, et a apporté une contribution très qualifiée dans le domaine postal international, en particulier dans les activités des organes de l'UPU.

Cher Monsieur Horgan, notre Congrès est un événement qui met en relief la créativité et le dynamisme des Etats-Unis d'Amérique et de ses autorités postales. En ma qualité de Directeur général du Bureau international et de Secrétaire général du Congrès, je saisis cette occasion pour vous exprimer à vous-même ainsi qu'à vos collaborateurs ma plus vive gratitude pour l'excellent esprit de coopération avec le Bureau international qui n'a cessé de régner pendant les travaux de préparation du Congrès. J'adresse également mes vifs remerciements aux hautes autorités des Etats-Unis d'Amérique ainsi qu'à celles de la ville de Washington, D.C., et mes félicitations pour l'organisation de ce Congrès. Je tiens à rendre hommage à ce grand pays et à ses autorités, grâce auxquelles nous avons le privilège d'être réunis ici, et d'une façon tout à fait particulière au Postmaster General, M. Frank.

Nous sommes reconnaissants à M. George Bush, Président des Etats-Unis d'Amérique, de nous avoir fait l'honneur de participer ce matin à la séance d'inauguration et nous lui exprimons nos meilleurs vœux pour la prospérité de son pays et le bonheur du peuple américain.

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

Je m'associe à l'hommage que le Doyen a rendu aux collègues décédés, et je me permets de faire une mention spéciale pour M. William Bolger, ancien Postmaster General des Etats-Unis d'Amérique, connu de tous pour son esprit innovateur. Dans une grande mesure, nous lui devons le fait d'être ici en ce moment, car c'est lui qui a eu le premier l'idée d'organiser ce Congrès en terre américaine.

Enfin, je joins mes meilleurs souhaits à ceux que le Doyen a exprimés à l'égard des collègues qui ont fait valoir leurs droits à la retraite depuis le Congrès de Hamburg. Je tiens à remercier spécialement mes collaborateurs qui ont quitté le Bureau international: Mlle Milne, MM. Vonlanthen, Reid, Kosan, Viard, Léger, Voeffray, Guenot, Larabi, Paillard, Ramirez Plata, Chaubert, Klossek, Bäckström et Baghdadi. Ce dernier a occupé le poste de Sous-Directeur général au Bureau international pendant quatorze ans et sa collaboration dévouée m'a été très précieuse pendant le temps que nous avons travaillé ensemble. M. Baghdadi a apporté son expérience aux réunions des Conseils exécutif et consultatif des études postales ainsi qu'à plusieurs Congrès auxquels il a participé.

Ainsi que vous le savez, M. Félix Cicéron, Vice-Directeur général du Bureau international, a décidé de ne pas présenter sa candidature pour le renouvellement de son mandat. Il nous quittera donc bientôt après vingt-six ans passés au service de la communauté postale internationale. Au long de sa carrière, il a assumé avec compétence et succès beaucoup de responsabilités et en tant que Vice-Directeur général du Bureau international, il a fait preuve d'un grand dynamisme et de savoir-faire. La communauté postale internationale, le Bureau international et moi-même lui devons toute notre reconnaissance.

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

Rappelons qu'en 1897 les Etats-Unis d'Amérique ont accueilli le Ve Congrès postal universel qui a eu lieu ici à Washington, au Palais Corcoran des Beaux-Arts, avec la participation de 56 Pays-membres représentés par 103 délégués et attachés.

Quatre-vingt-douze ans plus tard, le XXe Congrès postal universel revêt une signification historique dans la vie plus que centenaire de l'Union et constitue aussi, pour nous tous, le couronnement d'un travail acharné de préparation et d'activité intense qui nous amènera, j'en suis sûr, à des résultats et à des décisions importantes pour l'avenir de la poste.

Je n'ai pas l'intention de vous présenter maintenant un bilan de toutes les activités de l'Union pendant les cinq dernières années, cela étant plutôt la tâche des Présidents du Conseil exécutif et du Conseil consultatif des études postales quand le Congrès examinera les rapports quinquennaux de ces organes. Par ailleurs, j'ai décidé de vous soumettre le Congrès – Doc 18 intitulé «Rapport du Directeur général du Bureau international pour les années 1985 à 1989» et qui complète ceux du CE et du CCEP. Ce document contient mes observations sur les activités de l'Union pendant mon mandat et sur les initiatives prises en vue de la mise en œuvre des directives données par le Congrès de Hamburg. Cependant, je me permets d'évoquer certaines questions qui, je crois, méritent une attention particulière de la part du Congrès.

Il n'y a aucun doute que ces cinq dernières années ont été très importantes pour le monde postal. Il est vrai que parfois les temps n'ont pas été des plus propices à l'épanouissement de la poste qui, dans de nombreux pays, s'est vue menacée par une concurrence acharnée. Dans de nombreux cas, la poste n'a pas évolué au rythme des progrès techniques du monde moderne et s'est ancrée dans une situation anachronique qui l'a empêchée de s'adapter tout de suite aux nouvelles réalités. Cependant, la concurrence a eu son côté positif pour la poste, car elle a fait sonner l'alarme qui l'a réveillée et l'a fait prendre conscience de cette situation et de la nécessité de se frayer un nouveau chemin.

Ainsi, les services postaux du monde entier, confrontés à de nouvelles réalités et à de nouveaux défis, ont dû revoir leur position dans le marché des communications, considérer davantage les besoins de leur clientèle et s'adapter à des nouvelles circonstances.

Mais la volonté de changer n'est qu'un aspect de la question. Pour que ce changement devienne une réalité, il est indispensable que la poste soit dotée d'une autonomie administrative et financière. Il faut pour cela que la poste puisse avoir des tarifs réalistes et toute liberté d'action pour gérer l'ensemble de ses recettes de façon à faire face à la concurrence ainsi qu'à certaines restrictions inhérentes à sa condition de service public.

Un autre facteur très important est la solidarité entre les Administrations postales. Il est nécessaire que cette solidarité se manifeste tout d'abord par le respect des intérêts des autres Administrations. Ainsi, il est urgent que certaines d'entre elles cessent d'adopter des pratiques qui renforcent la position des concurrents. En laissant de côté leur mission première et fondamentale et en recherchant des recettes faciles, ces Administrations sont en train non seulement de compromettre leur propre avenir, mais aussi de porter préjudice à toute la communauté postale.

L'esprit de solidarité entre les Administrations, indispensable pour que la poste puisse remplir sa mission au niveau mondial, se manifeste aussi par la coopération technique. Les Administrations postales ont une grande responsabilité dans ce domaine, car il ne faut pas oublier que la faiblesse d'un maillon dans la chaîne de l'acheminement postal se répercute dans la qualité du réseau tout entier. La communauté postale mondiale doit se montrer unie et

déterminée, en joignant ses efforts vers le développement du système postal dans le cadre de l'UPU, des Unions restreintes et de tous ceux qui font de leur mieux pour le développement de la poste.

Il est évident que la situation diffère dans chaque Administration postale. Certaines ont encore un long chemin à parcourir vers la modernisation des services postaux; d'autres sont déjà bien développées. Il est très important que tous ceux qui possèdent les moyens nécessaires œuvrent de façon active pour le transfert de technologie aux Administrations moins favorisées, moyennant des activités de coopération technique bien planifiées et coordonnées. Il faut aussi que les gouvernements des pays plus développés soient sensibilisés quant aux avantages d'investir dans la coopération technique postale internationale, au bénéfice de ceux qui sont, en fin de compte, les partenaires qui permettront aux Administrations postales de ces pays d'offrir à leurs clients des services universels de qualité.

J'ouvre ici une parenthèse: au cours des dernières années, la participation des Administrations postales plus développées dans des activités de coopération technique a bien augmenté, soit par l'organisation de cours, soit par la fourniture de leurs experts et consultants de haut niveau, soit par des contributions au Fonds spécial UPU.

D'autre part, il incombe aux Administrations postales qui éprouvent encore des difficultés pour développer leur service postal de prendre toute une série de mesures. Tout d'abord il faut qu'elles sensibilisent leurs autorités gouvernementales quant à l'importance du rôle que la poste organisée de façon moderne et efficace peut jouer, pour que ces autorités attribuent aux services postaux la place prioritaire qu'ils doivent occuper en tant que facteur de développement social, économique et culturel d'un pays. Il est également nécessaire que soient créées les conditions permettant au personnel postal d'accéder à une rémunération compétitive et à un plan de carrière, en évitant ainsi l'évasion de personnel qualifié vers d'autres secteurs. Enfin, il faut que les actions de coopération technique soient accompagnées par la volonté politique de changer et de développer la poste, de bien dimensionner les effectifs et l'infrastructure et de mettre en œuvre tous les moyens pour améliorer la qualité des services, sans quoi tous les efforts seraient vains.

A son tour, l'Union postale universelle a aussi une tâche à accomplir. Dans le domaine de la coopération technique, l'UPU continuera à suivre une politique cohérente avec celle de l'ensemble du système des Nations Unies et plus particulièrement celle du Programme des Nations Unies pour le développement, en tenant compte aussi bien des priorités définies par le Congrès de Washington que des besoins exprimés par les Administrations postales des pays bénéficiaires.

Pour ce qui est des pays bénéficiaires, force est de reconnaître que, si la priorité a été jusqu'à présent accordée aux moins favorisés, il a fallu tenir compte à la fois du caractère universel de l'aide au développement et de la dégradation de la situation économique dans un nombre de plus en plus important de pays. Il s'ensuit que le nombre des pays ayant besoin d'assistance technique demeure particulièrement élevé, ce qui – compte tenu des moyens disponibles – rend difficile l'obtention de résultats ayant une répercussion significative sur le fonctionnement des services. Il est donc clair qu'il nous reste beaucoup à faire dans ce domaine et l'UPU, à travers ses organes permanents, devra continuer à déployer tous ses moyens pour contribuer au renforcement du réseau postal

mondial aussi bien par la recherche de moyens additionnels de financement qu'en assurant l'allocation optimale des ressources obtenues.

Au niveau régional, les Unions restreintes ont aussi prêté leur aide au développement de la chaîne postale, et je tiens à les remercier de tous leurs efforts et de leur dynamisme qui ont été d'une importance vitale pour la mise en œuvre de nombreux projets régionaux.

Je suis convaincu que la conjonction de ces éléments, c'est-à-dire l'aide des Administrations plus avancées, la volonté politique des pays en développement de moderniser et de renforcer leurs services postaux, les efforts concertés de l'Union postale universelle et des Unions restreintes pour mobiliser les ressources techniques et financières disponibles en faveur du développement postal, tout cela aura comme résultat le renforcement de la poste au niveau mondial, car n'oublions pas que l'Union fait la force. Et un réseau postal mondial bien organisé et intégré est la condition sine qua non pour satisfaire pleinement les besoins de la clientèle en ce qui concerne les prestations offertes et la qualité du service. D'ailleurs, ce n'est que dans ces conditions que la poste pourra maintenir ou reconquérir le marché, même dans les secteurs protégés par le monopole qui, comme vous le savez, représente une compensation par rapport à certaines obligations de la poste, mais n'est pas toujours respecté.

Voilà donc les mots clés de l'avenir des services postaux: changer, s'adapter, être conscient du rôle à jouer en tant que facteur de développement, être sensible aux besoins de la clientèle, être concurrentiel.

Dans trois jours, un Débat général aura lieu au sein du Congrès, sous le titre «Pour mieux servir la clientèle». Il nous donnera l'occasion de nous pencher sur des sujets tels que la connaissance du marché, les stratégies commerciales et opérationnelles de la poste et les structures de systèmes de gestion aux niveaux national et international. La participation active des Pays-membres de l'UPU à ce débat donnera sans doute lieu à un échange fructueux d'expériences sur les besoins de la clientèle et leur évolution. Elle permettra aussi, j'en suis sûr, l'élaboration de schémas de stratégies coordonnées et solidaires au niveau mondial afin d'offrir des prestations modernes comparables sur tous les plans à celles de la concurrence.

Dans cette optique, la tenue du XXe Congrès doit être envisagée non seulement comme l'occasion de reviser la réglementation postale internationale mais aussi et surtout comme l'opportunité qui s'offre à la poste mondiale de réfléchir sur ses réalisations et ses possibilités, de se fixer des objectifs et d'adopter des stratégies pour assurer le fonctionnement efficace et le développement des services postaux. Les Administrations ici réunies auront à examiner des questions de grande importance pour l'avenir du service postal. Ce Congrès aura l'occasion de faire preuve de réalisme, de vitalité et de détermination face aux difficultés auxquelles la poste est confrontée, afin qu'elle continue à remplir encore plus efficacement le rôle qui lui est traditionnellement dévolu.

Je ne mentionnerai ici que quelques-uns des sujets très importants que le Congrès sera appelé à examiner et je demande votre appui pour les changements proposés. Parce que si nous ne changeons pas nous ne pourrions pas faire face à la concurrence.

Tout d'abord, il passera en revue les résultats des activités déployées par le Conseil exécutif et par le Conseil consultatif des études postales. Dans ce cadre, je tiens à souligner l'importance de l'examen des propositions que le Conseil

exécutif a élaborées à l'intention du Congrès. Il s'agit de mesures concernant les aspects juridiques, opérationnels, humains et financiers de l'Union et qui visent à revitaliser son fonctionnement et à l'adapter aux techniques et aux exigences du monde actuel. Je suis convaincu que, en faisant siennes les propositions élaborées à son intention, le Congrès donnera à l'UPU une nouvelle jeunesse et un nouvel élan.

Un autre sujet à examiner concerne l'approbation du budget de l'Union pour les cinq prochaines années. Comme vous le savez, pendant la période quinquennale qui se termine, nous avons travaillé avec une croissance zéro au budget. Ceci a pu se faire grâce à des économies drastiques ainsi qu'à des mesures de rationalisation et d'informatisation du Bureau international. De cette façon, notre Union a pu échapper à la crise qui menace plusieurs autres organisations internationales. Cependant, au fil des années, notre budget a perdu beaucoup en valeur réelle, vu l'inflation et l'augmentation des tâches qui incombent au Bureau international. Ainsi, afin que l'UPU puisse remplir de façon convenable son rôle et intensifier ses activités visant à aider les Administrations postales dans la modernisation et le renforcement du service postal, il faut au moins que son budget soit ramené à sa valeur réelle, afin qu'il soit compatible avec les tâches du Bureau international et dans les conditions actuelles. Ceci fait, on pourrait étudier les possibilités de reconduire la croissance du budget au niveau zéro pendant les cinq prochaines années, après analyse des propositions soumises au Congrès. Par ailleurs, il est proposé au Congrès d'adopter une résolution (annexe 11 au Congrès – Doc 19) par laquelle il chargerait le CE de procéder à un examen de l'ensemble des activités de l'Union et l'autoriserait à prendre les mesures adéquates pour supprimer ou réduire certaines de ces activités ainsi qu'à diminuer en conséquence le plafond des dépenses des années 1991 à 1995.

Par ailleurs, le Congrès sera également saisi d'une étude comportant l'ensemble des propositions relatives au nouveau système des frais terminaux proposé par le Conseil exécutif, qui prend en considération les intérêts de toutes les parties concernées ainsi que la nécessité de mettre un frein aux pratiques de l'exploitation par la concurrence des défaillances du système actuel. Le repostage est un exemple de ces pratiques.

Evidemment, ce ne sont là que quelques-uns des nombreux sujets que le Congrès devra examiner, mais je les estime très importants par les conséquences qui pourraient en résulter.

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

J'aimerais souligner l'excellent travail accompli par le Conseil exécutif et par le Conseil consultatif des études postales. Cela est sans doute dû à la compétence et à la vitalité de leurs membres et je ne peux que me féliciter des excellents liens de collaboration que le Bureau international a maintenus avec ces deux organes.

Je félicite les Présidents du Conseil exécutif et du Conseil consultatif des études postales de leur brillante contribution aux travaux de ces organes.

M. Koller, dont les mérites sont bien connus du monde postal, a une fois de plus fait preuve de ses qualités humaines et professionnelles, en conduisant les séances du CE avec efficacité et compétence. Je vous remercie, cher Monsieur Koller, de votre collaboration désintéressée et de votre amitié tout au long de ces cinq dernières années.

Mes remerciements vont également à MM. Balma et Houissa, qui ont assuré la présidence du CCEP, respectivement de 1984 à 1987 et de 1988 à 1989. Les qualités exceptionnelles de M. Balma, hautement appréciées par tous, ont certainement beaucoup contribué à la réalisation des tâches confiées au CCEP. M. Houissa qui en a pris le relais a su, par son expérience et sa haute compétence, continuer et mener à bon port les travaux confiés à cet organe.

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

Je ne veux pas m'attarder sur les mesures que j'ai prises concernant la gestion du Bureau international, d'autant plus qu'elles sont déjà exposées en détail dans le Congrès – Doc 18. J'aimerais tout simplement remercier encore une fois les Administrations postales qui nous ont aidés dans la rationalisation accrue de son fonctionnement. Je suis heureux de pouvoir affirmer que les résultats de ces efforts de modernisation se sont déjà fait sentir dans plusieurs domaines, notamment dans les travaux préparatoires de ce Congrès. Néanmoins, ce processus devra encore se poursuivre et s'élargir afin que le Bureau international puisse répondre aux exigences de la gestion moderne et à l'exécution des tâches que les nouvelles orientations nous imposeront.

Je tiens aussi à faire part au Congrès de ma satisfaction quant au travail qualifié et consciencieux de mes collaborateurs du Bureau international. Je me permets de citer les membres de la Direction, M. Cicéron, Vice-Directeur général, MM. Gharbi, Ascandoni, Mazou, Sous-Directeurs généraux. Avec leur connaissance approfondie du domaine postal, leur dynamisme et dévouement à la cause des Administrations postales, ils m'ont toujours fourni une aide précieuse dans le processus de prise de décisions. L'esprit d'équipe et l'ardeur qui ont animé tous les fonctionnaires du Bureau international ont contribué d'une manière décisive à mener à bien les tâches découlant des décisions du Congrès de Hamburg, ainsi que les travaux préparatoires du Congrès de Washington. Bien sûr, avec le personnel du Bureau international, se trouvent aujourd'hui intégrées, dans le Secrétariat du Congrès, les équipes d'interprètes ainsi que les rapporteurs et dactylographes mis à notre disposition par certaines Administrations postales. Tout ce personnel se fait un plaisir de collaborer avec le Secrétariat américain et d'apporter son savoir-faire et son énergie à la tâche collective d'assurer la bonne marche des travaux du Congrès à l'entière satisfaction de la présidence et des délégations.

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

Le XXe Congrès – le Congrès de l'avenir – sera sans doute un tournant important et nécessaire pour les services postaux. Il nous permettra de mettre en évidence notre volonté de nous adapter, de nous entraider et d'assumer nos responsabilités envers nos partenaires et envers la société que nous desservons. Il incombe à nous maintenant de décider l'avenir des services postaux!

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, je souhaite plein succès à nos travaux.

(Applaudissements.)

Messages

Message
de M. Pérez
de Cuellar,
Secrétaire général
de l'ONU

M. AHMED, SOUS-SECRÉTAIRE GÉNÉRAL POUR LES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES DES NATIONS UNIES, félicite le Président d'honneur et le Président du Congrès, ainsi que les Présidents et Vice-Présidents des Commissions pour leur élection, le Doyen et le Secrétaire général pour leur exposé plein d'intérêt.

Après avoir mentionné que le Congrès se tient à un moment historique dans un monde en plein changement et que la prochaine Assemblée générale des Nations Unies, consacrée à la coopération technique internationale, lancera elle aussi une nouvelle stratégie du développement pour les années 90, il lit le message suivant du Secrétaire général des Nations Unies:

«J'ai le plaisir de saluer les participants à ce XXe Congrès de l'Union postale universelle. Cet événement témoigne de la longévité et de la force des organisations internationales. L'une des plus anciennes de ces organisations, l'Union postale universelle, a fait œuvre de pionnier, il y a plus d'un siècle, dans le domaine de la coopération internationale, à une époque où l'idée d'une action collective de la part des nations était encore nouvelle. Mais, même alors, les hommes et les pays se rendaient compte que les nouvelles techniques employées en ce temps-là par les services postaux et les communications ne pouvaient atteindre leur pleine efficacité qu'à travers une coopération internationale. Ainsi, du besoin réel et clairement perçu d'une action internationale est née l'organisation internationale qui devait y subvenir.

Une fois mise en place, l'Union postale universelle a vite pris conscience que la satisfaction de ce besoin servait également un but mondial plus large et plus général: développer les communications entre les peuples pour favoriser la collaboration internationale dans les domaines culturel, économique et social. L'Union postale universelle et ses membres ont œuvré avec ces objectifs à l'esprit, avec un grand dévouement, une belle cohérence et uniformité de propos. Cette expérience précoce et réussie de rassemblement des peuples en vue d'un objectif universellement partagé a eu pour résultat non seulement d'inspirer et d'encourager une coopération internationale plus vaste dans d'autres domaines, mais aussi d'aider à accélérer l'évolution des organisations internationales pour aboutir à la création de la Société des Nations, puis de l'Organisation des Nations Unies elle-même.

En cette occasion spéciale du XXe Congrès, l'UPU devrait à la fois être fière de ses succès passés et se réjouir des perspectives qui se présentent à elle. Les formes nouvelles et traditionnelles des services postaux prennent une importance particulière aujourd'hui où les peuples des Nations Unies désirent plus que jamais communiquer entre eux. Ces dialogues personnels qui s'établissent entre les individus, et dont l'existence dépend tellement des travaux de l'Union, contribuent non seulement à promouvoir la diffusion du savoir, des sciences et de la technologie mais aussi, et tout particulièrement, à éroder les barrières artificielles de l'ignorance et des préjugés dressées entre les hommes. Ainsi, bien que dans le détail vos programmes revêtent un caractère technique, ils constituent néanmoins dans leur ensemble une contribution importante, indispensable et continue à l'élaboration d'une compréhension universelle et à la paix et la prospérité du monde qui est le but pour lequel nous œuvrons tous. Je forme des vœux de plein succès pour l'UPU et le XXe Congrès au moment où ils donnent une forme solennelle à cette contribution et dressent des plans pour l'avenir.»

(Applaudissements.)

Déclaration

L'OBSERVATEUR DE L'UNION AFRICAINE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS: Je voudrais tout d'abord exprimer mes sincères remerciements et toute ma gratitude au Bureau international de l'UPU, aux autorités américaines et à la splendide et historique ville de Washington, pour l'aimable invitation adressée à notre organisation, l'Union africaine des postes et télécommunications, à participer au XXe Congrès de l'UPU. Les assises de Washington vont être l'occasion pour les hauts responsables de la poste de se concerter, d'engager une réflexion et de s'interroger sur l'avenir du service postal universel. En effet, la poste vit actuellement une période riche en transformation, caractérisée par des mutations importantes et de plus en plus rapides dans tous les domaines. Il convient de noter que les transformations subies par la poste ont été le fait de l'évolution des besoins de la clientèle et de l'apparition d'un phénomène nouveau: la concurrence. Cette concurrence, il faut bien le reconnaître, a été favorisée dans une certaine mesure par la dégradation du service postal dans la plupart des pays et en particulier les nôtres en développement. Une autre préoccupation du Congrès sera le délicat problème des frais terminaux conçus dans le souci d'assurer la rémunération de l'Administration postale chargée de traiter et de distribuer le courrier en provenance de l'étranger; ce système connaît des imperfections et appelle une adaptation.

Dans ces conditions, les assises de Washington vont se dérouler dans une atmosphère orientée vers la recherche de solutions à une série de questions à régler par les Administrations, pour être compétitives et répondre aux exigences commerciales et mieux s'adapter au progrès technique. C'est pourquoi il n'est pas étonnant de voir côte à côte de grandes Administrations et de petites organisations régionales et sous-régionales, toutes imbues de la volonté de coopérer et de suivre avec une attention soutenue les travaux de ce XXe Congrès dans cette ville de Washington, devenue pour la circonstance capitale mondiale de la poste. Par votre intermédiaire, je voudrais, Monsieur le Président, vous prier de transmettre au Président d'honneur notre gratitude et nos remerciements pour l'accueil et l'hospitalité sans failles de l'Administration américaine réservés à notre délégation depuis notre arrivée. Notre présence à Washington se situe dans le cadre de la recherche d'une coopération réelle et sincère, et prouve, s'il en est besoin, notre volonté d'œuvrer pour le progrès et l'harmonisation des services postaux. L'activité de l'Union postale universelle, qui vise à améliorer la poste, à accorder une aide technique aux pays en développement, mérite toute notre admiration et notre profond respect.

L'Union africaine des postes et télécommunications (UAPT), qui est certainement la plus vieille institution en Afrique au sud du Sahara, faisant le pont entre l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, saisit cette occasion solennelle pour insister sur l'intensification des actions de coopération avec les pays en développement. Elle émet le vœu, dans son rôle de catalyseur, d'être pleinement associée au programme d'assistance de l'UPU dans la sous-région, pour répercuter ses instructions et ses directives. Dans cette perspective, nous pouvons d'ores et déjà assurer le Congrès de notre entière disponibilité.

Monsieur le Président, je voudrais, au nom du Secrétariat général de l'UAPT, réaffirmer à toutes les délégations présentes notre volonté de coopération pour une poste vivante et actuelle. Permettez-moi de vous féliciter pour votre brillante élection à la présidence de ce Congrès historique. C'est là un témoignage rendu à vos nombreuses qualités d'homme et de cadre très compétent, pétri d'expérience. Puissent, Monsieur le Président, sous votre haute

autorité, les travaux de Washington apporter un nouveau souffle de regain à la redynamisation de la poste sur la planète et donner satisfaction à l'attente des Administrations, notamment celles des pays en développement.

(Applaudissements.)

Résolution 222 du
Congrès des Etats-
Unis d'Amérique

Le PRÉSIDENT donne lecture du texte de la résolution 222 qui a été approuvée le 6 novembre dernier par le Congrès des Etats-Unis d'Amérique:

«CENT UNIÈME CONGRÈS DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Première séance

**Commencée et tenue dans la ville de Washington,
le mardi 3 janvier mil neuf cent quatre-vingt-neuf**

Résolution conjointe

Attendu

que l'Union postale universelle fait progresser le réseau postal mondial en développant et en améliorant les services postaux internationaux, en fixant des normes au niveau mondial, en assurant la liberté de transit sur tous les territoires des Pays-membres de l'Union, en prêtant assistance aux Administrations postales des pays en développement et en diffusant aux Pays-membres des informations sur les projets techniques,

attendu

que le Congrès de l'Union postale universelle se réunit tous les cinq ans dans un Pays-membre différent pour étudier et revoir les Actes de l'Union postale universelle, ainsi que les décisions du Congrès de l'Union postale universelle qui régissent les activités du service postal mondial pour les cinq années suivantes,

attendu

que pour la deuxième fois seulement en près d'un siècle le service postal des Etats-Unis accueillera les Administrations postales du monde durant une réunion de travail internationale désignée sous le nom de Congrès postal universel,

attendu

que le Congrès postal universel se déroulera pendant une période de cinq semaines entre le 13 novembre et le 14 décembre 1989 au Convention Center de Washington, D.C., et

attendu

que près de 1700 personnes représentant 170 Administrations membres de l'Union postale universelle devraient participer aux séances de travail, qu'il soit par conséquent décidé par la Chambre des représentants (en accord avec le Sénat) que le Congrès des Etats-Unis:

- a) souhaite la bienvenue en la capitale du pays aux représentants postaux étrangers participant au XXe Congrès de l'Union postale universelle; et
- b) exprime son espoir que les efforts du XXe Congrès de l'Union postale universelle se traduiront par une amélioration des communications dans le monde face aux défis du XXIe siècle qui approche.»

Résolution
du Conseil
d'administration
du Service postal
des Etats-Unis

M. STRACHEN, Représentant du Conseil d'administration du Service postal des Etats-Unis, souligne l'honneur qu'il a de participer à cette réunion et ainsi que sa satisfaction de constater que le Congrès est dans les bonnes mains des personnes qui siègent à la tribune présidentielle et donne lecture de la résolution suivante du Conseil d'administration du Service postal des Etats-Unis:

«Résolution du Conseil d'Administration du Service postal des Etats-Unis d'Amérique souhaitant la bienvenue au Congrès de l'Union postale universelle.

Attendu

que le Conseil d'administration du Service postal des Etats-Unis d'Amérique reconnaît l'importance des services postaux dans la promotion de la coopération, de la compréhension et de la bonne volonté au plan international,

attendu

que le Congrès de l'Union postale universelle joue un rôle déterminant dans la fourniture d'importants services postaux dans le monde entier,

attendu

que le Congrès de l'Union postale universelle se réunit pour la première fois aux Etats-Unis depuis près de cent ans,

il est décidé

que le Conseil d'administration du Service postal des Etats-Unis d'Amérique souhaite la bienvenue aux délégués participant au Congrès de l'Union postale universelle et adresse ses salutations et ses meilleurs vœux de succès dans l'exécution des travaux du Congrès.

La résolution qui précède a été adoptée par le Conseil d'administration, le 7 novembre 1989.»

Le PRÉSIDENT: Au nom du personnel du Service postal des Etats-Unis d'Amérique, qui a travaillé de façon rigoureuse avec le Bureau international pour la préparation de ce Congrès, je voudrais vous remercier, ainsi que le Conseil d'administration, de l'aide que vous nous avez apportée.

Le PRÉSIDENT D'HONNEUR: Pour clore cette journée historique marquée par la cérémonie d'inauguration de ce matin à laquelle a assisté le Président des Etats-Unis d'Amérique et par la séance d'ouverture de cette après-midi qui a notamment désigné les membres du Bureau du Congrès, vous êtes cordialement invités au dîner inaugural qui aura lieu ce soir dans le Musée national du bâtiment (National Building Museum), un endroit historique où les bals inauguraux des Présidents des Etats-Unis ont été tenus depuis 1885.

La séance est levée à 18 h 40.

Au nom du Congrès:

Le Président,

EDWARD E. HORGAN, Jr.

Le Secrétaire général,

A.C. BOTTO DE BARROS

Le Secrétaire,

L.-P. DUCOMMUN

Liste des Pays-membres présents à l'ouverture du Congrès

République d'Afghanistan
République populaire socialiste d'Albanie
République algérienne démocratique et populaire
République fédérale d'Allemagne
Etats-Unis d'Amérique
Royaume de l'Arabie saoudite
République argentine
Australie
République d'Autriche
Commonwealth des Bahamas
Etat de Bahrain
République populaire du Bangladesh
Barbade
Belgique
Belize
République populaire du Bénin
Royaume de Bhoutan
République socialiste soviétique de Biélorussie
République de Bolivie
République du Botswana
République fédérative du Brésil
Brunei Darussalam
République populaire de Bulgarie
Burkina Faso
République du Cameroun
Canada
République du Cap-Vert
République centrafricaine
Chili
République populaire de Chine
République de Chypre
République de Colombie
République fédérale islamique des Comores
République populaire du Congo
République de Corée
République de Costa-Rica
République de Côte d'Ivoire
République de Cuba
Royaume de Danemark
République de Djibouti
Commonwealth de la Dominique
République arabe d'Egypte
République de El Salvador
Emirats arabes unis
Espagne
Ethiopie socialiste
Fidji
République de Finlande
République française
République gabonaise
République du Ghana

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, îles de la Manche et île de Man
Territoires d'outre-mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement
du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Grèce
Guyane
République d'Haïti
République du Honduras
République de Hongrie
Inde
République d'Indonésie
République islamique d'Iran
République d'Iraq
Irlande
République d'Islande
Israël
Italie
Jamaïque
Japon
Royaume hachémite de Jordanie
République de Kenya
Kiribati
Kuwait
République démocratique populaire lao
Royaume du Lesotho
République libanaise
République de Libéria
Principauté de Liechtenstein
Luxembourg
République démocratique de Madagascar
Malaisie
Malawi
République des Maldives
République du Mali
Malte
Royaume du Maroc
Maurice
République de Mauritanie
Etats-Unis du Mexique
Principauté de Monaco
République populaire de Mongolie
République populaire du Mozambique
Union de Myanmar
République de Nauru
Népal
République du Niger
République fédérale du Nigéria
Norvège
Nouvelle-Zélande
Sultanat d'Oman
Pakistan
République de Panama
Papouasie – Nouvelle-Guinée
République de Paraguay
Pays-Bas
Antilles néerlandaises et Aruba
République des Philippines
République populaire de Pologne
Portugal
Etat de Qatar
République démocratique allemande
République socialiste de Roumanie

République rwandaise
Saint-Christophe-et-Nevis
République de Saint-Marin
Iles Salomon
Etat indépendant du Samoa occidental
République démocratique de Sao Tomé-et-Principe
République du Sénégal
République de Sierra Leone
République de Singapour
République démocratique de Somalie
République socialiste démocratique de Sri Lanka
Suède
Confédération suisse
République du Suriname
Royaume du Swaziland
République arabe syrienne
République unie de Tanzanie
République du Tchad
République socialiste tchécoslovaque
Thaïlande
République togolaise
Royaume des Tonga
Turquie
République socialiste soviétique d'Ukraine
Union des républiques socialistes soviétiques
Etat de la Cité du Vatican
République de Vénézuéla
République socialiste du Viet Nam
République arabe du Yémen
République socialiste fédérative de Yougoslavie
République du Zaïre
République de Zambie
Zimbabwe

Liste des anciens délégués qui ont fait valoir leur droit à la retraite

Pays	Nom et ancienne fonction
Allemagne, Rép. féd. d'	R. JANSSEN, Dr en droit, ancien Vice-Directeur ministériel au Ministère fédéral des postes et télécommunications
Amérique (Etats-Unis)	F. X. BIGLIN, former Senior Assistant Postmaster General for Administration E.J. McCAFFREY, former Assistant Postmaster General, Rates and Classification Department
Australie	J.H. BATES, former Manager – Legal Instruments D.H. ELTRINGHAM, former Managing Director K.W. FARNELL, former Manager – Transport J.J. FINN, former Senior Operations Officer
Argentine	J. BEREAU, ancien Administrateur général adjoint de l'Entreprise nationale des postes et télégraphes I.I. BRUNO, ancien gérant d'exploitation
Bangladesh	F. AHMED, Ex-Director General, Bangladesh Post Office
Barbade	L. WEEKS, former Postmaster General
Belgique	A. MASSART, Directeur général honoraire J. MANISE, Directeur général honoraire H. BONNIJNS, Directeur général honoraire H. DEBRAEKELEER, Inspecteur général honoraire C. LEFEBURE, Inspecteur général honoraire A. BRUGGEMAN, Inspecteur général honoraire
Bénin	C.S. HOUNDADJO, ancien Directeur général adjoint de l'Office des postes et télécommunications Mme J. ALINDE, ancien Chef de la Division des services financiers G.B. DANSOU, ancien Chef de la Division Poste
Botswana	C.W. BLACKBEARD, former Minister of Works and Transport P.N. BUTALE, former Director of Postal Services
Brésil	A. DE SOUZA CUNHA, ancien Directeur des ressources humaines de l'ECT et ancien Secrétaire des Affaires postales au Ministère des communications W. REBELO, ancien responsable de l'inspection générale
Bulgarie (Rép. pop.)	S. PETKOV, ancien Directeur des services postaux
Canada	D.G. BULLOCK, ancien Conseiller supérieur, affaires postales internationales
Chine (Rép. pop.)	W. MINSHENG, ancien Ministre des postes et télécommunications L. YUAN, ancien Directeur par intérim du Département des affaires extérieures du Ministère des P & T

Pays	Nom et ancienne fonction
Congo (Rép. pop.)	L. MOUMBOU, attaché aux postes et télécommunications auprès du Ministère de l'information et des postes et télécommunications B. BALOUNDA, Conseiller Postes auprès de la Direction générale de l'ONPT
Corée (Rép.)	M. OH, former Minister of Communications
Danemark	B. NORDBO, ancien Chef du bureau des relations internationales
Egypte	H.A.A. SOKKAR, Ingénieur, ancien Président du Conseil d'administration de l'Organisme national des postes I.F. EL SAYED SALEM, ancien Sous-Secrétaire d'Etat pour les affaires postales
Espagne	A. PEREZ RODRIGUEZ, ancien Chef des organismes internationaux de la Direction générale des postes D. DE LA ROSA, ancien Chef de la Section du virement postal
Ghana	M.B. WALLENUS, former Traffic Inspector at the Section of International Postal Affairs A.O. BENTIL, former Deputy Director-General
Hongrie (Rép.)	I. TOTH, ancien Secrétaire d'Etat des PTT Mme I. JUHARI, ancien Directeur général adjoint
Guinée	S. CONDE, ancien Directeur général des services postaux et financiers M. F. BALDE, ancien Inspecteur itinérant
Inde	N.C. TALUKDAR, former Member (Postal Operations), Posts and Telegraphs Board K.T. KORA, former Secretary, Ministry of Communications K.R. MURTHY, former Member (Postal Development), Posts and Telegraphs Board V. DEVARAJAN, former Member (Finances), Posts and Telegraphs Board
Indonésie	D. SOEPAAT, former Deputy Director General (Posts and Giro) H.A. MUSTAFA, former Director of Operations, Public Corporation for Posts and Giro A. HAQ, former Head of Sub Directorate for Postal Convention and Legislation, Directorate General of Posts and Telecommunications
Iraq	W.A. MAHMOUD, ancien Assistant du Président de l'Entreprise pour les affaires administratives H.J. HMOUD, ancien Directeur du trafic postal
Irlande	P. WARREN, former Assistant Secretary, Department of Communications Miss D. HEENAN, former Manager – Foreign Mails, An Post
Islande	J. SKULASON, ancien Directeur général des postes et télécommunications
Israël	I. ZEMEL, ancien Directeur adjoint des services postaux
Japon	M. NIKI, former Director-General of the Post Office Life, Insurance Bureau T. OHTSU, former Postmaster, Hotel New Otani-nai Post Office S. SHINTANI, former Director of the Hokkaido Training Institute of Postal Services S. HORIGUCHI, former Director-General of the KINKI Regional Bureau of Telecommunications S. NAGAOKA, former Director-General of Posts
Kenya	Z.D. MWAKITELE, former Head of Postal Services
Kuwait	E.Y. AL-ABDUL RAZZAK, ancien Sous-Secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires postales A.M.Y. EID, ancien Directeur du Département des services postaux
Malaisie	M. RAJASINGHAM, former Director General of Posts

Pays	Nom et ancienne fonction
Mali	J.-F. FAU, ancien Directeur des postes M. YATTARA, ancien Directeur adjoint des postes et Chef de la division des études et programmes
Mexique	J. JIMENEZ ESPRIU, ancien Sous-Secrétaire des communications et du développement technologique R. ORTIZ Y ORTIZ, ancien Conseiller auprès du Sous-Secrétaire des communications R. OLAVARRIA MORENO, ancien Directeur général des postes J. GARRIDO MUÑOZ, ancien Chef du Département des affaires internationales
Myanmar	K. MYINT, former Director General T. GYI, former Deputy General Manager L.T. MOUNG, former Managing Director M.M. LINN, former Deputy General Manager
Nigéria	T.N. IKE, former Postmaster General
Norvège	R. R. BRU, former Director General I.J. HISDAL, former Director of Postal Services
Pays-Bas	A.W. van OMMEREN, ancien Directeur principal des postes J.B. KRIJGER, ancien Chef du Service des affaires postales internationales J.G. BETHE, ancien Inspecteur
Antilles néerlandaises	M.G.T. HERNANDEZ, Dr en droit, ancien Directeur des postes
Portugal	A.M. DOS REIS, ancien Directeur du Service des affaires internationales
Pakistan	M. KHURSHEED, former Director General G.N. ZAHID MALIK, former Deputy Director General
Pologne (Rép. pop.)	H. RABCEWICZ, ancien Chef de division
Singapour	W. LEE HOONG, former Assistant General Manager
Soudan	H. I. BESHIR, ancien Président du Conseil d'administration et ancien Directeur général de la Corporation H. B. MOHAMED, ancien Vice-Directeur général
Sri Lanka	A.P. HAPUDENIYA, former Postmaster General H.L. PERERA, former Controller of International Postal Services
Suède	B. ZACHRISSON, ancien Directeur général P.O. SANDREN, ancien Directeur supérieur des services du courrier
Suisse	G. NOBEL, ancien Directeur général O. CAPREZ, ancien Directeur des services postaux U. HÄNGGI, ancien Chef de la Section des services financiers internationaux
Suriname	E.G. LEDE, former Postmaster General
Tchécoslovaquie	V. CHALUPA, ancien Ministre des communications

Pays	Nom et ancienne fonction
Trinité-et-Tobago	R. PEMBERTON, former Postmaster General
Turquie	S. BILGI, ancien Directeur général des PTT N. EKINCI, ancien Président du Département des postes
Yougoslavie	G. SEKULOVSKI, ancien Directeur général des PTT V. JURISEVIC, ancien Conseiller à la Caisse d'épargne postale
Zambie	F. CHUULA, former Minister of Power, Transport and Communications L.E. KAWESHA, former Director General, Posts and Telecommunications Corporation
Bureau international	M.I. SOBHI, ancien Directeur général A.K. BAGHDADI, ancien Sous-Directeur général S. BÄCKSTRÖM, ancien Sous-Directeur général a.i. L. CHAUBERT, ancien Conseiller supérieur P. KLOSSEK, ancien Conseiller supérieur H. NOMA, ancien Conseiller supérieur R. RAMÍREZ PLATA, ancien Conseiller supérieur J. GUENOT, ancien Conseiller B. LARABI, ancien Conseiller Mlle J.M. MILNE, ancien Conseiller J. PAILLARD, ancien Conseiller R. VOEFFRAY, ancien Conseiller S. KOSAN, ancien Conseiller adjoint A. LÉGER, ancien Conseiller adjoint W. REID, ancien Premier Secrétaire E. VONLANTHEN, ancien Deuxième Secrétaire J. MILES, ancien Traducteur du Service de traduction anglais H. VIARD, ancien Traducteur-reviseur du Service de traduction anglais E.F. ZAYED, ancien Traducteur du Service de traduction arabe

Deuxième séance du Congrès

Mardi 14 novembre 1989

Présidence de M. EDWARD E. HORGAN, Jr., Président

La séance est ouverte à 9 h 45.

Communications

Le PRÉSIDENT: Je souhaite la bienvenue aux observateurs qui suivent les travaux de notre Congrès, en particulier aux représentants de la CAPTAC, de la CEPT, de l'UAPT, de l'UPAE, de l'UPAf, de l'UPAP, de l'APPU et de l'UPSOA, ainsi qu'aux représentants de l'ONU, de l'OUA, de l'UIT, de la FAO, de la Banque mondiale, du FMI, de l'OACI, de l'IATA et de l'ISO.

Le SECRÉTAIRE fait part du message suivant, daté du 2 novembre 1989, concernant la situation de l'UPA et émanant du Secrétariat général de l'UPA:

«Monsieur le Directeur général,

Les organes législatifs de la Ligue des Etats arabes viennent de prendre une décision définitive tendant à transférer les attributions de l'Union postale arabe à un secrétariat technique placé auprès du Secrétariat général de la Ligue. Cette décision a pris un effet immédiat. Il en résulte que, dorénavant, toutes les affaires concernant les Administrations postales arabes, en tant que groupement géographique ou linguistique, ainsi que ce qui concerne le Service de traduction arabe, devront être traitées directement avec le Secrétariat général de la Ligue des Etats arabes à Tunis, qui acquiert ainsi la qualité de porte-parole du Groupe linguistique arabe. Je suis convaincu que vous-même et vos services trouverez toute coopération et compréhension auprès de M. le Secrétaire général de la Ligue et de ses services. Vous y trouverez toute obligeance et célérité dans le règlement de toute affaire traitée, et ma conviction demeure profonde que vous vous félicitez mutuellement de vos rapports futurs. Au moment où ma mission et celle de mes collaborateurs directs – Vice-Secrétaire général et Conseillers – ainsi que celle de l'ensemble du personnel du Secrétariat général de l'Union prennent fin, je voudrais vous exprimer, en mon nom et les leurs, toute ma satisfaction pour l'excellence de notre longue coopération qui a secrété tant de résultats positifs pour les pays membres de l'UPA.

A la veille de la tenue du XXe Congrès de l'UPU, je vous souhaite plein succès dans vos entreprises, ainsi qu'à vos collaborateurs, et à l'Union postale universelle toujours plus de réussite. Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur général, l'assurance de ma haute considération.

Le Secrétaire général,
HUSSEIN RASHID AL HAMDANI.»

Déclarations

Le KENYA: Permettez-moi de saisir cette occasion pour remercier tout d'abord le Gouvernement et le peuple des Etats-Unis d'Amérique de l'accueil chaleureux qu'ils m'ont réservé et qu'ils ont réservé à ma délégation depuis notre arrivée à Washington. Permettez-moi aussi d'exprimer ma satisfaction de faire partie de cette éminente assemblée d'hommes et de femmes qui, chacun dans son domaine, sont chargés du fonctionnement des services postaux de leur pays. J'apporte à vous tous les chaleureuses salutations de Son Excellence Daniel Arap Moi, Président de la République du Kenya et celles du peuple du Kenya, qui apprécient à leur juste valeur les services rendus par les membres de l'Union postale universelle. Je me félicite de pouvoir, au cours des prochaines semaines, échanger ici avec vous des idées et des données d'expérience. Il ne fait pour moi aucun doute qu'à l'issue de ce Congrès chacun de nous retournera dans son pays l'esprit plein de nouvelles idées utiles sur l'avenir de la poste.

Il y a seulement peu de temps nous étions réunis à Hamburg pour adopter des résolutions, formuler des déclarations, prendre des décisions, des recommandations et des vœux visant tous à améliorer et renforcer les services postaux. A n'en pas douter, la Déclaration de Hamburg sur le rôle de l'Union postale universelle dans l'intégration du réseau postal national reste très vivant dans nos esprits. Nous pouvons aujourd'hui déclarer avec fierté que nous avons fait un nouveau pas en avant, si l'on établit une comparaison entre la poste de 1984 et celle d'aujourd'hui. La majorité des Pays-membres ont atteint, sinon en totalité du moins en partie, les idéaux de cette Déclaration. Au Kenya, nous avons travaillé pour en atteindre les buts et objectifs et nous avons le sentiment que ces cinq dernières années ont été fructueuses. Le Gouvernement a donné à la poste plein mandat pour exploiter les services sur la base de principes commerciaux régis par des textes réglementaires relevant de la compétence de l'Office des postes et télécommunications.

Le Kenya a exécuté au cours des dix dernières années deux plans de développement postal, le premier de 1979 à 1983 et le second de 1984 à 1988. Un troisième a été formulé; il couvre la période de 1989 à 1993. Le deuxième plan avait quant à lui pour objectifs principaux d'étendre, de diversifier et de fournir des services postaux plus efficaces prenant en compte l'évolution enregistrée dans les domaines technologique, social et économique.

Au cours de la période d'exécution de ce deuxième plan, des mesures ont été prises dans le cadre d'un programme intitulé «Service à la clientèle», le but étant de fournir au public des informations sur les services postaux, au moyen de campagnes publicitaires, cela en association avec les organismes formateurs de l'opinion, comme les chambres de commerce.

Dans la poursuite des objectifs que j'ai évoqués, des travaux de recherche ont été réalisés dans le dessein de recueillir des renseignements sur la taille, la composition et les tendances du marché, sur les besoins de la clientèle ainsi que sur l'attitude et le comportement des concurrents.

Dans le cadre du troisième plan, un plus grand nombre d'établissements postaux seront ouverts, particulièrement en milieu rural, alors que la modernisation et le développement des installations existantes dans les grands centres urbains se poursuivront. C'est ainsi notamment que l'on procédera à Nairobi à la construction d'un General Post Office moderne. Au cours de cette même période, le service EMS sera développé et il sera institué d'autres services hauts de gamme adaptés aux besoins de la clientèle.

Monsieur le Président, la poste africaine a été et continue d'être le témoin d'une évolution technologique rapide et d'une inflation constante, sources de graves problèmes d'exploitation et de gestion du fait de la pénurie des fonds nécessaires pour maintenir la poste à flot. L'Union postale universelle doit trouver une issue à ce problème persistant, notamment au moment où nous approchons du XXI^e siècle.

Enfin, Monsieur le Président, penchons-nous sur les problèmes auxquels la poste se heurte aujourd'hui et sur la question de savoir «Comment répondre aux besoins des usagers au cours du XXI^e siècle». Engageons-nous tous pour que les résolutions du Congrès de Washington soient appliquées dans le même esprit que celles de Hamburg.

La MALAISIE: Au nom de ma délégation, je voudrais tout d'abord vous adresser, Monsieur le Président, mes salutations et toutes mes félicitations pour votre élection entièrement méritée à la présidence du XX^e Congrès de l'Union postale universelle et faire de même pour les Vice-Présidents du Congrès. Au nom du Gouvernement de la Malaisie, je voudrais remercier le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et en particulier le Service postal des Etats-Unis d'Amérique pour l'accueil qu'ils ont réservé à moi-même et à ma délégation à notre arrivée dans cette ville historique de Washington; je tiens aussi à exprimer mes félicitations pour le choix de ce magnifique lieu de conférences, ainsi que pour les excellents moyens mis en place pour les délibérations de ce Congrès.

La Malaisie est membre de l'Union postale universelle depuis 1958, soit un an après son accession à l'indépendance. Depuis lors, elle a participé aux activités de l'UPU en tant que membre de l'Union et aussi comme membre d'un de ses organes, le Conseil exécutif. D'une manière générale, la participation de la Malaisie aux activités de l'Union a été motivée par sa foi en l'idée d'une organisation universelle reliant et coordonnant les activités des petites unités qui la composent. Inutile de dire que cela a été la philosophie de base qui a amené les fondateurs en provenance de 22 pays à se réunir en septembre 1874 et à élaborer un traité collectif visant à la création d'une Union générale des postes. A mon sens, la caractéristique essentielle de l'Union est son universalité. Si à l'origine l'Union comptait 22 membres, désormais les pays du monde entier sont presque tous membres de l'UPU, soit à titre indépendant, soit en tant que territoire faisant partie d'un ensemble, ce qui justifie son nom d'Union postale universelle. Certes, l'Union peut être fière de son universalité en ce qui concerne la qualité de membre, mais il faut cependant reconnaître qu'au fil des ans elle a subi, de l'intérieur, certaines transformations qui ont eu pour effet de saper certaines des règles fondamentales instituées par la Convention de Berne de 1874. Par ailleurs, il a été apporté d'autres modifications aux Actes de l'Union, particulièrement en ce qui concerne son acte obligatoire, à savoir la Convention. C'est ainsi qu'il a été institué des dispositions facultatives et des dispositions en vue de l'accord réciproque entre Administrations postales. Si d'une part ces modifications visent à assouplir et à adapter l'Union postale universelle à l'évolution des circonstances, et c'est là un trait souhaitable de l'Union, on peut également y voir un affaiblissement de la notion de «multilatéralisme». Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, je ne veux pas paraître pessimiste, mais il s'agit là de questions qui peuvent engager l'avenir de l'Union postale universelle. Il importe donc d'y consacrer quelque temps de réflexion. Eventuellement, un des organes de l'Union, le CE ou le CCEP, pourrait se voir confier la tâche d'étudier l'incidence de ces modifications sur le futur statut de l'Union postale universelle.

En tant que Ministre chargé des services postaux de Malaisie, je voudrais, par votre intermédiaire Monsieur le Président, exprimer à l'UPU ma gratitude pour toute l'assistance prêtée à mon pays grâce au financement du PNUD. Cette assistance a été fournie sous la forme de missions d'experts et aussi d'octroi de bourses en vue d'une formation et de visites à l'étranger effectuées par des hauts fonctionnaires postaux de Malaisie. Dans le cadre de l'assistance UPU/PNUD, plusieurs compatriotes ont également été formés comme consultants CTPD, lesquels ont déjà effectué diverses missions à l'étranger. Nous espérons que des fonctionnaires de mon Administration seront plus nombreux à bénéficier de telles possibilités. Je suis heureux de signaler qu'à la suite d'une étude entreprise en 1984 par un consultant UPU, un programme d'acheminement postal national a été lancé avec succès en 1985 en prévision de la mécanisation du traitement postal. Après l'institution du code d'acheminement postal, il a été entrepris la mécanisation des 14 centres de tri du courrier de Malaisie; elle devrait être terminée d'ici à 1992. L'Etat de Malaisie est parfaitement conscient que la fourniture d'un excellent service postal est indispensable au progrès économique et social d'un pays. Dans cet esprit, des projets de développement postal ont été incorporés dans les plans quinquennaux de développement national. Ces projets portent notamment sur l'extension des services postaux dans les zones rurales, la création de nouveaux services, la mécanisation et l'informatisation. Le prochain plan quinquennal commencera en 1991 et j'exprime l'espoir que l'UPU continuera de nous fournir une assistance, comme elle l'a fait dans le passé. Mon Administration, quant à elle, Monsieur le Président, prêterait toute l'assistance qu'elle pourra, sous la forme de missions de spécialistes dans des pays qui, du point de vue postal, sont moins bien placés que nous. Cette activité pourrait éventuellement être assurée, dans le cadre de la coopération technique entre pays en développement (CTPD).

Je constate que le Congrès consacrerait une journée entière à un Débat général ayant pour titre «Pour mieux servir la clientèle». Je constate également que des documents à l'examen portent sur le sujet «Connaissance du marché». Je félicite les responsables d'avoir choisi l'examen d'un sujet si approprié, compte tenu de la forte concurrence sans cesse croissante exercée par les coursiers et d'autres entreprises de transport. Mon Administration vient de mener à terme une étude sur les conditions du marché pour les produits postaux en Malaisie et ma délégation, en tant que membre du Groupe de travail, serait heureuse, au cours du Débat, d'échanger avec vous ses expériences dans ce domaine.

Monsieur le Président, je ne pourrai pas rester à Washington durant tout le Congrès. Je dois quitter la capitale dans quelques jours pour reprendre mes fonctions de Ministre chargé de l'énergie et des télécommunications et de la poste de mon pays. M. Haji Wan Yusuf b. Syed Haji Madhi, Directeur général des postes de mon pays, me remplacera comme Chef de délégation. Je remercie le Gouvernement et le peuple des Etats-Unis d'Amérique de leur hospitalité. Avant de partir de Washington pour retourner au pays, je vous souhaite, à vous Monsieur le Président et à tous les participants, plein succès dans vos travaux, et aux délégués un agréable séjour aux Etats-Unis d'Amérique et un bon retour dans leurs pays.

Le SWAZILAND: Je voudrais saisir cette occasion pour remercier le Gouvernement et le peuple des Etats-Unis d'Amérique de leur chaleureuse hospitalité depuis notre arrivée dans cette ville, belle et historique, de Washington, D.C. Au nom de ma délégation et en mon nom personnel, permettez-moi, Monsieur le Président, de rendre un hommage particulier à l'Administration postale des Etats-Unis d'Amérique pour l'excellence des dispositions qu'elle a prises pour accueillir le XXe Congrès de l'UPU.

Monsieur le Président, j'ai la conviction que sous votre sage direction, ce Congrès se consacrera à nouveau aux défis auxquels la poste d'aujourd'hui se trouve confrontée. Nous savons tous la gravité des menaces que fait peser la concurrence des entreprises de messagerie et de repostage, lesquelles n'existaient pas en 1874 lorsque l'UPU a été fondée. Ce serait faire preuve de naïveté que de prétendre qu'aujourd'hui nous sommes toujours à l'abri dans l'exercice de nos activités, alors que sont appliquées de nouvelles technologies ayant pour effet d'accélérer la transmission de la communication écrite et que dans le monde entier les Etats procèdent à une déréglementation des monopoles postaux. Pour nous, la seule solution consisterait à lutter efficacement contre nos concurrents pour pouvoir suivre l'évolution. On ne saurait trop souligner la nécessité d'une coopération internationale et d'une adaptation de la poste, en particulier dans les pays en développement, aux besoins commerciaux.

Mon Administration est parfaitement consciente des efforts déployés par l'UPU et par les pays développés pour tenter d'améliorer le sort des pays jeunes. Le Congrès de Hamburg a adopté une nouvelle approche en organisant un débat général et en préparant ce qui de nos jours est désigné sous le nom de «Déclaration de Hamburg», et qui demandait à l'UPU d'améliorer la rapidité, la qualité et la fiabilité des services postaux en identifiant les points faibles du réseau postal international.

Je suis heureux de déclarer que mon Administration a participé aux projets ci-après visant à appliquer le contenu de la Déclaration de Hamburg:

- étude 673 sur la collecte et l'analyse des renseignements sur le contrôle des délais d'acheminement à l'échelle mondiale;
- accords passés avec plusieurs Pays-membres de l'UPU en vue de créer un service EMS et de procéder à des échanges d'envois EMS afin d'améliorer la rapidité et la qualité du service;
- mise à la disposition du public d'un service Bureau-fax pour la transmission et la réception de messages télécopiés, à la fois en service intérieur et en service international, ainsi que pour la transmission du courrier électronique en général;
- présence à des séminaires EMS organisés par l'UPU en collaboration avec l'Administration postale des Etats-Unis d'Amérique à Potomac, Maryland, en juin-juillet 1988;
- participation au Colloque des Directeurs généraux des postes et à la Conférence des Ministres chargés des postes dans les pays africains au sud du Sahara. Au cours de ces réunions qui se sont tenues à Nairobi en novembre 1988, quatre résolutions ont été adoptées par les Ministres responsables. L'acte final de Nairobi a été signé aux fins d'application par l'Union postale panafricaine (UPAP), en collaboration avec les dirigeants postaux africains;
- participation au cycle d'étude EMS tenu du 15 mai au 2 juin de cette année à Helsinki, Finlande;
- présence de notre Administration également au troisième cours de gestion postale internationale organisé par l'Administration postale de Finlande avec l'aide de la FINIDA. Le cours s'est tenu en Finlande du 9 septembre au 9 octobre 1987.

Je tiens à saisir cette occasion pour remercier l'UPU et les Administrations postales ayant participé à ce généreux effort d'assistance au Swaziland. J'ai également été impressionné par les sujets qui seront examinés au cours du Débat général du 16 novembre 1989, à savoir:

- connaissance du marché;
- stratégies commerciales et opérationnelles de la poste;
- structures et systèmes de gestion aux niveaux national et international.

Ma délégation est persuadée que l'on ne peut avoir sur les problèmes postaux mondiaux les connaissances et les compétences techniques nécessaires que si tous les Pays-membres de l'Union observent, lors de l'élection des membres du CE, le principe d'une représentation géographique et régionale équitable, énoncé à l'article 102, paragraphe 3, du Règlement général. A ce propos, il y a également lieu de rappeler que le contenu et l'esprit de l'article 104, paragraphe 2, de ce même Règlement général doivent aussi être observés pour l'élection des membres du Conseil consultatif des études postales (CCEP). Ces exposés et ces échanges de vues entre les pays développés et les pays en développement des diverses régions géographiques permettront de maintenir un flux équilibré d'informations et de connaissances spécialisées. Il ressort d'une étude sur la composition des membres du CE et du CCEP certaines lacunes quant à la représentation par groupement géographique depuis le Congrès de Paris 1947, alors que l'Union ne comptait que 88 pays. Ces lacunes doivent être traitées par ce Congrès si l'on veut que les services postaux soient améliorés à la satisfaction de notre fidèle clientèle. Cela est particulièrement vrai pour les pays en développement ayant récemment accédé à l'indépendance, surtout en Afrique où la plupart des services sont soit inexistantes, soit insuffisants, pour nous permettre de rivaliser efficacement avec nos concurrents. A l'heure actuelle, il y a lieu de veiller à la bonne répartition des sièges entre les 170 Pays-membres de l'UPU. Par ailleurs, la structure et la gestion du Bureau international doivent elles-mêmes être modernisées pour pouvoir faire face aux besoins d'aujourd'hui en matière commerciale.

J'ai l'espoir que ce Congrès fera tout ce qui est en son pouvoir pour s'attaquer à toutes ces questions brûlantes qui assaillent la poste et qu'il y apportera des solutions acceptables. Monsieur le Président, permettez-moi de conclure en vous souhaitant à chacun un heureux séjour et des délibérations fructueuses et utiles pour nous tous. Permettez-moi également de déclarer que le Swaziland sera candidat pour l'élection du CE pendant ce Congrès. J'ai la conviction que, grâce à une connaissance approfondie des problèmes qui se posent actuellement en Afrique australe en matière postale, nous pourrons apporter notre modeste contribution à la solution de ces mêmes problèmes.

Vive la poste et vive l'Union postale universelle!

La RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN: «Au nom de Dieu, tout Clément et Miséricordieux»

Louange au Dieu tout puissant qui a fondé les critères de la gestion sociale sur des motifs humains sublimes et qui a transmis par ses grands prophètes des valeurs humaines et des vertus éminentes, fondées sur la liberté.

Permettez-moi tout d'abord de vous féliciter, Monsieur le Président, pour votre nomination à la présidence de cette importante réunion. Nous espérons sincèrement que la tenue de ce Congrès sera l'occasion d'une compréhension et d'une

coopération plus grande entre les Etats membres et qu'elle établira sur des bases solides le progrès et le développement des services postaux internationaux. Il est bon également que je remercie tous ceux qui ont participé aux préparatifs de cette réunion. Je les félicite tous pour la réussite de leur entreprise. Monsieur le Président, en tant qu'un des premiers membres de cette Union, nous portons grand intérêt au renforcement de l'esprit de coopération dans les services postaux internationaux. L'Administration de la République islamique d'Iran est convaincue que cette coopération permettra également de prendre plus rapidement conscience du rôle crucial des services postaux dans les activités économiques, sociales et culturelles des Etats membres, particulièrement dans les pays en développement.

L'Iran, pays de 1,6 million de kilomètres carrés, au relief très varié et aux variations climatiques extrêmement importantes, se heurte à une multitude de problèmes lorsqu'il s'agit de planifier son développement postal.

Toutefois, malgré ces difficultés et les huit années de guerre qui nous ont été imposées, nous avons entrepris un programme complet de développement de notre réseau postal et de création de services postaux modernes. Pour ne pas abuser de la patience des délégués avec le détail de ces programmes, je ne donnerai que quelques exemples: création d'une autorité postale unique, l'office des postes de l'Iran, d'où une efficacité accrue; mise en place de services de télécopie, création de services: poste financière, EMS et télématique; mise en place réussie d'un programme de codification postale et création d'un musée des postes. Ces efforts ont fait que pendant la période séparant le XIXe Congrès postal du XXe, le volume des services postaux en Iran a décuplé.

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

La réalisation des besoins budgétaires et la prise de mesures visant à réduire les déficits budgétaires constituent à n'en pas douter quelques-unes des activités majeures de tout organisme des postes, en particulier dans les pays en développement. Afin d'atténuer ces difficultés d'ordre budgétaire, l'Administration des postes iraniennes appelle l'attention des délégués sur les propositions suivantes:

- 1° En tenant dûment compte du fait que les services postaux modernes ont rendu pratiquement inévitable le recours aux réseaux de télécommunication, il est proposé que notre Congrès charge l'Union de solliciter la coopération et l'attention de l'Union internationale des télécommunications et d'autres organes régionaux connexes pour que soient définies les modalités d'établissement de tarifs préférentiels pour l'utilisation des réseaux des télécommunications à des fins postales. Il est en outre proposé que ce Congrès charge le Conseil exécutif d'entreprendre un examen complet des divers moyens possibles pour rechercher l'aide financière d'organismes des secteurs publics et privés de télécommunication pour l'établissement de services postaux recourant à des réseaux de télécommunication.
- 2° En raison du rôle vital joué par les études statistiques visant à démontrer le rôle joué par la poste dans les domaines économique, social et culturel, et compte tenu du fait que ces études servent à justifier l'attribution de devises fortes pour ces programmes, il est demandé aux délégués de ce Congrès de ratifier les résolutions suggérées à ce propos par notre délégation.
- 3° Il est proposé que ce Congrès charge l'Union d'élaborer et de diffuser à ses membres un rapport sur les méthodes utilisées et les expériences acquises

par les divers Etats membres dans le domaine de la gestion et du développement de leurs services postaux, et en particulier les problèmes et les réussites en ce qui concerne la fourniture de services postaux dans les régions éloignées et démunies.

- 4° Pour tenir dûment compte des difficultés créées dans certains Etats membres par les entreprises de messageries privées et par la non-observation des règlements et normes acceptés au plan international, il est proposé que ce Congrès étudie la question et charge l'Union d'établir des critères pour l'exploitation de ces services de coursiers.

La longue histoire des services postaux en Iran et la précieuse expérience que nous avons récemment acquise au sein de l'Union postale de l'Asie du Sud et de l'Ouest ainsi que la grande valeur que nous attachons au rôle crucial de l'Union nous encouragent à participer davantage aux affaires de l'Union. A ce propos, nous tenons à annoncer que nous sommes candidats à la qualité de membre du Conseil exécutif et du Conseil consultatif des études postales de l'Union. Nous avons l'espoir que les délégués feront à notre Administration l'honneur d'appuyer notre candidature et de nous donner non seulement l'occasion de participer activement au renforcement de l'Union mais aussi d'aider à la mise sur pied d'un service postal international plus équilibré et plus efficace.

Je suis convaincu qu'aucun parmi nous ne contesterait l'idée selon laquelle la communauté postale internationale a pour idéal le plus élevé de faciliter et d'améliorer les communications entre les hommes. Or, face à de tels idéaux, ceux dont la politique nationale consiste à fouler aux pieds les droits d'autrui n'ont pas leur place dans cette communauté internationale. C'est pourquoi, Monsieur le Président, la République islamique d'Iran, tout en remerciant les délégués d'avoir expulsé l'Afrique du Sud, demande en outre qu'Israël – qui occupe la Palestine – soit expulsé lui aussi de l'Union postale universelle. En prenant une telle mesure, l'Union montrerait avec netteté aux peuples du monde qu'elle reste déterminée à soutenir ces idéaux.

En conclusion, Monsieur le Président, j'espère que sous votre direction ce Congrès parviendra à atteindre ses buts.

«Inch Allah, si Dieu le veut.»

Le CANADA: Au nom de la Société canadienne des postes, je voudrais vous remercier, vous-même, Monsieur le Président, et les délégués, de l'occasion qui m'est donnée d'intervenir devant l'Union postale universelle et son Congrès. Je voudrais également vous adresser des félicitations, Monsieur le Président, à l'occasion de votre élection et vous remercier ainsi que votre Administration des dispositions excellentes prises pour mener et diriger ce XXe Congrès.

Comme l'indique l'ordre du jour, nous avons à faire face à bon nombre de défis sur une base mondiale et ce Congrès nous donne une occasion unique, non seulement de renouveler notre engagement à fournir un service hors pair, mais aussi et surtout d'analyser les moyens dont nous disposons pour relever ces défis.

Examinons tout d'abord ces défis:

- Notre secteur des colis et des messageries subit l'assaut de multinationales bien organisées et financées.
- Les résultats des études de marché prédisent des pertes significatives dans le secteur international des colis au cours des prochaines années.

- La popularité croissante des télécopieurs et autres produits électroniques constitue une menace constante pour nos volumes étant donné la haute qualité, le coût modique et la rapidité de ces services.
- Avec des investissements massifs, nos concurrents tentent de réduire encore davantage notre part des 20 milliards de dollars que représente le marché international.
- La croissance du repostage, appuyé par certains d'entre nous, menace sérieusement nos revenus.
- Les clauses actuelles sur les frais terminaux sont insuffisantes.
- L'inquiétude de l'Etat au sujet du financement du déficit va croissant.

A mon humble avis, ces défis laissent paraître notre difficulté collective à gérer nos opérations postales avec efficacité et à minimiser l'expansion de nos concurrents.

Sans vouloir être alarmiste, je vous préviens que le temps d'agir, c'était il y a cinq ans. Aujourd'hui, même s'il est encore temps, la tâche est devenue plus difficile et la nécessité de mettre toutes nos énergies en commun n'a jamais été aussi vitale.

Ai-je exagéré nos préoccupations? Je ne crois pas! Tout ceci a déjà été dit et répété cent fois et nous pouvons tous citer des cas où nous avons laissé le moment propice nous échapper.

Mais loin de moi l'idée de vous transmettre un message de désespoir ou de frustration. Au contraire, je veux vous rappeler que nous avons encore une chance de reprendre le dessus dans un contexte où les valeurs fondamentales que nous connaissons tous demeurent les principales priorités des clients, des valeurs telles que la fiabilité et l'accessibilité des services à un coût abordable. De telles valeurs ne peuvent être maintenues que par l'innovation, l'adaptation aux nouvelles techniques et, par-dessus tout, grâce au partage de nos connaissances et de nos moyens de contrôle sur nos produits et services.

Voyons maintenant les éléments à l'appui de notre mission. Bien que la taille et le profil de commercialisation des Administrations postales varient grandement, ensemble nous demeurons les géants de la distribution mondiale. En tant qu'Administration postale, nous représentons des avantages qu'aucun de nos concurrents ne saurait égaler. Par exemple, grâce aux Administrations postales représentées ici, nous possédons un réseau international qui distribue de façon efficace les lettres et les colis dans pratiquement tous les coins du globe. En outre, grâce à l'Union postale universelle et à d'autres organismes semblables, nous disposons d'une structure organisationnelle qui peut servir à améliorer la façon dont chaque Pays-membre offre son service postal. Nous desservons tous les pays du monde d'une manière qu'aucun concurrent ne peut égaler et nous pouvons effectuer des économies que personne ne peut réussir. Mon optimisme se fonde non seulement sur ce que j'ai constaté au cours de mes visites à d'autres Administrations postales ailleurs dans le monde, mais aussi sur ce que nous avons commencé à vivre au Canada. A mon arrivée à la Société canadienne des postes, je voulais tout d'abord apprendre le fonctionnement du système postal aussi vite que possible. Et nous avons ainsi fait des visites à d'autres Administrations pour voir comment vous aviez réglé des problèmes semblables. De par notre perspective et notre expérience, nous en sommes venus à réaliser que les opérations postales doivent constituer un processus intégré de distribution – appuyé par des contrôles – et instaurer des systèmes documentés,

afin de pouvoir mesurer le fonctionnement d'après des normes précises. Autrement dit, on ne peut gérer ce qu'on ne peut mesurer. Nous avons aussi constaté que le concept de monopole postal n'a plus sa raison d'être; notre nouvelle philosophie doit viser la satisfaction de la clientèle, la connaissance des concurrents, des exigences des différents marchés et des occasions qu'ils présentent.

Je ne saurais trop insister sur la vive concurrence qui existe dans le domaine postal et sur la nécessité absolue de fournir des produits et des services qui répondent aux besoins des clients.

Permettez-moi, Monsieur le Président, de préciser brièvement ma pensée à ce sujet. Dès le départ, nous avons cherché à rétablir notre crédibilité comme fournisseur fiable de services postaux, tant auprès de nos propres employés que de nos clients. A cet effet, nous avons mis en place un système intégré de contrôle de la distribution afin de comparer notre rendement à des normes clairement définies. Et pour faire connaître publiquement nos progrès, nous avons confié à un cabinet de vérificateurs indépendants la tâche de mesurer ce rendement d'après nos normes et nos engagements relatifs au service.

Ensemble, ces mesures ont constitué les premiers jalons sur la voie de notre redressement. En effet, elles nous ont permis:

- de renouveler la confiance que nous portent les clients;
- de renouveler la confiance en soi de nos employés;
- d'accroître la fiabilité de notre système de livraison;
- d'améliorer nos volumes;
- d'atteindre une nouvelle rentabilité – nos premiers bénéfices depuis trente ans – en se fondant uniquement sur la fourniture de produits postaux et de services.

Ces changements ne sont pas limités à la Société canadienne des postes. Il y a bon nombre de réalisations dans la communauté postale; DHL, TNT, Federal Express, Emry commencent à constater que «les Administrations postales du monde sont devenues d'importants joueurs sur la place du marché».

Ce que nous voulons dire ici, c'est que ces redressements dans la communauté internationale ne sont pas le fruit d'une haute technologie dispendieuse mais plutôt de l'application de principes et de pratiques commerciales de base qui profitent à toute Administration, quelle que soit sa taille, par exemple:

- fixer et atteindre des objectifs opérationnels et financiers réalistes;
- mettre en œuvre un processus central de contrôle et de direction afin d'être conséquent;
- mesurer et vérifier le cheminement du courrier dans les établissements et les liaisons, en documentant les systèmes, les procédés et les normes;
- adopter autant que possible des solutions simples.

Une telle solution simple a été le code de couleurs que nous et plusieurs d'entre vous avons utilisé pour indiquer les engagements de livraison. Ce programme pourrait être uniformisé à l'échelle mondiale dès maintenant.

Nous devons aussi tirer des leçons de nos concurrents en distribution et en communication pour connaître les moyens qu'ils utilisent pour bien desservir leurs clients, par exemple:

- la gestion opportune des stocks;
- le minimum d'entreposage;
- la confirmation de livraison;
- la facturation;
- le manifeste électronique;
- les formalités douanières;
- le pistage et le repérage.

Ce sont tous des services que fournissent nos concurrents et que le marché s'attend à recevoir.

Et de quels systèmes d'exploitation nos concurrents disposent-ils? Certains ont adopté la gestion de distribution en réseau, soit le contrôle continu du produit du client dans le réseau opérationnel. C'est pourquoi, pour améliorer la gestion en réseau, nous avons créé un Centre national de contrôle, au siège social à Ottawa, et l'avons relié à neuf centres divisionnaires disséminés sur les 5600 kilomètres de notre pays. Ce Centre fonctionne 24 heures sur 24, sept jours par semaine. Nous avons élaboré un plan de gestion de réseau qui illustre chaque étape suivie par une pièce de courrier dans notre réseau, afin que le Centre de contrôle puisse surveiller les points critiques du cheminement et préparer des plans d'urgence en cas d'accident. Ceci nous a permis de suivre le cheminement du courrier dans nos systèmes et chez nos transporteurs, de son ramassage à sa livraison. Si un vol est manqué ou si un camion tombe en panne, nous le savons aussitôt et nous prenons les mesures qui s'imposent pour respecter nos engagements de livraison. A l'origine, ce système comportait une surveillance notée sur papier ou au tableau noir puis transmise chaque jour par téléphone de l'établissement de traitement du courrier au Centre national de contrôle. Pendant quatre ans, nous avons évolué petit à petit vers le concept du centre de contrôle à haute technologie dans un contexte canadien. A mon avis, il est temps que toute la communauté postale commence à ériger un système de gestion de réseau à l'échelle de la planète. Nous vivons actuellement les moments les plus propices pour créer un tel système; nous pourrions profiter des énormes progrès réalisés en informatique qui mettent à la portée de toutes les Administrations postales un processus de traitement électronique peu dispendieux. Je crois, Monsieur le Président, que nous avons connu un bon départ en lançant les normes internationales de code à barres d'indexation et les échanges d'information sur le pistage et le repérage entre divers pays.

A mon avis, il est vital que tous les dirigeants des Administrations postales soient au courant de la situation réelle, chaque jour afin de prendre immédiatement les décisions qui nous permettront de respecter nos engagements de service envers notre clientèle. Nous y attachons tellement d'importance pour nos opérations que nous avons fait en sorte que nos principaux représentants ici, à Washington, participent aux réunions quotidiennes du Centre de contrôle par liaison à distance, ceci étant effectué par rattachement à Ottawa. Répondre aux besoins de la clientèle est la clé du succès. Donc, il nous faut commencer à travailler en liaisons beaucoup plus étroites avec nos principaux clients internationaux afin de maximiser notre capacité de répondre à leurs besoins. Pour ce faire et pour répondre à la demande des clients, tout en résistant à la concurrence des services de messageries et des reposteurs, nous devons offrir des

produits et des services de la plus haute qualité, dont la période de livraison est plus courte que notre engagement relatif à une lettre ordinaire et à son tarif. Par ailleurs, nos prix pour ces produits et services doivent se rapprocher davantage de ceux de nos concurrents. Autrement dit, les clients qui veulent un service plus rapide doivent s'attendre à payer un tarif plus élevé.

Il faut aussi pouvoir leur offrir, moyennant des frais additionnels, d'autres options telles que:

- le pistage;
- le repérage;
- la remise contre signature;
- l'assurance illimitée.

Nous devons fournir un service global de bout en bout, c'est-à-dire le contrôle des expéditions, du moment de la réception jusqu'au moment de la livraison. Finie l'époque où les Administrations postales considéraient que leur travail était terminé au moment de l'expédition et laissaient le reste au hasard. Nous devons disposer d'un service universel de pistage et de repérage afin de surveiller le cheminement de chaque pièce de courrier, du ramassage à la livraison. Bien sûr, les défis que nous devons relever sont complexes et difficiles, mais il n'y a aucun doute que les délégués au présent Congrès possèdent les aptitudes requises pour trouver des solutions pratiques, sans déployer d'autres efforts que l'application des valeurs et techniques de gestion qui ont fait le succès d'autres entreprises sur le plan international.

Le message que je désire vous laisser est celui-ci:

- nous pensons qu'il y a pour les services postaux un brillant avenir, tant à l'échelle nationale qu'internationale, pourvu que nous puissions intégrer les techniques modernes de gestion et les valeurs typiques de l'entreprise privée aux Administrations postales traditionnelles.

C'est une organisation historique et, comme d'autres organismes existant depuis longtemps, nous avons certaines pratiques et concepts qui avaient été prévus pour répondre à une autre époque. Mais il faut que ces méthodes soient mises à jour pour répondre aux besoins d'aujourd'hui et de demain.

En concertant nos efforts à l'aide de mécanismes tels que le présent Congrès et d'autres sessions de travail, nous réussirons à moderniser nos processus de manière à pouvoir relever les défis que constituent les poussées agressives de nos concurrents dans nos marchés traditionnels.

La proposition soumise au Congrès et visant à déléguer certains pouvoirs au CE est un pas dans la bonne voie. Alors que la rapidité des communications nationales augmente, que toutes les barrières tombent, nous sommes les mieux placés pour proposer à nos clients une gamme améliorée de services internationaux, des services qu'aucun de nos concurrents ne peut offrir. Cela semblera un rêve irréalisable. Mais quand nous avons pris la charge des opérations postales au Canada, il y huit ans, plusieurs d'entre nous ont dit que nous entreprenions une mission impossible. Je pense que les gens que j'ai rencontrés à la Société canadienne des postes et dans d'autres Administrations postales dans le monde peuvent être considérés comme animés par l'idée suivante: une fois qu'ils se sont engagés à accomplir une tâche quelconque, ils «livrent la marchandise» – dans tous les sens du terme.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, je crois qu'à la lumière d'un tel engagement, le présent Congrès, qui se concentre sur les stratégies opérationnelles et commerciales d'une Administration postale, peut constituer une étape décisive vers une ère nouvelle dans l'internationalisation des services postaux, une ère au cours de laquelle les services postaux se transformeront de plus en plus en un réseau fonctionnel et viable de distribution mondiale.

Nous sommes prêts, au Canada, à apporter notre expérience à toute initiative visant à ce que les services postaux participent activement à l'amélioration de la compréhension et de la communication entre tous les peuples représentés ici aujourd'hui.

CHYPRE: Monsieur le Président, je voudrais vous féliciter, ainsi que les quatre Vice-Présidents, à l'occasion de votre élection.

Sans aucun doute, Monsieur le Président, sous votre direction, ce Congrès atteindra ses objectifs avec le plus grand succès. La façon efficace et constructive dont vous gérez les travaux du Congrès a déjà montré que notre assemblée a fait preuve de sagesse en vous élisant à sa présidence. Je voudrais vous transmettre les félicitations du Président de la République de Chypre, ainsi que ses meilleurs vœux pour un Congrès fructueux. Au nom du Gouvernement et du peuple de la République de Chypre et en mon nom personnel, je voudrais exprimer ma reconnaissance au Gouvernement et au peuple des Etats-Unis d'Amérique, à la ville de Washington et à l'Administration postale des Etats-Unis d'Amérique pour leur hospitalité. Chypre attribue une très grande importance aux travaux de l'Union postale universelle, en particulier aux travaux de cette assemblée qui est l'organe suprême de l'Union. C'est un grand honneur pour moi de participer à ce Congrès qui rassemble tant de nations différentes, au-delà des barrières de toutes sortes.

Le Congrès actuel a lieu à un moment très difficile, soit à un moment où la poste subit de très nombreux changements dans presque tous ses domaines d'activité, où elle subit une concurrence accrue de la part des courriers privés et où elle doit trouver des solutions pour répondre aux demandes croissantes des clients et offrir de meilleurs services à des coûts de plus en plus intéressants. Il est encourageant pour les pays en développement de constater que tout le monde s'associe pour supprimer le fossé entre pays développés et pays en développement. Nous sommes sûrs qu'avec l'aide de tous, les pays en développement pourront améliorer leurs services postaux et offrir de meilleurs services au peuple de leur pays. Pour ma part, je suis heureux d'annoncer que le Gouvernement de la République de Chypre, reconnaissant le rôle important de la poste pour le développement du pays, est en train de réorganiser le service postal et de l'automatiser, avec l'aide de l'UPU, du PNUD et d'un certain nombre de pays étrangers.

Je suis sûr que la poste ira de l'avant grâce à l'aide de tous les Pays-membres de l'Union. Enfin, je voudrais vous souhaiter à tous plein succès et vous remercier de votre attention.

Ordre du jour

L'ordre du jour (Congrès – Doc 3/Rev 1) est adopté sans modification.

Congrès –
Doc 3/Rev 1

Examen des propositions de modification du Règlement intérieur des Congrès

Le PRÉSIDENT passe à l'examen des propositions de modification du Règlement intérieur des Congrès présentées par le Conseil exécutif, la Nouvelle-Zélande et le Togo; il rappelle que toute proposition de modification du Règlement intérieur des Congrès entre immédiatement en vigueur après son adoption.

Proposition 1703.1 relative à l'article 3, paragraphe 3, du Règlement intérieur

Propositions 1703.1, 1705.1/Rev 1, 1708.1, 1718.1, 1719.1, 1720.1

Le PRÉSIDENT présente la proposition 1703.1 qui vise à faire apparaître clairement que les délégués dont les pouvoirs font défaut ou sont entachés d'irrégularités ne sont plus autorisés à voter à partir du moment où le Congrès a approuvé le dernier rapport de la Commission de vérification des pouvoirs. Cette proposition est le résultat de l'étude menée par le CE sur la base de la décision C 88 du Congrès de Hambourg 1984.

La proposition 1703.1 est adoptée sans opposition.

Proposition 1705.1/Rev 1 relative à l'article 5, paragraphe 2, du Règlement intérieur

Le PRÉSIDENT communique que plus de dix Pays-membres ont déclaré appuyer la proposition.

La NOUVELLE-ZÉLANDE: Le texte actuellement en vigueur pourrait être interprété de façon à penser que l'admission aux séances des représentants des organisations non gouvernementales est un droit. Cette interprétation n'est pas souhaitable ni nécessaire. Certes, nous sommes pour les contacts avec les organisations non gouvernementales dans l'intérêt de nos clients. Nous souhaitons que l'organisation non gouvernementale invitée expose ses vues sur des sujets d'intérêt mutuel et quitte ensuite la salle pour permettre à nos Commissions de délibérer en privé sur l'exposé. Les Commissions devraient décider elles-mêmes de l'opportunité de la participation des organisations non gouvernementales à leurs délibérations. Je note entre autres qu'il y a une proposition de modification de l'article 28 du Règlement intérieur des Congrès. Nous venons de soumettre un amendement à cette proposition; cet amendement, appuyé par seize Administrations, va dans le même sens que la proposition 1705.1/Rev 1.

L'IRAQ propose de modifier la formulation de la manière suivante: «Les organisations internationales non gouvernementales intéressées par les points à l'ordre du jour des Commissions...».

La JORDANIE: Nous estimons qu'il s'agit d'un droit naturel pour les organisations non gouvernementales de participer aux travaux des Commissions traitant des sujets qui les concernent. Nous sommes pour le maintien du texte actuel qui reflète cette idée.

La GRANDE-BRETAGNE: Dans certains cas, il serait nécessaire de discuter de façon confidentielle de nos relations avec les organisations non gouvernementales. La proposition de la Nouvelle-Zélande nous donne cette latitude; nous l'appuyons sans réserve.

L'INDE: Le paragraphe 2 de l'article 5 du Règlement intérieur des Congrès fait une distinction entre organisations intergouvernementales et non gouvernementales. Personne ne conteste aux organisations intergouvernementales le droit de participer aux travaux des Congrès et des Commissions, mais, s'agissant des organisations non gouvernementales, ma délégation partage le point de vue

de la Nouvelle-Zélande et de la Grande-Bretagne et appuie sans réserve la proposition 1705.1/Rev 1.

CUBA appuie sans réserve la proposition de la Nouvelle-Zélande qui vise à restreindre de façon appropriée la participation des organisations non gouvernementales aux travaux des Commissions.

Le PRÉSIDENT: Selon l'article 28, paragraphe 2, du Règlement intérieur des Congrès, cette proposition doit être approuvée par les deux tiers au moins des Pays-membres représentés au Congrès. cent quarante-six pays étant représentés, la majorité requise est de 98 voix.

Soumise au vote, la proposition 1705.1/Rev 1 est adoptée par 123 voix pour, 9 contre et 4 abstentions.

Proposition 1708.1 relative à l'article 8, paragraphe 1, du Règlement intérieur

Le TOGO expose les motifs de sa proposition.

Le BRÉSIL: Nous craignons que la proposition n'élargisse trop le Bureau du Congrès et que cela compromette ses travaux. Nous voudrions avoir un petit groupe dont le nombre de membres est limité et qui peut prendre des décisions le plus rapidement possible, d'une façon flexible et dynamique. C'est la raison pour laquelle nous sommes contre la proposition.

L'AUTRICHE se rallie au point de vue du Brésil.

CUBA: Nous sommes préoccupés par l'application pratique de cette proposition. Nous pensons que la question devrait être examinée sur l'aspect pratique et voudrions donc connaître l'avis du Secrétariat du Congrès.

M. ASCANDONI, SOUS-DIRECTEUR GÉNÉRAL AU BUREAU INTERNATIONAL: Il faut tenir compte de la nature des travaux confiés au Bureau du Congrès d'après le Règlement intérieur. Dans le cas où le nombre des membres serait augmenté, il y aurait certains risques de retards dans les décisions à prendre. Selon l'expérience acquise dans ce domaine, le bon fonctionnement du Bureau du Congrès peut être assuré par les membres qui le composent à l'heure actuelle.

La GRANDE-BRETAGNE et PANAMA (RÉP.) partagent l'avis du Brésil.

Le TOGO: Nous comprenons fort bien le souci manifesté par certaines Administrations et, afin de ne pas prolonger les débats, nous retirons notre proposition.

La proposition 1708.1 est retirée.

Le PRÉSIDENT passe à l'examen simultané des propositions 1718.1, 1719.1 et 1720.1 visant à des remaniements d'ordre rédactionnel du Règlement intérieur recommandés par le CE et découlant de la décision C 2 du Congrès de Hambourg 1984.

Les propositions 1718.1, 1719.1 et 1720.1 sont adoptées sans opposition.

Le Président rappelle que ces modifications du Règlement intérieur des Congrès entrent en vigueur immédiatement et précise que le Secrétariat publiera le Règlement révisé.

La séance est levée à 12 h 25.

Au nom du Congrès:	Le Président,	Le Secrétaire général,
	EDWARD E. HORGAN, Jr.	A.C. BOTTO DE BARROS

Le Secrétaire,
L.-P. DUCOMMUN

Troisième séance du Congrès

Mardi 14 novembre 1989

Présidence de M. EDWARD. E. HORGAN, Jr., Président

La séance est ouverte à 15 h 10.

Déclarations

Le GABON: Permettez-moi d'abord, au nom de mon pays, la République gabonaise, de son chef El Hadj Omar Bongo et de ma délégation, de vous adresser, à l'occasion du XXe Congrès de notre Union, nos chaleureuses salutations de paix, de fraternité et de concorde.

Je voudrais ensuite remercier le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et les autorités de la poste américaine pour la qualité de l'accueil qui nous est réservé depuis notre arrivée dans cette belle cité de Washington. Qu'ils trouvent ici l'expression de notre profonde gratitude.

Je voudrais enfin, Monsieur le Président, vous féliciter pour votre brillante élection à la présidence de ce Congrès. Le choix porté spontanément sur votre personne est un gage de succès des présentes assises, tant votre expérience en matière postale est vaste.

L'Union postale universelle, l'une des plus anciennes institutions spécialisées des Nations Unies, a toujours symbolisé aux yeux du Gabon ces idéaux de paix, de fraternité et de concorde auxquels je faisais allusion tout à l'heure. Ils se matérialisent aisément dans le fait que la poste constitue une grande famille qui œuvre pour la paix entre les nations, qui concourt au rapprochement des peuples, devenant ainsi un puissant facteur de fraternité, et qui s'emploie à faire de notre planète un territoire postal unique, favorisant par là même la concorde entre les hommes.

Nous sommes heureux que l'Union postale universelle, dans les différentes actions qu'elle mène depuis sa création, s'ingénie à apporter une précieuse contribution à la construction d'un monde épris de paix, de fraternité et de concorde. Puisse ce XXe Congrès consolider d'une pierre de plus cet édifice grandiose et sublime!

La poste gabonaise y a toujours participé et continuera à participer de toutes ses forces. Elle l'a montré jusqu'ici au sein du Conseil exécutif; elle souhaite poursuivre cet effort en postulant un mandat au sein du Conseil consultatif des études postales au cours des présentes assises.

Après ces quelques mots de portée générale, je voudrais maintenant vous entretenir brièvement de l'organisation de la poste dans mon pays.

Au Gabon, la poste est avec les télécommunications au sein d'un organisme dénommé Office des postes et télécommunications, établissement public à caractère industriel et commercial doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Service public par excellence, c'est-à-dire destiné à satisfaire l'intérêt général, la poste détient le monopole dans la collecte et la distribution du courrier.

Pour remplir cette mission, les pouvoirs publics ont mis en place un réseau très dense d'établissements postaux afin de désenclaver les zones les plus reculées du pays. Ainsi, le Gabon compte aujourd'hui un réseau postal moderne avec une densité d'un bureau pour 25 000 habitants. Il faut y ajouter un centre de tri postal et de colis postaux entièrement mécanisé, un centre de chèques postaux et une caisse d'épargne postale. La poste gabonaise offre, comme vous pouvez le constater, toutes les infrastructures capables de fournir à sa clientèle les prestations prévues par la réglementation mise en place par l'Union postale universelle.

Mais la récente évolution technologique du monde, caractérisée notamment par l'apparition de la déréglementation et de la concurrence – je fais allusion ici aux coursiers privés, aux télécommunications et au secteur bancaire – a amené mon pays à revoir en partie les structures de la poste pour les adapter aux exigences du moment, les notions de rentabilité et de politique commerciale compétitive étant particulièrement privilégiées. La poste gabonaise entend désormais revaloriser sa crédibilité auprès des opérateurs économiques et du grand public.

Il s'agit maintenant d'aller chercher les clients, de promouvoir le trafic et de ne plus se contenter d'une attitude administrative classique consistant à attendre tranquillement l'utilisateur derrière le guichet. Pour ce faire, le Gabon a mis en chantier plusieurs projets dont certains ont déjà vu le jour.

C'est le cas notamment de la société de droit privé pour le transport du courrier; cette société dénommée EMS-DELTA PLUS, filiale de l'Office des postes et télécommunications qui en est le partenaire majoritaire, est membre du réseau international EMS. Dans ces liaisons, nous privilégions les Etats de la sous-région de l'Afrique centrale avec lesquels nous réfléchissons sur l'avenir de la poste, tant au niveau de l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale (UDEAC) que de la Conférence des postes et des télécommunications de l'Afrique centrale (CAPTAC).

Un autre projet, qui n'a pas encore abouti, est la création d'un établissement appelé à offrir à notre clientèle à peu près les mêmes prestations que les banques commerciales. Enfin, d'autres projets sont à l'étude et ne visent qu'un but: rendre notre poste toujours plus attractive, efficace et compétitive.

Toutes ces actions, dois-je le rappeler, obéissent aux conclusions du XIXe Congrès, tenu à Hamburg en 1984, qui recommandaient aux Administrations postales l'amélioration de la qualité du service.

Dans toutes ces démarches, nous avons conscience de l'indispensable concours de nos partenaires à l'extérieur de nos frontières nationales, certains aspects de notre développement étant liés à la participation des autres postes du monde. Les cas de frais terminaux, de la coopération technique et des rapports avec les compagnies de transport aérien en constituent des exemples patents.

Le Gabon sait donc que c'est au sein de l'UPU que ses problèmes et ceux des autres pays peuvent trouver les meilleures esquisses de solutions. Aussi, je ne doute pas un seul instant que lorsque nous nous séparerons, le 14 décembre prochain, un grand pas aura été franchi pour l'intégration de la poste dans nos économies nationales.

Confiant en cet avenir, je vais terminer mon propos en disant: Vive l'Union postale universelle! Vive la coopération internationale!

(Applaudissements.)

L'AFGHANISTAN: Au nom de la délégation de la République d'Afghanistan et en mon nom propre, j'aimerais vous féliciter pour votre élection comme président de cette auguste assemblée. Votre élection à l'unanimité est la preuve incontestable de votre compétence et de vos qualités ainsi que de la haute estime dans laquelle vous tient ce Congrès. Nous ne doutons pas que sous votre sage présidence, les travaux du Congrès seront couronnés de succès et aboutiront à un renforcement accru de l'Union.

J'aimerais profiter de cette occasion pour exprimer à vous-même et, par votre intermédiaire, aux autorités des Etats-Unis d'Amérique nos remerciements et notre reconnaissance pour le chaleureux accueil et l'hospitalité généreuse que vous nous offrez. Le choix d'un décor aussi beau et riche d'histoire pour ce Congrès, les aimables marques d'amitié et la généreuse hospitalité dont font part nos collègues américains témoignent d'un véritable esprit de coopération internationale et sont vivement appréciés par ma délégation.

C'est un plaisir et une expérience riche d'enseignements que d'assister à ce Congrès dans un pays où les services postaux ont atteint un tel niveau de développement, où des millions d'envois postaux sont traités avec rapidité et exactitude et où le nombre annuel d'envois par habitant est sensiblement plus élevé que dans la plupart des autres pays. Notre plaisir redouble à la pensée que ce grand Congrès, après le Ve Congrès en 1897, se réunit à nouveau dans le pays natal de Thomas Jefferson, auteur magistral de la fameuse Déclaration d'indépendance.

Permettez-moi de profiter de cette occasion pour vous adresser un salut amical et cordial ainsi que les vœux sincères du peuple pacifique de l'Afghanistan, à vous-même, et à travers vous, aux hommes de vos pays. La République d'Afghanistan, dans la ligne de sa tradition et de son histoire, est désireuse d'établir des liens d'amitié sur la base d'un respect mutuel et d'une coexistence pacifique avec tous les pays et toutes les nations. Nous savons que sans paix ni tranquillité, rien ne peut être accompli en matière de développement social et économique. Pour le peuple afghan, paix et progrès sont synonymes. Nous aimons la paix et nous voulons une paix fondée sur la justice et les droits de l'homme.

L'augmentation du nombre des membres de l'Union s'explique par le fait que la participation et la coopération des pays aux travaux et objectifs de l'Union s'imposent si l'on veut mettre en place un réseau rationnel de services postaux. Il est aussi très important que les membres de l'Union gardent toujours à l'esprit le besoin de renforcer l'Union de façon à réaliser ses objectifs fondamentaux. A cet égard, j'aimerais féliciter tous les nouveaux membres de l'Union et leur souhaiter la bienvenue.

La République afghane est membre de l'Union depuis maintenant plus de 60 ans, pendant lesquels elle a rempli toutes ses responsabilités et obligations avec une loyauté totale. Nous sommes honorés de faire partie de cette assemblée car l'Union constitue une grande chance d'instaurer un esprit de compréhension, d'échanger des expériences, d'établir des liens d'amitié et une association pleine de sens reflétant l'engagement de tous ses membres en faveur de la coopération et de la solidarité internationales. Notre loyauté envers l'Union prend sa source dans notre politique étrangère traditionnelle dont les principaux points sont les suivants:

- protéger les intérêts nationaux,
- consolider l'indépendance et la souveraineté nationales,
- préserver l'intégrité du territoire du pays,
- préserver la paix et la sécurité mondiales,
- instaurer une coexistence pacifique,
- respecter l'égalité des droits et mener une politique de développement global de la coopération internationale,
- respecter et observer la Déclaration universelle des droits de l'homme de la Charte des Nations Unies et les autres règles et principes internationaux,
- conserver une politique de non-alignement comme principe fondamental de la politique étrangère du gouvernement, et, en tant que l'un des fondateurs du mouvement des non-alignés, consacrer ses efforts à la réalisation de ses objectifs,
- favoriser l'établissement et la consolidation de relations amicales avec tous les pays,
- honorer véritablement ses engagements internationaux,
- calmer les tensions internationales et
- établir un ordre international nouveau et juste dans le domaine de l'économie et de l'information.

Se conformant à cette politique, la République d'Afghanistan, malgré des ressources limitées et le lourd fardeau des priorités intérieures, est depuis plus de soixante ans le défenseur le plus actif et le plus fervent de l'UPU et continuera de l'être.

La poste, constamment liée à l'histoire de la civilisation, est l'une des formes les plus anciennes de communication entre les hommes. Elle joue un rôle important dans le maintien et le renforcement de bonnes relations mutuelles de voisinage. Elle constitue, en outre, un moyen de consolider l'unité nationale, en lançant un pont entre le gouvernement et le public. Plus le service postal d'un pays est organisé et efficace, plus grande est son action sur le développement socio-économique et culturel. Ainsi la poste, tout comme les routes, le chemin de fer et le téléphone, constitue une partie importante de l'infrastructure.

La première forme organisée de service postal dans la République d'Afghanistan est apparue en 1870. Il faut toutefois noter que le peuple afghan échangeait des lettres bien des années avant cette date. Aujourd'hui, notre principal effort vise à améliorer et à développer les services postaux en milieu rural, car ils ne sont disponibles pour le moment que dans les grandes villes, les centres de districts et

des sous-districts. Mais l'extension et l'amélioration des services dans les campagnes sont rendues très difficiles par toute une série de facteurs, notamment le relief du pays, les limitations humaines et financières et la guerre, surtout, qui a ruiné le pays.

Il est vrai que le secteur postal exige des investissements relativement faibles pour produire des résultats considérables, mais le budget normal ne suffit pas aux investissements nécessaires. D'autre part, les services publics de la République d'Afghanistan, y compris le secteur postal, ont été soit interrompus soit dispersés, ces dix dernières années, du fait de toute une série d'événements malheureux d'où l'incapacité de l'Afghanistan d'entreprendre des actions de développement. En outre, le réseau de communication a subi de sérieuses pertes tant en termes de matériel que de vies humaines. Au bilan de cette guerre imposée, on note que 140 bureaux de poste ont été complètement détruits ou mis hors d'état de fonctionner. Dans l'ensemble, le réseau de communication a subi de graves dommages évalués à environ 12 milliards d'afghanis, dont 579 millions pour le secteur postal. J'espère que nos propositions incluses dans l'ordre du jour et considérées comme utiles à la restauration de nos services postaux seront approuvées par le Congrès.

Nous nous employons actuellement à reconstruire et à réhabiliter les services publics dont fait partie le secteur postal. Parmi les actions que nous entreprenons figurent: le développement et l'extension des services postaux en milieu rural, l'expansion du réseau postal en rapport avec la région concernée et sa population, l'introduction de services financiers et de courrier exprès, la mise en place de moyens de formation, l'amélioration de la gestion du personnel et l'utilisation de l'équipement postal.

A présent, un service de distribution à domicile n'est offert que dans les grandes villes. Pour les raisons précédemment évoquées, ce service ne fonctionne qu'à un niveau minimal. Les services postaux de base sont limités aux grandes villes et aux centres administratifs. Les zones rurales où vit la majorité de la population manquent des services postaux les plus élémentaires.

Dans la République afghane, on compte 360 bureaux de poste. Un bureau dessert, en moyenne, une aire de 1000 kilomètres carrés ou 24 000 habitants, alors que, selon les normes admises internationalement, un bureau de poste devrait couvrir une superficie de 20 à 40 kilomètres carrés, ou 6000 habitants.

La poste afghane demeure relativement primitive; toutes les opérations s'effectuent à la main, l'acheminement des dépêches d'un point à un autre utilise les moyens de transport ordinaires; dans les campagnes, le facteur fait sa tournée à cheval, à bicyclette ou à pied.

Compte tenu de l'accroissement constant des volumes de courrier, la mécanisation est le seul moyen d'améliorer les services postaux. Un certain nombre de pays sont déjà équipés de la sorte mais il nous faut adopter une approche globale du réseau postal mondial. Il est peu utile que ce réseau compte quelques pays dotés de machines perfectionnées pour le tri et l'acheminement rapides du courrier, si ce même courrier est traité manuellement et d'une manière très primitive dans nombre de centres de transit et de bureaux de destination. Certes, une lettre peut quitter le territoire d'un pays développé en moins de 24 heures, mais cette même lettre n'atteindra pas le pays de destination ou le destinataire avant une semaine. Dans ces conditions, ni l'amélioration en sens unique ni le développement inégal du réseau postal mondial ne parviendront à assurer une circulation et une distribution rapides, rationnelles et fiables du courrier. Et

l'amélioration du réseau postal mondial dans son ensemble est d'une importance majeure et ne devrait pas être ignorée. Les pays en développement représentent plus de 80% de ce réseau. Si ces 80% sont imparfaits, voire primitifs, comment peut-on attendre de ce réseau qu'il fournisse des services d'un niveau acceptable comme le demandent les gens que nous servons.

Les pays en développement ont besoin d'être aidés pour suivre le rythme des autres pays en vue de compléter le réseau postal mondial. Il n'est possible de parvenir à cette fin qu'en dressant des plans spécifiques de coopération technique comme le prévoit l'article premier de la Constitution de l'Union.

Monsieur le Président, au moment où 22 pays ont signé la première Convention postale en 1874 à Berne, Suisse, le monde vivait dans un climat de conflit et de contradiction. Le Traité de Berne a posé les fondations des règles essentielles de coopération internationale dans l'un des domaines les plus importants et les plus sensibles. Depuis lors, l'UPU a poursuivi avec diligence son objectif premier, à savoir: l'amélioration des services postaux internationaux, la fourniture d'une assistance technique aux pays en développement et l'amélioration des conditions de travail de millions d'agents postaux du monde entier.

C'est pour moi un devoir et un plaisir de remercier l'UPU, l'APPU, le PNUD ainsi que les Administrations pour leur contribution à l'amélioration des services postaux de la République d'Afghanistan, que nous avons vivement appréciée. J'espère que cette aide, dont nous avons si grand besoin aujourd'hui, en particulier en matière d'équipement postal, sera étendue et accrue pour nous permettre d'être un maillon fort, sain et actif de la chaîne du réseau postal mondial. Grâce à votre soutien, l'Afghanistan sera en mesure d'assurer une circulation et une distribution de la poste internationale répondant aux espérances.

Il serait bon également de créer un système de coopération internationale pour donner aux pays développés un cadre d'action propre à aider les pays en développement à continuer à progresser dans le sens d'un perfectionnement du réseau postal mondial.

Comme la Déclaration de Hamburg l'a souligné, c'est à l'UPU qu'il incombe d'étudier, d'aménager et de mettre en œuvre différents mécanismes de coopération postale internationale pour faire sortir le réseau postal de l'état où il se trouve. L'Union devrait aussi susciter chez ses membres les plus riches la volonté de prêter une assistance accrue aux membres disposant de moins de moyens pour développer leur réseau. Ainsi, avec le temps, le fossé qui sépare actuellement les pays développés des pays en développement et qui s'élargit sans cesse, se réduira et, il faut l'espérer, finira par se combler.

Nous sommes venus à ce Congrès, conscients de nos responsabilités, pour vous faire part de nos préoccupations et de nos problèmes postaux, qui sont communs à tous les pays en développement. Plus de 6 millions de postiers travaillant dans plus d'un demi-million de bureaux de poste, ainsi que ceux qui expédient ou reçoivent plus de 300 milliards d'envois postaux chaque année suivent avec attention les travaux de ce Congrès et ont de grandes espérances quant à ses conclusions qui devront régir l'exploitation postale des cinq années à venir. A son tour, notre délégation s'engage à coopérer pleinement aux travaux de ce Congrès.

Pour conclure, j'aimerais exprimer mes remerciements et ma reconnaissance à M. Botto de Barros, Directeur général du Bureau international de l'Union, ainsi qu'à tous ses collaborateurs, pour le travail excellent qu'ils ont accompli entre les deux Congrès.

J'aimerais aussi exprimer une fois encore ma gratitude envers le pays hôte pour avoir pris la peine d'organiser ce Congrès en un endroit aussi beau et de si excellente façon.

(Applaudissements.)

La THAÏLANDE: Au nom de la délégation thaïlandaise, je voudrais saisir cette occasion pour vous féliciter, Monsieur le Président, de votre élection à la présidence de ce XXe Congrès de l'UPU et faire de même pour vos Vice-Présidents. Je tiens aussi à exprimer nos remerciements et notre reconnaissance au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique en sa qualité de pays hôte, ainsi qu'au Service postal des Etats-Unis d'Amérique pour leur accueil chaleureux et pour les excellentes dispositions prises en vue de l'organisation du XXe Congrès de l'UPU.

Depuis le dernier Congrès, l'UPU a fortement contribué à l'amélioration de la poste dans les pays en développement et au renforcement de la coopération internationale entre les Administrations postales des Pays-membres. Son rôle a toujours été reconnu et hautement loué. Mon Administration est très fière de participer à un grand nombre des activités déployées par l'UPU dans la région de l'Asie et du Pacifique. Les relations entre la Thaïlande et l'UPU remontent à plus d'un siècle, depuis notre admission à l'Union en 1885. Nous avons participé à diverses activités notamment à des réunions, à des conférences, à des séminaires ainsi qu'à des programmes de développement de la coopération technique. En outre, la Thaïlande apporte chaque année sa contribution au Fonds spécial de l'UPU et intensifie son appui aux activités de l'Union afin de promouvoir le rôle de l'UPU dans le développement des services postaux internationaux et de renforcer les activités permettant à l'Union de remplir sa mission. Par ses contributions efficaces et par son appui concret aux activités de l'UPU et aux Pays-membres, la Thaïlande a gagné la confiance des Administrations postales et elle est ainsi devenue membre du Conseil exécutif et du Conseil consultatif des études postales, ce qui nous a permis de participer aux diverses activités de ces deux organes et de mettre notamment nos installations à la disposition de nombreux séminaires et cycles d'étude de l'UPU.

Je voudrais appeler votre aimable attention sur le rôle que nous avons joué dans le domaine des activités régionales. La Thaïlande, en tant qu'un des membres fondateurs de l'Union postale de l'Asie et du Pacifique, a activement participé aux travaux de cette organisation depuis sa création. Nous avons également l'honneur d'héberger dans le pays l'Ecole postale pour l'Asie et le Pacifique qui a formé 1236 cadres moyens de 37 pays de la région de l'Asie et du Pacifique.

Mon Gouvernement a versé à l'Ecole, organe autonome de l'APPU, des contributions en nature et en espèces et à l'heure actuelle, nous avons agrandi le bâtiment réservé à l'Ecole pour y installer le bureau du service de documentation et d'études postales de l'APPU.

Permettez-moi de signaler que les services postaux de Thaïlande n'ont cessé de se développer et de s'améliorer au cours de l'exécution du Sixième plan national de développement économique et social (1987-1991). Les projets de développement postal intéressent trois domaines majeurs, à savoir: fourniture de services

postaux pour répondre à la demande du public; développement des services postaux dans les zones urbaines et rurales; amélioration de leur efficacité et normalisation et mécanisation des services. Le nombre de bureaux de poste a sensiblement augmenté et il devrait atteindre à l'expiration du Sixième plan près de six mille unités.

Pour conclure, je tiens à souligner que le Gouvernement thaïlandais continuera d'accroître sa contribution aux travaux de l'UPU et qu'il espère que les Pays-membres de l'UPU apporteront leur appui dans nos efforts.

(Applaudissements.)

L'ALGÉRIE: C'est pour moi un grand plaisir de m'adresser à cette honorable assemblée et de prendre part aux premiers travaux du XXe Congrès de l'UPU.

Il m'est agréable de m'associer à ceux qui m'ont précédé pour vous adresser, Monsieur le Président, au nom de la délégation algérienne, nos vives félicitations pour votre brillante élection et pour présenter au Directeur général de la poste des Etats-Unis d'Amérique et au Bureau international nos chaleureux remerciements, d'une part, pour l'accueil amical qui nous a été réservé à notre arrivée dans ce beau pays et, d'autre part, pour la parfaite organisation de cette rencontre que nous souhaitons fructueuse.

La forte participation à cette assemblée et la présence d'un grand nombre de hauts responsables de la poste dans le monde souligne de façon éloquente l'importance que l'on accorde à nos assises.

Nous avons aussi relevé, à travers les propositions présentées, que l'UPU peut s'honorer de l'objectivité et du sens aigu de la responsabilité de ses membres.

Il est ainsi réconfortant d'observer que ces deux éléments prédominants qui ont toujours été à la source du fonctionnement de l'Union prévalent encore. Nous avons ainsi des motifs de fierté d'appartenir à cette grande et vieille famille postale et d'œuvrer dans la continuité des actions entreprises par nos prédécesseurs durant les cent quinze années d'existence de notre Union.

Mais l'intérêt de cette rencontre de haut niveau réside surtout dans la recherche de solutions efficaces aux problèmes communs qui perturbent quelque peu le développement harmonieux du service postal mondial.

Nous savons tous que les résultats des Congrès servent en premier lieu à améliorer la vie de la poste internationale. Mais ils ont aussi une grande répercussion sur les services internes, car la poste constitue, dans le contexte actuel du grand marché des communications, une vaste entreprise qui doit progresser de façon cohérente dans toutes ses composantes mondiales.

C'est pourquoi nous avons le devoir d'évoquer ensemble l'ampleur et la diversité des problèmes des pays en développement, notamment celui de l'absence ou de l'insuffisance des moyens nécessaires à la modernisation des équipements et des systèmes de gestion.

Nous allons, au cours des prochains jours, porter une attention accrue aux problèmes de la vive compétition et de la concurrence et aussi à la nécessité du développement quantitatif des réseaux et à l'amélioration qualitative des services offerts à la clientèle, seuls moyens de lutter contre toutes les formes que peut revêtir la concurrence qu'affrontent les Administrations postales.

Nous pensons traduire le sentiment général en affirmant que nous avons le même intérêt à lier tous ces problèmes et à concevoir une très large coopération internationale qui toucherait aussi bien l'assistance technologique, les compensations financières et l'aide au développement.

Puisse ce Congrès faire preuve de courage, d'imagination et de rigueur pour aborder les grands problèmes évoqués avec la détermination de leur trouver des solutions empreintes de justice et de solidarité agissante.

Ce faisant, le XXe Congrès aura marqué l'histoire de la poste et aura été à la hauteur des défis auxquels est confronté ce secteur vital de la vie quotidienne de nos peuples.

Ce Congrès se doit de dégager les voies et moyens de hisser la poste à la hauteur des exigences de notre époque marquée par le besoin de plus en plus grandissant de communications rapides et d'échanges multiformes.

Enfin, ces importantes assises nous donnent l'occasion de souligner que l'Union postale universelle, qui s'est agrandie au fur et à mesure que des dizaines de pays ont recouvré leur indépendance, bien souvent au prix de lourds sacrifices, se doit d'être totalement solidaire des peuples qui, comme le peuple héroïque de Palestine et le peuple sud-africain luttent depuis des années pour leur existence.

En souhaitant un plein succès aux travaux du XXe Congrès de l'UPU, j'exprime ma profonde conviction qu'il donnera une impulsion certaine à l'activité postale universelle et qu'il ouvrira de nouvelles perspectives de coopération internationale féconde qui est l'une des raisons d'être de notre Union attachée à la liberté, à la paix et au progrès dans le monde.

(Applaudissements.)

Le MALAWI: Je voudrais tout d'abord vous féliciter, Monsieur le Président, pour votre élection à la présidence de ce Congrès et saisir cette occasion pour vous demander de transmettre les salutations et les meilleurs vœux de notre Président, S.E. Ngwazi Dr H. Kamuzu Banda, du Gouvernement et du peuple de Malawi au XXe Congrès de l'UPU qui se tient à Washington, D.C., capitale historique des Etats-Unis d'Amérique.

Permettez-moi également d'exprimer au pays hôte et à l'Administration postale des Etats-Unis d'Amérique la gratitude de ma délégation pour le chaleureux accueil et l'hospitalité qui nous ont été réservés, ainsi que pour l'excellente qualité des moyens mis à notre disposition par le Secrétariat.

Je constate que l'ordre du jour contient de très importants sujets appelant l'attention du Congrès, mais je vous serais au plus haut point reconnaissant de bien vouloir consacrer quelque temps à l'examen des questions ayant trait à l'assistance technique qui pourrait être fournie pour améliorer les services postaux dans les zones rurales, plus particulièrement dans celles des pays en développement. Je suis axé sur le milieu rural parce que, dans de nombreux pays en développement, la majorité de la population vit à la campagne où elle se consacre à l'agriculture ou à d'autres activités économiques, ce qui nécessite également l'existence de services postaux efficaces pour assurer les communications au niveau national et au niveau international à des fins sociales et économiques. Or, la qualité des prestations postales fournies en milieu rural est bien inférieure à celle qui est assurée dans les centres urbains.

Si l'UPU veut améliorer la qualité des services postaux internationaux, il lui faut alors s'employer à développer les services postaux ruraux, en particulier celui de la poste aux lettres, dont la qualité est loin d'être celle qui existe en milieu urbain.

J'aurais aimé assister au Congrès jusqu'au jour de sa clôture, mais mon emploi du temps ne me le permet pas. En revanche, le Chef adjoint de la délégation, ainsi que les autres membres qui la constituent resteront ici jusqu'à la fin du Congrès.

Enfin, Monsieur le Président, permettez-moi une fois encore de dire au nom de ma délégation et en mon nom personnel combien nous avons apprécié la chaleur de l'accueil et de l'hospitalité que votre Gouvernement nous a réservée.

Je souhaite plein succès à ce Congrès.

(Applaudissements.)

DJIBOUTI: Au nom du Gouvernement de la République de Djibouti, en mon nom personnel et au nom de la délégation que je conduis, je tiens à adresser mes chaleureuses salutations à tous les délégués et observateurs à ce XXe Congrès de l'Union postale universelle.

Qu'il me soit également permis de remercier, Monsieur le Président, le Gouvernement et le peuple des Etats-Unis d'Amérique pour leur hospitalité et l'accueil chaleureux qui nous est prodigué depuis notre arrivée dans cette ville historique de Washington.

La tenue du Congrès de l'Union postale universelle est l'occasion pour nous de procéder à une analyse critique de la situation du service postal à l'échelon mondial durant les cinq années écoulées et de permettre à chaque Administration participante d'émettre des idées correctives, voire des actions nouvelles visant la dynamisation des échanges.

La République de Djibouti, connue sur la scène internationale sous l'appellation de «Terre d'échange et de rencontres», s'associe pleinement à ces objectifs.

C'est ainsi que, corrélativement au développement et à la modernisation du réseau des télécommunications qui s'avère actuellement le plus performant sur le continent africain, mon Administration s'est attelée à l'extension du tissu postal restreint, par l'accroissement des points de contact, notamment dans les zones rurales. Parallèlement à cette extension, l'accent a été mis sur:

- la rénovation des bureaux de poste existants et l'implantation de nouveaux bureaux;
- l'introduction de nouvelles prestations de service, telles que le courrier accéléré international;
- la formation continue des agents grâce à la création d'un Centre pédagogique adapté;
- l'amélioration du service ainsi que l'accueil du public;
- l'extension et la diversification de nos services dans le domaine international.

Cet essor de la poste à Djibouti, brièvement illustré, s'est concrétisé grâce à la compréhension, par le Gouvernement que je représente, du rôle de la poste dans le développement économique et social et avec le concours significatif du Bureau international de l'UPU.

Qu'il me soit permis de remercier ici le Directeur général de cette éminente organisation, M. Botto de Barros, pour la disponibilité constante de son aide.

Je réitère mes remerciements au Gouvernement et au peuple des Etats-Unis d'Amérique pour leur hospitalité et souhaite plein succès à vos travaux.

(Applaudissements.)

Le PORTUGAL: Tout d'abord, permettez moi, Monsieur le Président, de vous présenter les félicitations de la délégation portugaise pour votre élection à la présidence de ce Congrès. Je saisis également cette occasion pour saluer toutes les délégations présentes, ainsi que pour souligner les excellentes conditions de travail et d'hospitalité offertes par les Etats-Unis d'Amérique qui ont bien voulu assumer la responsabilité d'accueillir ce Congrès. La poste joue un rôle important dans le développement économique et social; elle se place au premier rang de l'appui au développement. L'environnement postal a subi d'importantes modifications au cours des dernières années, à la suite du développement combiné des nouvelles technologies et, partant, des nouvelles formes de communication, ainsi que de l'évolution des besoins de plus en plus diversifiés et spécialisés, des clients. La poste est appelée à jouer un double rôle face à la société dont elle fait partie: d'une part un rôle de soutien fondamental des citoyens pour assurer la satisfaction de leurs besoins essentiels en matière de communication postale et, d'autre part, un rôle d'organisation commerciale. La concurrence s'est sensiblement intensifiée ces derniers temps, soit en empruntant les formes traditionnelles, soit en utilisant les technologies de l'information. On a assisté au développement de nombreuses firmes concurrentes, notamment parmi les sociétés de messagerie. La poste a su trouver des moyens d'assurer son développement, de satisfaire sa clientèle et de combattre la concurrence. Pour cela, elle a développé de nouveaux produits, des services et des prestations en recourant aux méthodes traditionnelles ou en faisant appel aux nouvelles technologies, ce qui a conduit à l'amélioration de la qualité du service, avec le souci constant de mieux satisfaire ses clients; dans ce cadre, il convient de souligner l'importance du service *Express Mail* et de la télécopie (fax).

Mais il faut s'attendre à ce que la concurrence devienne de plus en plus intense et les besoins des clients plus difficiles à satisfaire. La poste devra se développer à un rythme plus rapide, adopter de plus en plus des attitudes commerciales face aux marchés sur lesquels elle opère. Les stratégies de la poste touchent tous les pays de la même manière, quel que soit leur degré de développement. Dans cette perspective, une coordination d'efforts à plusieurs niveaux, sous l'égide de l'UPU, est indispensable. Pour cela, il est nécessaire d'adapter de façon systématique et permanente l'UPU à l'évolution de l'environnement de la poste, afin qu'elle puisse continuer d'être le garant de l'universalité du système postal. Dans ce contexte, il est particulièrement important que le réseau postal qui relie tous les pays fonctionne correctement, car c'est sur lui que repose l'universalité du système et c'est lui seul qui fournira les moyens de lutter efficacement contre la concurrence. Le Portugal accorde la plus grande importance aux propositions soumises à ce Congrès, qui constitue le lieu de rencontre des responsables de la poste mondiale pour discuter des problèmes fondamentaux de l'UPU et du secteur postal. Il convient ici de faire une mention spéciale au débat qui traitera, entre

autres, de la nouvelle classification de la correspondance, des frais terminaux et des nouveaux principes tarifaires. Il ne faut pas oublier à cet égard que les organisations régionales ne pourront se substituer à l'UPU en tant qu'organe de normalisation et de réglementation internationale. L'UPU doit nécessairement rester au sommet de notre système postal. Après quelques références au rôle réglementaire et normalisateur de l'UPU, j'aimerais évoquer l'importance accrue de la coopération en matière de développement de la poste. Dans ce domaine, il faut envisager de meilleurs moyens d'assurer son développement, sans hésitation et sans ambiguïtés. Ce n'est pas chose facile. Le Portugal se déclare dès lors disposé à renforcer sa participation et à jouer un rôle plus actif dans le contexte des solutions qui seront dégagées afin de rendre cette coopération plus dynamique. Le Portugal tient aussi à exprimer son intention de renforcer sa position de partenaire actif dans l'internationalisation des activités postales.

Pour conclure, j'aimerais mentionner très brièvement la politique du Portugal en matière de communication postale.

Les principaux points sont les suivants:

- mise en œuvre d'un organe régulateur des communications – l'Institut des communications du Portugal – qui aura au sein de la poste les fonctions suivantes:
 - représentation internationale
 - réglementation des services
 - contrôle de la qualité et des prix des services, ainsi que du respect des obligations contractuelles des sociétés de messagerie, et protection des consommateurs;
- séparation des activités des postes et des télécommunications par la création d'une entreprise *holding* pour l'ensemble du secteur des communications;
- modernisation de la poste en vue de rapprocher le Portugal des ses partenaires de la Communauté européenne, en termes quantitatifs et qualitatifs.

Pour terminer, j'aimerais adresser un mot d'amitié et de sympathie au Directeur général, M. Botto de Barros. Son action, en une période particulièrement délicate pour la poste mondiale, a beaucoup contribué à la consolidation de l'UPU.

Enfin, le Portugal attend de ce Congrès un renforcement effectif de l'UPU, pour rendre sa participation plus active, plus dynamique et, par conséquent, mieux adaptée au processus de développement de la poste.

(Applaudissements.)

La SOMALIE: Permettez-moi tout d'abord de vous remercier, Monsieur le Président, et à travers vous de remercier les autres responsables du XXe Congrès de me donner l'occasion d'exposer nos points de vue sur les problèmes de notre service postal, aussi bien intérieur qu'international.

La Somalie est un pays d'Afrique relativement étendu (638 000 km²), doté de vastes ressources naturelles, bétail, troupeaux, pêche, gisements miniers, bonnes perspectives en matière de possibilités agricoles, entre autres. Toutefois, au moment de son accession à l'indépendance en 1960, le pays a hérité d'un

réseau de communication démodé et de trois systèmes postaux différents, inefficaces et désorganisés que les autorités d'occupation avaient utilisés comme moyen d'exploitation. Or, au cours des toutes dernières années, il a été impossible de développer l'agriculture, l'industrie et le réseau de communication en raison de la pénurie de ressources et de compétences techniques nécessaires.

La Somalie est devenue membre de l'UPU en 1960 et s'est engagée à adhérer aux Actes et Règlements de l'UPU. Nous avons également recherché l'assistance et les connaissances techniques de l'UPU pour améliorer et organiser notre service postal. Je suis heureux de préciser que l'UPU a immédiatement accepté de nous aider et de nous envoyer plusieurs consultants pour étudier nos problèmes et nos besoins. Ces missions de consultants ont aidé à la formulation d'un projet dans le cadre duquel un expert UPU et deux consultants travaillent actuellement à l'amélioration de notre poste. Je saisis cette occasion pour exprimer notre profonde gratitude à l'égard de l'assistance technique fournie à notre pays par l'UPU et le PNUD.

Entre-temps, nous avons établi des relations postales avec la plupart des Pays-membres de l'UPU et procédé à certaines réformes des règles et procédures de l'époque coloniale. En raison des difficultés de transport et de la limitation des liaisons aériennes avec d'autres pays, le courrier international subit d'importants retards. Par ailleurs, nous assurons au début 1988 le service EMS avec 22 pays. Le réseau postal est restreint (105 établissements postaux) et il y a un besoin urgent d'extension à la fois horizontale et verticale du service postal. Il nous faut ouvrir de nouveaux bureaux de poste dans les zones rurales et acquérir des véhicules à moteur pour améliorer le transport du courrier à l'intérieur du pays. Nous avons un besoin urgent d'appuis techniques et financiers pour restructurer la poste et développer les moyens postaux (création d'un plus grand nombre d'établissements et organisation de la distribution à domicile notamment).

Notre Administration considère avec admiration le rôle joué par l'UPU pour uniformiser les règles et modes opératoires postaux dans le monde entier; elle préconise un élargissement de son programme d'assistance technique, ainsi que la création d'un fonds d'affectation spéciale pour permettre à l'UPU de jouer un rôle plus efficace dans l'amélioration des services postaux des pays en développement.

Nous avons la conviction que le CE de l'UPU devrait être habilité à établir ou modifier la réglementation relative au service postal international pendant la période de cinq ans séparant la tenue de deux Congrès. Nous sommes persuadés qu'une coopération horizontale entre les Pays-membres peut sensiblement s'intensifier sous les auspices de l'UPU. Nous pensons également que le Congrès de l'UPU devrait adopter un document comme celui de la Déclaration de Hambourg pour développer la coopération et la collaboration entre pays en développement et pays développés.

L'Administration postale de Somalie est d'avis qu'une poste axée sur le service à la clientèle, comme l'UPU le propose, contribuerait dans une grande mesure à lutter contre les effets néfastes de l'inefficacité et contre la concurrence des entreprises de messagerie privées.

Le service postal international se heurte à d'autres problèmes, notamment en ce qui concerne le S.A.L., le dédouanement, le partage des frais terminaux, le règlement des comptes, l'acheminement rapide du courrier. Ces problèmes, qui sont à l'ordre du jour du XXe Congrès, seront étudiés librement et en profondeur afin de parvenir à un consensus et à des décisions acceptables.

Enfin, permettez-moi de remercier le pays hôte pour les remarquables dispositions qu'il a prises pour le bon déroulement du Congrès et également pour la chaleureuse hospitalité qu'il a réservée aux délégués. Permettez-moi aussi de vous remercier, Monsieur le Président, pour la façon réfléchie, sage et adroite, dont vous menez les débats. Quant au Bureau international ainsi qu'aux membres du CE et du CCEP, ils ont eux aussi joué un rôle digne d'éloges dans la réussite de ce XXe Congrès.

(Applaudissements.)

Le TOGO: La République togolaise se réjouit du grand honneur qui lui est fait en la portant à la vice-présidence de la Commission des affaires générales. Au-delà de ce choix, c'est un hommage rendu à la sage politique internationale du Togo. Je voudrais donc, au nom du Gouvernement et du peuple togolais, remercier du fond du cœur le Congrès pour ce geste à l'endroit du Togo. Je voudrais également remercier le Directeur général du Bureau international et tous ses collaborateurs si dévoués pour l'intérêt que porte l'UPU aux problèmes des services postaux du Togo au travers de l'assistance technique fournie à l'Administration postale togolaise sous forme de missions de consultants ou d'experts, de bourses de formation et d'équipement en matériels divers.

La restructuration des postes et télécommunications de notre pays, qui a donné naissance à l'Office des postes et télécommunications du Togo (OPTT) ne date que de trois ans. De ce fait, notre jeune Office attache une importance toute particulière au développement de l'assistance technique en sa faveur. Nous demeurons sensibles aux efforts déjà déployés dans ce domaine par l'UPU dans le cadre de la coopération multilatérale et par les pays développés amis, ici présents, dans le cadre de nos relations bilatérales.

A l'heure où la dette des pays du tiers monde constitue pour eux un handicap sérieux à leur développement, l'Union postale universelle se doit d'intensifier ses actions d'assistance technique sous la forme de projets intégrés à financement global si elle veut éviter que les efforts considérables qu'elle déploie ne soient annihilés par l'incapacité évidente des pays pauvres à assurer, ne fût-ce qu'en partie, leur développement postal.

L'idée de projet intégré a été déjà présentée par notre délégation au Congrès de Hamburg au sein de la Commission de la coopération technique et nous nous permettons ici de la réitérer parce que nous avons la conviction qu'elle représente la démarche qui convient à nos problèmes de développement postal. Mais encore, il convient d'ajouter que dans la plupart de nos pays la crise postale a atteint des proportions si inquiétantes que, face aux graves et multiples problèmes qu'elle entraîne, il est plutôt difficile de savoir lequel résoudre en premier.

Les cas les plus représentatifs de cet état de fait se rencontrent encore aujourd'hui, en particulier dans beaucoup de pays les moins avancés où il arrive souvent que – faute de moyens – l'on ne puisse:

- payer le personnel;

- tenir la comptabilité des bureaux de poste, des centres de chèques postaux et des centres de contrôle des mandats;
- assurer le transport du courrier, etc.

Dès lors, face à de telles situations, toute action de redressement devrait être soumise au préalable à un diagnostic profond et complet sans lequel on ne saurait par quel bout commencer. Nous souhaitons que l'appel que notre délégation lance ici au Congrès de Washington retentisse dans tous les pays et dans tous les cœurs car nous ne devons pas ignorer que la poste constitue une chaîne mondiale que tout chaînon manquant altère profondément. L'Administration postale du Togo attend beaucoup de ce XXe Congrès postal pour lequel d'ailleurs tout le peuple des Etats-Unis s'est mobilisé pour assurer l'organisation parfaite que nous saluons ici.

Vive l'Union postale universelle! Vive la coopération internationale!

Attribution des propositions d'ordre général et des Congrès – Doc aux différents organes du Congrès

Le PRÉSIDENT: Le Congrès – Doc 35/Rev 1 contient une liste des propositions d'ordre général (annexe 1/Rev 1) et une liste des Congrès – Doc (annexe 2/Rev 1), dans lesquelles sont indiqués les organes qui pourraient être chargés de l'examen de chacune des questions faisant l'objet de ces documents.

Les annexes 1/Rev 1 et 2/Rev 1 au Congrès – Doc 35/Rev 1 sont approuvées.

Congrès – Doc 35/Rev 1

L'annexe 3 se réfère à la proposition 1502.7 de la Colombie qui ne sera prise en considération que sur décision du Congrès par application de l'article 119, paragraphe 2, du Règlement général.

La COLOMBIE s'excuse pour la présentation tardive de la proposition 1502.7 et remercie tous les délégués pour l'attention qu'ils voudront lui accorder, compte tenu de son importance et de ses possibles répercussions pour l'existence même de l'Union.

Après vérification du quorum et en l'absence d'opposition, la proposition 1502.7 est admise et attribuée à la Commission 3.

Admission de la presse au Débat général

Le PRÉSIDENT présente la proposition 022 visant à admettre la présence des médias lors du Débat général du XXe Congrès en qualité d'auditeurs et sans droit d'intervention.

Proposition 022

Aucune observation n'ayant été formulée, la proposition 022 est adoptée.

Demande de participation au Congrès par la Fédération internationale de la presse périodique (FIPP) et par l'Union internationale des éditeurs (UIE)

Congrès – Doc 80

Le PRÉSIDENT met en discussion le Congrès – Doc 80 qui demande au Congrès d'autoriser les Présidents des Commissions 4 et 5 à accepter la Fédération internationale de la presse périodique (FIPP) et l'Union internationale des éditeurs (UIE) comme observateurs durant les délibérations portant sur les questions directement liées aux envois de presse et de livres.

Le Congrès approuve à l'unanimité la demande contenue dans le Congrès – Doc 80.

Demande de participation au Congrès présentée par le Comité national français de la Chambre de commerce internationale

Congrès – Doc 82

Le PRÉSIDENT: La Chambre de commerce internationale (CCI) a le statut d'observateur dans un certain nombre d'organisations des Nations Unies. Le Comité national français de la CCI a présenté une demande de participation au Congrès en qualité d'observateur.

La GRANDE-BRETAGNE: L'UPU ayant déjà eu dans le passé un contact avec la CCI, il n'y a pas de raison de ne pas accepter cette dernière comme observateur au Congrès. Toutefois, on se demande pourquoi cette requête provient d'un comité national et non de la CCI elle-même. En outre, il conviendrait d'obtenir des renseignements complémentaires sur la personne qui représenterait cette organisation et qui serait un consultant international spécialisé dans les questions postales, d'après la lettre reproduite au Congrès – Doc 82.

M. ASCANDONI, SOUS-DIRECTEUR GÉNÉRAL AU BUREAU INTERNATIONAL: L'article 102, paragraphe 6, lettre n), du Règlement général, ainsi que l'article 5, paragraphe 2, du Règlement intérieur des Congrès, prévoient l'admission des observateurs des organisations internationales gouvernementales ou non gouvernementales. Mais un comité national n'est pas une organisation internationale. Pour cette raison, le Bureau international est d'avis que le Comité national français de la CCI ne remplit pas les conditions réglementaires pour être admis comme observateur.

Le BRÉSIL se prononce contre l'octroi de la qualité d'observateur du Comité national français de la Chambre de commerce internationale (CCI).

La FRANCE et l'IRAQ se rallient à l'avis exprimé par le Bureau international.

Aucun pays n'ayant apporté son appui, la demande de participation au Congrès présentée par le Comité national français de la Chambre de commerce internationale (Congrès – Doc 82) est rejetée.

Demande de participation au Congrès présentée par l'Association du personnel du Bureau international de l'UPU

Congrès – Doc 79

Le PRÉSIDENT fait part de la demande de l'Association du personnel du Bureau international d'être représentée par deux de ses membres aux séances plénières et à celles des Commissions 2 et 3 lorsque des questions concernant le personnel y seront examinées.

Le Congrès accepte la demande de l'Association du personnel du Bureau international faisant l'objet du Congrès – Doc 79.

Congrès – Doc 48
et 48.1

Le PRÉSIDENT signale que les documents 48 et 48.1 contiennent des informations d'ordre pratique au sujet de l'organisation et de la façon dont le Débat général se déroulera le jeudi 16 novembre et il fait référence à l'exposé introductif du Président du Congrès (Doc 48.1/Annexe 3). Il attire également l'attention sur la note du Secrétaire général (Doc 48.1/Add 1) qui porte sur l'attitude face à la concurrence.

Le CHILI, se référant au Doc 48.1/Annexe 1 qui traite du minutage prévu pour le déroulement du Débat général, se demande si le temps réservé pour l'intervention de l'ensemble des délégations à la suite de chaque exposé sera suffisant. Il estime ce temps (60 minutes) trop limité et suggère de prévoir une liste d'inscriptions préalables sur chaque thème afin de signaler à chaque délégation le temps disponible pour leur intervention au Débat général. Il demande en outre de préciser si l'ensemble des délégations présentes au Congrès auront la possibilité de prendre part au Débat à la suite de chaque exposé.

M. MAZOU, SOUS-DIRECTEUR GÉNÉRAL AU BUREAU INTERNATIONAL: Il est vrai que 60 minutes pour l'ensemble du Congrès sur chacun des exposés peuvent paraître insuffisantes, mais l'organisation du Débat général, sa durée notamment, a été arrêtée en fonction de la durée totale du Congrès lui-même et pour éviter que le Débat et les discussions de chaque délégation ne soient trop longs, le Bureau du Congrès a décidé de former un groupe d'animation pour chacun des thèmes, ce qui a permis d'intégrer l'ensemble des préoccupations de toutes les régions du monde. Ces groupes d'animation représentatifs de la couverture régionale et mondiale sont indiqués dans le Doc 48.1/Annexe 2.

En ce qui concerne la question posée par la délégation du Chili, il serait possible d'arrêter, en accord avec le Président du Congrès, une liste des orateurs de telle sorte que l'on puisse minuter leurs interventions. Dans le cas des interventions trop longues, il serait aussi possible de les publier ultérieurement comme contribution écrite au Débat. En tout cas, il faut éviter d'aller au-delà du minutage qui a été arrêté.

On pourra dresser une liste préalable des pays qui prendront la parole sur chaque thème, étant entendu que toutes les délégations auront la possibilité d'intervenir dans les limites des 60 minutes arrêtées pour la discussion de chaque thème.

La JORDANIE: Il est évident que le temps arrêté pour le Débat général est fort limité et que toutes les délégations sont autorisées à débattre et à intervenir en ce qui concerne le point qu'elles estiment important. Néanmoins, il serait peut-être souhaitable que les délégations se contentent d'intervenir dans le cadre d'un seul thème en évitant aussi de répéter leur intervention dans d'autres domaines afin de donner à d'autres délégations la possibilité de s'exprimer.

Le PRÉSIDENT propose de tenir compte de toutes les observations faites, dans la réunion préparatoire qui groupera tous les participants et responsables du Débat général.

Rapport sur
l'ensemble de
l'activité du
Conseil exécutif
1984–1989

Congrès – Doc 16

M. KOLLER, PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF: En ma qualité de Président du Conseil exécutif élu à Hamburg, j'ai l'honneur de vous présenter le Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil exécutif pour la période 1984–1989 (Congrès – Doc 16).

J'attire particulièrement votre attention sur les thèmes suivants, qui ont fait l'objet de propositions du Conseil exécutif:

- les futures fonctions législatives du Conseil exécutif;

- les nouvelles réglementations concernant les frais terminaux dans le service international de la poste aux lettres;
- le système additionnel de classification de la poste aux lettres;
- la contraction et l'amélioration des dispositions relatives aux services bancaires et financiers postaux.

Le rapport décrit en outre les nombreuses autres propositions du Conseil exécutif qui sont soumises au Congrès, ainsi que les éléments de décision relatifs au budget de l'Union postale universelle. Par ailleurs, le Conseil exécutif a pris un certain nombre de décisions concernant l'organisation de ce XXe Congrès de l'UPU à Washington, lesquelles sont déjà en application depuis l'ouverture du Congrès.

Face à la menace croissante de la concurrence, le Débat général du Congrès de Hambourg a porté sur les modifications à apporter à la poste dans le marché évolutif des prestations postales et a abouti à la Déclaration de Hambourg. Le CE a suivi l'esprit de cette déclaration et, au cours des cinq dernières années, a renforcé ses activités. A la fin de son mandat, le CE tient à exposer ce qu'il a entrepris pour satisfaire aux impératifs énoncés dans la Déclaration de Hambourg.

Il en sera rendu compte séparément dans le rapport commun des trois organes permanents CE, CCEP et BI. Je tiens néanmoins à souligner expressément que les activités décrites dans le rapport du CE sont fortement imprégnées de l'esprit de la Déclaration de Hambourg, qui vise à ce que nous unissions toutes nos forces pour nous imposer sur un marché de plus en plus convoité.

Les activités du CE portent traditionnellement pour une part prépondérante sur la préparation des textes à adopter par le Congrès, mais le CE a aussi la tâche de coordonner et de surveiller toutes les activités de l'Union postale universelle.

Il apparaît désormais opportun que le CE se voie attribuer, dans un cadre bien défini, une fonction législative propre. Les objections opposées à l'origine à une telle évolution se sont dissipées face aux récents développements enregistrés dans les services postaux. Vu la pénétration d'entreprises privées dans les prestations postales, qui se manifeste également à l'échelle internationale, il faut trouver un instrument permettant de fournir des réponses adéquates dans des délais plus brefs que la période de cinq ans séparant deux Congrès consécutifs. Il semble indiqué à cet effet de confier au Conseil exécutif une fonction législative limitée.

Il est ainsi concevable qu'en une deuxième phase les fonctions législatives du CE soient élargies à l'ensemble des Règlements d'exécution. Cette possibilité devrait toutefois encore être étudiée en détail par le prochain Conseil exécutif.

Le Conseil exécutif a pour ainsi dire débordé le cadre de ses fonctions traditionnelles pour passer à une action plus adaptée aux exigences actuelles et il s'apprête – conforté par la confiance que lui apportent les Administrations membres – à enrichir de nouvelles activités les tâches qu'il assume dans le fonctionnement de l'Union.

La plus grande partie des activités du Conseil exécutif a été déterminée par les mandats reçus du Congrès de Hambourg, ainsi que par les suggestions émises par les Administrations, par des organisations internationales ou par sa propre initiative.

Je tiens ici à vous présenter les résultats du Groupe de travail du Conseil exécutif, institué en 1988 à l'instigation du Directeur général, M. Botto de Barros, en vue de proposer des mesures visant à l'amélioration des méthodes de travail de l'Union. Ce Groupe de travail est parvenu à des résultats concrets aboutissant entre autres aux projets de propositions suivants:

- résolution visant à l'institution permanente d'un débat général, pendant le Congrès, qui établira des lignes directrices générales pour l'action de l'Union postale universelle;
- résolution et propositions visant à une amélioration de la qualité de service;
- proposition selon laquelle le Conseil exécutif doit être habilité à modifier une fois au plus entre deux Congrès les taxes de base du service de la poste aux lettres.

La mise en place d'une banque de données auprès du Bureau international, préconisée par le Conseil exécutif, remonte aussi à une initiative du Groupe de travail.

Il importe également de relever la proposition d'une nouvelle réglementation pour les frais terminaux du service international de la poste aux lettres, qui a été débattue lors de la table ronde organisée à Berne en avril dernier.

Les propositions visant à un nouveau système de classification pour la poste aux lettres s'inscrivent aussi dans ce contexte. Elles concernent le maintien du système traditionnel de classification en fonction du contenu et une classification par priorités, tout en acceptant une coexistence des deux systèmes.

Il convient également de signaler les résultats des travaux du CE concernant l'EMS. Des réglementations communes, notamment sous forme d'un Arrangement-cadre, ont été adoptées à titre de recommandation par le Conseil exécutif.

Une autre étude du CE a montré que les services de la caisse d'épargne postale, des recouvrements et des abonnements aux journaux et écrits périodiques ne sont exploités que dans une très faible mesure en conformité avec les Arrangements de l'Union postale universelle. Les Arrangements concernant ces services doivent donc être supprimés pour réduire le volume des textes réglementaires de l'Union. Enfin, des textes améliorés ont été élaborés pour les Arrangements concernant les autres services bancaires et financiers postaux.

Les activités du Conseil exécutif ont également apporté des améliorations de la situation interne du Bureau international. Conformément à la Déclaration de Hamburg, les efforts déployés dans le domaine des relations publiques ont été renforcés.

Le Conseil exécutif a fermement appuyé les initiatives prises par le Directeur général du Bureau international pour que le budget n'augmente pas et grâce à une limitation des dépenses nettes de l'Union pour les années 1986 à 1988, cet objectif a pratiquement pu être atteint pour trois ans. L'augmentation du budget pour 1990 est exclusivement due aux mesures spéciales prévues pour l'amélioration des services postaux.

L'Union postale universelle a, par l'intermédiaire du CE, relevé les défis de notre époque. Elle s'est engagée sur la voie du changement, de la revision de ses

objectifs et de ses méthodes de travail. Cela ne peut toutefois pas se faire du jour au lendemain, mais seulement par une adaptation bien réfléchie, mais aussi rapide, aux nécessités.

Il ne suffit pas pour cela d'adopter des propositions et des réformes. Car tout opportune que puisse être leur conception, encore faut-il qu'elles soient appliquées et exécutées conséquemment pour que leur soit assuré un succès durable, seul garant de la prospérité de nos services. Et plus encore, il faut que nous fassions évoluer notre philosophie vers une orientation nouvelle, empreinte de dynamisme et conforme aux vœux de nos clients.

La Déclaration de Hamburg est tout d'abord une déclaration d'intention, mais le CE a réussi à insuffler vie et action à ce texte, créant ainsi des fondements propices aux développements futurs.

Le succès des travaux du CE n'aurait pas été concevable sans l'étroite coopération avec le Bureau international, le CCEP et la contribution d'un grand nombre de personnalités de haut rang. Je tiens notamment à remercier le Vice-Président du Conseil exécutif, les Présidents des Commissions, le Président du CCEP, M. Houissa, son prédécesseur, M. Balma, et plus particulièrement le Secrétaire général, M. Botto de Barros, avec lequel j'ai coopéré dans une atmosphère de confiance amicale. Cet esprit nous a inspiré pour résoudre des problèmes complexes et a donné une empreinte décisive au style de notre coopération. Je suis également reconnaissant au Vice-Directeur général, M. Cicéron, et à tous les collaborateurs du Bureau international.

Je voudrais en outre remercier M. le Dr Florian, qui m'avait proposé à ce poste au nom de la République fédérale d'Allemagne, et mes proches collaborateurs, MM. Hilgers et Leinung.

Ce fut un grand honneur d'assumer, depuis le Congrès de Hamburg, les fonctions de Président du Conseil exécutif, ce qui constitue l'apogée de mes travaux.

La JORDANIE: Notre pays a occupé l'un des postes de Vice-Président du CE et a essayé de fournir le maximum d'efforts selon les moyens disponibles. Toutefois, nous devons reconnaître que nous avons tiré beaucoup de bénéfices de la part des Administrations membres du CE. Cet organe a entamé d'importantes initiatives grâce aux efforts et aux compétences de M. Koller qui a prouvé sa grande capacité à mener la barque depuis Hamburg jusqu'aux rivages de Washington.

Le YÉMEN (RÉP. ARABE): Le rapport qui nous est soumis doit être apprécié à sa juste valeur étant donné les grands efforts déployés par le CE dont la responsabilité a été assumée par son Président, M. Koller. Je voudrais souligner l'importance historique de la Déclaration de Hamburg qui a permis d'avancer à grands pas et a facilité le changement dans le service postal, en particulier dans les pays en développement. Toutes les initiatives entreprises par le CE et appuyées par le Bureau international et son Directeur général ont donné des résultats fort encourageants.

La HONGRIE (RÉP.): L'Administration postale de la Hongrie a étudié attentivement le rapport soumis au Congrès par le Président du CE. Celui-ci traite non seulement des questions techniques et professionnelles importantes de l'Union et de la mise en œuvre des résolutions du Congrès de Hamburg mais encore des questions découlant de la Déclaration de Hamburg, et de la conception de l'Union qui s'efforce de résoudre les problèmes posés par les Administrations postales face à la concurrence. Les efforts du CE ont été concentrés sur la qualité

des prestations postales et les nouveaux moyens d'améliorer les relations avec la clientèle. Il faut également souligner la façon positive dont le Bureau international s'est efforcé d'adapter sa structure et son activité aux nouvelles exigences pour introduire un certain nombre de mesures de rationalisation.

Par ailleurs, dans de nombreux pays où les services postaux et de télécommunications sont réunis dans la même organisation, les gouvernements accordent une priorité importante aux investissements dans les télécommunications, aux dépens de la poste. Cette question mérite d'être examinée à fond au cours du Débat général. J'exprime mon appréciation sincère pour le travail accompli par le CE au cours de la période quinquennale et je remercie le Directeur général du Bureau international et ses collaborateurs pour leur excellent travail. Finalement, je voudrais souligner particulièrement le rôle déterminant de l'Administration de la République fédérale d'Allemagne et de son représentant M. Fritz Koller, Président du CE pendant la période passée, dans la réalisation efficace du programme du CE. Sur la base des arguments évoqués, je propose au Congrès que le rapport du CE soit approuvé.

L'ÉGYPTE: Les travaux entrepris par le CE depuis le Congrès de Hamburg ont été fort importants. Les propositions élaborées par cet organe et qui seront discutées au Congrès sont le résultat d'un travail constructif et laborieux. Je voudrais saisir cette occasion pour remercier le Président du CE, M. Koller, pour ses grandes compétences.

L'URSS: Le rapport qui nous est soumis ne présente pas seulement un bilan de travail mais c'est également un tremplin pour notre action future. M. Koller a su réunir autour de lui des gens compétents pour mener à bien ce travail qui était considérable et nous proposons d'adopter le rapport du CE.

Le Congrès – Doc 16 est approuvé.

La séance est levée à 18 h 30.

Au nom du Congrès:	Le Président,	Le Secrétaire général,
	EDWARD E. HORGAN, Jr.	A.C. BOTTO DE BARROS

Le Secrétaire,
L.-P. DUCOMMUN

Quatrième séance du Congrès

Mercredi 15 novembre 1989

Présidence de M. EDWARD E. HORGAN, Jr., Président

La séance est ouverte à 9 h 40.

Déclarations

L'INDONÉSIE: Je voudrais tout d'abord, au nom de ma délégation et en mon nom personnel, vous féliciter, Monsieur le Président, de votre élection à la présidence de ce très important Congrès de l'Union postale universelle qui se tient à Washington, D.C., capitale des Etats-Unis d'Amérique.

Qu'il me soit également permis de remercier les Vice-Présidents du Congrès, ainsi que les Présidents et Vice-Présidents des Commissions pour leur élection. L'Indonésie, elle-même élue Vice-Président de la Commission des Services financiers postaux, tient à exprimer sa gratitude et à dire combien elle apprécie l'honneur qui nous a été fait. Je voudrais donner ici l'assurance que ma délégation fera tout en son pouvoir pour remplir cette tâche du mieux possible.

Par ailleurs, ma délégation aimerait, par votre intermédiaire Monsieur le Président, remercier le pays hôte de ce XXe Congrès de l'Union postale universelle pour la chaleur de l'accueil et de l'hospitalité qu'il nous a réservés et pour l'excellence des dispositions prises dans l'organisation de ce Congrès, tant avant qu'après que nous ayons foulé le sol de ce pays.

La délégation indonésienne à ce Congrès représente les intérêts postaux des quelque 175 millions d'habitants de la République d'Indonésie, archipel composé de plus de 13 667 îles, dont 1000 environ sont inhabitées, qui s'étend sur une distance couvrant un huitième de la ligne équatoriale. Bien que s'agissant d'un pays en développement, la sensibilisation de la population à l'égard des services postaux est telle que l'on attend toujours de nous des prestations de la meilleure qualité, tant en régime intérieur qu'en régime international.

Cette haute qualité de service bénéficie en outre aux étrangers de passage, qu'il s'agisse aussi bien d'hommes d'affaires que de touristes, ainsi qu'aux multiples coentreprises relevant des divers secteurs économiques de production installés dans le pays.

Monsieur le Président, en Indonésie, la croissance postale, la desserte d'un plus grand nombre de zones rurales, la diversification des services assurés et les améliorations apportées à la qualité ont été relativement un succès ces dernières années. Cela peut notamment s'expliquer par la création en 1965 de l'Entreprise nationale des postes et des chèques postaux, société autonome chargée par l'Etat de fournir au public les prestations requises dans le domaine postal. Il est juste de préciser à cet égard que l'on doit pour une grande part cette réussite aux compétences techniques et aux autres ressources, mobilisées par l'Union postale universelle elle-même ou par son intermédiaire, dont l'Indonésie a bénéficié en tant que pays en développement. De cela, nous sommes extrêmement reconnaissants.

Aujourd'hui, cinq ans après le Congrès de l'Union postale universelle de Hambourg 1984, les organismes postaux continuent de relever de nombreux défis qui ont tendance à se faire plus menaçants encore à l'avenir. Animés de l'esprit de la Déclaration de Hambourg, les Pays-membres de l'UPU se sont efforcés de faire face à plusieurs défis. Sous la conduite du Conseil exécutif, grâce à l'appui du CCEP et à l'excellent travail de coordination assuré par le Bureau international de l'UPU, nous avons notamment participé au contrôle de la qualité des services postaux mondiaux. Ces travaux nous ont ouvert les yeux sur la véritable qualité des produits que nous offrons à la clientèle, ce qui a permis à des Pays-membres de l'UPU de prendre les mesures propres à combler les lacunes constatées. Ma délégation souhaite que ces efforts se poursuivent et, si possible, qu'ils s'intensifient encore.

Monsieur le Président, Messieurs les délégués, j'ai la conviction que pour pouvoir répondre à ces divers défis, il est pour nous, membres de l'UPU, de la plus grande importance de prendre plus qu'auparavant conscience que les Administrations postales desservant la population de nos pays respectifs doivent recruter, former et perfectionner leur personnel en leur donnant les plus grandes connaissances possibles en matière de gestion commerciale; elles doivent aussi faire appel à des agents formés aux applications de l'informatique et des moyens de communication, et enfin, à des hommes de diverses spécialités dont toute organisation postale moderne a besoin. Dans les pays en développement, la réussite de nos efforts dépendra dans une grande mesure de ce type de ressources humaines que nous pouvons mettre ensemble en valeur, avec l'assistance et le soutien de l'UPU et en s'adressant à des sources multilatérales ou bilatérales pour compléter les moyens dont nous disposons dans nos pays respectifs. La participation d'organismes régionaux, en particulier de l'Union postale de l'Asie et du Pacifique, doit indiscutablement se poursuivre.

En outre, le renforcement de la coopération entre les organismes postaux et les fournisseurs de services de télécommunications, dans l'intérêt réciproque de ces derniers et des clients, semble être une des voies à suivre. C'est ce à quoi s'attache activement l'organisation postale indonésienne.

J'espère certainement que le Débat général, qui s'instaurera sur le thème intitulé «Pour mieux servir la clientèle» durant ce XXe Congrès, donnera des résultats significatifs, cela dans l'intérêt de la communauté postale mondiale.

Au cours de ce Congrès de plénipotentiaires, nous évaluerons les travaux exécutés ce jour; le cas échéant, nous reverrons nos stratégies et apporterons des améliorations à la réglementation postale internationale. Les travaux doivent être terminés dans les délais impartis. Efforçons-nous donc de traiter les points à l'ordre du jour de ce XXe Congrès avec la célérité nécessaire, et en restant fidèle à cet esprit élevé de coopération qui a toujours régné lors des travaux de l'Union postale universelle.

Que le Dieu tout-puissant nous bénisse et nous donne la force d'y parvenir.

(Applaudissements.)

Le RWANDA: Au nom de la délégation rwandaise et en mon nom personnel, permettez-moi, tout d'abord, de présenter mes sincères remerciements au Gouvernement et au peuple américains pour l'accueil chaleureux dont nous avons été l'objet depuis notre arrivée sur cette terre hospitalière des Etats-Unis d'Amérique.

Mes remerciements s'adressent également aux organisateurs de la présente rencontre, plus particulièrement au Secrétariat du Congrès, sous la sage direction de M. Botto de Barros, pour la qualité remarquable des documents de travail qui nous ont été soumis. Par ailleurs, je voudrais vous exprimer mes vives félicitations, Monsieur le Président du Congrès, ainsi qu'aux autres membres du Bureau, pour votre brillante élection. Ma délégation vous promet sa franche collaboration pour la réussite de nos travaux.

Le XXe Congrès de l'Union postale universelle se tient à un moment où la poste se trouve au tournant de son histoire. Aussi devons-nous saisir l'heureuse opportunité qui nous est offerte pour évaluer les actions déjà réalisées depuis le dernier Congrès de Hamburg en 1984 afin de détecter les lacunes à combler et de donner une nouvelle impulsion aux services opérationnels et commerciaux de la communication écrite. Les défis que la poste doit relever, tant au niveau national que sur le plan international, sont non seulement liés aux activités postales proprement dites, mais également aux bouleversements de nos économies et de nos sociétés en cette dernière décennie du XXe siècle, préparatoire aux civilisations du XXIe siècle dont les éléments avant-coureurs sont constitués par d'importantes innovations dans le secteur des communications.

Pour éviter de disparaître, la poste doit, impérativement et d'urgence, résoudre les principaux problèmes suivants:

- la concurrence des entreprises de messagerie privées;
- l'obsolescence rapide du matériel et des équipements postaux suite aux innovations technologiques en matière de communication en général et de télécommunications en particulier;
- l'inadaptation des structures nationales et internationales des postes face aux réalités économiques et sociales caractérisées par le marketing, la recherche de rentabilité ainsi que de productivité et la satisfaction d'exigences de plus en plus accrues de la clientèle.

Pour faire face à tous ces défis, notre Congrès devra prendre, au cours de ses travaux, des décisions capitales pour l'avenir de la poste. Dans ce souci, il importe de bien étudier le thème du Débat général soumis aux présentes assises, à savoir «Pour mieux servir la clientèle – Stratégies commerciales et opérationnelles de la poste». Ce sujet constitue une nouvelle approche de nos discussions, car il ne s'agit plus de se limiter à la réglementation et aux actes juridiques, mais il faut également dégager des programmes d'actions concrètes dans les domaines de la commercialisation et de la gestion rationnelle des investissements postaux.

Cette priorité doit aller de pair avec l'amélioration de la qualité des prestations postales en vue de satisfaire les besoins d'une clientèle de plus en plus exigeante.

A cet effet, des politiques et des stratégies de développement sont à définir clairement, aussi bien sur le plan national qu'au niveau international.

Certes, chaque pays est souverain dans le choix de ses politiques. Néanmoins, il convient de garder à l'esprit le Traité de Berne créant l'UPU qui, il y a cent quinze ans (c'était en 1874), considérait le réseau postal comme lié à un seul et même territoire. Même si le cercle de la famille de l'UPU s'est élargi, passant de 24 membres en 1874 à 170 Administrations postales aujourd'hui, il n'en demeure pas moins que la solidarité dans l'interdépendance des différents pays se renforce de jour en jour. La mondialisation de la poste, loin d'aviver des divergences d'intérêts, doit plutôt élargir les échanges internationaux, d'autant plus que la modernisation des transports a raccourci les distances, facilitant ainsi l'acheminement et la distribution du courrier interne et international.

Pour relever les défis déjà énumérés, la coopération entre nos Administrations postales s'avère nécessaire. En particulier, face à la concurrence des messageries privées, notre organisation se doit de renforcer les mécanismes de coordination et d'harmonisation de nos politiques et de nos stratégies en matière postale, car chacune des Administrations postales constitue un maillon d'une chaîne. En outre, vu que les réalités économiques et sociales évoluent très rapidement suite au progrès technologique, les structures nationales et internationales doivent se réformer périodiquement pour s'adapter aux impératifs de développement. Concrètement parlant, nos réflexions dans ce domaine devraient être axées essentiellement sur la réforme institutionnelle des services nationaux de la poste pour rendre celle-ci plus opérationnelle, plus rentable et plus compétitive.

Le Rwanda, mon pays, vient de s'engager dans cette voie. D'ores et déjà, des études sur le cadre institutionnel ainsi que l'évaluation des coûts d'infrastructure et d'équipement sont terminées. Le Gouvernement s'est prononcé pour une structure dotée d'autonomie administrative et de gestion. Il vient également d'entamer des travaux d'infrastructures, en commençant par la construction d'un centre national de tri plus moderne et la réhabilitation ainsi que le développement des bureaux postaux dans les zones qui en étaient dépourvues.

Mon pays se préoccupe plus particulièrement de la desserte postale en milieu rural. Notre Chef de l'Etat, dans son discours-programme du 15 janvier 1989, disait que les communes doivent contribuer aux infrastructures postales en milieu rural.

Aussi les collectivités locales viennent d'être sensibilisées pour qu'elles participent à la construction des bureaux de postes communaux. Déjà, certaines communes ont commencé à concrétiser le mot d'ordre de notre Président de la République. Il convient de noter que ce programme de développement postal va de pair avec l'extension du réseau de téléphone rural, de façon à installer une cabine téléphonique publique dans chaque bureau postal. Malgré les efforts déjà consentis, nous comptons sur la solidarité et le concours extérieur, notamment de l'UPU, ainsi que d'autres organismes de coopération internationale et des pays amis pour mener à bien cette réforme institutionnelle.

Si j'ai tenu à mentionner l'expérience de mon pays, je voulais tout simplement inviter les congressistes à échanger des idées et des expériences sur ce sujet de façon à bénéficier, les uns les autres, de ce qui se fait ailleurs en matière de restructuration des services postaux.

Le renforcement des structures régionales et internationales mérite aussi une attention particulière. En effet, la poste internationale exige de plus en plus des mécanismes de concertation régulière pour coordonner les actions et harmoniser les politiques de développement. Au moment où des communautés économiques se créent ici et là dans les différentes régions du monde, faut-il que la poste se tienne à l'écart? Non, au contraire, la poste constitue un élément important de communication dans la construction des espaces économiques régionaux, comme en témoignent les conférences des Ministres des PTT qui constituent souvent des institutions spécialisées des communautés économiques existantes. Ainsi, en Afrique, les organismes sous-régionaux des postes s'intègrent parfaitement dans les activités de coopération socio-économique, conformément au Plan d'action de Lagos dont l'objectif fondamental est et reste le Marché commun africain en l'an 2000.

Toutes ces institutions forment un cadre approprié pour l'harmonisation des politiques postales régionales et la coopération technique. Toutefois, pour être plus opérationnelles et intervenir efficacement dans les Pays-membres, certaines d'entre elles, surtout celles des pays en développement, ont besoin d'aide extérieure pour se doter de moyens suffisants en ressources humaines et financières. Au moment où la poste se lance dans le mouvement des innovations technologiques et dans des investissements productifs, ces organisations régionales sont appelées à servir de relais à l'UPU pour adapter ces innovations et les études postales aux réalités économiques et sociales de chaque région ou sous-région. S'agissant de l'Union postale universelle, en tant qu'institution spécialisée des Nations Unies, elle constitue un élément privilégié de coordination des postes au niveau mondial.

Tout en se félicitant des activités de son Bureau international et de ses organes, à savoir le Conseil exécutif ainsi que le Conseil consultatif des études postales, force est de constater, cependant, que la marge de manœuvre de l'UPU est limitée en raison de l'insuffisance de ses moyens d'intervention technique et financière.

Par ailleurs, les mécanismes d'exécution et de suivi des décisions du Congrès, organe suprême de l'UPU, méritent d'être restructurés dans le souci de mieux gérer, de mieux coordonner et de mieux harmoniser l'ensemble du réseau mondial de la poste ainsi que de développer la coopération entre les Pays-membres. Cela implique le renforcement du Fonds spécial UPU pour en faire un véritable fonds de modernisation du réseau postal, surtout en faveur des pays les moins avancés, à l'instar du FIDA (Caisse de financement des projets agricoles) pour la FAO.

En outre, les organes de supervision des activités du Bureau international et des études postales, à savoir, respectivement le Conseil exécutif et le Conseil consultatif des études postales, doivent être redynamisés pour qu'entre les deux sessions du Congrès ces organes prennent des décisions dans l'intérêt de la poste internationale et compte tenu des réalités socio-économiques en mutation rapide.

Après ces considérations d'ordre général, je m'en voudrais de terminer sans donner le point de vue de l'Administration postale rwandaise sur les principaux points spécifiques inscrits à l'ordre du jour de notre Congrès.

En ce qui concerne d'abord les frais terminaux, instrument important des échanges internationaux de la poste, vingt ans viennent de s'écouler depuis leur introduction dans les Actes de l'UPU lors du Congrès tenu à Tokyo en 1969.

Bien que certains pays reprochent au système actuellement en vigueur des imperfections, je suis d'avis que sa revision nécessite des précautions particulières.

Aussi, dans l'examen de ce point, faut-il tenir compte non seulement des intérêts particuliers mais aussi de l'intérêt général de la poste internationale, en évitant des moins-values, surtout pour les pays en développement confrontés à une crise économique aiguë.

En matière de coopération technique et financière, les pays industrialisés et les organismes d'aide au développement devraient se montrer plus généreux en contribuant notamment à la formation et aux équipements postaux des pays en développement et plus particulièrement en faveur des moins avancés d'entre eux. Au cours de ces dernières années, l'UPU, soit avec ses ressources propres, soit avec l'appui financier du PNUD, s'est beaucoup dépensée pour la modernisation postale des jeunes Etats du tiers monde. Nous lui en sommes très reconnaissants.

Cependant, pour mieux servir la clientèle et couvrir toutes les régions de nos pays d'infrastructures et d'équipements postaux, un long chemin reste à parcourir. Dans le domaine de la formation, les organismes de coopération bilatérale et multilatérale devraient repenser leur approche d'intervention, en contribuant beaucoup plus à la formation des cadres dans le pays bénéficiaire de l'aide en concourant à la création ou au développement de centres sous-régionaux de formation postale pour mieux adapter l'enseignement au contexte local.

Pour ce qui est de l'aide financière et en matériel, son efficacité se mesure à la satisfaction des besoins locaux clairement identifiés par les Administrations bénéficiaires, en tenant compte des charges récurrentes liées aux investissements ainsi accordés. Pour permettre à tous les Pays-membres de l'UPU, surtout aux moins développés d'entre eux, de marcher au même pas, l'assistance est à orienter notamment vers les produits nouveaux tels que les services EMS et Bureaufax ainsi que vers de nouvelles techniques de tri, de distribution, d'acheminement et de gestion. De même, une aide plus accrue est attendue pour financer des projets régionaux ou sous-régionaux de fabrication du matériel postal adapté aux structures économiques locales ou des pays de même niveau de développement.

Le Rwanda, confiant en la vitalité de notre organisation postale, l'UPU, souhaite participer plus activement à son fonctionnement. C'est dans ce but qu'il suit avec beaucoup d'intérêt les travaux du présent Congrès dont il attend des décisions vitales pour l'avenir de la poste. En outre, il souhaite apporter sa contribution ultérieurement au suivi d'exécution et à l'évaluation régulière des réalisations dans le cadre des organes permanents de l'UPU.

En terminant mon propos, je voudrais souhaiter plein succès aux travaux du XXe Congrès.

(Applaudissements.)

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL: L'UPU a suivi avec beaucoup d'intérêt les efforts considérables qui ont été faits au Rwanda pour développer la poste. D'ailleurs, je voudrais signaler aux collègues ici présents que le Rwanda a en cours d'exécution un projet pilote financé par la Banque mondiale. Le déroulement de ce projet est très satisfaisant. Merci à Monsieur le Ministre d'avoir bien voulu nous informer des heureux résultats qu'a eus ce projet, car je pense que beaucoup d'Administrations participantes à ce Congrès pourront bientôt améliorer leur développement postal grâce à l'assistance de la Banque mondiale.

Le ZIMBABWE: Au nom de ma délégation, je voudrais transmettre les salutations et les meilleurs vœux de mon Président, du Gouvernement et du peuple du Zimbabwe au XXe Congrès, ainsi qu'exprimer ma gratitude profonde et sincère aux autorités américaines et aux organisateurs de ce Congrès pour la chaleur de leur accueil. Je félicite également le Président de cette auguste assemblée ainsi que les personnalités élues aux postes de Vice-Présidents.

Ma délégation était déjà au Congrès de Hamburg et nous avons participé activement au dernier CCEP. Nous avons tiré une profonde satisfaction du travail qui y a été accompli. Nous souhaitons également travailler au sein du CE, si nous y sommes élus.

Le Bureau international a organisé au cours des années passées une assistance technique pour le plus grand profit des pays en développement. C'est pourquoi, au nom de mon Gouvernement, je tiens à dire combien nous sommes reconnaissants à l'UPU, et plus particulièrement à son Directeur général et à ses collaborateurs, pour le travail magnifique qu'ils ont accompli. En effet, grâce à diverses études menées par des consultants, mon Gouvernement a reconnu l'urgence d'un plan d'ensemble de développement des services postaux. Une demande de fonds auprès du PNUD est en cours. Nous espérons que l'UPU participera à l'exécution de cette opération.

Toujours à propos de l'assistance technique que nous recevons et que nous continuerons à demander, permettez-moi de dire que nous vous en sommes très reconnaissants mais que nous estimons que nous devrions en fait dépendre de l'autosuffisance nationale.

De même, il est bon que vous sachiez que notre Gouvernement applique sans relâche une politique ayant pour but de développer les infrastructures postales. Les décisions de la réunion des Ministres postaux, qui s'est tenue à Nairobi en novembre 1988, ont d'ailleurs donné un élan supplémentaire aux mesures envisagées pour rendre notre service postal efficace.

Enfin, Monsieur le Président, considérant que le Congrès est un moment important dans la vie de l'UPU, puisque les décisions qui y seront prises lieront les Etats membres pour cinq ans, je souhaiterais dire quelques mots sur les questions les plus importantes inscrites à notre ordre du jour.

Tout d'abord, le problème des frais terminaux où un consensus a été trouvé lors de la table ronde des 6 et 7 avril 1989 après un changement mineur des propositions faites par le Groupe de travail du CE. Cette question préoccupe beaucoup les pays en développement. Ma délégation espère sincèrement qu'une décision équitable se dégagera des délibérations. L'atmosphère cordiale qui règne à Washington contribuera sans aucun doute à nous mettre d'accord sur une solution faisant preuve de réalisme, mais aussi de justice, en ne portant aucun préjudice aux pays ici présents, qu'ils soient développés ou en développement.

En ce qui concerne le transfert de certaines compétences législatives du Congrès au CE, nous souhaitons certes rendre la gestion de l'Union plus efficace. Mais nous devons agir avec prudence et définir très précisément les changements que nous souhaitons apporter aux règles actuelles pour connaître exactement les pouvoirs que nous allons octroyer à celui-ci.

Enfin, Monsieur le Président, je souhaiterais dire quelques mots sur le sujet brûlant que représente la menace de la concurrence. Le thème de ce Congrès, «Pour mieux servir la clientèle», reflète le défi que rencontre la poste d'aujourd'hui. Ce thème est fort judicieux car il est temps pour les Administrations postales de reconnaître l'importance qu'a le client et d'admettre qu'en fait, nous ne sommes plus en situation de monopole. Je souhaite ardemment que dans nos débats un consensus soit trouvé pour décider et exécuter un programme d'actions à mettre en œuvre par toutes les Administrations postales. Mais il est déjà réconfortant de constater que toutes les Administrations sont conscientes de la menace qui pèse sur la poste et que notre action de maintenant empêchera l'avènement d'une situation devant laquelle il sera trop tard pour réagir. Que le Bureau international soit félicité pour tous les efforts qu'il a déployés pour augmenter la prise de conscience des Administrations de l'envergure de ce problème. Je crois en la souplesse de la poste et à son caractère irremplaçable. Mais il serait ingénu de se reposer sur nos lauriers sans prendre des mesures concrètes pour veiller au développement d'une bonne gestion de la poste. Il nous faut faire en sorte que la poste devienne de plus en plus forte. Mais il est désagréable d'entendre dire que ça et là des Administrations ont conclu des accords de repos-tage. C'est faire preuve de vues à court terme, surtout dans les pays qui manquent de devises. Ces accords sont contraires aux principes de base de notre Union qui sont de promouvoir la collaboration internationale. C'est pourquoi ma délégation demande instamment au Congrès d'adopter les mesures qui seront nécessaires pour combattre vigoureusement cette pratique.

L'UPU est le symbole de la coopération internationale et a pour objectif l'établissement d'un territoire postal unique avec liberté de transit. Or, il est triste de constater qu'en Afrique australe, nous devons réacheminer notre courrier loin de l'Afrique du Sud et de son régime de l'apartheid pour assurer sa sécurité. Nous espérons que d'autres Administrations dans le monde entier enverront leur courrier pour le Mozambique en passant par Labeira et Maputo.

Je terminerai en souhaitant que nos délibérations amicales se poursuivront tout au long de ce Congrès et que nous aboutirons à des décisions prises avec sagesse et fraternité.

(Applaudissements.)

Le NIGER: Vous me permettrez d'abord d'exprimer, au nom de la délégation du Niger, toute notre appréciation et notre sincère gratitude pour l'accueil chaleureux et enthousiaste et la généreuse hospitalité dont nous sommes l'objet depuis notre arrivée à Washington, prestigieuse capitale des Etats-Unis d'Amérique.

Le XXe Congrès de l'Union postale universelle se tient à un moment particulièrement crucial pour les économies des pays en développement qui traversent une crise sans précédent caractérisée par un endettement de plus en plus insupportable et une baisse dramatique des prix des matières premières. Dans ce contexte de crise, la poste quant à elle doit faire face à de multiples défis parmi lesquels je me dois de citer:

- l'adaptation aux nouveaux progrès technologiques;
- l'amélioration de la qualité de service;
- la concurrence de plus en plus âpre que lui imposent les coursiers privés.

La poste est un vecteur important de la vie économique et sociale de tout pays.

Pour assurer pleinement ce rôle, elle doit remplir dans les meilleures conditions ses missions traditionnelles, comme l'acheminement et la distribution du courrier. Cette activité qui est la permanence de la poste doit être relayée par un effort soutenu en faveur de l'extension des prestations offertes à une clientèle de plus en plus exigeante.

L'idée maîtresse est que la poste a besoin aujourd'hui plus que jamais d'agir de concert avec ses partenaires privilégiés que sont les opérateurs économiques. Au Niger, en dépit des contraintes liées à la modicité de nos moyens et à une nature austère, le Gouvernement a pris d'importantes mesures pour promouvoir le secteur postal par les actions ci-après:

- la desserte des zones rurales, concrétisée par la multiplication des circuits de poste automobile rurale et la construction de bureaux de poste. Dans ce domaine, malgré les efforts accomplis, nous sommes encore loin des normes fixées par l'UPU à savoir un bureau de poste pour 3000 à 6000 habitants;
- l'informatisation des services financiers postaux; secteur fortement concurrencé par le système bancaire, les services financiers postaux doivent être convenablement dynamisés pour être au diapason des autres institutions financières;
- l'amélioration des infrastructures d'accueil, l'objectif visé étant l'amélioration de l'image de marque de la poste par une transformation radicale dans la conception des établissements postaux;
- l'introduction de produits nouveaux notamment l'EMS.

A l'instar de la quasi-totalité des Pays-membres de l'UPU, le Niger s'est tourné résolument vers ce produit d'avenir pour, nous l'espérons, lutter à armes égales avec les sociétés multinationales de transport de courrier.

Toutes ces actions ont pu être réalisées grâce au concours bienveillant de l'UPU et de certains pays amis. C'est le lieu ici de les en remercier, très vivement, au nom de mon pays et de son Président, le Général Ali Saibou.

La poste aujourd'hui se trouve à un tournant décisif de son évolution et au sortir du XXe Congrès elle doit comme elle a su le faire par le passé relever tous les défis que j'évoquais tantôt.

Le développement des techniques, l'essor économique, l'évolution des échanges nous obligent à repenser les orientations générales de la poste afin d'offrir à l'usager les facilités qu'il est en droit d'en attendre.

Les questions écrites à l'ordre du jour du présent Congrès reflètent bien cette préoccupation avec en particulier le thème choisi pour le Débat général intitulé «Pour mieux servir la clientèle – Stratégies commerciales et opérationnelles de la poste».

De ce Débat général jailliront, je l'espère, des idées et suggestions qui nous permettront de sortir des sentiers battus, car les activités de la poste s'inscrivent désormais dans un véritable marché aux enjeux multiples.

Dans ce domaine précis, le Niger classé parmi les pays prioritaires de l'action de l'UPU est en mesure de témoigner devant cette auguste assemblée de l'efficacité de cette coopération qui a concerné tous les secteurs de l'activité postale: fourniture de matériels, octroi de bourses d'études ou encore envoi d'experts et de consultants.

Cette efficacité sera accrue à l'avenir, nous l'espérons, avec la présence plus importante de l'UPU sur le terrain en matière de coopération technique.

Je voudrais, avant de terminer, adresser toutes mes félicitations au Directeur général du Bureau international de l'UPU ainsi qu'à tous ses collaborateurs, pour le travail remarquable accompli au cours de ces cinq dernières années. Je souhaite plein succès aux travaux du XXe Congrès de l'Union postale universelle.

(Applaudissements.)

La CORÉE (RÉP.): C'est un honneur pour moi de pouvoir m'adresser à cette auguste assemblée au nom du peuple et du Gouvernement de la République de Corée.

Tout d'abord, je voudrais vous adresser mes chaleureuses félicitations à l'occasion de votre élection à la présidence et vous souhaiter un grand succès dans votre mission en tant que Président. Je voudrais rendre hommage au Service postal des Etats-Unis d'Amérique pour l'excellente organisation de ce XXe Congrès et aux membres du Secrétariat pour l'hospitalité qui nous est accordée à ma délégation et à moi-même.

Comme vous le savez tous, la République de Corée est devenue un des pays nouvellement industrialisés grâce au développement économique rapide au cours des trois dernières décennies. L'organisation des XXIVes Jeux olympiques de Séoul a démontré au monde entier ce que la Corée a réussi à faire. Il y a eu 160 pays qui ont participé aux Jeux olympiques de Séoul, ce qui a été une démonstration d'harmonie où tout le monde s'est donné la main et je suis certain que le développement de l'infrastructure et des télécommunications, y compris le développement de la poste, ont apporté une contribution importante au développement économique, social et politique de mon pays.

Notre service postal a fait d'énormes progrès depuis la création d'un service moderne. La mise au point d'un réseau de téléphones numériques s'étendant sur l'ensemble du pays a permis l'établissement du service des télécommunications automatisées pour l'ensemble du pays. Le peuple coréen a également un accès facile aux réseaux informatisés en ligne des bureaux de poste réunissant pour l'ensemble du pays 3000 bureaux de poste.

Je voudrais vous informer que mon Ministère est sur le point de mettre en œuvre un plan à long terme pour réorganiser le service postal au seuil du XXI^e siècle. Au terme de ce plan, le service postal jouera le rôle de bureau complet offrant une large gamme de services aux membres de la communauté. Par exemple, le service postal s'occupera des démarches à faire pour ceux qui ont besoin de divers certificats officiels. Les terminaux informatisés seront mis à la disposition du public pour obtenir toute une série d'informations portant sur la vie quotidienne. Le service postal ira même jusqu'à permettre aux membres de la communauté d'organiser diverses réunions sociales et culturelles dans les locaux mêmes des services postaux.

C'est une source de satisfaction de constater que l'Union postale universelle a apporté une contribution considérable à la paix mondiale. L'Union a répondu aux idéaux de compréhension plus approfondie entre les peuples dans un seul territoire postal mondial. Je suis certain que la coopération technique dans les domaines des communications peut apporter une contribution extrême à la paix mondiale. Du fait que les postes et les télécommunications aident les villageois du globe entier à se comprendre les uns les autres, transcendant les différences raciales, religieuses et idéologiques et les frontières nationales, nous attachons une très grande importance à cet échange d'informations et à la coopération technique dans le cadre de l'Union postale universelle. Nous ne pouvons pas dire que même les pays développés soient à la hauteur des normes développées du service postal si des envois partant de ces pays ne sont pas distribués de façon correcte aux destinataires des pays moins développés. C'est par conséquent dans l'intérêt des pays développés d'aider à améliorer l'infrastructure des communications dans les pays en développement. Je voudrais exprimer toute mon admiration pour les mesures prises par l'UPU dans l'application des idéaux que l'on trouve dans la Déclaration de Hamburg.

Mon Administration postale est prête à partager son expérience durement gagnée en matière de développement postal avec d'autres Administrations postales. Je suis heureux de vous informer que mon Ministère envisage de mobiliser autant de ressources humaines et financières que possible pour prendre une part beaucoup plus active aux activités de l'UPU à partir des années 90.

Dans ce contexte, le Gouvernement de la République de Corée a invité l'UPU à tenir son XXI^e Congrès à Séoul en Corée en 1994 et demande à devenir membre du Conseil exécutif à l'occasion de ce XX^e Congrès. Je me fie à l'appui favorable des délégués et je me réjouis de vous revoir tous à Séoul en Corée. Je souhaite un plein succès à ce XX^e Congrès.

(Applaudissements.)

Le SAMOA OCCIDENTAL: Je tiens à vous remercier, Monsieur le Président, de m'avoir permis de m'adresser à cette auguste assemblée en tant que représentant du Gouvernement du Samoa occidental. C'est en vérité un honneur pour mon pays que de participer à ce XX^e Congrès de l'Union postale universelle.

Si je vous ai demandé, Monsieur le Président, de prendre ce matin la parole, c'est qu'il y a une raison. Nous avons en effet appris au cours des délibérations et des discours de ces derniers jours que l'Union postale universelle compte 170 Pays-membres. Or, c'est pour moi un honneur que de faire savoir aux autres délégués et pays participants que l'Etat indépendant du Samoa occidental est précisément le 170e admis à l'UPU. Oui, ce privilège nous est en effet échu en août 1989, il y a juste trois mois.

Nous avons cependant déjà eu de nombreux contacts avec l'UPU ces dernières années et bénéficié d'une aide sous la forme de missions de consultants et d'octroi de bourses d'assistance technique pour la participation à des cours dispensés à l'Ecole postale de Bangkok (Thaïlande). En outre, l'UPU nous a fait don de matériels.

Le Samoa occidental est un petit pays comptant 160 000 habitants et s'étendant sur une superficie de 1 100 000 miles carrés. Nous sommes situés dans le Pacifique Sud, à 4 heures de vol de la Nouvelle-Zélande et à 5 heures de vol de Honolulu, Hawaï.

Il est à noter que nous avons été, en tout état de cause, le premier pays du Pacifique Sud à obtenir son indépendance, cela le 1er janvier 1962.

Certains membres de votre Conseil exécutif, comme cela a été le cas pour le Doyen du Congrès, M. K.R. Murthy, nous ont fait l'honneur de visiter notre pays. Ils pourront vous dire que nous continuons à faire le tri à la main, qu'une partie du courrier continue d'être distribuée par pirogues et que nous traitons plus de 2 millions d'envois par an.

Bien que membre récent de cette organisation mondiale, nous avons cependant le sentiment de ne pas être tenus à l'écart dans ce monde de la technologie moderne, ni des progrès réalisés dans la structure postale de tout le globe.

Nous saluons, de la part de notre Gouvernement, tous les Pays-membres et nous les invitons chaleureusement à venir nous rendre visite dans notre pays, petit, certes, mais beau.

Je voudrais plus particulièrement remercier le Service postal des Etats-Unis d'Amérique, hôte du XXe Congrès qui se déroule dans cette ville historique qu'est Washington. Le discours inaugural du Président G. Bush au J.F. Kennedy Center et le merveilleux dîner en musique au Musée national du bâtiment ont été au plus haut point appréciés de tous.

Nous le savons, tous les participants au XXe Congrès de l'UPU tenu à Washington, D.C., garderont jusqu'à la fin de leur vie le souvenir de leur séjour ici. De surcroît, nous voudrions vous remercier de votre hospitalité au nom de tous les membres.

Merci encore, Monsieur le Président, de m'avoir permis d'adresser ces quelques mots et de dire aussi combien nous apprécions le fait d'avoir été le 170e pays à être admis comme membre de l'Union postale universelle.

(Applaudissements.)

Le BOTSWANA: Je tiens à vous féliciter, Monsieur le Président, d'avoir été choisi à l'unanimité, comme vos Vice-Présidents, pour diriger les débats de ce Congrès. Je tiens aussi, au nom du Gouvernement et du peuple du Botswana, à adresser mes chaleureuses salutations à tous les participants au XXe Congrès de l'Union postale universelle. Je voudrais en particulier exprimer mes remerciements au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique pour la très cordiale hospitalité qu'il nous réserve depuis notre arrivée dans cette belle ville de Washington.

Il conviendrait à mon sens d'exprimer par votre intermédiaire, Monsieur le Président, notre gratitude au Président Bush pour le message si inspiré qu'il nous a adressé à la séance d'ouverture.

L'année 1989 marque le cent quinzième anniversaire de l'Union postale universelle qui, depuis sa fondation, s'est efforcée de rapprocher les peuples en améliorant leurs réseaux de communication postale.

Au fil de ces années, des conflits ont éclaté entre les pays, mais ceux-ci n'ont jamais entravé les liaisons établies par la coopération internationale entre les services postaux. A cet égard, la poste a été un élément important dans la promotion de la paix et de l'harmonie sur cette planète.

Il est également encourageant de constater que les règlements et les accords, mis au point et appliqués grâce à la coopération et à l'harmonie internationale en vue du fonctionnement sans heurts de la poste, ont été consciencieusement observés par tous les Etats membres quelles que soient les divergences politiques qui surgissent de temps à autre en divers points de notre communauté postale.

La République du Botswana est un pays enclavé – situé dans une région agitée, celle de l'Afrique australe – peu peuplé puisqu'il ne compte qu'un million deux cents mille habitants. Son territoire s'étend sur une vaste superficie mais une grande partie est occupée par le désert du Kalahari; sa faible population est dispersée sur l'ensemble du pays, là où agriculture et élevage sont possibles. C'est cette population clairsemée que la poste doit desservir, et bien desservir.

Au cours des vingt-trois ans qui se sont écoulés depuis notre indépendance, nous nous sommes efforcés de développer notre infrastructure primaire dans les régions habitées et de la porter à un niveau acceptable. Toutefois, si l'on compare notre réseau et notre service postal au niveau technologique atteint par les pays développés, il nous reste encore beaucoup à faire. Nous avons pu fournir les services postaux minimaux à la plupart de nos concitoyens; pourtant, il existe encore au Botswana certains lieux éloignés dont les habitants ne peuvent absolument pas recourir à la poste, essentiellement en raison de conditions géographiques difficiles. Une des principales tâches de mon Gouvernement consiste à assurer la desserte, conforme aux normes internationales, de l'ensemble du territoire national. Pour cela, notre pays s'est efforcé et s'efforcera toujours d'œuvrer avec les membres de l'Union postale universelle en faveur du renforcement des services postaux.

Mon Administration a suivi de près l'évolution récente enregistrée dans le domaine de la poste internationale et nous sommes impressionnés par les résultats des vigoureux efforts du Bureau international, grâce aux contributions positives apportées par divers groupes d'études techniques, en particulier pour lutter contre la concurrence agressive et nocive des compagnies de messageries qui font peser une menace sur un secteur rentable du marché postal. Par ailleurs,

je suis heureux de vous informer que dans mon Administration l'institution du courrier accéléré recommandée par l'UPU en est désormais à un stade avancé.

Monsieur le Président, avant que, au cours d'une réunion tenue au Kenya en novembre 1988, la Conférence des Ministres des postes des pays africains au sud du Sahara n'ait recommandé une réorganisation des services postaux, mon Gouvernement avait déjà pris les mesures nécessaires pour que notre Administration postale soit transformée en un organisme commercial autonome. Ce changement de statut s'est effectué dernièrement. La nouvelle organisation s'efforcera, cela est certain, d'améliorer la qualité du service de façon à répondre aux besoins de notre pays en matière sociale et commerciale.

Je tiens à déclarer combien nous apprécions toute l'assistance qui a été apportée aux pays les moins développés comme le mien pour nous aider à améliorer en permanence la qualité de notre service.

Je suis particulièrement heureux de signaler les précieuses contributions fournies par diverses Administrations postales sous la forme de missions d'experts et de préciser que tous ces efforts ont été très bénéfiques pour notre Administration postale. Je voudrais remercier à ce sujet toutes les Administrations qui nous ont prêté assistance.

Enfin, Monsieur le Président, je vous adresse nos meilleurs vœux et je souhaite que cet important événement de l'histoire de l'Union postale universelle soit une réussite.

(Applaudissements.)

La BOLIVIE: Au nom de mon pays et de la délégation qui m'accompagne, je voudrais vous féliciter de votre élection à la présidence de ce Congrès très important. Je voudrais également vous remercier très sincèrement de la chaleureuse hospitalité de l'Administration postale des Etats-Unis d'Amérique.

La poste en Bolivie depuis de longues années représente un noyau de communication permanent et cela en dépit de nombreuses limitations qu'on a surmontées au fil du temps. Nous avons dû remédier notamment à l'absence de réseau routier. Jusqu'à présent, à cause de ces limitations, nous n'avons pas réussi à développer autant que nous l'aurions voulu le service postal. A l'heure actuelle, sous la direction dynamique du jeune Président de la Bolivie, M. Paz Zamora, et du grand appui du Général Bánzer Suárez, nous forgeons un développement harmonieux national dans le but très ferme d'améliorer l'infrastructure postale bolivienne par le biais d'un plan de modernisation de ses services. Nous avons reçu une aide précieuse de la part de l'UPU et cette aide se poursuivra pendant les cinq ans à venir. Je voudrais saisir cette occasion pour remercier très spécialement M. Botto de Barros, Directeur général de l'UPU, pour la grande collaboration qu'il a fournie à mon pays ces dernières années. Je vous signale que mon pays sera le siège, pendant la deuxième quinzaine du mois de janvier 1990, d'un important séminaire patronné par l'UPU pour les pays d'Amérique latine sur la détection des substances stupéfiantes dans les envois postaux. Je voudrais remercier toute les autorités postales de cette noble nation américaine et je forme des vœux pour que ce Congrès soit pleinement couronné de succès.

(Applaudissements.)

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL: Je voudrais mentionner qu'en Bolivie, la loi stipule que les frais terminaux doivent être affectés au développement de la poste dans ce pays. En outre, comme l'a dit le représentant de la Bolivie, ce pays va participer, en tant que siège, à un Séminaire en collaboration avec l'UPU qui a pour objectif d'étudier les manières les plus efficaces permettant d'éviter le transport de drogues par la poste. Je félicite ce pays pour les deux mesures ainsi prises.

Le BHOUTAN: J'ai l'honneur de vous transmettre, Monsieur le Président, et par votre entremise, à tous les délégués ici rassemblés, les félicitations et les vœux de succès de Sa Majesté, le roi de mon pays. Une nouvelle ère de coopération s'est ouverte dans l'histoire postale du Bhoutan depuis l'admission de ce pays à l'UPU en 1969. En plus des avantages immédiats tirés des Actes de l'Union (Arrangements, réglementation postale internationale, etc.), nous avons bénéficié depuis lors d'une précieuse assistance, notamment dans le domaine de la formation des cadres et des missions de consultants. Il en a résulté une meilleure gestion de nos services, et nous en remercions vivement M. le Directeur général du Bureau international de l'UPU et tous ses collaborateurs, ainsi que les responsables du PNUD.

L'analyse de la situation actuelle de nos services postaux nous a permis de dégager les conclusions ci-après:

- la desserte postale des zones rurales requiert la mise en place de systèmes rapides et fiables (manutention et transport du courrier, etc.);
- les services postaux doivent parvenir à l'autofinancement et à dégager des bénéfices;
- la poste, en tant que facteur de développement, doit être intégrée dans la stratégie globale des plans de développement et bénéficier des investissements appropriés;
- il est souhaitable que le Congrès mette tout en œuvre afin d'augmenter le volume de l'assistance technique en provenance des institutions et des pays donateurs en faveur des pays en développement. Il s'agira d'une assistance multiforme (formation des cadres, fourniture d'équipements, organisation des services, etc.).

A tous les participants du présent Congrès, je transmets les espoirs de Sa Majesté et du peuple du Bhoutan qui espèrent que l'UPU continuera à encourager la fraternité humaine, la paix et la compréhension entre les nations et les peuples du monde.

(Applaudissements.)

La CÔTE D'IVOIRE (RÉP.): La délégation ivoirienne à ce XXe Congrès de l'UPU voudrait s'associer par ma voix aux délégations qui l'ont précédée pour exprimer, au nom du peuple de Côte d'Ivoire (Rép.), de son Gouvernement et de son Chef, S.E. M. Félix Houphouët Boigny, toutes ses félicitations et l'expression de sa gratitude au Gouvernement et à l'Administration postale des Etats-Unis d'Amérique pour la parfaite organisation de ce Congrès et pour toutes les marques d'attention dont elle est l'objet depuis son arrivée dans cette belle ville de Washington.

Nos sentiments de reconnaissance vont également au Doyen de notre Congrès, M. Murthy, qui, malgré sa retraite bien méritée, a bien voulu venir partager avec nous sa longue et enrichissante expérience. Qu'il en soit remercié.

Quant à vous, Monsieur le Président du Congrès, qu'il me soit tout simplement permis de vous adresser toutes nos félicitations pour votre brillante élection. Il ne fait pas de doute que votre vaste expérience des affaires postales et vos qualités intrinsèques constituent un gage certain de succès pour nos travaux.

Nous sommes réunis pour nous concerter en vue de raffermir davantage la nécessaire solidarité internationale qui doit présider à nos échanges. Permettez qu'à ce stade de nos travaux, ma délégation livre les quelques réflexions que cela lui inspire.

Le thème pour le Débat général de notre Congrès est «Pour mieux servir la clientèle – Stratégies commerciales et opérationnelles de la poste». Ce thème est en fait le complément de celui débattu au Congrès de Hamburg, à savoir les «Mutations de la poste face à l'évolution des marchés de communications». L'un et l'autre de ces thèmes nous appellent à une nécessaire adaptation et amélioration de nos prestations face à la concurrence. Dans ces conditions, la bataille que nous devons mener tous ensemble pour hisser nos services à un niveau de qualité satisfaisant n'a de chance de succès que s'il existe une parfaite solidarité internationale.

Le caractère universel de la poste nous place, comme vous le savez, dans une situation de dépendance les uns vis-à-vis des autres. En effet, les insuffisances et les contre-performances du pays de distribution ont toujours une répercussion sur le pays d'expédition, quel que soit son degré de développement. C'est pourquoi nous saluons à sa juste valeur la proposition 013 du CE visant à faire du contrôle de la qualité du service une activité permanente de l'UPU et accorder les moyens nécessaires à sa réalisation.

On le sait, la poste est une entreprise de transport et de distribution qui exige la mise en œuvre de moyens importants en ressources humaines, matérielles et financières et, dans ce vaste mouvement d'échange, on ne distingue pas les pays développés des pays en développement, les missions étant identiques: collecter, acheminer et distribuer les envois dans un meilleur délai et dans de bonnes conditions, la différence ne résidant que dans les moyens mis en œuvre. Or, en matière de moyens, notamment matériels et financiers, ce n'est un secret pour personne que la poste n'occupe pas toujours une bonne place dans la hiérarchie des priorités dans les programmes de développement, notamment dans les pays en développement.

C'est pourquoi le principe de la solidarité postale internationale nous paraît devoir constituer le fondement même de la coopération postale internationale. Ceci est encore plus vrai dans la lutte que nous menons contre la concurrence acharnée que nous livrent les coursiers privés et aussi dans l'exploitation du courrier EMS qui connaît une prodigieuse expansion depuis le Congrès de Hamburg.

Dans le cadre de la coopération technique, beaucoup a déjà été fait, mais beaucoup reste encore à faire. Il faut donc que les Administrations postales des pays développés acceptent d'aider davantage celles des pays en développement à moderniser leurs infrastructures. Cette aide peut prendre de multiples formes, il faut les imaginer et le Congrès trouvera certainement de nombreuses formules.

Le Conseil exécutif a d'ailleurs, dans ce domaine, effectué un travail remarquable. Je voudrais souligner l'extrême importance que revêt à nos yeux une présence accrue de l'UPU sur le terrain en matière d'assistance technique.

L'existence d'une représentation régionale de l'UPU à l'instar des autres institutions spécialisées de l'ONU constituerait un appui notable aux Administrations de nos pays en développement en permettant d'abord la coordination nécessaire des différents projets, mais surtout la sensibilisation des autorités nationales à l'importance du secteur postal dans l'économie.

Ces efforts de tous, et notamment de l'UPU, sont indispensables à la survie de la poste.

Nous restons persuadés que chaque pays, conscient de cette nécessaire solidarité, saura apporter sa contribution à la solution des problèmes posés et à la recherche de compromis acceptables pour tous.

Monsieur le Président, c'est confiant en cela et en vous réitérant mes félicitations pour votre élection que je souhaite plein succès à nos travaux.

(Applaudissements.)

Rapport sur
l'ensemble de
l'activité du
Conseil
consultatif des
études postales
1984-1989

Congrès – Doc 17

Le PRÉSIDENT DU CONSEIL CONSULTATIF DES ÉTUDES POSTALES: En ma qualité de Président du Conseil consultatif des études postales élu par le Congrès de Hamburg, il m'incombe l'honneur et le plaisir de vous présenter le Rapport sur l'ensemble de l'activité de cet organe durant la période 1984-1989. Mais je me bornerai à relever les aspects d'activité qui paraissent devoir être soulignés plus particulièrement.

Les renseignements donnés au chapitre premier, réservé au programme de travail pour la période considérée, permettent de se rendre compte de l'importance de ce programme aussi bien du point de vue nombre d'études qu'en ce qui concerne la diversité et l'actualité des sujets étudiés.

Le programme exécuté comprend:

- 38 études nouvelles dont 7 ont été effectuées à la demande spécifique du Congrès de Hamburg 1984;
- 3 études permanentes réactivées; et
- 19 études complémentaires rattachées à l'étude principale sur le service EMS.

Grâce aux activités inlassables de l'ensemble des Pays-membres du Conseil et de bon nombre d'autres membres de l'Union ayant participé aux études, ce programme assez chargé a été cependant mené à bonne fin et dans les délais requis.

Outre la publication des rapports d'études, les activités du CCEP ont été concrétisées par 118 décisions et 15 propositions soumises à l'actuel Congrès. La majeure partie des décisions prises visent le développement du service EMS et l'amélioration de la qualité du service.

Quant aux propositions soumises au Congrès, elles tendent notamment à l'introduction d'une réglementation nouvelle ou améliorée et de dispositions de nature à moderniser les systèmes d'exploitation en vue d'une meilleure qualité des prestations postales.

Il convient de souligner, par ailleurs, la mise au point et la publication sous une forme améliorée de la cinquième édition du Vocabulaire polyglotte du service postal international dont l'utilité pour le bon fonctionnement de la poste mondiale est indéniable.

S'agissant des méthodes et procédures appliquées pour l'exécution du programme de travail, je voudrais souligner les excellents résultats obtenus de l'organisation de colloques et des réunions de groupes de travail.

En effet, les neuf colloques et les huit réunions de groupes de travail organisés à l'occasion des quatre sessions annuelles du Conseil, avec la participation d'un grand nombre d'experts et de spécialistes, ont permis des débats très animés et un examen approfondi d'un certain nombre de sujets d'études. Ils ont permis également, et c'est très important, de prendre dans des délais raisonnables des mesures pratiques et des recommandations concrètes.

Le chapitre II du rapport évoque les relations avec le Conseil exécutif.

C'est certainement ici l'endroit idéal pour souligner l'entière et fructueuse collaboration entre les deux organes.

Conscients de leur rôle de plus en plus important et soucieux de mieux servir l'intérêt de l'Union et de l'ensemble de ses Pays-membres, les deux Conseils ont travaillé en parfaite communion de pensée, ayant constamment à l'esprit l'amélioration des services postaux et la Déclaration de Hamburg.

A propos de cette Déclaration, il importe de relever le rôle de réflexion et d'harmonisation joué par le Comité de coordination ad hoc. Au sein de ce Comité, les représentants des trois organes permanents de l'Union ont coordonné leurs activités concernant les actions découlant de la Déclaration de Hamburg et ont procédé à des échanges de vues très fructueux sur d'autres questions importantes relatives à l'amélioration de la qualité du service et du fonctionnement du service postal.

Quant à la coopération technique et dans les limites de ses compétences, le CCEP a tout mis en œuvre pour faire bénéficier au maximum les Administrations des pays en développement.

Sur les 41 études principales menées, 28 intéressaient davantage ces pays et neuf les concernaient particulièrement.

En outre, il a été largement tenu compte, dans la réalisation des études inscrites au programme de travail, des orientations de la Déclaration de Hamburg et de la dimension de l'assistance technique.

S'agissant des relations avec les organisations internationales, celles de l'UPU avec l'UIT ont été renforcées notamment dans le domaine des nouveaux moyens de transmission électronique de messages. Outre les relations intersecrétariats et la représentation réciproque dans les réunions, une étroite collaboration s'est instaurée entre le CCEP et son homologue, le CCITT, et s'est concrétisée par la création en 1984 du Comité de contact CCITT/CCEP.

La collaboration avec l'ISO a été également renforcée pour se manifester non seulement au niveau du Comité de contact ISO/UPU créé depuis 1960, mais aussi au sein des Comités et Sous-Comités techniques de l'ISO aux travaux desquels l'UPU est représentée.

Poursuivant cette ouverture sur l'extérieur, le CCEP s'est intéressé aux relations avec les clients de la poste et plus précisément aux organisations internationales représentant la presse, l'édition et la librairie. C'est ainsi que les représentants de trois de ces organisations ont été invités à participer aux travaux du colloque sur la presse et le trafic postal, organisé au siège de l'Union en 1987.

Pour les besoins de la poursuite du dialogue et la recherche de solutions aux problèmes d'exploitation, de développement du trafic et de la lutte contre la concurrence, un Comité de contact Editeurs/UPU fut créé en 1988.

Le chapitre VI du rapport est consacré à l'organisation et au fonctionnement du CCEP.

Le Conseil issu du Congrès de Hamburg a suscité en 1987 une réflexion d'ensemble à ce sujet. Un certain nombre de conclusions ont été tirées de cette réflexion donnant lieu à des propositions de modifications en ce qui concerne notamment la conception et l'exécution du programme et l'amélioration des méthodes et procédures de travail.

En relevant ces quelques points du rapport sur l'activité du CCEP durant la période quinquennale qui vient de s'écouler, j'ai simplement voulu vous donner une idée de la somme des efforts consentis par le Conseil sortant pour se montrer utile, efficace et dynamique, et bien servir les intérêts de l'ensemble des Pays-membres de l'Union et proposer des orientations à l'action future compte tenu des réalités nouvelles et des préoccupations fondamentales des Administrations postales.

A cet égard, je tiens à remercier tous ceux qui se sont dévoués dans l'accomplissement des tâches confiées au Conseil: Vice-Président, Présidents de Commission, rapporteurs et animateurs d'études et membres de groupes de travail. Mes remerciements s'adressent aussi à tous les pays qui, sans être membres du CCEP, ont bien voulu apporter leur contribution aux études.

Je voudrais également souligner, encore une fois, les excellents rapports entre les trois organes de l'Union – CE, CCEP et Bureau international – et remercier MM. Koller, Président du CE, et Botto de Barros, Directeur général du Bureau international, dont j'ai pu apprécier, à leur juste valeur, la compétence et le dévouement à la cause du CCEP et de l'Union.

Le YÉMEN (RÉP. ARABE): Je rends hommage au CCEP et je félicite le Président et le Vice-Président ainsi que les membres de cet organe pour l'accomplissement des tâches que leur avait confiées le Congrès de Hamburg. Les excellentes propositions soumises par le CCEP méritent une attention particulière ici au sein de ce Congrès. Le résultat des études de cet organe peut être exploité pour rationaliser les services postaux surtout dans les pays en développement.

La CHINE (RÉP. POP.): La délégation chinoise apprécie le rapport du CCEP avec beaucoup de satisfaction. C'est en s'inspirant des études du CCEP que notre Administration a réussi à mettre en œuvre des services nouveaux, notamment le système informatisé pour le règlement des comptes postaux internationaux et le traitement des dépêches-avion (bordereaux AV 7) par ordinateur.

C'est aussi grâce aux études du CCEP que nous avons pris connaissance du rôle important joué par le système de code à barres dans l'automatisation du traitement et du repérage des envois enregistrés. Notre Administration envisage actuellement l'introduction du système de code à barres dans les régimes interne et international.

Notre Administration a pris part de façon active aux travaux du présent CCEP, en assumant la présidence d'une Commission.

L'URSS: Etant donné que l'expérience des Administrations dans les domaines postaux est très diversifiée, les différentes caractéristiques des relations postales sont examinées dans le cadre classique des études postales. A côté de ces études classiques, on pourrait rassembler les spécialistes qui aborderaient les perspectives du développement des relations postales; on pourrait aussi recourir aux journaux, aux échanges de spécialistes, pour certains travaux de premier plan. Notre potentiel commun est énorme, mais il est dispersé dans les différents pays; la tâche de notre organisation est de réunir tous ces potentiels. Il faudrait créer une banque de données à la portée de toutes les Administrations postales membres de l'UPU.

La JORDANIE: Le CCEP a fait un travail considérable pendant la période quinquennale 1984-1989 et je félicite les deux Présidents successifs de cet organe, MM. Balma et Houissa. Parmi les 60 études effectuées pendant cette période, 32 ont été menées par des groupes de travail (rapporteurs). Parmi ces dernières, seules neuf ont été conduites par des pays en développement. Il serait souhaitable que la participation des pays en développement aux travaux du CCEP augmente. Une étude devrait être effectuée par le CCEP avec la collaboration du Bureau international pour évaluer le profit tiré par les Administrations postales des études postales.

LAO (RÉP. DÉM. POP.): Notre délégation félicite le Président du Conseil consultatif des études postales pour son excellent rapport.

Le XXe Congrès de l'UPU a lieu à un moment où le monde connaît des changements rapides et profonds caractérisés par l'intensification de la lutte pour la liberté, la démocratie et le progrès, ainsi que dans le domaine des relations internationales par le rapprochement entre les peuples. Les progrès scientifiques et techniques, facteurs importants et décisifs du développement économique du monde, ont exigé que les nations et les peuples vivent de plus en plus interdépendants et coopèrent dans la paix, d'où l'importance et le caractère actuel du système postal international, expression d'une coopération internationale par excellence. Grâce au progrès technique, le traitement du courrier est une affaire de quelques heures et son acheminement d'un point déterminé à un autre du globe est une affaire de quelques jours. Néanmoins, le système postal universel laisse encore beaucoup à désirer. La disparité entre le niveau de développement du réseau dans les pays avancés et le retard considérable du service postal dans les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés d'entre eux, restent immenses. Il y a, par exemple, une administration centrale des postes et des bureaux de poste dans les centres urbains mais il n'existe presque rien dans la zone rurale des pays les moins avancés. Il y a un

fossé de plus en plus grand entre le service postal des pays développés et celui des pays les plus démunis. Cet état de défaillance chronique s'est aggravé ces dernières années par les problèmes d'ordre économique et financier les plus critiques, à savoir la dette des pays en développement qui s'élève à plus de mille milliards de dollars des Etats-Unis. C'est la pauvreté de la majorité des Pays-membres qui est l'obstacle principal au bon fonctionnement et à l'amélioration de la qualité du service postal mondial. Dès lors, si l'on veut améliorer le service postal international, une attention accrue doit être aussi portée sur les besoins réels et nécessaires des pays pauvres. La coopération ainsi que l'assistance technique et économique des Pays-membres plus développés en faveur des pays les plus défavorisés doivent être renforcées. Le rôle de l'UPU, et notamment celui de ses organes permanents, doit être renforcé pour servir de catalyseur et de promoteur.

Dans les pays les moins avancés, où la majorité des gens savent à peine lire et écrire, il ne s'agit pas seulement d'étude ou de connaissance du marché, il s'agit avant tout de satisfaire les besoins élémentaires de développement ou au moins de vie communautaire décente des peuples, dont le service postal fait partie intégrante.

La GRANDE-BRETAGNE: L'excellent rapport du CCEP apporte la preuve que cet organe est devenu de plus en plus dynamique au cours des cinq dernières années sous la conduite très compétente de M. Balma, puis de M. Houissa, de la Tunisie. Il est très important que ce dynamisme se développe encore au cours des cinq prochaines années et le projet de programme de travail constitue un point de départ excellent. Dans ce sens, il nous faut utiliser des techniques plus diverses, par exemple, davantage de colloques réunissant des experts, réduire encore la bureaucratie et les méthodes de travail restrictives, telles que la préoccupation excessive de nos règlements intérieurs, les rapports répétés, etc. Nous veillerons à ce que l'on procède de façon efficace. Dès lors, comme la Jordanie, je pense qu'il faut nous assurer de faire un travail utile pour un nombre maximal d'Administrations, en particulier lorsqu'il s'agit d'Administrations des pays en développement.

L'ARABIE SAOUDITE: Nous sommes fiers des efforts déployés par le Président du CCEP, le Vice-Président et tous leurs collègues. Les études du CCEP aideront toutes les Administrations à améliorer les activités postales. Nous voudrions par conséquent exprimer tous nos remerciements aux membres du CCEP et à son Président en la personne de M. Balma, puis de M. Houissa, ainsi qu'à tous les Présidents et membres des Commissions pour les efforts louables qu'ils ont déployés au cours des cinq dernières années.

Nous appuyons l'idée de la Jordanie pour que les pays en développement puissent bénéficier d'une plus grande occasion de participer aux travaux du CCEP.

CUBA: En tant que membre du CCEP au cours de cette période, nous avons contribué, dans la mesure de nos possibilités, au développement des travaux du CCEP et accordé une importance considérable à cet important organe. Nous partageons pleinement les opinions exprimées par le représentant de la Jordanie sur la nécessité de renforcer la participation des pays en développement aux travaux de cet important organe.

Lorsque le moment viendra d'aborder la proposition 020 qui constitue le programme de travail du CCEP, nous devrions tenir compte de la nécessité de faire des études dans l'intérêt des pays en développement afin, non seulement

d'assurer un équilibre dans les travaux de cet organe, mais aussi de combler le fossé qui existe dans le niveau de développement entre les diverses Administrations membres de l'UPU.

L'IRAN (RÉP. ISLAMIQUE): Nous appuyons pleinement l'idée d'une plus grande participation des pays en développement aux études à effectuer par le CCEP. En outre, nous suggérons la création d'une Commission permanente portant le nom de «Commission de marketing» et chargée de faire des études portant sur ces questions et par conséquent d'aider ces pays dans leurs activités de marketing.

Le PRÉSIDENT exprime toute sa gratitude à M. Houissa et à son prédécesseur, M. Balma, d'avoir dirigé les travaux du CCEP qui a mené à terme 41 études au cours d'une période de cinq ans.

Le Congrès – Doc 17 est adopté.

Communication

Le PRÉSIDENT: Nous sommes ravis de pouvoir montrer au Congrès le programme de télévision sur une conférence de presse qui aura lieu au Service postal américain à 12 h 30. Le Service postal américain a réussi à obtenir le droit de patronage officiel pour les Jeux olympiques d'hiver et d'été de 1992, ce qui lui confère l'exclusivité d'assurer quatre services postaux. Aujourd'hui, nous allons annoncer au monde notre patronage et nous sommes heureux d'inclure, en tant que copatron de cette initiative, 22 Administrations postales présentes parmi nous aujourd'hui. Trois institutions postales, y compris l'UPU, nos partenaires postaux, ainsi que des célébrités du Comité olympique, participeront à cette conférence de presse. C'est un début intéressant pour ce grand programme et c'est une preuve supplémentaire de la capacité qu'ont les Administrations postales d'agir de façon dynamique dans un environnement aussi compétitif que celui d'aujourd'hui. Pour les Pays-membres qui n'ont pas encore eu l'occasion de le voir, cela vous donnera une excellente idée qui vous permettra de déterminer si vous souhaitez ou non être inclus en tant que coparrain de ce parrainage olympique.

La séance est levée à 12 h 30.

Au nom du Congrès:	Le Président,	Le Secrétaire général,
	EDWARD E. HORGAN, Jr.	A.C. BOTTO DE BARROS
	Le Secrétaire,	
	L.-P. DUCOMMUN	

Cinquième séance du Congrès

Mercredi 15 novembre 1989

Présidence de M. EDWARD E. HORGAN, Jr., Président

La séance est ouverte à 15 h 15.

Communications

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL: Au sujet du patronage des Jeux olympiques, je viens de participer à une réunion très intéressante de commercialisation prouvant que les services mondiaux du courrier commencent à organiser leur propre marketing. Je suis heureux de vous informer que l'UPU a été invitée de façon toute particulière à participer à cet important événement, sans incidence financière pour le budget de l'Union. Il est souhaitable que nous y participions tous et qu'une formule de soutien, preuve de notre solidarité, soit trouvée pour aider les pays en développement à y prendre part, souci que partagent l'Administration postale américaine et l'UPU. Il convient de saisir cette belle occasion des Jeux olympiques pour initier une forme de commercialisation de nos produits, correspondances, timbres-poste et autres. Au nom de vous tous, je remercie l'Administration postale américaine pour cette heureuse initiative et la remercie d'y avoir associé l'UPU.

Le PRÉSIDENT: Je remercie le Secrétaire général de sa contribution et de son appui. J'ai été très ému par les images vidéo directement reçues de cette conférence de presse. Je souhaite que ces Jeux olympiques sensibilisent et mobilisent le maximum de monde et soient une occasion d'entraide et de solidarité entre nous, afin de nous permettre de développer les services postaux, raison de notre présence à Washington ces cinq semaines durant.

Par ailleurs, j'attire votre attention sur le programme du samedi 25 novembre intitulé «Soyez nos invités», programme visant à vous accueillir dans nos foyers pour connaître nos familles, partager nos repas et découvrir notre manière de vivre. Le personnel de notre Administration est composé de gens venant de divers pays du monde et certains de nos agents ont également voyagé dans plusieurs pays. Les uns et les autres souhaitent avoir comme invités des ressortissants de leur pays d'origine et de souvenir. Je vous conseille de répondre massivement à cette invitation en remplissant la fiche y relative sans tarder.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL: C'est une magnifique idée et, dans les annales des Congrès, à ma connaissance, c'est la première fois qu'on organise une telle action. Je demande à tous les délégués d'apporter leur appui à cette originale invitation. Comme je l'ai souvent dit, l'UPU commence à s'ouvrir au monde et nous voyons apparaître une ère nouvelle; chaque fois que cela est possible, nous

devons apporter notre appui aux innovations du genre. Cette invitation de nos collègues américains nous donnera l'occasion de dialoguer directement sans le concours de nos interprètes dont j'apprécie par ailleurs les prestations.

Le MAROC: Je tiens à m'acquitter d'un agréable devoir et à vous adresser, Monsieur le Président, mes chaleureuses félicitations, ainsi qu'aux Vice-Présidents, qui sont d'éminents collègues très attachés à l'Union et dont je connais la plupart. Je voudrais également dire que nous avons été très sensibles aux dispositions prises pour la réussite de ce Congrès. M. le Secrétaire général vient de rappeler que c'est la première fois qu'il y a des invitations dans les foyers des postiers; je pense que c'est quelque chose à souligner.

Le XXe Congrès se tient alors que la poste à travers le monde est en train de négocier l'un des tournants les plus décisifs de sa très longue histoire. S'il est indéniable que la poste, en tant qu'institution au service du bien-être de l'homme et du rapprochement des pays, tient une place irremplaçable dans la vie de l'humanité, il est également incontestable que nous autres, dans les pays en développement, nous sommes encore plus sensibles au rôle de la poste. La lettre, le mandat, le livret d'épargne demeurent encore pour une grande majorité de la population les seuls éléments de leur intégration dans les circuits économiques et les seuls moyens de communication accessibles.

C'est pourquoi, lorsque notre Union – l'Union postale universelle – se saisit d'un dossier aussi important que celui de la concurrence, nous ne pouvons qu'être attentifs et intéressés. En effet, malgré le développement modeste de nos moyens de communication en général, et de la poste en particulier, nous n'échappons pas à la vague déferlante des coursiers privés qui lorgnent vers nos capitales et villes importantes dans le but d'écrémer un trafic concentré et rentable.

C'est dire que pour nous autres, plus que le combat pour le maintien d'un marché, c'est le combat pour la survie d'un service public de base indispensable à nos nombreuses populations rurales que nous menons.

Le Maroc n'échappe pas à la règle et subit les assauts répétés des entreprises privées de transport de courrier. Nous avons riposté par les moyens classiques du monopole, des contrôles douaniers, des procès juridiques. Mais devant la détermination de la concurrence, nous avons décidé de répondre par les seuls arguments qui nous semblent porter, à savoir l'amélioration de la qualité de service et la diversification des prestations.

C'est ainsi que mon pays, le Maroc, mène sous la conduite éclairée de son Roi – Sa Majesté Hassan II – et dans le cadre de sa politique de progrès, de bien-être et d'ouverture, un programme de développement et de modernisation de la poste marocaine.

Le secteur des postes et télécommunications bénéficie depuis 1984 déjà de la personnalité morale et de l'autonomie financière, ce qui témoigne à notre sens de l'importance du rôle de la poste comme moyen de communication à la disposition de chacun et de tous.

Le nouveau statut juridique ainsi conféré à la poste lui apporte la souplesse de gestion nécessaire pour faire face aux multiples défis qui lui sont lancés.

Cette nouvelle organisation a permis à la poste de réaménager ses tarifs et de bénéficier de ressources supplémentaires, de se doter de moyens de transport propres sur les grands axes, d'ouvrir au public de nouvelles prestations,

d'équiper et de moderniser ses bureaux, d'étendre la distribution et d'automatiser un certain nombre de tâches, qu'elles soient postales ou financières.

Le plan de développement arrêté pour la période 1988-1992 prévoit à côté de l'extension du réseau postal un certain nombre de mesures d'accompagnement qui ont toutes comme dénominateur commun l'amélioration de la qualité de service offerte à nos clients et je souligne le vocable client, car ceux qui paient exigent de nous qualité, célérité, diversité et régularité. Et cette exigence devient de plus en plus légitime d'autant plus qu'ils ont la possibilité de trouver ce qu'ils cherchent auprès de la concurrence.

Le même plan de développement accorde une place de choix à la desserte du monde rural puisque les deux tiers des investissements lui sont consacrés.

Nous n'estimons pas avoir atteint tous les objectifs et avoir écarté la menace, mais nous croyons fort que c'est la voie dans laquelle il faut poursuivre et nous attendons de trouver ici même, dans le débat qui sera engagé, de quoi enrichir et conforter notre expérience.

A la préparation de ce Débat général, mon pays a apporté sa contribution et a donc eu l'occasion de faire part de son point de vue à ce sujet. Le vœu que je formule est que ce débat débouche sur des mesures susceptibles de mieux préparer la poste au nouvel environnement qui est le sien.

Pour sa part, le Maroc continuera à apporter son soutien à l'Union postale universelle pour une poste plus dynamique, plus entreprenante, mais toujours universelle.

Le Maroc a toujours contribué aux travaux de l'UPU, convaincu qu'il est du rôle de cette Union dans le développement de la coopération internationale.

Le Maroc a en effet été rapporteur de l'étude sur l'avenir des services postaux, étude qui a eu l'avantage de faire le diagnostic de la poste et d'indiquer les grandes lignes des médications possibles. A ce propos, il est réconfortant de constater qu'un certain nombre de conclusions de cette étude ont déjà reçu une traduction effective sur le terrain.

De même, au lendemain du Congrès de Hamburg, le Maroc a eu en charge la présidence de la Commission 6 du CCEP qui s'est occupée des problèmes de gestion des Administrations postales. Il continuera à apporter sa contribution chaque fois que cela est nécessaire.

Je terminerai en souhaitant plein succès au XXe Congrès de l'UPU et en renouvelant mes sincères félicitations à vous-même, Monsieur le Président, et à tous ceux qui ont contribué de près ou de loin au succès de cette importante réunion.

(Applaudissements.)

La NOUVELLE-ZÉLANDE: C'est un grand honneur que de pouvoir participer à ce XXe Congrès de l'Union postale universelle.

Permettez-moi de vous féliciter, Monsieur le Président, pour votre élection et aussi les organisateurs de cette Conférence pour les dispositions qu'ils ont su prendre et aussi pour leurs attentions à l'égard de ma délégation.

A l'heure actuelle, la poste reste aussi importante que jamais. Elle se trouve néanmoins confrontée à quelques-uns des plus grands changements de son histoire. En effet, de nouvelles technologies offrent aux usagers d'autres moyens de communication et, de surcroît, les services postaux, jadis considérés comme jouissant d'un monopole naturel, sont de plus en plus concurrencés.

Si la poste veut conserver sa place dans le nouveau marché des communications, il lui faudra de plus en plus s'adapter, faire preuve d'un esprit novateur et répondre aux besoins de la clientèle.

Les récentes modifications apportées au statut et à la réglementation de la poste néo-zélandaise reflètent cette évolution. Permettez-moi d'esquisser brièvement dans un cadre plus large les éléments clés de la politique à la base de cette évolution.

Tout d'abord, il a été créé un nouvel environnement et un nouveau mode d'exploitation pour toutes les entreprises appartenant à l'Etat. Celles-ci (y compris la poste néo-zélandaise) sont établies selon des principes strictement commerciaux et sur un pied d'égalité en matière de compétitivité.

En deuxième lieu, ces mêmes entreprises sont désormais, dans toute la mesure possible, ouvertes à la concurrence. En ce qui concerne la poste de notre pays, le Gouvernement a entrepris l'an passé un examen approfondi du monopole dont jouissait la poste aux lettres, afin de déterminer s'il pouvait, lui aussi, être concurrencé. Le Gouvernement a en fin de compte décidé que la poste aux lettres et les services de base devaient être maintenus afin que les objectifs sociaux de la poste continuent d'être atteints, comme cela est par exemple le cas d'un tarif unique et universel. Toutefois, la portée de cette protection a été sensiblement réduite.

En troisième lieu, par l'application d'un tarif compensateur universel, en échange du maintien de cette protection légale, le Gouvernement a cherché à obtenir de la poste néo-zélandaise qu'elle s'engage à atteindre des objectifs d'ordre social définis. Les engagements ainsi pris sont énoncés dans un acte d'accord liant les deux parties, à savoir: l'Etat et notre organisme des postes.

Ces modifications marquent une nouvelle orientation dans la fourniture de prestations postales en Nouvelle-Zélande. Je voudrais exposer plus en détail chacun de ces points.

La politique du Gouvernement a essentiellement porté sur:

- la limitation de l'intervention de l'Etat dans l'activité commerciale;
- l'établissement d'un cadre réglementaire facilitant une concurrence libre et loyale dans l'intérêt du consommateur;
- une séparation entre les fonctions de politique générale réglementaires et commerciales, de façon à fixer aux responsables d'entreprises commerciales des objectifs clairs et non contradictoires.

La loi de 1987 sur les entreprises qui sont la propriété de l'Etat a été l'instrument permettant d'atteindre ces buts. Elle prévoyait une restructuration majeure du service public libérant les responsables de la nécessité d'établir un équilibre entre les objectifs à caractère social et les objectifs à caractère commercial qui s'opposaient, ce qui trop souvent se traduisait par une inefficacité et un faible rendement. A la suite de cette restructuration, la poste néo-zélandaise, ainsi

qu'un certain nombre d'autres entreprises à vocation commerciale, fonctionnent désormais comme une société entièrement commerciale. Désormais, la prise de décisions commerciales courantes relève des dirigeants de l'Office et non plus du Gouvernement.

L'Office n'a plus à arrêter la politique et à établir la réglementation, comme cela était auparavant le cas de l'Administration postale de Nouvelle-Zélande. Ces attributions sont désormais confiées au Ministère du commerce. Le poste de Postmaster General a été supprimé et ses fonctions font dorénavant partie des attributions du Ministre du commerce.

La liberté nouvelle dont bénéficie les dirigeants d'entreprises commerciales de l'Etat en matière de commerce et d'exploitation a été accompagnée d'une situation plus concurrentielle. En fait, la poste néo-zélandaise se distingue des autres entreprises appartenant à l'Etat, en ce sens qu'elle jouit encore d'une certaine protection légale. Dans toutes les autres entreprises de ce genre, le Gouvernement a totalement fait disparaître les monopoles, permettant ainsi à la concurrence de s'exercer en toute liberté. Le monopole postal ne s'applique qu'à la transmission des lettres de type normalisé, la concurrence étant autorisée à intervenir dans toutes les autres opérations postales.

Comme je l'ai déjà dit, le Gouvernement a examiné la portée de l'apparition de la concurrence sur le marché de la poste aux lettres proprement dit. L'étude que nous avons introduite a conclu que la disparition de la protection légale du service se traduirait par des avantages financiers nets et que l'on pouvait prévoir une amélioration de la qualité et une réduction des prix, singulièrement pour le courrier «affaires».

La même étude a cependant fait ressortir qu'une telle mesure pourrait avoir des résultats négatifs du point de vue des coûts sociaux. On courrait en particulier le risque d'une diminution de la fréquence de desserte des collectivités rurales et éloignées, et d'un relèvement tarifaire dans ces mêmes zones.

Le Gouvernement a estimé que les bénéfices financiers qui résulteraient d'une ouverture du marché à la concurrence ne compenserait pas les désavantages qui en découleraient sur le plan social. D'où notre décision de conserver le monopole pour la poste aux lettres, afin de pouvoir continuer à assurer un service selon des tarifs uniformes pour tout le pays. Toutefois, il a été procédé à une nouvelle définition des frontières de ce monopole. Le Parlement est actuellement saisi d'un projet de loi visant à réduire les limites minimales de poids et de prix, au-delà desquelles d'autres organismes pourraient assurer des services de distribution du courrier. Cela sera pour la poste néo-zélandaise un stimulant qui l'incitera à améliorer encore le service et à réduire ses prix de revient dans l'intérêt du consommateur.

Afin d'empêcher qu'il y ait des subventions entre les activités ouvertes à la concurrence et celles qui jouissent d'une protection légale, l'Office devra publier, dans son rapport annuel, des comptes distincts pour ces deux types d'activités.

En échange du maintien de ce monopole, la poste néo-zélandaise a passé avec le Gouvernement un acte d'accord prévoyant:

- des distributions à des fréquences déterminées;
- un tarif uniforme valable dans tout le pays pour les envois de la poste aux lettres de type normalisé;

- la fixation d'un plafond au cas où la poste néo-zélandaise désirerait relever le tarif de base des envois de la poste aux lettres;
- le maintien du réseau postal à des niveaux déterminés.

Ces engagements sont renforcés par des dispositions contenues dans le projet de loi d'amendement des services postaux. En vertu de ce texte législatif, la poste néo-zélandaise sera tenue de publier dans son rapport annuel une série de renseignements permettant de contrôler:

- l'exécution du service;
- la bonne application des dispositions de l'acte d'accord.

Ainsi, cet acte d'accord et les dispositions législatives se complètent. Ils donnent tous deux l'assurance concrète que tous les Néo-Zélandais continueront à bénéficier de services postaux efficaces.

J'ai conscience du fait que les mesures que je viens d'esquisser risquent de paraître radicales, même dans l'environnement sans cesse changeant qui est actuellement le nôtre. Toutefois, ces décisions ont été prises après un examen attentif et elles représentent un équilibre réel et utile entre les intérêts économiques et les intérêts sociaux. J'ai la conviction que ces initiatives fourniront le cadre dans lequel la poste continuera à se développer pour répondre à l'évolution des besoins de la clientèle et pour exercer une concurrence efficace dans le marché plus vaste qui est celui des communications.

La Nouvelle-Zélande se félicite de pouvoir participer aux prochaines discussions en Congrès et d'aller plus loin dans l'exploration de ces questions avec ses collègues de l'UPU, en particulier au cours du Débat général.

(Applaudissements.)

L'IRAQ: Au nom de Dieu, le Clément et Miséricordieux, de la terre de paix et d'amour, j'apporte nos messages de paix, de fraternité et nos vœux de succès pour ce Congrès.

J'apprécie, sans flatterie, l'excellence du travail accompli par M. Botto de Barros à la tête du Bureau international et dont les éléments d'appréciation témoignent de sa performance et de sa valeur.

Comme vous le savez, mon pays concourt à tous les efforts de changements qualitatifs que nous souhaitons de tous nos vœux pour que le CE soit davantage opérationnel et plus efficace. Nous souhaitons des actions globales, objectives et multidisciplinaires, car l'échec de certaines de nos activités opérationnelles requiert, comme remède, la correspondance entre la pensée, la réflexion et l'action sur le terrain par la formation. L'UPU se doit de suivre l'évolution technologique au niveau des télécommunications afin de s'y adapter et d'améliorer la qualité des prestations postales au profit de nos usagers. Je souligne que ceci ne devrait pas demeurer un vœu pieux. Nos programmes d'action devraient être constamment révisés et adaptés aux impératifs de l'heure. Le défi de la concurrence devrait nous stimuler à consolider nos efforts pour réaliser une poste moderne.

Malgré toutes ses difficultés, mon pays épris de paix et d'amour n'a jamais manqué à l'appel qui lui a été lancé. Nous avons appliqué les résolutions des Nations Unies relatives au conflit meurtrier que nous avons connu.

Au niveau de l'UPU nous avons participé aussi activement que possible aux travaux du CE. Au plan local nous avons reconstruit la ville de Bassora. En matière d'infrastructures postales, grâce au concours du Bureau international, nous avons lancé un programme de formation qui nous permettra de rattraper le temps perdu et d'améliorer la qualité de nos prestations, tant sur le plan national qu'international.

(Applaudissements.)

La ZAMBIE: Il y a deux jours, j'avais eu l'occasion de vous exprimer, Monsieur le Président, mes sincères félicitations pour votre élection à la présidence de ce Congrès. Dans le même sens, j'avais exprimé la gratitude de ma délégation pour la chaleur de l'accueil et de l'hospitalité qui nous a été réservée. Permettez-moi, Monsieur le Président, de réitérer ces sentiments et aussi de féliciter les autres élus. Je tiens aussi à exprimer ma gratitude pour les divers messages de félicitations qui ont été adressés à ma délégation pour sa désignation à l'une des quatre vice-présidences.

Je voudrais que figure dans le procès-verbal toute l'appréciation de ma délégation pour la façon excellente et efficace dont le Directeur général du Bureau international et ses collaborateurs ont dirigé les affaires de l'Union au cours des cinq dernières années, en particulier dans le domaine de la coopération technique.

Le Congrès se réunit à une époque où le monde en général est assailli de problèmes économiques graves et variés qui ont une incidence directe sur les aspirations de ce Congrès.

Les pays en développement ont encore besoin d'une assistance pour que s'améliore l'acheminement du courrier entre pays; c'est pourquoi j'espère sincèrement que des organes comme le Conseil exécutif et le Conseil consultatif des études postales s'attaqueront d'urgence à ce problème afin de supprimer les longs retards et de réduire les frais de transport du courrier. Si je dis cela, c'est parce que les études entreprises après le Congrès de Hambourg en 1984 montrent qu'encore maintenant des semaines sinon des mois s'écoulent avant que des envois postaux échangés par avion entre certains pays limitrophes d'Afrique par exemple puissent parvenir à destination. Une telle situation ne saurait se prolonger. Par conséquent, les études précédentes devraient être poursuivies par les autorités compétentes pour trouver un moyen d'améliorer le transport et la distribution du courrier dans les zones considérées.

La coopération technique joue un rôle très important dans l'essor des services postaux du monde entier, singulièrement dans les pays en développement. Tant les pays qui la fournissent que ceux qui en bénéficient ont grand intérêt à ce que les ressources affectées à la coopération technique soient bien utilisées. Dans un certain nombre de cas, les aides techniques offertes n'ont pas été très profitables aux pays qui les ont reçues, en ce sens que les consultants envoyés dans ces mêmes pays n'ont guère eu le temps de connaître leur environnement avant que leur mission ne prenne fin. C'est en tenant compte de cet état de choses que la question d'une décentralisation effective des activités de l'UPU doit être sérieusement examinée.

Je me réfère maintenant aux activités de l'Administration postale de Zambie. A l'heure actuelle, nous comptons 400 bureaux de poste et agences postales desservant une population de 8 millions de personnes environ. Dans les zones rurales, certains usagers doivent parcourir 15 km en moyenne pour se rendre à

l'installation postale la plus proche. En raison du rôle important que les services postaux jouent dans le développement rural, la situation demande à être étudiée d'urgence si l'on veut que les services postaux, y compris ceux de la caisse d'épargne, soient régulièrement assurés à la clientèle par des bureaux de poste mobiles. En outre, le transport du courrier en milieu rural pose un problème de taille, essentiellement du fait de l'insuffisance des véhicules à moteur nécessaires pour parcourir de longues distances.

Pour améliorer l'acheminement du courrier du service intérieur, l'Administration postale de Zambie a institué un service désigné sous le nom de POSTBUS Service qui sert au transport des voyageurs et du courrier. A noter cependant que celui-ci ne fonctionne qu'entre bureaux de poste situés sur les axes principaux. Il faut encore des véhicules légers pour desservir d'autres zones. Cela est devenu nécessaire, car les transporteurs publics se sont avérés très peu fiables.

Par ailleurs, des projets sont en cours pour instituer un service analogue désigné sous le nom de POSTBOAT Service qui, lui, assurera le transport des voyageurs et du courrier par les voies d'eau (rivières et lacs) de l'intérieur du pays.

Nous espérons en outre qu'avec l'assistance et la coopération des autorités postales finlandaises nous pourrions instituer dans un proche avenir le service financier désigné sous le nom de Post Giro (chèques postaux).

Nous avons constaté depuis le dernier Congrès de l'UPU l'extraordinaire développement de la concurrence exercée par les coursiers du secteur privé. Ce phénomène fait peser une grave menace sur toutes les Administrations, aussi bien les petites que les grandes, et c'est pourquoi nous devrions tous adopter, sous les auspices de l'UPU, une méthode uniforme pour lutter contre nos rivaux. Malgré le défi lancé par nos concurrents, nous restons optimistes quant à l'avenir de la poste. Ce qu'il faut, c'est que l'Union continue à consolider les mesures prises à l'échelon du globe pour renforcer les liens postaux et moderniser l'exploitation postale dans le monde entier.

Cela dit, je voudrais, Monsieur le Président, Messieurs les délégués, vous souhaiter d'utiles et fructueuses délibérations.

(Applaudissements.)

Le CONGO (RÉP. POP.): C'est un grand honneur pour moi de transmettre au XXe Congrès de l'Union postale universelle le message de Maître Aimé Emmanuel Yoka, Ministre des postes et télécommunications de la République populaire du Congo.

Permettez-moi de m'associer aux chaleureuses félicitations qui vous ont été adressées, à vous Monsieur le Président et aux Vice-Présidents. Il n'y a pas de doute que votre compétence nous permettra de faire de notre Congrès un succès pour le bien de la poste mondiale. Je voudrais également exprimer la gratitude de la délégation congolaise au Gouvernement et au peuple des Etats-Unis d'Amérique pour avoir bien voulu organiser le XXe Congrès postal universel dans cette belle ville de Washington.

Le XXe Congrès de l'UPU nous rappelle le rôle primordial que joue la poste dans le développement économique et social de nos pays, en tant que moyen de communications et d'échanges.

Aussi, l'initiative qui a été prise d'organiser une nouvelle fois un Débat général au Congrès est-elle chaleureusement saluée par mon pays. Le thème qui a été retenu pour celui-ci et qui s'intitule «Pour mieux servir la clientèle» interpelle la poste du monde entier. Ce débat devra donc nous aider à mettre sur pied des stratégies commerciales et opérationnelles qui conduiront certainement la poste à mieux se placer sur ce marché de la communication, où la concurrence est plus vive que jamais.

Au cours des travaux de ce Congrès, vous allez vous pencher sur des questions importantes, relatives notamment à l'amélioration de la qualité de service, aux frais terminaux et aux frais de transit, à la présence accrue de l'Union sur le terrain et à la promotion des produits nouveaux.

La question des frais terminaux et des frais de transit fait appel à la solidarité qui doit exister entre les Pays-membres de l'UPU, pour que l'intérêt de chacun soit reconnu et préservé. Le principe conducteur dans vos discussions sur cette question devrait être celui de l'unicité du territoire postal dans le monde. C'est en effet grâce à ce principe que des maux tels que le repostage et la poussée des coursiers privés peuvent être combattus.

Dans le domaine de l'assistance technique, l'UPU devrait viser à être plus opérationnelle qu'auparavant. Une présence plus effective sur le terrain est souhaitable et la République populaire du Congo appuie en la matière la proposition que fait le Conseil exécutif au Congrès. Il reste à souhaiter que la situation de l'Afrique soit objectivement analysée et que des moyens adéquats y soient mis en œuvre.

La création et la promotion des produits nouveaux est une question de survie pour la poste dans le monde, notamment dans les pays en développement. Pour sa part, le Congo (Rép. pop.) a mis en œuvre les dispositions de la Déclaration de Hamburg. Un service EMS a été ainsi créé le 2 avril 1987, lequel se trouve en plein essor, et le courrier électronique a été instauré le 1er juillet 1989. L'UPU devrait appuyer les efforts entrepris par les Administrations des pays en développement pour la promotion de ces produits, lesquels ont été introduits dans la plupart des pays. Une connaissance plus fine des besoins de la clientèle est nécessaire; malheureusement toutes ces Administrations n'en ont pas les moyens.

Je voudrais terminer en notant que l'environnement mondial actuel, caractérisé par des efforts incessants pour la paix, favorise une intégration plus poussée des réseaux postaux nationaux. Le programme d'action qui résultera de notre Débat général devra en faire une priorité.

(Applaudissements.)

Le ZAÏRE: En Afrique, et plus particulièrement au Zaïre, pays de l'authenticité, nous vivons avec le cœur et nous ne pouvons nous taire devant les bienfaits qui nous sont rendus. C'est pourquoi, Monsieur le Président, je m'associe aux félicitations et remerciements de mes collègues.

Le thème central du Débat général «Pour mieux servir la clientèle», ce noble objectif poursuivi par l'UPU, cadre parfaitement avec les politiques et le programme en cours de réalisation au sein des PTT zaïrois.

«Pour mieux servir la clientèle» s'entend du devoir sacré de toutes les postes du monde de respecter les normes de qualité de service fondées sur la rapidité, la régularité et la sécurité.

Ces normes, selon mon Administration, ne peuvent être respectées que dans le cadre d'une bonne organisation de la fonction postale de base, à savoir l'acheminement et la distribution des envois, l'organisation de la fonction de base elle-même devant s'appuyer sur une gestion rationnelle des ressources humaines, matérielles et financières disponibles.

Le Zaïre a toujours fait siennes ces préoccupations et cela, au plus haut niveau de l'autorité du pays. Je pense notamment au Président-Fondateur du MPR, Président de la République, le Citoyen Mobutu Sese Seko, qui, le 4 décembre 1984, déclarait dans son discours-programme, bilan et perspectives: «La poste ne devra pas apparaître comme un secteur à la traîne, avec des courriers qui connaissent des retards préjudiciables avant d'atteindre leurs lieux de destination.»

De la parole à l'action, les postes et télécommunications du Zaïre qui jouissaient depuis 1968 du statut d'entreprise publique à caractère industriel et commercial, avec une large autonomie administrative et financière, devraient être réorganisées.

Dès lors, les structures et méthodes de gestion en vigueur devraient être revues, tandis que la formation du personnel devrait être renforcée.

L'objectif visé est de redynamiser les activités postales en vue de répondre à l'attente du public et de faire face à la concurrence agressive exercée par les sociétés de messagerie et de transport.

Les insuffisances relevées par les animateurs en ce qui concerne la connaissance du marché, les stratégies commerciales et opérationnelles, les structures et systèmes de gestion ont été cernées dans le cadre de la restructuration des services, dont les postes et télécommunications de mon pays font l'objet actuellement.

Les actions de restructuration des services, de mise en place du nouveau système de gestion, de redynamisation de la fonction de base de la poste, telles que l'acheminement et la distribution, ainsi que celles du contrôle de la qualité des services et du renforcement de la formation, se déroulent depuis 1988. Elles sont menées dans le cadre des accords que mon Gouvernement a signés avec la Banque africaine de développement et le PNUD, dont l'UPU est l'agent d'exécution en ce qui concerne la poste, et vont se poursuivre jusqu'en 1991.

Dans les nouvelles structures, les activités des postes et télécommunications se dérouleront d'une manière indépendante dans trois grands secteurs opérationnels, à savoir la poste, les comptes de chèques et mandats postaux et les télécommunications.

Ceux-ci sont coiffés par le Président-Délégué général et le Conseil d'administration de l'Office national des postes et télécommunications du Zaïre.

Dans les structures des trois départements précités, la fonction commerciale tient une place de choix. Elle est élevée au rang d'une division auprès de la direction, afin d'éviter d'administrer les produits postaux et afin de soutenir leur commercialisation.

En plus de ces structures, qui répondent aux objectifs d'une entreprise à caractère industriel et commercial, mon Gouvernement va bientôt signer un contrat-programme triennal avec l'Office national des postes et télécommunications où sont définies les performances à réaliser dans trois ans.

Pour la poste, les objectifs assignés durant les trois ans sont les suivants:

- la réduction du délai moyen d'acheminement à J+3 dans les grandes agglomérations;
- la mise en service du service du courrier accéléré interne et international. A ce sujet, j'ai le plaisir de vous annoncer que, dès la fin de ce mois, l'EMS-ZAÏRE fonctionnera de Kinshasa (capitale de la République du Zaïre) à Brazzaville (capitale de la République populaire du Congo). Il s'étendra très rapidement aux autres pays de la Communauté économique des pays des grands lacs, soit le Rwanda et le Burundi.

Toutes les actions entreprises jusqu'à ce jour ont pour objectif la réhabilitation des services postaux et l'amélioration de la qualité des services offerts au public. Cependant, pour assurer le développement de la poste zaïroise, un autre programme plus ambitieux et plus global est envisagé. Il nécessitera des investissements conséquents.

A mon avis, la conversion des Administrations postales en entreprises à caractère industriel et commercial, au niveau de leur système de gestion, tout en gardant leur caractère de service public, présente plus d'avantages que d'inconvénients. Cela résulte de l'expérience vécue actuellement par mon pays.

La RÉPUBLIQUE DOMINICAINE: La délégation de la République dominicaine au XXe Congrès de l'Union postale universelle tient à exprimer sa satisfaction et sa reconnaissance pour toutes les attentions dont elle a été l'objet de la part des autorités postales de Washington, depuis le moment même où elle est arrivée dans ce beau pays.

Je tiens également à vous exprimer, Monsieur le Président, mes félicitations d'avoir été choisi pour diriger cette importante assemblée, ce que vous faites avec beaucoup d'impartialité et une très grande compétence et je vous souhaite un plein succès.

J'ai été chargé par le Président de la République dominicaine, M. Joaquin Balaguer, de transmettre au Congrès un très affectueux salut. Notre Président s'intéresse à ce que nos efforts se conjuguent et soient profitables à toutes les postes du globe.

La poste dominicaine, organisme décentralisé de l'administration publique, est subventionnée par l'Etat. Comme dans tout pays en développement, elle connaît des difficultés, particulièrement en raison du manque de ressources financières. Nous avons néanmoins élaboré un programme ambitieux d'amélioration et de développement des services, non seulement en milieu urbain, mais aussi en milieu rural où, nous en avons conscience, le courrier doit parvenir dans les meilleures conditions de célérité et de sécurité.

Toutefois, cet important projet ne saurait être mené à terme sans la coopération internationale.

Il ne fait aucun doute que celle que nous avons reçue de l'Union postale universelle nous a été très précieuse, grâce aux efforts des hauts fonctionnaires du Bureau international ayant à leur tête leur Directeur général, M. Botto de Barros, dont l'action a été hautement efficace; nous tenons à le féliciter pour son remarquable rapport sur la période 1985-1989.

Il convient cependant de signaler que, face à l'essor que la concurrence a pris au cours des dernières années, il est nécessaire de nous attaquer à la gamme des prestations qu'elle assure en prenant nous-mêmes des mesures plus fermes.

La poste doit améliorer son service de distribution, organiser le tri selon les techniques modernes, développer le service EMS et assurer d'autres nouveaux services répondant aux besoins.

L'état de l'économie de notre pays ne permet même pas d'appliquer les idées et le projet que nous avons prévus. C'est pourquoi je voudrais attirer l'attention des délégués en séance plénière sur la nécessité de retenir comme élément capital la coopération technique en faveur des pays les moins favorisés, afin de développer les secteurs prioritaires.

Cette coopération technique, dont la République dominicaine, et avec elle sans aucun doute tous les pays en développement ont besoin, doit déboucher sur des résultats concrets et avoir une incidence directe et immédiate sur l'amélioration du service.

Pour cela, il faut changer, transformer les choses.

Nous apprécions à sa juste valeur le travail de tous les experts que nous avons reçus, bien que leurs efforts soient contrecarrés par le fait que les recommandations contenues dans leurs rapports ne peuvent être mises en application.

Nous voulons que la coopération technique soit à nos côtés pour mettre en place les services et installations nécessaires et qu'elle ne nous soumette pas des rapports qui, en fin de compte, restent oubliés dans nos placards.

Je regrette de ne pas pouvoir demeurer dans ce pays exemplaire pendant toute la durée du Congrès, mais les responsabilités qui m'incombent m'obligent à retourner au pays ces prochains jours. Toutefois, le délégué qui m'accompagne restera ici quelques jours encore et s'efforcera d'apporter sa contribution aux travaux.

Je vous souhaite grand succès et vous adresse mes meilleurs vœux.

(Applaudissements.)

Les ÉMIRATS ARABES UNIS, en tant que Président du Conseil exécutif de l'Union postale arabe, font la déclaration suivante:

«Suite à la communication faite hier par le Directeur général, consécutive à la lettre que nous lui avons adressée à ce sujet, nous voudrions apporter les clarifications suivantes:

L'Union postale arabe n'a pas disparu, ses fonctions ont été transférées à la Ligue des Etats arabes.

L'Union postale arabe reste donc et demeure et, cet après-midi même, les pays arabes participant au Congrès ont désigné M. Haslen Al Qudah, de la Jordanie, porte-parole et M. Mimoun Aoujil, représentant du Maroc, adjoint.»

La JORDANIE, s'exprimant au nom du Groupe postal arabe réuni au sein de l'Union postale arabe, signale que, en l'absence du Secrétariat général de l'Union postale arabe dont la gestion a été transférée à la Ligue des Etats arabes pour des raisons administratives, ses frères du Groupe arabe l'ont honorée de la charge de parler en leur nom.

Le Groupe arabe, quelles que soient les structures administratives qui organiseront son travail, restera toujours, sur le plan de l'action postale universelle, une entité unifiée qui soutient de toutes ses capacités et de toutes ses possibilités le service postal universel. Il continuera à voir dans le service postal universel un seul service et une seule entreprise. Nous aspirons non seulement à donner un rôle plus efficace au Conseil exécutif, mais aussi au Bureau international qui doit œuvrer à l'avenir, non pas comme un organe d'exécution, mais comme une administration générale d'une seule et même entreprise postale universelle.

La tenue du XXe Congrès a lieu au moment où le service postal international se trouve confronté aux plus grands et plus importants des défis qu'il ait jamais connus depuis la création de l'Union. Il s'agit de la concurrence féroce qu'il rencontre sur le marché international et de la grande perturbation au niveau des prestations offertes par les services postaux universels. Cela facilite encore la tâche des concurrents qui continuent à s'approprier les parts des Administrations postales sur le marché.

Le temps disponible étant limité, nous voulons seulement attirer l'attention sur les points suivants:

- 1° résister face à la concurrence et la combattre sur le marché, non sur le plan de la législation;
- 2° concrétiser une politique opérationnelle universelle et unifiée dans le cadre de laquelle travailleront toutes les Administrations postales;
- 3° accorder la plus grande importance aux besoins de la clientèle;
- 4° combattre le phénomène du repostage sous toutes ses formes et ne pas autoriser les sociétés privées à exploiter le réseau postal pour réaliser leurs profits illicites;
- 5° réexaminer les tarifs postaux universels en matière de taxes de base, de frais de transit, de quotes-parts de départ et d'arrivée et de frais terminaux, d'une façon rationnelle et réaliste qui soit en harmonie avec la pratique du service postal et pouvoir ainsi répondre aux besoins de la clientèle, être compétitif et assurer la part du marché revenant aux Administrations lésées;
- 6° promouvoir l'action de la coopération technique et développer les politiques, les philosophies ainsi que les méthodes concernant cette coopération, y compris le soutien à la présence de l'Union postale universelle sur le terrain;
- 7° œuvrer pour aller de pair avec les prodigieuses accélérations qui interviennent sur le marché des communications internationales et exploiter les nouvelles techniques pour développer le service postal.

Encore une fois, nous affirmons que le Groupe arabe est, avec l'ensemble des Unions restreintes, un organe régional et fort, qui est à la disposition de l'Union postale universelle pour servir la poste sur le plan universel.

Message

Le SECRÉTAIRE donne lecture du message suivant qui a été adressé au Secrétaire général du Congrès par le Ministre des transports et des communications du Gouvernement de la Gambie, M. M.C. Cham:

«Veuillez accepter mes sincères félicitations en cette occasion importante de l'inauguration du XXe Congrès de l'UPU. Le Congrès se tient à un moment crucial où la poste dans le monde entier doit faire face à des défis sérieux et à une concurrence vive où les coursiers privés représentent une grande menace pour l'avenir de la poste; il est nécessaire à la communauté postale de faire des efforts concertés pour appliquer la Déclaration de Hamburg sur l'amélioration de la rapidité de la circulation du courrier. Il y a également des questions importantes et sérieuses concernant les opérations commerciales et les stratégies de gestion qui doivent être examinées de façon prioritaire par le Congrès. Je souhaite au Congrès plein succès dans ses délibérations et ses efforts pour l'amélioration de l'efficacité du service postal dans le monde entier et en particulier dans les pays en développement.

Je voudrais également exprimer mes remerciements sincères pour la documentation précieuse et l'assistance technique fournie par l'UPU à l'Afrique en général, et à la Gambie en particulier, dans l'établissement et l'amélioration des services postaux et nous espérons que la coopération spéciale avec cette partie du monde se maintiendra et se renforcera encore dans les années à venir.

Etant donné l'importance du Congrès, je dirige personnellement la délégation de la Gambie et je me réjouis d'avoir le plaisir de vous rencontrer personnellement à l'occasion du Congrès et de pouvoir prendre part aux discussions importantes sur l'avenir de la poste. Cependant, mon arrivée à Washington a été retardée de quelques jours, à cause de circonstances imprévues.»

Rapport du
Directeur général
du Bureau
international
1985–1989

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL: A l'échéance du mandat que le Congrès de Hamburg m'a fait l'honneur de me confier pour la période 1985–1989, j'ai estimé que je devais rendre compte au Congrès des initiatives que j'ai prises pour orienter et conduire le travail du Bureau international pendant les cinq dernières années dans le cadre du programme esquissé par le Congrès précédent.

Congrès – Doc 18

Ainsi, le rapport que je vous sou mets dans le Congrès – Doc 18, intitulé «Rapport du Directeur général 1985–1989», porte sur l'ensemble de la gestion du Bureau international mais il ne constitue pas un compte rendu des activités depuis le Congrès de Hamburg. Celles-ci sont exposées en détail dans d'autres documents soumis au Congrès. Je pense en particulier aux deux rapports sur l'activité du Conseil exécutif et du Conseil consultatif des études postales, au rapport sur les finances de l'Union, au rapport sur les relations avec l'ONU et avec d'autres organisations internationales, aux différents rapports relatifs à la coopération technique et, enfin, à tous les documents consacrés aux questions spécifiques qui seront traitées soit en séances plénières soit au sein des Commissions.

Par ailleurs, chaque année, le Conseil exécutif a été saisi d'un rapport sur les activités de l'Union, lequel a été ensuite communiqué à toutes les Administrations postales de l'Union.

Je ne me propose pas de passer maintenant en revue le contenu de mon rapport mais d'en souligner quelques points et d'y ajouter quelques réflexions.

Lors de mon entrée en fonctions en 1985, j'avais exprimé mon intention de donner la priorité à des questions fondamentales, à savoir:

- la mise en œuvre des décisions adoptées par le Congrès de Hamburg visant le perfectionnement du service postal dans son ensemble, y compris la Déclaration de Hamburg, document d'une importance capitale puisqu'il comporte les principes d'un système postal moderne et efficace pour faire face aux autres moyens qui concurrencent la poste;
- l'accomplissement des tâches confiées au Bureau international par le CE et le CCEP.

Pendant les premiers mois de mon mandat, j'ai identifié d'autres domaines qui réclamaient une attention particulière et auxquels je me suis appliqué. Il s'agissait notamment d'accroître la rationalisation du fonctionnement du Bureau international, de réduire au strict minimum ses dépenses et d'améliorer au maximum les entrées de recettes.

Pour ce qui est des relations entre le Bureau international et les Pays-membres de l'Union, j'ai consacré mes efforts à les renforcer de manière à assurer la nécessaire cohésion, indispensable aux buts de l'UPU. Ainsi, le Bureau international, outre les rapports traditionnels de liaison, d'information et de consultation avec les Administrations postales, s'est appliqué à maintenir des contacts aussi fréquents que possible avec les responsables de services postaux.

Indépendamment des activités de coopération technique, le Bureau international a pris l'initiative d'organiser plusieurs autres actions à caractère technique auxquelles ont participé de nombreuses Administrations postales.

Sur le plan de la collaboration avec le Conseil exécutif et le Conseil consultatif des études postales, le Bureau international, en tant que Secrétariat de ces deux importants organes, s'est attaché en premier lieu à leur fournir un appui soutenu afin d'assurer l'efficacité des tâches qui leur étaient confiées. Par ailleurs, le Bureau international a apporté son appui technique à la réalisation de nombreuses études, parmi lesquelles je ne citerai que celles concernant la structure de l'Union, dans le but de doter celle-ci d'une organisation plus souple, répondant mieux aux exigences actuelles.

En ce qui concerne les relations de coopération entre l'UPU et les organisations internationales, je tiens à souligner que le Bureau international est pleinement conscient de l'importance d'appartenir au système des Nations Unies et à maintenir des liens de collaboration avec des organisations dont les activités présentent un intérêt pour l'UPU.

En tant qu'institution spécialisée, notre Union collabore avec de nombreux organes de l'ONU et avec les autres institutions spécialisées et apporte sa contribution à la réalisation des objectifs de l'Organisation des Nations Unies.

De par son statut vis-à-vis de l'ONU, l'UPU participe au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et, à ce titre, elle est chargée de l'exécution des projets postaux financés par ce Programme. Les relations avec le PNUD sont donc très étroites et vous en trouverez les détails dans les documents relatifs à la coopération technique.

Le Bureau international accorde, comme vous le savez, une importance tout à fait particulière à ses relations avec les Unions restreintes, partenaires privilégiés de l'UPU. La collaboration avec celles-ci s'est encore intensifiée pendant les années 1985-1989, notamment dans le domaine de la coopération technique.

Quant aux relations avec d'autres organisations internationales, gouvernementales ou non gouvernementales, je dois préciser que leur nature et leur portée varient suivant les circonstances mais qu'elles se sont toujours déroulées dans le meilleur esprit de collaboration.

Je ne vais pas m'appesantir en reprenant ici l'important sujet de la coopération technique fournie par l'UPU. Ces questions, dont j'ai repris dans mon rapport les aspects les plus marquants, font aussi l'objet de documents séparés dans lesquels sont passés en revue les détails de l'activité du Bureau international. Je tiens néanmoins à souligner que je me suis efforcé en tout moment à suivre les directives du Congrès de Hamburg, assorties d'un esprit de rigueur et en essayant d'obtenir les meilleurs résultats.

Dans le domaine de la gestion financière, ma principale préoccupation a été de maintenir une croissance zéro du budget à partir de l'année 1987, ce qui a pu s'effectuer grâce à des mesures d'austérité et d'administration judicieuse. Cependant, comme je l'ai signalé dans mon discours d'ouverture du Congrès, au fil des années notre budget a perdu beaucoup en valeur réelle, vu l'inflation et l'augmentation des tâches confiées au Bureau international, de telle sorte qu'il devient nécessaire de le ramener à un niveau réaliste, qui réponde aux besoins du Bureau international dans les conditions actuelles.

Pour ce qui est de l'administration du personnel, j'ai cru devoir mener une politique qui réponde en premier lieu aux intérêts de l'Union et qui évite dans la mesure du possible la création de postes de travail non nécessaires. Ainsi, je n'ai fait usage qu'en partie de l'autorisation accordée par le Congrès de Hamburg de recruter du personnel additionnel, ce qui a permis une économie de deux postes de la catégorie des services généraux.

La rationalisation accrue du fonctionnement du Bureau international est, comme je l'ai déjà indiqué, l'un des objectifs principaux que je me suis fixés dès le début de mon mandat. Les initiatives prises dans ce domaine ont été menées à terme grâce à la collaboration des Administrations postales des Etats-Unis d'Amérique et de la France et grâce aussi au dévouement du personnel qui a accepté les réformes et a contribué par son effort à leur application.

Les réalisations dans ce domaine ont permis d'améliorer la qualité du travail et de faire face, sans augmentation des effectifs, à des tâches nouvelles. Cependant, le processus de rationalisation devra encore se poursuivre afin que le Bureau international puisse répondre pleinement aux exigences de la gestion moderne et à l'accomplissement de sa mission dans le contexte que le changement nous impose.

La dernière partie de mon rapport présente un résumé succinct de la situation de la poste d'aujourd'hui et de ses perspectives. Dans mon analyse j'ai essayé d'être réaliste et de ne pas afficher un optimisme illusoire ni de tomber dans un pessimisme injustifié. Je crois que nous devons avoir foi dans l'avenir de la poste à condition que nous soyons prêts à construire cet avenir en prenant les initiatives qui s'imposent.

Avant de conclure, j'aimerais me référer aux relations de collaboration qui, pendant ces cinq dernières années, ont prévalu entre les trois organes permanents de l'Union, à savoir le Conseil exécutif, le Conseil consultatif des études postales et le Bureau international.

Ces liens de collaboration trouvent leur reflet notamment dans les rapports soumis aux Congrès sur l'ensemble des activités du CE et du CCEP. Ils apparaissent aussi avec force dans le rapport commun sur la mise en œuvre de la Déclaration de Hamburg, fruit d'une concertation poussée entre les trois organes qui ont conjugué leurs efforts au sein du «Comité de coordination chargé de suivre et de coordonner les travaux concernant la Déclaration de Hamburg».

Je n'hésite pas à qualifier d'excellentes et fructueuses les relations qui se sont instaurées entre le CE, le CCEP et le Bureau international grâce à la contribution enthousiaste apportée par tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, ont collaboré au déroulement de leurs travaux. Je me fais un plaisir de souligner devant le Congrès les qualités de M. Fritz Koller, Président du CE, ainsi que de MM. Mohamed Balma et Abdeljelil Houissa qui, successivement, ont présidé le CCEP. Dans une grande mesure, les succès remportés par le CE et le CCEP ont été possibles grâce au dévouement, au travail intelligent et au sens des relations humaines de ces trois personnalités. Je tiens à leur exprimer ici ma vive gratitude pour leur confiance et leur compréhension à l'égard du Bureau international.

Le PAKISTAN: Nous nous félicitons du rapport très complet présenté par le Directeur général du Bureau international. Nous estimons que ce rapport nous donne une excellente occasion pour examiner les activités de l'UPU. Le rapport indique aussi le rôle que doivent jouer les Pays-membres pour remplir la tâche qui leur sera attribuée pour donner à leur clientèle une meilleure image de la poste. Je crois que nous pouvons afficher un certain optimisme à condition que nous soyons prêts à «construire» nous-mêmes l'avenir de la poste. Ainsi s'explique la nécessité d'introduire de nouveaux services plus rapides, des systèmes de commercialisation agressifs, ainsi que la question de la motivation des postiers. De plus, nous sommes très reconnaissants des efforts déployés par le Bureau international pour appliquer la Déclaration de Hamburg et pour favoriser les activités d'assistance technique en vue d'améliorer les services postaux dans les pays en développement.

Je voudrais souligner en particulier l'importance des activités entreprises par le Bureau international dans le domaine du contrôle de la qualité des services et de la détermination des normes des services postaux. Nous pensons qu'il s'agit d'un excellent début qui permet à l'UPU de s'occuper de ce type de problème, certainement important pour nous tous et pour nos clients. Nous devons également penser aux autres domaines dans lesquels l'UPU peut participer directement à l'activité gestionnaire dans l'intérêt des services postaux. Nous pouvons discuter et examiner ces autres domaines dans le cadre de ce Congrès et nous pouvons les refléter sous une forme ou une autre dans le Programme général d'action de Washington.

La CHINE (RÉP. POP.): Le Directeur général du Bureau international vient de présenter un excellent rapport. Nous estimons qu'il s'est très bien acquitté, pendant ces cinq dernières années, de la tâche qui lui a été confiée par le Congrès de Hambourg. Nous tenons à exprimer notre gratitude au Directeur général et à ses collaborateurs pour le travail accompli.

Le BRÉSIL: En ma qualité de Chef de la délégation du Brésil, j'éprouve une satisfaction toute particulière de pouvoir féliciter M. Botto de Barros pour ses qualités professionnelles qui remontent à de nombreuses années et qui ont toujours fait de lui une personnalité caractérisée par son efficacité et ses connaissances en matière postale. Dans mon pays, avant qu'il ait été élu de façon honorable aux fonctions dont il s'acquitte maintenant avec tant de compétence, M. Botto de Barros a été Président de l'Entreprise brésilienne des postes. Il est à l'origine d'un développement considérable de toutes les activités postales du pays, léguant à son successeur une organisation postale moderne, efficace et respectée et surtout une Entreprise à la hauteur des grandes transformations qui se produisent dans les activités postales du monde.

De nombreux participants du XVIII^e Congrès de l'UPU, qui a eu lieu à Rio de Janeiro en 1979, ont pu apprécier les diverses réalisations des postes brésiliennes et c'est précisément parce qu'ils ont reconnu les qualités d'Administrateur de M. Botto de Barros qu'ils l'ont élu aux fonctions qu'il exerce à présent. Le rapport qu'il a présenté à ce Congrès ne peut que nous remplir de fierté, nous les Brésiliens qui sommes ses compatriotes.

Le Brésil est tout à fait disposé à procéder à des échanges d'opinions avec tous les membres de l'Union, notre but étant d'améliorer les services postaux dans le monde entier.

La TANZANIE (RÉP. UNIE) félicite le Directeur général du Bureau international et tout son personnel des efforts incessants qu'ils ont faits pour gérer les activités de l'Union et, bien entendu, pour l'excellent rapport qui a été présenté.

Les performances remarquables des différents organes de l'UPU, en particulier du CE et du CCEP dont les excellents rapports apportent la preuve, témoignent de l'appui total apporté par le Bureau international à ces organes.

Nous constatons que les relations entre l'UPU et les Nations Unies, les institutions spécialisées et d'autres organisations internationales semblent être satisfaisantes, mais nous aimerions faire remarquer que ces relations existent uniquement au niveau du Bureau international. Au niveau international plus général, l'Union postale universelle n'est guère connue, c'est-à-dire que les autres organismes des Nations Unies – le PNUD mis à part – connaissent peu l'Union postale universelle. Nous pensons que des efforts et des initiatives doivent être déployés dans ce sens.

C'est avec gêne que nous avons constaté que le PNUD, bien qu'il soit encore la source principale de financement des activités d'assistance technique de l'UPU, a réduit considérablement sa contribution: de 71% pour la période 1979–1983 à 56,8% pour la période 1984–1988. Cette tendance négative nous préoccupe parce que nous estimons qu'elle affectera les pays en développement. C'est la raison pour laquelle nous avons demandé instamment au Bureau international de poursuivre ses efforts, d'exercer une pression sur le PNUD pour qu'il comprenne qu'il faut allouer davantage de ressources pour l'amélioration du secteur postal dans les pays en développement. Au stade actuel, bien entendu, notre délégation

voudrait appuyer toutes les décisions, toutes les initiatives ayant pour but de trouver d'autres moyens de mobiliser des ressources en vue de l'amélioration des services postaux dans les pays en développement.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT: Il est vrai que l'UPU est peu connue sur le plan international malgré notre participation régulière aux réunions des organes des Nations Unies dont les travaux présentent un intérêt pour l'Union. Nous sommes allés au-delà de la simple participation aux réunions puisque nous avons eu à cœur de développer nos relations avec l'ONU dans le domaine de l'information publique, non seulement par des échanges d'informations, mais aussi par la participation aux réunions de l'organisme des Nations Unies chargé de l'information publique, le JUNIC.

Pour le moment, au niveau des Nations Unies, nos relations d'information publique sont à un niveau minimal. Nous pensons en effet que l'information publique fondamentale est celle qui est étroitement liée au marketing car elle propulse une image de la poste, le marketing s'adressant à des produits que l'on veut lancer. Cette information publique doit plutôt être vue sous l'angle des nouvelles activités et doit surtout se développer au niveau des pays. Les Administrations doivent en effet sensibiliser leur opinion publique sur la poste.

Il est extrêmement important que la poste soit connue dans les pays de façon que les usagers sachent ce qu'elle peut offrir, c'est là l'aspect essentiel; pour cette activité au niveau des pays nous sommes disposés à fournir une assistance technique.

La deuxième question soulevée est celle du PNUD. Ce Programme finance des projets qui sont appuyés par les gouvernements. Si les gouvernements n'appuient pas les projets, le PNUD, d'après son mandat, ne peut les financer. Le problème n'est donc pas de demander au Bureau international d'intervenir activement auprès du PNUD; le vrai problème, là encore, est d'intervenir sur le plan national pour convaincre les gouvernements de l'importance de la poste, du rôle qu'elle peut jouer et je crois qu'à cet égard le présent Congrès doit apporter des orientations très précises.

La BULGARIE (RÉP. POP.): Le rapport du Secrétaire général indique que l'Union postale universelle et le Bureau international dans leur ensemble attachent beaucoup d'importance et suivent de très près l'application pratique de la Déclaration de Hamburg.

Nous voyons de façon plus concrète l'orientation future de nos travaux et les changements intervenant dans les réflexions et dans les actes pour parvenir aux objectifs de notre intention ultime: améliorer les services, créer de nouveaux services relevant du réseau postal international.

Ceci nous oblige à réfléchir et à travailler beaucoup pour apporter des changements qualitatifs dans les services postaux. Notre délégation est heureuse de prendre acte du rapport du Directeur général du Bureau international de l'Union postale universelle sur ce dernier point.

La TURQUIE félicite et remercie le Directeur général, M. Botto de Barros, pour le rapport excellent et réaliste qu'il a soumis au Congrès et exprime sa vive appréciation pour tous les travaux et études effectués par le Bureau international, en particulier dans le contexte des relations avec les Pays-membres ainsi que la collaboration avec le CE et le CCEP, la coopération avec les organisations internationales et la coopération technique postale.

La partie VIII du rapport du Directeur général «Conclusions et perspectives» attire l'attention sur certains points faibles, certains défauts du service postal que nous offrons à nos clients. On y voit ce que nous avons encore à faire pour la survie des Administrations postales, afin que la poste joue un rôle dans la société et dans l'économie modernes.

Pour répondre aux besoins de leurs clients, il faut que les services postaux deviennent plus dynamiques, plus modernes, afin d'être plus compétitifs sur le marché.

Le PRÉSIDENT: Au cours des dix-huit derniers mois, j'ai suivi de très près les travaux du Directeur général, la façon dont il a conduit le Bureau international et je crois pouvoir dire que j'y ai vu une application fidèle de la Déclaration de Hambourg et du mandat en résultant, en particulier dans tous les domaines relatifs à la qualité du service. Des colloques et réunions ont été tenus sur des sujets techniques permettant ainsi d'identifier les obstacles principaux à l'amélioration des services.

Le Directeur général a encouragé la coopération technique en faveur des pays en développement, en particulier s'agissant de leur infrastructure postale. Il a engagé une modernisation efficace en aidant à définir les réalisations qu'il fallait accomplir pour mieux répondre aux besoins de la clientèle.

Au cours des cinq dernières années, il a pris des mesures appropriées pour alléger et simplifier les structures du Bureau international et apporter une gestion modernisée du Secrétariat.

Le Directeur général a de plus encouragé la collaboration entre tous les Pays-membres, car sans cette collaboration nous ne pouvons pas être le service postal universel que nous devons être.

Le Congrès – Doc 18 est approuvé.

Relations avec
l'ONU et avec
d'autres
organisations
internationales

Congrès – Doc 22

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL: L'Accord signé en 1947 entre l'ONU et l'UPU constitue la base juridique des relations entre les deux organisations, l'UPU étant devenue par cet Accord l'une des institutions spécialisées des Nations Unies. Depuis lors, les relations de l'UPU avec les organisations du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales se sont renforcées au fil des ans. Ces relations de collaboration se manifestent sous la forme d'un important échange de correspondances, de rapports et de documentation concernant des questions très diverses ainsi que par la participation à un certain nombre de réunions.

Chaque année, le Conseil exécutif a été saisi d'un rapport traitant des relations de l'UPU avec l'ONU et avec d'autres organisations internationales, en particulier des questions importantes d'intérêt commun.

Le Congrès – Doc 22 présente un résumé des questions qui font l'objet des relations avec l'ONU et ses organes ainsi qu'avec les institutions spécialisées de l'ONU et avec d'autres organisations internationales, gouvernementales ou non gouvernementales.

Pour ce qui est des relations qui ont trait aux activités de coopération technique – notamment pour ce qui concerne le Programme des Nations Unies pour le développement – elles sont exposées dans les Congrès – Doc 50 à 55. Par ailleurs, l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, par les institutions spécialisées de l'ONU, fait l'objet du Congrès – Doc 23 et Add 1. En outre, plusieurs aspects de la collaboration avec des organisations du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales sont reflétés dans d'autres documents soumis au Congrès.

Le Congrès décide d'approuver le rapport du Directeur général du Bureau international sur les relations avec l'ONU et avec d'autres organisations internationales (Congrès – Doc 22) et d'inviter le Directeur général du Bureau international à:

- a) maintenir les relations avec l'ONU et d'autres organisations internationales;
- b) continuer à suivre l'évolution des questions évoquées dans ledit rapport;
- c) prendre les mesures qu'il jugera nécessaires dans l'intérêt de l'Union et de ses membres, compte tenu d'instructions éventuelles du CE;
- d) en rendre compte chaque année, dans une mesure appropriée, au CE.

La séance est levée à 18 heures.

Au nom du Congrès:	Le Président du Congrès, EDWARD E. HORGAN, Jr.	Le Secrétaire général, A.C. BOTTO DE BARROS
--------------------	---	--

Le Secrétaire,
L.-P. DUCOMMUN

Sixième séance du Congrès

Jeudi 16 novembre 1989

Présidence de M. EDWARD E. HORGAN, Jr., Président

La séance est ouverte à 9 h 10.

Communication

Le DOYEN: Je voudrais remercier, au nom des participants, le service postal des Etats-Unis d'Amérique pour la très agréable soirée de musique américaine organisée au Constitution Hall, où nous avons entendu un excellent concert joué par les musiciens de l'armée. Cela a été pour tous, non seulement un enchantement pour les oreilles, mais également une opportunité d'apprécier certains aspects culturels des Etats-Unis d'Amérique.

Débat général sur le thème: «Pour mieux servir la clientèle – Stratégies commerciales et opérationnelles de la poste»

Congrès – Doc 48, 48.1, 48.1/Corr 1, 48.1/Add 1

Le PRÉSIDENT présente son exposé introductif:

Messieurs les dirigeants de nos organes élus, les membres du Bureau du Congrès, les délégués, les observateurs officiels, chers hôtes, Mesdames et Messieurs:

J'ai le grand plaisir de vous accueillir au Débat général du XXe Congrès de l'UPU.

Il est rare qu'un président de séance dérange les habitudes dès les premiers mots qu'il prononce mais cela a été le cas aujourd'hui, dans cette première phrase de bienvenue que je viens de vous adresser.

Aujourd'hui, pour la première fois dans l'histoire de nos Congrès, dont le premier remonte à cent quinze ans en arrière, notre assemblée compte des personnes officiellement invitées à assister à nos débats, différentes autorités nationales, représentants de clients importants, membres des médias et d'autres encore. C'est au Conseil exécutif que revient l'initiative d'autoriser leur présence, à notre réunion d'aujourd'hui, et je pense qu'il s'agit là d'une décision très constructive.

Ce geste symbolise la nouvelle ouverture de l'UPU à l'égard du public qu'elle sert et souligne notre désir de mieux répondre à l'attente de ce public. Il vient également à l'appui du thème de notre débat d'aujourd'hui: «Pour mieux servir la clientèle».

Chers hôtes, je tiens à dire que votre présence même marque un jalon discret mais combien significatif dans l'histoire de l'Union postale universelle. Nous espérons que vous en retirerez une meilleure connaissance de la poste mondiale d'aujourd'hui et je souhaiterais que tous mes collègues de la poste, ici rassemblés, se joignent à moi pour manifester la joie de vous avoir parmi nous.

(Applaudissements à l'adresse des hôtes.)

Mesdames et Messieurs, nous avons une longue et dure journée devant nous, une journée différente des autres, aussi.

Comme vous le savez, l'activité principale de ce Congrès, comme de tous les autres Congrès, est de mettre à jour les Actes de notre Union. Les Actes définissant les travaux de notre organisation et les relations entre nos Administrations, ce travail est capital. C'est lui qui permet que se perpétuent littéralement les échanges harmonieux de courrier entre pays – un des exemples les plus anciens et les plus parfaits de coopération internationale.

Pourtant, tout essentielle que puisse être la revision de nos Actes, notre Débat général d'aujourd'hui revêt peut-être encore une plus grande importance.

Car la tâche qui nous est dévolue aujourd'hui est de décider de l'orientation fondamentale de la poste mondiale pour les cinq années à venir, de fixer un itinéraire qui, avec quelques modifications de parcours, doit nous faire entrer triomphants dans le XXI^e siècle.

Il nous est demandé aujourd'hui de prendre du recul par rapport aux détails de nos règlements, de nos budgets et de nos procédures pour embrasser d'un large regard le panorama des affaires postales.

Soyons comme le voyageur qui quitte la route un instant pour grimper sur une colline. De là, il peut voir d'où il vient et ce qui l'attend devant. De la hauteur où il se trouve, il peut aussi choisir le chemin qui le mènera plus rapidement et plus sûrement à destination.

De la même façon, ce que nous devons faire aujourd'hui c'est contempler l'ensemble de notre activité et établir pour la poste une stratégie à l'échelle mondiale et à longue échéance.

Nous nous réunissons, en effet, comme le ferait un conseil d'administration ou un conseil des ministres, pour fixer une politique... une politique de grande envergure.

La contrainte d'accomplir ce travail en un jour nous oblige à être concis, à ne pas nous écarter du sujet et à tirer nos conclusions avec soin, mais rapidement.

La tâche serait écrasante si elle n'était appuyée par l'important travail préparatoire qui a été entrepris dans la perspective de ce débat et par les compétences des animateurs des discussions qui vont nous servir de guides.

En un sens, le débat d'aujourd'hui est un prélude au reste du Congrès car ses thèmes seront repris dans bon nombre de nos réunions prochaines.

Ce n'est pas un hasard, en effet, si le Débat général a lieu aujourd'hui, en ce quatrième jour du Congrès. C'est ainsi qu'il a été prévu pour que les principes et les politiques qui vont se dégager aujourd'hui trouvent leur expression pratique dans tout le travail que nous allons accomplir le mois prochain.

L'idée d'un débat général a germé au XVIII^e Congrès de Rio de Janeiro, mais elle n'a porté de fruits qu'au Congrès de Hamburg, en 1984.

De cette réunion est sortie, bien sûr, la Déclaration de Hamburg, document historique qui doit nous servir d'exemple et de point de départ pour notre tâche d'aujourd'hui.

La Déclaration de Hamburg a eu de nombreuses incidences mais elle a, par-dessus tout, posé les principes d'un plan d'action qui a commencé à modifier notre façon de conduire les affaires postales internationales, le changement majeur intervenant dans le domaine du service.

La Déclaration de Hamburg a fixé au premier rang des priorités la fourniture d'un service de qualité à nos clients et, pour que ses mots aient plus de poids ils ont été assortis d'un mot d'ordre: élaborer un système de mesure de l'exécution du service.

Grâce au Bureau international, ce système fonctionne. Il a commencé à nous indiquer les forces et les faiblesses du service et nous a donné la possibilité, pour la première fois, de concentrer nos ressources là où elles sont les plus nécessaires, sur l'amélioration du service.

Là où des insuffisances du service se font jour, le Bureau international presse systématiquement les Administrations de prendre des mesures de redressement et environ 60 Administrations, soit plus du tiers de notre Union, ont commencé à agir dans ce sens.

Ne nous faisons pas d'illusions, ce n'est pas parce que nous avons commencé à agir que le problème est résolu. Le service offert dans le monde n'est toujours pas à la mesure des espérances de la clientèle. Mais nous pouvons et nous devons nous estimer contents d'avoir adopté une attitude pratique et systématique qui a porté des fruits.

Aujourd'hui, nous devons bâtir sur ces fondations.

Afin de rendre notre tâche plus aisée, nous considérerons le monde postal sous trois angles. Sous la direction éclairée de la Grande-Bretagne, de la France et de la Colombie, nous allons examiner respectivement:

- tout d'abord, notre connaissance du marché;
- puis, les stratégies commerciales et opérationnelles de la poste;
- enfin, les structures et systèmes de gestion aux niveaux national et international.

Nous allons aborder de nombreuses questions comme, par exemple:

- la gamme de services que nous offrons est-elle suffisamment étendue pour satisfaire la demande, en constante évolution, de la clientèle?

- notre personnel se rend-il compte que si nous ne traitons pas bien les clients, ceux-ci frapperont à d'autres portes et que, en dépit des règles de monopole, il existe bien d'autres substituts au bureau de poste?
- mesure-t-il, à sa juste valeur, la nécessité absolue de faire croître notre entreprise ou considère-t-il un nouveau volume de courrier uniquement comme un fardeau supplémentaire?

Nous pourrions aussi nous demander:

- de quelle façon pouvons-nous accroître le professionnalisme et les compétences techniques de notre personnel ainsi que les ressources financières à notre disposition?
- appuyons-nous pleinement l'idée que la poste internationale doit être traitée de la même façon que la poste intérieure? et,
- sommes-nous trop attachés aux anciennes formes de gestion, aux niveaux national et international?

Cela n'est qu'un exemple des questions qui se posent à nous. Mais après chaque grande question qui sera soulevée aujourd'hui nous devons ajouter aussitôt: que pouvons-nous faire pour améliorer la situation?

Ce qu'il faut ce sont des actes et non des mots et nous ne devrions pas quitter cette salle, ce soir, sans avoir défini le cadre d'un plan d'action.

Il serait trop facile, chemin faisant, de nous attarder sur les points négatifs, de baisser les bras devant le manque d'autonomie et de soutien dont bon nombre d'entre nous souffrent dans leur pays, devant les limites budgétaires et l'emprise de la concurrence.

Ces états d'âme sont naturels mais j'aimerais vous inciter vivement à garder un juste équilibre entre la conscience de nos faiblesses et une pleine reconnaissance de nos nombreux points forts.

Nous oublions souvent que, tous réunis, nous possédons une infrastructure et une force d'action à l'échelle mondiale auxquelles pas même le plus grand de nos concurrents ne peut se mesurer.

Souvent, nous oublions la valeur et l'importance de la communauté d'intérêt que nous avons avec les gens et les gouvernements de nos pays.

Et trop souvent encore nous oublions que nous faisons partie d'une organisation qui, jour après jour, a tissé des liens de coopération internationale depuis plus d'un siècle et que les grands succès que nous avons obtenus dans le passé peuvent se répéter dans l'avenir.

Outre ces atouts, nous en avons un autre: notre élan. Car nous sommes sur notre lancée.

En fait, peut-être l'UPU n'a-t-elle jamais été aussi rapide et aussi loin pendant une période quinquennale que ces cinq dernières années.

En plus des exemples que j'ai déjà cités, la nouvelle lumière projetée sur le service se reflète par le nombre accru de propositions liées au service qui affluent vers le présent Congrès et qui prédominent au niveau régional.

Au sein de l'UPAE, l'Union restreinte à laquelle appartient mon Administration et que je connais donc le mieux, les questions pratiques concernant le service ont pris la plus grande place dans l'ordre du jour et ont relégué les questions de procédure au second rang qui leur revient. On a constaté la même chose dans d'autres institutions régionales.

En Europe, on assiste à la formation d'une nouvelle entreprise postale multinationale qui, à l'instar de ses partenaires nord-américains et de la région du Pacifique, se consacre à la réalisation de nouveaux objectifs plus ambitieux d'exécution du service.

Ce retour à un engagement axé sur le service et le contrôle de la qualité doit, selon moi, demeurer au premier rang de nos priorités.

Ces cinq dernières années, nous avons aussi amélioré notre façon de travailler ensemble. Les tables rondes sur les frais terminaux en sont un exemple. La conférence annuelle sur l'EMS en constitue un autre.

La nouvelle importance accordée aux considérations techniques et pratiques a aussi touché le Bureau international. Cet organe s'est aussi conformé à cette nouvelle optique en mettant l'accent sur des sujets comme l'EMS, le contrôle de la qualité, l'informatisation et la coopération technique, et qui, ici, peut faire autrement que se réjouir d'un tel changement?

Nous observons le même progrès au sein de nos organes électifs. De nouveaux groupes de travail, axés sur l'action, ont été formés et le Comité de coordination CE/CCEP/Bureau international est devenu une sorte d'organe interne de contrôle de qualité, veillant à ce que nous ne nous écartions pas de nos priorités.

Au bilan de ces activités, nous notons que nous avons appris, nous avons grandi et nous avons fait des pas importants, ces cinq dernières années.

Nous sommes en droit de nous réjouir de ce progrès mais, en même temps, nous devons résister à la tentation de nous reposer sur nos lauriers, ne serait-ce qu'un instant. Car si nous avons avancé, nos concurrents aussi – les coursiers privés, les entreprises internationales de repostage ainsi que les compagnies de communications électroniques.

Il nous faut admettre que ces concurrents sont là pour rester, qu'ils sont redoutables et qu'ils doivent une partie de leur succès au fait qu'ils comblent des besoins réels des clients, que la poste a antérieurement ignorés ou méconnus.

Notre meilleure façon de réagir, me semble-t-il, est de porter un regard neuf et plus attentif sur nos clients, de les écouter, d'apprendre ce qu'ils désirent et de le leur fournir. C'est là qu'est la clé d'un meilleur service à la clientèle, thème de nos réflexions d'aujourd'hui et qui, je l'espère, restera notre cri de ralliement pendant longtemps.

Coïncidence amusante, le meilleur moyen de servir nos propres intérêts est justement de faire passer les intérêts du client en premier, qu'il soit simple particulier ou qu'il représente une entreprise envoyant du courrier commercial en nombre.

Nos concurrents ont sur nous l'avantage d'avoir une direction unifiée et de garder la haute main sur tous les stades de l'exploitation, de bout en bout. A l'opposé, la direction de l'Administration postale mondiale est divisée en 170 branches.

Nous devons nous interroger sur la façon de surmonter ce handicap, nous devons mieux harmoniser et coordonner ces différents éléments de façon qu'ils fonctionnent comme un seul système.

En acceptant son adhésion à l'Union postale universelle, chacun de nos pays a souscrit au principe de «l'unicité du territoire postal». Il me semble que nous devrions à présent examiner la manière d'étendre ce concept pour mieux servir notre clientèle et étudier tous les moyens possibles pour que nos Administrations agissent comme une seule entité. Nous devrions au moins, selon moi, chercher à fixer des normes de service à l'échelle du monde entier et à adopter des modes d'exploitation permettant d'assurer le respect de ces normes.

Et c'est de toute urgence qu'il nous faut chercher à atteindre cette plus grande unité car nous n'avons pas beaucoup de temps devant nous.

Nous n'avons pris conscience de nos devoirs envers le client qu'avec retard et nous devons rattraper le temps perdu.

De plus, beaucoup d'Administrations postales sont de plus en plus pressées. Ces pressions sont le fait de clients mécontents, parfois de gouvernements mécontents, et s'accompagnent du risque pour ces Administrations de voir baisser leurs revenus et leur autorité. Ces Administrations ne pourront contenir ces pressions indéfiniment et il est compréhensible qu'elles souhaitent ardemment que des changements surviennent rapidement dans le bon sens.

Simultanément, quelques-uns de nos concurrents font des tentatives d'approche à l'égard de diverses Administrations postales pour qu'elles s'engagent dans des alliances ou des associations coopératives.

Si nous n'améliorons pas nos relations de travail, cette évolution risque de se poursuivre et d'affaiblir à la fois l'UPU et le réseau postal mondial. Pour éviter cela, il nous faut multiplier et resserrer nos liens de coopération, dès maintenant, à ce Congrès. Nous ne pouvons pas nous permettre d'attendre encore cinq ans.

Bien que cela ait été dit et redit, il n'en demeure pas moins vrai que nous n'avons jamais que la force de notre maillon le plus faible. En prenant les choses du bon côté, cela signifie que toute action renforçant une partie de notre chaîne renforce toute la chaîne.

Aussi devons-nous nous appuyer les uns les autres, par tous les moyens, que ce soit par une nouvelle orientation vers une coopération technique efficace, une compréhension réciproque des problèmes de chacun et un désir de les résoudre, un nouveau dévouement à la cause du client ou une politique suivie, dans toute la mesure possible, comme par une seule entité.

Quand nous regardons devant nous les cinq années qui nous attendent, il nous faut aussi penser que ce temps nous réserve à la fois un défi et une chance, une chance en or, en vérité.

Pendant des dizaines d'années, les économistes et les futurologues nous ont parlé de l'avènement d'un village mondial et d'une économie mondiale; aujourd'hui, en cette fin des années 80, ce moment-là est arrivé.

Chaque jour davantage de personnes et de marchandises passent et repassent les frontières et chacun de ces déplacements engendre une nouvelle opportunité pour la poste internationale.

En fait, selon une estimation de bonne source, il faut s'attendre à ce que ce marché que nous nous disputons avec les coursiers privés, les sociétés de repostage et bien d'autres encore, fasse plus que doubler d'ici à 1995, en approchant les 40 milliards de dollars.

A nous de profiter de cette opportunité et de gagner la part de ce marché en expansion qui nous revient, non pas par souci de notre importance, non simplement pour le bien-être de centaines de milliers d'agents postaux que nous représentons, mais dans l'intérêt de ces millions de nos concitoyens qui n'ont pas accès à ces modes de communication tels que la télécopie, ou qui n'en ont pas les moyens, et pour qui la poste est le seul recours pour communiquer.

Nos concurrents des entreprises privées s'attachent à s'emparer des trafics les plus rentables et c'est compréhensible de leur part.

Mais à chacun de nous a été confiée une responsabilité plus large: être au service de tous pour le bien de l'ensemble de nos pays et de la communauté mondiale tout entière. Gardons toujours cette devise à l'esprit pour en inspirer tous nos efforts.

Ce sera là la fin de mon exposé d'introduction.

Je cite ce que le Président Bush nous a dit lors de la cérémonie d'ouverture du Congrès au Centre Kennedy: «Le besoin de communiquer par la poste à travers la frontière nationale, en dépit de l'avènement des télécommunications, est resté constant jusqu'à aujourd'hui. L'expansion du système postal international représenté par les 170 Pays-membres de l'UPU dépasse l'imagination. Rien ne pourra remplacer, pas même les technologies les plus nouvelles, ce que réalise le service postal qui permet à chacun de recevoir une communication provenant de l'autre côté de la terre à un coût modique.» Je vous remercie de votre attention.

(Applaudissements.)

Le PRÉSIDENT: J'ai le plaisir à présent de passer la parole à mon collègue des Etats-Unis d'Amérique, M. Kenneth Hunter, Associate Postmaster General, qui dirigera ce débat. Il va vous donner des précisions quant au déroulement de cette réunion et vous présenter les intervenants et les membres de nos trois groupes de discussion.

M. HUNTER, ANIMATEUR GÉNÉRAL: Je suis très honoré d'assumer le rôle d'animateur général des débats au cours de cette journée particulièrement passionnante. Je voudrais prier tous les délégués d'exprimer leurs idées pendant ce Débat général de façon brève, comme cela est prévu dans le point 10.3, page 4, du Congrès – Doc 48.1, car notre temps est limité et nous avons énormément de sujets à traiter.

Je vous présente le groupe qui a préparé le thème n° 1 «Connaissance du marché», dont les membres sont, à la tribune, assis à ma gauche:

Animateur

Grande-Bretagne

M. COCKBURN William
Managing Director, Royal Mail Letters

Coanimateur

Malaisie

M. MADHI Yusuf
Director General of Posts

Membres

Belgique

M. PIRSON Gilbert
Directeur général

Brésil

M. ROLDÃO Antonio
Marketing Director

Japon

M. KUSUDA Shuji
Senior Councillor, Ministry of Posts
and Telecommunications

Pakistan

M. KHAN Amir Nawaz
Director General

Suède

M. DAHLSTEN Ulf
Director General

Tanzanie (Rép. unie)

M. CHENGULA Francis M.
Director of Postal Services

Thème n° 1
«Connaissance du
marché»

L'ANIMATEUR: Il y a lieu de souligner que la concurrence existe et qu'elle ne va pas prendre fin. Bien au contraire, elle va s'intensifier et, en fait, elle est beaucoup plus forte que nous ne le pensions. En effet, nous avons perdu plus de terrain par rapport à nos concurrents que ce que nos données opérationnelles ne pourraient nous le laisser croire.

En regardant les noms familiers de coursiers privés, nous sommes obligés d'admettre que nous avons permis à de grandes compagnies concurrentes de se développer. Malheureusement, ce ne sont pas uniquement ces compagnies qui sont en cause. Il y en a encore plus: chaque fois que vous êtes dans un ralentissement ou dans un arrêt de la circulation dans les grandes villes, vous remarquez les concurrents sur des motocyclettes ou autres véhicules. Nous sommes effectivement cernés par la concurrence. En plus, il y a la concurrence indirecte, représentée par les autres moyens de communications, qui est tellement vive et se développe. Prenons par exemple la menace du téléfax qui est particulièrement importante. Car, au fur et à mesure, la technologie permettra aux fournisseurs de machines de télécopie de réduire les coûts, afin que chaque petite entreprise et une bonne partie des foyers soient reliés au téléfax. Cela entraînera une érosion extrêmement grave de nos services postaux. Une question clé, ici, c'est que notre connaissance du marché au plan international est faible et lacunaire. Pour aider à voir plus clair dans la discussion, je vous soumettrai quelques données au sujet de l'Europe et du Royaume-Uni. Quoique cette information soit fragmentaire et incomplète, le message qui en ressort est extrêmement inquiétant et devrait en tout cas nous préoccuper. Je suis en effet

certain que ces informations sont représentatives de ce qui se passe ailleurs dans le monde. Nous devons cependant combler les lacunes dans cette information.

L'autre question clé devrait porter sur la primauté du client, qui n'est pas du tout satisfait des services que nous lui rendons. Il faut donc que les services soient fiables et qu'ils donnent toute sa valeur à l'argent du client. Les exigences du client augmentent et il a un choix croissant de possibilités de rechange. Nous devons également penser que nous devons mériter notre salaire payé par les clients. Ceux-ci trouvent que nous réagissons mal et que nous sommes lents et bureaucratiques. Rendons-nous bien compte qu'il y a pas mal de vérité dans cette information. En fait, il y a un sentiment d'amitié, un sentiment de chaleur vis-à-vis de la poste. Le client veut que nous réussissions, que nous modernisions et que nous orientions nos services en direction de la clientèle.

Compte tenu de ces remarques de base, regardons ce qui se passe en Europe dans son ensemble. Il y a eu une perte importante de parts du marché pendant une période de croissance économique considérable. Les lettres et les colis postaux ont diminué de façon absolue par rapport aux autres formes de communication et de transport. Entre 1977 et 1985, le trafic des lettres a diminué de 2% et celui des colis postaux a augmenté de 3%, alors que les formes non postales de communication ont augmenté de 12% à 173%. Il y a vraiment une différence inquiétante. On voit que, d'une part, les bénéfices de la croissance économique qui se sont trouvés au-dessous du point zéro ont été plus que compensés par l'impact de la concurrence. Donc, en d'autres termes, nous sommes en très mauvaise posture même si les bénéfices semblent augmenter. Il est intéressant de remarquer que le prix des prestations n'est pas le facteur dominant. C'est la concurrence qui est la clé de toutes ces affaires et les clients cherchent des moyens autres que la poste pour satisfaire leur besoins. Ce fait est profondément préoccupant et nous devons absolument avoir une réaction concurrentielle.

Je crois que les informations ainsi données découlent de faits qui se sont produits de façon surprenante et c'est une condamnation de toutes nos méthodes de gestion.

Au Royaume-Uni, nous avons une croissance très nette de 42% de nos opérations comparée à la décennie précédente. Néanmoins, ce fait n'est pas du tout réconfortant, car nous constatons que le marché dont nous faisons partie a augmenté beaucoup plus et, par conséquent, nous avons perdu une part de ce marché.

Je dois dire que toutes les entreprises travaillant dans le domaine de l'information qui ont à faire face à une situation de perte de marché doivent se sentir profondément préoccupées. Car une croissance absolue n'est pas du tout une chose réconfortante si la part de marché décline.

Pour le total du marché des communications, nous trouvons les chiffres suivants: communications publicitaires 38%, communications sociales 14%, communications financières 15%, communications à haute vitesse 13% et communications diverses 20%. Sur le marché de la POSTE AUX LETTRES, les pourcentages de notre part de marché sont les suivants: financier 37%, publicité 10%, social 10%, haute vitesse 2% et divers 20%. Il est important que nous regardions chaque secteur séparément parce que chacun a une place séparée sur le marché avec des besoins différents de la clientèle et des pressions de concurrence extrêmement variées. Cela devrait être la base de nos stratégies de vente et de marché.

Vous remarquez notre part très faible (2%) de marché à haute vitesse, lequel augmente cependant rapidement dans toute l'économie. Bien que la publicité directe augmente plus rapidement au Royaume-Uni, elle ne représente que 10% du marché de la publicité. J'imagine que c'est exactement la même situation qu'on retrouve dans beaucoup d'autres pays. Il est bon de voir ce qui s'est produit isolément pour la poste sociale. Nous avons en fait perdu des parts dans le «courrier social». Nous avons accusé une augmentation très modeste. Nous avons essayé de promouvoir le courrier social. Toutes les données que je présente ici doivent nous pousser à mettre au point des stratégies pour récupérer notre clientèle et pour la maintenir, ainsi que pour augmenter notre part de marché.

Cette défense du marché doit se faire sur le terrain et non pas du haut des tribunes où l'on essaie de défendre des monopoles juridiques, ou d'ériger des barrières. Ce que nous devons faire c'est écouter nos clients et réagir de façon positive afin de satisfaire leurs besoins. Je crois que la concurrence est quelque chose d'excellent pour nous et cela devrait nous éperonner et nous pousser à être aussi bons, si non meilleurs, que les meilleurs parmi nos concurrents et, avant tout, nous devons rester bien informés de l'évolution de la concurrence.

La recherche des parts de marché ne doit pas forcément être très compliquée ni onéreuse. Nous sommes tous en possession d'informations. Ce qu'il faut faire, c'est chercher et extraire cette information et, par la suite, l'utiliser et regarder vers l'extérieur et ne pas nous replier sur nous-mêmes. Mon groupe a identifié les éléments clés d'une affaire réussie auprès des clients. Pour le Royaume-Uni, ces éléments ont été confirmés par la recherche indépendante sur le marché. Ce que nos clients aspirent à avoir se résume comme suit:

1^o Les clients veulent un meilleur accès à notre service

C'est quelque chose qui vient au premier plan des doléances et des revendications des clients.

Au Royaume-Uni, nous avons décidé tout récemment que nous vendrions nos timbres-poste en quelque 40 000 points de vente en détail. Tous nos arrangements de comptabilité ont été revus chaque fois que le client veut un interface avec nous. Il faut que cet accès soit facile, professionnel et meilleur que ceux de nos concurrents.

2^o Les clients veulent une plus grande fiabilité

Ce grand impératif est décisif pour nous, à la fois sur le plan intérieur et sur le plan international. Ce qu'il nous faut faire c'est supprimer les incertitudes qui entourent nos performances et retirer cet élément aléatoire de la poste. Au Royaume-Uni, nous avons envoyé à chaque adresse dans le pays ce que nous appelons un plan postal donnant des informations très détaillées. Nous essayons de forger des liens de partenariat avec nos clients pour que ceux-ci puissent nous aider.

3^o Les clients veulent une gamme de produits intéressants

Il faut écouter les besoins des clients et il ne faut pas leur infliger nos services. Il faut aller au devant de leurs besoins. Nous devons être souples et pleins d'esprit d'entreprise.

Au Royaume-Uni, nous avons fourni un produit comme le font les autres pays, mais nous devons aller plus loin. A vrai dire, les compagnies de coursiers sont beaucoup plus efficaces que nous. Or, nous devons être meilleurs qu'eux.

4^e *Offrir de façon attentive un service à la clientèle*

Les grandes compagnies investissent beaucoup dans ce domaine et nous devons faire de même. D'habitude, lorsque les clients se plaignent, on ne répond pas à leurs doléances de la façon appropriée. Cela provoque un sentiment de frustration accrue dans l'esprit du client. La recherche a montré qu'un client mécontent transmet son mécontentement à au moins 15 personnes. En revanche, s'il est bien traité, il dira à 15 personnes qu'il a eu une bonne expérience de la poste. Cela va augmenter notre réputation.

Au Royaume-Uni, nous avons formé 1500 personnes pour vérifier comment les choses se passent. Nous avons fixé un certain nombre de normes, nous étudions l'attitude des clients, nous voyons comment leurs doléances sont traitées, nous associons rapidité et courtoisie à la satisfaction des clients. On a une espèce d'indice de la satisfaction des clients pour chaque bureau. Nous reconnaissons également les performances sur le plan personnel et par équipe.

Comme conséquence, ces dernières années, l'attitude des clients s'est beaucoup améliorée.

5^e *Les clients en veulent pour leur argent*

En vouloir pour son argent, cela ne coûte pas forcément peu. Le prix est combiné avec la qualité. Or, nous sommes effectivement bien placés pour être concurrentiel. Au fil des sept dernières années, en termes réels, le prix de la poste par rapport aux coûts de la publicité à la télévision est extrêmement favorable. Ce qui a pour conséquence que nous avons une augmentation accrue de la publicité par la poste. Nous pouvons donc faire des économies d'échelle et appuyer la croissance de notre poste.

6^e *Les clients veulent une «Communication professionnelle»*

Il faut absolument pouvoir communiquer directement avec les clients. Nous avons communiqué directement avec nos hommes d'affaires, nous avons un annuaire des hommes d'affaires, nous leur écrivons directement, nous dialoguons avec les associations commerciales. En bref, nous voulons un partenariat stratégique avec nos clients. Ce dont nous avons besoin ici, c'est de la «Glasnost». En d'autres termes, nous aurions besoin d'une «Postnost» c'est-à-dire d'une transparence postale.

7^e *Communications avec nos propres employés*

Nos employés sont un maillon vital car ils représentent les services que nous rendons. Il faut donc une communication qui aille dans les deux sens avec nos employés. Nous devons les tenir au courant des changements, écouter ce qu'ils disent, les encourager à mieux répondre aux clients. Nous devons avoir un système rétroactif à partir de ceux qui vendent nos services.

Enfin, je voudrais identifier les mesures à prendre, à savoir:

Première action: Nous avons besoin de plus de recherche concertée sur le marché. Nous devons établir une coopération dans ce domaine sur le plan national et sur le plan régional afin de créer une banque de données de haute qualité que nous pourrions tous utiliser.

Deuxième action: Nous devons avoir une formation positive dans le domaine de la recherche du marché et l'application du soin aux clients.

Troisième action: Nous devons encourager les programmes sur les soins aux clients qui se fondent sur la meilleure pratique extérieure.

Quatrième action: Nous devons simplifier notre réglementation internationale pour la rendre plus souple vis-à-vis du client et moins bureaucratique, cela est absolument essentiel. Nous devons absolument mettre hors la loi la bureaucratie. Je suis sûr que nos concurrents peuvent agir beaucoup plus vite que nous parce qu'ils n'ont pas besoin d'un Congrès de cinq semaines pour mettre au point les réglementations et ils réagissent plus rapidement. Nous devons donc être nous aussi plus rapides. Nous demandons instamment au Bureau international, au CE et au CCEP de reviser les règles pour les rendre moins bureaucratiques, plus commerciales et plus rapides. Nous pouvons faire beaucoup en tant qu'Administrations pour augmenter la connaissance que nous avons de nos marchés et cela pour le plus grand bien de nos clients et pour l'enrichissement de nos services postaux.

(Applaudissements.)

L'IRLANDE: Au cours de ces derniers jours, j'ai été profondément impressionné par le nouvel esprit qui règne au sein de l'UPU. Je perçois un vif désir de s'engager à répondre aux besoins de tous nos usagers et je ressens aussi une nouvelle détermination, celle de modifier la façon d'exercer nos activités.

M. Cockburn a dressé un tableau très illustratif et donné une image peu réjouissante de la situation dans laquelle se trouve notre organisation qui, non seulement ne peut pas suivre le rythme de croissance du marché, mais qui de surcroît enregistre un net fléchissement du trafic postal. Si une société privée se trouvait face à une situation analogue, les perspectives d'avenir seraient véritablement sombres. Mais il y a aussi des aspects positifs et M. Bill Cockburn et son groupe ont également indiqué dans quel sens la communauté postale mondiale devrait se diriger si nous voulons relever le défi commercial lancé par nos concurrents.

Depuis quelque temps déjà, la poste irlandaise a pris conscience de la réalité en ce qui concerne notre situation sur le marché et son incidence pour l'avenir. Par ailleurs et grâce à l'engagement quasi unanime de la CEPT, l'Union postale restreinte pour l'Europe, et grâce à l'appui d'Administrations postales de premier plan, nous avons déjà pris des mesures pour changer radicalement notre façon d'aborder le marché des communications. Nous nous sommes employés à créer une nouvelle société commerciale coopérative, devant jouer le rôle de fer de lance pour 21 Administrations postales dans l'exécution d'actions déterminées propres à répondre aux besoins de nos clients. Cette nouvelle structure internationale, désormais désignée sous le nom d'UNIPOST, a pour mission essentielle d'appuyer et de diriger les activités commerciales internationales de ses membres et de permettre de fournir à leur clientèle des prestations de qualité encore supérieure.

Ce qui est unique et fondamental dans le rôle d'UNIPOST c'est son Conseil qui ne compte que sept membres; j'ai le privilège d'en être le président. Cette structure de gestion, sans précédent dans le monde postal, permet la prise rapide de décisions concrètes, ce qui est de plus en plus nécessaire sur le marché commercial où nous devons fonctionner.

La pierre angulaire du lien entre UNIPOST et ses 21 Administrations membres est une série d'accords de partenariat qui prévoient des engagements sur une base de réciprocité et qui définissent les attributions. Ces accords portent notamment sur des normes de qualité du service acceptées à titre réciproque pour une gamme complète de produits postaux, en particulier EMS. Ces normes sont contrôlées en permanence par une société travaillant en toute indépendance. Autre particularité d'UNIPOST: elle prévoit des dispositions pour l'adoption éventuelle de mesures correctives pour le respect des engagements pris. UNIPOST, pour sa part, joue un rôle de pointe dans la bonne application concrète des normes de qualité de service en exploitant son propre réseau spécialisé de transport aérien de nuit à l'intérieur de l'Europe et entre l'Europe et l'Amérique du Nord.

Cette définition et ce contrôle de la qualité de service assurés par UNIPOST correspondent de près aux travaux que l'UPU se propose d'entreprendre dans la période à venir. UNIPOST reconnaît le rôle que l'UPU doit jouer dans ce domaine et considère cette activité comme complémentaire à la sienne propre. Grâce aux contacts étroits établis avec l'UPU, il n'y aura pas double emploi dans les efforts déployés. En outre, les ressources supplémentaires mises à la disposition de l'UPU seront affectées à des domaines où l'impact pourra être maximal.

Le document préparatoire du Groupe identifie un autre domaine clé: l'étude de marché. Beaucoup trop longtemps, nous nous sommes contentés de fournir les mêmes prestations à nos clients, sans tenir compte des changements radicaux qui s'opéraient sur le marché. UNIPOST a déjà confié à des consultants de l'extérieur la conduite d'une étude destinée à nous donner une image plus précise de ce que seront les besoins à moyen terme de nos clients en matière de prestations postales. Ce n'est qu'un début, mais il est évident qu'il faudra y consacrer beaucoup de temps et des ressources considérables si l'on veut suivre le rythme croissant de l'évolution du marché des communications. En outre, UNIPOST rappelle qu'il est dans son intention de mettre les résultats de ses travaux dans ce domaine à la disposition de toute la communauté postale, cela par l'intermédiaire du Bureau international de l'UPU. UNIPOST et l'UPU sont déjà convenues qu'UNIPOST formerait des experts de l'UPU aux méthodes de contrôle des bureaux d'échange et qu'un équipement de base de suivi et de localisation des envois serait donné à des pays en développement.

Les autres domaines où UNIPOST œuvre en faveur du développement commercial des activités de ses membres sont entre autres les suivants:

- accélération de la mise en place de systèmes de suivi et de localisation des envois EMS;
- établissement de procédures commerciales et douanières accélérées pour les produits sensibles au facteur temps;
- développement du courrier électronique et de nouveaux produits commerciaux;
- installation de centres de service à la clientèle, cela s'accompagnant de l'organisation de réponses plus rapides à toute demande de la clientèle.

J'ai tenté de vous donner dans le peu de temps qui nous est imparti un aperçu de la façon dont UNIPOST s'efforce de fournir aux clients ce qu'ils désirent, quand ils le désirent et où ils le désirent. Si nous voulons véritablement tenir nos engagements, autrement dit placer l'intérêt du client au premier plan de nos préoccupations, nous devons agir et agir vite, renverser la tendance au fléchissement du trafic et reconquérir notre part du marché. UNIPOST a déjà pris des mesures dans ce sens et nous nous félicitons que l'UPU s'attelle à cette

même tâche à l'échelle internationale. Comme je l'ai déjà dit, UNIPOST a conscience que la reconquête de notre part de marché dépend des réactions de la communauté postale mondiale et pas seulement d'une partie de cette communauté. UNIPOST est par conséquent disposée à servir de modèle d'action pour le développement commercial et à partager ses ressources et son expérience avec d'autres Administrations par l'intermédiaire de l'UPU. Ce défi qui nous est lancé peut se comparer à celui qui a été relevé si énergiquement par nos prédécesseurs qui ont créé l'UPU il y a plus d'un siècle. Ce qui nous est demandé aujourd'hui c'est de faire preuve d'un esprit novateur peut-être égal, voire supérieur, à celui qu'ils ont montré.

Il est cependant une chose dont nous pouvons être sûrs: le temps ne travaille pas pour nous, et toutes les initiatives que nous prendrons aujourd'hui et durant les semaines à venir devront se concrétiser rapidement et complètement de façon à faire comprendre à nos concurrents du monde entier que parler poste c'est aussi parler affaires.

Les PAYS-BAS: Monsieur le Président, j'aimerais vous instruire de la façon dont nous, aux Pays-Bas, considérons le marché et notre clientèle, et vous faire connaître, en particulier, notre attitude vis-à-vis de la concurrence. Pour nous, la concurrence n'est pas seulement une chose qui existe; c'est aussi un élément vital qui nous permet de continuer d'opérer.

Avant de poursuivre sur ce sujet, il me faut vous donner un aperçu général de la situation actuelle de la poste néerlandaise. Au début des années 50, les PTT néerlandais se sont rendus compte, conjointement avec le gouvernement, que des bouleversements s'annonçaient dans le marché des communications, tant au niveau national qu'international.

Il est devenu également évident que pour un organisme gouvernemental nous étions mal équipés en termes de structure organique ainsi que d'instruments financiers et de commercialisation. Nous disposions d'une structure organique rigide, tournée vers les problèmes intérieurs, nous n'avions aucune possibilité d'étendre nos activités grâce à une prise de participation ou un rachat d'entreprise et nous n'étions pas libres de fixer notre politique en matière de prix et de produits. Bref, à tous les niveaux, «Big Brother» avait l'œil sur nous.

Pendant ce temps, bien entendu, la concurrence prospérait avec bonheur dans tous les secteurs de notre activité et attaquait, en particulier, une large part de notre marché des services hauts de gamme pour finalement s'en emparer.

Aujourd'hui, et cela depuis le 1er janvier 1989, après des années de soigneuse réflexion, le gouvernement a fini par nous lâcher sur le marché pour que nous puissions être sur un plan d'égalité avec les autres et nous mesurer pleinement à la concurrence. Nous sommes à présent une société indépendante, libérée de l'emprise directe du gouvernement, pourvue d'une organisation souple, orientée vers le marché extérieur et dotée d'un personnel n'appartenant plus au corps des fonctionnaires.

Nous ne bénéficions que d'un monopole très restreint, celui sur les lettres jusqu'à 500 grammes, et cela convient, à notre avis; et même ce faible monopole peut être battu en brèche par les coursiers, sous certaines conditions. Nous sommes tenus en outre d'offrir un service public à l'échelle du pays, celui du transport et de la

distribution de tous les envois jusqu'à 10 kg, ceci dans un contexte où la concurrence joue à fond, bien entendu. Actuellement, 60 % de notre volume sont soumis à la concurrence: cela inclut les lettres, les colis, les imprimés, les livres, les magazines et les objets de valeur.

En réalité, nous ne nous heurtons pas à la concurrence dans tous les segments du marché du transport et, contrairement à ce que j'ai lu dans certains documents, nous ne considérons pas cela d'une façon négative mais y trouvons plutôt une source d'inspiration.

C'est en fait la seule façon de survivre sur ce marché où nous opérons. Ce n'est que sous la pression d'une concurrence directe que vous découvrez vos dernières limites quand il s'agit d'offrir le service le plus haut de gamme, aux prix les plus bas, autorisant pourtant un bénéfice. Croyez-moi, soumis à une pression intense, vous trouvez toujours qu'il y a plus d'espace que vous ne l'auriez imaginé.

Si nous devons nous inquiéter de la concurrence dans le monde postal, il me semble que c'est de la concurrence qui cherche à se substituer à nous bien que, là encore, ce ne soit qu'une question de prix.

En termes de résultats, la poste néerlandaise a obtenu l'année dernière, comme cette année, des bénéfices relativement bons et la perspective pour ces quelques années à venir est brillante.

Monsieur le Président, si, comme nous, vous considérez que la concurrence est une condition sine qua non d'un meilleur service postal, rien dès lors n'empêche d'envisager l'éventualité d'une coopération ou d'une collaboration avec les concurrents, si cela doit ajouter de la valeur au service offert à nos clients. Il n'y a absolument aucune raison de ne pas coopérer avec des tiers dans les domaines où nous ne pouvons satisfaire la demande du marché. C'est une vérité évidente qui s'applique à la plupart, sinon à la totalité, de nos activités.

Cette coopération peut, selon moi, revêtir diverses formes, depuis de simples accords concernant l'exploitation de certains segments du secteur jusqu'à la constitution de sociétés mixtes dans d'autres segments, en fonction de ce que le marché exige de nous dans un domaine spécifique.

Je trouve donc décevant de lire dans certains documents que ce genre d'initiative serait un danger pour le service postal international.

Pour conclure, Monsieur le Président, notre avis est que la clé de l'avenir réside dans une parfaite collaboration postale. Mais, il nous semble également qu'il convient d'adopter un point de vue équilibré et une approche souple en ce qui concerne nos relations avec d'autres sociétés.

Sinon, nous courons le risque que dans dix ans nous soyons réduits à ne plus être qu'un service social à peine bon pour les segments les moins rentables du marché.

Aussi la direction de la poste néerlandaise considère-t-elle que son enjeu pour l'avenir consiste à conserver et à accroître sa part du marché, dans tous les segments de son secteur d'activité. Toutefois, cela ne peut se faire, à notre avis, qu'en écoutant attentivement la clientèle et en adaptant notre action en conséquence.

Nous sommes certains que là réside la meilleure manière d'assurer à notre personnel la continuité de notre entreprise et à nos actionnaires des dividendes élevés.

La HONGRIE (RÉP.): De nos jours, l'évolution des habitudes de consommation de la population et des établissements publics, et la différenciation des demandes, influencent l'utilisation des services postaux, ce qui exige une réaction adéquate de la part de la poste. Partout où cela est nécessaire et possible, il faut élargir, renouveler et remplacer les différents services, en montrant l'intérêt respectif au moyen des relations publiques et en appliquant des tarifs adéquats.

Donc, la poste a besoin d'une stratégie de marketing plus souple que celle qu'elle a eue auparavant et qu'elle doit adapter au nouveau marché. Cela exige une nouvelle politique commerciale, de nouveaux moyens et méthodes, ainsi que des changements de statut si nécessaire.

Le but de cette stratégie de politique commerciale ne peut être que la satisfaction des demandes des services postaux.

Du point de vue de la stratégie de marché, le problème ne réside pas seulement dans le danger que la poste peut perdre ses marchés et revenus face à la concurrence, mais aussi au fait qu'elle perd la confiance du public, ce qui est la base la plus importante de la collaboration actuelle et future. C'est la raison pour laquelle il faut s'efforcer d'obtenir de meilleurs rendements qu'actuellement. Une stratégie de marketing correspondant à ces buts doit garantir également que la poste soit toujours à l'écoute du marché et maintienne sa capacité de se renouveler.

Les expériences internationales prouvent que la réalisation d'une stratégie de politique commerciale ne peut réussir que dans le cadre d'une conception spéciale de marketing adaptée à la nouvelle situation que rencontrent les postes.

Notre Congrès examine de nombreuses questions en vue de sensibiliser les Administrations postales au danger de la concurrence et à la nécessité d'améliorer la qualité de leurs services, de leur organisation et de leur gestion. Ainsi la poste pourra satisfaire aux besoins technico-scientifiques de notre ère et s'adapter aux nouvelles orientations du marché.

C'est dans ce contexte qu'a lieu le Débat général qui traite en détail de la situation du marché, des relations de la demande et de l'offre et de l'élaboration de la stratégie commerciale et opérationnelle de la poste.

Mais tout cela ne signifie pas que les Administrations postales du monde, parmi lesquelles la poste hongroise, devraient attendre les décisions du Congrès pour prendre des mesures dans ce domaine. Bien au contraire! Partout la poste se développe sans cesse: elle élargit et améliore ses services, emploie une technique plus moderne partout où cela est possible et commence à agir comme une entreprise commerciale.

Aussi la poste hongroise élabore-t-elle des conceptions stratégiques qui peuvent servir de base pour la poste future: elle emploie des solutions techniques nouvelles en prenant en considération le marché dans la plus grande mesure possible et tout ceci pour servir mieux ses clients. La poste hongroise a pris et prendra dans l'avenir de nombreuses mesures dans ce domaine. Avec votre permission, je voudrais vous en citer quelques exemples.

L'apparition de concurrents nous a obligés à faire de nombreuses études de marché. Ainsi, avant l'introduction de nouveaux services, nous avons effectué des études prospectives du marché pour estimer les demandes probables, par exemple concernant l'utilisation du courrier accéléré/EMS, ou l'émission, la collection et le commerce de timbres-poste. Tous les trois à cinq ans, nous effectuons des sondages d'opinion portant sur la poste et ses prestations.

Après l'introduction de nouveaux services, nous en examinons les répercussions et mesurons régulièrement le contentement des clients concernant l'attitude de nos agents. Nous faisons également des enquêtes parmi les employés de la poste pour mieux connaître leurs opinions et expériences.

Nous attachons une importance particulière aux relations publiques en particulier avec la presse. Ainsi les articles les plus intéressants ayant trait aux activités de la poste sont dotés d'un prix public.

Nous apportons un grand soin pour obtenir un bon comportement de nos agents envers la clientèle. Au cours des années passées, nous avons organisé des cours spéciaux pour 20 000 employés qui sont en contact avec les clients. Périodiquement, nous organisons des séminaires de marketing et des conférences à l'intention des collègues intéressés et nous publions pour eux et pour les dirigeants de niveau moyen une revue internationale de marketing postal.

En vous présentant ces quelques exemples, j'ai voulu vous démontrer que dans le cadre du développement des activités postales, l'aspect marketing s'avère, comme en Hongrie, de plus en plus important.

Il faut cependant remarquer que nous ne sommes pas toujours bien informés des développements réalisés dans ce domaine, des changements survenus dans la manière de voir et des résultats obtenus au sein des Administrations, alors que la connaissance mutuelle des bonnes méthodes et de leur adaptation serait profitable à tous.

C'est la raison pour laquelle je propose que le Congrès inclue dans son programme d'action l'échange régulier des informations de marketing. Celui-ci devrait comprendre la diffusion des expériences de marketing des Administrations, la connaissance mutuelle des méthodes de publicité et de relations publiques destinées à améliorer l'image de la poste.

L'ISLANDE: Nous devons servir le client de la meilleure façon possible sinon il va s'adresser aux concurrents. Si nous ne nous appliquons pas dans le traitement du courrier ordinaire, nos clients vont penser que nous ne sommes pas capables de traiter correctement du courrier de type EMS. Si nous ne pouvons garantir une distribution rapide des cartes postales, personne ne croira que nous pouvons garantir un service rapide.

M. Dahlsten, de la Suède, va vous donner quelques explications sur un instrument mathématique appelé baromètre de satisfaction instauré pour mieux connaître notre clientèle.

La SUÈDE: Nous cherchions à comprendre les incidences de toutes les activités orientées vers les besoins du client. En effet, nous devons satisfaire les désirs des clients comme cela se fait dans le monde des affaires. Si nous n'y parvenons pas, nous devons changer notre manière de faire et chercher de nouvelles méthodes même si nous devons coopérer avec nos concurrents.

Comme l'a dit le Secrétaire général, pour les frais terminaux nous devons avoir des réactions plus réalistes. Nous devons comprendre que ce sont nos lacunes par rapport aux demandes de la clientèle qui ont donné des armes à nos concurrents. A quoi bon vouloir être protégés par un monopole si nous ne pouvons satisfaire nos clients.

C'est pourquoi nous avons instauré un baromètre de satisfaction de la clientèle qui a pris également en compte divers secteurs économiques suédois. C'est un système mathématique qui indique la satisfaction des clients d'une société sous la forme d'un indice de 1 à 100. La technique utilisée est celle de l'interview. Dans 17 secteurs économiques, 20 000 personnes ont été interrogées. Une firme de vente de voitures japonaises a été la mieux classée, la moins bien classée était une compagnie publique de télévision suédoise. Les sociétés participantes à l'étude ont été regroupées en un club pour que celles qui ont obtenu de bons résultats fassent profiter les autres de leur expérience.

Résultat intéressant de cette étude, la Poste de Suède est la société qui pourrait augmenter son indice de satisfaction plus que n'importe quelle autre seulement en changeant les priorités entre qualité/prix et satisfaction. De plus, nos clients sont prêts plus que tous les autres à payer davantage pour un meilleur service. Donc la qualité du service est le point essentiel à traiter en priorité.

Nous pensons également que nous sommes une famille et qu'il faut être solidaires vis-à-vis de ceux qui sont en retard au point de vue du développement, et que c'est toute cette famille qui doit faire face à la concurrence.

Nous espérons qu'à la fin du Congrès nos travaux apporteront une contribution encore plus importante que tous les autres Congrès pour renforcer le caractère concurrentiel de la famille postale.

ISRAËL: Nous avons écouté avec grand intérêt les exposés particulièrement instructifs qui ont été faits sur le sujet d'aujourd'hui et nous sommes reconnaissants aux délégations qui nous ont fait connaître leur point de vue à ce Congrès. Je voudrais maintenant indiquer à nos collègues les récentes réalisations de l'organisme israélien des postes, réalisations qui pourraient à notre avis aider d'autres membres de l'UPU, en particulier ceux qui envisagent de passer du statut d'administration publique à celui d'organisme à caractère plus commercial.

Jusqu'en 1987, la poste israélienne relevait d'un ministère du Gouvernement. En tant que service public, elle n'avait pas cherché à définir sa clientèle ainsi que ses divers besoins. Au contraire, elle fournissait des services en fonction de ses propres choix et intérêts, et non pas de ceux des usagers.

De ce fait, les services postaux connaissaient les difficultés suivantes:

- détérioration progressive de la qualité du service;
- diminution du nombre d'envois distribués par habitant;
- pénétration de la concurrence dans les secteurs rentables du marché;
- faible image de marque aux yeux de la clientèle;
- faible respect de soi, faible motivation et faible rendement du personnel.

Avec le passage au statut d'identité indépendante, la Direction a placé la clientèle au centre de toutes ses activités, et elle a axé tous ses plans et programmes en conséquence. En un mot, elle s'est tournée vers le client.

Une étude de marché a été conduite à trois niveaux, à savoir:

- a) la clientèle;
- b) la concurrence;
- c) forces et faiblesses de la poste elle-même.

L'évaluation des besoins de la clientèle a été effectuée en classant les groupes d'utilisateurs en fonction de leurs besoins. Dans le cadre d'une nouvelle politique, des études de marché ont été conduites dans le dessein de fournir un flux constant d'informations sur ce que les clients attendent et sur l'évolution de leurs besoins.

L'évaluation de la concurrence a consisté à connaître le marché existant et le marché potentiel, ainsi que les entreprises qui en faisaient partie. La poste examine actuellement la possibilité de mettre en place un système d'informations commerciales qui aurait pour tâche de rassembler des données, les analyser et les traiter, cela de façon régulière.

En étudiant ses propres activités, la poste a découvert qu'il y avait synergie entre les trois activités principales:

- a) transmission d'informations écrites;
- b) transmission de biens (colis);
- c) transmission de fonds.

Nous avons également découvert les avantages que représente le fait de pouvoir offrir à la clientèle un produit complet, global et non pas simplement partiel.

Nous avons compris alors qu'il était indispensable de procéder à des modifications organiques si nous voulions répondre aux besoins des utilisateurs, et qu'il nous fallait aussi planifier nos activités en conséquence. L'étape déterminante a consisté à créer un service de marketing et à désigner des représentants de ce service dans chacune de nos six régions.

Ces évaluations ayant été faites, l'activité postale a été décomposée en six secteurs d'activité, à savoir:

- poste aux lettres;
- colis postaux;
- services rapides (transmission électronique de messages, complétée par une distribution matérielle des objets);
- services de guichet;
- services financiers;
- services philatéliques.

Des efforts intenses ont été déployés pour élaborer, au niveau régional et au niveau national, un système axé sur le marché.

Nous avons établi un système de contrôle et de suivi pour analyser l'efficacité de chacune des unités régionales de marketing.

De nouveaux services ont été créés pour répondre aux besoins du public, notamment les suivants:

- service «coursier» porte-à-porte;
- transport de fonds;
- service international de messageries (encore en cours de mise au point);
- services électroniques de télécommunications avec valeur ajoutée.

Les travaux de recherche complets sont effectués sur l'évolution éventuelle des besoins du marché. Nous avons conscience qu'il est important d'influencer et d'encourager l'économie nationale en offrant de nouveaux services indispensables, comme cela est le cas pour ces services de télécommunications avec valeur ajoutée.

Des travaux sont en cours pour la mise en place de systèmes informatisés de pistage et de repérage modernes sur l'exploitation postale, afin de pouvoir immédiatement répondre aux demandes et réclamations des usagers.

Nous avons également l'intention de prendre contact avec tous nos «actionnaires», autrement dit, nos clients, nos vendeurs, les employés et le grand public, pour les encourager à participer à la fixation des objectifs et de la stratégie de la poste.

Le statut juridique du monopole postal fait également l'objet d'un examen à l'heure actuelle et nous insistons auprès du Gouvernement pour organiser le marché des services postaux, pour empêcher une concurrence déloyale de la part des sociétés de repostage, des banques commerciales et d'autres entreprises.

Une première mesure a récemment été prise dans ce sens par le Gouvernement; elle a consisté à accorder à des sociétés privées des licences leur permettant d'assurer certains services postaux traditionnels, et par là même, à ouvrir à la concurrence le secteur des envois urgents. Bien entendu, toute concurrence exercée dans les grandes villes a des effets indésirables sur les recettes de la poste. Pour résoudre ce problème et nous permettre de continuer à exécuter des services de base uniformes dans l'ensemble du pays, il sera appliqué une taxe aux titulaires de telles licences. Les montants ainsi perçus seront versés à un fonds spécial consacré à l'amélioration et à l'extension des services postaux dans les zones à développer et dans les régions éloignées.

Nous observons que les modifications déjà réalisées ont renversé positivement la tendance en ce qui concerne les activités postales et nous nous attendons à une augmentation importante du trafic et, éventuellement, à une amélioration des possibilités financières de la poste.

Parallèlement à ces travaux, nous nous efforçons de collaborer avec les autorités postales du monde afin de simplifier l'exploitation et de développer et diversifier les prestations offertes au public. Nous pouvons citer à titre d'exemples les services internationaux porte-à-porte pour lesquels nous aimerions trouver des partenaires dans d'autres Administrations postales. Dans ce domaine précis, nous pensons que ce Congrès a une mission très importante à remplir et je suis convaincu qu'il la mènera à bien de la meilleure façon possible.

L'ÉGYPTE: L'Organisme des postes de la République arabe d'Egypte, qui a été parmi les premières Administrations à avoir introduit l'EMS, suit avec intérêt toutes les études qui proviennent des organes de l'Union et qui se rapportent à ce service et à son développement. En effet, les études élaborées dans le domaine de l'EMS ont eu des répercussions sur plusieurs aspects, et je voudrais souligner à cet effet un aspect qui revêt, à notre avis, une grande importance et constitue la pierre angulaire de l'instauration et du développement de ce service, notamment pour les Administrations des pays en développement. Il s'agit de la nécessité pour chaque Administration de disposer d'un organe chargé de l'étude du marché et de déterminer les besoins de la clientèle tant en ce qui concerne les services postaux traditionnels et les moyens de les développer, qu'en ce qui concerne les nouvelles prestations postales qui sont des services économiques en premier lieu confrontés à une concurrence acharnée de la part des messagers privés.

La responsabilité d'un tel service doit naturellement être confiée à des cadres qualifiés, formés et d'un haut niveau de compétence. Je me trouve contraint ici de me tourner vers notre grande Union, les Unions postales restreintes et les Administrations postales des pays développés afin qu'elles offrent toutes les possibilités dont elles disposent pour former et initier lesdits cadres auxquels il incombera d'introduire les nouveaux services postaux, et pour permettre à ces Administrations de faire face à la forte concurrence et aux multiples possibilités des sociétés de transport privées, sur une base scientifique et technique adaptée aux besoins actuels et futurs de la clientèle, les études de marché constituant une notion relativement récente même dans les pays les plus avancés.

S'il apparaît, à première vue, que seules les Administrations postales des pays en développement profitent de cet état de fait, l'examen approfondi de la question prouve clairement que même si cela est en effet au profit desdites Administrations d'un certain point de vue, c'est l'ensemble du service postal international qui bénéficie de ce service que nous essayons tous de développer et de promouvoir au profit des usagers de la poste.

Le COSTA-RICA: Pour l'Administration postale du Costa-Rica, la participation à ce débat revêt une grande importance en raison de l'intérêt que notre Administration porte à l'amélioration et au développement des services postaux nationaux et internationaux.

Notre délégation est entièrement d'accord sur la nécessité d'entreprendre une action commerciale intense qui permettrait de conserver et d'accroître notre participation au marché.

Il nous faut partir de l'idée que la création des services postaux est née d'un besoin de l'homme et qu'ils sont par conséquent intimement liés aux besoins déterminés par la société. Toutefois, si à une certaine époque on répondait aux besoins de la clientèle, il est arrivé un moment où il n'a plus été possible de faire rapidement face aux nouvelles exigences du marché.

En raison de cette situation, diverses entreprises extrapostales ont tiré parti de nos faiblesses pour offrir les produits demandés sur le marché et aussi d'autres auxquels on n'avait même pas songé. Cette concurrence a démontré que le courrier est une bonne affaire et que, bien géré, il pouvait être très bénéficiaire. C'est pourquoi, pour le Costa-Rica, on ne peut pas valablement dire que la concurrence est réellement une menace; nous pensons au contraire qu'elle peut servir à mesurer la qualité de nos services, exception faite cependant du repostage qui constitue une concurrence déloyale, vile, féroce et perverse.

Nous avons également parlé ici des progrès techniques qui permettent à d'autres secteurs de générer des produits concurrençant ceux de la poste. Cet état de choses est normal. Ce que nous devons faire c'est profiter de ces mêmes progrès techniques en étant plus efficaces que la concurrence dans la fabrication de nos propres produits. En outre, si nous recherchons des produits homogènes, nous devons systématiquement les élaborer en recourant à une technique moderne.

Dernièrement à Rio de Janeiro, lors du Débat général qui s'est déroulé entre les pays de l'Union postale des Amériques et de l'Espagne (UPAE) sur «La poste de l'an 2000», il a été notamment tiré la conclusion suivante:

«Le développement des réseaux électroniques provoquera l'apparition de nouveaux produits qui rivaliseront avec ceux de la poste, mais celle-ci pourra utiliser ces mêmes réseaux pour envisager de nouveaux services.»

Messieurs les délégués, nous pensons qu'il nous faut envisager les progrès technologiques non pas sous cet aspect négatif consistant à observer les produits que pourrait engendrer la concurrence, mais en pensant davantage aux produits que nous pouvons nous-mêmes générer, en tirant parti de ces mêmes progrès techniques pour nous développer avec une urgence qui se fait de plus en plus pressante.

Soulignons pour conclure que si les pays développés sont parvenus à transformer les Administrations en entités ayant leur propre philosophie en matière d'entreprise, il n'en a pas été de même dans la majorité des pays en développement. Pourtant, il s'agit là d'une idée essentielle si l'on veut relever les défis qui sont actuellement lancés dans le monde entier.

Le BÉNIN: Comme je prends la parole pour la première fois devant cette auguste assemblée, je voudrais m'associer à tous mes collègues Ministres et autres Chefs de délégation qui m'ont précédé pour vous dire, Monsieur le Président, la haute appréciation de ma délégation:

- sur l'insigne honneur que le Président George Bush nous a fait, aussi bien individuellement que collectivement, en présidant lui-même la cérémonie solennelle d'ouverture du Congrès;
- sur la parfaite organisation de nos assises;
- sur les principales préoccupations exprimées par les uns et les autres tant en ce qui concerne l'amélioration du service postal mondial, que la dynamisation de la coopération technique aux plans bilatéral et multilatéral à travers l'UPU.

Je voudrais saisir cette opportunité pour exprimer la totale confiance que ma délégation porte au bureau du Congrès qui a été élu lundi dernier et l'assurer de tout son soutien.

Pour en venir au Débat général de ce jour, il convient de souligner le caractère à la fois judicieux, opportun et actuel de son thème central puisqu'il cadre parfaitement avec le souci majeur qui anime nos Administrations. Il faut d'ailleurs reconnaître que le premier sous-thème, «Connaissance du marché», donne le ton à nos discussions et ses conclusions constitueront, à n'en pas douter, le fil conducteur qui va nous permettre de bien circonscrire les problèmes auxquels nous sommes tous confrontés. Il convient cependant que grand compte soit tenu de la spécificité de l'environnement de chaque Administration postale, pour ne pas tirer des conclusions standards qui finalement ne serviront pas à grand-chose.

En effet, l'environnement socio-économique d'un pays comme le Bénin, s'il peut trouver des similitudes chez ses voisins comme le Togo, le Burkina Faso, le Niger ou dans la sous-région ouest-africaine, n'aura aucun point commun, je dis bien aucun point commun, avec celui qui prévaut dans des pays comme la France, la Grande-Bretagne, le Japon, l'Australie, les Etats-Unis d'Amérique. Au Bénin, comme dans la plupart des pays africains cités plus haut, le marché postal existe bel et bien et nos Administrations y occupent des positions de monopole (non encore entamé). L'objectivité et le réalisme nous imposent toutefois de dire honnêtement que nous ne connaissons pas nos marchés parce que:

- nous ne pouvons pas aujourd'hui dire avec précision quels sont nos principaux clients;
- s'il nous est possible de savoir que tous les usagers de la poste veulent avoir un service rapide et sûr, il ne nous est pas possible, par manque d'instruments d'appréciation, d'identifier les nouveaux besoins de nos clients;
- nous ne disposons pas non plus de moyens nous permettant de créer des produits nouveaux et de susciter les besoins correspondants de notre clientèle.

Autant de choses, Monsieur le Président, qui amènent la délégation béninoise à proposer que la Direction générale de l'UPU commette une étude dont l'objectif principal sera de doter les Administrations des pays comme le Bénin d'instruments d'analyse, d'appréciation et d'évaluation pour une meilleure connaissance et par voie de conséquence une bonne maîtrise de leur marché.

Le PANAMA (RÉP.): La délégation de l'Administration postale panaméenne et à travers elle les fonctionnaires postaux panaméens tiennent à exprimer leur profonde reconnaissance aux autorités gouvernementales et postales des Etats-Unis d'Amérique pour le chaleureux accueil qui nous a été réservé et se félicitent d'être les hôtes d'un événement d'une telle importance.

Je parlerai de la qualité des services, de cette qualité qui doit être l'élément principal d'attrait de la clientèle. Cette qualité ne saurait être de telle ou telle Administration postale ou de quelques-unes d'entre elles; elle doit être l'élément prédominant pour toutes les Administrations postales, sur l'ensemble du réseau postal international.

Comme cela a été dit ici, la «qualité de la chaîne est déterminée par celle du chaînon le plus faible»; c'est pourquoi nous devons tous nous renforcer et nous perfectionner.

Le Panama (Rép.) a eu pour ambition de réaliser ce processus d'intégration, mais il se heurte à de nombreuses difficultés qui rendent ses efforts stériles.

Quelques grands pays d'où nous parvient la totalité ou la plus grande partie du courrier ne prêtent pas une attention suffisante à la qualité de leur service; dès lors, il est inutile de nous préparer à distribuer efficacement de tels envois qui arrivent dans nos pays avec de tels retards ou qui portent des marques évidentes de spoliation.

Pourtant, nous nous efforçons de fournir un service rapide et de bonne qualité, bien que, paradoxalement, nous recevions des critiques de nos clients.

Pour conclure, Monsieur le Président, nous devrions faire en sorte qu'en principe les grands pays qui, eux, disposent de ressources suffisantes améliorent leurs services dans les plus brefs délais de façon que cette initiative générale contribue au perfectionnement de l'ensemble de notre réseau.

Le CAP-VERT: Aux Congrès de Rio de Janeiro 1979 et de Hamburg 1984 des mesures visant à améliorer les services postaux dans nos pays ont été adoptées. Cela s'est traduit par des résultats significatifs enregistrés ici et là.

Cependant, ces mesures n'ont pas empêché qu'un grand nombre de nos Administrations soient confrontées au défi de la concurrence agressive. C'est pourquoi il se révèle indispensable de trouver rapidement des solutions appropriées et d'adopter des stratégies susceptibles de limiter, voire d'enrayer les effets négatifs de cette concurrence.

Eu égard à son rôle social dans les pays en développement, la poste devrait utiliser au mieux les moyens humains et matériels dont elle dispose pour faire face à la concurrence.

Des mesures d'urgence s'imposent pour rentabiliser les ressources disponibles, en introduisant des systèmes modernes de gestion, en créant de nouvelles attitudes mentales chez les postiers, en sensibilisant le personnel au caractère commercial de la poste. Un large profit doit être tiré de l'évolution technologique dans le domaine des transports et communications pour adapter et améliorer la qualité de nos prestations.

Mais ces diverses mesures ne pourront être couronnées de succès que si elles sont adoptées dans un contexte global, basé sur les potentialités de nos marchés et la coordination de nos mesures tarifaires, tant au plan régional que mondial.

L'une des difficultés des pays en développement, c'est la méconnaissance des marchés existants et potentiels, méconnaissance due à une passivité elle-même liée à la situation de monopole dont l'Administration postale jouit dans ces pays.

Ce monopole doit être conquis et justifié par une amélioration des prestations fournies.

La concurrence a su profiter de nos défaillances pour se développer rapidement. Les entreprises de repostage se multiplient dans nos pays. Elles obligent parfois nos Administrations à recourir à leurs services en offrant des conditions apparemment avantageuses, mais qui, à moyen terme, se révèlent préjudiciables à la poste, affaiblissant nos systèmes de courrier.

C'est pourquoi nous pensons que la manière et les moyens de remédier à cette situation doivent être au cœur des réflexions de tous les délégués ici rassemblés.

L'UPU a un rôle de tout premier plan à jouer dans la recherche des solutions appropriées à cette situation. Nous faisons pleine confiance aux organes compétents de l'Union, notamment pour la simplification et la modernisation de la réglementation postale internationale, ainsi que son adaptation constante aux exigences commerciales et techniques actuelles et à l'évolution des besoins de notre clientèle. Nous soulignons que tout retard lié aux formalités bureaucratiques devrait être évité.

En ce qui nous concerne, le service EMS est déjà une réalité au Cap-Vert, et nous œuvrons à son extension progressive. Nous nous employons également à l'implantation et au développement du courrier électronique. Nous pensons à l'introduction d'autres services nouveaux dès que ce sera possible.

La JORDANIE: Il faut reconnaître qu'il est difficile de relever de nouveaux éléments pour le sujet en discussion. Toutefois, de nombreuses Administrations considèrent l'étude du marché comme une énigme qu'on ne peut résoudre. Un très grand nombre d'Administrations des pays du tiers monde ne sont pas en mesure, du point de vue méthodologique, d'entreprendre une étude de leur propre marché, étant dépourvues des moyens pour le faire. Par conséquent, elles se tournent vers le Bureau international. Mais il faut être réaliste et reconnaître en même temps que celui-ci ne peut atteindre chaque marché pour l'examiner. Cela nécessiterait de grands moyens. Pour cette raison, il est proposé que le Bureau international en tant qu'organe rationnel et normatif aide les pays qui en ont besoin afin d'examiner leur propre marché. Pour ce faire, l'élaboration d'un guide opérationnel semble être le moyen le plus approprié qui pourrait être mis à la disposition des Administrations postales. Il est vrai que les marchés varient d'un pays à l'autre, mais les grandes orientations restent les mêmes dans la plupart des cas.

En outre, nous espérons que le programme de la coopération technique pour la prochaine période quinquennale prendra en considération l'octroi de bourses pour l'étude du marché lors des séminaires, des cycles d'étude en faveur des pays en développement et des pays les moins avancés. Aussi, espérons-nous que ce débat aura les meilleures répercussions possibles sur l'amélioration des services postaux dans le monde.

La NOUVELLE-ZÉLANDE: Trois points très importants méritent d'être soulignés au sujet de la stratégie des postes néo-zélandaises:

- 1^o L'existence de la concurrence est reconnue et estimée à sa juste valeur et la poste de la Nouvelle-Zélande a décidé de la combattre vigoureusement. Pour ce faire, la poste s'est transformée et elle ne fait plus de pertes mais des bénéfices. Les coûts ont été réduits et les critères de service ont été améliorés sur un marché concurrentiel, ce qui a augmenté la part du marché de la poste.

- 2^o Dans le but d'améliorer la qualité de service, il faut tenir compte tout d'abord du produit clé que sont les lettres. Si la qualité du courrier est améliorée, le reste suit automatiquement. Pour cette raison, nous nous sommes efforcés de satisfaire nos clients. Il n'est donc pas toujours nécessaire de faire une étude du marché pour améliorer le service. Il faut s'engager au sein même de l'Administration parce qu'il y a toujours une possibilité de le faire, même si cela est coûteux.
- 3^o La dernière remarque concerne la simplification des produits parce que l'étude du marché a montré que le client préfère avoir une relation plus simple avec la poste et nous nous sommes engagés sur cette voie pour restructurer le système de tarification nationale qui est fait en fonction de la dimension de l'enveloppe et qui est un système plus rationnel.

Nous avons élaboré également des contrats avec les gros clients qui englobent tous les services postaux et ont sensiblement réduit les coûts pour les deux parties.

Ce système a donné aux clients une sécurité en matière de coûts et à la poste une amélioration des recettes qui permettront l'augmentation du volume du trafic en évitant les procédures bureaucratiques. En conclusion, grâce à la réorganisation, nous ciblons beaucoup mieux nos objectifs. Dans ce contexte d'un marché très concurrentiel, nous nous efforçons de maîtriser les points les plus critiques.

L'ANIMATEUR: Notre débat sur ce premier thème pourrait se résumer en un très fort consensus pour le changement de la poste. Nous avons entendu des termes nouveaux quant à la poste traditionnelle tels que le partenariat, les réactions rapides, la flexibilité, l'utilisation du marketing, la valeur de l'information.

Par ailleurs, nous sommes conscients que les services que nous offrons ne sont bons que dans la mesure où chacun exerce une responsabilité partagée pour les rendre meilleurs. La discussion a démontré que la concurrence existe partout et s'intensifie. Dans ce contexte, elle apparaît comme un éperon qui incitera la poste à se réformer et à exploiter le potentiel existant et qui facilitera un engagement profond.

Face aux effets de l'érosion du marché, la poste doit s'adapter et changer son attitude, car c'est elle qui doit diriger le marché et ne pas se laisser conduire par lui. Parmi les critères évoqués, il faut retenir qu'il est primordial de tenir compte des besoins des clients et de connaître les capacités des concurrents, comme cela a été dit par le Ministre du Zimbabwe.

Le moment est venu de comprendre que la poste a besoin des clients et que ce n'est pas l'inverse. Il est donc important que notre débat débouche sur des mesures qui seront suivies de démarches concrètes à entreprendre par les Administrations.

Il n'y a donc pas de raison d'être pessimistes, car nous avons un grand potentiel qui nous permettra de réagir de façon positive à la pression des concurrents. Il faut donc connaître le marché pour pouvoir fournir un excellent service.

Thème n° 2
«Stratégies
commerciales et
opérationnelles
de la poste»

L'ANIMATEUR GÉNÉRAL présente l'animateur du thème n° 2 et son groupe de préparation:

Animateur

France

M. RAUCH Jean-Claude
Inspecteur général

Coanimateur

Burkina Faso

M. SOMDA Jean de Dieu
Directeur général

Membres

Australie

M. BRADY John
Group Manager Corporate Services and
Secretary of the Australian Postal
Corporation

Argentine

M. EGUREN Antonio
Director General a cargo de Asuntos
Internacionales

Canada

M. SWANSON Donald
Vice-Président, Network (Operations)
Canada Post Corporation

Rép. dém. allemande

M. SCHUMANN Eberhardt
Chef du service postal international

Inde

M. SAIYED Riazuddin
Director-General

Maroc

M. AOUIJIL Mimoun
Directeur des postes

L'ANIMATEUR: L'exposé du précédent animateur a permis de constater que les postes sont présentes sur de nombreux marchés et y affrontent une concurrence de plus en plus vive. Notre exposé «Stratégies commerciales et opérationnelles» fait logiquement suite au précédent et doit permettre d'apporter des éléments de réponse à la question suivante: «Comment les postes doivent-elles répondre aux besoins du marché, c'est-à-dire bien servir leurs clients?»

Je suivrai l'ordre que suggère le titre en commençant par l'examen des stratégies commerciales qui doivent logiquement précéder les stratégies opérationnelles.

Les stratégies commerciales

Dans le temps qui m'est imparti, je n'ai pas, bien entendu, la prétention de faire un cours de marketing. Je voudrais simplement souligner quelques vérités d'évidence, qui me paraissent valables pour chaque poste nationale, et insister ensuite sur l'aspect international des stratégies commerciales.

1. Au plan national

Les postes sont sur des marchés porteurs. Nous entrons dans l'ère de la communication. Les secteurs de l'économie qui sont en expansion appartiennent au tertiaire, le secteur des services qui communiquent beaucoup plus que les industries lourdes, par exemple.

Le trafic du courrier, qui est à 75 ou 80 % un trafic lié à l'activité économique des entreprises, progresse encore fortement du moins dans les pays développés, surtout pour le courrier accéléré et le courrier publicitaire.

La consommation postale par habitant, qui dépasse 700 objets par an aux Etats-Unis d'Amérique et en Suisse, n'atteint pas 10 objets par an dans nombre de pays en développement, elle doit donc normalement continuer à croître.

Pour autant, les postes ne sont pas assurées de conserver leurs parts de marché: des concurrents puissants s'intéressent aux marchés des postes, et leur prendront leurs clients si elles ne savent pas les satisfaire: c'est déjà le cas dans de nombreux pays, où les coursiers internationaux ont commencé à proposer le courrier accéléré, puis ont offert à leurs clients, insatisfaits de la poste, leurs services pour les lettres et les paquets, en se jouant des monopoles.

Ceci nous amène à la conclusion importante déjà dégagée par Bill Cockburn, dans l'exposé n° 1, mais qu'il faut réaffirmer sans cesse: les postes ont à remplir une mission de service public pour l'ensemble des citoyens, mais elles ont de plus en plus affaire à des clients, les entreprises notamment, qui ont de plus en plus souvent le choix de leurs fournisseurs. Ces entreprises sont prêtes à payer, mais elles veulent des services qui répondent à leurs besoins.

Pour répondre à ces besoins, il faut les connaître. Il y a des techniques pour cela, mais il est aussi très utile d'écouter les clients, et notamment les clients importants, d'aller les voir, et de leur poser des questions sur leurs rapports avec la poste. Qu'est-ce qui va? Qu'est-ce qui ne va pas? Bien entendu, il faut décentraliser ces contacts avec les clients, mais il n'est pas mauvais que les responsables aient eux-mêmes périodiquement des contacts avec leurs clients les plus importants.

Les postes des pays développés ont beaucoup progressé dans la connaissance de leurs clients, et leur expérience doit être mise à profit par les autres postes qui ainsi éviteront de faire les mêmes erreurs tout en tenant compte des spécificités nationales.

De cette expérience, on peut tirer des conclusions qui sont valables pour toutes les postes: «Il est nécessaire d'offrir aux clients une gamme complète de services qui, au niveau national, comprendra au moins trois niveaux»:

- le courrier très rapide, accéléré (EMS), dont le tarif peut être élevé;
- le courrier rapide, lettres, presse, paquets, qui doit bénéficier d'un acheminement assez rapide, mais surtout régulier et fiable;
- le courrier économique enfin, auquel il faut s'efforcer de ne pas faire subir des délais aberrants, incompréhensibles pour les clients.

La rapidité est donc un élément important, mais variable, de la qualité de service.

Pour chaque segment de la gamme, il faut définir, en fonction des réseaux d'acheminement nationaux, des normes de qualité de service sur lesquelles la poste doit s'engager auprès de ses clients. Et il faut vérifier le respect de ces normes en permanence.

La fiabilité ou la prévisibilité des délais d'acheminement sont des éléments décisifs de la qualité de service: c'est la régularité qu'attend avant tout le client.

Enfin, l'élément le plus important de la qualité de service est, bien entendu, la sécurité du courrier, ce qui implique que celui-ci arrive à son destinataire en bon état, non spolié.

Lorsque cette condition n'est pas remplie, et c'est malheureusement le cas dans certains pays, les conséquences en sont catastrophiques pour la poste, qui perd la confiance du public, de ses clients.

Il ne suffit pas, même si cela est absolument nécessaire, d'avoir une bonne gamme et une bonne qualité de service pour attirer et garder les clients, notamment les gros émetteurs de courrier. Il faut encore:

- faire l'effort de vente nécessaire;
- répondre à leurs besoins particuliers;
- s'adapter aux réactions de la concurrence.

L'effort de vente implique la mise en place d'agents spécialisés dans le contact avec les clients, en commençant par les plus importants, bien au fait de leurs besoins connaissant parfaitement les services offerts par la poste et disposant d'une marge de négociation:

- sur l'étendue des services;
- sur les tarifs.

En effet, de plus en plus, les grandes entreprises sont sensibles à l'approche très personnalisée des concurrents de la poste, qui proposent de les décharger complètement de tous leurs problèmes de courrier, et pratiquent la collecte et la distribution à domicile.

En outre, des réductions tarifaires, notamment en fonction des quantités déposées ou d'un volume contractuel sur le chiffre d'affaires, sont souvent consenties, ainsi que des mécanismes de paiement souples (factures mensuelles a posteriori, par exemple).

Cette autonomie des vendeurs est bien entendu plus facile à organiser pour les postes «Entreprises» que pour les postes «Administrations», mais ceci nous ramène au troisième exposé que nous entendrons tout à l'heure.

2. Au plan international

La première remarque que je voudrais faire est que l'application de bonnes stratégies commerciales au plan national est indispensable avant de parler de stratégies commerciales au plan international.

En effet, les postes sont partenaires les unes des autres, et constituent une chaîne, dont la qualité s'aligne sur celle du maillon le plus faible comme l'a opportunément rappelé M. E.E. Horgan, le Président de notre Congrès. Une poste internationale de qualité ne peut donc être bâtie que sur des postes nationales de qualité.

Mais n'oublions pas que l'organisation de la coopération entre postes du monde présente, à côté de l'avantage considérable que constitue l'universalité tant du territoire postal unique que des procédures, un certain nombre de handicaps.

Ces derniers s'effaçaient derrière l'avantage précité tant que les postes n'étaient pas concurrencées. Ils deviennent très forts dès lors que des multinationales puissantes se posent en concurrents des postes.

Un premier handicap réside dans le processus de décision: le président d'une société internationale peut décider très rapidement sur tous les domaines de la gestion, et imposer ses décisions à l'ensemble de son entreprise, sur l'ensemble du monde. Au contraire, les postes, souveraines, doivent se mettre d'accord, au plan mondial, tous les cinq ans à l'occasion des Congrès, pour prendre les décisions qui s'imposent. Nous avons fait quelques progrès depuis Hamburg dans ce sens, mais il reste encore beaucoup à faire.

Le nécessaire consensus de la majorité des 170 Pays-membres pour toute décision relative à la gamme des services, aux procédures, aux limites diverses, aux compensations financières, enlève beaucoup de souplesse et diminue fortement les capacités de réaction des postes face à leurs concurrents.

Le problème est particulièrement grave pour les compensations financières:

- le système actuel des frais terminaux est inadapté: ce dossier sera l'un des dossiers majeurs du Congrès, et nous espérons que le consensus atteint lors de la Table ronde et du Conseil exécutif d'avril à Berne sera atteint de nouveau lors des travaux de la Commission 5 du Congrès;
- le système de quotes-parts des colis postaux fait l'objet de critiques: fixées unilatéralement par les pays destinataires, elles sont parfois trop élevées et ne permettent pas une tarification compétitive dans le pays de départ.

Il faudra donc faire encore des progrès dans tous les problèmes de compensations financières entre Administrations, avec l'objectif de développer l'activité des postes, au lieu de fixer des rémunérations inadaptées, qui finissent toujours par être gravement préjudiciables.

Un autre handicap pour le développement de la poste mondiale est constitué par le problème des procédures douanières pour les marchandises (petits paquets et colis postaux). Dans ce domaine également, beaucoup de progrès restent à faire.

Enfin, et ceci est à relier aux capacités de réaction rapide de la poste mondiale, un problème se pose pour l'extension, à l'ensemble de l'Union, de services stratégiques, avec les éléments de service indispensables. J'en veux pour exemple le courrier accéléré international, l'EMS.

Nous avons fait, grâce au Bureau international, de grands progrès dans l'extension du service, mais de nombreuses relations, parfois importantes pour les partenaires, ne sont pas encore ouvertes, et ne peuvent donc être offertes aux clients, alors que les concurrents les offrent.

En outre, certains éléments du service EMS, pourtant d'importance stratégique, sont absents dans de nombreux pays. C'est le cas, en particulier, des systèmes de suivi électronique des objets qui seuls permettent de renseigner rapidement les expéditeurs, facilité à laquelle ils sont très attachés.

L'application de stratégies commerciales au plan international nécessite donc, outre des postes nationales dynamiques et de qualité, une prise de conscience plus claire, et partagée par tous, de la nécessité d'agir vite dans la recherche de l'excellence, dans l'intérêt des clients, et donc dans l'intérêt des postes.

Les stratégies opérationnelles

1. Au plan national

Les stratégies opérationnelles des postes doivent avoir pour but premier de garantir continuellement le respect des normes de qualité de service prédéfinies et sur lesquelles elles doivent s'engager auprès des clients, sur le triple plan de la sécurité, de la régularité, de la rapidité.

Une méthode qui a fait ses preuves consiste à repérer les lieux où se produisent les principaux dysfonctionnements, et à y porter remède.

Ceci implique un suivi permanent de la qualité de service, qui peut être commencé avec des méthodes simples, progressivement améliorées.

Le même souci des priorités conduit à proposer, lorsque l'on ne peut tout faire en même temps, de se concentrer sur l'essentiel:

- les lettres avant les imprimés (c'est le courrier des lettres qui constitue l'essentiel des chiffres d'affaires);
- la capitale et les grandes métropoles avant les zones rurales (la capitale représente, dans certains petits pays, de 50 à 80 % du trafic total), sauf si une politique nationale assigne des objectifs différents.

De ce point de vue, le courrier accéléré EMS représente une importance exemplaire considérable: il peut permettre de montrer le savoir-faire de la poste sur de faibles quantités de courrier, mais n'est crédible à terme que si le courrier-lettres fonctionne bien.

Il est primordial de mettre en place des circuits et des moyens spécialisés pour l'EMS, afin de ne pas le mélanger au reste du courrier et de lui accorder le traitement privilégié qui est nécessaire. Comme vous le savez, en France la poste a même confié à sa filiale, la SFMI, la gestion complète du courrier accéléré, national et international, et elle s'en félicite.

Le second objectif important des stratégies opérationnelles nationales est celui de la maîtrise des coûts, qui permet la maîtrise des tarifs, donc la compétitivité.

Ceci implique avant tout une bonne utilisation des ressources humaines: les postes restent essentiellement des industries de main-d'œuvre, et si l'automatisation permet de traiter les énormes quantités de courrier des grandes métropoles, elle ne s'impose que rarement lorsque les trafics sont faibles.

D'ailleurs, l'automatisation elle-même nécessite une bonne utilisation des ressources humaines, sur lesquelles je ne m'étendrai pas, car le problème relève des systèmes de gestion (thème n° 3).

2. *Au plan international*

Au plan international, les stratégies opérationnelles se heurtent à la mauvaise connexion des réseaux nationaux: il est plus rapide d'acheminer du courrier en France de Brest à Nice (1500 km) que de Paris à Bruxelles, en Belgique (300 km). C'est que chaque poste privilégie son système national et n'accorde pas toujours la même priorité au courrier international.

Il est donc important de renforcer la solidarité et la coopération internationale pour un service postal performant:

- En développant les facteurs favorables d'interdépendance des réseaux postaux nationaux.
- En coordonnant, au niveau de l'UPU, les initiatives et les innovations de modernisation du réseau postal international; celui-ci est un atout majeur de solidarité entre Administrations postales et de résistance à la concurrence.

Pour cela, il faut accroître le rôle de l'UPU dans l'amélioration du service postal international par des études systématiques d'amélioration des délais d'acheminement et dans la réalisation du bon fonctionnement des bureaux d'échanges et des centres de transit internationaux.

L'UPU doit appuyer les actions menées par les Administrations pour concurrencer les coursiers internationaux et les initiatives prises au niveau des Unions restreintes.

En conclusion, il nous faut retenir, à mon avis, quatre axes sur lesquels mener notre action dans les cinq prochaines années pour assurer le succès des postes sur les marchés porteurs de la communication:

- 1° Communiquer avec la clientèle. Pour connaître ses besoins, il faut l'écouter, lui parler, il faut se voir.
- 2° Définir de rigoureuses normes de qualité et ne pas hésiter à faire du service sur mesure.
- 3° Mettre au point une gestion financière, dynamique et globale qui permettra à la fois la juste rémunération des services et la pratique des réductions tarifaires adaptées à notre développement.
- 4° Bénéficier du territoire postal unique créé par nos aînés pour apparaître comme une entreprise unique, à succursales multiples. Cette entreprise unique qui fédérera toutes les énergies a déjà un nom: UPU.

Le JAPON: Ainsi que nombre de délégués l'ont fait remarquer, je pense moi aussi qu'il est grand temps que toutes les Administrations collaborent étroitement les unes avec les autres en vue de surmonter les difficultés auxquelles la poste fait face, à la fois sur le plan national et sur le plan international, en vue d'assurer son avenir. Il est grand temps également que nous nous assurions des besoins réels de la clientèle et que nous mettions en pratique des mesures concrètes pour fournir sans tarder des prestations adéquates à la demande.

Je voudrais maintenant soumettre à votre considération la stratégie fondamentale que nous avons adoptée ainsi que des exemples concrets de notre propre expérience en ce qui concerne le sujet en cours de discussion.

D'abord, je crois devoir vous exposer mon propre point de vue sur la situation de la poste.

Ces dernières années la situation avait rapidement évolué pour la poste, et elle devenait de plus en plus difficile. Le service postal japonais, lui aussi, fait face à une forte concurrence du fait des progrès en matière de télécommunications et de l'arrivée des services privés de messagerie. Simultanément les besoins de la clientèle se sont diversifiés et les exigences de cette dernière se sont accrues, en quête de meilleurs services. Il apparaît que les marchés des communications et du transport des marchandises sont en pleine mutation.

Personnellement, je pense que cette évolution constitue un stimulant appréciable et qu'elle offre de nouvelles possibilités pour la poste. Notre expérience de ces derniers temps le montre clairement .

Maintenant je voudrais vous parler de l'évolution de la poste japonaise et des mesures adoptées pour faire face au danger qui la menace.

Au Japon, les services privés de messagerie, locaux et internationaux, étaient déjà sur le marché dans les années 75-80 en ce qui concerne les petits colis. De ce fait, le trafic des colis postaux a diminué, pour être réduit à un moment aux deux tiers seulement du maximum enregistré dans le passé. En ce qui concerne les envois de la poste aux lettres, d'autre part, la poste devait être vivement critiquée par le public, et nombre d'usagers ont cessé d'y recourir parce que dès lors que nous fonctionnions en tant que monopole, nous ne faisons pas les efforts nécessaires pour assurer des prestations de qualité, et avons souvent recours à des solutions de facilité en relevant les tarifs, ce qui revenait à faire supporter notre déficit par les usagers. Tant et si bien qu'à la fin de l'exercice financier 1980 nous connaissions une grave crise financière, avec un déficit représentant plus du quart de nos recettes annuelles.

Cela étant, les agents de notre service aussi bien que la direction ont commencé à percevoir que la poste était gravement en danger si elle n'opérait pas rapidement un redressement. Les syndicats eux-mêmes, qui s'étaient opposés jusque-là à la direction et étaient à plusieurs reprises passés à l'action, ont commencé à partager le point de vue de l'Administration et modifié leur attitude afin de trouver, de concert avec la direction, une issue favorable à la crise et de sauver le service postal. Finalement l'ensemble du personnel a compris qu'il fallait accroître le rendement et assurer des prestations qui donnent satisfaction à la clientèle.

Grâce à ce changement d'attitude, notre Administration a adopté des mesures sur les plans commercial et opérationnel en vue de la réorganisation de la poste, mesures qui se résumaient en quelques mots: «Amélioration du service, mise au point de nouvelles prestations en vue de répondre à la demande des usagers et effort en matière de vente.»

Maintenant je voudrais vous exposer les mesures concrètes que nous avons adoptées pour améliorer et développer les prestations.

La première consiste à assurer, avant toute chose, des prestations de base à la fois sûres et rapides. A cette fin il a été procédé de 1984 à 1986 à de vastes changements dans le réseau de transport du courrier et dans le système de tri. Cette réorganisation devait nous permettre d'accélérer les distributions et de nous engager à distribuer aussi bien les envois de la poste aux lettres que les colis dès le lendemain ou le surlendemain de leur dépôt.

Ainsi, la poste devait retrouver la confiance des usagers, ce qui s'est traduit par un accroissement du trafic et une amélioration de la situation financière.

J'aimerais vous parler de diverses nouvelles prestations mises au point et désormais offertes en vue d'adapter notre service aux besoins de plus en plus diversifiés de la clientèle et à la demande de prestations de qualité. Faute de temps, je ne citerai que les plus importantes, à savoir:

- 1^o l'introduction du service EMS national et international, du service «superexpress» et du service de «distribution le jour même du dépôt», cela en vue de répondre aux besoins en matière de communications urgentes;
- 2^o l'introduction du service dit «Colis furusato» (ou «Colis du pays») qui permet l'envoi de produits de province partout à travers l'archipel par le réseau postal. L'objet de ce service est de contribuer à l'essor de l'économie régionale;
- 3^o la mise au point et l'introduction du «Courrier électronique» qui combine les progrès de la technologie en matière de télécommunications avec les avantages d'un réseau postal couvrant l'ensemble du pays;
- 4^o la mise au point et la vente de nouveaux matériaux d'emballage; un service de ramassage à domicile des colis; l'introduction d'un système de suivi électronique des colis domestiques et des envois EMS, en vue de faciliter aux usagers l'utilisation des services postaux;
- 5^o enfin, je pense devoir souligner le fait que les timbres-poste, outre leur rôle en tant que moyen d'affranchissement et comme source de revenu, contribuent à diffuser la culture et à relever l'image de la poste. Compte tenu de ces divers aspects, notre Administration a développé et introduit un certain nombre d'articles philatéliques tels, par exemple, les timbres-poste régionaux, les cartes postales-loterie, etc. Récemment nous avons organisé «un concours de «design» pour les timbres», concours ouvert à tout le monde, à l'étranger comme au Japon. De nombreux prix sont prévus pour les «designs» les plus remarquables et les deux meilleurs parmi ces derniers doivent être utilisés pour des timbres dont l'émission doit avoir lieu le 1er juin 1990 en commémoration de l'anniversaire de l'adhésion du Japon à l'UPU. Nous espérons recevoir des «designs» de tous les pays, «designs» qui contribueront aux échanges culturels.

Maintenant, je voudrais aborder les mesures commerciales.

Je vous ai parlé du changement intervenu dans la manière de voir du personnel. Il ne s'agit plus de dispenser des prestations comme des faveurs mais de vendre des «produits postaux». Cette nouvelle attitude doit être à la base de nos activités commerciales. Nous avons donc créé des groupes responsables de ces activités à tous les niveaux (direction centrale, directions régionales, bureaux de poste), et chaque année nous fixons, d'une part, des objectifs de vente en ce qui concerne les recettes, de l'autre des objectifs quantitatifs pour les colis, le courrier électronique et l'EMS, domaines dans lesquels nous sommes en concurrence directe avec le secteur privé. Notre personnel rivalise avec les représentants des services privés de messagerie afin de conserver et d'élargir notre marché.

Une autre mesure importante que nous ne saurions oublier, c'est la politique de tarification. J'ai dit tout à l'heure que notre service avait accumulé un déficit considérable mais que grâce à un sérieux effort en vue d'améliorer nos prestations et nos activités commerciales, nous avons enregistré des bénéfices au cours de ces huit dernières années. En 1987, nous devions finalement liquider le déficit. Maintenant je dois insister sur le fait qu'au cours de ces huit années notre Administration n'a procédé à aucun relèvement de ses tarifs et qu'au contraire elle a réduit certains d'entre eux et élargi sa gamme de réductions pour les envois en masse. Cette stratégie a eu pour effet de rendre nos tarifs plus compétitifs et plus acceptables aux yeux de la clientèle désireuse d'obtenir de «meilleures prestations à plus bas prix», ce qui devait être générateur de trafic et de recettes.

Il convient de souligner le fait que la clé du développement en matière postale est entre les mains de la clientèle et que si nous tenons à l'utiliser, le seul moyen est de nous entendre avec les syndicats et, sur cette base, d'appliquer les unes après les autres des mesures efficaces en faveur de la clientèle, à laquelle nous devons songer en premier lieu.

Le Ministère japonais des postes et des télécommunications est un organe d'Etat qui gère diverses entreprises autres que la poste proprement dite, à savoir la caisse d'épargne postale, l'assurance postale sur la vie et le service des pensions de la poste. J'ai la conviction que ce cumul d'activités est l'une des principales raisons pour lesquelles nous avons pu rapidement appréhender les tendances de la société, à savoir celles relatives à la «diversification du sens des valeurs», à l'«orientation vers l'informatisation», au «vieillessement de la population», à l'«internationalisation de l'économie et de la culture», à la «déréglementation financière»; et, par conséquent, répondre rapidement et correctement aux besoins de la clientèle.

Il est hors de doute que la poste a largement contribué au progrès économique, social et culturel partout dans le monde tout au long de sa longue histoire, en répondant aux demandes de chaque époque. Les services postaux officiels, dotés d'un réseau à la fois national et global et fonctionnant en tant qu'organes publics, constituent un patrimoine commun à toute l'humanité et je suis convaincu qu'ils continueront de jouer un rôle vital en tant qu'infrastructure fondamentale et essentielle, mais pour cela nous n'avons pas de temps à perdre. Nous devons avoir la sagesse et le courage d'accepter un rôle approprié aux exigences de l'ère nouvelle, et évoluer nous-mêmes parallèlement.

A ce sujet, je n'ai cessé de déployer le maximum d'efforts en vue de réaliser un important programme de réformes fondamentales et de consolider l'infrastructure. Ce programme comprend également des progrès visant à améliorer le service de la poste internationale et à promouvoir la coopération internationale, cela en vue de faire face à l'évolution de ces derniers temps. Partout où il y a la possibilité d'introduire des prestations nécessaires, propres à la poste, j'entends faire l'effort requis sans crainte des litiges inter-administratifs éventuels. Ici, j'en suis certain, notre meilleur appui n'est autre que la «voix du pays et de la clientèle».

Pour conclure, l'article premier de la Constitution de l'UPU prévoit que «les pays qui adoptent la présente Constitution forment, sous la dénomination d'Union postale universelle, un seul territoire postal...» Autrement dit, le service postal constitue partout à travers le monde une chaîne continue et si l'un de ses maillons venait à se rompre, l'ensemble du système s'effondrerait.

En tant que membre de l'UPU, l'Administration japonaise est résolue à faire tout son possible afin de promouvoir les liens d'amitié internationale et de contribuer à la paix mondiale, grâce au développement des services postaux cela en coopération avec tous les autres Pays-membres.

L'IRAQ: La question qui nous est soumise est fort délicate parce qu'elle intéresse la poste et les puissantes compagnies privées. Mes propos seront donc très globaux et concerneront tout d'abord le mot clé – le marché – qui se caractérise par une instabilité, ce qui est propre aux marchés. C'est en même temps un principe économique qui est soumis à l'offre et à la demande, ce que nous refusons complètement. En effet, dans le cadre d'un service postal créé à des fins humanitaires, les questions économiques ne viennent qu'en deuxième lieu. Lorsqu'on considère le marché, on oublie le service public.

Compte tenu des fondements juridiques de notre Union et l'adhésion des gouvernements à celle-ci, nous estimons que la lutte contre la concurrence devrait se faire dans le cadre des conventions internationales. Il est de l'intérêt de tous les pays de lutter contre la concurrence par tous les moyens possibles, parce que la concurrence s'étend de plus en plus et menace la poste officielle gouvernementale. Il a été fait part des aspects négatifs, mais les forces publiques et l'intérêt du pays devraient primer. Pour cette raison on devrait accorder le pouvoir législatif le plus élevé à l'Union qui pourrait mettre en exergue tous les dangers auxquels nous sommes exposés et doter tous les pays des moyens de lutte contre la concurrence.

Les pays devraient pouvoir assumer leurs responsabilités et mettre en application des mesures qui limiteraient l'activité des coursiers privés. Cela devra être du ressort de chaque pays. L'Iraq a interdit toutes sortes d'activité privée dans ce domaine et nous avons fait en sorte d'empêcher les coursiers privés d'œuvrer dans notre pays. Les autorités ont élaboré des lois pour imposer des tarifs aux coursiers privés s'ils continuent à exercer, mais dans d'autres pays il n'y a aucun moyen juridique pour empêcher les activités des compagnies concurrentes. Nous proposons donc à tous les Gouvernements membres d'adopter des lois qui interdisent aux coursiers privés de travailler sur leur territoire ou qui limitent leurs activités.

La CHINE (RÉP. POP.): La gestion commerciale de la poste est un sujet d'actualité au sein de plusieurs Administrations.

La poste chinoise a une longue histoire. Mais, pendant longtemps, elle a été gérée en tant qu'organisme administratif. Avec le développement social, le réseau postal n'a cessé de s'étendre et la poste est devenue une administration de service public gérée suivant les méthodes d'une entreprise. Pendant ces dix dernières années, des recherches et tentatives ont été entreprises dans ce domaine. Nous avons commencé par prévoir dans la loi postale que la poste est une «entreprise ayant une mission de service public», à laquelle le Gouvernement applique une politique dite de «faire nourrir la poste par la poste». Cette loi décide en outre l'instauration du système de calcul de coût au sein des établissements postaux afin de réunir les conditions nécessaires à l'exploitation indépendante de la poste. Elle prévoit également que les agents postaux bénéficient d'un traitement et d'un bien-être analogues à ceux d'une entreprise. L'application de ces lois a eu pour effet de relever le niveau des services d'exploitation au sein des établissements postaux, de renforcer la gestion de l'entreprise et d'augmenter l'initiative des agents postaux et, enfin, de contribuer à fournir de meilleurs services à la clientèle.

Bien sûr, la gestion commerciale de la poste en Chine n'est qu'à ses débuts. Pour l'instant, nous nous attachons à préparer les conditions nécessaires en vue de réaliser les deux séparations: la séparation des fonctions administratives de celles d'une entreprise, la séparation de la poste et des télécommunications, en faisant de la poste et des télécommunications deux entités économiques indépendantes dotées chacune d'une autonomie d'exploitation.

Le fait que la poste ait le caractère d'une entreprise de service public implique qu'elle est tenue d'adapter ses objectifs économiques et sociaux, en plaçant ces derniers au premier rang. Cela veut dire que, d'une part, nous devons veiller de près à la mission économique de l'entreprise et acquérir des revenus raisonnables grâce aux services fournis aux usagers. Ceci doit rendre l'entreprise plus dynamique et apte à réaliser un développement continu. D'autre part, nous devons garder présente à l'esprit la mission sociale de la poste, veiller à la qualité du service et faire en sorte que le réseau postal desserve toutes les régions du pays, que tous les usagers aient les mêmes conditions d'accès à la poste et que celle-ci puisse fournir des services rapides, réguliers, sûrs et commodes au public.

C'est en partant de cette idée directrice que nous avons introduit différents modes d'exploitation aux différents services. Actuellement, la poste chinoise assure les services suivants que nous avons groupés en deux catégories: la première, composée de services traditionnels et de caractère public, tels que les services des lettres et cartes postales, celui des imprimés et des journaux. La seconde regroupe des services nouveaux introduits depuis quelques années seulement et qui sont assez commercialisés. On y trouve par exemple le service EMS, les envois exprès, les colis-marchandises et le courrier électronique. Pour les services de la première catégorie, nous appliquons une politique de faible tarif, qui est un tarif unique, sans considération de la distance. Dans toute la Chine, qu'il s'agisse des régions où les services postaux font des profits ou accusent des déficits, des points de dessertes doivent être installés si cela est nécessaire. Actuellement, le nombre d'établissements postaux implantés dans les régions rurales et éloignées se chiffre à plus de 44 000, représentant 83 % du total du pays. Nous avons créé, en outre, 250 000 stations de distribution de lettres et de journaux au niveau des villages administratifs, permettant ainsi à 99,3 % de bourgs et à 95,8 % de villages d'être desservis par la poste. Quant à la deuxième catégorie, notre politique est tout à fait différente. Du fait que ces services ont été introduits et développés en même temps que l'accroissement de l'économie marchande, leurs tarifs ont été établis en tenant compte à la fois de la distance, du délai, de la rapidité de transmission, voire du nombre de prestations fournies. On cherche dans la mesure du possible à procéder selon les règles économiques et à appliquer les principes de gestion commerciale.

S'agissant de gestion commerciale, nous serions très heureux de bénéficier des expériences de nos collègues et nous souhaitons que des échanges d'expériences et des colloques plus nombreux puissent être organisés en la matière plus tard dans le cadre de l'Union.

Le DANEMARK: La qualité du service a été citée comme une préoccupation majeure et cela à juste titre. Nous devons admettre que l'exécution actuelle du service laisse beaucoup à désirer et qu'il nous faut grandement l'améliorer si nous voulons regagner notre part de marché, notamment dans le secteur de la poste aux lettres internationale. Le succès dépend du contrôle continu de la qualité du service et de l'analyse des résultats, seuls moyens de surmonter les obstacles à l'amélioration du service.

Les remèdes sont nombreux, mais permettez-moi d'en indiquer un assez simple. Notre exécution du service au niveau international est évidemment étroitement liée à celle du courrier interne. Mais l'on constate souvent que l'exécution au niveau international n'est pas à la hauteur des espérances plutôt modestes que l'on pourrait avoir en additionnant les délais d'acheminement intérieur observés dans d'autres pays. Il s'agit d'un problème de gestion et non d'un problème technique.

Mettant à profit notre expérience en matière de contrôle de la qualité du service, national et international, nous avons décidé de traiter et de trier le courrier international et le courrier intérieur séparément, qu'il s'agisse des opérations physiques comme de la gestion, afin d'éviter les problèmes de priorité entre ces deux types de courrier; cette mesure s'est avérée efficace.

En général, chaque fois que nous avons modifié notre organisation tant au niveau central que local nous avons réussi à améliorer la qualité du service. Il faut noter par ailleurs que c'est un moyen économique.

Le HONDURAS (RÉP.): Je vous adresse mes salutations et vous remercie vivement de l'accueil chaleureux que vous nous avez réservé dans votre beau pays. En tant que représentant d'un pays en développement, je puis vous assurer que nous déployons tous nos efforts pour continuer à collaborer activement au sein du réseau postal mondial que forment les membres de l'UPU.

Le courrier international représente plus de 60 % de l'ensemble de notre courrier, de sorte que nos ressources, qu'on les considère faibles ou non, mais pour nous importantes, sont versées à ce réseau international. Toutes les Administrations et plus particulièrement celles des grands pays d'où nous provient la plus grande partie de notre courrier doivent être conscientes de ces efforts que nous déployons pour la collectivité postale.

Nous savons que nous devons tous prendre des mesures pour améliorer la qualité de nos produits postaux. C'est ce que notre pays fait en participant activement aux projets de l'UPAE, en rénovant ses installations et en formant son personnel.

Nous estimons cependant que les grandes nations ont pour obligation de trouver le moyen de contribuer à nos efforts, puisque le courrier de leurs ressortissants représente la majeure partie des envois traités par nos services.

C'est pourquoi, je demande, Monsieur le Président, que les conclusions de notre Débat général fassent nettement ressortir que les sacrifices consentis par les petites Administrations postales pour assurer un service postal international de haute qualité soient complétés par des efforts concrets des grands pays.

Le CHILI: En 1984, la poste chilienne se trouvait confrontée à une situation préoccupante.

En effet, le trafic postal avait chuté de 20 millions d'envois (diminution de 15 % du trafic) au cours des deux années précédentes; en outre, la poste donnait l'image d'un service public suranné et se désintéressant de ses usagers.

Cet état de choses s'aggravait du fait que l'Entreprise, victime d'une myopie commerciale chronique, ne se rendait pas compte que sa clientèle se divise en deux groupes, les particuliers d'une part et les entreprises et institutions d'autre part, les premiers engendrant des coûts supérieurs pris en charge par les usagers

du second groupe; en outre, la poste n'était pas consciente du fait que les motivations et besoins de chacun de ces deux groupes en ce qui concerne notre service sont absolument distincts.

Le développement pris par les postes parallèles sur le marché diminuait les recettes de l'Entreprise, ce qui empêchait cette dernière de se développer et de se consolider.

Face à cette situation, il fallait absolument élaborer immédiatement une stratégie commerciale permettant de renforcer la rentabilité de l'Entreprise grâce à une augmentation du trafic et des recettes.

La première étape a consisté à segmenter le marché postal entre particuliers et entreprises, à créer au sein de l'organisation du secteur commercial des services spécialisés distincts pour étudier ce marché, et par la suite diriger et préparer l'établissement des stratégies définies au sein de l'Entreprise.

1. Le marché des entreprises

Les progrès de la concurrence avaient eu pour résultat de faire perdre à la poste 25 % de sa part dans ce segment du marché.

Les postes parallèles, en offrant un tarif inférieur de 30 % à ceux de l'Entreprise, parvenaient à enlever à la poste ses principaux clients pour le courrier posté et à distribuer à Santiago. Ces entreprises parallèles n'exploitaient pas de service au niveau national mais simplement dans les relations ville à ville.

Il ne fait aucun doute que c'était là le problème principal auquel l'Entreprise se heurtait en 1985 et c'est pourquoi des efforts ont été déployés pour le résoudre.

A cet effet, il a été appliqué une stratégie dont les quatre piliers fondamentaux sont les suivants:

a) Service personnalisé aux clients principaux

Il a été créé un centre spécialisé dans le service des clients importants. Il a pour objectif de faire assurer par des responsables des ventes la liaison entre les 100 principaux clients (qui représentaient 80 % du trafic de ce segment) et la poste.

Le centre avait fondamentalement pour fonction de rendre visite à ses clients, d'en connaître les besoins postaux, de donner des avis, d'assurer un service après-vente et en définitive de trouver une solution aux difficultés de tous genres susceptibles de surgir entre les usagers et la poste.

Toutes les informations que ces fonctionnaires spécialisés tiraient du marché étaient étudiées et analysées par le service de marketing, afin de modifier les politiques propres à améliorer nos processus et à fournir chaque jour un service mieux adapté aux besoins.

Le plus important était de savoir pourquoi certains clients préféraient la concurrence; il s'agissait là des variantes clés où nous devons apporter des améliorations.

b) Produits spéciaux et nouvelles modalités de service à la clientèle

En fait de produits, il a été créé l'«Aviso Postal», d'un poids maximal de 10 g, d'un format se prêtant à une informatisation et d'un prix de 30 % inférieur à celui du tarif du premier échelon des lettres. Ce produit a joué un rôle important dans la lutte contre la concurrence en 1985 et 1986.

On commence par ailleurs à effectuer le retrait à domicile des correspondances, mais seulement pour les gros clients considérés comme importants.

Il a été en outre créé un centre spécialisé dans l'acceptation d'envois déposés par de gros clients. Ce service est doté de moyens modernes de pesée et de dénombrement des envois ainsi que d'une grande aire de stationnement. Ce seul centre reçoit aujourd'hui 80 % du courrier des gros usagers de Santiago. Il est également implanté un centre de calcul pour l'établissement des statistiques et des factures, ce qui nous permet de savoir combien d'objets un client donné dépose chaque mois, ainsi que la composition du courrier remis (lettres ordinaires, recommandés, imprimés, colis, etc.).

c) Système de ristournes en fonction du volume

Une autre initiative qui a joué un rôle important a consisté à distinguer les tarifs «particuliers» des tarifs «entreprises».

Une analyse détaillée du trafic de chaque client a permis de déterminer à partir de quels chiffres il était rentable d'accorder des ristournes. C'est ainsi qu'il a été établi un barème qui est actuellement le suivant:

Envois/mois

0 à 5000	0 %
5001 à 10 000	35 %
10 001 à 25 000	40 %
25 000 et au-delà	46 %

Si une entreprise donnée dépose chaque mois plus de 25 000 envois, le tarif à appliquer représente près de la moitié de celui qu'un particulier doit payer.

Cette mesure se justifie nettement pour des raisons de coût, en ce sens que pour la poste il est bien meilleur marché de desservir les entreprises que les particuliers. Pour ces derniers, la poste doit en effet exploiter 50 établissements dans la capitale et supporter par conséquent des frais élevés, alors que pour les entreprises, deux ou trois centres spécialisés implantés en des points stratégiques suffisent.

D'autre part, il est bien plus économique d'accepter 500 000 lettres à la fois, comme cela est le cas de quelques grands déposants, que de recevoir 500 000 lettres, une ou deux à la fois comme cela est le cas pour les particuliers.

d) Communication

Enfin, des mesures publicitaires ont été prises, comme la distribution de notices ou brochures signalant la création d'un centre spécialisé destiné aux grandes entreprises, une notice d'emploi de chacun de nos produits et les tarifs correspondants; en outre, à l'occasion d'un événement important à communiquer aux clients, ceux-ci recevaient les informations nécessaires.

Ces mesures ont permis d'obtenir dans de brefs délais des résultats importants. Cela a notamment été le cas d'une étude de marché conduite sur ce segment en 1986 (questionnaire établi à l'intention des 100 entreprises principales par une société de consultants, spécialisée dans ce domaine). La poste chilienne possède une excellente image de marque, bien supérieure à celle des principales postes parallèles.

Sur la longue liste des clients repris à la concurrence, on en compte huit qui figurent parmi les 20 principaux clients de l'Entreprise.

En définitive, dans ce segment, le trafic a augmenté de 75 % (45 millions d'objets) au cours de la période 1985-1988. Ces chiffres, plus qu'éloquents, montrent que nous sommes à même de lutter sur un pied d'égalité contre les concurrents du secteur privé.

2. Marché des particuliers

Dans ce segment, la stratégie visait à ce que les Chiliens écrivent davantage.

Pour cela, nous devions faciliter au maximum l'accès au service postal. Autrement dit, pour envoyer une lettre aussi bien à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur, il fallait supprimer l'obligation de se rendre à un bureau de poste.

Nous devions à cet effet atteindre trois objectifs:

- a) créer des produits vivant d'eux-mêmes;
- b) créer de nouveaux débouchés de vente postale;
- c) faire connaître cette nouvelle modalité.

a) Nouveaux produits

Pour résoudre le problème du message à l'intérieur du pays, il a été créé le Sello-clip, nom publicitaire facile à mémoriser: il s'agit d'un petit carnet contenant dix timbres du premier échelon de poids en régime intérieur. Le carnet a en outre l'avantage de vendre en une seule fois non plus une, mais dix vignettes.

Afin de résoudre le problème de l'envoi international, il a été créé un aérogramme préaffranchi dont une page un quart est réservée au texte.

b) Nouvelles voies

Il fallait alors chercher des points de vente, autres que nos propres bureaux, pour expédier ces produits.

Ces nouveaux points de vente devaient être situés dans des lieux de forte concentration de personnes, de sorte que nous nous sommes en premier lieu préoccupés des supermarchés et des grands centres commerciaux.

Si une personne va une à deux fois par mois à la poste, elle se rend en revanche une à deux fois par semaine dans les supermarchés et de ce fait l'offre de nos produits et leur rotation augmentent.

En accordant une commission de 12% aux commerçants qui vendaient le produit en installant à l'intérieur de ces locaux des boîtes aux lettres spéciales, la stratégie mise au point fut un succès. A l'heure actuelle, toutes les chaînes de supermarchés et les principaux centres commerciaux du pays écoulent nos produits de base; les boîtes aux lettres sont très utilisées car le public fait davantage confiance en elles qu'aux boîtes implantées sur la voie publique.

La deuxième étape a consisté à choisir, face à chaque boîte à lettres installée sur la voie publique, un local commercial (librairies, merceries, magasins, etc.) comme débouché de nos produits. Présentement, l'Entreprise compte plus de 1300 locaux commerciaux qui vendent nos produits; si l'on y ajoute les 1072 établissements postaux, la desserte postale n'a pas d'égale dans le pays.

Il a également fallu créer une structure de vente; c'est ainsi qu'au niveau national il a été formé des équipes de vente pour visiter, selon un programme préétabli, tous les commerçants vendant nos produits.

c) Stratégie publicitaire

La campagne publicitaire a reposé sur trois piliers principaux, savoir:

- marketing;
- recours à des promotrices;
- télévision.

Il a fallu tout d'abord confectionner un grand nombre d'affiches destinées aux nouveaux points de vente et indiquant que nos produits étaient vendus dans chacun des locaux retenus; il a été également placé, à l'extérieur de ces mêmes locaux, des moyens de signalisation indiquant que le service postal y était assuré.

En deuxième lieu, il nous fallait, dans les supermarchés et dans les centres commerciaux, assurer une meilleure communication, car il s'agissait d'un nouveau système. A cet effet, il a été passé contrat avec une équipe de 25 jeunes femmes attrayantes qui, vêtues d'un très bel uniforme, sont chargées de faire connaître les avantages du nouveau produit et du nouveau système de dépôt. Cet effort promotionnel a lieu chaque année, d'août à décembre.

Enfin, comme nous voulions maximaliser l'utilisation de nos produits, on a jugé que le meilleur moyen et le plus facile pour les mémoriser était la télévision. C'est pourquoi, sur les conseils d'une des quatre plus importantes agences de publicité du pays (Lintas Chile S.A.), il a été mis au point des spots publicitaires, l'un pour faire connaître l'aérogramme et l'autre, le Sello-clip).

Pour 1989, deux ans seulement après son lancement, ce projet devrait permettre la vente de 500 000 aérogrammes et de 2 000 000 de timbres Sellos-clips.

En fin de compte, le trafic «particuliers» a augmenté de 42% au cours de la période 1985-1988. La poste du Chili jouit d'une excellente image de marque; elle se préoccupe des besoins de la collectivité; elle est moderne, adroite et le slogan «La poste du Chili chaque jour plus près de vous» accompagnant toute cette campagne a tenu ses promesses.

3. Conclusions

La stratégie commerciale appliquée par la poste chilienne porte aujourd'hui ses fruits et le trafic postal qui avait fléchi de 15% entre 1983 et 1984 a augmenté de 70% au cours des quatre dernières années.

Les Administrations postales disposent d'une série de points forts, d'une vaste desserte, occupent une position de pointe sur le marché postal, possèdent d'importants effectifs et bénéficient du soutien de l'Etat; elles ont la capacité de traiter de grands volumes de courrier; elles ont le savoir-faire. Ce sont là des atouts qui, s'ils sont tous bien exploités, peuvent chacun devenir rentables et assurer leur propre autofinancement, comme cela a été le cas dans l'expérience chilienne.

Certes, le progrès des télécommunications créera certains obstacles au développement de la poste pendant le prochain siècle en raison de son coût élevé, mais il y aura toujours un marché pour les entreprises envoyant des objets en nombre, qui, en effet, recourront à nos services, et aussi un marché «particuliers» pour ceux qui ne pourront pas avoir accès au marché des télécommunications.

Tant que les Administrations postales seront capables de répondre aux besoins en présentant de nouveaux produits, en offrant de nouvelles modalités de service et en proposant des délais d'acheminement adéquats, nos marchés ne devraient pas être menacés.

Le SÉNÉGAL: Dans le domaine de la stratégie commerciale, nous avons créé un département spécifique, un service EMS autonome doté de la gestion décentralisée et un service personnalisé réservé aux gros clients de notre entreprise.

Il convient de relever que le marché postal des pays africains est tout à fait différent de celui des pays industrialisés. Au niveau des pays d'Afrique, il est indispensable qu'une étude soit entreprise pour établir une stratégie globale de l'UPU face à la concurrence. Par ailleurs, nous avons une mission de service public que nous ne pouvons pas lier au marché. Je voudrais insister pour que l'on tienne compte de la spécificité de nos marchés, étant donné que, jusqu'au prochain Congrès, il y aura beaucoup de changements dans nos pays, différents marchés vont disparaître d'ici cinq ans et les concurrents n'attendent pas.

Le MALAWI: Je voudrais intervenir au sujet de la concurrence. A notre avis, nos concurrents continuent de s'emparer d'une plus grande part du marché car ils jouissent d'une structure organique souple et ne cessent de profiter de la rigidité de celle des Administrations postales. Nombre d'Administrations relèvent de leurs gouvernements respectifs en ce qui concerne la tarification de leurs services et produits postaux et sont obligées de respecter strictement les procédures douanières. Nos concurrents peuvent, eux, décider du jour au lendemain du prix de leurs produits et services et, dans bien des cas, échapper aux procédures douanières pour satisfaire les besoins de leurs clients, ce qui est impossible pour beaucoup d'Administrations.

L'ITALIE: Dans son très intéressant exposé de l'autre jour, le Directeur général de la Société canadienne des postes a attiré notre attention sur les dangers qui pèsent actuellement sur la poste du fait de la concurrence de plus en plus féroce des entreprises privées.

Il a également signalé les mesures correctives et les initiatives que son pays a prises, lesquelles sont assez analogues à celles qui ont été adoptées, ou sur le point de l'être, par l'Administration postale italienne. Ces mesures visent à améliorer la qualité des services et par là même décourager l'utilisation des services privés.

Nous pensons cependant que si nous voulons reconquérir la clientèle perdue, nous devons fournir des données en plus grand nombre et à une plus large échelle sur les services offerts, en portant une attention spéciale aux particuliers qui font probablement partie du premier groupe de consommateurs mais qui, par manque d'informations, ne sont pas toujours au courant des services disponibles.

De fait, pour le particulier, la seule source de renseignements est souvent le central téléphonique qui traite des demandes et réclamations ainsi que les guichets spécialisés installés dans les grands bureaux, alors que dans les petits établissements situés dans les zones éloignées du pays ce travail est effectué au gré du chef du bureau.

Il est notoire que rien n'éloigne plus l'usager qu'un bureau où l'on perd du temps et qui semble ne pas être sûr des renseignements qu'il fournit et qui par conséquent n'est fondamentalement pas viable.

Si nous voulons améliorer la qualité de l'information, nous devons en premier lieu nous engager à former le personnel devant être affecté aux guichets et aux centraux téléphoniques de façon à disposer de spécialistes qualifiés et efficaces.

Lorsqu'un usager se présente à un guichet, qui actuellement ne se distingue que par un numéro, il doit pouvoir immédiatement identifier l'agent compétent dont le nom et le titre doivent être lisiblement indiqués.

En effet, la clientèle a souvent manifesté le besoin d'établir avec les agents des administrations publiques un contact plus personnel pour avoir le sentiment que quelqu'un s'intéresse personnellement à leurs problèmes.

Dans notre pays, pour pouvoir répondre de façon concrète à ces besoins, des dispositions sont prises en vue de la mise en place d'une structure spéciale chargée de diffuser des renseignements sur des prestations offertes par l'Administration postale et dont le public n'a guère, sinon nullement, connaissance. Un nouveau système d'identification fait actuellement l'objet d'un vaste programme portant sur l'ensemble du secteur public, à commencer par la poste.

En ce qui concerne le nouveau service de courrier électronique et l'adoption d'un système de pistage et de repérage des recommandés et des envois EMS, l'Administration postale les met au point en recourant aux techniques les plus modernes, en collaboration, pendant la première étape, avec le fournisseur.

Il est accordé une attention particulière à la fixation des tarifs qui, tout en couvrant les coûts, doivent également être compétitifs par rapport à ceux qui sont appliqués par les concurrents du secteur privé.

En tout état de cause, l'établissement d'un contact direct entre les agents postaux et la clientèle demeure le moyen le plus efficace si l'on veut reconquérir la clientèle qui a abandonné le service postal traditionnel et a cherché ailleurs, non seulement parce qu'elle désire obtenir une meilleure qualité et une meilleure efficacité de prestations, mais également parce que les renseignements fournis sur les services existants sont insuffisants.

L'OBSERVATEUR DE L'UNION POSTALE DES AMÉRIQUES ET DE L'ESPAGNE:
Il doit exister le produit et deux autres éléments, quelqu'un qui désire l'acheter et quelqu'un qui puisse le vendre, il s'agit là d'une condition essentielle.

Alors la question est la suivante: Avons-nous ce produit, pouvons-nous le vendre?

La réponse est négative.

Toutes les Administrations postales ne l'ont pas et parmi elles certaines appartiennent à des pays en développement mais aussi à des pays développés.

Comment fabriquer un produit qui soit admis par le marché?

Traditionnellement, la poste constitue une activité artisanale à forte composante de main-d'œuvre et par conséquent fortement dépendante du comportement de son personnel.

Durant plus d'un siècle, l'équipement postal a été conçu comme un outil artisanal et non pas comme celui d'une installation industrielle.

D'où la lenteur de la poste et sa résistance à assimiler une technologie de pointe.

Et la poste a bien marché tant qu'elle a eu des artisans, nos fameux postiers.

Mais quand il n'y eut plus de ces artisans, c'est alors qu'a commencé le désastre et que nous n'avons plus eu de produits à vendre.

Comment fabriquer alors un produit qui soit admis par le marché? En remplaçant les processus artisanaux et, fondamentalement, la conception artisanale de la poste par des processus de conception industrielle.

Ford (un seul patron) fabrique la même automobile dans le monde entier.

McDonald's (des milliers de patrons) fabrique le même hamburger dans le monde entier.

Qu'entend-on par processus industriel dans la poste? Il s'agit simplement d'opérer de façon systématique sur la base de processus conçus industriellement, en recourant le plus possible à des moyens technologiques d'autant plus bon marché qu'ils sont plus modernes.

Si nous fabriquons nos produits en utilisant des modes opératoires basés sur la technique, nous obtiendrons le produit correspondant aux besoins de la clientèle, ce produit sera stable et homogène et il atteindra les niveaux de qualité fixés. En effet, un système est facile à contrôler, contrairement aux personnes dont le contrôle devient de plus en plus difficile.

Un système opératoire perfectionné s'appuie sur un réseau et dépend moins de la main-d'œuvre qui en vient à jouer un rôle d'appoint dans le processus.

Les systèmes d'exploitation fondés sur une technique peuvent être développés collectivement par les Administrations postales.

L'UPAE travaille déjà à la mise au point de ces systèmes et tente d'appliquer le système «clé en main»:

- on développe collectivement le système;
- on forme le personnel;
- on fournit l'équipement; et
- on aide à sa mise en marche.

Une série de projets que nous avons désignés sous le nom de projets BIT, basés sur l'utilisation des micro-ordinateurs, relèvent de ces efforts.

Compte BIT: Il sert à la liquidation des comptes postaux internationaux.

Réclamations BIT: Il sert à instruire les réclamations.

AV 7 BIT: Il sert à l'établissement et à la transmission électronique de la documentation du bureau d'échange aérien.

YUELO BIT: Il sert à la confection des plans d'acheminement par la consultation d'une base de données.

EMS BIT: Il s'agit d'une forme simplifiée de traitement des envois EMS dans les petites Administrations postales.

En outre, nous avons entrepris un autre projet collectif, spécifiquement lié au thème de la gestion commerciale et destiné à l'élaboration d'un modèle d'action commerciale et de marché. Il est en cours de mise au point par les techniciens du Brésil, pays de l'UPAE, qui possède une expérience particulière dans ce domaine. Il est bien entendu que nous sommes disposés à partager ce projet avec d'autres pays faisant partie de l'UPU.

Nous devons tous contribuer à l'effort de perfectionnement de notre poste en tirant parti de l'intelligence de nos hommes, ce dont nous sommes tous riches.

Aujourd'hui, des millions d'envois postaux tardent plus de cent jours avant d'arriver à leurs destinataires; il s'agit d'envois provenant de pays développés et de pays en développement.

Ce n'est pas un produit postal, c'est un «antiproduit».

Il s'agit de la menace qui pèse sur l'une des plus grandes conquêtes de l'humanité, celle de la poste, que nous aimons profondément et à laquelle nous avons consacré le meilleur de nos efforts et de notre travail.

L'ANIMATEUR: Dans les trois minutes qui me restent, je tenterai de faire une synthèse qui, malgré sa brièveté, reprendra au mieux la quintessence de vos importantes contributions. Je crois pouvoir résumer l'essentiel de vos préoccupations en affirmant qu'il nous faut une poste humaine, sociale, moderne et bien gérée.

Une poste humaine, car une entreprise qui emploie plus de 6 millions de personnes doit, pour réussir, motiver et mobiliser son personnel par un intéressement et une politique des ressources humaines dynamisants.

Une poste sociale, c'est-à-dire tournée vers la société, ensemble des citoyens; il faut une poste assumant sa mission de service public, faute de quoi elle renierait ses origines, mais de service public qui ne reste pas sourd aux exigences si diverses de sa clientèle dans un territoire postal qui, pour être unique, n'en est pas pour autant uniforme et monotone.

Et c'est une poste moderne qui apportera la réponse aux appels de nos clients, une poste ouverte aux techniques de pointe aussi bien sur le plan de la mécanisation et de l'informatisation que sur le plan commercial. Seule une politique commerciale agressive, fondée sur une approche marketing réaliste et une souplesse réglementaire et tarifaire, permettra d'affronter la concurrence à armes égales; l'adoption du Programme général d'action préparé par le Bureau international devrait constituer la base d'une reconquête générale de nos parts de marché.

Mais, pour acquérir les moyens de notre politique, il nous faut une poste bien gérée. La gestion rigoureuse d'une entreprise fait apparaître des gisements de productivité d'autant plus intéressants que leur mise à jour n'est jamais très coûteuse si ce n'est en énergie humaine et en volonté d'aboutir. Le réinvestissement des gains opérés engendre très vite des améliorations de la qualité de service près du chiffre d'affaires, le mécanisme est alors enclenché.

Enfin, cette poste humaine, sociale, moderne et bien gérée, doit être également universelle, on ne parvient à ce stade que par l'exercice de la solidarité; l'UPU, alerte centenaire, est là pour raviver, sans défaillance, cette vertu indispensable et s'affirmer le meilleur garant de l'avenir de la poste dans le monde.

La séance est levée à 13 heures.

Au nom du Congrès:	Le Président,	Le Secrétaire général,
	EDWARD E. HORGAN, Jr.	A.C. BOTTO DE BARROS
	Le Secrétaire,	
	L. RUBENS	

Septième séance du Congrès

Jeudi 16 novembre 1989

Présidence de M. EDWARD E. HORGAN, Jr., Président

La séance est ouverte à 15 h 10.

Débat général

Thème n° 3
«Structures et
systèmes de
gestion aux
niveaux national
et international»

L'ANIMATEUR GÉNÉRAL présente l'animateur du thème n° 2 et son groupe de préparation:

Animateur
Colombie

M. ALONSO SERENO Vicente
In charge of General Directorate of Posts

Coanimateur
Jordanie

M. AL-QUDAH Hashem
Director of Postal Affairs

Membres
Finlande

M. SAVIAHO Asko
General Director

Pays-Bas

M. PIJNENBURG Ton
Head of International Postal Affairs

Nouvelle-Zélande

M. WILSON Garry
Chief General Manager

Sénégal

M. CAMARA Serigne Ahmadou
Directeur général des postes et de la Caisse
d'épargne

Suisse

M. BURN Emile
Chef de la Division du service postal international

URSS

M. MANIAKINE Evgenij
Vice-Ministre des postes et télécommunications

L'ANIMATEUR: Mon exposé comportera quatre chapitres principaux.

I. Nature du service postal dans le monde contemporain

L'important développement technologique du transport physique des informations par les moyens électromagnétiques et électroniques pourvoit largement et de façon relativement accessible aux besoins essentiels de communication de nos sociétés, dont la satisfaction a été pendant plusieurs siècles la responsabilité quasi exclusive de la poste.

Cette évolution, progressive et constante, a eu de profondes répercussions; entre autres, le relâchement et le rétrécissement du champ d'action d'une institution juridique qui a régi une longue phase de la vie de la poste: le Monopole postal.

C'est que la poste a cessé d'être, pour une bonne part, un moyen de communication essentiel, fondamental et, en bien des cas, unique, pour devenir un instrument parmi d'autres du marché global des communications. Son but aujourd'hui est de desservir, en complémentarité féconde avec d'autres services, un segment d'activité ou une branche spécifique: celui des communications postales. D'autre part, l'essor de la demande de cette catégorie de communications a entraîné l'apparition d'organismes privés qui, exclusivement guidés par des critères de lucre, se consacrent au traitement et au transport des documents et des marchandises. Il appartient donc, dès maintenant, au service postal de redéfinir ce qui le caractérise, ses objectifs et son champ d'action dans le système général, national et international, de la communication qui, sans une poste active et prospère, resterait incomplet et sans nul doute entaché de distorsions.

Ce travail de redéfinition embrasse naturellement tout ce qui concerne ses structures et systèmes de gestion: il faut impérativement faire des Administrations postales des organisations qui, sans perdre leur profil de service public ni leur rôle social, se rapprochent toujours de plus près des principes, structures et systèmes de gestion propres à l'économie d'entreprise.

II. Limitations et carences de la gestion postale

1. Inadaptation de la structure administrative aux caractéristiques et exigences du marché des communications

C'est un phénomène particulièrement sensible dans les pays en développement. Cette inadaptation se manifeste principalement par:

- un statut caractérisé par une dépendance excessive à l'égard des organismes de tutelle et par des contrôles dispersés et parfois incohérents de la part de divers organes gouvernementaux, ce qui dilue et entrave manifestement la prise de décision;
- l'absence de moyens et de systèmes de gestion appropriés pour adapter les services et les prestations aux tendances de la demande. La limitation des pouvoirs de décision en matière de répartition des sources de revenu, de définition et d'exécution des programmes d'achat ou de gestion comptable se traduit par une qualité et un développement insuffisants des prestations, des procédures administratives inefficaces, un manque d'innovation et des produits ne correspondant pas aux attentes du marché;

- l'absence d'une planification adéquate. C'est une carence que l'on constate bien souvent non seulement au niveau des Administrations postales mais aussi, à une échelle encore plus préoccupante, au niveau des organismes de tutelle. La gestion du service se trouve alors livrée à une conduite que l'on pourrait qualifier de fantasque où priment quasi exclusivement des considérations et des besoins à court terme. La gestion reste sous l'empire des nécessités immédiates: l'urgent prend la place de l'important;
- des carences dans la formation et la préparation des cadres moyens et supérieurs.

2. *Méconnaissance de la composition et du potentiel de la demande*

Le champ d'activité des prestations postales est généralement déterminé par la capacité d'exploitation limitée d'une Administration en fonction de considérations étrangères à l'évolution réelle du marché des communications postales. Il n'existe pas de système d'évaluation de ce marché ni d'adaptation aux nouveaux besoins des usagers, particulièrement en ce qui concerne la frange de ce que l'on appelle «les clients importants» qui augmentent chaque jour en importance et en diversité.

Il s'ensuit que la poste ne peut s'occuper de certains segments du marché. Il se crée des «vides» dans l'offre, immédiatement comblés par les concurrents qui trouvent dans ces domaines ou «crêneaux» inexplorés un domaine d'activité rentable. D'une certaine façon, le champ d'action de la concurrence se trouve délimité et sectorisé par la faible capacité des Administrations postales à s'emparer du marché. Dans certains cas, ces rapports de complémentarité de fait sont l'objet d'une réglementation légale.

Le service postal, qui assure la distribution massive de documents commerciaux, d'imprimés et de marchandises, sans parler de ses services financiers, reste un instrument important de développement économique, social et culturel. L'utilisation de la poste dans les pays développés en est la preuve. Cependant, le déséquilibre entre l'offre et la demande empêche les Administrations postales de dûment profiter des avantages d'un marché en expansion.

3. *Dépendance budgétaire*

Le concept traditionnel de service public partait du principe que ce service devait être subventionné dans toute la mesure possible au moyen de fonds tirés directement du Trésor public. Il en est résulté une dépendance économique qui s'est traduite par une dépendance administrative et par une limitation de la marge de manœuvre.

Bien que cette situation tende à évoluer vers une réduction des prélèvements sur les ressources gouvernementales en faveur de la poste, en raison, entre autres, de la politique de restriction des dépenses publiques, il est certain que cette dépendance budgétaire continue de peser au point qu'elle restreint considérablement les possibilités de la poste d'amorcer une croissance plus dynamique.

Dans la dépendance budgétaire, il faut souvent voir aussi l'une des causes les plus fréquentes de l'insuffisance des investissements dans les domaines de l'infrastructure et de l'expansion du service.

4. *Distorsion du plan de gestion de l'entreprise*

Les fondements traditionnels de l'organisation du service postal empêchent, bien des fois, l'établissement d'un plan de gestion approprié pour faire face aux défis qui se posent aujourd'hui; la discontinuité, en particulier, qui déccule des nombreuses mutations au niveau de la direction et des mouvements fréquents de personnel à d'autres niveaux, dus, en grande partie, à l'absence d'un statut mettant l'Administration à l'abri de considérations à caractère politique, a pour effet d'altérer et de dévier profondément ce qui devrait être un véritable plan de gestion où prévaudraient des objectifs purement de gestion axés sur la qualité, la rentabilité économique et l'extension du champ d'action effectif.

5. *Protectionnisme inapproprié*

L'existence de règles légales de nature excessivement protectionniste, essentiellement inspirées du principe du monopole postal utilisé à outrance, contribue à empêcher l'adoption par la poste des principes et de la dynamique propres à la gestion d'une entreprise commerciale car elle freine les initiatives et l'élan nécessaires pour venir à bout d'une situation d'immobilisme, de faible croissance et de bureaucratisation.

6. *Manque d'information*

L'absence d'une politique stable, bien faite et techniquement avancée d'information globale conduite par la poste sur les aspects les plus saillants de sa gestion – destination et rentabilité des investissements, indices de productivité, fluctuation de la situation financière et normes de qualité auxquelles les clients peuvent prétendre – a induit une méconnaissance de la poste et de ses prestations de la part du public en général et des agents faisant partie des demandeurs potentiels en particulier.

7. *Centralisation et inefficacité des prises de décision*

Le contrôle de tutelle exercé simultanément par différents services gouvernementaux aboutissant à une rigidité du recrutement du personnel, une absence de planification, l'interférence de considérations politiques et une discontinuité administrative, entrave les prises de décision. A cela s'ajoute l'absence d'un principe de contrôle de la gestion, de la qualité et des coûts. Cette situation affecte en particulier l'activité des bureaux et des villes périphériques qui dépendent directement des échanges postaux.

8. *Structure organique peu adaptée*

La structure administrative et les systèmes de gestion correspondent davantage aux schémas et aux principes globaux d'organisation de l'administration publique dans son ensemble qu'aux conditions spécifiques du service postal dans ses différentes manifestations. Cela se ressent dans les domaines comme l'établissement d'organigrammes, l'affectation des locaux et des effectifs, les modalités de sélection, de recrutement, d'évaluation et de licenciement des fonctionnaires, la fixation des barèmes de salaires et de prestations sociales, les procédures comptables, le régime des contrats, la gestion budgétaire ou la formation des cadres supérieurs. Il convient en conséquence de reviser les critères utilisés jusqu'ici pour déterminer la structure organique et administrative des Administrations postales.

9. *Le contexte international*

Il s'agit de renforcer l'UPU et de parfaire son organisation afin de la doter de pouvoirs plus larges et mieux adaptés à la réalisation d'objectifs tels que:

- présenter et développer des services tels que l'EMS, produit unique dans le monde;
- créer les conditions nécessaires à l'intégration et à l'amélioration des réseaux postaux;
- prêter davantage attention au perfectionnement de la technologie du service postal, à l'unification et à la normalisation des envois;
- concrétiser les efforts visant à la création de systèmes de contrôle de qualité;
- appliquer l'informatique et la technologie moderne aux tâches de gestion du réseau postal international;
- poursuivre le processus de modification et d'assouplissement de la législation postale internationale et aller plus avant dans l'attribution aux organes de l'Union – le Conseil exécutif, le Conseil consultatif et le Bureau international – de pouvoirs et de capacités propres à en dynamiser le fonctionnement dans les périodes comprises entre les Congrès.

III. **Le concept d'entreprise postale comme principe de gestion dans le contexte actuel du marché des communications postales**

1. *Objectifs généraux*

Pour accomplir la nécessaire transformation des Administrations postales en organisations plus dynamiques, davantage axées sur le marché, et dotées d'une efficacité, d'une souplesse et d'une productivité accrues, il faut leur donner un statut juridique, une structure administrative et des critères de gestion qui se rapprochent, pour la forme et le contenu, de l'organisation d'une entreprise moderne.

L'Entreprise postale se doit d'être en conséquence une entité qui, tout en conservant sa nature de service public quant à son champ d'activité, ses responsabilités de service et la destination de ses excédents économiques, se conforme à un profil d'entreprise pour ce qui touche à la structure administrative, la formation du patrimoine, les règles d'organisation, le recrutement et la formation des cadres supérieurs, la gestion des ressources humaines, la mobilisation et la rentabilisation de capitaux, la capacité de production, le contrôle des coûts. Tout cela afin de placer l'Entreprise postale dans des conditions telles qu'elle puisse produire des excédents économiques qui seront utilisés pour la conservation, l'amélioration et l'expansion de ce même service.

C'est là la meilleure stratégie possible pour atteindre l'objectif final du service postal contemporain qui est d'assurer à la poste la conservation et l'expansion d'un secteur important du vaste marché des communications qui lui soit propre, maillon indispensable de la chaîne des communications, nationales et internationales, opérant en interaction réelle et efficace avec les autres agents et instruments de ce marché.

2. *Structure administrative*

La mise en place d'un statut d'entreprise de ce type suppose une redéfinition de la portée du contrôle politique et une délimitation élargie de la marge de gestion directe du service. Pour cela il faut:

- faire passer dans la pratique les principes d'autonomie de gestion et d'autofinancement. Les mécanismes décisionnels doivent être souples pour répondre aux fluctuations du marché. La revision, la suppression ou la modernisation de procédures inefficaces et la prise de risques calculés sont impossibles à réaliser dans le contexte d'un service administrativement dépendant. L'autofinancement doit être, à court terme, un objectif qui justifie et soutienne la structure administrative autonome du service et qui rende possible, dans un premier temps, son maintien et son amélioration au moins, si ce n'est son expansion;
- revoir le degré et les modalités du contrôle de tutelle politique, en le ramenant à une fonction générale de haute supervision de la gestion et des finances, exercée dans la mesure du possible par un seul organisme ou institution publique au niveau ministériel, et en remédiant à la multiplicité des contrôles qui dans bien des cas alourdissent le service public en général et postal en particulier;
- revoir l'ensemble des pouvoirs se rapportant directement à la gestion et à l'exploitation des services, de façon que leur orientation générale, le choix des politiques, les objectifs spécifiques du service et l'inspection immédiate et continue émanent d'un organisme collégial faisant partie de la même structure administrative (au niveau du Conseil, Directoire ou comité d'administration) conçue de manière à combiner judicieusement les critères institutionnels, techniques, financiers et commerciaux. Cet organisme doit être investi d'une large marge d'autonomie et pouvoir décider des produits offerts, des tarifications, de l'emplacement, de l'ouverture et de la fermeture des bureaux, des mesures d'incitation du personnel, etc.;
- de même, revoir l'organisation de la Direction générale et remanier sa structure et son fonctionnement moyennant le renforcement de certaines fonctions comme la planification stratégique et financière, la commercialisation et la formation du personnel;
- assurer une protection juridique limitée. Le service postal conserve son profil de service public et garde donc des responsabilités de caractère social à l'égard des diverses communautés nationales et de la communauté postale internationale, particulièrement pour ce qui touche à l'activité postale dans les zones périphériques, dans les zones déprimées ou relativement moins développées, ainsi qu'à la collaboration avec les autres services publics du pays. Pour s'acquitter de ces responsabilités, le service postal doit conserver, sous la forme du Monopole postal, une protection juridique limitée pour certains services essentiels qui, comme la correspondance, se caractérise par une utilisation populaire massive, des tarifs réglementés et des prix politiques. Cette protection juridique doit s'étendre à la rémunération matérielle de certaines activités non commerciales qui, comme les franchises postales, impliquent une subvention de la part de la poste.

3. *Constitution du patrimoine*

Le fait de permettre au service postal que les actifs et les biens qui composent son infrastructure et les résultats de son activité constituent un patrimoine autonome lui appartenant en propre est la condition même de son développement. La poste ne parviendra pas à une autonomie de gestion complète si elle ne dispose pas d'un patrimoine de droits et d'actifs cautionnant ses activités de service et de financement. Son autofinancement ne pourra non plus se réaliser sans cette condition préalable.

4. *Principes d'organisation*

Le plan de gestion de l'Entreprise postale ainsi que les principes d'organisation qui l'inspirent doivent correspondre, autant que possible, aux principes et caractéristiques de la gestion commerciale.

Ce critère étant posé, il faut redéfinir les compétences, établir des niveaux de gestion, en essayant de les réduire au minimum indispensable, adopter des systèmes de contrôle de gestion et d'évaluation des résultats, créer des conditions d'emploi favorisant la motivation du personnel, instituer un nouveau style de gestion décentralisée, affecter au Conseil de direction ou d'administration, et à l'équipe dirigeante, des professionnels hautement qualifiés, ayant une expérience commerciale, et apolitiques.

Il convient également d'étudier la possibilité d'adopter une structure administrative «fractionnée» supposant la création d'unités, ou de divisions correspondant aux activités commerciales ou aux types d'affaires les plus caractéristiques: par exemple, envois de correspondance, colis postaux, services de guichet, services urgents. On peut concevoir et faire en sorte que chaque division opère en tant qu'unité d'activité lucrative, avec sa propre comptabilité soumise à vérification et l'évaluation de son rendement. Une autre solution consisterait à articuler toute la structure administrative autour de deux grands secteurs de gestion: le secteur commercial et le secteur exploitation, le premier traitant des activités extérieures axées sur le marché et de l'évolution des recettes. Le secteur «exploitation» serait chargé du contrôle des coûts et de l'adaptation des produits, services, procédures et méthodes en fonction de principes de productivité et d'efficacité.

5. *Structure financière*

Il est plus difficile d'obtenir un bon niveau de productivité quand les coûts fixes ont une forte incidence. Aussi l'Entreprise postale doit-elle essentiellement chercher à réduire ces coûts ou du moins à ralentir leur croissance et se donner une structure dans laquelle les coûts variables occupent une part plus grande.

Il existe divers moyens pour atteindre cet objectif:

- confier à des organismes de type associatif la gestion indirecte de certains services qui, sans rien perdre de leur caractère de prestations postales et sans que la responsabilité de l'Entreprise postale s'en trouve affaiblie, seraient gérés, dans un cadre spatial et pour une période déterminée, par des sociétés extérieures conçues pour cela. Ce pourrait être le cas du courrier rapide comme l'EMS ou le bureaufax et de certains modes d'expédition des colis;

- sous-traiter avec des organismes externes agissant au nom de la poste et se conformant à ses exigences en matière d'itinéraires, d'horaires, de conditions de sécurité, etc., l'accomplissement de certaines opérations postales dans des domaines comme le transport par voie de surface ou aérienne, l'établissement de réseaux de transport postal aérien de nuit, la multiplication de points de vente d'objets postaux et de bureaux annexes pour la réception et l'expédition du courrier, la distribution de certains imprimés publicitaires ou des factures émises par d'autres services publics, sous la forme d'un service «porte-à-porte»;
- exploiter conjointement les services postaux et de télécommunications, notamment dans les zones rurales, au moyen de bureaux mixtes permettant d'employer rationnellement les ressources des deux réseaux en évitant d'accroître les dépenses et en allégeant la mobilisation de ressources excessives en capital pour des bureaux ayant des coûts fixes;
- faire participer des agents ou des instances locales ou municipales à l'administration de bureaux de poste ayant un faible trafic, dans les localités éloignées, par la fourniture d'installations et l'affectation d'employés de guichet, ou de distribution, à contrats horaires;
- développer dans des zones dûment choisies le système des boîtes postales pour la distribution.

Cela dit, pour ce qui concerne la gestion du capital, il convient de préciser la nature des investissements en veillant bien à ne pas les affecter à des projets peu rentables. Ces investissements doivent être surtout destinés à la modernisation de l'équipement de traitement du courrier et au développement rationnel de l'automatisation des services.

6. *Capacité de production*

Pour ce qui touche à l'exploitation, il est de la plus haute importance de moderniser les procédures inefficaces ou coûteuses, s'il n'est pas possible de les réduire ou de les remplacer. Pour faciliter la commercialisation des services et leur utilisation, il faut adapter les échelons de poids à des barèmes de prix et de tarifs plus souples et simplifiés.

L'adaptation et la simplification de la classification des envois dans le sens du principe «prioritaire/non prioritaire» ont aussi des retombées hautement bénéfiques. La diversification et l'adaptation des prestations aux besoins de la clientèle, compte tenu de leur proportion dans la composition globale du trafic, sont des mesures qui s'imposent.

Enfin, la création d'unités opérationnelles par produit ou par service peut conduire à une augmentation de la capacité de production car elle permettra de gérer chacune d'entre elles de façon plus souple et plus directe, de calculer les coûts et d'évaluer leur performance avec plus de précision.

7. *Gestion du personnel*

Il est clair que la poste a besoin d'une certaine marge de manœuvre pour recruter et rémunérer son personnel. Celui-ci doit, dans la mesure du possible, jouir d'un statut juridique professionnel spécial, adapté aux caractéristiques du service. Il faudrait prévoir dans ce statut des principes de motivation et d'incitation, des possibilités de nomination et d'avancement au mérite, des mécanismes souples de qualification des services et de correction des carences, à l'exclusion de toute

considération politique ou rigidité bureaucratique dans la sélection et la gestion des ressources humaines; enfin, il faudrait envisager une formation large, massive et continue du personnel et un système de rémunération équitable.

8. Rôle de l'UPU

L'UPU est appelée à accomplir un certain nombre de tâches spécifiques ayant pour but de fixer des principes généraux et de mettre au point des modèles d'organisation de l'Entreprise postale, adaptables aux différentes conditions de développement du marché postal, et à coopérer avec les Administrations postales pour les aider à obtenir plus facilement un statut approprié.

IV. Actions visant à instaurer une nouvelle structure postale

Il est indéniable que, dans les pays développés, il y a des cas dans lesquels la conversion des Administrations postales en véritables entreprises a fait, au niveau de divers services, des progrès significatifs.

Les pays en développement se ressentent, d'une manière plus générale, du vieillissement et de l'inadaptation de leurs structures et systèmes de gestion, des interférences ou de l'entrave des organismes de tutelle et du défaut d'autonomie administrative et financière.

Bon nombre d'Administrations ne peuvent affecter leurs recettes et leurs dépenses à un budget qui leur est propre et, du fait qu'elles ne possèdent pas la personnalité d'une société de biens, elles ne peuvent bénéficier, entre autres, du produit des frais terminaux.

De la même façon, elles ne peuvent fixer librement leurs tarifs et ne sont pas financièrement rétribuées pour leur collaboration avec d'autres services publics ou les prix subventionnés ou réduits qu'elles consentent.

C'est pourquoi il faut engager sans tarder et progressivement des actions visant à redéfinir les structures et systèmes de gestion, cet objectif étant entendu comme le résultat d'un processus convergeant qui peut et doit avoir pour point de départ les structures actuelles pour mettre à profit leurs éventuels points forts. Certaines de ces mesures méritent d'être signalées.

1. Planification stratégique en fonction du marché

Planifier le développement du service à partir d'une large étude de marché et de la conception ainsi que de l'application d'un modèle de la demande postale est une stratégie souhaitable pouvant servir de tremplin à un programme progressif de structuration de l'entreprise postale. Le modèle de la demande doit s'articuler autour d'activités telles que:

- diagnostic de la situation actuelle des services comprenant l'analyse de l'organisation actuelle du service (champ d'action, volumes, principaux utilisateurs, profil des ressources humaines employées);
- identification des principales variables influant sur le comportement de la demande, globalement et par services, ainsi que par secteurs économiques et géographiques, l'accent étant mis sur les variables

relatives à l'utilisation des services de télécommunications, de la concurrence, ainsi que du secteur bancaire par rapport aux services financiers postaux;

- mise en place d'un système d'information permettant la collecte périodique de données servant à alimenter le modèle de la demande;
- analyse de l'élasticité de la demande par services en fonction des tarifs et du contexte économique général;
- établissement de priorités pour l'affectation des ressources économiques, physiques et humaines en fonction des nécessités présentes et futures;
- conception de la structure organisationnelle requise aux niveaux central et régional;
- analyse des principales sources actuelles et futures de financement et définition de politiques financières et d'investissement aux fins d'exécution des programmes;
- étude et élaboration des systèmes et spécifications du matériel et des installations nécessaires aux centres de traitement du courrier, dans le cadre des «procédures générales de soutien et procédures spécifiques», compte tenu des modalités de fonctionnement des services; équipement des guichets et matériel de transport.

2. Formulation et élaboration d'un plan d'action commerciale

Il faut s'employer à identifier les clients actuels et potentiels susceptibles d'occuper une place importante dans la composition du trafic et dans les secteurs du marché postal connaissant la plus forte expansion et le plus grand dynamisme, comme le courrier rapide, les colis, le courrier d'entreprise et la publicité.

Le plan d'action doit s'appuyer sur un programme d'image de marque du service et comprendre des activités spécialement consacrées à «l'écoute du client» telles que conférences d'information, visites programmées, enquêtes permettant à la poste de susciter un réel échange d'informations et de proposer différentes possibilités et modalités de fonctionnement, et à la clientèle de faire connaître ses vœux et ses exigences en matière d'exploitation, cela afin de mettre en place un système d'exploitation acceptable.

3. Règles de gestion du patrimoine et budget de transition

Si l'on veut assortir les recettes aux dépenses de fonctionnement et aux besoins de financement des programmes d'investissement, il est indispensable de négocier avec les instances respectivement concernées et d'obtenir que soient arrêtées des règles permettant à la poste de disposer des ressources budgétaires et patrimoniales résultant de la vente même de ses services. Ces ressources constitueront un capital de départ qui à son tour créera de nouveaux excédents destinés à la consolidation de l'infrastructure postale et à la réalisation de programmes d'investissement propres à lancer la phase de modernisation.

4. Revision du régime tarifaire

Ce qui vient d'être dit vaut aussi pour le régime tarifaire: il est indispensable que les compétences de la poste soient reconnues, soit pour les établir soit pour arriver à les définir correctement, sur la base d'une analyse des coûts du service et de projections effectives de la demande.

En cette matière, il faut passer d'un régime de tarifs uniformes, résultant de prix politiques, à un régime qui soit pour le moins de liberté surveillée, dans lequel l'organisme chargé de l'établissement des tarifs trace un cadre général à l'intérieur duquel la poste peut définir des tarifs différentiels selon les catégories de services, notamment dans les cas du courrier d'entreprise et d'affaires qui est directement soumis aux attaques de la concurrence.

5. *Revision des produits et des procédures et du rapport entre coûts fixes et coûts variables*

Les mesures et systèmes de gestion décrits plus haut à propos de la diversification des prestations, du remplacement de produits et systèmes inefficaces ou onéreux, de l'automatisation et de la modernisation, peuvent aussi se comprendre comme des actions visant à la consolidation de fait du concept d'entreprise postale, avant même que celui-ci ne soit défini et formellement institué, car ils sont aptes à promouvoir concrètement et efficacement la réalisation des objectifs auxquels on tend.

6. *Rôle de l'UPU*

Dans ce domaine aussi, l'UPU est appelée à jouer un rôle décisif: à savoir, fournir des éléments d'analyse, des informations et des projections sur les expériences menées par les Administrations postales à propos des mesures esquissées ici et, plus particulièrement, sur la situation et les tendances du marché des communications postales, en créant une banque de données alimentée en permanence au moyen des résultats des études conduites tant par l'Union et ses experts que par les différentes Administrations.

De même, la création d'un réseau informatisé pour le suivi des acheminements et le contrôle de la qualité serait un adjuvant appréciable aux efforts exercés pour fournir aux Administrations des éléments d'analyse et d'orientation sur les réalités du marché, pour mieux faire connaître ce marché et pour l'étudier sur le plan international. Cette initiative pourra éventuellement se traduire, au niveau national, par des applications sur le plan de la méthodologie et de l'information.

La SUISSE: Mon Administration ayant collaboré à la préparation du thème «Structures et systèmes de gestion aux niveaux national et international», je me bornerai, pour étayer l'excellente analyse de M. Alonso, à présenter quelques brèves considérations d'ordre général.

Il est indubitable que les Administrations postales ne peuvent plus, dans le contexte économique et social actuel, se cacher derrière le monopole postal pour se mettre à l'abri de la concurrence. Si monopole il y a encore dans certains secteurs, il doit être mérité par une bonne qualité de service et par une adaptation rapide et constante aux besoins de la clientèle. Or, pour s'adapter rapidement à des situations nouvelles, il est indispensable de jouir d'une certaine liberté d'action. Je peux donc soutenir sans réserve les principes visant notamment à:

- la mise en place d'un statut d'entreprise gérée d'après les principes de l'économie industrielle, compte tenu des intérêts du pays;
- la revision du degré de tutelle politique;
- l'autonomie financière en matière de budget et d'investissements;

- la constitution de Fonds de réserves qui renforcent l'autonomie financière;
- la planification stratégique en fonction du marché;
- une liberté surveillée en matière de tarification.

Me fondant sur notre propre expérience, je puis vous assurer que ces idées sont réalistes, dans la mesure où la volonté politique existe d'améliorer le fonctionnement des services postaux. Il incombe évidemment à chaque Administration postale de rechercher la meilleure solution possible pour elle, en s'appuyant éventuellement sur des expériences pratiques réalisées dans d'autres pays.

Dans mon pays, la Direction générale des PTT a reçu du Gouvernement la compétence de fixer librement les tarifs pour les envois EMS par exemple. Et depuis le 1er septembre 1989, nous pouvons également fixer les tarifs spéciaux pour «gros clients» en service international, dans les limites d'un cadre général.

Actuellement, nous étudions la possibilité d'introduire un système prioritaire/non prioritaire pour la poste aux lettres, aussi bien en régime national qu'en régime international.

D'une manière générale, nous pensons que l'efficacité future des services postaux dépend de toute une série de mesures, parmi lesquelles figure aussi une délégation de compétences vers le bas ainsi qu'une gestion rationnelle et sociale des ressources humaines. Le Congrès de Washington pourra définir la voie à suivre, en prenant les décisions nécessaires pour permettre en particulier une adaptation plus rapide que jusqu'ici de la réglementation postale internationale, afin de mieux répondre aux exigences techniques et commerciales de l'heure. C'est une condition essentielle de l'efficacité de la poste à l'avenir dont dépendra, en fin de compte, sa survie, comme plusieurs orateurs l'ont déjà souligné. C'est pourquoi les chances de succès me paraissent bonnes.

La SIERRA LEONE: Le débat qui concerne le thème n° 3 a trait à l'essence même de notre service, c'est-à-dire le service à la clientèle. Après avoir entendu plusieurs experts en la matière, il me paraît opportun de rappeler la conclusion de la Conférence des Ministres et des Directeurs responsables des services postaux de l'Afrique au sud du Sahara qui s'est tenue à Nairobi, du 7 au 18 novembre 1988. Cette conférence a été organisée par l'Union postale universelle et elle a été mentionnée dans le rapport du Directeur général. Les conclusions de cette réunion fort importante, qui a porté sur les questions d'exploitation et de gestion de la poste en Afrique, a eu également une incidence directe sur les questions postales au plan mondial. C'est pour cette raison précisément que je souhaiterais attirer l'attention sur le document intitulé «Acte final de Nairobi».

Il est très intéressant de relever que deux de nos animateurs à ce Débat, les représentants de la Grande-Bretagne et de la France, ont été également les animateurs du colloque des Directeurs généraux qui a précédé la Conférence de Nairobi, dont les conclusions peuvent être résumées comme suit:

Compte tenu des résultats des missions des consultants effectuées en Afrique grâce au concours de l'UPU, et étant donné les problèmes très graves auxquels les postes africaines sont confrontées, tels que la perte d'une partie du marché, déficits et mauvaise gestion, on a décidé qu'il était urgent de redéfinir la place de la poste, les priorités nationales et son mode d'organisation et de gestion. La conférence a reconnu que la poste continue d'être un moyen essentiel de

communication, facteur important de l'unité et du développement économique et social d'un pays; elle est également une matière commerciale et industrielle et doit s'autofinancer par ses propres recettes pour fournir ses services au public.

La conférence a en outre estimé que vu le changement technologique rapide qui intervient dans le marché des communications, étant donné la prise de conscience croissante des besoins des usagers, il convenait d'augmenter la productivité des services postaux et de la moderniser en adoptant un système efficace de gestion.

La conférence a poursuivi en relevant la concurrence intense à laquelle les postes sont soumises de la part des entreprises privées. Il est nécessaire d'adapter une stratégie afin d'affronter cette concurrence et de relever le défi, pour fournir des services qui satisferont les besoins des usagers, afin de réduire les pertes très graves que subissent les Administrations postales et parvenir à la conclusion suivante: il s'agit d'améliorer la qualité de service pour améliorer la fiabilité, la régularité et la rapidité. Il convient également d'introduire des nouveaux services postaux et financiers, y compris l'EMS, et de déterminer des normes de qualité qui satisferont les clients afin de gagner la confiance du public et poursuivre les actions, afin de commercialiser les produits pour les rendre plus populaires auprès du public. Il s'agit d'améliorer l'efficacité en supprimant la bureaucratie et en introduisant un système de statistiques fiable pour développer également une politique des ressources humaines et financières, d'adapter la spécialisation des emplois aux besoins de la poste et faire le plus possible pour développer chez les employés un sentiment d'appartenance à la poste.

La conférence a également recommandé aux gouvernements des pays africains de reviser de toute urgence les structures, afin d'équiper la gestion postale, de répondre à la concurrence et de développer des nouveaux services, ainsi que d'améliorer la qualité des produits afin de répondre aux besoins sociaux et économiques des pays. Les personnalités à la tête des postes devraient avoir une plus grande marge de manœuvre pour répondre à ces objectifs. Toutes ces mesures devraient être mises en place dès que possible afin que les objectifs soient atteints. Une plus grande souplesse devrait être accordée aux Administrations postales pour fixer les tarifs et fournir des services répondant aux besoins des usagers.

La TUNISIE: Les animateurs des thèmes relatifs à la connaissance du marché et aux stratégies commerciales et opérationnelles, déjà traités en Débat général, sont arrivés à des conclusions analogues à celles auxquelles est arrivée la Tunisie dans le cadre de sa propre analyse de la situation présente de la poste et des perspectives de son développement pour l'horizon 2001.

Il est évident pour tous qu'un meilleur service à la clientèle passe par la connaissance des besoins de celle-ci. Cette démarche constitue le seul moyen d'adapter les prestations aux besoins de la clientèle, ainsi que de lui offrir des services fiables au meilleur coût. En fait, la concurrence a profité de l'incapacité de la poste de s'adapter à cette stratégie et a accaparé les créneaux porteurs et le trafic intéressant.

La Tunisie pense que les motifs de cette incapacité résident dans l'environnement juridique et organisationnel de la poste. Depuis sa création, la poste tunisienne a été gérée conjointement avec les télécommunications, au sein

d'une même Administration. Elle en a subi les plus grands inconvénients. En effet, elle a dû assumer des contraintes de service public plus élevées, telles qu'une basse tarification, des missions peu ou pas rémunérées ou la desserte rurale.

La poste a ainsi vécu dans l'ombre des télécommunications. En assurant l'équilibre budgétaire, celles-ci ont insufflé une mentalité d'assisté au personnel postal. Par ailleurs, la poste n'a pas bénéficié d'investissements suffisants, en partant de l'idée fausse qu'elle n'était pas rentable. Or, la concurrence nous a démontré le contraire. Celle-ci s'avère du reste nécessaire pour sortir la poste de sa léthargie. Il paraît également vital de soustraire la poste à son statut d'éternelle mineure, afin de garantir sa croissance. Les spécificités économiques et sociales de la poste et des télécommunications étant différentes, elles doivent avoir des destinées distinctes. Le statut d'Administration et ses contraintes ne permettent pas à la poste d'avoir la flexibilité nécessaire pour s'adapter au marché évolutif et à la forte concurrence. La poste doit ainsi devenir une entreprise pour assurer convenablement sa mission de service public.

La Tunisie considère en outre que la poste doit conserver la gestion directe sur des activités de base de service public bien définies, tandis que les activités concurrentielles ou à valeur ajoutée, telles que courrier rapide où les activités financières devraient être organisées en entités autonomes, filiales de la poste. Celle-ci pourrait ainsi évoluer favorablement et soutenir la concurrence avec les mêmes atouts. Les bénéfices réalisés par les filiales contribueraient ainsi à financer le développement de l'infrastructure postale et à assurer un service public de meilleure qualité.

Le KENYA se réfère à la Conférence des Ministres responsables des services postaux en Afrique, de Nairobi (1988), qui s'est tenue à l'initiative de l'UPU. Les résultats de cette Conférence témoignent des mesures pratiques adoptées par les pays participants en vue d'améliorer les services postaux en Afrique.

Le Kenya remercie l'UPU d'avoir assuré le succès de cette réunion et souligne l'une des résolutions adoptée à cette occasion, soit celle qui concerne le statut de la poste. La Conférence a ainsi recommandé aux gouvernements africains de revoir les structures postales, afin de mieux équiper leurs Administrations. Ainsi, celles-ci pourraient répondre de manière plus efficace à la concurrence et aux besoins du marché actuel. La Conférence a également lancé un appel à ces gouvernements pour qu'ils confèrent à leurs Administrations une plus grande souplesse et davantage de liberté dans la fixation des taxes et en matière de gestion. Elle a exprimé le souhait d'une séparation de la poste et des télécommunications.

Le Kenya a adopté toute une série de mesures pour améliorer ses services. Celles-ci ont été évoquées par le Ministre du transport et des télécommunications dans sa déclaration, lors de la séance plénière du 14 novembre dernier. Par ailleurs, le Kenya est heureux d'avoir pu jouer un rôle pour améliorer les services postaux en Afrique.

La GRÈCE: Sur le plan national, la Grèce considère qu'il est nécessaire d'améliorer et de réformer immédiatement la poste pour en faire une entreprise publique. Cette entreprise devra être autonome pour pouvoir décider de ses objectifs et pratiquer une politique de transparence dans sa gestion financière.

Se fondant sur l'expérience de la poste grecque qui fonctionne depuis vingt ans comme une entreprise publique, mon pays considère que la poste doit être réformée pour survivre et se développer, malgré sa structure insuffisante d'entreprise et la concurrence actuelle.

La Grèce considère qu'il faut également transformer le caractère d'entreprise de la poste pour en faire une entreprise plus sociale et permettre ainsi à la société de fonctionner comme partenaire social – sur le même plan que le Gouvernement, les consommateurs et les autres groupes sociaux – afin de pouvoir décider des stratégies de la poste et de contrôler sa gestion. De cette manière, la poste pourrait mieux satisfaire les besoins de sa clientèle. Il est également nécessaire que les employés développent un intérêt vital pour le développement de leur entreprise pour faire face à la concurrence. Sa participation devra être requise à tous les niveaux de décision. Il serait utile de créer, au sein de l'UPU, un comité de contact avec l'IPTT, comme c'est le cas du comité de contact CEPT-IPTT chargé de ces affaires.

Sur le plan international, la Grèce considère que des mesures immédiates sont nécessaires pour que des politiques communes soient mises au point et que des décisions soient prises sur le plan mondial. Il en découle que la Grèce soutient toutes les propositions qui visent à étendre et à renforcer le rôle de l'UPU en tant qu'organe exécutif.

Le PARAGUAY: Pour le développement et le renforcement des services postaux, plusieurs conditions doivent être réunies, telles que l'existence d'une structure juridique, un système de gestion adéquat et la qualité. Les pays de l'UPAE ont, du reste, débattu récemment à Rio de Janeiro de la meilleure façon d'organiser la poste dans leur région. Ils se sont posé la question de savoir si la poste devait relever du domaine public ou privé. L'entreprise du domaine public est moins centralisée, mais elle n'a pas la faculté de s'adapter rapidement à un marché en pleine concurrence. Les entreprises mixtes gardent un lien avec l'Etat, mais conservent une certaine liberté, notamment dans la fixation des tarifs. Le Paraguay cherche la structure la plus adéquate pour assurer l'évolution nécessaire de ses services postaux. Cette question sera discutée à la prochaine réunion de l'UPAE au Paraguay. Il convient de souligner qu'il faut accorder la priorité à la mise en œuvre d'une structure juridique et administrative flexible. De même, la qualité du service demeure l'un de nos meilleurs arguments. L'homme demeure ainsi l'élément clé.

Un certain nombre d'entreprises publiques ont été privatisées, mais cela ne peut pas s'appliquer à la poste. En effet, celle-ci doit demeurer à la disposition de toute la communauté. L'entreprise doit être rentable, tant en milieu rural qu'urbain. Il ne faut pas oublier que les postes américaines ont encore recours au service des mules pour descendre dans le Grand Canyon.

L'UPU doit trouver une méthodologie plus souple et moins bureaucratique, pour assurer une prise de décision rapide. Elle devrait donc devenir une entreprise faitière et les postes nationales ses filiales.

Le VÉNÉZUÉLA: L'Administration postale du Vénézuéla est décentralisée. Il s'agit d'une institution autonome qui doit s'autofinancer, si bien qu'elle doit forcément penser à sa clientèle et aux moyens de diminuer les coûts, de devenir plus efficace du point de vue de l'exploitation. Elle n'a pas encore réussi, mais se trouve sur la bonne voie. Le Vénézuéla croit à l'initiative privée. C'est pourquoi il octroie des permis d'exploitation à des postes privées auprès desquelles est perçue une taxe supplémentaire par objet traité. Un effort particulier vise à

concurrencer les messageries privées par la qualité des services offerts. Par exemple, tout le courrier de la Banque commerciale a pu être récupéré. Pour mieux servir la clientèle, le Vénézuéla a lancé un grand plan qui permet aux associations de voisinage de décider où elles veulent une poste. Notre Ministère des transports et des communications entretient en grande partie notre réseau, ce qui demeure notre grand atout. Le contrôle de nos voitures a notamment permis de fournir de nouveaux avantages au public et nous avons ainsi pu obtenir 22% de nos recettes. Notre exemple d'adaptation au marché est basé sur des éléments tels que la nécessité de créer une organisation autonome qui oblige à raffermir la gestion en l'axant sur les besoins de la clientèle, l'utilisation d'un réseau postal très large visant à offrir de nouveaux services gouvernementaux d'intérêt public et l'obtention du concours des associations de voisinage pour garder le contact direct avec le public et ainsi mieux le servir.

Le BURKINA FASO: Je voudrais rappeler ici les efforts entrepris par mon pays pour faire de la poste un outil véritable de développement et pour mettre en œuvre les résolutions de Nairobi.

Mon pays, en effet, a placé la poste dans les priorités du développement national depuis 1984, d'abord à travers un programme populaire de développement 1984-1986, ensuite à travers un plan quinquennal de développement 1986-1990. Ce plan, qui aborde bientôt sa dernière année, a déjà enregistré:

- la séparation de la poste des télécommunications. L'activité postale est gérée par un Etablissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière (ONP);
- l'organe suprême de gestion de l'ONP est un conseil d'administration qui approuve les tarifs postaux;
- le taux de rémunération des fonds de la caisse d'épargne postale par le trésor public est le plus élevé du système bancaire national;
- à partir du 1er janvier prochain, l'Etat qui fait confiance à la poste travaillera avec l'ONP dans le cadre d'un contrat avantageux pour le service postal, pour le traitement du courrier officiel.

Avant d'en arriver là, le Gouvernement a pris un «Kiti», terme qui désigne le décret dans d'autres pays, un Kiti portant de façon réaliste sur l'étendue du monopole postal dont la défense a été confiée à l'ONP. Mais, dans cette défense c'est la qualité de service qui doit être privilégiée. Les perspectives semblent bonnes, mais nous sommes un jeune office. C'est pourquoi l'appui de l'UPU et la solidarité internationale nous sont indispensables.

C'est le lieu de rappeler l'intervention de l'UPU dans mon pays dans la mise en œuvre et le financement d'un «Projet de développement des services postaux». Ce projet, qui est en cours d'exécution, couvre les domaines essentiels d'améliorations de la qualité des services postaux. Ses résultats doivent nous permettre d'aborder le deuxième plan de développement de la poste avec beaucoup plus de sérénité.

Pour provoquer l'adhésion de l'ensemble du personnel et la compréhension du public vis-à-vis des problèmes de la poste, nous avons entrepris depuis un an une campagne massive d'information et de sensibilisation par tous les moyens (télévision, radio, presse écrite, débats directs dans les meetings; nos receveurs des postes vont même dans les marchés proposer nos produits, les courriers cyclistes parcourent les campagnes pour collecter ou distribuer le courrier et

vendre des timbres-poste). Petit à petit, nous faisons entrer la poste dans la vie quotidienne de nos populations sans les contraintes rigides des services administratifs. Je pense qu'on n'aurait pas pu le faire sans la souplesse et l'autonomie de gestion dont bénéficie le service postal de mon pays.

Avec le concours de l'UPU, les études nécessaires sont en cours pour améliorer la gestion postale dans son ensemble. Nous souhaitons que le Congrès donne les moyens nécessaires à l'UPU pour lui permettre de poursuivre son action et pour suivre les activités déjà entreprises.

Cette assistance complémentaire à l'effort des Administrations postales est indispensable pour aider les maillons faibles de notre réseau à contribuer efficacement à l'accroissement de la qualité du service postal international.

Le BRÉSIL: La poste brésilienne a fêté cette année son vingtième anniversaire en tant qu'entreprise; depuis longtemps elle se structure pour rivaliser sur le marché postal.

C'est ainsi qu'elle a été récemment désignée comme l'institution la plus crédible du pays.

Au cours des trois dernières années (1986/1987/1988), elle a également été choisie comme l'entreprise de services publics au taux de productivité le plus élevé du Brésil.

Depuis longtemps, elle fonctionne à l'aide de ses propres ressources et, l'an dernier, il lui a été reconnu le titre d'entreprise de services publics ayant obtenu le meilleur taux en fait de liquidités disponibles.

Depuis un an et demi environ, elle est totalement gérée selon des principes modernes en matière de marketing interne ou externe et, depuis trois mois, elle est dotée d'une direction du marketing.

Ces résultats de la poste brésilienne ont été mis à la disposition de l'UPAE (Union postale des Amériques et de l'Espagne) en vue de la mise en œuvre d'un projet visant à la production d'un «manuel technique» qui devrait aider les autres Administrations désireuses de connaître l'expérience brésilienne.

Enfin, notre Administration est à la disposition de l'UPU au cas où d'autres Administrations postales s'intéressent à ce genre d'expérience.

L'IRAN (RÉP. ISLAMIQUE): Sensibilisé aux impératifs du marché et à l'impact possible des points de contacts postaux avec le marché de la communication, l'Iran souligne la vigueur de la concurrence et souhaite disposer d'informations sur les résultats des autres pays avec, en perspective, l'adoption d'une stratégie commune. Le système de rémunération du personnel a évolué dans une optique plus commerciale. Cependant, des contacts ont été établis avec les coursiers concurrents et la poste a pu reprendre l'ensemble du courrier gouvernemental. L'Iran offre de faire connaître les résultats de son expérience aux autres postes et souligne que les profits indispensables doivent être dégagés pour être consacrés à l'amélioration des services.

L'efficacité doit, pour ce pays, être recherchée dans la qualité de service de chacun des produits, de même que dans un allègement des structures et démarches bureaucratiques.

La POLOGNE (RÉP. POP.): A notre avis, un des aspects de la discussion actuelle consiste à déterminer notre point de vue sur les problèmes liés à la stratégie de la poste.

Donc, il s'agit de savoir si nous allons déterminer à ce Congrès la stratégie de la poste sur la base de la position de la politique gouvernementale vis-à-vis du marché postal ou bien si nous allons déterminer la politique du développement et du commerce de la poste, compte tenu de la position des entreprises d'Etat représentées au Congrès accordant des prestations postales traditionnelles.

La différence entre ces deux positions devient plus prononcée surtout dans les pays dans lesquels a lieu la désintégration partielle du monopole postal et, pour cette raison, d'autres entreprises économiques apparaissent, en particulier des entreprises privées.

A juger par la situation actuelle ainsi que par des prévisions pour l'avenir, la tendance de la décadence du monopole va se développer. L'emploi abusif dans le passé du monopole surtout en ce qui concerne la qualité du service a abouti à ce que, dans plusieurs pays, a eu lieu la destruction partielle du monopole postal d'Etat sous la pression de l'opinion publique. De ce fait, l'apparition de la concurrence dans ces pays n'est pas occasionnelle, mais elle est le résultat de la politique préméditée et de la stratégie du gouvernement par rapport au marché postal.

Bien que nous parlions, souvent, de la menace accrue de la part de la concurrence, nous devons nous rendre compte que ces notions ont trait surtout au niveau des entreprises. Du point de vue des intérêts nationaux et sociaux ainsi que du point de vue gouvernemental, le développement de la concurrence sera le but stratégique le plus souhaitable. C'est pour cette raison que les gouvernements de nos pays doivent intervenir le plus rarement possible dans la lutte de concurrence sur le marché postal et de demeurer quelque peu à l'écart de ce problème mais, en même temps, ils doivent encourager cette lutte sur la base des principes de la saine concurrence entre des entreprises. Pour cette raison, on doit créer des conditions égales pour l'établissement de telles entreprises et des entreprises postales d'Etat existant jusqu'à maintenant doivent fonctionner dans le même système économique et financier que celles des entreprises de concurrence nouvellement créées. Des principes d'autofinancement doivent être observés et la politique tarifaire et fiscale par rapport à ce genre d'entreprises doit assurer le développement stable et harmonieux.

La politique de la délivrance de concessions pour l'activité de ce genre doit couvrir dans la même mesure non seulement les sphères du marché postal qui sont les plus rentables mais aussi celles qui rapportent moins de profits qui, du point de vue des intérêts publics, doivent être desservies elles aussi.

A notre avis, notre Congrès et la discussion actuelle peuvent devenir le forum au cours duquel il convient de formuler des recommandations pertinentes ayant trait à la politique des concessions compte tenu des intérêts de la poste internationale.

Les conditions du marché postal déterminées de telle manière auraient pour résultat l'amélioration remarquable de la qualité des prestations postales ce qui répondrait aux espoirs de nos usagers.

L'ARGENTINE estime qu'étant donné leur rapport étroit, les trois thèmes du Débat général peuvent faire l'objet d'une réflexion commune. Elle souligne que, bien que son Administration soit une entreprise de droit public depuis plus de dix ans, elle ressent la nécessité de jouir d'un plus grand degré d'autonomie afin d'agir sans être désavantagée face à la concurrence.

Elle prend acte avec satisfaction des nouvelles orientations de l'UPU qui dénotent un intérêt pour les activités de commercialisation ainsi que de sa nouvelle façon de considérer la clientèle. Quant à la gamme de prestations offertes actuellement par la majorité des postes, elle estime qu'elle devrait suffire à satisfaire en grande partie aux exigences du marché postal: envois ordinaires, recommandés, avec déclaration de valeur; services EMS, S.A.L., par voie de surface et aérienne; courrier électronique, etc. Selon elle, le problème réside dans le fait que ces services ne sont pas assurés dans tous les cas avec le niveau de qualité qui est annoncé aux clients.

C'est pourquoi elle soutient que l'effort principal devrait être dirigé vers l'atteinte de niveaux de qualité homogènes dans toutes les postes, dans la mesure du possible.

Elle fait ressortir que les actions de commercialisation et les stratégies commerciales doivent servir d'appui à la vente de produits de qualité garantie, pour être réellement efficaces.

L'autonomie de gestion, administrative et financière, des organismes prestataires du service, l'utilisation rationnelle des moyens disponibles et la modernisation des systèmes d'exploitation constituent des conditions nécessaires préalables à la réalisation de cet objectif.

Le LIBAN, évoquant la situation tragique vécue par son pays, souligne les efforts entrepris pour la défense des intérêts postaux face à une concurrence dévastatrice. Cette Administration a réussi à préserver un certain contrôle sur le courrier transporté par les concurrents et à sauvegarder ses recettes par la perception de droits sur les envois détournés du circuit postal. Le niveau de ces perceptions fait que seuls certains segments du marché s'adressent aux concurrents, cependant que l'essentiel de la clientèle utilise le circuit postal normal que l'Administration s'attache à faire fonctionner. Ce pays ressent également le besoin d'une plus grande autonomie, permettant un meilleur financement des modernisations nécessaires, un allègement administratif et une attitude plus commerciale. Dans le cadre de la satisfaction du besoin d'échange d'informations, la revue EMS constitue un élément apprécié qui renseigne également sur la concurrence.

La TCHÉCOSLOVAQUIE: Mandaté par mon Gouvernement, je me permets de féliciter tous les participants au XXe Congrès de l'Union postale universelle et souhaiter à nous tous beaucoup de succès dans notre travail très important.

Dans mon allocution, j'aimerais vous informer de la situation et des projets dans le domaine de la structure et des systèmes de la gestion des services postaux existant dans notre pays européen. Je suis bien conscient que notre expérience est loin d'inspirer tous les membres de l'Union; toutefois, je crois utile d'indiquer quelques conditions spécifiques des communications tchécoslovaques et les moyens d'assurer le développement ultérieur des services postaux. Bien que nous ne soyons pas influencés directement par la

concurrence, nous nous efforçons de réaliser de telles structures qui nous aideront dans le futur pour faire face aux tendances concurrentielles sans compromis.

Comme dans d'autres pays, chez nous les exigences de la clientèle s'accroissent conformément aux demandes croissantes du public.

Dans ce cas, nous nous heurtons aux contradictions lorsque les ressources existantes ne correspondent pas à ces exigences en ce qui concerne la qualité et le développement des services postaux. Dans notre situation, nous disposons de moyens financiers affectés aux salaires du personnel postal en fonction du volume et de la qualité de leur travail ainsi que de moyens d'investissement pour le développement d'une base technique du réseau postal unique.

De nos jours et dans le futur, les influences défavorables seront liquidées par des procédés différents, par l'utilisation de l'expérience d'autres Administrations postales et des conditions découlant des changements dans le cadre de notre économie nationale.

A partir du 1er juillet dernier, nous avons créé l'Administration des postes et des télécommunications à Prague et l'Administration des postes et des télécommunications à Bratislava en tant que deux entreprises publiques indépendantes, entièrement autonomes du point de vue économique et appliquant le système d'autofinancement. Cela signifie que leurs recettes seront utilisées pour la compensation de tous les frais y compris, naturellement, le développement technique et les investissements, ainsi que les moyens financiers destinés aux salaires adéquats du personnel postal. Le rendement plus élevé des télécommunications permet de compenser une partie des dépenses de la poste affectées au développement. Vu cela, il est à noter que le rendement, base de la poste, s'explique par le grand pourcentage de l'utilisation de la main-d'œuvre. Par ailleurs, l'autonomie économique des entreprises publiques stimule les agents à l'esprit d'initiative, la rentabilité et la productivité plus grandes, à la réduction des dépenses et aux autres approches rationnelles susceptibles, en outre, à l'évaluation plus réaliste du rôle de la poste dans le pays.

Sauf ces modifications d'organisation et de structure, nous avons l'intention de créer des meilleures conditions de travail de la poste par la mise en œuvre des programmes de développement avec la dotation d'Etat. A présent, on réalise des programmes d'Etat de développement visant à l'informatique et à l'intensification des processus de transformation. Il est indéniable que la poste est une partie intégrante de ces systèmes modernes vu que ses services nouveaux et classiques influent au niveau de l'informatisation. Le transport postal et les processus de traitement relatifs à ce dernier exigent instamment une rationalisation et une intensification plus élevées. Par conséquent les dotations octroyées par la caisse publique seront utilisées pour les besoins du développement de la poste et notamment pour la modernisation des moyens techniques, des mandats et la mécanisation et l'automatisation des processus technologiques du traitement des envois postaux.

De même, nous prêtons une attention voulue au perfectionnement professionnel des agents. Notre institut de formation assure l'enseignement des agents d'exploitation et des hauts fonctionnaires pour la mise en pratique des processus technologiques modernes et leur perfectionnement dans le domaine opérationnel et de management. Dans cet institut nous aidons les agents d'autres Administrations étrangères postales suivant habituellement des cours de quelques mois à acquérir leur expérience. De même, on pratique des systèmes de

formation spéciaux, qui ont fait leur preuve, pour les jeunes. Les écoles postales spéciales délivrant dans certains cas des certificats forment chaque année de jeunes agents appelés à résoudre des problèmes très importants du trafic postal.

De même, nous considérons comme un domaine important le règlement judiciaire des relations mutuelles et des obligations entre la poste et ses usagers. Dans ce cas l'échange postal est géré par le règlement postal qui sert de norme exécutive des lois postales. Vu la nécessité de l'adaptation systématique des instructions aux besoins du marché, le règlement de la poste de la Tchécoslovaquie sera mis à jour au 1er janvier 1990.

Mesdames et Messieurs, l'Administration des postes de la Tchécoslovaquie a tracé, dans une brève forme, la voie de la création des conditions au développement de ses services dans le cadre de l'échange postal intérieur et international.

Le NÉPAL: Ma délégation estime que les expériences de si nombreux pays et venant de régions géographiques différentes, de différents niveaux de développement, vont apporter une grande contribution à la mise au point d'une stratégie commerciale et opérationnelle qui est nécessaire pour le service à la clientèle. Je voudrais me permettre de résumer l'expérience que nous avons accumulée en la matière.

Le Népal est parmi les pays les moins développés du monde et il a un territoire très montagneux. La communication est difficile pour la plupart des régions. La poste est souvent le seul moyen de communication pour la population.

Dans la gestion des services postaux, nous avons des clients qui vivent dans des régions très élevées. Cependant, nous essayons d'améliorer tous nos services sur la base des ressources dont nous disposons. D'une part, nous essayons d'étendre notre réseau postal et, d'autre part, nous essayons d'améliorer nos services. Nous établissons des politiques et des programmes constructifs qui visent à développer les services postaux.

Des bureaux de poste seront établis dans toutes les régions et dans les centres urbains d'ici les cinq prochaines années. Nous demandons également une participation locale des communautés jusqu'à concurrence de 50 %. Nous allons lancer des programmes d'amélioration, y compris le service EMS. Afin de développer les relations entre la clientèle et les services postaux, nous avons établi des centres dans des différents points du pays. Cependant, dans un pays où dans une certaine région le client doit faire un voyage de deux jours à pied pour se rendre à son bureau de poste, nous avons des difficultés sérieuses, voire des impasses. Nous sommes d'accord avec les points de vue qui sont exprimés au sujet des limites imposées à la gestion postale, mais je pense que nous devons résoudre toute une série de problèmes avant d'établir un système de gestion uniforme dans tous les pays, y compris les pays en développement. Dans une certaine région, nous devons nous rendre compte que nous n'avons pas pu établir des bureaux de poste. Le Gouvernement a assumé la responsabilité de fournir les ressources nécessaires pour l'extension du réseau postal, étant donné la pauvreté et la limitation de la croissance économique. La plupart des dépenses doit être financée par le budget gouvernemental. Le service postal est appuyé par le Gouvernement et il semble qu'il n'est pas souhaitable sur le plan politique de rendre ce service au public indépendant du Gouvernement. Les difficultés nous empêchent d'impliquer ce nouveau concept de gestion dans le service postal de notre pays.

Enfin, ma délégation souhaite suggérer que l'UPU établisse un programme cohérent, qui tient compte de ces difficultés. Sinon, nous aurons beaucoup de problèmes pour appliquer un programme qui ne serait pas adapté à notre situation.

L'ANIMATEUR: C'est un très grand honneur pour moi d'avoir la chance de pouvoir faire une synthèse des interventions de haute qualité que nous avons entendues. C'est une expérience merveilleuse que nous venons de vivre.

C'est un exercice de dialectique auquel nous nous sommes livrés. Nous avons pu commencer à voir le miroir du monopole sous un angle totalement nouveau. Nous sommes tous d'accord, ici, pour dire que la notion de monopole a profondément changé, même si elle doit se maintenir comme de bien entendu, mais qu'elle doit également assumer d'ores et déjà une forme différente et qu'elle doit incorporer et tenir compte de la nouvelle réalité découverte de la tendance du marché et de la technologie actuelle. Tout le monde s'est accordé à dire qu'il est nécessaire de dépoussiérer la structure de nos Administrations, et de transformer celles-ci en entreprises vitales et agressives dans la réalisation des services. De ce fait, bon nombre de délégués ont souligné que ces entreprises doivent disposer de l'autonomie de gestion pouvant jouir de l'autonomie financière pour qu'elles puissent se fournir en ressources. Ainsi, pourraient-elles disposer des ressources financières et budgétaires pour pouvoir assumer d'une façon satisfaisante les services postaux et pour assurer, ce qui est très important, la qualité des liens entre les Pays-membres de l'Union.

Nous avons également entendu des interventions qui nous ont fait comprendre la nécessité urgente de la modification du texte juridique afin de permettre que cette nouvelle réalité ne reste pas lettre morte en théorie, mais au contraire qu'elle puisse entrer dans la réalité. Beaucoup de pays ont souligné qu'il faut tout d'abord la volonté de décision de le faire, qu'il faut croire au service postal et qu'il faut également savoir que le service postal continuera d'être un facteur primordial de paix et de développement pour les Pays-membres de l'Union et l'Union elle-même.

En ce qui concerne l'aide technique, notamment les services des consultants fournis dans le cadre de la coopération technique organisée par l'UPU, il s'avère que cette assistance doit suivre de près ces nouvelles réalités qui seront encore mises à jour, tout en se basant sur les études et la réflexion à faire par les organes permanents, à savoir le CE, le CCEP et le Bureau international, au cours du nouveau mandat qui va débiter.

Nous avons ici finalement des idées très précieuses et très claires dont je pourrais faire un résumé comme suit: «L'objectif clair de notre expression est que nous devons parvenir à la transformation des Administrations en entreprises commerciales capables de démontrer des identités plus dynamiques, plus proches du marché, plus efficaces, plus souples et plus productives. Pour cela, il faut que le statut juridique soit modifié, que la structure administrative corresponde à ce nouveau besoin et que les critères de gestion comprennent des caractéristiques propres et aptes à devenir une entreprise moderne et vitale.»

Synthèse générale

L'ANIMATEUR GÉNÉRAL: Permettez-moi tout d'abord de remercier tous les membres des groupes compétents et tous les délégués qui ont pris la parole aujourd'hui. Par ailleurs, nous adressons sincèrement nos excuses à tous ceux qui n'ont pas pu s'exprimer, et dont les contributions écrites seront diffusées en annexe au procès-verbal de cette séance, dans la langue dans laquelle elles seront fournies. L'intérêt manifesté à l'égard des thèmes traités aujourd'hui a été tout simplement ahurissant.

Nous résumerons maintenant les délibérations de ce jour. Comme la journée a été longue, je m'efforcerai d'être concis, car il nous est absolument impossible d'évoquer tous les points soulevés et toutes les interventions pertinentes qui ont été faites. Je ne peux que parler de certaines des plus représentatives. Je vous demande par conséquent d'excuser toutes celles qui sont omises. Elles pourront encore figurer dans le compte rendu plus détaillé qui sera établi à ce sujet.

D'une manière générale, il y a eu dans une grande mesure accord sur les opinions exprimées aujourd'hui. De nombreux délégués ont pris la parole (au total 40). Il ressort des débats qu'il n'y a guère eu de désaccord sur les principaux points de vue exposés par nos trois animateurs. En fait, la plupart des observations portaient non pas sur la question de savoir si nous devons procéder aux types de changements préconisés, mais sur celle de savoir comment les entreprendre. J'ai également été frappé par la qualité de ce débat qui a atteint celui déjà élevé de Hambourg. Les orateurs se sont successivement exprimés avec force, éloquence et détermination, ce qui nous incite à penser que notre débat débouchera sur une action efficace.

En présentant le thème n° 1 intitulé «Connaissance du marché», M. Cockburn, de la Grande-Bretagne, nous a donné un bon exemple de réalisme. La poste perd du terrain et de nombreux graphiques et illustrations comparant les récents résultats à d'autres sont douloureusement significatifs.

Tirant conclusion de ces graphiques, M. Cockburn a formulé les remarques suivantes:

- Il nous faut déterminer ce que la clientèle veut et lui fournir les prestations dont elle a besoin.
- Dans les nombreux pays où le volume du trafic est croissant, cette augmentation reste bien inférieure à celle de l'ensemble du marché des communications.
- En outre, en plus de la concurrence actuelle et des autres solutions de rechange, de nouvelles menaces surgissent à l'horizon. Ainsi, le trafic des lettres est singulièrement vulnérable à l'érosion, par exemple si le recours à des télécopieurs bon marché devait largement s'étendre.
- La fiabilité du service est extrêmement importante, peut-être davantage que le prix. Comme l'a dit M. Cockburn, les clients paieront davantage si la qualité est meilleure.
- Pour divers segments du marché postal, les besoins sont différents et il doit y être répondu selon des modalités différentes. Nous pouvons le constater en observant la grande diversité des concurrents auxquels nous nous heurtons dans chaque segment du marché.
- De surcroît, nul pays, quel qu'en soit l'importance ou la situation, ne peut se permettre d'ignorer ces tendances ou continuer à s'autosatisfaire face à leur signification.

Comme M. Cockburn l'a déclaré avec force et éloquence, la clé de l'étude de tous les points évoqués se trouve dans la «Connaissance du marché». Il a en outre souligné que cette connaissance est acquise par chacun d'entre nous; c'est à la fois notre tâche et notre responsabilité de rassembler les données pertinentes et de les utiliser pour créer dans le monde postal une attitude plus commercialement orientée.

M. Cockburn a de plus mis l'accent sur l'importance du rôle que le Bureau international et les Unions restreintes doivent jouer dans l'adoption de cette nouvelle optique: tout d'abord, en créant une base internationale de données concernant le marché et, ensuite, en coordonnant la stratégie commerciale et en apprenant à «mieux servir la clientèle».

Il a enfin déclaré qu'il nous faut réduire la «bureaucratie» à un minimum; moderniser notre réglementation; mettre l'accent sur l'exécution du service; créer de nouvelles prestations et de nouveaux moyens (comme les systèmes de pistage et de repérage); et, surtout, savoir ce que la clientèle veut et ce dont elle a besoin. Au cours de la discussion sur ce premier thème, plusieurs points essentiels ont été mis en exergue.

De nombreux délégués ont fait remarquer que la concurrence est là et va rester, mais elle devrait cependant être considérée non pas comme une menace mais comme un défi. Nous devons nous demander ce qui a permis à nos rivaux de pénétrer dans notre part du marché.

D'autres délégués ont fait observer qu'une connaissance du marché peut être corrigée selon des modalités très diverses. Pour acquérir des connaissances dans ce domaine, nos efforts doivent se fonder sur une véritable volonté de découvrir ce que nos clients désirent, ainsi que la place occupée par les concurrents. Pour cela, nous devons transformer notre attitude traditionnelle basée sur l'idée d'exploitation en une conception axée sur la clientèle. Comme plusieurs délégations en ont fait état, l'UPU devrait jouer un rôle déterminant dans ces efforts, cela grâce à la coopération technique et à l'échange de données d'expérience et de compétences techniques relatives au marché international.

Comme un délégué l'a si justement fait remarquer, nos services de base ne sont pas fiables. Nous ne pouvons pas attendre de notre clientèle qu'elle choisisse délibérément nos produits haut de gamme.

M. Rauch, de la France, a ouvert notre débat sur le thème n° 2 concernant «Les stratégies commerciales et opérationnelles» en soulignant que le marché que M. Cockburn nous engage à étudier continuera à se développer dans les années à venir.

Il a poursuivi son exposé en nous rappelant que ce marché se compose de clients qui n'ont pas l'obligation d'utiliser nos services. Autrement dit, les services postaux ne sont qu'une des nombreuses possibilités offertes à la clientèle pour envoyer ses messages. Par conséquent, nous devons être parfaitement informés de ses besoins et être également en mesure d'y répondre.

Au plan national, comme l'a déclaré avec talent M. Rauch, cette capacité se manifeste par la volonté de s'engager à définir des normes de service parfaitement définies et annoncées d'avance. Ces normes doivent également être adaptées aux différents niveaux de service que la clientèle est disposée à acheter. L'orateur a cité à ce propos trois niveaux généraux, savoir:

- courrier très rapide, ultrarapide (EMS);
- courrier rapide – lettres et journaux – qui doivent bénéficier d'un service régulier et fiable;
- un courrier économique pour lequel tous les efforts doivent être déployés afin d'éviter de grandes différences dans les délais de transmission.

M. Rauch a choisi l'exemple de l'EMS pour montrer que la clientèle est disposée à payer le prix d'un service rapide si l'on peut lui donner l'assurance que le service lui sera fourni dans des délais annoncés d'avance.

M. Rauch a poursuivi en déclarant qu'une fois ces services établis et ces niveaux de qualité atteints, l'étape suivante devra consister à les vendre de façon dynamique à nos clients. Cela signifie également que nous sommes disposés à nous adapter aux besoins particuliers de nos clients et aux réactions de nos concurrents.

Au plan international, M. Rauch a fait état de l'interdépendance absolue des Administrations postales mondiales. Il est vrai en effet que, comme toute chaîne, notre lien de communication n'a que la force de son maillon le plus faible.

Il est également vrai que des services internationaux ne peuvent être puissants que si les services nationaux le sont eux-mêmes. Mais, comme M. Rauch l'a fait observer, si nous devons atteindre le but, si noble, de créer une entreprise postale mondiale unique, toutes les Administrations postales doivent accorder au courrier international la même priorité que celle actuellement accordée au courrier national.

A titre de conclusion, M. Rauch a fait remarquer qu'une fois acquise la connaissance de notre marché, il sera impérativement nécessaire de traduire ces connaissances en des stratégies commerciales et opérationnelles efficaces.

Lors de la discussion portant sur le thème n° 2, des délégations ont signalé les mesures concrètes qu'elles ont prises pour accroître l'efficacité de leurs stratégies commerciales et opérationnelles.

Plusieurs délégations ont indiqué qu'elles ont restructuré les activités de transport et de tri en fonction des informations sur le marché montrant que les usagers exigeaient des services de niveaux différents.

D'autres délégués ont parlé de l'introduction de nouveaux produits et services répondant à l'attente des clients, aux possibilités d'accroissement des recettes et à l'apparition de nouvelles technologies.

Quelques pays sont parvenus à surmonter la tâche difficile consistant à fragmenter les marchés tout en accomplissant leur mission fondamentale qui est de rester au service du public.

Toutes ces nouvelles stratégies sont d'excellents exemples de la façon dont les Administrations postales peuvent traduire la connaissance du marché en actions concrètes. Elles prouvent, en outre, que si nous faisons preuve de souplesse dans l'offre de produits et services et si nous tirons profit des progrès technologiques de l'exploitation postale, nous pouvons être réellement compétitifs.

Notre troisième thème «Structures et systèmes de gestion aux niveaux national et international» a été exposé par M. Alonso (Colombie) qui a commencé par réaffirmer que nous perdons effectivement une part de notre marché sous l'effet combiné de nouveaux moyens de communication, d'une concurrence accrue et de notre propre inertie.

Au lieu de continuer à nous appuyer sur des moyens traditionnels pour protéger notre part du marché des communications, a-t-il ajouté, nous devons apprendre à utiliser nos points forts pour être compétitifs et progresser. Comme il l'a si justement déclaré, seule la poste est à même de fournir un service universel et sûr à tous ses clients. M. Alonso a aussi souligné la nécessité d'une évolution des structures de gestion postale si l'on veut être en mesure de devenir des organismes à caractère commercial plaçant le service à la clientèle au premier rang des priorités.

Dans son analyse des composantes de ces nouvelles structures, M. Alonso a cité les suivantes:

- autonomie de la poste en matière de finances et de prise de décisions, y compris un retour aux services postaux de la totalité des recettes et disponibilités;
- plans et politiques d'entreprise à long terme servant de guides aux opérations continues;
- existence d'unités de marketing distinctes dotées d'un personnel spécialisé et qualifié.

M. Alonso a également rappelé que le Bureau international, le Conseil exécutif, le Conseil consultatif des études postales et les Unions restreintes sont tous appelés à jouer des rôles déterminants en aidant les Administrations postales à faire face aux défis d'un marché des communications qui ne cesse d'évoluer rapidement. Dans le domaine de la coopération technique, ce rôle doit consister à assurer une préparation aux méthodes de marketing et à soutenir les efforts de restructuration organique. Toutefois, comme l'orateur l'a également fait observer, les Administrations ne devraient pas se contenter d'attendre une assistance de l'extérieur pour commencer à adopter des structures et systèmes axés sur des principes plus commerciaux. L'impulsion et les appuis nécessaires dans ce domaine doivent venir de chacune des Administrations postales.

Comme M. Alonso l'a justement dit en concluant, si chaque Administration doit innover à sa manière, tous les services postaux doivent, en revanche, viser le même but, celui de «mieux servir la clientèle».

Pendant la discussion sur le thème n° 3, plusieurs points ont été régulièrement évoqués:

Il est possible d'indiquer de nombreux modèles organiques, mais les Administrations doivent toutes avoir la souplesse et la liberté d'action nécessaires pour gérer leurs propres affaires sur une base commerciale. Comme l'Acte final de Nairobi le déclare, cela signifie une autonomie tant en matière financière qu'opérationnelle. De fait, la Conférence de Nairobi a donné un excellent exemple de la façon dont l'UPU doit appuyer le développement postal dans le monde entier.

La poste doit elle-même réformer ses procédures internes: celles-ci doivent être souples, adaptées et aider à la prise de décisions rapide.

La connaissance des techniques de marketing doit être universelle et transmise par l'intermédiaire d'organisations comme l'UPU.

Les notions de service universel et de services haut de gamme supplémentaires ne sont pas exclusives les unes des autres; il s'agit plutôt de deux facettes nécessaires du vaste service fourni à nos clients.

Nous devons cependant toujours garder à l'esprit que la poste est la seule à avoir la charge et la capacité de fournir un service de base à tous les citoyens du monde, quels que soient leur situation financière et leur lieu de résidence, cela à des tarifs équitables et raisonnables.

Ainsi ont pris fin l'examen du thème n° 3 et une longue journée de dialogue.

En entendant les débats sur chaque point, j'ai été frappé par le fait que certains thèmes n'ont cessé d'être évoqués:

- nécessité d'assurer un service de qualité;
- nécessité de définir et de faire respecter des normes de service;
- nécessité d'être considéré par nos clients comme un seul service mondial;
- nécessité d'une restructuration reposant sur des principes en usage dans le commerce tout en conservant notre mission de service public;
- et, à n'en pas douter, nécessité d'écouter le client et d'être prévenant à son égard.

Bien entendu, ce dernier point était prévu pour intituler le débat de cette journée; il aurait, j'en suis convaincu, prédominé même si nous ne l'avions pas établi à l'avance.

En dégageant ces besoins et en nous entendant à leur sujet, nous avons fait un grand pas.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL: L'image de la poste que vous venez de décrire est celle que nous connaissons au Bureau international à la suite des missions sur place des experts de la coopération technique et des fonctionnaires du Bureau. La question se pose de savoir pourquoi, avec les mêmes moyens de transport et les mêmes effectifs, la concurrence est en mesure d'offrir une meilleure qualité de service que la nôtre. La réponse est simple.

En premier lieu, la concurrence a une seule coordination centrale; en deuxième lieu, les agents de la concurrence ont une meilleure formation professionnelle; troisièmement, la concurrence paie de meilleurs salaires à son personnel.

La qualité du service postal dépend de trois facteurs: la rapidité, la fiabilité et la sécurité. Tous ces trois éléments dépendent de moyens de transport efficaces et rapides. C'est dans cette perspective que je me pose la question de savoir si les Administrations postales seront disposées à utiliser, pour le transport du courrier, le premier avion disponible, même si celui-ci n'appartient pas à la compagnie aérienne nationale. Le problème est identique en ce qui concerne le transit. Quelquefois, on s'aperçoit qu'un grand nombre de sacs postaux sont entreposés dans les aéroports pendant des semaines en attendant la prise en charge par les avions des compagnies aériennes nationales. Comment peut-on offrir une qualité de service dans de telles conditions?

Une autre question se pose de savoir si nous respectons toutes les normes que l'UPU a arrêtées aux Congrès et approuvées par les délégués plénipotentiaires des Pays-membres.

On a souligné l'importance du marketing. Mais, avant de faire du marketing, il faut d'abord avoir un produit qui a une chance d'être vendu. D'ailleurs, le marketing pourrait avoir quelquefois un effet négatif. Si une entreprise ne s'entient pas à ce qu'elle a promis aux usagers, cela pourrait produire un effet négatif sur la clientèle.

La plupart des suggestions et propositions évoquées au cours du débat font déjà l'objet d'études élaborées par l'UPU. Des études, il y en a beaucoup. Ce qui manque, c'est l'application des décisions contenues dans les études. J'espère que mon discours distribué ce matin ainsi que le Congrès – Doc 48.1/Add 1 ont attiré votre attention et ont provoqué une réflexion de votre part. Je suis impressionné de votre enthousiasme manifesté au cours du débat. J'espère bien que cet enthousiasme sera conservé même après votre retour dans vos pays afin de pouvoir transformer les idées et les conclusions en une action concrète.

Le personnel du Bureau international et moi-même serons toujours à votre disposition pour l'application des directives que vous voudrez bien nous donner. Je suis ravi de vous dire que le personnel du Bureau international, dans lequel j'ai la plus grande confiance, est extrêmement capable.

La mise en œuvre des décisions du Congrès et l'introduction de nouvelles activités pour l'UPU exigent des ressources supplémentaires et des moyens financiers. Je suis persuadé que vous en tiendrez compte lorsque vous approuverez les nouvelles activités de l'UPU et arrêterez le nouveau programme de travail pour le Bureau international.

Conclusions

Le PRÉSIDENT: Nous voici arrivés au terme d'une longue journée très productive. Ce qui s'est passé aujourd'hui est l'aboutissement d'une démarche qui a en fait commencé au Congrès de Hamburg.

Je tiens à féliciter l'animateur général pour l'excellent travail qu'il a accompli et qui a fortement contribué au succès que nous avons obtenu. Un grand merci à tous les membres qui ont préparé ce débat pour leur travail acharné et tout particulièrement à M. Mazou ainsi qu'au Secrétaire général pour ses commentaires et contributions. Je remercie également tous les délégués d'avoir été brefs et de s'être cantonnés au sujet en discussion. Il est intéressant de constater que finalement 25 pays ont pu prendre la parole aujourd'hui et apporter des contributions précieuses, en plus des 24 pays qui ont préparé les thèmes du débat. Nous avons donc eu des contributions de toutes les régions du monde.

Au cours des prochains jours, le Secrétaire général et les animateurs vont dégager de ces débats ce qui formera le Programme général d'action de Washington. Il figurera dans le Congrès – Doc 48.2, qui sera examiné en séance plénière le 20 novembre.

Après cette plénière se réuniront avec moi, dans cette salle, à 18 h 15, M. Hunter, les trois animateurs, les Présidents des Commissions, la direction du Bureau international et les membres du GT du Bureau international. Nous procéderons alors à un échange de vues pour éviter que les décisions prises en Commission ne

soient en contradiction avec celles que nous aurons incluses dans le programme d'action. Les Présidents des Commissions seront de plus invités à fournir des idées, en relation avec leurs travaux, susceptibles d'améliorer ce programme d'action. Le programme d'action définitif vous sera finalement soumis pour approbation au cours d'une séance plénière vers la fin du Congrès, et c'est ce document qui orientera nos politiques lors des cinq prochaines années.

Lors de notre adhésion à l'UPU, nous, Administrations, avons adhéré au concept d'un seul territoire postal. Nous devons donc prendre les mesures qui nous permettent d'adopter des normes internationales et de les appliquer en aidant les pays en développement à procéder de même. Il est possible que tous nos travaux actuels aient été la conséquence de l'agressivité de la concurrence, mais nous devons relever ce défi. Tous ceux qui ont pris la parole ont mis l'accent sur la nécessité d'accroître la commercialisation de nos produits et d'améliorer le service de la clientèle. Mais les travaux de cette journée auront été un gaspillage de temps si, finalement, toutes ces paroles restent lettre morte. A l'écoute des discussions de la journée, le slogan de l'UPU «la notion de solidarité» a souvent été prononcé. Nous devons nous en souvenir lors des futures discussions concernant l'assistance technique.

Finalement, la seule question d'importance qui nous reste à résoudre est que toutes les dispositions que nous allons adopter puissent être mises en œuvre pour rendre notre produit concurrentiel et compétitif.

La séance est levée à 18 h 30.

Au nom du Congrès:	Le Président,	Le Secrétaire général,
	EDWARD E. HORGAN, Jr.	A.C. BOTTO DE BARROS

Le Secrétaire,
L. RUBENS

Congrès – PV 7/Annexe 1

Contributions écrites au Débat général du 16 novembre 1989 (voir liste ci-jointe)

Congress – PV 7/Annex 1

Written contributions to the General Debate of 16 November 1989 (see attached list)

المؤتمر - محضر ٧/ملحق ١

المساهمات المكتوبة في المناقشة العامة بتاريخ ١٦ نوفمبر " تشرين الثاني " ١٩٨٩
(تنظر القائمة المرفقة)

Congreso – Acta 7/Anexo 1

Contribuciones escritas al Debate General del 16 de noviembre de 1989 (véase la lista adjunta)

Congresso - PV 7/Anexo 1

Contribuições escritas para o Debate Geral de 16 de novembro de 1989 (ver lista em anexo)

Конгресс-Пр.7/Приложение 1

ВАШИНГТОНСКИЙ КОНГРЕСС

Письменные вклады в Общую дискуссию, которая проходила 16 ноября 1989 г.
(см.список, прилагаемый ниже)

Thème 1	Thème 2	Thème 3
Chine (Rép. pop.) Indonésie Kuwait Malaisie Sri Lanka Swaziland Syrienne (Rép. arabe) Tanzanie (Rép. unie) (2 x) Uruguay	Arabie saoudite Bolivie Cap-Vert Congo (Rép. pop.) Emirats arabes unis Guyane Israël Papouasie – Nouvelle-Guinée Swaziland UPAP (3 x)	Bolivie Libéria Swaziland Togo

Topic 1	Topic 2	Topic 3
China (People's Rep) Indonesia Kuwait Malaysia Sri Lanka Swaziland Syrian Arab Rep Tanzania (United Rep) (2 x) Uruguay	Bolivia Cape Verde Congo (People's Rep) Guyana Israel Papua New Guinea Saudi Arabia Swaziland United Arab Emirates PAPU (3 x)	Bolivia Liberia Swaziland Togo

الموضوع الأول	الموضوع الثاني	الموضوع الثالث
الصين (الجمهورية الشعبية) أندونيسيا الكويت ماليزيا سريلانكا سوازيلاند الجمهورية العربية السورية تنزانيا (الجمهورية المتحدة) أوروغواي	المملكة العربية السعودية بوليفيا كاب - فيرت الكونغو (الجمهورية الشعبية) الإمارات العربية المتحدة غويانا بابواي غينيا الجديدة سوازيلاند الاتحاد البريدي الأفريقي الشامل	بوليفيا ليبيريا سوازيلاند توغو

Tema 1	Tema 2	Tema 3
China (Rep. Pop.) Indonesia Kuwait Malasia Sri Lanka Swazilandia Siria (Rep. Arabe) Tanzania (Rep. Unida) (x 2) Uruguay	Arabia Saudita Bolivia Cabo Verde Congo (Rep. Pop.) Emiratos Arabes Unidos Guyana Israel Papua Nueva Guinea Swazilandia UPAP (x 3)	Bolivia Liberia Swazilandia Togo

Tema 1	Tema 2	Tema 3
China (Rep. Pop.) Indonésia Kuweit Malaísia Sri Lanka Suazilândia Síria (Rep. Árabe) Tanzânia (Rep. Unida) (2 x) Uruguai	Arábia Saudita Bolivia Cabo Verde Congo (Rep. Pop.) Emirados Árabes Unidos Guiana Israel Papua Nova Guiné Suazilândia UPAP (3 x)	Bolívia Libéria Suazilândia Togo

Тема 1	Тема 2	Тема 3
Китай (Нар.Респ.) Индонезия Кувейт Малайзия Шри-Ланка Свазиленд Сирия (Арабс.Респ.) Танзания (Объед.Респ.) (2) Уругвай	Саудовская Аравия Боливия Кабо-Верде Конго (Нар.Респ.) Объединенные Арабские Эмираты Гайана Израиль Папуа-Новая Гвинея Свазиленд UPAP (3)	Боливия Либерия Свазиленд Того

Contribution présentée par la Chine (Rép. pop.) au Débat général

Monsieur le Président,

Tout d'abord, j'aimerais dire que nous avons trouvé que le thème de notre débat «Pour mieux servir la clientèle» était bien choisi. Parce qu'il porte sur une question fondamentale préoccupant toutes les Administrations et que, sur cette question, repose toute la survie et le développement de la poste. Par conséquent, nous suivons avec beaucoup d'intérêt les exposés des divers pays afin d'apprendre leurs bonnes expériences. Par la même occasion, nous aimerions également vous faire part de quelques-unes de nos réflexions partant de la situation de notre pays.

Le développement du service postal soumis aux influences du marché et face à la concurrence venue de divers secteurs de la société, voilà un problème commun que rencontrent un grand nombre de pays depuis ces dernières années, et la Chine (Rép. pop.) ne fait pas exception. Avec la politique d'ouverture et le développement de l'économie marchande, la poste se trouve confrontée à de sérieux défis. Son ancien mode d'exploitation reposant sur le monopole du marché ne peut plus répondre aux besoins du marché d'aujourd'hui. Prenons comme exemple le service EMS. Ce service doit faire face non seulement aux concurrents qui sont des compagnies multinationales telles que DHL, mais également à la concurrence venue des entreprises chinoises et étrangères du transport du commerce extérieur et des compagnies du transport aérien. Dans le domaine du service des colis postaux, la poste doit concurrencer avec des entreprises d'Etat du transport et des transporteurs privés. Dans certaines régions, on constate même que certains organismes financiers transportent et échangent eux-mêmes tous leurs documents financiers. La naissance de cette situation nous a sonné la cloche d'alarme. Nous nous sommes rendus compte que, face au développement rapide de l'économie du pays et à l'augmentation accrue des échanges des informations, la poste, pour se développer, doit nécessairement recourir à tous les moyens qui lui permettraient d'être à la hauteur des exigences de la société et de mieux servir la clientèle. Et la plus importante des dispositions à prendre dans ce domaine, c'est le raccourcissement des délais d'acheminement.

Pendant ces dernières années, l'accent de notre travail a été plutôt mis sur deux domaines. Le premier visant à diversifier et vivifier l'exploitation. Ce qui veut dire d'abandonner le style de travail purement administratif et bureaucratique existant depuis longtemps et de multiplier les modes d'exploitation en envisageant, par exemple, la fourniture de services chez les clients, l'adoption de modes variés de dépôt pour les gros usagers, l'introduction de nouveaux services, l'élargissement de l'étendue des services, l'intensification des publicités des produits postaux, etc. Le deuxième domaine consiste à raffiner la gestion et l'organisation. Pour accélérer le délai de transmission et faciliter l'introduction de la mécanisation et l'automatisation postale, nous avons mis sur pied un système de centres de tri, en fixant les délais d'acheminement le long de tout le processus du traitement pour les envois EMS, les envois exprès et les lettres, délais qui figureront désormais parmi les normes de contrôle et de vérification des établissements postaux. Ceci pour garantir la rapidité et la sécurité dans la transmission des envois.

Nous pensons que la poste, en tant que structure de base de la société, confrontée à la concurrence, n'aura d'autre solution que de rechercher sans cesse les moyens d'améliorer la communication postale en même temps que son organisation et sa gestion, de persévérer dans ses efforts visant à fournir des services de bonne qualité et de prévaloir par là sur ses concurrents par la rapidité, la facilité de ses services, donc finalement d'attirer les clients par sa crédibilité.

Pour rendre la poste plus concurrentielle, il est important de renforcer la coopération et les échanges techniques au sein de la communauté postale internationale, en particulier dans le domaine des service EMS et du courrier électronique. Nous estimons que plus il s'agit de services nouveaux, plus il faut coopérer. Ainsi, on pourrait faire valoir pleinement les points forts du réseau postal international et conquérir de nouveaux marchés.

Contribution by Indonesia

1 Motivation

Motivation to use the approach of "Caring for the Customer" in developing countries like Indonesia is two-fold and not restricted only to face the challenge of "competition". As a result of total efforts in the national development, increasing the wealth of the people, the customer attitudes and needs become more demanding so that services have to be more tailor-made to the requirements of the general public. Moreover, the business community, national as well as international, intensively involved in Indonesia's economic development, need to be served according to their urgent needs.

2 Action programme (UPU)

The presentation booklet, "Knowing the market", used by Mr B Cockburn contains a proposed action programme for the UPU (page 24–27) which differs slightly from the points as stated in Doc 48.1/Annex 4. We regard that it would be optimum to take both texts in formulating the five years' UPU programme.

In particular, the programme mentioned on page 26 "Encourage Customer Care Programme Modelled on Best External Practice" is a worthwhile addition to the text in Doc 48.1/Annex 4.

However, Indonesia proposes to modify the programme as follows:

"Encourage and give assistance (where necessary) in Customer Care Programmes...etc..."

3 Concerning the usage of the expression/concept as presented in Doc 48.1/Annex 4 under conclusions (page 4) reading:

"We need to develop a market-led culture, where the needs of the customer comes first",

it is proposed to change the words "market-led culture" to "customers need-led culture". This expression was in fact used consistently during the presentation of Mr B Cockburn.

4 The Indonesian Delegation underlines among others the observation, that market-knowledge, international as well as national is weak, fragmented, so that intensive activities in market research and associated fields should have our attention. The intensifying of international cooperative efforts in the framework of UPU, to meet the challenge of competition is also endorsed.

المناقشة العامة

تعليق وفد دولة الكويت خلال المناقشة العامة

شكرا سيدي الرئيس ،

من أجل تحسين وتطوير الخدمات البريدية في بلدي ولابعد المنافسين من السوق ،
فقد قامت ادارتنا بالقيام بالاجراءات التالية من أجل هذا الهدف :

١- تطوير الموارد البشرية من خلال التدريب الذي يشمل جميع المستويات الادارية
والفنية ، واعادة الهيكل التنظيمي لادارتنا بما يكفل حسن سير العمل .

٢- تطوير أساليب العمل من خلال استخدام التقنية الحديثة في قطاع الفرز والحاجز
من أجل السرعة في خدمة الجمهور على الحواجز وكذلك لفرز المواد البريدية
وتوزيعها بدون تأخير .

٣- تنويع الخدمة من خلال تقديم خدمة البريد العاجل الدولي ، وعقدت اتفاقات مع
حوالي (٦٠) ستون دولة بهذا الشأن . هذا وبتقديم هذه الخدمة بصورة مضمونة
وسريعة وبأسعار أقل بكثير من الشركات المنافسة ، سيجعل الزبون يعزفون عن
التعامل مع تلك الشركات ويقبلون على خدماتنا .

وشكرا سيدي الرئيس ،،،

Contribution by Malaysia

First of all I would like to say how honoured Malaysia feel to have been chosen as a co-panellist for this debate and giving us an opportunity to share our views in this most important topic.

During the 1960's and early 1970's, most of the postal administrations did not give their full attention and emphasis on the problems faced in marketing their product or services. With the status quo of a government body we in a way forget to find out or identify the need of the consumers. This is because we know that whatever it was, the consumers will have to come to us and use the services of the Post Office. As a result we never endeavour to improve our services or our marketing system to maximize consumers satisfaction. In a way we are forcing the consumers to accept whatever services we provide.

We may not realize that from day to day this world is progressing fast and becoming more and more advanced in all aspects. With the development of science and technology which is growing very rapidly and with new inventions, communication amongst us around the world is made easier, faster and within seconds only. Therefore we should realize that advancement in communication is giving stiff competition to our product or services. This is no intention to prevent the advancement of communication technology, but what need to be stressed here is that we should always be aware of any existing opportunities and make full use of them so that the Post Office will always play an important role, as it is said "The Post Always and Everywhere."

The postal administrations should change their image and try to provide better service. As it was we were having the attitude of not bothering our customers, and hoping they would come to us to use our services, now we should change our attitude that is we should go to our customers and offer our services. We should never let our consumers search for other sources to solve their problems. In other words we should do research to identify the needs and wants of a well defined target market and deliver the desired satisfactions. We should generate customer satisfaction and long-run consumer and societal well-being as the key to achieving organisational goals.

The Present Marketing Concept

If we are still tied to status quo, we will think that marketing concept is the demand of products or services by consumers. This will be true in the case where we do not face any competition, but with the existing competition, the understanding of the marketing concept should change. Earlier we understand it as the demand of the customer for our services, but now it has to cover the aspect of how, or to what extent our product or services can satisfy our consumers and at the same time solve their problems. Looking at the new marketing concept, a lot of things should be taken into consideration. We should ask ourselves where we stand in this competitive market and how are we able to compete with our competitors. We have to identify our strength, weakness, opportunities and threats. With all this information, it will enable us to formulate marketing strategies and make better decisions.

The Marketing Knowledge in Malaysia

As a developing country, we are facing all sorts of problems. Problem like lack of specialists, trained manpower, equipments and also with tight administrative laws that restrain efforts to improve the marketing system to achieve organisational goals which is to deliver the desired satisfactions to the consumers.

But with the help given by the UPU/UNDP, a marketing consultant from the Australian Postal Administration was sent to Malaysia. The specific objective of the mission is to undertake a market study on courier, agency, remittance service and philatelic in Malaysia with a view to determine the nature and size of these services and their future trends and also in formulating appropriate marketing strategies for immediate and long term objectives of the Postal Administration.

Here, Malaysia would like to take the opportunity to thank UPU/UNDP and the Australian Postal Administration for their assistance to our postal administration. We hope that the same type of assistance will be given to other member countries which face the same problems. With the assistance from these specialists, member countries will have the opportunity to identify their strengths and weaknesses and to formulate marketing strategies to improve themselves.

We are happy to say that several postal administrations have the ability to use the expertise that they have to determine marketing opportunities and problem areas and recommend short term and long term actions to improve organisations overall marketing performance. But the question is how many countries are able to do so? We hope that those member countries who have the expertise in improving their marketing performance will be able to assist other member countries that need them. Assistance can be given in the form of books, questionnaires and others to be used as a guide for countries that are facing problems regarding the lack of expertise to formulate strategies to improve their organisation. The countries which need the assistance, should not hesitate to ask for assistance from the other members of the countries.

We feel that with the technical assistance and information on appropriate marketing strategies, all postal administrations will have a brighter and better future in improving their services to win the hearts of their consumers to use their service.

It is important for all members of the union to develop a world wide "Postal Culture" whereby every customer be made to feel the sentimental value of communication by letters, cards and others rather than by using the electronic communication system. To develop this culture, every country needs to improve their quality of service.

While we are searching for ways to improve our services nationally and internationally, from the recent market survey conducted by the UPU marketing expert shows that our postal services are facing strong competition both direct and indirect whether they are letters, parcels, counter services and philatelic.

The study attempted to divide the market into two categories for mails:

- 1 Business and Government market sector
- 2 Private individuals market sector

The main features of the Business and Government markets indicate:

- A. The requirement for fast, reliable service ranging from:
 - i pick-up service and delivery within one or two hours across the cities and towns;
 - ii Same day pick-up and delivery across town and to some bigger destinations.
- B. The importance of large users of postal services as regards to the volume of traffic handled for large users, they are to be given special treatment for they are sensitive to the availability of alternative to postal services.

The respondents to the survey indicated that most important factors when choosing which delivery system to use are:

- i Ability to deliver packets/parcels urgently
- ii Meeting stated delivery times
- iii Ability to trace lost or delayed items
- iv Availability of pick-up services when required
- v Supplier covers a wide geographic area

It is needless to say that, quality of services in relation to what the customers need, should be the main concern of all administration. It is obvious that from the spontaneous response of the countries attending the UPU, the question of marketing should be looked at seriously and urgently by the IB. It is necessary at this stage that the IB should look into the employment of the marketing expert permanently to help in the coordination at least as regards the developing postal services.

I would like also to suggest that countries willing to handle voluminous traffics for their traditional business partners, should be able to come up with the satisfactory tested standards required.

For the EMS Service perhaps the system of charging on the basis of flat rates should be examined further, because such rates have the tendency of retarding the growth of the service at least from the Malaysian point of view. Certain discount rates seem to be more practicable for the purpose of negotiations.

I do hope whatever views I have put forward will contribute to the union for planning future action to be taken on this particular subject.

Thank you.

Contribution by Sri Lanka

Sri Lanka delegation wishes to thank the Executive Council for its decision taken in 1988 to hold this General Debate. The subject chosen is most appropriate in the context of the threat the Post faces today. The paper introduced by Mr William Cockburn on behalf of the British delegation is most commendable. The graphic illustrations supplementing the paper give a comprehensive picture of the various facets of the whole problem in a matter minutes.

Sri Lanka delegation falls in line with all other delegations who have already expressed the view that the customer is the most important component in the postal industry. He should receive the attention of all concerned. The postal organizations should study customer requirements first and then decide on their strategies. Their policies should be orientated to satisfy the customer. Failing that many a problem would follow and competition would be unavoidable.

This is a proven fact whether it be a developed country or a developing country. Sri Lanka delegation too underlines the necessity for caring for the customer. Back in Sri Lanka already action is being taken in its policy framing on this theme.

Sri Lanka delegation believes that the rest of the developing countries too in taking decisions on these subjects before this Congress would provide opportunities for the post to care for the customer in the light of competition that exists today.

Contribution by Swaziland

1 Market research

A strategy must be devised to determine the size and profile of the potential market. Senior Postal Managers and the Directorate must be totally involved in the conduct of a market research for all of the services we provide including new products.

2 To conduct the research

2.1 Identify potential users of the service. The best point of departure is to determine which customers use the services of private couriers. This information can be obtained from various sources for example customs authorities or personal business contacts. A study of the volume and type of mail posted by existing users can also identify potential users.

2.2 Contact potential customers personally, by telephone interview or by written questionnaire to pinpoint individual needs (such as volume of traffic, frequencies, and destinations required) and general willingness to use the service being researched.

2.3 Contact other administrations with which there are close links (commercial, cultural, political, or religious, etc) to assess volumes of international delivery traffic.

2.4 Analyze the data collected to establish potential volumes, market share of the service, pricing parameters and possible introduction of new services such as EMS, etc.

2.5 It is essential to establish a marketing and research unit which will continually market existing and research and market new services. Such units have been neglected in most developing countries.

3 Costing and pricing

In setting prices for their services administrations should take into consideration:

- Overhead costs (equipment, accommodation, location, etc);
- personnel costs;
- local transport costs;
- international air transport costs;
- imbalance charges in destination countries' transit charges etc;
- prices charged locally by private couriers;
- a reasonable profit margin;
- a margin in the price structure that allows the postal administration to offer discounts to big users of the service.

The major constraints in developing countries are mainly financial when considering the strength of their currencies against currencies of their developed partners.

Contribution présentée par la République arabe syrienne au Débat général

Intervention sur l'étude du marché

La nécessité urgente de l'étude du marché exige l'examen des services existants, traditionnels ou supplémentaires, en vue de satisfaire aux besoins du public en ce qui concerne la rapidité et la sûreté. L'Administration postale se doit aussi de répondre aux désirs des différentes couches de la société en assurant de nouvelles prestations qu'aucune entreprise privée ne puisse offrir ni concurrencer. A titre d'exemple, l'Administration syrienne a introduit le service du paiement des pensions de retraités auprès des bureaux de poste, tirant ainsi profit du réseau étendu de ses bureaux qui se trouvent partout à disposition des retraités. Une étude concernant le versement des pensions à domicile, et dont bénéficieraient les retraités en question, a déjà été conduite. L'Administration postale syrienne a bénéficié des revenus y relatifs. Nous sommes d'avis que la connaissance des besoins du public en matière de services à assurer par la poste peut être réalisée par le contact direct et l'écoute des points de vue des citoyens ou des secteurs qui les représentent.

المناقشة العامة

مداخلة حول دراسة السوق

ان الضرورة الملحة لدراسة السوق تستدعي دراسة الخدمات القائمة سواء منها الخدمات التقليدية أو الاضافية بحيث تلبي احتياجات الجمهور من حيث السرعة والأمان . كما يجب على الادارة البريدية أن تلبي رغبات شرائح المجتمع بتقديم خدمات جديدة قد لا تستطيع أية جهة خاصة اللجوء أو الدخول فيها الى المنافسة . وعلى سبيل المثال فان الادارة السورية قد قامت بادخال خدمة دفع رواتب المتقاعدين في المكاتب البريدية مستفيدة في ذلك من انتشار مكاتبها التي هي متواجدة في كل مكان وقريبا من المتقاعد وهناك دراسة لدفع الرواتب في أماكن الإقامة ان مثل هذه الخدمة قد أفادت شريحة المتقاعدين واستفادت الادارة البريدية السورية من العائدات وفي اعتقادنا ان اللجوء الى خدمة احتياجات المواطنين من الخدمات التي يمكن لمرفق البريد أن يقدمها ويمكن أن تتم عن طريق الاتصال المباشر والسماع لوجهات نظر المواطنين أنفسهم أو القطاعات التي تمثلهم .

وفد ادارة البريد في
الجمهورية العربية السورية

Contribution by Tanzania (United Rep)**1 Present position in general**

1.1 Knowledge of the market is part of the important subject of marketing which is supposed to be a management function concerned with the process of creating and delivering products or services which satisfy customer needs profitably for the survival of the business organization. Since the 1979 Rio de Janeiro UPU Congress, several member countries have carried out extensive market research relating to postal business. In some administrations, marketing activities have been firmly institutionalized because of the business competition which has developed in the communications market. Today there is a rich collection of studies on Postal Market Research undertaken by the CCPS and individual administrations. Almost all administrations have had access to these documents. In spite of the sophistication in the methodology and techniques used in conducting some of those studies it is reasonable to assume that the present Congress participants have a fair view of what the Post is like in the market place today.

1.2 The present scenario in the communications market does pose some threats as well as opportunities to the postal business. Technology has brought about a wide choice of communications media in the market place and the customer decides to use and selects that means of communication which is efficient, reliable, and fast so as to derive maximum satisfaction both materially and psychologically. This means that the Post has ceased to be in a seller's market in which the seller or provider of service dictates terms to the buyer. The forces of competition have necessitated the Post to shift its position in the market place so that today the Post has to listen and act according to the dictates of the customer. That is why the question of monopoly protection of the Post, though it may make whatever little sense that may remain in it, is no longer defensible much as it lacks tenacity and realism in the current competitive market environment.

1.3 In absolute and relative terms the postal administrations of the economically advanced countries have responded reasonably well to the challenges of competition and much effort in terms of material, financial and human resources, has gone into the area of marketing such as defining products and services in relation to customer needs; discovering the heterogeneity of the postal market and creating new products to satisfy those new wants; continuously expanding the knowledge of the market with a view of developing new services and exploiting whatever profitable opportunities which may unfold before them, so that the postal business in those countries continue to survive and prosper in spite of competition. In other words there has been deliberate strategy to invest in the postal sector so that the Post acquires the necessary capability for adaptation and change to meet the increasing pressure of market requirements.

1.4 On the other hand the Post in the majority of countries of the developing world has remained less fortunate and sometimes at a clear disadvantaged position to respond effectively to the dictates of the current market conditions. Indeed their pace of progress and adaptation is painfully slow at best, indifferently stagnant, or retrogressive at worse. The main reasons, among others, are poor economic conditions and institutional constraints. Some of the problems afflicting these administrations will be evident in the proceeding paragraphs.

2 Marketing in the postal service of developing countries

2.1 The concept of marketing is still a new idea in many postal administrations of the Third World, and this is testified by the complete absence of marketing activities in their postal services. Consequently the present knowledge of the market can only be implied by the range of services provided to the customers. The postal service, in its traditional sense, has always regarded its market simplistically as a homogenous "public" and its role viewed as that of providing a "common service" to a "common customer". Even the organizational and administrative framework of the Post has invariably laid emphasis on regulatory controls on the operations of the service more than paying attention to the needs of the customer. The absence of marketing consciousness is a result of the Post being considered as a social service provided within the framework of government public service.

2.2 Successful institutionalization of marketing within the organization and management of the Post must be preceded by the acceptance of the proposition that the Post is or can be a viable commercial enterprise. Otherwise real resistance will be experienced because of the prevailing:

- a passive (sometimes negative) attitudes towards the Post in general;
- b pessimistic views on the impact of marketing on business promotion and growth;
- c bureaucracy in getting ideas approved or accepted;
- d doubts and suspicions on the motives of the promoter of the idea;
- e attitude on cost reduction at the expense of business promotion and increased revenues;
- f lack of marketing skills amongst postal staff.

2.3 These constraints, institutional or otherwise, have to be overcome. Creative and innovative thinking on the part of postal executives is necessary in order to initiate the required changes. There must be a spirit of readiness to abandon the status quo and be market led by being flexible, adaptable, creative and ready to take risks in exploiting all opportunities and possibilities of making improvements in the postal services. Government officials in the Ministries responsible for Post, Chief Executives of administrations concerned and Postal Executives must all be open to new ideas, have progressive minds and be forward looking for the improved future of the Post.

2.4 Resistance to change is a natural human reaction especially when the direction of change and its consequences cannot be visualized in concrete terms. However, the deteriorating standards in the quality of services provided (in terms of availability and efficiency), the increasing levels of service complaints raised by customers; increasing competition from courier companies and other parallel organizations; the rising operational costs and declining of business volumes and revenues; all these are clear readings on the wall that if the Post is to cope and survive the pressures and demands of the market place, the need for immediate institutional reforms becomes very much apparent.

2.5 A dynamic, market oriented organization of the Post is now required because consumers are demanding better quality of service. It is not far fetched to state that competition has infiltrated the postal market mainly because the Post has failed its customers in terms of service reliability, speed, price and even convenience or comfort of the customer. Postal users today are interested to know when their mail reaches the addressee, is it on the same day? Next day and when, in the morning, afternoon, and some even go by the hour. In translating these delivery standards it is necessary for the Post to identify time sensitive items/services; price sensitive items/services and place (location) sensitive items/services. This kind of in-depth knowledge can only be available from systematic marketing activities in the areas of service categorization based on market segmentation. There are as many market segments as there are products to offer and each market niche requires specific marketing strategy to reach that specific group of customers with similar needs to be satisfied by the Post.

3 Market scanning (situational analysis)

3.1 Knowledge of the market comes from systematic analysis of the environment in which the Post operates. The internal environment has to be diagonalized to identify organizational strengths and weaknesses. Appropriate action has to be taken to consolidate and improve the positive attributes of the Post and minimize or eliminate the effects of weaknesses on the organizational efficiency of the Post. At the same time external threats and opportunities have to be assessed and appropriate strategies taken to enhance the competitive efficiency of the Post in the market place.

3.2 The need for marketing research is increasingly being felt today because without proper knowledge of the market place in terms of the customer needs and customer attitudes towards the services provided, there is the danger of the Post distancing itself further away from its clients. It is always important to know what services to offer to what kind of customers; how such services should be offered; when the services should be offered; where should the services be offered, etc. The Post has to identify the specific service requirements, of the different categories of clients; for example the service requirements of bankers, importers and exporters, government departments, international organizations like WHO, UNDP, World Bank, Diplomatic Missions, etc are different and may therefore require different handling from one another. The private courier companies started infiltrating a small segment of the postal market, namely the business community of import/exporters and banks because they knew that the Post had not been able to identify the unique requirements of these customers.

3.3 Market segmentation is not only useful for identifying customers with common needs, eg school children, rural farmers, teachers, urban wage earners, high and low income groups, businessmen, etc, it is also useful in enabling us to know the cost and revenue contribution of each market segment to the total corporate budget. In this way it becomes relatively easy to know what services should be promoted for business growth and which services should be discouraged in preference to other given alternatives. For example, it may be advisable to promote the insured parcel service instead of the ordinary parcel service because of the added benefits to the customer as well as higher revenues to the company.

3.4 No doubt, the Post has now to be market-led in its survival strategies by having sufficient knowledge and information on the general economy of the society, prevailing political climate; social trends and consumer behaviour, technological developments generally and with respect to the communications market; nature and extent of competition in the communications market. Market orientation leads to customer orientation and customer care. The Post has to develop the ability to respond effectively to the present and future market requirements.

4 Indicative approach to market response

4.1 *Business philosophy*

The traditional services offered by the Post laid emphasis on customer compliance to service production standards in terms of size and weight restrictions of items, procedures and controls which have nothing to do with customer interests and satisfaction. The Post has to adopt a new business philosophy which looks at the business from the customer view point.

4.2 *Product/Service range*

The traditional service classification has remained static for a long time wrongly predicated on the assumption that the postal market is homogeneous with constant service values over time and space. In reality, however, the postal market has never been homogeneous and that customer

needs and preferences keep on changing in the market place. The service distribution systems have to be matched with customer requirements in terms of availability, reliability, speed (efficiency) and convenience. There must be a constant process of matching services to customer needs.

4.3 *Quality of service*

4.3.1 Little attention has started being given to the question of quality of service. The traditional attitude has been like this: "I do not care whether the customer comes to the post office or not. In any case, this is the only post office to come to, he has no choice." The market situation has changed and now we have to be concerned when customers do not come to the post office. It is business that is being lost to competitors.

4.3.2 Quality as an abstract concept can be subjective. However, quality can be measured in terms of standards set for each type of service offered. For example, mail delays, loss of customer's money or items whilst in the Post, queueing at counters, etc, all these are measurable aspects of quality of service. Customers now demand good quality of service not only in terms of speed, reliability, accuracy and security but also in terms of honesty, courtesy and the way he is actually handled by staff. Serious attention and effort has to be directed towards this important aspect as a matter of immediate concern if the Post has to maintain its goodwill and market share.

4.4 *Development of new services*

4.4.1 In many developing countries the process of launching new services can be slow and somewhat painstaking. It takes a long time to start a new service due to several institutional impediments such as:

- a regulatory controls on legal aspects, pricing, etc;
- b organizational constraints in terms of:
 - i organization procedures;
 - ii inadequate economic resource base (financial, equipment, materials);
 - iii lack of appropriate skills in operating the new services;
- c sheer bureaucracy in getting approvals from relevant authorities;
- d lack of entrepreneurial freedom and reasonable autonomy in management decision-making (insufficient or lack of delegated powers).

Removal or minimization of these bottlenecks have to be considered in order to bring about efficiency in the marketing plans for new products.

4.4.2 The reason of introducing new services into the market is to expand and maintain a reasonable range of services to meet the various needs of the customers. However, the launching of a new service has to be preceded by good market research to ensure that:

- a the new service fits in within the overall mandate of the postal business;
- b the customers of the new service have been sufficiently identified in terms of needs, location, purchasing power, etc;
- c the new service will satisfy the customers needs in relation to place, quantity, quality;
- d cost/revenue projections have been made to estimate profitability of the service.

4.5 *Customer relations*

The importance of maintaining good customer relations as part of the marketing effort cannot be overemphasized. A quick review on some of the issues related to customer relations is captured here below:

- a customer complaints on service features (strict regulations on procedures), availability of the service at the required place, time and price should be dealt with promptly;
- b customer complaints on quality of service require immediate action to restore acceptable standards and customer confidence in the service concerned;
- c suggestions or proposals made by customers should be taken seriously and where appropriate action should be seen to be taken in order to promote better interaction and understanding between the Post and its clientele;
- d salesmanship and general marketing skills of staff are frequently lacking attributes. This is an area where appropriate training and incentives are required bearing in mind that the nature of postal services require constant contact with customers.

4.6 *Competition*

The degree of response to environmental changes (market dynamics) has been rather low or somewhat sluggish because of, among other things, the mistaken belief in monopoly protection. As a business organization, the Post has been losing out to competition both in terms of business and image. Although competition may be regarded as a threat to postal business, it is equally true that competition can be a source of inspiration, creativity and innovative thinking on the part of the Post. Competition should be accepted as a way of business life. Therefore, in order to survive, the Post has to be fully commercialized legally, organically and management-wise with a view of adapting postal services to match with customer needs, creating new services to satisfy new customer needs, improving quality of services offered by setting standards and modernizing operational methods, and lastly but by no means less important, changing the prevailing attitudes of indifference to a more dynamic and creative customer-oriented business approach.

5 Customer care

Customer care should constitute a continuous preoccupation of the Post towards its clients or service users. It has to be remembered that consumers of postal services will keep on demanding better services which meet their visible needs and perceived psychological needs and both aspects are of significant importance from the point of view of the customer. Customer care means getting to know the customer in terms of his requirements and satisfying them efficiently.

6 Conclusion

6.1 Commercialization of the Post backed up by appropriate organizational and institutional reforms are key areas requiring immediate attention in the respective administrations of the developing countries. Time has come when the Post must have adequate knowledge of the market and its customers. Who are the customers? Where are they? What are their needs? What benefits do they want? What are their sensitivities to the services provided? The Post has to concentrate more on the customer's needs and desires than in restrictive regulatory controls as ends in themselves.

6.2 Technology is rapidly breaking the traditional barriers between business organizations and specializations ushering mankind into a new electro-computer based information society. For guaranteed survival, growth and profitability, the Post should take advantage of these tech-

nological developments to adapt existing systems to new market requirements. Procrastination in taking these initiatives will not be to the best interest of the societies served by the Post. Besides, time lost cannot be retrieved. It is not a stockable item.

6.3 Efforts should be made by administrations to acquire the necessary marketing skills in the postal business through appropriate training and exposure of existing staff and also through recruitment of personnel with requisite experience in marketing and general management from other commercial enterprises. That is the fastest way of raising the professional competence of the Post.

6.4 The future success of the Post lies within the armpits of the administrations themselves. The directional questions to be asked by every postal administration are: a Where is the Post now? b Where does the Post want to go? and c How should the Post organize its resources to get where it wants to go? The answers to these questions constitute the challenge which is facing all postal authorities with the UPU family.

Contribution by Tanzania (United Rep)

1 The reality of competition

1.1 The incursion of private courier companies into the traditional postal market has shattered the myth of state protection under monopoly legislation of the Post. Many countries of the Third World have now come to grips with the new phenomenon of competition as a normal way of business life. Trying to bid for the elusive clientele, postal administrations are taking concrete steps to acquire and apply the magic skills of market competition to ensure profitability, growth and survival of the Post.

1.2 The EMS as a national and worldwide postal product within the high speed mail services regime, has proved to be a very effective and competitive alternative to the private courier services. Some courier companies seem to be more of paper tigers banking on their successful publicity influence and image building than actual performance on the ground. This verdict has been borne out in some of the developing countries where the EMS has proved superior to private couriers in meeting quality of service criteria. Paradoxically, many administrations in the young countries can, with sheer courage, talent and modest investment, upgrade their fragile infrastructures to a level where they can compete effectively and do away with some of the "quack couriers" who seem to have taken the Post for granted, much to their surprise and disappointment, of course.

2 A legal strategy

2.1 There is, though, a difference in approach and tactics when fighting influential and well-established courier companies with world-wide connections, like DHL, TNT Sky Pak, etc. In this case the legal armoury can offer combat gear and this is where the Tanzanian experience comes in. Faced with an incessant pressure for the establishment of a private courier company allegedly to offer customer choice for the transmission and delivery of time critical documents and business papers, the administration was caught up between strong contending forces of legality based on postal monopoly, competition mood as a result of the current economic liberalization policies and powerful and influential interest groups within and outside government circles. In these very trying circumstances, the postal administration had to fall back on the legal technicalities which at the end of the day, ensured the continued recognition of the supremacy of the Post in the field of communication by the written word.

2.2 According to the existing legislation, the Post enjoys exclusive monopoly over letter-post items and any other postal articles which the Minister may so declare except printed matter and magazines. At the same time the postal administration is also empowered to engage other parties which may perform some of its business under contract or agreement. Interpretation of legal texts has always been risky and slippery. While invoking the application of these legal provisions with the aim of regulating the activities of a private courier company, the support of Government authorities was equally critical especially with the sad experience in other countries where Governments have demonstrated amazing indifference in defending their own legislations. In this case, the postal administration, supported by Government authorities, reaffirmed the unquestionable legitimacy of postal monopoly. This stage definitively concluded and sealed the argument that private couriers can only operate in Tanzania under the existing postal law.

2.3 The next step was to work out the modalities to accommodate competition within the existing legal framework. This process was less intriguing because the administration had secured the legal whip in its hands. The prolonged negotiations between the administration and the courier company led to an agreement which stipulates the conditions under which the private courier company must operate. Some of the interesting features of this agreement are:

- a The courier company is authorized to operate only international courier services and restricted to specified cities with direct international air links. The company does not operate in the domestic market.
- b The period of validity of the agreement is stipulated. In this case the company has been licensed to operate for the initial period of three years effective from May 1989, renewable.
- c Courier operations are subject to inspection by the postal authority to ensure compliance with laid down conditions and procedures.
- d The company is required to pay an annual licence fee and royalty the amounts of which are subject to negotiation.

3 Advantages of the agreement

3.1 In addition to the above regulatory controls, the Tanzanian model offers some significant advantages in favour of the administration, especially in the developing countries where the need to maintain some monopolistic legislation to protect the postal sector still seems to be rational. A proliferation of couriers will only cream off the profitable letter business in the urban areas leaving the post to operate in the vast rural zones at large deficits because of low traffic volumes and revenues against high operating costs. At the same time Governments in the Third World are becoming reluctant to continuously provide subventions to loss making parastatal organizations. The only way to make the postal business profitable or economically viable is to retain the substantially lucrative urban market to enable the post generate sufficient revenue to finance a universal postal service to the inhabitants. The development and expansion of the postal infrastructures can be seriously hampered if couriers are allowed to have a field day in mopping up profitable markets without sharing the responsibility of providing mass communication means to the majority of the country's population. The post has always operated its services with a strong dose of patriotism and philanthropy virtues which are glaringly lacking in private couriers because of their strict code of profitability criteria.

3.2 Another clear advantage of the Tanzania model is that the number of courier companies allowed to operate in the country can be controlled. This situation gives leverage to the administration in determining the amount of competition that should be allowed without jeopardizing the overall interests of the postal business. In fact one of the provisions in the agreement defines the category of items which can be handled by the courier company while retaining that business considered to constitute a significant revenue base in the administration. The existing legal provision on postal monopoly in Tanzania seems to be less vague compared to the texts in other countries (this by no means implies any perfection). The apparent clarity in the legal texts facilitated the efficient negotiations with the courier company.

3.3 Finally, the existence of an agreement which explicitly defines the terms and conditions to be complied with by the couriers gives the post an overall responsibility of keeping an eye on the behaviour of couriers. The postal authority may withdraw the licence and close the courier business if there is evidence that the latter is flouting the terms and conditions of the licence. The Tanzanian case may appear somewhat paradoxical because of the unique situation whereby a private courier who is competitor to the Post, operates under the close surveillance of the postal authority. However, this arrangement seems to provide a compromise solution between the various contending forces usually apparent in many developing countries.

4 Conclusion

4.1 The scenario presented in this paper may raise varied views of opinion among readers especially those who are not very familiar with situations in the developing countries where in spite of the existence of postal monopoly legislation, authorities have invariably opted to remain

ambivalent in the interpretation and enforcement of the postal law. Private courier companies, with little or no effort, have penetrated the postal market and ironically sometimes with the clear support of the government authorities. At the same time their own postal administrations are denied of such vital support to enhance the administrations' competitive capacity against couriers. It is logical to maintain that as long as Governments acknowledge the importance and need of retaining some monopoly of the post, the same should be ready to defend such law against infringement by couriers. One effective way of achieving the needed protection is through licencing.

4.2 The Tanzania postal administration is fully aware that winning the legal battle is one different thing from winning the real war which is in the market place. It is for this reason that the administration, within its resource constraints, is putting greater effort in strengthening the EMS network, both in the domestic and international markets. The EMS product, like elsewhere, is proving to be very popular to a great number of customers because of the very competitive price offers and the high standard of service delivery. Didactically speaking, the solution to the problem of market competition is competition. This is the advice which the Tanzania administration, having said everything else, would like to give to the other administrations especially those which may be facing similar trying situations.

Contribución de Uruguay

Washington, 17 de noviembre de 1989.

Señor Secretario del XX Congreso de la UPU. (Doc 48.1/anexo 4)

Presente:

Sr. Secretario:

La delegación de Uruguay no pudo expresarse en el día de ayer, respecto al tema – No. 1 del debate – CONOCIMIENTO DEL MERCADO – debido a la cantidad de oradores anotados y desea formular por escrito sus apreciaciones:

1 A raíz de estudios realizados respecto al comportamiento de la competencia, la cual actúa con permiso de nuestra administración, se pudo detectar una realidad que da pavor, no sólo del punto de vista de la carga postal que se lleva, sino por la evasión de renta postal.

2 Ello determinó que se designara un Grupo de Trabajo, para su estudio y formulara sugerencias al respecto. En la oportunidad se entendió conveniente designar funcionario competente que estudiara en el ámbito de otra administración toda esa problemática, su contexto jurídico y sistema de control.

3 Realizada una Pasantía, con el aporte de la Cooperación Técnica de la UPAE., el Técnico designado realiza una serie de sugerencias a la administración, que comprende dos etapas a saber: a.)estadística a fondo para determinar la carga postal que circula por Correos y cuánta por la competencia (en Uruguay la legislación permite controlar en todos sus aspectos a esa competencia, en los propios lugares de trabajo) y b) estudio de mercado, consulta a la clientela, en fin indagar en todos sus aspectos el porqué de la escasa venta de nuestros productos; y que marcan los indicadores al respecto. Esto como etapa previa

Como etapa siguiente: a) estudio de la legislación vigente y propuestas de nueva normativa; b) crear infraestructura adecuada para defensa de la renta y no violación a la legislación; c) reactivar servicio competitivo o proponer uno tipo para recuperar mercado y d) mentalizar al trabajador postal del momento que se vive y los cambios que se avecinan.

Uruguay tiene una administración postal centralizada, es un país en desarrollo, pero ello no impide que se luche por poseer productos de calidad que constituyen la única forma de poseer una excelente clientela.

Pese a esos esfuerzos, la proliferación de la competencia existe con legislación o sin ella, constituye una realidad y esconder la cabeza o eludir los hechos, nada soluciona.

Se ha entendido, que la competencia utiliza o se aprovecha de nuestras carencias, posee otra tecnología, distintos recursos, vías más rápidas de respuesta, menos burocracia y además se lleva para sí, los mejores técnicos postales. Entendemos que si las grandes empresas de nivel interno o internacional mantienen un constante diálogo, se interrelacionan, como va a permanecer ajena a ello, la EMPRESA POSTAL – solución de futuro. El hecho de contar Uruguay con una legislación que le permite controlar y verificar en la propia competencia, con un diálogo periódico, que más razonable que, ampliar ese diálogo, extraer información de sus propias fuentes, observarlos en su hábitat y corregir nuestros errores.

El reto del futuro es luchar con las armas que la nueva tecnología reclama, convertirnos en una gran empresa, actuar con mentalidad comercial y trasladar esa mentalidad de cambio a todos nuestros agentes.

Necesitamos soluciones urgentes, la supervivencia está en juego, y entendemos que este Congreso – en este momento, constituye el medio – respuesta adecuado y se pueden trazar estrategias, que sin constituir moldes, ni trasplantes, permitan trabajar en conjunto respecto al diálogo con la competencia y no sólo enfrentar con valentía la situación, sino ser realistas.

El mercado postal es uno solo, una sola la sociedad y dada una merced a su capacidad y competencia, tendría una franja más o menos ancha en el mismo.

Quizás a través de un grupo de trabajo o por la vía del análisis en el ámbito de las Uniones restringidas, que permitan conocer el problema en su área, se pueda dar respuesta a ese aspecto del problema. Todo sin que ello se pretenda interpretar como intromisión en los problemas de cada estado o administración y trazar una estrategia en la materia.

En nombre de la delegación de nuestro país, se acercan las experiencias en la materia y se formulan las sugerencias que anteceden.

Sin otro particular, saluda a usted con su más alta consideración.

Dr.
Alberto Soto Bogliolo.
República Oriental del Uruguay.
Representante.

المناقشة العامة

الملكمة العربية السعودية

سيدي الرئيس ،

ان البريد يواجه في وقتنا الحاضر منافسة شديدة من قبل الشركات الخاصة ، تلك الشركات التي تغلغت في سوق الخدمات البريدية وأصبحت مصدرا خطرا وقلقا يهدد سوق الادارات البريدية في جميع أنحاء العالم . وفي اعتقادي بأنه مهما اتخذت من قرارات في مؤتمراتنا هذا أو في المؤتمرات القادمة فإننا لا نستطيع القضاء على تلك الشركات بهذه السهولة . اذا ما هو الحل ؟ أنترك تلك الشركات لتلتهم السوق بشراسة ؟ وبلا من أن نزيحها ونبعداها من السوق نجدها أنها قد أزاحتنا وأبعدتنا ؛ لا ، اذا لا بد أن نقف أمامها مكتوفي الأيدي . ولا بد من معالجة الأمر بعصرامة وقوة . كيف لنا أن نحقق ذلك ؟ . من وجهة نظرنا فان هناك عدد من النقاط نذكر منها على سبيل المثال .

(١) يجب على كل ادارة بريدية أن تنهض بخدماتها البريدية وتحسينها والرقى بها الى مستوى أفضل .

(٢) يجب على الادارات البريدية منافسة تلك الشركات بأسلوب جاد حتى تتمكن من اخراج تلك الشركات من السوق .

(٣) عدم اجراء اتفاقيات ثنائية نهائيا مع تلك الشركات .

(٤) يجب على الحكومات دعم مرفق البريد .

(٥) يجب على الادارات البريدية أن تتلمس احتياجات المستفيدين من الخدمة البريدية وأن تبذل قصارى جهدها لتحقيق تلك الاحتياجات واجراء دراسات حول المقياس الذي يحقق رضى الزبائن وتلبية حاجتهم من الخدمة البريدية المقدمة لهم .

(٦) يجب على الدول المتقدمة مساعدة الدول النامية بما لديها من خبرات وامكانيات .

(٧) يجب على الادارات البريدية استحداث خدمات من حيث تطبيق النوعيات الجديدة في مجال الخدمة البريدية مثل خدمة البريد الدولي السريع ، وخدمة البريد الالكتروني .

(٨) علينا كادارات بريدية اعادة النظر في الاجور البريدية بما يجعلها في متناول فئات الزبائن .

- ٢ -

٩ (علينا ملاحقة التقنية في مجال الاتصالات والاستفادة من تلك التقنية في مجال الخدمة البريدية .

١٠ (نشر الخدمة البريدية في جميع أنحاء الدولة .

سيدي الرئيس ، إن تلك النقاط العشر التي ذكرتها ، هي النقاط التي تهتم بها إدارة البريد في المملكة العربية السعودية ولذلك ولله الحمد فإن الخدمات البريدية في المملكة العربية السعودية في تحسن وازدياد مستمر بسبب كسب ثقة الزبن ومنافسة تلك الشركات منافسة جادة . الا أن ذلك يحتم علينا الاستمرار في تطوير خدماتنا البريدية والاهتمام بها للقضاء على تلك الشركات .

شكرا سيدي الرئيس ،،،

Contribución de Bolivia en relación con el tema n° 2

1. Somos todos conscientes de que la base para alcanzar el crecimiento y desarrollo del Correo frente a la competencia, es lanzar al mercado productos de alta calidad. La variedad de estos productos depende de nuestra imaginación y esto indudablemente se podrá realizar ya que no habrá límite que la agote. Nuestra tarea será ir agregando atributos interesantes a nuestros productos básicos, es decir, convertir a nuestros correos en empresas de valor agregado.

2. Estos atributos son varios, dijimos que está en juego nuestra imaginación. Sin embargo, yo deseo en esta oportunidad, referirme concretamente a uno de estos atributos, al que corresponde a la personalización del envío, en otras palabras a la necesidad y al derecho que tienen nuestros clientes para conocer con certeza la suerte que corrió su envío entregado a nuestro servicio, cuando no llega a poder del destinatario.

3. Esto sólo será posible de lograr si paralelamente a nuestra red postal funciona una red informática que nos permita conocer y superar los puntos críticos que dificultan su curso normal.

4. El Correo de Bolivia ha realizado una importante inversión tanto económica como logística para el servicio EMS con el propósito de atraer a la clientela, y podemos señalar que ha tenido éxito, pero tropezamos con grandes dificultades cuando se producen frecuentemente desvíos de las piezas postales sin que nosotros podamos explicar a los clientes qué es lo que ocurrió realmente con su envío una vez que salió expedido de nuestro país, ya que con el sistema actual no se tienen resultados definitivos cuando se emprende una investigación.

Es por este motivo, que la Administración a la cual represento, considera muy necesario que al margen de las iniciativas que al respecto tiene adoptadas el CCEP, sea este Congreso el que legisle sobre la urgencia de contar con una red informática que funcione paralela a la red postal, lo cual será un valioso aporte para lograr la calidad que deseamos.

Intervenção do Chefe da Delegação de Cabo Verde no Debate geral

Obrigado Senhor Presidente:

Ao tomarmos a palavra pela primeira vez nesta Augusta Assembleia, permita-nos Sr. Presidente, em nome da nossa delegação, felicitá-lo pela sua eleição à presidência do 20º Congresso da União Postal Universal e estamos certos que, com toda a sua experiência, com a sua competência, saberá conduzir e orientar os nossos trabalhos, no sentido do nosso Congresso vir a ser coroado dos maiores sucessos.

As nossas felicitações se estendem também aos Vice-Presidentes eleitos.

Gostaríamos de cumprimentar os dignos representantes das Organizações e Administrações Postais presentes e formulamos votos para que juntos possamos encontrar as melhores vias e directrizes para o prosseguimento da prestação do serviço postal com maior eficácia e eficiência.

Sr. Presidente:

Os dois últimos Congressos, o do Rio de Janeiro e o de Hamburgo, foram coroados de sucesso e tomadas medidas tendentes a melhor dignificar o serviço postal nos nossos países. Foram feitas recomendações e tomadas resoluções para uma melhor integração do serviço postal, os quais levaram a que progressos significativos pudessem ser registados nas nossas Administrações.

No entanto, essas medidas não impediram que muitas das nossas Administrações estejam a atravessar sérias dificuldades originadas por uma crescente concorrência. O momento torna-se decisivo para nós e, o futuro do correio nos nossos países dependerá daquilo que formos capazes de empreender nos tempos próximos, na perspectiva de serem encontradas soluções e adoptadas estratégias que minimizem os efeitos dessa concorrência.

O correio, considerado nos nossos países subdesenvolvidos como o parceiro pobre, terá de poder tirar o melhor proveito dos meios disponíveis, tanto os humanos, como os materiais, por forma a inverter, a modificar, a combater os efeitos da concorrência.

Não descurando a função social que lhe é reservada nos nossos países, medidas urgentes deverão ser tomadas com vista a rentabilizar os recursos disponíveis, introduzindo sistemas modernos de gestão, criando nova mentalidade em cada pessoa do correio, fazendo-a compreender que o correio terá de ser encarado como um negócio e, como tal, as regras de uma boa gestão terão de ser aplicadas, tirando o máximo proveito dos avanços tecnológicos nomeadamente os registados nos transportes e nas telecomunicações que cada dia mais nos servirão para em conjunto melhorarmos o sistema mundial de comunicações.

Pensamos também Sr. Presidente, que essas medidas só poderão ser coroadas de êxito se elas forem adoptadas dentro de um contexto global, passando pelo conhecimento do mercado potencial existente nos nossos países, com vista à aplicação de medidas de planificação adequadas e por uma acertada coordenação de ordem tarifária a nível regional e a nível mundial.

Com efeito, uma das maiores dificuldades existentes nos nossos países é um desconhecimento do mercado existente baseado numa certa passividade, passividade essa motivada talvez pelo facto de nós nos deixarmos acomodar atrás do monopólio que nos foi acordado pelos nossos Governos.

Atravessámos uma fase em que esse monopólio terá de ser conquistado, através da qualidade do serviço que oferecemos aos nossos clientes.

Sr. Presidente:

As brechas originadas pelo desconhecimento do nosso mercado e a deficiente planificação e coordenação de medidas tarifárias são exploradas, são aproveitadas pela concorrência que se tem desenvolvido com maior incidência e reflexos nos nossos países subdesenvolvidos.

As empresas do remailing surgem todos os dias e em alguns casos dirigindo-se às nossas administrações, solicitando a prestação do nosso serviço, oferecendo-nos condições, à primeira vista, bastante aliciantes, mas que a médio prazo poderão contribuir e têm já contribuído para o enfraquecimento do sistema do correio implantado nos nossos países.

Que fazer para combater essa concorrência agressiva? E que medidas para a rentabilização das nossas administrações são questões que a nossa delegação pensa deveriam merecer a reflexão de todos os congressistas, com vista à adopção de recomendações, para melhor nos orientarmos nos próximos anos.

A União Postal Universal tem dedicado a sua maior atenção ao estudo dessas questões que tanto nos têm preocupado e é com o maior apreço que temos registado todo o apoio que a UPU vem prestando às nossas administrações e pensamos, que hoje, mais do que nunca, está reservado à União um papel preponderante na implementação e coordenação das directrizes e medidas que vierem a ser expandidas. Referimo-nos concretamente ao apoio técnico que esperamos da União e que, a nosso ver, se consubstanciará no trabalho eficaz dos seus principais órgãos - O Conselho Executivo e o Conselho Consultivo dos Estudos Postais - em quem depositamos plena confiança para as tarefas que terão de empreender e muito em especial no que se refere à modernização e à simplificação da regulamentação postal, adaptando-a às exigências do momento presente e que já não se compadecem com delongas no cumprimento de certos formalismos.

Sr. Presidente:

O serviço do correio acelerado já é uma realidade em Cabo Verde.

Implementá-mo-lo com algumas administrações e desenvolvemos esforços para o seu alargamento a outras mais.

Na mesma medida tudo se conjuga para o incremento do correio electrónico nas nossas estações de correio e estamos também fundamentalmente empenhados na introdução de outros novos serviços, em concordância com os resultados dos estudos do nosso mercado, em curso.

Mas a nossa acção não se limita a essa nova dinâmica dirigida aos parceiros materialmente mais privilegiados.

Como país pobre e com uma emigração bastante importante distribuída por todos os continentes a nossa atenção é maior na melhoria do correio tradicional, com incidência particular no alargamento do correio nas zonas rurais e na redução de casos de perda, avaria e expoliação de objectos postais, de forma a garantir, cada vez mais, a confiança da nossa população.

Aliás, a redução substancial do tempo de entrega das correspondências e das encomendas postais é evidente na nossa estatística postal que cada dia vem sendo melhorada e adoptada na qualidade de um dos meios para o controle de qualidade do nosso serviço.

Sr. Presidente:

Não podemos terminar sem agradecer ao Governo Americano pelo caloroso acolhimento que nos tem reservado desde a nossa chegada a esta linda cidade de Washington.

Obrigado.

Contribution présentée par le Congo (Rép. pop.) au Débat général

Stratégies commerciales et opérationnelles

Le thème du Débat général d'aujourd'hui «Pour mieux servir la clientèle» met véritablement en évidence le problème qui se pose aux Administrations et Entreprises postales qu'elles soient dans les pays dits développés ou dans les pays en développement.

Le Congo (Rép. pop.) voudrait contribuer modestement au Débat à ce stade précis où il est question des stratégies commerciales et opérationnelles de la poste, car il est essentiel que le Congrès aboutisse à la mise en place d'un programme exhaustif et complet sur les stratégies que doivent mettre en œuvre les Administrations postales entre les Congrès de l'Union postale universelle.

Il convient tout d'abord de souligner avec l'animateur de ce thème, qu'effectivement les postes, qu'elles soient des pays développés ou des pays en développement, entrent sur des marchés porteurs. Nous assistons aujourd'hui à un développement des services de coursiers privés dans nos pays qui s'appuie sur un développement des besoins de communications des entreprises; la mise en service de l'EMS dans la plupart des pays fait ressortir avec évidence cette situation du marché.

Sur le plan national, l'Administration congolaise a défini la base de ce qui deviendra sa politique commerciale et qui s'appuie sur la nécessité d'offrir des niveaux différents de services suivant les besoins spécifiques de chaque catégorie de la clientèle.

La mise en œuvre de cette stratégie se heurte cependant à plusieurs difficultés liées à la connaissance des véritables besoins des clients, à la formation encore insuffisante du personnel et à l'absence de moyens adéquats pour traiter un certain nombre d'informations (notamment des moyens informatiques fussent-ils élémentaires).

Des actions opérationnelles sont mises en œuvre pour reconquérir d'abord la clientèle perdue (EMS, BUREAUFAX) et ensuite la fidéliser en réhabilitant ce qui constitue l'ossature même du système postal, l'acheminement du courrier. Dans le cadre des dispositions de la Déclaration de Hamburg, un accent particulier est mis sur le courrier international pour lequel des objectifs ambitieux ont été fixés.

Les problèmes des pays en développement sont si nombreux et l'état de leurs réseaux si délabré qu'il paraît évident que tout ne peut être fait en même temps. Cependant, il est urgent que des moyens adéquats soient mis à contribution pour que l'essentiel soit fait, mais vite fait.

L'essentiel en l'occurrence nous paraît être:

- l'amélioration de la qualité de l'acheminement postal pour une intégration plus harmonieuse des réseaux postaux nationaux;
- une formation plus adaptée aux exigences actuelles du marché (EMS, formation en gestion, informatique, etc.);
- une stratégie commerciale adaptée aux circonstances du marché mais plus active qu'auparavant.

L'amélioration de la qualité de l'acheminement postal devrait viser en premier lieu les secteurs urbains où se trouve concentrée la plupart de la clientèle et où en tout état de cause il est indispensable de reprendre la part du marché perdue au profit des coursiers privés. Le secteur rural ne devrait pas être mis de côté mais devrait bénéficier de l'amélioration du secteur urbain.

Les Administrations doivent faire des efforts pour maintenir les coûts (notamment de personnel) et veiller à définir des tarifs compétitifs et susceptibles en même temps de dégager des ressources substantielles. Les Administrations des pays en développement ont malheureusement, pour faire cela, un personnel insuffisamment adapté aux exigences actuelles du marché. Un programme de formation plus adapté à ces besoins devrait être mis en place.

Il est entendu que l'automatisation de certains secteurs du service postal dans les pays en développement ne constitue pas dans la plupart des cas une priorité. Il n'en demeure pas moins que le maintien de la poste en bonne place sur le marché de la communication exige l'utilisation de l'outil informatique pour le traitement des statistiques et le traitement de l'information sur la connaissance du marché notamment. Une stratégie bien pensée d'introduction progressive de l'outil informatique dans la gestion de ces Administrations est nécessaire.

En conclusion, le programme de l'UPU pour aider les Administrations postales à mieux servir la clientèle (notamment les Administrations des pays en développement) pourrait être axé sur les points suivants:

- promotion des actions et programmes d'amélioration de la qualité du service des acheminements dans les secteurs où il y a une forte propension à l'utilisation du service postal;
- élaboration et mise en œuvre d'actions de formation tournées vers la gestion, l'informatique et les produits nouveaux;
- promotion d'une action commerciale plus adaptée au marché.

المناقشة العامة

الموضوع رقم (٢) ، الاستراتيجيات التجارية والتشغيلية للبريد

البلد المشترك في المناقشة : دولة الامارات العربية المتحدة

ان الخدمات البريدية المنتظمة حديثة العهد في دولة الامارات العربية المتحدة وحتى وقت قريب كان ينظمها قانون حكومي اذ كانت ادارة خاضعة لاشراف وزارة المواصلات ، الا أنه وبعد اجراء دراسات عدة تم تحويل الخدمات البريدية الى مؤسسة عامة مستقلة تتمتع بالاستقلال المالي والاداري والشخصية الاعتبارية وذلك في عام ١٩٨٥ دون الاعتماد على الدعم الحكومي .

ان من أهم الاسباب التي جعلت ادارتنا تفكر في تغيير النظام القديم الى الاسلوب التجاري هو تدرج مستوى الخدمات البريدية وعدم استطاعتها مواكبة التغييرات مما أتاح الهيمنة الشبه مطلقة لشركات النقل الخاصة على سوق البريد .

منذ ذلك التاريخ حققت المؤسسة تطورا كبيرا في تحسين الخدمة البريدية وبالتالي أدى ذلك الى زيادة الرواج البريدي داخليا ودوليا ، كذلك استطاعت أن ترفع حصتها في السوق في مجال خدمة البريد العاجل الدولي الى ما نسبته ٢٠٪ أمام وجه منافسة ١٥ شركة خاصة تعمل في الجالين الداخلي والدولي .

ان هذا التطور انعكس ايجابيا على الشؤون المالية حيث حققت المؤسسة أرباحا صافية متنامية بلغت الى ما نسبته ٣٠٪ من اجمالي العائدات خلال العام الحالي دون ادخال أي تغيير على التعرف البريدية المعمول بها منذ عام ١٩٨٤ أي قبل قيام المؤسسة ، ان ما توصلنا اليه من نتائج هو باعتماد أسس اقتصادية بسيطة وبدون استعمال التكنولوجيا الحديثة ، حيث ركزت الاهتمامات على :

- ١- الاستماع للزبائن ومعرفة رغباتهم
- ٢- تنويع الخدمات
- ٣- ادخال نظام مراقبة دائم لمستوى الخدمات
- ٤- اعطاء الحوافز المادية للموظفين وتدريب مختلف المستويات
- ٥- حملات اعلامية دائمة .

- ٢ -

هذا ويمكن التحدث عن المرحلة القادمة بربط مختلف الخدمات البريدية ومكاتب البريد بالحاسب الآلي وادخال التكنولوجيا الحديثة في أعمال الفرز والتوزيع .

بالرغم من كل النجاح الذي تم تحقيقه الا أننا نشعر بعدم رضى بعض الزبائن عن الخدمة الدولية وبالرغم من أنهم قلة نادرة فانهم يصنعون سمعة البريد ، فهم يتكلمون عما يحدث لهم بالبريد ويقدمون الشكاوي والاستفسارات حول التأخير وعدم تسليم بعائثهم . وعليه يجب أن تتخذ التدابير اللازمة لد هذه الفئة بالمعلومات الايضاحية بسرعة تزيد عن سرعة رد فعلهم وبالخصوص قبل أن يتخذوا القرار للتوجه للشركات المنافسة .

يتحتم علينا أن نعتبر أو وراء كل استعلام زبون غاضب يترصد الهفوات للتشهير بالبريد .

ان تصريح هامبورغ ساعد الاتحاد البريدي العالمي في التدخل لمراقبة الشبكة الدولية في مجال مهلات التوجيه ولكننا نرى من الضروري أن توضع دراسة لتعزيز مستوى الخدمة الدولية بواسطة تحسين خدمات ما بعد البيع ومنها الاستعلامات ، على غرار ما حدث بالنسبة لبعض الادارات البريدية المتقدمة بالنسبة للبريد العاجل الدولي وذلك باعتماد نظام تتبع أثر المواد دوليا .

ان هدف الدراسة أصبحت ضرورية على ضوء الاتجاه الجديد في تصنيف بريد الرسائل على أساس السرعة المطلوبة من قبل المرتفقين .

Contribution by Guyana

Mr Chairman, distinguished delegates, ladies and gentlemen,

As you are no doubt aware that the Post is passing through a very testing period in its illustrious history. Never before has competition been so fierce and threatening in several directions, to the extent that if we do not initiate changes to meet our customers' demand we may find it difficult to retain their patronage without which we cannot survive.

Mr Chairman, it would be true to say that no organization has a closer or more personal link with the people in any country of the world than the Post Office and there is hardly a single person who does not benefit in some way from the many services it provides. The Post can therefore be considered very vital to any community the world over.

The essential function of the Post is to meet the demand for postal service taking into account the range of services available and their quality, price, area of operation, etc, as compared to other available means of communication. Despite this, postal administrations must at the same time respect certain financial imperatives and other constraints. The former stems from the necessity of covering the cost of the service in one way or the other. The constraints relate to:

- i Inability of the Managements to control the number of items to be processed and the origin and destination of the traffic.
- ii Delivery points tend to rise independently of the volume of mail to be delivered.
- iii Inability to alter charges to meet cost of operation.
- iv Within recent years, inflation and its detrimental effect to labour-intensive enterprise, like the Post, whose labour costs account for about 75 percent of its expenditure.
- v Alongside the above comes recession which has prompted users especially in the business world to cut costs, hence postal expenditure, eg N.I.S., Large Users Ins., G.E.C.
- vi Technological advance in Telecommunications and the increase in Courier service have tended to make gains in letter-post traditional markets.

Faced with these circumstances, most postal Managements are in a problematical situation and must therefore seek *immediate or short-term measures*. The principal possibilities seem to be:

- i *Changing established habits and conditions which will not be too easy to accept.*
Fortunately, we have our traditional loyalties and public services upon which to build.
- ii *Increase traffic and receipts by:*
 - a Adapting the traditional services to bring them more in line with the current and future needs of existing and potential users – speed, availability.
 - b Finding new markets and develop new services and products, if necessary, particularly those appropriate to the Post's unique structure and its experience.
 - c Introducing differential rates favouring certain users or market sectors with special conditions.
- iii *Reduce expenditure by:*
 - a Rationalizing the organization and method of work.
 - b Raising productivity by more efficient work methods and by more efficient use of manpower.

- c Introducing mechanization where it would be worthwhile.
- d Eliminating those elements of the service which are costly but do not contribute significantly to the quality of the service as a whole.

Guyana Post Office, as a Public Corporation, is expected to at least break even, then our aims must be geared to achieve optimum economy in working and thus increase the Corporation's revenue in the following areas:

a Rationalization of staffing positions in the Corporation

Expenditure (wages/salaries and allowances) has been rising over the last two financial years and this trend is likely to continue owing to Government's desire to improve the minimum wage position.

Because of the labour intensive nature of postal work, these increases naturally must have serious repercussions on the stability of the various postage rates, fees, commissions, etc. Indeed, if staff expenditure continues to rise, then it will lead to difficult financial situations.

In order to arrest the increasing staff cost, we must conduct a programme of rationalization of the entire service with a view to curtailing and redeploying staff where necessary thereby increasing its efficiency and viability – postal agencies, shedding telegraphs.

b Elimination of those costly elements of the service which do not contribute significantly to the quality of service as a whole

Over the years there has been a steady growth of postal agencies throughout the country. There has been no plan or systematic approach and as such, their development have been in the most ad hoc and thus undesirable form. In the light of our rationalization programme, it has been found that considerable savings could be obtained through modification in the service provided by agencies or reduction of them altogether by the grant of Stamp Vendor Licences. It is however recognized that extensive changes of this kind readily assume a political character – mechanical equipment, cutting tables, stamp-cancelling machines, franking machines.

c Maintenance of traditional services – delivery of mail

Over the last decade, the traffic in respect of (mails and parcels) are dropping. This has been so because of some Ministries and Corporations which previously enjoyed free Post and now that they have to pay for such services have resorted to various arrangements in the distribution of their mail contrary to the provisions of the Post Office Act. In some cases some Ministries were deliberately permitting the accumulation and dispatch same when senior officers visit outlying districts.

There should be no doubt in anyone's mind that the economic viability of the Postal Service in Guyana today and indeed in the world over depends on mail (letters and parcels) traffic. These two postal items account for about 70 percent of the main revenue and therefore provide bulk of any likely financial surplus.

The need for the development of mail traffic is therefore extremely important for the future economic growth of the Corporation. Of course, such a move go along with the effective and efficient delivery of postal items.

d Introduction of new services and expansion of traditional and non-traditional services particularly those appropriate to the Post's unique structure and experience

Mr Chairman, one of the Post's main source of income for developing countries is terminal dues, however, this source has been dwindling with frightening rapidity. In my country we have already infiltrated the non-traditional postal markets. Consequently, the Post Office Corporation of Guyana has already involved itself in the following non-traditional postal services:

- i Payment to farmers (weekly/monthly) in the rural areas on behalf of the Guyana Agriculture Co-op and Development Bank.
- ii Payment of Family Allotments on behalf of the G.D.F. workers at Eclipse Falls, Guyana Gold Board, etc.
- iii Payment of Old Age Pensions and Public Assistance on behalf of the Ministry of Manpower.
- iv Payment of Social Security benefits on behalf of N.I.S.
- v The introduction of the International Express Mail Service with links to the United Kingdom, United States of America, Canada, Netherlands, etc.
- vi Payment of salaries to out-of-town G.T.C. employees ie Timehri Bartica, etc.

In addition, discussions are in progress with the relevant authorities in respect of:

- a Issuing of all forms of licences eg shops, dray-carts, motorcars, etc, currently done by Regional Development Officers on behalf of the Ministry of Finance.
- b Sale of Passport, Will, Customs, Import Licences forms, etc on behalf of Guyana National Trading Corporation.
- c Distribution of school books, exercise books, small packets, etc on behalf of the Ministry of Education, Social Development and Culture.
- d Distribution of newspapers and periodicals on behalf of the Guyana Newspapers Ltd, etc.

e Extension of private letter boxes and bags services

These services should be expanded and developed in all the towns at certain senior district post offices, eg, Nigg Skeldon, Fort Wellington, Anna Regina, Wismar, Kitty, etc. In this regard, we have installed fifty (50) P.L.B.'s at Skeldon and McKenzie POs. Efforts to obtain several nests of boxes are in progress.

f Agency service for obtaining and delivering birth and death certificates

It is proposed as a community service to permit citizens in any area to arrange for their birth or marriage certificates through their district POs. The customer will receive all assistance from the Postmaster and will pay the postage and remittance fees for the certificates. The Postmaster will then be responsible for monitoring all information to the Registrar General who will make every effort to obtain and dispatch certificates, back to the District Postmaster who will be responsible for its delivery.

A reasonable agency fee will be charged for such a service. Discussions are in train with the Ministry of Home Affairs.

g Collection of examination fees

Collection of examination fees from schools and private students on behalf of the Ministry Education. Such an arrangement will obviate the trek to the Ministry in G/town. POs the world over are performing similar functions and there seems to be no reason why such transactions could not be most efficiently and economically dealt with by this Corporation. An approach has already been made to the relevant authorities.

h Introducing differential rates

The Corporation has instituted a system of granting special concessions for our very large users of the post in respect of bulk mails, money orders, etc.

I now submit that these are some of the main areas which can boast the revenue of the PO.

The gathering of senior officials in the Caribbean to this meeting is therefore the testimony of our firm intention to enrich our knowledge and experience in the postal field. It will also help to promote a better understanding and awareness among postal officials which is a fundamental element of postal cooperation.

I have very great pleasure in repeating my greeting and happy to be present this morning and would hope that our deliberations would be most fruitful.

Contribution by Israel

1 Upon its establishment in 1987, the Israel Postal Authority adopted a business strategy which included:

- A. Improving the quality of service to enable delivery of at least 90 percent of the letters within two days, and to eliminate all delays and irregularities.
- B. Improving operational efficiency and reducing costs by 25 percent.
- C. Adjusting tariffs to the real costs of the various services (with some exceptions for public utility services).

2 After two years of activity, the Postal Authority achieved its first goals to a great extent, and has now set for itself further strategic goals:

- A. Development of new services within the synergic system, including: transmission of written information, goods and monies, such as electronic communications value-added services, and the transporting of funds.
- B. Implementing our commitment to the customer, first by establishing a tracking and tracing system that will enable immediate response to customers' inquiries, and following that, a commitment to provide high quality service.

Another service under study is automatic insurance for all parcel mail.

- C. Initiating business collaboration with private organizations which provide similar services, and entering into joint ventures with them.

3 As a result of accomplishing the goals in the first phase, and developing our marketing strategy, the Postal Authority moved from a continual deficit of as high as 40 percent, typical of government services, to an annual surplus of income over expenses of approximately 3 percent.

4 In 1988, the Postal Authority decided, after careful study, on a business strategy for the future, based upon the following guidelines:

- A. Focusing on postal and related services: as an example, we reduced our activities in retailing of non-postal items, and increased our efforts and investments in developing postal services, such as collection of bills by the postal banks, and public information services, including self-service units. New developments are possible thanks to the advanced computerization and communications infrastructure system which is now being installed in postal branches.
- B. Developing a computerized retailing system, which enables postal branches to offer a large variety of postal services, to improve the efficiency, and quality of service, control and management. In addition, the Postal Authority developed a franchising system which expanded the network of postal agencies, in cooperation with other business firms.
- C. Developing and diversifying banking services to the maximum, within legal constraints.
- D. Increasing the scope of activities, in order to reach control and be the dominant factor in the market of letter and parcel transport. To make this possible, we must encourage and promote direct mail-ordering and direct marketing in Israel.
- E. Initiating and promoting the privatization process systematically, first by converting the Postal Authority into a corporation, or business enterprise, then issuing shares and offering them to employees and to the public, and finally, by offering ownership of portions of the postal assets to private businesses.

5 In order to take advantage of its status as an international system, the Postal Authority is improving its international services across the country, by:

- A. Developing a tracking and tracing system for international services parallel to the national system, which will enable us to join the international standards and control system.
- B. Determining our priorities, and giving operational priority to national and international.
- C. Widening the variety of services and removing bureaucratic constraints between various postal services.
- D. The Israeli Postal Authority's attitude toward international standardization in different areas is positive. This will permit uniform mechanization and automation on one hand, and on the other hand will allow postal services worldwide to ensure quality services for their own customers.

Contribution by Papua New Guinea

The Postal Administration of Papua New Guinea fully support this document and wish to associate itself with other speakers of our experiences on this very important topic for General Debate "Caring for customers".

For the Post to survive in the modern age of competition and other communication technologies, all effort should be directed towards customers care and respect. It is indeed important for Postal Administrations to devote some time to critically examine their own services and ascertain whether customers are provided with speed and quality of services they demand. This is perhaps our weakest link where our competitors are concentrating their effort and winning our customers' confidence.

Having realized the problem, my Administration has developed strategies to counteract the competition:

- Develop service standard for all mail.
- Expansion of EMS network to other countries.
- Conduct frequent tests on all services for improvement of service qualities.
- Institute market research.
- Provide on-the-job training for our field officers.
- Provide management training for middle and executive level managers.
- Provide customer education programme.

Whilst this has taken place, there are areas in our business that need to be improved to survive the fierce competition provided by international courier organizations. My Administration is facing this problem. Papua New Guinea is a developing country but with the advent of social political and especially economic development being experienced, private couriers have moved into the country and virtually captured the distribution market of parcel business.

We have considered the importance of customers and how they can influence our business. The theme of our 1990 Business Plan is "Customer is number one". It is based on the theory that all services that we provide whether old or new must satisfy our customer needs. In other words the customer must come first. This we consider would motivate staff and convey how important our customers are.

We hope to obtain more constructive information and statements during this general debate in order to improve our service to meet our customer requirements.

Thank you Mr Chairman.

JULIUS P TAMAH

Papua New Guinea Delegation

Contribution by Swaziland

4 Commercial and operational strategies of the Post

4.1 The Post especially in developing countries is basically traditional. The postal business should be carried out in such a manner that it covers its own costs. It is imperative therefore that postal operations should cease to be run as government departments, but should be managed and run on commercial lines, with the task of giving, within their sphere of competence, the customers demanded services at reasonable prices. Confidence for the various postal activities will be created through efficient and reliable service and reasonable postage. Organization, quality and service must always be monitored and controlled. The customers expectations and wishes for new products and services must be continually monitored and timeously met.

4.2 In all member countries it is important to act for the improvement of mail conveyance by giving mail high priority and fast customs clearance. Surface mail sent between countries especially at regional level should as far as possible be forwarded by air (Surface Air Lifted (S.A.L.)). I am pleased that the UPU has assisted in the conduct of mail circulation studies and conferences in Africa particularly and it is our hope that the recommendations made by the consultants who conducted the studies and the resolutions made in such conferences will be implemented accordingly if maximum benefit has to be derived from such assistance. All postal administrations should strive for the introduction of the Expedited Mail Service (EMS), actively market this service and ensure that the targets set are achieved.

4.3 Developing countries should consider the introduction of postcodes in order to:

- facilitate manual sorting;
- create conditions for sorting bulk postings by senders;
- give better address information and reduce miss-sorts of correspondence;
- provide for mechanical sorting when it is introduced in the future by those countries who are still using manual sorting.

4.4 In most developing countries over 70 percent of the population live in the rural areas and therefore efforts should be continued to improve the conveyance and delivery of mail in rural areas.

4.5 It is suggested that the monetary services should be introduced where they are lacking and developed. Giro and savings bank services are seriously lacking in the developing countries of Africa. An appeal is being made to the Universal Postal Union and those developed UPU member countries who operate such services to assist with the introduction of such services in developing countries.

4.6 Swaziland as a developing as well as a landlocked country in Africa is conscious of the many limiting factors which militate against rapid postal development. Some of these are:

- financial limitations, to procure adequate postal equipment;
- shortages of adequately trained manpower;
- inadequate accommodation at sorting offices to deal with international mail;
- political and linguistic barriers between neighbouring states;
- foreign currency constraints for procurement of postal equipment and payment of international postal accounts;
- lack of workshops in the regions for the manufacture of postal equipment;

- infrequent transportation facilities for both surface and air conveyance of international mails, etc;
- lack of training facilities at higher level for postal managers, etc.

The World Body (UPU) and Restricted Unions are called upon to address these issues in a serious light if the Post has to survive in the 21st Century and beyond.

Contribution présentée par l'Union panafricaine des postes (UPAP) au Débat général

Un nouveau produit pour l'Afrique

Les diverses stratégies de développement élaborées ont méconnu un aspect fondamental des réalités africaines, elles n'ont cerné jusqu'à présent que les villes, tout en oubliant l'écrasante majorité de la population, celle des villages, enracinée depuis des temps immémoriaux au plus profond du continent.

C'est donc une nouvelle approche du développement qu'il faut instaurer et qui visera à faire pénétrer le progrès et l'information dans les villages au moyen de supports ou d'instruments aptes à en faciliter l'acceptation par les populations, bref un moyen qui privilégierait l'oralité.

En Afrique le taux d'alphabétisation oscille globalement entre 10 et 20%. Mais comme l'avait souligné le Chef Antony Enahoro «L'Afrique est le Continent à qui l'éducation a fait perdre ses propres valeurs».

Ainsi donc après avoir abandonné le mode de communication et de transmission de sa culture, nous nous sommes carrés dans une sorte de mimétisme.

Ce divorce et ses effets expliquent en partie, si ce n'est totalement, ce manque de courant d'échange d'idées qui devait engendrer le trafic postal (contrairement à ce qui se passe dans les pays avancés) entre les différentes couches de nos populations.

Comme on le dit souvent, la poste a largement contribué au renforcement des liens culturels et sociaux entre les peuples, surtout en Occident. Cela est aussi vrai dans le domaine économique.

Mais nos populations africaines ont très peu participé à ces échanges féconds de correspondances qui a été à la base de cette évolution, faute de n'avoir pas pu être alphabétisées.

Aujourd'hui encore, nous, postiers africains, nous nous plaignons du faible trafic existant entre nos villes et nos campagnes et l'éternelle raison avancée pour justifier ce fait contre nature est le nonaccès de nos populations à l'écriture. Mais nous ne nous sommes jamais demandés comment contourner cette difficulté qui continue d'être insurmontable dans la majorité de nos pays.

Le colonisateur qui a introduit la poste chez nous, l'avait fait pour servir ses propres intérêts à savoir maintenir le contact entre les colonies et la métropole. Il l'a fait suivant les caractéristiques de la culture occidentale qui est une civilisation de l'écriture.

Avant l'arrivée des «Blancs», nos populations pouvaient elles aussi communiquer entre elles de diverses manières dont la plus connue est le tam-tam parlant que le professeur Niangoran Bouah de l'Université nationale d'Abidjan a surnommé la «drumologie», car le tam-tam parlant est une véritable science à laquelle il faut être initié tout comme l'alphabet morse.

Faut-il dès lors rappeler que l'une des caractéristiques principales de la culture africaine est l'oralité et qu'il fallait que nos responsables, après les indépendances, encouragent la promotion de cette richesse culturelle africaine?

Faute de n'y avoir pas pensé, les courants d'échanges épistolaires, fussent-ils oraux, ne se sont pas développés entre nos villages et nos villes au grand dam de la poste africaine.

C'est pourquoi le thème choisi pour le Débat général au Congrès de Washington «Stratégies commerciales et opérationnelles aux besoins de la clientèle» nous permettra de demander à la communauté postale internationale de nous aider à créer et promouvoir un nouveau produit, à savoir: la lettre parlée.

L'avènement de la lettre parlée créera, nous en sommes sûrs, un courant d'échange de communication entre nos villes et nos campagnes. Une prospection à faible échelle l'a prouvé.

Contribution présentée par l'Union panafricaine des postes (UPAP) au Débat général

Utilisation du réseau télématique SITA par les Pays-membres de l'UPU

Le rapport concernant ce projet initié par l'UPAP a été communiqué à la plupart des Pays-membres de l'UPU pour observations et suggestions.

L'UPAP, vu l'ampleur du programme et les multiples implications tant techniques que financières que pourrait engendrer ce projet, a fait appel à l'OUA et à l'UPU pour l'aider.

Et c'est parce que nous sommes conscients qu'à l'heure de la nouvelle mais silencieuse révolution industrielle que nous vivons, celle qui se déroule sous nos yeux par le biais de la télématique, etc.

C'est parce que nous sommes anxieux de voir la poste risquer de manquer une fois de plus le train de l'histoire que nous avons opté pour cette solution qui nous semblait la plus appropriée et la moins onéreuse qui consiste à utiliser le réseau SITA.

Convaincre toutes les Administrations de l'utilité du projet pour nos services

Il est donc impératif de lever toutes les appréhensions d'ordre psycho-sociologique qui, à n'en pas douter, sont les principaux obstacles à l'introduction de l'informatique ou de la télématique à la poste.

Il faut vaincre ou atténuer les résistances et convaincre de la pertinence de l'outil.

On a toujours «peur» de ce qu'on ne connaît pas. Et nos «anciens», qui sont encore aux commandes dans certaines Administrations, redoutent le changement qui, d'après eux, rendrait inutile leur savoir-faire et saperait ainsi leur autorité.

Pour la «vieille garde», c'était l'annotation des registres aussi compliqués les uns que les autres (les sommiers 1101-1102, le registre 1105, le PV 532, la formule 915, les comptes arrivants et les comptes partants, les lettres 158 de compensation, etc.).

Pour les jeunes, c'est l'ordinateur qu'ils manipulent aisément, cette merveille du siècle est de leur temps. Ne nous sentons donc pas frustrés et accordons à nos «jeunes loups» la chance de promouvoir nos services et nos méthodes de travail.

Les services que nous attendons de ce réseau

Il ne faut pas perdre de vue que nous entrons dans une ère où la poste ne doit plus attendre qu'on vienne du dehors lui proposer des solutions à ses problèmes.

Si aujourd'hui toutes les Administrations conçoivent ensemble, sous l'égide de l'UPU, les programmes dont nous avons besoin et qu'ensemble elles se greffent sur le réseau SITA, nous ferons un bond en avant inimaginable.

Hormis la garantie d'une liaison fiable permanente entre toutes les Administrations membres de l'UPU et entre celles-ci et les compagnies aériennes (les douanes aussi), les ordinateurs nous fourniront les programmes suivants qui ne sont pas limitatifs:

- toutes les statistiques de nos Administrations (EMS, colis postaux, chèques postaux, mandats, sacs vides, etc.);
- règlement des comptes internationaux;

- enregistrement informatisé des envois recommandés et colis postaux du service international;
- renseignements sur les horaires d'avion;
- transmission de données du bordereau AV 7;
- renseignements concernant les colloques, réunions, séminaires, conférences, etc. (lieu, date, décisions, résolutions, etc.);
- tous les Actes de l'UPU et les Unions restreintes;
- renseignements sur les établissements de formation (multinationaux ou nationaux avec programmes de cours, durée, etc.);
- liste des hauts fonctionnaires UPU, Administrations membres, Unions restreintes.

Pourquoi avoir choisi la SITA?

Certains de nos collègues se posent cette question mais notre souci à l'UPAP est de nous attacher les services d'une institution:

- a) qui a déjà fait ses preuves dans le monde (toutes les compagnies aériennes y compris africaines utilisent le réseau SITA qui existe depuis quarante ans);
- b) qui nous dispense des investissements nouveaux (le réseau existe déjà et couvre le globe);
- c) qui utilise les normes agréées par les Nations Unies (EDIFACT);
- d) qui dessert en même temps nos partenaires privilégiés (les compagnies aériennes et les aéroports du monde entier);
- e) qui offre une grande facilité de raccordement et la formation de nos agents;
- f) qui dispose d'ordinateurs à grande capacité (donc peut recevoir tous nos programmes);
- g) dont le réseau télématique évolue de pair avec les progrès techniques effectués dans ce domaine;
- h) qui a la charge de la maintenance des équipements;
- i) qui, enfin, nous propose des prix de vente des services raisonnables.

Notre démarche n'a été guidée que par ces considérations.

La mise en œuvre de ce projet et sa réalisation rapprocheront davantage toutes les Administrations du monde.

L'UPAP réitère ici son appel de mai 1987 au Conseil exécutif pour que l'UPU prenne désormais en main ce projet.

Nous invitons tous les Pays-membres à suivre avec intérêt la démonstration à laquelle procédera la SITA à Washington avec la France, la Suisse, l'Allemagne, Rép. féd. d', et l'Ethiopie. Ces Administrations seront branchées sur le réseau SITA à cette occasion.

Union panafricaine des postes (UPAP)

L'EMS et la concurrence

Lorsque les Administrations membres avaient pris la décision d'expérimenter ce nouveau produit, l'EMS, les détracteurs habituels de la poste et surtout nos concurrents ont essayé de minimiser ou de dénigrer ce service auprès de notre clientèle:

- «Améliorer d'abord le courrier ordinaire»
- «Depuis quand la poste peut innover?»
- «Vœux pieux»
- «Laissons faire»
- «Laissons rire»

Aujourd'hui, les rieurs ne rient plus, mieux: certains abandonnent le terrain...

L'histoire de la poste est bien à la mesure des efforts que nous demandons aujourd'hui à l'UPU, mais aussi du succès qui nous attend chaque fois que nous puisons en nous-mêmes force vitale et énergie créatrice pour vaincre les obstacles du moment, interpellant l'essentiel, interrogeant notre positivité, pour échapper au péril de l'histoire et retrouver notre place, la meilleure dans ce secteur de la communication.

Le chemin que nous devons parcourir encore est long et pénible, car tout n'est pas encore gagné. Plusieurs Administrations africaines n'ont pas encore créé l'EMS.

L'UPAP, avec l'aide de la Corée du Sud, assiste actuellement les «retardataires» à emboîter le pas aux autres.

L'UPU de son côté fait le maximum pour nous aider.

Mais comme nous l'avons souligné au CE l'année dernière, le Bureau international doit consacrer une bonne partie de son budget de coopération à cette fin – jusqu'à ce que tous les pays africains exploitent ce nouveau produit.

Actuellement certaines Administrations s'abritent derrière le fait qu'elles n'ont pas encore introduit ce service pour ne pas distribuer le courrier EMS reçu des autres Administrations.

Sans une solidarité sans faille, nous courons droit à l'échec.

Ceci est aussi valable pour les pays avancés qui doivent nous aider à améliorer nos services pour qu'à l'autre bout du chaînon nous soyons aptes à travailler comme eux.

Lorsque les Administrations ayant mis en service l'EMS seront rattachées au réseau SITA, la qualité du service s'améliorera davantage, puisque le contact entre Administrations et compagnies aériennes sera permanent.

Notre drame serait de vouloir «s'en tirer tout seul». Aucune Administration ne pourrait s'en tirer toute seule sans le concours de l'autre. La solidarité doit donc jouer à fond.

C'est pourquoi le dernier Conseil d'administration de l'UPAP a expressément demandé au Secrétariat général de programmer une Conférence qui sera entièrement consacrée à l'EMS. Toutes les Administrations postales africaines y seront conviées. Cette rencontre aura lieu en juin/juillet 1990. Le lieu n'est pas encore déterminé.

Nous compterons une fois de plus sur l'aide des pays amis pour l'organisation de cette conférence.

Enfin, il faut pouvoir contrôler la qualité de ce service pour redresser rapidement les lacunes éventuelles.

Contribution by PAPU

A new product for Africa

The various development strategies drawn up have disregarded a fundamental aspect of the realities of Africa: they have to date been focussed on the towns, neglecting the overwhelming majority of the population: living in the villages from time immemorial in the depths of the continent.

Therefore a new development strategy should be adopted which will ensure that advancement and information would penetrate the villages by utilizing adequate means and instruments to facilitate its acceptance by the people: in short, a means which will favour *orality* (verbal communication).

In Africa, the illiteracy rate is on the whole between 10 and 20 percent. But as Chief Anthony Enahoro indicated, "Africa is the continent which has lost its own values through education".

So after abandoning the method of communication and handing down of our culture, we have settled down in a kind of apathy.

This renunciation and its effects explain partly if not totally, this lack of flow of exchange of ideas which should develop the postal traffic (contrary to what happens in the developed countries) between the different classes of our people.

As it is often said, the Post has widely contributed to the reinforcement of cultural and social ties among peoples particularly in the West. This is also true in the economic sector.

But our African populations have participated very little in these fruitful exchanges of correspondences which have been at the roots of this development, because they were not educated.

Today again, we African postmen are complaining about the low traffic existing between our towns and our villages and the perpetual reason given to justify this fact against nature is that our people are unable to *write*. But we have never thought about how to overcome this difficulty which continues to be insurmountable in most of our countries.

The colonizer who introduced the Post in our countries, did it to satisfy his own interests, namely: to maintain the contact between the colonies and the mother country. He did it in compliance with the characteristics of the western culture which is a civilization of *writing*.

Before the "whites" came, our people could also communicate among themselves in various ways and the most common one was by the talking drum which Professor Niangoran Bouah, of the National University of Abidjan has termed "Drumology", because the talking drum is a real science to which one should be initiated just as the Morse alphabet.

Should it immediately be mentioned that one of the main characteristics of the African culture is *Orality*? And that our authorities after independence should have encouraged the development of this African cultural value!

Because we did not think about it, the flow of the exchange of letters even if they were oral, was not developed between our villages and our towns and this, to the detriment of the African Post.

This is why the theme chosen for the General Debate at the Washington Congress "Commercial and operational strategies to the needs of the customer", enables us to ask the International Postal Community to help us set up and develop a new product, namely: *The spoken letter*.

The advent of the spoken letter will bring about, we are sure, a flow of communication exchange between our towns and our villages. A survey carried out on a small scale has proved it.

EMS and the competition

When the Member Administrations took the decision to experiment this new product, the EMS, the usual detractors of the Post and especially our competitors tried to minimize or run down this service to our customers:

- "Improve first of all the ordinary mail";
- "Since when has the Post been 'innovative'";
- "Wishful thinking";
- "Let them do it";
- "Let us have a good laugh".

Today, those who were laughing are no longer laughing; better still, some are abandoning the field ...

The history of the Post measures up to the efforts we are demanding from the UPU today, but also to the success which awaits us every time that we ourselves put in the vital force and the creative energy to overcome the obstacles of the moment, challenging the essential, questioning our positiveness to elude the peril of history and regain our own place, which is the best in the Communications Sector.

The distance we have to cover is still long and difficult, because all has not been won. Several African administrations have not yet introduced EMS.

PAPU with the assistance of South Korea is presently helping "the late comers" to catch up with the others. The UPU on its part is doing its utmost to help us.

But as we mentioned at the EC last year, the International Bureau should devote a good share of its cooperation budget to this end – until all the African countries operate this new product.

Presently, some administrations give the excuse that they have not yet introduced this service so that they do not have to deliver EMS mail received from other administrations.

Without an unfailing solidarity, we shall be courting failure.

This also applies to the developed countries which should help us to improve our services so that at the other end of the chain we would be able to work like them.

When the administrations which have introduced the EMS service will be connected to the SITA network, the quality of the service will improve the more, since the contact between the administrations and the airlines will be permanent.

Our tragedy will be to want "to manage it all alone". No administration can manage it all alone without the assistance of the other. Solidarity should therefore be displayed thoroughly.

This is why the last PAPU Administrative Council expressly requested the General Secretariat to organize a conference which will solely be devoted to EMS.

All the African postal administrations would be invited. This meeting will be held in June/July 1990. The venue is yet to be fixed.

We are counting once more on the assistance of our friendly countries for the organization of this conference.

Finally, we must be able to control the quality of this service in order to be able to correct rapidly the possible shortcomings.

Utilization of the SITA telecomputing network by the UPU member countries

The report on this project initiated by PAPU was sent to most of the UPU member countries for comments and suggestions.

PAPU, considering the magnitude and manifold implications both technical and financial which this project could entail, contacted the OAU and the UPU for assistance.

We have chosen this solution of utilizing the SITA network which to us seems to be the most appropriate and less expensive because we are aware that it is the age of new but silent industrial revolution, one which is taking place before us through telecomputing, and we do not want the Post to miss once more the historic train which would enable it to develop its services.

To convince all the administrations about the usefulness of the project to our services.

It is therefore imperative to clear all misgivings of psychosociological nature which undoubtedly are the main obstacles to the introduction of the computer science or the telecomputing system into the Post.

We need to overcome or reduce the resistance and be convinced about the importance of the tool.

We are always "afraid" of what we do not know; and our "seniors" who are still in command of certain administrations fear the change which, according to them, would make their know-how obsolete and will thus undermine their authority.

For the "old gards", it was the filling of various registers, each one being complicated and so different from the other (Registers 1101-1102, Register 1105, Minutes book 532, Form 915, incoming and out-going accounts, compensation letters 158, etc).

For the young ones, they freely manipulate the computer. This wonder of the century is of their time. We should therefore not feel frustrated and give to our "young wolves" the chance to develop our services and working methods.

Services expected from this network

We should not forget that we are entering an era where the Post should no longer wait for outsiders to come and propose solutions to its problems.

If today all the administrations draw up together, under the auspices of the UPU, programmes which we need and together they are connected to the SITA network, we would have made an unthinkable leap forward.

Apart from the assurance of a permanent reliable link among the member administrations of the UPU and between them and the airlines (Customs included), the computers would give us the following programmes which are not exhaustive:

- all the statistics of our administrations (EMS, parcel post, postal cheques, money orders, empty bags, etc);
- settlement of international accounts;
- computerized recording of registered items and postal parcels of the international service;
- information on flight schedules;

- forwarding data on AV 7 forms;
- information on seminars, meetings, colloquia, conferences, etc (venue, date, decisions, resolutions, etc);
- all Acts of the UPU and the Restricted Unions;
- information on the training institutions (multinational or national with course programmes, duration ...);
- list of high officials – UPU, member administrations, Restricted Unions.

Why choose SITA?

Some of our colleagues have been asking themselves this question – but our concern at PAPU is to attach ourselves to the services of an Institution:

- a which has already proved its merits worldwide (all the airlines, including the African ones, use the SITA network which has been in existence for the past forty years);
- b which does not require us to make new investments (the network already exists and covers the globe);
- c which utilizes the standards accepted by the United Nations (EDIFACT);
- d which at the same time serves our number one partners (the airlines and the airports throughout the world);
- e which offers a wider facility of connection and training for our staff;
- f which has computers with large capacity (so all our programmes can be received);
- g whose telecomputing network is abreast of the technical advancement made in this field;
- h which caters for the maintenance of the equipment;
- i which finally is offering reasonable selling prices for the services.

We are only motivated by these considerations.

The implementation of this project and its realization will bring the administrations world-wide closer.

PAPU is hereby reiterating its appeal made in May 1987 to the Executive Council so that the UPU henceforth takes up this project.

We are urging all member countries to follow with interest the demonstration which SITA will be making in Washington with France, Switzerland, Federal Republic of Germany and Ethiopia. These administrations will be connected to the network on this occasion.

Contribución de Bolivia en relación con el tema n° 3

Las grandes dificultades que confrontan los Correos de nuestra Unión, y que han sido mencionadas por el conferenciante, son comunes, especialmente en los países en vías de desarrollo. Como solución a estos graves problemas se analizaron en detalle los cambios de estructuras y los sistemas de gestión en los niveles nacional e internacional, mostrando así la organización ideal tan necesaria en estos momentos.

Si bien es normal que cada Administración debe enfrentarse a la adopción de sus propias decisiones y acciones urgentes e inmediatas para lograr una adecuada reorganización de sus sistemas de gestión postal, consideramos que tiene especial importancia el hecho de que este Congreso adopte determinaciones muy precisas sobre las acciones a emprenderse a este respecto. Estamos seguros de que la UPU se enfrenta a un reto histórico que la coloca en la urgencia de orientar y cooperar con las Administraciones de los países en vías de desarrollo para lograr estos objetivos al más breve plazo, en el marco de proyectos regionales financiados por el PNUD, si no fuera posible hacerlo con ayuda del Fondo Especial debido a la insuficiencia de sus recursos.

Washington, 16 de noviembre de 1989

Contribution by Liberia

Mr. Chairman, Ladies, and Gentlemen,

The three topics being debated:

Knowledge of the market; commercial and operational strategies; and management structures and systems at national and international levels, seem to be quite interwoven. The achievement of one affects the other.

The various presentations here today seem quite representative of the post as an autonomous entity. But in cases where the post is tied in with governmental administrative systems, it is much more difficult and time consuming to achieve immediate structural reforms to enhance more effective customer oriented activities.

This means that all postal entities will have to strive for autonomy so as to eliminate the bureaucratic hoddles which mitigate the undertakings of sound consumer oriented activities. Also there is a need for a great deal of information sharing among postal administrations, so as to enhance the capability of lesser developed postal authorities to cope with changing reform demands and the interdependence which is sine qua non for effective global postal operation.

Another lesson which needs to be learnt is that in situations where national postal authorities are unable to provide certain services, cooperation definitely does not hurt. It is therefore essential that in the light of competition, cooperation must also be explored.

In spite of the fact that the Postal Administration in Liberia is a governmental entity, we have undertaken several actions to meet the demands of the customer and accentuate his primacy:

- Accelerated training of postal workers who come into contact with customers.
- Improved standards for service delivery.
- Increased public relations and advertisement of services linked to specific customer demands.
- Information exchange and acquisition from more advanced postal administrations.

Finally, Mr. Chairman, there is definitely a need for the establishment of a postal data bank in the International Bureau to enhance international market research.

I thank you.

Contribution by Swaziland

5 MANAGEMENT STRUCTURES AND SYSTEMS AT NATIONAL AND INTERNATIONAL LEVELS

5.1 In order for the Post to survive it is important that management structures and systems be changed to suit the changing environment in which the postal business operates today.

5.2 It is not enough to cling to outdated management philosophies which totally disregard the present day needs of our customers. Postal administrators must ensure that their internal legislations are liberalized and in keeping with present day business trends:

- Postage rates must as far as possible be harmonized and reflect the true costs of the services we provide.
- The weight limitations of postal items should be reviewed and rationalized to accommodate present day business and commercial practices.
- Postal monopolies in the legislation should be done away with and competition for the services encouraged.
- Postal administrations should as far as possible be autonomous in nature to enable the managers to take quick business decisions without undue interference from central governments.
- Revenues derived from postal operations should be retained by the administrations for the improvement of the services they provide and introduction of new ones.
- Efforts should be made to make the various sections of the postal businesses profit centers in order to properly assess their viability or otherwise.
- Management training at higher level should be intensified and management seminars should be increased.
- Regional offices of the Universal Postal Union should be established in order to look after member countries' regional problems.
- Regional offices should ensure that consultants' reports made on regional basis are implemented by the countries of the region concerned and regular progress reports made to the annual meetings of the Executive Council and Consultative Council for Postal Studies.

Contribution présentée par la Délégation togolaise, M. Dablaka A.P.

La gestion économique et commerciale de la poste

Elle suppose l'abandon du système d'administration de type traditionnel, car la gestion économique et commerciale de la poste ne peut s'opérer dans une structure lourde, rébarbative et centralisée:

- où les centres de décisions étant trop éloignés de la périphérie où elles doivent s'appliquer génèrent des circuits excessivement longs et des décisions tardives et inadaptées;
- où le patrimoine de la poste est inexistant parce qu'il est non défini et confondu avec le patrimoine de l'Administration et de l'Etat;
- où l'absence de règles codifiant les relations de l'Etat et de la poste est une source de confusion grave.

Dès lors la gestion économique et commerciale passe par:

- une structure de gestion souple et non bureaucratique;
- des systèmes de gestion identiques à ceux de l'entreprise privée mais sans pour autant abandonner la mission de service public.

L'autonomie de gestion est une condition de développement du service postal, même si elle n'est pas la seule condition. Quels que soient l'ampleur et le volume de l'assistance technique internationale bilatérale et multilatérale et quels que soient les résultats d'exploitation, si cette assistance et ces résultats vont se fondre dans la masse nationale sans pouvoir profiter directement au redressement postal, on n'aura pas démarré.

En fonction de ce qui précède, l'un des objectifs de l'UPU doit être, de concert avec les Administrations qui en expriment le désir:

- l'étude et la mise en place des formes de gestion souple et autonome du service postal;
- l'application à la poste des règles de gestion économique et commerciale;
- le renforcement de l'autonomie de gestion existante, de même que celui des règles de management et de marketing, peut aussi être nécessaire pour les services postaux qui ont déjà une certaine avance dans le domaine de la gestion commerciale et économique, que l'expérience soit pour eux positive ou non.

Cela peut ressembler à toucher à la dimension politique du problème postal, mais c'est la condition technique de sa restructuration et de son développement.

Chaque étape vers les objectifs ci-dessus définis doit absolument être précédée par un diagnostic complet et profond et si l'analyse fonctionnelle liée à un tel diagnostic doit faire appel à toutes les réalités locales et internationales existantes, elle doit s'attarder sur le cas traité, car chaque cas est différent d'un autre.

Huitième séance du Congrès

Lundi 20 novembre 1989

Présidence de M. EDWARD E. HORGAN, Jr., Président

La séance est ouverte à 15 h 10.

Communications

Le PRÉSIDENT rappelle qu'au titre du programme des activités philatéliques organisées à l'occasion du Congrès s'est déroulée, aujourd'hui, la Journée de l'UPU dont l'activité marquante a été le lancement de l'aérogramme en l'honneur de Montgomery Blair.

Déclarations

Le CAMEROUN: C'est pour moi un réel plaisir de prendre la parole devant cette assemblée.

Avant de poursuivre mon propos et avec votre aimable indulgence, je voudrais transmettre le salut du peuple camerounais et de son Chef, le Président Paul Biya, à vous et au peuple américain.

J'aimerais, Monsieur le Président, me joindre à tous ceux qui m'ont précédé pour vous adresser à vous-même, ainsi qu'à tous les Vice-Présidents qui vous assistent, nos vives félicitations. A ces félicitations, je voudrais associer le témoignage de reconnaissance de ma délégation pour les multiples manifestations de la légendaire hospitalité de votre grand peuple. Enfin, je tiens à assurer à notre assemblée que la délégation du Cameroun ne ménagera aucun effort pour contribuer au succès du Congrès de Washington, tout en vous priant d'accepter nos remerciements pour la confiance qui nous est faite en nous désignant comme l'un des Vice-Présidents de l'importante Commission 4.

L'une des options fondamentales de la politique du Cameroun, sous la sage et clairvoyante direction de S.E. Paul Biya, est la conduite d'une diplomatie de plaisance et de participation active au renforcement de la coopération internationale. C'est sans doute la reconnaissance de cette disponibilité et de cet engagement par la communauté internationale qui a valu au Cameroun de nombreuses marques de confiance. Je me félicite de signaler à notre assemblée que, depuis Hamburg, mon pays est membre du Conseil exécutif, instance pour laquelle nous sollicitons le renouvellement de notre mandat et de votre confiance.

Depuis mai 1988, le Cameroun assure les fonctions de Président de la Conférence des plénipotentiaires de l'Union panafricaine des postes (UPAP).

Le Congrès de Washington nous donne sans doute l'occasion de faire le bilan de la mise en œuvre de la Déclaration de Hamburg. Comme l'a révélé le Débat général, c'est vers l'avenir qu'il faut porter notre attention et nos efforts. Le Programme général d'action de Washington doit nous aider à faire face aux deux défis auxquels nous sommes confrontés, à savoir:

- faire de chaque Administration postale une entreprise performante dont la seule motivation est la satisfaction de sa clientèle;
- renforcer le réseau mondial dont les ressorts seront une même qualité de service dans tout le réseau universel et la solidarité entre les différents maillons.

Cette solidarité doit prendre la forme d'un accroissement de l'assistance des pays développés au profit de nos pays. C'est ici le lieu de souligner l'importance que nos pays accordent aux décisions relatives, d'une part, aux frais terminaux et, d'autre part, à la coopération technique. L'allocation des ressources à ces deux domaines doit être considérée pour ce qu'elle est: un investissement pour fortifier le réseau mondial. Mon pays, en tout cas, est déterminé à apporter ses pierres à la consolidation de l'édifice.

A l'instar des Administrations sœurs, l'Administration postale du Cameroun a engagé un vaste programme de réformes et de modernisation. Le 1er juillet 1988, nous avons inauguré le budget annexe qui nous permet d'affecter la totalité de nos recettes au fonctionnement et à l'équipement de notre réseau.

Depuis un an, nous mettons en œuvre une politique de modernisation à trois volets:

- modernisation dite industrielle visant l'introduction de services nouveaux, la construction, la rénovation et l'équipement de nos établissements postaux;
- modernisation de la gestion impliquant une revision de notre organisation et de nos procédures, notamment celles relatives à l'exploitation postale;
- enfin, une modernisation des comportements basée sur la formation, modernisation sans laquelle les deux premières seraient vaines.

Nous avons donc repris confiance dans l'avenir de notre entreprise.

Je m'en voudrais, en ma qualité de Président en exercice de l'UPAP, de terminer mon propos sans rendre un hommage mérité au Directeur général du Bureau international et à tous ses collaborateurs. Il me plaît également de relever, pour les remercier, tous les pays amis pour leur assistance à la poste africaine. Je voudrais citer les pays suivants: les Etats-Unis d'Amérique, la France, la Grande-Bretagne, le Canada, la République fédérale d'Allemagne, le Japon, la Belgique, la Suisse, le Brésil et enfin la République de Corée.

Je souhaite plein succès à nos travaux et remercie tous les délégués de leur aimable attention.

(Applaudissements.)

Le LIBÉRIA: C'est pour nous un grand honneur, et en fait nous sommes flattés, que le Libéria ait l'occasion de prendre la parole à ce XXe Congrès postal universel. Permettez-moi de commencer en vous disant la joie d'adresser au Gouvernement et à l'entreprenante population des Etats-Unis d'Amérique ainsi qu'à vous, collègues éminents des Administrations postales du monde entier, les salutations chaleureuses et fraternelles de mon Président, Son Excellence Dr Samuel Kanyon Doe, ainsi que du vaillant peuple de la République du Libéria.

En nous réunissant à Washington, capitale de ce pays, nous caressons le ferme espoir qu'il régnera pendant ce Congrès une atmosphère d'échange réciproque, démocratique, caractérisée par une participation efficace de tous. Comme vous le savez, l'Amérique est le pays de Thomas Jefferson et George Washington, inflexiblement en quête de démocratie, et c'est pourquoi ce que nous dirons et ferons au cours de ce Congrès doit en être le reflet.

Pour la délégation de la République du Libéria et pour les autres délégations, la parfaite hospitalité qui nous a été accordée n'est pas une surprise car, depuis notre arrivée sur le sol américain et dans cette capitale mondiale, historique et magnifique de Washington, les dispositions prises ainsi que les moyens et facilités mis à notre disposition ont été tout simplement remarquables. Il y a lieu de faire observer qu'il y a près d'un siècle, Washington et l'Administration postale des Etats-Unis d'Amérique étaient les hôtes du Congrès de l'UPU de 1897, à une époque où cette vénérable Union en était encore à son stade embryonnaire. Depuis lors, le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique n'a cessé de soutenir et d'appliquer les idéaux de l'Union et aussi de promouvoir avec énergie les programmes visant à atteindre ces objectifs. Cela est vraiment représentatif de la nature du rôle des Etats-Unis dans le bon accord entre les Nations, rôle qui a une incidence dans de nombreux domaines de nos relations et entreprises internationales aujourd'hui. La délégation du Libéria tient à rendre hommage aux Etats-Unis d'Amérique, et en particulier à son Administration postale, pour les très remarquables dispositions et moyens mis en œuvre pour cet important Congrès.

Ma délégation et moi-même tenons à adresser nos chaleureuses félicitations et nos vœux les plus sincères à M. Edward Horgan, Jr., et à ses Vice-Présidents, ainsi qu'aux Présidents et Vice-Présidents des Commissions, pour leur élection en ce XXe Congrès. Nous sommes certains que la riche expérience de M. Horgan au sein de l'Administration postale des Etats-Unis d'Amérique, s'ajoutant aux quarante ans de travail postal acharné de M. Murthy, Doyen du XXe Congrès, sera le garant d'un Congrès bien conduit et marqué par une réussite sans précédent, qui permettra à l'UPU de progresser hardiment vers le XXIe siècle.

Il y a environ cinq ans mon Gouvernement a participé activement au XIXe Congrès de l'UPU à Hamburg, en République fédérale d'Allemagne. Aujourd'hui, nous considérons avec fierté et grand respect les efforts méticuleux déployés par le Secrétariat pour appliquer comme il convient les décisions et résolutions du Congrès de Hamburg, tâche à laquelle nous nous étions à l'époque unanimement consacrés. Je tiens à exprimer nos remerciements au Secrétariat et à lui dire combien nous avons apprécié l'assistance technique qu'il a accordée à notre pays en organisant la formation de notre personnel et en envoyant des consultants pour nous aider dans la conduite des études visant à améliorer le service postal. Eu égard aux succès obtenus dans l'application des programmes et résolutions adoptés lors de ce Congrès, je tiens à dire à M. A.C. Botto de Barros, Directeur général du Bureau international, dont les capacités en tant que gestionnaire efficace sont sans égal, à ses collaborateurs compétents et à tous ceux qui ont dirigé les affaires de l'Union jusqu'à ce XXe Congrès, que mon

Gouvernement apprécie à sa juste valeur le travail réalisé. Ma délégation espère sincèrement que cette organisation demeurera ce qu'elle a toujours été, à savoir une oasis de sérénité pour traiter des problèmes postaux et non pas un forum favorisant des politiques et autres programmes mondiaux égoïstes.

Chacun d'entre nous ici réunis aujourd'hui est pleinement conscient du nombre sans cesse croissant des problèmes et défis auxquels notre Union est confrontée, en particulier à l'heure actuelle où la poste est reconnue comme le moyen de communication le plus économique du globe. Les progrès technologiques enregistrés dans le domaine des télécommunications et de l'électronique pourraient compromettre tout essor de notre réseau postal universel si nous ne savons nous transformer radicalement pour systématiser le développement technologique dans nos divers services nationaux. Mon Gouvernement reconnaît que les progrès techniques sont chose excellente pour améliorer nos conditions de vie, mais il estime que la technologie ne peut pas et ne doit pas remplacer le rôle traditionnel de la poste. Le développement et l'amélioration du service postal doivent aller de pair avec l'évolution technologique. Autrement dit, le réseau postal doit être à l'avant-garde des efforts visant à adapter la technologie, de façon à améliorer ses processus et ses rouages.

C'est parce que, lors de la réunion de Hamburg en 1984, nous étions conscients du fait que l'environnement de la poste ne cessait de changer, qu'un certain nombre de résolutions ont été adoptées, entre autres celles appelant au développement et à l'amélioration des services postaux dans le monde afin de renforcer sa capacité à faire face aux défis toujours croissants du XXI^e siècle. Depuis Hamburg, le monde, et plus particulièrement les pays en développement, sont en proie à une détérioration de l'économie de base et à un fléchissement général des revenus nationaux, alors que les déficits budgétaires n'ont, eux, cessé de s'aggraver. Cet état de choses a déclenché une réaction en chaîne, celle du manque de fonds nécessaires à l'exécution de nombreux programmes intéressant les services publics et, par conséquent, une diminution des investissements dans ce secteur.

Malgré ces réalités décourageantes, le Gouvernement du Libéria, sous la conduite résolue et dynamique de Son Excellence Dr Samuel Kanyon Doe, a placé le développement et l'amélioration de notre réseau postal national comme une des priorités de ses programmes de développement national.

Eu égard à l'importance qu'il attache aux programmes postaux du Libéria et conformément aux recommandations de l'UPU, mon Gouvernement, décidé à ce que les services postaux répondent davantage aux besoins de nos habitants – dont 75 % vivent en milieu rural – a mis en œuvre de nouvelles mesures et entrepris de nouvelles activités.

En 1988, il a lancé un projet quadriennal de développement postal (1988–1991) visant à améliorer et à étendre les services postaux, en mettant particulièrement l'accent sur le renforcement de l'infrastructure et des prestations postales dans les zones rurales de notre pays.

Dernièrement, le Parlement du Libéria a abrogé le chapitre V de la loi postale et l'a remplacé par un nouveau qui prévoit la création du service des mandats de poste en régime intérieur, du service EMS et du service INTELPOST.

Nous avons modifié nos tarifs postaux, nationaux et internationaux, en conformité des normes fixées par l'UPU. Il ressort d'une étude organisée sous l'égide de l'UPU que nos taxes postales, tant en régime intérieur qu'en régime international, étaient bien inférieures à la moyenne des normes internationales de l'UPU qui ont été acceptées.

Notre Administration postale a adopté un nouveau code d'acheminement postal qui a eu pour effet d'accélérer le tri du courrier, même si celui-ci continue de s'effectuer manuellement. A ce propos, nous tenons à adresser nos remerciements au Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne pour l'aide qu'il nous a apportée dans la mise au point de ce nouveau code.

Je tiens à saisir cette occasion pour lancer un appel à tous les pays développés membres de l'Union postale universelle. Il ne suffit pas qu'ils soient satisfaits du niveau et de l'étendue de leur propre développement postal, car il y a une urgente nécessité d'intensifier la coopération internationale afin d'améliorer les services et les moyens postaux des pays en développement. Nous sommes pleinement conscients du fait que les pays développés connaissent eux-mêmes des contraintes financières internes, mais avec une planification et une concertation des efforts et aussi en faisant preuve d'imagination, tous les pays en tireraient d'immenses avantages de nombreuses autres façons. C'est pourquoi nous prions toutes les nations, développées ou en développement, d'étudier en détail chaque élément de la coopération internationale afin que la poste puisse constamment demeurer un remarquable moyen de communication pacifique.

Le rôle historique de la République du Libéria en tant que défenseur de la cause du développement de l'homme dans le monde – en particulier de ceux de la diaspora africaine – demeure aussi important. Depuis 1847 et notre entrée dans le concert des nations, le Libéria est un bastion d'espoir dans le développement positif de l'homme et un champion de la liberté et du progrès. Les pays présents ici aujourd'hui qui se trouvaient à San Francisco en 1945 se rappellent que le Libéria est un des membres fondateurs de l'Organisation des Nations Unies. Le rôle que nous avons également joué dans la création de l'Organisation de l'Unité africaine en 1963 est toujours dans les esprits. C'est en fonction de cela que nous avons commencé en 1979 notre association avec l'UPU. Depuis lors, nous avons assidûment participé et œuvré à la croissance et au développement de cette organisation. C'est pourquoi nous sommes ici aujourd'hui dans la capitale de ce pays pour réaffirmer notre détermination à instaurer la paix et la collaboration internationale, seul moyen d'action réciproque entre les pays du monde.

Permettez-moi de saisir cette occasion pour déclarer que le Gouvernement du Libéria est résolu à poursuivre son rôle historique dans les affaires mondiales. C'est pourquoi je déclare que mon Gouvernement a l'intention de poser sa candidature au Conseil exécutif de l'UPU. Nous invitons instamment tous nos amis, nos frères et partenaires traditionnels dans la coopération postale internationale, de nous apporter leur appui et leur concours.

En conclusion, ma délégation espère que nous continuerons tous, pendant toute la durée des débats de ce Congrès, à œuvrer ensemble en faveur des idéaux de cette Union et des objectifs qu'elle s'est fixés. Nous escomptons qu'à l'issue de ce Congrès nous serons parvenus aux résultats suivants:

- meilleure compréhension des problèmes et des réalisations de la poste du tiers monde;
- élaboration d'un plan viable de coopération technique internationale élargie;

- nouvelle répartition des compétences entre le Conseil exécutif et le Congrès afin d'accroître l'efficacité des travaux dans l'intervalle entre deux Congrès; et
- bon échange des informations, afin que les pays en développement tirent parti des innovations apportées dans les pays plus développés.

Pour terminer, je tiens à rendre hommage à l'Honorable William Bolger, ex-Postmaster General des Etats-Unis d'Amérique, qui était non seulement un ami du Libéria mais un pilier de la coopération postale internationale. Nous avons le souvenir très vif de sa visite au Libéria au début de cette décennie. Nous désirons manifester notre sympathie à l'Administration postale des Etats-Unis d'Amérique et adresser à la famille Bolger toutes nos sincères condoléances pour la disparition de notre grand ami.

Je vous souhaite à tous un XXe Congrès couronné de succès.

(Applaudissements.)

Les MALDIVES: Au moment de prendre la parole pour la première fois ici, permettez-moi, Monsieur le Président, au nom de la délégation des Maldives, de vous féliciter très vivement pour votre nomination à la présidence de cette auguste assemblée. Je suis convaincu que, grâce à la richesse de vos connaissances et à votre grande compétence dans le domaine des services postaux, les réunions du Congrès donneront des résultats très fructueux et connaîtront une heureuse conclusion.

Permettez-moi également d'adresser par votre intermédiaire la plus profonde gratitude de notre délégation à l'égard de la très généreuse et chaleureuse hospitalité de l'Administration postale des Etats-Unis et pour les excellentes dispositions prises en vue du bon déroulement de cette importante réunion. Nous sommes tous rassemblés ici dans cette belle ville de Washington, pour étudier et délibérer sur un thème commun, celui d'améliorer les services postaux de cette époque caractérisée par des progrès techniques et une concurrence acharnée des postes parallèles. Nous avons le sentiment que les discussions et les décisions de ce Congrès de Washington contribueront dans une immense mesure à l'adoption de stratégies commerciales et pratiques appropriées par les Administrations postales appartenant aux diverses régions géographiques et se trouvant à des étapes différentes de développement économique.

Permettez-moi aussi d'évoquer rapidement certains faits importants de la poste des Maldives.

L'archipel des Maldives, qui compte plus de 200 îles habitées dispersées sur une vaste étendue, possède un réseau postal de 25 bureaux desservant une population de quelque 200 000 habitants. Nous avons pour objectif d'installer, d'ici à l'an 2000, un bureau de poste dans chaque île habitée. Parallèlement à cet ambitieux objectif, nous devons accorder toute notre attention à la prolifération des services de coursiers et à l'âpre concurrence qu'ils font peser sur nous à l'heure actuelle. Nous, services postaux des Maldives, luttons énergiquement pour rivaliser avec ces services parallèles et nous espérons qu'il s'établira bientôt un juste équilibre dans ce domaine. Dernièrement, notre Administration a lancé un plan visant à étendre notre réseau et à développer nos prestations de façon à répondre aux besoins de la clientèle. Nous envisageons en outre d'instituer de nouveaux services pour nous adapter à des circonstances et à un environnement postal qui ne cessent d'évoluer à un rythme rapide.

Après ce bref exposé sur les services postaux et la politique de notre Administration, permettez-moi de conclure en remerciant vivement l'UPU et le PNUD, ainsi que les Administrations qui nous aident à atteindre nos buts et objectifs. Nous nous réjouissons à la perspective de pouvoir compter sur une coopération accrue et sur un avenir postal prospère.

(Applaudissements.)

MADAGASCAR dépose par écrit la déclaration suivante:

«Au nom de ma délégation, je voudrais vous féliciter, Monsieur le Président, pour votre élection à la présidence de ce XXe Congrès postal universel et vous demander de transmettre au Gouvernement et au peuple américains nos sincères remerciements pour l'accueil qui nous a été réservé. J'aimerais également adresser nos félicitations aux quatre Vice-Présidents pour leur élection et saluer avec fraternité toutes les délégations ici présentes.

Notre présence en ce lieu témoigne de l'importance que notre Gouvernement attache au rôle de l'UPU et de ses organes dans le développement et l'amélioration des services postaux.

Le XIXe Congrès postal universel, en adoptant entre autres décisions la Déclaration de Hamburg qui a fait de l'amélioration de la qualité du service une priorité absolue, a créé au plan national un climat propice à la reconsidération des activités postales sous un angle plus favorable.

En effet, la mise en œuvre de cette Déclaration, qui a mis en exergue les points faibles du réseau postal au niveau de chaque pays, s'est située dans notre pays à une période de crise ayant affecté nos services postaux dans leur ensemble: désaffectation des transporteurs privés pour tout ce qui est transport du courrier pour de multiples raisons (tarifs homologués relativement bas, arrêts fréquents nécessités par la livraison/réception des dépêches postales, etc.), ce qui a désorganisé et retardé énormément l'acheminement du courrier pour les quelque 800 points de contact non desservis par un réseau aérien néanmoins dense (plus de 50 escales) et par chemin de fer.

Aussi, a-t-il fallu tout d'abord obtenir la libéralisation des tarifs de transport, ce qui a permis de réutiliser les services de certains transporteurs privés et de mettre en place un service de bus postaux pour le transport du courrier et des voyageurs, en vue de rentabiliser le système. Mais nos problèmes ne sont pas pour autant résolus, eu égard aux faibles moyens ayant pu être mobilisés.

Il a également été nécessaire de préserver l'intégrité et d'éviter la subtilisation de certains envois ordinaires (paquets, revues), en les traitant comme des envois recommandés dès leur sortie des sacs de dépêche et en les livrant contre signature. Autrement dit, nous avons utilisé depuis plusieurs années un système similaire à la livraison attestée qui fait l'objet d'une proposition à ce Congrès.

Nous sommes convaincus que les décisions qui seront prises au cours de ces assises concernant aussi bien la flexibilité des Actes que l'attribution de fonctions législatives au Conseil exécutif, ou qui résulteront du Débat général sur le thème «Pour mieux servir la clientèle – Stratégies commerciales et opérationnelles de la poste», permettront de renforcer les acquis relatifs à l'amélioration de la qualité du service et à la lutte contre la concurrence. Et si le contrôle de la qualité du service devait devenir une activité permanente de l'Union, cela viendrait très à propos en cette période où la concurrence se fait de

plus en plus agressive. Néanmoins, les résultats risqueraient pour certains pays de rester de simples constats si les moyens nécessaires pour remédier aux points noirs éventuellement relevés leur faisaient défaut.

Aussi, au cas où des crédits ne pourraient être réservés à cet effet dès maintenant, estimons-nous que les propositions soumises à la décision du Congrès, quant au principe devant régir désormais la coopération technique, devraient normalement aboutir à plus d'efficacité et à une répartition plus judicieuse des aides.

Pour terminer, je voudrais dire quelques mots sur les frais terminaux qui nous tiennent tous à cœur, aussi bien pays bénéficiaires que débiteurs.

S'il est dans l'ordre normal des choses que les pays devant bénéficier de ces frais veulent en toucher le plus possible et les pays débiteurs payer le moins possible, nous pensons, néanmoins, que le vrai problème n'est pas là mais qu'il se trouve dans la lutte contre la concurrence, qui risquerait de rendre vaine toute discussion en la matière, en accaparant une large part du trafic aux dépens de nous tous, si les taux retenus n'étaient pas justes et équitables.

Aussi, suis-je convaincu que le Congrès entérinera le consensus obtenu lors de la Table ronde qui s'est tenue à Berne, les bases des calculs étant vraisemblablement plus claires et plus faciles à comprendre que celles avancées lors du précédent Congrès, en attendant de trouver mieux.

En souhaitant pleine réussite aux travaux de ce Congrès, je vous remercie de votre attention.»

Le QATAR: Je voudrais remercier tous les collègues ici présents et vous adresser à vous spécialement, Monsieur le Président, mes vives félicitations pour votre élection à ce poste si important.

En tant que postiers des services internationaux, nous avons quitté nos familles et nos fonctions pour venir échanger ici nos points de vue sur les moyens de développer et de renforcer les services postaux. Etant donné que ce XXe Congrès durera moins longtemps que les précédents, nous devons nous efforcer de réaliser le maximum dans l'intérêt de la poste dans le monde entier.

Le PRÉSIDENT: Je me réjouis d'avoir parmi nous le nouveau Secrétaire général de l'UIT, M. Tarjanne, et je l'invite à prendre place à la tribune en vue de nous présenter sa déclaration.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS: Je suis particulièrement heureux de pouvoir participer aujourd'hui et pour quelques jours au XXe Congrès postal universel où j'ai le plaisir de retrouver de très nombreux visages qui me sont familiers. C'est aussi l'occasion pour moi, après ma récente élection par la Conférence de plénipotentiaires de l'UIT au poste de Secrétaire général de cette organisation, d'adresser un bref message, non plus en qualité de Directeur général des postes et télécommunications de Finlande, mais en cette nouvelle compétence que les pays membres de l'UIT ont bien voulu me confier. Je tiens aussi à assurer à tous mes anciens collègues de la poste que je ne manquerai pas, dans ma nouvelle fonction, de poursuivre et de développer les contacts qui existent par tradition entre l'UPU et l'UIT.

L'histoire de nos deux organisations se confond et les buts fondamentaux qu'elles poursuivent (selon les affirmations solennelles contenues dans leurs actes constitutifs) sont identiques, puisqu'ils visent à développer les communications entre les peuples par un fonctionnement efficace de leurs services respectifs. En définissant ainsi la raison d'être de nos deux organisations, les Etats membres de l'UPU et de l'UIT tiennent à faciliter, par tous les moyens, les relations pacifiques et la coopération pour la sauvegarde de la paix et le développement social et économique de tous les pays.

Nous savons tous que sans communication il n'y a pas de développement possible. Nos deux organisations entretiennent depuis toujours d'excellentes relations qu'on pourrait qualifier de «familiales» à tel point qu'il n'est pas rare, lorsqu'une de nos organisations veut désigner l'autre, qu'elle l'appelle «notre organisation sœur».

Depuis le XIXe Congrès de Hamburg 1984, ces liens se sont encore renforcés par la création, à la fin de cette même année, d'un Comité de contact entre le CCEP de l'UPU et le CCITT de l'UIT, convenu lors de la VIIIe Assemblée plénière du CCITT (Malaga – Torremolinos, 1984).

Ce renforcement répondait d'ailleurs à l'un des éléments de la Déclaration de Hamburg qui relevait la «nécessité de mieux adapter les prestations postales à l'évolution des besoins de la clientèle, compte tenu des possibilités offertes par les nouvelles technologies, notamment en matière de télécommunications». Les besoins des clients, les nouvelles technologies, sont encore des éléments plus vitaux pour le succès des activités postales aujourd'hui que cela n'était le cas il y a cinquante ans.

Il est particulièrement réjouissant de relever que, lors de sa dernière réunion du mois de mai 1989 à Genève, le Comité de contact CCEP/CCITT a identifié dans son programme de travail, pas moins de six questions à l'étude au CCITT auxquelles les Administrations postales souhaitent collaborer activement ainsi que sept autres questions pour lesquelles elles désirent suivre l'évolution. Toutes ces questions viennent s'ajouter aux deux thèmes hérités de la précédente période d'études du CCITT, notamment la création de services nouveaux de transferts de fonds fondés sur les moyens de télécommunication autres que le télégraphe.

En vue d'assurer et d'améliorer la qualité des prestations offertes par les pays membres de nos deux organisations respectives, les Administrations concernées doivent faire face au rythme du progrès technique et des services. Cette nécessité ressort clairement de la Déclaration de Hamburg ainsi que d'une résolution adoptée récemment par la Conférence de plénipotentiaires de l'UIT (Nice, 1989) sur «le rôle de l'UIT dans le développement des télécommunications mondiales».

Si l'on considère les avantages et les possibilités résultant de l'existence, d'une part, du vaste réseau de bureaux de poste et de bureaux d'échange couvrant le monde entier et, d'autre part, du vaste réseau de télécommunication, il n'en demeure pas moins que nos services respectifs doivent faire face à un même défi en continuant à travailler à leur harmonisation, développement et perfectionnement dans le monde entier. Ceci suppose tant pour l'UPU que pour l'UIT d'encourager et de promouvoir au maximum la coopération technique entre tous les pays membres de nos organisations.

Parmi les grands sujets de discussions qui seront soumis au présent Congrès pour décision, celui présenté sous le titre «poste et télématique» intéresse plus particulièrement le secteur des télécommunications.

Il est très réjouissant de constater qu'au vu de l'extension accrue de la télématique dans le monde des affaires qui recourt de plus en plus aux multiples facettes du courrier électronique, ainsi que de l'activité croissante dans ce domaine des partenaires de la poste, notamment de la douane, des transporteurs et des banques, le Conseil exécutif a estimé que l'UPU ne doit pas tarder à prendre des initiatives pour établir des liaisons télématiques avec ses partenaires commerciaux et à profiter, elle aussi, des avantages offerts par cette technique qui associe informatique et télécommunications.

En ce qui concerne plus particulièrement les diverses applications du courrier électronique, le secteur des télécommunications est conscient du rôle important que la poste joue pour la remise physique des messages adressés aux destinataires qui ne disposent pas encore de terminaux télématiques. Cette remise physique n'est possible que grâce à la vaste implantation du réseau mondial de bureaux de poste, qui représente un atout majeur face à la concurrence à laquelle la poste est confrontée. En réalité, quelques Administrations postales ont déjà démontré avec succès qu'elles pouvaient adopter une importante stratégie de pointe en matière de compétition lorsqu'il s'agit de courrier postal électronique et d'autres services hybrides.

Qu'en est-il du futur? Il ne fait pas de doute que les décisions que le présent Congrès sera amené à prendre auront une incidence décisive pour préparer la poste à affronter le XXI^e siècle. En particulier, il est évident que les idées et conclusions du Débat général ont clairement démontré les défis auxquels les services postaux doivent faire face dans le nouvel environnement de compétition.

Un rapide coup d'œil sur le passé montre que la poste a su de tout temps s'adapter aux développements technologiques pour améliorer ses services ainsi que ses prestations. On constate d'ailleurs que cette volonté est toujours présente puisque la poste vise maintenant à recourir davantage aux moyens de télécommunication. Dans cette perspective, il m'est particulièrement agréable d'assurer le Congrès postal universel que l'UIT ne manquera pas d'apporter tout son soutien en fournissant toute l'assistance que l'UPU et ses Pays-membres jugeront nécessaire pour atteindre les objectifs qu'ils se seront fixés.

Pour conclure ce message, je tiens à formuler, au nom de l'UIT, tous mes vœux de succès au XX^e Congrès postal universel et l'assurer que je mettrai personnellement tout en œuvre pour maintenir et renforcer les excellentes relations qui existent déjà entre nos deux organisations grâce aux efforts du passé.

(Applaudissements.)

Le PRÉSIDENT remercie le Secrétaire général de l'UIT pour ses remarques extrêmement intéressantes et considère que les relations entre l'UPU et l'UIT, sous sa direction, seront plus fortes que jamais, au bénéfice des clients pour lesquels les deux organisations travaillent.

L'OBSERVATEUR DE L'UPAE: Je ne voudrais pas attendre davantage pour vous adresser mes salutations les plus cordiales et celles de l'Union postale des Amériques et de l'Espagne que je représente à ce Congrès.

Nous devons être conscients et fermement convaincus de la nécessité de trouver des solutions concrètes aux graves problèmes qui touchent à la survie même de nos organismes postaux, en abandonnant définitivement toute idée de spéculation, tout slogan ou tout stéréotype.

Au sein de l'UPAE, nous luttons avec énergie pour trouver le chemin permettant de sortir de cette espèce de labyrinthe; nous le faisons avec la volonté commune de tous nos membres.

Comme vous le savez déjà les Etats-Unis sont un membre très actif de notre Union et ils ont pris des initiatives dont certaines ont transformé les activités les plus importantes de l'UPAE notamment en ce qui concerne l'informatique, la sécurité du courrier et le service EMS. C'est par conséquent un honneur, Monsieur le Président, de vous voir diriger ce Congrès avec vos grandes qualités professionnelles et humaines, avec toute cette sérénité et cette cordialité, et avec ces sentiments de chaleureuse amitié que vous parvenez à transmettre à chacun d'entre nous.

Il n'y a pas ici ni attitudes violentes ou irréductibles, ni aigreur ni agressivité. Dès le premier jour, nous nous sommes totalement consacrés aux questions postales et c'est la première fois que cela se produit depuis les cinq Congrès auxquels il m'a été donné d'assister. Nous avons ressenti passion et ferveur chez les délégués, mais seulement pour des questions postales.

C'est ce que nous avons toujours cherché à atteindre et ce que nous sommes venus trouver ici à Washington. Nous devons tous nous engager à collaborer afin que cette ambiance règne jusqu'au dernier jour du Congrès et se poursuive pendant nos prochaines réunions.

Le Congrès de Washington doit être celui de la fraternité, de la compréhension et de l'unité. Vous-même et vos collaborateurs avez tout fait pour qu'il en soit ainsi.

Tous vos fonctionnaires, qui sont nos collègues et nos amis, sont sans cesse disposés à satisfaire nos moindres désirs; ils se soucient même de les deviner. Nous leur adressons notre gratitude et nos sentiments fraternels.

La cordialité a régné depuis le premier jour et je songe notamment à la cérémonie rehaussée de la présence de M. le Président Bush et du Postmaster General Frank. Ce fut une réunion inoubliable, franche, directe, dépourvue de protocole, qui déclencha les applaudissements spontanés, nourris et soutenus de nous tous.

La magie de la proximité, celle d'être tous ensemble a été manifeste lors de cette réunion inaugurale. Elle a été de bon augure. En outre, le Président Bush est avec nous; cela est très important; lui-même l'a dit dans son discours et il a porté la sacoche de facteur.

Comptez sur notre aide et merci pour tout.

(Applaudissements.)

Débat général	Le PRÉSIDENT: Au cours du Débat général, un consensus s'est dégagé sur les mesures à prendre pour faire de la poste une organisation dynamique et concurrentielle qui puisse contribuer au développement économique des pays.
Approbation du Programme général d'action	Dans le Congrès – Doc 48.2, une modification doit être apportée au paragraphe 3, dernière phrase, qui doit se lire comme suit: «Le PGA, qui sera examiné par le Congrès à l'une des séances plénières suivant le Débat général, fera l'objet d'une mise au point à la fin du Congrès pour tenir compte des actions découlant des autres décisions du Congrès.» Il sera donc tenu compte de toutes les contributions, de tout amendement et de toute suggestion lors de la rédaction du texte final.
Congrès – Doc 48.2	<p>Le Programme général d'action prend en considération les recommandations de politique générale élaborées par le CE, le CCEP et le Bureau international, notamment dans le domaine de la qualité de service, de la concurrence, du repositage, de même que des différents aspects retenus lors des réunions des hauts responsables dans le cadre de la gestion postale.</p> <p>Il tient compte des aspects favorables de l'environnement de la poste et de l'élargissement des marchés nationaux et internationaux postaux. Les faiblesses de la poste ont été également indiquées face à la concurrence qui répond souvent plus efficacement au besoin des clients à cause de l'absence d'une politique commerciale cohérente des Administrations postales. Ce programme d'action défie la poste de répondre à son marché de façon beaucoup plus dynamique. Le projet de résolution figurant dans le Congrès – Doc 48.2/Annexe 1 fournit le cadre permettant d'adopter et de mettre en œuvre le programme d'action en lui donnant la force juridique nécessaire. La pièce 1 de ladite annexe 1 présente les thèmes discutés au cours du Débat général.</p> <p>Les chapitres III et IV du Congrès – Doc 48.2 présentent une importance particulière car ils portent sur la coordination des travaux entre les organes permanents de l'UPU, sur l'appréciation périodique des résultats des travaux accomplis et sur l'évaluation générale des actions réalisées. Il est également prévu qu'à la fin du quinquennat les trois organes permanents présentent un rapport commun au Congrès, qui doit être préalablement adopté par le CE et le CCEP.</p> <p>La pièce 1 de l'annexe 1 du document en discussion contient les objectifs et les actions du PGA de Washington.</p> <p>L'ESPAGNE souligne la haute qualité du document présenté qui reflète parfaitement les préoccupations des Administrations exprimées au cours du débat et propose d'ajouter au PGA un point concernant l'établissement d'une surveillance permanente du service à la clientèle. Par ailleurs, les actions énumérées présenteront une aide certaine aux Administrations s'efforçant d'appliquer ce programme.</p> <p>La NOUVELLE-ZÉLANDE: La meilleure façon de combattre la concurrence consiste à assurer une excellente qualité de distribution de toutes les catégories du courrier. Il est donc nécessaire d'améliorer constamment le service postal national, ce qui aura des répercussions positives sur le service postal international.</p> <p>Les PAYS-BAS: Nous avons quelques doutes quant à la possibilité de mettre en œuvre le grand nombre d'actions citées dans le PGA, et ceci pour la période 1990–1994 relativement courte.</p>

La modernisation des services postaux aux Pays-Bas, qui a commencé en 1960, a exigé de vastes investissements et des améliorations considérables qui ont été liés à des décisions politiques importantes. En outre, en voyant la grande disparité des niveaux des services postaux des différents pays, la question se pose de savoir si les actions proposées sont les plus appropriées pour parvenir aux résultats sans qu'un appui financier considérable soit apporté. Etant donné que les actions énumérées sont liées à la résolution proposée, elles devront être considérées comme obligatoires et être réalisées, au moins partiellement, avant 1994. Dans ces conditions, il apparaît plus judicieux de séparer le projet de résolution des actions citées à la pièce 1. Toutefois, celle-ci pourrait servir de document de référence pour aider et orienter les Administrations dans leur développement dans un sens plus commercial. Par conséquent, l'adoption d'une résolution générale ayant pour base le texte actuel serait déjà une réalisation importante qui soulignerait la volonté de tous les Pays-membres d'adapter leurs services à l'environnement postal en constante évolution.

Le CHILI propose que l'examen du Congrès – Doc 48.2, qui revêt une grande importance pour l'avenir de la poste, soit renvoyé à une séance plénière ultérieure, afin de donner aux délégués le temps nécessaire pour réflexion.

Le PRÉSIDENT: Nous n'allons pas adopter ce document aujourd'hui. Il s'agit de procéder à un premier échange de vues pour préciser l'ordre de priorité et l'orientation à donner au PGA. Nous allons mettre au point le document suivant les observations formulées par les participants au débat.

Le BRÉSIL: Ce document contient des objectifs ambitieux que certaines Administrations postales trouvent difficiles à accomplir dans une période quinquennale. Toutefois, il a une valeur précieuse en tant que stimulant qui incite les Administrations postales à agir avec plus d'ardeur et de souplesse. Mais il faudrait souligner plus clairement dans le document, en ce qui concerne la qualité de service, la nécessité de répondre aux espoirs et attentes du client, car ce dernier est au centre de nos activités. La raison d'être de la poste est de servir le client. Les Administrations postales doivent être orientées dans ce sens, étant donné que l'ambiance contemporaine est propice pour le faire. Il existe dans tous les pays un grand désir de perfectionnement et d'amélioration de la qualité de service. Nous essayons, par le biais de ce document, de mettre au point les modalités d'action valables pour toutes les Administrations postales dans le cadre de l'étude du marché. Il faut envisager des unités de marketing auprès des Administrations postales qui nous permettraient de faire face à la concurrence. Les échanges entre les pays des techniques et des informations relatives au marketing devraient être encouragés. A ce propos, le Brésil est entièrement disposé à apporter sa contribution dans le cadre de la coopération technique.

Le CANADA: Nous nous félicitons de ce document, qui servira d'instrument de référence aux organes permanents de l'Union ainsi qu'aux Administrations postales pendant les cinq prochaines années. Nous proposons les modifications suivantes d'ordre rédactionnel du projet de résolution:

- à la partie du projet relative à un appel pressant, remplacer les mots «gestion moderne décentralisée» par «gestion indépendante de la bureaucratie gouvernementale»;
- à la deuxième ligne du point 1^o, lettre d), du paragraphe «Invite les Administrations à tout mettre en œuvre pour», supprimer l'expression «normes élémentaires», étant donné qu'il importe de renforcer toutes les normes, qu'elles soient élémentaires ou non;

- au point 4^o du même paragraphe, remplacer «au Bureau international à l'intention du Conseil exécutif» par «au Conseil exécutif par l'intermédiaire du Bureau international».

Le MAROC: Le document 48.2 constitue un changement d'attitude, comme l'indique son titre. Nous passons du stade de la Déclaration de Hamburg au stade du Programme général d'action de Washington. Cela signifie que le XXe Congrès de Washington sera marqué par une action résolument tournée vers l'avenir de la poste. Nous nous rallions à la suggestion du Canada de supprimer le mot «élémentaire» au point 1^o, lettre d), du projet de résolution, étant donné que les «normes élémentaires» constituent une contradiction avec «les prestations postales de haute qualité» figurant au point 2^o. En effet, nous nous demandons s'il est opportun de retenir le texte de la lettre d) du paragraphe 1^o, du fait que les mêmes notions figurent déjà dans le préambule et dans l'article premier de la Constitution de l'UPU. Au moment où nous sommes résolument tournés vers la qualité de service et la satisfaction de la clientèle, est-il nécessaire de nous remémorer la coopération internationale dans laquelle nous travaillons déjà depuis cent quinze ans?

La pièce 1 de l'annexe 1, qui reflète en détail un véritable programme d'action, pourrait être réduite sensiblement. A titre d'exemple, il est superflu d'énumérer les points 1.2 à 1.6, qui constituent déjà les tâches fondamentales et essentielles de la création de services commerciaux spécialisés. De même, les points 3.2 et 4.1 de la section F «Rôle accru des organes permanents de l'UPU» figurent déjà dans le programme de la coopération technique, raison pour laquelle il ne semble pas nécessaire de les répéter dans le PGA de Washington.

La GRANDE-BRETAGNE: Le document est extrêmement intéressant. Nous sommes reconnaissants d'avoir la possibilité de l'examiner ultérieurement avant de l'adopter à titre définitif. Toutefois, nous avons d'ores et déjà deux réserves à formuler. Il s'agit des points 3.1 et 4.1 de la section B «Stratégies commerciales», qui concernent la concurrence et les contraintes de service public. La politique concernant la concurrence est très chère au cœur de certains Gouvernements et notamment du nôtre. C'est une question de politique relevant de la compétence des Gouvernements, plutôt que de celle de l'UPU. En outre, la Communauté européenne a l'intention de l'étudier. Pour toutes ces raisons, nous exprimons nos réserves précitées.

La JORDANIE: Le document reflète bien, dans une très large mesure, tous les points de vue exprimés lors du Débat général. Nous ne voyons aucun inconvénient si le document contient plusieurs détails d'action, car plus de détails signifient plus de choix aux Administrations postales dans leur application du PGA. Les Pays-membres devraient se féliciter s'ils réussissaient à mettre en œuvre au moins une partie, sinon la totalité, du PGA. Par conséquent, nous ne sommes pas en faveur d'une réduction sensible du PGA.

Le ZIMBABWE: S'agissant de la section D «Autonomie de gestion», je tiens à attirer l'attention du Groupe de travail sur la «Déclaration de Nairobi», qui contient des mesures approuvées par les Ministres des Administrations postales de l'Afrique au sud du Sahara. Cette déclaration revêt une grande importance dans notre région et pourrait influencer sensiblement la mise en œuvre du PGA, notamment en matière d'autonomie du statut juridique des services postaux.

L'AUSTRALIE: Nous appuyons ce document et ses initiatives fondamentales. Si la poste veut rester concurrentielle, elle doit appliquer toutes les innovations technologiques disponibles actuellement. Mais, dans la pratique, les progrès

dans cette direction sont souvent freinés par le manque de volonté de certaines Administrations postales de les appliquer aussi vigoureusement qu'il est nécessaire de le faire. Le document devrait donc mettre l'accent sur le rôle que jouent les innovations technologiques dans la modernisation et l'amélioration des services postaux en consacrant une nouvelle section uniquement à cet aspect important pour attirer l'attention des intéressés.

Le JAPON: Il y a quelques années, nous avons arrêté, pour notre propre usage, un programme d'action qui contenait une centaine de points. Evidemment, nous n'avons pas pu appliquer toutes les mesures tout de suite. Certaines pouvaient être appliquées dans l'immédiat, d'autres au cours des années. De la même façon, il appartient aux Administrations postales de classer les actions proposées dans le PGA, selon qu'elles envisagent leur réalisation à court, à moyen ou à long terme. Le Bureau international, de son côté, pourrait tracer un tableau général pour la coopération internationale.

L'ESPAGNE: A la lumière des observations des orateurs précédents, nous ne voyons pas d'inconvénient à ce que le PGA soit assez détaillé, étant donné qu'il sert d'inventaire ou d'aide-mémoire d'actions à appliquer par les Administrations postales ainsi que par les organes permanents de l'UPU.

En outre, nous suggérons les modifications suivantes à la section C «Stratégies opérationnelles»:

- 1^e Modifier le point 1.2 comme suit:
«Adopter les normes de la qualité, les appliquer et les actualiser».
- 2^e Modifier le point 1.3 comme suit:
«Veiller à ce que, au plan international, la connexion des réseaux d'acheminement soit la meilleure et (le reste sans changement)».
- 3^e Au point 1.5, éviter une référence désagréable aux transporteurs «non performants» étant donné que ce sont les Administrations postales qui sont responsables en premier lieu pour le choix des moyens de transport adéquats.

La TANZANIE (RÉP. UNIE): Dans le cadre de la section B «Stratégies commerciales», nous nous rallions au point de vue de la Grande-Bretagne concernant le point 3.1, qui porte sur les attitudes à définir à l'égard de la concurrence. Il faudrait un texte plus prudent pour tenir compte, d'une part, de la diversité des systèmes socio-politiques qui existent dans certains pays et, d'autre part, de la souplesse nécessaire permettant aux Administrations postales de faire face à la concurrence en fonction des conditions locales du marché.

S'agissant du point 1.1 relatif à un programme de surveillance dans le cadre de la section C «Stratégies opérationnelles», il y a lieu de relever qu'il existe une disparité entre les pays développés qui disposent de moyens sophistiqués de suivi des envois et des dépêches et les pays en développement qui ne les possèdent pas. Il faudrait donc étudier la manière de résoudre ce problème, afin de pouvoir répondre aux besoins des clients qui demandent des renseignements concernant le sort de leurs envois.

Le TOGO: Nous insistons sur le statut juridique de la poste et sur les possibilités de conversion en une organisation autonome qui soit commerciale et souple. Nous aimerions donc que cet aspect soit inclus dans le PGA.

Le PRÉSIDENT: Nous avons entendu plusieurs commentaires et propositions qui pourraient enrichir ce Programme général d'action. Je prie les délégations qui ont proposé le perfectionnement de ce programme de déposer par écrit leurs propositions chez M. Mazou, Sous-Directeur général au Bureau international, pour que le Groupe de travail puisse améliorer le document, le compléter et le présenter à une séance plénière ultérieure pour examen.

Application
immédiate des
nouvelles
compétences
législatives du CE

Proposition 01

La GRANDE-BRETAGNE: Il ne serait pas sage de se précipiter pour appliquer immédiatement les nouvelles compétences législatives du CE. En effet, tous les délégués ainsi que les Présidents des Commissions se sont préparés et sont prêts à examiner les propositions soumises à ce Congrès. Si nous transférons une grande partie du travail du Congrès au Conseil exécutif, que ferions-nous avec le temps qui nous reste?

Nous pensons donc qu'il y a beaucoup d'inconvénients et guère d'intérêt dans l'application immédiate des nouvelles compétences législatives du CE.

Les PAYS-BAS: Nous avons appuyé jusqu'ici toutes les propositions de transfert de compétences législatives du Congrès au Conseil exécutif mais nous ne pouvons pas accepter la proposition 01 pour accorder au Conseil exécutif des compétences supplémentaires à partir du présent Congrès. Aux Pays-Bas, c'est le Parlement qui approuve les nouveaux Actes de l'UPU et fixe la date de leur mise en vigueur. Par conséquent, pour les Pays-Bas, les nouveaux pouvoirs du Conseil exécutif ne peuvent entrer en vigueur qu'à la date fixée par le Parlement pour l'entrée en vigueur des Actes du Congrès de Washington. Il nous semble que d'autres Pays-membres rencontreront aussi des problèmes juridiques quant à l'application rapide de cette compétence législative du Conseil exécutif. Pour ces raisons, ainsi que pour les raisons qui ont déjà été évoquées par la Grande-Bretagne, nous proposons que la date d'entrée en vigueur des nouvelles compétences du Conseil exécutif soit la même que celle de la mise en vigueur des Actes du Congrès de Washington.

La SUISSE: En qualité de Président de la Commission 3 du Conseil exécutif, je voudrais rappeler que la proposition 01 a pour but de donner aux Présidents des Commissions la possibilité de renvoyer au CE certaines propositions. Cela s'avère nécessaire et utile pour éviter une perte de temps; c'est un aspect pratique de la question. Il y a d'autres aspects positifs si l'on décide de prévoir l'application de ces mesures immédiatement. Les délégués seront dispensés de signer au Congrès les Règlements d'exécution, cela permettant une simplification. Par ailleurs, le Conseil exécutif aura la possibilité de traiter immédiatement les questions qui pourraient se poser, sans attendre la date de mise en vigueur des Actes du Congrès de Washington qui sera éventuellement le 1er juillet 1991. Lors du Débat général, chacun a insisté sur la nécessité de réagir rapidement. Cette proposition 01 consiste à donner au Conseil exécutif des moyens d'agir très rapidement.

L'ITALIE, le CANADA, CUBA, la JORDANIE, l'ÉGYPTE, l'ESPAGNE, la BELGIQUE, l'ARGENTINE, l'IRAQ, les PHILIPPINES et la SOMALIE interviennent pour appuyer la proposition 01 en soulignant notamment que l'application immédiate des nouvelles compétences législatives du Conseil exécutif ne signifie pas que le Congrès renverra toutes les propositions au CE, mais qu'elle constitue un mécanisme de sécurité permettant à l'UPU d'agir rapidement par le biais du CE. Il convient en effet que la plupart des

propositions soient examinées au cours du présent Congrès, dans la mesure du temps disponible.

La TANZANIE (RÉP. UNIE) soutient la proposition 01, mais avec une réserve relative à la portée de la signature. En effet, d'après l'article 3 du Règlement intérieur des Congrès, les délégués habilités à signer peuvent le faire sous réserve d'approbation de leur Gouvernement. A son avis, il existe une contradiction dans le fait que l'entrée en vigueur aurait lieu avant la ratification.

Le SECRÉTAIRE: Les modifications adoptées lors de la dernière séance de la Commission 3 (Affaires générales) vont être incorporées dans les Actes finals du Congrès et seront soumises à l'approbation et à la ratification éventuelle des différents Gouvernements selon leur législation nationale.

Toutefois, au sein de l'UPU, nous connaissons le principe de la ratification tacite. Les Actes entrent ainsi en vigueur et sont obligatoires pour tous les Pays-membres, même s'ils n'ont pas encore fait l'objet de la procédure de ratification ou d'approbation selon la législation intérieure nationale. L'entrée en vigueur anticipée de certaines dispositions ne nuit donc pas aux procédures d'approbation habituelles.

Le PAKISTAN: Lors de la discussion générale du Congrès – Doc 72, nous avons déjà discuté de la proposition 1523.1 au sens de laquelle les décisions du CE entreraient en vigueur à la même date que les Actes issus du Congrès. Il ne devrait donc pas y avoir de problème pour faire entrer en vigueur immédiatement les nouvelles compétences législatives attribuées au CE.

La CORÉE (RÉP.): La résolution 01 ne nous pose aucun problème juridique sérieux. Notre Constitution stipule que les Règlements d'exécution sont simplement élaborés par l'Administration postale, si bien que l'accord formel et la signature des plénipotentiaires ne sont pas exigés. Ainsi, même dans le cadre du système actuel de l'Union, l'adoption des amendements aux Règlements d'exécution n'est en général pas soumise à ratification parlementaire.

La ZAMBIE: La Commission 3 (Affaires générales) vient d'adopter la proposition 1502.2, tendant à doter le CE du pouvoir de reviser les Règlements d'exécution six mois après le Congrès. Or, le prochain CE ne tiendra pas sa réunion ordinaire avant avril 1990. D'ici là, toutes les formalités nécessaires auront pu être prises. Il en résulte que, dans la notion d'application immédiate, la période entre le Congrès et la prochaine réunion ordinaire du CE n'est pas comprise. Nous invitons, dès lors, toutes les délégations à appuyer la proposition 01.

La proposition 01 est adoptée par 112 voix pour, 9 contre et 13 abstentions.

Rapport verbal du
Président de la
Commission 1
(Vérification des
pouvoirs)

Le PRÉSIDENT DE LA COMMISSION1: La Commission 1 s'est réunie le 17 novembre 1989. Elle a notamment délibéré sur trois cas de pouvoirs dont le texte permettait une interprétation plus ou moins restrictive vis-à-vis de la réglementation prévue à l'article 3, paragraphe 1, du Règlement intérieur des Congrès.

Comme résultat de l'intense discussion, la Commission 1 a décidé qu'on devrait appliquer une interprétation plus souple à la définition de la portée des pouvoirs qui ne contiennent pas de spécification et surtout en ce qui concerne l'expression «droit de représenter le pays» utilisée dans quelques pouvoirs. On est convenu de considérer le mot «représenter» comme suffisant pour donner au pays intéressé non seulement le droit de voter, mais aussi le droit de signer les Actes si le droit de signature n'est pas expressément exclu ou si seulement le «droit de délibérer et de voter» est mentionné dans le texte.

Tous les pouvoirs qui ne contiennent pas explicitement ou implicitement le droit de signature feront l'objet d'un nouvel examen par le Secrétariat de la Commission sous l'aspect de la décision prise par la Commission 1.

Une lettre du Secrétariat de la Commission 1 sera adressée à tous les pays présents au Congrès dont les pouvoirs ne sont pas en ordre (manque du droit de signature) ou dont les pouvoirs n'ont pas encore été déposés auprès du Secrétariat de la Commission 1. Les pays qui n'auront pas déposé leurs pouvoirs jusqu'à la deuxième et dernière réunion de la Commission de vérification des pouvoirs, qui aura lieu le 23 novembre, seront exclus des votations et de la signature des Actes à partir du 24 novembre. Toutefois, les pays en question pourront encore régulariser leur situation à tout moment après le 24 novembre en déposant des pouvoirs en bonne et due forme.

L'état actuel des pouvoirs déposés est le suivant:

- 138 pouvoirs ont été déposés (dont 4 procurations);
- 124 contiennent le droit de signature;
- 14 ne contiennent pas le droit de signature;
- 14 pays, qui sont actuellement présents, n'ont pas encore déposé leurs pouvoirs.

C'est dire que la plupart des pays auront le droit de participer aux élections du 24 novembre et j'espère que nous recevrons encore tous les pouvoirs manquants afin qu'aucune délégation ne soit exclue des votations à partir du même jour.

Le SECRÉTAIRE: L'interprétation donnée au terme «droit de délibérer» ne pose pas de problème juridique. La dernière phrase de l'article 3 du Règlement intérieur des Congrès est déterminante à ce propos. La Commission a ainsi considéré que le pouvoir de représenter un pays était, en fait, équivalent aux pleins pouvoirs.

Du point de vue juridique, rien ne s'oppose à cette interprétation. Celle-ci correspond, du reste, au vœu du CE qui désire avoir une procédure aussi souple que possible.

L'interprétation donnée au mot «représenter» par la Commission 1 est approuvée.

La séance est levée à 18 heures.

Au nom du Congrès:	Le Président,	Le Secrétaire général,
	EDWARD E. HORGAN, Jr.	A.C. BOTTO DE BARROS
	Le Secrétaire,	
	L.-P. DUCOMMUN	

Neuvième séance du Congrès

Vendredi 24 novembre 1989

Présidence de M. EDWARD E. HORGAN, Jr., Président

La séance est ouverte à 9 h 40.

Le PRÉSIDENT invite les participants à observer une minute de silence à la suite de l'assassinat du Président du Liban.

Le LIBAN: Nous remercions le Président du Congrès et tous les collègues qui ont tenu à partager la tragédie causée par la perte du Président du pays.

Ce décès, qui survient après que le Liban eut obtenu le soutien du Conseil de sécurité des Nations Unies, de ses membres permanents et du monde entier, menace gravement nos efforts de paix. Nous tenons à affirmer ici notre volonté de paix, après quinze ans de guerre.

Notre civilisation, ancienne de 6000 ans, a toujours suivi les préceptes des prophètes et glorifié Dieu. Toutefois, l'injustice a détruit les âmes et les lieux saints.

Le Liban espère retrouver bientôt sa place dans le concert des nations. Sa poste était très développée et avait été équipée d'un centre électronique ultramoderne entre 1965 et 1975. Celui-ci a malheureusement été détruit. Nous voulons le réédifier, restaurer la paix et sortir de la crise économique actuelle, avec le soutien financier et matériel de toutes les nations.

Le Liban, ayant été coupé du monde, nous n'avons malheureusement pas pu participer à la dernière réunion du CCEP, ni faire parvenir à temps notre demande d'assistance financière au Bureau international. Heureusement, des nations soeurs et amies, que nous tenons à remercier, nous ont déjà apporté leur soutien, soit en nature, soit en annulant certaines de nos dettes. Nous invitons cependant le Bureau international et toutes les autres Administrations à nous apporter une plus grande assistance, notamment en ce qui concerne nos quotes-parts et nos contributions à l'UPU, afin que nous arrivions à reprendre notre place dans le réseau postal international.

Communications

Le DOYEN: Je remercie très sincèrement les Etats-Unis d'Amérique pour les excursions organisées à notre intention à Charlottesville et Baltimore et je vous prie, Monsieur le Président, de transmettre notre vive reconnaissance aux responsables locaux postaux pour le remarquable travail qu'ils ont accompli afin de nous permettre de passer d'agréables moments. Je tiens également à remercier l'URSS, le Canada et le Japon pour les magnifiques réceptions qu'ils ont bien voulu donner.

Mes remerciements seraient incomplets s'ils ne s'adressaient pas également à M. Horgan et à M. le Secrétaire général du Congrès pour les différentes réunions et les déjeuners d'affaires au cours desquels les invités ont été mieux informés des importants moments du Congrès et ont pu renouer de vieilles amitiés. Enfin, j'exprime au nom de tous, les remerciements les plus chaleureux à M. et Mme Horgan, aux membres de leur famille et à leurs amis des services postaux pour l'inoubliable fête de «Thanksgiving Day» au cours de laquelle ils nous ont montré la chaleur de l'hospitalité américaine. Permettez-moi également de féliciter les différents Présidents des Commissions pour les échanges de vues très utiles grâce auxquels ce Congrès se déroule comme prévu. Une semaine est déjà terminée; elle a été bien remplie par les travaux efficaces du Congrès et par les agréables loisirs organisés par l'Administration postale américaine.

Le PRÉSIDENT remercie le Doyen et l'assure que le message de remerciement adressé aux responsables postaux leur sera transmis.

La GUINÉE: A l'occasion de votre brillante élection à la présidence du XXe Congrès de notre organisation, je vous adresse au nom de mon Gouvernement, de ma délégation et en mon nom propre nos sincères et vives félicitations.

Votre compétence affirmée, votre longue expérience et votre lucidité augurent du succès de ce forum.

Par votre entremise, qu'il nous soit également permis d'exprimer notre haute appréciation de la bonne organisation mise en place et de remercier le peuple et le Gouvernement américains à cet effet.

Je voudrais par la même occasion exprimer la profonde gratitude de ma délégation à votre prédécesseur qui a su, avec intelligence et esprit d'initiative, mener à bien les tâches à lui assignées par le Congrès de Hamburg. Il plaît également à ma délégation de louer les efforts inlassables que M. le Directeur général du Bureau international de l'UPU n'a cessé de déployer pour le rayonnement de notre institution et la promotion de la coopération internationale.

Le Ministre guinéen des postes et télécommunications avait souhaité personnellement prendre part à ces importantes assises, n'eussent été d'importantes questions d'intérêt national à son cahier de charges.

Nos assises se tiennent dans un contexte international caractérisé par la tendance à la détente et par le développement prodigieux de la science et de la technique.

Sous cette impulsion, le secteur des postes a subi de réelles mutations lui permettant de jouer un rôle louable quant au rapprochement et à la compréhension entre les hommes et les nations, autant qu'à l'expansion économique, sociale et culturelle de l'humanité.

Cette participation active de la poste à la décrispation des relations internationales accroît davantage la responsabilité de notre organisation dans la préservation de la paix et de la promotion de la coopération internationale pour le développement à la faveur de la révolution technique et scientifique.

Les pays démunis, dans leurs élans nationaux de développement, accordent un intérêt particulier au secteur postal qui joue une fonction primordiale dans le développement économique, social et culturel et dans la promotion des rapports multiples avec l'étranger.

Dans cette perspective, le Gouvernement de la République de Guinée, dans le cadre de la mise en œuvre de son programme de redressement économique et financier, envisage des réformes institutionnelles du secteur des postes devant aboutir à la mise en place d'une institution revêtant une personnalité juridique autonome.

A cet effet, des contacts ont été pris avec la Banque mondiale pour l'élaboration du cadre législatif, la sensibilisation et la mobilisation des bailleurs de fonds.

Que les autorités de ladite institution en soient remerciées.

De telles réformes, vous en conviendrez, nécessitent compétences, expériences, ressources matérielles et financières.

A ce titre, notre Gouvernement a élaboré un programme destiné à la formation des formateurs et au perfectionnement des cadres disponibles afin de leur permettre de s'adapter aux mutations technologiques et aux nouvelles méthodes rationnelles de gestion, pour une qualification de nos prestations de service en vue d'une meilleure rentabilité.

Pour rendre ce programme viable, le Gouvernement guinéen est déterminé à promouvoir la coopération bilatérale et multilatérale sans exclusive pour conférer à cette action le succès escompté.

Notre délégation est confortée de ce que cette préoccupation soit partagée par le Secrétaire général de notre Union qui, dans son adresse au XXe Congrès, a déclaré: «L'esprit de solidarité entre les Administrations, indispensable pour que la poste puisse remplir sa mission au niveau mondial, se manifeste aussi par la coopération technique. Les Administrations postales ont une grande responsabilité dans ce domaine, car il ne faut pas oublier que la faiblesse d'un maillon dans la chaîne de l'acheminement postal se répercute dans la qualité du réseau tout entier. La communauté postale mondiale doit se montrer unie et déterminée, en joignant ses efforts vers le développement du système postal dans le cadre de l'UPU, des Unions restreintes et de tous ceux qui font de leur mieux pour le développement de la poste.»

D'importantes questions d'intérêt commun concernant les échanges postaux et financiers entre les Pays-membres de notre institution sont inscrites à l'ordre du jour de nos travaux.

Ces questions, qui ont trait à la réglementation, à la rémunération entre Administrations, aux finances de l'Union, aux Actes fondamentaux de l'Union, etc., doivent être examinées avec hauteur de vue et sérénité, par la recherche patiente des voies et moyens d'aboutir à des solutions équitables en général.

En particulier, ma délégation est confiante que les propositions faites dans le cadre spécifique de l'étude des frais terminaux trouveront un écho favorable permettant de réaliser un consensus.

L'évolution positive du contexte international, dont nous avons fait état plus haut, ne peut être garantie et assurée de continuité que, si nous ne nous laissons pas distraire par ces résultats, au point de perdre de vue l'influence corrosive de la dégradation de l'environnement économique mondial sur les efforts nationaux de développement du tiers monde.

A ce titre, ma délégation confère une signification politique à la tenue de nos assises à Washington, capitale d'une grande puissance économique mondiale et d'un membre permanent du Conseil de sécurité assumant une responsabilité particulière quant au maintien et à la préservation de la sécurité internationale.

Assurément, Monsieur le Président, l'histoire vous invite à faire montre d'initiatives heureuses afin que le Congrès de Washington fasse date dans les annales de l'UPU, par le dynamisme nouveau que vous saurez imprimer à nos activités et à nos tentatives d'harmonisation des intérêts en présence.

Dans cette optique, ma délégation voudrait se fonder sur le sens de responsabilité des pays nantis pour conforter la détermination des pays démunis à s'assurer un développement équilibré, car il y va de l'affirmation des valeurs et de la grandeur de l'espèce humaine.

En cela, nous voudrions reprendre à notre compte les propos de M. Botto de Barros, Directeur général du Bureau international de l'Union postale universelle: «Il est nécessaire que cette solidarité se manifeste tout d'abord par le respect des intérêts des autres Administrations. Ainsi, il est urgent que certaines d'entre elles cessent d'adopter des pratiques qui renforcent la position des concurrents. En laissant de côté leur mission première et fondamentale et en recherchant des recettes faciles, ces Administrations sont en train non seulement de compromettre leur propre avenir, mais aussi de porter préjudice à toute la communauté postale.» C'est autant dire que la civilisation de l'universel à laquelle aspirent nos nations a son fondement dans la solidarité internationale, en tant que sève vivifiante des rapports nouveaux que leur destin solidaire est appelé à engendrer.

Fidèle aux vertus du dialogue, notre délégation tient à l'avance à vous assurer de sa sincère volonté de coopération.

Ordre du jour
Congrès – Doc 4

Le PRÉSIDENT propose d'examiner d'abord le point 8 de l'ordre du jour «Programme de travail du CCEP pour la période 1989–1994» avant de passer au point 4 «Approbation du dernier rapport de la Commission 1 (Vérification des pouvoirs)».

L'ordre du jour (Congrès – Doc 4) ainsi modifié est adopté.

Approbation de
procès-verbaux

Sous ce point, le Président note qu'aucun procès-verbal n'a encore été distribué.

Programme de
travail du CCEP
pour la période
1989-1994

Le PRÉSIDENT invite M. Houissa, Président du CCEP, à présenter la proposition 020 qui traite du programme de travail de cet organe pour la période 1989-1994.

Congrès – Doc 69
et proposition 020

Le PRÉSIDENT DU CCEP (TUNISIE): Cette proposition 020 est sans doute l'une des plus importantes propositions que soumet le CCEP au Congrès puisqu'il s'agit du projet de programme de travail du Conseil pour le prochain quinquennat.

Si la procédure appliquée pour la préparation de ce programme a été la même que celle suivie pour les programmes antérieurs, sa conception est différente et procède d'une nouvelle optique qui prend en considération l'évolution constante de l'environnement à la fois commercial et technologique de la poste.

Cette optique, nouvelle quant à la conception, au contenu et à la mise en œuvre du programme de travail futur, est développée dans le Congrès – Doc 69. Elle trouve son origine dans une série de propositions formulées tant par les Administrations postales que par le Bureau international.

Ayant examiné ces propositions et procédé à une analyse critique de sa propre expérience, le CCEP issu du Congrès de Hamburg a cru devoir proposer au Congrès de Washington un programme de travail comprenant un nombre limité d'études, révisable annuellement et adaptable aux réalités et priorités nouvelles. Il a jugé utile également de transmettre à son successeur une série de propositions et d'idées visant l'amélioration de l'organisation et du fonctionnement du CCEP.

Par ailleurs, considérant les excellents résultats obtenus de l'organisation de colloques et de réunions de groupes de travail pour la conduite de certaines études du programme 1984-1989 et soucieux de faciliter et d'accélérer la mise en chantier des études dès 1990, première année du quinquennat, le CCEP sortant a pris l'initiative d'élaborer, à l'intention de son successeur, une série de documents se rapportant au calendrier de réunions de colloques et de groupes de travail, à la répartition des études proposées par champ d'activité et à chacune des 17 études principales comprises dans le projet de programme de travail figurant en annexes au Congrès – Doc 69.

A sa session de 1988, le CCEP a examiné un projet de programme de travail établi sur la base des résultats de la consultation lancée en novembre 1987 auprès de toutes les Administrations postales et des Unions restreintes.

Au terme de cet examen, il a donné son approbation de principe sur les grandes lignes du programme et a confié la tâche de finalisation du projet à un Groupe de travail restreint qu'il a constitué.

Le mandat assigné à ce groupe restreint a été d'opérer une sélection plus poussée des sujets à étudier au plan de l'urgence et des priorités, de préciser les objectifs des études et les résultats à atteindre, de procéder à un préclassement des études par champ d'activité et de définir de façon plus complète les méthodes de travail.

Le Conseil a en outre délégué ses pouvoirs à son Comité directeur pour arrêter à sa réunion de mai 1989 le projet de programme à soumettre au Congrès, à la lumière des travaux du Groupe de travail restreint.

Ce Groupe de travail, composé du Canada, de la France, de la Grande-Bretagne et du Maroc, a été présidé par M. Halpin, Vice-Président du CCEP, qui pourrait compléter les renseignements à ce sujet.

Mais auparavant, je voudrais remercier M. Halpin et tous les membres de ce groupe restreint pour l'excellent travail réalisé, ainsi que toutes les Administrations ayant contribué à la préparation et à l'élaboration du projet de programme 1989-1994. Mes remerciements s'adressent également au Bureau international pour sa grande aide et sa précieuse contribution.

J'espère que les explications que je viens de donner et celles qui seront données par le Vice-Président du CCEP sortant encourageront le Congrès à adopter la proposition de la résolution 020 et de son annexe.

Enfin je souhaite au CCEP qui sera élu dans les prochains jours, en mon nom propre et au nom du Conseil sortant, les meilleures chances de succès.

Le VICE-PRÉSIDENT DU CCEP (CANADA): Ainsi que le Président du CCEP l'a indiqué lors de la présentation du rapport de cet organe pour la période 1984-1988, ses activités ont été marquées par l'avancement des études et le progrès considérable accompli dans ses méthodes de travail. Le programme de travail 1989-1994 (proposition 020) et les orientations figurant au Congrès - Doc 69 sont fondés sur le progrès. Au cours de sa réunion d'octobre 1988, le CCEP a examiné un projet de programme de travail basé sur une liste de suggestions et de souhaits formulés par les Administrations postales membres de l'UPU, ceux-ci reflétaient les intérêts des Administrations mais ne tenaient pas assez compte des priorités internationales. Le CCEP, avec l'assistance du Bureau international, a élaboré sur la base de ce projet un programme logique et conséquent s'inspirant des lignes directrices de la Déclaration de Hambourg, ce qui a permis de mieux définir les études à effectuer et de raccourcir les délais de leur réalisation, dans certains cas de vingt-quatre à dix-huit mois. En plus, les résultats des études pourraient devenir des recommandations concrètes, des directives ou des normes publiées annuellement et que les Administrations seraient en mesure d'appliquer. Etant donné que le CCEP qui sera élu à Washington n'aura pas la possibilité de se réunir dans les trois à six mois après sa séance constitutive, il lui appartiendrait de répartir les tâches et les études déjà au cours de cette séance. Tout report de travail dans ce monde en pleine évolution serait difficilement excusable. Un grand nombre d'études proposées provient des colloques qui se sont tenus au cours de la période 1984-1989. Afin de mettre au point ce programme de travail, le CCEP a créé un Groupe de travail composé de la France, de la Grande-Bretagne, du Maroc et du Canada et, qui a été efficacement secondé par le Bureau international. Ce programme contient des orientations générales quant aux objectifs à atteindre par les Commissions, ainsi que la répartition par champ d'activité des études et leurs profils. Ceci a conduit à la définition de six domaines d'activité afin de répartir les études d'une manière plus cohérente selon les origines, les contextes et les objectifs, tous liés à la stratégie globale du développement des services postaux. Etant donné que le nouveau CCEP doit relever un défi sans précédent, on espère ainsi que les travaux effectués par le CCEP sortant lui seront d'une grande utilité afin de pouvoir se mobiliser dès son élection et sans perte de temps. Par ailleurs, le Congrès devra décider de laisser au CCEP la possibilité de déterminer ses méthodes de travail. Le Congrès - Doc 69 contient les directives principales à l'intention de ce dernier. Il prend également en considération les besoins des pays en développement qui ont, par ailleurs, participé très activement aux travaux du CCEP sortant. Les colloques envisagés donneraient la possibilité de procéder à des échanges de vues de façon à mieux cerner les problèmes

spécifiques des pays les moins avancés et les plus défavorisés. Enfin, la proposition 020 envisage la possibilité d'employer les méthodes de travail les mieux adaptées aux sujets à traiter afin d'aboutir aux meilleurs résultats.

L'AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS): Nous appuyons pleinement le programme proposé et apprécions la haute qualité du travail effectué sous la direction de M. Houissa, Président du CCEP, et de M. Halpin, Vice-Président du CCEP. Du fait que nous attachons une grande importance à la sécurité de la poste, nous voudrions souligner notre satisfaction au sujet de l'inclusion de la question liée à la sécurité postale et notamment de l'adoption par la Commission 4 de la proposition 2000.5 donnant des instructions au CE et au CCEP dans le cadre de leurs compétences respectives afin que le Bureau international convoque la réunion d'un groupe d'experts en matière de sécurité pour élaborer des initiatives qui pourraient être prises d'ici le prochain Congrès. La proposition 2000.5 ainsi que le programme de travail proposé sous le thème «Gestion» semblent être complémentaires. Etant donné qu'il y a un partage de responsabilités entre le CE, le CCEP et le Bureau international dans la mise en œuvre du programme de travail et de la Déclaration de Hamburg, nous considérons comme primordiale la nécessité de coordonner leurs travaux.

CUBA: Ce n'est pas le programme de travail qui nous préoccupe mais les raisonnements qui sont à sa base. Depuis 1969, le CCEP n'a pas eu une politique qui envisageait le développement des services postaux des pays les moins avancés. L'analyse des programmes de travail précédents démontre que la majorité des études entreprises par cet organe ont visé à résoudre les problèmes des services postaux déjà développés. Nous souhaiterions qu'une attention particulière soit prêtée à l'amélioration des services postaux des pays les moins avancés qui sont de plus en plus dépassés, et nous estimons que sans programme harmonieux au niveau international, il ne serait possible ni de perfectionner le réseau postal ni de faire face à la concurrence. Nous considérons donc que le Congrès, le CE et le CCEP devraient élaborer des directives qui permettraient avec énergie et urgence de donner l'élan nécessaire aux actions ayant pour objectif de sortir les Administrations du sous-développement qui caractérise la plupart des membres de l'Union. Dans ce souci nous devrions être unis et nous devons jeter des ponts qui permettront de donner à la poste un avenir plus sûr. On lance des appels aux pays en développement afin de surmonter leurs difficultés et mieux utiliser leurs ressources, mais sans volonté politique il est extrêmement difficile d'arriver au niveau de développement requis. Par ailleurs, l'UPU et les Administrations postales des pays industrialisés et riches auraient l'obligation d'apporter une contribution plus concrète au développement des pays pauvres dont beaucoup souffrent encore des séquelles néfastes du passé. Ces pays ne disposent pas des ressources ni des éléments nécessaires pour consolider les services existants ou pour les améliorer. Pour les raisons évoquées, nous considérons que le programme de travail du prochain CCEP devrait envisager que des études concrètes soient menées pour définir les bases d'action immédiate d'assistance technique à fournir à ces pays. Il faudrait donc que lors de sa première réunion, le CCEP envisage l'organisation d'un colloque sur la situation des services postaux dans les pays en développement et les mesures qui pourraient être prises dans l'immédiat en vue de leur amélioration. Si le Congrès approuve cette idée, le Bureau international pourrait être chargé de son organisation.

La SUÈDE s'associe aux félicitations adressées au CCEP pour la qualité du travail accompli et le programme présenté. Pour notre part nous aurions davantage insisté sur le transport des marchandises légères afin d'assurer un

prolongement à l'EMS qui est un grand succès du CCEP. Nos suggestions en ce sens sont concrétisées par la proposition 5000.2/Rev 1 qui sera prochainement traitée à la Commission 7 (Colis postaux).

La GRANDE-BRETAGNE remercie le Président sortant, M. A. Houissa, et son prédécesseur, M. M. Balma, pour les progrès remarquables effectués par le CCEP. En tant que membres du Groupe de travail relatif au programme du CCEP, nous estimons que ses conclusions seront très utiles, même aux pays en développement.

Sans aller aussi loin que Cuba, qui préconise la création d'un nouveau domaine d'activité centré sur les pays en développement, nous appuyons l'idée d'un colloque portant spécifiquement sur leurs problèmes pratiques quotidiens.

Pour le surplus, nous nous rallions à la position du Canada relative au démarrage des activités du CCEP au moment de la séance constitutive.

L'URSS s'associe aux félicitations et remerciements exprimés par les précédents intervenants. Les problèmes techniques posés par le développement des services de communication ont été identifiés et cela permettra de les résoudre à l'avenir.

Le colloque proposé par Cuba est très intéressant et serait utile à un échange d'expériences dans le cadre de l'introduction de nouveaux services de communication, prévue dans le programme du CCEP. A titre d'exemple, nous pouvons citer l'EMS.

La JORDANIE: Nous aspirons à une participation plus équitable des pays en développement aux études du CCEP. Une participation paritaire des pays développés et en développement permettrait certainement d'aboutir à des résultats très profitables à ces derniers. En effet, tous ces pays pourraient plus facilement mettre en œuvre ensemble des études auxquelles ils auraient participé.

Le SRI LANKA: Le Congrès – Doc 69 est très analytique et exhaustif. Il facilitera la mise en œuvre des conclusions de ce Congrès et permettra au CCEP de gagner du temps.

Les programmes de travail proposés correspondent aux modifications intervenues dans les autres domaines d'activités économiques et sociales. Nous nous rallions au Congrès – Doc 69 et soutenons la proposition 020 qui confère une certaine autonomie au CCEP.

L'IRLANDE: Le paragraphe 12 du Congrès – Doc 69 se réfère à de nouvelles manières de mener les études, notamment en faisant participer davantage de spécialistes.

Un effort de coordination permettrait également de raccourcir la durée des études.

Nous considérons qu'il est plus efficace de placer l'accent sur le partage des idées et surtout des expériences, comme cela a été le cas notamment à la Conférence sur la technologie de Washington en 1988.

Le slogan selon lequel 80 % des résultats proviennent de 20 % d'efforts est éloquent dans ce contexte.

La proposition de Cuba pourrait être efficace et utile pour les pays en développement. Une étude menée par quelques pays sélectionnés pourrait ainsi rapidement servir de modèle aux autres.

Nous avons été très intéressés par la proposition de créer un groupe de recherche – développement. En effet, nous avons nous-mêmes bénéficié des services de laboratoires étrangers de recherche postale. Nous appuyons ainsi l'idée de permettre à un grand nombre de pays de profiter des résultats de recherches que peu de pays peuvent se permettre.

Nous considérons qu'il est plus important d'obtenir des résultats utiles rapidement que des résultats absolument parfaits.

L'ITALIE: Le Congrès – Doc 69 développe des idées très positives.

L'élargissement nécessaire de la gamme des services offerts ne doit pas se faire aux dépens des services de base existants. Afin d'en assurer le fonctionnement au même niveau partout dans le monde, il faudrait pouvoir se référer à une norme de base.

C'est pourquoi nous soutenons la proposition de colloque des services postaux des pays en développement formulée par Cuba.

Nous appuyons le Congrès – Doc 69 et la résolution 020.

La FRANCE: Ayant participé à l'élaboration du programme de travail du CCEP, nous l'approuvons sans réserve.

L'idée d'un colloque spécialement consacré aux problèmes des pays en développement nous paraît très positive et pourrait se rattacher au champ d'activité 5 consacré à la gestion.

Nous rappelons que l'UPU avait déjà organisé un tel colloque avec la participation active de la Grande-Bretagne et de la France.

Le PRÉSIDENT: Le Secrétariat a pris note des nombreux commentaires et suggestions suscités par le programme de travail du CCEP.

Les commentaires seront transmis au CCEP et les suggestions au Comité de coordination, dans la mesure où celui-ci sera institué par le Congrès. Le cas échéant nous pourrions les incorporer dans le programme général d'action de Washington.

Le Congrès – Doc 69 et la proposition 020 sont approuvés.

Le PRÉSIDENT: Je voudrais encore féliciter M. A. Houissa, Président du CCEP, et M. J.G. Halpin, son Vice-Président, de leurs efforts inlassables et de leur abnégation, ainsi que leurs Administrations, d'avoir accompli ce travail au CCEP. Les résultats de ces travaux sont en effet très importants pour le monde entier.

Le PRÉSIDENT DU CCEP: Avant de retourner dans mon pays, la Tunisie, je tiens à remercier tous ceux qui ont pris la parole pour apprécier le travail du CCEP à leur juste valeur. M. Balma me remplacera à partir de la semaine prochaine à ce Congrès pour lequel je formule les vœux les plus ardents de succès.

Approbation du dernier rapport de la Commission 1 (Vérification des pouvoirs)

Congrès/C 1 – Rapp 1

Le PRÉSIDENT demande au Président de la Commission 1 de présenter le dernier rapport.

Le PRÉSIDENT DE LA COMMISSION 1: Au cours des deux séances qu'elle a tenues, la Commission 1 a sur la base de l'interprétation du mot «représenter» approuvé par le Congrès lors de sa 8e séance plénière reconnu 147 pouvoirs en bonne et due forme, parmi lesquels cinq procurations et six pouvoirs ne comportant pas le droit de signer les Actes. Des 23 pays qui restent, 11 ne participent pas aux travaux du Congrès, 10 pays participent aux travaux du Congrès, mais n'ont remis au Secrétariat aucun pouvoir des autorités compétentes et ne seront plus autorisés à voter à partir du moment où le Congrès aura approuvé le présent rapport et aussi longtemps que la situation n'aura pas été régularisée, deux pays ont déposé leur pouvoir juste après la dernière réunion de la Commission 1, ce qui donne, à l'heure actuelle, un total de 149 Pays-membres dont les pouvoirs sont en bonne et due forme. Conformément au Règlement intérieur des Congrès, le Congrès est prié d'autoriser le Président de la Commission 1 à reconnaître les pouvoirs qui pourraient parvenir après et d'en informer ultérieurement le Congrès.

Le rapport de la Commission 1 (Congrès/C 1 – Rapp 1) est approuvé.

Le PRÉSIDENT: On vient de m'informer que les pouvoirs du Zaïre sont maintenant régularisés, ce qui porte à 150 le nombre des Pays-membres dont les pouvoirs sont en bonne et due forme.

Election du Directeur général du Bureau international

Congrès – Doc 41 et annexes 1 et 3

Le PRÉSIDENT commente le Congrès – Doc 41 ainsi que ses annexes 1 et 3 concernant l'élection du Directeur général. En application de l'article 108, § 2, du Règlement général, M. Botto de Barros a informé, par sa lettre du 1er décembre 1988, le Gouvernement de la Confédération suisse de son intérêt au renouvellement de son mandat de Directeur général du Bureau international. Par la circulaire 301 du 12 décembre 1988 du Bureau international, les Pays-membres de l'UPU ont été informés de la décision de M. Botto de Barros. L'article 22 du Règlement intérieur des Congrès précise que les élections ont lieu au scrutin secret. Comme il n'y a aucun autre candidat au poste de Directeur général, M. Botto de Barros pourrait être élu par acclamation.

M. Botto de Barros est réélu, par acclamation, Directeur général du Bureau international.

Election du Vice-Directeur général du Bureau international

Congrès – Doc 41 et annexes 2 et 4

Le PRÉSIDENT précise que l'élection du Vice-Directeur général aura lieu au scrutin secret selon la procédure prévue à l'article 108 du Règlement général et que le candidat qui obtient la majorité des suffrages exprimés par les pays présents et votant est élu.

Les abstentions, de même que les bulletins blancs ou nuls, ne sont pas pris en considération dans le décompte des voix nécessaires pour constituer la majorité. Le candidat qui, à un tour de scrutin, a obtenu le moins de voix est éliminé. Il est procédé à autant de scrutins qu'il est nécessaire pour qu'un candidat obtienne la majorité.

A la suite de la mise au concours par le Gouvernement de la Confédération suisse du poste de Vice-Directeur général, les candidats suivants ont été présentés:

- M. Jaime Ascandoni, Espagne, Sous-Directeur général au Bureau international;
- M. El Mostafa Gharbi, Maroc, Sous-Directeur général au Bureau international; et
- M. Jean-Claude Rauch, France, Inspecteur général des postes et télécommunications, Directeur de la poste de la région Rhône-Alpes.

En application de l'article 19, § 3, lettre c), du Règlement général les pays suivants sont désignés comme scrutateurs: Kenya, Thaïlande et Hongrie (Rép.).

Le PRÉSIDENT déclare le scrutin ouvert et fait procéder à la distribution des bulletins de vote et à l'appel nominal. Les opérations de vote prenant un certain temps, l'assemblée a poursuivi parallèlement l'examen des autres points portés à l'ordre du jour.

Election du Vice-Directeur général du Bureau international

Congrès – Doc 41 et annexes 2 et 4 (suite)

Le PRÉSIDENT donne le résultat du vote au scrutin secret:

Bulletins délivrés: 148

Bulletins rentrés: 148

Abstentions, bulletin blancs ou nuls: 5

Suffrages exprimés: 143

Majorité requise: 72

M. Ascandoni: 59

M. Gharbi: 35

M. Rauch: 49

M. Gharbi, ayant obtenu le moins de voix, est éliminé.

Le PRÉSIDENT passe au deuxième tour de scrutin et fait procéder à la distribution des bulletins de vote et à l'appel nominal.

Le BRÉSIL: C'est avec beaucoup de plaisir que je prends la parole à présent. La réélection de M. Botto de Barros au poste de Directeur général de l'Union postale universelle revêt une signification toute particulière pour notre Union.

L'action de M. Botto de Barros, au cours de cette dernière période quinquennale, a confirmé la confiance qu'ont mise en lui les Pays-membres à l'occasion du Congrès de Hamburg 1984. Toutes les régions géographiques, quelles qu'elles soient, ont bénéficié de sa gestion à la tête du Bureau international de l'UPU, ce qui lui a valu le respect tant des pays développés que des pays en développement.

Il n'est pas besoin de rappeler son souci permanent concernant les dépenses de l'Union. Sa gestion s'est appuyée sur des budgets équilibrés qui ont préservé la liberté de manœuvre de l'UPU sans en augmenter les dépenses et, par conséquent, sans surcharger les Pays-membres.

Malgré les importantes responsabilités administratives inhérentes à son poste, M. Botto de Barros n'a jamais négligé les questions techniques et opérationnelles qui constituent la raison d'être de l'UPU. Les colloques et les tables rondes se sont multipliés au cours de ces cinq dernières années. Les sujets ont été

des plus variés et ont porté notamment sur la qualité du service, le courrier électronique, les frais terminaux, le service EMS et l'action de la concurrence.

En tant que membres du Conseil exécutif et du Conseil consultatif des études postales, nous pouvons témoigner de l'appui constant et sans réserve que le Bureau international et M. Botto de Barros ont accordé à ces deux organes afin qu'ils remplissent dans sa totalité le mandat qui leur a été confié par le Congrès de Hambourg. Nous en voyons aujourd'hui le résultat par la qualité élevée des propositions qui sont soumises à notre appréciation pendant ce Congrès.

Nous ne pouvons manquer de souligner la remarquable impulsion que M. Botto de Barros a donnée aux activités de coopération technique. Malgré les difficultés de financement, les projets se sont multipliés grâce à ses efforts tendant à ce qu'il y ait une plus grande interaction avec les Unions restreintes et que règne une solidarité plus forte entre nos Administrations.

Cela étant, le bilan de ces cinq années de travail est hautement positif. Nous avons gagné en dynamique et nous nous acheminons vers une modernisation de plus en plus poussée de notre Union.

L'Administration postale brésilienne se sent très honorée de voir un de ses ex-présidents, qui a dirigé notre Entreprise des postes pendant plus de dix ans, occuper une si haute fonction et nous aimerions, en cet instant, vous remercier chaleureusement de la marque de confiance que vous témoignez à l'égard de M. Botto de Barros. Cette acclamation couronne un long travail et nous donne un nouvel élan pour entamer cette période qui commence et qui, nous en sommes certains, sera fructueuse pour notre communauté postale universelle.

L'Administration postale brésilienne, pour sa part, maintient sa ferme intention de collaborer étroitement avec l'UPU, comme elle le fait depuis longtemps. Nous sommes en effet conscients de la nécessité de valoriser l'action de notre Union, notamment dans le domaine de la coopération technique entre pays en développement. Ce n'est qu'ensemble que nous parviendrons à travailler harmonieusement, à l'échelle du monde entier, au profit de chacun de nos services postaux et pour le renforcement de notre position sur le marché.

Rapport des
activités de la
CEPT

Congrès – Doc 81
et annexe 1

Le PRÉSIDENT invite la Grande-Bretagne, Administration gérante de la CEPT, à présenter le rapport des activités de la CEPT.

La GRANDE-BRETAGNE: La CEPT apprécie beaucoup l'occasion qui lui est donnée de présenter ce rapport au Congrès en pensant qu'il sera intéressant et utile pour les autres pays. Sans vouloir répéter tout le rapport, il y a lieu de relever quelques points importants.

La CEPT a effectué une série d'examens et de textes à la suite desquels nous avons pris certaines mesures pour rectifier les points faibles. Des accords directs et pratiques ont été conclus entre les Administrations de la CEPT pour surveiller le courrier notamment et pour connaître et améliorer les délais d'acheminement. Nous examinons la possibilité d'établir un nouveau réseau pour les envois ordinaires comme nous l'avons fait au sein de la CEPT pour les envois EMS.

Des études de marché ont permis à la CEPT de mieux connaître les besoins de la clientèle et de déterminer la part du marché de la poste.

Pour l'avenir, la CEPT prendra une part active dans la mise en œuvre du programme général d'action adopté par le Congrès de Washington.

Le Congrès prend note du rapport de la CEPT (Congrès – Doc 81/Annexe 1).

Mise en œuvre de
la Déclaration de
Hamburg

Congrès – Doc 21
et propositions
012 et 013

Le PRÉSIDENT: Nous passons à l'examen du point 12 de l'ordre du jour «Mise en œuvre de la déclaration de Hamburg».

Le BRÉSIL: Ayant participé à toutes les études et contrôles faits par le Bureau international au sujet de la qualité des services, nous pensons que la méthodologie doit faire l'objet d'une étude par le CE.

Le PRÉSIDENT demande au Président du CE et au Président du CCEP s'ils ont des commentaires à faire au sujet du Congrès – Doc 21.

L'ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D': En ma qualité de Président du Conseil exécutif élu à Hamburg en 1984, j'ai l'honneur de vous présenter, au nom du CE, du CCEP et du Bureau international, le «Rapport sur la mise en œuvre de la Déclaration de Hamburg».

Ce rapport est contenu dans le Congrès – Doc 21 et j'aimerais vous exposer les principes directeurs les plus importants.

Le rapport se base sur la «Déclaration de Hamburg» adoptée par le Congrès de 1984. Cette Déclaration figure à l'annexe 1 de présent rapport.

Tout à la fin de la Déclaration, le Congrès de Hamburg confie aux trois organes permanents de l'Union postale universelle, à savoir le CE, le CCEP et le Bureau international, le mandat de prendre, dans le cadre de leurs compétences, les mesures appropriées pour atteindre les buts de la Déclaration de Hamburg.

Les trois organes ont pour mission de rendre compte au Congrès des résultats des activités qu'ils ont déployées à cet effet et de présenter en même temps, si possible, des propositions pour la poursuite de leurs activités.

Un mandat identique ayant été confié à ces trois organes, le CE a décidé lors de sa session de 1986 de mettre sur pied un comité regroupant les plus hauts représentants du CE, du CCEP et du Bureau international et chargé de coordonner dans la mesure nécessaire les activités reposant sur la Déclaration de Hamburg des trois organes en question. De 1986 à 1989, ce comité de coordination s'est réuni sept fois sous ma présidence.

Ce comité de coordination a décidé, entre autres, que les trois organes permanents devraient satisfaire à leur mission de présenter au Congrès un rapport sur la base de la Déclaration de Hamburg en n'établissant qu'un seul rapport commun sur les activités déployées par les trois organes dans l'esprit de la Déclaration de Hamburg, rapport qui vous est présenté maintenant dans le document 21.

La Déclaration de Hamburg a incité les trois organes permanents à procéder à des activités particulièrement amples et fécondes. Ainsi, nous nous voyons en face d'un rapport très riche quant au fond, très important pour le service postal international et orienté sur l'avenir de ce service.

Le rapport est composé des cinq parties suivantes:

- I Introduction;
- II Principes directeurs de mise en œuvre;
- III Principales lignes d'action;
- IV Réflexions générales;
- V Conclusions.

A la suite de la dernière page du rapport (page 32 du texte français), vous trouverez une liste énumérant en tout huit annexes. Les annexes 2, 3, 4 et 6 contiennent les résolutions et décisions du CE et du CCEP visant la mise en œuvre de la Déclaration de Hamburg ainsi que la description des résultats des mesures prises par le Bureau international en vue du contrôle des délais d'acheminement du courrier. Vous trouverez la description de ces résultats aux annexes 5, 7 et 8.

Un des résultats des travaux évoqués ici est reflété dans le projet de résolution contenu dans la proposition 012 où est expliqué que c'est le Congrès qui doit maintenant décider de l'établissement d'un comité de coordination de sorte que la coordination sera à l'avenir une activité permanente et ne restera point limitée aux activités dans l'esprit de la Déclaration de Hamburg mais qu'elle concernera les actions des trois organes de la même manière: le comité devra coordonner l'action des trois organes permanents, mais il ne devra pas constituer lui-même un organe permanent de l'UPU.

La proposition 013 constitue un autre résultat dans l'esprit de la Déclaration de Hamburg. Selon cette proposition, le Congrès devrait transformer le contrôle de qualité en une tâche internationale permanente de l'Union postale universelle.

Parmi le grand nombre de réflexions et d'idées que contient le projet de rapport commun, je ne citerai que les plus importantes.

Dans ce contexte, j'insisterai particulièrement sur les parties

- III (Principales lignes d'action) et
- IV (Réflexions générales).

Dans la partie III, l'accent a été mis sur ce qui a été effectué par le passé dans l'esprit de la Déclaration de Hamburg. Au point A secundo (pages 10 à 12 de la version française), on parle essentiellement du développement positif des nouveaux services EMS et du courrier électronique.

Le point A quinto (page 13) décrit surtout l'amélioration des réglementations de l'Union postale universelle sur lesquelles s'étaient penchées les Commissions 3, 5 et 8 du CE.

Est décrit au point B (à partir du paragraphe 54, page 15) le nouveau système du contrôle de qualité de même que les résultats obtenus jusqu'à présent.

La partie IV (Réflexions générales, à partir du paragraphe 112, pages 26 et suivantes) me paraît être particulièrement importante.

Cette partie tire les conclusions des expériences faites jusqu'à présent dans le cadre de la Déclaration de Hamburg et indique des perspectives d'avenir.

Dans le chapitre IV, il est dit au point A que la Déclaration de Hamburg a fait naître parmi les Pays-membres et les organes de l'Union un nouvel esprit de responsabilité pour la qualité des prestations à offrir. Cet esprit qui ne doit point perdre d'élan et qui doit être animé dans toutes les régions de l'Union est une condition préalable à toutes les améliorations à réaliser à l'avenir.

Cet état d'esprit s'est déjà reflété dans la nouvelle compréhension que les organes de l'UPU ont d'eux-mêmes ainsi que dans leur coopération mutuelle. Un exemple concret en est que le Comité de coordination doit être une institution permanente à créer par le Congrès, qui ne doit toutefois pas avoir le caractère d'un organe de l'Union.

A l'avenir, l'Union ne pourra pas se limiter essentiellement, en ce qui concerne l'exploitation postale, à son rôle réglementaire et à l'échange d'informations entre les Administrations postales. Elle devra également exercer son influence dans l'exploitation même. Un pas très important dans ce sens sera de confier à l'UPU le contrôle de qualité comme tâche permanente de celle-ci comprenant également le devoir du Bureau international d'insister auprès des Administrations pour qu'elles suppriment les irrégularités en rapport avec les délais d'acheminement et autres; la proposition 013 vise à cet effet.

La tâche permanente et globale du contrôle de qualité demande bien entendu de par sa nature un plus grand nombre d'effectifs ainsi que des structures d'organisation et moyens financiers supplémentaires. Ce sujet est abordé au chapitre IV, D et E, pages 29 et suivantes.

Pour terminer, je me réfère à la conclusion contenue dans le chapitre V (page 32 de la version française).

J'y demande en mon nom et au nom des trois organes que le Congrès approuve le rapport et se prononce en faveur de la proposition 012 visant à la création d'un comité de coordination des travaux des organes permanents de l'Union et de la proposition 013 visant à un contrôle permanent et international de la qualité de service.

Il convient dans ce contexte de tenir également compte des réflexions et propositions figurant dans le Congrès – Doc 73 sur l'adaptation des méthodes de travail de l'Union postale universelle aux exigences économiques et techniques de notre temps.

Election du Vice-Directeur général du Bureau international (suite)

Le résultat du vote au scrutin secret est le suivant:

Bulletins délivrés	148
Bulletins rentrés	148
Abstentions, bulletins blancs ou nuls	3
Suffrages exprimés	145
Majorité requise	73
M. Jaime Ascandoni	88
M. Jean-Claude Rauch	57

Par conséquent, M. Jaime Ascandoni est élu Vice-Directeur général du Bureau international.

(Applaudissements.)

Prestation de serment par le Directeur général et le Vice-Directeur général du Bureau international

Escortés de MM. Leavey et Langheld, MM. Botto de Barros et Ascandoni viennent à la tribune présidentielle.

Le PRÉSIDENT annonce à M. Botto de Barros sa réélection par acclamation au poste de Directeur général et à M. Ascandoni son élection au poste de Vice-Directeur général du Bureau international. Il remercie MM. Gharbi et Rauch d'avoir mis leurs grandes expériences et leurs talents à la disposition de l'Union.

M. Botto de Barros fait le serment suivant:

«Je renouvelle la promesse solennelle que j'ai faite lors de ma première élection d'exercer en toute loyauté, discrétion et conscience les fonctions qui m'ont été confiées en qualité de Directeur général du Bureau international de l'Union postale universelle, de m'acquitter de ces fonctions et de régler ma conduite en ayant exclusivement en vue les intérêts de l'Union, sans solliciter ni accepter d'instructions d'aucun gouvernement ou autre autorité extérieure à l'Union en ce qui concerne l'accomplissement de mes devoirs.»

(Applaudissements.)

Sont ensuite apposées au bas de la formule de serment les signatures de M. Botto de Barros ainsi que celle du Président.

C'est alors au tour de M. Ascandoni de prononcer le serment ci-après:

«Je jure solennellement d'exercer en toute loyauté, discrétion et conscience les fonctions qui m'ont été confiées en qualité de Vice-Directeur général du Bureau international de l'Union postale universelle, de m'acquitter de ces fonctions et de régler ma conduite en ayant exclusivement en vue les intérêts de l'Union, sans solliciter ni accepter d'instructions d'aucun gouvernement ou autre autorité extérieure à l'Union en ce qui concerne l'accomplissement de mes devoirs.»

(Applaudissements.)

Sont également apposées au bas du serment les signatures de M. Ascandoni et celle du Président.

Le PRÉSIDENT: Vu l'heure tardive, les délégations qui ont demandé la parole à la suite de ces élections pourront le faire lors de la séance de cet après-midi.

La séance est levée à 13 h 25.

Au nom du Congrès:	Le Président,	Le Secrétaire général,
	EDWARD E. HORGAN, Jr.	A.C. BOTTO DE BARROS
	Le Secrétaire, C. LANGHELD	

Dixième séance du Congrès

Vendredi 24 novembre 1989

Présidence de M. EDWARD E. HORGAN, Jr., Président

La séance est ouverte à 15 h 15.

Election du
Directeur général
et du Vice-
Directeur général
du Bureau
international

Le PRÉSIDENT: Monsieur Botto de Barros, j'ai l'honneur de vous remettre votre lettre de nomination au poste de Directeur général et je vous invite à prendre la parole devant ce Congrès.

M. BOTTO DE BARROS, DIRECTEUR GÉNÉRAL DU BUREAU INTERNATIONAL:

Monsieur le Président,
Chers amis,

Merci beaucoup. Vos applaudissements et vos marques d'estime me touchent profondément.

En me réélisant à la tête du Bureau international, vous venez de confirmer la confiance que vous avez placée en moi il y a cinq ans au Congrès de Hamburg en 1984. J'apprécie cette confiance et vous exprime ma vive reconnaissance.

Par ailleurs, je me permets de voir, dans votre décision de renouveler mon mandat, une approbation de l'activité que le Bureau international a déployée depuis 1985, ce qui constitue pour moi la plus grande récompense et le plus grand encouragement. Je crois devoir préciser que, si pendant cette période le Bureau international a réussi à s'acquitter de ses tâches et à contribuer avec son apport aux buts de l'Union, c'est grâce au dévouement, à l'intelligence et aux qualités professionnelles et humaines de tous mes collaborateurs. Je tiens à leur rendre hommage en y associant tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, ont contribué au bon déroulement de nos activités.

Ainsi que j'ai déjà eu l'occasion de l'exprimer dans mes rapports au Congrès et dans mon intervention lors de la séance d'ouverture, l'Union devra faire face, dans les prochaines années, aux défis d'un marché postal en pleine évolution, ce qui exigera de nous tous une attitude dynamique et courageuse. Cette attitude se manifeste déjà (et j'ai la satisfaction de pouvoir l'affirmer) par les décisions que le Congrès est en train d'adopter grâce à la clairvoyance et à la conscience professionnelle des délégués des Pays-membres. Je suis persuadé que notre Congrès représente une ouverture vers la poste de l'avenir et qu'il entrera dans l'histoire de l'Union comme un événement des plus marquants.

Le chemin à suivre est grand ouvert devant nous et il exigera encore nos efforts et notre résolution. En ce qui me concerne, soyez assurés de ma détermination d'œuvrer en faveur du perfectionnement des services postaux et dans l'intérêt de l'Union. Cependant, ma seule détermination ne suffirait pas si je ne pouvais pas compter sur votre appui. C'est pourquoi je vous prie de m'aider en mettant à la disposition du Bureau international les moyens nécessaires.

Je suis très heureux de m'associer aux félicitations qui ont été adressées à M. Ascandoni pour son élection au poste de Vice-Directeur général du Bureau international.

Depuis 1985, M. Ascandoni est un de mes fidèles et dévoués collaborateurs et je me suis toujours félicité de pouvoir compter sur ses connaissances professionnelles approfondies, sur son savoir-faire et sur son bon sens. M. Ascandoni jouit, dans le monde postal, d'un solide prestige qu'il a su conquérir par ses qualités professionnelles et humaines. Je suis convaincu que, dans ses nouvelles fonctions, M. Ascandoni apportera une précieuse contribution aux activités du Bureau international. Je suis ravi de pouvoir continuer à travailler avec lui et bénéficier de ses capacités de gestionnaire hautement qualifié.

Mes félicitations vont également à MM. Gharbi et Rauch. Pendant tout ce temps chacun a travaillé de façon indépendante et en esprit d'harmonie. C'est intéressant de remarquer que, pendant toute la période qui a précédé l'élection, les trois candidats ont eu des comportements très élevés et on fait preuve d'esprit très ouvert.

Nous sommes une grande famille et nous devons continuer nos efforts pour améliorer le travail de notre Union. Je vous remercie tous et j'aimerais vous dire de tout mon cœur que c'est pour moi un grand plaisir de travailler avec vous tous.

(Applaudissements.)

Le PRÉSIDENT: Je voudrais ajouter mes félicitations personnelles à vous, Monsieur le Directeur général nouvellement réélu, pour l'appui unanime que ce Congrès vous a manifesté. Je perçois dans l'appui universel qui se fait jour en votre faveur quelque chose qui représente un appui à la direction que vous avez donnée à l'UPU ces dernières années.

J'ai pleine confiance dans la façon dont vous dirigerez la destinée de l'UPU en cette période historique.

J'ai aussi le grand plaisir de remettre à M. Ascandoni sa lettre de nomination au poste de Vice-Directeur général et je l'invite à prendre la parole devant le Congrès.

M. ASCANDONI, VICE-DIRECTEUR GÉNÉRAL ÉLU: C'est avec la reconnaissance la plus profonde que je vous adresse ces mots pour vous remercier très sincèrement de la confiance que vous venez de me témoigner. Comme vous pouvez l'imaginer, j'éprouve en ce moment une vive émotion, car je suis particulièrement sensible à l'insigne honneur que le XXe Congrès de notre Union vient de me faire, en me confiant les responsabilités du poste de Vice-Directeur général du Bureau international. Je voudrais profiter de cette occasion pour vous assurer que je m'engage à répondre à votre confiance en mettant à contribution toutes mes capacités pour servir les objectifs de notre Union avec tout l'empressement que demande la poste internationale actuellement.

Mes sentiments de gratitude vont également au Gouvernement de mon pays, l'Espagne, qui a présenté et soutenu ma candidature, et à tous mes collègues de la poste espagnole, auxquels je transfère cet honneur que je viens de recevoir, précisément en cette année où notre Corporation fête son premier centenaire.

Mon expérience au sein du Bureau international sera sans doute enrichie dans ce nouveau poste, où j'aurai le grand plaisir de pouvoir collaborer avec le Directeur général, M. Botto de Barros, en tant que son adjoint. Je voudrais tout d'abord le féliciter pour sa brillante réélection, bien méritée par ses qualités professionnelles et humaines, et lui assurer qu'il pourra toujours compter sur ma collaboration et mon appui pour servir à ses côtés les idéaux les plus élevés de l'Union et pour atteindre les objectifs fixés dans le programme général d'action établi lors du Débat général. Je vous remercie, Monsieur Botto de Barros, de vos aimables paroles.

Je suis conscient de la responsabilité de mes nouvelles fonctions au sein du Bureau international, où je serais heureux et fier de pouvoir continuer le chemin tracé par les Vice-Directeurs généraux qui m'ont précédé et dont le travail fructueux est bien connu de vous tous. Je vous manifeste très sincèrement que je m'efforcerai de suivre leur exemple.

En cet instant de grande émotion, ma pensée amicale va envers mes deux concurrents, MM. El Mostafa Gharbi et Jean-Claude Rauch, qui tout au long de la campagne ont démontré que le sens de l'amitié est au-dessus de n'importe quel intérêt. Je leur exprime toute mon estime et considération.

En vous réitérant à vous tous, chers collègues et amis, ma plus vive gratitude, je vous remercie encore une fois de la confiance que vous tous, le Congrès entier, venez de me témoigner.

Le PRÉSIDENT: Je vous remercie, Monsieur Ascandoni, et vous salue en qualité de Vice-Directeur général élu.

Ayant travaillé avec vous depuis dix-huit mois déjà au CCEP, au CE, de même que pendant les longs jours et nuits passés ensemble pour préparer ce Congrès, j'ai pu m'apercevoir combien vous étiez plein de compétence, d'autorité et de dévouement à l'égard de l'UPU. Je suis également pleinement confiant que vous ferez beaucoup pour le progrès de notre organisation avec le consensus que nous avons vu se dégager ces deux dernières semaines.

L'AUSTRALIE félicite M. Botto de Barros, Directeur général réélu, et M. Ascandoni, Vice-Directeur général élu, et leur exprime ses meilleurs souhaits pour les cinq prochaines années.

Le DOYEN: C'est un plaisir de pouvoir féliciter M. Botto de Barros de sa réélection au poste de Directeur général. Nous sommes très conscients de l'enthousiasme qu'il a apporté à sa tâche, des efforts qu'il a faits pour améliorer la qualité des services, de son dévouement en faveur de la poste dans les pays en développement et du soutien qu'il a apporté à la rationalisation et à la modernisation des postes dans le monde entier.

Il ne fait pas de doute que sous sa direction très compétente, l'UPU sera en mesure d'atteindre ses objectifs, de relever le défi du monde contemporain et de poursuivre la grande tradition de service à la communauté. Monsieur et Madame Botto de Barros, je vous souhaite plein succès et beaucoup de bonheur à l'avenir.

C'est un grand plaisir également de pouvoir féliciter M. Ascandoni de son élection au poste de Vice-Directeur général. Nous connaissons ses qualités humaines, sa vaste expérience et sa capacité à remplir ces fonctions. Tout cela sera d'une grande utilité pour nous tous. Je lui souhaite, ainsi qu'à Mme Ascandoni, beaucoup de succès et beaucoup de bonheur à l'avenir.

Je voudrais ici évoquer la personnalité de MM. Rauch et Gharbi. Ils ont été de grands soldats et de grands administrateurs au service de leurs pays et au service de l'UPU. Je connais ces personnalités de très près et je souhaite que nous puissions compter sur la poursuite de leur coopération avec le Bureau international et avec la poste internationale.

L'ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D': Je vous apporte, Monsieur Botto de Barros, les meilleurs vœux de la République fédérale d'Allemagne à l'occasion de votre réélection au poste de Directeur général. Vous avez rendu de grands services au Bureau international et à la poste en général; services qui ont reçu toute notre reconnaissance. C'est en hommage à ces services que le Ministère fédéral des postes de mon pays vous a décerné récemment la médaille Heinrich von Stephan. Je voudrais ajouter aux félicitations de ma délégation mes félicitations personnelles en ma qualité de Président du CE qui a été élu par le Congrès de Hamburg. Nous avons travaillé dans une atmosphère de grande amitié. Cet esprit a continué à souffler sur toutes nos activités et nous a permis de donner à notre collaboration une empreinte toute particulière. J'en suis très redevable à M. Botto de Barros. Je suis certain que cet esprit continuera à animer le CE dans sa nouvelle composition et cela pour le bien de l'UPU et des peuples en général.

Je voudrais saisir cette occasion pour féliciter également M. Ascandoni, à l'occasion de son élection au poste de Vice-Directeur général. En ma qualité de Président du CE, j'ai eu l'honneur en 1985 d'être présent lorsque M. Ascandoni a prêté serment comme Sous-Directeur général. Je souhaite beaucoup de succès à M. Ascandoni qui va continuer à apporter des prestations d'une qualité digne de celle que nous lui connaissons déjà.

Le PAKISTAN: Tous les cinq ans, une nouvelle étape de l'histoire de l'UPU est écrite lorsque ses nouveaux dirigeants sont nommés. La réélection de M. Botto de Barros au poste de Directeur général est un signe rassurant pour notre avenir car, sous sa direction, nous pourrions naviguer sûrement dans les eaux difficiles qui nous attendent. Nous sommes donc très heureux de pouvoir féliciter M. Botto de Barros pour sa réélection. En ce qui concerne l'élection du Vice-Directeur général, nous pensons que nous avons évidemment un choix très difficile à faire, car nous avons à choisir parmi des candidats hautement qualifiés. La nomination de M. Ascandoni au poste de Vice-Directeur général est le résultat du libre choix exercé par un grand nombre de délégations représentant toutes les parties du monde. Nous pensons qu'il s'agit là d'un choix bien mérité. Nous vous souhaitons plein succès et vous assurons, Messieurs le Directeur général et le Vice-Directeur général, de notre appui continu au service de l'UPU.

L'ÉGYPTE: J'ai le plaisir et le privilège d'exprimer, au nom de ma délégation et en mon nom propre, nos vives félicitations à M. Botto de Barros pour sa réélection au poste de Directeur général. En fait, nous nous félicitons nous-mêmes car les qualités dont il a fait preuve, sa haute compétence, son excellente gestion, sa clairvoyance et son dévouement au service de l'UPU au cours des cinq dernières années nous ont poussés à le réélire et cela lui prouve notre confiance. Je lui souhaite plein succès et excellente santé pendant la prochaine période. Je voudrais aussi féliciter M. Ascandoni de la grande confiance qui lui a été

témoignée par les délégations participant à ce Congrès en l'élisant au poste de Vice-Directeur général. Nous lui souhaitons plein succès dans ses nouvelles fonctions.

Pour terminer, je souhaite à MM. Gharbi et Rauch une meilleure chance à l'avenir. Nous les apprécions hautement et nous leur souhaitons plein succès.

La CHINE (RÉP. POP.): Nous exprimons nos félicitations les plus chaleureuses à M. Botto de Barros pour sa réélection au poste de Directeur général et à M. Ascandoni pour son élection au poste de Vice-Directeur général. Nous sommes convaincus que le Bureau international, sous leur direction, sera en mesure de contribuer très activement à la réalisation du programme général d'action de Washington pour la mise en application des politiques établies par le présent Congrès, visant à développer la poste internationale, à la consolidation des liens entre les Administrations postales et au renforcement des actions de coopération technique pour soutenir le développement des services postaux dans les pays en développement.

Nous vous souhaitons, Messieurs Botto de Barros et Ascandoni, bonne chance et plein succès dans l'accomplissement de vos fonctions. Vous pouvez compter sur notre collaboration fidèle.

L'URUGUAY: La délégation de l'Uruguay se sent très fière d'avoir pu participer à une aussi vive manifestation de civisme et de démocratie que celle qui a caractérisé notre séance d'aujourd'hui. En effet, nous sommes ici réunis au centre du plus grand parlement mondial car nous représentons différentes sociétés, différentes hiérarchies humaines et différents pays qui atteignent différents degrés de développement. Nous sommes en présence des problèmes postaux les plus difficiles à maîtriser, devant une étape difficile à franchir.

Je remercie MM. Gharbi et Rauch pour leur comportement digne d'éloge. Je voudrais exprimer mes plus vives félicitations à M. Botto de Barros qui a été réélu au poste de Directeur général et à M. Ascandoni qui a été élu au poste de Vice-Directeur général. Nous sommes certains qu'avec eux à la tête du Bureau international, nous pouvons compter sur l'avenir fructueux de l'UPU. Je voudrais qu'on n'applaudisse pas seulement les heureux élus mais aussi tous ceux qui ont la responsabilité de la poste internationale.

La TCHÉCOSLOVAQUIE: Messieurs Botto de Barros et Ascandoni, tout ce que je voudrais vous dire, je le dirai du fond de mon cœur. Au nom de l'Administration postale tchécoslovaque et des femmes qui travaillent à ce Congrès, je vous félicite de votre élection à ces postes extrêmement élevés. Je forme mes meilleurs vœux pour que votre vie professionnelle et votre vie familiale se trouvent couronnées de succès.

L'ESPAGNE: Je saisis cette occasion pour féliciter très sincèrement, au nom de la délégation espagnole et en mon nom personnel, M. Botto de Barros qui a été réélu par acclamation. Cela était normal pour une personne qui a dirigé avec succès les travaux de notre Union au cours des dernières années. Je félicite également pour son élection au poste de Vice-Directeur général mon compatriote et cher ami M. Ascandoni. Dans ce cas, il s'agissait d'une élection qui s'est faite après une confrontation assez difficile avec d'autres candidats tout à fait valables, ce qui a rendu difficile le choix des membres du Congrès.

Je souhaite à M. Botto de Barros une bonne poursuite dans ses activités et à M. Ascandoni une excellente prise de fonction.

Il est certain qu'à l'UPU nous sommes entrés dans un processus accéléré de changement, qui va exiger des efforts importants de la part du Bureau international et bien sûr des Administrations postales.

Nous vous souhaitons plein succès dans vos fonctions, compte tenu des difficultés à surmonter et nous vous assurons le plein appui de l'Administration postale espagnole. Je suis aussi sûr que vous le recevrez de toutes les Administrations qui composent notre Union. Je voudrais également remercier les délégations qui ont appuyé le candidat présenté par l'Espagne.

La JORDANIE: Au nom du groupe des pays arabes, je présente mes vives félicitations à M. Botto de Barros pour sa réélection au poste de Directeur général du Bureau international. Il vient d'être élu par acclamation, ce qui témoigne une confiance unanime de tous les Pays-membres de l'Union à son égard. Durant son mandat, il a toujours travaillé avec grand dévouement envers les objectifs de l'Union. En le réalisant aujourd'hui, nous franchissons une étape très importante dans la réalisation des objectifs du Congrès de Washington. Je voudrais aussi saluer du fond du cœur M. Ascandoni pour son élection au poste de Vice-Directeur général du Bureau international. Nous sommes tous convaincus de sa compétence et de son dévouement aux idéaux de l'Union. Ce qui caractérise notamment l'élection de M. Ascandoni, c'est qu'il avait comme concurrents des collègues extrêmement capables, à savoir MM. Gharbi et Rauch que je salue.

L'AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS): Ma délégation saisit cette occasion pour féliciter M. Botto de Barros de sa réélection au poste de Directeur général du Bureau international. Lorsque nous nous sommes préparés à accueillir le Congrès, nous avons eu le grand privilège d'avoir M. Botto de Barros à la tête du Bureau international. Nous nous félicitons de pouvoir travailler avec lui au cours des cinq prochaines années. Je félicite aussi M. Ascandoni pour son élection au poste de Vice-Directeur général du Bureau international. Il a été choisi parmi des candidats très valables auxquels nous adressons nos salutations.

L'OBSERVATEUR DE L'UNION POSTALE AFRICAINE (UPAf): En ma qualité de représentant de l'une des Unions postales restreintes, j'exprime mes vives félicitations à M. Botto de Barros pour sa réélection au poste de Directeur général du Bureau international. Nous lui sommes reconnaissants pour son soutien continu aux pays en développement qui forment la majorité des Pays-membres de l'Union. De même, je voudrais féliciter M. Ascandoni pour son élection au poste de Vice-Directeur général du Bureau international. Nous lui sommes aussi reconnaissants pour le soutien qu'il a fourni aux pays en développement, notamment lorsqu'il était à la tête de la Division de la coopération technique.

Le MAROC: Mon pays reste fermement attaché aux idéaux de l'Union postale universelle. Ces idéaux sont basés sur la coopération, la collaboration et la solidarité internationales. Cet attachement du Maroc à ces idéaux l'a amené à mettre à la disposition de l'UPU, depuis 1971, l'un de ses meilleurs fonctionnaires, en l'occurrence M. Gharbi, dont les mérites et la compétence ont été soulignés par la communauté postale internationale à maintes reprises et dont le nombre des Commissions qu'il supervise lors de ce Congrès constitue un témoignage éclatant. M. Gharbi a servi et continuera à servir les idéaux de l'UPU avec la sagesse, la clairvoyance et la compétence qui sont les siennes, fidèle en cela aux principes mêmes qui sont à la base de notre Union. Les trois candidats ont pris part à une compétition sans vainqueur ni vaincu. Le Congrès devait faire un choix. Il l'a fait en portant aux plus hauts postes du Bureau international MM. Botto de Barros et Ascandoni qui ont toute notre estime,

notre considération et notre amitié. Je les félicite et leur souhaite plein succès dans l'entreprise de leurs tâches à une période où la poste, une des plus vieilles institutions de l'humanité, est en train de vivre des moments à la fois exaltants et difficiles. Des moments exaltants, parce que la poste a encore une fois l'occasion de faire preuve de son adaptabilité aux données de son environnement. Des moments difficiles, parce qu'il est question tout simplement de son avenir.

La SOMALIE: J'adresse mes chaleureuses félicitations à M. Botto de Barros à l'occasion de sa réélection au poste de Directeur général du Bureau international. Sa réélection par acclamation est un excellent signe de la confiance que nous avons en lui. Nous sommes heureux également de pouvoir adresser nos félicitations à M. Ascandoni pour son élection au poste de Vice-Directeur général du Bureau international. Nous leur souhaitons plein succès dans l'exécution de leurs tâches.

L'IRAN (RÉP. ISLAMIQUE): J'exprime mes félicitations les plus sincères à M. Botto de Barros pour sa réélection au poste de Directeur général du Bureau international et à M. Ascandoni, élu Vice-Directeur général du Bureau international. Je leur présente mes meilleurs vœux pour les cinq années à venir.

L'INDONÉSIE: Au nom de ma délégation, je félicite M. Botto de Barros à l'occasion de sa réélection au poste de Directeur général du Bureau international. Cette réélection est le reflet de l'appréciation des Pays-membres de l'Union postale universelle pour l'excellent travail qu'il a accompli au cours de son premier mandat. Nous sommes convaincus qu'avec la collaboration de M. Botto de Barros l'Union fera encore de grands progrès dans les prochaines cinq années. Je voudrais également féliciter le nouveau Vice-Directeur général, M. Ascandoni. Nous leur souhaitons un très grand succès dans l'exécution de leurs nouvelles tâches.

L'OBSERVATEUR DE L'UNION POSTALE DU SUD ET DE L'OUEST DE L'ASIE (UPSOA): Je félicite M. Botto de Barros pour sa réélection au poste de Directeur général du Bureau international ainsi que M. Ascandoni pour son élection au poste de Vice-Directeur général du Bureau international. L'UPSOA, qui est composée de la République islamique d'Iran, du Pakistan et de la Turquie, a été récemment réorganisée de façon que les objectifs suivants soient atteints: développer et améliorer les réseaux postaux, utiliser toutes les ressources afin de répondre aux besoins de la clientèle, entrer en concurrence avec les coursiers privés, adapter les services postaux à l'évolution des techniques, mieux connaître le marché, réduire les formalités douanières relatives au traitement du courrier international, coopérer avec l'UPU et augmenter les initiatives pour améliorer les échanges d'expériences et de technologies entre ses membres. En outre, l'UPSOA fera tout ce qui est en son pouvoir pour mettre en œuvre les décisions prises par le Congrès de Washington.

Le YÉMEN (RÉP. ARABE): J'exprime mes félicitations à M. Botto de Barros pour sa réélection au poste de Directeur général du Bureau international. Je voudrais également présenter mes vives félicitations à M. Ascandoni pour son élection au poste de Vice-Directeur général du Bureau international. Nous formons nos vœux les meilleurs pour leur avenir. Je saisis aussi cette occasion pour rendre hommage à MM. Gharbi et Rauch pour tous les efforts qu'ils ont déployés en faveur de l'Union.

L'ITALIE: Nous exprimons nos félicitations très chaleureuses à M. Botto de Barros pour sa réélection unanime au poste de Directeur général du Bureau international et pour la très grande compétence dont il a fait preuve au cours de ces cinq dernières années. Nous félicitons également M. Ascandoni pour son élection au poste de Vice-Directeur général du Bureau international. Nous leur souhaitons beaucoup de succès dans l'entreprise de leurs tâches. Nous transmettons aussi à MM. Gharbi et Rauch les témoignages les plus sincères de notre amitié.

La COLOMBIE: Au nom de ma délégation, je voudrais dire combien je suis content de la réélection de M. Botto de Barros au poste de Directeur général du Bureau international. Avec les réformes que nous avons apportées aux activités du Conseil exécutif, ce dernier lui apportera une collaboration beaucoup plus dynamique que par le passé. A M. Ascandoni, j'exprime mon salut fraternel. Je présente également mes salutations à MM. Gharbi et Rauch pour avoir prêté leurs noms à ces élections démocratiques.

Le TCHAD: Au nom de ma délégation, je souhaite saluer et féliciter chaleureusement M. Botto de Barros pour sa réélection unanime à la tête du Bureau international, ainsi que M. Ascandoni pour son élection au poste de Vice-Directeur général du Bureau international. J'ajoute que la réélection de M. Botto de Barros témoigne la confiance que lui apporte l'Union. Je leur souhaite plein succès dans l'accomplissement de leurs tâches. En outre, j'adresse également mes félicitations à M. Horgan, pour son élection unanime à la présidence du Congrès, organe suprême de notre Union. Je saisis aussi cette occasion pour remercier sincèrement le Gouvernement et le peuple des Etats-Unis d'Amérique pour l'accueil combien chaleureux et amical dont nous sommes l'objet depuis notre arrivée à Washington. Enfin, je faillirais à mon devoir si je ne félicitais pas particulièrement l'Administration postale du pays hôte pour l'excellente organisation matérielle de notre Congrès. Comme on s'en souvient, mon pays, un des moins avancés du monde, a connu une période de troubles très graves. Ces troubles ont causé d'importants dégâts matériels, y compris la destruction totale du réseau de communication. Il aura fallu l'avènement de la Troisième République, au terme du processus historique engagé le 7 juin 1982, sous la conduite éclairée de Son Excellence El-Hadji Hissein Habré, Chef de l'Etat et Président fondateur de l'Union nationale pour l'indépendance et la révolution, pour que le Tchad reprenne le cours de sa vie normale politique, sociale et économique. La poste tchadienne, quant à elle, est reconnue par le Gouvernement comme un facteur de l'unité nationale et de cohésion politique, en même temps qu'un moyen d'administration et de communication. A ce titre, elle a bénéficié d'une attention particulière. C'est ainsi que la poste, malgré tous les problèmes encourus, est aujourd'hui réhabilitée. Cela a été rendu possible grâce à l'effort exceptionnel de l'Office national des postes et des télécommunications du pays ainsi qu'à l'aide très importante que l'Union postale universelle lui a accordée. Je remercie le Bureau international et toutes les organisations internationales qui ont bien voulu contribuer généreusement à la reconstruction de notre pays. Toutefois, la réhabilitation se poursuivra encore pour desservir la zone rurale. Dans ce domaine, nous avons mis sur pied, à titre d'essai, un bureau de poste mobile rural avec des moyens forts simples, mais les résultats nous apparaissent satisfaisants. Par ailleurs, mon Administration postale doit adapter ses méthodes de gestion aux nouvelles techniques afin d'être plus performante, ce qui nécessite des moyens financiers importants. C'est pourquoi, nous sollicitons une fois encore l'assistance de l'Union postale universelle et cela même quand celle-ci a déjà consenti beaucoup d'efforts, notamment par l'envoi d'experts et de consultants au Tchad et par l'octroi de bourses pour le perfectionnement du personnel. Je constate, en outre,

que le Congrès se tient à un moment où les coursiers privés font une percée fulgurante sur le marché postal. Pour survivre, la poste doit s'affirmer sur le marché, car la loi du monopole ne suffit plus. C'est pourquoi, le terme retenu pour animer le Débat général nous incite tous à une solidarité très soutenue, afin que la poste demeure toujours et partout et qu'elle reste une véritable priorité.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL: En mon nom et au nom de M. Ascandoni, je remercie très chaleureusement toutes les personnes qui ont bien voulu nous adresser des paroles fort amicales et celles qui, à cause du grand nombre d'orateurs déjà inscrits, ont renoncé à en faire de même. Je me dois aussi d'adresser mes remerciements aux fonctionnaires qui m'ont accordé leur soutien au cours des douze années pendant lesquelles j'étais à la tête de l'Administration postale brésilienne. Je voudrais également remercier le Gouvernement brésilien pour l'appui qu'il m'a toujours prêté.

Comité de
coordination des
travaux des
organes
permanents de
l'Union

Proposition 012

Le PRÉSIDENT: Nous allons examiner la proposition 012, soumise par le Conseil exécutif et le Conseil consultatif des études postales et qui vise à donner un caractère permanent au Comité de coordination des travaux des organes permanents de l'Union.

L'ÉGYPTE appuie la proposition 012, mais, concernant le dispositif, elle voudrait remplacer «concertation» par «collaboration», afin de donner un poids accru à la résolution.

L'ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D', préférerait que l'on s'en tienne au libellé actuel de la proposition qui résulte de réflexions approfondies et dont l'intitulé lui-même «Comité de coordination» montre bien la volonté des auteurs. Dans le texte, il est fait référence à la nécessité de renforcer la collaboration entre les organes permanents de l'UPU. La concertation est elle aussi évoquée et cela devrait répondre à la suggestion de l'Égypte.

L'ÉGYPTE se déclare satisfaite par cette explication complémentaire.

La proposition 012 est adoptée.

Contrôle
permanent de la
qualité du service
à l'échelle
mondiale

Proposition 013

Le PRÉSIDENT propose l'examen de la proposition 013, soumise par le Conseil exécutif et le Conseil consultatif des études postales, visant à faire du contrôle de la qualité une activité permanente de l'UPU.

Le CANADA propose un amendement au texte, consistant à ajouter au paragraphe «charge», après l'expression «de la large expérience acquise au cours des quatre dernières années», les mots «par l'UPU, les Unions restreintes et les Administrations postales», cela visant à renforcer l'idée émise dans la proposition et à souligner tous les efforts conjoints.

L'IRLANDE appuie l'amendement proposé par le Canada.

La proposition 013, telle qu'amendée par le Canada, est adoptée.

Invitation pour le XXIe Congrès postal universel	<p>Le PRÉSIDENT: Le Congrès – Doc 74 est une invitation de la République de Corée pour le XXIe Congrès de l'UPU.</p>
Congrès – Doc 74	<p>La CORÉE (RÉP.) souligne le développement industriel rapide de son pays qui dispose de toutes les facilités modernes; elle évoque l'accueil des Jeux olympiques de 1988 et celui de plusieurs congrès internationaux déjà réalisés avec succès.</p> <p>Grâce aux efforts que la République de Corée est préparée à consentir avec l'appui d'un personnel habitué à travailler suivant des normes de très haut niveau, la tenue du XXIe Congrès dans ce pays doit être bénéfique à l'Union. Avec la collaboration du Bureau international, le Gouvernement et le peuple coréens sauront réserver à chacun des participants un chaleureux accueil en dehors de toute considération idéologique ou religieuse. En outre, la tenue du Congrès en 1994 marquera le 110e anniversaire de la création du Service postal coréen. Pour toutes ces raisons, l'organisation du Congrès en République de Corée en 1994 sera un succès et un événement mémorable.</p> <p>Le PRÉSIDENT remercie vivement la République de Corée pour son engagement, qui comporte une charge de travail considérable.</p> <p><u>Le Congrès – Doc 74 est approuvé par acclamation. Le XXIe Congrès postal universel, prévu pour 1994, se tiendra en République de Corée.</u></p>
Communication	<p>Les PAYS-BAS font connaître qu'ils vont notifier au Bureau international leur souhait d'accueillir le XXIe Congrès en 1999, année qui coïncide avec le 200e anniversaire des services postaux néerlandais. Certes, la décision relève du prochain Congrès à tenir en 1994, mais d'ores et déjà les Pays-Bas ont le plaisir d'annoncer leur invitation.</p> <p>Le PRÉSIDENT remercie les Pays-Bas pour cette offre.</p>
Mise en œuvre de la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées	<p>Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL présente son rapport élaboré sur la base de la résolution C 9 du Congrès de Hamburg 1984. L'origine en remonte à la résolution 1514 (XV) adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1960.</p> <p>Le chapitre I du Congrès – Doc 23 résume les développements de cette question au sein des Nations Unies et rappelle qu'un programme d'action a été adopté pour l'application de ladite déclaration, à laquelle la communauté internationale a été invitée à apporter son appui.</p>
Congrès – Doc 23 et Add 1	<p>Le chapitre II du même document fait état des efforts déployés par l'Union et le Bureau international, notamment pour donner suite aux recommandations contenues dans cette déclaration et dans les diverses résolutions y relatives adoptées chaque année par les organes de l'ONU. Le Conseil exécutif est tenu informé à chaque session des mesures prises à cet égard.</p>

Le Congrès – Doc 23/Add 1 complète le rapport initial en ce qui concerne les mesures concrètes préconisées par l'UPU en faveur de la Namibie dans sa phase actuelle d'évolution vers l'indépendance, en application de la résolution A/AC.109/1010 du 15 août 1989, dont le Bureau international a été récemment saisi.

Le ZIMBABWE exprime sa gratitude au Bureau international pour l'assistance qui serait fournie à la Namibie, car celle-ci en aura vraiment besoin dans la période suivant immédiatement son indépendance, début 1990. Une telle aide, attribuée au Zimbabwe lors de son accès à l'indépendance en 1984, a été extrêmement utile et cette expérience devrait être répétée concernant la Namibie. Nous serions particulièrement reconnaissants d'une telle action du Bureau international, appuyée éventuellement par les pays développés.

Le Congrès approuve le Congrès – Doc 23 et son Add 1 et recommande notamment d'intensifier les mesures prises ces dernières années et d'accorder une attention particulière aux possibilités d'assistance concrète au peuple namibien durant la période de transition et immédiatement après l'indépendance.

Rapport
quinquennal sur
le développement
des services
postaux 1982–
1986

Congrès – Doc 20

Le PRÉSIDENT: Le Congrès – Doc 20 contient une analyse du développement des services postaux entre 1982 et 1986. Il est fondé sur des données statistiques très complètes fournies au Bureau international par les Administrations.

L'attention est appelée sur la conclusion (chiffre 3 du Congrès – Doc 20), qui constate la stagnation du volume du trafic LC et la réaction des Administrations pour répondre aux désirs de la clientèle, faire face à la concurrence et augmenter leur part de marché, notamment en consolidant, voire en développant, leur service EMS.

Le Congrès prend acte du Congrès – Doc 20.

Adaptation du
fonctionnement
de l'Union aux
exigences
commerciales et
techniques
actuelles

Congrès – Doc 73

Propositions 010
et 011

Le PRÉSIDENT: Les recommandations figurant au Congrès – Doc 73 émanent des suggestions du Bureau international soumises au Conseil exécutif de 1988 par le Secrétaire général. Pour étudier les différents aspects des questions soulevées, le Conseil exécutif a constitué un Groupe de travail, dont les conclusions figurent aux Congrès – Doc 72 et 73. Le premier concerne les aspects juridiques de l'adaptation du fonctionnement de l'Union; il a déjà été examiné et approuvé par la Commission 3.

La SUISSE, qui a présidé ce Groupe de travail, présente le Congrès – Doc 73 et les propositions 010 et 011.

Les différents points majeurs étaient au départ:

- le rôle accru du Congrès dans la fixation des orientations générales concernant le service postal international (chapitre II du Congrès – Doc 73) qui a abouti à la proposition 011 invitant le Congrès à institutionnaliser le Débat général. Un tel débat a déjà eu lieu à Rio de Janeiro en 1979, puis sous une forme plus élaborée, à Hamburg, en 1984 et il en a été de même à Washington. Il est proposé que la tenue d'un tel Débat général soit de règle dans les futurs Congrès;

- le rôle accru du Conseil exécutif en vue de sauvegarder et d'améliorer la qualité du service postal international et d'en garantir l'adaptation à la demande de la clientèle (chapitre III du Congrès – Doc 73). Dans ce vaste sujet, un des points importants se trouve évoqué aux chiffres 13 à 16 «suivi de la qualité». Une fonction nouvelle dévolue au Bureau international se fonde sur «la nécessité d'un rôle plus étendu, plus actif et plus agressif du Bureau international en ce qui concerne l'exploitation des résultats des contrôles des délais d'acheminement, dont le champ et la fréquence seraient élargis». Ces contrôles devraient donc être systématisés et exploités sur la base des données qui en ressortent. Des experts seraient envoyés sur le terrain pour examiner les points noirs et un dossier ne serait clos que lorsque le cas aurait été définitivement et totalement réglé. C'est un rôle tout à fait nouveau dans l'activité du Bureau international, qui ne sera plus limité à mentionner dans une circulaire les constatations faites, mais, avec l'aide d'experts que des Administrations sont déjà disposées à fournir, le Bureau sera habilité à prendre des mesures pour éliminer les points noirs et, par là, à agir pour rehausser la qualité du service international;
- l'attribution de nouveaux moyens. Le chiffre 33 du Congrès – Doc 73 insiste sur le besoin de dotations nouvelles, une somme de 512 000 CHF étant demandée pour financer les tâches à venir. La solution ainsi proposée est le résultat de recherches et d'échanges fructueux au sein du Groupe de travail du CE;
- l'utilisation accrue de spécialistes pour certains travaux et études. Dans le cadre de l'action d'envergure envisagée dans la lutte contre la concurrence, les compétences disponibles au Bureau international ne seront pas toujours adaptées à certains travaux nécessitant une plus grande spécialisation et il a donc été évoqué de pouvoir faire appel à des spécialistes pour traiter certains sujets. Cette perspective novatrice se situe d'ailleurs, dans l'ensemble des mesures nécessaires, à une prise de décisions rapide, le rythme quinquennal étant trop lent dans le contexte actuel. Le montant prévisible de la dépense annuelle est évalué à 111 000 CHF. Au total, le montant demandé s'élève à 623 000 CHF pour les activités spéciales qui sont proposées. Ce montant avoisine de 2 % celui du budget de l'Union et n'a donc rien d'excessif;
- l'adaptation des pouvoirs financiers du Conseil exécutif aux réalités nouvelles (chapitre IV du Congrès – Doc 73). Il est proposé de donner des moyens d'action nouveaux au Conseil exécutif, car, après examen de différentes possibilités, il est apparu qu'il convenait d'avoir un nouveau chapitre financier intitulé «Activités spéciales» divisé en autant d'articles budgétaires que de grandes catégories d'activités nouvelles. Un autre chapitre serait ouvert pour les recettes afférentes aux activités spéciales, certaines Administrations pouvant alimenter ce fonds spécial en rétribution de travaux faits pour elles par le Bureau international ou souhaiter contribuer à son alimentation. Il serait soumis aux mêmes règles budgétaires que le fonds de réserve de manière à autoriser les reports éventuels des disponibilités non utilisées dans une année donnée. Cette souplesse a été recherchée par le Conseil exécutif pour répondre aux évolutions rapides que connaît notre époque. Le système proposé du fonds des activités spéciales ne nécessite pas de modification des Actes de l'Union, mais les amendements nécessaires ont été apportés au Règlement financier par le Conseil exécutif. La Commission 3 devra cependant traiter la proposition confiant au Conseil exécutif la création de ce fonds.

La HONGRIE (RÉP.): Le Conseil exécutif a reconnu la nécessité urgente de la transformation de la structure des activités actuelles de l'Union. Le Congrès – Doc 73 reflète parfaitement la position et les suggestions faites par le Conseil exécutif en la matière. En ce qui concerne les moyens financiers pour la réalisation des activités préconisées, qui font l'objet des paragraphes 33 et 37 de ce document, nous pensons qu'il faudra laisser une certaine liberté au Bureau international, bien entendu sous contrôle du Conseil exécutif et dans le cadre de limites raisonnables. En outre, notre délégation attache une importance particulière à la coordination permanente entre le Bureau international et les Unions restreintes lors de la réalisation de ce projet.

Nous appuyons sans réserve le Congrès – Doc 73 et les propositions 010 et 011.

Le YÉMEN (RÉP. ARABE): Le Congrès – Doc 73 reflète clairement les mesures concrètes à prendre pour adapter les services postaux aux exigences de la clientèle.

Nous voudrions attirer l'attention des Pays-membres sur le fait que les envois adressés à notre pays par voie de surface, et en particulier par la voie maritime, arrivent parfois chez nous cinq à six mois après leur expédition. Cela donne lieu à des plaintes justifiées de la part de la clientèle, notamment lorsqu'il s'agit d'envois commerciaux qui deviennent parfois inutilisables ou inutiles. C'est la raison pour laquelle nous prions les Pays-membres de limiter au maximum l'utilisation de la voie de surface pour les envois postaux à destination de notre pays. Quant aux propositions 010 et 011, nous les appuyons pleinement.

Les PAYS-BAS: Nous appuyons le contenu du Congrès – Doc 73 et nous sommes très sensibles au travail fait par le Groupe de travail du Conseil exécutif. Cependant, nous estimons que les objectifs de la proposition 010 sont identiques à ceux fixés dans le projet de plan général d'action de Washington résultant du Débat général qui a eu lieu dans le cadre de ce Congrès. Nous voudrions donc suggérer de renvoyer l'approbation de ce projet de résolution jusqu'au moment où nous disposerons du texte final dudit plan général d'action, afin d'éviter un double emploi.

La GRANDE-BRETAGNE: Nous appuyons complètement les actions proposées dans le document considéré. Nous sommes toutefois très préoccupés par les coûts qui en découleront et considérons indispensable de compenser ces coûts par des économies qui pourraient être trouvées dans des domaines d'activité moins prioritaires.

Notre acceptation de la proposition 010 dépend de cette condition. Quant à la proposition 011, nous l'appuyons pleinement, étant entendu qu'un seul jour pour le Débat général nous paraît insuffisant; nous suggérons de prévoir plus de temps, au moins deux jours, ce qui donnerait plus de souplesse pour l'avenir, compte tenu de l'importance du Débat général.

La JORDANIE: Nous nous demandons si l'on ne devrait pas mentionner dans la proposition 010, à côté du service EMS, un autre nouveau service, à savoir celui du courrier électronique.

Le PRÉSIDENT: Quant à la question soulevée par la délégation des Pays-Bas, qui vise à renvoyer l'examen de la proposition 010 jusqu'au moment où le document émanant du Débat général sera présenté, j'aimerais préciser que la Com-

mission 2 aura besoin de directives concrètes pour pouvoir examiner son incidence financière. Il faudrait savoir si d'autres Administrations appuient la suggestion néerlandaise.

L'ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D': Nous ne sommes pas en faveur du renvoi de l'examen de la proposition 010. En ce qui concerne les dépenses liées à l'adoption de la proposition 010, et qui font l'objet du Congrès – Doc 73, chiffres 33 et 37, nous estimons que le montant impliqué n'est certainement pas négligeable, compte tenu du budget de l'Union. Il incombe à la Commission 2 de voir si ce montant peut être supporté dans le cadre du budget ou si des économies dans d'autres rubriques budgétaires sont nécessaires.

Le PORTUGAL: A notre avis, la proposition 010 peut être adoptée telle quelle, indépendamment du texte définitif du programme général d'action.

La NOUVELLE-ZÉLANDE: Nous comprenons bien les observations faites par les délégations de la Grande-Bretagne et de la République fédérale d'Allemagne. Comme nous l'avons déjà indiqué au Conseil exécutif, il faudra se préoccuper des dépenses supplémentaires au titre des nouvelles activités. Nous sommes donc d'accord avec la Grande-Bretagne en ce qui concerne la proposition 010, ce qui implique qu'avant d'adopter cette proposition, il faudrait étudier l'aspect des coûts et des dépenses supplémentaires.

La SUISSE: Nous sommes confrontés à une nouvelle situation due à une concurrence très sérieuse, et nous sommes obligés de prendre des mesures immédiates. Le Conseil exécutif s'est efforcé de dégager ces mesures nécessaires et a préparé les documents qui présentent les actions à suivre ainsi que les dépenses prévisibles et nécessaires, afin que le Congrès puisse prendre des décisions bien fondées. Le processus suivant devra être suivi: tout d'abord, cette séance plénière devrait adopter l'ensemble des documents concernés; ensuite, la Commission 2 devrait examiner les incidences financières et, si nécessaire, rechercher des économies ailleurs. Nous aimerions aussi rappeler que, dans le Congrès – Doc 19, qui sera traité au sein de la Commission 2, le Directeur général du Bureau international reconnaît lui-même la nécessité de s'engager à faire des économies pour financer dans la mesure du possible les nouvelles activités. Quand on est confronté à une situation d'urgence, un défi, par exemple la concurrence à l'heure actuelle, tout le monde exige que des mesures immédiates et efficaces soient prises. Au moment de la présentation de la facture, par contre, personne ne se fait plus entendre. Nous aimerions demander à cette assemblée de bien vouloir approuver l'ensemble des documents présentés. En ce qui concerne la question soulevée par les Pays-Bas au sujet de la proposition 010, nous nous rallions à l'opinion exprimée par le Portugal, à savoir qu'elle devrait être adoptée indépendamment du texte définitif du programme général d'action.

Le CANADA: Le projet de résolution figurant dans la proposition 010 traite d'un domaine prioritaire qui est la qualité du service. Nous sommes fondamentalement d'accord avec le principe de cette proposition qui vise à orienter le CE dans une direction bien précise, mais nous partageons en même temps les préoccupations de la Grande-Bretagne relatives aux aspects financiers de sa mise en œuvre qui, d'après nous, doivent faire l'objet d'une discussion spécifique.

L'INDE: Nous approuvons pleinement le contenu du Congrès – Doc 73 et nous appuyons fermement les propositions 010 et 011. Nous appuyons également les points de vue exprimés par la Hongrie (Rép.) et la Suisse, mais je rappelle

qu'ayant déjà adopté la proposition 026 prévoyant une amélioration de la gestion du travail de l'Union, certaines économies devraient être réalisées. Il convient donc de ne pas reporter la mise en œuvre des mesures envisagées dans le Congrès – Doc 73.

La COLOMBIE: Nous avons participé aux travaux du Groupe de travail qui a été chargé d'examiner les différentes modifications à apporter sur les plans juridique, opérationnel et financier de l'Union et nous estimons que nous devrions être beaucoup plus ambitieux. Afin d'assurer un bon service à la clientèle, la poste doit réformer sa propre structure, car autrement il ne nous sera pas possible de maîtriser les grandes difficultés auxquelles nous nous heurtons. Par conséquent, nous apportons notre appui aux propositions en discussion.

Le Congrès – Doc 73 ainsi que les propositions 010 et 011 sont adoptés.

Poste et
télématicque

Le PRÉSIDENT: Nous allons examiner ensemble le Congrès – Doc 66 concernant la poste et la télématicque ainsi que les propositions 5000.3, 5000.4 et 5000.5.

Congrès – Doc 66
Propositions
5000.3, 5000.4 et
5000.5

Les sujets présentés dans le Congrès – Doc 66 sont importants pour les services postaux, compte tenu de l'évolution des nouvelles techniques capables de rendre le travail plus efficace.

La BELGIQUE: L'informatique et la télématicque constituent deux facteurs marquant la société contemporaine qui, sur son passage vers une nouvelle société, voit se modifier les modes de gestion, de production et de consommation. Cette transformation demande l'introduction progressive et généralisée des techniques informatiques dans la plupart des domaines d'activité de l'homme.

Cette mutation concerne la communication dans laquelle l'Union postale universelle tient une place importante. Afin d'affermir sa position, l'UPU doit se mettre à l'ère de la télématicque qui associe l'informatique et les télécommunications et qui permet l'échange de données à distance entre ordinateurs et terminaux.

La télématicque est déjà utilisée par plusieurs organismes partenaires commerciaux de l'Union postale et en particulier par l'IATA et le Conseil de coopération douanière (CCD).

Afin d'éviter que la mise en place progressive de la télématicque dans le monde ne s'opère de façon dispersée et pour empêcher la coexistence de nombreux systèmes utilisant des langages différents dont l'interconnexion serait difficile à réaliser, la Commission économique de l'ONU pour l'Europe et l'ISO ont défini un langage commun et universel dénommé EDIFACT, c'est-à-dire «Echange de données informatisées pour l'administration, le commerce et le transport». Ce langage universel de la télématicque permet l'échange de données entre ordinateurs indépendamment des caractéristiques du matériel, du logiciel et du domaine d'activité auxquels les données se rapportent. Il comporte quatre niveaux dans son exploitation, dont les deux premiers sont communs à tous les organismes et les deux derniers permettent de déterminer les messages spécifiques entre deux organismes.

L'UPU n'est pas restée indifférente au sujet de la mise en œuvre de l'informatique et de la télématique et c'est ainsi que des expérimentations et des réalisations sont apparues ces dernières années dans les domaines de la poste aérienne pour l'établissement des formules AV 7, des envois recommandés et des services financiers postaux. La télématique est également très importante pour le service EMS en ce qui concerne le suivi et la localisation de ses envois.

Dans cette optique, le CCEP présente au Congrès le projet d'une recommandation suggérant un système d'identification unique, par codes à barres, des envois, récipients et documents connexes dans les services internationaux EMS, pour la poste aux lettres et pour les colis postaux. Le CCEP a aussi institué un Groupe spécifique dénommé «Groupe normatif des transmissions électroniques» chargé de veiller à l'homogénéité de tous les travaux en matière d'informatique et de télématique menés par les différents organes de l'UPU.

D'autre part, le CCD a informé l'UPU de ses travaux en matière d'utilisation de la télématique pour le dédouanement, notamment de son intention d'adopter la norme EDIFACT, en l'invitant à examiner conjointement la possibilité de la création d'une interface entre les deux organes sur la base de cette norme.

En outre, le Groupe de travail spécifique de la Commission «Colis postaux» du CE a mis en lumière toute l'importance d'établir des liaisons télématiques entre les Administrations postales, d'une part, et entre l'UPU et les organismes partenaires commerciaux, d'autre part. Toutes les Administrations postales membres de l'UPU ont été informées de l'adoption généralisée de la norme EDIFACT, dénominateur commun d'un réseau mondial de liaison télématique.

Les travaux sont en cours entre l'UPU et le CCD pour la détermination de l'interface télématique, qui pourrait bien être la norme CUSDEC définie par les douanes américaines et qui permettrait un dédouanement accéléré des envois postaux et par conséquent une meilleure qualité de service.

Le Conseil exécutif de 1989 a approuvé toutes ces mesures ainsi que trois projets de texte relatifs à la mise en œuvre prochaine de la télématique à l'UPU. Il s'agit en premier lieu de la proposition 5000.3 qui comporte un projet de résolution du Congrès chargeant le CE, en collaboration avec le CCEP, d'introduire la télématique à l'UPU, qui est à la base de toutes les actions à entreprendre par les deux organes conjointement concernés par cette entreprise d'envergure. Chacun d'eux assure en effet des contacts avec des organismes partenaires, l'IATA et le CCD pour le Conseil exécutif et l'UIT et l'ISO pour le CCEP.

Le Conseil exécutif présente également à l'approbation du Congrès les propositions 5000.4 et 5000.5. La mise en œuvre universelle et homogène de la télématique dépend de l'application généralisée par les Administrations et par les institutions des deux premiers des quatre niveaux que comporte EDIFACT dans son exploitation, à savoir:

- l'utilisation des règles de syntaxe des messages électroniques EDIFACT, c'est-à-dire la norme internationale ISO 9735,
- et l'utilisation du «Répertoire d'éléments de données commerciales de l'ONU», c'est-à-dire la norme internationale ISO 7372, qui codifie en quelque sorte tous les éléments de données commerciales.

En conclusion, le projet de résolution 5000.3 et les deux projets de recommandation 5000.4 et 5000.5 mis au point par le Conseil exécutif sont d'une grande importance pour l'Union postale car ils lui permettront de jeter les bases d'un futur réseau postal universel au profit de toutes les Administrations membres et compatible avec les systèmes analogues de tous les organismes partenaires commerciaux.

L'IRLANDE se félicite du travail accompli et appuie pleinement les propositions 5000.3, 5000.4 et 5000.5. L'importance de la normalisation et de l'utilisation de la télématique dans la vie commerciale est reconnue dans notre pays et nous considérons que c'est une occasion pour les services postaux de fournir de bonnes prestations à la clientèle. En octobre dernier, nous avons introduit un nouveau service de ce genre, qui est fondé sur la norme EDIFACT, et nous avons construit un réseau propre à la poste, étant donné que les télécommunications sont gérées par une autre organisation. Dans ce réseau, nous comptons, parmi les clients, les supermarchés qui sont peut-être les mieux indiqués pour débiter un tel service parce qu'ils ont beaucoup de fournisseurs qui utilisent également l'EDIFACT. Donc l'EDIFACT est utile non seulement pour l'UPU mais pour l'évolution future du service basé sur la télématique. Nous sommes prêts, par ailleurs, à mettre à la disposition du CE et du CCEP notre expérience en la matière.

La GRANDE-BRETAGNE et l'AUTRICHE appuient fermement les propositions en discussion en estimant qu'il est de première importance pour la poste d'inclure les nouvelles techniques dans son travail.

Le Congrès – Doc 66 est approuvé.

Les propositions 5000.3, 5000.4 et 5000.5 sont adoptées.

La séance est levée à 18 h 30.

Au nom du Congrès:	Le Président,	Le Secrétaire général,
	EDWARD E. HORGAN, Jr.	A.C. BOTTO DE BARROS
	Le Secrétaire,	
	L.-P. DUCOMMUN	

Onzième séance du Congrès

Lundi 4 décembre 1989

Présidence de M. EDWARD E. HORGAN, Jr., Président

La séance est ouverte à 9 h 05.

Adoption
de l'ordre du jour
(Congrès – Doc 5)

Le PRÉSIDENT passe à l'examen de l'ordre du jour (Congrès – Doc 5). Le dépouillement des bulletins de vote prenant un certain temps, nous allons examiner le point 4, puis les points 7 à 12 en attendant les résultats des élections des membres du CE et du CCEP qui font l'objet des points 5 et 6 de l'ordre du jour.

Aucune objection n'étant formulée, l'ordre du jour, ainsi modifié, est adopté.

Déclarations

L'IRAQ: Toutes les délégations ont été très touchées par le chaleureux accueil dont elles ont fait l'objet de la part des familles américaines qui les ont reçues à l'occasion du «Thanksgiving Day», lors de la manifestation «Soyez nos hôtes». Ces visites ont été organisées par l'Administration postale du pays hôte. Aucun Congrès n'avait jamais fait cette expérience. A cet égard, je propose qu'un document soit rédigé exprimant les sentiments de chaque délégué à la suite de ces visites. Une copie de ce document sera remise à chaque famille accueillante.

En outre, nous avons visité hier, grâce à l'Administration postale américaine, la maison du troisième Président des Etats-Unis d'Amérique. Je suggère que l'on recueille dans un livre d'or les impressions des délégations qui ont visité ce lieu historique.

(Applaudissements.)

L'URSS: Le Conseil des Ministres de l'URSS salue les participants au XXe Congrès de l'Union postale universelle.

Les communications postales, nées aux temps lointains, restent jusqu'à nos jours l'une des formes principales des relations entre les hommes. On ne peut pas surestimer la contribution que l'Union postale universelle, l'une des organisations internationales intergouvernementales les plus anciennes, a apportée dans l'œuvre du rapprochement entre les peuples et du renforcement de la compréhension mutuelle entre eux. Aujourd'hui, quand le principe de la primauté des valeurs humanitaires est avancé avec plus d'assurance au premier plan dans la politique mondiale, l'importance de la poste, qui elle aussi appartient à la catégorie de telles valeurs, est d'autant plus grande. En assurant à chaque personne la possibilité de communiquer sans obstacles ses sentiments et ses pensées à n'importe quelle distance, d'entrer en contact avec le correspondant de son choix, la poste sert de facteur important de la démocratisation de

la vie internationale. La nouvelle mentalité politique sous-entend le développement ultérieur des communications postales sous tous les aspects auquel l'Union postale universelle est appelée à contribuer.

De son côté, l'Union soviétique est prête à accorder sa contribution constante au perfectionnement du service postal international.

Nous souhaitons aux participants au Congrès plein succès et un travail fructueux.

(Applaudissements.)

Complément au
rapport de la
Commission 1

(Congrès/C 1 –
Rapp 1/Add 1)

Le PRÉSIDENT DE LA COMMISSION 1: Lors de la séance plénière du 24 novembre 1989, le Congrès avait autorisé le Président de la Commission 1 à reconnaître les pouvoirs des délégués qui pouvaient être présentés après cette date. Depuis lors, huit Pays-membres ont déposé en bonne et due forme leurs pouvoirs. La liste de ces pays figure à l'annexe 1 de mon rapport. A cette liste, il faut ajouter la République socialiste de Roumanie dont les pouvoirs viennent d'être présentés ce matin même.

Election des
membres du CE

(Congrès – Doc 43)
(Congrès – Doc 45)

Le PRÉSIDENT: Nous passons à l'élection des membres du CE. Je vous rappelle que l'article 102, paragraphe 3, du Règlement général établit les modalités pour l'élection des Pays-membres du CE.

En outre, je vous signale que le nombre des candidatures présentées pour la zone géographique 2 (Europe orientale et Asie du Nord) correspond au nombre des sièges attribués à ce groupe. Cela étant, conformément à la pratique établie et sous réserve de l'approbation du Congrès, une élection pour les pays de cette zone n'est plus nécessaire.

Aucune délégation ne s'y opposant, les membres de la zone 2 énumérés ci-après sont élus tacitement: Hongrie (Rép.), Mongolie (Rép. pop.), Pologne (Rép. pop.) et Yougoslavie.

Le PRÉSIDENT: Etant donné que le nombre des candidatures pour la zone 1 (hémisphère occidental), la zone 3 (Europe occidentale), la zone 4 (Asie du Sud et Océanie) et la zone 5 (Afrique) dépasse celui des sièges correspondants, un vote secret doit avoir lieu pour désigner les membres de chacune de ces zones. L'attention du Congrès est attirée sur le fait qu'après la publication du document Congrès – Doc 45, la Sierra Leone a décidé de retirer sa candidature.

L'Algérie, l'Amérique (Etats-Unis), le Chili, la France, le Gabon, l'Inde, l'Irlande et l'URSS sont désignés comme scrutateurs.

Le LIBÉRIA annonce qu'il retire sa candidature au Conseil exécutif.

Le Congrès procède à l'élection, au scrutin secret et par appel nominal, des membres du CE pour les groupes géographiques 1, 3, 4 et 5.

Le PRÉSIDENT passe aux autres points de l'ordre du jour pendant que les opérations de dépouillement se déroulent.

Communications Le DOYEN: La dernière fois que j'ai pris la parole nous procédions à l'élection du Directeur général et du Vice-Directeur général. Depuis cette séance du 14 novembre 1989 au matin différents événements sont intervenus:

La délégation de la Chine (Rép. pop.) nous a offert un excellent déjeuner où, dans une atmosphère cordiale, nous avons passé des moments forts agréables.

Le soir du même jour, M. Cousquer, Directeur général de la poste française, et l'Ambassadeur de France aux Etats-Unis d'Amérique, nous ont conviés à un dîner tenu au «National Museum of Women in the Arts». Le cadre unique et les belles œuvres d'art exposées ont été une fort intéressante introduction à un agréable dîner.

La délégation de la Nouvelle-Zélande nous a également invités à déjeuner à son ambassade où M. Evans, l'Ambassadeur et son épouse ont été nos hôtes.

Puis nous avons eu la soirée allemande où la bienvenue nous a été souhaitée par M. Schwarz Schilling. Par la musique, la cuisine et l'ambiance générale, nous avons pu retrouver les moments agréables du Congrès de Hambourg.

La soirée anglaise, présidée par Sir Bryan Nicholson et son épouse, a été mémorable grâce à une belle musique et à des mets représentatifs de différentes provinces du Royaume-Uni.

L'Ambassadeur de la Tunisie nous a ensuite offert une réception marquée au surplus par l'heureux retour parmi nous de M. Balma, ancien Président du CCEP.

Le 25 novembre nous avons tous été invités au foyer familial d'agents du service des postes américaines. Cet intéressant programme nous a permis de partager la vie de familles américaines. Nous avons ainsi pu mieux connaître nos hôtes et d'autres délégués. Dans sa réalisation pratique, cette idée sympathique «Soyez nos hôtes» a été un vif succès et nous laissera le souvenir de la chaleur cordiale de l'accueil de nos collègues américains.

Est ensuite venue la deuxième série d'excursions à Baltimore et à Charlottesville, durant cette dernière fin de semaine. De nombreux participants ont ainsi pu se distraire en dehors de la ville de Washington. Le Président du Congrès, M. Horgan, et le Secrétaire général, M. Botto de Barros, ont reçu les Chefs de délégation représentant les différentes régions géographiques, ce qui a favorisé la connaissance mutuelle et nous a rapprochés les uns des autres.

Pour ce qui est des travaux des Commissions, ils ont bien avancé et, aux dernières informations, nous sommes assurés que nous pourrions respecter le calendrier prévu, sous réserve de quelques petites modifications éventuelles.

Le programme des épouses, qui comprenait quelque 20 excursions dans Washington et ses environs, a connu un réel succès et nos épouses ont bénéficié de toutes les attentions des guides et des volontaires des services postaux américains qui doivent en être remerciés très chaleureusement.

Tout ce qui a ainsi été mis sur pied et déjà réalisé par les soins du Secrétariat et du service postal américains nous met dans une impatience fébrile pour l'avenir car nous allons très bientôt découvrir la longue excursion vers la Floride.

Au nom du Congrès, je voudrais répéter ici mes remerciements chaleureux aux délégations déjà citées et à tous ceux qui nous ont accueillis en insistant sur la place particulière qu'il convient de réserver à l'Administration postale américaine.

(Applaudissements.)

Le PRÉSIDENT: Je remercie bien vivement M. Murthy pour tous les éloges qu'il vient de prodiguer et je comprends, après la journée mémorable d'hier à Baltimore ou à Charlottesville, que les délégués attendent avec impatience l'amitié et la chaleur espérées en Floride.

Je reviens sur les propositions faites auparavant par l'Iraq:

- Le premier point est relatif à un remerciement du Congrès au pays hôte pour cette heureuse initiative que fut «Soyez nos hôtes». Je demande au Secrétariat de préparer une lettre qui sera adressée dans le sens souhaité au nom de tous les participants. Il reste loisible à chaque invité d'adresser à ses hôtes ses remerciements personnels et pour ceci le Secrétariat américain apportera éventuellement son aide pour les noms et adresses des familles d'accueil afin de faciliter cette démarche de courtoisie.
- Pour le second point relatif à l'absence de livre d'or dans la maison de notre troisième Président à Monticello, Virginie, je propose également que le Secrétariat prépare, de la part des délégués, une lettre à l'adresse de la fondation responsable lui exprimant nos remerciements.

Déclarations

Le SRI LANKA: La délégation du Sri Lanka tient à vous féliciter, Monsieur le Président, de votre élection à la présidence. Permettez-moi également de féliciter M. Botto de Barros pour sa réélection en tant que Directeur général, ainsi que M. Ascandoni élu Vice-Directeur général. Nous sommes persuadés que tous deux continueront à contribuer au développement de la poste et qu'ils relèveront les défis qui lui sont lancés aujourd'hui.

Je voudrais également saisir cette occasion pour dire au Gouvernement et à l'Administration postale des Etats-Unis d'Amérique combien nous apprécions les excellentes dispositions qu'ils ont prises pour la tenue de cette assemblée. Nous sommes vraiment heureux d'être ici, dans cette belle ville de Washington, centre du réseau mondial des communications.

Le Sri Lanka est membre de l'Union postale universelle depuis 1877, tout d'abord en tant que colonie britannique et par la suite, après avoir acquis son indépendance, en tant qu'Etat membre souverain. Nous avons pleinement participé à toutes les activités de l'UPU et nous avons eu l'honneur d'être élus au Conseil exécutif de l'Union postale universelle pour deux périodes successives, 1974-1979 et 1979-1984. Nous avons en outre eu le privilège d'être élus par le Congrès de Hambourg 1984 au Conseil consultatif des études postales. Notre participation active à diverses sessions du Congrès nous a permis d'acquérir une base de connaissances et d'expériences qui nous a aidés à développer les services postaux intérieurs et internationaux du Sri Lanka. Je dois en particulier déclarer combien nous a été précieuse l'assistance technique qui nous a été fournie par l'intermédiaire de l'UPU, du PNUD et des pays donateurs.

Nous avons tiré le plus grand profit des divers cycles d'étude, programmes de formation, colloques sur la gestion postale au niveau des cadres moyens et supérieurs, la statistique postale internationale, la gestion financière, la formation pédagogique, et des cours de formation spécialisée sur l'EMS. Nous devons également exprimer nos remerciements pour l'attribution d'un grand nombre d'experts UPU, spécialistes de divers domaines, qui ont été envoyés au Sri Lanka pour l'aider à réorganiser et à simplifier ses services postaux. En matière de coopération technique, l'assistance la plus récemment fournie a consisté à verser des fonds en faveur d'un projet qui nous permettra de développer la formation du personnel grâce à la création d'une école de gestion postale.

Il y a quelques jours, le Directeur général de l'UIT a formulé dans son allocution une importante observation en déclarant: «Sans communication il n'y a pas de développement.» Je voudrais souligner cette remarque en précisant que nous vivons dans un monde interdépendant. Dès lors, il est également important, et il y va de notre intérêt réciproque, d'accorder une attention particulière aux besoins des pays en développement.

Je me dois de faire cette observation en raison de ma propre expérience et de ma participation aux travaux du système des Nations Unies, où j'ai eu le privilège d'assumer les fonctions de Président de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, en 1977-1978, au début du dialogue Nord-Sud, celles de Président de l'Assemblée d'Intelsat et celles de membre des organes directeurs de l'OIT, de l'ONUDI et de l'OMS. J'ai également été président et porte-parole du Groupe des 77 ou des pays en développement dans pratiquement toutes les organisations internationales de la famille des Nations Unies.

Les conditions socio-économiques des pays en développement continuent de se détériorer. Ceux-ci ne peuvent pas, à cause de contraintes structurelles, résister aux chocs de l'extérieur. L'insuffisance des recettes à l'exportation, les termes défavorables de l'échange et la diminution des apports extérieurs ont pour effet, pour les pays en développement, de réduire sensiblement leur capacité d'importer, ainsi que leurs possibilités de consommer et d'investir. Le service de la dette est un obstacle majeur à leur processus de développement. A ces problèmes, s'ajoute celui des catastrophes naturelles. Il est par conséquent demandé à la communauté internationale d'intervenir d'urgence, à la fois pour rétablir la situation à court terme et pour promouvoir le développement à long terme.

Les pays en développement représentent près des deux tiers des membres des organisations internationales et plus des deux tiers de la population du globe. Au cours des dernières années, les pays développés ont eu de plus en plus tendance à participer financièrement, dans les pays en développement, à des projets d'exportation. Toutefois, notamment du fait de leur manque d'infrastructure et de moyens de communication, les pays les plus démunis ont été négligés. Nous avons également observé, au fil des ans, que l'émigration depuis les pays en développement vers les pays développés, et tout particulièrement vers les Etats-Unis d'Amérique, n'a cessé d'augmenter. Indépendamment des exigences du commerce et de l'industrie, la nécessité d'un système de communication efficace par la voie postale a de ce fait pris de l'importance. Il y a par conséquent eu recours accru à la poste pour assurer les communications, singulièrement dans les pays en développement les plus pauvres du monde, qui ne disposent pas de services de télécommunication modernes. J'ai relevé le rôle joué par l'UPU dans l'amélioration de ces communications et cela a été pour moi un motif d'encouragement que d'entendre ici que certaines des demandes formulées par les pays en développement sont fortement appuyées par les pays développés participant à ces réunions.

De nombreux délégués ont déjà rappelé que le XXe Congrès de l'UPU sera un événement marquant, car il doit y être pris des décisions capitales pour relever les défis lancés aujourd'hui à la poste, le plus redoutable étant celui de la concurrence, en particulier celle des coursiers privés. Même dans un pays en développement comme le Sri Lanka, il n'y a pas de barrière à l'importation puisque nous appliquons une économie de libre marché; ces entreprises peuvent donc opérer dans le pays et en fait nombreuses sont déjà celles qui y sont installées. Cela a été une cause de motivation pour la poste qui a dû redoubler d'efforts pour assurer à la population un service rentable et efficace.

En régime intérieur, il est bon de noter que le service postal joue au Sri Lanka un rôle déterminant, en raison du taux élevé d'alphabétisation qui est de l'ordre de 90 %. En outre, une grande part de la population du Sri Lanka vit en milieu rural et la poste, de par son vaste réseau d'agences postales dans les villages, constitue

un lien de communication vital. Par son efficacité, le service postal a utilement contribué au progrès socio-économique du pays. Il a en effet mis en valeur le secteur rural et aidé à lutter contre l'exode de la population rurale vers les zones urbaines.

Etant donné que le Sri Lanka entreprend un programme d'industrialisation, assorti de la création de zones de libre-échange et de projets d'investissements étrangers dans des sociétés mixtes, la poste devra améliorer ses services en fonction des tendances modernes si elle veut faire face à l'évolution de la demande en matière commerciale. En fait, dans le domaine des télécommunications, le Sri Lanka a créé pour les abonnés le système le plus moderne d'appel automatique direct international. De même, nous espérons développer nos services postaux de façon à les aligner sur ceux des pays développés. J'ai confiance qu'il nous sera possible de répondre aux enjeux qui s'offrent à nous, cela grâce à la poursuite de l'aide de pays amis et grâce à des organisations internationales comme l'UPU. Je vous assure quant à moi de toute notre collaboration et de notre soutien le plus total.

(Applaudissements.)

Les TONGA: Au nom de ma délégation, je voudrais formuler aujourd'hui quelques observations, puisque je n'étais pas ici au début, et m'associer aux orateurs qui m'ont précédé pour vous féliciter, Monsieur le Président, à l'occasion de votre élection à la présidence du XXe Congrès postal universel réuni à Washington, D.C., capitale des Etats-Unis d'Amérique. Je voudrais également féliciter les Vice-Présidents de ce Congrès ainsi que les Présidents et Vice-Présidents des Commissions pour leur élection. Ma délégation souhaiterait aussi dire au Secrétaire général et à ses collaborateurs combien elle apprécie les excellents efforts déployés pour préparer ce Congrès. De même, elle tient à exprimer au Postmaster General de l'Administration postale, au Gouvernement et au peuple des Etats-Unis d'Amérique ses remerciements pour avoir accueilli ce XXe Congrès de l'UPU et pour son excellente organisation. Enfin, ma délégation a hautement apprécié le discours d'ouverture prononcé par le Président George Bush.

Le Royaume des Tonga, situé dans le Pacifique Sud, compte une centaine de milliers d'habitants. Il se compose de plus de 169 îles s'étendant sur une vaste zone de cet océan. Nukualofa, capitale du Royaume, est à une heure de vol au sud de Suva, aux îles Fidji, et à trois heures de vol au nord-est d'Auckland, Nouvelle-Zélande; à plus d'une heure de vol au sud-ouest des Samoa américaines et du Samoa occidental et à environ six heures de vol au sud de Honolulu, Hawaï. Le contact avec les Européens remonte au milieu du XVIIe siècle, exactement à 1643. Le Royaume est mieux connu sous le nom «d'Iles des amis», nom qui lui a été donné en 1777 par un explorateur anglais, le Capitaine James Cook.

La présence ici de ma délégation à ce XXe Congrès de l'UPU témoigne de l'intérêt du Gouvernement et du peuple des Tonga et de leur désir de poursuivre le développement et l'amélioration des services postaux du Royaume. Les Tonga sont devenues membre de l'UPU en 1972; depuis lors elles ont été représentées au Congrès. Après le Congrès de Hambourg 1984, c'est la deuxième fois que ma délégation assiste effectivement à un Congrès.

Le développement de l'infrastructure des transports et des communications joue un rôle déterminant dans la mise en valeur d'un pays. Cela est d'autant plus vrai pour le cas d'un petit pays insulaire comme le nôtre où les communications postales ont toujours été indispensables, étant donné la grande dispersion des îles formant le Royaume. Le début de l'actuelle décennie a été marqué par la libération et la déréglementation de l'économie, ainsi que par l'accroissement rapide du commerce et des affaires. Aussi les échanges internationaux et la mobilité des populations ont-ils rendu nécessaire l'extension des services postaux au-delà du Royaume.

L'Administration postale tongane s'attache constamment, dans la limite de ses ressources, à fournir aux usagers, à l'intérieur et à l'extérieur du Royaume, les meilleures prestations possibles. En outre, elle accorde la plus grande attention à l'amélioration des services postaux dans les zones rurales, tout en maintenant les prix à un niveau minimal.

Depuis le Congrès de 1984, la poste nationale se heurte à la concurrence de plus en plus forte d'un coursier privé connu sous le nom de DHL. A la suite d'une demande d'assistance technique de l'UPU, un consultant est venu d'Australie pour étudier la situation. La mission a été menée à bonne fin et je m'en félicite. Ce consultant a recommandé au Gouvernement d'instituer aux Tonga le service EMS, afin de pouvoir, dès le début de la prochaine décennie, assurer des prestations plus performantes.

Monsieur le Président, permettez à ma délégation de se tourner vers le dernier en date des Pays-membres de l'UPU, le Samoa occidental, pour lui exprimer ses chaleureuses félicitations et ses vœux les meilleurs.

En conclusion, je voudrais qu'il soit fait état de la gratitude de mon Gouvernement et de mes vifs remerciements à l'égard de l'Union postale universelle, des autres organisations internationales, des Gouvernements, notamment ceux du Royaume-Uni, de la Nouvelle-Zélande, de l'Australie et des Etats-Unis d'Amérique, pour leur assistance technique, ainsi que pour la formation du personnel postal et les missions dont le Royaume a bénéficié.

Je souhaite à chacun d'entre vous un Congrès fructueux se traduisant par une amélioration de la réglementation postale qui nous permettra ainsi de fournir, d'ici à la fin de ce siècle, des services postaux de meilleure qualité et plus efficaces.

(Applaudissements.)

La BOLIVIE: Je félicite M. Botto de Barros et M. Ascandoni pour leur élection et je tiens à remercier tous les collaborateurs de l'UPU.

En 1874, l'UPU a apporté une solution heureuse au problème crucial de la correspondance épistolaire et, depuis cette date, elle a abordé avec un sens très aigu de ses responsabilités une réorganisation des services postaux dans le monde.

Maintenant, au seuil du XXI^e siècle, un nouveau défi se présente à nous: il s'agit de nous organiser avec un sens encore plus poussé de nos responsabilités. Le nouveau danger sérieux de la concurrence risque de mettre en péril l'engagement de 1874 de faire de la poste un service social permettant aux peuples de communiquer facilement entre eux dans le monde entier.

Dans ces circonstances, il nous faut être efficaces et dépasser les postes parallèles qui, en marge de nos économies nationales, prélèvent des profits excessifs. Pour sa part, la Bolivie va tout mettre en œuvre pour s'organiser efficacement.

Je remercie de tout cœur l'Administration postale des Etats-Unis d'Amérique pour l'organisation splendide du Congrès et renouvelle mes remerciements à ceux qui dirigent l'UPU avec sagesse. Ils permettent aux Administrations de réaliser ensemble leurs objectifs pour le bien de la société.

L'Administration postale de Bolivie est heureuse de participer à ce XX^e Congrès de l'UPU.

(Applaudissements.)

MALTE: J'aimerais, au nom du Gouvernement de Malte et de l'Administration postale maltaise, vous féliciter, Monsieur le Président, ainsi que vos collègues, de votre élection à la présidence de ce XXe Congrès de l'UPU. Je suis certain que votre vaste expérience vous permettra d'accomplir très efficacement votre tâche. La délégation maltaise aimerait également remercier nos hôtes, l'Administration postale des Etats-Unis d'Amérique et le Secrétariat national pour la chaleureuse hospitalité dont ils font preuve à notre égard pendant notre séjour à Washington.

Malte est devenue membre de l'Union postale universelle en 1875, en tant que territoire britannique, une année seulement après la création de l'Union, puis en tant que pays souverain en 1965. C'est la première fois que Malte participe à un Congrès de l'UPU, mais elle a toujours accepté toutes les règles de l'UPU et s'y est conformée. Depuis son accession à l'indépendance en 1964, Malte a fait de grands progrès dans le sens de l'industrialisation et du développement des ressources de l'île, notamment dans le domaine du tourisme.

Malgré sa petite dimension, Malte peut néanmoins s'enorgueillir d'avoir une Administration postale qui fait distribuer dans les 24 heures toutes les catégories de courrier. Aussi participe-t-elle activement au développement de l'économie nationale et à la promotion du bien-être d'une population de 360 000 habitants desservis, dans des conditions d'efficacité et à des prix des plus modiques, par 24 bureaux de poste secondaires et 17 agences postales. Grâce à l'institution réussie de nouveaux services tels que celui des chèques postaux actuellement reliés à huit pays européens, et l'EMS, introduit en mai 1988 face à une concurrence féroce bien en place, notre Administration continuera de suivre de près les excellents travaux entrepris par l'Union postale universelle et n'épargnera aucun effort pour participer au si exhaustif Programme général d'action de Washington, en cours d'élaboration pendant ce XXe Congrès.

En conclusion, ma délégation voudrait, au nom du Gouvernement et de l'Administration postale de Malte, former des vœux pour que ce XXe Congrès soit couronné de succès et axé sur l'avenir.

(Applaudissements.)

Approbation des
procès-verbaux
des séances
plénières

Les procès-verbaux de la première à la quatrième séance (Congrès – PV 1 à 4) sont approuvés.

Amélioration des
services postaux
des zones rurales

(Proposition
2000.3)

Le PRÉSIDENT signale que la proposition 2000.3 a été présentée directement au Congrès conformément au Congrès – Doc 35/Rev 1.

Le BRÉSIL: Le CCEP a déjà effectué des études sur la poste rurale. Preuve en sont les plaquettes 55, 62 et 153 publiées respectivement en 1964, 1969 et 1984 dans la Collection d'études postales. Les pays qui n'ont pas encore trouvé de solutions optimales à ce problème devraient demander à l'UPU les services de consultants. Cela étant, il ne semble pas nécessaire de charger le CCEP de poursuivre l'étude de ce problème qui ne concerne que la structure postale de chaque pays.

Le MAROC: A l'occasion de l'examen du programme d'action du futur CCEP, la délégation de Cuba, appuyée par la Grande-Bretagne, a suggéré l'organisation d'un colloque sur les problèmes postaux des pays en développement. Ce colloque pourrait inclure la discussion et l'échange d'expériences sur la poste rurale.

La proposition 2000.3 est approuvée par consensus.

Entrée en vigueur
des Actes du
Congrès
de Washington
1989

(Proposition 08)

Le PRÉSIDENT demande au Japon de présenter la proposition 08 qui porte sur l'entrée en vigueur des Actes du Congrès de Washington.

Le JAPON: Compte tenu des problèmes auxquels la poste est confrontée, il serait bon que les Actes révisés par le Congrès soient appliqués le plus rapidement possible. Cependant, dans certains pays, l'approbation des Actes par les autorités compétentes exige beaucoup de temps. D'un autre côté, certaines dispositions urgentes pourraient être mises en vigueur plus rapidement que d'autres, comme cela a été la pratique du Congrès par le passé. C'est pourquoi nous proposons l'entrée en vigueur des Actes du Congrès de Washington au 1er juillet 1991 et, le cas échéant, celle de certaines dispositions, à une date antérieure.

La FRANCE: La délégation française appuie l'entrée en vigueur des Actes du Congrès de Washington, au 1er juillet 1991. En ce qui concerne les frais de transit et les frais terminaux, nous proposons l'amendement suivant à la proposition 08 présentée par le Japon: après «la date du 1er juillet 1991», ajouter le membre de phrase: «à l'exception de l'ensemble des dispositions relatives aux frais de transit et aux frais terminaux (taux de rémunération, techniques statistiques et comptables) qui s'appliqueront à partir du 1er janvier 1991» ainsi que le deuxième alinéa suivant: «charge le Bureau international de prendre les mesures nécessaires à cette mise en œuvre anticipée».

La COLOMBIE, le JAPON, CUBA et ISRAËL se rallient à l'amendement proposé par la France.

La GRANDE-BRETAGNE: L'entrée en vigueur des Actes du Congrès de Washington à deux dates différentes risque d'entraîner des complications administratives et parlementaires; c'est pourquoi nous demandons que la même date, le 1er janvier ou le 1er juillet 1991, soit choisie pour la mise en œuvre de toutes les dispositions des Actes du Congrès.

La JORDANIE, le LUXEMBOURG et FIDJI se rallient à l'idée d'une seule date pour la mise en vigueur des Actes du Congrès de Washington.

L'INDE: La comptabilité des frais de transit et des frais terminaux se faisant sur une base annuelle, les dispositions des Actes y relatives devraient prendre effet dès le 1er janvier 1991 et les autres Actes à une date ultérieure.

La BOLIVIE et le PÉROU, se ralliant à la proposition de la Grande-Bretagne, proposent que tous les Actes prennent effet dès le 1er janvier 1991.

L'ARGENTINE rappelle qu'il y a une entrée en vigueur administrative des Actes du Congrès, en l'absence de ratification par les pouvoirs législatifs, et se rallie à la proposition de l'Inde en ce qui concerne les frais de transit et les frais terminaux.

La GRANDE-BRETAGNE: Compte tenu des avis exprimés, nous considérons que les dispositions des Actes relatifs aux frais de transit et aux frais terminaux devraient être appliquées à partir du 1er janvier 1991. Par ailleurs, pour des considérations de gestion et d'administration, il serait souhaitable que tous les Actes du Congrès de Washington entrent en vigueur à la même date, à savoir le 1er janvier 1991. Nous proposons dès lors d'amender dans ce sens la proposition 08 et nous demandons que, conformément à l'article 15, paragraphe 5, du Règlement intérieur des Congrès, le vote porte d'abord sur notre amendement qui s'éloigne le plus du texte de base.

Le PRÉSIDENT met aux voix l'amendement de la Grande-Bretagne qui fixe la date d'entrée en vigueur des Actes du XXe Congrès au 1er janvier 1991.

La proposition 08, telle qu'amendée par la Grande-Bretagne, est adoptée par 129 voix pour, 16 contre et 7 abstentions.

L'AUTRICHE: En ma qualité de Président de la Commission 8 du Congrès (Services financiers postaux), j'aimerais attirer l'attention du Congrès sur le fait que l'entrée en vigueur des dispositions concernant l'émission des mandats télégraphiques, qui est liée aux prescriptions du CCITT, est prévue au 1er juillet 1990.

M. J. ASCANDONI, SOUS-DIRECTEUR GÉNÉRAL AU BUREAU INTERNATIONAL: Etant donné que l'Arrangement concernant les mandats de poste n'est pas un Acte obligatoire, il serait préférable de laisser la proposition 08 telle qu'approuvée. La date de mise en vigueur des dispositions particulières concernant les mandats télégraphiques devrait faire l'objet d'une décision séparée afin d'éviter toute confusion.

Changements
de classes de
contribution

(Congrès – Doc 40)

LE SECRÉTAIRE présente le Congrès – Doc 40 relatif aux changements de classes de contribution. Conformément à l'article 125, paragraphes 4 et 5, du Règlement général, les Pays-membres peuvent changer de classe de contribution à la condition que ce changement soit notifié au Bureau international avant l'ouverture du Congrès et qu'il porte sur le déclassement d'une seule classe à la fois. Du fait qu'il s'agit d'un droit, le Congrès est prié de prendre acte des notifications en question.

Le CANADA: Notre demande de déclassement a été présentée pour deux raisons. La première concerne la classe de contribution qui est disproportionnée par rapport aux activités économiques du pays et la deuxième était basée sur l'approche courante de la gestion et des techniques budgétaires. Cependant, étant donné que le Congrès a recommandé la nécessité de limiter la croissance du budget tout en se concentrant parallèlement sur les ressources disponibles et les priorités telles qu'identifiées par celui-ci, le Canada a décidé de conserver sa classe de contribution à 50 unités.

Le GUATÉMALA note avec surprise que onze pays ont notifié leur désir de descendre dans la catégorie inférieure, ce qui aura une répercussion importante sur l'unité de contribution. Nous tâcherons de régler nos arriérés sous peu, mais, avec les déclassements annoncés, la situation sera plus compliquée à partir de 1991. Notre pays se trouve dans une situation économique grave et nous n'avons pas pu manifester à temps le désir d'être déclassé. Pour cette raison, nous demandons au Congrès de bien vouloir nous accorder la possibilité de passer de la classe de 3 unités à celle de 1 unité.

Le SECRÉTAIRE: Afin d'éviter toute équivoque, je me permets de rappeler le texte de l'article 125, paragraphe 4, du Règlement général, qui se lit comme suit: «Les Pays-membres peuvent changer ultérieurement de classe de contribution à la condition que ce changement soit notifié au Bureau international avant l'ouverture du Congrès. Cette notification, qui est portée à l'attention du Congrès, prend effet à la date de mise en vigueur des dispositions financières arrêtées par le Congrès.» Conformément à cette disposition, je ne vois pas la possibilité de donner suite à la requête du Guatemala.

Le LIBAN: Nous avons adressé une notification au Bureau international pour être déclassé parce que notre pays fait face à un véritable désastre. Cependant, cette demande ne lui est pas parvenue, ni avant la tenue de la dernière session du CE, ni à la veille du Congrès, en raison du gel de toutes les communications postales pendant une période de sept mois. Il a été également demandé au Bureau international d'informer les Pays-membres de notre requête pour que nous soyons exemptés de toutes les dettes. Nous adressons nos plus chaleureux remerciements aux Administrations qui ont répondu à cette requête et ont annulé nos dettes à leur égard. Il s'agit notamment de la Jordanie, d'Oman et de

l'Espagne. Nous relançons notre appel auprès des pays présents pour qu'ils nous prêtent leur assistance afin de nous permettre de faire face à la catastrophe nationale.

Le CE avait déjà accepté de ranger provisoirement notre pays dans la classe d'une demi-unité pour les années 1986 et 1987 mais, étant donné que la situation s'est détériorée encore plus, nous ne sommes pas en mesure d'honorer nos dettes. Nous adressons notre demande au Congrès pour qu'il adopte une résolution pour exempter le Liban de toute contribution et pour annuler ses dettes auprès de l'UPU.

Le SECRÉTAIRE: Peu de temps avant le Congrès, le Bureau international a effectivement reçu une copie de la lettre à laquelle le Liban fait allusion et dont l'original n'était jamais parvenu à destination. Ce courrier demandait au CE d'envisager des mesures pour remédier à la situation financière de l'Administration postale du Liban.

A ce propos, je vous confirme que, en 1986, à la suite d'une demande semblable, le CE avait classé le Liban dans la classe de 0,5 unité pour une période de deux ans. Actuellement, ce pays se trouve dans la classe de 1 unité et un déclassement permanent n'est donc pas possible. Nos Actes ne permettent ni de renoncer au paiement total des contributions, ni d'annuler des dettes antérieures. L'expérience démontre que la situation des pays qui avaient fait des demandes analogues finit par s'améliorer et qu'ils arrivent en fin de compte à liquider leurs arriérés. Nous espérons tous qu'il en aille de même pour le Liban, même si, juridiquement, il n'est pas possible de donner suite à sa demande.

En revanche, en ce qui concerne l'appel lancé aux Administrations postales créancières du Liban, le Bureau international peut examiner la possibilité de diffuser une circulaire en ce sens.

La BIÉLORUSSIE: Nous aimerions avoir une explication concernant le total des unités de contributions indiquées à la fin du chiffre II du Congrès – Doc 40.

Le SECRÉTAIRE: A l'issue du Congrès de Hamburg, nous avions 993 unités. A ce chiffre il faut ajouter 3,5 unités pour les pays qui ont adhéré à l'UPU depuis lors et enlever 16,5 unités pour les annonces de déclassement. Nous arrivons ainsi à 980 unités.

L'ESPAGNE: Le mouvement de déclassement actuel nous préoccupe gravement. Ainsi, le présent Congrès aurait abouti à une diminution de 4,6 % des parts contributives si le Canada ne venait pas de décider de rester dans la classe de 50 unités.

Ce mouvement obligera les Pays-membres à réexaminer leur situation dans un sens qui risque d'être négatif. En effet, s'ils ne changent pas de classe, ils verront leur part contributive augmenter et s'ils réduisent leur classe, leur part ne diminuera pas proportionnellement puisque le montant de l'unité augmentera. Un sentiment de méfiance va ainsi s'installer au détriment de l'Union. Le mouvement va également se répercuter sur les finances de l'Union. Nous risquons même d'aboutir à une suppression d'activités préjudiciable à l'Union.

D'ici au prochain Congrès, nous risquons de nous trouver face à une situation très difficile. Le présent Congrès devrait tenter de stopper ce processus, par exemple en adoptant une résolution ou une recommandation qui insiste sur l'esprit de solidarité et qui invite les Pays-membres à contribuer aux dépenses de l'Union dans toute la mesure de leurs possibilités.

Le BRÉSIL: Notre pays retire sa demande de déclassement et maintient sa classe de contribution à son niveau actuel.

Le LIBAN: Sans pouvoir fonder notre démarche sur les Actes, nous demandons au Congrès, qui est un organe souverain, de nous soutenir, à l'instar des membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies et du CE. Notre proposition, expédiée le 22 février 1989, avait respecté les délais. Des circonstances exceptionnelles ayant cependant empêché son arrivée, nous nous fondons sur l'article 14, paragraphes 5 et 6, du Règlement intérieur des Congrès, pour vous prier de bien vouloir la prendre en considération. Nous espérons ainsi que le Congrès saura prendre la décision qui permettra à la poste libanaise de retrouver sa place sur la scène internationale.

Le SECRÉTAIRE: L'article 14, paragraphes 5 et 6, du Règlement intérieur des Congrès, est inapplicable en l'espèce. En effet, le Congrès – Doc 40 n'est qu'un document informatif présenté au Congrès. Les demandes de déclassement constituent un droit des Pays-membres et non des propositions formelles soumises au Congrès. La requête du Liban ne peut ainsi être assimilée à un amendement, puisqu'il n'est juridiquement pas possible d'amender le Congrès – Doc 40.

Je rappelle en revanche que c'est sur l'article 125, paragraphe 6, du Règlement général, que le CE s'est fondé pour déclasser le Liban. Le prochain CE pourrait également adopter des mesures analogues pour ce pays.

Election des
membres du
Conseil exécutif

Le PRÉSIDENT donne lecture des résultats des élections des membres du CE.

Groupe 1 – Hémisphère occidental (8 sièges – non compris le siège réservé au pays hôte du Congrès)

Bulletins délivrés	156
Bulletins rentrés	155
Bulletins blancs ou nuls	–
Bulletins valables	155

Sont élus membres du Conseil exécutif:

Brésil	142 voix
Canada	133 voix
Argentine	127 voix
Vénézuéla	119 voix
Colombie	114 voix
Cuba	104 voix
Costa-Rica	98 voix
Bahamas	85 voix

Ont en outre obtenu des voix:

Uruguay	79 voix
Equateur	68 voix
Paraguay	48 voix

Groupe 2 – Europe orientale et Asie du Nord (4 sièges)

Sont élus membres du Conseil exécutif (élection tacite):

Hongrie (Rép.)
Mongolie (Rép. pop.)
Pologne (Rép. pop.)
Yougoslavie

Groupe 3 – Europe occidentale (6 sièges)

Bulletins délivrés	156
Bulletins rentrés	155
Bulletins blancs ou nuls	1
Bulletins valables	154

Sont élus membres du Conseil exécutif:

Suisse	135 voix
Allemagne, Rép. féd. d'	127 voix
Belgique	119 voix
Grande-Bretagne	117 voix
Suède	96 voix
Italie	94 voix

Ont en outre obtenu des voix:

Espagne	73 voix
Portugal	62 voix
Autriche	49 voix

Groupe 4 – Asie du Sud et Océanie (10 sièges)

Bulletins délivrés	156
Bulletins rentrés	155
Bulletins blancs ou nuls	1
Bulletins valables	154

Sont élus membres du Conseil exécutif:

Japon	148 voix
Corée (Rép.)	141 voix
Chine (Rép. pop.)	132 voix
Australie	131 voix
Indonésie	128 voix
Pakistan	128 voix
Nouvelle-Zélande	124 voix
Emirats arabes unis	103 voix
Kuwait	100 voix
Liban	68 voix

Ont en outre obtenu des voix:

Syrienne (Rép. arabe)	65 voix
Iran (Rép. islamique)	58 voix
Yémen (Rép. arabe)	48 voix

Groupe 5 – Afrique (11 sièges)

Bulletins délivrés	156
Bulletins rentrés	155
Bulletins blancs ou nuls	–
Bulletins valables	155

Sont élus membres du Conseil exécutif:

Nigéria	115 voix
Cameroun	111 voix
Ethiopie	110 voix
Kenya	108 voix
Tunisie	103 voix
Zambie	99 voix
Tanzanie (Rép. unie)	96 voix
Maroc	95 voix
Togo	90 voix
Zimbabwe	86 voix

Le Bénin et le Ghana ayant obtenu 81 voix chacun, le Président procède au tirage au sort prévu à l'article 21 du Règlement intérieur des Congrès et dont le résultat désigne le Bénin comme membre du Conseil exécutif.

Ont en outre obtenu des voix:

Rwanda	75 voix
Congo (Rép. pop.)	74 voix
Madagascar	71 voix
Swaziland	55 voix
Soudan	54 voix
Libéria	7 voix

Le PRÉSIDENT félicite les pays qui viennent d'être élus au Conseil exécutif en soulignant le rôle très important que celui-ci sera appelé à jouer à la suite des décisions prises par le présent Congrès. Il remercie les scrutateurs, qui ont bien accompli une tâche difficile, et tous les pays qui ont présenté leur candidature à cet organe de l'UPU.

Elections des
membres du CCEP

(Congrès – Doc 44)
(Congrès – Doc 46)

Le PRÉSIDENT rappelle les dispositions de l'article 104, paragraphes 1 et 2, du Règlement général et signale que 56 pays ont présenté leur candidature au Conseil consultatif des études postales.

La Barbade, le Cameroun, la Corée (Rép.), les Emirats arabes unis, la Finlande, la Pologne (Rép. pop.), la Turquie et la Zambie sont désignés comme scrutateurs.

La procédure de vote est ouverte.

Après une interruption de séance de deux heures et quart, le Président annonce les résultats de l'élection des membres du Conseil consultatif des études postales:

Bulletins délivrés:	156
Bulletins rentrés:	156
Bulletins blancs ou nuls:	1
Bulletins valables:	155

Sont élus membres du Conseil consultatif des études postales:

Japon	139 voix
Amérique (Etats-Unis)	135 voix
France	131 voix
Allemagne, Rép. féd. d'	130 voix
Suisse	130 voix
Canada	126 voix
Brésil	123 voix
Inde	121 voix
Grande-Bretagne	119 voix
URSS	117 voix
Chine (Rép. pop.)	114 voix
Belgique	112 voix
Egypte	111 voix
Australie	102 voix
Espagne	102 voix
Italie	100 voix
Maroc	99 voix
Nouvelle-Zélande	99 voix
Thaïlande	98 voix
Pakistan	95 voix
Jordanie	93 voix
Danemark	91 voix
Indonésie	89 voix
Kenya	88 voix
Pays-Bas	87 voix
Tunisie	85 voix
Algérie	84 voix
Iraq	82 voix
Argentine	78 voix
Autriche	78 voix
Mexique	78 voix
Arabie saoudite	73 voix
Cuba	71 voix
Grèce	70 voix
Irlande	69 voix

Ont en outre obtenu des voix:

Tchécoslovaquie	68 voix
Sierra Leone	67 voix
Singapour	64 voix
Sri Lanka	63 voix
Tanzanie (Rép. unie)	63 voix
Sénégal	62 voix
Hongrie (Rép.)	61 voix
Kuwait	60 voix
Chili	52 voix
Pologne (Rép. pop.)	52 voix
Botswana	51 voix
Gabon	47 voix
Soudan	47 voix
Bolivie	46 voix
Libéria	44 voix
Swaziland	42 voix
Zaïre	42 voix
Iran (Rép. islamique)	41 voix
Togo	41 voix
Mali	39 voix
Liban	34 voix

Le PRÉSIDENT adresse ses félicitations aux membres élus du Conseil consultatif des études postales et remercie tous les pays qui ont présenté leur candidature ainsi que les scrutateurs.

Il exprime à la délégation et au peuple des Comores ses sincères condoléances et sa profonde sympathie au nom de toutes les délégations présentes au Congrès, à la suite de l'assassinat dont le Président des Comores, S.E. Ahmed Abdallah Abderrahmane, a été victime le 26 novembre 1989.

L'assemblée se lève et observe une minute de silence.

Le PRÉSIDENT signale que l'examen du point 9 de l'ordre du jour des séances plénières des 4 et 6 décembre 1989, à savoir «Changements de classes de contribution» se poursuivra le mercredi 6 décembre 1989.

La séance est levée à 15 h 40.

Au nom du Congrès:	Le Président,	Le Secrétaire général,
	EDWARD E. HORGAN, Jr.	A.C. BOTTO DE BARROS

Le Secrétaire,
L.-P. DUCOMMUN

Douzième séance du Congrès

Mercredi 6 décembre 1989

Présidence de M. EDWARD E. HORGAN, Jr., Président

La séance est ouverte à 9 h 40.

Communications

Le PRÉSIDENT: D'après l'ordre du jour des séances plénières des 4 et 6 décembre 1989 qui fait l'objet du Congrès – Doc 5, nous devrions, au cours de la présente séance, examiner le Congrès – Doc 78 «Cahier des décisions autres que celles modifiant les Actes». Ce document n'étant pas encore disponible, son examen est renvoyé à la prochaine séance.

Le bureau du Congrès a décidé que, outre leurs séances constitutives, le CE et le CCEP tiendront des séances de travail au cours de la semaine prochaine, ceci conformément au souhait du Congrès de voir ces deux organes assumer immédiatement leurs nouvelles responsabilités.

Le document relatif au Programme général d'action de Washington sera distribué incessamment afin que son examen puisse avoir lieu lors des séances plénières de la dernière semaine. Par ailleurs, les représentants de la presse seront admis à la séance de clôture le jeudi 14 décembre.

Finalement, je tiens à féliciter les Commissions et leurs Présidents pour l'excellent travail accompli dans des délais plus courts que prévu.

Déclarations

La GUYANE: C'est pour moi un plaisir tout particulier que de vivre avec vous une expérience unique, celle de participer à ce XXe Congrès de l'Union postale universelle. Je dis unique car ce Congrès a été annoncé par la plus importante évolution politique depuis plusieurs décennies. Alors que nous délibérions, nous avons été les témoins d'un «Sommet historique qui n'en était pas un» et au milieu de ces événements qui ébranlent le monde, des délégations de plus de 150 pays venues de tous les points du globe se réunissent plusieurs semaines pour débattre de stratégies, approuver des résolutions modifiant des règles et des procédures, afin de rendre plus efficaces et meilleures les communications entre les peuples de la planète. Peut-être le Congrès lui-même et la façon dont les débats y ont été menés jusqu'ici constituent-ils un message adressé au monde plus fort que l'adoption de n'importe quelle résolution ou la diffusion de n'importe quel communiqué.

Il m'est également agréable de vous transmettre les salutations du Gouvernement et du peuple de Guyane et aussi de vous signaler que le Président de la République, M. Hugh Desmond Hoyte, S.C., m'a demandé de vous transmettre avec ses salutations tous ses vœux de réussite.

Au nom de ma délégation, j'aimerais, Monsieur le Président, vous féliciter pour votre élection à la présidence de ce XXe Congrès, ainsi que M. Anthony M. Frank et M. K.R. Murthy, respectivement Président d'honneur et Doyen. Permettez-moi également de féliciter les représentants de la République populaire de Chine, de la France, de l'Union des républiques socialistes soviétiques et de la Zambie pour leur élection en tant que Vice-Présidents. La façon efficace dont notre Congrès et les diverses Commissions ont mené jusqu'ici leurs travaux témoigne amplement de la compétence avec laquelle vous vous acquittez de vos responsabilités.

L'organisation de ce Congrès a été parfaite. Aussi devons-nous féliciter le Directeur général, le Vice-Directeur général, le Bureau international et le Service postal des Etats-Unis d'Amérique pour l'excellent travail accompli.

Ma délégation souhaiterait aussi qu'il soit pris acte des remerciements sincères que nous adressons à nos hôtes, le Gouvernement et le peuple des Etats-Unis d'Amérique et plus particulièrement à l'Administration postale américaine, pour l'accueil chaleureux qui nous a été réservé, ainsi que pour les dispositions qui ont été prises pour le bien-être des délégués tant pendant le déroulement du Congrès que pendant les activités extérieures au Congrès. Nous vous remercions de ce que vous avez fait pour nous jusqu'ici et, à l'avance, pour ce qu'il nous reste encore à goûter.

J'aimerais personnellement remercier le Service de sécurité du service postal des Etats-Unis d'Amérique, représenté avec talent par deux de ses fonctionnaires qui ont rapidement répondu à mon appel à l'aide, un soir après minuit, et qui ont veillé à ce que je reçoive promptement un traitement médical. Leur diligence m'a permis d'être encore ici et de vous adresser la parole et je les en remercie tout particulièrement.

L'Union postale universelle continue de contribuer activement à l'instauration définitive de la coopération mondiale. Plus encore, grâce à son réseau étendu et à ses établissements répartis sur tout le globe, elle continue d'être à l'avant-garde pour la fourniture d'un service social et économique à l'humanité tout entière. Aussi constitue-t-elle une part importante de l'infrastructure d'une société moderne où les divers peuples et les cultures sont liés les uns aux autres.

Nous avons cependant tous conscience que le monopole dont la poste jouissait autrefois ne cesse aujourd'hui de décliner rapidement, sous l'action des nombreux coursiers privés qui souvent ont un champ d'action plus vaste et un accès plus aisé aux technologies modernes de transmission de l'information et d'objets physiques à leurs clients dans le monde entier. La poste est par conséquent confrontée à des problèmes et des défis croissants au moment où l'on assiste à une révolution dans le domaine technologique. Il va également de soi que le réseau traditionnel et les méthodes d'exploitation postale ne peuvent plus répondre aux besoins des communications modernes. Nos clients exigent des acheminements plus rapides et fiables, qu'il est difficile d'assurer.

Je sais que bon nombre d'Administrations postales prêtent une attention particulière à l'étude de ces problèmes afin de promouvoir l'amélioration du service postal mais elles ne disposent pas de tous les moyens nécessaires pour atteindre leurs objectifs.

Malgré ces sujétions évidentes, et compte tenu de la nouvelle tendance qui s'intensifie rapidement, la poste doit poursuivre avec détermination le recours aux nouvelles technologies. Il nous faut, plus particulièrement, continuer à encourager la poste à devenir une entité commerciale qui soit gérée dans des conditions d'efficacité et de fiabilité sans que nous perdions de vue la responsabilité que nous avons envers nos clients.

Nous vivons aujourd'hui une époque de concurrence plus acharnée que jamais; aussi convient-il que l'Union postale universelle et ses membres, conscients de ce fait, élaborent des plans, mettent au point, créent et modifient des systèmes propres à répondre à ces défis et travaillent assidûment à leur bonne application. Les pays en développement n'ayant pas les moyens de réagir vigoureusement à ces nouveaux défis, il appartient aux pays développés de faire tout leur possible, notamment dans le cadre de la coopération et de l'assistance techniques, pour que la poste demeure un lien de communication, sans égal dans le monde.

L'Administration postale de la Guyane tente de relever ces nouveaux défis. Notre pays, d'une superficie de 214 970 kilomètres carrés, est nettement sous-développé, il est fractionné par de nombreux et larges fleuves et rivières; sur la plaine côtière vivent 80 % de la population alors que l'intérieur du pays est occupé par des montagnes et de grandes étendues de savane. Si la majorité de la population occupe 10 % environ de la plaine côtière facilement accessible, la poste est cependant tenue de desservir le reste de la population qui vit dans des zones de peuplement éloignées, situées dans les montagnes d'accès difficile, dans la savane et sur les bords des cours d'eau. Or, un tel travail ne saurait être rentable.

Tout en faisant face aux enjeux que pose l'évolution du contexte international, il nous faut aussi tenir compte des particularités qui nous sont propres. Nous relevons ces défis en:

- créant de nouvelles habitudes et conditions d'exploitation;
- améliorant le trafic postal grâce à une accélération des services traditionnels, en trouvant de nouveaux marchés, en appliquant des tarifs différenciés aux gros usagers et en ouvrant de nouveaux domaines d'activité économique;
- réduisant les dépenses grâce à une rationalisation de l'organisation et des méthodes de travail; en mécanisant les opérations, lorsque cela est possible, et en éliminant les éléments du service qui sont onéreux et qui ne jouent pas un rôle important dans l'activité postale d'ensemble.

La sécurité du courrier international est actuellement une grave cause de préoccupation pour l'Administration postale guyanaise. En effet, il est courant que des dépêches arrivent endommagées et spoliées, ce qui n'a pas manqué de contribuer à diminuer la confiance du public dans le service. Il est indispensable de trouver rapidement une solution à ce problème, car il y va de notre viabilité sur le marché concurrentiel d'aujourd'hui. Nous espérons que l'Union postale universelle nous aidera à trouver rapidement une issue en cette matière.

Comme on peut en attendre d'une occasion aussi historique, il est à espérer que les Administrations postales mettront à profit les vues échangées sur des questions clés pour améliorer la gestion postale dans nos pays respectifs. En même temps, j'espère sincèrement que les stratégies étudiées et adoptées serviront de base commune au développement et à la création de services postaux et, partant, de tremplin au développement mondial des communications postales.

En passant en revue les travaux effectués à ce jour par les Commissions, nous constatons qu'au cours de ces trois dernières semaines, la tâche accomplie a été considérable. Nous continuons d'espérer que le Congrès se penchera sur les problèmes de la sécurité du courrier et du traitement spécial du courrier dans les aéroports et les bureaux d'échange. Je suis en outre convaincu que le présent Congrès atteindra le but souhaité et que de la mise en commun des efforts, du rassemblement et de l'échange d'expériences et de connaissances entre les participants, seront tirés les plus grands profits.

Ce forum, le plus vaste avec celui des Nations Unies, offre à nous tous rassemblés ici une magnifique occasion d'apporter une contribution importante au rapprochement des peuples et, indirectement, à la promotion de la paix mondiale. En conclusion, je souhaite que les délibérations qui nous restent encore à mener soient fructueuses et que ce XXe Congrès de l'Union postale universelle soit totalement couronné de succès.

(Applaudissements.)

Le NIGÉRIA: C'est pour la délégation du Nigéria un très grand honneur que de s'adresser à cette auguste assemblée à l'occasion de sa XXe session, dans cette belle ville de Washington. Tout d'abord, nous devons vous féliciter de votre élection méritée, Monsieur le Président, et, avec vous, tous ceux qui ont été choisis pour mener les débats de ce Congrès. Il est heureux que vous puissiez mettre votre vaste expérience dans le domaine des activités postales au service non seulement de tous les membres ici rassemblés, mais du monde postal tout entier.

Permettez-nous aussi de nous joindre à nos nombreux autres collègues pour exprimer à l'Administration postale des Etats-Unis d'Amérique, au Postmaster General, M. A. M. Frank et à vous-même, Monsieur le Président, la satisfaction et la gratitude de notre délégation. Je voudrais remercier M. George Bush, Président de cette grande nation, pour le très chaleureux et merveilleux accueil qui nous a été réservé depuis notre arrivée. Nous tenons à dire que cet accueil restera gravé dans nos mémoires. La plupart d'entre nous ont été particulièrement émus en entendant le Président Bush déclarer ouvert le Congrès.

C'est pour nous un privilège que de transmettre à cette auguste assemblée les chaleureuses et cordiales salutations du Général Ibrahim Badamasi Babangida, Président, Commandant en chef des forces armées de la République fédérale du Nigéria. Il félicite tout particulièrement le Gouvernement et le peuple américains d'avoir l'occasion et le rare honneur d'accueillir le Congrès postal universel pour la deuxième fois en un siècle. Cela témoigne de façon indéniable de la détermination du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique non seulement à doter le service postal mondial d'une excellente qualité mais aussi à lui donner une place de choix dans le développement économique international.

La poste du Nigéria a opéré, dans l'esprit de la Déclaration de Hamburg, des changements importants tant en fait de statut que de service. Tout en conservant le rôle social traditionnel de la poste, le Gouvernement est conscient des conditions économiques actuelles et du caractère inévitable de la concurrence avec les coursiers privés. C'est ce qui a motivé sa décision d'autoriser la poste à envisager et à commercialiser partiellement quelques-uns de ses services non traditionnels. C'est pourquoi la poste nigériane est devenue, en janvier 1985, un office public du Gouvernement.

Notre expérience montre que cette restructuration a porté ses fruits car nous avons constaté une sensible amélioration du système en fait de rentabilité. En outre, consciente du défi lancé par des sociétés de messageries privées, NIPOST a mis en place, en 1986, un service EMS entre le Nigéria et deux Administrations étrangères, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas. Nous nous félicitons de ce que nous ayons désormais établi des liaisons EMS avec 37 pays, alors que des négociations se poursuivent en vue d'en augmenter sensiblement le nombre. A l'origine, la distribution des envois EMS se limitait à Lagos, la capitale, mais avec la mise en service, en 1988, de son homologue en régime intérieur, à savoir Speedpost (desservant toutes les capitales d'Etat et les grandes villes), les liaisons EMS s'étendent à plus de 40 villes. Il importe cependant de noter ici que, comme pour le téléphone, les pays moins développés tels que le Nigéria font tout leur possible pour améliorer leurs réseaux locaux de façon à augmenter le trafic et à obtenir un taux très élevé de transmission des envois dans les délais

impartis; ces efforts semblent cependant ne pas être appréciés à leur juste valeur par nos homologues des pays plus développés. Cette évolution par conséquent conduit à un net déséquilibre du trafic aux dépens des pays moins développés. Il ne serait donc pas déplacé, à ce propos, de mettre en place des mécanismes pour examiner les causes de cette tendance.

En matière de formation, outre les cinq écoles existantes qui s'occupent de la formation et du recyclage du personnel, le Département construit actuellement un institut de gestion postale appelé à répondre aux besoins des Administrations postales africaines anglophones. L'Union postale universelle sera tenue dûment informée de la date à laquelle l'institut sera prêt à fonctionner. Notre Administration attribue le succès de ce projet au programme de coopération technique de l'UPU dont le Nigéria a bénéficié, ce dont nous lui sommes très reconnaissants.

En dépit des effets défavorables du programme d'adaptation structurelle lancé par le Gouvernement nigérian à la suite de la crise économique du pays, mon Administration s'emploie à élargir ses revenus afin de générer un surcroît de recettes pour répondre aux désirs toujours croissants de notre population. A cette fin, des plans sont en cours d'élaboration en vue de commercialiser certains aspects de nos services. Nous instituons actuellement un code d'acheminement postal qui non seulement améliorera la distribution du courrier mais également restructurera d'autres activités économiques axées sur la distribution et l'information. La caisse d'épargne postale contribuera aux efforts du Gouvernement tendant à développer les communautés rurales et à inculquer à ceux qui y habitent l'habitude d'épargner et d'économiser.

Les services postaux de nombreux pays en développement connaissent d'importantes difficultés et lacunes, ce qui ne favorise ni le flux sans à-coups ni l'échange rapide des dépêches entre Administrations. Le courrier subit des retards excessifs du fait de l'insuffisance des installations, due elle-même au manque de fonds. Le client, en revanche, ne s'intéresse qu'à la rapidité à laquelle son courrier d'affaires est distribué sans se soucier de savoir à quel point du parcours le retard s'est produit ou ce qui en est responsable. C'est pourquoi nous appelons les pays développés ici réunis à réexaminer les conditions de l'assistance qu'ils prêtent aux Administrations moins favorisées pour améliorer leur système postal de façon à accélérer l'ensemble des échanges de courrier.

Notre Administration appuie fermement l'idée de décentralisation des activités de coopération technique de l'UPU. Cela permettra à notre organisation mondiale de se rapprocher des pays en développement et de se rendre compte des difficultés qu'ils rencontrent quand il s'agit de répartir les fonds disponibles. Il est à espérer que l'UPU sera en mesure de superviser et de contrôler de près la bonne attribution de l'aide financière destinée à ces Administrations.

Nous tenons à appeler l'attention sur la politique de recrutement des fonctionnaires du Bureau international. La barrière linguistique semble limiter le nombre des fonctionnaires des pays anglophones pouvant postuler un emploi au Bureau. Nous croyons savoir que la question d'adopter l'anglais comme l'une des langues officielles de l'UPU fait l'objet de discussions depuis des années et nous pensons qu'il conviendrait de prendre à ce sujet une décision rapide dans l'intérêt de nombreux Pays-membres dont les ressortissants ne travaillent pas actuellement au Bureau international.

Tout en réitérant les sentiments de reconnaissance de notre Administration pour l'assistance technique qui lui est offerte, nous invitons instamment ce Congrès à accorder aux problèmes que nous avons soulevés l'attention qu'ils

méritent. Nous sommes convaincus que le succès des Administrations les moins favorisées œuvrera en faveur de l'intérêt bien compris de cette organisation mondiale.

(Applaudissements.)

CUBA: C'est pour moi une grande satisfaction que de pouvoir m'adresser à vous et de vous transmettre les salutations de mon Administration au XXe Congrès de l'Union postale universelle, qui devient déjà un événement historique.

Je désire profiter de cette occasion pour dire toute notre reconnaissance à l'Administration hôte et à tout le personnel qui assure le bon déroulement de cette importante réunion.

Un simple et bref coup d'œil sur le calendrier des séances et sur les résultats des délibérations de ce Congrès nous donne la mesure de l'urgence avec laquelle une grande partie des Administrations membres de l'Union doit s'attaquer au développement pour ne pas rester en retrait par rapport à d'autres Administrations ayant atteint de hauts niveaux, à plus forte raison si l'on tient compte du fait que le service postal est reconnu comme un facteur de développement économique et social et comme un maillon important de l'infrastructure des services de base de tout pays.

Nous constatons avec grande inquiétude combien se creuse toujours davantage le fossé qui sépare les Administrations postales des Pays-membres de l'Union en ce qui concerne la modernisation des services, étant donné que la majorité des Administrations se trouvent dans des conditions précaires, assurent manuellement les opérations et manquent parfois des moyens les plus élémentaires d'exploitation, alors que d'autres Administrations atteignent les niveaux technologiques les plus perfectionnés.

Je suis convaincue que la logique, qui aujourd'hui domine et qui a donné lieu à l'émergence et à l'aggravation de telles inégalités, devra tôt ou tard être remplacée par une autre logique qui ouvre la voie à un nouvel ordre économique international, pour lequel on lutte au sein des Nations Unies et dans d'autres forums internationaux, et grâce auquel les pays en développement pourront d'eux-mêmes et sur des bases économiques concrètes procéder aux transformations nécessaires à leur progrès économique et technique.

Il appartient au Bureau international et aux organes permanents de l'UPU de jouer un rôle plus décisif et plus précis dans ce domaine. Il y aura lieu de définir une politique cohérente, concrète et efficace favorisant le développement des services postaux dans les pays du tiers monde et faisant ressortir leur importance dans le réseau postal mondial.

Les pays développés et riches doivent apporter une plus forte contribution matérielle à ceux qui, par le sacrifice de leur peuple et par l'appauvrissement toujours plus grand de leurs ressources naturelles, ont contribué et contribuent encore, bien que cela paraisse paradoxal en raison de leur état de pays pauvres, à l'enrichissement des pays développés.

Si nous n'œuvrons pas ensemble au renforcement du système postal mondial, nous faciliterons la tâche des concurrents de la poste traditionnelle, déjà maintenant gravement menacée, ce qui en outre met en péril la survie même de l'Union.

Je crois qu'il convient une fois encore d'insister sur la nécessité d'organiser un colloque UPU sur les problèmes des Administrations postales des pays en développement et sur les mesures qui pourraient éventuellement être adoptées pour y trouver une solution à court et à moyen terme.

J'ai particulièrement fait allusion à cette question, car j'ai la conviction que le problème du développement est directement lié aux plus importantes questions qui ont été débattues à ce Congrès, tout au moins de notre point de vue.

Qu'il me soit permis d'ajouter que l'Administration postale de Cuba déploie de grands efforts pour son développement. Les modestes résultats obtenus jusqu'à présent ne dépassent peut-être pas nos frontières, mais il y a eu progrès dans la qualité des prestations postales et diversification des services sur l'ensemble du territoire, tant en milieu urbain que rural; désormais, les régions les plus reculées de notre pays disposent elles-mêmes de certaines des multiples modalités de communication postale. Nous n'avons pas de moyens techniques sophistiqués, mais nous avons humanisé dans toute la mesure possible le travail des fonctionnaires postaux. Nous ne sommes pas soumis au fléau de la concurrence, mais nous travaillons cependant au renforcement du monopole, garantie d'un service public sûr, accessible à tous, fondamental pour la poste, qui à mon avis doit être conservé. Simultanément, nous avons largement développé la formation des cadres et du personnel d'exécution, ce qui nous permet de disposer d'une main-d'œuvre qualifiée. Pour atteindre cet objectif, nous avons tiré un parti maximal de l'aide internationale, bilatérale et multilatérale. Parallèlement, malgré la limitation de nos moyens économiques, nous accordons depuis plus de quinze ans une aide postale à d'autres Administrations des pays en développement, surtout par la voie bilatérale, mais aussi par l'intermédiaire d'organismes internationaux dans le cadre de la CTPD.

Je remercie vivement ceux qui ont appuyé notre délégation à ce Congrès et permis l'élection de Cuba en tant que membre des organes de l'Union.

En sa qualité de Pays-membre de l'Union postale universelle et d'Etat souverain épris de paix et de justice, Cuba manifeste son adhésion totale aux principes consacrés dans le Préambule de la Constitution de l'Union visant à développer les communications entre les peuples et à contribuer à atteindre les buts élevés de la collaboration internationale dans les domaines culturel, social et économique.

C'est précisément à la lumière de ces principes que ma délégation se voit dans l'obligation d'indiquer à ce forum que, au moment où nous nous apprêtons à examiner des questions de grande importance pour l'avenir d'une des voies de communication les plus universelles, le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique termine, dans cette même ville de Washington qui nous accueille, les préparatifs d'un projet niant et transgressant l'esprit de coexistence civilisée et de collaboration, qui constitue l'un des fondements de l'Union postale universelle. Je me réfère sur ce point aux propos déclarés de l'Administration nord-américaine d'établir une station de télévision dont les transmissions seraient dirigées vers le territoire de Cuba, à partir d'un ballon captif au-dessus des récifs de Floride.

Par ces transmissions, le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique prétend poursuivre, en lui donnant une dimension encore plus agressive et toute-puissante, son activité permanente de guerre psychologique et de désinformation à l'encontre du peuple de Cuba.

Rien n'est plus éloigné de l'esprit de la délégation de Cuba que l'idée de perturber le bon déroulement de ce Congrès, et encore moins de vous rendre responsable – ou de rendre responsable l'entité du Gouvernement nord-américain que vous représentez – de ces faits. Toutefois, nous manquerions à notre devoir et à la loyauté que nous devons à tous les membres de l'Union ici présents si nous évitions d'évoquer les graves conséquences qui pourraient en résulter, dans tous les domaines de communication entre Cuba et les Etats-Unis d'Amérique, si ce fait devait se concrétiser. On ne peut pas s'attendre à ce que Cuba se comporte avec modération et esprit constructif, alors que d'autres prétendent établir la loi de la jungle en raison de leur supériorité économique et technologique.

Pourtant, nous conservons encore l'espoir que le bon sens et le respect de la législation internationale prévaudront et c'est pourquoi j'espère avec un sincère optimisme que, à partir du Congrès de Washington, nous pourrons faire résolument face à l'enjeu imposé par le développement et relever le défi lancé par la concurrence, afin que nous puissions mener à bien les transformations nécessaires qui permettront d'améliorer de jour en jour la qualité et l'efficacité du service postal, dans l'intérêt de tous nos peuples.

Il ne me reste qu'à vous réitérer, au nom de Cuba et en mon nom personnel, nos cordiales salutations, et à vous souhaiter plein succès.

(Applaudissements.)

L'ÉGYPTE: Il est apparu clairement à travers les séances plénières du Congrès que les Administrations postales, face à la vive concurrence des entreprises privées qui s'accaparent une partie non négligeable des ressources postales, doivent absolument affronter cette concurrence et récupérer leur part du marché, non pas au moyen des législations, mais en développant leurs propres services et en connaissant les besoins de leur clientèle pour la satisfaire. C'est ce que nous faisons actuellement en République arabe d'Egypte et, dans cette optique, nous avons introduit le service EMS que nous échangeons aujourd'hui avec 76 pays. Nous avons aussi introduit le service du courrier électronique et nous allons prochainement introduire le service des boîtes électroniques en collaboration avec l'Organisme des télécommunications d'Egypte. De plus, nous étudions actuellement l'introduction d'une nouvelle qualité du courrier EMS consistant en une rapidité plus grande et une meilleure information.

Cependant, nous sommes préoccupés par un problème qui nous semble être partagé par de nombreuses autres Administrations postales. C'est celui du déséquilibre en matière de courrier EMS. Car le déséquilibre est devenu un phénomène au sein des Administrations qui doivent faire face à la concurrence et renforcer leur position dans le marché postal. Nous espérons que ce problème fasse l'objet d'une étude par les organes compétents de l'UPU afin que le déséquilibre ne constitue pas une pénalité pour les Administrations qui affrontent efficacement la concurrence.

Enfin, permettez-moi de remercier profondément les délégations qui nous ont honorés en nous élisant comme membre du CCEP et nous réaffirmons que nous mettrons tout en œuvre pour une participation efficace à ce Conseil et pour réaliser les objectifs de notre grande Union.

(Applaudissements.)

L'ÉQUATEUR: L'Administration postale de l'Equateur tient à exprimer son immense satisfaction pour les résolutions adoptées à ce XXe Congrès postal universel, grâce aux précieux efforts de toutes les délégations.

L'Administration postale équatorienne est parfaitement consciente de l'urgente nécessité d'améliorer la qualité de ses prestations, unique moyen d'affaiblir les coursiers privés et, dans tous les cas, pour répondre aux exigences des usagers.

Très prochainement, la poste équatorienne rejoindra le réseau EMS, ce qui donnera également satisfaction aux usagers.

En tout état de cause, tous les efforts sont déployés pour améliorer la qualité du service postal et on en voit déjà les résultats.

Je saisis l'occasion qui m'est offerte pour féliciter et remercier le pays hôte de ce grand Congrès postal, pour sa chaleureuse hospitalité et pour la façon dont tout a été organisé.

Au nom de mon Administration et en particulier en celui de mon Directeur général, M. Jorge Rubio Quinteros, je félicite toutes les autorités de ce Congrès ainsi que M. Botto de Barros pour sa réélection, et M. Jaime Ascandoni pour la nouvelle dignité méritée à laquelle il a été élevé au Bureau international.

L'Equateur félicite également, et très chaleureusement, tous les pays qui constituent aujourd'hui le CE et le CCEP; nous sommes convaincus que leur sagesse et leurs efforts répondront aux attentes de la poste mondiale.

Que tous veuillent bien accepter les salutations sincères et cordiales de mon pays, et en particulier de la famille postale que constitue l'Administration postale équatorienne.

(Applaudissements.)

La RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN: Au nom d'Allah, je voudrais vous remercier ainsi que le Secrétariat américain pour l'organisation de ce Congrès et pour toutes les activités organisées. Merci aussi aux autres délégations pour leurs cadeaux de courtoisie.

Je voudrais formuler deux propositions: la première consiste à organiser au plan international un concours de projets de timbres-poste ouvert à tous les enfants du monde et dont le gagnant serait récompensé; un jury éminent serait constitué pour juger les projets présentés. Le Bureau international pourrait à cet effet préparer une liste de personnalités pouvant faire partie du jury.

La deuxième proposition vise à organiser une compétition internationale d'athlétisme sur une base régionale entre tous les employés des services postaux du monde. Les gagnants de toutes les spécialités recevraient une récompense au cours de la Journée mondiale de la poste. Ceci serait bénéfique à la santé de nos personnels et renforcerait les liens d'amitié entre les postiers.

Le PRÉSIDENT: Je vous remercie pour vos excellentes suggestions. Beaucoup de pays organisent déjà de tels concours philatéliques. Des compétitions sportives postales se déroulent de même dans beaucoup de pays du monde et je suis certain que dans les Jeux olympiques figurent bon nombre d'employés des services postaux.

La JORDANIE: Nous voulons exprimer nos sincères remerciements pour tout ce qui a été réalisé au cours des travaux de ce Congrès et nous soulignons avec une attention particulière la fraternité, la solidarité et la coopération qui ont prévalu durant les différentes réunions. Ceci démontre la détermination de tous pour améliorer notre réseau postal et le doter des moyens répondant aux objectifs que nous nous sommes fixés.

Voyant ici rassemblés les délégués venus du monde entier, je m'interroge pour savoir si l'on doit au fait du hasard que ce XXe Congrès se tienne au moment même où a lieu la rencontre à Malte des chefs des deux plus grandes puissances mondiales. Ces deux chefs détiennent pratiquement la clé de la solution aux grands problèmes du monde. Ce n'est pas par hasard non plus que notre Congrès a lieu au moment où s'écroulent les murs entre les pays divisés d'Europe. Tous ces pays peuvent maintenant se tendre la main sous le soleil radieux de fraternité qui s'est levé sur eux et qui présage d'une nouvelle ère de paix.

La Jordanie a recouvré au cours de ce mois la démocratie à laquelle elle aspirait, tant dans sa vie parlementaire que législative, depuis près de vingt années marquées par des circonstances exceptionnellement difficiles.

L'ensemble de ces événements nous rend fiers de ce XXe Congrès et de l'esprit de coopération qui s'y est manifesté.

Vive l'UPU, vive la paix universelle, vive l'entente entre tous les peuples du monde et vive la prospérité à laquelle nous aspirons tous!

(Applaudissements.)

La YUGOSLAVIE: Au nom de ma délégation, je voudrais tout d'abord vous adresser, Monsieur le Président, mes félicitations pour votre élection entièrement méritée à la présidence du XXe Congrès de l'Union postale universelle. Je tiens aussi à féliciter les Vice-Présidents du Congrès pour leur élection à ces postes. Au nom du Gouvernement de la Yougoslavie, je voudrais également remercier le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique pour tout ce qu'il a fait pour assurer l'excellente organisation et le fonctionnement du Congrès. Sans aucun doute, Monsieur le Président, ce Congrès, sous votre direction, atteindra ses objectifs avec le plus grand succès. La façon efficace et constructive dont vous avez conduit les travaux a déjà montré que notre assemblée a fait preuve de sagesse en vous élisant à sa présidence. J'aimerais aussi remercier l'Administration postale des Etats-Unis d'Amérique pour l'excellente organisation de notre Congrès et pour l'hospitalité qu'elle a montrée à chaque moment de notre agréable séjour dans la ville historique de Washington. Permettez-moi aussi de féliciter MM. Botto de Barros et Ascandoni pour leur élection aux postes de Directeur général et de Vice-Directeur général du Bureau international. Je suis sûr qu'ils nous guideront vers la prospérité et la solidarité de la poste.

(Applaudissements.)

Le VIET NAM: C'est pour la délégation du Viet Nam un grand plaisir que de participer au XXe Congrès de l'UPU aux Etats-Unis d'Amérique. La délégation vietnamienne voudrait adresser ses meilleurs vœux et salutations au Président et à tous les délégués. Elle voudrait aussi exprimer ses remerciements sincères au Secrétariat international de l'UPU et au Secrétariat national de l'USPS pour leur aimable assistance et pour les dispositions prises pour pouvoir entrer aux Etats-Unis d'Amérique et assister au Congrès.

La délégation vietnamienne voudrait aussi très chaleureusement remercier l'USPS qui a pris toutes les dispositions nécessaires en faveur des délégations pendant la durée du Congrès.

Nous vous remercions, Monsieur le Président du Congrès, et je remercie toutes les délégations pour les marques d'amitié et d'accueil qui nous ont été réservées.

Dans quelques jours notre Congrès va se terminer, mais nous avons déjà pu hautement apprécier les activités ainsi que l'importante contribution de l'USPS dans la préparation de ce Congrès. Le Viet Nam est depuis longtemps membre de l'UPU. Nous avons assisté à de nombreuses réunions et Congrès de l'Union. Notre pays n'a guère été en mesure d'apporter sa contribution à l'organisation, mais nous faisons de notre mieux pour appliquer les dispositions figurant dans la Constitution ainsi que dans la Convention et son Règlement d'exécution, Actes que nous avons signés et ratifiés.

Bien qu'assaillis par de nombreuses difficultés (de l'intérieur et de l'extérieur), alors notamment que le volume des échanges postaux augmente rapidement, la poste vietnamienne déploie de grands efforts pour améliorer dans toute la mesure possible ses services postaux internationaux.

Grâce à la coopération et à l'assistance de pays amis et grâce aussi à nos propres efforts, la poste du Viet Nam a pu, ces dernières années, améliorer ses services tant sur le plan international que sur le plan national. Ainsi, les cas d'envois mal dirigés et de longs délais de transmission sont en diminution.

La poste vietnamienne a institué de nouveaux services postaux pour répondre à la demande de la clientèle et elle s'est heurtée à la concurrence des coursiers privés. Nous comprenons et partageons, avec l'UPU et les autres Administrations postales, leur sentiment à l'égard de cette concurrence.

La poste vietnamienne est déterminée à mettre en œuvre toutes les activités figurant dans les Actes et dans nos slogans, tels que «La poste toujours et partout, distribuant du courrier» ou «Au royaume de la poste, le client est toujours roi!»; les usagers occupent la première place.

L'UPU compte de nombreux Pays-membres et entretient avec eux de bonnes et étroites relations. La poste internationale peut exécuter efficacement son travail si chaque nation fait bien le sien. Je voudrais faire état des problèmes qu'il nous faut résoudre. Les pays en développement, le Viet Nam avec eux, éprouvent de nombreuses difficultés en matière d'organisation et de gestion et aussi dans le domaine de la fourniture de moyens postaux. Pour les pays en développement, il y a nécessité et besoin urgent de bénéficier de la coopération et de l'assistance de l'UPU et des pays développés. En améliorant les services postaux des pays en développement, ces pays contribuent au bon fonctionnement de la poste internationale. Pays en développement, le Viet Nam a besoin de cette collaboration. Par ailleurs, il faut qu'il y ait entre les pays compréhension et coopération réciproques, comme cela figure dans la Constitution et la Convention de l'UPU.

Nous savons que dans certains cas des pays n'agissent pas en conformité avec la Constitution de l'UPU et que les modalités et comportements entre certains pays sont divers, ce qui a une incidence fâcheuse sur la qualité du service rendu à d'autres nations. Le Viet Nam fait également partie des pays qui souffrent de cette situation.

Nous espérons que ces problèmes cesseront et qu'il y aura entre les pays un amical esprit de coopération réciproque, comme en témoignent ce XXe Congrès de l'UPU et le discours prononcé par le Président Bush lors de la cérémonie d'ouverture.

De son côté, le Viet Nam fait de son mieux pour collaborer étroitement avec tous les pays pour améliorer son propre service postal et pour contribuer à un meilleur service postal international, comme cela a été dit au Congrès.

La poste vietnamienne saisit cette occasion pour féliciter M. Botto de Barros pour sa réélection au poste de Directeur général et féliciter aussi M. Ascandoni pour sa récente élection au poste de Vice-Directeur général du Bureau international.

Nous tenons également à féliciter les pays qui ont été élus membres du CE et du CCEP. Nous sommes convaincus que, grâce à la compétence et à l'expérience de M. Botto de Barros et de M. Ascandoni ainsi que des membres du CE et du CCEP que nous avons élus, notre Union postale universelle ira de l'avant vers cette nouvelle ère et obtiendra les plus grands succès.

(Applaudissements.)

Le PAKISTAN: Les déclarations, récemment distribuées par écrit, de la Conférence internationale des coursiers internationaux exprès (CCIE) et de la Chambre de commerce internationale (CCI) avaient pour but de perturber les délibérations du Congrès. Il s'agit bien d'un exercice dirigé en premier lieu contre le service postal des Etats-Unis d'Amérique. Toutes les délégations ont déjà pu lire la ferme réponse de l'USPS.

Cependant, notre délégation a cru devoir signaler clairement sa position condamnant les accusations non fondées contenues dans ces déclarations. La vérité est que les débats au sein du Congrès se sont concentrés sur la libéralisation de la réglementation postale internationale et sur la création d'un climat postal plus commercial et plus concurrentiel.

S'agissant de la question du repostage, les critiques des coursiers visent surtout l'article 23 de la Convention postale universelle, existant depuis de longues années, qui codifie les principes d'éthique en la matière et qui doit être maintenu afin d'empêcher les coursiers de développer leurs attaques dans ce domaine lucratif.

Notre délégation exprime l'espoir que tous les Pays-membres de l'UPU condamneront les déclarations en question et appuieront toute mesure prise par le service postal des Etats-Unis d'Amérique et par l'UPU pour encore mieux servir les clients de la poste.

Le PRÉSIDENT: Nous partageons le point de vue exprimé par le Pakistan suivant lequel il ne s'agit pas d'une affaire relevant uniquement des services internes des Etats-Unis d'Amérique, bien que les attaques les aient choisis comme cible. Les allégations avancées n'ont pas de valeur et ceci a fort bien été relevé dans la déclaration préparée par M. T. Leavey, Assistant du Directeur général.

Ces allégations sont erronées lorsqu'elles évoquent la conspiration qui se tramerait ici, au XXe Congrès de l'UPU. Peut-on en effet appeler conspiration une assemblée regroupant les représentants de 157 nations, réunis pour améliorer le service public dans l'intérêt de la clientèle que nous desservons? Le terme conspiration n'engage que celui qui en est l'auteur et je ne saurais me préoccuper d'une telle rhétorique. Nous devons concentrer nos efforts sur l'amélioration du service.

Au cours de la réunion d'hier du bureau du Congrès, cette question a été soulevée par la France, Vice-Président du Congrès, et nous sommes convenus que le Président, de concert avec le Secrétaire général, préparera un bref document répondant aux arguments évoqués. Ce document sera distribué aux délégués afin qu'ils puissent s'y référer si cette question venait éventuellement à ressurgir dans d'autres milieux.

Changement
de classe de
contribution
(Congrès – Doc 40)

Le PRÉSIDENT: Lundi dernier, nous avons progressé dans notre discussion sur les changements de classe de contribution. Les débats peuvent se résumer ainsi:

- le Canada et le Brésil ont annoncé qu'ils se maintenaient dans leur actuelle classe de contribution;
- le Liban a demandé une réduction de sa contribution en indiquant avoir envoyé une lettre au Bureau international à ce sujet en février; en raison de l'interruption du fonctionnement des services postaux, cette lettre n'est pas parvenue dans les délais prescrits;
- l'Espagne a proposé que les Pays-membres s'abstiennent de changer de classe de contribution.

La JORDANIE: Je voulais faire lundi déjà quelques observations relatives à la demande libanaise. Dans son principe, nous comprenons l'avis donné par le Secrétaire et nous sommes conscients du fait que nous devons être soucieux du respect de nos procédures. Le Liban admet toutes ces considérations et ne demande pas au Congrès de l'exempter du versement de sa contribution, mais d'adopter une décision conforme au Règlement intérieur, article 14, paragraphe 6. Donc, sans déroger aux dispositions de nos Règlements, le Liban demande au Congrès:

- de mettre sur pied un programme précis prenant en considération ses requêtes en matière de coopération technique;
- que ce programme soit soumis au Conseil exécutif à sa prochaine session;
- que le Conseil exécutif soit chargé d'examiner les besoins exprimés et que toute l'aide nécessaire soit fournie dans le cadre de l'UPU;
- que le Congrès recommande aux Administrations de fournir toute l'aide utile à la poste libanaise.

Nous estimons que le Congrès, s'il examinait la proposition, ne dérogerait pas à nos Règlements et nous nous réservons le droit d'intervenir au cours de l'examen du projet de décision tout en sachant bien que le Liban l'a présenté formellement au Bureau international hier.

Le CHILI: Les problèmes qui se posent ici sont dus essentiellement au système en usage qui permet aux Administrations de choisir leur classe de contribution. De telles difficultés n'existeraient pas si la classe de contribution se basait sur le produit national brut par habitant. Ce dispositif répartirait les dépenses conformément à la situation financière de chaque pays.

La FRANCE: La situation de l'Administration libanaise dans un pays en guerre depuis si longtemps est évidemment préoccupante. D'ailleurs, lors de la séance du Conseil exécutif qui avait décidé de suspendre provisoirement les appels de fonds auprès de cette Administration, la France avait donné son appui à la demande formulée par le Liban. Il semble que l'intervention demandée maintenant par le Liban au Congrès pourrait avoir pour suite une invitation du Congrès au Conseil exécutif de se pencher sur les problèmes de ce pays. Ce serait ensuite au Conseil exécutif de prendre les mesures qu'il estimera nécessaires comme il l'a déjà fait dans un cas précédent. Mon pays donne son appui à la proposition jordanienne.

Le PRÉSIDENT: La requête du Liban, appuyée par la Jordanie, pourrait, par application du Règlement général, article 125, paragraphe 6, être renvoyée au CE et examinée par celui-ci. Comme nous le savons, le CE se réunit la semaine prochaine et donc, dès ce moment, il sera en mesure d'examiner ladite requête.

L'IRAQ partage le sentiment exprimé par la Jordanie et la France, compte tenu de la période de guerre vécue par le Liban. A l'aube de cette nouvelle ère de paix qui s'annonce, nous espérons que ce pays pourra y prendre part et redevenir la colombe qu'il a toujours été.

L'ÉGYPTE: Je voudrais d'abord appuyer la demande exprimée par le Liban avec le soutien de la Jordanie et souhaiter qu'elle soit accueillie, car conforme à nos Règlements et justifiée par les conditions exceptionnelles qui prévalent au Liban. Le Conseil exécutif devrait donc en être saisi et procéder à son examen; ensuite, quant aux réductions de contribution et à la démarche suggérée par l'Espagne de demander aux Administrations de ne point diminuer leur classe, j'observe que le choix est souvent fixé par les gouvernements sur la base de considérations économiques et politiques. Si nous nous adressions directement

à ces organes, nous pourrions sans doute obtenir de meilleurs résultats. L'adoption d'une résolution en ce sens nous permettrait de nous en prévaloir face à nos gouvernements.

L'ITALIE: Nous comprenons très bien la situation politique, sociale et économique du Liban, raison pour laquelle nous appuyons la demande formulée par ce pays. Cela étant, nous proposons que, conformément à l'article 125, paragraphe 6, du Règlement général, cette question soit examinée par le Conseil exécutif à sa première séance de travail.

L'IRAQ et l'ARABIE SAOUDITE appuient la demande du Liban.

FIDJI: J'appuie aussi la demande du Liban et je tiens à signaler que mon pays, malgré ses ressources économiques très limitées, participe activement aux forces des Nations Unies pour le maintien de la paix au Liban. Nous espérons que ce pays déchiré par la guerre retrouvera la paix pour devenir le pays magnifique qu'il était autrefois.

Le LIBAN remercie toutes les délégations qui ont appuyé sa demande.

Le Congrès décide que la demande du Liban de changer de classe de contribution et de bénéficier d'une assistance technique particulière sera transmise au Conseil exécutif pour être examinée lors de sa première réunion après la séance constitutive.

Le Congrès prend acte du Congrès – Doc 40 en tenant compte des décisions du Brésil et du Canada de retirer leurs demandes de déclassement.

Approbation du
rapport final de la
Commission 9
(Coopération
technique)
(Congrès – Doc 70)

Le PRÉSIDENT DE LA COMMISSION 9: Comme la tradition le veut, j'ai l'honneur de vous présenter le rapport portant sur l'ensemble des travaux effectués par la Commission 9, chargée de la coopération technique. Le rapport reflète de façon objective et suffisamment détaillée les discussions qui se sont déroulées au sein de la Commission. Pendant cinq séances, la Commission 9 a examiné à fond plusieurs questions d'importance majeure concernant différents aspects de la coopération technique de l'UPU. Parmi les points les plus saillants, permettez-moi de citer:

- la politique de la coopération technique;
- le bilan et l'évaluation des activités réalisées au cours de la période quinquennale écoulée (1984–1988);
- le programme d'action en matière d'assistance technique pour les cinq prochaines années et les moyens nécessaires pour sa mise en œuvre;
- les efforts à entreprendre par l'Union pour obtenir davantage de financement pour les projets postaux, y compris de nouvelles sources comme la Banque mondiale et les banques régionales;
- la présence accrue de l'UPU sur le terrain en matière d'assistance technique;
- les ressources humaines et le renforcement des actions de formation;
- la coopération technique entre pays en développement;
- l'action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés; et
- les principes à souligner en matière d'activités d'assistance technique de l'UPU.

Les actions entreprises et les mesures envisagées sont jugées satisfaisantes. Les intervenants ont été guidés par le souci d'améliorer davantage l'efficacité de la coopération technique. En adoptant à l'unanimité les orientations en matière de coopération technique, en particulier sur les pays et les objectifs prioritaires, les délégations ont bien voulu démontrer l'urgence et la nécessité absolue d'un tel choix afin de pouvoir faire sortir les services postaux des pays en développement et, plus particulièrement, des pays les plus défavorisés, de la crise actuelle. On note parmi les principes adoptés la mise en œuvre de projets intégrés et la conclusion de contrats de développement entre l'UPU et les pays bénéficiaires, et cela sur une base pluriannuelle. On note également qu'une plus grande importance sera accordée à l'évaluation des résultats des actions entreprises.

Sans entrer dans les détails, je crois qu'il est fort réjouissant de signaler l'adoption du projet portant sur la présence accrue de l'UPU sur le terrain en matière d'assistance technique dont les différents aspects ont été discutés à l'occasion de tous les Congrès depuis celui de Lausanne 1974. Il appartient maintenant au Bureau international de la mettre en œuvre de la façon la plus efficace possible, et au Conseil exécutif de suivre de près cette nouvelle expérience.

Le rapport final de la Commission 9 (Coopération technique) est approuvé.

La séance est levée à 12 heures.

Au nom du Congrès:

Le Président,

EDWARD E. HORGAN, Jr.

Le Secrétaire général,

A.C. BOTTO DE BARROS

Le Secrétaire,

L.-P. DUCOMMUN

Treizième séance du Congrès

Lundi 11 décembre 1989

Présidence de M. EDWARD E. HORGAN, Jr., Président

La séance est ouverte à 9 h 40.

Communications Le PRÉSIDENT signale qu'une procuration a été présentée par Salomon (îles) qui sera représenté par l'Australie.

Le DOYEN: Avant de partir pour Orlando, nous avons passé une soirée très agréable organisée par l'Italie à la Galerie Corcoran et nous lui en sommes très reconnaissants, notamment pour l'excellente musique qui a ajouté un charme tout particulier à la soirée. Je voudrais également remercier très cordialement la délégation de la Finlande pour l'aimable soirée passée à son ambassade.

L'excursion en Floride a été un immense succès. Nous avons fortement été impressionnés par l'organisation mise en place et par les efforts extraordinaires déployés par nos hôtes. Je remercie de tout mon cœur l'Administration postale américaine pour l'accueil chaleureux et pour sa générosité; en particulier, je voudrais également remercier M. Cambell, Postmaster de la région, M. R. Davis, Administrateur de division et M. R. Hyde, responsable des services postaux à Orlando et tous leurs collaborateurs ainsi que les guides qui ont fait un travail remarquable pour nous offrir un week-end merveilleux.

Le PRÉSIDENT remercie le Doyen de ses aimables paroles en signalant que peut-être à l'avenir un nouveau personnage pourrait faire partie des dessins animés: le postier.

(Applaudissements.)

Déclaration FIDJI: Permettez-moi tout d'abord, Monsieur le Président, de vous transmettre, bien qu'avec quelque retard, les sincères félicitations de ma délégation pour votre élection à la présidence de cette auguste assemblée et, ce qui est encore plus important, pour la façon très efficace dont vous avez jusqu'ici conduit les délibérations de ce Congrès. Nous ne doutons pas que grâce à vous ce Congrès connaîtra un retentissant succès.

Nos félicitations s'adressent aussi au Directeur général du Bureau international, M. A.C. Botto de Barros, réélu à l'unanimité à cette haute fonction et au Vice-Directeur général, M. Jaime Ascandoni, de nationalité espagnole, ainsi qu'aux Pays-membres du CE et du CCEP.

Nous exprimons tous nos remerciements et nos sincères félicitations au pays hôte et à l'Administration postale des Etats-Unis d'Amérique qui ont su si bien organiser ce Congrès et le rendre si agréable malgré la rigueur du climat de Washington. Nous avons eu le grand honneur de voir le Président des Etats-Unis d'Amérique, l'Honorable George Bush, assister et participer à l'ouverture officielle du Congrès.

Monsieur le Président, nous revenons tous d'un week-end prolongé en Floride où tout a été si merveilleusement organisé. Permettez-moi cependant de faire ici une petite digression. Il a été beaucoup débattu à propos de la durée du Congrès, plus exactement de sa longueur, aussi bien dans le passé que pendant le présent Congrès. Ma délégation est aussi intervenue dans la discussion pour demander instamment que l'on examine d'un œil critique cette question en vue de réduire la longueur du Congrès. Permettez-moi humblement, sinon sur une note plus légère, d'apporter un correctif sur ce point pour dire que, au cas où l'on décidait de réduire la durée du Congrès, il ne faudrait pas que cela se fasse au détriment de l'excursion du Congrès UPU.

Aux Fidji, nous avons aussi récemment procédé à une restructuration de notre Administration postale et des télécommunications afin de mettre en oeuvre des réformes institutionnelles en vue d'assurer une utilisation efficace des ressources et des moyens de notre Administration postale. A cet égard, nous faisons en sorte que les avantages économiques attendus de la restructuration de notre Administration, qui est passée du statut de service public à celui d'une société appartenant à l'Etat, profitent à toute l'économie, en particulier aux entreprises faisant leur apparition dans des secteurs non traditionnels, grâce à la fourniture de services postaux efficaces et améliorés.

Nous avons conscience que la restauration de la capacité de notre institution appellera des mesures à court et à long terme. Nous croyons que, en se transformant en une société commerciale, une Administration postale sera mieux à même de rémunérer correctement son personnel et contribuera à l'avenir à renverser la tendance en matière de renouvellement fréquent du personnel.

Etant donné l'étendue de notre archipel, qui compte quelque 300 îles dont 100 sont inhabitées, nous pensons que la restructuration des services postaux, parallèlement à celle des services de télécommunication, permettra d'élargir la desserte des villages en milieu rural et des îles les plus éloignées et d'améliorer la productivité de ces communautés grâce à un accès plus facile aux informations commerciales et à une meilleure coordination de ces moyens de communication.

Les problèmes et difficultés qui se posent aux îles Fidji sont en fait les mêmes que connaissent les pays insulaires du Pacifique Sud. Géographiquement, ces pays s'étendent sur une vaste zone qui couvre le sud de l'océan Pacifique. Si la fourniture de services postaux dans les centres urbains peut s'organiser de façon relativement aisée, en revanche la desserte de communautés rurales éparpillées sur une vaste zone soulève, elle, de graves problèmes en raison de l'insuffisance des moyens de transport.

En tout état de cause, Monsieur le Président, les pays des îles du Pacifique font bel et bien partie de la communauté mondiale. La présence et la participation de tant de délégations de la région du Pacifique Sud témoigne à notre sens de l'intérêt que ces pays portent aux travaux et au succès de l'Union postale universelle. Nos besoins et les aides qui nous sont accordées, notamment dans le domaine de la formation du personnel et de la mise en valeur des ressources humaines, exigent une approche régionale tenant compte des besoins spécifiques de nos communautés insulaires. Nous ne doutons pas que le Secrétariat de l'UPU canaliserait ses ressources pour répondre aux besoins des pays insulaires du Pacifique Sud. A cet égard, nous appuyons les observations du délégué du Royaume des Tonga.

Fidji se félicite de ce que le XXe Congrès ait fait des besoins de la clientèle son thème principal. C'est en agissant avec force et enthousiasme, en s'appuyant sur une structure administrative efficace et adéquate et avec un personnel dévoué qu'il sera possible de mettre en place une Administration postale pouvant non seulement relever les défis de nos concurrents mais aussi gagner la confiance des usagers de la poste.

A cet égard, ma délégation note avec beaucoup de plaisir et de satisfaction l'esprit de bonne volonté et de profonde compréhension qui a si bien caractérisé jusqu'ici les délibérations de ce Congrès. En fait, il serait juste de dire que ce Congrès, comme une grande famille constituée de nombreux pays et nationalités, s'est attaqué dans un esprit d'entente et de coopération aux problèmes et défis majeurs auxquels sont confrontées les Administrations postales du monde entier.

Si cet esprit de coopération et de dévouement peut se refléter dans la gestion de la poste de chaque pays – et je ne doute pas que cela soit possible – toutes les Administrations postales du globe formeront alors une chaîne aux maillons solides et puissants et le Congrès pourra à juste titre s'enorgueillir de constituer une grande famille de pays se consacrant à la fourniture de services postaux aux citoyens du monde.

En conclusion, Monsieur le Président, permettez-moi d'exprimer au nom de ma délégation nos chaleureuses félicitations à la distinguée délégation de la République de Corée dont la généreuse candidature à l'organisation du XXIIe Congrès de l'Union postale universelle en 1994 à Séoul a été officiellement acceptée par le Congrès.

Ordre du jour

Le Congrès poursuit ses délibérations sur la base de l'ordre du jour révisé (Congrès – Doc 6/Rev 1).

Congrès –
Doc 6/Rev 1

Approbation des
procès-verbaux
des séances
plénières

Les procès-verbaux des 5e et 8e séances (Congrès – PV 5 et 8) sont approuvés sans observations.

Complément oral
au dernier rapport
de la
Commission 1
(Vérification des
pouvoirs)

Le PRÉSIDENT DE LA COMMISSION 1: Je vous informe qu'il n'y a pas de faits nouveaux en ce qui concerne les pouvoirs depuis que nous avons complété le dernier rapport en plénière le 4 décembre (annexe 2 du rapport de la Commission 1). Je signale également que, sur les 170 Pays-membres, 160 sont présents et que deux n'ont pas encore présenté leurs pouvoirs. Par ailleurs, la Roumanie (Rép. soc.) a régularisé ses pouvoirs et cette information fera l'objet de l'annexe 3 au rapport de la Commission 1.

Le complément oral au dernier rapport de la Commission 1 (Vérification des pouvoirs) est approuvé sans commentaires.

Approbation du
rapport final de la
Commission 2
(Finances)

Congrès – Doc 68

Le PRÉSIDENT DE LA COMMISSION 2: La Commission des finances a tenu trois séances les 29 novembre, 1er décembre et 5 décembre 1989, sous la présidence du Japon. L'ensemble des travaux est résumé dans le Congrès – Doc 68; je voudrais donc rendre compte des conclusions et des résolutions sur lesquelles la Commission est parvenue à un accord. Tout d'abord, la Commission propose au Congrès:

- d'approuver les comptes de l'Union des années 1984 à 1988 en adoptant la résolution C 9 annexée au Congrès – Doc 78.1; et
- d'exprimer sa reconnaissance au Gouvernement de la Confédération suisse pour l'aide généreuse qu'il a apportée à l'Union dans le domaine des finances, en adoptant la résolution C 23 annexée au Congrès – Doc 78.1.

La Commission propose un plafond des dépenses ordinaires pour les années 1991 à 1995 en se fondant sur le total des dépenses nettes du budget de l'Union pour l'année 1990 approuvé par le Conseil exécutif en avril 1989, en vue de faire face aux activités actuelles, d'une part, et pour tenir compte des incidences financières, d'autre part, de la mise en œuvre des activités nouvelles décidées par le Congrès. La Commission propose donc de fixer les limites des dépenses ordinaires de l'Union pour la période 1991–1995 selon le détail figurant au paragraphe 9 du rapport. Les limites des dépenses adoptées seront insérées au paragraphe 1, article 124, du Règlement général, et elles deviennent applicables à partir du 1er janvier 1991. En ce qui concerne la gestion financière et économique de l'Union, le Congrès est invité à adopter la résolution C 67 annexée au Congrès – Doc 78.2. Finalement, la Commission propose au Congrès de fixer la limite des dépenses du prochain Congrès à 3 676 000 francs suisses (article 124, paragraphe 2, du Règlement général) sous réserve d'une étude à effectuer par le CE au sujet de la durée du Congrès de Séoul.

Le rapport final de la Commission 2 (Finances) est approuvé sans observations.

Le PRÉSIDENT rappelle que le Gouvernement de la Confédération suisse a décidé d'apporter une contribution importante, à la fois au Fonds spécial et au Fonds des activités spéciales, en renonçant à l'encaissement des sommes dues par l'Union au titre des arriérés.

La SUISSE: Je ne manquerai pas de faire part à mon Gouvernement de l'accueil très favorable réservé par le Congrès de Washington à sa décision de renoncer au remboursement par l'UPU des arriérés s'élevant à deux millions et demi de

francs suisses environ, et dus au 31 décembre 1990 au titre de l'ancien régime de financement. De cette façon, la Suisse désire apporter une contribution concrète au lancement des activités nouvelles et émet expressément le vœu que cette somme soit affectée au Fonds de réserve et au Fonds des activités spéciales.

(Applaudissements.)

Le PRÉSIDENT remercie la Suisse au nom du Congrès de sa très grande générosité et de son appui constant à l'égard de l'UPU.

La GRANDE-BRETAGNE se félicite de la création du Fonds des activités spéciales et annonce le versement d'une contribution de 10 000 livres en vue de renforcer les actions à entreprendre au titre dudit Fonds.

Le PRÉSIDENT remercie vivement la Grande-Bretagne de sa décision.

Approbation du
Programme
général d'action
de Washington

Congrès – Doc
48.2/
Annexe 1/Rev 1

Le PRÉSIDENT soumet à l'examen du Congrès le projet de résolution «Programme général d'action de Washington» ainsi que le programme lui-même. Ce programme a été élaboré à partir des contributions faites lors du Débat général, des discussions portant sur le programme général d'action provisoire examiné en séance plénière du 20 novembre, des contributions écrites et des décisions prises au sein des Commissions. Je tiens à féliciter le Groupe de travail du soin excellent avec lequel le document a été élaboré pour en faire un modèle que chaque Administration pourrait utiliser, tant pour l'élaboration des programmes d'action à court terme, que pour des objectifs à entreprendre à long terme. Afin de lui donner toute l'importance voulue, M. le Secrétaire général et moi-même adresserons une lettre, accompagnée du Programme général d'action de Washington, faisant ressortir les points prioritaires, au Ministre chargé des postes de chaque Pays-membre de l'Union, ainsi qu'au chef de chaque Administration postale.

La JORDANIE: Le Programme reflète pleinement l'esprit du Débat général et revêt une grande importance. Il est fort exhaustif de par le contenu ainsi que de par l'application, l'exécution et l'évaluation. Par conséquent, nous devrions l'adopter tel quel sans y introduire aucune retouche afin de préserver sa teneur.

L'IRLANDE: Nous nous associons aux félicitations adressées au Groupe de travail qui a réussi à rassembler toutes les idées exprimées lors du Débat général et qui a élaboré un document cohérent. Il est particulièrement important que l'accent soit mis sur la qualité de service qui est une amélioration significative par rapport au document initial et qu'un grand nombre de points sont introduits concernant les relations avec la clientèle. Nous appuyons ce document qui est le résultat principal du Congrès. Cependant, nous avons quelques modifications mineures à y apporter afin d'améliorer la clarté du texte final qui sera ainsi d'une grande utilité pour les personnes qui n'ont pas participé aux travaux du Congrès. Dans ce but, nous avons remis une liste de modifications d'ordre rédactionnel au Groupe de travail.

Le PRÉSIDENT souhaite savoir si ces modifications ont été signalées avant l'élaboration du document.

L'IRLANDE: Nous avons eu des discussions officieuses avec le Secrétariat relatives aux modifications qui ne touchent pas le fond du document. A titre d'exemple, dans le chapitre C, point C 1.2 de la pièce 1 du document, il s'agirait

d'ajouter «et international» après «fournir et améliorer d'une manière continue dans le service postal national» parce que la qualité de service doit couvrir les deux domaines.

Le JAPON: Nous exprimons notre gratitude au Groupe de travail pour les efforts déployés aux fins de l'élaboration du document. Il sera une véritable directive pour le plan d'action de l'UPU pour les cinq prochaines années. Nous l'appuyons entièrement. Toutefois, il nous paraît important de mentionner un point qui a été discuté au cours du Débat général et qui concerne les relations entre les Administrations postales et les syndicats qui sont particulièrement importantes pour le potentiel du développement des ressources humaines. Ce point pourrait être introduit à la fin du chapitre E «Ressources humaines» comme E.4 et se lirait comme suit: «s'attacher à établir de bonnes relations avec les syndicats».

La GRANDE-BRETAGNE: Nous sommes aussi très reconnaissants au Groupe de travail qui a élaboré un programme d'action dynamique auquel a participé M. Cockburn de notre délégation. Nous serions prêts à approuver ce document à condition que le Groupe de travail fasse figurer au document définitif quelques modifications d'ordre rédactionnel.

La SIERRA LEONE: Nous nous associons entièrement aux félicitations exprimées au Groupe de travail pour son excellent travail. Certaines remarques d'ordre sémantique ont été remises au Groupe de travail afin de les faire figurer au document final, mais nous appuyons l'adoption du document.

L'ITALIE félicite le Groupe de travail pour la présentation du Programme général d'action qui est à la fois logique et souple. L'introduction du facteur de souplesse est fondamental, étant donné qu'il s'agit d'un programme d'une telle importance. Toutefois, dans le dernier alinéa du texte du projet de résolution relatif au statut juridique de la poste, nous considérons qu'elle a toujours eu un tel statut, et de ce fait nous souhaiterions le remplacer par le texte suivant: «en tant qu'un système de gestion moderne»; c'est une remarque d'ordre secondaire et nous appuyons pleinement ce document qui servira de base pour les travaux futurs en tant que l'ensemble de règles pour les services postaux.

Le LIBAN: Le document présenté est fort rationnel et nous tenons à féliciter le Groupe de travail. Nous l'appuyons entièrement et considérons qu'il faudrait tenir compte des modifications apportées par les différentes délégations lors de la mise au point définitive.

La TANZANIE (RÉP. UNIE): Nous souscrivons entièrement au document mais nous voudrions exprimer notre avis quant à l'appel à lancer aux gouvernements afin qu'ils octroient un statut juridique à la poste. L'Italie estime que la poste a toujours eu ce statut, mais nous considérons qu'il est important de conserver la notion «... d'un statut juridique approprié...» qui permettra aux Administrations postales de faire face aux réalités commerciales de notre époque.

M. MAZOU, SOUS-DIRECTEUR GÉNÉRAL AU BUREAU INTERNATIONAL: En ce qui concerne la version française, à la première ligne, «lance un appel pressant aux gouvernements pour qu'ils dotent la poste d'un statut juridique et d'un système de gestion moderne...», le mot «moderne» devrait être au pluriel afin de permettre de réunir les avis exprimés par l'Italie et la Tanzanie (Rép. unie). Par ailleurs, dans les pays où la poste a un statut juridique approprié, mais où il n'y a pas de système de gestion moderne qui permettrait à la poste d'avoir une autonomie réelle, le statut accordé n'a que peu d'effets.

La SIERRA LEONE: Ayant entendu la discussion, nous pensons qu'il conviendrait d'adopter le document sans prendre en considération maintenant les modifications d'ordre rédactionnel qui pourraient être apportées par la suite, lors de l'élaboration du document final. Nous estimons, toutefois, qu'il serait nécessaire d'ajouter après «d'un statut juridique» les mots «et commercial».

Le MAROC: Nous voudrions rappeler que, dans l'étude 501 du CCEP «L'avenir des services postaux», le statut juridique a été cité en tête de liste parmi les obstacles au développement de la poste. Pour rester conséquent, il faudrait que les gouvernements «dotent la poste d'un statut juridique adéquat et d'un système de gestion moderne».

Le PRÉSIDENT: Compte tenu des suggestions, le document pourrait être approuvé sous réserve des modifications à apporter dans sa version définitive.

Le Congrès adopte le Congrès – Doc 48.2/Annexe 1/Rev 1 sous réserve de l'introduction des modifications d'ordre rédactionnel à apporter par le Groupe de travail.

Appel

Proposition 08

Le PRÉSIDENT: Nous avons reçu un appel du Japon demandant au Congrès d'examiner à nouveau la proposition 08 adoptée le 4 décembre 1989 après avoir été amendée comme suggéré par la France et la Grande-Bretagne. L'amendement de la France proposait l'entrée en vigueur au 1er janvier 1991 des dispositions concernant les frais terminaux, tandis que les autres dispositions des Actes de l'Union entreraient en vigueur le 1er juillet 1991. Cet amendement a été accepté par le Japon. L'amendement de la Grande-Bretagne proposait quant à lui l'entrée en vigueur au 1er janvier 1991 de tous les Actes et il a été accepté par le Congrès. Le Japon a signalé à la présidence que les onze délégations suivantes ont appuyé son appel: Bhoutan, Cuba, Egypte, Hongrie (Rép.), Indonésie, Jordanie, Malaisie, Pakistan, Qatar, Thaïlande et Turquie. Cet appel est conforme à l'article 24 du Règlement intérieur des Congrès.

Le JAPON: Nous voudrions, conformément à l'article 24 du Règlement intérieur des Congrès, présenter un appel pour le réexamen de la décision concernant la date d'entrée en vigueur des Actes du Congrès de Washington 1989. L'appel est lancé pour les raisons suivantes:

- Nous nous inquiétons du fait qu'un malentendu éventuel peut avoir eu lieu lors de l'examen de notre proposition à la séance du 4 décembre 1989. Certaines délégations ont pu sans doute croire que la proposition prévoyait deux dates d'entrée en vigueur des Actes. La proposition japonaise souhaitait une entrée en vigueur de tous les Actes au 1er juillet 1991, mais l'amendement de la France a suggéré que les dispositions urgentes concernant les frais terminaux soient appliquées déjà le 1er janvier 1991; une telle proposition avait été acceptée au Congrès de Rio de Janeiro à la satisfaction générale.
- La délégation japonaise a souhaité expliquer le bien-fondé de la proposition dans l'espoir d'arriver à une décision bien pesée du Congrès après avoir bien compris le sens exact de la proposition. Mais on ne nous a pas donné la parole. Nous espérons que le Congrès accordera un instant à l'examen de cette proposition compte tenu de son importance pour les raisons que je viens d'évoquer. Nous sommes persuadés que notre proposition est justifiée et acceptable dans la mesure où elle est conforme à

la pratique des Congrès précédents, donne la souplesse nécessaire à la mise en œuvre des dispositions des Actes et correspond aux dispositions de la Constitution de l'Union.

La HONGRIE (RÉP.): Nous appuyons cet appel pour diverses raisons:

- Lors de l'examen de cette question à une précédente séance plénière, nous étions déjà d'avis qu'il fallait fixer une période plus longue compte tenu de la législation nationale des Pays-membres concernant l'approbation et la ratification des accords internationaux.
- A ce sujet, il y a lieu de mettre un accent particulier sur le fait que, dans plusieurs pays, la langue utilisée pour la mise en application des dispositions internationales juridiques et techniques n'est ni le français ni l'anglais. Les Administrations postales de ces pays sont obligées de traduire dans leur langue nationale toutes ces dispositions en vue de les appliquer. Pour procéder ainsi, l'Administration postale hongroise doit également faire tous ces préparatifs qui prennent un temps beaucoup plus long que dans les pays anglophones ou francophones. Par conséquent, il convient de signaler la nécessité de respecter toutes les langues nationales dans lesquelles les Actes sont publiés après chaque Congrès.
- Finalement la question se pose de savoir si on pourrait terminer à temps l'instruction et la formation des employés chargés d'exécuter le service postal international ainsi que publier tous les manuels d'exploitation postale.

Dans ces conditions, la délégation hongroise juge nécessaire que l'on réexamine la décision prise au sujet de la proposition 08.

L'ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D': Notre délégation fait siennes les déclarations de la Hongrie (Rép.) et du Japon. Nous attirons également l'attention du Congrès sur le problème de la ratification des Actes. Nous devons également traduire les Actes et nous ne commencerons la traduction qu'au moment où nous recevrons la version définitive en langue française du Bureau international, c'est-à-dire vers le mois d'août 1990. Certains pays n'ont sans doute pas de tels problèmes, mais ces problèmes sont réels pour d'autres pays. C'est pourquoi ma délégation lance un appel à ces pays qui n'ont pas de problèmes de traduction de faire preuve de compréhension vis-à-vis de ceux qui ont de tels problèmes et qui doivent traduire tous les Actes. Sans doute y a-t-il des pays qui, intéressés par la question des frais terminaux, auraient des appréhensions. Ils ne devraient pas être déçus parce que la date d'entrée en vigueur des dispositions concernant les frais terminaux serait fixée au 1er janvier 1991. Qu'on tienne donc compte de l'appel lancé par le Japon.

La SUISSE: Notre Administration doit traduire les textes dans deux langues. Lors de la votation de la séance plénière du 4 décembre 1989, la Suisse a voté en faveur d'une entrée en vigueur des Actes au 1er janvier 1991 pour les raisons suivantes:

- premièrement, nous avons indiqué, tout au long de ce Congrès, que les décisions doivent entrer en vigueur le plus rapidement possible;
- deuxièmement – et c'est une question d'ordre pratique concernant spécialement la Suisse – nous désirons introduire un système «priorité»/«non priorité» en services interne et international au 1er février 1991; la

date d'entrée en vigueur des Actes le 1er janvier 1991 sert donc de ce point de vue les intérêts de la Suisse, car introduire le système en question avant la mise en vigueur des Actes serait plutôt gênant.

L'AUTRICHE: Nous voudrions nous joindre au Japon et à toutes les délégations qui souhaitent la fixation de la date de mise en vigueur des Actes au 1er juillet 1991 à l'exception des dispositions concernant les frais terminaux qui entreraient en vigueur au 1er janvier 1991. Notre situation est analogue à celle qui a suivi le Congrès de Rio de Janeiro 1979. Les dispositions concernant les frais terminaux ont été mises en vigueur le 1er janvier 1981 tandis que les autres dispositions l'ont été le 1er juillet 1981. Notre Administration postale aurait de grandes difficultés à assurer la traduction des Actes et Arrangements en l'espace d'une année. Il est aussi difficile d'assurer les formalités de ratification en douze mois seulement. Le délai a toujours été de dix-huit mois et très peu de pays ont déposé les instruments de ratification dans les délais voulus. Par ailleurs, les Règlements d'exécution sont renvoyés au Conseil exécutif qui ne siégera qu'au printemps prochain; les textes définitifs des Actes ne nous parviendront que vers le mois d'août de l'année prochaine et nos services doivent être informés suffisamment à temps. Pour toutes ces raisons, il nous semble que douze mois sont insuffisants et que le délai de dix-huit mois est un minimum. Nous en appelons donc à la compréhension des autres délégations et nous leur demandons de s'associer à l'appel lancé par le Japon.

M. DUCOMMUN, SECRÉTAIRE DES SÉANCES PLÉNIÈRES: Les textes provisoires sont à disposition des Administrations dès maintenant, mais en ce qui concerne les textes définitifs, le Bureau international fera diligence pour les envoyer le plus tôt possible. Si le Congrès le désire, le Bureau international pourrait procéder à une publication de ces textes en deux étapes, c'est-à-dire envoyer d'abord les textes de la Convention et des Arrangements qui, dans la plupart des pays, doivent être soumis à la procédure de ratification et, dans une deuxième étape, les Règlements d'exécution pourraient être distribués.

La GRANDE-BRETAGNE: Nous ne sommes pas d'accord avec les délégations qui considèrent que douze mois ne sont pas suffisants pour mettre en œuvre les procédures nécessaires avant l'application des nouveaux Actes. Certains délégués ont dit que les dispositions concernant les frais terminaux ont été appliquées plus tôt que le reste des dispositions à la suite du Congrès de Rio de Janeiro 1979. Cependant, il convient d'indiquer que dix ans après, nous nous trouvons dans un environnement plus compétitif et à cet égard douze mois sont longs. Durant ce Congrès nous avons décidé d'introduire des services nouveaux pour servir davantage les clients, nous avons pris des décisions et adopté des procédures tendant à améliorer l'efficacité du service postal et nous ne pensons pas qu'il faut attendre dix-huit mois pour mettre en œuvre ces nouvelles procédures. Nos concurrents n'agiraient pas de cette manière. Lors du Débat général nous avons admis que le client doit être placé au premier plan et nous avons indiqué que les procédures et les décisions devant améliorer les services que nous lui offrons doivent être appliquées rapidement. Certains pays ont déclaré avoir des problèmes juridiques. Il conviendrait qu'ils s'efforcent d'appliquer les nouvelles procédures à titre provisoire sous réserve d'une approbation juridique formelle obtenue ultérieurement. Lors des discussions sur le Programme général d'action de Washington, nous avons parlé du statut juridique que nos gouvernements doivent donner au service postal. Il conviendrait de donner un statut juridique moderne à nos Administrations pour que précisément de tels problèmes ne surgissent pas. En bref, nous pensons que le délai de douze mois est suffisant, que mettre en œuvre les procédures décidées à des moments différents prêterait à confusion et que notre entreprise

doit être moderne et rapide. Une majorité des délégués s'est d'ailleurs déjà prononcée positivement sur tout cela.

La FINLANDE: Il nous paraît également souhaitable que tous les Actes finals entrent en vigueur au 1er janvier 1991, notamment en ce qui concerne les frais terminaux. En effet, les travaux préparatoires peuvent être rapidement effectués et même un petit pays comme le nôtre, dont la langue n'est pas utilisée ici, pense pouvoir mettre ces Actes en vigueur en douze mois. Par ailleurs, pour certains pays, l'entrée en vigueur à des dates différentes impliquerait deux procédures de ratification, ce qui nous paraît peu rationnel.

Le BRÉSIL: L'entrée en vigueur des Actes au 1er juillet 1991 nous paraît en contradiction avec les engagements pris par ce Congrès en matière de décentralisation et de rapidité. C'est pourquoi nous lançons un appel aux pays récalcitrants pour avancer plus rapidement et, par conséquent, pour en rester à la décision déjà prise.

Le LIBÉRIA: Le Programme général d'action que nous venons d'approuver vise notamment à améliorer les méthodes de gestion au sein des Administrations postales. Dans cette optique, nous pensons que douze mois suffisent pour la mise en œuvre des nouvelles procédures et nous nous prononçons pour le maintien de la décision prise.

La MAURITANIE: Les arguments de chacun nous paraissent également dignes d'intérêt. C'est pourquoi nous proposons de mettre tous les Actes en vigueur au 1er avril 1991.

Le PRÉSIDENT: Nous passons au vote sur la question du réexamen de la proposition 08, telle qu'amendée par la France, conformément à l'article 24 du Règlement intérieur des Congrès.

Le Congrès rejette l'appel du Japon sur la proposition 08, telle qu'amendée par la France, par 87 voix contre, 43 pour et 8 abstentions. Ce rejet s'applique de fait également à la proposition de la Mauritanie.

Appel

Le PRÉSIDENT: Nous passons à l'appel interjeté par la Papouasie – Nouvelle-Guinée sur la proposition 4083.2/Rev 2.

Proposition
4083.2/Rev 2

En vertu de cette dernière, si une Administration expéditrice envoie des dépêches closes en direction de plus d'un aéroport dans le pays de destination, un calcul indépendant devra être fait pour déterminer un taux distinct des frais de transport aérien intérieur dont l'Administration d'origine sera débitrice, au lieu de demander à l'Administration d'origine d'accepter la distance moyenne pondérée que l'Administration de destination utilise pour calculer les frais de transport aérien intérieur dus par les autres pays.

La PAPOUASIE – NOUVELLE-GUINÉE: La proposition a essentiellement été présentée dans le sens de la qualité du service. Cependant, il apparaît qu'un petit nombre d'Administrations pourrait en profiter financièrement et que la majorité des Pays-membres ne se trouve pas en mesure de quantifier exactement les incidences financières de celle-ci. Par ailleurs, les petits pays et ceux en développement ne seront vraisemblablement pas en mesure de préparer, prati-

quement et financièrement, davantage de dépêches closes au coût indiqué. A ce propos, la troisième phrase du paragraphe 6bis doit faire l'objet d'un réexamen attentif.

Nous ne pensons pas que cette manipulation des dispositions relative aux frais de transport aérien intérieur puisse aller dans le sens de l'amélioration de la qualité.

En outre, à notre avis, le Congrès ne peut pas prendre de décision responsable sans connaître concrètement les conséquences financières et d'exploitation de la proposition 4083.2/Rev 2.

Les BAHAMAS: Le CE et le CCEP devraient étudier les implications financières et opérationnelles.

La GRANDE-BRETAGNE: La proposition adoptée permet un système de frais de transport aérien intérieur plus efficace et équitable. Elle vise principalement à sauvegarder l'amélioration de la qualité obtenue par l'adoption de la procédure des expéditions à destinations multiples. Les motifs afférents à l'amélioration de la qualité de service et de nature économique ont déjà été discutés par les experts en matière de poste aérienne et militent en faveur de la proposition 4083.2/Rev 2 qui a été adoptée par une nette majorité. C'est pourquoi nous nous prononçons contre le réexamen de celle-ci.

Le CANADA: Le principe à la base de la proposition en cause nous paraît équitable, mais nous avons formulé des réserves quant à son libellé. En effet, celui-ci donne un pouvoir absolu à l'Administration d'origine, puisque celle-ci ne devra pas chercher à s'entendre avec l'Administration de destination, et pourrait la conduire à des décisions contraires à la qualité du service. C'est pourquoi nous soutenons l'appel de la Papouasie – Nouvelle-Guinée, sans remettre en cause le principe d'équité contenu dans la proposition 4083.2/Rev 2.

CUBA: Nous appuyons l'appel de la Papouasie – Nouvelle-Guinée et rappelons les réserves que nous avons déjà formulées à ce propos.

L'AUSTRALIE, la NOUVELLE-ZÉLANDE et FIDJI appuient l'appel de la Papouasie – Nouvelle-Guinée, en rappelant qu'une quarantaine de pays, notamment des petits pays et des pays en développement, n'étaient pas présents lors du vote sur la proposition 4083.2/Rev 2.

La NORVÈGE propose l'ajournement du débat sur la question.

Mise aux voix, cette motion est refusée par 90 voix contre, 27 pour et 13 abstentions.

L'ARGENTINE, la BOLIVIE, le PANAMA (RÉP.) et le SRI LANKA appuient l'appel.

Le BRÉSIL: Nous appuyons cet appel et demandons que la rédaction de ce nouvel alinéa de l'article 83 soit revue; notre principal souci réside dans le fait qu'il arrive souvent que les aéroports d'un pays ne soient pas tous équipés des installations nécessaires au traitement rationnel de la poste, et qu'il conviendrait en conséquence de prévoir qu'il est indispensable d'obtenir au préalable l'assentiment de l'Administration de destination.

La FRANCE: Nous comprenons difficilement le souci manifesté par un certain nombre de délégations qui voient dans cette proposition un aspect négatif pour

les petits pays. Il nous semble au contraire que ce sont les pays expéditeurs les plus étendus qui sont concernés, ceux qui ont un trafic important et qui trouvent judicieux de procéder à un tri détaillé et à l'expédition de leur courrier vers les aéroports les plus proches des lieux de destination, en payant les parcours supplémentaires. Supprimer ou empêcher la réception de dépêches multi-destinations équivaut à notre avis à une détérioration de la qualité du service et pour cette raison principale nous nous opposons à l'appel.

L'ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D': Notre délégation appuie fermement la position de la France et s'oppose également à l'appel. La proposition réduirait les frais du pays de destination, du fait que le volume de courrier à réacheminer par avion serait réduit.

La SUÈDE, l'ESPAGNE et les PAYS-BAS s'opposent à l'appel et rappellent les avantages importants que la proposition 4083.2/Rev 2 présente pour la qualité du service.

L'INDE: Même si la proposition semble être favorable à la qualité du service, nous doutons de son efficacité si l'on ne prévoit pas que l'Administration de destination doit impérativement être consultée. Notre Administration n'offre par exemple le service EMS que pour un certain nombre de localités de notre pays et la liste de celles-ci est régulièrement diffusée. Or, nous constatons que différentes Administrations nous font parvenir des envois EMS pour l'ensemble du territoire. Nous nous demandons donc comment une disposition ne s'appliquant plus seulement au service restreint qu'est l'EMS mais à la totalité des échanges aériens pourrait être respectée. Pour ces raisons, nous appuyons l'appel.

Mis aux voix, l'appel présenté par la Papouasie – Nouvelle-Guinée contre la proposition 4083.2/Rev 2 est approuvé par 81 voix pour, 32 contre et 17 abstentions.

La séance est levée à 12 h 45.

Au nom du Congrès:	Le Président, EDWARD E. HORGAN, Jr.	Le Secrétaire général, A.C. BOTTO DE BARROS
--------------------	--	--

Le Secrétaire,
C. LANGHELD

Quatorzième séance du Congrès

Lundi 11 décembre 1989

Présidence de M. EDWARD E. HORGAN, Jr., Président

La séance est ouverte à 15 h 20.

Approbation
des résolutions et
décisions autres
que celles modi-
fiant les Actes
(Congrès – Doc
78.1 et Congrès –
Doc 78.2)

Les Congrès – Doc 78.1 et 78.2 sont approuvés sans discussion.

Approbation des
projets d'Actes et
des réserves non
examinées en
séances des
Commissions
(Congrès – Doc 85
et
Congrès – Doc 86)

Le PRÉSIDENT: Nous passons maintenant à l'examen des projets d'Actes présentés par la Commission 10 (Rédaction). L'article 24 du Règlement intérieur des Congrès prévoit que, en règle générale, chaque projet d'Acte est examiné article par article. Afin de gagner du temps, je vous propose d'examiner chaque Acte chapitre par chapitre, comme il a été fait lors des précédents Congrès et d'approuver ensuite l'Acte dans son ensemble selon la majorité requise.

L'assemblée approuve cette procédure.

Le PRÉSIDENT: 114 pays étant présents dans la salle, donc plus des deux tiers des Pays-membres de l'Union, le Congrès peut examiner l'ensemble des projets d'Actes.

Le SECRÉTAIRE rappelle que, selon l'article 24, paragraphe 5, du Règlement intérieur des Congrès, le Bureau international est autorisé à rectifier dans les Actes définitifs les erreurs matérielles qui n'auraient pas été relevées lors de l'examen des projets d'Actes, le numérotage des articles et des paragraphes, ainsi que les références.

Quatrième Proto-
cole additionnel à
la Constitution de
l'UPU

Le quatrième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle est adopté par 114 voix sans opposition.

Règlement général, y compris le Règlement intérieur des Congrès	<u>Le Règlement général est adopté par 121 voix sans opposition. Le Règlement intérieur des Congrès est adopté par 124 voix sans opposition.</u>	
Convention postale universelle et Protocole final	<p>Le COSTA-RICA: En ce qui concerne l'article 82 de la Convention, nous estimons que le maintien du statu quo serait plus convenable que la modification apportée au paragraphe 4 de cet article. En effet, l'introduction d'un seuil de 300 km de distance moyenne pondérée pour le remboursement des coûts supplémentaires occasionnés par le transport aérien du courrier international à l'intérieur des pays de destination aura pour conséquence la réduction des revenus des petits pays, comme le nôtre, ce qui se répercutera négativement sur leur développement.</p> <p>Le PANAMA (RÉP.) exprime les mêmes craintes que le Costa-Rica au sujet du nouveau libellé de l'article 82.</p> <p>Des erreurs et omissions ayant été signalées par un certain nombre de pays, le PRÉSIDENT demande qu'un corrigendum soit établi et diffusé au plus tôt afin de permettre l'approbation des projets d'Actes lors de la prochaine séance.</p> <p>La séance est levée à 16 h 20.</p>	
	Au nom du Congrès:	<div>Le Président, EDWARD E. HORGAN, Jr.</div> <div>Le Secrétaire général, A.C. BOTTO DE BARROS</div>
		<div>Le Secrétaire, L.-P. DUCOMMUN</div>

Quinzième séance du Congrès

Mardi 12 décembre 1989

Présidence de M. EDWARD E. HORGAN, Jr., Président

La séance est ouverte à 9 h 45.

Déclarations

L'IRAN (RÉP. ISLAMIQUE): Au nom d'Allah, clément et miséricordieux. Louange à Dieu tout-puissant, avec la paix et l'esprit des saints prophètes depuis Adam jusqu'à Mahomet et hommage à tous ceux qui ont subi le martyre pour la révolution islamique dans le monde entier.

Je voudrais tout d'abord vous remercier, Monsieur le Président, de me donner la parole, ainsi que vous tous qui voudrez bien prêter attention à ma déclaration.

Je ne doute pas, Monsieur le Président et Messieurs les délégués, que vous vous rappelez le discours de notre Ministre aux premiers jours de l'ouverture de ce Congrès, où il proposait l'exclusion de l'UPU du régime qui occupe Jérusalem, la ville sainte, en se fondant sur les mêmes principes et décisions adoptés au Congrès de Hamburg pour expulser l'Afrique du Sud.

Cette proposition se justifie juridiquement, rationnellement et affectivement. Aussi, la délégation de la République islamique d'Iran, se fondant, d'une part, sur la foi religieuse découlant de la doctrine et des ordres de notre Saint Coran et des méthodes divines de notre Prophète et, d'autre part, sur 26 siècles d'histoire postale en Iran et notre très ancienne qualité de membre de l'UPU, expose les motifs qui justifieraient l'expulsion de l'UPU du régime qui occupe actuellement Jérusalem.

Comme chacun à ce Congrès en conviendra, l'existence de services postaux, phénomène social à la fois sur le plan national et sur le plan international, a été considérée comme l'un des premiers droits naturels et comme une réelle nécessité de la vie sociale, ce qui a été officiellement reconnu puisque le courrier peut être distribué sans devoir être censuré ni détruit. En outre, le progrès de la culture et de la civilisation est le produit du développement des relations sociales et culturelles. Il s'agit là de la pierre angulaire de la mission de l'UPU qui est de relier les âmes des nations, sans oublier leur rapprochement, ce qui est clairement énoncé aux articles 1 et 2 de la Constitution. Or, malgré la clarté des termes de la Constitution, l'UPU est restée indifférente à l'absence parmi nous des véritables représentants de l'innocente nation palestinienne alors que, en violation de tout principe politique, les délégués du régime d'occupation de Jérusalem (Israël) sont ici présents.

Cela, malgré les actes répétés d'agression de la part du régime israélien à l'encontre de la nation palestinienne et dernièrement du Liban, malgré la violation flagrante des droits individuels et sociaux et de la liberté des nations palestinienne et libanaise combattantes et malgré l'incendie et la destruction de la Sainte Mosquée de El Aqsa, la première Quiblah musulmane du monde, actes perpétrés par le même régime en violation de tous les principes moraux, ainsi que du droit international.

Le comportement inhumain de ce même régime contre l'innocente nation de Palestine, comportement qui a été retransmis par la télévision dans le monde entier, n'est pas seulement contraire aux objectifs et à la mission de l'UPU, mais il afflige également l'âme de tout homme libéré et nous plonge dans une profonde douleur et une immense tristesse. Or, il n'y a pas dans les territoires occupés de foyer où établir des services postaux intérieurs et internationaux. L'UPU a pour mission de rapprocher socialement et culturellement les pensées des hommes et d'intensifier les rapports entre pays; nous ne devrions par conséquent pas rester indifférents face à l'absence de l'UPU des véritables représentants de l'innocente nation palestinienne. Dans le cas contraire, les Etats musulmans et les nations libérées du monde considéreraient comme erronés l'attitude et le rôle de l'UPU.

Le comportement criminel et inhumain du régime israélien qui fait fi les diverses résolutions de l'ONU se poursuit; ce régime persiste notamment à conserver des relations avec l'Afrique du Sud qui a été expulsée de l'UPU.

Les documents reçus montrent qu'en raison des actes perpétrés par le régime qui occupe Jérusalem, il n'existe aucune possibilité et aucune sécurité en ce qui concerne les relations postales et les services postaux pour l'innocente nation palestinienne. Pour ces raisons, la délégation de la République islamique d'Iran insiste pour que soit exclu de l'UPU le régime qui occupe la Palestine et que soient présents les véritables représentants de la nation palestinienne.

Je demande instamment à M. le Président et à M. le Secrétaire général d'étudier cette proposition comme un document officiel à l'attention du Congrès. Je prie aimablement M. Botto de Barros d'inclure cette suggestion dans le rapport annuel de l'UPU pour les années qui nous séparent du prochain Congrès (1994 à Séoul) afin que les délégués de la nation palestinienne soient présents.

Pour conclure, Monsieur le Président, je vous remercie de votre attention et remercie également les délégations qui nous ont apporté leur appui sur ce point. Enfin, je voudrais vous lire à vous tous un bref poème de Sa'adi, le grand poète persan:

«Les êtres humains sont fait d'un corps qui est un joyau de la création. Si une partie souffre, il n'y a pas de repos pour les autres. Si vous vous sentez impuissant alors que d'autres sont dans l'agonie, comment pourriez-vous porter le nom d'homme?»

La BOLIVIE: Au moment où la conclusion du XXe Congrès postal universel approche, on reconnaît avec satisfaction que, grâce au travail des délégations des pays ici réunis et à la participation du Bureau international, nous parvenons à d'importants résultats qui se reflètent dans l'introduction dans nos Actes de modifications visant à ce que les travaux futurs de l'Union s'adaptent de façon effective aux exigences du monde actuel si l'on veut parvenir à atteindre un but ardemment désiré, celui de développer les services postaux.

Il a été décidé qu'à partir du présent Congrès, le Conseil exécutif disposerait de plus larges compétences en matière législative et qu'il pourrait par conséquent adopter des mesures permettant de disposer de systèmes adéquats et modernes, et déterminer les modalités de leur application aux diverses structures de nos pays.

Les décisions prises en matière de frais terminaux, résultat d'une analyse ardue et d'études effectuées par le Conseil exécutif sortant, sont adéquates; elles sont également avantageuses, tant pour les pays à fort trafic que pour les pays en développement comme la Bolivie qui affecte ses recettes pour subventionner intégralement des projets postaux, et aussi, en partie, pour remplir ses obligations financières à l'égard des organismes internationaux s'occupant de questions postales.

Nous sommes d'accord sur les dispositions adoptées dans le domaine de la coopération technique et à ce propos, je dois préciser que mon Administration déploie des efforts considérables pour que les services postaux de Bolivie soient assurés comme il convient, car il s'agit là de la seule façon de lutter contre la concurrence. Toutefois, pour atteindre cet objectif, de multiples actions s'imposent et par voie de conséquence, il faut disposer des ressources économiques et techniques nécessaires. C'est pourquoi nous accordons une importance particulière à la coopération technique et désirons qu'elle soit élaborée en fonction des pays en développement. Cette initiative sera hautement positive, car nous avons compris ces dernières années l'importance de la coopération technique en observant les mesures entreprises au sein de notre Union restreinte, l'UPAE, qui, de façon très opportune, s'efforce de fournir à ses pays membres une aide technique très précieuse, contribuant de façon notable et tangible aux plans de développement qui, à l'heure actuelle, constituent la préoccupation majeure de l'Union postale universelle.

Au cours de ce Congrès, il a été inséré dans le Programme général d'action des directives de grande portée; il nous faut réaliser ces objectifs en échelonnant rigoureusement et prioritairement les actions à mener en commun pour parvenir aux résultats et atteindre dans un proche avenir le but que nous avons ici fixé.

Je tiens à saisir l'occasion qui m'a été offerte en nous donnant la parole pour vous exprimer, Monsieur le Président, toutes nos félicitations pour l'efficacité avec laquelle vous avez su diriger les débats du Congrès.

Je désire également exprimer, au nom de ma délégation et en mon propre nom, notre reconnaissance pour le chaleureux accueil qui nous a été réservé.

Je vous demande de transmettre également notre reconnaissance à l'ensemble du personnel du Secrétariat du Congrès, auquel nous adressons nos félicitations pour l'excellente façon dont a été organisé cet important événement mondial.

Nous partons avec des souvenirs impérissables de l'amitié qui nous a été témoignée, sans oublier l'accueil généreux que nous ont réservé les foyers nord-américains; nous leur adressons toute notre affection.

Merci de nous avoir permis de vivre des moments inoubliables à la fin de cette dernière semaine, d'avoir visité un monde magique de grande beauté qui nous montre non seulement les richesses de la nature, mais également de la technique propre au développement de ce grand pays.

Permettez-moi de m'adresser à MM. Botto de Barros et Ascandoni élus par le Congrès pour diriger l'Union pendant les cinq prochaines années; à eux, que nous considérons comme des amis très chers de la Bolivie, vont nos félicitations et nos souhaits de succès ininterrompu dans l'exercice de leurs importantes fonctions.

A M. Félix Cicéron qui quittera l'Union, nous exprimons toute notre gratitude pour le précieux travail qu'il a effectué pendant de nombreuses années dans l'intérêt de l'UPU. Nous désirons lui souhaiter, avec grande affection, une complète réussite dans ses nouvelles activités.

Aux délégations de tous les pays ici présents, nous disons notre profonde reconnaissance pour les attentions et les prévenances dont ils ont fait preuve à l'égard de notre délégation. A tous, nous disons notre respect, notre affection et notre amitié.

Le VATICAN: Avant la clôture de ce Congrès, j'aimerais tout d'abord, au nom de ma délégation, féliciter M. Botto de Barros pour sa réélection au poste de Directeur général, et M. Jaime Ascandoni pour son élection au poste de Vice-Directeur général du Bureau international.

Je tiens aussi à vous féliciter, Monsieur le Président, pour le talent avec lequel vous avez conduit les travaux de ce Congrès, ainsi que Messieurs les Vice-Présidents et les Présidents de Commissions, le Secrétariat, le personnel et vous tous, chers délégués, qui avez contribué au succès de ce Congrès.

Mes sincères remerciements vont aussi à l'Administration postale des Etats-Unis d'Amérique, pour son excellente organisation et au peuple américain pour l'hospitalité chaleureuse qu'il nous a réservée.

Mais, si vous le permettez, j'aimerais également adresser des remerciements tout particuliers aux délégués soi-disant «silencieux» qui, pour diverses raisons, n'ont pas eu l'occasion de prendre très souvent la parole. Je pense d'ailleurs que si le Congrès s'achève en temps voulu et de façon satisfaisante, c'est aussi grâce à la précieuse attitude de ces délégués «silencieux». Aussi méritent-ils, eux aussi, une mention particulière et notre reconnaissance.

Comme vous le savez probablement tous, ma délégation représente le plus petit Etat de l'UPU. Pourtant, son influence s'étend au-delà de son territoire minuscule car il a à sa tête le Pape qui axe tous ses efforts et son enseignement sur le bien-être moral et spirituel de l'humanité tout entière.

C'est pourquoi, si ma délégation a suivi avec grand intérêt les travaux du Congrès et en a beaucoup appris, elle s'est cependant tout particulièrement intéressée aux incidences humaines et sociales des problèmes qui ont été débattus pendant ce Congrès.

C'est aussi la raison pour laquelle j'aimerais évoquer davantage le principe général de solidarité que les aspects techniques de la réglementation de l'UPU.

Maintenant que les nouveaux Actes de l'Union postale universelle sont sur le point d'être étudiés puis mis en vigueur par tous les membres de l'UPU, je pense nécessaire de considérer la solidarité comme la pierre angulaire des relations loyales qui doivent exister entre les Pays-membres.

En formulant les nouveaux Actes de l'Union, nous nous sommes attachés avec soin à affirmer la nécessité d'une totale coopération entre les pays développés et les pays en développement. Pour donner à ce mot de solidarité toute sa valeur, je voudrais citer un passage de l'Encyclique du pape Jean Paul II «Sollicitudo Rei Socialis». Cet important document, publié le 30 décembre 1987, s'adresse à toutes les nations et à tous les hommes de bonne volonté.

Le pape Jean Paul II y déclare: « ... dans le monde divisé et bouleversé par toutes sortes de conflits, on voit se développer la conviction d'une interdépendance radicale et, par conséquent, la nécessité d'une solidarité qui l'assume et la traduise sur le plan moral.»

«... (La solidarité) n'est pas un sentiment de compassion vague ou d'attendrissement superficiel pour les maux subis par tant de personnes proches ou lointaines. Au contraire, c'est la détermination ferme et persévérante de travailler pour le bien commun; c'est-à-dire pour le bien de tous et de chacun parce que tous nous sommes vraiment responsables de tous.»

«... La collaboration au développement de tout l'homme et de tout homme est en effet un devoir de tous envers tous, et elle doit en même temps être commune aux quatre parties du monde: Est et Ouest, Nord et Sud; ou, pour employer le terme en usage, aux divers «mondes». Si, au contraire, on essaie de le réaliser d'un seul côté, dans un seul monde, cela se fait aux dépens des autres; et là où cela commence, du fait même que les autres sont ignorés, cela s'hypertrophie et se pervertit.»

Chers collègues et amis, dans ce monde d'aujourd'hui en évolution, je formule des vœux et je prie pour que ces idées morales et fortes du pape Jean Paul II s'appliquent aussi à l'Union postale universelle qui, de façon très particulière, devrait être synonyme d'interdépendance et de solidarité entre les peuples et les nations.

La ROUMANIE (RÉP. SOC.): A la suite de la décision du XXe Congrès de l'UPU de transférer des compétences au Conseil exécutif, l'Administration postale de la Roumanie (Rép. soc.) reste intéressée à toutes les modifications apportées par le Conseil exécutif aux Règlements d'exécution de la Convention postale universelle et des Arrangements, ainsi qu'au déroulement des travaux nécessaires pour de telles modifications.

Compte tenu que ces Règlements d'exécution comportent encore des dispositions qui n'ont pas été transférées dans les Actes de base de l'UPU et à la suite des résolutions proposées par le Conseil exécutif et par l'Administration postale de l'Australie (propositions 02 et 3500.1), l'Administration postale de la Roumanie (Rép. soc.) désire continuer à participer et à exprimer son point de vue dans l'introduction des modifications apportées aux Règlements d'exécution.

Pour ces motifs-là et afin d'éviter l'introduction de réserves aux Règlements d'exécution de la Convention postale universelle et des Arrangements, l'Administration postale de la Roumanie (Rép. soc.) sollicite qu'elle soit consultée en temps opportun pour de telles modifications et que ses observations soient prises en considération.

Approbation des
projets d'Actes et
des réserves non
examinées en
séances des
Commissions

Le PRÉSIDENT propose d'examiner l'Arrangement concernant les colis postaux.

Aucune observation n'ayant été formulée, les dispositions préliminaires (articles 1 à 5bis) ainsi que celles contenues dans les titres I et II (articles 6 à 38) sont approuvées.

Colis postaux,
Arrangement

La TCHÉCOSLOVAQUIE: Nous avons des observations d'ordre rédactionnel à formuler à propos de l'article 43, paragraphe 4. L'amendement proposé par mon pays concerne le renvoi de la formule C 9 non complétée selon les conditions prévues à l'article 147, paragraphes 9 à 12, du Règlement d'exécution de la Convention. Nous avons pensé qu'il y aurait un paragraphe distinct pour cet amendement. Il s'agit en fait d'un problème d'ordre rédactionnel.

M. GHARBI, SOUS-DIRECTEUR GÉNÉRAL AU BUREAU INTERNATIONAL: Il s'agit effectivement d'une modification rédactionnelle qui peut être acceptée et qui donnera une clarté supplémentaire à la proposition de la Tchécoslovaquie. Du point de vue du Secrétariat, il n'y a aucun problème à ajouter un paragraphe spécifique. C'est une question rédactionnelle qui sera réglée par le Bureau international.

Aucune autre observation n'ayant été formulée, les dispositions contenues dans le titre III (articles 39 à 45) sont adoptées sous réserve de la modification rédactionnelle proposée pour l'article 43, paragraphe 4.

Les dispositions contenues dans les titres IV à VI (articles 46 à 58) sont adoptées sans modification.

L'ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D', la GRANDE-BRETAGNE, l'INDE, l'ITALIE et SINGAPOUR relèvent que les articles II et IV du Protocole final ne contiennent pas les réserves qui leur étaient applicables.

Le SECRÉTAIRE: Sauf avis contraire des pays concernés, toutes les dispositions du Protocole final des Actes de Hamburg seront reprises au nouveau Protocole final; j'invite les pays qui désirent apporter une modification à ces dispositions à en informer rapidement le Secrétariat.

Le PRÉSIDENT: Je considère donc l'Arrangement concernant les colis postaux comme approuvé et suggère que nous renvoyions l'examen du Protocole final à notre prochaine séance.

Amendé selon la proposition de la Tchécoslovaquie, l'Arrangement concernant les colis postaux est adopté dans son ensemble.

Mandats de poste,
Arrangement

L'Arrangement concernant les mandats de poste est approuvé sans discussion.

Chèques postaux,
Arrangement

L'Arrangement concernant le service des chèques postaux est approuvé sans discussion.

Envois contre
remboursement,
Arrangement

L'Arrangement concernant les envois contre remboursement est approuvé sans discussion.

Le JAPON demande que la date de signature de ces trois Arrangements soit modifiée en «14 décembre 1989» et que ceux-ci soient complétés avec la date de leur entrée en vigueur, soit le 1er janvier 1991.

Convention
postale
universelle

Le PRÉSIDENT propose d'examiner la Convention postale universelle, mais de renvoyer l'examen du Protocole final à la séance du 13 décembre.

La partie I est adoptée sans modification.

La NOUVELLE-ZÉLANDE propose de remplacer dans l'article 18, paragraphe 3, lettres a) et b), la mention «LC/AO» par «envois».

La partie II est adoptée compte tenu de la modification proposée par la Nouvelle-Zélande.

L'appel de la PAPOUASIE – NOUVELLE-GUINÉE contre la proposition 4083.2 ayant été accepté par le Congrès, l'article 83, paragraphe 6bis, tombe.

La PAPOUASIE – NOUVELLE-GUINÉE et VANUATU présenteront une réserve au Protocole final concernant l'article 82, paragraphe 4.

La partie III ainsi modifiée est adoptée.

La partie IV est adoptée sans modification.

La Convention postale universelle est adoptée dans son ensemble.

Communications

Le PRÉSIDENT DU CONGRÈS fait un résumé des travaux de la séance constitutive du Conseil exécutif. Il exprime ses félicitations chaleureuses à tous les nouveaux membres et informe que le Postmaster General a décidé de confier la présidence du Conseil exécutif à M. Thomas E. Leavey, Assistant Postmaster General.

La NOUVELLE-ZÉLANDE mentionne qu'elle fera, sous le point 11 de l'ordre du jour (Divers et imprévu), une déclaration visant à limiter les travaux du Congrès à quinze jours ouvrables et à ouvrir la discussion sur la fréquence des réunions des prochains Congrès.

La séance est levée à 11 h 55.

Au nom du Congrès: Le Président,
EDWARD E. HORGAN, Jr.

Le Secrétaire général,
A.C. BOTTO DE BARROS

Le Secrétaire,
L.-P. DUCOMMUN

Seizième séance du Congrès

Mercredi 13 décembre 1989

Présidence de M. EDWARD E. HORGAN, Jr., Président

La séance est ouverte à 9 h 40.

Communication

Le DOYEN: Nous remercions le Ministère des postes et télécommunications du Cameroun ainsi que l'Union panafricaine des postes pour la soirée africaine qu'ils nous ont offerte hier à l'Ambassade du Cameroun. Nous avons beaucoup apprécié l'excellente musique et la cuisine typique africaine. Merci aussi à S.E. l'Ambassadeur du Cameroun et à son épouse pour cette soirée magnifique.

Le PRÉSIDENT: Les modifications suivantes sont apportées à l'ordre du jour (Congrès – Doc 6/Rev 2):

- sous le point 10, nous examinerons le Congrès – Doc 88, Approbation des Règlements d'exécution examinés par le Congrès;
- sous le point 11 «Divers», nous examinerons le Congrès – Doc 78.3, Approbation des résolutions et décisions autres que celles modifiant les Actes.

Déclarations

OMAN: Tout d'abord, il nous est agréable de saluer profondément M. le Président du Congrès et de le remercier pour la manière sage et compétente avec laquelle il a dirigé les travaux du Congrès.

Il nous plaît également de présenter les remerciements au Directeur général du Bureau international et à ses honorables collaborateurs pour les efforts qu'ils ont fournis afin de préparer ce Congrès et nous sommes heureux enfin d'adresser nos félicitations à M. Botto de Barros pour sa réélection comme Directeur général du Bureau international, qui couronne ainsi ses efforts dans la direction des travaux du Bureau international avec compétence et efficacité. Nous sommes heureux aussi de féliciter M. Jaime Ascandoni Rivero pour son élection comme Vice-Directeur général. Nous sommes pleins d'espoir que cette confiance dont bénéficient le Directeur général et le Vice-Directeur général portera les fruits escomptés pour la prochaine période.

Nous apprécions avec fierté les efforts déployés par les Présidents et les membres respectifs du Conseil exécutif et du Conseil consultatif des études postales durant la période précédente et nous remercions tous ceux qui ont contribué à ces efforts. Nous félicitons la nouvelle formation des deux Conseils pour la confiance recherchée qu'ils ont obtenue et nous souhaitons pour tous plein succès et pertinence du jugement.

Nous remercions de tout cœur les Etats-Unis d'Amérique, Gouvernement et peuple compris, pour l'hospitalité qu'ils nous ont offerte et pour les énormes efforts qu'ils ont fournis afin d'assurer le succès de ce Congrès. Nous remercions

tout particulièrement les responsables du service postal américain pour leur aimable disponibilité à notre égard.

Tous nos meilleurs vœux pour l'ensemble des délégations en espérant les revoir au prochain Congrès en bonne santé et heureux dans la paix, l'amour et la fraternité.

Le NIGÉRIA: La délégation du Nigéria tient à s'associer aux opinions exprimées par d'autres délégations pour vous féliciter de la compétence dont vous avez fait preuve en dirigeant toutes les séances tenues jusqu'à ce jour. Nous voudrions également, par votre intermédiaire, féliciter le nouveau Président du Conseil exécutif, M. Thomas E. Leavey. Nous sommes sincèrement convaincus que sa grande expérience dans le domaine postal international lui permettra de mener adroitement à bon port le navire du Conseil exécutif.

Nous voudrions vous exprimer nos remerciements et toute notre appréciation non seulement pour notre élection au Conseil exécutif mais aussi pour la possibilité qui nous est offerte d'assumer les fonctions de Président de la Commission 9 (Coopération technique). Nous tenons à vous assurer que nous ferons de notre mieux pour relever ce grand défi et pour œuvrer, avec les autres membres du Conseil, en faveur de l'objectif à atteindre, celui de fournir le service postal efficace et dynamique qui répondra aux besoins de nos nombreux usagers.

L'URUGUAY: La délégation de l'Uruguay adresse ses salutations et ses félicitations au Président pour la magnifique façon dont il a dirigé les débats, ainsi qu'à toutes les délégations de ce XXe Congrès pour le courage avec lequel le défi a été relevé afin d'assurer la survie de la poste mondiale et aussi pour leurs efforts visant à améliorer les services postaux du globe. Il s'agit là de jalons très importants et historiques dans la vie de l'UPU. A titre d'exemple de ces progrès, nous pouvons citer le transfert au CE de compétences du Congrès, la détermination de frais terminaux mieux adaptés à la réalité et aux besoins des Administrations, les programmes de coopération technique pour répondre aux multiples besoins des pays en développement et une plus large contribution des Unions restreintes.

L'étude de marché, le perfectionnement technique, la qualité des produits et une législation plus adéquate devront constituer dans l'avenir le dénominateur commun. Il n'y aura compétition qu'en nous-mêmes; il s'agira de nous surpasser, de récupérer le marché et d'offrir à la clientèle le produit que la société moderne réclame.

Le Programme général d'action de Washington (PGA) est une riposte que les Administrations réclamaient. Ce n'est qu'en mettant en marche un processus constant de rétroaction – fruit de l'effort des pays et aussi de l'apport de chaque région, comme celui de l'UPAE, laquelle travaille incessamment dans ce sens – que ce programme pourra être mené à bien.

Il doit être lancé un appel aux Administrations pour que, dans les limites de leurs possibilités et chacune dans leur secteur, elles luttent en faveur de l'application du PGA. Il faut particulièrement fixer des priorités et assurer aussi une meilleure coordination entre les organes de l'UPU et les Unions restreintes si l'on veut obtenir les réponses indispensables que la poste réclame.

La poste mondiale est une grande machine; il suffit qu'un engrenage ait un défaut pour en modifier, en ralentir le rythme et, de ce fait, nuire à tous. Il est de notre devoir de corriger de tels défauts. C'est là que la coopération technique doit intervenir; nous ne devons, ni ne pouvons considérer qu'une telle situation nous soit étrangère; elle nous est propre.

La main tendue de tous les pays ici présents et le chaleureux accueil du pays hôte, qui ont fait que nous nous sommes sentis comme chez nous, sont le symbole d'une magnifique communication, ce qui est l'essence même de l'UPU.

Nous félicitons le Président et ses collaborateurs, les Présidents et les membres des Commissions, ainsi que les délégués des Pays-membres pour leur précieux concours.

En ce qui concerne le Bureau international, nous félicitons M. Botto de Barros pour sa réélection à l'unanimité et M. Jaime Ascandoni pour sa remarquable élection.

La COLOMBIE: Au nom de la délégation colombienne et en ma qualité de Vice-Ministre des communications, je tiens en premier lieu à transmettre à M. le Président du Congrès et, par son intermédiaire, au Gouvernement et au peuple des Etats-Unis d'Amérique nos sincères félicitations et toute notre gratitude pour l'extraordinaire organisation et pour le merveilleux accueil qui nous a été réservé.

La poste colombienne a participé et a assisté aux diverses étapes de cet important événement en ayant la certitude que ce XXe Congrès de Washington donnera de façon définitive à la poste son orientation moderne; ainsi, dans ce contexte, la Colombie se félicite de pouvoir faire partie du Conseil exécutif où, je l'espère, nous pourrons aider à la mise au point d'importantes décisions. Il s'agit là d'une excellente occasion et de cela je suis, je veux le dire, très reconnaissant.

La Colombie tient à faire ressortir l'importance des mesures adoptées par ce Congrès, en particulier la résolution C 12 ayant trait à l'action visant à renforcer la sécurité du courrier international et à en préserver l'intégrité. Le Conseil exécutif et le Conseil consultatif des études postales, en menant à bien la mission qui leur a été confiée, les Pays-membres, en constatant la compatibilité de leurs politiques avec la législation en vigueur en matière de sécurité et d'intégrité du courrier, démontreront une fois encore leur solidarité avec la Colombie dans la guerre qui se livre contre le trafic des stupéfiants, problème qui, selon les propres termes du Président Marco, n'est pas seulement celui des pays producteurs et des pays consommateurs mais de l'humanité tout entière.

Le contenu et l'organisation de cette conférence, ainsi que la générosité du pays hôte de ce XXe Congrès feront date dans l'histoire de la poste.

Approbation des
Règlements
d'exécution
examinés par le
Congrès

(Congrès – Doc 88)

Le PRÉSIDENT: Le Conseil exécutif a approuvé à titre provisoire les Règlements d'exécution de la Convention et des différents Arrangements. Nous allons maintenant les examiner un à un et chapitre par chapitre. Si le Congrès les adopte, ils seront présentés, pour approbation formelle et définitive, au CE, suivant le projet de résolution annexé au Congrès – Doc 88. Il convient de signaler que dans la rédaction définitive des Règlements, il sera tenu compte des corrigendums établis par le Secrétariat et qui ont été distribués aux délégations. Il sera aussi tenu compte des modifications qui pourraient se révéler nécessaires au cours de notre examen.

Règlement
d'exécution de la
Convention et
formules

Le SECRÉTAIRE signale que la rédaction de l'introduction du Règlement à l'examen sera adaptée aux nouvelles compétences du CE.

La première partie du Règlement d'exécution de la Convention est adoptée avec la modification signalée par le Secrétaire.

L'INDE: L'article 177 contient des erreurs qui ont déjà été signalées par notre délégation au Secrétariat et qui seront corrigées dans la rédaction définitive. Il en est de même pour certaines formules.

La deuxième partie du Règlement d'exécution de la Convention est adoptée, compte tenu des corrections signalées par l'Inde.

Les troisième et quatrième parties du Règlement d'exécution de la Convention sont adoptées.

Puis le Règlement d'exécution de la Convention et les formules sont adoptés dans leur ensemble.

Règlement
d'exécution de
l'Arrangement
concernant les
colis postaux et
formules

Le Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux et les formules sont adoptés dans leur ensemble.

Règlement
d'exécution de
l'Arrangement
concernant les
mandats de poste,
formules et
Protocole final

L'AUTRICHE fait état de quelques erreurs formelles qui ont déjà été signalées à la Commission de rédaction afin qu'elles soient corrigées dans la version définitive.

Compte tenu des corrections signalées par l'Autriche, le Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les formules ainsi que le Protocole final sont adoptés dans leur ensemble.

Règlement
d'exécution de
l'Arrangement
concernant les
chèques postaux
et formules

Le Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les chèques postaux et les formules sont adoptés dans leur ensemble.

Règlement
d'exécution de
l'Arrangement
concernant les
envois contre
remboursement et
formules

Le Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les envois contre remboursement et les formules sont adoptés dans leur ensemble.

Protocole final de
la Convention
postale
universelle

Le SECRÉTAIRE présente les corrections apportées au texte du Protocole final de la Convention et qui figurent dans le document Projets d'Actes/Corr 4. Ces modifications seront reprises dans le texte définitif.

Le CANADA: L'article XXIIbis n'a plus de raison de figurer dans le Protocole, étant donné que l'appel de la Papouasie – Nouvelle-Guinée au sujet de l'article 83, paragraphe 6bis, de la Convention, a été accepté.

Le JAPON: Certains articles du Protocole final de la Convention devraient figurer à la suite du Règlement d'exécution de la Convention, étant donné qu'ils se réfèrent à des dispositions dudit Règlement.

Le SECRÉTAIRE, tout en acceptant l'observation du Japon, signale que le principe a été retenu de ne pas modifier pour le moment la structure des Actes. Le CE sera chargé d'une double étude qui portera, d'une part, sur la deuxième phase du transfert d'attributions législatives au CE et, d'autre part, sur la conception des Actes d'une manière générale.

L'AUSTRALIE: A la suite de la modification de l'article 192, paragraphe 4, de la Convention, l'article XXV du Protocole final est devenu sans objet.

L'INDE, EL SALVADOR, L'AUTRICHE et le LIBAN signalent des modifications à apporter au Protocole final.

M. GHARBI, SOUS-DIRECTEUR GÉNÉRAL AU BUREAU INTERNATIONAL: Nous avons reçu plusieurs réserves qui devraient figurer dans le Protocole final, mais nous n'avons pas eu le temps de les publier. Ces réserves figureront dans la version définitive du Protocole final.

Le Protocole final de la Convention postale universelle est approuvé compte tenu des corrections et adjonctions signalées ainsi que de la suppression des articles XXibis et XXV.

Protocole final de l'Arrangement concernant les colis postaux

Le PRÉSIDENT: Le document Projets d'Actes/Corr 3 fait état des modifications à apporter au Protocole final.

Le LIBAN et L'AUTRICHE signalent de nouvelles modifications à apporter au texte à l'examen.

Le Protocole final de l'Arrangement concernant les colis postaux est approuvé compte tenu des modifications signalées.

Communication

Le PRÉSIDENT: Toutes les réserves aux Actes, que les délégations voudraient formuler, devront être présentées avant jeudi 14 décembre, à 10 heures.

Approbation des résolutions et décisions autres que celles modifiant les Actes (Congrès – Doc 78.3)

Les résolutions et décisions contenues dans le Congrès – Doc 78.3 sont approuvées.

Divers
Durée du Congrès

La NOUVELLE-ZÉLANDE: Déjà de nombreuses délégations ont, durant de précédentes séances, pris la parole pour demander une réduction de la durée du Congrès. Parallèlement, nous avons décidé d'adopter de nouvelles méthodes de gestion et donné au Conseil exécutif de nouvelles tâches législatives pour ce qui est des Règlements d'exécution. C'est un pas en avant qui devrait nous permettre d'améliorer les Congrès futurs. Ce Congrès a terminé ses travaux dans les délais prévus et seules quelques décisions relatives à des études ont été transmises au CE. L'UPU est donc à une aube nouvelle en ce qui concerne sa gestion. Il faut que cette dernière soit plus sensible aux réactions du marché et aux manœuvres de la concurrence. Avec les résolutions C 8 et C 14 prises par le Congrès, le Conseil exécutif a tous les moyens pour décider comment améliorer le fonctionnement de l'Union et l'organisation des futurs Congrès. A notre avis, le Congrès devrait seulement discuter de politique générale tandis que le CE, organe de gestion,

s'occuperait des questions de détail. Nous pensons que nous avons tous accepté cette manière de procéder. Sachant qu'il est difficile de nous réunir pour cinq, six et même sept semaines, et qu'il serait dommage que les changements de politique de l'Union ne se décident que tous les cinq ans, alors que le monde bouge si vite autour de nous, il semble préférable que le Congrès se réunisse moins longtemps, mais plus souvent.

Pour traiter des problèmes importants comme les nôtres, la concurrence ferait-elle comme nous? Nous savons tous que non. Ce Congrès a terminé son travail en vingt-deux jours ouvrables. Il serait donc utile que ce même Congrès fasse une suggestion au CE sur la durée du prochain, par exemple quinze jours ouvrables au maximum. Il pourrait également recommander au CE, dans le cadre de son étude sur l'organisation du prochain Congrès, de prendre toutes les mesures pour arriver à cette durée. Le Congrès devrait aussi demander au CE d'examiner la question de la durée de la période séparant deux Congrès, qui, à notre avis, devrait ramenée à deux ou trois ans.

La GRANDE-BRETAGNE: Nous appuyons la proposition faite par la Nouvelle-Zélande. Quinze jours ouvrables nous paraissent un maximum. De plus, une indication dans ce sens de la part du Congrès faciliterait la préparation de celui-ci par le prochain pays hôte.

L'IRLANDE: Nous appuyons les orateurs précédents. Nous avons déjà réduit la durée de six à cinq semaines. Passer à quinze jours de travail semble être l'étape suivante.

SINGAPOUR: Nous appuyons la déclaration de la Nouvelle-Zélande. Nous souhaitons un Congrès de l'UPU le plus efficace possible, avec des réunions de type commercial. Il faut répondre à l'évolution du marché, aux désirs de nos clients et aux évolutions technologiques. Un Congrès plus court et plus fréquent permettrait aux gouvernements, aux clients et aux concurrents de nous considérer comme des gens plus sérieux. Dans l'immédiat, ceci nous permettrait également de mettre en œuvre plus rapidement et plus énergiquement le Programme général d'action de Washington.

L'ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D': Depuis quelque temps, l'UPU s'est efforcée de réduire la durée des Congrès par plusieurs mesures, par exemple séances parallèles, augmentation des langues d'interprétation, préparation très poussée de la part des Unions restreintes. Certes, le record de rapidité du Congrès de Hamburg vient d'être battu, mais il me paraît dangereux de décider une réduction à quinze jours ouvrables sans étude préalable. Le CE va entreprendre une étude générale sur la structure de notre organisation.

Demandons seulement au CE de viser à organiser le prochain Congrès sur la période la plus courte possible en facilitant la modernisation des travaux. Lui imposer une durée limite pourrait porter atteinte à la vitalité de l'UPU. Si l'étude, qui prendra en compte tous les paramètres qui interfèrent sur la durée d'un Congrès, démontre qu'on peut réduire la durée, faisons-le, mais ne décidons pas à la dernière minute une mesure d'une telle portée.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL: Je constate l'intérêt de certaines délégations pour une réduction de la durée du Congrès. Mais on ne peut ici se livrer à des exercices de futurologie. Il ne faudrait donc pas trancher aujourd'hui, car on ne peut pas savoir ce que nous réserve l'avenir. N'oublions pas que ce Congrès a pu être court parce que toutes les propositions ont été approuvées sans trop d'oppositions ni de déclarations, ce qui est exceptionnel. En sera-t-il encore ainsi dans cinq ans? Nous pouvons aussi imaginer un Congrès sous forme de téléconférence. Dans ce cas, personne ne se déplacerait. Que les pays qui souhaitent une réduction de

durée laissent le CE décider de son importance en fonction de la charge de travail, des problèmes techniques et de ceux découlant des changements législatifs. N'oublions pas de prendre le temps de réfléchir pour être vraiment efficaces.

Le CANADA: Nous appuyons la proposition de la Nouvelle-Zélande relative à la fixation de la durée du prochain Congrès à quinze jours ouvrables, tout en laissant une certaine marge de manœuvre au CE.

Les PAYS-BAS: Nous nous rallions à l'idée de la Nouvelle-Zélande et relevons, en vue de raccourcir la durée des Congrès, que les déclarations générales des délégations pourraient être déposées par écrit, au lieu d'être lues en séance plénière.

La CORÉE (RÉP.): Si nous nous rallions à l'idée d'une réduction de la durée du Congrès, nous préférons néanmoins donner mandat au CE pour qu'il examine cette question de toute urgence. En effet, sa réponse est importante pour le pays hôte du prochain Congrès.

La JORDANIE: Nous ne disposons actuellement pas d'informations suffisantes pour fixer la durée du prochain Congrès. Conformément à son nouveau mandat, le CE est habilité à fixer celle-ci. Faisons-lui confiance. Pour l'instant, nous ne pensons pas que quinze jours ouvrables puissent être suffisants.

Le JAPON, l'AUTRICHE, CUBA, la MAURITANIE, l'URUGUAY et le CHILI se rallient à l'Allemagne, Rép. féd. d', et à la Jordanie.

Le VÉNÉZUÉLA: Nous appuyons les propositions de la Nouvelle-Zélande relatives à la durée du prochain Congrès et à la périodicité des suivants. Lorsque la durée sera réduite, il ne faudra plus que les pays fassent de déclarations générales oralement. Celles-ci devraient être déposées d'avance au Secrétariat et distribuées le premier jour du Congrès.

L'ITALIE: Nous ne sommes pas d'accord pour augmenter la fréquence des Congrès. Quant à leur durée, elle doit être fixée par le CE.

La SUISSE: Avec le transfert de compétences au CE, le Congrès ne devrait plus être appelé à traiter des propositions relatives aux Règlements d'exécution et aux formules. Cela fera gagner du temps tant au Congrès qu'au Secrétariat de celui-ci. C'est pourquoi il nous paraît dangereux de vouloir déjà fixer une limite. Une étude du CE est nécessaire. Il s'agira de fixer des priorités, notamment en ce qui concerne l'épuration des Actes.

S'il s'avérait possible de soumettre les nouveaux Actes aux Pays-membres avant la tenue du Congrès, les propositions à celui-ci pourraient déjà être faites sur cette base. La diminution de leur nombre permettrait ainsi de réduire la durée des Congrès.

Nous trouvons donc dangereux de réduire arbitrairement le nombre de jours sans disposer d'informations concrètes.

Le LIBAN: La réduction de la durée des Congrès ne doit pas entraîner celle de la productivité. Il faudrait ainsi fixer le nombre d'heures de travail nécessaires à chaque Commission, mais il convient de laisser le CE étudier cette question.

La NORVÈGE: Le Congrès souhaite que le prochain Congrès soit aussi court que possible. Mais, pour rester raisonnable, il suffit de donner une simple orientation en ce sens au CE.

Nous proposons ainsi de modifier la proposition de la Nouvelle-Zélande, en y ajoutant la formule «dans la mesure du possible».

M. T. LEAVEY, PRÉSIDENT DU CE: Les résolutions C 8 et C 14 donnent implicitement mandat au CE d'examiner la question de la durée du Congrès, en même temps que tous les autres aspects des activités de l'Union. Les changements que le CE va opérer auront, en effet, une influence directe sur la durée des Congrès, voire sur leur périodicité.

Le CE tiendra compte des avis ici exprimés lorsqu'il formulera des recommandations concernant le prochain Congrès.

Le PRÉSIDENT: Nous sommes tous conscients du fait que le CE aura une tâche considérable à mener pour déterminer le fonctionnement de l'Union et des prochains Congrès. Les avis fort intéressants qui ont été exprimés aujourd'hui seront très utiles pour le travail du CE qui, j'en suis convaincu, en prendra bonne note.

Je voudrais encore remercier les délégués pour l'atmosphère amicale qui a entouré nos travaux, malgré l'immensité de la salle dans laquelle nous étions réunis. Ce fut un grand honneur pour moi d'être le Président de ce Congrès.

La séance est levée à 12 h 45.

Au nom du Congrès:

Le Président,

Le Secrétaire général,

EDWARD E. HORGAN, Jr.

A.C. BOTTO DE BARROS

Le Secrétaire,

L.-P. DUCOMMUN

Séance de clôture du Congrès

Jeudi 14 décembre 1989

Présidence de M. EDWARD E. HORGAN, Jr., Président

La séance est ouverte à 9 h 50.

Le PRÉSIDENT: Voilà déjà cinq semaines que nous vivons le XXe Congrès de l'UPU et le moment est venu de vous adresser des félicitations, d'abord pour avoir supporté si facilement ce Congrès, ensuite pour avoir épuisé l'ordre du jour et, enfin, parce que nos efforts ont été récompensés par des réalisations importantes. La dernière période de Congrès n'a pas été seulement une période de distractions, car même lors des excursions nous avons continué notre travail.

Certes, en plus des trois tempêtes de neige si précoces, nous avons dû affronter une tempête de papiers qu'il nous a fallu lire fort tard dans la nuit. Par contre, nous avons pu vivre certaines traditions américaines comme le «Jour d'action de grâces», Walt Disney, tout en faisant connaissance avec les différentes cultures représentées ici. Ce fut finalement une période de dur travail, mais également de musique et de rires. J'espère sincèrement que vous aurez aimé cela, autant que nous, pays hôte.

Pour en revenir à la tâche de ce matin, elle est très agréable. Il nous faut conclure et, symboliquement, passer à la République de Corée la responsabilité de la convocation du prochain Congrès, en 1994.

Ce soir, nous nous réunirons pour la dernière fois, dans une ambiance mondaine, dans le grand hall de l'«Union Station» où nous nous ferons nos adieux.

Pour notre travail de ce matin, nous suivrons l'ordre du jour figurant au Congrès – Doc 7 où sont énumérés les différents orateurs devant prendre la parole.

Le PRÉSIDENT D'HONNEUR: Merci, Monsieur Horgan, et merci à vous tous, chers délégués à ce XXe Congrès postal universel qui s'achève à présent. Je vous remercie pour ces cinq semaines qui n'ont pas leur égal dans ma vie.

Je ne peux vous dire à quel point j'ai apprécié ce moment et combien il a été pour moi riche d'enseignements.

Depuis notre séance d'ouverture, il y a cinq semaines, j'ai pu prendre la mesure de ce que je savais déjà intellectuellement, mais que je n'avais jamais expérimenté dans les faits, à savoir que nous sommes tous citoyens du monde tout autant que citoyens de nos propres pays.

Je pense qu'il n'y a rien moins d'étonnant qu'en dépit de nos nombreuses différences de milieu, nous ayons pu nous rassembler pendant tout ce temps et parvenir à nous entendre harmonieusement sur les solutions communes à apporter aux problèmes que nous avons en partage.

Je me sens enrichi par cette expérience et par la nouvelle ouverture qu'elle m'a donnée.

Et maintenant que le temps arrive de nous dire au revoir, je ressens aussi la vérité des lignes de Shakespeare à propos de la douce tristesse des adieux.

Certes, je suis triste qu'aujourd'hui soit le dernier jour où nous nous réunissons à ce Congrès et, pourtant, je suis content de m'être fait tant de nouveaux amis et je me réjouis à la pensée de revoir la plupart d'entre vous en d'autres lieux et à d'autres occasions.

Vous vous rappelez peut-être que, lors de mon allocution au Kennedy Center, j'ai invité chacun de vous à essayer de se faire au moins un nouvel ami d'un autre pays chaque jour.

Eh bien! je dois dire que je suis content de m'être pris au mot et j'espère que vous êtes nombreux à l'avoir fait aussi pour que notre organisation se dote d'une force nouvelle et durable, fondée sur la compréhension réciproque et l'amitié.

Ces derniers jours, beaucoup d'entre vous ont exprimé à l'égard des Etats-Unis d'Amérique leur reconnaissance pour avoir accueilli ce Congrès. Vous avez dit des choses très aimables et je vous en remercie.

Mais il faut vous dire qu'en servant de décor à cet événement, l'Administration postale des Etats-Unis d'Amérique a aussi tiré des avantages.

Cette expérience nous a rendus plus déterminés que jamais à renforcer la part internationale de notre activité, et à le faire en resserrant nos liens de coopération avec vous, nos partenaires postaux.

Ce Congrès a aussi été une source précieuse d'enseignements pour nombre de nos responsables. Quelques-uns des responsables de la poste des Etats-Unis d'Amérique ont déjà visité d'autres Administrations postales ou pris part à des réunions internationales, mais ce n'est pas le cas de la grande majorité d'entre eux.

Pour eux, nos relations postales avec le reste du monde relevaient jusqu'ici plus de la théorie que de la réalité. Mais en vous rencontrant et en parlant avec vous, la poste internationale a revêtu une signification nouvelle à leurs yeux et je ne doute pas qu'il en résulte une plus grande attention vis-à-vis de celle-ci de la part de notre Administration. C'est sûrement ce qui va se produire au siège central de l'Administration postale américaine où j'interviens directement.

Notre engagement à poursuivre les buts de l'UPU ne va pas prendre fin avec la clôture de ce Congrès mais va au contraire s'accroître.

Et s'il s'accroît, ce sera en grande partie parce que nous avons acquis la conviction qu'il existe parmi les membres de l'UPU une nouvelle détermination à répondre aux défis lancés aux postes par les réalités du marché actuel.

C'est l'impression que nous avons avant la réunion de ce XXe Congrès et les mesures énergiques et positives qui y ont été prises n'ont fait que confirmer notre jugement.

Mais regardons les choses en face et reconnaissons que notre grande institution, constituée par les postes du monde entier, a encore un long chemin à faire avant d'être hors de danger. Les pressions qui s'accumulent quotidiennement sur nous ne nous permettent pas de conclure autrement.

Mais en même temps, je pense aussi que nous pouvons affirmer sans nous tromper que, grâce à ce Congrès, l'UPU s'est placée de façon à occuper une position bien plus forte dans le tourbillon du marché moderne.

Dans mon discours d'ouverture, j'ai vivement recommandé de ne pas craindre de forger de nouvelles traditions pour les marier aux anciennes. J'ai dit aussi que dans notre effort de modernisation, nous devions être audacieux, imaginatifs et même téméraires et j'ai souligné le besoin d'adapter notre organisation et chacune de nos Administrations aux principes commerciaux qui gagnent le monde. Je suis heureux de dire qu'à mon sens nous avons répondu à ces défis et à un point que nombre d'entre nous n'auraient pas cru possible.

Pour gagner du temps, je laisserai les autres orateurs énumérer plus précisément les réalisations de ce Congrès, mais je voudrais dire que, dans leur ensemble, nos accomplissements constituent une percée historique.

Ce Congrès a mis en place de solides fondations pour l'établissement d'un système postal international parfaitement adapté à la demande de la clientèle et tout à fait moderne et, si dans les jours, semaines, mois et années à venir nous savons édifier sur ces fondations, je suis certain que nous regagnerons alors la place qui nous revient dans le secteur des communications mondiales.

Quand je passe en revue ces cinq dernières semaines, je dois aussi mentionner World Stamp Expo, organisée en conjonction avec notre Congrès, et qui a connu un succès égal. Les timbres sont le symbole le plus visible de notre activité postale: ils sont en effet un reflet important de l'identité culturelle de chaque pays et constituent aussi une affaire lucrative. Du point de vue du nombre de visiteurs, Stamp Expo a dépassé nos espérances. Elle a fourni une excellente vitrine pour le Congrès et, fait tout aussi important pour l'Administration hôte, avec l'émission spéciale de timbres commémorant le Congrès, elle a généré toutes les recettes nécessaires pour financer cette manifestation, y compris l'excursion en Floride.

Je suis donc fier de ce qui a été réalisé ici et fier aussi de mes collaborateurs du service postal des Etats-Unis d'Amérique qui ont rendu cette réalisation possible.

Depuis bien des mois, souvent pendant les week-ends et jusque tard dans la nuit, des centaines d'employés de notre Administration ont œuvré pour organiser ce Congrès. Ils ont bénéficié de l'aide formidable de nos chers collègues de la République fédérale d'Allemagne, hôte du Congrès de Hamburg, qui leur ont prodigué une mine de renseignements, mais ils ont aussi été confrontés à des problèmes inédits et particuliers.

Pourtant, d'après ce que j'ai pu remarquer, et surtout en écoutant les commentaires des délégués, je crois que le personnel américain a fait un travail magnifique et cela me rend extrêmement fier.

Le crédit en revient, assurément, à M. Thomas Leavey et à son personnel, et en particulier à M. James Wade. Il va aussi aux nombreux agents des bureaux de poste qui ont préparé les itinéraires de nos visites comme celles de Baltimore, de Charlottesville et de la Floride, et ce crédit doit aussi être partagé avec les très nombreuses autres personnes qui sont intervenues pour organiser les visites de bureaux de poste, mener des entretiens bilatéraux en dehors des séances et exercer une multitude de fonctions comme veiller à ce que les documents du Congrès soient rapidement imprimés et distribués ou faire en sorte que les délégués puissent se déplacer d'un endroit à un autre dans de bonnes conditions et en toute sécurité.

Il y a en outre un groupe de personnes qui méritent une mention toute particulière. Je veux parler des guides du Congrès, la centaine d'agents postaux qui sont venus de tous les coins du pays et dont les sourires et les nombreuses prévenances ont beaucoup contribué à l'ambiance chaleureuse de ce Congrès.

Dès le tout début de leur formation, les guides du Congrès ont été informés qu'ils serviraient en personne d'ambassadeurs véritables des Etats-Unis d'Amérique. Selon tout ce que j'ai vu et entendu, ils ont donné de mille et une manières une image vivante des meilleures caractéristiques du peuple américain.

A tous ces membres du personnel, je dis: «Votre pays et votre Administration postale sont fiers de vous et je vous remercie.»

(Applaudissements.)

Enfin, au risque de l'embarrasser, je voudrais parler d'un Américain que vous êtes venus à connaître peut-être mieux que tout autre, notre Président, Ed Horgan.

Lorsque je l'ai désigné pour ces fonctions, je savais qu'il s'acquitterait à merveille de sa tâche, mais je savais également que sa désignation l'occuperait pendant de nombreux mois, ce qui me priverait du bénéfice quotidien de ses conseils sur toutes les questions des affaires postales intérieures et internationales.

Je suis heureux qu'à partir de demain je récupérerai ses services à plein temps. Mais je suis certain que vous conviendrez avec moi que ma perte personnelle s'est traduite par un gain pour notre Congrès et qu'il a fait un magnifique travail.

(Applaudissements.)

En conclusion, Mesdames et Messieurs, j'aimerais une dernière fois vous ramener en arrière, au moment de notre cérémonie d'ouverture au Kennedy Center et vous quitter sur quelques mots dits par le Chef du pouvoir exécutif des Etats-Unis d'Amérique.

Ce jour-là, le Président Bush a dit dans son allocution: «La nécessité de communiquer par la poste au-dessus des frontières nationales, malgré la marche du temps et l'avènement des télécommunications, est demeurée inchangée jusqu'à ce jour... Car même la technologie la plus récente et les services de distribution instantanée ne peuvent accomplir ce que la poste, à elle seule, est capable de faire: acheminer le courrier vers n'importe quel point de la terre, à n'importe quel destinataire pour une somme infime... Dans ce monde de fax et de fibres optiques, le courrier représente encore le moyen le plus intime par lequel les gens de ce pays et d'ailleurs dévoilent leurs pensées, leurs espoirs et leurs rêves.»

Mesdames et Messieurs, il me semble que le but de toute notre action et de tout ce que nous nous efforçons de faire en tant que responsables de la poste ne peut trouver meilleure expression.

Quand nous quitterons cette salle aujourd'hui pour la dernière fois, emportons avec nous cette pensée de M. Bush – à savoir qu'il n'existe pas de substitut au service que nous fournissons et que sa valeur n'a pas de limite – et que cette pensée nous inspire dans l'accomplissement de toutes les tâches difficiles qui nous attendent.

Monsieur Murthy, Monsieur Botto de Barros, Mesdames et Messieurs, cela a été formidable de vous avoir avec nous. Au revoir!

(Applaudissements.)

La CHINE (RÉP. POP.) (VICE-PRÉSIDENT DU CONGRÈS): Le XXe Congrès postal universel va bientôt se terminer. Sous la présidence de M. Edward E. Horgan, Jr., grâce aux efforts communs des délégués de divers pays, et animé d'un esprit de coopération et de compréhension mutuelle, notre Congrès a terminé ses travaux avec succès. Permettez-moi, en ma qualité de Vice-Président et au nom de la délégation postale chinoise, de présenter mes chaleureuses félicitations au Congrès pour les résultats réjouissants qu'il a obtenus et d'adresser mes remerciements aux Président et Vice-Présidents du Congrès, au Secrétaire général et au Secrétaire général adjoint, aux Présidents et Vice-Présidents des Commissions pour leurs remarquables contributions à nos travaux.

Nous tenons à remercier également tous les membres du Secrétariat, les traducteurs et interprètes, qui ont travaillé assidûment pour la réussite de notre Congrès.

Depuis que nous sommes arrivés aux Etats-Unis d'Amérique, nous avons fait l'objet d'un accueil chaleureux et amical qui a rendu notre séjour très agréable. Nous avons senti que le peuple américain est un peuple chaleureux et hospitalier. Par conséquent, c'est du fond du cœur que nous remercions le pays hôte et son peuple, et surtout nos chers collègues postaux américains.

Comme nous le savons tous, le présent Congrès a eu lieu à un moment où la poste se trouve confrontée à de sérieux défis et à une vive concurrence. Devant cette situation, un débat général a été organisé au cours duquel nous avons pu émettre et échanger des avis sur la façon de lutter contre la concurrence et de relever le défi qui nous a été lancé. C'est sur cette base que nous avons élaboré le Programme général d'action de Washington.

Par ailleurs, pour répondre aux besoins du développement de la poste internationale, nous avons révisé les Actes de l'Union. Nous avons accordé de nouveaux droits au CE pour la révision des Actes de l'Union. Nous avons élu le nouveau CE et le nouveau CCEP. Des directives ont été données quant aux tâches à accomplir au cours des cinq prochaines années par les différents organes de l'Union. Nous pensons que tous ces travaux accomplis par le Congrès permettront aux postes du monde entier d'accéder à une nouvelle phase de développement historique.

Cependant, il faudrait être conscient que la tâche qui nous attend est extrêmement lourde, que son accomplissement exige des efforts conjugués de tous les Pays-membres de la communauté postale internationale et que chacun des organes de l'Union joue pleinement son rôle. Pendant le présent Congrès, la Chine (Rép. pop.) a eu l'honneur d'être élue membre du CE et du CCEP.

Nous ferons tout notre possible pour participer activement aux travaux de ces deux organes et pour en assumer les devoirs.

Pendant ces dernières années, en collaboration avec le Bureau international, l'Administration postale chinoise a organisé avec succès des colloques et voyages d'étude en Chine (Rép. pop.). Le résultat a été encourageant. Nous avons l'intention de continuer à organiser ce genre d'activités dans les années à venir en vue de promouvoir l'échange d'expériences entre les Pays-membres, notamment entre les pays en développement.

Avant de terminer, je voudrais souhaiter à toutes les Administrations postales un nouveau développement des services postaux et un grand succès dans leur lutte contre la concurrence.

Bon voyage de retour à tous les délégués.

(Applaudissements.)

La FRANCE (VICE-PRÉSIDENT DU CONGRÈS): Nous venons de vivre, comme le rappelait notre Président d'honneur, un Congrès à bien des égards exceptionnel et ma délégation est très honorée d'avoir été choisie pour en assumer l'une des vice-présidences et d'avoir été élue au CCEP où elle présidera une Commission.

Je me dois donc d'adresser des remerciements à l'ensemble des délégations pour la confiance qu'elles ont témoignée à mon pays, confiance dont il s'efforcera de se montrer digne.

Mais c'est surtout à la poste américaine que je voudrais adresser mes plus chaleureux et amicaux remerciements, à travers vous, Monsieur le Président d'honneur, à travers le Président du Congrès, qui a su mériter non seulement la haute estime due à ses talents, mais encore l'affection de tous, et à travers tous vos collaborateurs, toujours disponibles, chaleureux et efficaces, qui ont su donner une excellente image des qualités du peuple américain.

Vous avez contribué au parfait déroulement de ce Congrès et donc aux résultats remarquables qu'il a permis d'obtenir. Nous repartons pour une nouvelle période de cinq ans, jusqu'à Séoul, avec une équipe nouvelle, dont je voudrais féliciter particulièrement les généraux: M. Leavey, Président d'un Conseil exécutif aux pouvoirs étendus, M. Boutenko, Président du Conseil consultatif des études postales, M. Botto de Barros, brillamment réélu à son poste de Directeur général du Bureau international, M. Ascandoni, notre nouveau Vice-Directeur général élu. Je fais confiance à leur valeur et à leur courage pour nous conduire à un Congrès de Séoul aussi productif et aussi plein de promesses, quoique plus court, que celui de Washington.

Je parle à dessein de promesses, Messieurs les Présidents, Mesdames et Messieurs. Pour les réaliser, il faut que chaque Administration ou entreprise postale soit en mesure de mieux répondre aux besoins de son public, de ses clients, en améliorant ses prestations et sa qualité de service. C'est le seul moyen de renforcer la «chaîne postale» et de répondre donc aux besoins des clients de toutes les postes.

Je voudrais souligner deux signes qui me rendent optimiste et qui me laissent penser que nous sommes sur la bonne voie. Le premier est la vivacité de la réaction de certains de nos concurrents et de leur porte-parole, apparemment très inquiets de ce qui s'est passé ici, à Washington.

Je leur dis qu'ils ont raison de s'inquiéter, j'espère que nous allons les empêcher de dormir, mais en même temps, je leur dis que nous ne voulons pas leur mort, car eux-mêmes nous sont très utiles: ils nous ont réveillés, alors que nous étions sans doute un peu assoupis, et j'espère qu'ils vont nous empêcher de nous endormir à nouveau. Mais nous ne voulons pas jouer avec eux un match de football américain dans lequel notre «quarter back», qui lance le ballon, aurait les yeux bandés, et nos receveurs, qui reçoivent le ballon, auraient un bras attaché derrière le dos.

Le second signe, c'est vous-même qui l'avez donné, Monsieur le Président d'honneur et Postmaster General des Etats-Unis d'Amérique, en affirmant hier soir, au cours d'un fort agréable dîner, et en confirmant tout à l'heure, que vous alliez attacher une grande importance à la poste internationale.

Tous vos grands partenaires, dont mon Administration fait partie, s'en réjouissent, et toutes les postes doivent s'en réjouir, car votre poste est la première du monde, avec 35 % du courrier mondial et le battement d'ailes d'un papillon à Washington ou New-York peut provoquer une tempête à l'autre bout du monde.

Je suis persuadé que sous votre direction éclairée, Monsieur le Président d'honneur, et avec l'appui de tous les hommes de qualité qui vous entourent, la poste américaine saura prendre sa part indispensable et irremplaçable dans le renforcement de notre chaîne postale.

Pour terminer, je voudrais rappeler les propos d'un philosophe français du début du siècle: «L'homme n'est heureux que de vouloir et d'inventer.» C'est une telle maxime qui nous incite au travail et je peux donc vous souhaiter à tous, Mesdames et Messieurs, beaucoup de bonheur pour les cinq ans qui viennent.

Je vous souhaite un bon retour dans vos foyers et vous remercie de votre attention.

(Applaudissements.)

L'URSS (VICE-PRÉSIDENT DU CONGRÈS): Nombre d'entre nous se sont rendus au Kennedy Space Center, où ils ont vu un magnifique film sur les voyages dans l'espace. Sur l'écran, ils ont pu apercevoir notre globe; vu de l'espace, c'est une petite boule. C'est ainsi que le voient les astronautes soviétiques et américains. Vu ainsi, nous pouvons nous étonner d'y compter 170 membres de l'Union. Mais, si les pays paraissent petits, leurs Administrations postales sont grandes.

En redescendant sur terre, nous devons demander à chacun de garantir la paix sur terre et de permettre à notre planète de respirer dans un environnement pur. Je crois que ce Congrès a avancé d'une étape en ce sens. Preuve en est la quantité de documents adoptés ici, notamment sous la forme d'un programme d'action. Celui-ci contient en effet des idées significatives, même s'il doit encore être mis en œuvre. Je considère que le Congrès est devenu une véritable école. Nous avons pu diffuser nos connaissances, à l'occasion de nos réunions, même s'il est encore trop tôt pour évaluer toutes les qualités et les avantages de ce Congrès. Comme l'a dit le poète: face à face, nous ne pouvons pas distinguer nos traits à distance. C'est probablement ce que ce Congrès nous aura appris aujourd'hui. Je voudrais remercier très sincèrement M. E. Horgan, Jr., de la sagesse avec laquelle il a dirigé notre barque. J'ai été heureux d'être simple marin dans son équipage.

Je suis également reconnaissant à M. Botto de Barros d'avoir été à l'écoute de toutes les délégations et d'avoir recherché des compromis ainsi que des solutions aux problèmes de ce Congrès.

Je remercie également M. Frank d'avoir si bien organisé ce Congrès, ainsi que l'armée de fonctionnaires postaux, guides, traducteurs et autres qu'il a appelée ici pour organiser ce Congrès. Ces personnes sont devenues nos amies, sans que nous ne les connaissions toutes par leur nom. Nous avons été imprégnés de l'esprit américain, en allant dans vos familles, en Floride, et en assistant à vos programmes culturels.

Maintenant, nous devons nous demander comment nous allons pouvoir transmettre cet acquis. Je voudrais conclure en félicitant tous les membres du CE et du CCEP à l'occasion de leur élection. Je les remercie d'avoir élu la délégation soviétique à la tête du CCEP et M. Boutenko à la présidence. Nous vous assurons que nous ferons de notre mieux pour assurer cette lourde tâche.

Monsieur le Président, Messieurs les Vice-Présidents, tous nos vœux vous accompagnent pour l'avenir.

(Applaudissements.)

Le PRÉSIDENT: Nous vous remercions d'assurer la présidence du CCEP. Dans la mesure de nos moyens, nous ferons de notre mieux pour vous aider dans votre tâche. Ainsi, chaque Pays-membre se verra remettre une cassette vidéo montrant une partie des travaux qui se sont déroulés ici. Je pense que cela facilitera votre rapport sur les événements de ce Congrès.

La ZAMBIE (VICE-PRÉSIDENT DU CONGRÈS): C'est pour moi un grand plaisir que de prendre la parole à l'occasion de la clôture de ce XXe Congrès dont on dit qu'il est l'un des plus réussis depuis la création de l'Union postale universelle. A ce Congrès, de nombreuses décisions importantes ont été prises en vue de transformer la poste en une entreprise productive et efficace, capable de répondre aux besoins des clients plus rapidement que par le passé.

Parmi les décisions et recommandations importantes, nous notons avec satisfaction que nous avons identifié et étudié les principaux objectifs que nous nous étions fixés. Nous avons considéré le problème de la concurrence exercée par des messageries n'appartenant pas au réseau postal. Nous avons aussi accéléré le processus de prise de décision en octroyant au Conseil exécutif davantage de pouvoirs. Nous avons étendu le rôle des organes permanents de l'UPU afin de renforcer et de développer la coopération technique et nous avons remodelé nos propres procédures pour garantir la fourniture d'un service haut de gamme à nos clients. Je dois insister ici sur le fait que l'un des moyens les plus efficaces de battre la concurrence est de fournir un service de grande qualité pour un prix raisonnable. Beaucoup a été dit concernant le dynamisme des autres sociétés de messagerie qui font tout ce qui est en leur pouvoir pour faire des incursions dans le marché postal, comme l'illustrent les propos qu'elles ont tenus lors de la réunion qu'elles ont organisée ici à Washington pendant que notre Congrès avait lieu. C'est une stratégie mondiale qu'il nous faut pour contrecarrer efficacement cette concurrence.

Monsieur le Président, ce qui ressort du Congrès de Washington constitue une évolution que nous accueillons avec beaucoup de plaisir, qui nous encourage et nous fait espérer que s'instaureront, plutôt à brève qu'à longue échéance, de meilleures communications postales dans le monde entier.

Le Programme général d'action de Washington constitue un défi pour les Pays-membres de l'UPU et les Administrations postales. Les objectifs et actions nécessaires y sont clairement énoncés. Il nous faut toutefois surveiller notre vieil ennemi: le temps. Tout retard dans l'exécution du Programme général d'action de Washington compromettrait sa réussite.

(Applaudissements.)

Le DOYEN: Voici arrivé le dernier jour du Congrès. Quand on passe en revue le travail accompli ces dernières semaines, il est indéniable que pendant ce Congrès, plus que dans aucun autre, s'est manifesté maintes fois le réel désir de toutes les Administrations postales d'améliorer la qualité du service. Cela vient, bien sûr, de la prise de conscience que, à notre époque de concurrence acharnée, aucune société ou entreprise ne peut espérer faire quelque chose de bon si elle n'offre pas à sa clientèle des biens ou des services de bonne qualité.

Le Congrès a aussi permis de faire ressortir, une fois de plus, l'importance de l'Union et la nécessité d'une coopération entre tous les Pays-membres. Il est devenu évident, plus encore que jamais, qu'une véritable compréhension et un bon travail d'équipe sont indispensables à la réussite d'un service international.

Les conclusions tirées du Débat général, nos discussions sur les moyens d'améliorer la réalisation des échanges de courrier, notre reconnaissance des mesures à prendre pour améliorer nos relations avec nos clients et répondre à leurs besoins, notre accord sur la nécessité d'accélérer les opérations dans les ports, les aéroports et les gares de chemin de fer, tout cela prouve que les

Administrations participantes ressentent un nouveau sentiment d'urgence. A ce Congrès, nous avons plus profondément compris qu'avec le gonflement des volumes de courrier et l'aspiration du public à être mieux servi, nous nous devions, dans chacune de nos Administrations, de revoir ou d'améliorer nos modes d'exploitation et nous nous sommes fixé une tâche exigeante: la mise en œuvre du Programme général d'action de Washington.

De fait, il a été réconfortant d'entendre les jeunes Administrations exprimer le vif désir de rattraper le courant de la rationalisation et de la modernisation pour se conformer à leurs déclarations d'intention, autant que leurs ressources matérielles et financières le leur permettent. Une opinion largement partagée a été qu'il y a une attitude commerciale et professionnelle à adopter dans l'approche du monde des affaires et il est devenu clair que cela ne pouvait rester inaperçu, ou ne pas susciter de réactions de la part des Administrations postales.

A ce Congrès s'est dégagé un désir sincère d'instaurer entre les Pays-membres une compréhension plus étroite. Il y a eu dans l'air un esprit d'amitié, un grand sentiment d'unité, et cela a été sensible dès le jour de l'inauguration et s'est prolongé jusqu'au dernier jour de notre réunion, ce qui a contribué à rendre le Congrès agréable, entreprenant et réussi. En dépit des justes critiques et des divergences d'opinion, un grand sentiment de solidarité a soudé les membres de l'Union. Cela a aussi à voir avec les grands changements qui se produisent actuellement dans le monde. Je ne doute pas que ce nouvel esprit, ce nouvel optimisme nous aideront à mieux gérer nos services, à mieux bâtir pour l'avenir, à venir à bout de nos défauts et à assurer à la collectivité un service de bonne qualité.

Nous nous sommes aussi penchés sur le besoin de certaines Administrations postales de recevoir conseils et appuis afin qu'elles puissent participer au maximum au développement de la poste comme à celui de l'exploitation postale. La formation et l'assistance technique devront aussi jouer un rôle important dans l'amélioration de la situation générale.

L'Administration postale des Etats-Unis d'Amérique a organisé le Congrès de la façon la plus professionnelle qui soit et elle a disposé pour s'atteler à cette tâche d'hommes et de femmes éminemment capables.

Dans la personne de M. Anthony Frank, Postmaster General, nous avons trouvé quelqu'un de très dynamique. Sa simplicité et son approche amicale ont été pour tous ceux qui ont travaillé avec lui un puissant motif d'encouragement. Nous sommes particulièrement admiratifs devant la lourde tâche que M. Edward E. Horgan, Jr., Président du Congrès, a acceptée et la façon excellente dont il s'est acquitté de sa mission. M. Thomas Leavey, Chef de cabinet, a montré la constance et le dévouement qui lui sont propres pour guider le Congrès jusqu'à son terme. M. Horgan et M. Leavey sont devenus un fameux duo et leurs efforts conjugués ont été spectaculaires. Et, comme tous les hommes qui réussissent, ils ont eu auprès d'eux leurs épouses, Mmes Horgan et Leavey, pour leur donner un solide soutien et de fermes encouragements. Nous sommes tout à fait reconnaissants envers ces deux dames.

Dans l'organisation et le déroulement de ce Congrès, le Secrétariat du Bureau international et celui de l'Administration postale des Etats-Unis d'Amérique ont montré un bel exemple de coordination et de planification.

En tant que Doyen, j'ai eu la chance d'être étroitement associé à un certain nombre de responsables de l'Administration hôte. Je n'ai que des louanges à dire au sujet de chacun d'entre eux! Tout au long de ces six semaines, je n'ai cessé de me réjouir du spectacle d'une équipe confiante, allant toujours de l'avant, d'une équipe formée d'hommes et de femmes efficaces, essayant toujours de se prêter main-forte et de venir en aide à tous les délégués. C'est l'image de cette magnifique équipe travaillant soudée, dans un esprit d'amitié et de coopération, qui

m'a donné le plus d'encouragement et j'en garderai précieusement le souvenir. J'adresse mes chaleureuses félicitations à M. Jim Wade, Directeur du Congrès, et à tous les membres de son équipe, pour leur retentissant succès.

Mes félicitations vont aussi aux guides affectés spécialement au Congrès qui ont été d'une grande aide pour nous tous, visiteurs de ce pays.

Envers les autorités des villes de Washington, Baltimore, Charlottesville, de Walt Disney World, du Kennedy Space Center et de plusieurs autres endroits, nous sommes reconnaissants pour l'hospitalité et les attentions spéciales qu'elles nous ont réservées et pour toute leur gentillesse et leur prévenance.

J'aimerais exprimer des remerciements tout particuliers à tous nos hôtes qui nous ont invités chez eux, dans le cadre du programme «Soyez nos invités». Cela a été pour nous une expérience unique et très agréable.

Nous avons tous félicité notre Directeur général, M. Botto de Barros, pour sa réélection. En prenant ses fonctions après le Congrès de Hamburg, M. Botto de Barros s'est plongé dans le travail de l'Union. Résultant de la Déclaration de Hamburg et du mandat donné au CE, au CCEP et au Bureau international, des mesures de redressement ont commencé à être prises à propos d'un certain nombre de questions touchant la poste internationale. Sous la direction de M. Botto de Barros, il a été possible pour l'Union de porter son attention sur un certain nombre d'activités. Dans la période qui s'est écoulée depuis le Congrès de Hamburg, M. Botto de Barros a mené le mouvement pour la création de l'EMS, le développement et le rehaussement de la qualité du service.

Ses idées prévoyantes sur la modernisation de la poste, son souci de remédier à la situation des pays désavantagés, son appel à des mesures permettant de répondre aux besoins des milieux d'affaires et à favoriser les échanges et le commerce, nous aideront tous, membres de l'Union, à atteindre les buts que nous nous sommes fixés dans nos pays respectifs. Nous nous réjouissons à l'avance d'entrer dans une ère de travail constructif et d'accomplissements. Nous nous unissons tous pour souhaiter à notre Directeur général de réussir pleinement dans son nouveau mandat et dans ses entreprises.

Dans la personne de l'épouse de notre Directeur général, nous avons une dame d'une grande finesse; son charme, son amabilité et son hospitalité sont bien connus de tous. Nous adressons nos félicitations à Mme Botto de Barros et nous souhaitons à tous deux un avenir plein de projets couronnés de succès et dans leur vie privée beaucoup de joie et de bonheur.

Quand ce Congrès de Washington prendra fin, le service de l'Union va perdre l'un de nos collègues les plus aimés. Vous savez que je veux parler de M. Félix Cicéron, notre Vice-Directeur général du Bureau international. Il a choisi de ne pas se représenter et de prendre sa retraite. Bon nombre d'entre nous le connaissent depuis des années et pour beaucoup d'entre nous il a été un puissant secours en différentes occasions. Sa vaste expérience, son dévouement à l'amélioration du service postal dans les pays jeunes, en particulier, sont bien connus.

M. Cicéron est un homme d'abord amical, qui écoute avec sympathie et fait preuve d'humour, et nous avons pris un vif plaisir en sa compagnie pendant de nombreuses années. Mme Cicéron, également, a été une grande amie, une hôtesse généreuse et une collègue très agréable pour beaucoup d'entre nous et nos familles, quand nous nous sommes rendus à Berne, ces nombreuses dernières années. Leur très agréable compagnie à tous deux va nous manquer. Au nom de nous tous, je leur souhaite pour l'avenir tout ce qu'il y a de meilleur.

A notre nouveau Vice-Directeur général, M. Ascandoni, nous adressons nos sincères félicitations. Nous sommes nombreux à le connaître depuis des années. Son élévation au poste de Vice-Directeur général est amplement méritée. Ses magnifiques réalisations, son expérience et son étroite association avec la poste dans différents domaines sont des atouts précieux. Je lui souhaite de nombreuses années de service au profit de l'Union et lui souhaite, ainsi qu'à Mme Ascandoni, beaucoup de succès et de bonheur dans leur vie privée.

M. Fritz Koller, Président du Conseil exécutif, et M. A. Houissa, Président du Conseil consultatif des études postales, vont assumer d'autres responsabilités. Mais, d'une certaine manière, ils seront encore beaucoup avec nous. Le travail qu'ils ont accompli ces dernières années donnera l'essor à de nouveaux projets et nous nous en souviendrons quand nous élaborerons notre travail au cours de ces prochaines années. A M. Koller et à M. Houissa je dis «au revoir» et un très grand merci.

Il me faut faire une mention particulière des interprètes accomplis qui nous ont permis, à nous tous qui venons de différentes parties du monde, de communiquer entre nous, de nous comprendre et de faire avancer les travaux du Congrès.

Il a été agréable d'être associé aux travaux de ce Congrès et de voir l'Union prendre le départ, en ces temps de mutation, vers l'accomplissement de ses buts, qui sont de contribuer au développement et au succès de la poste dans chacune de nos Administrations.

Avoir été désigné comme Doyen du Congrès a été un honneur pour mon pays et pour moi-même. Pour ma femme et pour moi, cela a été une expérience merveilleuse et nous exprimons nos sincères remerciements à tous ceux qui ont rendu cela possible. Nous vous souhaitons à tous succès et bonheur dans vos vies. Au revoir.

(Applaudissements.)

Le PRÉSIDENT: Ce moment nous remplit d'émotion. Nous avons beaucoup aimé travailler avec vous durant ces derniers mois. Nous connaissons bien l'importance de votre contribution à ce Congrès, elle a permis un déroulement harmonieux de ce Congrès.

Au nom du Congrès de l'Union postale universelle et en celui des Etats-Unis d'Amérique, nous vous remercions de nous avoir si bien aidés dans notre tâche. Nous remettons ici quelques gages de notre reconnaissance.

(Applaudissements.)

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL: Il y a cinq semaines, nous sommes arrivés dans ce grand pays et dans cette ville magnifique de Washington avec beaucoup de projets, beaucoup d'enthousiasme et beaucoup d'espoir.

Le 13 novembre dernier, le Congrès s'est ouvert sous les meilleurs auspices. La présence à notre séance inaugurale du Président Bush des Etats-Unis d'Amérique a constitué un privilège que nous avons vivement apprécié. Il nous a fait l'honneur de nous encourager avec son esprit ouvert et cordial. En se faisant l'un des nôtres, il a marqué de sa personnalité l'âme du Congrès et nous a incités à œuvrer avec ardeur dans la poursuite des idéaux de l'Union. Nous ne l'oublierons pas et je tiens à lui exprimer ici notre reconnaissance la plus sincère.

Dans mon discours d'ouverture, j'avais avancé la prévision que le XXe Congrès serait le Congrès de l'avenir, un tournant important et nécessaire pour les services postaux, l'occasion idéale d'assumer nos responsabilités envers nos partenaires et envers la société.

Maintenant que le Congrès touche à sa fin, c'est le moment opportun de nous demander si nos espoirs étaient fondés, si nos efforts ont été couronnés de succès, si notre tâche a été accomplie.

Je crois que nous serons tous d'accord de répondre «oui» à toutes ces questions. Le Congrès de Washington aura le privilège d'être évoqué comme étant un Congrès technique, qui est allé au fond des questions vitales pour la poste mondiale et pour l'Union. Grâce à la clairvoyance et à la conscience professionnelle de tous les délégués, un changement s'est opéré. Un changement profond et nécessaire dans la manière d'envisager l'avenir de la poste et de l'UPU, de fixer des stratégies pour assurer le fonctionnement efficace et le développement des services postaux afin que le monde entier puisse bénéficier de ce moyen de communication dans les meilleures conditions. Nous avons rendu nos réglementations plus souples, plus adaptées aux changements constants du monde actuel. Nous nous sommes livrés à une réflexion approfondie sur la poste d'aujourd'hui et de demain et sur nos relations avec nos clients. Le Débat général nous a aussi donné l'occasion de nous pencher sur des thèmes importants et le Programme général d'action de Washington issu de ce débat sera, pendant les cinq prochaines années, la ligne directrice de nos activités.

Le Congrès nous a aussi réservé d'agréables surprises que je tiens à relever ici, avec l'expression de nos vifs remerciements. Il s'agit des gestes généreux de la Suisse et de la Grande-Bretagne.

La Suisse a renoncé, en faveur de l'UPU, au remboursement des avances faites jusqu'à la fin de l'année 1980, c'est-à-dire, deux millions et demi de francs suisses. Ainsi, cet argent dû au Bureau international par un certain nombre de pays sera consacré, suivant le souhait de la Suisse et au fur et à mesure des paiements, au financement des activités de coopération technique et des activités spéciales. Quant à la Grande-Bretagne, elle a annoncé un don de 10 000 livres sterling pour alimenter le Fonds des activités spéciales.

Les gestes généreux de ces deux pays, qui, je l'espère, seront suivis par d'autres, montrent bien l'esprit de solidarité qui existe dans la communauté postale internationale. Il est très réjouissant de constater que, malgré toutes les difficultés auxquelles les Administrations doivent faire face, cette solidarité se manifeste dans les efforts communs vers l'amélioration des services postaux dans le monde.

Notre prochaine tâche sera d'appliquer les décisions prises par le Congrès, de leur donner la vie par l'action, de faire en sorte que les principes et les décisions issus du Congrès de Washington inspirent notre activité à tous les niveaux, d'agir de façon que les clients de la poste ne soient pas déçus de notre attitude et que, vraiment, la poste mondiale atteigne la place qui lui revient au service de l'humanité.

Pour ma part, tout en vous remerciant encore une fois de la confiance que vous m'avez témoignée en renouvelant mon mandat, je tiens à vous assurer que moi-même, ainsi que tous mes collaborateurs du Bureau international, ne mesurerons pas nos efforts pour venir à bout de la tâche qui nous est ici confiée et pour répondre aux désirs des Administrations postales.

Le succès obtenu par ce Congrès n'est aucunement l'effet du hasard. Il est, au contraire, le fruit du travail sérieux des trois organes permanents de l'UPU: le Conseil exécutif, le Conseil consultatif des études postales et le Bureau international. Permettez-moi donc de féliciter et de remercier encore une fois les personnalités qui ont eu la responsabilité de diriger le CE et le CCEP, MM. Koller, Balma et Houissa, ainsi que tous ceux qui ont collaboré aux travaux de ces organes.

En tournant le regard vers l'avenir, j'exprime mes meilleurs vœux aux membres élus du nouveau CE et du nouveau CCEP ainsi qu'à leurs Présidents, en leur souhaitant beaucoup de succès dans leurs tâches. N'oublions pas que ces deux organes se sont vu confier des nouvelles attributions et responsabilités en matière de réglementation et de prise de décisions. Je peux les assurer de l'appui total du Bureau international.

Si le Congrès a pu se réaliser et s'il a pu délibérer dans une ambiance propice, c'est aussi grâce à l'empressement des deux Secrétariats, l'américain et celui de l'UPU, ainsi que des interprètes qui ont contribué par leurs efforts à l'aboutissement heureux du Congrès.

Comme Directeur général du Bureau international, je remercie l'Administration postale des Etats-Unis d'Amérique pour l'organisation parfaite de cet événement. Nous sommes enchantés par votre généreuse hospitalité et votre chaleureux accueil et je vous assure que nous garderons pendant longtemps le souvenir de votre pays et de son peuple. Merci beaucoup à vous tous qui avez rendu cette réunion possible et agréable.

En témoignage de notre gratitude, je voudrais offrir à certaines personnalités qui ont marqué ce Congrès la maquette du monument de l'UPU. Cette maquette est une reproduction en bronze du monument situé dans un parc au cœur de la ville de Berne, capitale de la Confédération suisse et siège de notre Union.

Cinq femmes symbolisant les cinq continents se transmettent des lettres de la main à la main autour du globe constitué en un seul territoire postal. La femme assise représente la Suisse dont le bras s'allonge au-dessus des armoiries du canton de Berne.

Ce monument, œuvre du sculpteur français René de Saint-Marceaux, a été inauguré le 4 octobre 1909, à l'occasion du 25^e anniversaire de l'UPU, en présence des représentants de 50 Pays-membres.

J'ai ainsi le plaisir d'offrir une maquette à notre Président d'honneur, M. Anthony M. Frank, en qui nous voyons la personnification de la tradition postale américaine initiée avec Benjamin Franklin et poursuivie par tant d'autres hommes de valeur parmi lesquels Montgomery Blair, l'un des pères fondateurs de notre Union.

La deuxième maquette est destinée à notre Président, M. Edward E. Horgan, Jr., qui a conduit ce Congrès avec sagesse à bon port et qui l'a marqué de son empreinte efficace et cordiale.

J'aimerais offrir la troisième maquette à notre Doyen, M. Murthy, dont l'entregent et le doigté ont été précieux pour le bon déroulement du Congrès.

Je vous prie de bien vouloir accepter ces maquettes comme témoignage de notre reconnaissance et de notre amitié et comme symbole de l'esprit qui doit régner entre les services postaux du monde entier: unité, solidarité et universalité.

(Remise des trois maquettes.)

(Applaudissements.)

La dernière maquette est destinée, comme vous pouvez l'imaginer, à M. Félix Cicéron, Vice-Directeur général du Bureau international, qui nous quittera à la fin de ce mois, après vingt-six ans de services dévoués à l'Union postale universelle. Cher Monsieur Cicéron, cette maquette est l'expression de notre appréciation et de notre reconnaissance pour vos hautes qualités professionnelles et humaines dont nous avons tous pu bénéficier.

(Remise de la maquette.)

(Applaudissements.)

Pour terminer, Mesdames et Messieurs, j'aimerais vous faire part de ma confiance dans l'avenir des services postaux et de l'Union postale universelle.

Je vous souhaite à tous un bon retour dans vos foyers, beaucoup de bonheur et vous présente mes meilleurs vœux pour la nouvelle année.

(Applaudissements.)

Le PRÉSIDENT D'HONNEUR remercie M. Botto de Barros du cadeau magnifique et le félicite pour sa sagesse dans l'acquittement de ses tâches.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT: Voici venu pour moi le moment de prendre congé de vous, bien entendu non sans une certaine émotion. Comme une femme attachante mais exigeante suivant ma conception des choses, l'UPU a tenu dans ma vie une très grande place (heureusement ma femme n'en a jamais été jalouse, au contraire elle m'a bien aidé). En retour, l'UPU m'a beaucoup apporté, à la fois sur le plan professionnel et personnel et sur le plan des relations humaines et de l'amitié. Pour toutes ces raisons, je lui suis profondément reconnaissant.

Dans le cadre du mandat que m'a fait l'honneur de me confier le Congrès de Hamburg, je me suis efforcé de répondre de mon mieux à l'attente des Pays-membres. J'ai mis à la disposition du Directeur général mes connaissances et ma longue expérience. Associé dans l'ensemble aux grandes décisions du Bureau international, j'ai pu, je pense, apporter une contribution aux efforts de l'UPU pour mieux s'adapter aux besoins des Administrations; j'ai apprécié à sa juste valeur ma collaboration avec le Directeur général et mes autres collègues de la Direction. Par ailleurs, j'ai effectué sur le terrain nombre de missions où je me suis parfois senti au moins aussi utile qu'au siège; il est vrai que j'ai été fortement marqué par les longues années passées à la tête de la coopération technique que le Directeur général a judicieusement confiée à M. Mazou, mon collaborateur et ami de longue date, en quelque sorte mon héritier spirituel au Bureau international. Dans le domaine de la coopération au sens large, plus encore que dans d'autres, j'ai eu le sentiment de participer directement à la mise en œuvre des principes généraux formulés dans le préambule de notre Constitution. En outre, j'ai toujours gardé à l'esprit l'unité de la communauté postale internationale et la solidarité qu'elle postule, notions fondamentales perçues maintenant avec une plus grande acuité.

J'ai le sentiment d'être allé un peu au-delà de mes obligations strictement professionnelles, et mon engagement personnel en faveur des valeurs et des intérêts de l'Union m'a permis d'être, presque tout au long de ma carrière, un fonctionnaire enthousiaste et heureux. Pour moi, ces vingt-six dernières années ont passé très vite et j'ai l'impression d'avoir traversé à la vitesse de l'EMS cette importante tranche de l'histoire de l'UPU.

A aucun moment mon enthousiasme n'a faibli, soutenu que j'étais par l'incalculable confiance que m'ont témoignée les organes de l'UPU, un grand nombre d'Administrations et de nombreux collègues et amis.

Sur les graves problèmes auxquels se trouvent confrontées les Administrations postales et l'UPU, j'ai déjà formulé quelques réflexions personnelles dans une récente circulaire du Bureau international. Aujourd'hui, je me bornerai à relever que le succès évident du Congrès de Washington ne sera effectif que si les déclarations stimulantes entendues ici sont vraiment suivies d'effet. A cet égard, j'ai noté avec grande satisfaction une prise de conscience plus aiguë des dirigeants postaux sur quatre points essentiels: les menaces qui pèsent sur la poste, la délégation de pouvoirs au CE, la nécessité d'actions vigoureuses et l'indispensable

esprit de solidarité, voire d'interdépendance, déjà proclamé par la Déclaration de Hamburg. Dans ce contexte, je suis convaincu que le Programme général d'action de Washington, complété par la présence accrue de l'UPU sur le terrain, constituent un pas en avant décisif.

Dans cette perspective prometteuse, le CE et le CCEP continueront de jouer un rôle déterminant. Leurs efforts entrepris depuis bien longtemps se sont intensifiés depuis le Congrès de Hamburg qui a su insuffler à l'UPU un esprit novateur de plus en plus efficient. Il me plaît de relever à ce propos la contribution essentielle de M. Koller, Président du CE, celle de M. Balma, puis de M. Houissa, Présidents du CCEP. Je profite de cette occasion pour féliciter le nouveau Président du CE, M. Leavey, et celui du CCEP, M. Boutenko, dont les qualités sont bien connues. Pour ma part, j'ai toujours eu beaucoup de satisfaction à collaborer aux travaux de ces deux organes qui ont peut-être mis quelque temps à se rendre pleinement compte de l'intérêt que pouvaient présenter les idées ou suggestions du Bureau international; attitude bien compréhensive puisque la Constitution définit encore le Bureau international comme un simple «organe central de liaison, d'information et de consultation». Disposition limitative heureusement dépassée depuis longtemps.

Par la force des choses, le Bureau international jouera un rôle encore accru en tant que capacité d'analyse et force de proposition et d'intervention. C'est pourquoi je souhaite plein succès dans leurs fonctions à M. Botto de Barros, Directeur général, et à M. Ascandoni, prochain Vice-Directeur général, et je leur réitère mes félicitations pour leur brillante réélection ou élection.

Je tiens aussi à féliciter sincèrement le Président du Congrès, M. Horgan, et ses collaborateurs, en particulier MM. Leavey et Wade, pour leur accueil chaleureux ainsi que pour l'organisation et le déroulement impeccables du Congrès. M. Horgan a conduit les travaux à la satisfaction générale.

Je suis certain que le prochain Congrès sera également un succès, car la grande motivation de nos amis de la République de Corée, le savoir-faire dont ils disposent déjà, leur souci de collaboration, notamment avec le Bureau international, sont autant de gages de réussite. D'avance, je félicite la République de Corée.

Il m'est vraiment agréable de féliciter aussi notre Doyen, mon ami M. Murthy, ancien Directeur général des postes de l'Inde, choisi essentiellement pour ses immenses qualités professionnelles et personnelles et qui représente au surplus un symbole puisqu'il est, comme l'a souligné le Président du Congrès, le premier Doyen originaire du tiers monde.

A vous tous enfin, Mesdames, Messieurs, chers collègues et chers amis, j'exprime ma profonde gratitude pour votre confiance renouvelée et j'adresse mes vœux les plus chaleureux de succès professionnel ainsi que de bonheur personnel par la grâce de Dieu. Si mes projets se réalisent, je pourrai sans doute avoir le plaisir de revoir un certain nombre d'entre vous, mais de toute façon je resterai en contact avec mes amis.

Pour terminer, je voudrais prendre congé des interprètes, dont le rôle est essentiel au bon déroulement de nos réunions, et j'adresse mes vœux sincères à Mme Meister, à l'occasion de sa prochaine retraite, bien méritée.

(Applaudissements.)

Le PRÉSIDENT: Merci Monsieur Cicéron. Nous, au service postal américain, avons tous été heureux des relations spéciales que nous avons pu nouer avec vous au cours de ces cinq ans de préparation du Congrès de Washington. Vous avez beaucoup fait pour le développement de l'Union et pour renforcer le réseau postal par le biais de la coopération technique. Nous connaissons votre personnalité et

l'appréciations. Vous avez servi l'Union postale universelle avec beaucoup de dévouement depuis 1963, c'est-à-dire vingt-six ans. Vous allez beaucoup nous manquer, Monsieur Cicéron. Nous voudrions maintenant vous remettre un petit témoignage de notre gratitude et de nos sentiments d'amitié.

(Applaudissements.)

La GRANDE-BRETAGNE: C'est un grand plaisir pour la Grande-Bretagne de dire quelques mots au nom des pays de la CEPT dont nous sommes l'Administration gérante. Ce Congrès restera dans nos mémoires dans les années à venir pour deux choses. Tout d'abord, les Administrations postales ont enfin décidé qu'elles doivent trouver leur place sur la scène commerciale. Ce qui est important pour nous, ce sont les clients. Une fois pour toutes nous avons décidé de lutter pour garder ce qui doit appartenir à la poste et nous avons apporté des changements dans notre réglementation pour atteindre cet objectif. Je suis tout à fait certain que dans les années à venir cela sera reconnu comme un pas décisif et révolutionnaire.

Deuxièmement, on se souviendra de ce Congrès pour une autre raison: la façon dont nous avons été accueillis dans ce pays. On a déjà beaucoup dit à ce sujet. Je dirai donc simplement au nom de tous les pays de la CEPT que tout ce qui a été fait par l'Administration postale des Etats-Unis d'Amérique et ses fonctionnaires a été magnifique et parfait – au travail et au cours des loisirs. Nous vous en sommes très reconnaissants. Je suis sûr que la meilleure façon de vous rendre un compliment est de partir de ce Congrès avec la ferme décision de faire tout ce que nous pouvons sur la voie que vous nous avez indiquée au cours de ces cinq dernières semaines. Au nom de toutes les Administrations de la CEPT, je peux vous assurer que nous agissons dans cet esprit.

(Applaudissements.)

L'OBSERVATEUR DE L'UPAE: Il y a cinq ans, nous prenions congé du Congrès de Hamburg et nous nous engageons dans le chemin du Congrès de Washington.

Nous nous étions donné pour but la mise en place d'un meilleur service postal.

Nous nous sommes préparés pendant cinq ans, étudiant, travaillant, discutant, forgeant des accords, cherchant la compréhension mutuelle et consolidant l'idée que la poste est une et unique, qu'elle appartient à tous et qu'elle est universelle.

Quant à vous, Monsieur le Président, inlassable et patient, vous avez parcouru le monde, instaurant, pièce après pièce, ce climat d'amitié et d'entente qui a toujours primé au sein de notre Congrès.

Le Congrès est entré dans nos foyers. Nous en avons parlé avec nos enfants, nos épouses, nos parents.

Tous ceux qui y ont collaboré se sont préparés à nous recevoir comme des frères, comme on reçoit des êtres chers un jour de fête.

Le Bureau international a accompli un travail irréprochable qui se traduit aujourd'hui, simplement, par une réunion parfaite.

Mais nous avons connu aussi, malheureusement, un jour néfaste, un jour de douleur, le jour où l'on nous a appris que M. Fletcher Acord était décédé. Il devait présider notre Congrès. Tous ceux qui ont eu le privilège de le connaître savaient ce que valait cette formidable personnalité.

Aujourd'hui, le Congrès se termine et nous avons déjà commencé à faire nos valises mais, en plus de nos valises de voyageurs, nous en avons une autre à laquelle nous tenons beaucoup, généralement en secret, c'est une sacoche de facteur. Nous y avons déposé, parmi d'autres choses, tout ce qui, pour chacun d'entre nous, représente les résultats de ce Congrès.

Je suis sûr qu'il n'y a pas deux de ces valises qui contiennent des conclusions identiques.

Mais nous trouverons dans toutes beaucoup de projets et d'objectifs similaires, par exemple:

- action commerciale intense;
- produit stable et de qualité;
- entreprise efficace;
- conception industrielle de la poste;
- sécurité;
- emploi de technologies avancées, etc.

Outre ces projets, nous trouverons dans chacune de nos saches – j'en suis persuadé – la même question: «Comment réaliser nos projets? Comment atteindre les objectifs que nous connaissons tous et auxquels nous tenons tous? Comment y parvenir? Et surtout comment y parvenir sur un même pied d'égalité, sans que personne, absolument personne, ne reste en dehors?»

La réponse de ce Congrès sera peut-être la ferme décision d'affronter courageusement cette question, de faire face à cette énigme, de la résoudre et de trouver notre voie.

La tâche est très difficile mais, par chance, nous sommes aidés par une force très spéciale.

Thomas Leavey l'a exprimé de façon très valable dans sa réponse aux coursiers. Notre objectif n'est pas d'ordre lucratif. Nous voulons, certes, être efficaces, mais c'est pour mieux servir notre société. La poste, notre poste, est un droit de l'humanité.

Elle a été forgée par tous les hommes et par toutes les femmes qui ont pris part à son histoire. Elle n'a pas été inventée dans un atelier ou dans un laboratoire. Elle est la conséquence logique du langage et de l'écriture.

Elle est un dû à tous les hommes et à tout homme qui se trouve isolé, que ce soit dans les parages du désert ou dans le labyrinthe de la cité. Là où la poste n'est pas présente, il y a faute par omission.

Servir la poste, tel est notre devoir, mais aussi notre force, une force qui n'appartient qu'à nous, et cette force est contenue dans notre sacoche secrète de facteur à côté de nos projets, à côté de nos doutes, de nos espoirs et de nos questions sans réponse, à côté aussi de notre travail persévérant et humble de chaque jour.

Monsieur le Président, les pays de la région de l'UPAE m'ont confié l'honneur de prononcer en leur nom ces quelques mots et m'ont chargé de vous transmettre ainsi qu'à vos collègues du Gouvernement et à votre peuple leur salut fraternel et leurs chaleureux remerciements.

(Applaudissements.)

La JORDANIE: J'ai l'honneur, Monsieur le Président, de parler au nom des délégations arabes sœurs qui participent aux travaux de ce Congrès, et de vous présenter en leur nom nos vifs remerciements et notre profonde reconnaissance pour les grands travaux accomplis par les Etats-Unis d'Amérique qui ont abouti à la réussite totale de ce Congrès. Nous apprécions tout cela, Monsieur le Président. En bénéficiant de toutes les nombreuses facilités mises à notre disposition, nous étions tout à fait conscients, au plus profond de nous-mêmes, des efforts matériels et humains consentis par votre grand pays.

Demain, nous regagnerons nos pays en ayant au fond du cœur une belle impression de ce beau pays. Le délégué de l'Iraq avait parlé, il y a quelques jours, de la généreuse hospitalité manifestée par les familles américaines, tout en reconnaissant pleinement les valeurs humaines concrétisées par cette initiative que vous avez prise et qui prouve votre grand esprit pionnier. La générosité familiale pour nous autres Arabes revêt une caractéristique spécifique dans nos âmes et engendre en nous toujours des sentiments de gloire et de fierté. La générosité est née avec nous dans notre désert et nous avons vécu ensemble depuis l'aube première de l'histoire. Et voilà que nous la rencontrons aujourd'hui dans les maisons américaines ainsi que dans la grande maison américaine, patrie des Etats-Unis d'Amérique.

J'étais personnellement avec un groupe de collègues arabes chez un fonctionnaire postal de Virginie nommé Robert Hoobing. Lorsqu'il nous a souhaité la bienvenue autour de la table en Virginie, nous avons ressenti l'impression que ce n'était plus M. Hoobing qui nous souhaitait la bienvenue, mais l'inoubliable Président Thomas Jefferson qui avait remonté le temps pour dire aux invités de l'Amérique soyez les bienvenus en Virginie, «Soyez nos invités». C'est un titre impressionnant que nous souhaiterions retrouver sur un timbre-poste émis par les Etats-Unis d'Amérique représentant la photo d'une des délégations mondiales à côté d'une famille américaine hôte. Nous espérons retrouver, en retournant à nos bureaux de poste, la phrase «Soyez nos invités» sur les timbres spéciaux que nous apposerons sur les lettres de nos clients en vue de lutter contre nos concurrents sur le marché. Nous espérons de même que le Conseil exécutif s'inspirera de cette phrase et l'utilisera en tant qu'emblème de la Journée mondiale de la poste afin de dire à nos clients, soyez nos hôtes, nous sommes à votre service. Je n'ai nullement rencontré meilleure phrase adressée aux clients.

Monsieur le Président, nous retournerons demain dans nos pays et nous ne parlerons pas uniquement de la poste et des millions dépensés par les Etats-Unis d'Amérique pour ce Congrès, mais aussi de ce beau pays et du grand peuple américain. Nous retournerons chez nous en gardant imprimée dans notre mémoire l'image du beau monument de Washington, de la tour du Capitole, du monde de Walt Disney.

Monsieur le Président, 22 pays arabes présents à ce Congrès associent leurs voix à celles de tous les autres pays pour vous remercier et vous prier de transmettre leurs remerciements à l'ensemble des hauts responsables américains, et à leur tête, le Président des Etats-Unis d'Amérique, au Directeur général du Bureau international ainsi qu'à ses collaborateurs et ses fonctionnaires, aux interprètes, au Doyen du Congrès, aux Présidents du Conseil exécutif et du Conseil consultatif des études postales, sortants et actuels.

Nous faisons nos adieux à tous les participants de ce Congrès ainsi qu'à la ville de Washington. Nous nous retrouverons à nouveau dans cinq ans à Séoul. A Séoul, nous nous lèverons pour chanter ensemble, derrière le Doyen du prochain Congrès, une chanson asiatique mémorable intitulée «Le soleil se lève de l'Asie».

Merci Monsieur le Président et que la paix et la bénédiction de Dieu soient sur vous.

(Applaudissements.)

L'OBSERVATEUR DE L'UNION POSTALE DE L'ASIE ET DU PACIFIQUE (APPU): Au nom de l'Union postale de l'Asie et du Pacifique, permettez-moi de vous féliciter, Monsieur le Président, pour la manière exemplaire dont vous avez présidé et conduit cette conférence à son heureuse conclusion.

J'aimerais aussi féliciter M. A.C. Botto de Barros pour sa réélection en tant que Directeur général du Bureau international, M. Ascandoni pour son élection en tant que Vice-Directeur général du Bureau international, M. Thomas Leavey pour sa nomination à la présidence du Conseil exécutif et M. Boris P. Boutenko à la présidence du Conseil consultatif des études postales.

Je me hâte de saisir cette occasion pour remercier également le Directeur général, M. Botto de Barros, son personnel qualifié ainsi que les interprètes pour leur orchestration irréprochable de cette conférence. Je serais ici impardonnable si je n'exprimais aussi nos sincères remerciements et notre reconnaissance envers nos hôtes, le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, l'Administration postale américaine et les habitants de Washington, D.C., pour les aimables prévenances et la fameuse hospitalité dont ils ont fait preuve à notre égard au cours des cinq dernières semaines.

Monsieur le Président, j'aimerais aussi exprimer notre vive gratitude envers le Secrétariat national et tous ceux qui, dans les coulisses, ont uni leurs efforts pour rendre notre séjour le plus agréable possible. J'aimerais enfin profiter de cette occasion pour souhaiter à M. Félix Cicéron, Vice-Directeur général du Bureau international, qui cessera ses fonctions au 31 décembre 1989, une retraite agréable et heureuse.

Au cours des cinq semaines passées, nous avons débattu d'un certain nombre de problèmes qui nous préoccupaient tous. Et, en vérité, si nous avons fait le bilan de nos réalisations pendant la décennie écoulée nous avons aussi préparé le terrain pour l'évolution des services postaux dans la décennie à venir, les années 1990.

Monsieur le Président, l'APPU, organisation régionale des pays de la région de l'Asie et du Pacifique, a toujours étroitement coopéré avec l'UPU. Il ne fait donc pas de doute que les conclusions de cet auguste Congrès seront communiquées et discutées lors du Sixième Congrès APPU qui est prévu à la fin de 1990, en Nouvelle-Zélande. Je peux assurer le Congrès que l'APPU n'épargnera pas ses efforts pour coopérer comme toujours avec l'UPU en vue du développement des services postaux.

(Applaudissements.)

L'ARGENTINE: En guise de synthèse de ce XXe Congrès, il convient de dire qu'il a laissé au monde postal une leçon importante qui est celle de l'efficacité. Nous avons également constaté que les facteurs qui unissent sont beaucoup plus nombreux que ceux qui séparent. C'est une réussite toute particulière parce que nous sommes parvenus à l'unité dans la diversité. Nous félicitons M. Botto de Barros qui avait attiré l'attention sur le consensus qui avait été obtenu dans les décisions prises. Ce consensus est qualitatif aussi bien que quantitatif parce qu'il sera multiplié par les pays qui sont présents ici. Il est d'autant plus important parce que sur le plan culturel, des religions et celui du développement, nous sommes très différents. Nous devons admettre que les hommes sont rattachés sur certains points en dépit de leur différence. Comme cela a été dit par M. le Président d'honneur, nous avons apporté la preuve que nous sommes tous des citoyens du monde. La grande efficacité est due au grand professionnalisme car ce Congrès a su déceler et reconnaître les problèmes du service postal, et dans ses conclusions il a formulé des décisions et des recommandations qui entraîneront des arguments indispensables. Ils permettront d'adapter les services postaux aux exigences de notre époque. Il s'agit notamment du transfert de certaines attributions législatives du Congrès au CE. En fait c'est un tournant qu'a pris ainsi

l'UPU. Nous sommes certains qu'à court terme nous verrons qu'il y a une période avant et celle d'après ce Congrès, parce que nous serons témoins du fait que l'efficacité et les actions multiples répondront aux besoins de rendre les services postaux plus dynamiques. L'approbation du Programme général d'action de Washington représente un véritable défi qu'il faudra mettre en pratique. Le temps des discours est terminé et le temps de l'action a commencé.

Monsieur le Président, l'Argentine vous exprime sa reconnaissance pour la façon brillante et pertinente dont vous avez dirigé les débats. Nous remercions très sincèrement toutes les personnes qui ont travaillé dans l'intérêt du succès du Congrès. Nous remercions très vivement l'Administration postale des Etats-Unis d'Amérique pour tous les gestes d'attention, de cordialité et d'hospitalité remarquable. Nous voudrions également souligner le rôle efficace que le Secrétaire général a joué dans l'accomplissement des tâches conjointement avec le personnel du Bureau international. Sa réélection au poste de Directeur général conduira à une période fructueuse pour l'UPU. J'y inclue l'élection de M. Ascandoni au poste de Vice-Directeur général et nous sommes convaincus que le succès accompagnera toutes les activités qu'il saura entreprendre. Et finalement nous voudrions ajouter un salut très cordial à M. Cicéron pour sa longue contribution au développement de l'UPU.

Nous remercions enfin toutes les délégations ici présentes qui ont eu confiance en l'Argentine qui apportera toute sa contribution au CE.

(Applaudissements.)

L'OBSERVATEUR DE L'UNION PANAFRICAINNE DES POSTES (UPAP): C'est pour moi un grand plaisir que de m'adresser à vous au nom du Groupe africain, à l'occasion de la clôture de cette auguste assemblée.

Après cinq semaines environ de longues mais intéressantes délibérations sur les divers domaines de la poste, nous arrivons au terme de notre XXe Congrès postal universel.

Nous pensions au début que cinq semaines seraient une durée trop longue pour le Congrès mais après tout ce qui a été fait pour assurer le bon déroulement de nos réunions et rendre agréable notre séjour, en particulier l'excursion en Floride où la visite du Magic Kingdom, du Centre spatial et de Epcot Center nous a enchantés, nous nous demandons aujourd'hui si cinq semaines étaient bien suffisantes.

Monsieur le Président, nous avons beaucoup apprécié votre talent à conduire ce Congrès. Nous sommes certains que la poste, grâce à toutes les décisions qui ont été prises ici à Washington, s'efforcera plus que jamais de répondre aux besoins de ses clients et que les pays qui ont été élus pour siéger dans les divers organes de l'UPU n'épargneront aucun effort pour contribuer au développement des services postaux dans le monde entier. Sans votre dynamisme, votre sagesse et votre vaste expérience, nous n'aurions pu marquer ce jalon. Nous nous sentons très redevables envers vous et envers tous ceux qui ont fait de ce Congrès une réalité.

Monsieur le Président, nous aimerions aussi, en cette occasion, exprimer nos sincères remerciements au Postmaster General, M. Frank, sans qui nous n'aurions pu obtenir d'aussi bons résultats. Nos félicitations vont aussi à M. Botto de Barros pour sa réélection, ainsi qu'à M. Ascandoni pour son élection. Permettez-moi également de remercier M. Félix Cicéron dont la contribution au développement du service postal international est si importante. Nous vous présentons, Monsieur Cicéron, tous nos vœux de bonne santé et de prospérité pour l'avenir.

Enfin, nous aimerions réitérer nos sincères remerciements à vous-même et à tous ceux qui, inlassablement, ont travaillé à faire de ce Congrès un succès. Nous souhaitons à toutes les délégations un bon voyage de retour.

(Applaudissements.)

CUBA: Au nom de l'Administration postale de la République de Cuba et de ma délégation, je voudrais exprimer notre satisfaction concernant le bon déroulement du XXe Congrès postal universel, réuni en cette ville de Washington.

Il ne fait pas de doute que nous avons assisté ici à un événement qui fera date dans l'histoire de la poste, tant par les importantes décisions qui ont été prises que par les circonstances particulières par lesquelles le service postal passe actuellement dans le monde entier.

Nous nous réjouissons beaucoup de constater qu'il existe une volonté de changement qui, bien dirigée, pourra conduire la poste vers un destin plus sûr.

J'ai le sentiment que nous tous, participants à ce Congrès de Washington, avons pris davantage conscience de la nécessité d'adapter le fonctionnement de l'Union postale universelle aux impératifs de notre temps et à la réalisation d'interventions rapides et concrètes, visant à améliorer la qualité du service postal, notre talon d'Achille.

Des jalons extrêmement utiles ont été posés concernant nos tâches futures les plus urgentes assignées à l'Union dans le Programme d'action de Washington, document très complet qui nous permettra de travailler de façon rationnelle au développement du service postal mondial.

Pour atteindre cet objectif, nous devons tenir dûment compte de la situation particulière des Administrations postales des pays en développement qui méritent une attention prioritaire, étant donné la place importante qu'elles occupent dans le réseau postal mondial.

Monsieur le Président, je voudrais profiter de l'occasion qui m'est offerte pour remercier les délégations participant au Congrès de l'appui qu'elles ont apporté à la délégation de Cuba et qui a permis à celle-ci d'être élue au Conseil exécutif et au Conseil consultatif des études postales, organes au sein desquels nous travaillerons activement et de façon responsable.

Nous exprimons notre reconnaissance à nos hôtes pour leurs aimables attentions et tout spécialement à vous-même, Monsieur Horgan.

(Applaudissements.)

La HONGRIE (RÉP.): Nous sommes arrivés au bout du chemin que nous avons parcouru pendant une période de cinq semaines. Il convient donc, comme à l'accoutumée à la fin de chaque Congrès, de déterminer les résultats obtenus. Nous pouvons constater avec joie que ce Congrès n'a eu que des succès durables dans l'histoire de la poste internationale. Il s'est concentré sur la solution rapide des problèmes auxquels se heurtent de plus en plus les Administrations postales. Il est évident que cette attitude très positive et cette volonté de faire ont été grandement influencées par les circonstances dans lesquelles les Administrations postales doivent organiser et exécuter leurs services au cours des cinq prochaines années. Nous avons hautement apprécié le fait que toutes les délégations sans exception ont réagi à la nécessité de moderniser et de développer plus rapidement les services postaux en mettant un accent particulier sur la qualité. Le plus grand succès est sans doute l'adoption du Programme général d'action de Washington qui doit être considéré par toutes les Administrations postales comme une charte solennelle selon laquelle elles devront déployer toutes les activités en vue de mettre au point toutes les décisions prises par le Congrès.

Les assises de ce Congrès se sont déroulées dans une atmosphère amicale et orientée vers la recherche de solutions. C'était aussi une grande manifestation mondiale des postiers au cours de laquelle nous avons démontré que la poste vit et vivra, qu'elle s'efforcera de rester la source la plus compétente de servir la clientèle et de lui fournir des services postaux de qualité. Les pays assistant à ce Congrès et venant de tous les coins du globe se sont serrés la main et ont pris la décision ferme d'intensifier une réelle coopération internationale en vertu de l'article premier de la Constitution.

Le temps est arrivé de nous séparer mais les résultats que nous avons acquis resteront durables.

Nous voudrions exprimer notre gratitude pour l'excellente organisation et l'hospitalité exemplaire de l'Administration postale des Etats-Unis d'Amérique.

Enfin nous vous remercions, Monsieur le Président du Congrès, pour votre objectivité et pour votre finesse juridique avec laquelle vous avez dirigé les débats. Nos remerciements vont également à toutes les délégations pour leur collaboration active et au Secrétariat américain pour son travail dévoué.

Nous remercions tout particulièrement M. Botto de Barros et son équipe qui ont apporté une contribution importante.

Dans quelques heures les avions vont nous transporter loin de cette belle ville de Washington mais l'esprit de Washington restera dans nos cœurs et dans les annales de l'histoire des Congrès de l'UPU.

(Applaudissements.)

L'URSS: Monsieur le Président, permettez-moi, au nom de l'Administration postale de l'URSS et d'un certain nombre de pays de notre région, de féliciter l'Administration postale des Etats-Unis d'Amérique de la façon tout à fait exceptionnelle et magnifique dont le Congrès a été organisé. En remerciant tout particulièrement l'Administration américaine, nous apprécions également la contribution du Bureau international et de nombreux pays dans la préparation du Congrès.

Nous avons pu visiter de nombreuses installations postales des Etats-Unis d'Amérique. Nous étions très heureux et touchés par l'esprit ouvert et par le plaisir avec lesquels nous étions partout accueillis par les fonctionnaires de la poste américaine. Je dois dire qu'il s'agit d'un sentiment partagé et j'espère qu'il sera prouvé dans nos relations futures, entre les postiers de tous les pays du monde, afin que le programme que nous venons de fixer ici soit couronné d'un succès total.

(Applaudissements.)

La CORÉE (RÉP.): Monsieur le Président, au nom de la délégation de la République de Corée, je veux m'associer aux orateurs qui m'ont précédé pour vous féliciter de la haute qualité de votre direction des travaux du Congrès. Nos remerciements s'adressent également à tous les membres du Secrétariat du Congrès pour le travail efficace accompli. Nous avons vu que les dispositions prises par l'Administration postale des Etats-Unis d'Amérique ont été excellentes et elles serviront d'étalon de mesure pour nous lors du prochain Congrès.

Je suis heureux de pouvoir constater que le Congrès de Washington ouvre un chapitre nouveau dans l'histoire de l'UPU. L'accent est mis sur la stratégie commerciale, les compétences transférées au Conseil exécutif devraient donner

davantage de souplesse à la poste pour qu'elle puisse s'adapter rapidement aux marchés actuels. Il est très réjouissant que les travaux du Congrès se soient déroulés dans une ambiance très constructive, ce qui a permis d'accomplir avec succès toutes les tâches dont le Congrès a été chargé.

Par ailleurs, j'aimerais remercier toutes les délégations qui ont bien voulu accepter à l'unanimité notre proposition d'accueillir le prochain Congrès en 1994 en République de Corée. J'espère vous revoir tous à Séoul en 1994.

(Applaudissements.)

Le PRÉSIDENT: Mesdames et Messieurs, après avoir parcouru ensemble un long chemin, nous nous trouvons à présent au terme de notre voyage et je voudrais vous adresser mes ultimes remerciements et quelques derniers mots.

Bien que nous ayons célébré ensemble Thanksgiving, la fête des actions de grâces, il y a exactement trois semaines, j'ai presque l'impression que ce jour est revenu car il y a tant de choses pour lesquelles je me sens personnellement plein de reconnaissance.

Même si dans ma vie je devais avoir la chance de recevoir d'autres honneurs, aucun ne surpassera celui dont vous m'avez gratifié en me désignant comme votre Président, honneur que vous avez rehaussé en plaçant votre confiance en moi tout au long de vos délibérations.

Si j'ai fait quelque chose de bien ici à cette place, c'est uniquement parce que votre travail acharné et votre coopération m'y ont aidé.

Et c'est bien vous, chers délégués, qui avez fait de ce Congrès un grand succès.

En écoutant de cette tribune toutes les paroles qui ont été dites à mon sujet tout au long du Congrès, j'ai bien sûr ressenti beaucoup de reconnaissance bien qu'étant persuadé que ces louanges étaient indûment concentrées sur ma personne. Aujourd'hui, vous avez rétabli la vérité, car ces louanges appartiennent aux centaines de personnes qui ont permis la réalisation de ce Congrès. Dans toute ma carrière professionnelle, je n'ai jamais réussi quelque chose qu'avec l'aide du travail excellent d'autres personnes. Ce Congrès n'échappe pas à la règle.

Aussi, autant pour elles que pour moi-même, permettez-moi d'exprimer mes sincères remerciements.

J'aimerais aussi m'associer complètement à la manifestation de fierté de M. Frank vis-à-vis de tous les membres du Secrétariat américain. Nous sommes particulièrement reconnaissants envers Jim Wade, Directeur de l'organisation du Congrès. Lui et son équipe ont travaillé à tout moment avec compétence, camaraderie et bonne humeur et je pense que l'on ne dira jamais assez en leur faveur. Quant à M. Frank lui-même et à tous les cadres supérieurs qui l'entourent, laissez-moi exprimer toute ma gratitude pour l'encouragement et le soutien qu'ils nous ont apportés au cours de ces dernières années, tandis que nous nous attelions à la tâche d'organiser ce Congrès.

Mais en dehors du Secrétariat américain, il y a bien d'autres personnes que je dois mentionner dans mes louanges.

Parmi elles, mon cher ami et aimable et talentueux allié, notre Doyen, M. Murthy, qui, autant que tout autre présent ici, personnifie les principes élevés de notre organisation.

Je dois aussi remercier le personnel tout entier du Bureau international et en particulier MM. Cicéron, Mazou, Gharbi, Ascandoni et Botto de Barros. M. Botto de Barros a toujours été disposé à me prodiguer son soutien et ses conseils, lesquels étaient toujours avisés et donnés de bon cœur. Nous avons bien de la chance de l'avoir à la tête de notre pouvoir exécutif pour cinq nouvelles années. Pour affronter les temps difficiles qui attendent le monde postal, nous aurons besoin d'un chef comme M. Botto de Barros, homme perspicace, courageux et déterminé.

En outre, je ne peux manquer de saluer tout spécialement M. Félix Cicéron au moment où il prend sa retraite. Pendant vingt-six années, M. Cicéron a servi le Bureau international et sa contribution a été immense. Ce ne sont pas seulement son expérience et ses compétences qui vont nous manquer, mais aussi l'intérêt attentif et impartial qu'il montrait à l'égard de tous les problèmes. Nous vous présentons, Monsieur, tous nos vœux de santé et de bonheur.

Le Secrétariat des Etats-Unis d'Amérique tout entier ainsi que moi-même demeurons extrêmement redevables envers M. Winfried Florian, le distingué Président du XIXe Congrès, envers M. Koller et envers leurs collègues de l'Administration de la République fédérale d'Allemagne pour avoir été nos guides en ce qui concerne toutes les obligations qu'implique l'accueil d'un Congrès. Le Congrès de Hamburg a eu des répercussions historiques et a été un brillant modèle d'efficacité en matière d'organisation.

Je dois aussi m'incliner tout spécialement devant le Postmaster General adjoint, M. Leavey, car, comme vous le savez, il a toujours été présent à ma droite sinon a été mon bras droit lui-même à bien des reprises. En le désignant comme Président du Conseil exécutif, le Postmaster General, M. Frank, a agi très sagement et je suis tout à fait confiant dans sa capacité de maintenir le niveau d'action hautement élevé fixé par M. Koller.

Sur ma liste de personnes que je dois remercier figurent aussi nos quatre Vice-Présidents qui ont représenté avec tant de compétence la Chine (Rép. pop.), la France, l'URSS et la Zambie, qui ont toujours rempli consciencieusement leurs devoirs et reflété le bon esprit de camaraderie qui fait partie de la tradition de l'UPU.

J'ai réservé enfin des remerciements particuliers pour les dix personnes qui se sont distinguées dans leurs fonctions de Président de nos Commissions: MM. Eguren d'Argentine, Iguchi du Japon, Burn de Suisse, Allardt de Finlande, Raman de l'Inde, Evans de Nouvelle-Zélande, Oláh de Hongrie (Rép.), Knauth de l'Autriche, Diarra de Côte d'Ivoire (Rép.) et Kezzal d'Algérie.

Lors de notre première séance plénière, j'ai déclaré que le véritable travail du Congrès reposait entre leurs mains et je dois dire à présent qu'ils s'en sont acquittés magnifiquement. Chacun avait la redoutable tâche de suivre un horaire rigoureux et de nous piloter à travers une masse de propositions tout en veillant à ce que toutes les opinions soient pleinement exprimées. A eux revient le crédit de nous avoir permis d'accomplir tant de choses, dans le délai le plus court qui soit actuellement imparti à un Congrès.

A tous ceux que j'ai nommés et aux nombreux autres envers qui nous sommes si redevables mais que le temps m'empêche de désigner nommément, j'adresse tous mes remerciements!

En travaillant ensemble, nous avons produit un Congrès qui, à mon sens, marque un tournant dans l'histoire de l'UPU et constitue un événement auquel nous penserons plus tard avec fierté tant que nous resterons associés aux postes du monde entier.

Nombre de nos réalisations ont déjà été mentionnées ce matin – et je ne réfute aucune des observations qui ont été faites. Cependant, après avoir beaucoup réfléchi sur la question, je suis parvenu à quelques conclusions de mon cru dont j'aimerais vous faire part.

Il y a des centaines de mesures dont nous pouvons être fiers, mais il est possible de les regrouper en quelques grandes catégories, ainsi:

Nous avons grandement rationalisé et modernisé le fonctionnement de notre Union en octroyant au Conseil exécutif de nouveaux pouvoirs pour agir entre les Congrès en donnant au CCEP la possibilité d'établir de nouvelles normes techniques et en dotant le Bureau international de nouvelles responsabilités techniques qui renforceront directement notre compétitivité.

Mais ce n'est pas tout. Nous avons aussi engagé un changement d'attitude majeur en ce qui concerne notre Union. C'est un changement qui s'est révélé dans la teneur de nos propositions et dans les paroles des orateurs qui se sont succédé. A maintes reprises s'est manifesté le désir d'accélérer notre capacité d'action, d'atténuer la rigidité de notre réglementation, de réduire la bureaucratie et de lier les actions de l'UPU aux préoccupations quotidiennes du monde postal.

En conséquence, nous avons, je crois, fait une brèche essentielle et positive dans les pratiques passées et cela nous sera bénéfique dans l'avenir.

Nous avons avancé dans le sens d'une amélioration du service postal mondial, amélioration qui s'obtiendra grâce à la fixation d'objectifs de service, la création d'un système permanent de mesure des délais d'acheminement et de contrôle de la qualité, l'étude des flux de transport et l'élaboration d'un système de localisation des envois à l'échelle mondiale.

Nous avons pris une orientation davantage tournée vers la clientèle et le marché, comme le prouvent nos décisions visant à mettre en place un système permanent d'études prospectives de marché, à surveiller les activités de nos concurrents et à créer des services nouveaux et meilleurs.

Là encore, bien que ces actions spécifiques soient importantes, tout aussi important est le consensus quasi unanime des délégués à propos de cette nouvelle orientation. Et peut-on vraiment douter que cette tendance se renforcera dans les années à venir et accroîtra notre compétitivité? Je ne le pense pas.

Nous avons établi un programme de coopération technique rationnel et complet, prenant totalement en compte tous les besoins énoncés dans le Programme général d'action de Washington. Nous avons aussi assuré la coordination de la coopération technique postale par la création de postes de conseillers régionaux. Nous avons amélioré notre compétitivité économique.

A cet égard, nous nous sommes défaits d'un vestige du XIXe siècle, le franc-or, en faveur du DTS, et avons aussi élaboré un nouveau système de détermination des frais terminaux qui conduira à l'application de taux davantage liés aux coûts réels et contribuera de ce fait à augmenter notre compétitivité en matière de prix.

Pour les Administrations les plus étendues notamment, la décision concernant les frais terminaux aura un effet particulièrement libérateur. Elle ouvrira la voie permettant aux postes de regagner une grande partie du marché perdu du fait des anomalies que comportait le système de tarification précédent à condition que nous améliorions le service.

Nous avons tracé, dans le Programme général d'action de Washington, un schéma d'action extrêmement rationnel pour guider nos activités au cours des cinq prochaines années.

Ce programme, forgé lors de notre Débat général, non seulement définit nos buts et nos objectifs ainsi que nos aspirations les plus hautes mais constitue aussi un document pratique nous engageant à produire certains résultats. Il dit où nous voulons aller et comment y aller. Selon moi, la valeur du Programme général d'action de Washington deviendra au fil des ans de plus en plus évidente à mesure que nous entreprendrons les actions qu'il préconise.

En outre, en dotant d'un statut permanent le Comité de coordination responsable de superviser la conformité des actions du Programme d'action, nous avons contribué à garantir que ce que nous voulons voir réalisé se réalisera effectivement.

Nous avons fermement soutenu les efforts des Administrations nationales visant à obtenir leur indépendance en matière de finances et de gestion.

Ce faisant, nous avons reconnu qu'une telle restructuration était indispensable à une Administration pour qu'elle se mette au service de ses clients, construise une infrastructure plus solide, développe les aptitudes de son personnel et devienne effectivement concurrentielle.

En faisant de ces visées un but de l'UPU, nous avons aussi reconnu combien la santé de chaque Administration est vitale pour la santé du réseau mondial tout entier.

Nous avons donné à chaque Administration les moyens de se mesurer plus efficacement à la concurrence.

Nous avons accompli cela en mettant plus de souplesse dans notre réglementation régissant les relations interadministrations ainsi que les activités de l'UPU. Cette nouvelle souplesse transparait dans le fait d'avoir transformé les taxes de base en taxes indicatives, adopté un système de classification plus rationnel et libéral, donné la possibilité d'utiliser un service de correspondance commerciale-réponse internationale et établi un accord-cadre EMS.

La dernière rubrique de ma liste des réalisations accomplies est la plus difficile à prouver pièces à l'appui. Elle est pourtant d'une importance extrême. C'est en fait, à mon sens, notre réussite la plus profonde et la plus à même de durer.

Il s'agit du haut degré d'unité, de volonté et de détermination qui est ressorti de ce Congrès.

A aucun moment nos discussions n'ont été entachées de rancunes amères ni le cours de nos débats dévié, comme par le passé, par des controverses politiques. A cet égard, je crois que l'UPU a été un modèle du genre dont nous pouvons être fiers – et que d'autres organes internationaux feraient bien de suivre.

Tout au contraire, le ton de ce Congrès a été positif et constructif et une compréhension mutuelle s'est instaurée à un degré que, pour ma part, je trouve vraiment étonnant si l'on considère les nombreux intérêts et opinions représentés dans cette salle.

Les pays développés ont, me semble-t-il, écouté de plus près et avec plus de compassion que jamais l'exposé des problèmes des pays en développement et j'ai eu l'impression que s'est éveillé chez ces derniers un intérêt renouvelé d'aider ces autres pays à devenir plus forts.

Et certes il est vrai que les pays en développement ont aussi été plus attentifs aux problèmes qui sont le lot des grandes Administrations. Cela est ressorti de façon plus évidente dans les discussions et décisions concernant le repostage, les frais

terminaux ainsi que dans les propositions relatives à l'utilisation de codes à barres sur le courrier et à la correspondance commerciale-réponse internationale.

Ce n'est pas un secret, je crois, que certaines Administrations sont venues à ce Congrès en doutant de la capacité de l'UPU de prendre des mesures décisives à propos des problèmes importants. Elles pensaient que dans le contexte actuel où règne la concurrence, les vieilles façons de travailler de l'UPU ne suffiraient pas. En conséquence de quoi, certaines se préparaient à relâcher leur participation à l'Union et à emprunter un cours plus indépendant si des changements importants ne se produisaient pas.

Mais je suis heureux de dire, d'après les conversations que j'ai eues avec vous tous, que les décisions de ce XXe Congrès ont encouragé et rassuré ces collègues dont la présence à tous sans exception est vitale pour l'Union. En conséquence, j'ai la conviction qu'ils vont continuer, avec autant d'énergie que jamais, à mettre leur savoir-faire considérable au service de nos efforts.

En tant qu'organisation, nous avons donc grandi et mûri et formé une cohésion nouvelle, lors de ce Congrès. Cela nous donne une bonne avance, celle qu'il nous fallait. Mais il nous faut avancer davantage.

Nous nous sommes rendu compte qu'un souci superflu des procédures bureaucratiques et une attitude légaliste ne font que donner du temps et de l'aisance à nos concurrents et qu'il est plus important d'agir que de parler.

Nous avons pris conscience que bien que notre principal rôle soit celui d'un service public universel, nous devons intégrer dans l'exploitation de notre service quelques-unes des techniques du monde du commerce. Et nous avons appris, réellement appris, que nous devons nous soutenir les uns les autres.

Après avoir accompli tout cela, il serait agréable de s'asseoir et de se détendre un moment. Mais nous ne le pouvons pas. Notre défi maintenant est de maintenir la pression, de conserver notre enthousiasme, de rester sur la lancée que nous avons amorcée ici et de porter cet esprit tout au long des cinq prochaines années jusqu'au Congrès de Séoul.

Une charge particulièrement lourde a été confiée au Conseil exécutif, au Conseil consultatif des études postales, au Bureau international et aux Unions restreintes. Ces organes doivent donner forme et vie aux propositions que nous avons fait passer sous une forme générale. Ils doivent exercer le nouveau pouvoir dont ils ont été dotés avec dynamisme mais aussi avec sagesse et ils doivent être les yeux, les oreilles et la voix de chacun de nous pendant les cinq prochaines années, représentant le monde postal dans son ensemble et recommandant les prochaines mesures stratégiques à prendre au Congrès de Séoul. Dans notre propre hémisphère, je me réjouis de travailler avec l'Union restreinte à laquelle notre Administration appartient, l'Union postale des Amériques et de l'Espagne, avec à sa tête son dynamique Secrétaire général, Pedro Miguel Cabero, car nous ferons face à ces défis ensemble, dans une optique régionale.

Mais une charge tout aussi lourde tombe sur les épaules de chacun d'entre nous. Notre tâche est de nous employer à l'amélioration de notre propre Administration, à la conquête d'une indépendance financière et de gestion là où elle fait défaut, au traitement du courrier des autres Administrations comme s'il s'agissait du nôtre et à l'utilisation de tous les moyens possibles pour coopérer en vue de renforcer le réseau postal mondial.

Il arrive que ce travail soit frustrant et solitaire car peu de gens en dehors de l'entreprise postale voient l'intérêt de soutenir notre cause. Mais, tandis que vous accomplirez votre tâche, j'espère que la pensée que vous avez dans tous les

pays des collègues qui sont de votre côté, qui se battent avec les mêmes problèmes et sur lesquels vous pouvez compter pour vous aider, vous donnera du réconfort.

A nos collègues coréens qui doivent maintenant commencer l'immense tâche d'organiser le XXI^e Congrès postal universel, je veux dire que la reconnaissance de tous leur est acquise. Nous tous apprécions votre générosité de vous être proposés pour entreprendre ce travail supplémentaire et nous ne doutons pas que vous le ferez avec le même talent que celui qui a marqué toutes vos entreprises au sein de l'UPU.

Sur ces mots, Mesdames et Messieurs, je me prépare à abaisser mon petit marteau sur le bureau de ce Congrès une dernière fois. Mais, auparavant, permettez-moi de vous remercier tous encore une fois. Cela a été un honneur et un privilège de travailler avec vous et je vous serai reconnaissant à jamais pour le soutien, la coopération et l'encouragement que vous m'avez apportés.

J'espère pouvoir, lors du dîner de clôture, adresser personnellement mes meilleurs vœux au plus grand nombre d'entre vous. Mais pour vous tous, y compris pour ceux que j'ai pu oublier, je forme le vœu que Dieu vous ramène en toute sécurité dans vos foyers et vous aide à traverser les épreuves qui vous attendent.

Au revoir et à la prochaine fois. Je vous remercie.

(Applaudissements.)

Le PRÉSIDENT: Je vous demande d'adopter un certain nombre de réserves distribuées dernièrement que nous n'avons pas eu la possibilité d'approuver au cours des séances précédentes.

Le Congrès approuve toutes les réserves signalées et remises avant la séance de clôture le 14 décembre 1989.

Le PRÉSIDENT: J'approuverai au nom du Congrès les procès-verbaux des 6^e, 7^e et 9^e à 17^e séances plénières. Finalement, je réserve une place spéciale à cette réunion au Chef interprète, Mme Meister, et à tous les interprètes qui ont travaillé de façon infatigable pendant toutes les séances, plusieurs fois au-delà des heures normalement prévues, et sans lesquels nous n'aurions pas pu accomplir nos travaux. Nous leur devons une partie des résultats que nous avons atteints.

(Applaudissements.)

La séance est close à 12 h 20.

Au nom du Congrès:

Le Président,

EDWARD E. HORGAN, Jr.

Le Secrétaire général,

A.C. BOTTO DE BARROS

Le Secrétaire,

L.-P. DUCOMMUN

Rapport de la Commission 1

Première et deuxième (dernière) séances

Vendredi 17 et jeudi 23 novembre 1989

Présidence de M. A.C. EGUREN, Président

1. La Commission de vérification des pouvoirs s'est réunie les 17 et 23 novembre 1989 sous la présidence de M. A.C. EGUREN (Rép. Argentine).

Pour la première séance, tous les membres de la Commission étaient présents, à savoir: Argentine (Président), Nigéria (Vice-Président), Portugal (Vice-Président), Syrienne (Rép. arabe) (Vice-Président), Amérique (Etats-Unis), Centrafrique, Islande, Kenya, Koweït, Singapour et Ukraine.

Pour la deuxième séance, seul le Koweït était absent.

Le Secrétariat a été assumé par M. C. Langheld, Conseiller au Bureau international, et par Mlle E. Barabás, Premier Secrétaire au Bureau international.

2. Le Président a rappelé que la Commission a la tâche d'examiner les pouvoirs des Pays-membres conformément aux dispositions de l'article 3 du Règlement intérieur des Congrès. Cette tâche consiste, d'une part, à examiner si les pouvoirs sont en bonne et due forme et, d'autre part, à en apprécier la portée.

3. Au cours de la première séance, la Commission a procédé à l'examen des pouvoirs déposés par les Pays-membres jusqu'au 16 novembre 1989 et a reconnu que des 103 pouvoirs déposés, dont 2 procurations, 92 comportaient les droits de délibérer, voter et signer les Actes, tandis que 11 ne comprenaient pas ce dernier droit.

4. La Commission a délibéré sur certains cas de pouvoirs dont le texte a donné lieu, au cours du débat, à une analyse sur sa portée, selon ce qui est prévu à l'article 3, paragraphe 1, du Règlement intérieur des Congrès.

Comme résultat de l'intense discussion, la Commission 1 a décidé qu'on devrait appliquer une interprétation plus souple à la définition de la portée des pouvoirs qui ne contiennent pas de spécification et surtout en ce qui concerne l'expression «droit de représenter le pays X» utilisée dans quelques pouvoirs. On est enfin convenu de considérer le mot «représenter» comme suffisant pour donner au pays intéressé non seulement le droit de voter, mais aussi le droit de signer les Actes si le droit de signature n'est pas expressément exclu ou si seulement le «droit de délibérer et de voter» est mentionné dans le texte.

Sur la base du rapport oral du Président de la Commission 1, cette interprétation a été approuvée par le Congrès lors de sa 8e séance plénière.

5. Au cours de sa deuxième et dernière séance, la Commission a procédé à l'examen des pouvoirs remis du 16 novembre jusqu'au 23 novembre 1989 et a admis que des 44 pouvoirs déposés, dont 3 procurations, 41 comportaient le droit de délibérer, voter et signer les Actes, tandis que 3 ne comprenaient pas ce dernier droit.

6. On peut considérer qu'au total 147 pouvoirs sont en bonne et due forme (y compris les 5 procurations) dont, sur la base de l'interprétation du mot «représenter» approuvé par le Congrès, seulement 6 pouvoirs ne comportent pas le droit de signer les Actes.

7. Des 23 pays restant:

a) Les 11 pays suivants ne participent pas aux travaux du Congrès:

- Rép. pop. soc. d'Albanie
- Belize
- Dominique (elle a signalé qu'elle ne participera pas)
- Grenade
- Rép. de Guinée-Bissau
- Rép. de Guinée équatoriale
- Kampuchea dém.
- Rép. du Nicaragua
- Rép. pop. dém. de Corée
- Rép. des Seychelles
- Vanuatu (il a annoncé son intention d'être représenté, mais aucun pouvoir n'est arrivé).

b) Les 10 pays suivants participent aux travaux du Congrès, mais le Secrétariat n'a reçu aucun pouvoir des autorités compétentes:

- Rép. pop. du Bangladesh
- Rép. du Guatemala
- Rép. pop. du Mozambique
- Union de Myanmar
- Antilles néerlandaises et Aruba
- Rép. soc. de Roumanie
- Rép. rwandaise
- Rép. du Soudan
- Rép. de Trinité-et-Tobago
- Rép. du Zaïre

Conformément à l'article 3, paragraphe 3, du Règlement intérieur des Congrès, ces derniers pays ne seront plus autorisés à voter à partir du moment où le Congrès aura approuvé le présent rapport et aussi longtemps que la situation n'aura pas été régularisée.

c) Il est à signaler que, juste après la dernière réunion de la Commission 1, deux pays ont déposé leurs pouvoirs, notamment :

- la Rép. du Honduras,
- (Al) Jamahiriya libyenne pop. soc.,

ce qui porte à 149 le nombre des Pays-membres dont les pouvoirs sont en bonne et due forme et à 6 le nombre des pouvoirs qui ne comportent pas le droit de signer les Actes.

8. Le Congrès est prié d'autoriser le Président de la Commission 1 à reconnaître les pouvoirs qui pourraient parvenir après et d'en informer ultérieurement le Congrès.

9. La liste des pouvoirs examinés par la Commission 1 fait l'objet de l'annexe 1 au présent rapport. Les 2 pays cités au paragraphe 7, lettre c), font l'objet de l'annexe 2.

Au nom de la Commission:

Le Président,

A.C. EGUREN

Le Secrétaire,

C. LANGHELD

Le Secrétaire adjoint,

E. BARABÁS

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
République d'Afghanistan	MM. AZMUDDIN M. HAMKAR M.A. SHARAR K.A. NASSER H.	
République populaire socialiste d'Albanie		
République algérienne démocratique et populaire	MM. SAID H.S. SALAOUATCHI A. HAMADOU A. KEZZAL O. HAMMOUCHE C.	MM. BERRAIRIA M. LAHIOUEL A.A. BENMILOUKA M. KERMAD M. YOUNSIOUI A. SAOUDI S. FELLAHI T. BOUSSAID A.K.
République fédérale d'Allemagne	MM. SCHWARZ-SCHILLING C. FLORIAN W. WOHLFART R. KOLLER R.	MM. RAWE W. DETJEN G. HILGERS H.-J. LEINUNG H.-F. RUDOLPH W. VOSS P. FRIES H. HABERL J. HERFURT G. STRAUER H.
Etats-Unis d'Amérique	MM. FRANK A.M. COUGHLIN M.S. HORGAN E.E. LEAVEY T.E. MULLIGAN J.G. HUNTER K.J. CLAUSON C.R. EICHORN P.K. GRIFFIN G.L. REGAN M.J. Mme HARRISON I. Mme MULLIN K.A.	

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
Etats-Unis d'Amérique (suite)	MM WADE J.P. WINSTON S.J. HESELTON F.R. KANE A.R. MORISON G.C. PORRAS M.R. WARGO J.R. ORLANDO J.E. ALEPA J.F. ALVIS W.T. COLLINS E.J. CUMBO E.A. MCFADDEN K.W. STANFORD J.S. Mme BURNS F.A. MM IANNI J.B. TREVINO R.S. Mme SHANNON L. MM GUNDERSON J.H. BOLTON J.R. Mme BECKER J.E. MM MARTIN T.G. POWELL B.A. MARTIN C.A. BALTON D.A. RASHKOW B.C. WESTON K.E. COOK J.G.	
République populaire d'Angola	MM TAVARES RIBEIRO L. DA CUNHA M.H. Mme PINTO ALVES M.E. MM DA CRUZ CAPINGALA P. PEMBELLE J.P.	
Royaume de l'Arabie saoudite	MM KAYAL A.D. BANAJAH S.H. AL TOWAYREKI S.O. AL SHANQITI M. AL-OTAIBI K.M. SALEH A.A.H. AL-GHAMDI A.O. ZAMZAMI N.A.H. AL HUMAID A.R.A.S.	
République argentine	MM ULIARTE A.R. EGUREN A.C.	M HERRERA H.A.
Australie	MM TAYLOR R.M. BRADY J.L. SMITH P.J. McKEOWN K.J.S.	M McSWEENEY B.G. Mlle GRAHAM C.M.

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
République d'Autriche	MM. LAZNOVSKY E. KNAUTHE H. MITTERMAIER F. TOIFL R.	M. KROTTENMÜLLER G.
Commonwealth des Bahamas	MM. SAUNDERS J.V. KNOWLES W.T. Mme RAHMING G. Mlle DAVIES A.	
Etat de Bahrain	M. MATTAR A.E.	M. AL-DALLAL F.A.
République populaire du Bangladesh		
Barbade	MM. BLACKMAN D. GILL C.	
Belgique	MM. DEHENNIN H. BECCO J.	MM. COLLA M. VANKERKHOVE W. VAN WOLPUTTE W. WINDELS G. PIRSON G. GHISLAIN C. RECHT E. BERT F. DEMARET H.
Belize		
République populaire du Bénin	MM. BATOKO O. AFFEDJOU A.H. SALIOU L. GOUHIZOUN B.	
Royaume de Bhoutan	MM. TENZING J. NEPAL J.B. TSHERING U.	
République socialiste soviétique de Biélorussie	MM. GRITSOUK I.M. ZVONKO S.N.	
République de Bolivie	M. ROCABADO M. R. Mme DE VILLA M.E.	

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
République du Botswana	MM BUTALE C.J. TIBONE M.C. LIONJANGA A.V. GABARAANE D.R. TAYAWARDENA B.H.S. Mme MATSIETSA G.G.	
République fédérative du Brésil	MM WANDECK DE LEONI R. RAMOS P.P. RAUBER J.M. Mme CARVALHO V.L.S.	MM SICILIANO P.V.P. BORGES A. Mme AZEVEDO M.N.F. M BARBOSA V.
Brunei Darussalam		MM HANAFIAH A.A.b.H. MAARUF A.H.A.H.b. PING A.R.L.F. ABDULLAH D.A.H.
République populaire de Bulgarie	MM POPOV A. KREKMANSKI N. ATANASSOV P.	
Burkina Faso	MM KABORE R.M.C. SOMDA J.D.D. TRAORE D. BONCOUNGOU R.L. GUIBO B.C.	
République du Burundi	MM KAVAKURE J. NTUNZWENIMANA W. BUDIGI A. NDABUBAHA L.	
République du Cameroun	MM OUMAROU S. PONDI P.	MM BAYEMI M. NKONO W. TCHIMKAP D.
Canada	MM LANDER D.H. CLERMONT G.C. McINENLY P.T. HALPIN J.G.	MM SWANSON D. FOURNIER E.B. FALLU A. RAYNAUD P. Mme DUHAIME R. Mme DENIS T. Mme HIBBARD S.
République du Cap-Vert	Mme SAGNA M. M ALMEIDA H.M. Mme ALMEIDA E.B. Mme FERREIRA M.R.S.	

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
République centrafricaine		MM. DOBOZENDI H. BAYOKA-DIEKA A. TCHOMBEGO J.
Chili	MM. DELANO BARRIOS P. VICUÑA ZEBALLOS C.	MM. SUCKEL AGUAYO P. OSTRIA PALMA J.L.
République populaire de Chine	MM. YANG T. LIU T. LIU Z.	MM. LIU H. TANG G. CONG X. ZHANG G. WU Y. Mme TANG G. Mme TIAN H.
République de Chypre	M. VIKIS A.	MM. PROTOPAPAS CHARALAMBIDES
République de Colombie	M. DANIES RINCONES E. Mme TAPIAS DELPORTE X. MM. ALONSO V. LONDOÑO TAMAYO J. MOSQUERA G. ROJAS ORDUZ I. RINCON J.H. RONDEROS TOBON G. RATKOVIC CARDENAS I. GOMEZ MEDINA J.	
République fédérale islamique des Comores	MM. MOUMINI A.A. KOUATI A.A.	
République populaire du Congo	MM. OMBAKA-EKORI V.R. DEFOUNDoux C. Mme MABIALA L.	
République de Corée	MM. LEE W.-J. LEE S.-K. HUH P.-G. YU M.-H. KWON Y.-S. LEE J.-S. CHO Y.-J. CHO K.-H. SHIN J.-S. LEE H.-W. LEE K.-Y. SUH C.-H. RAH B.-W. JOO E.-B. LEEM J.-T. SEO H.-S.	

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
République de Corée (suite)	MM. KONG Y.-C. KIM C.-N. YOO C.-K. CHUNG J.-C.	
République de Costa-Rica	M. ALVAREZ A.	MM. CALVO M. CUADRA R. ALVARADO M. PIEDRA A.
République de Côte d'Ivoire	MM. TIOKO DJEDJE V. GOMIS C. DIARRA H. YAPI AGBO B. KOUA KACOU G. EBOUAT G.	
République de Cuba	Mme CARRACEDO SOTO M. MM. ALFONSO PÉREZ O.J. VÉLIZ RODRIGUEZ E. ESPRONCEDA VEGA R.	
Royaume de Danemark	MM. ISRAELSEN H. NIELSEN A. MYRVIG H. WIND B. HANSEN M.T. PEDERSEN K.B. MADSEN T.W. PEDERSEN J.F. YDE-ANDERSEN F. Mme BIRKEDAL L. MM. HANSEN H. CHRISTENSEN G.T. OVESEN E. Mme MELDGAARD A.	
République de Djibouti	MM. AHMED H.M. WAIS E.O.	
République dominicaine	MM. VERA GÓMEZ H.A. MORETA RUBIO H.	
Commonwealth de la Dominique		
République arabe d'Égypte	MM. AHMAD K.A.H. EL SABBAGH M.M.A.S. Mme KHALIL S.M. M. TOLBAH M.K.	

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
République de El Salvador	MM. MENDOZA J.R.U. SALAVERRIA M.A.	
Emirats arabes unis	MM. BOU HASSAN A.S. AL SHARHAN M.S. BIN MAJED A.M. BAL HAJ Y.M. AL MAGRIBI A.H. RAHMAN FARIS R.A.	
République de l'Equateur	M. ZUQUILANDA P.	MM. RODRIGUEZ L. CASTELLANOS A.
Espagne	MM. MARTIN P.J.L. MELERO M.J.J. DUATO G.F. MAYORAL A.J.L. DE FRUTOS G.J. GARCIA-ORMAECHEA M.L. COLLADA Z.J.L. CIQUE B.A.L. FERNANDEZ M.J.L. FERNANDEZ M.J.L. SUAREZ G.J.A. ARGENTE H.A.	
Ethiopie socialiste	Mme RETTA L. MM. MOHAMMED S. WOLDEMARIAM T.	
Fidji	M. YUSUF A.	
République de Finlande	MM. SAVIAHO A. ALLARDT J.	MM. ELOVAINIO M. LAAJAVA J. TRÅSKMAN C.-G. HALLANDRO J. TANZI-ALBI R. Mlle KALTER A.-M. M. BLOMQVIST C.
République française	MM. MIGONE RAUCH BAUDIENVILLE BRENTA DAYAN	MM. QUILES COUSQUER DANJOU VIAL VIEILLEDENT DARRIGRAND LIMAT LUCIANI LEGOULET

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
République française (suite)		MM. HELY LLORET JOUBERT Mme SANTONI Mme SOLIGNAC MM. DONTENVILLE DELACROIX VUILLOD Mme BATIFOL Mme FILIPPINI MM. LE GOFF ROBERT DURAND Mme POTHIER
République gabonaise	MM. MYBOTO Z. SOUAH T. OYONE B. Mme LENGOUNGOU MOUPASSI M.-F. MM. MIHINDOU-MI-NGUIMBI J. MBA EKO E. MBENG EKOGHA F. POATY DITENGOU B.	
Gambie	M. CHAM M.C. Mme NGUM S. M. AWE T.	
République du Ghana	MM. OTOO E.K. BOAHENE I.A. SITTIE A.S.A.	
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, îles de la Manche et île de Man	Mme JONES E.C. M. FOOT D. Mlle SMITH S.J. MM. BRISCOE C. KING P. GOSS M. Mme HOLMES J. M. MEYER C.	MM. SALVIDGE P.S. COCKBURN W. Mlle WITT S.J. MM. ORBELL M. NICHOLSON B. COTTON BETTERIDGE J. EVEY F.S. Mme IRELAND R. MM. NELSON N. ELDERTON B. JOHNSON M. COLE D. LANE D. RICHARDS A. ROSE C. COOKE J. HENDERSON A. WHITE R.M.

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
Territoires d'outre-mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Mlle SMITH S.J. M MEYER C.	
Grèce	MM. KORKOLOPOULOS V. PROVATAS F. ZAFIROPOULOS N. MANESSIS H. ANTONIOU G. Mme PROTOPSALTIS Z. MM. MATHIOUDAKIS M. GOUMAS G. SKARLOS K. ADAMOPOULOS G.	
Grenade		
République du Guatemala		
République de Guinée	MM. CAMARA K. LOPIS J.D. SAADI M. CAMARA L. CAMARA A. DIAWARA J.P.	
République de Guinée-Bissau		
République de Guinée équatoriale		
Guyane	MM. CORBIN R. DORIS G. NOBLE E.	
République d'Haïti	M JEAN-JACQUES J.-C.	
République du Honduras		
République de Hongrie	MM. DOROS B. OLÁH L.	M. KERTÉSZ P. Mlle GYARMATI I. MM. MOLNÁR C. SZIKSZAY F.

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
Inde	M. RAMAN M.S. Mme JAIN A.	MM. SAIYED R.K. PRAKASH K. KRISHNAN S. KAUL V.
République d'Indonésie	MM. ABDULRACHMAN S. NATAWIJAYA U.	MM. PAHAN M.M. RAMLY A.R. LOEIS W. SJARKATI A. KALAKE K. DAUD R. CHOLID M.
République islamique d'Iran	MM. GHARAZI S.M. TABAR M.M.	MM. SEYED HASHEMI S.M. BAHREINIAN A. SHAHABE-DIN H. NASSR ABADI A.A.B. MIR SADEGHI S.S. SEYED EBRAHIMI S.M. ROSHANI M.M. HARRISSEHI M. ZADEH A.A.M. ASKARI S.M. NEJAD M.M. BARAHMAN N. TAYARI M.J. NAVID S.A. JAZAYERI B. BEHRAM H. VAFA A.R. TEHRANI M.H. SHAFII B. MOJABI S.M. GHAFFOURI A.A. JANGJOUY V. JADEH M.H. SAFAVI S.M.
République d'Iraq	MM. RADHWANE G.A. AL-ANI G.A.R. MOHAMED K.J. AL-AZZAWI K.A.R.M. ALI I.H.	
Irlande	MM. McDONAGH B.F. HARVEY G. CAREY M. COADY M. HINDS R. Mlle VEALE G. MM. DALY M. FARRELLY C. DENHAM D.	

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
République d'Islande	MM. TÓMASSON Ó. BJÖRNSSON G. KRISTJÁNSSON B. JÚLÍUSSON R.	
Israël	MM. KAUL I. BAR-YEHUDA A. BAR-MAG H. MELAMED M. MATINAI D. SOKOLOVSKY J.J. Mme EDERY F. Mme VUYSJE J. Mme SERFATY R. M. LESHEM-STEIN	
Italie	MM. PANELLA R. MILIGI C. VESCHI E. BUFARDECI L. SELLERI G. BAUDAZZI C.	MM. PEPE L. CAPUTO G. RUGGIERI A. DURANTE A. CAO M. CECCARINI F. DE FRANCHIS A. PERGAMI R. CUTILLO A. FERRETTI M. Miles CORATELLA F. METELLI D. Mme PRUDENZI C. M. PANGALLO U.
(Al) Jamahiriya arabe libyenne populaire socialiste		
Jamaïque	MM. HENRY B.G. CARR E.	Mlle CLAYTON C. Mlle LINDO D.
Japon	M. KARITA Y.	MM. MATSUNAGA N. ONOZAWA T. KUSUDA S. OSUMI H. OHASHI I. IGUCHI Y. KITAHARA Y. KITAHARA F. SAKURAI M. TSUBOI T. ISHIKAWA K. ONODA Y.

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
Japon (suite)		MM. HIROTA Y. KAMEDA K. KIMIYA K. KARIKOMI Y. SUMIDA H.
Royaume hachémite de Jordanie	MM. HAMAMI H. MALHAS A. AL-QUDAH H.	MM. AL-RIFAI O. BADRAN E.
Kampuchea démocratique		
République de Kenya	MM. KAMOTHO J.J. NG'ENY K.A. WANJAU J.K. KABIRU P.G. MUSUNDI C.C. MUGA C.E. JUMA S. MWAURA J.R. OCHIENG-NYAMOGO N. Mme KOECH B.C. Mme AMIR N.A.	
Kiribati	Mme JONES E.C. M. FOOT D. Mlle SMITH S.J. MM. BRISCOE C. KING P. GOSS M. Mme HOLMES J. MM. MEYER C. SALVIDGE P.S. COCKBURN W. Mlle WITT S.J. MM. ORBELL M. NICHOLSON B. COTTON-BETTERIDGE J. EVEY F.S. Mme IRELAND R. MM. NELSON N. ELDERTON B. JOHNSON M. COLE D. LANE D. RICHARDS A. ROSE C. COOKE J. HENDERSON A. WHITE R.M.	

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
Kuwait	MM AL-JRAWI N.M. EID E.I. AL AZEMI K.A.T. AL MUTAIRI M.S.M.Sh. AL ASOUSI S.A.S.	
République démocratique populaire lao	MM SOMVORACHIT D. SIPASEUTH P.	
Royaume du Lesotho	MM MOKHANTSO M.P. SEJANAMANE M.P.	MM RAMOQOPO C.T. MAKAMANE J.S. Mlle MOKHETHI A.K.
République libanaise	MM TABBARA O.A. JAWDE G.A.	
République de Libéria	M DUKULY M.M. Mme KANGAR C.T. MM PAYNE N.D. JAYJAY R.G. TOTAYE D.N. CHEA J.K. Mme WISSEH E.T. Mme CHELLEY Y.L. Mme JOHNSON N.	
Principauté de Liechtenstein	MM CLIVAZ J. DÜRR H. BURN E. CORDEY M. RÖTHLISBERGER F. BERSET J.-M. GASSMANN J.-M. HOFER E.M.	
Luxembourg	MM TOUSSING E. DONDELINGER C. KIHN P. HOFFMANN J.	
République démocratique de Madagascar	MM SIMON P. RATOVONDRAHONA P. RAVELOMANANTSOA- RATSIMIHAN R.	Mme RABEFANIRAKA H. M RANAIVOSOA M.

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
Malaisie	MM. VELLU S.S. MADHI H.W.Y. bin T.	MM. LATIF A.B.A. MANAN A.R.B.A. BAKAR M.B. TALALLA A.S. Mlle MOHAMED N.
Malawi		MM. KATOPOLA D.S. MBEKEANI J.A. MBAYA R.B. KULUWANI M.C. LUNGU W.M.
République des Maldives	MM. SHAREEF R. RAZZAK M.A.	
République du Mali	MM. Cisse S. THIAM S. TOGOLA L. DIALLO Y. TOURE A.	
Malte	MM. HABER F.Z. MIFSUD R.	MM. STELLINI J. FALZON A.M.
Royaume du Maroc	MM. LAENSER M. BENJELLOUN A. AOUJIL M. ANOVAR S.E. HASSIKOU A. OUHADDOU A.	
Maurice	MM. SUMODHEE K. BAHORUN H.	
République islamique de Mauritanie	MM. ABDELLAH M.O.S. SALOUM D.D. AHMED M.O.	
Etats-Unis du Mexique	M. ALARCÓN OSORIO G.	MM. NIEDERSTRASSER R.A. JIMÉNEZ THOMAS L.F. ALDAMA MARGAIN J. CORTÉS GUERRA J. VALEZZI ZAFRA H. ESCOBAR F.A.

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
Principauté de Monaco		MM. FRANZI E. AMBROSE J. Mme CASTELLINI R.
République populaire de Mongolie	MM. BAATAR B. GOMBOSUREN D. SANDAG D.	
République populaire du Mozambique		
Union de Myanmar		
République de Nauru	MM. ADEANG K.R. ARORA P.K. HARRIS R.	
Népal	MM. SHAH B.P. PADHYE N.K.R.	
République du Nicaragua		
République du Niger	M. AMSA	MM. HIMA D. ALOU S.A. DJIBRILLA A.
République fédérale du Nigéria	MM. MARK D. IGE O.A. UMAR A.S. ZOME N. BAMIGBELE J.O. IRANLOYE B.O. SORIWEI B.B. DAIRO L.I. Mme OSAKWE T. MM. AYOOLA H.I.O. ABUGI S.	
Norvège	MM. RENOLEN A. STRØMSNES K.	MM. PETTERSEN B.F. AARAK T. SCHULTZ H.-J. Mlle TVIBERG B. Mlle LAHAUG I.

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
Nouvelle-Zélande	MM. DUNNE P.F. EVANS J.E.B. McCABE P.G. WILSON G.M. MOWBRAY C.G.C. LAWLEY M.B. STEVENSON C.A. BENNETH J.P. GILL D. CLOSE F.	
Sultanat d'Oman	M. AL-BLUSHI A.B.S.	MM. ALHARAMY M.B.M. ALQUBTAN T.B.A. ALMOHAMMED Y.B.A. ALSABTI S.B.M. ALGHATRAIFY Y.B.M.
Ouganda	MM. KAWANGA J.B. KATENTA-APULI MUKASA P. MUNINGA MUNYA-RAGERERO A.	
Pakistan	MM. KHAN A.N. SHAH A.H. MALIK M.A.	MM. FAHIM M.A. ZAHIDI B.
République de Panama	MM. BATISTA L. TORRES M.A.	
Papouasie – Nouvelle-Guinée	MM. ELIAS R.M. TAMAH J.P. NIBA J. KAMENG P.V. YALKITI C. VAGI V.	
République de Paraguay	MM. MORALES J.M. SOERENSEN H.P. Mme RAMIREZ M.C.	MM. HERREROS V.J.M. CABALLERO J.S.

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
Pays-Bas	MM. DIK W. RIETBROEK J.J. Th. A. Mlle BOS Ch.S. MM. SCHEEPBOUWER BOESVELD A. PIJNENBURG J.A.A.	MM. TROOST R. WEGERIF A.P. VAN HEKKE J. AARSEN J.A. JANSEN W.J. KOELMAN J.W. KRUIDENIER H.W. ODINOT P. RADDER R. RÖVEKAMP P.F.L. VAN DE WEERT L.
Antilles néerlandaises et Aruba		
République du Pérou	M. PÉREZ BARETO J. Mme DEL ALCÁZAR V. Mlle PERALTA E. M. BALAREZO M.V.	
République des Philippines	MM. JARDINIANO T.R. OROCIO D.R. TEJADA F.C. DAVID C.M.	
République populaire de Pologne	MM. TOMASZEWSKI J. RYCHCIK E.	MM. CICHY A. DEMSKI K. POKROP K. KIEWICZ T. Mme OWSIEWSKA-BARBASKA L. M. KUDAS Z. Mme ALAMA M.
Portugal		MM. MENDES F. DE ALMEIDA R. MARQUES S. SILVA C. VIEGAS L. MOTA D. DE ANDRADE S. MONTEIRO J. ABRANTES J.F. SILVA A. M. CABRAL J.R. Mme ROSÁRIO J. M. PINTO J.R.
Etat de Qatar	MM. AL KHATER A.H. MOUBARAK M.A.	M. AL-MALIKI A.R.A.

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
République démocratique allemande	MM. SCHULZE R. SCHAUER U.	MM. SCHUMANN E. SCHRAMM K.-H. LOOS M. BINIOK K.
République populaire démocratique de Corée		
République socialiste de Roumanie		
République rwandaise		
Saint-Christophe-et-Nevis	MM. EDWARDS E. SWEENEY I. Mme FERGUSON D.	
Sainte-Lucie	M. GILL C.E.	
République de Saint-Marin	MM. PASOLINI G. GIACOMINI P. CAPICCHIONI L. RABB WEIDENFELD S.	
Saint-Vincent-et-Grenadines	MM. EDWARDS E. SWEENEY I. Mme FERGUSON D.	
Iles Salomon	MM. FA'AITOA B.G. SIVE S.	
Samoa occidentale	MM. KEIL H.J. RIVERS I.	
République démocratique de Sao Tomé-et-Principe	M. D'ASSUNÇÃO DOS RAMOS E.	
République du Sénégal	MM. SAGNA R. KA I.D. NDIAYE A. CAMARA S.A. SARR I. GUEYE A. DIAGNE M.	

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
République des Seychelles		
République de Sierra Leone	MM KAMARA P.H. MATTURI S. DARAMY K.K.S.	
République de Singapour	MM LEE S.K. TAN W.L. MOHD ZUBIR H.	
République démocratique de Somalie	M FARAH S.A.	M ABDULLAHI O.H.S.
République du Soudan		
République socialiste démocratique de Sri Lanka	MM DE ALVIS S. MENDIS W. WIJETUNGA H. Mme FERNANDO S.	
Suède	MM DAHLSTEN U. ZILLÉN T. JONSSON K. LEISTEDT J.-E. WULF B. SANDBERG H. Mlle JAGANDER A.	
Confédération suisse	MM CLIVAZ J. DÜRR H. BURN E. CORDEY M. RÖTHLISBERGER F. BERSSET J.-M. GASSMANN J.-M. HOFER E.H.	
République du Suriname	MM POWER J.L. BLACKMAN J.R. Mme ELTENBERG M.	
Royaume du Swaziland	MM MKHONZA W.F.C. MALINGA N.Z. MAMBA A.V. MANANA N.R. JELE W.M. DLAMINI C.M.	

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
République arabe syrienne	MM AL-JELD B. SARADAR A. AL-RAMMAL A. AL-KHOULI M.Z. Mme GHAZZI G.	
République unie de Tanzanie	MM KIBONA (M.P.) S.A. NDAKIDEMI A.S. KASAMBALA F.C. CHENGULA F.M. MLENGA D.E. MWAGENI P.N.	
République du Tchad	MM ADOUM M.A. D'ABZAC K. MEOURO R. BOULANDI LEMAYE F.	
République socialiste tchécoslovaque	MM PODLENA F. JÍRA J.	Mme JANIGOVÁ E. M ORAVEC P.
Thaïlande	MM CHANTRANGKURN M. UTHAISANG S.	MM LIMPISTHIEN S. YUPHO K. SAOVAROS A. SUDDHINOND Mlle KASETPIBAL S. MM REOPANICHKUL S. RATTAKUL S. Mme SUDDHINOND T. Mlle TINTUKASIRI L.
République togolaise	MM FARE K.I. ANDJO T. DABLAKE P.A. BADABO M.P.	
Royaume des Tonga	MM COCKER J.C. MA'ILEI S.	
République de Trinité-et-Tobago		

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
République tunisienne	MM. RABEH S. BALMA M. HOUISSA A. KETARI M. LOUATI A. ZGAIA M. ABDELJAOUAD Y. AZZOUZ T. AYARI M.E.	
Turquie	MM. BASER E. BAYRAM M. TEZCANLI M. ERGUN U.	
Tuvalu		MM. DIK W. RIETBROEK J.J.Th.A. ODINOT P.
République socialiste soviétique d'Ukraine	M. DELIKATNY V.I.	MM. RYBAK O.N. STARODUB M.M.
Union des républiques socialistes soviétiques	M. MANIAKINE E.A.	MM. BOUTENKO B.P. VASSILIEV L.B. GERASSIMOV A.V. DRAGANOV V.G. KOZLOVSKIY I.F. KHLESTOV N.O. TSYMBALIUK S.T.
République orientale de l'Uruguay	MM. BOGLIOLO A.S. ALDABALDE J.L.	
République de Vanuatu		
Etat de la cité du Vatican	MM. CORDISCHI A. ANDREANI P.G.	M. MARTELLI D.
République de Vénézuéla	MM. ELIAS OSUNA E. TORRES PARRA M.	MM. RIVAS CALED J. BRANCATO G.F. GUÉDEZ E. PÉREZ SILVA C.
République socialiste du Viet Nam	MM. NIEM L.D. LAI T.D.	

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
République arabe du Yémen	MM AL-WAJIH M.A.K. AL-ARASHI M.M. ZAYED M.A. EL-SINDY S.A. AL-ALAFI K.A.	
République démocratique populaire du Yémen	MM KAID A.H. ALI Y.M.	
République socialiste fédérative de Yougoslavie	MM CAGOROVIC V. VUKOSAVLJEVIC R.	MM JANCIC M. STANOJEVIC P. Mme ILIC O. Mme MILOJEVICBOROVCANIN L.
République du Zaïre		
République de Zambie	M NDANDULA C.S.	MM HAIMBE E.H. LUSAKA P. MUNTHALI S.W. MWAPE R.J. MWANZA G.D. MWAMBA S.S. KAPAMBWE L.B.
République de Zimbabwe	MM MANGWENDE W.P.M. CHIGWEDERE S.G. JONASI M.G. MUTAMBIRWA R. MASASI M. MADZIMBAMUTO D.N. KATSIDZIRO T.R. BVUMA T.	

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
République du Honduras	MM. CASTRO RUIZ A. BAIDE PEREZ R. SOLANO DAVILA N.	
(Al) Jamahiriya arabe libyenne populaire socialiste	MM. JALAL A.A. AZ-ZLITNY H.A.B. KHALIFA M.M. MOHAMED M.A. NEJM M.A.	

Complément au rapport de la Commission 1

1. Le Congrès, lors de sa séance plénière du 24 novembre 1989, en approuvant le dernier rapport de la Commission 1, avait autorisé le Président de cette Commission à reconnaître les pouvoirs qui pourraient parvenir après et d'en informer ultérieurement le Congrès, conformément à ce qui est prévu dans le Règlement intérieur des Congrès, article 3, paragraphe 3.
2. A cet effet, il faut signaler que dans ce paragraphe il est indiqué ce qui suit:
«Ces délégués ne seront plus autorisés à voter à partir du moment où le Congrès aura approuvé le dernier rapport de la Commission de vérification des pouvoirs constatant que leurs pouvoirs font défaut ou sont irréguliers et *aussi longtemps que la situation n'est pas régularisée.*»
3. Sur la base de ce qui précède, vous trouverez en annexe 1 l'indication des délégations dont les pouvoirs ont été reconnus en bonne et due forme après la présentation du rapport Congrès/C 1 – Rapp 1.
4. Une liste des pays sans pouvoirs, sans droit de signature ou non présents au Congrès fait l'objet de l'annexe 2.

Washington, le 1er décembre 1989

Le Président de la Commission 1,
A.C. EGUREN

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
Bangladesh (pouvoirs déposés le 1er décembre 1989)	MM. KARIM A. HOSSAIN R. ALI S.M. KABIR H.	
République du Guatemala (pouvoirs déposés le 27 novembre 1989)	MM. JUÁREZ E.O. RODAS A.G.	MM. MUÑOZ R. PELLECEP P.
République populaire du Mozambique (pouvoirs déposés le 29 novembre 1989)	MM. LOUSA R.J.G. FERRAO V.I. MAGANLAL V. PIMENTEL J.A.V.R.	
Union de Myanmar (pouvoirs déposés le 27 novembre 1989)	M. AUNG M.	M. OO H.M.
Antilles néerlandaises et Aruba (pouvoirs déposés le 28 novembre 1989)	MM. GALMEIJER R.H. CROES M.F.	MM. SCHOOP O.L. PAULINA S.M. DIP C.E.G. GITTENZ D.G. LACLE J.R. QUILLOTTE H.M.
République rwandaise (pouvoirs déposés le 27 novembre 1989)	MM. NTAGERURA A. UWIMANA A. MUNYAMBARAGA N.	
République du Soudan (pouvoirs déposés le 24 novembre 1989)	MM. AL-BESHIR H.A. ABD EL-WAHAB H.B. ABD EL-MANAN N.A. EL-AMIN M.H.	

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
République du Zaïre (pouvoirs déposés le 24 novembre 1989)	MM OKUKA W.K. MBELO O. OKUKA O. GBALIGAZA Y. MUJIMBU S.-K. MULONGO N. DIASO M. KANDJOKO K. TSHISUMPA S. DISASI MAVUNGU N.M.	

1. Les trois pays suivants participent aux travaux du Congrès, mais le Secrétariat n'a reçu aucun pouvoir des autorités compétentes. Ces pays ne peuvent donc ni voter ni signer les Actes et aussi longtemps que leur situation n'est pas régularisée:

- République socialiste de Roumanie
- République de Trinité-et-Tobago
- République du Nicaragua

2. Les pouvoirs des trois pays suivants ne comportent pas le droit de signer les Actes:

- République centrafricaine
- Malawi
- Principauté de Monaco

3. Les dix pays suivants ne participent pas aux travaux du Congrès:

- République populaire socialiste d'Albanie
- Belize
- Commonwealth de la Dominique
- Grenade
- République de Guinée-Bissau
- République de Guinée équatoriale
- Kampuchea démocratique
- République populaire démocratique de Corée
- République des Seychelles
- République de Vanuatu

Deuxième et dernier complément au rapport de la Commission 1

1. Le Congrès, lors de sa séance plénière du 24 novembre 1989, en approuvant le dernier rapport de la Commission 1, avait autorisé le Président de cette Commission à reconnaître les pouvoirs qui pourraient parvenir après et d'en informer ultérieurement le Congrès, conformément à ce qui est prévu dans le Règlement intérieur des Congrès, article 3, paragraphe 3.
2. A cet effet, il faut signaler que dans ce paragraphe il est indiqué ce qui suit:
«Ces délégués ne seront plus autorisés à voter à partir du moment où le Congrès aura approuvé le dernier rapport de la Commission de vérification des pouvoirs constatant que leurs pouvoirs font défaut ou sont irréguliers et *aussi longtemps que la situation n'est pas régularisée.*»
3. Sur la base de ce qui précède, vous trouverez en annexe 1 l'indication des délégations dont les pouvoirs ont été reconnus en bonne et due forme après la présentation du document Congrès/C 1 – Rapp 1/Add 1.
4. Une liste des pays sans pouvoirs, sans droit de signature ou non présents au Congrès fait l'objet de l'annexe 2.

Washington, le 12 décembre 1989

Le Président de la Commission 1,
A.C. EGUREN

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
République socialiste de Roumanie (pouvoirs déposés le 4 décembre 1989)	M. STOICHICI I. Mme PETCULESCU E. M. PAVELESCU M. Mme SITARU M.N.	
République de Trinité-et-Tobago (pouvoirs déposés le 4 décembre 1989)		M. MOORE R.
Grenade (pouvoirs déposés le 4 décembre 1989)		M. MOORE R. (délégué de la République de Trinité-et-Tobago)
République de Vanuatu (pouvoirs déposés le 11 décembre 1989)	MM. ELIAS R.M. TAMAH J.P. NIBA J. KAMENG P.V. YALKITI C. VAGI V. (délégation de la Papouasie – Nouvelle-Guinée)	

1. Le pays suivant participe aux travaux du Congrès, mais le Secrétariat n'a reçu aucun pouvoir des autorités compétentes. Ce pays ne peut donc pas signer les Actes:

- République du Nicaragua

2. Les pouvoirs des quatre pays suivants ne comportent pas le droit de signer les Actes:

- République centrafricaine
- Grenade
- République de Trinité-et-Tobago
- Tuvalu

3. Les huit pays suivants ne participent pas aux travaux du Congrès:

- République populaire socialiste d'Albanie
- Belize
- Commonwealth de la Dominique
- République de Guinée-Bissau
- République de Guinée équatoriale
- Kampuchea démocratique
- République populaire démocratique de Corée
- République des Seychelles

Rapports de la Commission 2

Première séance

Mercredi 29 novembre 1989, 15 h 10

Présidence de M. Y. IGUCHI, Président

Ouverture des travaux

A l'ouverture de la première séance, le Président souhaite la bienvenue à tous les participants de la Commission et exprime sa profonde gratitude à l'assemblée pour l'honneur fait au Japon et à lui-même d'avoir été élu pour mener les débats d'une Commission aussi importante qui s'occupe non seulement de chiffres, mais également de la gestion du Bureau international et de l'Union dans son ensemble. Il félicite la Bolivie, la Turquie et le Zaïre de leur désignation comme Vice-Présidents pour le seconder dans sa tâche difficile et les invite à prendre place à la tribune. Il rend enfin un hommage particulier au Directeur général, M. A.C. Botto de Barros et au Vice-Directeur général, M. F. Cicéron, pour l'excellente gestion des finances de l'Union dans son ensemble.

Secrétariat

MM. G. Beney, Conseiller supérieur, et H.-L. Gentizon, Conseiller adjoint, sont désignés respectivement en qualité de Secrétaire et de Secrétaire adjoint de la Commission.

Compte rendu des délibérations

Les délibérations de la Commission feront l'objet d'un rapport de chacune des séances qui résumera les avis exprimés. En outre, un rapport général sera établi à la fin des travaux (Congrès – Doc 68) à l'instar de la pratique suivie lors des Congrès précédents.

Procurations

Kiribati, le Liechtenstein, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines et Tuvalu sont représentés respectivement pour toutes les séances par la Grande-Bretagne, la Suisse, la Barbade, Saint-Christophe-et-Nevis et les Pays-Bas.

Quorum

La vérification des présences a montré que 78 pays sont présents dans la salle. Le quorum étant fixé à 77 présences, la Commission peut délibérer valablement.

Approbation de
l'ordre du jour

L'ordre du jour (Congrès – Doc 8/Rev 1) est adopté sans modification.

Approbation des
comptes de
l'Union des
années 1984
à 1988

Congrès – Doc 19
(partie I)

La Commission entreprend l'examen de la première partie du Rapport du Directeur général sur les finances de l'Union. En ce qui concerne la situation préoccupante du recouvrement des arriérés de contributions, une délégation relève que plusieurs Administrations pourraient remédier à ce problème en réorganisant leur gestion interne et qu'à cet égard l'UPU pourrait leur venir en aide grâce aux six conseillers régionaux que le Congrès a décidé d'affecter dans le cadre de la présence accrue de l'UPU sur le terrain en matière d'assistance technique. Pour sa part, le Bureau international déplore que les mesures d'assainissement des arriérés par le système de compensation prévues par la recommandation C 36 du Congrès de Hambourg aient perdu beaucoup de leur importance depuis que le décompte général des frais de transit et des frais terminaux du courrier de surface est devenu facultatif. Étant donné que ce système de compensation constitue l'un des moyens de recouvrement les plus efficaces, il conviendrait d'en élargir la portée.

Au terme de son examen, la Commission a marqué sa satisfaction pour la croissance très modérée des dépenses des cinq dernières années et a adopté à l'unanimité deux projets de résolution par lesquels elle recommande au Congrès:

1° d'approuver les comptes de l'Union des années 1984 à 1988 (Congrès – Doc 19/Annexe 5);

2° d'exprimer sa reconnaissance au Gouvernement de la Confédération suisse pour l'aide généreuse qu'il a apportée dans le domaine des finances de l'Union (Congrès – Doc 19/Annexe 4).

Fixation des
limites des
dépenses de la
prochaine période
financière (1991 à
1995)

Congrès – Doc 19
(partie II)

La fixation du plafond des dépenses normales et récurrentes proposées pour les années 1991 à 1995 se fera selon la méthode suivie par les Congrès antérieurs, à savoir sur la base du budget complet le plus récent, soit en l'occurrence celui de l'année 1990 tel qu'il a été arrêté à 24 389 550 francs suisses par le Conseil exécutif lors de sa session d'avril 1989 (Congrès – Doc 19/Annexe 6) arrondi par commodité à 24 390 000 francs suisses. A ce montant de base s'ajouteront, d'une part, les facteurs normaux nécessaires pour faire face aux tâches actuelles et, d'autre part, les incidences financières des nouvelles activités et des décisions qui seront prises par le Congrès de Washington.

De nombreuses délégations ont relevé que si le Débat général a montré l'urgente nécessité de mettre en place de nouvelles activités pour répondre aux défis auxquels la poste doit faire face, il y a par contre lieu de maintenir les dépenses de l'Union à une croissance zéro conformément à la politique appliquée à toutes les institutions spécialisées des Nations Unies. Cette contrainte implique l'établissement de priorités aux fins de compenser les nouvelles dépenses par des économies correspondantes. Bien que le projet de résolution proposé au Congrès – Doc 19/Annexe 11/Rev charge le Conseil exécutif de procéder à de telles économies, certains orateurs préférèrent que cette tâche soit effectuée immédiatement par le Congrès lui-même. Par ailleurs, une délégation a suggéré que, dans le cadre de l'étude que le CE est chargé d'entreprendre quant aux améliorations de la gestion du travail de l'Union, il serait souhaitable d'examiner l'opportunité de recourir plus intensivement à des emplois à court terme, et cela tant sur le terrain que sur le plan administratif.

Bien que le Bureau international estime nécessaire de renforcer le personnel administratif (1 P et 1 G) destiné à soutenir les nouvelles activités spéciales, de nombreuses délégations ont été d'avis que cette augmentation n'est pas justifiée, mais que ces postes pourraient être dégagés en réduisant d'autres activités moins prioritaires. Suite aux divers avis exprimés, le Président a mis au vote la proposition visant la création de 1 P et 1 G (soutien administratif) qui est rejetée par 40 voix contre, 24 voix pour et 14 abstentions.

Le Secrétaire général a suggéré que l'on effectue une économie à l'égard de la publication de la revue «Union Postale», économie qui pourrait se réaliser selon deux variantes possibles, à savoir:

- 1° suppression complète de la revue «Union Postale» entraînant une économie d'environ 300 000 francs suisses par an;
- 2° publication de la revue aux frais de l'Union en français seulement avec édition possible en d'autres langues aux frais des groupes linguistiques intéressés, entraînant pour l'Union une économie d'environ 200 000 francs suisses par an.

Cette suggestion a donné lieu à un débat très nourri et controversé au terme duquel aucune décision n'a été prise.

La séance est levée à 18 h 45.

Au nom de la Commission: Le Président,
Y. IGUCHI

Le Secrétaire,
G. BENEY

Le Secrétaire adjoint,
H.-L. GENTIZON

Deuxième séance

Vendredi 1er décembre 1989, 15 h 10

Présidence de M. Y. IGUCHI, Président

Procurations Kiribati, le Liechtenstein, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines et Tuvalu sont représentés respectivement pour toutes les séances par la Grande-Bretagne, la Suisse, la Barbade, Saint-Christophe-et-Nevis et les Pays-Bas.

Quorum La vérification des présences a montré que 81 pays sont présents dans la salle. Le quorum étant fixé à 78 présences, la Commission peut délibérer valablement.

Fixation des limites des dépenses de la prochaine période financière (1991 à 1995) La Commission a poursuivi l'examen du Rapport du Directeur général sur les finances de l'UPU et a notamment approuvé successivement le plan de renouvellement du matériel et des machines (Congrès – Doc 19/Annexe 7) ainsi que le plan de maintenance du bâtiment de l'UPU (Congrès – Doc 19/Annexe 8).

Congrès – Doc 19, partie II (suite) La Commission a abordé ensuite les implications financières de la mise en œuvre de nouvelles activités et de l'intensification des activités spéciales. En ce qui concerne la constitution d'une base de données informatisées au Bureau international (Congrès – Doc 19/Annexe 9), la Commission a été unanime à reconnaître la nécessité de sa création mais a été partagée quant à la date de son introduction. Alors que certains orateurs ont appuyé la proposition du Bureau international visant son introduction dès 1991, d'autres ont estimé préférable de la différer d'un an afin que cette question puisse être encore étudiée plus attentivement.

Mises au vote, ces deux propositions ont recueilli:

- 23 voix pour l'introduction dès 1991 de la base de données informatisées;
- 43 voix pour le renvoi de la base de données informatisées à 1992;
- 21 abstentions.

En conséquence, la Commission a décidé d'inclure dans le plafond des dépenses les crédits nécessaires à la création de cette base de données informatisées à partir de 1992 seulement.

Elle a noté que le Congrès s'est déjà prononcé, d'une part, sur l'institution permanente du contrôle des délais d'acheminement du courrier international (Congrès – Doc 21 et proposition 013) et, d'autre part, sur les activités spéciales visant à adapter le fonctionnement de l'Union aux exigences commerciales et

techniques actuelles (Congrès – Doc 73 et proposition 010). Le Directeur général a identifié trois domaines dans lesquels il serait possible de faire des économies:

- a) l'entretien du bâtiment et des installations de l'UPU pour lequel 150 000 francs suisses ont été alloués dans les plafonds de chacune des années de 1991 à 1995;
- b) la production de documents et de publications; les coûts de cette production ont été inclus dans le budget pour 1990 et sont donc maintenus au même niveau dans les plafonds pour 1991–1995 alors qu'ils seront probablement moins importants après la publication des documents pour le XXe Congrès;
- c) la revue «Union Postale» qui pourrait, au besoin, être rédigée en une seule langue ou même suspendue.

La Commission a néanmoins adopté les incidences financières chiffrées par le Bureau international et a approuvé de ce fait la création de trois postes de la catégorie professionnelle (P) et de trois postes de la catégorie des services généraux (G) pour ces nouvelles activités.

Par ailleurs, la Commission a dûment pris note des incidences financières des décisions prises par d'autres Commissions du Congrès, à savoir:

Proposition	Commission intéressée	Objet	Incidence financière
016	C 9	Augmentation de 10 % des crédits affectés aux activités d'assistance technique liées aux consultants UPU pour compenser l'inflation enregistrée depuis le Congrès de Hamburg	Cette augmentation (165 200 francs suisses) figure déjà au chiffre 3 des éléments mentionnés au Congrès – Doc 19/Annexe 10
019	C 9	Présence accrue de l'UPU sur le terrain en matière d'assistance technique	Aucune incidence financière étant donné que les dépenses afférentes aux six conseillers régionaux seront prélevées sur les moyens financiers déjà disponibles
026	C 3	Amélioration ultérieure de la gestion du travail de l'Union	Aucune incidence financière à inclure dans le plafond des dépenses

Compte tenu de l'ensemble des décisions prises, la Commission a chargé le Secrétariat de diffuser pour la prochaine séance un tableau récapitulatif faisant ressortir les montants des limites des dépenses récurrentes de l'Union à insérer au paragraphe 1 de l'article 124 du Règlement général.

La Commission a été saisie d'un projet de résolution élaboré par le Bureau international (Congrès – Doc 19/Annexe 11/Rev) visant à renforcer les activités prioritaires de l'Union. S'il accepte cette proposition, le Congrès pourrait charger le Conseil exécutif d'analyser l'ensemble des activités de l'Union aux fins d'identifier celles qui pourraient être abandonnées, réduites ou mises en veilleuse et d'examiner l'opportunité de supprimer certaines publications, listes ou recueils ainsi que d'adopter une forme de présentation plus économique de la revue «Union Postale». Le Canada a présenté un amendement à cette résolution préconisant le recours à des engagements à terme pour les activités spéciales et prioritaires.

Une délégation a exprimé la crainte qu'un fonctionnaire détaché temporairement auprès du Bureau international puisse éprouver peut-être des difficultés à réintégrer un emploi équivalent au sein de son Administration. Pour sa part, le Bureau international a rappelé que le Conseil exécutif a déjà étudié ce problème en 1977 et avait alors conclu que de tels engagements ne devraient intervenir qu'à titre exceptionnel; il a ajouté que ces engagements pourraient être utilisés par exemple pour les spécialistes chargés d'études du CCEP ou d'autres études techniques. A la suite de ce commentaire, la Commission a décidé de soumettre au Congrès la proposition initiale du Bureau international avec l'amendement du Canada.

Limite des
dépenses du
prochain Congrès
(XXIe Congrès)

Congrès – Doc
19/Add 1

La Commission a examiné cette question sur la base de l'estimation des coûts faite par le Bureau international dans l'hypothèse que le Congrès de Séoul aurait la même durée que celui de Washington. De nombreuses délégations ont fait valoir que la durée du prochain Congrès sera certainement raccourcie en raison du transfert au CE d'une partie de la fonction législative du Congrès. La Commission a été d'avis qu'il n'appartient pas au présent Congrès de se prononcer à cet égard mais que la durée du prochain Congrès devra être examinée par le prochain CE dans le cadre de l'étude qu'il est chargé d'effectuer quant à l'amélioration ultérieure de la gestion du travail de l'Union (proposition 028). Dans cet esprit, le CE fixera en conséquence le montant approprié des dépenses du Congrès de Séoul lorsqu'il arrêtera, le moment venu, le budget de l'année 1994. Etant donné qu'il s'agit à l'heure actuelle de fixer seulement le plafond des dépenses du XXIe Congrès, la Commission a approuvé le montant de 3 676 000 francs suisses à insérer au paragraphe 2 de l'article 124 du Règlement général, étant entendu que le budget sera vraisemblablement arrêté à un niveau bien inférieur. A noter que, à part les dépenses du prochain Congrès précitées, aucune autre dépense non récurrente n'est envisagée au cours des années 1991 à 1995.

La séance est levée à 18 h 05.

Au nom de la Commission: Le Président,
Y. IGUCHI

Le Secrétaire,
G. BENEY

Le Secrétaire adjoint,
H.-L. GENTIZON

Troisième séance

Mardi 5 décembre 1989, 15 h 10

Présidence de M. Y. IGUCHI, Président

Procurations	Kiribati, le Liechtenstein, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines et Tuvalu sont représentés respectivement pour toutes les séances par la Grande-Bretagne, la Suisse, la Barbade, Saint-Christophe-et-Nevis et les Pays-Bas.
Quorum	La vérification des présences a montré que 79 pays sont présents dans la salle. Le quorum étant fixé à 79 présences, la Commission peut délibérer valablement.
Approbation de rapport	Le rapport de la première séance (Congrès/C 2 – Rapp 1) est approuvé.
Fixation des limites des dépenses de la prochaine période financière (1991 à 1995)	La Commission a pris connaissance du tableau récapitulatif diffusé par le Bureau international (Congrès – Doc 19/Add 2). Après que le Président eut répondu à une demande de clarification concernant la revue «Union Postale» et la maintenance du bâtiment de l'UPU, <u>la Commission a arrêté les limites des dépenses récurrentes aux montant suivants</u> qu'elle propose au Congrès d'insérer au paragraphe 1 de l'article 124 du Règlement général:
Congrès – Doc 19, partie II (suite et fin)	<u>26 070 100 francs suisses pour l'année 1991;</u> <u>26 586 900 francs suisses pour l'année 1992;</u> <u>26 800 100 francs suisses pour l'année 1993;</u> <u>26 773 200 francs suisses pour l'année 1994;</u> <u>26 935 600 francs suisses pour l'année 1995.</u> En cas d'ajournement éventuel du prochain Congrès, la limite de base pour l'année 1995 s'appliquerait également aux années subséquentes, c'est-à-dire que le plafond desdites années se déterminerait par extrapolation selon la méthode récurrente retenue pour fixer le plafond des dépenses des années 1991 à 1995. Les délégations de l'Australie, des Etats-Unis d'Amérique, de la Grande-Bretagne et de la République fédérale d'Allemagne font successivement les déclarations figurant à l'annexe 1.

Rapport final de
la Commission 2
(Finances)

Le Secrétariat a été chargé d'établir un rapport final à l'intention du Congrès (Congrès – Doc 68) reflétant l'ensemble des décisions prises par la Commission. Le Président a été autorisé à signer ce rapport au nom de la Commission.

Clôture des
travaux

Après les mots de remerciements du Président et les félicitations adressées à ce dernier pour l'habileté avec laquelle il a dirigé les travaux difficiles de la Commission, la séance est levée à 15 h 50.

Au nom de la Commission:

Le Président,
Y. IGUCHI

Le Secrétaire,
G. BENEY

Le Secrétaire adjoint,
H.-L. GENTIZON

Déclarations concernant la fixation des limites des dépenses de la prochaine période financière 1991 à 1995

L'Australie: Nous sommes déçus que la Commission des finances ne soit pas parvenue à une croissance zéro pour la période financière 1991 à 1995 mais nous espérons néanmoins qu'en application de la résolution proposée au Congrès – Doc 19/Annexe 11/Rev, le CE et le Directeur général feront un maximum d'économies chaque fois que cela sera possible.

Les Etats-Unis d'Amérique: «Merci, Monsieur le Président. Notre délégation approuve l'Union postale universelle pour les nouvelles orientations et les méthodes dynamiques visant à l'adoption de stratégies plus commerciales pour servir notre clientèle et devenir compétitifs sur le marché du courrier. Nous faisons totalement nôtres, en les appuyant, les initiatives du Programme d'action de Washington et nous sommes convaincus qu'il restera comme une des décisions les plus marquantes de ce Congrès.

Nous apprécions à leur juste valeur les mesures prises au sein de la Commission en vue d'une diminution des plafonds budgétaires.

Nous voyons également un encouragement dans le vaste soutien en faveur de l'Annexe 11/Rev, du Congrès – Doc 19, qui charge le Conseil exécutif d'examiner et d'évaluer les activités de l'Union postale universelle et d'en fixer les rangs de priorité et nous en demandons instamment l'adoption par ce Congrès.

En revanche, Monsieur le Président, nous sommes déçus de constater que les plafonds budgétaires représentent encore une croissance importante en termes réels. Même compte tenu du geste généreux du Gouvernement de la Confédération suisse de renoncer au remboursement des arriérés de l'ancien régime financier de l'UPU, nous ne sommes pas parvenus à la croissance réelle zéro, politique de mon Gouvernement.

En conséquence, Monsieur le Président, ma délégation regrette de devoir se désolidariser à propos des plafonds budgétaires pour la période 1991–1995.»

La Grande-Bretagne: Comme le Royaume-Uni l'a précisé le 29 novembre à la première séance de la Commission 2, la politique de notre Gouvernement s'oppose à toute croissance en termes réels des budgets des institutions spécialisées de l'ONU. Nous sommes reconnaissants des efforts qui ont été faits pour abaisser les plafonds budgétaires, mais les niveaux proposés pour la période 1991 à 1995 sont pour nous cause de préoccupation; le plafond pour 1991 figurant au Congrès – Doc 19/Annexe 10/Rev 1 représente encore une augmentation réelle de près de 7 pour cent par rapport au budget de 1990 qui autorisait une augmentation effective dépassant le budget de 1989. Quant au projet de plafond budgétaire pour 1995, il représenterait une croissance réelle d'environ 10,5 pour cent par rapport au budget de 1990.

A notre avis, les dépenses situées aux niveaux proposés au Congrès – Doc 19/Annexe 10/Rev 1 sont inacceptables. Nous avons pris note de la résolution figurant au Congrès – Doc 19/Annexe 11/Rev qui charge le Conseil exécutif de procéder avec diligence à un examen critique de l'ensemble des activités de l'Union aux fins d'identifier les activités qui pourraient être abandonnées, réduites ou mises en veilleuse et de diminuer les limites des dépenses du coût de ces activités. Nous appuyons cette résolution.

Au Conseil exécutif, notre délégation fera tout son possible pour trouver des économies, afin de réduire les budgets annuels pour 1991–1995 à un niveau ne dépassant pas celui de 1990. La délégation du Royaume-Uni vous saurait gré de faire figurer, en notre nom, ces vues dans le rapport de la Commission.

La République fédérale d'Allemagne: Nous avons participé activement à la fixation du plafond des dépenses afin que le travail s'effectue de manière aussi rationnelle que possible. S'il convient de souligner que des mesures de rationalisation ont déjà été prises dans cette optique par le Bureau international, nous faisons pleinement confiance à ce dernier, ainsi qu'au CE, pour réduire le budget et effectuer d'autres économies en ce qui concerne notamment la revue «Union Postale». Nous nous associons aux déclarations exprimées par l'Australie, les Etats-Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne, visant autant que possible à atteindre une croissance nulle en terme réel.

Procès-verbaux de la Commission 3

Première séance

Vendredi 17 novembre 1989

Présidence de M. E. BURN, Président

La séance est ouverte à 9 h 55.

Ouverture de la
séance par le
Président de la
Commission

Le PRÉSIDENT exprime sa profonde gratitude à l'assemblée pour avoir élu la Suisse à la présidence de la Commission des affaires générales et pour la confiance qui lui est ainsi témoignée.

Il souhaite la bienvenue aux délégations et aux observateurs, puis salue cordialement les Vice-Présidents de la Commission, MM. J. Cortés G., Chef du Département des relations internationales de l'Administration postale du Mexique, H. Wijetunga, Vice-Directeur général des services postaux du Sri Lanka, et K. Fare, Directeur de cabinet du Ministre de l'équipement et des postes et télécommunications du Togo.

Il salue MM. A.C. Botto de Barros, Secrétaire général, et F. Cicéron, Secrétaire général adjoint, ainsi que M. J. Ascandoni, Sous-Directeur général au Bureau international, et rappelle que ce dernier a été le Président de la Commission 3 au Congrès de Hamburg en 1984. Il déclare ouverte la première séance de la Commission 3.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL: Le Débat général que nous avons suivi pendant la journée d'hier nous a montré les grands problèmes de la poste de nos jours et l'esprit de renouveau qui anime les Administrations postales, les Pays-membres et l'Union postale universelle tout entière.

Pour mettre en action cet esprit nouveau qui doit revitaliser la poste, nous devons – chacun de nous et nous tous en tant qu'Union – apporter une contribution positive et enthousiaste. Et il revient à la Commission 3 de contribuer d'une manière déterminante à cette entreprise.

Il incombe en effet à cette Commission, notamment, d'examiner une nouvelle conception de la réglementation postale internationale. Au terme de l'étude qu'il a menée durant ces cinq dernières années, le Conseil exécutif propose:

- d'une part, d'alléger la procédure d'adoption d'une réglementation ou d'une nouvelle pratique; et

- d'autre part, de déléguer au Conseil exécutif la compétence législative en matière de Règlements d'exécution.

Ces deux améliorations visent à introduire davantage de souplesse dans notre système afin de mieux répondre aux exigences d'une poste efficace et toujours à l'écoute de la clientèle.

Désignation du
Secrétariat de la
Commission

Le PRÉSIDENT rappelle que MM. L.-P. Ducommun, Conseiller, et H.R. Ranaivoson, Conseiller adjoint, au Bureau international, ont été désignés respectivement comme Secrétaire et Secrétaire adjoint de la Commission.

Adoption de
l'ordre du jour

Le PRÉSIDENT: Ainsi qu'il a été mentionné en séance plénière, il convient de biffer la proposition 027 de cet ordre du jour.

Congrès – Doc 9

L'ordre du jour est adopté compte tenu de cette modification.

Déclarations

Le GUATÉMALA: Absent lors de la cérémonie d'ouverture du Congrès, le délégué du Guatemala adresse un salut fraternel au Président ainsi qu'à tous les délégués ici présents et aux membres du Bureau international. Il constate avec satisfaction que tous les pays s'efforcent de développer les services postaux en dépit de nombreux problèmes. Afin d'améliorer le service postal au Guatemala, nous allons créer une entreprise décentralisée et, pour cette raison, nous serons à l'écoute de tout exposé allant dans ce sens au cours de ce Congrès pour lequel nous formons des vœux de succès. *(Applaudissements.)*

La SIERRA LEONE: Je vous salue au nom de Son Excellence le Président Major général Dr Joseph Saidu Momoh, du Gouvernement et du peuple de la Sierra Leone, ainsi qu'en mon nom personnel.

Ce XXe Congrès de l'UPU se déroule à un moment très crucial pour chacune de ses Administrations membres. Organisme mondial, l'UPU se trouve face à un besoin toujours croissant de complémentarité et les idéaux de la Déclaration de Hamburg ont fait que cette idée a totalement accaparé nos esprits au cours des cinq dernières années, et j'ai confiance que nous continuerons à nous consacrer au renforcement des relations entre les diverses Administrations et entreprises postales.

Nous sommes également confrontés à l'heure actuelle, à titre individuel ou à titre collectif, à la concurrence des coursiers privés et à d'autres services de transmission des messages. Ce climat montre nettement la turbulence de notre époque. Permettez-moi de reprendre l'opinion d'un consultant en matière de gestion, qui, à propos des temps à venir, déclarait qu'il n'y avait qu'une seule certitude: il y aura des moments de turbulence; or, dans ces moments, une Direction a pour tâche première de s'assurer de la capacité de survie de son institution, de la force et de la solidité de ses structures et de son aptitude à résister aux coups, à s'adapter à de brusques changements et à saisir de nouvelles occasions. A de telles époques, nous devons concentrer nos énergies à l'étude des stratégies nécessaires et considérer une évolution rapide comme une occasion à saisir pour rechercher des stratégies propres à transformer les menaces que font peser l'évolution et la concurrence en des moyens d'agir de façon productive et

rentable. Les temps turbulents sont des temps dangereux, mais le plus grand péril réside dans la tentation de ne pas vouloir voir la réalité. En revanche, ces temps de turbulence sont également une grande occasion pour ceux qui sont capables de comprendre, d'accepter et d'exploiter les nouvelles possibilités offertes. Ainsi, lorsque je parle du moment crucial pendant lequel se tient le XXe Congrès de l'UPU, je songe au climat qui règne actuellement dans le monde, en particulier celui des affaires où nous observons déjà en effet des changements dans les modalités d'intégration économique de l'ensemble du globe et qui sont de nature à déboucher sur une nouvelle confédération internationale, fondée sur un partage de la production et sur un contrôle des marchés. C'est précisément ce type d'évolution dont nous sommes les témoins dans le domaine postal.

En Sierra Leone, nous avons estimé qu'il ne s'agit pas de reculer face à la concurrence mais de l'affronter comme nous l'avons décidé et de prendre des mesures qui rendraient crédible notre aptitude à survivre en tant qu'entreprise. A l'initiative de l'UPU et du PNUD, une mission a procédé en 1987 à une évaluation des services postaux en Sierra Leone, dans l'intention de formuler des recommandations propres à les améliorer et éventuellement de conduire des études de faisabilité d'un projet visant à passer du statut d'administration publique à celui d'une société. Le rapport du consultant de l'UPU contenait une vaste gamme de recommandations qui ont été soumises à l'examen du Cabinet des Ministres. Celui-ci, après avoir minutieusement étudié le document en a conclu que la poste de la Sierra Leone devait être transformée en un Office, propriété intégrale de l'Etat, au sens de la loi nationale sur les sociétés. La charte de la nouvelle société a déjà été rédigée par le Bureau du Procureur général et par le Ministre de la justice. Peu avant de me rendre ici pour assister à cette très auguste assemblée, Son Excellence le Président m'a accordé une audience et il est convenu que la nouvelle société recevra son statut légal officiel en janvier 1990. Un Conseil d'administration ainsi qu'un Directeur général ont été désignés, et prochainement une circulaire du Bureau international fera connaître aux Pays-membres la nouvelle structure.

Le motif à la base de cette transformation est de rendre la poste de la Sierra Leone plus souple et plus indépendante dans sa gestion et dans l'exploitation de ses services afin qu'ils soient plus fiables et mieux à même de répondre aux exigences de la clientèle. Nous sommes convaincus que l'adoption de pratiques commerciales aura pour effet d'améliorer la qualité du service, étant donné que la société devra être rentable pour pouvoir remplir ses obligations et par là même se trouver dans l'obligation d'être efficace.

Si nous avons pu entreprendre une telle action, c'est grâce à l'aide multilatérale qui nous a été accordée au titre de la coopération technique par l'UPU et le PNUD. Ce dernier organisme vient d'approuver le projet postal destiné à notre pays, qui comprend l'envoi de cinq consultants, l'octroi de vingt bourses en vue d'une formation à l'étranger et la fourniture de matériel, y compris des véhicules. L'ensemble du projet durera trois ans, avec possibilité de prorogation. Parallèlement, nous avons pris contact avec le Secrétariat du Commonwealth qui a accepté de nous envoyer un expert pour un projet à long terme dont l'étape initiale s'étendra sur une période de trois ans; cet expert fera fonction de Directeur de la politique de l'entreprise et de la planification dont il sera chargé de l'exécution.

Nous avons également bénéficié, sur une base bilatérale, de la coopération de plusieurs pays, notamment de l'Inde, de la République fédérale d'Allemagne, de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis d'Amérique et du Pakistan. Nous demandons l'assistance et la coopération de toutes les Administrations membres de l'UPU pour atteindre notre but qui est de rendre les services postaux de la Sierra Leone efficaces, viables et en mesure de répondre aux exigences de la clientèle.

Au moment où nous débattons de questions qui sont d'une grande importance pour le service postal mondial, c'est une tâche très enviable mais lourde que de diriger ces réunions du XXe Congrès et de les mener à bonne fin. Le Président a déjà amplement démontré son aptitude et son dynamisme, de même que les collègues compétents qui forment le Bureau du Congrès. Permettez-moi également, Monsieur le Président, de dire au Service postal des Etats-Unis d'Amérique combien nous avons apprécié la chaleureuse hospitalité et l'affection dont ils ont fait preuve à mon égard et à l'égard de ma délégation depuis notre arrivée dans ce grand pays.

En raison d'autres engagements en tant que Ministre responsable des transports et des communications, il ne me sera pas possible de rester avec vous pendant toute la durée de ce Congrès, mais je constate que, grâce à la façon exemplaire dont vous dirigez ces débats, nous avons déjà commencé à voir la lumière au bout du tunnel. Je laisse ici le reste de la délégation de mon pays avec la totale conviction que le XXe Congrès de l'UPU sera couronné du plus grand succès.

Enfin, Monsieur le Président, permettez-moi d'adresser à M. Botto de Barros, Directeur général du Bureau international de l'UPU, et à ses collaborateurs ma profonde gratitude pour l'attention dont le Bureau international continue de porter à notre développement postal.

Vive la coopération internationale, vive votre désir d'aller de l'avant et vive l'Union postale universelle. (*Applaudissements.*)

Réglementation
postale inter-
nationale

Le PRÉSIDENT: Le Congrès de Hamburg a pris une série de mesures pour alléger les travaux du Congrès, ce qui a permis de réduire la durée du Congrès de Washington.

Congrès – Doc 72

Il convient cependant d'aller plus loin dans la modernisation de notre noble organisation. Aussi le Congrès de Hamburg, par sa résolution C 56, a-t-il chargé le CE d'étudier une façon différente de concevoir et de présenter la réglementation internationale, notamment celle qui doit être élaborée pour la mise en œuvre des nouveaux services afin:

- de faciliter une application souple;
- de rendre plus rapide des modifications en fonction des besoins;
- d'éviter le recours systématique au Congrès pour des modifications.

Dans son étude, le CE a également pris en considération les propositions soumises au Congrès de Hamburg qui tendaient à faire du CE l'autorité compétente pour arrêter les Règlements d'exécution de la Convention et des Arrangements sur la base des propositions présentées au Congrès.

En ce qui concerne l'introduction de nouveaux services, le CE est arrivé à la conclusion que l'article 102, § 6, lettre r), du Règlement général, adopté par le Congrès de Hamburg, offre des possibilités de faire face à certaines situations. La mise au point d'un accord-cadre pour le service EMS en est un exemple concret. Le CE a néanmoins jugé opportun d'assouplir le texte actuel en lui donnant une portée plus large ne se limitant pas à des circonstances exceptionnelles.

Le deuxième volet de l'étude va plus loin, car il vise à faire du CE l'autorité compétente pour arrêter les Règlements d'exécution.

A l'origine de cette idée, on trouve le souci de décharger le Congrès de la revision des dispositions de détail qui règlent les modalités d'échange du courrier international et de raccourcir ainsi sa durée.

Etant donné qu'il est du droit de chaque pays de pouvoir présenter des propositions au Congrès, il est suggéré de maintenir le statu quo en ce qui concerne l'introduction des propositions. Un mécanisme est prévu pour permettre à un pays quelconque de demander l'examen au Congrès d'une proposition déterminée touchant aux Règlements d'exécution.

Certes, la procédure prévue n'est sans doute pas parfaite et les opinions peuvent diverger sur certains aspects. Dans une enceinte comme la nôtre, nous devons cependant rechercher la meilleure solution possible. Cela signifie qu'il est indispensable de faire preuve de compréhension mutuelle et d'un esprit de compromis.

L'essentiel est d'introduire une nouvelle philosophie à l'UPU qui doit s'habituer à des changements plus rapides que jusqu'ici puisque nous vivons dans un monde qui évolue à une vitesse souvent vertigineuse. Nous n'avons pas la prétention de régler tous les problèmes, mais d'apporter une modeste contribution à l'ensemble des mesures qui feront de l'UPU une organisation moderne et efficace.

Le BRÉSIL: La restructuration de la réglementation postale internationale aurait un effet rénovateur sur l'Union. Elle apporte des perspectives importantes pour la revitalisation du système postal universel.

Elle implique beaucoup plus de souplesse, permettant à la poste de faire face à la concurrence, de réagir plus rapidement, d'avoir auprès du public une image de marque améliorée et une présence sur le marché plus marquée que par le passé. Désormais, pendant la période séparant deux Congrès les Administrations postales disposeront d'un moyen de réagir plus rapidement et avec beaucoup plus d'agressivité. C'est la raison pour laquelle nous appuyons pleinement les modifications proposées qui donneront une compétence législative accrue au Conseil exécutif tout en dynamisant son action.

Le MAROC, l'ARGENTINE, l'URSS et le SÉNÉGAL appuient la nouvelle conception de la réglementation postale internationale proposée par le CE car elle correspond à la prise de conscience unanime exprimée lors du Débat général. En effet, il est indispensable d'apporter plus de dynamisme et d'efficacité aux travaux de notre Union. La délégation de certains pouvoirs du Congrès au Conseil exécutif permettrait à l'UPU de disposer d'un véritable conseil d'administration capable de faire face à la concurrence qui est devenue de plus en plus agressive et capable aussi de réagir avec rapidité et efficacité aux nécessités du marché.

Le LUXEMBOURG: Nous partageons le souci d'accroître l'efficacité de l'UPU. Toutefois, un problème juridique se pose au niveau de notre législation nationale du fait que les Actes de l'Union forment un tout et que les Règlements d'exécution en font partie intégrante. Compte tenu de l'intégralité des Actes, les pays non membres du CE seront contraints d'accepter des Règlements qui ont été établis sans leur influence.

Nous sommes en faveur d'une délégation totale de compétences au CE pour la revision des Règlements d'exécution, à condition que les conclusions de ses travaux soient soumises à un système d'adoption par correspondance par l'ensemble des Pays-membres de l'Union.

CUBA: Malgré ses mérites, le transfert de compétences législatives du Congrès au Conseil exécutif nous préoccupe quelque peu. En effet, il n'est pas possible que 40 Pays-membres établissent la réglementation applicable à 170 pays. Les intérêts des pays en développement, qui sont majoritaires, ne sont pas suffisamment représentés au CE. Les pays moins développés n'ont pas une participation véritablement active aux débats du CE, tandis que les pays développés y participent avec des équipes spécialisées qui peuvent défendre leurs intérêts. Au cas où le Congrès déléguerait une compétence législative au CE, certaines modifications s'avéreraient nécessaires: par exemple la prolongation de la durée des sessions, l'obligation de participation des Pays-membres, l'augmentation du nombre et la revision du mécanisme d'élection des membres du Conseil, afin d'assurer un équilibre entre les pays en développement et les pays développés.

La JORDANIE, membre du CE sortant, intervient au nom du Groupe arabe. Celui-ci a examiné la proposition relative à l'accroissement du rôle du CE au cours de sa réunion extraordinaire du mois d'août 1989. Il appuie pleinement cette proposition qui constitue un excellent transfert de pouvoirs et qui permettra au secteur postal mondial de faire face aux défis du XXI^e siècle. En ce sens, ce Congrès nous aura placé sur la bonne voie. Nous pouvons considérer que ce sera notre «cadeau» pour ce nouveau siècle. Le monde est en pleine mutation, de même que les politiques opérationnelles. Le marché se modifie. Il faut donc garantir une plus grande souplesse pour surmonter les obstacles. Nous aspirons à un rôle accru du CE. Nous sommes convaincus que ceux qui nous succéderont confieront toutes les initiatives législatives au CE.

L'INDONÉSIE et l'ÉGYPTE appuient les propositions visant à transférer certains pouvoirs législatifs pour la revision des Règlements d'exécution au CE.

L'IRAQ: Parmi les documents qui nous sont soumis, il existe une certaine confusion entre les aspects législatif et exécutif. Ainsi, certains documents mentionnent la nécessité de donner au CE des pouvoirs législatifs. A l'examen de ces pouvoirs, nous constatons qu'ils se limitent au côté exécutif de certains Règlements. Cette confusion nécessite des explications du Bureau international. Il convient de tenir compte des pays qui doivent faire sanctionner le transfert de compétence au CE par leur Parlement avant de le mettre en application.

Les propositions relatives au transfert de compétence au CE reflètent la situation actuelle. Si cette souplesse avait été possible avant ce jour, elle aurait empêché le développement de la concurrence. L'Iraq appuie toutes les propositions visant à la souplesse et permettant au CE d'élargir ses pouvoirs. Le Débat général allait dans le sens de l'introduction de tels changements.

Le SECRÉTAIRE: Le transfert de compétence envisagé au CE concerne effectivement des «mesures d'exécution». A cet égard, il faut souligner que les principes généraux seront toujours maintenus dans les Actes de base, c'est-à-dire dans la Constitution, le Règlement général et, en ce qui concerne les services postaux proprement dits, dans la Convention et les divers Arrangements. Les Actes de base relèveront toujours du domaine exclusif du Congrès. En revanche, la compétence en cause concerne les dispositions d'exécution de ces Actes de base, soit des dispositions d'ordre secondaire par rapport à ceux-ci. En ce sens, il s'agit bien de compétence exécutive. Cependant, par référence au langage juridique, les organes qui ont la compétence d'édicter des règles sont qualifiés d'organes législatifs.

La GRANDE-BRETAGNE: Comme plusieurs délégations l'ont déjà relevé, il est indispensable de renforcer le CE pour en faire un organe de gestion de l'UPU avec pouvoir réel de décision.

Par conséquent, la Grande-Bretagne appuie entièrement les propositions qui vont dans ce sens et qui figurent dans ce document, en particulier la proposition 1502.1. Celle-ci permettra au CE de réagir immédiatement aux situations et besoins nouveaux, ce qui est conforme à l'esprit du Débat général de ce Congrès. Cependant, les Règlements d'exécution sont actuellement trop détaillés et ont besoin d'une révision générale, visant à leur simplification. Certaines dispositions du Règlement d'exécution devraient apparaître dans les Actes de base et inversement.

La COLOMBIE: Certaines délégations sont préoccupées par la représentation restreinte des membres de l'Union au CE. Or, les principes fondamentaux de l'Union, figurant dans la Convention et les Arrangements, ne seront pas touchés par ce transfert. La Colombie aurait souhaité un transfert plus étendu de compétences au CE. Toutefois, après de longues discussions au CE, elle a admis que la solution présentée était la mieux adaptée. En effet, aucun pays ne se trouvera lésé par les décisions qui pourraient être prises. Le CE légifèrera sur des aspects qui lui seront délégués, de manière précise, par le Congrès.

Il est cependant important que le CE revoie la réglementation d'exécution pendant ces cinq prochaines années. La Colombie appuie donc les propositions relatives au transfert de compétence au CE.

La HONGRIE (RÉP.) appuie sans réserve le principe du transfert de compétence au CE. En effet, la répartition actuelle des compétences entre les organes de l'UPU a longtemps satisfait les besoins de la poste internationale, mais ce n'est plus le cas actuellement. Ce changement s'avère également important pour permettre la transformation de nos méthodes de travail. Notre pays considère cet ensemble de propositions comme un pas historique vers le rétablissement du rôle de la poste sur le marché postal mondial et comme l'un des meilleurs moyens d'assurer la compétitivité indispensable à notre Union. Le rôle futur du Congrès postal universel lui permettra de mieux servir les intérêts du service postal international grâce à une stratégie soigneusement élaborée.

Le YÉMEN (RÉP. ARABE): Nous partageons le point de vue exprimé précédemment par l'Iraq et appuyons les mesures proposées dans ce document. La question se pose cependant de savoir ce qui se passera si un pays ne peut pas accepter une décision du CE.

Le PRÉSIDENT rappelle qu'une Administration aura toujours la possibilité de formuler des réserves, mais que la nouvelle répartition des tâches permettra d'apporter des solutions dans des délais beaucoup plus courts.

La ZAMBIE: Les pouvoirs délégués au CE sont bien précisés et par conséquent nous donnons notre appui au nouveau dispositif proposé.

La TANZANIE (RÉP. UNIE) donne son appui total aux mesures proposées mais se demande si le CE ne devrait pas être consolidé. En effet, le nombre actuel de sièges a été fixé en 1974.

Le VÉNÉZUÉLA appuie la proposition et formule des suggestions quant au rôle futur du Congrès qui devrait se consacrer à:

- une évaluation quinquennale des activités de la poste dans le monde entier;
- une appréciation de la tendance dans les services postaux pour les années à venir, compte tenu des nouvelles techniques;
- une analyse des plans quinquennaux tant nationaux qu'internationaux et régionaux;
- un examen du rôle de la poste dans le développement des peuples et de la communication.

L'ITALIE appuie sans réserve la proposition d'étendre les compétences du CE pour en faire un organe directeur de l'Union et souhaite le développement à l'intérieur d'une même région de contacts entre Pays-membres et Pays non membres du CE, de manière que les pays puissent s'informer des activités du CE dans le cadre des Unions restreintes.

La GRÈCE souhaiterait que l'on aille encore plus loin dans l'accroissement des pouvoirs du CE.

La NOUVELLE-ZÉLANDE donne son appui total au système proposé et souligne que des pouvoirs plus grands devraient être délégués au CE par le futur Congrès pour lui permettre de traiter aussi bien les propositions soumises au Congrès que celles soumises dans l'intervalle des Congrès. En ce qui concerne le mécanisme de révision des Actes par le Congrès, il devrait être complété de manière à ne pas céder artificiellement du travail au CE.

ISRAËL: Tout en souhaitant que l'autorité du CE soit renforcée, nous pensons que le nombre de ses membres devrait être réduit pour lui permettre de réagir plus rapidement face à l'efficacité de nos concurrents.

Le PRÉSIDENT relève que 24 délégations sont intervenues à la suite de son introduction et que le Congrès – Doc 72 dans son ensemble a pu ainsi faire l'objet d'un débat assez complet.

Introduction des
nouveaux services

Proposition
1502.1

Le PRÉSIDENT présente la proposition 1502.1 visant à assouplir le texte actuel de l'article 102, paragraphe 6, lettre r), du Règlement général, qui autorise le CE à prendre des décisions pour introduire une nouvelle réglementation si elle s'avère nécessaire.

La proposition 1502.1 du CE est adoptée par 114 voix pour, 0 contre et 2 abstentions.

La séance est levée à 12 h 45.

Au nom de la Commission: Le Président,
E. BURN

Le Secrétaire,
L.-P. DUCOMMUN

Le Secrétaire adjoint,
H.R. RANAIVOSON

Deuxième séance

Lundi 20 novembre 1989

Présidence de M. E. BURN, Président

La séance est ouverte à 9 h 40.

Ouverture de la
séance

Le PRÉSIDENT: Au nom de la Commission 3, je remercie très sincèrement nos collègues américains pour la journée de détente à laquelle ils nous ont conviés dimanche. Je salue la présence parmi nous, ce matin, de M. P. Tarjanne, Secrétaire général de l'UIT, qui a déjà participé très activement à plusieurs de nos Congrès.

(Applaudissements.)

Revision des
Règlements
d'exécution

a) Principe
du transfert
de compétence
au CE

Le PRÉSIDENT introduit le point de l'ordre du jour, relatif au principe du transfert de compétence au CE et se réfère au chiffre 6 du Congrès – Doc 72. Il rappelle que l'écrasante majorité des 24 délégations qui sont intervenues vendredi dernier se sont déclarées en faveur du transfert.

L'ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D', le MEXIQUE, la MAURITANIE, le PORTUGAL, l'ARABIE SAOUDITE et la GRANDE-BRETAGNE soutiennent les mesures proposées par le CE, car elles répondent aux besoins actuels.

b) Procédure
de revision
des Actes

Le PRÉSIDENT passe à l'examen de la proposition 1022.1 et se réfère aux chiffres 8 et 9 du Congrès – Doc 72.

La modification proposée introduit la compétence formelle du CE pour arrêter les Règlements d'exécution, compte tenu des décisions prises par le Congrès.

CUBA ne s'oppose pas à la proposition 1022.1, mais rappelle ses préoccupations relatives aux conditions de fonctionnement du CE, au mécanisme d'élection de ses membres et à la faible participation des pays en développement aux travaux de cet organe.

Le PRÉSIDENT: Lors de ma présentation d'ensemble du projet, j'ai souligné le fait que le CE ne prétendait pas avoir prévu absolument tous les cas. Mais je suis certain que les remarques formulées par Cuba seront prises en considération.

L'INDONÉSIE demande si les membres du CE, non signataires de certains Arrangements, auront le droit de participer aux débats de cet organe, lorsque ceux-ci porteront sur les dispositions d'exécution desdits Arrangements.

M. ASCANDONI, SOUS-DIRECTEUR GÉNÉRAL AU BUREAU INTERNATIONAL: Nous pouvons appliquer par analogie l'article 9, paragraphe 3, du Règlement intérieur des Congrès. Ainsi, tous les Pays-membres du CE pourront délibérer, mais seuls les pays parties à l'Arrangement en cause pourront voter.

Le ZIMBABWE abonde dans le même sens que Cuba et souhaite que le CE soit élu sur la base d'une représentation équitable des Pays-membres.

Le PRÉSIDENT: Je transmettrai votre vœu au Président du Congrès. Je tiens cependant à rappeler que le CE est déjà élu selon le principe d'une représentation géographique équitable.

L'IRAQ appuie le transfert de pouvoirs au CE mais voit une contradiction entre le paragraphe proposé et certaines législations nationales. En effet, le respect de la souveraineté des Pays-membres nécessite que les Administrations soient libres d'adopter les dispositions des Règlements d'exécution pour éviter les contradictions avec leur réglementation intérieure. Or, le paragraphe proposé ne paraît pas garantir ce point.

M. ASCANDONI, SOUS-DIRECTEUR GÉNÉRAL AU BUREAU INTERNATIONAL: L'actuel article 22, paragraphe 5, de la Constitution stipule en effet que les Règlements d'exécution de la Convention et des Arrangements sont arrêtés par les Administrations postales des Pays-membres intéressés.

En fait, le texte de la proposition 1022.1 ne concerne pas la compétence des délégués qui sont habilités à discuter des Règlements d'exécution. Soit les propositions de modification desdits Règlements sont liées à d'autres propositions concernant la Convention ou les Arrangements et sont traitées en Congrès, soit elles ne présentent aucun rapport avec ceux-ci. Dans ce dernier cas, chaque délégation pourra demander au Congrès d'en discuter.

La portée de la proposition 1022.1 est dès lors la suivante. Les autorités qui signeront les Règlements d'exécution sur délégation du Congrès ne seront plus les Administrations postales, comme jusqu'à présent, mais le Président du CE et le Secrétaire général. Cependant, les Administrations postales conserveront leurs pouvoirs d'initiative et de demander au Congrès de discuter certaines propositions.

L'IRAQ: Nous sommes satisfaits de la précision donnée par le Secrétariat. Elle nous assure que le CE élaborera des Règlements d'exécution conformément au cadre législatif international adopté par le Congrès, alors que les Administrations des Pays-membres appliqueront ces règlements de manière qu'ils soient conformes à leur législation interne et adaptés aux besoins actuels.

Le CHILI: Selon les nouvelles attributions à donner au CE, celui-ci ferait l'examen des modifications des dispositions d'application des normes qui se situent au niveau supérieur, à savoir la Convention et les Arrangements concernant les colis postaux et les services financiers, et sur lesquels, en principe, le Congrès s'est déjà prononcé.

Vu l'enjeu actuel, le CE devrait pouvoir arrêter ces dispositions de détail à tout moment au lieu d'en laisser l'initiative au Congrès qui ne se réunit que tous les cinq ans.

Nous appuyons donc toute cette série de propositions.

La GRANDE-BRETAGNE: La proposition 1502.1 que nous avons déjà adoptée permet au CE de recommander l'adoption d'une réglementation ou d'une nouvelle pratique.

En pratique, les membres du CE ne sont pas tous signataires des Arrangements facultatifs concernés. Cela signifie que les Règlements d'exécution facultatifs pourraient être arrêtés par un nombre de pays inférieur à celui du CE.

L'URUGUAY: Tout en appuyant l'intervention faite par le Chili, nous nous prononçons en faveur de la proposition 1022.1.

Le BRÉSIL: Nous partageons les préoccupations du Chili. Nous pensons en outre que la question soulevée par la Grande-Bretagne ne présente pas de problème, vu que les membres du CE représentent plutôt des régions géographiques différentes. Cela étant, la proposition 1022.1 nous semble parfaitement logique et justifiée.

La proposition 1022.1 est adoptée par 129 oui, 0 non et 3 abstentions.

c) Mécanisme de
revision des
Actes par le
Congrès

Le PRÉSIDENT soumet à l'examen les propositions 1715.1, 1715.2 et 1715.3 qui établissent le mécanisme de revision des Actes sur la base du nouveau principe introduit par la proposition 1022.1.

La GRANDE-BRETAGNE: Il a été mentionné à plusieurs reprises pendant les discussions qu'aucun Pays-membre ne devait se sentir préoccupé par la nouvelle procédure que nous sommes en train d'adopter, car ses propositions peuvent toujours être discutées en Congrès au cas où cela s'avère nécessaire.

Cependant, nous ne trouvons pas que cette idée soit bien reflétée dans le texte de la proposition 1715.2. C'est la raison pour laquelle nous suggérons de remplacer le membre de phrase «à moins que la Commission décide de leur traitement en Congrès sur proposition de son Président ou d'une délégation» par «à moins que le pays auteur de la proposition en demande le traitement en Congrès».

La JORDANIE demande des précisions sur la portée du chiffre 2° de la proposition 1715.3, car il y aura, d'une part, des propositions que le Congrès peut lui-même examiner et, d'autre part, celles qu'il peut renvoyer au CE.

Le SECRÉTAIRE: Désormais, nous aurons trois catégories de propositions, à savoir:

- premièrement, les propositions à renvoyer au CE pour examen; il s'agit des propositions que le Congrès n'examine absolument pas et qu'il renvoie au CE sans indications;
- deuxièmement, les propositions que le Congrès aura traitées, peut-être partiellement, et sur lesquelles il désire que le CE se prononce encore, mais en lui donnant des directives;
- troisièmement, les propositions examinées par le Congrès et que celui-ci chargera simplement le CE d'incorporer telles quelles dans la version définitive des Règlements d'exécution.

L'Australie: Nous appuyons l'amendement proposé par la Grande-Bretagne car, à notre avis, il offre une solution plus démocratique.

L'ARGENTINE: Nous ne pouvons pas accepter l'amendement suggéré par la Grande-Bretagne, car il revient à dire que seul le pays auteur d'une proposition aurait le pouvoir de décider du traitement de sa proposition soit par le Congrès, soit par le CE, ce qui signifie qu'on éliminerait la possibilité pour la Commission elle-même de prendre une décision à ce sujet.

CHYPRE et le YÉMEN (RÉP. ARABE) donnent leur appui à l'amendement britannique qui sauvegarde mieux les droits de chaque pays.

L'INDE partage le point de vue exprimé par l'Argentine et estime que l'expression «ou d'une délégation» englobe également la délégation auteur de la proposition.

La TANZANIE (RÉP. UNIE): L'amendement britannique va à l'encontre de la souplesse de l'organisation proposée par le CE et érode ses aspects démocratiques. Nous souhaitons en conséquence que la proposition initiale reste inchangée.

L'ESPAGNE: L'amendement présenté par la Grande-Bretagne, s'il était adopté, se traduirait par une régression, car il va à l'encontre de la procédure déjà agréée du fait de l'adoption de la proposition 1022.1. A l'issue de ses travaux, le Conseil exécutif n'a pas cru utile de retenir l'idée que contient cet amendement, pour les raisons suivantes notamment: si chaque auteur pouvait exiger l'examen de sa proposition par le Congrès, cette pratique pourrait se généraliser et l'Union se retrouverait dans la situation actuelle dont justement elle a voulu sortir; la Commission est tout à fait apte à opérer les choix nécessaires entre les propositions à traiter en Congrès et celles à renvoyer au CE; la procédure suggérée par la proposition 1715.2 est très démocratique car elle donne satisfaction à tous les pays, y compris l'auteur d'une proposition.

Le PRÉSIDENT: Selon le texte que m'a remis entre-temps la Grande-Bretagne, celle-ci suggère de maintenir le texte actuel de l'article 1ter et d'ajouter à la fin la phrase suivante: «l'auteur d'une proposition a en outre le droit de demander que sa proposition soit examinée en Congrès».

La GRANDE-BRETAGNE: C'est parce que nous voulons nous aussi une procédure démocratique que nous n'avons pas touché le texte de la proposition 1715.2 et que nous y ajoutons notre texte.

La COLOMBIE: Selon la proposition 1715.2, la Commission décide du renvoi au CE alors que selon l'amendement britannique, c'est l'auteur qui prend cette décision. C'est dire que cet amendement diverge fondamentalement de la proposition du Conseil exécutif dont il modifie l'esprit et le sens, et qu'il s'agit en fait d'une nouvelle proposition en application de l'article 14, paragraphe 4, du Règlement intérieur des Congrès.

En tant que nouvelle proposition, l'amendement du Royaume-Uni n'est pas recevable par le Congrès, vu qu'il n'a pas respecté les délais.

La JORDANIE et l'IRAN (RÉP. ISLAMIQUE), tout en étant pour le transfert de certains pouvoirs au Conseil exécutif, donnent leur appui à l'amendement présenté par le Royaume-Uni en raison des possibilités démocratiques qu'il offre, en particulier aux pays non membres du CE.

CUBA donne son appui à l'amendement du Royaume-Uni et ne partage pas le point de vue exprimé par la Colombie.

Par 20 voix pour, 77 voix contre et 30 abstentions, la Commission estime que l'amendement britannique n'est pas une nouvelle proposition et est de ce fait recevable par le Congrès au titre d'amendement. Par 42 voix pour, 56 contre et 33 abstentions, l'amendement de la Grande-Bretagne est rejeté.

Les propositions 1715.1, 1715.2 et 1715.3 sont adoptées sans modification par consensus.

d) Mécanisme de
revision des
Actes par le CE

Le PRÉSIDENT: Nous passons à l'examen des propositions relatives au mécanisme de revision des Actes par le CE, à savoir: 1521.1, 1502.2, 1520.1, 1520.2, 2091.1 et 5056.1.

La proposition 1521.1 donne au CE la compétence de traiter les propositions de modification des Règlements d'exécution introduites entre deux Congrès. Il s'agit donc ici d'une suite logique du transfert de compétence législative au CE.

L'ÉGYPTÉ: Tout en appuyant cette proposition, nous faisons observer que la bonne place pour celle-ci serait sous le paragraphe 6 de l'article 102, et non pas à l'article 121, étant donné que ladite proposition concerne la compétence du CE.

Le SECRÉTAIRE estime préférable de s'en tenir au texte prévu par le CE et de prévoir à l'article 121 du Règlement général l'ensemble de la procédure à suivre pour l'examen des propositions entre deux Congrès, qu'elles concernent la Convention, les Arrangements, leurs Règlements d'exécution ou leurs Protocoles finals.

L'ÉGYPTÉ: Malgré les éclaircissements donnés par le Secrétariat, j'estime néanmoins qu'il s'agit là d'une des compétences qui ont été ajoutées aux compétences initiales du CE et non pas seulement de procédures.

L'INDE: L'article 121 actuel du Règlement général fait état de toutes les propositions soumises à une procédure particulière, mais il n'établit pas de distinction entre Arrangements, Convention, Constitution ou Règlement général. Je me pose la question de savoir si nous n'excluons pas la possibilité de présenter des propositions sur les Actes autres que la Convention et les Arrangements.

C'est le texte actuel de l'article 120 qui limite la possibilité de présenter des propositions entre deux Congrès à la Convention et aux Arrangements. Une telle possibilité, comme l'a relevé le délégué de l'Inde, n'existe pas pour la Constitution ni pour le Règlement général. La proposition 1521.1 ne modifie en rien cette situation.

Par 128 oui, 0 non et 2 abstentions, la proposition 1521.1 est adoptée.

Le PRÉSIDENT présente la proposition 1502.2 qui vise à donner la compétence au CE de procéder à la revision des Règlements d'exécution dans les six mois qui suivent la clôture du Congrès et de modifier lesdits Règlements à d'autres sessions, en cas d'urgente nécessité.

L'INDE: Je me demande comment le délai de six mois précisé dans cette proposition pourrait être appliqué dans la pratique. D'habitude, les sessions annuelles du CE ont lieu en avril ou en mai. Mais si le Congrès se réunit en juillet, comme c'était le cas à Hamburg, selon cette proposition, le CE devrait se réunir avant décembre; cela signifie-t-il que nous aurions une session spéciale du CE uniquement pour examiner les propositions de modification des Règlements d'exécution?

Le SECRÉTAIRE: En principe, il serait bon que le CE se prononce assez rapidement après le Congrès, afin que toutes les Administrations soient en possession des nouveaux textes le plus tôt possible pour les soumettre à la procédure d'approbation ou de ratification prévue éventuellement par leur législation nationale. C'est la raison pour laquelle un délai de six mois a été retenu par le CE. Afin d'éviter des frais supplémentaires, le CE a tenu également à laisser la possibilité au Congrès de ne pas obliger le CE à siéger plus d'une fois en cours d'année et à s'écarter le cas échéant de ce délai de six mois.

Pour le présent Congrès, la question ne se pose pas puisque nous sommes à la fin de l'année et que dans six mois nous aurons la session ordinaire du CE. Néanmoins, à l'avenir, il appartiendra à chaque Congrès, en fonction de la date à laquelle il se tient, de déterminer si on respectera strictement le délai de six mois ou si l'on assouplira ce délai afin d'éviter des frais supplémentaires.

Mise au vote, la proposition 1502.2 est adoptée par 129 oui, 1 non et 0 abstention.

Le PRÉSIDENT: Nous passons aux propositions 1520.1 et 1520.2 qui ont trait aux propositions introduites entre deux Congrès et qui ne sont prises en considération que si le CE en approuve l'urgente nécessité.

L'ARGENTINE: Notre amendement a pour objet de s'assurer que les propositions concernant les Règlements d'exécution et qui sont examinées par le CE ne fassent pas l'objet d'une distribution à toutes les Administrations. Nous estimons que cette distribution ne devrait plus être prévue que lorsqu'il s'agit de la Convention et des Arrangements.

Aucune observation n'étant formulée, la proposition 1520.2 est adoptée par consensus. La proposition 1520.1 devient sans objet.

Le PRÉSIDENT: Les propositions 2091.1 et 5056.1 sont soumises à la Commission 3 pour leur principe seulement.

Aucune remarque n'étant formulée, les propositions 2091.1 et 5056.1 sont adoptées dans leur principe et transmises aux Commissions concernées pour être adoptées dans leur forme définitive.

e) Authentification des Règlements d'exécution révisés

Le PRÉSIDENT: La proposition 1025.1 prévoit de préciser à l'article 25 de la Constitution que seuls les Actes issus du Congrès sont signés par les Plénipotentiaires des Pays-membres, tandis que les Règlements d'exécution sont authentifiés par le Président du Conseil exécutif et par le Secrétaire général du Conseil exécutif.

Mise au vote, la proposition 1025.1 est adoptée par 122 oui, 1 non et 1 abstention.

f) Notification Le PRÉSIDENT: Les propositions 1509.1 et 1522.2 sont des conséquences de la proposition 1022.1.

Aucune remarque n'étant formulée, les deux propositions 1509.1 et 1522.2 sont adoptées par consensus.

g) Mise en vigueur Le PRÉSIDENT: La proposition 1523.1 prévoit notamment que les Règlements d'exécution entreront en vigueur à la même date et auront la même durée que les Actes issus du Congrès.

Aucune remarque n'étant formulée, la proposition 1523.1 est aussi adoptée par consensus.

La séance est levée à 12 h 50.

Au nom de la Commission: Le Président,
E. BURN

Le Secrétaire,
L.-P. DUCOMMUN

Le Secrétaire adjoint,
H.R. RANAIVOSON

Troisième séance

Mardi 21 novembre 1989

Présidence de M. E. BURN, Président

La séance est ouverte à 9 h 35.

Communication

Le PRÉSIDENT: Au nom du Doyen, je remercie la délégation de l'URSS pour la magnifique réception qu'elle a donnée hier soir.

Réserves aux Règlements d'exécution

Le PRÉSIDENT, se référant aux paragraphes 25 à 28 du Congrès – Doc 72, souligne que les réserves aux Règlements d'exécution sont assez rares; mais il s'agit, dans le cadre de la réforme proposée, de ménager aux Administrations la possibilité de les formuler.

La CHINE (RÉP. POP.): La deuxième session du CE se tiendra probablement en avril/mai 1991, donc à une date très proche de celle de l'entrée en vigueur des Actes du présent Congrès, fixée au 1er juillet 1991, si l'on se réfère à la proposition d'ordre général 08 présentée par le Japon.

La question se pose dès lors de savoir par quel moyen et dans quel délai les réserves éventuelles pourraient être notifiées.

M. ASCANDONI, SOUS-DIRECTEUR GÉNÉRAL AU BUREAU INTERNATIONAL: Cette question qui a fait l'objet d'un examen approfondi par la Commission 3 du CE trouve sa réponse au paragraphe 27, lettres c) et d), du Congrès – Doc 72.

En fait, le problème ne se pose que pour les pays non membres du CE. A cet égard, la Commission 3 du CE a estimé, vu le nombre si restreint des réserves qui ont été formulées jusqu'à présent, peu vraisemblable que des problèmes surgissent ou que le nombre des réserves augmente, au-delà des deux existantes. En l'état actuel des choses, la meilleure solution consiste à faire confiance au CE en cette matière.

C'est après la séance plénière où le CE aura approuvé les textes définitifs que les réserves seront diffusées par voie de circulaire.

Aucune autre remarque n'étant formulée, la Commission 3 adopte par consensus la procédure relative aux réserves aux Actes décrites aux paragraphes 25 à 28 du Congrès – Doc 72.

Deuxième phase
du transfert au CE
d'une partie
de la fonction
législative du
Congrès

Le PRÉSIDENT: La proposition 02 vise à donner au CE une délégation de compétence encore plus étendue en réservant au Congrès, organe suprême de l'Union, les questions constitutionnelles et celles fondamentales concernant le service postal international. Ainsi les aspects opérationnels deviendraient du ressort du CE.

La proposition 02 est adoptée par consensus.

La GRANDE-BRETAGNE présente la proposition 2000.19. Le CE s'est vu conférer des responsabilités accrues en matière de Règlements d'exécution. Parallèlement, une attention particulière doit être accordée aux Règlements d'exécution eux-mêmes.

Leur présentation est parfois confuse et contraint à consulter plusieurs articles pour acquérir une vue d'ensemble d'une procédure. La raison en est que les Actes ont été élaborés au fil du temps à partir des différentes propositions soumises au Congrès.

En outre, certaines dispositions de la Convention telles que les articles 25, 26 et 29 qui traitent de questions de détail devraient être transférées aux Règlements d'exécution; inversement les dispositions de principe figurant dans les Règlements d'exécution devraient apparaître dans la Convention ou les Arrangements.

Une étude devrait donc être consacrée au tri et au reclassement des différentes dispositions de manière à transformer les Règlements d'exécution en véritables outils de travail, en manuels d'exploitation exposant clairement les procédures à utiliser pour une opération donnée, rédigés en termes simples et compréhensibles pour tous les postiers.

Ce travail de refonte est un complément indispensable aux dispositions générales déjà adoptées par la Commission.

L'IRAQ et le SRI LANKA donnent leur appui à la proposition britannique.

Le MAROC souligne la complexité de la réglementation postale internationale qui est le résultat des multiples compromis dans le passé pour répondre à tous les cas possibles. Il est d'une urgente nécessité de la rendre plus claire, précise et sans trop de détails à l'heure où la poste se doit d'être plus performante. Nous appuyons donc cette proposition.

La proposition 2000.19 est adoptée par consensus.

Représentation
des membres du
Conseil exécutif

Le PRÉSIDENT présente la proposition 09.

L'IRAQ suggère d'amender le texte proposé de sorte que le représentant auquel se réfère le premier considérant de la proposition soit effectivement un fonctionnaire postal qualifié de son Administration d'appartenance.

M. ASCANDONI, SOUS-DIRECTEUR GÉNÉRAL AU BUREAU INTERNATIONAL:
L'article 102, paragraphe 4, du Règlement général précise que le représentant doit être un fonctionnaire qualifié de l'Administration postale.

Le vœu examiné n'enlève rien au fait que, selon l'annotation 4 à l'article 17 de la Constitution, les délégués ne représentent ni leur pays ni leur groupe géographique et que, selon l'annotation 12 à l'article 102 du Règlement général, le CE peut refuser aux diplomates le droit de représenter leur pays et admettre leur présence seulement comme observateur ou accompagnant.

Cela tend bien à démontrer que la participation de fonctionnaires qualifiés reste toujours le but recherché.

Le PRÉSIDENT: Les termes utilisés dans ce vœu prennent en compte la nécessaire qualification des délégués sans cependant formuler des exigences contraignantes pour les Directeurs généraux.

En tout état de cause, il reste indispensable de respecter les termes du Règlement général, article 102, paragraphe 4, dans la rédaction de la présente proposition.

L'IRAQ: Nous souhaitons seulement que le représentant de chacun des Pays-membres du CE ne soit pas un diplomate ni un fonctionnaire d'une administration générale quelconque, mais bien un fonctionnaire qualifié dans le domaine postal.

L'INDE: L'annotation 12 de l'article 102, paragraphe 4, du Règlement général fait état que le Congrès de Paris 1947 a précisé que l'expression «fonctionnaire qualifié» veut dire «fonctionnaire ayant une expérience établie et ayant au moins dix ans de service».

Ma délégation estime dès lors que le paragraphe 4 de l'article 102 n'a pas besoin d'être modifié. Néanmoins, pour éviter des difficultés à l'avenir, je suggère qu'on incorpore très brièvement la substance des opinions qui viennent d'être exprimées dans l'annotation précitée.

Le PRÉSIDENT: Le Bureau international tiendra compte de l'intervention de l'Inde.

L'ÉGYPTE appuie la proposition 09.

La TANZANIE (RÉP. UNIE): Les craintes qui ont été évoquées par certaines délégations concernent des problèmes qui se posent dans ces pays. Le terme de «responsables d'Administration postale», par exemple, pose des difficultés à certaines délégations. Il appartient donc au pays concerné de veiller à ce que le responsable de l'Administration postale, et notamment celui qui représente cette Administration au CE, soit un fonctionnaire qualifié et en même temps habilité à prendre une décision au nom de son Administration.

Nous acceptons le texte de la proposition 09.

La CORÉE (RÉP.): Dans certains pays comme la Corée, les services postaux sont gérés directement par un service gouvernemental. Le responsable de l'Administration postale, en l'occurrence le Ministre, est le représentant des services postaux du pays et est, bien entendu, un fonctionnaire qualifié. Or, l'idée que nous poursuivons ici est que le CE puisse agir de façon rapide et expéditive. Si un fonctionnaire de haut rang est impliqué dans les processus de prise des décisions, cela sera au détriment d'un fonctionnement efficace du CE. Chaque

représentant au CE n'est pas censé engager son Gouvernement en prenant une décision. Il devrait plutôt faire partie intégrante du CE et avoir présent à l'esprit uniquement les intérêts de l'UPU, sans représenter ni son pays ni la région à laquelle il appartient.

Le MAROC: Le CE a fait preuve d'une vision très large dans l'étude qu'il a menée, puisqu'en abordant les problèmes de la modification des Actes, il s'est penché également sur toutes les actions complémentaires concernant une délégation accrue des pouvoirs au CE. Ce vœu cherche une chose très simple. Nous venons de décider de donner au CE des compétences beaucoup plus larges que par le passé. Il est donc tout à fait normal que cet organe, investi de nouvelles fonctions, soit composé de personnes de haut rang dans la hiérarchie de leurs Administrations qui représentent les intérêts de l'UPU.

Dans sa proposition, le CE a fait preuve de prudence et de courtoisie en n'allant pas jusqu'à préciser la fonction que devrait assumer le représentant de chacun des Pays-membres du CE.

CUBA: Tout en approuvant ce vœu tel qu'il se présente actuellement, nous voulons faire les remarques suivantes:

- il y a une absence de logique dans les considérants en ce sens qu'il est question de fonctionnaires qualifiés dûment autorisés par leurs Administrations, alors que le travail qu'accomplit le CE se fait au nom et dans l'intérêt de l'UPU;
- il est difficile de s'assurer que les 40 membres du CE soient représentés à chacune de ses sessions par les plus hauts fonctionnaires des Administrations postales;
- il n'est pas certain que les plus hauts fonctionnaires soient les plus familiarisés avec les détails de la réglementation. Dans de nombreux cas, les spécialistes de niveau moyen sont parfaitement au courant des Actes.

La NORVÈGE: Je me demande si nous ne pourrions pas atteindre l'objectif visé par ce vœu en ajoutant à la fin de l'article 102, paragraphe 4, du Règlement général les mots «habilité à prendre les décisions nécessaires».

Le PRÉSIDENT: Vu les délais dans lesquels les propositions doivent être introduites, la proposition de la Norvège ne peut être retenue pour le présent Congrès.

Le CANADA: Nous appuyons les remarques de la Norvège et de Cuba à propos de ce vœu. Nous y voyons un instrument qui doit guider les Pays-membres du CE. L'élément clé de cette proposition est que les délégations soient compétentes et puissent prendre les décisions au nom de l'Administration postale qu'elles représentent.

Les questions clés doivent être concentrées dans un bref laps de temps pour faciliter la présence d'un Directeur général durant une période plus restreinte.

Si le CE arrive à structurer son programme de travail de la sorte, il verra la participation à ses travaux d'un nombre élevé de responsables des Administrations postales.

Le PRÉSIDENT: La qualité des représentants au CE dépendra en définitif de la qualité de travail fourni par le CE. Il incombera donc au CE et au Bureau international de démontrer que le CE est digne de réunir les fonctionnaires de haut rang des Administrations postales.

Par 103 voix pour, 10 contre et 14 abstentions, la proposition 09 est adoptée.

Capacité
juridique de
l'Union

Le PRÉSIDENT: Nous examinons la proposition 1010.91 émanant de la Colombie et visant à mentionner expressément dans les Actes de l'UPU la capacité juridique de l'Union.

La COLOMBIE: Nous avons analysé différents textes d'autres organismes internationaux de la famille des Nations Unies et dans tous les Actes on trouve, consacré expressément, le principe de la capacité ou personnalité juridique de l'organisme. C'est ce qui nous a conduits à présenter une proposition tendant à introduire dans la Constitution le principe de la capacité juridique.

Le BRÉSIL: Il ne nous semble pas nécessaire de définir la capacité juridique de l'UPU et de chaque Pays-membre, étant donné qu'elle est définie par la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées de l'ONU adoptée en 1947 et ratifiée par l'UPU ainsi que près de 90 pays dans le monde.

L'AUTRICHE abonde dans le même sens que le Brésil.

A l'article premier de la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées, l'UPU est citée expressément en tant qu'institution spécialisée de l'ONU. Les articles 2 et 3 de cette Convention, relatifs aux droits des institutions spécialisées, stipulent que les institutions spécialisées possèdent la personnalité juridique, qu'elles ont la capacité de conclure des contrats, d'avoir des propriétés mobilières et immobilières et d'échapper aux poursuites judiciaires. L'article 8 réaffirme le fait que ces dispositions s'appliquent sans limitation et valent donc pour l'UPU.

Par ailleurs, cette Convention reconnaît le caractère universel de l'UPU.

Il faut souligner que la proposition de la Colombie renferme le risque de limiter cette capacité juridique de l'UPU aux activités liées à l'exercice de ses fonctions et à la réalisation de ses objectifs.

En outre, la Convention parle de la capacité universelle de l'UPU, tandis que la proposition de la Colombie se ramène uniquement au territoire de chacun des Pays-membres de l'UPU.

Nous nous prononçons contre cette proposition.

CUBA: Du point de vue formel, cette proposition est bien fondée. Cependant, l'inclusion ou non de cet article dans notre Constitution doit être analysée du point de vue de son utilité pratique. Nous sommes dès lors d'accord sur les considérations présentées par le Brésil et l'Autriche. Dans les motifs on ne trouve pas d'élément déterminant qui justifie la nécessité de créer cet article. Si nous ne sommes pas convaincus de la nécessité de créer cet article, peut-être pourrait-on renvoyer cette proposition au CE pour étude. Il faut tenir compte des implications juridiques que tout cela pourrait avoir pour les Pays-membres. D'après nous, les organes compétents de chaque pays devraient avoir la possibilité de se prononcer sur cette proposition.

L'ARABIE SAOUDITE: Jusqu'à présent, et depuis la création de l'UPU, il n'y a pas eu de problèmes juridiques qui nécessitent que l'on introduise un tel texte. Nous sommes du même avis que le Brésil, à savoir que l'UPU jouit de la capacité juridique, étant donné qu'elle est une institution spécialisée de l'ONU.

Nous ne voyons pas la nécessité de la proposition de la Colombie.

L'IRAQ: La proposition de la Colombie s'éloigne beaucoup trop de ce qui est déjà acquis. La Colombie pense peut-être aux privilèges et immunités de ceux qui travaillent au Bureau international ou qui représentent les Pays-membres. Mais cela existe dans les Actes et nous estimons que l'introduction de ce nouveau texte dans nos Actes ne se justifie pas.

La COLOMBIE: Compte tenu des réactions que notre proposition a suscitées, ma délégation est d'accord sur la suggestion faite par Cuba de charger le prochain CE d'étudier notre suggestion.

Le ZIMBABWE: Le CE ne pourra rien ajouter aux explications parfaitement claires et raisonnables de l'Autriche. A la lumière des règles du droit international public, on peut affirmer que les institutions spécialisées de l'ONU possèdent la personnalité juridique. Le renvoi au CE nous semble donc inutile.

Le MAROC: Il convient de se rappeler dans ce contexte la recommandation adressée aux Présidents des Commissions du Congrès de ne pas céder à la tentation de renvoyer systématiquement au CE ou au CCEP toutes les questions qui ne font pas l'objet d'un consensus.

Nous nous demandons si l'Union, en tant qu'institution spécialisée de l'ONU, a senti le besoin de faire valoir sa capacité juridique dans les Etats où elle a déployé ses activités. Si ce n'est pas le cas, nous n'estimons pas nécessaire de renvoyer cette question au CE.

M. ASCANDONI, SOUS-DIRECTEUR GÉNÉRAL AU BUREAU INTERNATIONAL: La capacité juridique de l'Union est réglée:

- en dehors de la Suisse, par la Convention de 1947 qui précise à son article II que les institutions spécialisées possèdent la personnalité juridique et qu'elles ont la capacité:
 - a) de contracter;
 - b) d'acquérir et de disposer des biens immobiliers et mobiliers;
 - c) d'ester en justice;
- sur le territoire du pays siège de l'Union, par l'Accord sur les privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies conclu le 19 avril 1946 entre la Suisse et l'ONU, qui s'applique par analogie à l'UPU. Cela étant, il ne peut y avoir de doute quant à la personnalité juridique de notre Union et à sa capacité de conclure des traités internationaux.

Malgré cela, la Constitution comporte une certaine lacune en comparaison avec les Actes constitutifs des autres institutions spécialisées de l'ONU, dont le statut juridique est soumis aux mêmes règles.

L'ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D': Comme il a été dit par certaines délégations ainsi que par le Secrétariat, la question concernant le Statut juridique de l'Union ne pose aucun problème pratique. Nous pourrions citer un autre exemple à cet égard. En 1966, une décision a été prise par le Tribunal administratif de l'OIT confirmant expressément que «l'UPU est dotée de la personnalité juridique». Nous croyons donc que l'UPU dispose déjà d'une base juridique suffisante pour exercer ses fonctions et réaliser ses objectifs.

Le GUATÉMALA: Nous estimons que l'UPU possédait une personnalité juridique avant même de devenir institution spécialisée de l'ONU. Nous ne sommes donc pas en faveur de cette proposition.

Le TOGO: Bien que l'UPU possède dans la pratique la capacité juridique, comme il a déjà été signalé par plusieurs délégations, nous estimons que la proposition de la Colombie est tout de même justifiée, car elle permet d'harmoniser notre Constitution avec les Actes constitutifs des autres institutions spécialisées.

La COLOMBIE: Nous voudrions confirmer que l'objet principal de cette proposition est de réaffirmer la capacité juridique de l'UPU et de combler une lacune dans les dispositions de la Constitution. Cette proposition tient également compte du débat au sujet de cette question lors de la dernière session du CE.

La proposition 1010.91 de la Colombie est rejetée par 80 voix contre, 10 pour et 31 abstentions.

Monnaie type

Le PRÉSIDENT: A propos de la monnaie type, nous avons les deux propositions 1007.1 et 1007.2 qui visent à rédiger différemment l'article 7 de la Constitution en éliminant la référence au franc-or.

La FRANCE: La plupart des Administrations utilisent déjà le Droit de tirage spécial (DTS), unité monétaire du FMI, qui est devenue l'unité de référence utilisée pour le règlement des comptes internationaux. Donc, il s'agit de mettre le texte constitutionnel en accord avec la réalité, car l'unité de compte du FMI est déjà reconnue dans la pratique quotidienne. Vu que nous avons deux propositions qui ont le même objectif et que la proposition de la Chine (Rép. pop.) est plus concise, la France ne voit aucune objection que cette dernière soit adoptée à la place de la proposition 1007.2 si la Commission le préfère.

CUBA: Notre Administration a toujours été contre la suppression du franc-or comme monnaie type. Nous ne pouvons pas accepter qu'il soit remplacé par le DTS, étant donné que nous ne sommes pas membre du FMI et que, par conséquent, nous ne sommes pas en mesure d'appliquer les unités de change établies par le FMI. Nous ne voyons pas la nécessité de modifier le statu quo qui reconnaît la possibilité d'utiliser deux monnaies en fonction de l'intérêt de chaque Administration. Nous estimons que la suppression du franc-or est une mesure beaucoup trop radicale et qui attente au principe même de l'universalité de notre institution.

L'ARABIE SAOUDITE abonde dans le même sens que la France et signale que le DTS est utilisé par la plupart des Administrations postales.

L'INDE propose de remplacer le titre de l'article 7 de la Constitution «Monnaie type» par «Unité monétaire» et se rallie à la proposition 1007.1 de la Chine (Rép. pop.).

La CHINE (RÉP. POP.) déclare accepter l'amendement de l'Inde.

L'ÉGYPTE et l'IRAQ appuient la proposition chinoise ainsi amendée.

L'AUTRICHE fait appel à tous les Pays-membres pour qu'ils votent clairement en faveur du DTS.

La TCHÉCOSLOVAQUIE se rallie à la position de Cuba.

Par 114 voix pour, 3 contre et 6 abstentions, la proposition 1007.1 amendée est adoptée. La proposition 1007.2 devient sans objet.

Délai de réponse
aux
questionnaires

Le PRÉSIDENT: Il s'agit d'une proposition de la Hongrie (Rép.) qui vise à inviter les organes permanents de l'Union à tenir compte du délai de réponse minimal, en temps réel, soit un mois pour les questionnaires simples et trois mois pour les questionnaires complexes; cette proposition chargerait également le Bureau international de veiller à ce que les délais de réponse soient fixés sur cette base.

La HONGRIE (RÉP.): Le projet de résolution 07 concerne notamment les enquêtes menées par voie de questionnaire. Le résultat et le succès des enquêtes dépendent de la fiabilité des réponses fournies aux questionnaires. Les Administrations devraient avoir le temps nécessaire pour répondre dans le délai fixé.

Pour atteindre cet objectif, il faut tenir compte de la nature et du volume du questionnaire. Enfin, il est à souligner que la résolution 07 ne concerne pas les enquêtes urgentes non prévues et qui visent à résoudre des problèmes exceptionnels.

Les PAYS-BAS suggèrent de compléter la résolution par le paragraphe suivant: «Invite les Pays-membres de l'Union à respecter les délais de réponse fixés dans les questionnaires.»

La CHINE (RÉP. POP.) est d'accord sur le principe du délai de réponse aux questionnaires; celui-ci devrait être fixé par le pays rapporteur, en accord avec le Bureau international, en tenant compte de la nature du questionnaire.

L'INDONÉSIE appuie la proposition 07 mais relève que, pour les questionnaires complexes, trois mois seraient le délai minimal.

Le MAROC: Tout en comprenant les soucis qui sont à la base de la proposition 07, j'appuie l'amendement des Pays-Bas. Quoiqu'il en soit, je considère que la fixation des délais est plutôt théorique, d'autant plus que le programme du CCEP pour la prochaine période envisage l'introduction d'une certaine souplesse en fonction des études à effectuer par cet organe. Il est beaucoup plus important que les données à fournir au Bureau international par les Administrations postales soient aussi fiables que possible.

La TANZANIE (RÉP. UNIE): Les données demandées par le Bureau international sont souvent très difficiles à réunir par les pays en développement, ce qui demande un temps plus long. Le délai de trois mois prévu pour les questionnaires complexes ne sera pas suffisant et il faudra tenir compte de cet aspect lors de l'établissement du calendrier des travaux des études du CCEP.

M. GHARBI, SOUS-DIRECTEUR GÉNÉRAL AU BUREAU INTERNATIONAL: Le Bureau international est d'accord sur la suggestion visant à lancer un appel aux Administrations pour qu'elles transmettent des données aussi fiables et le plus rapidement possible. La fixation des délais de réponse devrait être laissée aux organes intéressés de l'UPU d'après le contenu des questionnaires et le nombre de pays auxquels ils seront adressés. Par ailleurs, ces délais pourront être déterminés lors de l'élaboration de la brochure «Renseignements généraux» pour le CE ainsi que, pour le CCEP, de l'«Aide-mémoire» et de la «Marche des travaux relatifs aux études du CCEP». Cela étant, le Bureau international suggère de remplacer le titre «résolution» par «recommandation».

La HONGRIE (RÉP.): Nous acceptons les amendements suggérés par les Pays-Bas et le Bureau international. Cependant, les délais de un à trois mois donnés aux Administrations pour répondre devraient être conservés, étant donné que c'est l'objectif même de notre proposition.

Le maintien dans la recommandation des délais de réponse au Bureau international variant d'un mois pour les questionnaires simples à trois mois pour ceux qui sont plus complexes est approuvé par: 66 voix pour, 33 contre et 22 abstentions.

Par 113 voix pour, 0 contre et 6 abstentions, la proposition 07 est adoptée compte tenu du remplacement de l'intitulé «résolution» par «recommandation» et de l'adjonction du nouveau paragraphe suivant: «Invite les Pays-membres de l'UPU à respecter les délais fixés dans les questionnaires».

La séance est levée à 12 h 35.

Au nom de la Commission: Le Président,
E. BURN

Le Secrétaire,
L.-P. DUCOMMUN

Le Secrétaire adjoint,
H.R. RANAIVOSON

Quatrième séance

Mercredi 22 novembre 1989

Présidence de M. E. BURN, Président

La séance est ouverte à 9 h 35.

- | | |
|--|---|
| Communications | Le PRÉSIDENT: Je voudrais d'abord remercier chaleureusement la délégation du Canada pour la magnifique soirée qu'elle nous a offerte hier. |
| Revision entre deux Congrès des taxes d'affranchissement (suite) | <p>Le PRÉSIDENT: Comme la Commission 5 a déjà traité et adopté la proposition 3019.8, nous pouvons examiner la proposition 1502.4, qui prévoit dans la compétence du Conseil exécutif la revision et la modification des taxes d'affranchissement entre deux Congrès.</p> <p><u>La proposition 1502.4 est adoptée par consensus.</u></p> |
| Propositions relatives aux taxes des services postaux internationaux | <p>La BULGARIE (RÉP. POP.): La question des taxes est l'une des questions fondamentales lors de chaque Congrès de l'UPU. Nos propositions <u>1502.3</u> et <u>1519.1</u> tendent à introduire une réglementation systématique pour que toutes les questions des taxes soient d'abord étudiées par le Conseil exécutif sur une base scientifique avant de faire l'objet d'une proposition au Congrès.</p> <p>La HONGRIE (RÉP.), le BRÉSIL, l'ARGENTINE, la SUÈDE, CUBA, l'IRAQ, l'ÉGYPTÉ et l'AUTRICHE: Les propositions de la Bulgarie (Rép. pop.) limitent la liberté des Administrations postales de présenter des propositions concernant les taxes. Par ailleurs, elles font double emploi avec la proposition 1502.4 qui vient d'être adoptée; c'est pourquoi elles ne sont plus nécessaires.</p> <p>Compte tenu des avis exprimés, <u>la BULGARIE (RÉP. POP.) retire ses propositions 1502.3 et 1519.1.</u></p> |
| Amélioration ultérieure de la gestion du travail de l'Union | La GRANDE-BRETAGNE: La proposition 026 vise à poursuivre les efforts faits dans le sens d'une modernisation des méthodes de travail de l'UPU. Beaucoup d'Administrations postales ont modernisé leur système de gestion grâce aux experts en la matière; cela doit être le cas pour les organes de l'UPU, surtout pour le Bureau international qui, malgré ses moyens limités, fait l'objet de beaucoup de sollicitations. La modernisation est du reste un aspect sur lequel plusieurs orateurs ont mis l'accent lors du Débat général. |

L'AUSTRALIE: Les discussions de ce Congrès, jusqu'ici, ont fait apparaître la nécessité d'un changement rapide et efficace. Nous appuyons la proposition 026 mais la proposition 028 nous semble plus positive en suggérant que le Congrès charge le Conseil exécutif d'effectuer une étude sur l'organisation, le fonctionnement et les objectifs des trois organes permanents de l'Union, de mettre en œuvre immédiatement les conclusions de cette étude et de faire d'autres recommandations au prochain Congrès.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL: Je suis reconnaissant à la Grande-Bretagne de sa proposition 026, dont certains points méritent cependant des précisions.

Le Bureau international se trouve actuellement dans un processus de rationalisation et d'informatisation, suite à des mesures adoptées au cours de la deuxième année de mon mandat et à la réalisation desquelles nous avons sollicité l'aide des Pays-membres. Seuls les Etats-Unis d'Amérique et la France ont répondu à notre appel.

Les experts mis à notre disposition par ces pays, MM. Leavey et Midrouillet, ont procédé à une analyse du fonctionnement du Bureau international et ont formulé des recommandations.

Nous avons déjà commencé à appliquer ces recommandations notamment en ce qui concerne la qualité des documents et l'informatisation des Actes de l'UPU.

Nous avons obtenu de bons résultats, mais le volume du travail a entre-temps augmenté.

La proposition 026 va ainsi dans le sens des changements introduits. Son amendement, la proposition 028, suscite en revanche des observations.

En effet, en plus du Bureau international, les autres organes permanents de l'Union devraient également être modernisés pour faire face aux nécessités actuelles.

Par ailleurs, au lieu de recourir à une entreprise privée, un autre système d'analyse beaucoup plus économique pourrait être envisagé avec l'aide des Administrations postales. J'ai eu quelques difficultés à faire adopter le budget, mais ces difficultés viennent justement des Administrations qui suggèrent de confier ce travail à des entreprises privées.

Nous disposons déjà d'une liste de travaux qui doivent être entrepris, par exemple, la revision de la revue «Union Postale», afin de la rendre moins coûteuse en en réduisant les langues de publication.

Je propose de créer trois groupes de travail, collaborant chacun avec le Bureau international, pour étudier et analyser ce dernier. L'un d'eux serait composé de membres du CE, l'autre de membres du CCEP et le troisième serait mixte, soit composé de membres du CE et du CCEP. Leur rapport serait ainsi plus sérieux et réalisé plus rapidement que par une entreprise privée.

Le Bureau international a lui-même cherché des moyens d'introduire des changements. Ainsi, à la suite d'une consultation interne au Bureau international, un groupe de travail a fait la synthèse des critiques et solutions proposées et a soumis un rapport à la Direction. Ensuite, sur la base de ce rapport, le Bureau international a pu, grâce au soutien de M. Koller, adresser des suggestions de changements au CE, alors qu'il ne peut normalement pas le faire.

J'ai eu la satisfaction de constater que la majorité de ces suggestions ont été approuvées par le Groupe de travail du CE chargé de l'étude des suggestions concernant le fonctionnement de l'Union et auquel a notamment participé la Grande-Bretagne, puis par le CE.

Ces bons résultats n'ont pu être atteints que grâce aux connaissances des fonctionnaires du Bureau international. Par ailleurs, ce procédé n'est pas onéreux. Il peut dès lors être utilisé ultérieurement.

En vertu de ses nouvelles compétences, le CE pourra approuver les études menées par les trois groupes de travail dont j'ai suggéré la création et faire appliquer les changements. Dans le cadre de ma proposition, qui a déjà fait l'objet de discussions avec MM. Foot, Briscoe et Koller, je demande l'aide des Pays-membres de l'Union qui disposent de spécialistes de très haut niveau en matière de rationalisation. La comparaison entre le coût du mandat qui serait confié à une entreprise privée et celui de l'utilisation de nos propres moyens me paraît déterminante pour faire un travail constructif.

Le PRÉSIDENT: Nous n'aurions pas pu arriver aux décisions déjà prises par ce Congrès si le CE et notamment son Président et son Secrétaire général n'avaient pas préparé les esprits dans ce sens.

M. KOLLER, PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF: La proposition 026 a été examinée au sein du Comité de coordination, créé par le Congrès de Hamburg et dont je présenterai prochainement le rapport au Congrès. Il est composé du Directeur général du Bureau international, des Présidents du CCEP et du CE. Cette proposition nous a paru équilibrée et nous pourrions l'accepter sans difficultés.

Mon pays, l'Allemagne, Rép. féd. d', appuie également cette proposition. Après avoir examiné la proposition 028 l'amendant, il considère en outre que la lettre c) de celle-ci n'est pas appropriée.

En effet, contrairement à la proposition 026, le CE serait chargé de procéder à une étude de tous les organes permanents de l'UPU. En raison des études importantes déjà effectuées dans le passé sur l'organisation et le budget du Bureau international, le CE devrait pouvoir décider librement de l'opportunité d'une étude sur tel ou tel organe et du choix de l'instance à qui la confier.

L'ESPAGNE souligne l'intérêt évident d'une analyse des méthodes de travail des différents organes de l'Union, eu égard aux changements fulgurants que le monde connaît actuellement.

Compte tenu des exposés faits tant par le Secrétaire général que par le Président du CE, nous appuyons la proposition 026 à condition de laisser le CE décider du choix des moyens, experts postaux ou consultants externes, déterminer les objets des études, fixer les ressources à y consacrer et sérier les urgences.

Finalement, nous suggérons que le dispositif de la proposition 026 soit complété par le paragraphe d) de la proposition 028.

CUBA et l'IRAQ abondent dans le même sens que l'Espagne.

La NOUVELLE-ZÉLANDE, coauteur de la proposition 028, se montre préoccupée par le montant des frais de fonctionnement de l'Union. Tout en admettant les charges qui résultent du caractère spécifique de l'UPU, elle souhaite une action

urgente sur les coûts. Tenant compte de sa propre expérience, ses préférences vont au recours à des consultants extérieurs dont les résultats sont plus probants en dépit de la charge financière supplémentaire qu'ils entraînent. Finalement, elle milite en faveur de la proposition 028 car elle lui semble plus constructive.

Le PRÉSIDENT: Dans le cadre de la refonte en cours, il n'est sans doute pas souhaitable d'imposer dès le départ des contraintes au CE mais de faire confiance aux 40 Pays-membres du CE pour le choix des moyens nécessaires pour mener à bien les tâches nouvelles qui leur seront confiées.

Le CANADA, coauteur de la proposition 028, s'associe aux remarques de la Nouvelle-Zélande et souhaite en surplus que le Congrès reconnaisse expressément et formellement la nécessité de l'étude à mener d'urgence par le CE sur le fonctionnement du Bureau international, du CE et du CCEP. Cette étude portera surtout sur les nouvelles idées apparues à ce Congrès ainsi que sur les activités des Administrations dans le cadre de l'UPU.

M. HOUISSA, PRÉSIDENT DU CONSEIL CONSULTATIF DES ÉTUDES POSTALES: L'exposé fait par le Président du CE reflète bien le point de vue du CCEP. J'appuie donc la proposition 026 en tenant compte de la lettre d) de la proposition 028.

L'ARGENTINE: La profonde transformation qui intervient dans l'Union en particulier par le transfert de compétences législatives importantes au CE implique une analyse de tous les organes qui, comme toute organisation, restent perfectibles. Des changements devraient être introduits sans attendre le prochain Congrès; c'est pourquoi, nous approuvons le transfert du paragraphe d) de la proposition 028 dans la proposition 026.

Le BRÉSIL: Nous appuyons les remarques faites par le Secrétaire général. Compte tenu des possibilités offertes par le Bureau international conjointement avec les Pays-membres du CE et du CCEP et sans frais supplémentaires, nous ne sommes pas favorables à l'appel à des consultants extérieurs.

L'ITALIE: Nous sommes en faveur du contenu des deux propositions 026 et 028 et souhaitons les voir réunies en une seule.

La partie «charge» de la proposition 028, et notamment le paragraphe c), reflète exactement notre point de vue. Nous appuyons la proposition 026 sous réserve d'en remplacer le paragraphe c) par celui de la proposition 028.

Le ZIMBABWE: Du point de vue général, il nous semble qu'il y a consensus en ce qui concerne la nécessité d'améliorer constamment le fonctionnement de l'UPU.

Il est certain qu'un excellent travail a déjà été fait durant ces dernières années, tout d'abord par les experts fournis par la France et les Etats-Unis d'Amérique et, ensuite, par le Bureau international et le CE. Il est évident, toutefois, qu'il reste encore beaucoup à faire. La question fondamentale semble plutôt de savoir comment nous pourrions poursuivre sur la voie de l'amélioration. A cet égard, les propositions 026 et 028 ne semblent pas s'exclure et paraissent même complémentaires.

Nous pensons toutefois que c'est le Congrès lui-même, en tant qu'organe suprême de l'Union, qui devrait déterminer clairement les actions à entreprendre par le CE pour atteindre le plus rapidement possible les objectifs visés.

De ce point de vue, notre appui va à la proposition 028 qui donne des directives plus claires au CE. Quant au choix des moyens que le CE pourrait utiliser pour aboutir à de bons résultats, une certaine liberté devrait lui être laissée.

Les PAYS-BAS: Nous ne sommes pas en faveur de la proposition que le Secrétaire général vient de faire. Une étude menée par trois groupes de travail demanderait beaucoup d'énergie et donnerait lieu à la production de beaucoup de documents. Il nous semble que le CE, avec ses compétences élargies, le CCEP et le Bureau international ne sont pas à même d'accepter cette charge considérable supplémentaire. L'étude en question devrait donc être menée par des spécialistes. Notre Administration a souvent fait appel à des spécialistes de l'extérieur pour ce type d'études et nous sommes très satisfaits des résultats obtenus.

Cela étant, notre préférence va à la proposition 028.

L'AUTRICHE: Nous appuyons également l'objectif principal des deux propositions. Cependant, nous sommes nettement en faveur de la proposition 026, eu égard aux arguments avancés par le Secrétaire général et le Président du CE. La lettre c) de la proposition 026 charge le CE d'examiner lui-même la question des moyens. Nous vous rappelons que lors de la dernière étude de ce type, beaucoup d'arguments ont été avancés en faveur du recrutement des experts extérieurs. Mais une grande majorité s'était prononcée en faveur des experts postaux. Les raisons invoquées étaient les coûts élevés des spécialistes extérieurs et leur manque de connaissances postales.

Nous pensons donc que la pleine liberté pourra être laissée au CE en ce qui concerne la question de savoir qui sera chargé de cette étude, mais, à notre avis, le recours aux experts extérieurs devra être limité au minimum. Il est important de rappeler, dans ce contexte, la taille très limitée du Bureau international. Il s'agit d'une unité qui compte à ce moment 144 fonctionnaires, donc il n'y a aucun rapport avec les Administrations postales qui emploient souvent des dizaines de milliers de fonctionnaires. L'organisation du Bureau international est transparente et, de ce fait, le recours aux spécialistes en organisation ne semble pas indispensable.

Nous sommes toutefois d'accord d'inclure le texte de la lettre d) de la proposition 028 dans celui de la proposition 026.

La GRÈCE partage l'avis de l'Australie.

L'IRLANDE: Il nous semble que la différence essentielle entre les deux propositions est que la proposition 026 stipule dans sa partie c) «de considérer, après un délai approprié, s'il y a lieu, etc.», tandis que la proposition 028 charge le CE d'entreprendre une étude. Nous appuyons la proposition 028.

La GRANDE-BRETAGNE: Nous sommes totalement en faveur des recours, d'une façon appropriée, à des consultants de l'extérieur qui sont très qualifiés dans le domaine de la gestion et qui sont capables de faire preuve d'objectivité.

A notre avis, une étude approfondie en la matière devra être menée par des experts postaux en collaboration avec des spécialistes de l'extérieur. Notre Administration est prête à contribuer, si nécessaire, aux frais des experts extérieurs et espère qu'il y aura d'autres Administrations qui s'y associent.

Il est vrai que nous sommes les auteurs de la proposition 026, mais, compte tenu de la discussion qui vient d'avoir lieu, nous sommes tout à fait disposés à appuyer la proposition 028 qui donne des directives plus concrètes.

Le PRÉSIDENT résume le débat en faisant ressortir les points suivants:

- personne ne s'est opposé à une étude conduite par le CE;
- la différence fondamentale entre les propositions 026 et 028 réside dans le fait que la proposition 026 donne au CE le pouvoir de décider s'il veut ou non procéder à une étude, tandis que la proposition 028 demande directement au CE la conduite d'une étude;
- la décision de faire appel à des consultants extérieurs est laissée au CE.

Le délai pour procéder à une étude par le CE n'étant pas fixé, ni par la proposition 026, ni par la proposition 028, il propose de retenir la proposition 026 en amendant le dispositif comme suit:

- a) de poursuivre son action de recherche d'améliorations dans tous les aspects de la gestion du travail de l'Union;
- b) d'évaluer les résultats de l'introduction des réformes proposées par le précédent CE et adoptées lors du Congrès de Washington;
- c) de faire examiner l'organisation et les objectifs du Bureau international, du CE et du CCEP soit par des experts choisis parmi les Administrations postales, soit par des consultants en gestion d'entreprise, ou bien par un groupe mixte composé des deux;
- d) de mettre en œuvre aussi rapidement que possible les recommandations de cette étude exigeant, selon lui, une action immédiate;
- e) de formuler d'éventuelles propositions de réforme pour le prochain Congrès basées sur le résultat des travaux susmentionnés.

La proposition 026, ainsi amendée, est adoptée.

Participation aux
réunions du CCEP

Le PRÉSIDENT présente la proposition 1504.1.

La HONGRIE (RÉP.): Notre proposition a un double objectif:

- 1° mettre en harmonie les dispositions du Règlement général régissant la représentation du CE aux réunions du CCEP avec celles concernant la participation des Présidents des Commissions du CCEP aux réunions du CE;
- 2° réaliser la meilleure coordination entre les divers organes de l'UPU pour des raisons pratiques et d'efficacité.

Dans cette optique, il serait fort utile si les Présidents des Commissions du CE pouvaient participer aux réunions du CCEP, ce qui leur permettrait de se renseigner beaucoup plus vite et plus efficacement sur les activités de cet organe, sans attendre la présentation habituelle des rapports respectifs à la prochaine session du CE.

La décision de ce Congrès sur les nouvelles compétences importantes confiées au CE motive également notre proposition.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL: La proposition présentée par la Hongrie (Rép.) est très intéressante, mais j'aimerais faire remarquer qu'elle risque d'inciter certains pays à demander plus tard que les Présidents des Commissions du CE aient aussi droit au remboursement de leurs frais de voyage lorsqu'ils participent aux réunions du CCEP.

Le RWANDA: La délégation rwandaise est tout à fait d'accord sur la proposition formulée par la Hongrie (Rép.). Néanmoins, il faudrait, pour que la proposition soit claire, qu'on précise qu'il s'agit bien du Président et du Vice-Président du CE ainsi que des Présidents des Commissions du CE.

CUBA: Je me pose la question de savoir s'il ne faut pas renvoyer cette proposition à la Commission des finances pour que celle-ci puisse en évaluer au préalable l'incidence financière.

Le MAROC: Je ne pense pas que le paragraphe 10 de l'article 102 du Règlement général puisse être appliqué dans le cadre de la proposition hongroise et que celle-ci signifie un engagement de frais supplémentaires de la part de l'UPU.

M. ASCANDONI, SOUS-DIRECTEUR GÉNÉRAL AU BUREAU INTERNATIONAL: Le Secrétariat est tout à fait conscient que la rédaction de l'article 102, paragraphe 10, du Règlement général et celle de l'article 22, paragraphes 1, 2 et 3, du Règlement intérieur du CE ne donnent lieu à aucun doute. Dès lors, si l'on adopte la proposition de la Hongrie (Rép.), l'interprétation sera toujours que les frais seront à la charge des participants, sans aucune répercussion financière sur le budget de l'UPU, pour autant que l'article 102, paragraphe 10, du Règlement général reste rédigé tel qu'il est.

L'ESPAGNE: Nous sommes disposés à appuyer la proposition de la Hongrie (Rép.). Pour qu'il n'y ait pas de doute à l'avenir, on pourrait peut-être compléter cette proposition par le membre de phrase suivant: «sans que cette participation ouvre droit au remboursement des frais de voyage».

Le CANADA: Je pense qu'il est tout à fait raisonnable de renforcer les liens entre le CCEP et le CE du fait du partage du travail entre ces deux organes.

L'URSS partage l'avis de la délégation canadienne et appuie totalement la proposition de la Hongrie (Rép.).

L'ÉGYPTÉ abonde dans le même sens que l'Espagne.

La HONGRIE (RÉP.): Nous sommes en principe tout à fait d'accord sur l'amendement proposé par l'Espagne et l'Égypte. Je me pose cependant la question de savoir s'il n'est pas superflu, car la réglementation actuelle est très claire en ce qui concerne le remboursement des frais de voyage.

L'ESPAGNE: Nous n'insistons pas sur notre amendement si une annotation reflète dans les Actes la préoccupation qui est exprimée ici.

Sous cette réserve, la proposition 1504.1 est adoptée, par consensus, sans modification.

La séance est levée à 12 h 35.

Au nom de la Commission: Le Président,
E. BURN

Le Secrétaire,
L.-P. DUCOMMUN

Le Secrétaire adjoint,
H.R. RANAIVOSON

Cinquième séance

Lundi 27 novembre 1989

Présidence de M. E. BURN, Président

La séance est ouverte à 15 h 20.

Election des
membres du
Conseil exécutif

Le PRÉSIDENT introduit la proposition 1502.7 de la Colombie, qui vise à faire renouveler les membres du CE de chaque groupe géographique par les Pays-membres appartenant à leur propre groupe. L'Assemblée plénière a décidé de prendre cette proposition en considération, au sens de l'article 119, paragraphe 2, du Règlement général, bien qu'elle soit parvenue au Bureau international dans l'intervalle compris entre six et quatre mois avant la date fixée pour le Congrès.

La COLOMBIE d'accord avec les pays qui l'appuyaient retire la proposition 1502.7.

Attributions
du CCEP

Le PRÉSIDENT introduit les propositions 1504.2 et 1504.3 et propose de traiter d'abord la proposition 1504.2.

Le CCEP a expressément été créé comme organe d'étude par le Congrès. Ses attributions constitutionnelles et réglementaires lui permettent de donner des avis et de formuler des recommandations de caractère général. En raison des tâches qui lui sont confiées, il exerce déjà un rôle normatif dans les domaines opérationnels et techniques, notamment celui des codes à barres.

La nécessité de reconnaître expressément ce rôle pour le développement de la poste dans les domaines de l'évolution technique et de la définition de la qualité, ainsi que d'établir et de modifier de telles normes, motivent la proposition 1504.2. Après l'étude préliminaire, celle-ci a déjà été adoptée par le CCEP, le Comité de coordination et le CE lui-même.

Le PRÉSIDENT DU CCEP: Le CCEP a bien accueilli la proposition 1504.2. Il s'agit de régulariser une situation existante, en insérant dans les Actes la compétence du CCEP d'adopter des normes.

Le MAROC appuie la proposition 1504.2 qui s'inscrit dans le mouvement de renouveau de l'UPU et vise à donner un aspect plus concret et dynamique au travail du CCEP.

La proposition 1504.2 est adoptée par consensus.

Le PRÉSIDENT: La proposition 1504.3 du CCEP vise à lui octroyer formellement la compétence d'établir son programme de base. La proposition Q20 déjà adoptée par le Congrès constituait précisément le programme du CCEP pour la période 1989–1994.

Le PRÉSIDENT DU CCEP: La proposition 1504.3 est le fruit d'une réflexion du CCEP menée à l'occasion de l'élaboration de son programme de travail. Elle vise à une meilleure définition de celui-ci et à une plus grande souplesse dans sa réalisation. Adopté par le Congrès, le programme comprendra un nombre limité d'études. Sa revision annuelle permettra au CCEP d'étudier de nouveaux sujets, dictés par les réalités du marché postal et les innovations technologiques, ou de donner de nouvelles orientations aux études en cours. Le programme de travail 1989–1994 a déjà été conçu de cette manière.

La proposition 1504.3 est adoptée par consensus.

Transfert
au Bureau inter-
national
des fonctions
exercées par le
Gouvernement de
la Confédération
suisse

a) Fonction de
dépositaire
des Actes
de l'Union

Point 15
de l'ordre
du jour

Le PRÉSIDENT: Antérieurement au Congrès de Vienne, le dépôt des instruments de ratification se faisait auprès du gouvernement du pays siège du Congrès. Depuis 1964, cette fonction a été transférée au Gouvernement suisse. En 1985, celui-ci a cependant demandé que l'UPU examine la possibilité d'assumer elle-même cette fonction. Par référence à la pratique de l'ONU et des autres institutions spécialisées, la proposition 1026.1 vise à confier la fonction de dépositaire des Actes de l'Union au Directeur général du Bureau international.

Les propositions 1023.1, 1522.1/Corr 1 et 1033.91 découlent de cette proposition.

L'ÉGYPTE approuve les quatre propositions mais relève que, par analogie avec le titre de l'article 26 de la Constitution, celui de la proposition 1033.91 devrait être «Notification de l'adhésion aux Protocoles additionnels à la Constitution de l'Union postale universelle» et pas simplement «Adhésion aux...».

Le PRÉSIDENT: Le Bureau international tiendra compte de la remarque faite par l'Égypte.

La JORDANIE: Nous approuvons les propositions en cause. Nous aimerions cependant savoir pourquoi elles visent la notification au Directeur général du Bureau international et non au Bureau international lui-même, alors qu'actuellement c'est le Gouvernement suisse et non son Président qui est compétent.

M. ASCANDONI, SOUS-DIRECTEUR GÉNÉRAL AU BUREAU INTERNATIONAL: Cette question a été examinée au CE lors de la rédaction de ces propositions. Le CE a préféré confier, pour une question d'éthique rédactionnelle, cette tâche à une autorité concrète, telle que le Directeur général du Bureau international, plutôt qu'à un organe tel que le Bureau international. Mais rien n'empêche l'autre solution, si la Commission se déclare d'accord sur ce point.

Le PRÉSIDENT: L'attribution de cette tâche au Directeur général par le CE a été influencée par le fait que les compétences de celui-ci sont décrites dans le Règlement général, contrairement à celles du Bureau international.

L'AUTRICHE: La proposition est bien rédigée et correspond aux us et coutumes du droit international. S'agissant des dernières fonctions de la Suisse, qui a exercé un rôle protecteur depuis la fondation de l'UPU, nous la remercions pour les services rendus à l'Union.

Le PRÉSIDENT: Je remercie l'Autriche de son appui et de ses remerciements que je transmettrai à mes autorités.

Le MAROC ajoute que des remerciements écrits et solennels doivent être adressés à la Suisse. En ce qui concerne la rédaction de la proposition, nous pouvons nous référer aux annotations 3 et 4 relatives à l'article 109 du Règlement général qui précisent pourquoi le Directeur général du Bureau international a été désigné comme unique représentant légal du Bureau international. Nous devrions, dès lors, en rester à la rédaction proposée.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL: Je voudrais m'associer aux remerciements qui seront adressés au Gouvernement suisse au nom de l'Union postale universelle.

Le PRÉSIDENT propose de procéder à la fin du débat et globalement au vote sur les propositions visant une modification de la Constitution.

b) Fonction d'intermédiaire dans la procédure d'adhésion et d'admission à l'Union

Le PRÉSIDENT introduit les propositions: 1011.1, qui vise à transférer au Directeur général du Bureau international la fonction d'intermédiaire dans la procédure d'adhésion et d'admission à l'Union, 1012.1, qui découle de la proposition 1011.1, et 1509.2, qui est une conséquence des propositions 1011.1 et 1026.1 et qui consiste à adapter les attributions du Directeur général du Bureau international.

L'IRAQ: Après la modification du texte proposé, l'adhésion ou la demande d'admission à l'Union devrait-elle toujours être adressée par la voie diplomatique ou directement au Bureau international?

Le SECRÉTAIRE: L'expression «voie diplomatique» n'a pas été prévue parce qu'une organisation internationale n'est pas un gouvernement qui a la possibilité d'utiliser ses représentations diplomatiques comme liaisons. D'ailleurs, la pratique proposée par le Conseil exécutif est conforme à celle de beaucoup d'autres organisations internationales.

c) Choix de la classe de contribution

Le PRÉSIDENT passe à l'examen de la proposition 1021.1 émanant du Conseil exécutif, et de son amendement 1021.2 de l'Iraq, qui tendent à modifier le paragraphe 4 de l'article 21 de la Constitution.

La proposition 1021.1 du Conseil exécutif a trait au choix de la classe de contribution lorsqu'un pays adhère ou est admis à l'Union postale universelle.

L'IRAQ: La proposition 1021.2 que nous présentons consiste à rédiger le paragraphe 4 de manière à éviter la répétition et à faciliter la compréhension du texte. Dans notre proposition, nous avons éliminé la phrase «En cas d'adhésion ou d'admission», en même temps que nous signalons qu'il s'agit de l'application de l'article 11 de la Constitution. Nous pensons que notre proposition a le même fond que la proposition 1021.1 du Conseil exécutif et qu'elle a une portée rédactionnelle.

L'AUTRICHE: Nous donnons la préférence à la proposition 1021.1 du Conseil exécutif parce que le paragraphe 4 de l'article 21 de la Constitution ne doit pas être lu de façon isolée, mais en étroite relation avec le paragraphe 3 de ce même article, ainsi qu'avec l'article 125 du Règlement général dont le paragraphe 4 concerne seulement le cas d'admission ou d'adhésion à l'Union.

CUBA et l'INDE appuient la proposition 1021.1 du Conseil exécutif et se rallient aux commentaires faits par l'Autriche.

La TANZANIE (RÉP. UNIE) appuie la proposition 1021.1 du Conseil exécutif et estime qu'il est peut-être nécessaire d'harmoniser les exigences que l'on trouve dans l'article 21 de la Constitution et celles qui figurent dans l'article 125 du Règlement général. Nous pensons que le Conseil exécutif pourrait, à l'avenir, examiner ces dispositions afin d'éliminer les contradictions qui s'y présentent.

La proposition 1021.2 est retirée.

Procédure de mise
au concours des
postes de
Directeur général
et de Vice-
Directeur général

Le PRÉSIDENT présente la proposition 1508.1. Dans les circonstances actuelles, le Gouvernement de la Confédération suisse assure une fonction d'intermédiaire dans la procédure de mise au concours des postes de Directeur général et de Vice-Directeur général, laquelle se déroule par la voie diplomatique. Aucune institution spécialisée de l'ONU n'utilise une telle procédure; aussi dans le cadre de l'étude effectuée à ce sujet a-t-il été jugé opportun de modifier également le Règlement général, article 108, pour préciser que la mise au concours des deux postes en cause ne se ferait plus par l'intermédiaire du Gouvernement suisse, mais serait confiée au Directeur général en exercice.

L'ÉGYPTE: Selon la proposition 1508.1 «le Directeur général adresse une lettre-circulaire ...» et je souhaite que le Bureau international donne les raisons du choix de la lettre-circulaire par rapport à la «lettre».

Le SECRÉTAIRE: D'un point de vue juridique, l'effet des deux termes est exactement le même.

Le choix s'est porté sur le terme «lettre-circulaire» parce qu'il correspond à la pratique générale adoptée par le Bureau international en matière d'annonce de poste vacant aux Administrations membres.

Le MAROC: Les propositions précédentes ont prévu des relations entre le Directeur général et les Gouvernements des Pays-membres.

Par contre, dans la proposition 1508.1, il semble que ce niveau ne soit pas maintenu, car il est fait mention de relation entre le Directeur général et les Administrations postales pour remplacer la relation précédente entre le Gouvernement suisse et les Gouvernements des Pays-membres. Vu le rôle très important que tiennent au sein de l'UPU tant le Directeur général que le Vice-Directeur général, il serait opportun de placer la procédure concernant leur élection au niveau des Gouvernements des Pays-membres.

Le SECRÉTAIRE: C'est à juste titre que le délégué du Maroc met en relief le fait que nous changeons de niveau en renonçant à saisir directement les Gouvernements des Pays-membres, pour nous adresser aux Administrations postales. La disposition proposée a été calquée sur la procédure appliquée par l'UPU pour la mise au concours des postes de la catégorie professionnelle.

Toutefois, le Bureau international ne verrait aucun inconvénient juridique à la modification de la disposition proposée par le Maroc. Le membre de phrase en cause se lirait alors comme suit: «... adresse une lettre aux Gouvernements des Pays-membres...».

L'INDE: Je n'ai pas d'objection à un tel amendement mais mon souci concerne le terme «lettre». En effet, la version anglaise de l'article 108, paragraphe 2, utilise le mot «mémoire» et je ne vois pas exactement la différence entre «lettre» et «mémoire». Si ce dernier terme est le plus approprié, il doit être utilisé dans les deux versions, anglaise et française.

Le PRÉSIDENT: J'estime le terme «mémoire» inapproprié dans le texte français et nous pourrions peut-être adopter le terme «note».

L'INDE approuve la suggestion du Président.

La TURQUIE: A mon sens, la proposition 1026.1 visait à apporter des simplifications, en laissant le Bureau international libre de se mettre en relation avec les Administrations et inversement; avec l'amendement du Maroc, nous nous écartons de ce principe. Je suis d'avis qu'il faut calquer la proposition 1508.1 sur la 1026.1.

L'URSS: Selon la proposition 1508.1, le Bureau international doit recevoir les candidatures au moins deux mois avant l'ouverture du Congrès, mais il prépare la documentation pour le Congrès en indiquant si le Directeur général ou le Vice-Directeur général en fonctions ont déclaré leur intérêt au renouvellement éventuel de leur mandat initial. Ne serait-il pas souhaitable de préciser à quel moment cette déclaration doit être faite?

Le SECRÉTAIRE: Telle que la proposition du CE est rédigée, la procédure se présente ainsi: une fois toutes les candidatures recueillies, deux mois avant l'ouverture du Congrès, le Bureau international élabore le Congrès – Doc par lequel il communique au Congrès la liste des candidats. Ce Congrès – Doc sera compris dans l'avant-dernière ou la dernière expédition, c'est-à-dire quatre à six semaines avant l'ouverture du Congrès et précisera si le Directeur général ou le Vice-Directeur général en fonctions ont déclaré leur intérêt de voir leur mandat renouvelé. Leur déclaration d'intention est donc portée à la connaissance des Administrations membres en même temps que la liste des candidatures.

L'URSS: Je ne suis pas entièrement satisfait de cette réponse et persiste à penser que pour une stricte égalité entre les candidats un délai devrait être prévu pour la déclaration d'intention du Directeur général et du Vice-Directeur général.

Le PRÉSIDENT: Compte tenu des interventions du Maroc en faveur de l'instauration d'une relation au niveau des Gouvernements, de l'Inde proposant une nouvelle terminologie à la place de «lettre-circulaire» et de l'URSS quant à un délai pour la déclaration d'intention du Directeur général et du Vice-Directeur général, je propose que le Bureau international élabore un texte que nous examinerons au cours de notre prochaine séance.

La suggestion du Président ne rencontre aucune objection.

Le PRÉSIDENT: Nous allons maintenant passer au vote sur toutes les propositions de transfert de compétence du Gouvernement suisse au Directeur général du Bureau international.

Ces propositions n'ont pas fait l'objet d'amendement sauf le titre de la proposition 1033.91.

Par 117 voix pour, 0 contre et 0 abstention, les propositions 1026.1, 1023.1, 1033.91 (amendée), 1011.1, 1012.1 et 1021.1 sont adoptées.

Par consensus, les deux propositions 1522.1/Corr 1 et 1509.1 sont également adoptées.

La séance est levée à 17 h 20.

Au nom de la Commission:

Le Président,

Le Secrétaire,

E. BURN

L.-P. DUCOMMUN

Le Secrétaire adjoint,

H.R. RANAIVOSON

Sixième séance

Jeudi 30 novembre 1989

Présidence de M. E. BURN, Président

La séance est ouverte à 15 h 10.

Approbation
de procès-verbaux

Le PRÉSIDENT soumet à l'approbation de l'assemblée le premier procès-verbal de la Commission.

Le procès-verbal de la première séance de la Commission 3 (Congrès/C 3 – PV 1) est approuvé sans observation.

Le Président est autorisé par la Commission à approuver définitivement les procès-verbaux des autres séances, en tenant compte des observations présentées éventuellement dans le délai de vingt-quatre heures prévu à l'article 23, paragraphe 4, du Règlement intérieur des Congrès.

Transfert au
Bureau
international des
fonctions exercées
par le
Gouvernement de
la Confédération
suisse

Le PRÉSIDENT présente le nouveau texte d'amendement de la proposition 1508.1, qui tient compte des observations faites oralement lors de la 5e séance de la Commission 3.

Le MAROC appuie le nouveau texte de l'amendement.

La proposition 1508.1 amendée est adoptée par consensus.

d) Procédure de
mise au
concours des
postes de
Directeur
général et de
Vice-Directeur
général
(suite)

Remboursement
des dettes de
l'ancien régime
financier et
mesures à prendre
pour faciliter le
recouvrement
des arriérés

Le PRÉSIDENT: Le CE a chargé la République fédérale d'Allemagne d'introduire le rapport du Conseil exécutif sur le remboursement des dettes de l'ancien régime financier et sur les mesures à prendre pour faciliter le recouvrement des arriérés.

L'ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D': J'ai l'honneur de vous soumettre les propositions du Conseil exécutif relatives au règlement des arriérés au titre de l'ancien système financier de l'Union postale universelle, d'une part, et aux mesures destinées à faciliter le remboursement d'arriérés de toute nature, d'autre part.

A ce propos, les documents pertinents sont les suivants:

- le Congrès – Doc 71 avec ses annexes 1 à 3 et Add 1/Rev 1;
- le projet de résolution 03 visant à régler, avant le 31 décembre 1990, les arriérés au titre de l'ancien système financier, dus à la Confédération suisse; et
- le projet de résolution 04 concernant le règlement d'arriérés de toute nature.

Pour élucider les questions à la base de tous ces documents, j'aimerais brièvement esquisser le développement du système de financement au sein de l'UPU.

Depuis la fondation de l'Union postale universelle en 1874 jusqu'en 1980, donc pour une durée de plus d'un siècle, le système de financement de l'Union était basé sur le principe du paiement a posteriori, à savoir que les contributions des Pays-membres étaient calculées et versées en fonction des dépenses effectives de l'année précédente. Ce système n'était applicable que grâce au Gouvernement de la Confédération suisse qui mettait à disposition, sans intérêts, les avances nécessaires aux dépenses de l'Union, avances que les membres ne devaient rembourser qu'à la fin de l'année suivant l'année budgétaire.

Suite à une initiative de la Suisse et après des études approfondies du Conseil exécutif, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 avait alors décidé de modifier cette procédure et a introduit, avec effet à partir du 1er janvier 1981, un nouveau système de financement au sein de l'Union postale universelle. Ce nouveau système de financement était basé sur les principes suivants:

- passage du financement par des avances octroyées par la Suisse au financement par l'Union postale universelle elle-même;
- passage du paiement ultérieur au paiement par anticipation des contributions des Pays-membres;
- remboursement des avances octroyées par la Suisse pour les années 1979 et 1980 en plus de la contribution annuelle.

En ce qui concerne la procédure de remboursement des avances pour ces deux ans, la Confédération suisse avait consenti à un remboursement échelonné sur dix années civiles. Vous trouverez à l'annexe 1 du Congrès – Doc 71 le plan de remboursement échelonné adopté par le Congrès de Rio de Janeiro 1979. Le plan de remboursement prévoyait pour chaque année de la période de 1981 à 1990 une tranche de 20 % du total de la somme due, à verser en plus de la contribution annuelle.

Cette période de remboursement de dix ans s'achève fin 1990. Pour régler toutes les questions afférentes à ce remboursement et pour régler tous les arriérés, le Conseil exécutif soumet au Congrès de Washington différentes propositions. Ces propositions peuvent être classées en deux catégories, à savoir:

- a) les propositions ayant pour objet le remboursement des avances de la Confédération suisse encore faites avant 1981 sous l'ancien régime de financement. Vous trouverez de plus amples détails à ce sujet au Congrès – Doc 71, point II, et dans le projet de résolution 03;
- b) les propositions ayant pour objet le règlement des arriérés de toute nature. Vous trouverez de plus amples détails à ce sujet dans le Congrès – Doc 71, point III, et dans le projet de résolution 04.

Première catégorie

J'aimerais me pencher maintenant sur la première catégorie, à savoir sur le remboursement des avances que la Suisse a encore faites avant 1981 sous l'ancien régime de financement.

Comme il ressort du plan de remboursement figurant à l'annexe 1 du Congrès – Doc 71, le total des avances faites par la Suisse pour les années 1979 et 1980 devrait être entièrement remboursé à la fin de l'année 1990. Une grande partie des Administrations a effectué ces remboursements dans les délais impartis, certaines Administrations ayant même remboursé les sommes dues d'un seul coup.

Mais malheureusement, il s'est avéré qu'une petite partie des Administrations a manqué à ses obligations – quelles qu'en soient les raisons. On peut donc prévoir que le remboursement des avances ne sera pas entièrement achevé fin 1990.

Selon les calculs du Bureau international, figurant à l'annexe 2 du Congrès – Doc 71/Add 1/Rev 1, et selon l'extrapolation de ces montants jusqu'à la fin de l'année 1990, les sommes encore dues à la Suisse à cette date-là se monteront à environ 2,5 millions de francs suisses, intérêts inclus.

L'Union internationale des télécommunications, l'organisation analogue à la nôtre dans le domaine des télécommunications, s'est heurtée à des difficultés similaires au début des années 50 lorsqu'elle a modifié son système de financement. Elle a résolu ce problème en reprenant à son compte, en tant qu'organisation, toutes les dettes au titre de l'ancien système de financement et en remboursant à la Suisse le total des sommes dues.

Dans son projet de résolution 03, qui est à votre disposition, le Conseil exécutif propose la même solution. Selon lui, l'Union postale universelle devrait rembourser à la Suisse, d'un seul coup, toutes les sommes et intérêts encore dus au 31 décembre 1990 au titre de l'ancien système de financement. Pour rembourser la Suisse, l'Union postale universelle devrait emprunter la somme nécessaire au Fonds de réserve.

Dans ce contexte, il convient toutefois de souligner clairement qu'après le règlement, par l'Union, des sommes dues à la Suisse fin 1990, ces sommes seront alors dues à l'UPU et ce au titre du nouveau système de financement introduit en 1981. Ces sommes dues à l'Union postale universelle seront alors régies par le nouveau système de financement et seront à traiter, à partir du 1er janvier 1991, conformément aux dispositions des articles 124, paragraphe 8, et 126 du Règlement général de l'Union postale universelle.

Cette procédure de remboursement devrait s'appliquer par analogie aux sommes dues provenant d'avances faites aux différents groupes linguistiques. Les décisions à prendre par le Congrès en matière d'arriérés généraux sont automatiquement valables pour les arriérés des groupes linguistiques.

A ce propos, le Conseil exécutif demande au Congrès d'adresser au Gouvernement de la Confédération suisse les remerciements de l'Union postale universelle pour les avances qu'elle a faites plus d'un siècle durant et pour le généreux plan de remboursement échelonné. Avec ce plan, la Suisse a considérablement facilité à l'UPU le passage de l'ancien au nouveau système de financement. Par le préfinancement, la Suisse a sensiblement contribué à ce que, depuis sa fondation, l'Union postale universelle ait pu atteindre les objectifs qu'elle s'était fixés.

Deuxième catégorie

J'en viens maintenant à la deuxième catégorie, à savoir le règlement d'arriérés de toute nature.

Par le passage du financement par des tiers à l'autofinancement, à partir du 1er janvier 1981, les arriérés de toute nature sont devenus des arriérés dus à l'Union postale universelle elle-même.

Comme il ressort du chiffre 15 du Congrès – Doc 71 et de l'annexe 2 au Congrès – Doc 71/Add 1/Rev 1, les arriérés ont augmenté continuellement depuis le 1er janvier 1981. Le 22 novembre 1989, ils s'élevaient à 5 682 950 francs suisses. Si le Congrès décide maintenant de reprendre à son compte les arriérés de l'ancien système financier, s'y ajouteront encore 2,5 millions de francs suisses. A la fin de l'année 1990, les arriérés dus à l'Union postale universelle se monteront à plus de 8 millions de francs suisses.

Il est bien compréhensible que des voix s'élèvent contre ce développement. Ainsi, le Vérificateur externe des comptes de l'Union postale universelle a déjà signalé ce développement inquiétant en 1988. A cette occasion, il a souligné qu'au cas où des contre-mesures ne seraient pas prises, le financement de l'Union postale universelle et, en fin de compte, l'ensemble de l'activité de l'Union pourraient être entravés.

Eu égard à ce développement, le Bureau international a pris des mesures en vue de régler de tels arriérés. Ces mesures sont décrites au chiffre 19 du Congrès – Doc 71.

Par ses décisions, le Congrès de Hamburg a, lui aussi, permis de prendre toute une série de mesures telles que le règlement d'arriérés par le biais du système de compensation, la conclusion d'arrangements particuliers, le déclassement de certains pays dans une classe de contribution inférieure et la reprise de certains arriérés. Il convient cependant de faire remarquer à ce sujet que l'on a recouru de moins en moins au système de compensation avantageux et que les autres mesures ne sont pas encore appliquées.

Tout comme nous, l'Union internationale des télécommunications s'est vue confrontée dans ce domaine aux mêmes problèmes ou à des problèmes similaires. Pour parer à l'accroissement des arriérés dans son domaine, elle a par exemple pris les mesures suivantes:

- les arriérés de certains débiteurs sont transférés dans un compte spécial qui ne porte pas d'intérêt;
- les intérêts moratoires au titre de dettes antécédentes sont réglés par l'UIT;
- le Secrétaire général de l'UIT et les différents pays débiteurs négocient des plans d'amortissement correspondants;
- certains pays débiteurs peuvent, à titre provisoire, être déclassés;
- le Conseil d'administration de l'UIT a été invité à prendre toutes les mesures nécessaires pour régler le remboursement des dettes et celui des intérêts.

De plus, l'UIT a stipulé que les Pays-membres en retard dans le paiement de leurs contributions de plus de deux ans n'ont pas le droit de vote; suite à cette disposition, 19 pays n'avaient pas le droit de vote lors de la dernière Conférence de plénipotentiaires tenue à Nice en juin 1989.

Dans ledit document, le Conseil exécutif propose au Congrès au point III, lettre C, une série de mesures concrètes pour le règlement des arriérés dus. Contrairement à la pratique au sein de l'UIT, le Conseil exécutif déconseille des sanctions à l'encontre des pays débiteurs, ce qui avait d'ailleurs également été refusé par le Congrès de Hamburg.

Les mesures proposées par le Conseil exécutif sont les suivantes:

- charger le Bureau international de négocier, avec les pays qui ont les plus forts arriérés, des plans d'amortissement à soumettre au Conseil exécutif;
- charger le Conseil exécutif
 - d'approuver les plans d'amortissement négociés;
 - de consentir au déclassement des pays débiteurs dans une classe de contribution inférieure pour la période de remboursement;
- transférer les dettes qui font l'objet d'un plan d'amortissement, dans un compte spécial.

Au nom du Conseil exécutif, je vous prie maintenant:

- d'adopter le projet de résolution 03 visant à régler, avant le 31 décembre 1990, les arriérés dus à la Confédération suisse ainsi que
- d'approuver le projet de résolution 04 et de faire prendre les mesures nécessaires au règlement des arriérés de toute nature.

a) Rembour-
sement
à la Suisse

Le PRÉSIDENT invite la Commission à examiner en premier lieu la proposition 03 visant à la liquidation des comptes arriérés de l'ancien régime de financement.

La CHINE (RÉP. POP.): Nous appuyons pleinement la proposition 03 et nous nous associons à l'avis du Président du CE pour adresser une lettre au Gouvernement suisse et exprimer nos plus vifs remerciements pour sa collaboration exemplaire tout au long des années.

L'AUTRICHE, le JAPON et FIDJI abondent dans le même sens que la Chine (Rép. pop.).

La TANZANIE (RÉP. UNIE): Tout en appuyant la proposition 03, nous signalons que les pays qui ont d'importants arriérés envers l'Union se trouvent déjà dans la classe de contribution la plus faible et peuvent avoir à faire face à des difficultés extrêmement graves pour les rembourser. Etant donné qu'ils ne pourront plus être déclassés, la question se pose de savoir si un délai favorable pourrait leur être accordé afin de leur permettre de verser les arriérés.

La BOLIVIE: Notre pays figure dans les listes des débiteurs des sommes arriérées dues à la Suisse et à l'Union et nous avons déjà fait les démarches nécessaires pour que cette situation soit régularisée. Nous donnons notre plein soutien aux propositions 03 et 04.

DOMINICAINE (RÉP.): Notre pays a des arriérés importants et nous souhaitons remplir nos engagements. Cependant, notre situation économique est extrêmement difficile et des accords spéciaux devraient être envisagés afin de permettre le remboursement dans les conditions les plus favorables.

La proposition 03 du CE est adoptée par consensus.

La SUISSE: Par la décision que vous venez de prendre, vous avez mis fin à une situation qui dure depuis plus de cent ans.

En effet, depuis l'origine de l'Union postale universelle en 1874, le Gouvernement suisse a joué un rôle particulier. Ce rôle comportait un ensemble équilibré de prérogatives et de charges.

Les prérogatives comprenaient notamment la surveillance du Bureau international, la nomination du personnel dudit bureau, l'approbation du budget annuel et des dépassements budgétaires, la compétence d'arrêter le Règlement financier et le Statut du personnel.

Quant aux charges, elles comportaient les avances de trésorerie, la vérification des comptes, des fonctions diplomatiques (dépositaire des Actes de l'Union, admission, sortie et adhésion à l'Union, notification des modifications des Actes, procédure de nomination du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international).

Avec la création du Conseil exécutif et l'extension de ses compétences, les prérogatives du Gouvernement suisse ont été éliminées progressivement, ce qui était une évolution logique.

Les charges que j'ai mentionnées ont subsisté au-delà de la suppression des prérogatives. Lundi dernier, vous avez approuvé des propositions du Conseil exécutif, inspirées par la Suisse, visant à transférer les fonctions diplomatiques au Directeur général du Bureau international, conformément à la pratique de la plupart des autres organisations du système des Nations Unies.

En acceptant de rembourser à la Suisse le solde des arriérés à l'expiration, à fin 1990, du délai de dix ans pour passer du système de financement a posteriori au régime d'autofinancement introduit par le Congrès de Rio de Janeiro en 1979, vous avez supprimé le dernier élément d'une lente et harmonieuse évolution vers l'autonomie totale de l'UPU.

Dans ce domaine aussi, le Congrès de Washington est donc le Congrès du renouveau, le Congrès de l'avenir.

Pour marquer cet événement et en raison des activités primordiales de l'UPU dans le domaine des communications, auxquelles la Suisse attache une grande importance, le Gouvernement de mon pays, en sa séance du 1er novembre 1989, a pris la décision suivante:

«Il est renoncé au remboursement par l'UPU des avances faites au titre de l'ancien régime de financement et dues au 31 décembre 1990, à la condition que la somme encore due soit affectée au Fonds spécial UPU et au Fonds des activités spéciales. La délégation suisse au Congrès de Washington de fin 1989 est autorisée à informer le Congrès de cette décision.»

Monsieur le Président, c'est avec le plus grand plaisir que je puis donc, aujourd'hui, vous annoncer formellement que la Suisse renonce au remboursement des arriérés qui lui sont dus. Cette décision, portant sur une somme évaluée, en l'état actuel, à environ 2 millions et demi de francs suisses, doit bénéficier à deux fonds particuliers de l'UPU dont vous me permettrez de rappeler brièvement les buts:

Le Fonds spécial UPU vise à doter l'Union de moyens d'action complémentaires destinés à aider les pays en développement à accroître les possibilités de leurs Administrations postales, spécialement en matière de formation professionnelle. Nous espérons ainsi apporter une aide aux pays en développement dans leurs efforts pour améliorer la qualité de leurs services postaux, ce qui serait bénéfique pour nous tous.

Le Fonds des activités spéciales, nouvellement créé, est destiné à faciliter le financement des activités spéciales qui ont déjà été approuvées par le Congrès (contrôles de mesures d'amélioration de la qualité, études de marché, introduction de nouveaux services), en permettant notamment de reporter les crédits disponibles d'un exercice à l'autre et de supporter des dépenses imprévues et urgentes. Ces activités consistent donc en des actions propres à adapter le fonctionnement de l'Union aux exigences commerciales et techniques actuelles, de façon à permettre à l'Union et aux services postaux nationaux d'évoluer dans un environnement concurrentiel. En mettant un montant à la disposition du «Fonds des activités spéciales», la Suisse souhaite assurer une assise financière pour le lancement d'une nouvelle politique de l'UPU axée sur l'avenir.

Je vous prie de nous autoriser à régler les modalités d'application d'entente entre la Suisse et le Bureau international, lorsque les comptes définitifs seront établis.

(Applaudissements.)

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL: Monsieur le Président, Monsieur le Chef de la délégation suisse, Mesdames, Messieurs, c'est avec une très grande satisfaction que je viens d'apprendre la bonne nouvelle annoncée par le Chef de la délégation suisse, M. Clivaz. Il s'agit d'une décision très récente de son Gouvernement, selon laquelle celui-ci renonce au remboursement par l'UPU des avances faites au titre de l'ancien régime financier et dues au 31 décembre 1990, à la condition que la somme due soit affectée au Fonds spécial UPU et au Fonds des activités spéciales. On estime qu'à la fin de l'exercice 1990 les arriérés de l'ancien régime se monteront à environ deux millions et demi de francs suisses.

Ce geste très généreux du Gouvernement du pays siège de l'Union postale universelle va permettre à l'UPU de disposer de moyens d'action complémentaires pour aider les pays en développement et accroître les possibilités de leurs Administrations postales, spécialement en matière de formation professionnelle, domaine qui, en Suisse, a atteint un niveau de qualification exemplaire dans tous les secteurs d'activités. Du même coup, la Suisse souhaite assurer une assise financière pour le lancement d'une nouvelle politique de l'UPU axée sur l'avenir. Il s'agit là d'un exemple de cette solidarité dont nous avons tant parlé au cours de ce Congrès. Un exemple que l'Union certainement aimerait voir suivi, selon d'autres modalités, par d'autres Pays-membres au bénéfice du système postal international.

Je suis heureux de pouvoir exprimer mes chaleureux remerciements à la délégation suisse et de prier M. Clivaz de bien vouloir faire part à son Gouvernement de la vive gratitude de l'ensemble des pays de notre Union, non seulement pour cette importante décision mais, d'une manière générale, pour toutes les facilités accordées à l'UPU depuis sa création en 1874, parmi lesquelles le fait d'avoir assuré la fonction de dépositaire des Actes de l'Union.

Veuillez bien croire, cher Monsieur Clivaz, cher Monsieur Burn, et Messieurs les membres de la délégation suisse, que nous sommes très sensibles à la récente décision de votre Gouvernement concernant les dettes de l'ancien régime financier. D'ailleurs, j'aimerais m'associer à la proposition du Président du CE au Congrès, appuyée par la Chine (Rép. pop.) et d'autres délégations, pour adresser une lettre au Gouvernement de la Confédération suisse, lui faisant part de notre satisfaction et de nos remerciements.

Cher Monsieur Clivaz, nous continuerons dans la voie bien tracée de la collaboration étroite avec votre pays. Je tiens à vous dire à quel point j'apprécie le soutien que j'ai reçu de la Suisse et en particulier l'appui professionnel à chaque moment au cours des années, soit depuis que je suis Directeur général du Bureau international. Nous resterons toujours liés à votre Gouvernement parce que la Suisse continuera à effectuer la vérification des comptes de notre Union, ce qui nous apportera la tranquillité nécessaire pour travailler.

Une fois encore: merci.

(Applaudissements.)

b) Assainissement
des comptes
arriérés de toute
nature

Le PRÉSIDENT introduit la proposition 04, à laquelle certaines délégations ont déjà fait allusion et dont les motifs figurent au chiffre 26 du Congrès – Doc 71.

Les PAYS-BAS: Nous appuyons vigoureusement cette proposition, notamment en ce qui concerne l'octroi de facilités de paiement aux pays qui s'engagent à amortir leurs dettes. Nous proposons cependant de l'amender en ajoutant le texte suivant au dispositif qui commence par «invite»: «3° à présenter au prochain Congrès une proposition faisant état des mesures à prendre si ces résultats ne sont pas satisfaisants».

La TANZANIE (RÉP. UNIE): Nous tenons à remercier la Suisse de sa décision humanitaire très bénéfique au pays pauvre et en développement que nous sommes.

En ce qui concerne la proposition 04, que nous soutenons, nous aimerions relever que la notion «d'importants comptes arriérés» devrait être précisée, soit par rapport aux arriérés accumulés par le pays, soit par rapport à une limite chiffrée. Nous soulignons également que les Pays-membres de l'Union ne sont pas censés avoir des arriérés, sauf éventuellement en cas de difficultés économiques graves. Or, à l'examen de la liste des pays présentant des arriérés, nous constatons que ceux-ci ne sont pas seulement fonction de telles difficultés. Si le déclassement des pays présentant des arriérés nous paraît être une bonne mesure, nous restons préoccupés par le fait que certains pays ne pourront apparemment pas en bénéficier, dans la mesure où ils se trouvent déjà dans la classe de contribution la plus basse.

Le PRÉSIDENT: Je suis sûr que le CE saura tenir compte de vos remarques et trouver la solution adéquate aux cas les plus difficiles. Le but de la proposition 04 consiste à essayer d'agir dans les limites des moyens dont nous disposons.

L'INDE: Nous nous associons aux remerciements exprimés à la Suisse. Celle-ci renonce à ses créances mais les arriérés restent dus à l'UPU. Il est absolument nécessaire qu'ils soient enfin versés pour que l'UPU dispose de fonds pour les activités envisagées. Nous espérons que cinq ans suffiront à ce remboursement et nous considérons que l'amendement proposé par les Pays-Bas n'est pas nécessaire.

Le RWANDA: Nous remercions la Suisse et soutenons la proposition 04. Pour des raisons pratiques, nous serions reconnaissants au Bureau international de bien vouloir encore rappeler aux Pays-membres, par voie diplomatique, le montant de leur dette.

L'amendement des Pays-Bas à la proposition 04 est rejeté par 45 voix contre, 27 pour et 39 abstentions.

La proposition 04 est adoptée par consensus.

Utilisation du
terme
«Documentation»

Le PRÉSIDENT passe à la proposition 1507.1. Suite à la résolution C 64 de Hamburg, le CE a procédé à une étude de portée purement rédactionnelle en vue de définir les termes de «documentation», «document» et «publication», utilisés dans les Actes de l'UPU, et d'écarter toute confusion à leur sujet. Il propose de retenir comme critère de référence les définitions données par l'article 17 des Prescriptions internes du Bureau international.

La proposition 1507.1 est adoptée par consensus. La Commission de rédaction en tiendra compte en ce qui concerne les propositions corrélatives 2509.1, 2511.1, 2512.1 et 4627.2.

Hymne postal
de l'UPU

Le PRÉSIDENT: Nous passons à la proposition 014 du Pérou.

Le PÉROU: Nous sommes reconnaissants à la Suisse de son geste généreux qui permettra une plus grande collaboration avec les pays en développement. La proposition 014 vise à renforcer l'Union postale universelle. L'hymne pourrait devenir un instrument d'intégration utile et constituer un facteur psychologique, important pour les agents postaux, visant à la qualité et à la rapidité. Il pourrait faire mieux comprendre la fonction sociale du courrier et éveiller un sentiment de communauté.

L'ARGENTINE: Nous appuyons la proposition 014 qui pourrait contribuer à renforcer l'identité postale et à améliorer l'attitude des agents postaux à l'égard de leur institution.

Par référence à l'UIT qui a appelé son hymne «Hymne mondial des télécommunications», nous suggérons cependant de nommer notre hymne «Hymne mondial de la poste».

Le PÉROU accepte l'amendement de l'Argentine.

La proposition 014 ainsi amendée est adoptée par consensus.

Attributions du
Conseil exécutif

Le PRÉSIDENT: Nous passons aux propositions 1502.5 et 1502.6 liées au Congrès – Doc 73, qui a déjà été adopté par le Congrès. Il s'agit donc d'adapter les textes aux décisions prises.

La proposition 1502.5 vise à fixer dans le Règlement général la compétence du CE d'arrêter les règles régissant le Fonds des activités spéciales.

La proposition 1502.5 est adoptée par consensus.

Le PRÉSIDENT: La proposition 1502.6 est également une conséquence du Congrès – Doc 73 et de la proposition 010 qui charge le CE d'entreprendre toute action jugée nécessaire pour sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international et le moderniser. Il s'agit de faire figurer cette action dans les compétences du CE.

La proposition 1502.6 est adoptée par consensus.

La proposition 1515.1 est adoptée par consensus.

Le MAROC: Nous tenons à vous exprimer notre vive satisfaction d'avoir travaillé sous votre présidence et vous félicitons de la sagesse et de la compétence avec lesquelles vous avez dirigé les travaux de cette Commission.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL: Au terme des travaux, je souhaite vous adresser, Monsieur le Président, nos sincères remerciements pour le travail accompli par les Commissions 3 du CE et du Congrès, que vous avez présidées. L'UPU se souviendra du travail extraordinaire accompli au cours de votre mandat. Vous avez été un élément actif et cohérent, capable d'une grande résolution dans le cadre de l'évolution actuelle. Jamais vous n'avez manqué d'intervenir à point nommé. Je sais qu'il s'agit de votre dernière présidence, puisque vous allez prendre votre retraite en 1990. C'est pourquoi je tiens à vous dire que l'UPU vous doit beaucoup.

Le PRÉSIDENT: A mon tour, je remercie le Secrétaire général de ses louanges. Je tiens cependant à relever qu'il n'a été possible de travailler dans des conditions très favorables que grâce à la compétence et à la volonté d'aboutir du Secrétaire général.

Je tiens également à remercier les Vice-Présidents, soit M. Cortés, du Mexique, M. Wijetunga, du Sri Lanka, M. Fare, du Togo, ainsi que le Secrétaire général adjoint, le Sous-Directeur général et Vice-Directeur général élu, M. Ascandoni, le Secrétaire de la Commission, M. Ducommun, et le Secrétaire adjoint, M. Ranaivoson, les interprètes et tous ceux qui ont contribué au succès de nos travaux.

Mesdames, Messieurs les délégués, je vous remercie tout spécialement de votre collaboration efficace pour l'évolution de notre Union. J'ai eu beaucoup de plaisir à diriger cette Commission et je vous en remercie.

(Applaudissements.)

La séance est levée à 17 h 15.

Au nom de la Commission: Le Président,
E. BURN

Le Secrétaire,
L.-P. DUCOMMUN

Le Secrétaire adjoint,
H.R. RANAIVOSON

Rapports de la Commission 4

Première séance

Vendredi 17 novembre 1989, 15 heures

Présidence de M. J. ALLARDT, Président

Ouverture des travaux

En ouvrant cette première séance, le Président a souhaité la bienvenue à tous les membres de la Commission 4. Il a exprimé l'espoir que, grâce à leur collaboration et à l'appui du Secrétariat, la Commission accomplira ses travaux dans de bonnes conditions. Il a ensuite invité les Vice-Présidents de la Commission, à savoir le Cameroun, le Pakistan et le Vénézuéla, à prendre place à la tribune.

Secrétariat

M. Gharbi, Sous-Directeur général, a participé comme coordonnateur des travaux des Secrétariats des Commissions techniques. MM. S. Fall, Conseiller, I. Haider, Conseiller adjoint, et G. Kalicki, Premier Secrétaire au Bureau international, ont été désignés respectivement en qualité de Secrétaire, de Secrétaire adjoint et d'Adjoint au Secrétariat de la Commission.

Quorum

Cent cinquante-trois pays ayant déposé leurs pouvoirs dans la forme prescrite à l'ouverture de la réunion, le quorum requis est fixé à 77 présences. La vérification des présences a montré que les représentants de 94 pays étaient présents dans la salle. Le quorum étant donc acquis, la Commission peut valablement délibérer.

Procuration

Le Yémen (Rép. dém. pop.) est représenté par le Yémen (Rép. arabe).

Approbation de l'ordre du jour

L'ordre du jour (Congrès – Doc 10/Rev 1) a été adopté sans modification. Le Président a informé la Commission qu'en principe, l'ordre du jour sera systématiquement suivi et les divers points y inscrits seront traités dans le même ordre à l'exception du point 5 relatif aux services EMS qui sera examiné lors des séances des 27 et 28 novembre et du point 6 en rapport avec les colis postaux qui viendra en discussion après l'examen du point 15.

Propositions
renvoyées à
d'autres
Commissions

- a) Séance plénière: *Proposition 2000.3*
- b) Commission 3 (Affaires générales): *Proposition 2000.19*
- c) Commission 5 (Poste aux lettres – Tarification et rémunération): *Propositions 2000.12, 2008.1, 2018.1, 2018.3, 2031.2, 2031.4, 2501.1/Rev 1, 2501.2, 2501.3, 2501.4, 2501.5, 2503.1, 2556.1, 2556.2, 2556.4, 2556.5, 2556.6, 2562.3, 2562.4, 2562.9, 2564.3, 2564.4, 2565.4, 2565.5, 2568.1, 2598.1, 2912.1, 2912.2, 2912.4, 2912.5, 2912.6, 2914.2, 2918.1, 2918.2, 2918.3, 2918.91, 2918.92, 2928.1, 2928.2, 2931.1, 2931.2*
- d) Commission 6 (Poste aérienne): *Propositions 2027.1, 2032.91/Rev 1, 2032.92, 2034.1, 2035.1, 2509.3, 2509.5, 2513.91, 2513.92, 2524.91, 2541.2, 2554.3, 2555.1, 2908.1*
- e) Commission 7 (Colis postaux): *Proposition 2000.6/Rev 1.*

Propositions
retirées

Propositions 2000.10, 2543.3, 2555.3, 2562.6, 2927.1, 2928.3

Examen des
propositions

Le Président a fait remarquer que la proposition 2032.91/Rev 1 qui est renvoyée à la Commission 6 pourrait être examinée par la Commission 4 lors de l'examen du point 6 de l'ordre du jour étant donné que la première séance de la Commission 6 ne se tiendra que le 29 novembre, c'est-à-dire après les travaux de la Commission 7 (Colis postaux).

Propositions
d'ordre général

Proposition 2000.1

La proposition vise à charger le Conseil exécutif d'entreprendre une étude en vue de moderniser et de simplifier la réglementation relative aux imprimés.

La proposition 2000.1 est adoptée sans objection.

Proposition 2000.2

Cette proposition a pour but de recommander aux Administrations postales d'utiliser dans leurs services postaux un papier aussi écologique que possible. Son auteur a souligné que malgré les difficultés techniques que certaines Administrations pourraient rencontrer en la matière, elles devraient consentir une attention particulière à ce problème dans l'intérêt plus large de l'environnement.

La proposition 2000.2 est adoptée sans opposition.

Proposition 2000.5

La proposition vise à charger le Conseil exécutif et le Conseil consultatif des études postales d'étudier les mesures à appliquer par les Administrations postales en vue d'assurer la sécurité du courrier international. L'auteur a souligné l'importance d'un effort collectif pour préserver une certaine catégorie de courrier.

La proposition 2000.5 est adoptée sans objection.

Proposition 2000.13

L'objet de cette proposition est de faire réaliser une étude au sein du Conseil consultatif des études postales sur la possibilité de créer, à l'instar du service EMS, un logotype universel qui permettrait d'identifier les services postaux au niveau mondial.

De l'avis de son auteur, un tel logotype aura un impact certain sur l'image même de la poste traditionnelle et favorisera sa commercialisation.

Six Administrations se sont opposées à cette proposition pour une raison ou une autre, dont notamment les incidences financières pour les Administrations, le danger de créer une confusion auprès des usagers par une multiplicité des logotypes, non seulement sur les plans nationaux et universels, mais aussi pour chaque service. Une administration a également souligné le caractère non prioritaire d'une telle étude. En revanche, six pays se sont déclarés en faveur de cette proposition. Une Administration a appuyé la proposition sous réserve que l'introduction du logotype universel n'impliquera pas la suppression des logotypes nationaux.

Mise aux voix, la proposition 2000.13 a été adoptée par 59 voix pour, 29 voix contre et 19 abstentions.

Proposition 2000.21

En vue de garantir la meilleure qualité de service possible aux clients de la poste, la proposition recommande aux Administrations postales d'origine et de destination de conclure un accord bilatéral portant sur les normes de service. L'un des auteurs de cette proposition a informé la Commission sur les diverses formalités d'application d'un tel accord. Quatre Administrations se sont déclarées pour l'adoption de cette proposition tandis qu'une Administration a formulé des réserves.

La proposition 2000.21 est adoptée sans opposition.

Proposition 2500.5

Le but de cette proposition est de recommander aux Administrations postales d'appliquer entre autres les normes définies par l'ISO en matière d'emballage en vue d'une uniformisation plus grande et de faciliter l'identification des marquages postaux.

La proposition 2500.5 est adoptée sans objection.

Liberté de transit,
art. premier, § 1

Proposition 2001.1

Cette proposition a pour objet de modifier le texte de l'article 1 de façon à obliger les Administrations postales à acheminer les dépêches closes par les voies convenues avec l'Administration de dépôt et pas nécessairement par les voies les plus rapides.

Une Administration a été d'avis que cette proposition portera atteinte à la qualité du service; elle a donc proposé un amendement oral en vue d'y apporter une certaine souplesse.

Il s'agit d'ajouter «à moins que les Administrations intéressées ne se mettent d'accord pour l'acheminement des dépêches closes par une autre voie».

Huit Administrations se sont prononcées contre la proposition originale, dont deux ont appuyé l'amendement oral déjà cité, et six se sont déclarées en faveur du maintien du texte actuel. L'auteur de la proposition s'est montré disposé à accepter l'amendement en question.

Toutefois, le vote effectué au sujet de la proposition amendée a donné les résultats suivants: 7 voix pour, 83 voix contre et 17 abstentions.

La proposition 2001.1 est donc rejetée.

Acheminement
des dépêches et
établissement des
bulletins d'essai,
art. 163, §§ 2, 5
et 6

Proposition 2563.1

Allant dans le même sens que la proposition 2001.1, la proposition 2563.1 est aussi rejetée.

Inobservation de
la liberté de
transit,
Convention,
art. 2

Proposition 2002.1

Compte tenu de l'évolution des techniques de télécommunications, l'auteur de cette proposition considère que l'avis concernant la suppression d'un service doit être communiqué par les moyens les plus rapides, y compris les moyens télématiques.

Une Administration était d'avis que le secteur des télécommunications étant l'un des secteurs hautement progressifs, il sera préférable de prévoir une communication par le moyen le plus rapide sans le préciser par le terme télématique.

Cinq Administrations se sont déclarées en faveur de la proposition, alors que cinq autres, tout en acceptant le principe de base, ont souhaité que la proposition en question soit renvoyée à la Commission de rédaction pour qu'il y ait une certaine harmonisation, compte tenu du fait que la proposition 2002.1 s'apparente à d'autres propositions.

Le principe de base de la proposition ayant été adopté sans objection, la proposition 2002.1 est renvoyée à la Commission de rédaction.

Le Président a toutefois fait valoir à la Commission que d'autres propositions similaires, 2004.1, 2004.2, 2033.1, 2544.1, seront examinées individuellement par la Commission 4 lors des séances ultérieures.

La séance a été levée à 18 heures.

Au nom de la Commission: Le Président,
J. ALLARDT

Le Secrétaire,
S. FALL

Le Secrétaire adjoint,
I. HAIDER

L'Adjoint,
G. KALICKI

Deuxième séance

Mercredi 22 novembre 1989, 9 h 30

Présidence de M. J. ALLARDT, Président

Procurations	Kiribati, le Liechtenstein, le Vanuatu, Sainte-Lucie et Saint-Vincent-et-Grenadines sont représentés pour toutes les séances par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne, la Suisse, la Papouasie – Nouvelle-Guinée, la Barbade et Saint-Christophe-et-Nevis, respectivement. En plus, pour cette séance, la Bolivie est représentée par le Costa-Rica.
Quorum	La vérification des présences a montré que 101 pays sont présents dans la salle. Le quorum étant fixé à 78 présences, la Commission peut valablement délibérer.
Approbation de l'ordre du jour	Le Président signale qu'il avait été nécessaire d'établir une nouvelle revision de l'ordre du jour (Congrès – Doc 10/Rev 2), du fait du renvoi de 12 autres propositions à la Commission 5.
Proposition retirée	<u>La proposition 2046.2 est retirée par son auteur.</u>
Communication	En attirant l'attention de la Commission sur le Congrès – Doc 48.2 intitulé «Programme général d'action de Washington», élaboré à l'issue du Débat général tenu le 16 novembre, le Président rappelle que les décisions de la Commission 4 devront aller dans le sens dudit document.
Examen des propositions (suite)	<i>Proposition 2000.18/Rev 1</i> La proposition vise à établir un code contenant des directives susceptibles d'aider les Administrations postales à mettre en pratique une politique philatélique prudente.

Proposition
d'ordre général

Treize Administrations l'ayant fermement appuyée, la proposition 2000.18/Rev 1 est adoptée sans objection.

Propositions 2004.1 et 2004.2

La première proposition vise à ajouter les moyens électroniques à ceux prévus pour la notification de suspension et de reprise de service en supprimant les termes «au besoin». La deuxième proposition, tout en allant dans le même sens, préconise l'utilisation des moyens rapides de télécommunications disponibles. La discussion a porté d'abord sur la suppression des termes «au besoin», qui a été acceptée par 108 voix contre, 8 non et 8 abstentions. Etant apparentées à d'autres propositions en ce qui concerne l'utilisation des moyens de transmission, les propositions 2004.1 et 2004.2 sont adoptées sous réserve que le libellé définitif soit arrêté par la Commission 10 pour toutes les propositions concernées.

Création de
nouveaux services

Propositions 2006.1 et 2006.2

Ces propositions, qui concernent la création de nouveaux services, visent à remplacer le terme «Convention» par «Actes de l'Union» en vue de pouvoir couvrir d'éventuels nouveaux services qui n'appartiendront pas strictement à la catégorie Poste aux lettres. Cette idée est retenue. Toutefois, la proposition 2006.1 souligne que les taxes d'un tel service sont fixées par les Administrations intéressées, alors que la proposition d'amendement 2006.2 précise que les taxes dont il s'agit sont fixées par chaque Administration intéressée.

Quatre Administrations se sont déclarées pour et trois contre la proposition 2006.2.

Mise au vote, la proposition 2006.2 est adoptée par 65 voix pour, 46 contre et 5 abstentions. La proposition 2006.1 devient donc sans objet.

Envois de la poste
aux lettres

Proposition 2018.2/Rev 1

La proposition a pour but d'insérer à l'article 18 de la Convention une définition des lettres et des cartes postales.

Son auteur explique que l'acheminement des envois dont il s'agit relève du monopole des Administrations postales et qu'en l'absence d'une définition précise, elles ont du mal à se défendre contre les concurrents.

Trois Administrations ont appuyé la proposition, alors que quatre autres, considérant que le concept de monopole n'est plus courant, se sont déclarées contre.

Mise au vote, la proposition 2018.2/Rev 1 est rejetée par 68 voix contre, 32 pour et 15 abstentions.

Envois
normalisés

Proposition 2020.2

La proposition prévoit que les mentions de service peuvent aussi être placées directement au-dessus de l'adresse du destinataire lorsqu'il est fait usage d'enveloppes à fenêtre.

La proposition 2020.2 est adoptée sans objection.

Proposition 2020.3/Rev 1

La proposition vise à admettre comme des envois normalisés les cartes allant jusqu'au format 120 x 235 mm sous réserve que ces dernières soient confectionnées en papier-carton d'un grammage propre à faciliter leur traitement manuel ou automatisé.

La proposition 2020.3/Rev 1 est adoptée sans objection.

Proposition 2020.1

Etant donné que le matériel de tri permet aujourd'hui de mécaniser le traitement d'envois à format plus large, la proposition vise à admettre comme envois normalisés des enveloppes dont la largeur ne soit pas supérieure à 162 mm, avec une tolérance de ± 2 mm.

Trois Administrations se sont opposées à cette proposition en relevant notamment les problèmes qui peuvent surgir lors du traitement mécanique inadapté et même lors du traitement manuel. En revanche, l'auteur de la proposition, appuyé par une autre délégation, a souligné l'importance de cette mesure pour mieux répondre aux besoins des clients, mais aussi du fait que l'évolution de la technique actuelle permet de contourner les difficultés.

Le vote effectué à ce sujet a donné les résultats suivants: 67 voix pour, 16 contre et 31 abstentions.

La proposition 2020.1 est adoptée.

Envois admis
à tort

Proposition 2022.1

La proposition envisage de permettre à l'Administration de destination de traiter comme colis postal un envoi accepté comme AO mais non conforme aux conditions pour être admis comme tel et de recouvrer la quote-part auprès de l'Administration d'origine.

A la suite d'avis négatifs de la part de trois Administrations, la proposition 2022.1 est retirée par son auteur qui se réserve le droit de formuler une réserve au Protocole final.

Proposition 2032.91/Rev 1

La proposition vise à introduire dans la Convention des objectifs en matière de délai portant directement sur la notion de qualité de service.

Le Président signale à ce sujet qu'il s'agit purement de l'adoption du principe et que la décision de la Commission sera communiquée aux Commissions 5 (Poste aux lettres – Tarification et rémunération) et 6 (Poste aérienne).

La proposition 2032.91/Rev 1 est adoptée sans objection.

Retrait.
Modification ou
correction
d'adresse à la
demande de
l'expéditeur

Proposition 2033.2

La proposition vise, d'une part, à harmoniser le texte de l'article 33 avec le titre de celui-ci et, d'autre part, à encourager l'usage du télex et de tout autre moyen télématique pour transmettre une demande de retrait ou de modification d'adresse.

La discussion a porté d'abord sur la première partie, c'est-à-dire l'introduction des termes «ou corriger» et «ou de correction» dans les paragraphes 1, 3, 5 et 7. Cette modification est acceptée par la Commission. S'agissant de l'usage de moyens télématiques, à l'instar de propositions similaires, la Commission décide de renvoyer la proposition à la Commission de rédaction.

La proposition 2033.2 est adoptée et renvoyée à la Commission de rédaction pour l'harmonisation du texte concernant les moyens de communication.

Création de la
formule

Propositions 2933.91 et 2543.91

La proposition 2933.91 vise à créer une nouvelle formule C 3/CP 10bis destinée à permettre à l'Administration postale de destination d'informer l'Administration d'origine des raisons pour lesquelles un envoi postal admis à tort n'est ni renvoyé à l'origine, ni remis au destinataire.

La proposition 2933.91 est adoptée sans objection.

En conséquence, la proposition corrélatrice 2543.91 est également adoptée.

Principe et
étendue de la
responsabilité des
Administrations
postales.
Envois
recommandés

Proposition 2050.2

Cette proposition vise à modifier les dispositions du paragraphe 7 de l'article 50 concernant l'indemnité à verser en cas de perte des envois recommandés en vue de traiter l'expéditeur et le destinataire sur un pied d'égalité.

La proposition 2050.2 est adoptée sans objection.

Proposition 2050.3

La proposition a pour but de préciser que les dispositions concernant le paiement d'indemnités sont applicables à partir de la date de la mise à exécution de la Convention.

Trois Administrations se sont prononcées en faveur de cette proposition, tandis que trois autres se sont déclarées contre en précisant que, selon l'article 31 de la Constitution, les Actes précédents sont abrogés dès la mise à exécution de nouveaux Actes.

Mise au vote. la proposition 2050.3 est rejetée par 75 voix contre. 20 pour et 7 abstentions.

La séance a été levée à 12 h 45.

Au nom de la Commission: Le Président,
J. ALLARDT

Le Secrétaire,
S. FALL

Le Secrétaire adjoint,
I. HAIDER

L'Adjoint,
G. KALICKI

Troisième séance

Jeudi 23 novembre 1989, 9 h 30

Présidence de M. J. ALLARDT, Président

Quorum	Le quorum requis est fixé à 79 présences. La vérification des présences a montré que les représentants de 104 pays étaient présents dans la salle. Le quorum étant acquis, la Commission peut valablement délibérer.
Approbation d'un rapport	<p>Le rapport de la première séance (Congrès/C 4 – Rapp 1) est approuvé après les corrections suivantes: propositions renvoyées à la Commission 5:</p> <ul style="list-style-type: none">– ajouter les propositions 2501.6 et 2919.91;– biffer la proposition 2918.92.
Proposition retirée	<u>La proposition 2000.22 est retirée par son auteur.</u>
Examen des propositions (suite)	<p><i>Proposition 2055.2</i></p> <p>La proposition vise à obliger l'Administration qui reçoit l'indemnité d'une entreprise de transport pour perte de la reverser à l'Administration d'origine en remplaçant, dans le paragraphe 3, le terme «rembourser» par «payer» et celui de «payée» par «versée ou due». Selon l'auteur de la proposition, il convient de faciliter le recouvrement du montant payé à l'expéditeur en cas de perte d'un envoi recommandé. Il a en outre noté que certaines entreprises de transport exigent une preuve que cette indemnité a été vraiment versée à l'expéditeur. Plusieurs Administrations ont apporté leur soutien à cette proposition, dont l'une d'elles a toutefois proposé que les termes «versée et due» soient remplacés purement et simplement par «versée». En revanche, cinq autres Administrations se sont opposées à la proposition en soulignant notamment que le texte actuel est satisfaisant du point de vue pratique et juridique. L'une d'elles a rappelé également que les dispositions de la Convention règlent les affaires interadministrations et non les litiges entre les Administrations postales et les transporteurs aériens.</p>
Propositions en relation avec les colis postaux	<p><u>Mise aux voix, la proposition 2055.2 est rejetée par 71 voix contre, 31 pour et 15 abstentions.</u></p>

Proposition 2058.1

Tenant compte de la situation concurrentielle, des intérêts de la clientèle ainsi que des possibilités offertes par les divers moyens extrêmement rapides pour la transmission des messages, la proposition vise à réduire les délais mentionnés aux paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 58 portant sur le paiement de l'indemnité.

La proposition 2058.1 est adoptée sans objection.

Paie-
ment de
l'indemnité

Propositions 2058.2 et 2058.5

La première proposition a pour objet de préciser que le renvoi de la formule C 9, qui n'est pas complétée selon les conditions prévues à l'article 147, paragraphes 9 et 12, du Règlement, ne peut être considéré comme une solution définitive. La deuxième suggère de faire de la phrase «le renvoi de la formule C 9 qui n'est pas complétée selon les conditions prévues à l'article 147, paragraphes 9 et 12, du Règlement, ne peut être considéré comme une solution définitive» l'objet d'un paragraphe séparé.

L'auteur de la proposition 2058.2 ayant accepté cette modification et en l'absence d'autres observations, la proposition 2058.5 est adoptée.

La proposition 2058.2 devient donc sans objet.

Proposition 2058.3

Cette proposition vise à créer un nouveau paragraphe 4bis à l'article 58. Son but est d'obliger les Administrations postales qui indiquent dans le Protocole final de la Convention qu'elles ne sont pas tenues d'observer l'article 58, paragraphe 4, concernant une solution définitive à une réclamation, à fixer un délai dans lequel elles donnent une solution définitive à l'affaire.

Cette proposition est appuyée par deux Administrations qui suggèrent cependant que, compte tenu de l'adoption de la proposition 2058.5, l'emplacement du paragraphe 4bis soit examiné par la Commission de rédaction.

La Commission a également relevé que, compte tenu de l'adoption de la proposition 2058.1, le délai de cinq mois figurant dans la proposition 2058.3 doit être remplacé par trois mois.

La proposition 2058.3 ainsi modifiée est adoptée.

Proposition 2518.1

Cette proposition a pour but de créer une étiquette spéciale pour la désignation des envois qui ne doivent pas être contrôlés à l'aide d'appareils radiographiques ou ouverts en raison de la sensibilité de leur contenu.

L'examen de cette proposition a provoqué une longue discussion. Une délégation a fait remarquer que les envois munis de l'étiquette proposée ne peuvent être contrôlés lorsqu'ils sont insérés dans des sacs. Dans de telles conditions, les compagnies aériennes, pour des questions de sécurité, ne pourraient les accepter. Elle propose donc que la proposition soit renvoyée au CE pour étude complémentaire dans le cadre du Comité de contact IATA/UPU.

Cette manière de voir a été appuyée par plusieurs délégations. Cependant, quelques-unes ont proposé l'utilisation de l'étiquette en attendant une décision du prochain CE; d'autres préconisent l'emploi de ladite formule seulement pour les envois de surface.

La Commission, estimant finalement que l'adoption de la proposition est prématurée pour des raisons de sécurité, décide de confier au CE en collaboration avec l'IATA, l'étude de la proposition 2518.1. Il appartiendra au CE, dans le cadre de ses nouvelles compétences, de proposer les mesures appropriées quant à l'utilisation éventuelle de cette étiquette. Cette décision est annexée au présent rapport.

Conditionnement.
Emballage

Proposition 2518.2

La proposition a pour objet de modifier l'étiquette «Médicaments urgents» de manière à pouvoir l'utiliser également pour l'envoi de substances chimiques de référence.

La proposition 2518.2 est adoptée sans objection.

Conditionnement
des lettres avec
valeur déclarée

Proposition 2532.3

La proposition vise à moderniser les prescriptions de scellage des envois avec valeur déclarée en permettant d'une part l'usage du ruban adhésif, et d'autre part, aux Administrations intéressées la possibilité de convenir de ne pas exiger d'empreintes ou marques spéciales.

La proposition 2532.3 est adoptée sans objection.

Acheminement
des dépêches et
établissement des
bulletins d'essai

Proposition 2563.2

La proposition vise à modifier le paragraphe 3 de l'article 163 du Règlement afin de permettre le renvoi des formules C 27 à une adresse autre que le bureau d'échange d'expédition, si tel est le désir de l'Administration de destination.

La proposition 2563.2 est adoptée sans objection.

Taxe de
magasinage

Proposition 2026.1

Le but de cette proposition est de permettre à l'Administration de destination de percevoir une taxe de magasinage en dessous du seuil de 500 g.

Quatre Administrations se sont opposées à cette proposition en se fondant sur la concurrence à laquelle la poste doit faire face actuellement. Cette mesure constituera, à leur avis, un facteur de démotivation pour les clients. L'auteur de la proposition a par ailleurs souligné que les usagers abusent souvent des facilités offertes par le magasinage. Trois Administrations se sont déclarées en faveur de la proposition.

Mise au vote, la proposition 2026.1 est rejetée par 40 voix pour, 70 contre et 16 abstentions.

Modalités
d'affranchis-
sment

Propositions 2028.1 et 2539.1

La proposition 2028.1 vise à intégrer à l'article 28 les dispositions concernant les modalités d'affranchissement relatives aux correspondances-avion et à les élargir à tous les envois de la poste aux lettres.

Une Administration, tout en appuyant la proposition, suggère que la mention «Taxe perçue» soit traduite en anglais par «Postage paid».

La proposition 2028.1 est adoptée sans objection.

La proposition 2539.1, qui en est la conséquence, est également adoptée.

Taxe en cas
d'absence ou
d'insuffisance
d'affranchis-
sment

Propositions 2030.1 et 2539.3

La proposition 2030.1 vise à traiter des absences ou insuffisances d'affranchissement selon la législation intérieure du pays d'origine. L'auteur de cette proposition est d'avis que la procédure préconisée à l'article 24, lettre h), de la Convention pour le calcul de la taxe manquante est compliquée et non adaptée aux circonstances actuelles.

Quatre Administrations appuient la proposition. En revanche, six Administrations, tout en admettant le motif de la proposition, se sont déclarées contre son adoption en faisant observer notamment qu'une telle modification pourrait conduire à une évasion générale de l'affranchissement, notamment dans le courrier ordinaire où l'adresse de l'expéditeur n'est pas connue.

Mise aux voix, la proposition 2030.1 est rejetée par 78 voix contre, 31 pour et 17 abstentions.

Par conséquent, la proposition 2539.3 qui lui est associée est également rejetée.

Propositions 2000.16 et 2030.91

La proposition 2000.16 vise à charger le Conseil exécutif d'examiner, de modifier et de mettre à jour les dispositions annexées à ladite proposition concernant le service correspondance commerciale-réponse international (IBRS/CCRI). La proposition 2030.91 a pour objet de modifier la Convention de façon à permettre l'introduction de ce service sur une base facultative.

L'auteur de ces propositions souligne l'importance du service IBRS/CCRI qui a déjà connu un succès dans plusieurs pays.

Plusieurs délégations ont apporté leur appui à ces propositions. Toutefois, l'une d'elles a souhaité que la nomenclature du service soit étudiée par la Commission de rédaction afin de donner à ce service un nom simple et direct dans une seule langue. A cet égard, l'auteur de la proposition a indiqué que les abréviations «CCRI» et «IBRS» devraient pouvoir être utilisées respectivement pour le français et pour l'anglais.

Répondant à une question relative à la perception des frais terminaux pour les envois de ce service, l'auteur des propositions a également précisé que ces frais sont normalement pris en compte dans le trafic comme pour tous les autres envois.

Les propositions 2000.16 et 2030.91 sont adoptées sans opposition.

Compte tenu de l'importance de la question, la Commission a estimé utile de notifier cette décision au Groupe de travail chargé de la mise au point du programme d'action du Congrès.

La séance est levée à 12 h 45.

Au nom de la Commission: Le Président,
J. ALLARDT

Le Secrétaire,
S. FALL

Le Secrétaire adjoint,
I. HAIDER

L'Adjoint,
G. KALICKI

Décision

Désignation des envois contenant des marchandises qui ne devraient pas faire l'objet d'un contrôle à l'aide d'appareils radiographiques ou éventuellement d'une ouverture (matériel photographique, tissus vivants, etc.)

Le Congrès,

charge

le Conseil exécutif d'effectuer, en collaboration avec l'IATA, l'étude de la proposition 2518.1 et, à l'issue de ses travaux de formuler éventuellement des propositions compte tenu de ses nouvelles compétences.

(Proposition 2518.1. Commission 4, 3e séance; Congrès – Doc ...)

Quatrième séance

Lundi 27 novembre 1989, 15 heures

Présidence de M. J. ALLARDT, Président

Quorum	Le quorum est fixé à 76 présences. La vérification des présences a montré que les représentants de 91 pays étaient présents dans la salle. Le quorum étant acquis, la Commission peut délibérer valablement.
Procuration	La Jordanie est représentée par le Maroc.
Propositions retirées	<u>Les propositions 2532.2 et 2513.6 sont retirées.</u>
Examen des propositions (suite)	<i>Proposition 2000.15 et Corr 1</i>
Questions en rapport avec le courrier EMS	<p>Cette proposition émanant du CCEP a pour objet d'inviter le Congrès à se prononcer sur les activités menées au sein du CE et du CCEP à la suite de la résolution C 25 du Congrès de Hamburg dans le domaine du service EMS et à définir les orientations nouvelles à donner à ces activités. Sous forme d'une résolution, la proposition vise à donner compétence, d'une part, au CE de concevoir et de modifier, en tenant compte des propositions du CCEP, la réglementation EMS contenue dans l'accord-cadre EMS et son Règlement d'exécution et, d'autre part, au CCEP d'émettre des recommandations de caractère technique concernant le fonctionnement du service ou de modifier les recommandations existantes.</p> <p>Intervenant avant la discussion sur ce point, l'Administration postale de l'Indonésie a rappelé que, depuis 1976, le Timor oriental constitue l'une des provinces de son pays. Pour cette raison, elle demande que l'annexe 2 à la recommandation 2 jointe à la proposition 2000.15 soit rectifiée en conséquence. La Commission en a pris bonne note.</p> <p>La proposition 2000.15 a été longuement discutée au sein de la Commission. Bien qu'approuvant la résolution elle-même, plusieurs délégations ont émis des réserves au sujet du code à barres, notamment en ce qui concerne certaines modalités techniques. Compte tenu de l'évolution rapide dans ce domaine, elles souhaiteraient que le CCEP revienne rapidement sur la question lors de sa prochaine réunion.</p>

L'une de ces délégations estime qu'un seul système devrait être utilisé par toutes les Administrations. Ce système devrait être appliqué dans tous les services d'exploitation. Elle souhaite en outre qu'un chiffre de contrôle soit adopté pour éviter les erreurs possibles.

Le Président a informé la Commission que les travaux qui seront confiés au CE et au CCEP dans le cadre de cette proposition seront accomplis dans les meilleurs délais et adaptés à l'évolution de la technique pour mieux faire face à la concurrence. Il a par ailleurs estimé que les préoccupations signalées par certaines délégations ne sont pas de nature à mettre en doute l'opportunité d'adopter la résolution.

La proposition 2000.15 corrigée est adoptée sans opposition.

Propositions 2090.91 et 2090.92/Rev 1

Ces propositions visent à inclure dans les Actes le principe de base du Service EMS et à créer à cet effet un nouvel article 90bis. La première proposition, émanant du CCEP, a été mise au point en collaboration avec le CE. La deuxième, qui est un amendement à la première, diffère de celle-ci quant à l'identification du logotype décrit au paragraphe 2. La proposition du CCEP vise la création d'un logotype universel comprenant:

- une aile orange;
- des lettres EMS en bleu;
- trois bandes horizontales orange.

Par contre, la proposition d'amendement préconise un logotype «identique ou similaire au modèle proposé» tout en remplaçant «trois bandes horizontales» par l'expression: «des bandes horizontales».

Lors de la discussion, une Administration s'exprimant en faveur de la proposition 2090.92/Rev 1 a cependant souhaité que le modèle du logotype soit annexé au rapport de la Commission et que le texte proposé soit examiné par la Commission de rédaction. Une autre Administration, tout en appuyant l'élément de souplesse contenu dans cette proposition, ne voit pas la nécessité de rendre les Actes aussi spécifiques. Se fondant sur son expérience lors d'un procès intenté contre elle par une entreprise de coursiers sur cette même question, une autre Administration s'est déclarée en faveur de la proposition 2090.92/Rev 1 pour éviter des litiges de ce genre, notamment pour des Administrations qui pourraient être confrontées au même problème. En revanche, quatre Administrations se sont prononcées nettement contre la proposition 2090.92/Rev 1 et ont souligné l'importance d'un logotype uniforme et unique, reconnu au niveau mondial.

Mise aux voix, la proposition 2090.92/Rev 1 est rejetée par 52 voix contre, 37 pour et 15 abstentions.

En ce qui concerne la proposition 2090.91, une Administration, appuyée par une autre, a oralement proposé une modification au paragraphe 2. Il s'agit de formuler le début de ce dernier comme suit: «Ce service est identifié, dans la mesure du possible» (le reste sans changement). Ce libellé apporte aussi une certaine souplesse aux Administrations.

La proposition 2090.91 ainsi modifiée est mise aux voix. Le vote a donné les résultats suivants: 77 voix pour, 17 contre et 12 abstentions. La proposition 2090.91 est donc adoptée avec la modification susmentionnée.

Congrès – Doc 67 et Add 1

Propositions 2006.91 et 2006.92

Le Congrès – Doc 67 informe le Congrès sur les travaux accomplis par le CCEP en ce qui concerne le code à barres. Il est complété par un additif (Congrès – Doc 67/Add 1) établi par le CCEP compte tenu des récents développements techniques intervenus après sa dernière session.

La Commission a pris acte du Congrès – Doc 67 et de son additif.

La proposition 2006.91 vise à insérer un nouvel article 6bis concernant l'utilisation du code à barres et d'un système unique pour l'identification des envois, récipients et documents connexes. Selon cet article, les Administrations qui optent pour l'emploi du code à barres dans le service postal international doivent respecter les spécifications techniques définies par le CCEP. La proposition 2006.92 est un amendement visant à introduire une certaine souplesse d'application, en remplaçant le mot «doivent» par «devraient» aux paragraphes 2 et 5.

Une Administration a appuyé la proposition 2006.91 émanant du CCEP. En revanche, quatre pays se sont exprimés en faveur de la deuxième qui, selon leur avis, répond mieux aux besoins des Administrations, compte tenu de la souplesse nécessaire qu'elle offre. L'une d'entre elles a cependant souligné que tous les bureaux de poste ne sont pas équipés pour lire le code à barres et que ce dernier ne devrait pas remplacer d'autres indications servant comme mode d'identification.

Après que les auteurs de cette proposition eurent fourni des informations supplémentaires portant sur les développements envisagés au sein de différents groupes de travail, notamment du GNTÉ (Groupe normatif des transmissions électroniques), la proposition 2006.91 amendée par la proposition 2006.92 est adoptée.

Propositions en
relation avec les
colis postaux
(suite)

Lettres avec
valeur déclarée

Proposition 2533.1/Rev 1

Le but de cette proposition est de donner aux Administrations la possibilité de s'entendre entre elles pour ne pas réclamer que figure sur l'enveloppe la valeur d'un envoi avec valeur déclarée, l'expérience ayant montré que l'indication de cette valeur sur les envois peut tenter des employés. Deux délégations se sont prononcées contre cette proposition, se réservant même le droit de formuler une réserve au cas où elle serait adoptée. Deux autres ont particulièrement relevé les

difficultés opérationnelles qui pourraient surgir, notamment en ce qui concerne les paiements d'indemnité en cas de vol. Trois Administrations ont apporté leur appui à la proposition.

Mise aux voix, la proposition 2533.1/Rev 1 est rejetée par 50 voix contre, 38 pour et 18 abstentions.

Proposition 2533.2/Rev 1

Cette proposition a pour objet de simplifier le service des lettres avec valeur déclarée, d'une part, en supprimant l'obligation d'inscrire la valeur déclarée en toutes lettres sur l'envoi et, d'autre part, en permettant une correction de celle-ci par l'expéditeur.

En raison de la responsabilité des Administrations en ce qui concerne ces envois, cinq Administrations se sont prononcées contre cette proposition.

Tout en appuyant la proposition, deux Administrations ont relevé que les dispositions proposées ont un caractère facultatif et qu'une telle latitude inciterait une plus large utilisation du service par les clients.

Mise aux voix, la proposition 2533.2/Rev 1 est rejetée par 69 voix contre, 19 pour et 19 abstentions.

Envois exprès

Proposition 2032.1

Cette proposition vise à donner, tant à l'Administration d'origine qu'à l'Administration de destination, la possibilité de limiter le service de distribution par exprès aux envois-avion et aux envois prioritaires.

La proposition 2032.1 est adoptée sans objection.

Proposition 2032.2/Rev 2

Cette proposition vise à ajouter un paragraphe 1bis à l'article 32 de la Convention concernant la possibilité d'effectuer la distribution des envois exprès par un moyen différent de celui prévu à l'article 1, sans porter préjudice à la qualité du service.

La proposition 2032.2/Rev 2 est adoptée sans objection.

Proposition 2032.3

Cette proposition vise à améliorer autant que possible la qualité du service exprès en préconisant un examen accéléré par les services douaniers.

La proposition 2032.3 est adoptée sans objection.

Retrait.
Modification ou
correction
d'adresse à la
demande de
l'expéditeur

Proposition 2033.1

Cette proposition prévoit que, dans le cas où l'expéditeur désire être informé par voie télégraphique des dispositions prises par le bureau de destination, les frais pour la réponse télégraphique soient supportés par l'Administration de destination.

Deux Administrations donnent leur appui à cette proposition en soulignant le motif de base, à savoir la rapidité de réponse. En revanche, plusieurs Administrations sont contre l'adoption de cette proposition, compte tenu des frais qu'elle occasionne à l'Administration de destination.

Mise aux voix, la proposition 2033.1 est rejetée par 48 voix contre, 35 pour et 15 abstentions.

Propositions 2544.1, 2545.2 et 2907.1

La proposition 2544.1 est la conséquence de la proposition 2033.2 déjà adoptée lors de la deuxième séance. La proposition 2545.2 est la conséquence de la proposition 2544.1.

Les propositions 2544.1 et 2545.2 sont adoptées et renvoyées à la Commission de rédaction pour harmonisation des termes visant les moyens de transmission.

Comme conséquence de la proposition 2033.2, la proposition 2907.1 est également adoptée et renvoyée à la Commission 10.

Propositions 2513.3, 2034.2 et 2513.8

La proposition 2513.3 vise à permettre de rédiger l'adresse de manière à effectuer la distribution à l'occupant des lieux, au cas où le destinataire indiqué dans l'adresse d'un imprimé a déménagé. Cette pratique vise plus particulièrement les envois publicitaires d'imprimés. Ainsi, pour ces envois, l'adresse «M. Jean Dupont, ou tout autre occupant des lieux» sera admissible.

La proposition 2034.2 est la conséquence de la proposition 2513.3.

La proposition 2513.8 qui est un amendement à la proposition 2513.3 a pour but de remplacer «Jean Dupont» par «le nom du destinataire» pour dépersonnaliser le destinataire de l'envoi et de simplifier la norme afin d'éviter toute confusion et risque d'erreur au moment de son application.

L'auteur de la proposition 2513.3 accepte l'amendement figurant à la proposition 2513.8.

Deux Administrations soulèvent les difficultés pratiques et opérationnelles dans le contexte de la proposition 2513.8. Quatre Administrations sont pour son adoption et informent la Commission qu'elles pratiquent déjà la procédure préconisée.

Mise aux voix, la proposition 2513.8 est adoptée par 55 voix pour, 30 contre et 15 abstentions.

Comme conséquence, la proposition 2034.2 est adoptée.

La proposition 2513.3 devient sans objet.

La séance est levée à 18 h 15.

Au nom de la Commission: Le Président,
J. ALLARDT

Le Secrétaire,
S. FALL

Le Secrétaire adjoint,
I. HAIDER

L'Adjoint,
G. KALICKI

Cinquième séance

Mardi 28 novembre 1989, 15 heures

Présidence de M. J. ALLARDT, Président

Procuration	Le Yémen (Rép. dém. pop.) est représenté par le Yémen (Rép. arabe).
Quorum	La vérification des présences a montré que 85 pays sont présents dans la salle. Le quorum étant fixé à 77, la Commission peut valablement délibérer.
Communication	<p>Se référant à l'intervention de l'Indonésie lors de la quatrième séance au sujet de la proposition 2000.15, le Portugal a fait valoir sa position comme suit: «L'Union postale universelle en tant qu'institution spécialisée des Nations Unies, dont les attributions ont un caractère technique, n'a pas compétence pour se prononcer sur des questions de nature politique et humanitaire comme c'est le cas pour Timor.</p> <p>Le statut de Timor au sein des Nations Unies est celui de territoire non autonome, dont le Portugal est la puissance administrante, ce statut ne pouvant pas être modifié tant que l'Organisation des Nations Unies n'aura pas considéré comme terminé le processus de décolonisation du territoire et retiré cette question de l'ordre du jour.»</p> <p>La Commission a pris note de cette déclaration.</p>
Examen des propositions (suite)	<i>Proposition 2035.3</i>
Envois non distribuables. Renvoi au pays d'origine ou à l'expéditeur	<p>Afin d'éviter des réexpéditions successives dans le cas où l'adresse de l'expéditeur ne se trouve pas dans le pays où l'envoi a été déposé, et également pour rendre le présent article compatible avec l'article 29 de l'Arrangement des colis postaux, la proposition vise à modifier les paragraphes 2, 3, 6, 7 et 8 de l'article 35.</p> <p>Quatre Administrations considèrent que cette proposition pourrait encourager la prolifération du repostage.</p> <p>Mise aux voix, <u>la proposition 2035.3 est rejetée par 70 voix contre, 10 pour et 25 abstentions.</u></p>

Proposition 2035.2

Cette proposition tend à modifier le paragraphe 6 de l'article 35 en vue de notifier à l'expéditeur que le destinataire ne réside plus à l'adresse indiquée soit par le retour de l'envoi, soit par une autre forme de notification.

Trois Administrations se sont déclarées contre cette proposition, étant donné qu'aucune taxe n'est prévue pour ce service. En revanche, la proposition est appuyée par deux délégations, qui estiment que la disposition préconisée offrirait aux usagers un service important.

Une autre Administration, tout en appuyant le principe de base, suggère que l'accent soit mis plutôt sur la deuxième partie de la modification, à savoir la notification à l'expéditeur pour éviter des frais importants. Une dernière Administration est d'avis que les dispositions proposées devraient être applicables uniquement aux envois recommandés.

Mise aux voix, la proposition 2035.2 est adoptée par 94 voix pour, 10 contre et 11 abstentions.

Proposition 2035.5

Cette proposition prévoit que lorsqu'un pays n'utilise pas la voie de surface pour le renvoi, il se doit de transmettre les envois non distribuables par la voie la plus adéquate qu'il utilise.

La proposition 2035.5 est adoptée sans objection.

Proposition 2035.4

La proposition vise à autoriser l'Administration de destination qui renvoie à l'origine un envoi AO recommandé dont le poids dépasse 2000 g et qui, en plus, ne respecte pas de par ses caractéristiques les normes établies dans la Convention et son Règlement, à le considérer comme entrant dans la catégorie des colis postaux.

Une Administration a considéré inopportune d'introduire une procédure complexe pour couvrir des occasions généralement rares.

La proposition 2035.4 est retirée par son auteur.

Interdictions

Proposition 2036.4

Cette proposition a pour objet d'exclure, sauf en cas d'entente spéciale entre les Administrations intéressées, l'expédition dans les envois recommandés et ordinaires des objets précieux visés au paragraphe 1 de l'article 36.

Trois Administrations ont fait remarquer qu'un nombre important d'Administrations n'assurent pas le service valeur déclarée. De ce fait, les clients sont obligés de recourir au service recommandé pour l'envoi des objets précieux. La proposition aurait donc un effet négatif sur le marché et favoriserait la concurrence.

Compte tenu de cet avis, la proposition 2036.4 est retirée par son auteur.

Par conséquent, la proposition 2043.1 qui lui est associée devient sans objet.

Propositions 2036.1, 2530.1, 2036.5 et 2530.2

La proposition 2036.1 vise à modifier le paragraphe 3, lettre a), de l'article 36 en vue de donner à l'Administration d'origine la possibilité d'admettre dans les petits paquets des documents ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle en rapport direct avec le contenu.

Quant à la proposition 2036.5, bien que formulée différemment, elle va elle aussi dans le même sens.

Les propositions 2530.1 et 2530.2 sont les conséquences des propositions 2036.1 et 2036.5, respectivement.

L'auteur de la proposition 2036.1 la retire en faveur de la proposition 2036.5, qui lui paraît plus complète. Cependant, sur demande de deux Administrations, elle est maintenue et soumise à l'examen de la Commission.

Trois délégations se sont prononcées en faveur de la proposition 2036.1, qui leur paraît suffisamment restrictive pour éviter un abus quelconque.

En revanche, deux Administrations préfèrent la proposition 2036.5, qui se distingue par la simplicité de son libellé.

Mise aux voix, la proposition 2036.5 est adoptée par 77 voix pour, 31 contre et 12 abstentions.

En conséquence, la proposition 2530.2, qui en est la conséquence, est également adoptée.

Les propositions 2036.1 et 2530.1 deviennent donc sans objet.

Proposition 2036.2

Cette proposition a pour but d'inciter les Administrations à communiquer au Bureau international les renseignements concernant les interdictions visées au paragraphe 4, lettre f), au moins trois mois avant leur application. Plusieurs délégations ont relevé qu'il serait difficile de mettre en pratique un tel délai, car les interdictions sont toujours applicables avec effet immédiat.

Faute d'appui, la proposition 2036.2 est rejetée.

Proposition 2036.7

Cette proposition suggère de supprimer la deuxième et la troisième phrase du paragraphe 6 de l'article, considérées comme non conformes au principe de l'inviolabilité de la correspondance personnelle.

Deux Administrations considèrent que l'abolition de ces dispositions encouragerait le phénomène du repostage.

Mise aux voix, la proposition 2036.7 est rejetée par 87 voix contre, 13 pour et 15 abstentions.

Proposition 2036.3

Cette proposition vise à modifier le paragraphe 8 de l'article 36 afin que l'envoi admis à tort qui est renvoyé à l'origine soit accompagné d'une information précise portant sur l'interdiction sous le coup de laquelle tombe l'envoi en question.

La proposition 2036.3 est adoptée sans objection.

Proposition 2036.6

Selon cette proposition, les cécogrammes doivent bénéficier d'exemptions particulières pour des raisons humanitaires. Il s'agit d'inclure cette catégorie d'envois au paragraphe 9 de l'article 36. Une Administration a signalé qu'une telle disposition donnerait aux usagers la possibilité d'en abuser, alors qu'une autre est d'avis que les dispositions actuelles visent uniquement les LC et AO et que les cécogrammes n'appartiennent pas à cette classe.

Mise aux voix, la proposition 2036.6 est adoptée par 98 voix pour, 9 contre et 12 abstentions.

Proposition 2500.2

La proposition est un vœu invitant les Administrations postales à coopérer avec la douane pour lutter contre le trafic des stupéfiants en respectant les principes fondamentaux de la poste internationale. Il s'agit en fait de reviser le vœu C 55 précédemment adopté par le Congrès de Hamburg 1984 pour y introduire la notion de «livraison surveillée» proposée par la douane.

La proposition 2500.2 est adoptée sans objection.

Proposition
d'ordre général

Proposition 2000.4

Cette proposition, sous forme d'une résolution, autorise le CE à reconstituer le Comité de contact CCD/UPU en vue de poursuivre l'étude des problèmes communs. Une Administration, appuyée par deux autres, a proposé d'ajouter à cette résolution une mention visant à encourager les Administrations postales à constituer des Comités de contact nationaux et de la renvoyer à la Commission de rédaction pour une formulation adéquate. Une autre Administration considère cependant que la proposition vise simplement la reconstitution du Comité de contact CCD/UPU par le Conseil exécutif et que cette modification entraînerait une autre correspondant au titre de la proposition.

Mise au vote, la suggestion a été retenue par 81 voix pour, 23 contre et 11 abstentions.

La proposition 2000.4 est adoptée et renvoyée à la Commission de rédaction pour la compléter de manière appropriée par une mention visant à encourager les Pays-membres à constituer des Comités de contact nationaux poste/douane.

Coupons-réponse internationaux

Propositions 2031.1, 2031.3, 2031.5 et 2031.6

Dans la proposition 2031.1, son auteur souhaite actualiser l'ancien texte du paragraphe 3, qui fait encore référence au concept imprécis de la lettre ordinaire, alors que partout ailleurs il est fait mention de la taxe applicable pour le premier échelon de poids des lettres expédiées par voie de surface. La proposition 2031.6, qui est un amendement apporté par l'auteur à sa propre proposition 2031.1, vise à synthétiser les éléments de cette dernière avec ceux de la proposition 2031.2, déjà adoptée par la Commission 5.

Quant à la proposition 2031.3, elle vise à donner au coupon-réponse une valeur correspondant à l'affranchissement d'une lettre ordinaire expédiée à l'étranger. Cette proposition est l'une des incidences de l'extension du courrier S.A.L.

Enfin, la proposition 2031.5 a pour objet de préciser les modalités d'utilisation des coupons-réponse. Elle aussi, selon son auteur, vise à présenter, d'une part, une synthèse des propositions 2031.1, 2031.2, 2031.3 et 2031.4 et, d'autre part, à supprimer le terme «échangeable», qui, de l'avis même de l'auteur, tend parfois à éloigner les coupons-réponse de leur but initial.

L'auteur de la proposition 2031.5 se déclare disposé à accepter la proposition 2031.6 à condition que le terme «échangeable» soit remplacé par «admis».

Compte tenu de cette situation, la Commission a décidé de soumettre au vote les propositions 2031.5 et 2031.6.

La proposition 2031.5 est rejetée par 71 voix contre, 19 pour et 18 abstentions.

La proposition 2031.6 est adoptée par 85 voix pour, 8 contre et 17 abstentions.

En conséquence, les propositions 2031.1 et 2031.3 deviennent sans objet.

Taxe de présentation à la douane

Proposition 2038.1

Cette proposition vise à insérer dans l'article 38 la recommandation du Congrès de Lausanne 1974 qui figure à l'annotation 2 du même article et selon laquelle l'Administration de destination a la faculté de réduire ou même de supprimer la taxe spéciale sur les livres et périodiques, etc., ayant une valeur éducative.

Trois Administrations se prononcent contre l'adoption de cette proposition en insistant notamment sur le caractère facultatif de la recommandation dont elles estiment que l'emplacement actuel doit être maintenu afin de ne pas provoquer une pression sur les Administrations pour abandonner cette taxe.

Mise aux voix, la proposition 2038.1 est rejetée par 76 voix contre, 21 pour et 17 abstentions.

Envois francs de taxes et de droits

Proposition 2040.1

Cette proposition a pour objet de donner à l'expéditeur la possibilité d'utiliser tous les moyens rapides appropriés pour transmettre une demande de remise en franchise de taxes et droits formulée après coup.

La Commission note que l'idée de base est déjà retenue.

La proposition 2040.1 est donc adoptée sans objection et renvoyée à la Commission de rédaction pour l'harmonisation du texte.

Proposition d'ordre général

Proposition 2000.17

Compte tenu de la demande croissante pour le service FDD (Francs de taxes et de droits), l'auteur a soumis cette proposition sous forme d'une résolution, invitant les Administrations à offrir ledit service, autant que possible, dans leurs services de la poste aux lettres.

Plusieurs Administrations ont fermement appuyé cette proposition. Cependant, certaines s'interrogent, d'une part, sur la désignation appropriée de ce service et, d'autre part, sur la nécessité de transformer la résolution en une recommandation afin d'offrir plus de souplesse aux Administrations.

L'auteur de la proposition ayant accepté de transformer la résolution en une recommandation, la proposition 2000.17 est adoptée en tant que recommandation et renvoyée à la Commission de rédaction pour donner au sigle «FDD» utilisé dans le texte de la proposition le libellé qui convient.

Réclamations

Proposition 2042.1

Cette proposition a pour but de ramener d'un an à six mois le délai d'admission des réclamations déposées par les clients.

Selon son auteur, la proposition vise à améliorer la qualité de service et son image de marque aux yeux de ses clients. Plusieurs Administrations considèrent cependant que la question n'a aucun rapport direct avec la qualité du service; au contraire, la proposition vise à réduire une facilité dont bénéficient actuellement les usagers de la poste.

Par ailleurs, les délais de transmission des envois de surface et maritimes sont parfois tellement longs qu'il convient de maintenir les dispositions actuelles. Il est, en outre, relevé que le Conseil consultatif des études postales avait examiné l'opportunité de proposer des délais de six et neuf mois respectivement pour les envois aériens et de surface, mais il a finalement décidé de maintenir le statu quo.

Compte tenu de l'avis défavorable de la Commission et faute d'appui, la proposition 2042.1 est rejetée.

Proposition 2042.2/Rev 1

Cette proposition, émanant du Conseil consultatif des études postales, vise à donner aux usagers la possibilité de transmettre des réclamations par les moyens existants les plus rapides.

La proposition 2042.2/Rev 1 est adoptée sans objection.

Proposition 2042.3

Cette proposition a pour but de modifier le paragraphe 4 de l'article 42, afin que les frais pour la réponse par voie télégraphique soient supportés par l'Administration de destination.

Ayant le même motif que la proposition 2033.1 déjà rejetée, la proposition 2042.3 est retirée par son auteur.

La séance est levée à 18 h 15.

Au nom de la Commission: Le Président,
 J. ALLARDT

Le Secrétaire,
S. FALL

Le Secrétaire adjoint,
I. HAIDER

L'Adjoint,
G. KALICKI

Sixième séance

Mercredi 29 novembre 1989, 15 heures

Présidence de M. J. ALLARDT, Président

Quorum	Le quorum est fixé à 77 présences. La vérification des présences montre que 86 pays étaient présents. Le quorum étant acquis, la Commission peut valablement délibérer.
Approbation d'un rapport	Le rapport de la deuxième séance (Congrès/C 4 – Rapp 2) est approuvé par la Commission.
Propositions retirées	Les propositions 2057.2, 2543.3 et 2555.3 sont retirées.
Examen des propositions	<i>Proposition 2000.14 et Congrès – Doc 76</i>
Proposition d'ordre général	<p>Cette proposition a pour objet de créer un service d'envois à livraison attestée. Plusieurs Administrations ont fermement appuyé cette démarche. Néanmoins des clarifications ont été demandées en ce qui concerne notamment:</p> <ul style="list-style-type: none">– l'emploi de la formule de réclamation C 8 prévue à l'article 157bis au lieu de la formule C 9, étant donné que les envois visés sont assimilés aux envois recommandés;– l'intégration de l'article 50bis à l'article 50;– l'opportunité d'insérer de nouveaux articles dans la Convention alors que le service préconisé n'en est qu'à son stade expérimental;– nécessité d'indemniser également l'expéditeur en cas de spoliation ou d'avarie totale du contenu, ce que ne prévoit pas le paragraphe 3 de l'article 50bis. <p>Après que l'Australie, qui était rapporteur de l'étude du CCEP, eut apporté les précisions sur ces différentes questions et compte tenu de l'avis unanimement favorable, <u>la proposition 2000.14 est adoptée sans objection.</u></p> <p>La Commission a également pris acte du Congrès – Doc 76 qui donne des informations sur l'historique, le niveau du service proposé et le déroulement de l'étude au sein du CCEP.</p>

Lettres avec
valeur déclarée

Proposition 2046.1/Rev 1

Déclaration de
valeur

Cette proposition vise un relèvement du montant de la déclaration de valeur de 7000 à 10 000 francs dans le but de répondre aux besoins de la clientèle et de maintenir la compétitivité.

Une Administration a fait remarquer que des difficultés peuvent surgir avec les compagnies aériennes et l'IATA en ce qui concerne le plafond de valeur déclarée.

La Commission note toutefois qu'une proposition semblable est déjà adoptée par la Commission 7 (Colis postaux).

La proposition 2046.1/Rev 1 est adoptée.

Principe et éten-
due de la respon-
sabilité des
Administrations
postales

Proposition 2050.1

Cette proposition a pour but de permettre l'indemnisation d'un client qui reçoit un objet recommandé partiellement spolié ou détérioré.

Envois
recommandés

Une Administration, tout en admettant le principe de base, a émis certaines réserves compte tenu de l'annotation 7 à l'article 50 de la Convention où il est question d'indemnité ayant plutôt un caractère forfaitaire.

La proposition 2050.1 est adoptée sans objection.

La proposition 2052.1, qui est la conséquence de la proposition 2050.1, est également adoptée.

Proposition 2050.5/Rev 1

Cette proposition vise à laisser la liberté de choix à l'Administration d'origine de verser, aux expéditeurs dans leur pays, les indemnités prévues par sa législation intérieure pour les envois recommandés lorsqu'il est établi que la perte a eu lieu dans le pays d'origine avant l'expédition.

Une Administration a relevé qu'il est parfois difficile d'établir avec certitude le pays où la perte s'est produite, alors qu'une autre s'oppose à l'idée de rendre facultatifs les règlements concernant l'étendue de la responsabilité. Ce même argument est avancé également par une autre Administration qui ajoute que la proposition va à l'encontre de l'idée du territoire unique de la poste universelle visée dans la Constitution. En appuyant la proposition, deux Administrations ont insisté sur la souveraineté des lois nationales.

Mise aux voix, la proposition 2050.5/Rev 1 est rejetée par 76 voix contre, 32 pour et 15 abstentions.

Proposition 2050.6

Cette proposition a pour objet de modifier le paragraphe 6 pour permettre l'indemnisation du destinataire au moment où il prend livraison d'un envoi et non après en avoir pris livraison, ce qui est le cas actuellement. Deux Administrations considèrent cette modification très restrictive pour les clients et d'application douteuse.

Mise aux voix, la proposition 2050.6 est rejetée par 81 voix contre, 31 pour et 14 abstentions.

Proposition 2050.4

Cette proposition vise à relever le montant à verser comme indemnité pour une lettre recommandée, afin de répondre aux besoins de la clientèle. Il s'agit d'une augmentation de 50 % – c'est-à-dire 90 fr-or (29,40 DTS) par envoi au lieu de 60 fr-or (19,60 DTS) et 450 fr-or (147,01 DTS) au lieu de 300 fr-or (98,01 DTS) pour chacun des sacs spéciaux contenant des imprimés.

Tout en étant d'accord avec le but visé dans cette proposition, une Administration suggère une augmentation de 25 % au lieu de 50 %. Cette suggestion est appuyée par plusieurs délégations alors que deux Administrations se prononcent pour le maintien du statu quo.

Mise aux voix, la proposition 2050.4 dans sa forme initiale est rejetée par 82 voix contre, 45 pour et 2 abstentions. La modification proposée est adoptée par 72 voix pour, 49 contre et 9 abstentions.

De ce fait, la proposition 2050.4 telle qu'amendée en annexe 1 au présent rapport est adoptée.

Proposition
d'ordre général

Proposition 2000.11

Cette proposition, présentée sous forme de résolution, incite les Administrations postales à s'abstenir des réserves relatives aux dispositions du chapitre III de la Convention et du titre III de l'Arrangement concernant les colis postaux.

Une Administration appuyée par une autre suggère l'adoption de cette proposition en tant que «recommandation» et non comme résolution pour ne pas porter atteinte à la souveraineté des Etats.

La proposition 2000.11 est ainsi adoptée avec la modification préconisée.

Détermination de la responsabilité entre les Administrations postales et les entreprises de transport aérien	<p><i>Proposition 2057.1</i></p> <p>Cette proposition vise à regrouper deux dispositions similaires, actuellement présentées sous une forme différente, en intégrant dans l'article 57 le paragraphe 3 de l'article 55.</p> <p>L'avis des Administrations qui sont intervenues était plutôt défavorable.</p>
Lettres avec valeur déclarée	<p><u>Mise aux voix, la proposition 2057.1 est rejetée par 57 voix contre, 24 pour et 15 abstentions.</u></p> <p><u>La proposition 2055.1, qui en est la conséquence, est également rejetée.</u></p>
Réclamations	<p><i>Proposition 2547.2</i></p>
Envois recommandés et lettres avec valeur déclarée	<p>Comme conséquence de la proposition 2058.1 déjà adoptée, <u>la proposition 2547.2 est adoptée sans objection.</u></p> <p><u>La proposition 2058.4 devient sans objet</u> compte tenu de l'adoption de la proposition 2058.1 en ce qui concerne les délais.</p>
Conditions d'approbation des propositions concernant la Convention et son Règlement d'exécution	<p><i>Proposition 2091.1</i></p> <p>Cette proposition est la conséquence de la proposition 1022.1 visant à donner au CE la compétence formelle pour arrêter les Règlements d'exécution.</p> <p>La proposition 1022.1 étant déjà adoptée, <u>la proposition 2091.1 est également adoptée.</u></p>
Communications et renseignements à transmettre au Bureau international	<p><i>Proposition 2509.4</i></p> <p>Cette proposition est la conséquence de la proposition 3066.1 déjà adoptée en ce qui concerne le paragraphe 1, lettre d), de l'article 109. S'agissant du paragraphe 1, lettre l), une Administration a soulevé la question relative au volume du recueil qui comprendrait en plus de la liste des lignes de paquebots, des informations sur d'autres formes d'acheminement. Répondant à ces questions, M. Gharbi, Sous-Directeur général au Bureau international, a précisé les modalités d'exécution de cette publication qui seront examinées en détail par le futur CE en collaboration avec le Bureau international.</p> <p>A la suite de ces informations, <u>la proposition 2509.4 est adoptée sans objection.</u></p>

Propositions 2509.2 et 2509.6

La proposition 2509.2 a pour objet d'ajouter la lettre h) au paragraphe 1 de l'article 109, demandant aux Administrations postales d'envoyer «la liste de leurs bureaux d'échange chargés du traitement de la poste aux lettres avec tous les renseignements concernant la dénomination exacte de chaque bureau, ainsi que leurs numéros de téléphone, télex et télécopieurs».

La proposition 2509.6 prévoit le même texte mais avec l'adjonction des mots «et l'adresse» après le mot «exacte».

L'auteur de la première proposition 2509.2 a accepté le libellé proposé dans la proposition 2509.6.

Une Administration, appuyée par une autre, a suggéré cependant que le libellé de la proposition 2509.6 soit complété comme suit: «dans la mesure où ils sont disponibles».

La proposition 2509.6 telle qu'amendée en annexe 2 au présent rapport est adoptée.

La proposition 2509.2 devient donc sans objet.

Proposition 2509.1

Il s'agit du remplacement du mot «documents» par le mot «documentation» au paragraphe 3 de l'article 109. Cette proposition est la conséquence de la proposition 1507.1 déjà adoptée.

La proposition 2509.1 est donc aussi adoptée.

Publications

Proposition 2511.2

Cette proposition est la conséquence de la proposition 2509.4 déjà adoptée.

La proposition 2511.2 est donc aussi adoptée.

Proposition 2511.1

Cette proposition est la conséquence de la proposition 1507.1 déjà adoptée.

La proposition 2511.1 est donc également adoptée.

Proposition
d'ordre général

Proposition 2500.4

Cette proposition, sous forme de résolution, est une nouvelle présentation de la Liste des objets interdits.

La proposition 2500.4 est adoptée sans objection.

Distribution des
publications

Proposition 2512.1

Cette proposition est une conséquence de la proposition 1507.1 déjà adoptée.

La proposition 2512.1 est donc aussi adoptée.

Adresse.
Conditionnement

Proposition 2513.4

Cette proposition émanant du CCEP vise à modifier le paragraphe 1, lettre d), de l'article 113, à l'issue de l'enquête menée dans le cadre de l'étude 636 du CCEP «Zone adresse sur les documents – Eléments constitutifs d'une adresse postale». Elle prévoit que l'adresse soit écrite de façon compacte, sans ligne vierge entre la ligne portant le lieu de destination et les autres éléments de l'adresse, sans espacer les lettres des mots, etc.

La proposition 2513.4 est adoptée sans objection.

Proposition 2513.5

Cette proposition, se basant également sur l'étude 636 du CCEP susmentionnée, prévoit que l'adresse ne doit pas être soulignée afin de faciliter sa lecture optique.

La proposition 2513.5 est adoptée sans objection.

Proposition 2513.7

Cette proposition vise à ajouter un nouveau paragraphe pour préciser, d'une part, que l'emballage ou l'enveloppe ne peut comporter qu'une seule adresse de l'expéditeur et, d'autre part, que celle-ci doit se situer dans le pays d'origine de l'envoi. Si généralement, il a été reconnu que l'enveloppe ou l'emballage ne doit comporter qu'une seule adresse de l'expéditeur, plusieurs amendements ont été proposés en ce qui concerne le lieu où doit se situer cette adresse, à savoir:

- a) remplacer «pays d'origine» par «pays de dépôt»;
- b) ajouter, après «expéditeur», «qui, dans le cas de dépôt en nombre, doit se situer dans le pays de dépôt de l'envoi»;
- c) limiter le texte au mot «expéditeur».

L'auteur de la proposition ayant rejeté ces amendements, ceux-ci ont été mis aux voix, y compris la proposition initiale.

La proposition 2513.7, telle quelle, a été rejetée par 65 voix contre, 37 pour et 19 abstentions.

L'amendement visé sous lettre b) ci-dessus est adopté par 59 voix pour, 31 contre et 26 abstentions.

Les amendements visés sous lettres a) et c) deviennent sans objet.

De ce fait, la proposition 2513.7 telle qu'amendée en annexe 3 au présent rapport est adoptée.

Proposition 2513.1

Cette proposition vise à modifier le paragraphe 2 de l'article 113, pour préciser que les mentions de service doivent être rédigées en français ou dans une autre langue généralement connue dans le pays de destination, une traduction dans la langue du pays d'origine pouvant être jointe auxdites mentions.

Certaines Administrations ont appuyé la proposition, en faisant valoir qu'il convient d'indiquer une telle précision dans la Convention et que l'article 113 est l'endroit approprié. D'autres se sont prononcées contre son adoption estimant que l'application de cette disposition rendrait difficile la tâche des services postaux.

Mise aux voix, la proposition 2513.1 est adoptée par 89 voix pour, 11 contre et 16 abstentions.

Proposition 2513.2

Cette proposition ne modifie pas le sens du paragraphe 7 de l'article 113 mais renforce la portée de la disposition en ajoutant au texte le mot «exclusivement».

La proposition 2513.2 est adoptée sans objection.

La séance est levée à 18 h 30.

Au nom de la Commission: Le Président,
J. ALLARDT

Le Secrétaire,
S. FALL

Le Secrétaire adjoint,
I. HAIDER

L'Adjoint,
G. KALICKI

Convention – Proposition

Article 50

Principe et étendue de la responsabilité des Administrations postales.
Envois recommandés

NORVÈGE

2050.4

Paragraphe 4. Le modifier comme suit:

4. En cas de perte d'un envoi recommandé, l'expéditeur a droit à une indemnité dont le montant est fixé à 75 francs (24,50 DTS) par envoi; ce montant peut être porté à 375 francs (122,51 DTS) pour chacun des sacs spéciaux contenant les imprimés visés à l'article 19, paragraphe 8, et expédiés sous recommandation.

Motifs. – Relèvement du montant à verser pour une lettre recommandée afin de:

- satisfaire aux exigences du service à la clientèle;
- maintenir la compétitivité.

Appuis. – Danemark, Finlande, Islande, Suède.

Convention, Règlement – Proposition

Article 109

Communications et renseignements à transmettre au Bureau international

AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS)

2509.6

Amendement à la proposition 2509.2

Paragraphe 1, lettre hbis). La modifier comme suit:

hbis) la liste de leurs bureaux d'échange chargés du traitement de la poste aux lettres avec les renseignements concernant la dénomination exacte et l'adresse de chaque bureau, ainsi que leurs numéros de téléphone, télex et télécopieurs dans la mesure où ils sont disponibles;

Motifs. – Pour garantir la bonne réception en temps voulu des documents nécessaires par les bureaux d'échange, l'adresse des bureaux a été ajoutée aux renseignements à fournir au Bureau international.

Convention, Règlement – Proposition

Article 113

Adresse. Conditionnement

**AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS), CANADA, FRANCE,
GRANDE-BRETAGNE, NORVÈGE**

2513.7

Ajouter le paragraphe 1bis suivant:

1bis. L'enveloppe ou l'emballage ne peut comporter qu'une seule adresse d'expéditeur, qui dans le cas d'envois en nombre doit se situer dans le pays de dépôt de l'envoi.

Motifs. – On voit de plus en plus d'envois de la poste aux lettres porter plus d'une adresse d'expéditeur sur l'enveloppe ou l'emballage. Cela jette la confusion non seulement dans l'esprit des clients, mais aussi des agents postaux chargés de renvoyer ce genre d'envoi, les adresses d'expéditeur ayant généralement pour destination deux pays différents. Cette proposition fixe une règle claire en la matière en précisant que l'adresse de l'expéditeur doit se situer dans le pays d'origine (c'est-à-dire le pays de dépôt de l'envoi).

Appuis. – Belgique, Chypre, Finlande, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Luxembourg, Suède, Turquie.

Septième séance

Jeudi 30 novembre 1989, 15 heures

Présidence de M. J. ALLARDT, Président

Procuration	Les Maldives sont représentées par l'Inde.
Quorum	La vérification des présences a montré que 89 pays sont présents dans la salle. Le quorum étant fixé à 77 présences, la Commission peut valablement délibérer.
Approbation d'un rapport	Le rapport de la troisième séance (Congrès/C 4 – Rapp 3) est adopté.
Propositions retirées	Les propositions 2522.2, 2522.3, 2536.1, 2543.2 et 2562.5 sont retirées.
Examen des propositions (suite)	<i>Proposition 2514.1</i>
Envois poste restante	<p>Cette proposition a pour objet de modifier l'article 114 afin de préciser qu'il doit être indiqué sur les envois adressés poste restante: le bureau de poste où l'envoi doit être retiré, avec la mention «poste restante» en caractère gras du côté de l'adresse.</p> <p>Une délégation, relevant que le bureau de destination n'étant pas toujours connu d'avance par l'expéditeur, a suggéré que cette mention soit remplacée par le nom de la ville. Deux autres ont proposé de rendre cette indication facultative alors que plusieurs autres ont insisté sur la nécessité de mentionner le nom de la ville en vue de faciliter la remise au destinataire, étant donné que généralement cette fonction est assurée par un seul bureau de poste – le bureau principal – même dans les grandes villes qui disposent de plusieurs bureaux de distribution. Enfin, certaines Administrations ont estimé que si le terme «localité» en français est aussi précis que celui de «ville», la question devrait être tranchée éventuellement par la Commission de rédaction.</p> <p>Mise aux voix sous sa forme initiale, <u>la proposition 2514.1 a été rejetée par 66 voix contre, 35 pour et 6 abstentions.</u> Compte tenu de l'avis émis par plusieurs pays en faveur de l'idée de faire mentionner le nom de la ville ou de la localité de destination dans la proposition, la Commission a procédé à un vote sur cette possibilité.</p> <p><u>La proposition 2514.1 telle qu'amendée en annexe 1 est adoptée par 98 voix pour, 4 contre et 9 abstentions.</u></p>

Conditionnement. Vérification du contenu	<p><i>Proposition 2522.1</i></p> <p>Cette proposition vise à modifier le texte actuel du paragraphe 1 de l'article 122 en vue, d'une part, d'admettre les livres parmi les envois qui peuvent être transmis sous emballage d'origine clos et transparent et, d'autre part, de ne pas exiger des conditions spéciales de fermeture pour les cécogrammes et les brochures.</p> <p><u>La proposition 2522.1 est adoptée sans objection.</u></p>
Envois sous enveloppe à panneau	<p><i>Proposition 2523.1</i></p> <p>Cette proposition vise à modifier la disposition actuelle dans le but d'admettre des envois sous enveloppe en plastique transparent, moyennant certaines conditions garantissant un flux normal du courrier.</p> <p>Certaines Administrations ont fait part de leur souci quant au traitement mécanisé de ce genre d'enveloppes. En plus, elles ont attiré l'attention de la Commission sur la nécessité de disposer d'un espace suffisant sur l'enveloppe pour recevoir d'autres annotations.</p> <p>L'auteur de cette proposition, appuyé par une autre délégation, relève que ce genre d'enveloppe est déjà utilisé dans le régime intérieur dans son pays sans aucune difficulté.</p> <p>Mise aux voix, <u>la proposition 2523.1 est adoptée par 63 voix pour, 25 contre et 20 abstentions.</u></p>
Imprimés	<p><i>Proposition 2526.1</i></p> <p>Tenant compte de la réalité, cette proposition vise à admettre les pièces obtenues à la machine à écrire comme imprimés pour éviter des divergences d'interprétation avec les clients.</p> <p><u>La proposition 2526.1 est adoptée sans objection.</u></p> <p><i>Proposition 2527.2</i></p> <p>Cette proposition vise à permettre aux clients de pouvoir utiliser les figurines débitées par les distributeurs de marques d'affranchissement installés par les Administrations postales.</p> <p><u>La proposition 2527.2 est adoptée sans objection.</u></p>

Imprimés.
Annotations et
annexes
autorisées

Proposition 2527.3

Tenant compte des besoins des sociétés internationales ayant des succursales ou des représentants dans des pays autres que le pays où elles ont leur siège social, cette proposition vise à offrir la possibilité d'envoyer une carte, une enveloppe ou une bande jointe aux imprimés à une adresse autre que l'adresse du pays de dépôt.

Trois Administrations se sont prononcées en faveur de la proposition. En revanche, six Administrations ont exprimé un avis défavorable pour les raisons suivantes:

- aggravation des déséquilibres des échanges d'envois AO;
- encouragement du repostage;
- contravention de l'article 23.

A la suite des clarifications fournies par l'auteur, la Commission a procédé au vote.

La proposition 2527.3 est adoptée par 61 voix pour, 32 contre et 15 abstentions.

Proposition 2527.1

Cette proposition vise à ajouter «autorisé à l'expéditeur de joindre également un bulletin de livraison» à un envoi d'imprimé, afin de couvrir les besoins des clients.

La proposition 2527.1 est adoptée sans objection.

Cécogrammes

Proposition 2529.1

Cette proposition vise à créer un nouveau paragraphe à l'article 129, afin de permettre aux Administrations de normaliser et de simplifier leurs règlements intérieurs et internationaux en matière de cécogrammes.

La proposition 2529.1 est adoptée sans objection.

Proposition
d'ordre général

Proposition 2000.20

Présentée sous forme d'une résolution, cette proposition vise à charger le Conseil exécutif de déterminer l'opportunité de développer un symbole distinct pour les cécogrammes et de le proposer au prochain Congrès.

La proposition 2000.20 est adoptée sans objection.

Conditionnement des lettres avec valeur déclarée	<p><i>Proposition 2532.1/Rev 1</i></p> <p>Cette proposition a pour objet d'assurer un meilleur conditionnement des envois contenant des objets de haute valeur.</p> <p><u>La proposition 2532.1/Rev 1 est adoptée sans objection.</u></p>
Lettres avec valeur déclarée. Rôle du bureau d'origine	<p><i>Propositions 2534.1, 2903.1/Rev 1 et 2909.3</i></p> <p>Ces propositions sont les conséquences de la proposition 2533.1/Rev 1, déjà rejetée.</p> <p><u>Les propositions 2534.1, 2903.1/Rev 1 et 2909.3 sont donc rejetées.</u></p>
Avis de réception	<p><i>Proposition 2535.3</i></p> <p>Cette proposition, visant à laisser à l'Administration d'origine la décision d'ajouter ou non le poids de la formule C 5, modifie le paragraphe 3 de l'article 135 dans ce sens.</p> <p><u>La proposition 2535.3 est adoptée sans objection.</u></p> <p><i>Proposition 2535.2</i></p> <p>Cette proposition vise à mettre en évidence qu'il n'y a pas de contradiction entre l'article 135 et l'article 136 concernant les principes régissant la signature des avis de réception et la remise en main propre.</p> <p><u>La proposition 2535.2 est adoptée sans objection.</u></p> <p><i>Proposition 2535.1</i></p> <p>Cette proposition vise à effacer la clause permettant de détacher la formule C 5 de la formule C 9 si l'envoi a été remis comme prévu.</p> <p><u>La proposition 2535.1 est adoptée sans objection.</u></p>

Envois non
affranchis ou
insuffisamment
affranchis

Proposition 2539.2

Cette proposition, tout en tenant compte du développement du service S.A.L., vise à élargir au maximum la portée de l'article 139 de façon qu'il puisse s'adapter à n'importe quel système tarifaire. Il s'agit, d'une part, d'apporter des précisions au sujet de taxes par l'introduction de l'expression «le montant minimal» et, d'autre part, de remplacer «par voie de surface» par «à l'étranger».

Une Administration amende la proposition estimant qu'il s'agit d'affranchissement normal et propose de remplacer «le montant minimal de sa taxe» par «le montant minimal de sa taxe non réduite». L'auteur ayant accepté cet amendement, la proposition 2539.2 ainsi amendée est adoptée.

Envois réexpédiés

Proposition 2541.3

Cette proposition vise à éviter les réexpéditions successives dans le cas où l'adresse de l'expéditeur ne se trouve pas dans le pays où l'envoi a été déposé.

Etant apparentée à la proposition 2035.3 déjà rejetée, la proposition 2541.3 est également rejetée.

Proposition 2541.1

Cette proposition vise à créer une nouvelle formule pour le recouvrement des droits grevant les envois réexpédiés.

Trois Administrations ont soutenu cette proposition, qui, à leur avis, couvre une situation très actuelle tandis que cinq autres ne souhaitent pas que les procédures soient davantage compliquées par la création de nouvelles formules, et ce d'autant plus que les cas sont rares.

Mise aux voix, la proposition 2541.1 est rejetée par 71 voix contre, 14 pour et 20 abstentions.

Comme conséquence de la proposition 2541.1, la proposition 2933.92 est également rejetée.

Envois non
distribuables

Proposition 2543.1

Cette proposition vise à remplacer «et non recommandés» par «ordinaires» au paragraphe 4 de l'article 143, afin d'exclure de ce paragraphe le cas des envois avec valeur déclarée traité au paragraphe 7 du même article.

La proposition 2543.1 est adoptée sans objection.

Retrait.
Modification
d'adresse. Envois
déposés dans un
pays autre que
celui qui reçoit la
demande

Proposition 2545.1/Rev 2

Cette proposition a pour but d'uniformiser la réglementation concernant les demandes transmises par voie postale et par voie télégraphique ainsi que d'introduire quelques allègements rédactionnels aux paragraphes 2 et 3 de l'article 145.

La proposition 2545.1/Rev 2 est adoptée sans objection.

Réclamation.
Envois
recommandés et
lettres avec valeur
déclarée

Proposition 2547.4

Cette proposition a pour objet de donner aux Administrations la possibilité de s'entendre sur la modalité concernant la recherche des envois recommandés échangés selon le système d'inscription globale.

La proposition 2547.4 est adoptée sans objection.

Proposition 2547.3

Cette proposition a pour but de réglementer la procédure déjà en vigueur avec succès dans certaines Administrations en ce qui concerne la recherche des réclamations auprès des archives postales des Administrations postales impliquées.

Une Administration, appuyée par plusieurs autres, a exprimé l'avis qu'en présence de l'article 147, la proposition considérée n'est pas opportune.

Faute d'appui, la proposition 2547.3 est rejetée.

Proposition 2547.5

Cette proposition est apparentée à la proposition 2058.4, devenue sans objet.

La proposition 2547.5 devient ainsi sans objet.

Proposition 2547.1

Cette proposition préconise que l'Administration de destination est tenue de fournir, à la demande expresse de l'Administration d'origine, une confirmation de la remise par lettre, avis de réception C 5 ou autre moyen, si le destinataire d'un envoi recommandé ou avec valeur déclarée nie l'avoir reçu malgré la communication contraire de l'Administration de destination.

Une Administration souhaite modifier le texte proposé en remplaçant la partie «le destinataire insiste qu'il n'a pas reçu l'envoi en question» par «le destinataire ou l'expéditeur insiste qu'il n'a pas reçu l'envoi en question».

Une Administration, appuyée par une délégation, considère que la formule C 32 serait plus appropriée que la formule C 5.

Après les explications complémentaires fournies par les auteurs de la proposition, celle-ci est mise aux voix.

La proposition 2547.1 est adoptée sans modification par 95 voix pour, 6 contre et 5 abstentions.

Proposition
d'ordre général

Proposition 2500.3

Cette proposition, sous forme d'une résolution, vise à recommander aux Administrations postales d'instruire leurs bureaux de la nécessité de remplir toutes les cases de la formule C 9 concernant le motif du retard de la livraison.

La proposition 2500.3 est adoptée sans objection.

La séance est levée à 18 heures.

Au nom de la Commission: Le Président,
J. ALLARDT

Le Secrétaire,
S. FALL

Le Secrétaire adjoint,
I. HAIDER

L'Adjoint,
G. KALICKI

Convention, Règlement – Proposition

Article 114

Envois poste restante

CORÉE (RÉP.)

2514.1

Le modifier comme suit:

L'adresse des envois expédiés poste restante doit indiquer le nom du destinataire, la localité et si possible le bureau de poste où l'envoi doit être retiré avec la mention «Poste restante» écrite en caractères gras du côté de l'adresse. L'emploi d'initiales, de chiffres, de simples prénoms, de noms supposés ou de marques conventionnelles quelconques n'est pas admis pour ces envois.

Motifs. – Il arrive fréquemment que des bureaux de poste reçoivent des envois adressés «poste restante» sans que soit précisé le nom du bureau de poste où l'envoi doit être distribué (retiré). Il n'y a pas moyen de savoir dans quel bureau de poste cet envoi doit être laissé pour être retiré par le destinataire.

Huitième séance

Vendredi 1er décembre 1989, 9 h 30

Présidence de M. J. ALLARDT, Président

Quorum	Le quorum est fixé à 77 présences. La vérification des présences a montré que les représentants de 96 pays étaient présents dans la salle. Le quorum étant acquis, la Commission peut délibérer valablement.
Procuration	Les Maldives sont représentées par l'Inde.
Approbation d'un rapport	Le rapport de la quatrième séance (Congrès/C 4 – Rapp 4) est adopté sans modification.
Examen des propositions (suite)	<i>Proposition 2550.1</i> La proposition vise l'introduction d'un nouveau paragraphe à l'article 150 du Règlement d'exécution de la Convention qui prévoit les différentes catégories de dépêches y compris une nouvelle catégorie, celle des dépêches prioritaires.
Echange des envois	<u>La proposition 2550.1 a été adoptée sans discussion.</u> <i>Propositions 2560.1, 2909.1 et 2564.1</i> Ces trois propositions sont la conséquence de la proposition précédente (2550.1). Elles suggèrent une série de modifications opérationnelles aux articles 160 et 164 du Règlement d'exécution de la Convention et à la formule C 9. <u>Les propositions 2560.1, 2909.1 et 2564.1 ont été par conséquent adoptées sans discussion.</u> <i>Propositions 2562.1 et 2562.8/Rev 1</i> La proposition 2562.1 vise, d'une part, à compléter le paragraphe 1, lettre c), de l'article 162 du Règlement d'exécution de la Convention et, d'autre part, à créer un nouveau paragraphe; ces deux adjonctions portent sur l'utilisation des étiquettes pour signaler les dépêches prioritaires, dépêches-avion et dépêches S.A.L.

La proposition 2562.8/Rev 1 amende la première en ce qui concerne le maintien de l'emploi des étiquettes rouges pour les envois recommandés non prioritaires.

L'amendement susvisé ayant été accepté, la Commission a adopté la proposition 2562.1 dans la version annexée au présent rapport (annexe 1).

Echange en
dépêches closes

Proposition 2551.1

L'auteur de la proposition propose de réduire de 5 à 3 kilogrammes les expéditions d'envois à découvert par dépêche ou par jour.

Une délégation a demandé un éclaircissement sur le nombre d'expéditions et les coûts possibles y afférents sans toutefois nier le principe visé par cette proposition.

La proposition 2551.1 a été adoptée sans objection.

Proposition 2551.2

Le but de cette proposition est de prévoir les dispositions permettant une communication rapide entre les Administrations de tout changement intervenu dans l'acheminement des dépêches.

La proposition 2551.2 a été adoptée sans discussion.

Transit à
découvert

Proposition 2554.1

La proposition a pour but de prévoir l'emballage spécial ultraléger pour insertion des liasses d'envois en transit à découvert et cela en vue de faciliter le travail des agents des bureaux d'échange.

Plusieurs Administrations qui sont intervenues dans la discussion ont fait valoir les arguments contre cette proposition et notamment les coûts supplémentaires et les contraintes opérationnelles.

D'autres, en revanche, ont estimé que cet emballage est de nature à faciliter le travail et surtout à accélérer le passage du courrier par les centres de transit.

Un autre groupe d'Administrations préféreraient rendre facultative l'utilisation de ces sacs spéciaux et ont proposé un amendement sous la forme d'une adjonction des mots «dans la mesure du possible».

Mise aux voix, la proposition 2554.1, telle que présentée par son auteur, a été rejetée par 62 voix contre, 33 pour et 19 abstentions, tandis que l'amendement ci-dessus est retenu par 111 voix pour, 0 contre et 2 abstentions.

La proposition 2554.1, telle qu'amendée en annexe 2 au présent rapport, a été adoptée.

Proposition 2554.2

La proposition vise à prévoir l'enliassage des envois en transit à découvert à partir de 500 grammes et la fixation d'un minimum de 10 objets par dépêche.

Lors de la discussion qui a suivi la présentation de la proposition, trois pays ont exprimé leurs réserves. Son adoption, à leur avis, créerait quelques problèmes d'exploitation et augmenterait les dépenses.

Mise aux voix, la proposition 2554.2 a été adoptée par 65 voix pour, 21 contre et 24 abstentions.

Confection des
dépêches

Proposition 2555.2

L'objet de cette proposition est, d'une part, de suggérer un système de fermeture de sacs plus fiable et, d'autre part, de prévoir des sacs avec une étiquette portant la mention «Petits paquets» pour les expéditions de plus de cinq paquets dans une dépêche.

Au cours de la discussion, certaines Administrations ont apporté leur appui total à la première partie de la proposition tout en rejetant sa deuxième partie. L'auteur de la proposition a ensuite retiré cette partie contestée de la proposition (paragraphe 6, lettre c)).

Dès lors, la discussion a uniquement porté sur la question de fermeture des sacs au moyen de plombs et de ficelle.

Plusieurs délégués qui sont intervenus à ce stade de la discussion, tout en appuyant l'idée de la proposition, ont cependant, dans leur majorité, préféré une formulation moins restrictive.

Une Administration a proposé un amendement allant dans ce sens.

Le vote sur la proposition 2555.2 a été effectué en deux étapes.

Par 74 voix contre, 16 pour et 20 abstentions, la proposition 2555.2, dans sa forme initiale, sans pourtant tenir compte du paragraphe 6, lettre c), a été rejetée.

En revanche, la proposition 2555.2 amendée, dont le texte est reproduit à l'annexe 3 au présent rapport, a été adoptée par 106 voix pour, 0 contre et 5 abstentions.

Propositions 2000.7 et 2000.8

Les deux propositions ont pour but de recommander aux Administrations l'enliassage correct des enveloppes «plates» (2000.7) et l'utilisation du matériel d'enliassage appropriée (2000.8).

Les propositions 2000.7 et 2000.8 ont été adoptées sans discussion.

Proposition 2000.9

Il s'agit d'une proposition de recommandation sur la conteneurisation accrue du courrier.

La proposition 2000.9 a été approuvée sans objection.

Feuilles d'avis

Propositions 2556.3 et 2912.3

Ces deux propositions prévoient une disposition consistant à mentionner dans la formule C 12 le fait d'utilisation par une Administration des sacs appartenant à une autre Administration pour lui expédier du courrier.

Les propositions 2556.3 et 2912.3 ont été adoptées sans opposition.

Transmission des
envois
recommandés*Proposition 2557.1*

Cette proposition vise à remplacer le terme «numéro d'ordre» par «numéro de dépêche».

La proposition 2557.1 a été adoptée sans opposition.

Transmission des
imprimés à
l'adresse d'un
même
destinataire*Proposition 2561.1*

La proposition a pour but de compléter l'article 161 du Règlement d'exécution de la Convention en proposant l'adoption du principe que les paquets contenant les imprimés sont considérés comme sacs «M».

Etant donné qu'aucun appui n'a été donné à la proposition 2561.1, celle-ci a été rejetée.

Etiquetage des
dépêches*Proposition 2562.2*

La proposition vise à introduire une signalisation des récipients contenant des envois «exprès» afin de leur assurer un traitement prioritaire.

Une Administration a fait part de sa préoccupation du fait que certaines Administrations, comme cela est indiqué dans les motifs de la proposition, ne traitent pas les envois de l'espèce avec la rapidité souhaitée, ce qui peut porter atteinte à la qualité du service.

La proposition 2562.2 a été adoptée sans recours au vote.

Propositions 2562.7 et 2562.10

La proposition initiale 2562.7 et son amendement 2562.10 ont suscité un long débat que l'on peut résumer comme suit:

- les deux propositions, qui ont un caractère facultatif, proposent l'application des étiquettes rouge vermillon pour la signalisation des envois de valeur en lieu et place des étiquettes rouges. Elles tendent à donner aux Administrations qui doivent faire face à de fréquentes violations et qui ont essayé en vain d'y remédier par d'autres moyens préventifs la possibilité de préserver l'intégrité du courrier par d'autres moyens, dont celui proposé;
- certaines Administrations, tout en reconnaissant le caractère actuel du problème de violation et la nécessité des mesures d'urgence à prendre en cette matière, mettent en doute l'efficacité de la méthode proposée;
- d'autres Administrations mettent l'accent sur la complexité du problème et suggèrent une étude à effectuer par le prochain CCEP.

Mises aux voix, les deux propositions 2562.7 et 2562.10 sont rejetées par 73 voix contre, 25 pour et 17 abstentions.

En revanche, la Commission a décidé de transférer ces deux propositions (2562.7 et 2562.10) pour étude par le CCEP. Le vote intervenu au sujet de ce transfert a donné le résultat suivant: 103 voix pour, 6 contre et 9 abstentions.

Proposition 2555.4

Cette proposition, qui est la conséquence de la proposition 2562.7, a été également transmise pour étude au CCEP.

Le texte de la décision concernant le transfert de ces trois propositions au CCEP est reproduit en annexe 4 au présent rapport.

Remise des
dépêches

Proposition 2564.5

La proposition vise à créer un nouveau paragraphe sur la procédure supplémentaire à mettre en place lors de la remise des dépêches.

Deux Administrations se sont opposées à cette proposition en soulignant que les dispositions en vigueur donnent entière satisfaction.

La proposition 2564.5 a été rejetée.

Proposition 2564.2

Cette proposition est la conséquence de la proposition 4907.1/Rev 1 laquelle, par décision de la Commission 6, a été renvoyée au CE pour examen.

La proposition 2564.2 a donc été transmise au prochain CE pour examen. La décision y afférente est jointe en annexe 5.

Vérification des
dépêches et utili-
sation du bulletin
de vérification

Propositions 2565.1, 2565.7 et 2565.8

La proposition initiale (2565.1) et ses deux amendements (2565.7 et 2565.8) visent l'harmonisation de l'article 165 avec les articles corollaires de l'Arrangement concernant les colis postaux.

Lors de la discussion, la proposition 2565.8 a été retirée par son auteur au profit de la proposition 2565.7. De son côté, l'auteur de la proposition 2565.1 a accepté l'amendement figurant dans la proposition 2565.7.

Dès lors, la discussion a porté uniquement sur la proposition 2567.7.

Une délégation a proposé d'ajouter au paragraphe 6bis une référence aussi à l'article 23 de la Convention.

Une autre soutient le contraire en affirmant que cette nouvelle référence n'avait pas sa raison d'être.

Mise aux voix, la proposition 2565.7 amendée a été rejetée par 73 voix contre, 16 pour et 21 abstentions.

En revanche, la proposition 2565.7, dans sa forme initiale, a été adoptée sans vote.

Proposition 2565.6

Cette proposition est la conséquence de la proposition 4605.2 déjà rejetée par la Commission 6.

Elle a donc été également rejetée par la Commission 4.

La séance est levée à 13 heures.

Au nom de la Commission: Le Président,
 J. ALLARDT

Le Secrétaire,
S. FALL

Le Secrétaire adjoint,
I. HAIDER

L'Adjoint,
G. KALICKI

Convention, Règlement – Proposition

Article 162

Etiquetage des dépêches

CONSEIL EXÉCUTIF

2562.1

Paragraphe 1. Modifier la lettre c) comme suit et ajouter le paragraphe 1bis suivant:

- c) en bleu clair, pour les sacs contenant exclusivement des imprimés, des célogrammes, des petits paquets ordinaires, des envois non prioritaires, sauf quand il convient d'utiliser les étiquettes prescrites sous lettre a), et des écrits périodiques autres que ceux qui sont mentionnés sous lettre b), chiffre 3°. (Le reste sans changement.)

1bis. Lorsqu'il s'agit d'une dépêche prioritaire acheminée par la voie de surface, l'étiquette C 28 doit porter en gros caractères très apparents la mention «PRIORITÉ». Les étiquettes prévues aux articles 202, paragraphe 3, et 223, paragraphe 2, sont utilisées pour les dépêches-avion et les dépêches S.A.L.

Motifs. – Voir Congrès – Doc 59. Les modifications sont conformes aux souhaits exprimés par la majorité des Administrations lors de la consultation (voir aussi la proposition 2550.1 concernant la création de la catégorie «dépêches prioritaires»).

Convention, Règlement – Proposition

Article 154

Transit à découvert

BELGIQUE

2554.1

Paragraphe 3. Modifier la dernière phrase comme suit:

3. (Deux premières phrases sans changement.) Lorsque le poids total de ces liasses est inférieur à 3 kilogrammes, celles-ci sont placées dans la mesure du possible dans un sac ultraléger (qui peut être en plastique transparent), scellé, muni d'une étiquette «Transit» et placé dans le sac contenant la feuille d'avis.

Motifs. – A la lumière des résultats de l'enquête effectuée par le Bureau international en matière de qualité de service et notamment l'analyse d'un point faible particulier, le transit à découvert, il a été constaté que les liasses d'envois en transit ne se distinguent pas suffisamment des autres liasses, de sorte que ce courrier est difficile à identifier et entraîne des retards dans les délais de traitement.

Afin de faciliter le travail des agents des bureaux d'échange, il semble judicieux d'insérer ce courrier dans des sacs spéciaux qui seront dirigés directement sur les sections de tri vers l'étranger.

Convention, Règlement – Proposition

Article 155

Confection des dépêches

URSS

2555.2

Modifier le paragraphe 3 comme suit:

3. Les dépêches y compris celles qui sont composées exclusivement de sacs vides sont renfermées dans des sacs dont le nombre doit être réduit au strict minimum. Ces sacs doivent être en bon état pour protéger leur contenu; ils doivent également être convenablement clos, de préférence avec des plombs, et étiquetés. Les scellés peuvent aussi être en métal léger ou en matière plastique, à condition que leur fermeture soit telle qu'elle ne puisse être ouverte sans traces de violation. Toutefois, dans les relations entre les Administrations qui se sont mises d'accord à ce sujet, les sacs renfermant uniquement des envois AO non recommandés ainsi que des sacs vides peuvent ne pas être plombés; il en est de même des sacs contenant des LC ou AO non recommandés s'ils sont transportés dans un conteneur plombé par service direct ou s'ils sont acheminés par un pays d'embarquement qui les met dans un tel conteneur pour le pays de destination. Lorsqu'il est fait usage de ficelle, celle-ci, avant d'être nouée, doit être passée deux fois autour du col du sac, de manière qu'un des deux bouts soit tiré par-dessous les enroulements. Après être plombés, les bouts de la ficelle ne doivent pas ressortir du plomb plus que nécessaire, c'est-à-dire pour que la ficelle ne puisse pas être relâchée ou enlevée sans endommager le plomb. Les empreintes des scellés doivent reproduire, en caractères latins très lisibles, le nom du bureau d'origine ou une indication suffisante pour permettre de déterminer ce bureau.

Motifs. – Pour avoir davantage de sécurité des dépêches.

Décision

Etiquetage des dépêches

Le Congrès

charge

le Conseil consultatif des études postales d'étudier les propositions 2562.7, 2562.10, 2555.4 dans le cadre de l'examen de l'ensemble des questions relatives à la sécurité.

(Propositions 2562.7, 2562.10, 2555.4. Commission 4, 8e séance; Congrès – Doc ...)

Décision

Remise des dépêches

Le Congrès

charge

le Conseil exécutif de l'étude de la proposition 2564.2.

(Proposition 2564.2. Commission 4, 8e séance; Congrès – Doc ...)

Neuvième séance

Lundi 4 décembre 1989, 16 heures

Présidence de M. J. ALLARDT, Président

Quorum	Le quorum est fixé à 77 présences. La vérification des présences montre que 82 pays étaient présents. Le quorum étant acquis, la Commission peut valablement délibérer.
Approbation de rapports	Les rapports des cinquième, sixième, septième, huitième et neuvième séances seront signés par le Président au nom de la Commission. Les Administrations peuvent signaler toute observation concernant ces rapports directement au Secrétariat de la Commission.
Procuration	La Trinité-et-Tobago est représentée par la Grenade.
Examen des propositions (suite)	<p><i>Proposition 2565.2</i></p> <p>Cette proposition vise à définir clairement à quel bureau devront être renvoyés les bulletins de vérification.</p>
Vérification des dépêches et utilisation des bulletins de vérification (suite)	<p>Pour une Administration, la précision visée par la proposition n'était pas suffisamment claire. Elle a donc proposé un amendement consistant à remplacer le mot «d'origine» par les mots «dont ils émanent».</p> <p><u>La proposition 2565.2 telle qu'amendée a été adoptée sans opposition.</u></p> <p><i>Proposition 2565.3</i></p> <p>L'objectif de cette proposition est d'utiliser généralement le règlement des délais selon l'article 126, paragraphe 8, du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux.</p> <p><u>La proposition 2565.3 a été adoptée sans discussion.</u></p>

Renvoi des sacs
vides

Proposition 2568.4

La proposition vise à permettre aux Administrations postales, et notamment à celles des pays les moins avancés, d'utiliser les sacs vides pour envoyer le courrier par la voie la plus pratique.

Cette proposition a rencontré une vive opposition. Plusieurs délégations qui sont intervenues dans la discussion ont fait observer que l'auteur de la proposition n'avait pas tenu compte des coûts que les Administrations postales propriétaires de sacs auraient à supporter ni des difficultés de comptabilité.

Aucune délégation n'ayant soutenu la proposition 2568.4, celle-ci a été rejetée sans recourir au vote.

Proposition 2568.3/Rev 1

L'auteur de la proposition suggère que, sauf accord contraire, l'Administration d'origine qui expédie son courrier par la voie de surface doit prendre en charge les frais résultant du renvoi des sacs vides lui appartenant.

Trois Administrations se sont opposées à l'adoption de cette proposition tout en comprenant les motifs qui étaient à l'origine de la proposition.

D'autres Administrations, en revanche, ont avancé les arguments militant en faveur de la proposition et mis l'accent sur le côté pratique des modifications proposées étant donné que la réglementation actuelle en la matière ne propose en fait aucune solution raisonnable au problème posé.

Vu la divergence d'opinions assez prononcée, il a été procédé au vote. Par 61 voix contre, 22 pour et 9 abstentions, la proposition 2568.3/Rev 1 a été rejetée.

Proposition 2568.2

La proposition vise à prévoir une dérogation au principe du retour obligatoire des sacs «M» vides.

Les partisans de cette proposition ont avancé les complications pratiques et les coûts qu'entraînerait la localisation des sacs «M». Les opposants, en revanche, ont signalé qu'il s'agirait d'une opération trop onéreuse pour certaines Administrations.

Mise aux voix, la proposition 2568.2 a été rejetée par 44 voix contre, 39 pour et 10 abstentions.

Proposition 2500.1. Congrès – Doc 75

Il s'agit d'une proposition de résolution concernant les méthodes propres à améliorer le renvoi des sacs postaux vides. Par cette résolution, il est recommandé aux Administrations pour lesquelles le non-renvoi de sacs pose des problèmes, d'envisager, entre autres, la mise en place de systèmes d'enregistrement simples mais efficaces ainsi que l'application d'autres mesures, y compris l'utilisation plus large des conteneurs pour le transport de colis en vrac.

La proposition 2500.1 a été adoptée sans opposition.

Quant au Congrès – Doc 75, il contient de larges extraits du rapport de l'étude 625 du CCEP portant sur la statistique des sacs postaux vides et notamment les conclusions et les recommandations pratiques formulées par cet organe.

La Commission a pris acte du document (Congrès – Doc 75).

Caractéristiques
des timbres-poste*Propositions 2592.1 et 2595.1*

Le but de ces propositions est de considérer les marques d'affranchissement postales comme un moyen d'affranchissement équivalant aux timbres-poste et aux empreintes de machines à affranchir.

Les propositions 2592.1 et 2595.1 ont été adoptées sans opposition.

Propositions 2910.1 et 2911.1

Ces propositions sont la conséquence des propositions précédentes et elles prévoient l'actualisation des formules C 10 et C 11 de la Convention.

Les propositions 2910.1 et 2911.1 ont été adoptées sans discussion.

Proposition 2592.2

La proposition vise à rendre facultative l'indication du millésime de l'année d'émission sur les timbres postaux.

La proposition 2592.2 a été adoptée sans discussion.

Caractéristiques
des empreintes
d'affranchis-
sement*Proposition 2594.1*

La proposition tend à harmoniser les dispositions de l'article 194 du Règlement d'exécution de la Convention avec celles des articles 192 et 193 en ce qui concerne l'obligation de mentionner le pays de dépôt sur les empreintes d'affranchissement.

La proposition 2594.1 a été approuvée sans objection.

Coupons-réponse
internationaux

Proposition 2596.2

Cette proposition tend à transformer l'obligation d'indiquer sur le coupon-réponse la mention du pays d'origine en disposition facultative.

La proposition 2596.2 a été adoptée sans discussion.

Propositions 2596.1 et 2922.1/Rev 1

Ces deux propositions sont la conséquence de la proposition 2596.2 déjà adoptée.

Les propositions 2596.1 et 2922.1/Rev 1 ont été adoptées avec un amendement rédactionnel en ce qui concerne la proposition 2922.1/Rev 1 consistant à adapter le texte figurant au recto de la formule C 22 en tenant compte de l'adoption du système priorité/non-priorité.

Formules

Proposition 2902.1

Cette proposition vise la formule C 2/CP 3 et prévoit la modification du libellé de la case 5 consistant à demander aux clients de certifier par leur signature le fait que l'envoi à expédier ne contient pas d'objets dangereux.

La proposition 2902.1 a été adoptée sans opposition.

Proposition 2904.1

La proposition prévoit la modification de la formule VD 4 pour permettre aux employés de la poste de la remplir plus facilement.

La proposition 2904.1 a été adoptée sans discussion.

Proposition 2908.2

La proposition vise à adapter la formule C 8 à la possibilité de réclamer uniquement le montant de remboursement non reçu.

La proposition 2908.2 a été adoptée sans objection.

Proposition 2909.2

Cette proposition a pour objectif d'adapter également la formule C 9 à la possibilité de réclamer uniquement le montant de remboursement non reçu.

Elle a donné lieu à une discussion portant principalement sur une autre division de la formule. Deux amendements ont été proposés dans ce sens. Il s'agit de:

- a) remplacer «1. Renseignements à fournir par le service d'origine» par:
«1. Renseignements à fournir par le réclamant»;

- b) après la ligne «Envoi retrouvé», prévoir un deuxième tableau 2 comme suit: «2. Renseignements à fournir par le service d'origine»;
- c) numéroté les tableaux 2, 3 et 4 actuels comme tableaux 3, 4 et 5 respectivement;
- d) dans le dernier tableau 4 (qui devient 5), ajouter après les mots «compte récapitulatif CP 16» les indications suivantes «ou C 31 selon le cas».

La proposition 2909.2 telle qu'amendée a été adoptée.

Proposition 2914.1

Cette proposition introduit une nouvelle rubrique à la formule C 14 pour simplifier la correspondance entre Administrations.

La proposition 2914.1 a été adoptée sans discussion.

Proposition 2914.3

La proposition prévoit d'ajouter une nouvelle rubrique relative aux irrégularités concernant les envois mal dirigés.

Deux délégations se sont opposées à cette proposition en affirmant que les modifications que l'auteur se propose d'introduire n'ont pas leur raison d'être car la formule actuelle contient suffisamment de place pour prévoir les cas isolés auxquels se réfèrent les motifs de la proposition.

Mise aux voix, la proposition 2914.3 a été rejetée par 59 voix contre, 16 pour et 15 abstentions.

Mise à jour du
Protocole final

Congrès – Doc 38/Rev 1. Propositions 2318.1 et 2320.1

La Commission a approuvé le Congrès – Doc 38/Rev 1 sans discussion. Elle a également approuvé les propositions 2318.1 et 2320.1 du Panama (Rép.) relatives aux réserves aux articles XVIII et XX du Protocole final de la Convention.

Sous ce point de l'ordre du jour, le Président a informé la Commission que, sous réserve de l'article 26 du Règlement intérieur des Congrès, les Administrations peuvent communiquer au Secrétariat de la Commission 4 les réserves qu'elles aimeraient introduire ou retirer du Protocole final de la Convention.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président a remercié les Vice-Présidents et le Secrétariat de la Commission pour l'aide qu'ils lui ont apportée au cours de la période précédant le Congrès et pendant les neuf séances qu'a tenues la Commission.

Ses remerciements sont également allés aux Secrétariats national et du Bureau international, aux interprètes et aux techniciens grâce à qui le travail a pu se dérouler de la façon la plus parfaite.

Le Président a tenu aussi à rendre un hommage spécial à M. T. Leavey, Assistant Postmaster General et Président de la Commission 4 pendant toute la durée du mandat du CE (1984–1989), pour son travail d'excellente qualité, ce qui l'a beaucoup aidé dans la préparation et la conduite de la Commission 4 du Congrès.

La séance est levée à 18 heures.

Au nom de la Commission: Le Président,
J. ALLARDT

Le Secrétaire,
S. FALL

Le Secrétaire adjoint,
I. HAIDER

L'Adjoint,
G. KALICKI

Rapports de la Commission 5

Première séance

Mardi 21 novembre 1989, 15 heures

Présidence de M. M.S. RAMAN, Président

Ouverture	En ouvrant cette première séance, le Président, après avoir souhaité une cordiale bienvenue à tous les membres de la Commission 5, a exprimé sa gratitude pour l'honneur fait à son pays, l'Inde, et à lui-même en l'appelant à la présidence. Ensuite, il a invité les Vice-Présidents de la Commission, à savoir le Ghana, l'Italie et la Tchécoslovaquie, à prendre place à la tribune et se dit heureux de pouvoir compter sur leur aide et leur coopération.
Secrétariat	M. E.M. Gharbi, Sous-Directeur général au Bureau international, assume la fonction de coordinateur et MM. T. Muñoz, Conseiller supérieur, G. Goudet, Conseiller adjoint, A. Johnsen, Premier Secrétaire au Bureau international, et J. Badet de l'Administration belge ont été désignés respectivement en qualité de Secrétaire, de Secrétaire adjoint, d'Adjointes et d'Assistant au Secrétariat de la Commission.
Procurations	La République socialiste soviétique de Biélorussie et la République démocratique populaire du Yémen ont été représentées respectivement par l'Union des républiques socialistes soviétiques et par la République arabe du Yémen.
Quorum	La vérification des présences a montré que 112 pays étaient représentés dans la salle. Le quorum étant fixé à 78 présences, la Commission peut valablement délibérer.
Déclarations	Le Secrétaire général a fait part à la Commission de quelques réflexions personnelles. Il a tout d'abord fait remarquer que les décisions de la Commission 5 sont de la plus grande importance pour l'avenir des services postaux et que lors de la table ronde de Berne sur les frais terminaux, plus de 70 Administrations sont arrivées à un quasi-consensus sur une solution qui ne désavantage aucun Pays-membre et qui permet aux Administrations postales de mieux combattre le

repostage. Il a incité la Commission à tenir compte des aspects macro-économiques du problème. Etant donné que le nouveau système préconisé doit permettre une augmentation du volume des échanges, il en découlera une augmentation des recettes.

Il a souligné l'importance de la généralisation de l'affectation directe des recettes des frais terminaux aux Administrations postales pour leur permettre d'améliorer la qualité de leurs services et donc de lutter efficacement contre la concurrence.

Il a finalement exprimé le souhait que la Commission accepte les propositions du Conseil exécutif susceptibles d'apporter une solution plus équitable à l'épineux problème des frais terminaux.

Approbation de
l'ordre du jour

L'ordre du jour (Congrès – Doc 11/Rev 1) a été adopté sans modification. La Commission a pris acte de l'additif 1 mentionnant le retrait d'une proposition.

Participation des
observateurs

En séance plénière du 14 novembre 1989 a été acceptée la demande de participation au Congrès de la Fédération internationale de la presse périodique (FIPP) et de l'Union internationale des éditeurs (UIE). Conformément à l'article 5, paragraphe 2, du Règlement intérieur des Congrès, la Commission 5 a décidé de leur donner l'occasion d'exprimer leurs points de vue devant la Commission, mais de ne pas permettre qu'elles assistent à ses délibérations.

Propositions ren-
voyées à d'autres
Commissions

Trois des quatre propositions énumérées dans le Congrès – Doc 36, à savoir 3587.1 R, 3912.1 R/Rev 1 et 3915.9 R, ont été renvoyées à la Commission 10. Par contre, la Commission 5 a décidé d'inclure dans son ordre du jour la proposition 3587.4.

Examen des
Congrès – Doc et
des propositions

Le Congrès – Doc 57 qui résume les travaux réalisés par le Conseil exécutif dans ce domaine a été présenté par la France.

Conséquences de
l'utilisation du
DTS comme unité
de compte

La Commission a souhaité que les conclusions de l'étude concernant les conséquences de l'utilisation du DTS comme unité de compte soient prises en compte dans toutes les futures études économique du Conseil exécutif, mais sans donner des directives plus précises.

Taxes
d'affranchis-
sement et limites
de poids et de
dimensions,
art. 19

Le Congrès – Doc 58, présenté par l'Australie, résume les travaux du Conseil exécutif sur les taxes d'affranchissement et les limites de poids et expose les principes contenus dans les propositions découlant de l'étude.

Introduction des taxes indicatives

Propositions 3019.6, 3303.1 et 2031.4

La proposition 3019.6 vise à transformer les taxes de base actuelles en taxes indicatives.

Plusieurs Administrations se sont prononcées en faveurs de cette proposition.

La proposition 3019.6 et les propositions corrélatives 3303.1 et 2031.4 ont été adoptées sans objection.

Réduction et augmentation des taxes d'affranchissement

Propositions 3019.14, 3019.11 et 3304.1

Les propositions 3019.11 et 3019.14 visent à intégrer dans l'article 19 l'article IV du Protocole final dans une forme modifiée. La proposition 3019.11 permet aux Administrations d'accorder des tarifs préférentiels aux clients importants tout en introduisant une disposition destinée à empêcher des prix de dumping. La proposition 3019.14 permet à la fois d'accroître et de réduire les taxes.

La proposition 3019.14 a été retirée par son auteur vu l'adoption de la proposition 3019.6 introduisant le principe des taxes indicatives.

La proposition 3019.11 et la proposition corrélatrice 3304.1 ont été adoptées sans objection.

Revision des taxes de base

Proposition 3019.8

Cette proposition vise à permettre au Conseil exécutif de reviser et de modifier les taxes de base une fois dans l'intervalle de deux Congrès et à préciser la base de la revision.

La proposition 3019.8 a été adoptée sans objection.

Modification de la structure des échelons de poids

Proposition 3019.9

Cette proposition a pour but de donner plus de liberté aux Administrations en supprimant le paragraphe 2, lettre c), de l'article 19, selon lequel les taxes afférentes aux échelons de poids adoptés par un Pays-membre doivent être dans le même rapport que celui qui existe entre les taxes de base dans la structure prévue au paragraphe 1.

La proposition 3019.9 a été adoptée sans objection.

Proposition 3019.12

Cette proposition vise à donner aux Administrations postales la faculté d'appliquer aux envois de la poste aux lettres des taxes fixées en fonction des dimensions des envois pourvu que ceux-ci ne dépassent pas les limites maximales de poids.

La proposition 3019.12 a été considérée sans objet par son auteur, vu que la proposition 3019.6 introduisant des taxes indicatives a été adoptée.

Limites de poids et
de dimensions

Propositions 3019.4 et 3019.7

Ces deux propositions identiques ont pour but de fixer le poids maximal des petits paquets à 2 kg. L'auteur de la proposition 3019.4 a accepté que la sienne ne soit pas considérée.

Une majorité des Administrations ont exprimé leurs vues en faveur du nouveau poids maximal proposé.

La proposition 3019.7 a été adoptée, alors que la proposition 3019.4 a été considérée comme sans objet.

Proposition 3019.1

Le but de cette proposition est d'introduire un diamètre minimal pour les envois en rouleaux et de modifier le minimum fixé pour «longueur plus deux fois le diamètre».

Quatre Administrations se sont prononcées en faveur de cette proposition, alors que quatre autres ont exprimé l'opinion contraire.

Le vote effectué a donné les résultats suivants: 38 voix pour, 74 contre et 10 abstentions.

La proposition 3019.1 a donc été rejetée.

Contenu des
imprimés à taxe
réduite

Proposition 3019.2

Cette proposition vise à admettre comme imprimés à taxe réduite les encarts publicitaires joints aux journaux et écrits périodiques lorsque ces feuilles sont à considérer comme des parties intégrantes du journal ou de l'écrit périodique.

La plupart des Administrations ont exprimé une opinion favorable.

La proposition 3019.2 a été adoptée.

Envois mixtes

Proposition 3019.10

Par sa décision C 59, le Congrès de Hamburg 1984 avait confié au CE l'étude d'une proposition visant à modifier l'article 19, paragraphe 10, concernant les envois mixtes. A la suite de ces travaux le Conseil exécutif a présenté la proposition 3019.10 permettant à l'Administration d'origine deux options pour la tarification des envois mixtes.

La proposition 3019.10 a été adoptée sans objection.

La séance a été levée à 18 heures.

Au nom de la Commission:

Le Président,
M.S. RAMAN

Le Secrétaire,
T. MUÑOZ

Le Secrétaire adjoint,
G. GOUDET

L'Adjoint,
A. JOHNSEN

L'Assistant,
J. BADET

Deuxième séance

Jeudi 23 novembre 1989, 15 heures

Présidence de M. M.S. RAMAN, Président

Procurations	Tuvalu a été représenté par les Pays-Bas.
Quorum	La vérification des présences a montré que 104 pays étaient représentés dans la salle. Le quorum étant fixé à 79 présences, la Commission peut valablement délibérer.
Communication	Le Président a signalé que la Commission 3 a adopté la proposition 1007.1 visant à supprimer le franc-or comme unité monétaire dans les Actes de l'UPU. La Commission 10 a été chargée de faire les modifications nécessaires dans les Actes découlant de cette décision. Par exemple, les taxes indicatives adoptées (proposition 3019.6) figureront dans la Convention seulement en DTS. La proposition 2008.1 relative à l'article 8 de la Convention figure sur l'ordre du jour de la Commission 5. Cette proposition est une conséquence de la suppression du franc-or comme monnaie de l'UPU. Or, l'adoption de la proposition 3019.6 a également des conséquences sur ce même article (§§ 3, 5 et 6). Le pays rapporteur de l'étude sur les taxes d'affranchissement, l'Australie, qui est également coauteur de la proposition 2008.1, apportera les modifications nécessaires à cette proposition. Cette même question de la modification de l'article 8, §§ 3, 5 et 6, de la Convention a également été soulevée par une délégation.
Frais terminaux. Principes généraux	<i>Congrès – Doc 60</i> La France a présenté un exposé sur les études entreprises ainsi que sur les résultats obtenus et sur les propositions qui en découlent. Le Président a ensuite brièvement résumé le Congrès – Doc 60.

Le Conseil exécutif y propose de remplacer le système actuel des frais terminaux par un système à trois taux (LC, AO et sacs M) dans les relations entre deux Administrations ayant un volume annuel de trafic LC/AO supérieur à 150 tonnes dans chaque sens (proposition 3064.1). Pour ces échanges, la proposition prévoit également un mécanisme de correction si la structure du courrier reçu s'écarte de la composition moyenne mondiale par kg prise en compte dans l'étude, c'est-à-dire 48 envois pour les LC et 5,6 envois pour les AO. Pour les échanges de faible trafic le système actuel est maintenu. De plus, toutes les Administrations ont la possibilité expresse d'utiliser d'autres systèmes de rémunération par accord bilatéral ou multilatéral. Le Conseil exécutif propose également de comptabiliser les frais terminaux et les frais de transit sur la base du poids réel.

Dans sa proposition 3064.1 le Conseil exécutif a proposé de maintenir le niveau actuel des frais terminaux.

Cependant, un Pays-membre de l'Union a présenté la proposition 3064.2 qui visait à augmenter le niveau des frais terminaux de 8 fr-or à 14 fr-or par kg pour les LC/AO, mais en séance il l'a amendée de façon que celle-ci augmente le niveau des frais terminaux de 8 fr-or (2,614 DTS) à 9 fr-or (2,94 DTS).

Quinze pays ont participé à la discussion sur les principes généraux des frais terminaux.

Toutes ces Administrations ont félicité le CE, le Groupe de travail et le Bureau international de la qualité des travaux effectués. La plupart des Administrations ont également manifesté leur appui aux résultats de l'étude. A peu près la moitié d'entre elles ont cependant souhaité une augmentation du niveau des frais terminaux de 8 à 9 fr-or. Les opinions étaient partagées en ce qui concerne l'incidence directe entre le système actuel des frais terminaux et le problème du repostage.

A peu près un tiers des intervenants ont émis, pour diverses raisons, des réserves quant aux propositions du CE. Ils ont entre autres relevé que le nombre des envois par kg utilisé est fondé sur des données assez anciennes et que la valeur des moyennes mondiales ne reflète pas suffisamment bien les réalités nationales. De plus, l'utilisation prochaine d'autres systèmes de tarification laisse planer des incertitudes sur la structure future du courrier.

Des doutes ont également été émis sur la question de savoir si la médiane appliquée aux coûts reflète bien les coûts réels dans tous les pays.

Quatre Administrations se sont prononcées pour le maintien du statu quo, dont deux souhaitent des études plus approfondies sur certains aspects.

La liste des orateurs n'étant pas épuisée, la discussion se poursuivra lors de la troisième séance de la Commission.

La séance est levée à 18 heures.

Au nom de la Commission:

Le Président,
M.S. RAMAN

Le Secrétaire,
T. MUÑOZ

Le Secrétaire adjoint,
G. GOUDET

L'Adjoint,
A. JOHNSEN

L'Assistant,
J. BADET

Troisième séance

Lundi 27 novembre 1989, 9 h 30

Présidence de M. M.S. RAMAN, Président

Ouverture

Le Président a remercié les délégations de la Chine (Rép. pop.), de l'Australie et des Etats-Unis d'Amérique du déjeuner, de la réception et du programme «Be our guest» qu'elles ont si bien organisés. Ensuite, il a fait part de l'assassinat du Président des Comores et la Commission a observé une minute de silence.

Quorum

La vérification des présences a montré que 111 pays étaient représentés dans la salle. Le quorum étant fixé à 76 présences, la Commission peut valablement délibérer.

**Frais terminaux.
Principes
généraux,
art. 64**

Congrès – Doc 60 et propositions 3064.1 et 3064.2

La Commission a poursuivi les débats au sujet du Congrès – Doc 60 et l'examen des propositions 3064.1 et 3064.2.

Dix-neuf Administrations et une Union restreinte ont exprimé leurs points de vue. Tous les intervenants ont félicité le Conseil exécutif des travaux effectués, et la plupart d'entre eux ont appuyé le nouveau système proposé par le CE. Les délégations de certains pays en développement ont souligné l'importance du maintien d'un taux unique de frais terminaux pour leurs pays. Une Administration s'est prononcée contre la possibilité de conclure des accords bilatéraux ou multilatéraux. La plupart des intervenants ont soutenu une augmentation des frais terminaux à 9 francs-or par kg de LC/AO, c'est-à-dire le taux de la proposition 3064.2 comme amendée par son auteur. Une seule Administration a souhaité une augmentation à 11 fr-or. Par ailleurs, plusieurs intervenants ont émis des doutes sur la relation entre le repostage et les frais terminaux.

La Jordanie, au nom des pays arabes, a présenté un amendement visant à reprendre, dans la proposition 3064.1, l'augmentation prévue dans la proposition 3064.2 et a précisé que l'augmentation doit également s'appliquer aux taux séparés des frais terminaux pour les LC et pour les AO en aboutissant par conséquent aux taux suivants:

- 9 fr-or (2,94 DTS) pour le courrier LC/AO (article 64, § 2a);
- 24,84 fr-or (8,115 DTS) pour le courrier LC (article 64, § 2b);
- 6,30 fr-or (2,058 DTS) pour le courrier AO (article 64, § 2b).

Vu l'amendement présenté, l'auteur de la proposition 3064.2 a accepté que sa proposition ne soit plus considérée.

Le vote a d'abord été effectué sur les principes définis dans la proposition 3064.1. Les résultats ont été les suivants:

Pour:	123
Contre:	0
Abstentions:	6

Puis un vote intervenu sur l'augmentation des taux a donné les résultats suivants:

Pour:	109
Contre:	7
Abstentions:	12

La proposition 3064.1 est donc adoptée avec les augmentations à 9 fr-or pour les LC/AO, à 24,84 fr-or pour les LC et à 6,30 fr-or pour les AO. La proposition 3064.2 est devenue sans objet.

Classification
du courrier

La Norvège a présenté le Congrès – Doc 59 sur les travaux effectués par le Conseil exécutif en exécution de la résolution C 62 et de la décision C 60 du Congrès de Hamburg 1984, ainsi que les propositions principales 2018.1, 3019.5 et 3019.91 découlant de l'étude. Les principes de ces propositions ont été examinés par la Commission 5, mais l'examen du libellé de certains paragraphes a été transféré à la Commission 6.

art. 18

Propositions 2018.1 et 2018.3

La proposition 2018.1 vise à introduire une nouvelle dimension à l'article 18, celle de la classification selon la vitesse et/ou le moyen d'acheminement.

L'article proposé contient dans le § 1 les notions de «LC» et de «AO», dans le § 2 la définition des «correspondance-avion» (qui a été reprise de l'article 71), dans le § 3 la classification selon la vitesse/priorité et enfin dans le § 4 la disposition de base pour la coexistence des deux systèmes de classification.

La proposition 2018.3 en tant qu'amendement à la proposition 2018.1, définit également dans l'article 18 les sacs M (§ 1bis) ainsi que le courrier S.A.L. (§ 2bis).

Les principes de la proposition 2018.1 ont été appuyés par la quasi-totalité des intervenants. L'amendement contenu dans la proposition 2018.3 a également été appuyé par la plupart des intervenants sous réserve d'une harmonisation du libellé du paragraphe 1bis avec celui du paragraphe 8 de la proposition 3019.5.

La proposition 2018.1 a été adoptée dans la version amendée par la proposition 2018.3 sous réserve de l'approbation du libellé des paragraphes 2 et 2bis par la Commission 6. La mise au point du texte définitif a été confiée à la Commission 10.

art. 19 et 19bis

Propositions 3019.5 et 3019.91

La proposition 3019.5 a pour but de permettre aux Administrations, d'une part, de supprimer les imprimés et/ou les petits paquets comme catégories distinctes de la poste aux lettres (§ 3) et, d'autre part, d'accorder des réductions de tarifs pour les journaux, les périodiques et les sacs M même si les imprimés ont été supprimés comme catégorie distincte (§§ 6 et 8). La proposition vise également à introduire plus de souplesse dans la tarification si l'Administration fait une distinction entre les envois normalisés et les envois non normalisés (§ 9).

La proposition 3019.91 prévoit la possibilité de percevoir des taxes plus élevées pour les correspondances-avion, les envois S.A.L. et les envois prioritaires que pour les envois de surface et les envois non prioritaires.

La proposition 3019.5 a été adoptée sans objection sous réserve de l'approbation du libellé du paragraphe 3bis par la Commission 6. La proposition 3019.91 a été adoptée sous réserve de l'approbation du libellé des paragraphes 4 et 5 par la Commission 6.

Proposition 3019.13

Cette proposition a pour but de permettre aux Administrations de supprimer les imprimés et les petits paquets comme catégories distinctes de la poste aux lettres.

La proposition 3019.5 ayant été adoptée, la proposition 3019.13 est devenue sans objet.

art. 31

Proposition 2031.2

Cette proposition permet l'échange des coupons-réponse contre un affranchissement minimal d'une lettre par avion ou d'une lettre prioritaire pour n'importe quelle destination au lieu de celui d'une lettre du premier échelon de poids par voie de surface.

Deux Administrations sont intervenues. Les deux ont appuyé le principe de la proposition, mais, à cause de difficultés pratiques, l'une d'entre elles s'est prononcée pour la poursuite de l'étude de cet aspect, tandis que l'autre a présenté un amendement oral, qui sera déposé par écrit pour la prochaine séance.

La séance est levée à 12 h 30.

Au nom de la Commission:

Le Président,
M.S. RAMAN

Le Secrétaire,
T. MUÑOZ

Le Secrétaire adjoint,
G. GOUDET

L'Adjoint,
A. JOHNSEN

L'Assistant,
J. BADET

Quatrième séance

Mardi 28 novembre 1989, 9 h 30

Présidence de M. M.S. RAMAN, Président

- Ouverture Le Président a remercié les délégations de la Nouvelle-Zélande et de la France du déjeuner et de la réception qu'elles ont si bien organisés.
- Quorum La vérification des présences a montré que 98 pays étaient représentés dans la salle. Le quorum étant fixé à 78 présences, la Commission peut valablement délibérer.
- Communication Le Président a rappelé que la proposition 2018.1 déjà adoptée contient une définition des LC et des AO. L'annotation 2 à l'article 83 contient une autre définition des LC et des AO. Etant donné que le but des définitions n'est pas le même, cette différence se justifie, mais le Bureau international en tiendra compte lors de l'élaboration des annotations des Actes annotés.
- Coupons-réponse,
art. 31 *Proposition 2031.2*
- La discussion des 27 et 28 novembre a montré que les opinions étaient partagées à l'égard de cette proposition. Les partisans ont évoqué le besoin d'améliorer et de simplifier le service pour la clientèle alors que les adversaires ont évoqué des difficultés pratiques.
- Le vote effectué a donné les résultats suivants:
- | | |
|--------------|----|
| Pour: | 71 |
| Contre: | 13 |
| Abstentions: | 24 |
- La proposition 2031.2 a donc été adoptée.

Taxes spéciales,
art. 24

Proposition 3024.1

Cette proposition vise à porter le montant maximal de la taxe de réclamation de 2 francs à 4 francs pour éviter que les clients utilisent le service de réclamation au lieu du service d'avis de réception.

Les opinions étaient partagées sur l'opportunité d'augmenter la taxe maximale de réclamation. Les adversaires ont notamment fait allusion au fait que les réclamations résultent généralement d'erreurs imputables à la poste.

Le vote effectué a donné les résultats suivants:

Pour:	40
Contre:	62
Abstentions:	17

La proposition 3024.1 a donc été rejetée.

Proposition 3024.3

La proposition vise à ajouter à la lettre j) le membre de phrase «ou de correction» dans «taxe de demande de retrait ou de modification d'adresse» afin de l'aligner sur le titre de l'article 33. Ce dernier article a été modifié par la proposition 2033.2 du même auteur.

La proposition 3024.3 a été adoptée sans objection.

Le repostage

Congrès – Doc 56 et Add 1

Le Congrès – Doc 56 sur les travaux et les suggestions du Conseil exécutif au sujet du repostage a été présenté par l'Amérique (Etats-Unis).

Douze Administrations et une Union restreinte ont exprimé leurs avis et ont félicité le Conseil exécutif et les Etats-Unis d'Amérique, pays rapporteur de l'étude, pour les travaux effectués. Elles ont exprimé leur satisfaction sur les mesures suggérées dans le document. Plusieurs d'entre elles ont souhaité la poursuite de l'étude par le CE. Deux Administrations ont estimé qu'il est nécessaire d'obtenir la collaboration de la douane pour limiter le problème.

La Commission a pris acte du Congrès – Doc 56 et de son additif 1 et a chargé le Conseil exécutif de poursuivre l'examen des problèmes de repostage.

Nouveaux
barèmes des frais
de transit,
art. 63

Congrès – Doc 61

Le document, qui a été présenté par le Bureau international, résume les travaux effectués par le CE sur la base de la résolution C 50 du Congrès de Hamburg 1984.

Proposition 3063.1

Cette proposition, qui découle de l'étude, contient les nouveaux barèmes des frais de transit.

La proposition 3063.1 a été adoptée sans objection.

Frais de transit.
Principes,
art. 62

Proposition 3062.1

Cette proposition vise à soumettre aux frais de transit le courrier en transit à découvert, y compris le courrier mal acheminé, s'il pèse plus de 5 kg par dépêche. La proposition de conséquence 3067.4 préconise le décompte sur la base du poids réel dans un tel cas.

Douze Administrations ont exprimé leurs avis. Elles ont reconnu le besoin de modifier les dispositions actuelles. Cependant, plusieurs d'entre elles n'ont pas pu souscrire à la solution préconisée et ont recommandé que les propositions 3062.1 et 3067.4 soient étudiées par le Conseil exécutif dans le cadre de l'étude décrite dans la proposition 3000.2.

Le vote effectué a donné les résultats suivants:

Pour:	37
Contre:	64
Abstentions:	22

La proposition 3062.1 a donc été rejetée.

Proposition 3062.2

Le but de cette proposition est de définir le début et la fin du transit maritime.

La proposition 3062.2 a été adoptée sans objection.

Nouveaux modes
de transport,
art. 66

Proposition 3066.1

Le but de la proposition est d'introduire une réglementation minimale pour le courrier de transit réacheminé par de nouvelles modalités de transport.

La proposition 3066.1 a été adoptée sans objection.

Frais de transit
des dépêches
déviées ou mal
acheminées,
art. 69

Propositions 3069.3 et 3069.5

Six propositions visent à modifier le principe actuel selon lequel les dépêches déviées ou mal acheminées sont considérées, en ce qui concerne les frais de transit, comme si elles avaient suivi leur voie normale. Les propositions 3069.3 et 3069.5 prévoient la suppression de l'article 69 de manière que ces dépêches soient soumises aux frais de transit sur la base de la voie réellement empruntée.

Des avis divergents ont été exprimés au sujet de ces propositions.

Mise au vote, la proposition 3069.3 a obtenu les résultats suivants:

Pour:	11
Contre:	92
Abstentions:	17

Les propositions 3069.3 et la proposition identique 3069.5 ont donc été rejetées.

La séance est levée à 12 h 30.

Au nom de la Commission:

Le Président,
M.S. RAMAN

Le Secrétaire,
T. MUÑOZ

Le Secrétaire adjoint,
G. GOUDET

L'Adjoint,
A. JOHNSEN

L'Assistant,
J. BADET

Cinquième séance

Mercredi 29 novembre 1989, 9 h 30

Présidence de M. M.S. RAMAN, Président

Quorum

Le quorum étant fixé à 78 présences et 87 pays étant représentés dans la salle, la Commission peut valablement délibérer.

Frais de transit
des dépêches
dévies ou mal
acheminées,
art. 69

Propositions 3069.6 et 3069.1

La proposition 3069.1 tend à permettre aux Administrations réexpédiant de telles dépêches de réclamer des frais de transit auprès de la première Administration expéditrice. L'amendement contenu dans la proposition 3069.6 préconise que les frais de transit doivent, dans un tel cas, être payés par l'Administration d'origine qui pourra, à son tour, se faire rembourser par l'Administration ayant commis l'erreur d'acheminement.

Mise au vote, la proposition 3069.6 a obtenu les résultats suivants:

Pour:	57
Contre:	18
Abstentions:	30

La proposition 3069.1, amendée par la proposition 3069.6, est adoptée.

Proposition 3069.4

Selon cette proposition, les frais de transport doivent être payés si le réacheminement est effectué par la voie aérienne.

La proposition 3069.4 a été retirée, la proposition 3069.6 ayant été adoptée.

Proposition 3069.2 avec la proposition de conséquence 3576.91

La proposition 3069.2 introduit le paiement des frais selon la voie réellement utilisée au cas où la dépêche a été mal dirigée à la suite d'un établissement irrégulier des documents d'accompagnement.

La proposition 3069.6 ayant été adoptée, l'auteur des propositions 3069.2 et 3576.91 a accepté que celles-ci ne soient plus considérées par la Commission. Cependant, il a souhaité que la Commission 10 prenne éventuellement en considération, dans la rédaction finale de la proposition 3069.6, l'aspect rédactionnel de ces deux propositions. Etant donné la charge de travail de la Commission 10, il n'a pas insisté sur sa demande.

Les propositions 3069.2 et 3576.91 ont été retirées.

Propositions
d'ordre général

Proposition 3000.2

L'objet de cette proposition est de charger le Conseil exécutif d'une étude sur l'introduction du paiement des frais de transit pour le courrier de surface à découvert.

La proposition 3000.2 a été adoptée sans objection. La Commission a, à cette occasion, confié au Conseil exécutif également l'étude des propositions 3062.1 et 3067.4.

Proposition 3000.5

Cette proposition vise à charger le Conseil exécutif d'une étude permanente sur les barèmes des frais de transit.

La proposition 3000.5 a été adoptée sans objection.

Proposition 3000.7

Le but de cette proposition est de charger le Conseil exécutif d'une étude sur la détermination d'une distance moyenne pondérée par pays pour les dépêches en transit territorial.

La proposition 3000.7 a été adoptée sans objection.

Frais terminaux
pour les envois
prioritaires, les
envois non
prioritaires ainsi
que les envois
mixtes,
art. 64bis

Proposition 3064.91

Cette proposition assimile, d'une part, aux envois LC les envois prioritaires et, d'autre part, aux envois AO les envois non prioritaires et les envois mixtes dans le cas où des taux différents de frais terminaux sont utilisés pour les envois LC et les envois AO.

Quinze Administrations ont exprimé leurs vues. Certaines ont mentionné qu'un kg de courrier prioritaire contient moins d'envois qu'un kg de «LC». Cette situation pourrait avoir des conséquences financières importantes pour le quinquennat à venir. C'est pourquoi la plupart ont souhaité adopter, dès à présent, une solution plus acceptable que celle préconisée dans la proposition 3064.91. Quelques intervenants ont suggéré d'améliorer cette proposition par l'intermédiaire d'un groupe de travail. D'autres ont exprimé des doutes sur les possibilités de trouver une meilleure solution pendant le Congrès. En tout cas, le prochain Conseil exécutif doit étudier le problème sur la base de la structure réelle du courrier prioritaire et du courrier non prioritaire en vue de trouver une solution définitive.

Une motion de procédure visant à clore le débat a été rejetée par 63 voix contre, 33 pour et 24 abstentions. De même, une suggestion de prendre une décision immédiate sur la proposition 3064.91 a été rejetée par 72 voix contre, 27 pour et 22 abstentions.

Finalement, la Commission a confié à un Groupe de travail l'examen de cette question et d'en faire rapport dans le délai le plus bref à la Commission. Le Groupe est formé des pays suivants: Colombie, Egypte, France, Grande-Bretagne, Inde (rapporteur), Norvège et Suisse. L'examen de la proposition 3064.91 a été ajourné.

Exemption de
frais de transit et
de frais
terminaux,
art. 65

Propositions 3065.3 et 3065.2

L'objet de la proposition 3065.2 est d'harmoniser les dispositions relatives aux courrier de surface et au courrier-avion en exemptant de frais terminaux et, le cas échéant, de frais de transit, les envois postaux non distribués renvoyés dans des dépêches directes sur l'Administration d'origine. La proposition 3065.3, amendement à la précédente, remplace l'expression «dépêches directes» par «dépêches closes».

La proposition 3065.2, amendée par la proposition 3065.3, a été adoptée sans objection.

Proposition 3065.1

Cette proposition vise à exempter de frais de transit et de frais terminaux les envois de la poste aux lettres relatifs au service postal. Vu l'adoption de la proposition 3065.3, l'auteur de la proposition a accepté que l'exemption s'applique à la fois au courrier de surface et au courrier-avion.

La proposition 3065.1 a été adoptée sans objection. L'harmonisation du libellé des propositions 3065.3 et 3065.1 a été confiée à la Commission 10.

Propositions
d'ordre général

Propositions 3000.1 et 3000.3

La proposition 3000.1 vise à charger le Conseil exécutif d'entreprendre des études en vue d'élaborer un système de frais terminaux qui corresponde mieux aux coûts de la distribution que le système actuel, alors que la proposition 3000.3 vise à charger le Conseil exécutif d'une étude permanente des frais terminaux.

Les propositions 3000.1 et 3000.3 ont été adoptées sans objection. La Commission a, à cette occasion, demandé à la Commission de rédaction de fusionner les deux propositions dans une seule recommandation.

Proposition 3000.4

Cette proposition a pour but une recommandation aux Gouvernements des Pays-membres de l'Union de réserver les recettes des frais terminaux à l'amélioration de la qualité des services postaux.

La proposition 3000.4 a été adoptée sans objection.

Décompte des
frais de transit et
des frais
terminaux,
art. 67, 67bis et
67ter

Propositions 3067.2, 3067.91, 3067.92, 3067.1 et 3067.5

La série de propositions 3067.2, 3067.91 et 3067.92 a pour but d'établir comme règle principale le décompte des frais terminaux et des frais de transit sur la base du poids réel. De ce fait, la statistique actuelle déterminant le poids annuel devient sans objet. Elle est remplacée par une statistique déterminant les proportions de LC et de AO si des taux séparés sont applicables.

Les propositions 3067.1 et 3067.5 visent à augmenter le seuil d'exonération du paiement des frais de transit de 25 francs-or, l'une à 500 francs-or et l'autre à 250 francs-or. La proposition 3067.5 préconise, en plus, une réduction de 500 francs-or à 250 francs-or du seuil d'exonération du paiement des frais terminaux fixé séparément pour le courrier-avion et celui de surface.

Les propositions 3067.2, 3067.91, 3067.92 et 3067.1 ont été adoptées. Le seuil d'exonération du paiement des frais de transit devant figurer à l'article 67bis est donc de 500 francs-or (163 DTS). La proposition 3067.5 a été retirée.

Proposition 3067.4

L'auteur a accepté que le but recherché par cette proposition, conséquence de la proposition 3062.1, soit pris en compte par le Conseil exécutif dans l'étude décidée dans la proposition 3000.2.

La proposition 3067.4 a été considérée comme sans objet.

Opérations
concernant
l'établissement du
poids annuel du
courrier

Plusieurs séries de propositions préconisent des solutions pratiques pour déterminer le poids réel annuel du courrier soumis aux frais terminaux et aux frais de transit. Selon une de ces séries l'Administration de destination établit des relevés de poids sur la base des données fournies par l'Administration d'origine du courrier dans les bordereaux de livraison C 18, C 18bis et AV 7, alors qu'une autre le fait sur la base des feuilles d'avis C 12. Selon une troisième série de propositions, c'est l'Administration d'origine qui établit les relevés de poids.

La discussion entreprise sur les différentes variantes se poursuivra lors de la séance du 30 novembre 1989.

La séance est levée à 12 h 30.

Au nom de la Commission:

Le Président,
M.S. RAMAN

Le Secrétaire,
T. MUÑOZ

Le Secrétaire adjoint,
G. GOUDET

L'Adjoint,
A. JOHNSEN

L'Assistant,
J. BADET

Sixième séance

Jeudi 30 novembre 1989, 9 h 30

Présidence de M. M.S. RAMAN, Président

- | | |
|--|---|
| Ouverture | Le Président a remercié l'Allemagne, Rép. féd. d', de la grande réception organisée et des aimables paroles que son Ministre a adressé aux invités. |
| Quorum | La vérification des présences a montré que 80 pays étaient représentés dans la salle. Le quorum étant fixé à 77 présences, la Commission peut valablement délibérer. |
| Communication | La Grande-Bretagne a retiré ses propositions 3570.9, 3577.6, 3581.5 et 3590.4. Elle a également repris à son propre compte la proposition 3000.6 qui avait été retirée par son auteur. Ce dernier a contesté le droit de réintroduire cette proposition étant donné qu'il avait informé le Bureau international du retrait avant l'ouverture du Congrès. |
| Opérations concernant l'établissement du poids annuel du courrier soumis aux frais terminaux et aux frais de transit | <p>La Commission a poursuivi sa discussion visant à déterminer le document de base sur lequel doit être indiqué le poids réel du courrier soumis aux frais terminaux et aux frais de transit. En tout, 23 Administrations, dont 20 le 30 novembre, ont exprimé leurs points de vue.</p> <p>Un grand nombre d'intervenants ont appuyé l'idée d'utiliser la feuille d'avis C 12 pour les frais terminaux tout en reconnaissant le besoin des Administrations de transit de pouvoir vérifier les données les concernant. Pour cette raison ils ont admis également l'indication du poids dans les bordereaux de livraison C 18, C 18bis et AV 7. Les partisans de la formule C 12 comme document de base pour les frais terminaux ont craint la perte des bordereaux de livraison et les erreurs de retranscription en cas de réacheminement des dépêches. Ils ont estimé qu'il était moins risqué d'employer la feuille d'avis C 12, document utilisable à la fois pour les dépêches par voie de surface, par S.A.L. et par avion. La feuille d'avis est incluse dans un des sacs de la dépêche et les données qui y figurent ne sont pas retranscrites. De plus, la solution préconisée rend possible une certaine simplification des formules C 18, C 18bis et AV 7 par rapport à la solution proposée par le CE.</p> |

D'autres intervenants ont préféré l'utilisation des bordereaux de livraison C 18, C 18bis et AV 7 comme document de base, tant pour les frais terminaux que pour les frais de transit. Les données figurant aux bulletins de livraison peuvent être utilisées à la fois par le transporteur et par les Administrations pour le décompte des frais de transit et des frais terminaux. On procède ainsi d'une manière plus rationnelle. De plus, si l'indication du poids est introduite dans la formule C 12, toute la dépêche doit être pesée avant la fermeture du dernier sac, ce qui cause des difficultés opérationnelles dans certaines Administrations. La vérification des données y figurant est compliquée lorsque l'arrivée de la dépêche est étalée dans le temps.

Les adversaires de l'utilisation de la formule C 12 ont admis que la plupart des arguments avancés par les partisans de cette formule étaient valables. Ils ont donc estimé que les problèmes soulevés doivent être étudiés par le Conseil exécutif pour qu'il trouve la meilleure solution. Cet organe, avec ses nouveaux pouvoirs, pourrait éventuellement modifier le Règlement d'exécution dès que les résultats de l'étude seront connus.

art. 170

Propositions 3570.8/Rev 1 et 3570.1

La première proposition préconise la feuille d'avis C 12 comme document de base pour les frais terminaux du courrier de surface tout en acceptant que le bordereau de livraison C 18 soit utilisé pour les frais de transit. Selon la proposition 3570.1, les bordereaux de livraison C 18 et C 18bis sont utilisés dans les deux cas.

Mise au vote, la proposition 3570.8/Rev 1 a obtenu les résultats suivants:

Pour:	50
Contre:	46
Abstentions:	13

La proposition 3570.8/Rev 1 a donc été adoptée dans son principe, sans préjudice d'autres propositions concernant le même article. La proposition 3570.1 a donc été rejetée.

Proposition
d'ordre général

Proposition 3000.6

M. Ascandoni, Sous-Directeur général au Bureau international, a informé la Commission que, selon l'article 15, § 4, du Règlement intérieur des Congrès, la Grande-Bretagne a le droit de réintroduire la proposition étant donné que l'information concernant le retrait n'a été diffusée qu'à Washington.

La proposition 3000.6 a été adoptée sans objection sous réserve d'une modification de sa rédaction. Le texte de la résolution doit faire mention, d'une part, du courrier de surface aussi bien que du courrier-avion et, d'autre part, que le système fondé sur la feuilles d'avis C 12 et celui fondé sur les bordereaux de livraison C 18, C 18bis et AV 7 ont tous les deux des avantages et des inconvénients.

Statistique
annuelle pour
déterminer le
poids moyen des
sacs,
art. 177

Propositions 3577.4 et 3577.5

Ces propositions concernent les opérations de statistique pour la détermination des frais de transit et des frais terminaux. Or, cette statistique est devenue sans objet par suite de l'introduction de la comptabilisation sur la base du poids réel. C'est pourquoi les auteurs des deux propositions ont accepté qu'elles ne soient pas considérées.

Les propositions 3577.4 et 3577.5 ont été considérées comme sans objet.

Statistique
annuelle pour le
calcul des propor-
tions des LC et des
AO,
art. 173 à 177,
190, titre V,
chap. II

Propositions 3573.1, 3574.1, 3575.91, 3575.1, 3576.1, 3577.1, 3577.91, 3572.91 et 3590.1

Ces propositions introduisent une statistique annuelle pour déterminer les proportions en poids des envois LC et des envois AO dans les échanges où des taux séparés sont appliqués pour les LC et les AO. Ces propositions donnent également des précisions sur la période statistique et sur les questions opérationnelles.

La proposition 3573.1 a été adoptée avec la suppression, dans son paragraphe 4, des mots «après entente entre les Administrations concernées».

Les propositions 3574.1, 3575.91, 3575.1, 3576.1, 3577.1, 3577.91, 3572.91 et 3590.1 ont été adoptées sans objection.

Mécanisme de
correction,
art. 177ter et
177quater, titre V,
chap. IIbis

Propositions 3577.92, 3577.93 et 3577.94

Les propositions 3577.92, 3577.93 et 3577.94 visent à créer un chapitre contenant deux articles qui introduisent un mécanisme de correction au cas où le nombre d'envois dans le courrier LC et/ou AO est plus élevé que la moyenne mondiale appliquée pour le calcul des taux séparés des frais terminaux pour les envois LC et les envois AO. Comme conséquence de l'augmentation des frais terminaux adoptée, le Président a suggéré que, dans la proposition 3577.92, paragraphe 2, le coefficient 1,27 soit également augmenté de 12,5 %. Le coefficient recalculé est de 1,43.

Un intervenant a exprimé certaines préoccupations auxquelles il n'a pas été fait de réponse par manque de temps. Cette question sera reprise dans la séance du 1er décembre.

La séance a été levée à 12 h 35.

Au nom de la Commission:

Le Président,
M.S. RAMAN

Le Secrétaire,
T. MUÑOZ

Le Secrétaire adjoint,
G. GOUDET

L'Adjoint,
A. JOHNSEN

L'Assistant,
J. BADET

Septième séance

Vendredi 1er décembre 1989, 15 heures

Présidence de M. M.S. RAMAN, Président

Procurations Les Maldives et l'Ukraine ont été représentés respectivement par le Pakistan et la Tchécoslovaquie.

Quorum La vérification des présences a montré que 89 pays étaient représentés dans la salle. Le quorum étant fixé à 78 présences, la Commission peut valablement délibérer.

Opérations concernant l'établissement du poids annuel du courrier soumis aux frais terminaux et aux frais de transit, art. 170 et 171 *Proposition 3571.6/Rev 1*

Cette proposition vise à remplacer le bordereau de livraison AV 7 par la feuille d'avis C 12 comme document de base pour la comptabilisation des frais terminaux du courrier-avion. La proposition 3570.8/Rev 1 préconisant la même solution pour le courrier de surface ayant été adoptée, plusieurs intervenants ont estimé que la proposition 3571.6/Rev 1 devait automatiquement être acceptée. Une seule délégation s'est prononcée contre la proposition.

Mise au vote, la proposition a obtenu les résultats suivants:

Pour:	85
Contre:	8
Abstentions:	12

La proposition 3571.6/Rev 1 a donc été adoptée sans préjudice d'autres propositions concernant le même article.

Proposition 3570.7

Selon cette proposition, c'est l'Administration d'origine qui doit établir les relevés de poids mensuels et trimestriels. La proposition vise également à utiliser les mêmes relevés tant pour le courrier-avion que pour le courrier de surface en fusionnant les articles 170 et 171.

Six intervenants se sont prononcés contre le premier but de la proposition en évoquant, entre autres, des difficultés pour les Administrations de destination et de transit de vérifier les données.

La proposition 3570.7 a ensuite été retirée par son auteur.

Mécanisme de correction,
art. 177ter et 177quater,
titre V, chap. Ibis

Propositions 3577.92, 3577.95, 3577.93 et 3577.94

La discussion entamée le 30 novembre 1989 s'est poursuivie sur les propositions 3577.92, 3577.93 et 3577.94. Ces dernières concernent le mécanisme de correction applicable au cas où le nombre d'envois dans le courrier LC et/ou AO est plus élevé que la valeur de la moyenne mondiale utilisée dans le calcul des taux séparés des frais terminaux pour les envois LC et les envois AO. La proposition 3577.95, amendement à la proposition 3577.93, avait entre-temps été diffusée.

Suite à l'augmentation du taux des frais terminaux des LC/AO de 8 à 9 fr-or, le coefficient d'augmentation, dans la proposition 3577.92, paragraphe 2, est devenu 1,43. Cependant, certains intervenants ont estimé que ce coefficient était trop élevé, tandis qu'une majorité a considéré cette augmentation logique étant donné les décisions antérieures de la Commission.

Quelques intervenants ont souhaité des précisions d'ordre rédactionnel dans la proposition 3577.93, alors que d'autres ont estimé que l'article proposé était suffisamment clair.

La proposition 3577.92 a été adoptée avec une augmentation de 1,27 à 1,43 du coefficient prévu au paragraphe 2. La proposition 3577.93, amendée par la proposition 3577.95, a été adoptée avec «Statistique spéciale pour l'application du mécanisme de correction» comme titre de l'article 177quater et avec l'adjonction, au début du paragraphe 1, des mots «Pour l'application du mécanisme et». La proposition 3577.94 a été adoptée avec la modification du titre de l'article 177quater pour le mettre en conformité avec la décision prise au sujet de la proposition 3577.93.

Dépêches-avion
en transit par voie
de surface,
art. 178

Proposition 3578.1

Cette proposition vise à inclure les dépêches S.A.L. dans l'article consacré aux dépêches-avion en transit par voie de surface.

La proposition 3578.1 a été adoptée sans discussion.

Proposition 3578.2

La proposition 3578.2 a été retirée.

art. 180

Proposition 3580.1

Cette proposition est une conséquence de l'introduction de la comptabilité des frais terminaux et des frais de transit sur la base du poids réel.

La proposition 3580.1 a été adoptée sans discussion.

Etablissement du
relevé annuel de
poids des dépêches
en transit,
art. 181

Propositions 3581.2, 3581.4/Rev 1, 3581.1, 3581.5

La proposition 3581.2 supprime l'article 181 sur le relevé annuel de poids des dépêches en transit étant donné que, selon les modifications apportées à l'article 170, l'Administration de transit peut elle-même établir les relevés de poids nécessaires. Les trois autres propositions visent à modifier l'article 181.

La proposition 3581.2 a été adoptée. Les propositions 3581.3/Rev 1, 3581.1 et 3581.5 sont devenues sans objet.

Etablissement,
transmission,
approbation et
liquidation des
comptes. Règles
de paiement,
art. 182 et 185

Propositions 3582.1, 3582.3, 3585.1, 3585.3, 3585.4

Les propositions 3582.1 et 3585.1 visent à fusionner les comptes de frais terminaux du courrier-avion avec ceux du courrier de surface, notamment en supprimant l'article 185. Les propositions 3582.3 et 3585.3 visent à supprimer un paragraphe dans les articles 182 et 185, alors que la proposition 3585.4 préconise une modification de la fréquence d'établissement des comptes.

L'examen de la proposition 3582.3 a été reporté.

Les propositions 3582.1 et 3585.1 ont été adoptées. Les propositions 3585.3 et 3585.4 sont devenues sans objet.

art. 183

Proposition 3583.1

Cette proposition préconise la suppression de l'article 183 sur la régularisation des différences de poids acceptées après l'établissement des comptes particuliers.

La proposition 3583.1 a été adoptée sans discussion.

art. 184

Propositions 3584.2, 3584.1

La proposition 3584.2 vise à supprimer l'article sur les paiements provisoires des frais de transit et des frais terminaux du courrier de surface alors que la proposition 3584.1 préconise un élargissement de tels paiements au courrier-avion.

La proposition 3584.2 ayant été retirée, la proposition 3584.1 a été adoptée sans discussion.

art. 186

Proposition 3586.1

Cette proposition apporte une précision dans l'article 186 sur l'adresse spéciale pour la transmission des formules concernant les frais de transit et les frais terminaux.

La proposition 3586.1 a été adoptée sans discussion.

art. 187

Propositions 3587.2, 3587.3, 3587.4

Les propositions 3587.2 et 3587.3 visent à apporter quelques modifications mineures à l'article 187 concernant le décompte général. La proposition 3587.4 ne vise qu'à modifier une référence.

L'examen de cette dernière proposition a été reporté.

La proposition 3587.2 a été adoptée, puis la proposition 3587.3 a été retirée.

Propositions
d'ordre général*Propositions 3500.1, 2000.12*

Les deux propositions visent à charger le Conseil exécutif d'entreprendre deux études, l'une sur l'établissement et le règlement des comptes, et l'autre sur l'élargissement de la compensation organisée par le Bureau international.

Un intervenant a estimé qu'un grand nombre d'études ont déjà été confiées au CE et au CCEP. Il a donc souligné, sans s'opposer à ces études, la nécessité de coordonner les travaux du CE et du CCEP afin d'éviter les doubles emplois.

Les propositions 3500.1 et 2000.12 ont été adoptées.

La séance a été levée à 17 h 40.

Au nom de la Commission:

Le Président,
M.S. RAMANLe Secrétaire,
T. MUÑOZLe Secrétaire adjoint,
G. GOUDETL'Adjoint,
A. JOHNSENL'Assistant,
J. BADET

Huitième séance

Lundi 4 décembre 1989, 15 heures

Présidence de M. M.S. RAMAN, Président

Procurations	L'Ukraine a été représenté par la Tchécoslovaquie.
Communication	Les rapports des quatre premières réunions de la Commission ont été adoptés.
Quorum	Quatre-vingt-quatorze pays ont signalé leur présence dans la salle par l'équipement électronique. Une vingtaine d'autres Administrations ont signalé leur présence grâce à leur pancarte, leur nom n'étant pas apparu sur le tableau électronique des présences. Malgré cet incident technique, le quorum étant fixé à 79 présences, la Commission peut valablement délibérer.
Frais terminaux pour les envois prioritaires, les envois non prioritaires ainsi que pour les envois mixtes, art. 64bis	<p><i>Propositions 3064.91 et 3064.92</i></p> <p>Le Groupe de travail créé lors de la cinquième séance de la Commission a présenté la proposition 3064.92 comme amendement à la proposition 3064.91. Selon l'amendement, les taux de frais terminaux des envois prioritaires et des envois non prioritaires peuvent, par accord bilatéral, être fixés par le biais du mécanisme de correction, sinon les envois prioritaires sont assimilés aux envois LC et les envois non prioritaires aux AO.</p> <p><u>La proposition 3064.91, amendée par la proposition 3064.92, a été adoptée par consensus.</u></p>

Opérations concernant l'établissement du poids annuel du courrier soumis aux frais terminaux et aux frais de transit, art. 170 à 172, titre V, chap. I

Propositions 3571.7, 3572.6, 3572.5/Rev 1, 3571.1, 3571.3, 3572.1, 3570.6, 3571.5

Les principes relatifs à la documentation de base pour la comptabilité des frais terminaux et les frais de transit ainsi que la question de savoir quelle Administration, d'origine ou de destination, doit établir les relevés de poids du courrier, ont été décidés lors des deux séances précédentes. Les propositions précitées concernent des détails de réglementation.

Le sort des propositions a été décidé par consensus, sauf en ce qui concerne la proposition 3570.6 qui, lors d'un vote, a obtenu les résultats suivants:

Pour:	22
Contre:	65
Abstentions:	20

Les proposition 3571.7 et 3572.6 sont devenues sans objet, la proposition 3570.7 ayant été retirée lors de la séance précédente.

La proposition 3572.5/Rev 1 a été adoptée avec l'adjonction des références aux formules C12bis et C 12ter au paragraphe 2. La référence à la formule AV 7 dans le même paragraphe a été remplacée par une référence à la formule C 12.

La proposition 3571.1 a été adoptée. En conséquence, la proposition 3571.3 ayant le même but est devenue sans objet.

La proposition 3572.1 a été retirée, son but principal ayant été atteint par l'adoption de la proposition 3572.5/Rev 1 amendée.

La proposition 3570.6 a été rejetée, puis la proposition corrélatrice 3571.5 a été considérée comme sans objet.

Propositions 3572.7/Rev 1, 3572.3, 3570.5

Ces propositions préconisent certaines modifications dans les règles utilisées pour la vérification et l'acceptation des documents sur lesquels sont fondés la comptabilité des frais terminaux et des frais de transit.

Le Président a attiré l'attention des auteurs sur le fait que la Commission 7 avait décidé d'inclure des propositions analogues dans l'étude du CE prévue par la proposition 3500.1 déjà approuvée par la Commission 5.

Les propositions 3572.7/Rev 1, 3572.3 et 3570.5 ont ensuite été retirées par leurs auteurs.

Proposition 3572.4

Cette proposition vise à compléter les dispositions de l'article 172 par analogie avec les dispositions concernant la poste aérienne figurant à l'article 222.

Suite à des interventions pour et contre cette proposition, la Commission a procédé à un vote qui a donné les résultats suivants:

Pour: 15
Contre: 73
Abstentions: 20

La proposition 3572.4 a donc été rejetée.

Proposition 3569.91

La proposition 3569.91 modifiant le titre du chapitre a été adoptée.

Feuilles d'avis,
art. 156

Propositions 2556.2, 2556.5, 2556.6/Rev 1, 2912.2, 2912.5, 2912.6/Rev 1

Ces propositions sont des conséquences des propositions présentées au sujet des articles 170 et 171.

Les propositions 2556.2 et 2912.2 ont été considérées comme sans objet, alors que les propositions 2556.5 et 2912.5 ont été retirées.

L'examen des propositions 2556.6/Rev 1 et 2912.6/Rev 1 a été reporté à la séance du 5 décembre 1989.

La séance a été levée à 18 heures.

Au nom de la Commission:

Le Président,
M.S. RAMAN

Le Secrétaire,
T. MUÑOZ

Le Secrétaire adjoint,
G. GOUDET

L'Adjoint,
A. JOHNSEN

L'Assistant,
J. BADET

Neuvième séance

Mardi 5 décembre 1989, 9 h 30

Présidence de M. M.S. RAMAN, Président

Ouverture	Le Président a remercié l'Italie du dîner qu'elle a organisé la veille dans un cadre prestigieux et durant lequel musique et spécialités ont ravi tous les participants.
Approbation de rapports	Les rapports des cinquième et sixième réunions de la Commission ont été adoptés.
Quorum	La vérification des présences a montré que 92 pays étaient représentés dans la salle. Le quorum étant fixé à 80 présences, la Commission peut valablement délibérer.
Feuilles d'avis, art. 156 Formule C 12	<p><i>Propositions 2556.6/Rev 1 et 2912.6/Rev 1</i></p> <p>Ces propositions sont des conséquences des modifications déjà apportées aux articles 170 et 171.</p> <p><u>La proposition 2556.6/Rev 1 a été adoptée, mais avec maintien de la dernière phrase de l'article 156, § 2, a) «Le nombre de sacs exempts de frais de transit et de frais terminaux doit être égal au total de ceux qui ne contiennent que des sacs vides et de ceux qui portent l'indication «Exempt» d'après l'article 162, § 5».</u></p> <p><u>La proposition 2912.6/Rev 1 a été adoptée, mais la Commission a exprimé le souhait de disposer de plus de place pour les inscriptions des poids.</u></p>

Etiquetage des
dépêches,
art. 162
Formule C 28

Propositions 2562.9, 2562.4 et 2928.2

Les propositions préconisent l'indication du poids sur l'étiquette C 28. De plus, elles suppriment l'obligation d'indiquer la date d'expédition sur l'étiquette pour identifier la dépêche dont le sac fait partie car, dorénavant, toutes les dépêches seront numérotées. Néanmoins, une rubrique est maintenue à cette fin sur la formule C 28 pour utilisation éventuelle par les Administrations. Celles qui n'ont pas besoin de cette rubrique ne sont pas tenues de l'imprimer.

La proposition 2562.4 a été adoptée avec inclusion, comme paragraphe 6bis, de la règle d'arrondissement des poids prévue à la proposition 2562.9. La proposition 2928.2 a été adoptée. La Commission a demandé au Bureau international de porter une annotation dans les Actes concernant la latitude des Administrations relative à la date d'expédition sur la formule C 28.

Bordereau de
livraison,
art. 164
Formules C 18 et
C 18bis

Propositions 2564.4, 2918.1 et 2918.2

Les propositions 2564.4, 2918.1 et 2918.2 relatives à l'indication du poids sur les bordereaux de livraison C 18 et C 18bis ont été adoptées sans discussion.

Vérification des
dépêches,
art. 165
Formule C 14

Propositions 2565.5 et 2914.2

Les propositions 2565.5 et 2914.2 concernant la vérification du poids des dépêches ont été adoptées sans discussion.

Renvoi des sacs
vides,
art. 168
Formule C 18 S

Propositions 2568.1 et 2918.91

Les propositions 2568.1 et 2918.91 introduisant un bordereau de livraison C 18 S pour le courrier de surface, y inclus le S.A.L., ont été adoptées sans discussion.

Etablissement,
transmission,
approbation et
liquidation des
comptes. Règles de
paiement,
art. 187, 101, 103,
182, 198, 188 à
190, titre V,
chap. III

Proposition 3587.4

La proposition 3587.4 concernant une référence a été retirée.

Proposition 2501.3

Les opinions étaient partagées sur cette proposition qui préconise comme règle générale la liquidation des comptes par l'intermédiaire du Bureau international. Il s'agissait donc d'un retour à la situation existante avant le Congrès de Hamburg 1984. Les adversaires de la proposition ont estimé que celle-ci devait néanmoins être incluse dans les travaux confiés au Conseil exécutif par l'adoption des propositions 2000.12 et 3500.1.

Mise au vote, la proposition a obtenu les résultats suivants:

Pour:	16
Contre:	63
Abstentions:	27

La proposition 2501.3 a donc été rejetée. Son contenu doit néanmoins être examiné par le CE dans le cadre des travaux déjà confiés à cet organe.

Proposition 2501.4

La proposition 2501.4 a été retirée par son auteur vu que son contenu pouvait être examiné par le CE dans le cadre des travaux confiés à cet organe.

Propositions 2501.1/Rev 1 et 2501.5

La proposition 2501.1/Rev 1 vise à introduire une réglementation globale relative aux différences dans les comptes. L'auteur de cette proposition a accepté l'amendement contenu dans la proposition 2501.5.

Un intervenant a estimé que le montant préconisé, à savoir 9,80 DTS, devait être arrondi à 10 DTS. Un autre intervenant s'est prononcé contre un tel arrondissement. En outre, il a préféré que la proposition 2501.5 soit incluse dans l'étude du CE.

Mise au vote, la proposition a obtenu les résultats suivants:

Pour:	67
Contre:	15
Abstentions:	22

La proposition 2501.1/Rev 1, comme amendée par la proposition 2501.5, a donc été adoptée.

Propositions 2501.2, 2501.6, 2503.1, 2598.1, 2919.91, 2931.1, 2931.2 et 3582.3

Les auteurs ont accepté que ces propositions, qui préconisent des modifications assez profondes dans le système d'établissement et de liquidation des comptes, soient incluses dans l'étude du CE prévue dans la proposition 3500.1 déjà acceptée.

Les propositions 2501.2, 2501.6, 2503.1, 2598.1, 2919.91, 2931.1, 2931.2 et 3582.3 ont été retirées. La Commission a estimé que leur contenu soit pris en compte par le CE dans le cadre de ses travaux.

Propositions 3588.1 et 3588.2

La première proposition vise à raccourcir le délai accordé pour le paiement résultant du décompte général, de quatre à trois mois. En réponse à une question d'un intervenant, le Bureau international a signalé qu'une telle modification pouvait permettre d'inclure les dettes en question dans le décompte suivant et accélérer ainsi leur règlement. La dernière proposition est une conséquence de la fusion des comptes de frais terminaux du courrier-avion avec celui du courrier de surface.

Les propositions 3588.1 et 3588.2 ont été adoptées.

Propositions 3589.1 et 3589.2

La proposition 3589.1 supprimant l'article 189 a été adoptée. La proposition 3589.2 est donc devenue sans objet.

Proposition 3590.3

La proposition 3590.3 est devenue sans objet, l'article 190 ayant été supprimé par l'adoption de la proposition 3590.1.

Proposition 3581.91

Le Président a attiré l'attention de la Commission sur le fait que le titre du chapitre III adopté à Hamburg n'est pas correct étant donné qu'il concerne non seulement le courrier de surface mais également le courrier-avion. La proposition donne la possibilité de corriger cette erreur.

La proposition 3581.91 a été adoptée, mais avec suppression des références au courrier de surface et au courrier-avion.

Formules

La quasi-totalité des propositions relatives aux formules sont des conséquences de propositions concernant le Règlement d'exécution de la Convention.

AV 3bis

Proposition 3903.1/Rev 1

La proposition 3903.1/Rev 1 a été adoptée sans objection.

C 12bis

Propositions 3912.2/Rev 1, 3912.3 et 3912.10

La proposition 3912.2/Rev 1 a été adoptée. La Commission a exprimé le souhait que le Groupe de travail des formules l'harmonise avec la formule AV 3bis dans la mesure du possible. Les propositions 3912.3 et 3912.10 sont devenues sans objet.

C 12ter	<p><i>Propositions 3912.11 et 3912.4</i></p> <p><u>La proposition 3912.4 a été adoptée sans objection. La proposition 3912.11 est devenue sans objet.</u></p>
C 15	<p><i>Proposition 3915.1</i></p> <p><u>La proposition 3915.1 a été adoptée sans objection.</u></p>
C 15bis	<p><i>Proposition 3915.2</i></p> <p><u>La proposition 3915.2 a été adoptée sans objection.</u></p>
C 15ter	<p><i>Proposition 3915.3</i></p> <p><u>La proposition 3915.3 a été adoptée avec le remplacement des mots «relevé C 20bis» par «compte C 20bis».</u></p>
C 16	<p><i>Proposition 3916.1</i></p> <p><u>La proposition 3916.1 a été adoptée.</u></p>
C 17	<p><i>Propositions 3917.1, 3917.2/Rev 1 et 3917.4</i></p> <p><u>La proposition 3917.1 a été adoptée sans objection. Les propositions 3917.2/Rev 1 et 3917.4 sont devenues sans objet.</u></p>
C 17bis	<p><i>Proposition 3917.91</i></p> <p>Trois délégations du groupe linguistique anglais sont intervenues au sujet du sous-titre «Dépêches expédiées» figurant dans la version anglaise de la formule C 17bis. Selon l'article 177quater, § 3, ce relevé est établi par l'Administration qui a demandé la statistique, le plus souvent l'Administration de destination. La version française de la formule C 17bis ne contient pas le mot «expédiées». La version anglaise sera donc corrigée.</p> <p><u>La proposition 3917.91 a été adoptée.</u></p>
C 17ter	<p><i>Proposition 3917.92</i></p> <p><u>La proposition 3917.92 a été adoptée avec la suppression des cadres à cocher dans son sous-titre.</u></p>
C 20	<p><i>Propositions 3920.1, 3920.3 et 3920.5</i></p> <p><u>La proposition 3920.5 a été adoptée sans objection. Les propositions 3920.1 et 3920.3 sont devenues sans objet.</u></p>

C 20bis	<p><i>Proposition 3920.2</i></p> <p><u>La proposition 3920.2 a été adoptée sans objection.</u></p>
AV 12	<p><i>Proposition 3962.1</i></p> <p><u>La proposition 3962.1 a été adoptée sans objection.</u></p>
C 21 et C 21bis	<p><i>Propositions 3921.1 et 3921.2</i></p> <p>Un intervenant a estimé que la solution préconisée par la fusion des deux formules pouvait retarder l'établissement des comptes. Il a suggéré que ces propositions soient incluses dans l'étude du CE sur la base de la proposition 3500.1. L'auteur des deux propositions a accepté cette suggestion.</p> <p><u>Les propositions 3921.1 et 3921.2 ont été retirées. La Commission a estimé que leur contenu doit être étudié par le CE dans le cadre de ses travaux.</u></p>
C 28bis	<p><i>Proposition 3928.2</i></p> <p><u>La proposition 3928.2 a été adoptée sans objection.</u></p>
Diverses propositions liées aux décisions prises par d'autres Commissions, art. 8	<p><i>Propositions 2008.1 et 2008.2</i></p> <p>La première proposition est une conséquence de l'adoption par la Commission 3 de la proposition 1007.2 remplaçant le franc-or par le DTS comme unité monétaire de l'Union. La proposition 2008.2 qui est un amendement à la proposition 2008.1 tient également compte du fait que la Commission 5, par l'adoption de la proposition 3019.6, a remplacé les taxes de base par des taxes indicatives.</p> <p><u>La proposition 2008.1, amendée par la proposition 2008.2, a été adoptée sans objection.</u></p>
art. 19	<p><i>Proposition 3019.3</i></p> <p><u>La proposition 3019.3 a été adoptée sans objection, la proposition principale 2020.1 ayant été adoptée par la Commission 4.</u></p>
art. 24	<p><i>Propositions 3024.2 et 3024.4</i></p> <p><u>Les propositions 3024.2 et 3024.4 sont devenues sans objet, les propositions principales 2026.1 et 2030.1 ayant été rejetées par la Commission 4.</u></p>

Réserves au
Protocole final de
la Convention,
art. VII, XVIII
et XX

Propositions 3307.1, 3318.1 et 3320.1

Les propositions 3307.1, 3318.1 et 3320.1 ont été acceptées sans objection.

Divers et imprévu

Aucun autre sujet n'ayant été soulevé, trois porte-parole de l'assemblée ont adressé des remerciements chaleureux au Président. Tous ont reconnu que les qualités qu'il avait déjà déployées dans la conduite des travaux du GT 3 et de la table ronde des frais terminaux de Berne lui avaient permis, par une excellente conduite des débats, de prendre des décisions audacieuses dans le domaine des frais terminaux, des taxes de base, de la classification du courrier et du repostage, marquant par là une évolution historique des travaux du Congrès. Ont été particulièrement soulignées les nouvelles méthodes de travail utilisées: large concertation, travaux rapides, conclusions disponibles longtemps avant le début du Congrès, qui ont été vivement appréciées par tous.

Le Président, quant à lui, a, dans ses remerciements pour les éloges dont il a été gratifié, tenu à associer tous ceux qui l'avaient entouré et aidé dans sa tâche, le Secrétariat du Bureau international, les interprètes, le Secrétariat du pays hôte, et surtout les Pays-membres qui, en faisant montre d'un esprit de solidarité et de compréhension, ont permis cette évolution très positive des travaux du XXe Congrès.

La séance est levée à 13 heures.

Au nom de la Commission:

Le Président,
M.S. RAMAN

Le Secrétaire,
T. MUÑOZ

Le Secrétaire adjoint,
G. GOUDET

L'Adjoint,
A. JOHNSEN

L'Assistant,
J. BADET

Décisions adoptées par la Commission 5

Décision C ...

Frais de transit du courrier à découvert

Le Congrès,

ayant par la résolution C ... (proposition 3000.2) chargé le Conseil exécutif d'entreprendre une étude sur les frais de transit du courrier à découvert,

charge

le Conseil exécutif, dans le cadre de cette étude, de tenir compte des propositions 3062.1 et 3067.4.

(Propositions 3062.1 et 3067.4; Commission 5; 5e séance)

Décision C ...

Etablissement et règlement des comptes

Le Congrès,

ayant par les résolutions C ... et C ... (propositions 3500.1 et 2000.12) chargé le Conseil exécutif d'entreprendre deux études portant sur les dispositions régissant l'établissement et le règlement des comptes et sur l'élargissement de la compensation organisée par le Bureau international,

charge

le Conseil exécutif, dans le cadre de ces travaux, de tenir compte des propositions 2501.3, 2501.4, 2501.6, 2501.2, 2503.1, 2598.1, 2919.91, 2931.1, 2931.2, 3572.7/Rev 1, 3572.3, 3570.5, 3582.3, 3921.1 et 3921.2.

(Propositions 2501.3, 2501.4, 2501.6, 2501.2, 2503.1, 2598.1, 2919.91, 2931.1, 2931.2, 3572.7/Rev 1, 3572.3, 3570.5, 3582.3, 3921.1 et 3921.2; Commission 5; 8e et 9e séance)

Décision C ...

Repostage

Le Congrès,

ayant pris acte des résultats des travaux effectués par le Conseil exécutif sur le problème de repostage,

charge

le Conseil exécutif de poursuivre cette étude.

(Congrès – Doc 56 et Add 1; Commission 5; 4e séance)

Décision C ...

Conséquences de l'utilisation du DTS comme unité de compte

Le Congrès,

ayant pris acte des résultats de l'étude sur les conséquences de l'utilisation du DTS comme unité de compte,

charge

le Conseil exécutif de tenir compte, dans le cadre de toutes études économiques futures, des conséquences de l'utilisation du DTS comme unité de compte.

(Congrès – Doc 57; Commission 5; 1re séance)

Rapports de la Commission 6

Première séance

Mercredi 29 novembre 1989, 9 h 30

Présidence de M. J.E.B. EVANS, Président

Ouverture de la séance

Le Président, en ouvrant la séance, exprime sa gratitude pour l'honneur fait à son pays, la Nouvelle-Zélande, et souhaite la bienvenue aux délégations présentes; il salue les trois Vice-Présidents de la Commission: la Barbade, l'Irlande et la République populaire de Pologne et souligne les efforts déployés par MM. P.J. Smith (Australie) et K. Strömsnes (Norvège), respectivement Président et Vice-Président de la Commission 6 (Poste aérienne) du Conseil exécutif issu du Congrès de Hamburg 1984.

Secrétariat

M. E. Nlend, Conseiller supérieur, et M. T. Der Hovsépian, Conseiller adjoint, au Bureau international, assument le Secrétariat de la Commission.

Ordre du jour

L'ordre du jour (Congrès – Doc 12/Rev 1) est approuvé.

Procuration

Le Yémen (Rép. dém. pop.) est représenté par le Yémen (Rép. arabe).

Quorum

La vérification des présences montre que sur les 152 pays représentés au Congrès, 80 sont présents dans la salle. La Commission peut valablement délibérer, le quorum étant de 76 Pays-membres.

Observateurs

En vertu des dispositions de l'article 5, paragraphe 2, du Règlement intérieur des Congrès, l'OACI, organisation intergouvernementale du système de l'ONU, participe à sa convenance à tous les travaux de la Commission. En revanche, l'IATA ne participera que lors de l'examen des points de l'ordre du jour l'intéressant directement, c'est-à-dire, selon la proposition du Président, les points 5 à 9 de l'ordre du jour qui seront traités lors de la séance du jeudi 30 novembre.

S'agissant du point 9 (taux de base du transport aérien du courrier), l'IATA se retirera après avoir exposé son point de vue pour laisser la Commission délibérer et décider.

Le Secrétariat est chargé d'en informer l'IATA.

Le Président rappelle l'adoption par le Congrès des propositions 1715.1 et 1715.2 qui visent à transférer au CE les propositions concernant le Règlement d'exécution qui ne découlent pas de modifications de la Convention. Le Bureau du Congrès recommande toutefois aux Commissions de traiter le maximum de propositions, ce qui n'exclut pas la possibilité d'en réserver quelques-unes pour le CE qui pourrait ainsi expérimenter ses nouvelles compétences. La Commission décidera donc de cas en cas.

Les propositions 4908.1 et 4908.2 sont retirées.

Examen des propositions ayant trait à la Convention et à son Règlement d'exécution

Il est rappelé qu'une série de propositions découlant des travaux du CE, issues du Congrès de Hambourg 1984, notamment de l'étude sur la classification du courrier (Congrès – Doc 59), ont été attribuées à la Commission. Les décisions de principe concernant le nouveau système de classification «priorité/non-priorité» ont été déjà prises par la Commission 5, qui a également adopté certaines propositions de base à ce sujet. La Commission 6 doit se fonder sur ces décisions en examinant les propositions qui lui sont soumises et sa tâche sera généralement formelle.

Propositions 2018.1, 2018.3, 4071.1, 4071.91, 3019.5, paragraphe 3bis, 4072.1, 2524.91, 3019.91, paragraphes 1 à 3 et paragraphe 5, 4073.1, 4074.1, 4075.1, 4090.1, 4321.1, 4076.1, 2027.1 et 4077.1

Ces propositions ont été adoptées sans discussion.

S'agissant de la proposition 3019.91, le Bureau international signalera par annotations dans le Code annoté les dispositions des articles 73 à 75 de la Convention non transférées dans le nouvel article 19bis et qui continuent à présenter un intérêt pratique.

Proposition 2032.91/Rev 1

Cette proposition vise à introduire dans la Convention des objectifs de qualité de service.

Après échange de vues sur la possibilité d'apporter plus de précisions sur la notion de qualité de service en mettant l'accent sur les délais de distribution, la Commission décide d'adopter la proposition dans son libellé initial.

La proposition 2032.91/Rev 1 est adoptée.

Propositions 2032.92, 4079.1 et 2509.3

Elles sont adoptées sans discussion.

Propositions 4089.1 et 4090.2

Ces propositions sont rejetées.

Proposition 2027.1

Cette proposition est adoptée sous réserve d'ajouter le mot «ou» à la 2e et 3e ligne, entre les mots «par la voie aérienne,» et «comme S.A.L.».

Proposition 2541.2

Elle est adoptée sans discussion.

Propositions 2034.1, 4080.1, 4080.2, 4080.3 et 4080.4

Cette série de propositions traite de la réexpédition des correspondances-avion par la voie la plus rapide, aérienne ou de surface, y compris les AO-avion, avec pour objectif une amélioration de la qualité du service face à une concurrence qui offre de telles prestations à sa clientèle.

Mise aux voix, la proposition 4080.2 qui prévoit une réexpédition systématique par la voie la plus rapide, aérienne ou de surface, des correspondances-avion est adoptée par 65 voix pour, 33 contre et 7 abstentions. Elle a pour conséquence le rejet de la proposition 4081.3, moins éloignée des dispositions existantes.

Le libellé des propositions 2034.1 et 4000.1 sera ajusté pour tenir compte de la décision concernant la proposition 4080.2.

La Commission examine ensuite la proposition 4081.2 qui vise à appliquer aux correspondances-avion non distribuables le système du renvoi à l'origine par la voie la plus rapide, par analogie avec le principe adopté en ce qui concerne la réexpédition.

Les partisans de l'utilisation de la voie aérienne estiment qu'il s'agit d'une amélioration du service offert à la clientèle, tandis que les opposants soulignent le poids élevé des charges qui en résulteraient pour les Administrations, notamment celles des pays en développement gros importateurs de AO.

Mise aux voix, la proposition 4081.2 est rejetée par 62 voix contre, 33 pour et 10 abstentions.

Les propositions 4081.5 et 4081.3 sont adoptées et seront amalgamées.

La proposition 4081.4 est également adoptée et sera amalgamée avec la proposition 2035.1 qui est adoptée, ainsi que la proposition 4081.1.

La Commission rejette enfin la proposition 4080.4 et décide d'ajuster la proposition 4000.1 en fonction de la décision prise en ce qui concerne la proposition 4081.2.

La séance est levée à 12 h 30.

Au nom de la Commission:

Le Président,
J.E.B. EVANS

Le Secrétaire,
E. NLEND

Le Secrétaire adjoint,
T. DER HOVSÉPIAN

Deuxième séance

Jeudi 30 novembre 1989, 9 h 30

Présidence de M. J.E.B. EVANS, Président

Quorum	Nonante-deux pays sont représentés, le quorum étant de 76 pays, la Commission peut délibérer valablement.
Examen des propositions diverses ayant trait à la Convention et à son Règlement d'exécution	<p><i>Proposition 4078.1</i></p> <p><u>Cette proposition est rejetée</u> suite au rejet par la Commission 4 de la proposition 2001.1 dont elle est la conséquence.</p> <p><i>Proposition 4078.91</i></p> <p>La Commission estime que les dispositions actuelles, notamment l'article 78 ainsi que l'annotation 3, Formule d'application pratique pour le transbordement direct des dépêches-avion par les compagnies aériennes, couvrent tous les cas de transbordement.</p> <p><u>La proposition est donc rejetée par 69 voix contre 13 et 20 abstentions. La proposition 4078.92 devient ainsi sans objet.</u></p>
Messages électroniques normalisés concernant les dépêches	<p><i>Propositions 4000.2 et 4000.5</i></p> <p>La proposition 4000.5, qui est un amendement à la proposition 4000.2, <u>est adoptée à l'unanimité et la proposition 4000.2 devient sans objet.</u></p>
Transmission de messages concernant le bordereau de livraison AV 7 et questions relatives à l'AV 7	<p><i>Propositions 4605.1, 4606.2 et 4607.2</i></p> <p>Cette série de propositions visent à compléter les dispositions des articles 205, 206 et 207 du Règlement d'exécution de la Convention en vue de permettre l'utilisation des moyens électroniques pour la transmission de messages se rapportant au bordereau AV 7.</p>

Ces propositions sont adoptées, mais la Commission de rédaction est invitée à en harmoniser le texte avec celui des propositions portant sur la télématique adoptées par la Commission 4.

Proposition 4605.2

Cette proposition est retirée par son auteur.

Absence du
bordereau AV 7

Propositions 4607.1 et 4607.3

Ces propositions tendent à compléter l'article 207 du Règlement d'exécution de la Convention pour permettre l'acceptation par les Administrations postales du bordereau AV 7 de substitution établi par les transporteurs aériens, en cas d'absence du bordereau AV 7.

La Commission accepte un amendement oral de la Pologne (Rép. pop.) tendant à ajouter sur la formule les mentions «CP 24 et CP 24bis» au § 1 du bordereau de substitution pour étendre son utilisation aux AV 7/C 18bis des colis postaux manquants.

Les propositions 4607.1, 4607.3 ainsi que le bordereau de substitution sont adoptés. La Commission de rédaction est par ailleurs appelée à examiner l'opportunité du maintien de la première partie de l'article 1bis qui, de l'avis d'une délégation, crée une incertitude, du moins dans le texte espagnol.

L'examen des propositions 4606.1, 4908.91, 4908.92, 4608.1 et 4608.91 est différé à la prochaine réunion de la Commission.

Formule AV 7

Propositions 4907.1/Rev 1, 4617.1, 4624.1 et 4625.1

Selon l'auteur de ces propositions, il est absolument indispensable de procéder à une rationalisation des formules de l'UPU, dont le nombre ne cesse de croître alors qu'au plan interne les Administrations utilisent souvent un nombre plus restreint de formules. C'est le but de ces propositions. Deux délégations expriment des réserves sur la proposition tout en souscrivant entièrement à l'objectif poursuivi. L'utilisation de la nouvelle formule proposée pourrait, en effet, donner lieu à des erreurs ou à des confusions. Cette opinion est également exprimée par l'IATA. Il est alors proposé de confier au CE ces propositions pour une étude approfondie.

En conséquence, les propositions 4907.1/Rev 1, 4617.1, 4624.1 et 4625.1 sont transmises au CE. Le projet de décision concerné fait l'objet de l'annexe 1 au présent rapport.

A ce propos, plusieurs délégations soulignent la nécessité d'une étude du CE sur la rationalisation des formules de l'UPU. Ce point de vue étant largement partagé par les intervenants, la Commission décide de proposer au Congrès un projet de décision dans ce sens, tout en transmettant au CE les propositions susmentionnées.

Utilisation
maximale de la
voie aérienne
pour le transport
du courrier

Congrès – Doc 65

Le document est adopté sans discussion. L'IATA déclare toutefois que bien qu'elle ait participé à l'élaboration du manuel sur la maximalisation, elle n'en approuve pas la partie concernant la priorité accordée au courrier. (Sections I et II du manuel.)

Exclusion des
marchandises
dangereuses du
courrier-avion

Proposition 4000.3

Au sujet de cette proposition, l'IATA fait l'exposé qui figure en annexe 2 au présent rapport. Plusieurs délégations soulignent l'importance de la question et la nécessité de donner plus de force au projet de résolution du CE. Pour cela il faut remplacer le mot «recommande» par «prie» ou «invite». Finalement la proposition 4000.3 est adoptée et transmise à la Commission 10 qui devra adopter une expression répondant à la préoccupation de la Commission 6.

Paiement des
frais de transport
aérien

Propositions 4086.1, 4086.2 et 4086.3

Ces propositions tendent à développer le règlement direct des frais de transport aérien du courrier aux transporteurs aériens. La majorité des intervenants s'expriment en faveur de la proposition 4086.1 qui découle des travaux du Comité de contact IATA/UPU. La proposition 4086.2 est retirée par son auteur.

La proposition 4086.3 devient ainsi sans objet. La proposition 4086.1 est adoptée.

La séance est levée à 12 h 30.

Au nom de la Commission:

Le Président,
J.E.B. EVANS

Le Secrétaire,
E. NLEND

Le Secrétaire adjoint,
T. DER HOVSÉPIAN

Projet de décision

Etude sur la rationalisation des formules de l'UPU

Le Congrès,

décide

de confier au Conseil exécutif:

- a) l'étude des propositions 4907.1/Rev 1, 4624.1, 4625.1, 4617.1;
- b) une étude générale visant à la rationalisation des formules de l'UPU avec pour objectifs:
 - la limitation de leur nombre;
 - leur simplification;
 - leur adaptation aux nouvelles technologies.

(Commission 6, 2e séance)

Marchandises dangereuses dans le courrier

Mesdames et Messieurs, bonjour. Je ressens comme un très grand privilège la possibilité qui m'est offerte de m'adresser à vous aujourd'hui.

Le courrier a toujours joué un rôle important dans les transports aériens. En fait, de nombreuses compagnies aériennes ont commencé par être des transporteurs de courrier, les passagers et le fret étant utilisés comme appoint. Depuis, ces derniers sont passés à la première place en tant que générateurs de recettes, bien que le courrier continue d'occuper une place prédominante.

Au début, le courrier aérien se composait essentiellement de lettres et documents importants qui devaient être acheminés aussi rapidement que possible, les usagers étant disposés à payer plus pour ce service. A l'heure actuelle, dans de nombreux grands pays, comme les Etats-Unis ou le Canada, les lettres sont régulièrement acheminées sans surtaxe par la voie aérienne. En outre, le nombre de paquets transportés par avion, par le service des colis postaux ou par EMS, est de plus en plus élevé. Malheureusement, ces paquets ne sont pas tous inoffensifs.

Au cours des 35 dernières années, l'IATA et l'OACI, avec la collaboration de l'Union postale universelle et de l'Organisation mondiale de la santé, ont mis au point un jeu de règlements très complet et efficace en ce qui concerne le transport, dans des conditions de sécurité, de marchandises dangereuses par avion. Or, un des problèmes majeurs auquel les compagnies aériennes sont confrontées aujourd'hui est celui des marchandises dangereuses non déclarées.

Ces marchandises sont transportées par les passagers dans leurs bagages, incluses dans d'autres envois, puis acheminées par la poste par avion ou par voie de surface. La plupart de ceux qui transportent ou expédient des marchandises dangereuses non déclarées le font par ignorance des risques auxquels ils s'exposent eux-mêmes et auxquels ils exposent l'avion, ses passagers et son équipage, ainsi que tous ceux qui sont chargés de manutentionner les bagages, les marchandises ou le courrier.

D'après les rapports reçus par nos bureaux, chaque compagnie aérienne peut s'attendre à ce que 20 incidents au moins soient occasionnés par des marchandises contenues dans les bagages des passagers, 20 autres par des marchandises dangereuses non déclarées contenues dans le fret et cinq par des marchandises dangereuses non déclarées contenues dans le courrier-avion. Ces chiffres ne sont fondés que sur les rapports que nous recevons. Or, pour diverses raisons, de nombreuses compagnies aériennes ne tiennent pas à signaler d'incidents de sorte que nous ne sommes informés, nous semble-t-il, que d'une faible partie des incidents qui se produisent. La présence de marchandises dangereuses non déclarées n'est décelée que par hasard: ouverture accidentelle d'un paquet ou d'une valise révélant la présence de ce type d'envois; traces évidentes de fuite du contenu d'un paquet, d'une valise ou d'un sac postal; ou encore dégagement de fumée ou d'une forte odeur. Un sondage des autorités de l'aviation civile effectué pendant huit heures dans un grand aéroport a permis de découvrir plus de 1500 cas de marchandises dangereuses non déclarées placées dans des bagages ou du fret. Ainsi, manifestement, nous ne voyons que la partie émergée de l'iceberg.

Deux accidents illustrent clairement les risques que font courir des marchandises dangereuses.

Le premier et le plus tragique de ces accidents a eu lieu à Boston en 1972. Plusieurs palettes signalées dans les documents d'accompagnement comme du matériel d'impression avaient été embarquées sur un avion-cargo B 707; la plupart de ces palettes avaient été confectionnées la veille. Le décollage et la montée en altitude se déroulèrent normalement et il semblait que le vol vers l'Europe s'effectuerait comme les autres, sans problème. Peu après avoir survolé Gander en Terre-Neuve, l'équipage sentit de la fumée semblant provenir du compartiment électronique situé

sous le poste de pilotage. Pensant qu'il s'agissait d'un mauvais fonctionnement électrique impossible à déceler, l'équipage décida de retourner à New York où des services de maintenance pouvaient procéder aux réparations nécessaires. L'avion s'approchait de Boston, lorsque la fumée devint très dense. L'équipage décida alors d'atterrir d'urgence à Boston. Juste avant l'atterrissage, la tour de contrôle perdit le contact avec l'appareil qui s'écrasa sur la piste. Les trois membres de l'équipage furent tués et l'avion détruit.

Les investigations qui suivirent révélèrent la présence de plus de 800 kilos de marchandises dangereuses non déclarées, notamment un grand nombre de bouteilles de cinq litres contenant de l'acide nitrique emballées dans de la sciure et placées dans des boîtes en bois. Des recherches complémentaires firent apparaître qu'une bouteille, peut-être deux, avait probablement été la cause de l'incendie. Il a été également constaté que ces boîtes n'étaient pas munies d'étiquettes ou de marques de mise en garde et que plusieurs d'entre elles avaient été posées sur un de leurs côtés, aucune étiquette d'emballage n'indiquant où étaient le haut et le bas. Il a été procédé à des essais sur certaines des boîtes d'acide nitrique qui avaient échappé au crash. On a alors découvert que si une petite quantité d'acide se répand sur de la sciure, il y a réaction réciproque et qu'en moins de vingt minutes la boîte entière prend feu. A l'époque le transport de l'acide nitrique était autorisé, mais la sciure en tant que matière absorbante ou de rembourrage était interdite dans tous les cas.

D'après les conclusions de la commission d'enquête, l'incendie s'est probablement déclenché après que l'avion eut pris de l'altitude, au moment où une des bouteilles couchées sur le côté a commencé à fuir. Il y eut différence entre la pression du niveau de la mer à l'intérieur de la bouteille et la pression réduite en altitude ce qui a occasionné une fuite par un bouchon mal vissé. L'acide nitrique, réagissant au contact de la sciure, provoqua de la fumée et, par la suite, l'incendie. La fumée s'insinua dans le compartiment électronique, puis dans le poste de pilotage. L'équipage fut asphyxié par la fumée et les gaz juste avant l'atterrissage. Cet accident a eu pour effet d'interdire le transport par avion de l'acide nitrique et d'édicter des dispositions plus strictes en matière de formation et d'admission.

Le deuxième accident se produisit il y a deux ans et s'il n'a pas été fatal il a été tout aussi dramatique pour les passagers et l'équipage. Peu avant l'atterrissage à Nashville après un vol normal depuis le Texas, les passagers commencèrent à se plaindre de la fumée s'échappant du plancher qui s'échauffait et s'affaissait. Le commandant de bord effectua un atterrissage d'urgence à Nashville et toutes les personnes à bord purent être évacuées; seules quelques-unes furent légèrement blessées lors de l'opération. Quant à l'avion il subit des dégâts évalués à plusieurs centaines de milliers de dollars.

L'enquête a révélé qu'un expéditeur, qui se trouvait également à bord, avait fait embarquer ce qui était décrit comme du matériel de blanchisserie. Il s'agissait en fait d'un fût contenant un produit caustique sec très puissant et de plusieurs litres d'une solution d'eau oxygénée très condensée. Au cours du vol, cette solution s'échappa puis se mélangea à la matière caustique, créant ainsi une puissante solution caustique qui dégaga une forte chaleur et des gaz puis commença à attaquer sérieusement la structure de l'avion.

Ces accidents avaient été provoqués par la présence de marchandises dangereuses dans le fret, mais des produits chimiques analogues ont été découverts à l'occasion d'accidents provoqués par la présence de marchandises dangereuses dans le courrier. Dans le courrier, seule la présence de liquides inflammables est décelée plus fréquemment que celle d'acide nitrique et de liquides fortement caustiques. Ceux-ci mettent non seulement en péril l'avion mais sont également très dangereux pour la poste. L'acide nitrique et les liquides caustiques provoquent en effet de graves blessures de la peau chez toute personne manipulant un récipient perdant son contenu. La fuite d'un liquide inflammable constitue un risque important d'incendie de tout l'équipement automatisé de manutention des paquets; pour autant que je sache, aucun moteur, aucun commutateur, etc., composant cet équipement n'est à l'épreuve des étincelles. En outre, les explosifs, tels que les moteurs de fusée utilisés comme jouets, ainsi que les feux d'artifice et les matières toxiques telles que les insecticides, sont fréquemment découverts.

Comment peut-on empêcher que ces objets soient acheminés par la poste? Uniquement en rendant obligatoire l'éducation du public et des agents de la poste. Les usagers doivent savoir quels objets ne peuvent pas être admis dans le courrier; quant aux agents postaux, ils doivent poser les bonnes questions pour déceler ces risques cachés. Comme cela a déjà été dit, la plupart des personnes appréhendées admettent avoir agi par ignorance.

En 1990, l'IATA et ses compagnies membres organiseront une campagne mondiale d'information des passagers sur les risques qu'entraîne la présence de marchandises dangereuses dans leurs bagages. La campagne vise à s'adresser au passager avant qu'il ne fasse ses valises. Des brochures aux couleurs vives seront insérées dans l'enveloppe contenant le billet d'avion; par des images et quelques mots, le client saura quels sont les objets les plus courants qu'il ne faut ni emballer ni transporter. Outre ces brochures, des placards publicitaires seront affichés aux points de vente des billets et, nous l'espérons, dans les aéroports.

Au fil des ans, les compagnies aériennes ont élaboré une liste des types d'expéditions qui contiennent fréquemment des marchandises dangereuses. Par exemple, des «pièces de machines» sont souvent expédiées pour la réparation d'un élément d'équipement; or, elles contiennent fréquemment des produits d'entretien et/ou de la peinture. Une partie de la formation dispensée au personnel des compagnies aériennes chargé de l'acceptation est consacrée à la façon de reconnaître ces expéditions et à la question de savoir si elles contiennent de tels objets.

Quel est le type de programme dont la poste a besoin?

En premier lieu, il faut un programme qui interdira la plupart de ces paquets indésirables. En second lieu, un programme d'instruction du personnel postal sur la manière de traiter les paquets semblant perdre leur contenu.

Pour éviter l'envoi par la poste de marchandises dangereuses, il faut apprendre aux agents postaux comment reconnaître ces substances et comment poser des questions pour en déceler la présence quand elle n'est pas évidente. Utiliser des affiches et des brochures pour transmettre le message aux expéditeurs de paquets. Si possible faire passer à la télévision et dans la presse des messages publicitaires en faveur des services publics et notamment de la poste. Plusieurs autorités postales ont élaboré des programmes de sensibilisation d'une importance plus ou moins grande. Je ne les ai pas tous vus et par conséquent je ne tente pas de favoriser l'un ou l'autre; je pense cependant que les affiches et les annonces vidéo produites par la poste australienne sont très bonnes et je les recommanderais comme modèles. Je crois savoir qu'une publicité a déjà été faite dans les journaux et à la télévision. Vos compagnies aériennes nationales constituent une source de soutien de bonne qualité; elles ont en effet mis au point des programmes de formation de leur personnel et je suis convaincu qu'elles vous aideront volontiers à élaborer vos programmes de formation.

Dans le monde concret où nous devons tous travailler, certains paquets de marchandises dangereuses entreront dans le flux postal et perdront de leur contenu. C'est pourquoi les agents de la poste doivent savoir comment les traiter. Si cette question ne figure pas encore dans vos programmes de formation, je suis persuadé que vos experts chargés de faire face aux cas d'urgence pourront vous donner à ce sujet les conseils nécessaires.

J'ai ouï dire que plusieurs Administrations postales ont déjà connu des incidents ayant occasionné des blessures à leur personnel. Le problème ne fera que croître si nous continuons de l'ignorer. Les coursiers prennent conscience du problème des marchandises dangereuses et ils commencent à refuser les envois qui en contiennent. Puisque les expéditeurs sont disposés à payer le prix nécessaire pour que ces envois soient rapidement acheminés et pour qu'il y ait aussi peu de paperasserie que possible, ils s'adresseront à la poste aérienne et à EMS. Vous ne pouvez pas vous permettre de prendre des risques.

Troisième séance

Vendredi 1er décembre 1989, 9 h 30

Présidence de M. J.E.B. EVANS, Président

Quorum

Quatre-vingt-un pays sont représentés. Le quorum étant de 76 pays, la Commission peut valablement délibérer.

Propositions diverses ayant trait au Règlement d'exécution de la Convention

Proposition 4608.91

Cette proposition est retirée par son auteur.

Propositions 4608.1, 4908.91 et 4908.92

La proposition 4608.1 vise l'emploi d'une étiquette AV 8ter qui viendrait s'ajouter à l'étiquette AV 8 pour mieux identifier les sacs devant faire l'objet de transbordement direct entre compagnies aériennes. Cette proposition suscite une longue discussion: d'un côté, on estime non justifié et cependant fort coûteux le caractère obligatoire d'une telle étiquette et l'on propose de remplacer le mot «doivent» par «peuvent»; de l'autre côté, l'accent est mis sur l'amélioration de la qualité du service escomptée de la nouvelle pratique proposée en soulignant que si elle avait un caractère facultatif elle perdrait de son efficacité. La Commission accepte le remplacement de «doivent» par «peuvent».

Par ailleurs, afin de bien spécifier que l'étiquette AV 8ter ne se substitue pas aux étiquettes utilisées habituellement pour le transport aérien du courrier, il est proposé de compléter le texte dans ce sens; la nouvelle disposition s'énoncerait donc ainsi: «... les sacs de dépêches peuvent être munis, en plus des étiquettes prévues pour le transfert aérien du courrier, d'une étiquette...».

Ainsi amendée, la proposition 4608.1 est adoptée, ainsi que sa proposition corrélatrice 4908.91 alors que la proposition 4908.92 est retirée par son auteur.

Taux de base du transport aérien du courrier

Congrès – Doc 63

L'Australie, Président de la Commission 6 (Poste aérienne) du dernier Conseil exécutif, présente le Congrès – Doc 63 qui résume les travaux réalisés par le Conseil exécutif, avec l'OACI et l'IATA, selon la résolution C 45 du Congrès de Hamburg 1984.

L'observateur de l'OACI, en rappelant les idées émises dans son exposé écrit (Congrès – Doc 84), déclare que son organisation est prête à aider l'UPU et l'IATA dans l'examen des solutions aux problèmes des taux de base. Sur la base de certaines données statistiques, l'OACI a déjà pu établir quatre valeurs de taux pouvant s'appliquer au transport du courrier, à savoir: 1,53, 1,74, 1,93 et 2,34 fr-or par t/km. Ces taux n'ont actuellement qu'une valeur approximative, mais l'OACI est persuadée qu'un système rationnel se fondant sur des bases économiques peut être trouvé grâce à la collaboration des deux parties intéressées, l'UPU et l'IATA.

Le représentant de l'IATA fait la déclaration qui fait l'objet de l'annexe 1.

Le Secrétaire général rappelle la collaboration déjà ancienne entre l'IATA et l'UPU. Cette collaboration a souvent été marquée par des divergences de vues sur la question des taux de base. Elle s'est cependant poursuivie de manière fructueuse permettant aussi d'aboutir à des réalisations utiles dans le domaine de l'exploitation. L'environnement évolue et pose des problèmes nouveaux: qu'il s'agisse des progrès technologiques ou de l'assaut de la concurrence qui affecte aussi bien la poste que les compagnies aériennes. Les deux parties voient donc s'ouvrir devant elles, par delà la question de la rémunération du transport qu'il n'est pas question de négliger, de nouvelles perspectives de collaboration. On peut notamment mentionner les problèmes importants de sécurité, l'adaptation des règles d'exploitation aux nouvelles possibilités techniques, l'échange des messages, le transport de substances scientifiques qui intéressent la communauté humaine. Cette collaboration a besoin de transparence de part et d'autre et il y a de bonnes raisons de penser que les deux organisations sauront adapter leurs méthodes pour en définir les nouveaux contours. La déclaration du représentant de l'OACI constitue, pour les travaux futurs, un élément positif que nous devons accueillir avec intérêt.

Après le retrait de la représentation de l'IATA, plusieurs délégations s'expriment sur le Congrès – Doc et les arguments de l'IATA soulignant en substance que:

- les Administrations doivent résister aux pressions de l'IATA qui n'a jamais pu démontrer, par des arguments économiques, que le taux de 1,74 fr-or est insuffisant, se bornant à l'affirmer de manière péremptoire;
- les statistiques de l'OACI montrent au contraire que les recettes de la poste pour les compagnies s'accroissent régulièrement par rapport aux autres éléments du trafic aérien (fret et passagers) précisément parce que les tarifs moyens de ces éléments baissent pendant que le taux de base UPU demeure stable;
- en fait, ce taux étant exprimé en DTS s'accroît régulièrement par «l'effet DTS», accroissement qui, dans certains cas, a pu être estimé à 50% sur cinq ans;
- le dialogue avec l'IATA doit, bien entendu, se poursuivre à la fois sur les bases que propose l'OACI et en s'efforçant de serrer au plus près la réalité du trafic postal; par exemple on pourra, comme l'ont déjà expérimenté certaines Unions restreintes, mettre au point un taux de transport spécifique pour le service EMS et ajuster d'un autre côté le taux du courrier normal ou du courrier S.A.L.

Pour toutes ces raisons, les avis exprimés appuient la proposition 4000.4/Rev 1. Il est cependant proposé d'amender cette proposition en substituant à l'expression «en toute hypothèse» (2° du dispositif) l'expression «en tous cas».

La proposition 4000.4/Rev 1 ainsi amendée est adoptée.

La Commission charge par ailleurs la Commission de rédaction d'examiner si l'expression «à la veille du Congrès» est suffisante ou si une précision s'impose telle que, par exemple, «à la veille de chaque Congrès» (1° du dispositif).

La séance est levée à 12 h 30.

Au nom de la Commission:

Le Président,
J.E.B. EVANS

Le Secrétaire,
E. NLEND

Le Secrétaire adjoint,
T. DER HOVSÉPIAN

Déclaration de l'IATA concernant le Congrès – Doc 63

Nous espérons que le sujet concernant le taux de base du transport aérien du courrier aura fait l'objet d'autant d'études et d'attention que l'étiquette de transfert direct et que cela se reflétera dans vos discussions.

Nous voudrions nous référer à votre document 63, page 4, section III, alinéa 21, qui rappelle les débats au sein du Conseil exécutif d'avril, ainsi que les six observations formulées par des Administrations postales à la suite de la réunion du Comité de contact IATA/UPU.

Le premier alinéa maintient que les avantages mentionnés par l'IATA sont loin de la réalité. Pour l'IATA, cette déclaration est inacceptable. Il se peut qu'à l'occasion, les compagnies aériennes ne fournissent pas les avantages énumérés, mais cela n'a normalement pas été le cas. Il n'a été fourni aucune preuve à l'appui de ces affirmations. Si l'UPU pouvait donner à l'IATA des faits fondés sur des preuves, alors nous pourrions attirer l'attention des transporteurs aériens.

Nous avons l'intention de nous étendre sur chacun des avantages énumérés dans le Doc 63, annexe 1, dont le courrier aérien bénéficie, mais, faute de temps, nous avons abandonné cette idée.

Aux alinéas 2 et 4, il est fait référence aux statistiques de l'OACI. Or, les chiffres de l'OACI sont une moyenne et sont dépassés (les chiffres de 1987 ne viennent d'arriver qu'en 1989). Les rendements du fret sont calculés à partir d'une grande diversité de produits de fret et les conditions de transport et des tarifs sont elles-mêmes très variées. A ce propos, nous devons réfuter les déclarations (de la poste australienne) selon lesquelles il n'a été fait aucune comparaison entre les taux de transport du courrier et les tarifs de fret, puisqu'il a été effectué une comparaison entre les tarifs «N» et les taux UPU. En outre, une étude a été conduite sur le courrier effectivement embarqué à partir de deux Administrations, en comparant les factures découlant, selon le cas, des tarifs «N» et des tarifs pour grandes quantités à celles découlant des taux UPU. Dans les deux cas, l'Administration aurait eu à payer davantage si l'on avait appliqué le tarif de fret, puisqu'elle aurait été également soumise aux conditions correspondantes.

Il en est de même des rendements «passagers» qui sont le résultat de divers produits, de la première classe à la classe économique standby. Or, le courrier ne comporte fondamentalement que deux produits, le courrier aérien normal (LC/AO/CP) et le courrier S.A.L./ASP.

Le courrier représente 2 % environ des recettes moyennes des compagnies aériennes. Eu égard à ce faible pourcentage, des comparaisons avec le fret et les passagers n'ont relativement pas de sens. Il serait plus pertinent de comparer les pourcentages des recettes «courrier» à ceux des passagers de première classe ou du tarif de fret «N».

Le paragraphe 3 vise les expéditeurs de fret ne possédant pas de locaux dans les aéroports. Nous ne sommes pas certains que cette déclaration soit pertinente; en tout état de cause, cela n'est pas vrai. Rendez-vous dans n'importe quel grand aéroport, vous y trouverez les locaux de toutes les grandes agences de fret. Nous ne sommes pas sûrs de comprendre ce que les Administrations postales entendent par là.

L'alinéa 5 évoque le spectre du repostage. Or, celui-ci n'existerait pas sans la collaboration des Administrations postales. Vous l'avez déjà dit dans diverses déclarations que nous avons lues. Le Doc 56, annexe 1, paragraphe 23, déclare: «une grande majorité (85 %) des Administrations ayant répondu ont partagé l'opinion selon laquelle la structure actuelle des frais terminaux UPU a joué un rôle déterminant dans l'émergence de la pratique du «repostage». Il n'y est fait aucune référence au succès du repostage dû au taux UPU.

Voyons la réalité en face. En Europe, par exemple, les taux UPU sont plus bas que les tarifs de fret, même les tarifs de marché, pourtant, les Administrations postales européennes perdent du terrain au bénéfice des entreprises de repostage. La qualité du service, l'appui apporté au client et une commercialisation de haute qualité sont à la base du succès des entreprises de repostage et non pas les tarifs de la poste aérienne: leurs frais de manutention au départ et à l'arrivée d'un vol sont peut-être bien inférieurs à ceux des Administrations postales.

Dans cette activité, les compagnies aériennes ont offert une valeur ajoutée et un service de meilleure qualité. En outre, nous avons la preuve que les entreprises de repostage effectuent leurs paiements sur la base de tarifs sensiblement plus élevés que les taux UPU pour le transport du courrier de première classe, même sur les très longs parcours.

L'alinéa 6 se réfère aux réductions offertes par les compagnies aériennes. Or, dans les affaires, les ristournes sont de pratique courante; les Administrations les accordent à leurs usagers, mais elles ne figurent pas dans le tarif qu'elles publient. Voyons ce qui se passe dans les hôtels où nous sommes tous logés ici à Washington. Nous ne payons pas le tarif officiel qui figure au dos de la porte, mais selon un tarif réduit qui a été négocié.

Nous parlons du taux UPU, du tarif qui est publié. Ce que chaque compagnie aérienne offre est fondé sur leur propre jugement commercial et elle en garde le contrôle. Elle peut accorder une ristourne, la diminuer ou l'augmenter, ou la retirer purement et simplement. Vous ne pouvez pas obliger les transporteurs aériens à octroyer des ristournes; ils peuvent aussi bien les offrir que ne pas les offrir.

Le problème essentiel à propos de la taxe aérienne réside dans le fait qu'il s'agit là du seul produit d'une compagnie aérienne où le client fixe unilatéralement le prix, avec ou l'accord de l'IATA. Quelles autres entreprises travaillent sur ces bases? L'accepteriez-vous de vos usagers?

A la réunion de la Commission 6 du CE en avril, l'IATA a décrit deux solutions possibles.

Nous pouvons soit continuer à observer les procédures surannées actuelles et assister alors à la poursuite du déclin des normes postales, du service et des volumes postaux; soit au contraire nous pouvons établir une alliance solide entre le réseau de la poste et celui des compagnies aériennes, ce qui se traduira par l'amélioration des niveaux de service et par le développement de l'automatisation intégrée. Pour les transporteurs aériens, la seconde solution n'est possible que s'ils sont rémunérés en conséquence. Nous avons toujours déclaré dans nos discussions avec l'UPU que les améliorations sont liées inextricablement aux taux qui nous sont versés.

L'attitude du CE et de l'ensemble de l'UPU semble totalement négative. Les travaux considérables de l'IATA et de l'UPU sur les taux dégressifs auraient produit un système analogue aux rendements comparables des autres produits. Tous ces efforts n'ont abouti à rien. Peut-être que le lien entre le taux UPU et celui des frais de transport aérien intérieur ont une certaine incidence sur les résultats. L'IATA pour sa part ne voit pas nécessairement de rapport entre les deux.

En l'absence de tout relèvement tarifaire et compte tenu de l'attitude apparemment bien déterminée contre la proposition de l'IATA en faveur d'un taux de 1,90 fr-or par t/km, l'attrait du fret par rapport au courrier continuera d'augmenter. Comme on le sait, sur certaines routes aériennes, les compagnies ne s'intéressent plus au transport du courrier.

Le taux actuel de 1,74 fr-or par t/km a tenu neuf ans, il devra forcément tenir un an encore. Pendant ce temps, quelles augmentations tarifaires avez-vous appliquées à vos usagers. Nous parierions qu'elles sont allées au moins de pair avec l'inflation.

Au cas où l'intransigeance actuelle demeurerait, les délégués de l'IATA envisageraient sérieusement de recommander que cesse la poursuite des discussions sur les améliorations du service. Le traitement de certains sujets comme celui des marchandises dangereuses et de la sécurité doivent en revanche continuer, car nous sommes tous les deux soumis à des contraintes légales. Comme nous l'avons déjà dit, vous vous en souvenez, nous ne voyons guère l'utilité d'une poursuite de la discussion sur les taux de transport après le Congrès de Washington.

Ainsi donc, nous ne nous sommes pas entendus sur les taux, sur la priorité, sur nos obligations réciproques, ni sur des avantages mutuels. Ce n'est pas un mauvais résultat après neuf ans de négociation.

Mesdames et Messieurs, vous pouvez adopter à ce Congrès vos résolutions sur la poste aérienne, mais vous ne pouvez pas les imposer aux compagnies aériennes en général. Nous nous réservons le droit de les accepter ou de les refuser, en fonction de nos intérêts commerciaux.

Pour en revenir à la proposition de l'OACI, nous serions éventuellement disposés à étudier une nouvelle formule de coûts avec l'OACI et l'UPU, à condition tout d'abord que l'UPU accepte à nouveau une base de coûts, ce qu'elle a présentement rejeté, et qu'elle respecte cet engagement; et en second lieu, s'il y a accord, il faut qu'il devienne applicable au moment où les Actes de ce Congrès entreront en vigueur.

Je vous remercie d'avoir pu exposer nos vues et vous remercie également de votre attention.

Quatrième séance

Mardi 5 décembre 1989, 9 h 30

Présidence de M. J.E.B. EVANS, Président

Quorum	Soixante-dix-sept pays sont représentés. Le quorum étant de 76 pays, la Commission peut valablement délibérer.
Approbation du rapport	Les rapports des deux premières séances (Congrès/C 6 – Rapp 1 et 2) sont approuvés sans observation.
Ordre du jour	Il en est de même en ce qui concerne l'ordre du jour (Congrès – Doc 12/Rev 3).
Transmission électronique du bordereau AV 7 et questions relatives à l'AV 7	<p><i>Proposition 4606.1</i></p> <p>A la suite de l'adoption par la Commission 5 du principe de l'utilisation du C 12 pour le décompte des frais terminaux, comme document de base, <u>cette proposition devient sans objet.</u></p>
Transport aérien intérieur	<p><i>Proposition 4082.1</i></p> <p><u>Elle est adoptée sans discussion.</u></p> <p><i>Congrès – Doc 64</i></p> <p>La Norvège, pays rapporteur du Groupe de travail pour l'étude portant sur les «Principe et méthodes de calcul des frais de transport aérien intérieur», présente le Congrès – Doc 64 qui résume les travaux du Conseil exécutif selon la résolution C 4 du Congrès de Hamburg 1984. Ce document ne donne lieu à aucune observation.</p> <p><i>Proposition 6082.3/Rev 1</i></p> <p><u>Elle est retirée par son auteur au profit de la proposition 4083.2/Rev 2 qui vise les mêmes objectifs consistant à encourager la formation de dépêches multi-destinations en vue d'améliorer la qualité du service.</u></p>

Proposition 4083.2/Rev 2

L'auteur de cette proposition, appuyé par plusieurs délégations, souligne qu'elle tend à combler une lacune dans les dispositions actuelles et, entre autres, à réduire les coûts d'exploitation en permettant l'ajustement de la distance moyenne pondérée pour les Administrations qui forment des dépêches pour plusieurs bureaux d'échange d'un pays de destination.

Quelques délégations considèrent que le mécanisme actuel de calcul de la distance moyenne pondérée prévoit le cas de déchargement des dépêches dans plusieurs bureaux d'échange. En outre le système d'ajustement proposé risque de se traduire par une augmentation de la distance moyenne pondérée pour les autres Administrations.

Mise aux voix, la proposition 4082.3/Rev 2 est adoptée par 50 voix pour, 31 contre et 12 abstentions.

Il est admis qu'après chaque ajustement de la distance moyenne pondérée d'un pays, le pays de destination pourra recalculer la distance moyenne pondérée applicable à l'ensemble des Administrations.

Proposition 4082.2

Cette proposition tend à introduire un concept de distance minimale de 300 km au-dessous de laquelle l'Administration de destination ne serait pas en droit de percevoir des frais de transport aérien intérieur. Une opposition assez nette s'exprime à l'encontre de ce principe considéré comme discriminatoire à l'égard des pays de faible superficie.

Mise aux voix, la proposition 4082.2 est adoptée par 52 voix pour, 33 contre et 9 abstentions.

Proposition 4083.1

Cette proposition, qui est la conséquence de la proposition 4082.2, précise, d'une part, les modalités de calcul des frais de transport aérien intérieur qui devront être diminués des frais de transport correspondants par la voie de surface et, d'autre part, que la distance moyenne pondérée du parcours est calculée par le Bureau international. Si personne ne s'oppose au calcul par le Bureau international de la distance moyenne pondérée, quelques délégations estiment injustifiée la déduction des frais de transport par la voie de surface. Il est cependant rappelé que cette déduction s'explique par la nécessité d'une juste rémunération, les frais terminaux couvrant les frais de transport par voie de surface.

Mise aux voix, la proposition 4083.1 est adoptée par 71 voix pour, 18 contre et 12 abstentions.

Arrangement concernant les colis postaux	<i>Propositions 5051.1 et 5051.2</i> <u>La proposition 5051.1, conséquence des propositions 4082.2 et 4083.1, est adoptée, alors que la proposition 5051.2 est retirée par son auteur.</u>
--	---

Propositions diverses ayant trait au Règlement d'exécution de la Convention	<i>Propositions 2524.91, 4601.1, 2554.3, 4613.1, 2555.1, 4602.1, 4602.2/Rev 1, 2509.5, 4612.1, 4614.1</i> <u>Ces propositions sont adoptées sans discussion.</u> <u>L'examen des propositions 4606.1, 2513.91 et 2513.92 est différé à la 5e séance.</u>
---	--

La séance est levée à 12 h 30.

Au nom de la Commission:	Le Président, J.E.B. EVANS	Le Secrétaire, E. NLEND
		Le Secrétaire adjoint, T. DER HOVSÉPIAN

Cinquième séance

Mardi 5 décembre 1989, 15 heures

Présidence de M. J.E.B. EVANS, Président

Quorum

Soixante-dix-huit pays sont représentés. Le quorum étant de 76 pays, la Commission peut valablement délibérer.

Propositions diverses ayant trait au Règlement d'exécution de la Convention

Propositions 2513.91, 2513.92, 4600.1 et 4601.2

La proposition 2513.91, qui sera amalgamée avec la proposition 4601.2, est adoptée, ainsi que la proposition 4600.1, alors que la proposition 2513.92 est rejetée faute d'appui.

Correspondances en transit à découvert

Proposition 4327.2

La Commission prend acte de la réserve formulée par la Rép. dém. allemande par cette proposition (art. 86, § 2, lettre b), de la Convention).

Propositions 4615.1, 4615.2, 4620.1, 4084.1 et 4904.1

Ces propositions sont adoptées.

Proposition 4615.3

Une Administration estime qu'il y a lieu d'harmoniser le texte de cette proposition avec celui de la proposition 2554.1, adoptée par la Commission 4, et qui préconise l'utilisation de sacs ultralégers en plastique transparent pour les correspondances en transit à découvert. On fait cependant remarquer qu'il n'y a pas de relation entre ces deux propositions, puisque la proposition 2554.1 recommande l'utilisation régulière de tels sacs pour les correspondances-avion en transit à découvert, alors que la proposition en discussion vise leur utilisation pour la période de statistiques.

La proposition 4615.3 est adoptée.

Propositions
ayant trait au
Règlement
d'exécution de la
Convention et aux
formules

Propositions 3582.1 et 4619.1

Ces propositions sont adoptées sans discussion.

Proposition 4621.1

Le paragraphe 2bis, qui prévoit la transmission simultanée des comptes AV 5 intérieure avec les états de poids AV 5bis et AV 3bis, est adopté. Le reste de la proposition est transmis au Conseil exécutif pour étude, dans le cadre de la proposition 3500.1, de même que la proposition 4622.1.

Proposition 4622.2

Cette proposition est adoptée sans discussion comme conséquence de l'adoption, par la Commission 5, de la proposition 2501.1.

Propositions 4626.1, 4627.1, 4627.2 et 2908.1

Ces propositions sont adoptées sans discussion.

Propositions 4903.1 et 4903.2

Ces propositions sont transmises au Conseil exécutif dans le cadre de l'étude sur la rationalisation des formules de l'UPU (décision ...).

Proposition 4620.2

Cette proposition fait l'objet d'un amendement qui vise à remplacer la dernière phrase du paragraphe 1 par la suivante: «Pour le règlement des frais de transport aérien à l'intérieur du pays de destination, selon l'article 82, paragraphe 4, de la Convention, il est fait usage pour la poste aux lettres de relevés de poids AV 3bis établis sur la base des feuilles d'avis C 12 et pour les colis postaux de relevés de poids AV 3 ou AV 3bis établis d'après les bordereaux AV 7 d'arrivée.»

La proposition 4620.2 ainsi amendée est adoptée.

Au terme des travaux de la Commission, le Président remercie les membres de la Commission, les Vice-Présidents, le secrétariat, les interprètes, les hôtes et les techniciens pour leur collaboration et se félicite du bon déroulement des travaux accomplis.

La séance est levée à 16 h 30.

Au nom de la Commission:

Le Président,
J.E.B. EVANS

Le Secrétaire,
E. NLEND

Le Secrétaire adjoint,
T. DER HOVSÉPIAN

Rapports de la Commission 7

Première séance

Vendredi 17 novembre 1989, 9 h 35

Présidence de M. L. OLÁH, Président

Ouverture des travaux

Le Président a ouvert cette première séance en souhaitant une cordiale bienvenue à tous les membres de la Commission 7. Il a exprimé sa gratitude pour l'honneur fait à son pays et à lui-même en l'appelant à la présidence de la Commission 7. Il s'est ensuite déclaré satisfait de pouvoir compter sur la coopération des délégués des Administrations participantes.

Le Président a souligné l'importance pour les services postaux des travaux de la Commission, étant donné que le service des colis postaux est confronté actuellement à une pression croissante de la part de la concurrence.

Le Président a par ailleurs relevé la question des réserves émises lors des derniers Congrès. Il a indiqué que le recours de nombreux pays au droit de faire des réserves a eu comme conséquence la prolifération de systèmes de tarification hétérogènes et peu adaptés aux besoins de la clientèle. Comme solution, il a suggéré que les Administrations devraient s'abstenir autant que possible de faire, lors du présent Congrès, des réserves afin d'assurer un système tarifaire beaucoup plus uniforme et concurrentiel du service des colis postaux.

Puis il a invité les trois Vice-Présidents de la Commission (Arabie saoudite, Bangladesh, Pays-Bas) à prendre place à la tribune, et s'est déclaré heureux de compter sur leur grande expérience pour mener à bien les travaux de la Commission.

Désignation du Secrétariat

Après avoir salué M. E.M. Gharbi, Sous-Directeur général au Bureau international, coordonnateur des travaux des commissions techniques, le Président a présenté MM. M.N. Harding, Conseiller au Bureau international, N. Sebakunzi et A. Brix, Premiers Secrétaires, désignés respectivement en qualité de Secrétaire, Secrétaire adjoint et Adjoint de la Commission.

Compte rendu des délibérations	Le Président a informé la Commission que le CE, par sa décision 4/1989, a décidé que les délibérations de la Commission feraient l'objet d'un rapport pour chacune de ses séances. Les dispositions concernant ces rapports figurent au Congrès – Doc 33.
Procurations	La Bolivie est représentée par le Costa-Rica et le Liechtenstein par la Suisse.
Quorum	Le Président a constaté que le quorum (65 pays) est atteint et que la Commission peut ainsi valablement délibérer.
Approbation de l'ordre du jour	<p><i>Congrès – Doc 13/Rev 1</i></p> <p>Au sujet du point 4 (Propositions renvoyées à la séance plénière), une délégation s'est demandé si la Commission doit renvoyer ces propositions à la séance plénière sans donner son avis. Elle a par ailleurs suggéré, en ce qui concerne les propositions figurant au point 5, d'attendre plutôt la décision d'autres Commissions au lieu de les renvoyer immédiatement. Après les explications du Président et les éclaircissements de M. Gharbi, Sous-Directeur général, l'ordre du jour (Congrès – Doc 13/Rev 1) est approuvé. Il convient de souligner que la proposition 5521.2 a été retirée par son auteur (Congrès – Doc 13/Add 1).</p>
Liste des Pays-membres de la Commission 7 et mise à jour du Protocole final de l'Arrangement concernant les colis postaux	<p><i>Congrès – Doc 25 et 39</i></p> <p>Les Congrès – Doc 25 et 39 sont approuvés sans discussion.</p>
Propositions renvoyées à la séance plénière et à d'autres Commissions	Etant donné que ces points ont déjà été discutés, la Commission les a considérés comme adoptés. Le Congrès – Doc 66 et les propositions 5000.3, 5000.4 et 5000.5 sont ainsi transférés à la séance plénière, la proposition 5532.1/Rev 1 est transférée à la Commission 4 (Poste aux lettres – Réglementation), les propositions 5051.1 et 5051.2 sont transférées à la Commission 6 (Poste aérienne) et les propositions 5013.1, 5031.1, 5520.2 et 5525.1 sont transférées à la Commission 10 (Rédaction).

Propositions qui, de l'avis du Président, peuvent être adoptées sans discussion au sein de la Commission 7	<p><i>Propositions 5004.1, 5010.1, 5014.1, 5028.1, 5050.1, 5511.1 et 5537.1</i></p> <p>Toutes ces propositions visent à introduire l'emploi des communications télématiques dans les dispositions de l'Arrangement et de son Règlement d'exécution, notamment en ce qui concerne l'avis d'arrivée transmis au destinataire d'un colis exprès, et dans les cas où une communication télégraphique est prévue. <u>La Commission a marqué son accord avec le principe de ces modifications et les a adoptées sous réserve de retenir la formule de rédaction la plus appropriée au sein de la Commission 4 (Poste aux lettres – Réglementation) et de la Commission 10 (Rédaction).</u></p>
Examen des propositions	<p><i>Proposition 5000.6/Rev 1</i></p>
Arrangement	<p>La proposition 5000.6/Rev 1, qui vise à étendre le service des colis postaux aux pays qui n'ont pas encore adhéré à l'Arrangement, a été appuyée par plusieurs délégations. Certaines délégations ont considéré que les pays concernés devraient être invités à adhérer à l'Arrangement sans attendre qu'une étude économique soit entreprise à cet effet.</p>
Objet de l'Arrangement, art. 1	<p>Dans ces conditions, le Bureau international de l'UPU serait chargé de prendre contact avec les pays intéressés en les incitant à adhérer aussitôt que possible à l'Arrangement. D'autres délégations ont en revanche insisté pour qu'une étude préalable soit effectuée soit par le Conseil exécutif, soit par le Conseil consultatif des études postales. Après consultation, suggérée par le Président de la Commission, entre cinq délégations (Colombie, Hongrie (Rép.), Nouvelle-Zélande, Suède et Suisse), il a été préféré d'entreprendre l'étude dans le cadre de la proposition 5000.2. En conséquence, le paragraphe 2 du dispositif «charge» de la proposition 5000.6/Rev 1 a été biffé. Par ailleurs, une délégation a proposé que les mots «ce petit nombre de pays» du paragraphe 1 dudit dispositif soient remplacés par «ces pays».</p>
	<p><u>La proposition 5000.6/Rev 1 est adoptée avec les amendements suggérés.</u></p>
Colis postaux, art. 2, §§ 1 et 2	<p><i>Propositions 5002.1, 5005.1</i></p> <p>La proposition 5002.1 suggère la possibilité d'élever la limite de poids au-delà de 20 kg par voie d'accords bilatéraux et la 5005.1 propose une modification conséquente des coupures de poids. Certaines délégations se sont prononcées en faveur du maintien du statu quo.</p> <p><u>Mise au vote, la proposition 5002.1 est adoptée par 91 voix pour, 5 contre et 3 abstentions. Par voie de conséquence, la proposition 5005.1 est également adoptée.</u></p>

Catégorie de colis,
art. 4, § 3, lettre b)

Proposition 5000.2

La proposition vise à prévoir, dans l'Arrangement et éventuellement dans le Règlement d'exécution, des dispositions permettant aux Administrations d'adapter la gamme des produits à la demande du marché international. En introduisant cette proposition, le Président a insisté sur le fait qu'il faut agir rapidement et ne pas attendre le XXI^e Congrès en raison de l'importance de cette initiative et des nécessités du marché actuel. Les délégations qui sont intervenues se sont ralliées à l'avis du Président et ont appuyé la proposition. Il a cependant été suggéré qu'il serait plus approprié de confier les études proposées visant à développer cette gamme de nouveaux produits au CCEP plutôt qu'au CE (suivant l'exemple du développement réussi du service EMS depuis le dernier Congrès). La Commission a décidé de renvoyer l'examen de la proposition à une réunion ultérieure en vue de permettre à son auteur d'en modifier la rédaction en collaboration avec le Secrétariat de la Commission.

La séance est levée à 12 h 25.

Au nom de la Commission:

Le Président,
L. OLÁH

Le Secrétaire,
M. HARDING

Le Secrétaire adjoint,
N. SEBAKUNZI

L'Adjoint,
A. BRIX

Deuxième séance

Lundi 20 novembre 1989, 9 h 35

Présidence de M. L. OLÁH, Président

Communication	Le Président a remercié l'Administration postale d'Amérique (Etats-Unis) pour les deux excursions qu'elle a organisées le dimanche à l'intention des participants et des accompagnants. Par ailleurs, il a indiqué que les délégués sont priés de retirer de leurs cases le document Congrès – Doc 48.2 «Programme général d'action de Washington» dont le contenu doit être discuté au cours de la séance plénière de l'après-midi.
Procurations	La Biélorussie, la Jordanie et le Liechtenstein ont été représentés respectivement par l'URSS, l'Iraq et la Suisse.
Quorum	Le Président a constaté que le quorum (66 pays) est atteint (92 pays présents) et que la Commission peut valablement délibérer.
Ordre de discussion des points à l'ordre du jour	Le Président a précisé l'ordre dans lequel seront discutés les points à l'ordre du jour prévus pour cette deuxième séance de la manière suivante: points 12, 14, 15, 16, 17, 21 (propositions 5046.1/Rev 1, 5046.2, 5046.3, 5046.4), 22 (propositions 5047.2, 5047.1/Rev 1), 23 (propositions 5048.2, 5048.1/Rev 1) et point 21 (propositions 5500.1, 5500.2).
Conditions d'acceptation, article 18	<p><i>Proposition 5000.1</i></p> <p>Le Président a ouvert les débats en suggérant que la proposition d'harmoniser les conditions d'admission et les prestations supplémentaires offertes dans le service des colis postaux soit modifiée en «Résolution» au lieu de «Vœu», compte tenu de l'importance de son contenu. L'auteur de la proposition s'est rallié à la suggestion du Président, mais certaines délégations se sont prononcées pour le maintien de l'intitulé «Vœu» car, ont-elles souligné, certaines Administrations ne participent pas à toutes les prestations du service des colis postaux. D'autres</p>

ont appuyé sans réserve la proposition de modifier l'intitulé en «Résolution» en vue de marquer la détermination de faire face à la concurrence. Une délégation a proposé de modifier l'expression «poids maximal de 20 kg» par «au moins 20 kg». Cet amendement a été accepté.

Mise au vote, la proposition 5000.1 a été adoptée sous forme de résolution par 79 voix pour, 15 contre et 7 abstentions.

Colis avec valeur déclarée

Propositions 5023.1, 5023.2

La proposition 5023.1 visant à élever la limite maximale du montant de la déclaration de valeur à 10 000 fr-or a été adoptée sans objection.

En revanche, la proposition 5023.2 visant à fixer la limite minimale à 100 fr-or n'a pas été appuyée par la grande majorité des délégations qui sont intervenues, compte tenu de la restriction qui serait imposée à la clientèle par cette limite.

La proposition 5023.2 a été retirée par son auteur.

Avis de réception, article 27

Proposition 5027.1

La proposition 5027.1 vise à étendre l'avis de réception aux colis recommandés et aux colis avec valeur déclarée.

N'ayant eu aucun appui, la proposition 5027.1 a été rejetée.

Renvoi à l'expéditeur des colis non livrés, article 29, § 2

Propositions 5029.1/Rev 2 et 5538.1/Rev 1

Les propositions susmentionnées visent à demander aux Administrations postales de destination de renvoyer les colis non livrés par la voie qu'elles utilisent normalement pour la transmission de leurs dépêches.

Les deux propositions ont été adoptées sans objection.

Inobservation par une Administration des instructions données, article 35, § 2

Proposition 5035.1

La proposition 5035.1 vise à réduire le délai de réponse aux instructions données à une Administration de destination ou une Administration intermédiaire lorsque celle-ci n'observe pas les instructions en question. Les délégations qui se sont prononcées en défaveur de la proposition ont invoqué les délais d'acheminement et de distribution qui sont souvent longs, notamment dans les pays en développement. Une délégation a proposé un amendement tendant à modifier la fin du paragraphe en y ajoutant «de l'arrivée de l'envoi». Deux

délégations ont expliqué qu'il y a eu une confusion entre la durée d'acheminement d'un envoi et le délai de réponse à une instruction donnée par l'expéditeur aux services centraux d'une Administration.

Mis au vote en premier, l'amendement est rejeté par 70 voix contre, 14 pour et 20 abstentions.

Mise au vote en deuxième lieu, la proposition 5035.1 est adoptée par 73 voix pour, 28 contre et 6 abstentions.

Quote-part
territoriale de
départ et
d'arrivée,
article 46, § 1

Propositions 5046.1/Rev 1, 5046.2, 5046.3 et 5046.4

Compte tenu du fait qu'elle est une conséquence de la proposition 5002.1 déjà approuvée, la proposition 5046.1/Rev 1 est adoptée sans objection.

De même, aucune objection n'ayant été formulée, la proposition 5046.2 est approuvée.

S'agissant de la proposition 5046.3 visant à limiter le montant des quotes-parts d'arrivée à un maximum de 30 % supérieur à celui des quotes-parts de départ, certaines délégations se sont prononcées en défaveur de son contenu en raison du coût élevé de la distribution des colis à l'arrivée et se sont ralliées à la proposition 5046.4 qui laisse plus de liberté aux Administrations de fixer les quotes-parts de départ et d'arrivée en relation avec les frais encourus. D'autres délégations ont insisté sur la nécessité d'accepter les limites raisonnables fixées dans la proposition 5046.3 pour permettre au service des colis postaux de faire face à la concurrence.

Mis au vote en premier, l'amendement 5046.4 à la proposition 5046.3 a été rejeté par 78 voix contre, 16 pour et 13 abstentions.

Mise au vote en deuxième lieu, la proposition 5046.3 est adoptée par 86 voix pour, 7 contre et 12 abstentions.

La séance a été levée à 12 h 30.

Au nom de la Commission:

Le Président,
L. OLÁH

Le Secrétaire,
M. HARDING

Le Secrétaire adjoint,
N. SEBAKUNZI

L'Adjoint,
A. BRIX

Troisième séance

Mardi 21 novembre 1989, 9 h 35

Présidence de M. L. OLÁH, Président

- Communication Le Président a remercié l'Administration postale de l'URSS pour l'excellente réception qu'elle a organisée la veille à l'intention des délégués et leurs accompagnants.
- Procurations Kiribati, le Liechtenstein, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines, l'Uruguay, Vanuatu, le Yémen (Rép. dém. pop.) ont été représentés respectivement par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne, la Suisse, la Barbade, Saint-Christophe-et-Nevis, l'Argentine, la Papouasie – Nouvelle-Guinée, le Yémen (Rép. arabe).
- Quorum Le Président a constaté que le quorum (67 pays) est atteint (94 pays présents) et que la Commission peut valablement délibérer.
- Quote-part
territoriale de
transit,
art. 47, § 1 *Propositions 5047.1/Rev 1, 5047.2*

La proposition 5047.1/Rev 1 étant une conséquence de la proposition 5002.1 déjà adoptée est approuvée par la Commission.

En ce qui concerne la proposition 5047.2, une délégation a estimé que la méthode de calcul des quotes-parts décrite à l'article 149 du Règlement d'exécution est suffisante.

Cette opinion n'est pas appuyée et la proposition 5047.2 est adoptée par la Commission.
- Quote-part
maritime,
art. 48, § 2 *Propositions 5048.1/Rev 1, 5048.2*

La proposition 5048.1/Rev 1 est approuvée étant donné qu'elle est la conséquence de la proposition 5002.1 déjà adoptée.

La proposition 5048.2 est également adoptée sans objection.

Quote-part
territoriale de
départ et
d'arrivée,
art. 46, § 1 (suite)

Propositions 5500.1, 5500.2

Les deux propositions 5500.1 et 5500.2 sont adoptées à l'unanimité.

Règlement
d'exécution

Proposition 5501.1

Renseignements à
fournir par les
Administrations,
art. 101, § 1,
lettre cbis)

La proposition susmentionnée vise à faire établir par les Administrations une liste des bureaux d'échange chargés du service des colis postaux en vue de permettre un contact rapide et direct entre eux.

La proposition a été adoptée à l'unanimité.

Feuille de route,
art. 119, §§ 1 et 3

Propositions 5519.1, 5911.4

La proposition 5519.1 vise à faire adopter la numérotation séparée des feuilles de route des colis acheminés par voie de surface et par S.A.L. La proposition 5911.4 suggère une mention particulière pour les colis S.A.L. sur la formule CP 11.

Les deux propositions ont été adoptées à l'unanimité.

Etablissement
simplifié des
feuilles de route
CP 11 et CP 20,
art. 120, § 2,
lettre cbis)

Proposition 5520.1

Cette proposition vise à permettre une combinaison de l'inscription globale par coupure de poids du nombre de colis et de l'inscription individuelle sur les feuilles de route CP 11 et CP 20. Toutes les délégations intervenant au sujet de cette proposition ont considéré que la procédure en question provoquerait un surcroît de travail non négligeable dans les bureaux d'échange et qu'elle emmènerait une certaine confusion.

Compte tenu de l'avis ainsi exprimé, la proposition 5520.1 est retirée par son auteur.

Transmission des documents d'accompagnement des colis, art. 121, § 4

Proposition 5521.1

La proposition vise à retenir également, outre les dimensions, le critère de la nature de l'emballage d'un colis pour déterminer le mode de fixation des documents d'accompagnement. Toutes les délégations qui sont intervenues ont appuyé la proposition, mais l'une d'elles a suggéré un amendement consistant à remplacer «et» par «ou» dans la partie de la dernière phrase ci-après «... en raison des dimensions de ces derniers et de la nature de leur emballage...».

La proposition a été adoptée à l'unanimité par la Commission qui a prié la Commission de rédaction de vérifier l'amendement rédactionnel.

Vérification des dépêches par les bureaux d'échanges, art. 125, § 6

Proposition 5525.2

Cette proposition vise à préciser que, tant que le bureau de destination n'a pas fait parvenir un bulletin CP 13, il est censé avoir reçu la totalité des sacs et colis en bon état.

Aucune objection n'étant formulée, la proposition a été adoptée.

Constatation des irrégularités et traitement des bulletins de vérification, art. 126, §§ 5 et 8

Propositions 5526.1 et 5526.2

La proposition 5526.1 vise à établir une feuille de route de remplacement en cas d'absence de feuille de route au bureau d'échange de destination.

La proposition a été adoptée sans objection.

S'agissant de la proposition 5526.2 qui vise à augmenter le délai de traitement des bulletins de vérification à deux mois, les délégations qui sont intervenues ont estimé ce changement contraire à l'intérêt de la clientèle.

En conséquence, la proposition a été retirée par son auteur.

Divergences relatives aux poids ou aux dimensions des colis, art. 127, § 2

Proposition 5527.1

Compte tenu des malentendus qui peuvent résulter des différences constatées dans le poids d'un colis, la proposition suggère que les différences de poids supérieures à 250 grammes pour une même coupure de poids fassent toujours l'objet de bulletins de vérification. Certaines délégations se sont opposées à cette proposition en raison de l'augmentation prévisible du nombre des bulletins de vérification.

Mise au vote, la proposition a été rejetée par 66 voix contre, 12 pour et 25 abstentions.

Réserves à la
livraison de colis
spoliés ou avariés,
art. 133, § 3

Proposition 5533.1

La proposition vise à supprimer dans l'article concerné, au § 3, la mention «ou par le bureau de destination selon le paragraphe 1 ci-dessus» compte tenu de la contradiction qu'elle soulève par rapport au § 1. En raison des divergences de point de vue constatées au sein de la Commission, la proposition a été mise au vote.

La proposition a été adoptée par 73 voix pour, 18 contre et 14 abstentions.

Formules

Proposition 5902.1

Formule C 2/CP 3

La proposition vise à ajouter sur la formule C 2/CP 3 les indications «échantillons de marchandises sans valeur commerciale» et «documents sans valeur commerciale» en vue de faciliter le dédouanement des colis de ce genre. Au verso de cette déclaration en douane est indiquée une nouvelle définition de la notion d'échantillons fournie par la douane et conforme aux recommandations de l'Annexe B2 de la Convention douanière de Kyoto.

La proposition a été adoptée à l'unanimité.

Formule CP 11

Propositions 5911.1 et 5911.2/Rev 1

La proposition 5911.1 vise à prévoir sur la formule CP 11 une case supplémentaire dans laquelle sera mentionné le nombre des colis hors récipients en vue de déterminer la responsabilité en cas d'un colis manquant lors de la prise en charge.

La proposition 5911.1 a été adoptée sans aucune objection.

La proposition 5911.2/Rev 1 vise à supprimer le mot «lieu» dans la deuxième ligne du renvoi 1 qui figure au bas de la formule CP 11 car la seule indication du pays de destination permet de savoir quelles quotes-parts il convient d'attribuer.

La proposition a été approuvée à l'unanimité.

Formule CP 20 *Propositions 5920.1, 5920.2/Rev 1*

Ces propositions visent les mêmes objectifs que celles concernant les formules CP 11.

Elles ont été adoptées à l'unanimité.

La séance est levée à 12 heures.

Au nom de la Commission:	Le Président, L. OLÁH	Le Secrétaire, M. HARDING
		Le Secrétaire adjoint, N. SEBAKUNZI
		L'Adjoint, A. BRIX

Quatrième séance

Vendredi 24 novembre 1989, 15 h 20

Présidence de M. L. OLÁH, Président

Communications Le Président a remercié l'Administration postale de l'Amérique (Etats-Unis) pour l'excellent dîner de Thanksgiving qu'elle a partagé avec les délégués et leurs accompagnants.

S'agissant de l'article premier du Protocole final de l'Arrangement concernant les colis postaux (Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles), le Président a expliqué qu'en raison de l'approbation de l'augmentation jusqu'à concurrence de 30% des quotes-parts d'arrivée par rapport aux quotes-parts de départ, le Bureau international ne reprendra pas les réserves à cet article figurant déjà dans le Protocole final de l'Arrangement issu du Congrès de Hamburg. Les pays doivent, le cas échéant, représenter leurs réserves pour tenir compte de cette augmentation. Dans ce contexte, le Président a fait référence à la lettre-circulaire du Bureau international n° 2150(A)1231 du 15 mars 1989 invitant les Pays-membres à s'abstenir, dans la mesure du possible, de présenter des réserves aux Actes. Il a encouragé les délégations à ne pas faire de nouvelles réserves dans ce cas. Néanmoins, les délégations ont le droit de présenter de nouvelles réserves dans les délais prescrits par l'article 26 du Règlement intérieur des Congrès.

Procurations Kiribati, le Liechtenstein, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines, Vanuatu et l'Ukraine ont été représentés respectivement par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne, la Suisse, la Barbade, Saint-Christophe-et-Nevis, la Papouasie – Nouvelle-Guinée et la Tchécoslovaquie.

Quorum Le Président a constaté que le quorum (67 pays) est atteint (80 pays présents) et que la Commission peut délibérer valablement.

Proposition
d'ordre général

Proposition 5000.2/Rev 1

Catégories de
colis,
art. 4, § 3, lettre b)

La discussion sur cette proposition a été reprise de la première séance de la Commission. Présentée sous une forme remaniée pour tenir compte des observations faites lors de la première séance, et amendée de manière que les mots «le service» figurant sous le dispositif «Charge», lettre c), 2e ligne, se lisent «ces services», cette proposition a été adoptée unanimement.

Objectifs de
qualité du service,
art. 5bis

Proposition 5005.91

Cette proposition vise, d'une part, à ce que les Administrations fixent des objectifs de service pour le traitement des colis postaux aériens et de surface d'arrivée et, d'autre part, qu'elles fixent de tels objectifs pour les colis-avion et de surface à destination de l'étranger en se référant aux objectifs fixés par les Administrations de destination. Le Président a fait observer que le principe de la proposition corrélative 2032.91/Rev 1 a été adopté par la Commission 4. Un certain nombre de pays ont exprimé des réserves en ce qui concerne l'établissement de ces objectifs, en soulevant les problèmes posés par les délais du dédouanement.

M. Gharbi, Sous-Directeur général au Bureau international, a fait observer qu'en cette matière, la poste devrait être gérée comme une entreprise unique. Les objectifs de service devraient être connus par tous les pays et la clientèle. A cette fin, le Bureau international pourrait publier un supplément au Recueil des colis postaux contenant, à l'instar de ce qui avait été fait pour l'EMS, les délais de traitement à l'arrivée et au départ, y compris le dédouanement. Le Bureau international serait également en mesure de vérifier les délais en question lors des contrôles de la qualité du service qu'il effectue régulièrement.

Un amendement, préparé par quatre pays pendant la pause, pour tenir compte des réserves exprimées au sujet du délai de dédouanement a été présenté à la Commission. L'amendement vise à ajouter à la deuxième phrase du premier paragraphe les mots «et le délai normalement requis pour le dédouanement».

Ainsi amendée, la proposition 5005.91 est adoptée.

Tarif,
art. 14, § 1,
lettre n)

Propositions 5014.2, 5512.1 et 5541.1

Toutes ces propositions visent à insérer dans l'article concerné la notion de correction d'adresse selon l'intitulé de l'article 37 de l'Arrangement, d'une part, et, d'autre part, d'introduire la possibilité d'utiliser la télématique pour transmettre des instructions. Etant donné que la Commission 4 a accepté le premier amendement, mais a renvoyé les textes concernant la télématique à la Commission 10, la Commission s'est prononcée de la même manière en adoptant ces propositions.

Traitement des
colis acceptés
à tort,
art. 21, § 5

Propositions 5021.1 et 5538.91

Etant donné l'adoption par la Commission 4 de la proposition 2933.91 dont elle est la conséquence, la proposition 5021.1 qui vise à préciser les conditions dans lesquelles la formule C 33/CP 10bis doit être utilisée est adoptée.

La proposition 5538.91 précise que la formule C 33/CP 10bis doit être utilisée par l'Administration de destination pour informer l'Administration d'origine de la saisie d'un envoi postal qui a été admis à tort à l'expédition. Il a été décidé que la référence concernant la Convention devrait être remplacée par une référence visant l'article 21, paragraphe 5, de l'Arrangement.

Une Administration s'est déclarée dans l'impossibilité de fournir les renseignements concernant la dépêche dans laquelle un envoi saisi a été reçu, tels que prévus sur la formule C 33/CP 10bis et désire ainsi ajouter à la fin du nouvel article les mots «Les renseignements concernant la dépêche en question doivent être inscrits sur la formule C 33/CP 10bis si ceux-ci sont connus». Un certain nombre de pays est intervenu pour se déclarer contre cet amendement, étant donné, entre autres, que la formule a déjà été employée par certaines Administrations et qu'elle a fait ses preuves. A ce sujet, M. Gharbi a signalé que cette proposition a été élaborée par le Conseil exécutif pour mieux répondre aux besoins des Administrations et de permettre d'avoir des informations précises concernant les motifs de la saisie d'un envoi postal. Il est dans l'intérêt de la poste de ne pas affaiblir cette proposition en adoptant l'amendement prévu.

Amendée seulement pour remplacer la référence concernant la Convention et inclure une référence à l'Arrangement (article 21, paragraphe 5), la proposition 5538.91 est adoptée à l'unanimité.

Proposition 5039.3

Etant donné que la proposition 2050.3 a été rejetée par la Commission 4, la proposition 5039.3 devient sans objet.

Principe et
étendue de la
responsabilité des
Administrations
postales,
art. 39,
§§ 3, lettre b), 4, 7
et 10

Propositions 5039.5, 5039.6 et 5039.7

Plusieurs pays intervenants ont opté pour le principe d'une augmentation des indemnités prévues pour les colis ordinaires perdus, spoliés ou avariés en raison de la hausse des prix, d'une part, et d'autre part pour tenir compte de la concurrence des sociétés de messagerie privées, mais ne peuvent pas appuyer les taux d'augmentation proposés (60 à 85%) et préfèrent l'augmentation de 50% visée dans la proposition 5039.5. Par contre un bon nombre de pays intervenants trouvent raisonnables les augmentations prévues dans la proposition 5039.7 en raison du renforcement conséquent de la position de la poste par rapport à la concurrence.

Mise au vote, la proposition 5039.7 est rejetée par 51 voix contre, 29 pour et 7 abstentions.

Mise également au vote, la proposition 5039.5 a été adoptée par 64 voix pour, 15 contre et 7 abstentions.

La proposition 5039.6 vise à introduire au paragraphe 3, lettre b), de l'article 39 un nouvel échelon de poids jusqu'à 3 kg pour une indemnité de 45 francs des colis pesant jusqu'à 3 kg. Les pays intervenants n'ont pas appuyé cette proposition, en faisant observer que le Congrès de Lausanne 1974 avait aboli les échelons de poids de 1 kg et 3 kg à cet article. Il serait illogique, à leur avis, d'introduire un échelon de poids qui aurait pour effet de réduire l'indemnité pour les colis de 3 kg, à un niveau inférieur à celui de l'indemnité pour les envois recommandés (60 fr-or (19,60 DTS)).

N'étant pas appuyée, la proposition 5039.6 est rejetée.

Proposition 5039.2

Cette proposition vise à insérer au paragraphe 3, lettre b), de l'article 39 un taux d'indemnité pour les colis sans valeur déclarée excédant 20 kg. Etant donné les taux d'indemnité augmentés de 50% et adoptés dans la proposition 5039.5, un pays a proposé que le montant de l'indemnité prévu dans la proposition 5039.2 soit également porté de 45 francs à 70 francs. L'auteur de la proposition originale a accepté cet amendement.

La proposition 5039.2 amendée est adoptée.

Proposition 5039.1

Cette proposition a pour but, en ce qui concerne la perte, la spoliation totale ou l'avarie d'un colis résultant d'un cas de force majeure, d'exclure la taxe d'assurance du montant restitué à l'expéditeur.

Aucune objection n'ayant été formulée, la proposition 5039.1 a été adoptée.

Proposition 5039.4

Cette proposition prévoit de permettre aux Administrations de destination de payer au destinataire (comme c'est le cas actuellement pour l'expéditeur) les indemnités prévues par la législation intérieure au cas où celles-ci sont plus élevées que les indemnités figurant à l'article 39, paragraphe 3, lettre b), lorsque le destinataire a constaté une spoliation ou une avarie juste avant, pendant, ou juste après la livraison d'un colis. Il est prévu tout de même d'appliquer les montants fixés à l'article 39, paragraphe 3, lettre b), au cas où le destinataire se désiste de ses droits en faveur de l'expéditeur.

Etant donné que la proposition corrélative 2050.2 a été adoptée par la Commission 4, la proposition 5039.4 est adoptée.

Détermination de
la responsabilité
entre les
Administrations
postales,
art. 42, §§ 3 et 4

Proposition 5042.2/Rev 1

Vu le rejet par la Commission 4 de la proposition corrélatrice 2055.2, la proposition 5042.2/Rev 1 est également rejetée.

La séance est levée à 18 heures.

Au nom de la Commission:

Le Président,
L. OLÁH

Le Secrétaire,
M. HARDING

Le Secrétaire adjoint,
N. SEBAKUNZI

L'Adjoint,
A. BRIX

Cinquième séance

Lundi 27 novembre 1989, 9 h 45

Présidence de M. L. OLÁH, Président

Quorum	Le Président a constaté que le quorum (67 pays) est atteint (86 pays présents) et que la Commission peut valablement délibérer.
Procurations	Kiribati, le Liechtenstein, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines, Vanuatu et le Yémen (Rép. dém. pop.) ont été représentés respectivement par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne, la Suisse, la Barbade, Saint-Christophe-et-Nevis, la Papouasie – Nouvelle-Guinée et le Yémen (Rép. arabe).
Approbation des rapports de la Commission	Les rapports de la première et de la deuxième séance de la Commission, qui font l'objet respectivement du Congrès/C 7 – Rapp 1 et du Congrès/C 7 – Rapp 2, ont été approuvés sans modification.
Arrangement	<i>Proposition 5042.1</i>
Détermination de la responsabilité entre Administrations postales, art. 42, § 4	<p>La proposition vise à considérer le montant de l'indemnité à verser pour un colis perdu, spolié ou avarié en rapport étroit avec le montant mentionné à l'article 39, paragraphe 3, lettre b), de l'Arrangement.</p> <p><u>La proposition a été approuvée à l'unanimité.</u></p>
Paiement de l'indemnité, art. 43, §§ 2 à 4 et 4bis	<p><i>Propositions 5043.1, 5043.2 et 5043.3</i></p> <p>La proposition 5043.1 vise à ramener le délai de paiement de l'indemnité pour perte, spoliation ou avarie d'un colis de six à quatre mois, compte tenu des moyens de communication modernes.</p> <p><u>La proposition a été adoptée sans observation.</u></p>

La proposition 5043.2 vise à assurer toujours une vérification approfondie des réclamations d'indemnité de perte, de spoliation ou d'avarie d'un colis sur la base des indications mentionnées à l'article 147 du Règlement d'exécution de la Convention, notamment les paragraphes 9 et 12.

La proposition a été adoptée sans objection.

La proposition 5043.3 vise à créer un nouveau paragraphe pour l'article 43 obligeant les Administrations postales qui font des réserves à l'article 43, § 4, de communiquer un délai dans lequel elles s'engagent à fournir une solution définitive à une réclamation d'indemnité.

La proposition a été approuvée à l'unanimité.

Conditions
d'approbation des
propositions
concernant le
présent
Arrangement et
son Règlement
d'exécution,
art. 56, §§ 1bis
et 2

Proposition 5056.1

La proposition vise à donner au Conseil exécutif, comme conséquence de la proposition 1022.1, la compétence formelle pour arrêter le Règlement d'exécution de l'Arrangement et à supprimer quelques dispositions de l'article 56 qui deviennent ainsi sans objet.

La proposition a été adoptée à l'unanimité.

Protocole final

Proposition 5307.1

Tarifs spéciaux,
art. VII, § 2bis

La proposition vise à autoriser le Panama (Rép.) à percevoir 0,60 fr-or (0,20 DTS) par kilogramme pour les colis S.A.L. en transit.

La proposition a été adoptée sans observation.

Règlement
d'exécution

Proposition 5502.1

Voies
d'acheminement
et quotes-parts,
art. 102, § 5

La proposition vise à faciliter le renvoi des formules C 27 (bulletin d'essai) à une adresse autre que le bureau d'échange d'expédition, notamment lorsqu'il n'existe pas d'échange de dépêches closes dans les deux sens entre les bureaux d'échange concernés. Le bulletin d'essai est dans ces conditions renvoyé soit à l'adresse indiquée, soit, à défaut d'une telle indication, au bureau qui l'a établi.

La proposition a été approuvée à l'unanimité.

Emballages
spéciaux.
Signalisation des
colis contenant
des animaux
vivants, des
matières
radioactives ou
des médicaments
urgents,
art. 105, § 1,
lettre i),
art. 105, § 1,
lettre ibis)

Propositions 5505.2 et 5505.1

La proposition 5505.2 vise à tenir compte, dans le libellé de l'article 105, paragraphe 1, lettre i), de la demande de l'OMS visant à lui faciliter l'importation au niveau international des substances chimiques de référence. A cet effet, une étiquette remaniée portant notamment la mention «substances chimiques de référence» a été proposée par l'UPU et le Conseil de coopération douanière (CCD) et approuvée par l'OMS.

La proposition a été adoptée sans observation.

La proposition 5505.1 vise à créer une étiquette spéciale pour la signalisation des colis postaux dont le contenu ne doit pas être exposé aux contrôles à l'aide d'appareils radiographiques ou à la lumière. (La douane se réserve néanmoins le droit de vérifier les envois en question si elle le juge nécessaire.)

La Commission a décidé de renvoyer la proposition 5505.1 au Conseil exécutif pour une étude complémentaire (annexe 1), à l'instar de la décision de la Commission 4 au sujet de la proposition corrélative 2518.1.

Harmonisation
du système de
transit utilisé
pour la poste aux
lettres et les colis
postaux de surface

Proposition 2000.6/Rev 1

La proposition 2000.6/Rev 1 vise à harmoniser le système de transit pour le service des colis postaux de surface et la poste aux lettres de surface, notamment en ce qui concerne les documents d'envoi des dépêches destinés aux Administrations de transit, les méthodes de comptabilité des colis postaux, ainsi que les structures des tarifs. Un certain nombre de délégations sont intervenues pour proposer des amendements du libellé du titre. Après consultation entre les délégations étant intervenues, l'amendement suivant a été retenu: «Harmonisation des systèmes de comptabilité des frais de transit des dépêches closes de la poste aux lettres de surface et des colis postaux de surface». Par ailleurs, le premier dispositif de la résolution doit se lire comme suit: «Considérant que le transit des dépêches closes des colis postaux de surface s'effectue différemment de celui de la poste aux lettres».

La Commission a approuvé la proposition ainsi amendée.

Protocole final	<i>Propositions 5301.1, 5301.2 et 5301.3</i>
Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles, art. 1, § 2 (nouveau)	<p>La proposition 5301.1 vise à autoriser l'Administration de l'Afghanistan à percevoir des quotes-parts territoriales exceptionnelles par dérogation à l'article 46.</p> <p><u>La proposition a été adoptée sans discussion.</u></p> <p>La proposition 5301.2 vise à faire connaître le droit que se réserve le Chili de fixer, par dérogation à l'article 46, des quotes-parts territoriales d'arrivée à un niveau supérieur à ses quotes-parts territoriales de départ.</p> <p><u>La proposition a été adoptée sans discussion.</u></p> <p>La proposition 5301.3 vise à autoriser l'Administration de l'Egypte à percevoir une quote-part territoriale d'arrivée exceptionnelle de 20 fr-or par colis en plus de celles mentionnées dans l'article 46.</p> <p><u>La proposition a été adoptée sans discussion.</u></p>
Quotes-parts territoriales de transit exceptionnelles, art. II (tableau)	<p><i>Propositions 5302.1 et 5302.2</i></p> <p>La proposition 5302.1 vise à faire connaître les quotes-parts territoriales de transit exceptionnelles qui seront perçues par l'Administration de l'Afghanistan et à faire modifier le tableau ad hoc.</p> <p><u>La proposition a été adoptée sans discussion.</u></p> <p>La proposition 5302.2 vise à faire connaître les quotes-parts territoriales de transit exceptionnelles qui seront perçues par l'Administration de l'Egypte et à faire modifier le tableau ad hoc.</p> <p><u>La proposition a été adoptée sans discussion.</u></p>
Quotes-parts maritimes, art. IV	<p><i>Propositions 5304.1, 5304.2 et 5304.3</i></p> <p>Les propositions 5304.1, 5304.2 et 5304.3 visent à faire savoir que le Brésil, le Portugal et l'Allemagne, Rép. féd. d', respectivement, demandent de figurer parmi les Administrations qui sont autorisées à majorer de 50 % au maximum les quotes-parts maritimes prévues aux articles 48 et 49 de l'Arrangement.</p> <p><u>Les propositions ont été adoptées sans discussion.</u></p>

Quotes-parts
supplémentaires,
art. VI, § 6bis
(nouveau)

Propositions 5306.1/Rev 1 et 5306.2

La proposition 5306.1/Rev 1 vise à autoriser l'Administration du Portugal à percevoir les quotes-parts supplémentaires suivantes: la quote-part territoriale de transit portugaise, la quote-part portugaise correspondant à l'échelon de distance séparant le Portugal continental des îles Madère et Açores.

La proposition a été adoptée sans discussion.

La proposition 5306.2 vise à autoriser les Administrations de l'Egypte et du Soudan à percevoir une quote-part supplémentaire de 2 fr-or en sus des quotes-parts territoriales de transit prévues à l'article 47, § 1, pour tout colis en transit par le lac Nasser entre le Shallal (Egypte) et Wadi Halfa (Soudan).

La proposition a été adoptée sans discussion.

La séance est levée à 11 h 50.

Au nom de la Commission:

Le Président,
L. OLÁH

Le Secrétaire,
M. HARDING

Le Secrétaire adjoint,
N. SEBAKUNZI

L'Adjoint,
A. BRIX

Décision

Signalisation des colis contenant des marchandises à ne pas exposer aux contrôles à l'aide d'appareils radiographiques ou à la lumière

Le Congrès,

charge

le Conseil exécutif

- d'effectuer, en collaboration avec l'IATA, l'étude de la proposition 5505.1 relative au conditionnement des envois de marchandises à ne pas ouvrir sans précautions spéciales;
- de formuler éventuellement, à l'issue de ses travaux, des propositions compte tenu de ses nouvelles compétences.

(Proposition 5505.1, Commission 7, 5e séance.)

Sixième séance

Mardi 28 novembre 1989, 15 h 15

Présidence de M. L. OLÁH, Président

Procurations	L'Algérie, Kiribati, le Liechtenstein, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines, Vanuatu et le Yémen (Rép. dém. pop.) ont été représentés respectivement par l'Arabie saoudite, la Grande-Bretagne, la Suisse, la Barbade, Saint-Christophe-et-Nevis, la Papouasie – Nouvelle-Guinée et le Yémen (Rép. arabe).
Quorum	Le Président a constaté que le quorum requis (68 pays) est atteint (94 pays présents) et que la Commission peut valablement délibérer.
Approbation des rapports de la Commission	Le rapport de la troisième séance qui fait l'objet du document Congrès/C 7 – Rapp 3 a été approuvé sans modification.
Protocole final	<i>Propositions 5301.4, 5301.5, 5301.6, 5301.7, 5301.8, 5301.9 et 5301.10</i>
Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles, art. I, § 2 (nouveau)	<p>Les propositions 5301.4, 5301.5, 5301.6, 5301.7, 5301.8, 5301.9 et 5301.10 visent à faire savoir que le Pakistan, le Brésil, la Grèce, le Sri Lanka, la Bulgarie (Rép. pop.), la Tchécoslovaquie et la Somalie respectivement se réservent le droit de fixer leurs quotes-parts territoriales d'arrivée à un niveau dépassant de plus de 30 % leurs quotes-parts de départ.</p> <p><u>Les propositions ont été approuvées.</u></p>
Quotes-parts territoriales de transit exceptionnelles, art. II (tableau)	<p><i>Proposition 5302.3</i></p> <p>La proposition 5302.3 vise à autoriser la France à appliquer tout ou partie des quotes-parts territoriales de transit exceptionnelles proposées et à modifier en conséquence le tableau, au numéro d'ordre 28, de l'article II.</p> <p><u>La proposition a été approuvée.</u></p>

Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles, art. I

Une délégation signale que la proposition 5301.1 déjà acceptée doit être considérée comme sans objet, car toute Administration peut majorer à son gré ses quotes-parts d'arrivée jusqu'à concurrence de leurs prix de revient. La Commission s'est ralliée à cette suggestion.

La proposition 5301.1 est ainsi considérée comme sans objet.

Il a été signalé également à l'auteur de la proposition 5301.2, qui avait été approuvée lors de la cinquième séance de la Commission, que sa proposition, qui vise à permettre au Chili, par dérogation à l'article 46, d'appliquer des quotes-parts territoriales d'arrivée à un niveau supérieur à ses quotes-parts de départ, était sans objet, vu la modification portée à l'article 46, paragraphe 1, selon laquelle les quotes-parts d'arrivée peuvent dépasser celles de départ de 30%.

Quotes-parts maritimes, art. IV

Propositions 5304.4, 5304.5, 5304.6 et 5304.7

Les propositions 5304.4, 5304.5, 5304.6 et 5304.7 visent à faire savoir que la France, la Grèce, la Finlande et l'Espagne respectivement demandent à figurer parmi les Administrations qui sont autorisées à majorer de 50% au maximum les quotes-parts maritimes prévues aux articles 48 et 49 de l'Arrangement.

Les propositions ont été approuvées.

Quotes-parts supplémentaires, art. VI, § 6bis (nouveau)

Propositions 5306.1/Rev 2, 5306.3 et 5306.4

La proposition 5306.1/Rev 2, qui a remplacé la proposition 5306.1/Rev 1 déjà approuvée à la séance du 27 novembre 1989, vise à autoriser l'Administration du Portugal à percevoir des quotes-parts supplémentaires pour les colis «voie de surface» et les colis-avion en transit au Portugal à destination des régions autonomes de Madère et des Açores.

La proposition 5306.1/Rev 2 est adoptée.

La proposition 5306.3 vise à autoriser la France à percevoir des quotes-parts supplémentaires pour le réacheminement des colis à destination des collectivités de Mayotte et Saint-Pierre et Miquelon.

La proposition 5306.3 est adoptée.

La proposition 5306.4 vise à autoriser l'Administration de l'Espagne à percevoir les quotes-parts supplémentaires pour les colis de surface et avion en transit en Espagne à destination des provinces insulaires de Grand Canarie et Ténérife.

La proposition est adoptée.

Tarifs spéciaux,
art. VII, § 2bis
(nouveau)

Proposition 5307.2

La proposition 5307.2 vise à autoriser la France à appliquer aux colis-avion des quotes-parts d'arrivée plus élevées que celles des colis de surface et à insérer ainsi son nom dans le texte du paragraphe 1 de l'article VII.

La proposition 5307.2 est adoptée.

Retrait,
modification
ou correction
d'adresse

Proposition 5310.1

La proposition 5310.1 vise à autoriser, par dérogation à l'article 37, le Costa-Rica à ne pas renvoyer les colis postaux après que le destinataire en a demandé le dédouanement étant donné que sa législation douanière s'y oppose.

La proposition 5310.1 est adoptée.

Dédommagement,
art. XIII, § 3

Proposition 5313.1

La proposition 5313.1 vise à autoriser l'Administration postale du Brésil à ne pas appliquer l'article 39 en ce qui concerne la responsabilité en cas d'avarie, y compris les cas visés aux articles 40 et 42 et à modifier en conséquence l'article XIII, paragraphe 3.

La proposition est adoptée.

Règlement
d'exécution

Propositions 5508.2/Rev 1, 5508.4, 5508.3/Rev 2, 5911.3/Rev 2, 5920.3/Rev 2 et 5508.1/Rev 1

Colis avec valeur
déclarée,
art. 108, lettres a),
b), c), d) et dbis),
art. 108, § 2
(nouveau)

La proposition 5508.2/Rev 1 vise à permettre aux usagers d'utiliser des rubans adhésifs pour sceller les colis, à recommander l'apposition de l'empreinte du timbre à date à la fois sur le bord de l'étiquette et sur l'emballage et à autoriser les Administrations à corriger la valeur déclarée initiale. Certaines délégations se sont opposées à la proposition, en raison de la complexité d'application qu'entraîneraient les mesures suggérées.

Mise au vote, la proposition est rejetée par 46 voix contre, 31 pour et 13 abstentions.

La proposition 5508.4 vise à admettre que les étiquettes adresses soient collées sur l'emballage des colis de n'importe quelle valeur déclarée et sans restriction concernant leurs dimensions en vue de répondre aux vœux de nombreuses entreprises et d'accroître la compétitivité du service des colis postaux.

La proposition 5508.4 est adoptée à l'unanimité.

La proposition 5508.3/Rev 2 a pour but de donner aux Administrations la possibilité de s'entendre entre elles pour que la valeur déclarée ne figure pas sur l'envoi en vue de réduire les risques de malversation. Malgré le rejet de la

proposition analogue 2533.1/Rev 1 par la Commission 4, certaines délégations ont appuyé la proposition en invoquant des raisons de sécurité et de compétitivité. En revanche, d'autres délégations ont signalé que cette suppression n'augmentera pas la sécurité, que les risques de malversation sont minimes et que le maintien de la mention entraîne plutôt un traitement attentionné des colis par les agents.

Mise au vote, la proposition est rejetée par 42 voix contre, 41 voix pour et 14 abstentions. Par voie de conséquence, les propositions 5911.3/Rev 2 et 5920.3/Rev 2 sont également rejetées, la proposition 5902.2/Rev 2 ayant été retirée par son auteur.

La proposition 5508.1/Rev 1 a pour objectif de permettre aux Administrations postales d'assouplir les règles de conditionnement des colis avec valeur déclarée en fixant un montant maximal jusqu'à concurrence duquel elles peuvent renoncer à appliquer les règles prévues par l'article 108, lettres a) et b).

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Etablissement des
comptes,
art. 150, §§ 1, 4, 5,
6, 7 et 9

Propositions 5550.4, 5917.1, 5918.1, 5552.1, 5550.5, 5550.6, 5552.2, 5550.1, 5550.3 et 5550.2/Rev 1

Le but de la proposition 5550.4 est d'améliorer le mode d'établissement des comptes sur la base de la formule CP 16 et de réduire la période de règlement à une durée commercialement acceptable en supprimant notamment le recours aux formules CP 17 et CP 18. Certaines délégations se sont opposées à la proposition en indiquant que les dispositions proposées créeraient du travail supplémentaire et que le système actuel a fait ses preuves et qu'aucun préjudice n'a été signalé jusqu'à présent par aucune Administration.

Mise au vote, la proposition 5550.4 est rejetée par 46 voix contre, 36 pour et 12 abstentions. En conséquence, les propositions 5552.1, 5917.1, 5918.1, qui en découlent, ont été également rejetées.

Les propositions 5550.5, 5550.6, 5552.2, 5550.1, 5550.3 et 5550.2/Rev 1 ont pour but de faciliter l'établissement et le règlement des comptes ainsi que d'uniformiser les règles à suivre en cas de litige. Il a été signalé que ces propositions étaient liées à certaines propositions qui devraient être discutées au sein de la Commission 5. La Commission a considéré qu'en principe une étude approfondie devrait être effectuée sur le système de comptabilité. Une délégation a signalé qu'une proposition qui devait être considérée au sein de la Commission 5 visait une étude à mener par le CE sur les dispositions actuelles régissant l'établissement et le règlement des comptes et que les propositions en question pourraient être comprises dans le cadre de cette étude, ce que la Commission a approuvé. En outre, une délégation a donné à entendre que toutes les propositions visant à amender l'article 150 méritaient d'être examinées par le CE, y compris celles qui venaient d'être rejetées par la Commission. Ainsi la Commission a-t-elle décidé que les questions soulevées par toutes les propositions relatives à l'établissement et au règlement des comptes afférents aux colis postaux devraient faire partie de l'étude en question (annexe 1).

Lors des débats sur cette question, une délégation a proposé que l'Arrangement concernant les colis postaux issu de ce Congrès devrait être, dans la mesure du possible, un texte de référence indépendant par rapport à la Convention. Ce texte indépendant servirait en particulier aux Administrations ayant un service des colis postaux autonome. La Commission s'est ralliée à cette opinion (annexe 2).

Règlement des
comptes,
art. 152, § 2

Proposition 5552.3

La proposition 5552.3 a pour but d'uniformiser le délai de paiement du solde par l'Administration débitrice entre la Convention et l'Arrangement concernant les colis postaux. L'auteur de cette proposition était d'avis que cette proposition devrait également faire partie de l'étude visée ci-dessus.

Allocution du
Président de la
Commission

L'ordre du jour étant épuisé, le Président a observé que le grand nombre des propositions traitées par la Commission a reflété les problèmes et les préoccupations actuelles des Administrations postales et que leur adoption permettra de moderniser le service international des colis postaux. En signalant la grande souplesse dont le service des colis postaux est maintenant doté par rapport aux années passées, il a cité les nombreuses rubriques sous lesquelles la Commission avait travaillé. Il est maintenant évident que les Administrations postales sont en mesure d'offrir une meilleure qualité de service, tout en réduisant les effets de la concurrence des entreprises privées. En terminant son discours, il a exprimé ses remerciements aux délégations pour leur compréhension et collaboration précieuses, ainsi qu'au Secrétariat du Bureau international, au Secrétariat américain et aux interprètes pour leur dévouement et compétence.

Approbation
des rapports

Conformément à l'article 23, paragraphe 5, du Règlement intérieur des Congrès, les rapports des 4e, 5e et 6e séances seront approuvés par le Président au nom de la Commission.

La séance est levée à 18 h 15.

Au nom de la Commission:

Le Président,
L. OLÁH

Le Secrétaire,
M. HARDING

Le Secrétaire adjoint,
N. SEBAKUNZI

L'Adjoint,
A. BRIX

Décision

Etablissement et règlement des comptes des colis postaux

Le Congrès,

se basant

sur la résolution 000 (proposition 3500.1) concernant l'établissement et le règlement des comptes,

charge

le Conseil exécutif d'inclure, dans le cadre de l'étude qu'il effectuera concernant l'établissement et le règlement des comptes, les questions concernant l'établissement et le règlement des comptes des colis postaux, et de tenir compte notamment des propositions 5550.1, 5550.2/Rev 1, 5550.3, 5550.4, 5550.5, 5550.6, 5552.1, 5552.2 et 5552.3 soumises au Congrès de Washington dans le but de moderniser les dispositions actuelles de la comptabilité des colis postaux.

(Propositions 5550.1, 5550.2/Rev 1, 5550.3, 5550.4, 5550.5, 5550.6, 5552.1, 5552.2 et 5552.3, Commission 7, 6e séance)

Décision adoptée par la Commission 7

Décision

**Revision de l'Arrangement concernant les colis postaux issu du Congrès de Washington –
Références à la Convention**

Le Congrès,

vu

le fait qu'un certain nombre d'Administrations postales assurent, ou visent à assurer, un service de colis postaux autonome par rapport aux autres activités postales,

estimant

qu'une réglementation indépendante en matière de colis postaux, et notamment la reproduction à l'Arrangement concernant les colis postaux et à son Règlement d'exécution des textes de la Convention servant actuellement de référence contribuera à simplifier et à améliorer l'efficacité du travail des services des colis postaux,

considérant

en outre qu'un tel arrangement indépendant évitera également le temps perdu à rechercher des références ailleurs, avec les complications que cela suppose, et simplifiera les opérations de formation des fonctionnaires en matière de colis postaux,

charge

le Conseil exécutif de tenir compte, dans l'examen de toute proposition visant des modifications à apporter à l'Arrangement des colis postaux ou à son Règlement d'exécution, de l'intérêt qu'il y aurait de se dispenser dans la mesure du possible de toute référence à la Convention reproduisant les textes correspondants,

charge

le Bureau international, lors de l'annotation de l'Arrangement des colis postaux et de son Règlement d'exécution issus du Congrès de Washington, de reproduire les textes de la Convention servant habituellement de référence, de manière à contribuer à rendre l'Arrangement des colis postaux et son Règlement d'exécution aussi autonomes que possible.

(Commission 7, 6e séance)

Rapports de la Commission 8

Première séance

Mercredi 15 novembre 1989, 15 h 20

Présidence de M. H. KNAUTHE, Président

Ouverture de la séance	Le Président ouvre cette première séance en souhaitant une cordiale bienvenue à tous les membres de la Commission 8. Il se déclare très conscient de l'honneur fait à son pays et à lui-même en l'appelant à la présidence, tout en formulant le vœu que les travaux se déroulent dans un parfait état de compréhension mutuelle. Puis il invite les Vice-Présidents de la Commission, à savoir le Chili, le Gabon et l'Indonésie, à prendre place à la tribune et se dit heureux de pouvoir compter sur leur aide et leur coopération.
Désignation du Secrétariat	M. E.M. Gharbi, Sous-Directeur général, assume les fonctions de coordonnateur et MM. K.K. Samawi, Conseiller, A. Navarro, Conseiller adjoint, et S. Kossignon, Premier Secrétaire au Bureau international, assument respectivement celles de Secrétaire, Secrétaire adjoint et Adjoint de la Commission.
Procurations et quorum	Après avoir informé la Commission que les Emirats arabes unis sont représentés par la délégation du Qatar, le Président, constatant que le quorum est atteint, déclare que la Commission peut valablement délibérer.
Approbation de l'ordre du jour	L'ordre du jour (Congrès – Doc 14) est approuvé après que le Président eut informé les délégations du changement qui pourrait intervenir aux points 5.1, 6.1 et 7.1 dans l'ordre de l'examen des propositions relatives aux Arrangements révisés.
Liste des Pays-membres de la Commission	<u>La Commission prend note de la liste des Pays-membres de la Commission 8 (Congrès – Doc 26).</u>

Mise à jour du
Protocole final

La Commission, constatant qu'aucune modification n'est intervenue dans le Protocole final des Arrangements concernant les services financiers postaux, prend acte du Congrès – Doc 77.

Revision des
Arrangements
concernant les
services
financiers
postaux

Congrès – Doc 62

Le Président de la Commission 8 présente le Congrès – Doc 62. Il s'agit d'un rapport général qui résume les résultats des travaux réalisés par le Groupe de travail¹ du Conseil exécutif, selon la résolution C 10, complétée par la résolution C 81 et la décision C 28 du Congrès de Hambourg 1984 chargeant le CE d'une revision approfondie des Arrangements dont l'utilité serait établie, en vue de les actualiser, de les assouplir, de les alléger et de présenter au présent Congrès de Washington les propositions de modification qui s'imposent. Avant de mettre en discussion ce rapport, le Président invite M. Jean-Marie Berset, Chef de la section des services financiers internationaux à la Direction générale des PTT de Suisse, rapporteur du GT, à faire un bref exposé de son travail.

Après cet exposé, la Commission prend acte du rapport du CE (Congrès – Doc 62).

Résolution
proposition 05

Cette proposition est la conséquence de l'étude sur la revision des Arrangements concernant les services financiers postaux et abonnements aux journaux et écrits périodiques. Elle vise à:

- supprimer dans l'Arrangement concernant les mandats de poste les dispositions concernant les bons postaux de voyage;
- supprimer dans l'Arrangement concernant le service des chèques postaux les dispositions sur les «Chèques postaux de voyage» et celles concernant le «Règlement par virement des valeurs domiciliées dans les bureaux de chèques postaux»;
- supprimer l'Arrangement concernant les recouvrements, l'Arrangement concernant le service international de l'épargne et l'Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques;
- laisser toutefois aux Administrations la possibilité de maintenir ou de réintroduire ultérieurement entre elles tout ou partie des dispositions régissant les services précités;
- charger le Bureau international de diffuser, par voie de circulaire, lorsque le besoin s'en fait sentir et à la demande des pays intéressés, la liste des pays participant à ces services, ainsi que certains renseignements de portée générale.

Le Président propose de compléter le titre pour cette proposition afin de mieux refléter les objectifs visés et l'examen de celle-ci point par point.

La proposition 05 est adoptée sans objection avec la modification du titre qui s'intitule dorénavant comme suit: Arrangements des services financiers postaux et abonnements aux journaux et écrits périodiques supprimés. Possibilité de leur maintien ou de leur réintroduction.

¹ Ce Groupe de travail est composé des pays suivants: Algérie, Bénin, France, Hongrie (Rép.), Sénégal et Suisse (rapporteur).

Proposition
d'ordre général
6000.1
concernant la
refonte de
l'Arrangement des
mandats de poste

Proposition 6000.1

La Suisse, sollicitée pour commenter cette proposition, signale les modifications plus significatives, à savoir:

- la réduction du nombre des articles de l'Arrangement de 52 à 13 et celui des articles du Règlement d'exécution de 61 à 53;
- une nouvelle définition des catégories de mandats de poste;
- la liberté de convenir bilatéralement du montant maximal du mandat ordinaire;
- la réintroduction de l'indication du montant en toutes lettres sur les télégrammes-mandats;
- le relèvement de 45 francs (14,70 DTS) à 70 francs (22,86 DTS) du montant de la taxe principale à percevoir à l'émission d'un mandat ordinaire.

Le Président fait en outre savoir que les articles de l'Arrangement seront présentés séparément de ceux du Règlement d'exécution pour permettre la procédure normale de signature et de ratification ou approbation, tandis que la présentation envisagée pour le Code annoté, c'est-à-dire le 4e fascicule des Actes de l'Union postale universelle, elle sera identique à celle figurant dans la proposition d'ordre général 6000.1. Il en sera de même pour les Arrangements concernant le service des chèques postaux et les envois contre remboursement exposés respectivement dans les propositions 7000.1 et 8000.1. Puis le Président soumet à l'assemblée l'examen de la proposition 6000.1 du CE, article par article, en prenant toutefois en considération les propositions présentées par les Administrations postales qui constituent, en principe, des amendements à la proposition d'ordre général du CE.

Article 1

Propositions 6001.1 et 6001.2

La proposition 6001.1 suggère qu'il soit stipulé dans l'Arrangement que les organismes non postaux puissent participer à l'échange des mandats de poste afin de rendre ce service plus accessible au public. L'amendement 6001.2 présenté par l'Italie suggère, quant à lui, que les organismes non postaux puissent participer à ce service, mais par l'intermédiaire d'une Administration postale.

Le Japon, auteur de la proposition principale, fait savoir que la suggestion contenue dans l'amendement figure déjà dans le texte du paragraphe 2. L'introduction du membre de phrase «par l'intermédiaire de l'Administration postale» constituerait une répétition.

L'Italie fait valoir que, par ce rajout, le texte offre une garantie pour l'Administration postale, d'une part, et, d'autre part, empêche ces organismes non postaux de prendre à son insu des contacts directs avec les Administrations étrangères. Cette intervention est appuyée par deux délégations. Après quoi, la proposition 6001.2 (amendement) est adoptée. La proposition 6001.1 devient ainsi sans objet.

L'article 1 proposé par le CE est adopté avec l'amendement 6001.2.

Article 2

Propositions 6002.1 et 6002.2

La proposition 6002.1 vise à rendre possibles des versements non seulement sur les comptes courants postaux, mais aussi sur tout autre type de compte, y compris les compte d'épargne et autres gérés par la poste, tandis que la seconde proposition 6002.2 propose la mise en place de nouveaux types de services autres que ceux prévus dans l'Arrangement des mandats à l'instar d'une disposition qui figure dans le projet final d'Arrangement concernant le service des chèques postaux.

L'Autriche s'oppose à la première proposition du Japon qui donne la possibilité d'émettre des mandats de versement en faveur de comptes courants ou comptes d'épargne tenus par des organismes non postaux. Elle est appuyée dans son intervention par la Suisse. Mise aux voix, la proposition 6002.1 est rejetée par 26 voix contre, 6 pour et 10 abstentions.

La proposition 6002.2, quant à elle, est approuvée sans objection.

L'article 2 proposé par le CE, amendé par la proposition 6002.2, est adopté.

Article 3

L'article 3 proposé par le CE est adopté sans modification.

Article 4

Propositions 6004.2, 6004.1 et 6004.3

La proposition 6004.2 du Japon a pour but de faire mention dans l'Arrangement concernant les mandats de poste de la taxe des télécommunications des mandats télégraphiques.

Une délégation fait remarquer que les taxes auxquelles il est fait allusion sont des taxes concernant le service des télécommunications. En conséquence, elles ne doivent pas figurer dans l'Arrangement concernant le service postal. Une autre délégation signale que cette disposition figure déjà au paragraphe 1 de l'article 4. Le Japon rappelle que cette disposition énoncée au paragraphe 1 a une portée générale alors que sa proposition suggère une disposition spéciale.

Au vote, la proposition 6004.2 est rejetée par 27 voix contre, 12 pour et 5 abstentions.

La proposition 6004.1 vise à instituer une taxe lors de l'inscription au crédit des mandats venant de l'étranger, ceci pour compenser les coûts élevés de modernisation supportés par les offices des chèques postaux.

L'Italie, appuyée par certains pays, estime qu'il n'est pas convenable de prélever une taxe sur une somme à destination d'un bénéficiaire et propose l'amendement suivant: «au crédit d'un compte d'un organisme financier».

Plusieurs délégations interviennent en faveur de l'amendement proposé. D'autres délégations se rallient à la proposition autrichienne, estimant que la taxe suggérée serait facultative. D'autres pays se prononcent contre la proposition de l'Autriche, estimant que l'institution d'une telle taxe ne favorise pas le service des chèques postaux face à la concurrence.

Mise aux voix, la proposition 6004.1 est adoptée par 24 voix pour, 16 contre et 4 abstentions.

La proposition 6004.3 est approuvée sans objection.

Une délégation a proposé que la taxe complémentaire d'exprès soit intégrée dans le paragraphe 5 de l'article 4 de l'Arrangement.

Cette modification est acceptée.

L'article 4 proposé par le CE ainsi amendé est adopté.

Article 5

Proposition 6005.1

Cette proposition 6005.1 a pour but de donner la possibilité d'échanger les mandats dits «télégraphiques» par un moyen de télécommunications autre que le télégraphe.

La proposition 6005.1 est adoptée sans opposition.

L'article 5, amendé par la proposition 6005.1, est adopté.

Article 6

Proposition 6006.1

La proposition 6006.1 vise à préciser les catégories de mandats susceptibles de recevoir un «visa pour date».

La Suisse et la Hongrie (Rép.) ne voient pas la nécessité d'une telle précision et se prononcent pour le statu quo.

La proposition 6006.1 est retirée par son auteur.

L'article 6 proposé par le CE est approuvé sans modification.

Articles 7 et 8

Les articles 7 et 8 proposés par le CE sont également approuvés sans modification.

Article 9

Propositions 6009.2 et 6009.1

Cette proposition 6009.2 vise à supprimer une contradiction entre le paragraphe 6.1 et la lettre b) du paragraphe 6.2.

La proposition 6009.2 est approuvée sans objection.

La proposition 6009.1 a pour but d'actualiser la réglementation actuelle en matière de taux d'intérêt en ce qui concerne les créances impayées. Ce taux, qui était initialement fixé à 6 % par an à compter du jour d'expiration du délai de quatre mois, devra suivre désormais les taux d'intérêt appliqués sur le marché monétaire du pays créancier. Cette proposition pose un problème du fait que, si un pays est débiteur envers plusieurs Administrations, il devra s'efforcer de connaître les différents taux pratiqués sur le marché de ses créanciers, d'une part, et, d'autre part, ces taux varieront d'un pays à un autre, alors que le statu quo prévoit un taux d'intérêt uniforme de l'ordre de 6 % l'an.

Devant une telle situation, plusieurs délégations ont préféré le statu quo.

Mise aux voix, la proposition 6009.1 est rejetée par 21 voix contre, 20 pour et 6 abstentions.

L'article 9 proposé par le CE, amendé par la proposition 6009.2, est adopté.

La séance est levée à 18 h 10.

Au nom de la Commission:

Le Président,
H. KNAUTHE

Le Secrétaire,
K.K. SAMAWI

Le Secrétaire adjoint,
A. NAVARRO

L'Adjoint,
S. KOSSIGNON

Deuxième séance

Lundi 20 novembre 1989, 15 h 15

Présidence de M. H. KNAUTHE, Président

Communication	Le Président signale la présence à cette séance du représentant de l'UIT, M. Glur, et lui souhaite la bienvenue.
Procuration et quorum	La Commission est informée que Qatar est représenté par la délégation des Emirats arabes unis. Le quorum étant atteint, le Président déclare que la Commission peut valablement délibérer.
Approbation d'un rapport	Le projet de rapport de la première séance de la Commission est adopté avec une modification suggérée par le Luxembourg et qui consiste à ajouter, au paragraphe 5 de l'article 4 de l'Arrangement des mandats de poste, le point suivant: «e) la taxe complémentaire d'express».
Formule MP 16bis	<p><i>Propositions 6916.91 et 65 0201.1</i></p> <p>La proposition 6916.91 vise la création d'une nouvelle formule MP 16bis pour donner aux Administrations qui le jugent nécessaire la faculté de pouvoir émettre des mandats de versement internationaux à l'instar des formules MP 1bis et MP 12bis. Les mandats émis à l'aide de cette formule se prêtent aisément à la lecture optique et au traitement informatisé.</p> <p><u>La proposition 6916.91 est adoptée sans objection.</u></p>
Article RE 201.1	<p><u>La proposition de conséquence 65 0201.1 est à son tour adoptée sans opposition.</u></p> <p><u>L'article RE 201 du CE amendé par la proposition 6916.91 est adopté.</u></p>
Article RE 202	<p><u>La proposition 65 0202.1 qui est également une proposition de conséquence (6916.91) est adoptée sans discussion.</u></p>

Proposition 65 0202.2

Cette proposition vise à donner aux Administrations la possibilité d'utiliser des formules de mandats de poste autres que celles prévues par l'Arrangement.

La France appuyée par la Suisse s'oppose à cette proposition du Japon arguant que les formules utilisées pour l'exécution du service des mandats sont le résultat de travaux de normalisation réalisés dans le cadre de l'UPU. Cette harmonisation a permis d'offrir un service international de qualité. Elle satisfait aujourd'hui un nouveau besoin de notre clientèle appelée à se déplacer fréquemment à l'étranger et qui doit trouver partout dans le monde des formules de transfert de fonds qui lui soient familières.

Par contre, l'utilisation de formules nouvelles, de différentes sortes, si elle était généralisée pourrait conduire à des confusions au niveau des bureaux de poste, ce qui serait préjudiciable à la qualité du service.

Mise au vote, la proposition 65 0202.2 est rejetée par une forte majorité.

L'article RE 202 du CE amendé par la proposition 65 0202.1 est adopté.

Article 301

L'article RE 301 du CE est adopté sans modification.

Article RE 302

La proposition 65 0302.1 est retirée par son auteur du fait du rejet de la proposition principale 6002.1.

Article RE 303

Propositions 65 0303.2 et 65 0303.1

La proposition 65 0303.2 suggère de préciser la forme dans laquelle le nom de l'unité monétaire doit être indiqué, en ajoutant au texte actuel de l'article 303 du Règlement d'exécution les mots «également en toutes lettres».

Une délégation fait remarquer que si l'adjonction du mot «également» est nécessaire et souhaitable, tel n'est pas le cas des répétitions du montant chiffre par chiffre. Une autre délégation fait savoir, quant à la question de la répétition chiffre par chiffre, que cette pratique est à présent utilisée pour les mandats ordinaires. Par contre, pour les mandats télégraphiques, cela reviendrait à pénaliser la clientèle qui aura à s'acquitter d'une taxe télégraphique plus élevée.

La proposition 65 0303.2 est adoptée après avis favorable d'une majorité de délégations.

La proposition 65 0303.1, quant à elle, suggère l'utilisation d'un moyen autre que le télégraphe pour transmettre les mandats ordinaires télégraphiques. Elle est adoptée sans opposition compte tenu de la proposition 6005.1 qui a précédemment été adoptée.

L'article RE 303 du CE amendé par les propositions 65 0303.1 et 65 0303.2 est adopté avec la suppression dans le paragraphe 1 de la mention de service «LT».

Proposition
d'ordre général
6000.2

Proposition 6000.2

Le Président présente ensuite la proposition 6000.2 qui vise la mise en application de la disposition de l'article RE 303, paragraphe 6, tendant à la réintroduction des sommes en toutes lettres dans les télégrammes des services financiers postaux (POSTFIN) le 1er juillet 1990. En effet, les Actes du CCITT sont entrés en vigueur depuis le 1er janvier 1989. Ceux de l'UPU entreront vraisemblablement en application le 1er juillet 1991. Pour permettre l'exécution du service, il est proposé au Congrès de décider de la mise en application anticipée de la disposition sus-indiquée. Ce délai de six mois après la clôture du Congrès permet donc aux Administrations d'adapter leurs formulaires et d'informer leur clientèle de ces changements.

Le représentant de l'UIT, M. Glur, complète les arguments développés par le Président de la Commission en invoquant les raisons qui ont motivé le CCITT à porter ces modifications. Après quoi, la Commission adopte la proposition 6000.2 avec le texte modifié comme suit: «Le Congrès décide de mettre en application la disposition de l'article RE 303, paragraphe 6, qui vise la transmission des sommes en chiffres puis en toutes lettres dans les télégrammes des services financiers postaux (POSTFIN), le 1er juillet 1990.»

Article RE 304

La proposition 65 0304.1, conséquence de la proposition 65 0303.1, est adoptée sans opposition.

L'article RE 304 du CE est également approuvé avec la suppression dans le paragraphe 1 de la mention de service «LT».

Article RE 305

Proposition 65 0305.1

La proposition 65 0305.1 vise à supprimer dans sa totalité l'article RE 305. D'après l'Allemagne, Rép. féd. d', auteur de la proposition, les télégrammes-mandats relatifs aux mandats ordinaires télégraphiques sont en général transmis dans ce qu'on appelle «le réseau Gentex». Les personnes extérieures à ce réseau, par exemple les abonnés télex, n'ont pas accès à celui-ci. L'envoi ultérieur de l'avis d'émission n'a pour cette raison presque aucun effet sur la sécurité.

L'exposé des motifs ne donne lieu à aucune intervention; la proposition 65 0305.1 est adoptée sans opposition.

L'article RE 305 du CE sera donc supprimé dans l'Arrangement des mandats de poste.

Article RE 306

L'article RE 306 du CE est adopté sans modification.

Article RE 307

Proposition 65 0307.1

La proposition 65 0307.1 de la Suisse stipule que la législation en vigueur qui prescrit l'utilisation d'une «abréviation usuelle» se révèle trop imprécise pour garantir un minimum d'uniformité et de clarté dans l'indication abrégée de l'unité monétaire sur les mandats de poste. Elle varie souvent en fonction de la langue utilisée et prête à confusion lorsqu'il s'agit de déterminer des monnaies différentes portant le même nom (par exemple franc, couronne, livre, dinar, etc.).

Par ailleurs, certaines Administrations utilisent d'ores et déjà l'abréviation alphabétique ISO dans leurs relations financières internationales. C'est pourquoi, il paraît dès lors nécessaire de réglementer plus précisément l'usage des abréviations d'unités monétaires sur les titres de l'espèce par l'adoption de la norme ISO 4217.

La proposition 65 0307.1 est adoptée sans objection.

L'article RE 307 du CE amendé par la proposition 65 0307.1 est adopté.

Articles RE 308,
309, 310, 311, 312,
313 et 314

Sont également adoptés, sans modification, les articles RE 308, 309, 310, 311, 312, 313 et 314 du CE.

Article RE 315

Proposition 65 0315.1

La proposition 65 0315.1 vise à permettre à une Administration qui a informatisé ses opérations de dépôt des mandats de limiter au strict minimum la possibilité offerte à sa clientèle d'apporter des communications sur les titres de l'espèce. La Suisse, auteur de cette proposition, suggère l'octroi d'un espace équivalant à 80 caractères pour couvrir les besoins du public en la matière. Deux Administrations font valoir que la limitation d'un espace à 80 caractères n'est pas la règle dans toutes les Administrations qui laissent à leur clientèle un espace en dessous de ce seuil. Une autre délégation propose un amendement par le complément du mot: 80 caractères «ou moins». La Suisse accepte l'amendement proposé par le Japon.

La proposition 65 0315.1 ainsi amendée est adoptée.

L'article RE 315 du Conseil exécutif, amendé par la proposition 65 0315.1, est adopté.

Articles RE 316 et
317

Sont ensuite adoptés sans modification les articles RE 316 et 317 du Conseil exécutif.

- Article RE 401 La proposition 65 0401.1, qui est une conséquence de la proposition 6916.1, est approuvée sans opposition.
- L'article RE 401 du Conseil exécutif, amendé par la proposition 65 0401.1, est adopté.
- Article RE 402 *Proposition 65 0402.1*
- La proposition 65 0402.1, qui est une conséquence de la proposition 6004.2 déjà rejetée, est retirée par son auteur.
- L'article RE 402 du Conseil exécutif est adopté sans modification.
- Articles RE 501,
502, 503, 601, 602
et 603 Les articles RE 501, 502, 503, 601, 602 et 603 du Conseil exécutif sont approuvés sans modification.
- Article RE 604 *Proposition 65 0604.1*
- La suppression de l'avis d'émission (proposition 65 0305.1) entraîne au paragraphe 1 de l'article RE 604 également la suppression de la demi-phrase figurant jusqu'à présent «et sans attendre l'avis d'émission». En outre, les dispositions figurant au paragraphe 5 du même article demeurent inutiles pour la même raison.
- La proposition 65 0604.1 est adoptée.
- L'article RE 604 du Conseil exécutif, amendé par la proposition 65 0604.1, est adopté.
- Articles RE 605,
606 et 607 Les articles RE 605, 606 et 607 du Conseil exécutif sont adoptés sans modification.
- Article RE 608 *Propositions 65 0608.1 et 65 0608.2*
- Cette proposition de la Suisse suggère l'indication d'un délai de garde maximal de *vingt jours* au-delà duquel les mandats télégraphiques impayés ou non réclamés doivent être renvoyés au bureau d'émission pour permettre le remboursement des titres de l'espèce à l'expéditeur.
- La proposition 65 0608.2 est la conséquence de la proposition 65 0305.1 stipulant que les mandats télégraphiques impayés ou non réclamés soient renvoyés au bureau d'émission sans attendre l'arrivée des avis d'émission y relatifs (formules MP 3; MP 14 modifiée).

Lors de l'examen de la proposition suisse, certaines délégations se rangent du côté de Madagascar pour s'opposer à l'adoption de cette proposition, estimant que le délai de vingt jours proposé semble trop court. Les délégations favorables à la position de la Suisse font valoir que le but d'un mandat télégraphique est la rapidité dans la transmission et dans la remise. Une délégation propose un amendement en suggérant que le délai de vingt jours ne figure qu'au paragraphe 2 et non dans le paragraphe 7. Cet amendement est refusé par la Suisse. Le Président suggère une proposition de compromis par un allongement du délai de vingt jours à *trente jours*. Madagascar accepte le compromis tandis que le Japon signale un délai de trois mois admis dans son Administration. Il est décidé de mettre aux voix la proposition 65 0608.1 telle qu'elle est suggérée par le Président. Le résultat du vote donne 37 voix pour, 7 contre et 10 abstentions.

La proposition 65 0608.1 ainsi amendée est adoptée. Quant à la proposition 65 0608.2, conséquence de la proposition 65 0305.1, elle est adoptée sans opposition.

L'article RE 608 ainsi amendé du Conseil exécutif est adopté.

Article RE 609

Proposition 65 0609.1

La proposition 65 0609.1 vise à limiter à cinq mois le délai de non-réponse d'une Administration de paiement d'un mandat pour le désintéressement du réclamant en vue d'être en conformité avec l'article 58, paragraphe 4, de la Convention.

Le Président fait savoir qu'une proposition soumise au Congrès propose de ramener le délai de cinq mois à trois mois. La France ne voit pas d'objection quant au fond de sa proposition, mais souligne toutefois qu'un délai de trois mois sera trop court et causerait des problèmes pour certaines Administrations. Madagascar suggère l'adjonction d'un membre de phrase à cette proposition et qui se lit comme suit: «... de cinq mois à compter du jour de la réclamation».

La proposition 65 0609.1 amendée est adoptée.

L'article RE 609 du Conseil exécutif, amendé par la proposition 65 0609.1, est adopté.

Articles RE 610,
611 et 612

Les propositions 6010.1 et 6012.1 étant retirées par leurs auteurs, les articles RE 610, 611 et 612 du Conseil exécutif sont adoptés sans modification.

Article RE 613

Proposition 65 0613.1

Cette proposition, qui est la conséquence de la proposition 6916.91, est adoptée sans opposition.

L'article RE 613 ainsi amendé du Conseil exécutif est adopté.

Le Président, constatant qu'un nombre important de propositions reste à examiner, informe la Commission qu'il demandera au bureau du Congrès l'obtention d'une séance supplémentaire.

La séance est levée à 18 h 10.

Au nom de la Commission:

Le Président,
H. KNAUTHE

Le Secrétaire,
K.K. SAMAWI

Le Secrétaire adjoint,
A. NAVARRO

L'Adjoint,
S. KOSSIGNON

Troisième séance

Mercredi 22 novembre 1989, 15 heures

Présidence de M. H. KNAUTHE, Président

Communication	Le Président annonce l'assassinat du Président de la République libanaise et demande à l'assemblée d'observer une minute de silence en sa mémoire. La délégation du Liban lui exprime ses remerciements ainsi qu'à la Commission.
Quorum	Après avoir constaté que le quorum (62 pays présents) est largement dépassé, le Président déclare que la Commission peut délibérer valablement.
Examen des propositions relatives à l'Arrangement des mandats de poste (suite), art. RE 701 et 702	<u>Les articles RE 701 et 702 du CE sont adoptés sans modification.</u>
art. RE 703	<p><i>Proposition 65 0703.1</i></p> <p>Cette proposition est la conséquence de la proposition 65 0305.1 déjà adoptée et qui concernait la suppression de l'avis d'émission. Lors de la discussion, une délégation a suggéré le transfert de cette proposition à l'article RE 702 pour devenir le paragraphe 4bis. L'amendement proposé est accepté; <u>la proposition 65 0703.1 transférée comme paragraphe 4bis de l'article RE 702 est adoptée.</u></p> <p><u>L'article RE 703 du CE devient donc sans objet.</u></p>
art. RE 704, 801 et 1001	<u>Les articles RE 704, 801 et 1001 du CE sont approuvés sans opposition.</u>

art. RE 1101

Proposition 65 1101.1

Cette proposition vise à limiter la fin du deuxième mois qui suit celui auquel il se rapporte pour la transmission des comptes mensuels pour les mandats ordinaires.

La proposition 65 1101.1 est adoptée sans objection

L'article RE 1101 du CE amendé par la proposition 65 1101.1 est adopté.

art. RE 1102 et
1103

Les articles RE 1102 et 1103 du CE sont adoptés sans objection.

art. RE 1104

Proposition 65 1104.1

La proposition 65 1104.1, conséquence de la proposition 65 0305 déjà approuvée, est adoptée avec une précision dans le texte et qui s'énonce désormais comme suit: «2° les mandats télégraphiques et non les télégrammes /.../ sont joints au compte mensuel /.../».

L'article RE 1104 du CE amendé par la proposition 65 1104.1 est adopté.

art. 1105 et 1201

Les articles 1105 et 1201 du CE sont adoptés sans opposition.

art. 1202

Proposition 65 1102.1

Cette proposition vise à prévoir une limite inférieure à 30 000 francs (9800,72 DTS) en ce qui concerne les acomptes dus à titre d'avances par les mandats payés par les Administrations qui s'occupent exclusivement en qualité d'Administration de paiement.

Une délégation propose de ramener cette limite de 30 000 à 20 000 francs.

Ainsi amendée, la proposition 65 1202.1 est adoptée.

L'article RE 1202 du CE amendé par la proposition 65 1202.1 est adopté.

art. RE 1301 et
1303

Les articles RE 1301 et 1303 du CE sont adoptés sans modification.

art. RE 1302

Proposition 65 1302.1

Cette proposition 65 1302.1, qui est la conséquence de la proposition 6004.1 déjà adoptée (voir rapport 1/Rev 1), est approuvée.

Une délégation a proposé que la taxe complémentaire d'express soit intégrée dans le paragraphe 1, chiffre 8°, de l'article RE 1302.

Cette modification est acceptée

L'article RE 1302 du CE ainsi amendé est adopté.

Il est également signalé que suite à l'adoption de la proposition 65 0305.1 relative à la suppression de l'avis d'émission, le paragraphe 7 de l'article RE 608 devra être modifié en conséquence.

La proposition 6000.1 du CE dans son ensemble est adoptée moyennant les modifications proposées par les Administrations postales que la Commission a retenues.

Formule MP 3

Propositions 6903.1, 6914.1 et 6916.91

Cette proposition 6903.1 vise à la suppression de la formule MP 3 suite à l'adoption de la proposition 65 0305.1.

La proposition 6903.1 est adoptée et la formule MP 3 sera supprimée pour les mandats télégraphiques.

Formule MP 14

La proposition 6914.1, également adoptée, le dernier motif «L'avis d'émission (MP 3) n'est pas arrivé...» sera supprimé.

Formule MP 16bis

La proposition 6916.91 visant la création d'une nouvelle formule MP 16bis est adoptée (voir Congrès/C 8 – Rapp 2). Cette formule sera incorporée dans la liste des formules de la proposition 6900.1.

La proposition 6900.1 du CE est adoptée sans opposition.

Proposition
d'ordre général
7000.1
concernant la
refonte de
l'Arrangement du
service des
chèques postaux

Proposition 7000.1

La Suisse, sollicitée pour commenter cette proposition, signale les modifications les plus significatives, à savoir:

- le regroupement des dispositions par transaction;
- la création d'un paragraphe 5 sous l'article 2 pour donner aux Administrations postales la possibilité d'instaurer par la voie bilatérale ou multilatérale des prestations autres que celles qui sont énumérées dans cet article;
- la réduction du nombre d'articles de l'Arrangement de 58 à 17 et celui des articles du Règlement d'exécution de 61 à 57.

art. premier

Propositions 7001.1 et 7001.2

La proposition 7001.1 vise à permettre la participation des organismes non postaux par l'intermédiaire des services des chèques postaux à l'échange régi par les dispositions de l'Arrangement des chèques postaux.

Une proposition similaire avait déjà été adoptée pour les mandats de poste, en conséquence, la Commission approuve la proposition 7001.1.

La proposition 7001.2 a pour but de faire figurer dans l'Arrangement les dispositions des articles 101 et 102 du Règlement d'exécution.

Une délégation, appuyée par quatre autres estime qu'il est souhaitable que ces dispositions demeurent dans le Règlement d'exécution pour que le Conseil exécutif ait à apporter des modifications annuelles selon les nouvelles compétences que le Congrès lui donnera. Une autre délégation, par contre, propose le transfert de l'article 1bis à l'Arrangement et le maintien de l'article 1ter dans le Règlement d'exécution. En conclusion, le vote effectué a donné le résultat suivant: 7 voix pour, 28 contre et 14 abstentions. En conséquence, les articles 101 et 102 demeurent dans le Règlement d'exécution.

art. 2

Proposition 7002.1

Cette proposition vise à rendre possible des virements en faveur des comptes autres que des comptes courants postaux.

La proposition 7002.1 est adoptée sans opposition et l'article 2 du CE amendé par la proposition 7002.1 est adopté.

art. 3

Propositions 7003.3/Rev 1, 7003.1, 7003.2 et 7003.4

La proposition 7003.3/Rev 1 a pour but de donner à l'Administration de destination la faculté de déterminer la taxe à percevoir pour l'inscription d'un virement postal au crédit d'un compte courant postal. L'examen de cette proposition a donné lieu à un long débat comme ce fut le cas de la proposition 6004.1 (voir Congrès/C 8 – Rapp 1) qui prévoyait la même disposition. Des neuf délégations qui sont intervenues, cinq s'y sont opposées, relevant que cette disposition ne favorisait pas le service des chèques postaux face à la concurrence et lèse le bénéficiaire par le prélèvement d'une taxe sur le montant à verser à son compte. Les quatre partisans de cette proposition font valoir la nécessité de compenser les coûts occasionnés par cette opération.

Au vote, la proposition 7003.3/Rev 1 est adoptée par 21 voix pour, 18 contre et 10 abstentions.

Les propositions 7003.1 et 7003.2 suggèrent, lorsque les avis de virement ne comportent aucune communication particulière, qu'ils puissent être remplacés par une mention sur le relevé de compte permettant au bénéficiaire d'identifier le tireur.

Les propositions 7003.1 et 7003.2 sont adoptées sans opposition.

La proposition 7003.4 vise à supprimer du texte le mot «prévue» pour exprimer clairement que la taxe à la charge du tireur correspond à l'ensemble des frais occasionnés par la transmission au moyen des télécommunications.

Les intervenants ont exprimé leur désaccord pour la suppression du mot «prévue» arguant que la taxe à appliquer pour une telle opération dépend de l'attitude de chaque Administration; elle n'a pas un caractère obligatoire. Pour le Bureau international, les mots «taxe prévue» visent généralement des taxes préalablement fixées; préciser la suppression de la mention «Taxe prévue» signifierait plus de liberté donnée aux Administrations qui, à l'instar des banques, pourraient facturer le travail réellement effectué.

Le vote donne le résultat suivant: 16 voix contre, 15 pour et 20 abstentions.

La proposition 7003.4 est donc rejetée.

L'article 3 du CE amendé par les propositions 7003.3/Rev 1, 7003.1 et 7003.2 est adopté.

art. 4, 5 et 6

Les articles 4, 5 et 6 du CE sont adoptés sans modification.

art. 7

Proposition 7007.1

La disposition de la proposition 6004.2 relative aux mandats de poste qui devait s'appliquer à cette proposition a été rejetée par la Commission (voir Congrès/C 8 – Rapp 1/Rev 1), la proposition 7007.1 est retirée par son auteur.

L'article 7 du CE est adopté sans modification.

art. 8

L'article 8 du CE est également adopté sans modification.

art. 9

Proposition 7009.1 R

Cette proposition qui est une proposition d'ordre rédactionnel a été transmise à la Commission de rédaction après son adoption.

L'article 9 du CE amendé est adopté.

art. 10 et 11

Les articles 10 et 11 du CE sont approuvés sans modification.

art. 12 *Proposition 7012.1*

Cette proposition suggère que le montant maximal garanti imprimé au verso de chaque postchèque soit indiqué dans la monnaie convenue entre les pays contractants.

La proposition 7012.1 est adoptée sans objection.

L'article 12 du CE amendé par la proposition 7012.1 est adopté.

art. 13 L'article 13 du CE est adopté sans modification.

art. 14 *Proposition 7014.1*

Cette proposition permet de faire respecter de façon contraignante les délais de renvoi à destination des postchèques payés à l'étranger.

Deux délégations s'opposent à cette proposition, car elles la jugent trop contraignante dans la mesure où, à cause du petit nombre des postchèques falsifiés, tout le service risque d'en souffrir. Ce n'est pas l'avis de l'auteur, qui pense que cette disposition ne pose aucun problème pour l'administration de paiement.

Au vote, la proposition 7014.1 est adoptée par 24 voix pour, 12 contre et 14 abstentions.

art. 14 L'article 14 du CE amendé par la proposition 7014.1 est adopté.

art. 15 et 16 Les articles 15 et 16 du CE sont adoptés sans modification.

art. 17 *Proposition 7017.1*

Cette proposition vise à prévoir l'application par analogie des dispositions de l'Arrangement mandats et du Règlement d'exécution à tout ce qui n'est pas expressément réglé par l'Arrangement chèques.

Une délégation fait savoir que cette disposition figure déjà à l'article 5, paragraphe 2, de l'Arrangement chèques.

Il est signalé que la disposition figurant à cet article ne concerne que les mandats de versement, alors que la proposition en examen a une portée plus générale.

La proposition 7017.1 est adoptée.

L'article 17 du CE amendé par la proposition 7017.1 est adopté.

La séance est levée à 18 heures.

Au nom de la Commission:

Le Président,
H. KNAUTHE

Le Secrétaire,
K.K. SAMAWI

Le Secrétaire adjoint,
A. NAVARRO

L'Adjoint,
S. KOSSIGNON

Quatrième séance

Jeudi 23 novembre 1989, 9 h 30

Présidence de M. H. KNAUTHE, Président

Quorum

Après avoir constaté que le quorum (45 pays présents) est dépassé, le Président déclare que la Commission peut délibérer valablement.

Examen des propositions relatives à l'Arrangement du service des chèques postaux (suite),
art. RE 101

Proposition 75 0101.1

Le principe de faire figurer l'article RE 101 dans l'Arrangement étant refusé (proposition 7001.2), la proposition 75 0101.1 est devenue sans objet. L'article RE 101 du CE est maintenu dans le Règlement d'exécution.

art. RE 102

Propositions 75 0102.3, 75 0102.2 et 75 0102.1

Pour les mêmes raisons que celles exposées pour la proposition 75 0101.1, la proposition 75 0102.3 est devenue elle aussi sans objet. L'article RE 102 du CE demeurera également dans le Règlement d'exécution.

La proposition 75 0102.2 vise à donner aux Administrations qui le souhaitent la possibilité de s'entendre bilatéralement sur le système d'informations relatives aux débits et aux crédits du compte courant postal de liaison.

Une délégation, appuyée par une autre, pense que la disposition exprimée par cette proposition est trop rigide et propose un amendement par l'adjonction du mot «peuvent» pour que la phrase devienne la suivante: «Les Administrations peuvent s'entendre bilatéralement...». Cet amendement est refusé par l'auteur de la proposition.

Le vote effectué, la proposition 75 0102.2 est adoptée par 29 voix pour et 11 abstentions.

La proposition 75 0102.1 vise à aligner le taux d'intérêt initialement de 6 % l'an appliqué lorsqu'un découvert est constaté sur un compte de liaison à celui pratiqué sur le marché du jour.

Lors de la discussion de cette proposition où plusieurs délégations se sont exprimées, il est fait observer qu'une proposition similaire, en l'occurrence la proposition 6009.1, a déjà été rejetée par la Commission. L'auteur de la proposition fait valoir qu'il s'agissait du remboursement à l'Administration intervenante dans le désintéressement du réclamant, alors que le sujet en examen porte sur le taux d'intérêt à appliquer dans le cas d'un découvert sur un

compte de liaison. Après un large échange de vues, un amendement est proposé au texte original qui s'énonce comme suit: «Lorsqu'un découvert est constaté sur un compte de liaison, l'Administration créancière est en droit d'appliquer 1 % par an au-dessus du taux d'intérêt interbancaire des prêts à un mois...».

Ainsi amendée, la proposition 75 0102.1 est adoptée.

L'article RE 102 du CE amendé par les propositions 75 0102.2 et 75 0102.1 est adopté.

art. RE 103

Proposition 75 0103.1

Cette proposition est la conséquence de la proposition 75 0317.1 qui vise à supprimer les formules des listes VP 2 et des lettres d'envois VP 3.

La proposition 75 0103.1 est adoptée sans objection.

L'article RE 103 du CE amendé par la proposition 75 0103.1 est adopté.

art. RE 104

L'article RE 104 du CE est adopté sans modification.

art. RE 201

Propositions 75 0201.1 et 75 0201.2

Les deux propositions visent à ne pas faire figurer dans les Actes de l'UPU la texture et les caractéristiques techniques des formules postchèques pour des raisons de sécurité.

Les propositions 75 0201.1 et 75 0201.2 sont adoptées sans opposition.

L'article RE 201 du CE amendé par les propositions 75 0201.1 et 75 0201.2 est adopté.

art. RE 301

Proposition 75 0301.1

Le Président rappelle que les propositions 65 0307.1 et 65 315.1 qui visent, dans l'Arrangement concernant les mandats de poste, la limitation de la communication destinée à la clientèle à 80 caractères ou moins et l'abréviation de l'unité monétaire selon la norme internationale ISO 4217 ont été approuvées (Congrès/C 8 – Rapp 2).

La proposition 75 0301.1 amendée par l'ajout des mots: 80 caractères «ou moins» est adoptée.

L'article RE 301 du CE amendé par la proposition 75 0301.1 est adopté.

art. RE 302, 303,
304, 305, 306, 307,
308, 309, 310, 311
et 312

Ces articles sont adoptés sans modification.

art. RE 313

Propositions 75 0313.1 et 75 0313.2

Ces deux propositions 75 0313.1 et 75 0313.2 qui visent à généraliser l'expression «code secret» utilisée par ailleurs dans les Arrangements sont adoptées sans opposition.

L'article RE 313 du CE amendé par les propositions 75 0313.1 et 75 0313.2 est adopté avec la suppression à son paragraphe 2 de la mention de service «LT».

art. RE 314, 315 et
316

Ces articles sont supprimés (voir proposition 75 0317.1 ci-dessous).

art. RE 317

Proposition 75 0317.1

Cette proposition vise à supprimer l'usage des listes VP 2 et des lettres d'envoi VP 3 dont font l'objet les virements télégraphiques. Actuellement, le compte de liaison de l'Administration d'émission ne peut être débité qu'à réception des documents susmentionnés. Leur suppression permettrait le débit immédiat du compte de liaison.

D'après l'Espagne, auteur de la proposition, si le principe de la suppression des listes VP 2 et des lettres d'envoi VP 3 pour les mandats télégraphiques était adopté, les articles 314, 315 et 316 devraient être supprimés par voie de conséquence. L'article 317 nouvellement libellé ci-dessus porterait alors le numéro 314.

La proposition 75 0317.1 est adoptée sans opposition. Les articles RE 314, 315 et 316 du CE seront donc supprimés.

L'article RE 317 du CE deviendrait alors l'article RE 314.

art. RE 318, 319,
320, 501, 502, 503,
701, 702 et 703

Ces articles du CE sont adoptés sans modification.

art. RE 704

Cet article 704 du CE est adopté avec la modification consistant à remplacer dans le texte le «RE 317» par le «RE 314».

Il a été en outre signalé que, pour l'article RE 317 des mandats de poste, la Commission de rédaction devrait harmoniser le titre «Retrait – Modification d'adresse» en tenant compte de la décision de la Commission des colis postaux.

La Commission de rédaction a, en outre, été chargée d'harmoniser tous les textes des Arrangements concernant les services financiers pour tenir compte de la décision de la Commission 5 qui vise à compléter «modification d'adresse» par «modification ou correction d'adresse».

art. RE 705, 706,
707, 708 et 709

Ces articles du CE sont adoptés sans modification.

art. RE 710

L'article RE 710 du CE est supprimé du fait de la suppression de l'avis d'émission MP 3 (voir proposition 65 0305.1; Congrès/C 8 – Rapp 2).

art. RE 711

Malgré l'adoption de la proposition 75 0317.1 visant à supprimer les formules VP 2 et VP 3, et estimant que quelques Administrations font encore usage des chèques d'assignation télégraphiques, la Commission décide de maintenir cet article.

L'article RE 711 du CE ainsi maintenu est adopté.

art. RE 801, 802,
803, 804, 805, 806,
807, 808, 809 et
810

Ces articles du CE sont adoptés sans modification.

art. RE 1301

Propositions 75 1301.1 et 75 1301.2

La proposition 75 1301.1 similaire à la proposition 75 0301.1 qui visait à faire précéder l'abréviation du nom de l'unité monétaire du pays de paiement selon la norme internationale ISO 4217 ayant déjà été adoptée, la proposition 75 1301.1 est adoptée sans opposition.

La proposition 75 1301.2, conséquence de la proposition 7012.1 déjà approuvée est également adoptée.

L'article RE 1301 du CE ainsi amendé est adopté.

art. RE 1302

Propositions 75 1302.1 et 75 1302.2

La première de ces deux propositions propose d'exiger la répétition de la signature au verso d'un titre en présence de l'agent du guichet et sans avoir la signature initiale figurant sur la carte de garantie sous les yeux afin de déjouer l'encaissement frauduleux de postchèques volés.

La deuxième, quant à elle, limite à 10 le nombre maximal de postchèques à payer simultanément.

Les propositions 75 1302.1 et 75 1302.2 sont adoptées sans objection.

L'article RE 1302 du CE amendé est adopté.

art. RE 1303,
1304, 1601, 1602,
1701 et 1702

Ces articles du CE sont approuvés sans modification.

La proposition 6000.1 du CE amendée par les propositions des Administrations postales est approuvée dans son ensemble.

Formules VP 14 et
VP 15

Propositions 7914.1 et 7915.1

Ces deux propositions, conséquence des propositions 75 0201.1 pour la première et 75 0201.2 pour la seconde, sont adoptées.

Proposition 6900.1

La proposition 6900.1 du CE est adoptée moyennant la suppression des formules VP 14 et VP 15 de la liste.

Proposition
d'ordre général
8000.1 relative à
la refonte de
l'Arrangement
concernant les
envois contre
remboursement

Proposition 8000.1

La Suisse, sollicitée pour commenter cette proposition, signale que dans l'Arrangement concernant les remboursements, les textes originaux n'ont pratiquement pas subi de modifications. L'action du Groupe de travail s'est principalement penchée sur la nouvelle présentation et sur le transfert d'articles de l'Arrangement au Règlement d'exécution. Aussi, il a été tenté de définir avec plus de précision le rôle des bureaux de dépôt (et de destination) quant au traitement des envois, d'une part, et à celui des titres de remboursement, d'autre part. L'Arrangement actuel compte dès lors 9 articles au lieu de 20 et le Règlement d'exécution 21 au lieu de 23.

art. 1, 2, 3, 4, 5, 6,
7, 8 et 9

Les articles de l'Arrangement tels qu'ils sont présentés par le CE n'ont pas fait l'objet d'amendement de la part des Administrations postales. En conséquence, ils ont été adoptés sans modification. Il s'agit des articles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9.

Formules R 3bis,
R 6bis

Propositions 8903.91 et 8906.91

Ces deux propositions visent à donner aux Administrations qui le jugent nécessaire la faculté de pouvoir utiliser des formules de mandat de remboursement adaptées aux exigences de l'informatique.

Les propositions 8903.91 et 8906.91 sont adoptées sans opposition.

Formule R 11

Proposition 8911.91

La proposition 8911.91, conséquence de la proposition visant à créer un nouvel article 601bis, est adoptée (voir motifs de la proposition 85 0601.91 ci-dessous).

Proposition 8900.1

La proposition 8900.1 du CE est adoptée moyennant complément de la liste des formules par les nouvelles formules R 3bis, R 6bis et R 11.

art. RE 201

L'article RE 201 du CE est adopté sans modification.

art. RE 202

Proposition 85 0202.1

Conséquence des propositions 8903.91, 8906.91 et 8911.91, la proposition est adoptée sans objection.

L'article RE 202 du CE amendé est adopté.

art. RE 301

Proposition 85 0301.1

Cette proposition, comme celles précédemment adoptées, visant à faire précéder l'abréviation du nom de l'unité monétaire du pays selon la norme internationale ISO 4217 est également adoptée.

L'article RE 301 du CE, ainsi amendé par la proposition 85 0301.1, est adopté moyennant la reprise à son paragraphe 1, dernière ligne, de la phrase suivante: «L'indication relative au montant du remboursement ne peut être faite ni au crayon, ni au crayon-encre; toutefois, les indications de service peuvent être inscrites au crayon-encre.».

art. RE 302

Cet article du CE est adopté sans modification.

art. RE 303

Proposition 85 0303.1

Cette proposition, conséquence des propositions visant à créer les formules R 3bis et R 6bis, est adoptée sans opposition.

L'article RE 303 du CE amendé est adopté.

art. RE 304	<u>Cet article du CE est adopté sans modification.</u>
art. RE 305	<p><i>Proposition 85 0305.1</i></p> <p>Cette proposition, conséquence des propositions de la création des formules R 3bis et R 6bis, <u>est adoptée sans opposition.</u></p>
art. RE 401, 402, 403, 404, 405, 501, 502, 503 et 601	<u>Ces articles du CE sont adoptés sans modification.</u>
art. RE 601bis	<p><i>Proposition 85 0601.91</i></p> <p>Cette proposition vise à modifier les procédures actuelles de traitement des réclamations concernant les envois contre remboursement en vue d'accélérer le règlement de ces litiges et d'en diminuer les coûts. Ainsi, il est proposé la création d'une nouvelle formule de recherche R 11.</p> <p><u>La proposition 85 0601.91 est adoptée sans objection.</u></p> <p><u>L'article RE 601bis du CE figurera dans le Règlement d'exécution des envois contre remboursement.</u></p>
art. RE 701, 702, 901, 902 et 903	<p><u>Ces articles du CE sont adoptés sans modification.</u></p> <p><u>La proposition 8000.1 du CE amendée par les propositions des Administrations postales est approuvée dans son ensemble.</u></p>
Approbation des rapports	Le Président a indiqué que, cette séance étant la dernière, il approuvera au nom de la Commission les rapports des 2e, 3e et 4e séances.
Divers	<p>Sous ce point, une délégation a fait état de ses constatations sur la nécessité de moderniser les services financiers postaux. D'autres délégations qui se sont exprimées sur le sujet ont relevé le caractère désuet de ce service qu'il faudrait redynamiser. Cependant, la tendance qui s'est quelque peu dégagée à l'issue des interventions a porté sur l'urgence de l'adaptation des moyens de transferts de fonds des services financiers postaux. Outre le télégraphe, qui semble actuellement dépassé, car trop onéreux, il est suggéré d'entreprendre des actions en vue de favoriser l'utilisation des techniques modernes de télécommunications.</p> <p>Ainsi, la Commission propose-t-elle au Congrès de charger le CE d'une étude sur la possibilité d'utiliser d'autres moyens de transmission de fonds plus rapides et moins onéreux comme le télex, le téléfax, le Télégro ou le réseau «swift» exploité dans les relations interbancaires de plusieurs pays. Cette étude pourrait se faire</p>

en étroite collaboration avec le CCITT de l'UIT et prendrait en considération, entre autres, les études de la CEPT sur le sujet et celle que le Bureau international vient d'introduire sous forme d'un questionnaire remis à toutes les Administrations postales (Congrès/C 8 – Rapp 4/Annexe 1).

Constatant que seuls 80 pays sont signataires des Arrangements concernant les services financiers postaux, le Président lance un appel aux autres pays dans une plus large mesure pour qu'ils participent à ces services. Les travaux de revision du CE que la Commission vient d'approuver offrent en effet des possibilités nouvelles dans tous les domaines propres aux services financiers postaux.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président a remercié les membres de la Commission, les Vice-Présidents, le Secrétariat des Etats-Unis d'Amérique, le Secrétariat du Bureau international, les interprètes et les hôtes pour l'aide sans faille qu'ils lui ont apportée au cours des quatre séances qu'a tenues la Commission. Il leur a exprimé toute sa gratitude pour les efforts qu'ils ont tous déployés afin que les travaux de la Commission soient effectués dans le plus pur esprit de compréhension mutuelle et puissent être menés à bonne fin dans les délais impartis.

La séance a été levée à 12 h 40.

Au nom de la Commission:

Le Président,
H. KNAUTHE

Le Secrétaire,
K.K. SAMAWI

Le Secrétaire adjoint,
A. NAVARRO

L'Adjoint,
S. KOSSIGNON

Décision

Utilisation d'autres moyens de transmission de fonds des services financiers postaux

Le Congrès,

charge

le Conseil exécutif d'effectuer une étude sur la possibilité d'utiliser d'autres moyens de transmission de fonds des services financiers postaux plus rapides et moins onéreux, et de communiquer le résultat de cette étude aux Administrations postales pour exploitation.

Washington, le

Le Président du Congrès,

Rapports de la Commission 9

Première séance

Vendredi 17 novembre 1989, 15 h 10

Présidence de M. H. DIARRA, Président

Ouverture des travaux

La Commission 9 (Coopération technique) a tenu sa première séance, sous la présidence de M. Hadji Diarra, Directeur de l'Office national des postes de la Côte d'Ivoire (Rép.). Les fonctions de Vice-Présidents ont été confiées à M. Pedro Paulo Wandeck de Leoni Ramos, Secrétaire des services postaux au Ministère des communications du Brésil, M. Nicola Krekmanski, Vice-Président de l'association «Communications» de la Bulgarie (Rép. pop.), et M. Saïd Bouhassan, Directeur général de la Corporation générale de la poste des Emirats arabes unis.

Dans son allocution d'ouverture (voir annexe 1), le Président, après avoir exprimé sa gratitude pour la marque de confiance manifestée à l'égard de son pays et de lui-même, a fait un exposé sur la situation actuelle très difficile des services postaux menacés par la concurrence en soulignant qu'en raison des conditions socio-économiques défavorables cette situation pèse lourdement sur la poste des pays en développement. Il a par ailleurs souligné les mesures et moyens proposés par le Conseil exécutif dans le domaine de la coopération technique en vue de parvenir à une amélioration du fonctionnement des services postaux. Il a rappelé que ces propositions font l'objet des documents que le Congrès est appelé à examiner dans le cadre de cette Commission.

Le Secrétaire général du Congrès a, dans son allocution (voir annexe 2), attiré l'attention des délégués sur les activités réalisées en application des directives adoptées par le Congrès de Hamburg. Il a présenté les grandes lignes du programme de la prochaine période quinquennale ainsi que les questions les plus importantes qui seront discutées par la Commission.

Désignation du Secrétariat

M. M. Mazou, Sous-Directeur général, assume les fonctions de coordonnateur et MM. M. Peng et L.L.F. Pinheiro, Conseillers, Mlle V. Chandrasiri, Conseiller adjoint, et M. V. Smerák, Premier Secrétaire, ont été désignés respectivement comme Secrétaires, Secrétaire adjoint et Adjoint de la Commission.

Quorum	Le Président, après avoir constaté que le quorum (74 pays) exigé est atteint, a déclaré que la Commission peut valablement délibérer.
Approbation de l'ordre du jour	L'ordre du jour (Congrès – Doc 15/Rev 1) a été adopté sans modification.
Note sur les documents à examiner par le Congrès en matière de coopération technique	La Commission a pris acte du Congrès – Doc 49 qui constitue une note introductive à six documents distincts (Congrès – Doc 50 à 55) et aux propositions 015, 016, 017, 018 et 019 formant un document d'ensemble du Conseil exécutif sur l'assistance technique de l'UPU.
Congrès – Doc 49	
Politique et activités de coopération technique	Le Président a présenté le document en indiquant que la première partie décrit la stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie (1981–1990) adoptée par les Nations Unies et les orientations données pour les préparatifs de la quatrième Décennie de développement pour les années 1990. En outre, il ressort d'une résolution adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies que les activités opérationnelles devront refléter davantage la cohérence du système, la coordination de l'aide, la décentralisation et l'amélioration de la capacité du système en matière d'analyse. L'évolution de la politique du PNUD au cours des dernières années a été marquée par la recherche d'une meilleure qualité des programmes et projets exécutés. La politique de l'UPU en matière d'assistance technique pendant la période 1984–1988 s'est fondée à la fois sur les priorités définies par le Congrès de Hamburg 1984 et sur les grandes orientations données par les organisations du système des Nations Unies et notamment le PNUD.
Congrès – Doc 50	<p>La situation financière du PNUD s'est améliorée mais cela n'a pas eu d'effets sur la part obtenue en faveur des services postaux.</p> <p>La baisse des ressources au titre du PNUD par rapport à la période quinquennale précédente a légèrement été compensée par une augmentation des apports complémentaires, notamment du Fonds spécial et par l'utilisation efficace et complète des moyens prévus au titre du budget de l'UPU.</p> <p>Les relations avec les Unions restreintes se sont renforcées. Les accords de coopération ont été conclus et un certain nombre de projets communs ont été réalisés par l'UPU et les Unions restreintes, notamment dans le domaine de la formation.</p> <p>La deuxième partie du document constitue le bilan et l'évaluation des activités d'assistance technique de l'UPU pour la période 1984–1988. On note que les priorités définies par la résolution C 38 et la recommandation C 23 du Congrès de Hamburg se sont traduites par des actions concrètes mises en œuvre au cours</p>

de cette période. Cependant, quelques problèmes ont surgi, dus à des difficultés en rapport avec le statut juridique des Administrations, la démotivation du personnel et des problèmes pour le recrutement d'experts et consultants répondant complètement aux exigences fixées.

L'annexe 2 au Congrès – Doc 50 «Mécanisme de l'assistance technique de l'UPU» a pour but de fournir aux participants au Congrès des informations portant sur les phases de programmation de l'assistance technique et notamment sur les diverses sources de financement.

Les nombreuses délégations qui ont pris la parole ont fait savoir qu'elles prennent acte du bilan des activités réalisées conformément aux directives fixées par le Congrès de Hamburg.

Les avis et commentaires portant sur le Congrès – Doc 50 peuvent être récapitulés comme suit:

- Plusieurs délégations ont signalé leur satisfaction pour les efforts déployés par l'UPU dans le domaine de la coopération technique ainsi que pour la qualité du document.
- En soulignant la nécessité d'un réseau postal unique où chacun des maillons de la chaîne doit être solide, de nombreux intervenants ont souligné le fait qu'il a été dûment tenu compte de la Déclaration de Hamburg dans la mise en œuvre du programme d'assistance technique de l'UPU 1984–1988. Par ailleurs, ils ont insisté sur l'importance vitale de la prise en compte des conclusions du Débat général dans la politique de l'UPU en matière de coopération technique pour les cinq ans à venir.
- S'agissant des possibilités d'approbation et de financement des projets postaux par le PNUD et par les autres bailleurs de fonds, l'idée de la présence accrue de l'UPU sur le terrain a été appuyée par plusieurs orateurs. Il a été fait mention, à ce titre, de l'expérience positive de l'UIT dans ce domaine qui s'est traduite lors de la récente Conférence des plénipotentiaires à Nice par l'adoption de mesures et de moyens appropriés pour le renforcement de la présence de cette institution dans les régions.
- L'importance du rôle de l'UPU dans le domaine de l'évaluation systématique de l'impact des activités d'assistance technique a aussi été soulignée. Dans ce contexte, la proposition qui consiste à conclure les contrats de développement pour l'élaboration et la mise en œuvre de projets pluriannuels d'assistance technique a été fort appréciée.
- En remerciant les pays industrialisés pour l'aide qu'ils accordent à leurs Administrations, plusieurs intervenants ont souhaité l'augmentation de celle-ci en soulignant ses effets positifs sur la qualité du service postal au plan mondial.
- La coopération technique entre pays en développement doit être davantage renforcée à l'avenir d'après les suggestions formulées par certaines délégations.
- L'organisation par l'UPU de nombreuses activités de formation groupée au cours des cinq dernières années a également été appréciée. La priorité doit toujours être accordée à la formation des cadres moyens et supérieurs, pour permettre aux Administrations des pays en développement de se doter de personnel maîtrisant la gestion moderne, les techniques nouvelles, les stratégies commerciales et opérationnelles ainsi que d'autres domaines indispensables à l'amélioration des services postaux.

- Le Liban a lancé un appel pressant à la solidarité internationale pour lui permettre de réaliser le rétablissement de son service postal, complètement paralysé, tant sur le plan humain que matériel en raison de la situation catastrophique vécue pendant une longue période. Une importante aide bilatérale et multilatérale sera nécessaire pour que la poste libanaise puisse à nouveau reprendre sa place dans le réseau postal international.

La Commission a pris acte du Congrès – Doc 50.

La séance est levée à 17 h 55.

Au nom de la Commission:	Le Président, H. DIARRA	Les Secrétaires, M. PENG L.L.F. PINHEIRO
		Le Secrétaire adjoint, V. CHANDRASIRI
		L'Adjoint, V. SMERÁK

**Allocution du Président de la Commission 9 au XXe Congrès postal universel de Washington
(17 novembre 1989)**

Monsieur le Président du Congrès,
Mesdames et Messieurs les Chefs de délégation,
Monsieur le Secrétaire général,
Honorables délégués,
Mesdames et Messieurs,

Avant d'ouvrir les travaux de notre Commission, je voudrais adresser tout d'abord mes souhaits les plus chaleureux de bienvenue aux délégations présentes ainsi qu'aux représentants des Unions restreintes et des autres organisations internationales qui nous font l'honneur d'assister à nos travaux.

Comme vous le savez, le XXe Congrès a désigné trois Vice-Présidents à la Commission 9, le Brésil, le République populaire de Bulgarie et les Emirats arabes unis. Aussi est-ce pour moi un très agréable devoir que de demander à:

- M. Pedro Paulo Wandeck de Leoni Ramos (Brésil)
- M. Nicola Krekmanski (Bulgarie (Rép. pop.))
- M. Saïd Bouhassan (Emirats arabes unis)

de bien vouloir prendre place à la tribune.

Messieurs, je vous félicite très sincèrement pour votre élection et suis sûr de pouvoir compter sur votre précieuse collaboration et sur votre concours actif, pour conduire avec succès les travaux de notre Commission.

Monsieur le Président du Congrès,
Monsieur le Secrétaire général,
Monsieur le Secrétaire général adjoint,
Messieurs les Sous-Directeurs généraux,
Honorables délégués,
Mesdames et Messieurs,

La Côte d'Ivoire ressent comme un très grand honneur et un immense privilège d'avoir été élue, par le XXe Congrès postal universel, à la Présidence de la Commission de la coopération technique.

Aussi, je tiens à exprimer au Congrès, au nom du Gouvernement et de l'Administration des postes de mon pays, toute notre gratitude et nos remerciements pour la marque de confiance qu'il a bien voulu nous accorder.

Honneur disais-je, mais aussi exaltante responsabilité dont je mesure toute l'ampleur et l'importance dans le cadre de l'œuvre de solidarité entre pays industrialisés et pays en développement, que nous nous attachons à raffermir.

Je suis intimement persuadé que la participation pleine et entière de l'ensemble des Pays-membres permettra à notre Commission de remplir son mandat à la satisfaction générale.

La présence ici, aujourd'hui, de la quasi-totalité des pays participants au Congrès, des observateurs des Unions postales restreintes, de l'Organisation de l'unité africaine, de la Banque mondiale, dont je salue les représentants, témoigne de l'intérêt que tous nous accordons à la coopération, pierre angulaire d'un système de développement que nous souhaitons harmonieux et équilibré.

Avant tout, je voudrais saisir l'occasion de notre première rencontre pour féliciter, au nom de la Commission, l'Administration postale des Etats-Unis d'Amérique pour la parfaite organisation de ce Congrès. Je désirerais également la remercier pour la généreuse hospitalité et la grande sollicitude dont nos délégations ont bénéficié depuis l'ouverture des travaux dans cette merveilleuse ville de Washington.

Je note aussi, avec un plaisir tout particulier, la présence parmi nous de M. Horgan, Président du Congrès, de M. Cardoso Botto de Barros, Secrétaire général du Congrès, et de M. Cicéron, Secrétaire général adjoint.

Qu'il me soit permis, devant cette assemblée, de les complimenter bien sincèrement pour l'œuvre remarquable accomplie et les efforts déployés par le Bureau international.

Notamment, s'agissant du domaine spécifique de la coopération technique, il me plaît de relever qu'un travail de tout premier ordre a été réalisé, comme le prouvent la parfaite qualité du bilan qui nous est présenté et la richesse des documents soumis à notre Commission.

A ce propos, je voudrais souligner l'excellence des prestations fournies par l'équipe de la Division de la coopération technique dirigée avec compétence par les Chefs de Division qui se sont succédés: les Sous-Directeurs généraux, M. Jaime Ascandoni et, depuis janvier 1989, notre frère et ami M. Moussibahou Mazou.

Il est donc tout à fait heureux que le Secrétariat de notre Commission 9 soit assuré, comme l'indique le Congrès – Doc 34, par les membres de cette équipe, qu'il m'est agréable de vous présenter:

- M. Peng, Conseiller,
- M. Pinheiro, Conseiller,
- Mlle Chandrasiri, Conseiller adjoint, et
- M. Smerák, Premier Secrétaire.

Ces fonctionnaires du Bureau international assumeront respectivement les fonctions de Secrétaires et de Secrétaires adjoints. Ils nous donneront leurs avis techniques et sauront nous éclairer chaque fois que cela s'avérera nécessaire. D'avance, je les remercie pour la pertinence de leurs informations et pour leur précieux concours dans l'enrichissement des débats.

Honorables délégués,
Mesdames et Messieurs,

Au cours des séances prévues, nous aurons à débattre des résultats des actions menées lors des cinq années écoulées et des objectifs prévus pour la période quinquennale à venir afin d'améliorer les services postaux des pays en développement.

Comme vous le savez, les services postaux traversent une des périodes les plus difficiles de leur histoire. La concurrence omniprésente des coursiers privés dans la partie rentable du trafic, en menace la substance et, dans les cas extrêmes, remet en cause l'existence même du service postal.

Si la crise économique mondiale a touché l'ensemble des secteurs de l'activité des nations, la poste des pays en développement se caractérise, en raison des conditions socio-économiques qui sont les siennes, par sa faiblesse et son dysfonctionnement plus ou moins généralisé.

L'analphabétisme, la contraction des échanges, l'insuffisance des infrastructures de transport et de communication sont souvent à l'origine de ces déséquilibres, mais il convient aussi de reconnaître que, dans la plupart des jeunes nations, le développement du secteur postal ne figure pas au rang des priorités nationales.

Bien que des efforts aient été réalisés, force est de constater que les services postaux de bon nombre de pays en développement souffrent, entre autres, du manque de moyens pour faire face à la concurrence, de l'insuffisance quantitative et qualitative de personnel formé aux nouvelles techniques d'exploitation et de gestion, de la faiblesse de la densité du réseau des bureaux de poste et d'un taux de consommation postale extrêmement réduit.

Cette situation nous interpelle tous, poste des pays industrialisés ou postes des pays en développement.

Sans cesse, il nous faudra élargir et renforcer l'efficacité de nos services, et agir de façon concertée, en gardant à l'esprit le souci d'une plus grande solidarité dans les échanges entre nos Administrations.

De par sa nature, la poste constitue un réseau unique et irremplaçable, aucun des maillons de la chaîne ne doit être abandonné. Si certains montrent des signes de faiblesse, il faudra les aider à se renforcer et à se doter en capital, tant humain que matériel, et en systèmes de gestion modernes à hauteur des contraintes de l'environnement.

Des efforts appréciables ont déjà été consentis au sein de notre Union, notamment avec le Fonds spécial UPU, venu appuyer l'action du PNUD.

Les documents soumis au Congrès s'inscrivent dans ce cadre. Ils dressent non seulement un bilan détaillé des réalisations mises en œuvre depuis Hamburg mais proposent aussi un programme d'actions pour la période à venir et des résolutions sur un certain nombre d'orientations que l'on peut qualifier de capitales.

Je me permets d'attirer plus spécialement votre attention sur la résolution relative à la présence accrue sur le terrain de l'UPU, en matière d'assistance technique, prise unanimement par le Conseil exécutif. La nécessité d'agir au plus près, pour mieux apprécier les besoins des pays et y répondre efficacement, associée à l'évolution des systèmes de programmation, ont présidé à l'élaboration de cette proposition qui devrait garantir la réalisation des résultats escomptés.

De même, il importait de cibler les objectifs premiers de développement au centre des préoccupations majeures des responsables postaux.

Ainsi, la restructuration de la gestion, l'amélioration de l'acheminement et de la distribution au niveau national et international, la formation et la spécialisation des cadres moyens et supérieurs ont été identifiés et constitueront les axes prioritaires de l'aide de l'UPU aux pays qui la solliciteront.

Néanmoins, il est certain que l'adéquation des actions aux moyens disponibles motive que les premiers bénéficiaires retenus soient les pays les moins avancés puis les autres pays.

Il est, de fait, impérieux que la solidarité postale internationale se manifeste dans la mise en place de structures et de moyens techniques susceptibles d'améliorer partout la qualité des prestations.

Par ailleurs, on n'insistera jamais assez sur l'importance des ressources humaines et par conséquent de la formation, dans la réalisation de l'ensemble des objectifs proposés pour les cinq années à venir.

Désormais, plutôt que d'organiser la formation in vitro, selon un concept suranné, il s'agira de préparer le personnel à son métier, en accord avec les évolutions du marché postal. En d'autres termes, la formation devra notamment permettre aux intéressés d'acquérir non seulement un savoir, mais d'abord et surtout un savoir-faire.

En outre, au titre du programme d'action en matière d'assistance technique et de moyens nécessaires, il convient de signaler une nouvelle orientation d'importance. Toute assistance sera désormais liée à l'existence, dans le pays bénéficiaire, d'un plan de développement postal et à la conclusion d'un «contrat» entre l'UPU et les autorités du pays intéressé, définissant les apports et les obligations de chaque partie.

Comme vous le constatez, les principes d'action dont nous aurons à discuter sont nombreux et précis, toujours dans le souci de renforcer l'efficacité de l'aide.

Mais, aussi importante soit-elle, la coopération technique n'est pas une fin en soi et ne saurait remplacer les efforts que les pays en développement doivent eux-mêmes consentir, individuellement ou collectivement. A cet égard, les dossiers qui nous sont présentés posent le problème de la coopération technique entre pays en développement. Cette coopération constitue une des dimensions essentielles de l'assistance technique que les pays s'attacheront à étendre et à renforcer dans leurs relations réciproques.

Voici, à grands traits, les propos que m'inspirent les documents du Conseil exécutif soumis à l'appréciation de notre Commission en vue de recommandations au Congrès.

Je vous convie, à présent, à un travail que je souhaiterais le plus efficace et le plus concret possible.

Il est vrai que nous aurons à débattre des diverses questions relatives à la coopération technique et qu'au cours des échanges de vues, des dissensions peuvent naître. Cependant notre solidarité naturelle nous oblige à les transcender et à donner du relief à tout ce qui peut nous rapprocher.

Comme vous le savez, la valeur des suggestions qui pourront être émises en faveur du développement et de la modernisation des services postaux de nombreux Pays-membres de notre Union, et cela pour les cinq prochaines années, dépend de la qualité et du sérieux de nos travaux.

Je suis persuadé que nos débats seront ouverts et constructifs et que je pourrai compter sur la collaboration positive et l'appui constant de tous, Pays-membres de l'Union postale universelle, représentants des Unions restreintes et partenaires actifs de l'UPU dans le domaine de la coopération.

Je formule le vœu que, grâce à la contribution positive de tous, nous puissions adopter les conclusions répondant à notre ambition première de développer et d'améliorer toujours plus la coopération technique entre nos Administrations et, par conséquent, l'équilibre et la solidarité entre les peuples.

Je vous remercie.

H. DIARRA

Allocution du Secrétaire général du XXe Congrès postal universel à la séance d'ouverture de la Commission 9

Monsieur le Président du Congrès,
Monsieur le Président,
Messieurs les Chefs de délégation,
Honorables délégués,
Monsieur le représentant de la Banque mondiale,
Mesdames et Messieurs,

C'est avec un plaisir tout particulier que je prends part à la séance d'ouverture de la Commission de la coopération technique.

J'ai d'autant plus de raisons de me réjouir que je constate la présence ici du Président du Congrès et d'un grand nombre de délégations de toutes les régions du monde, appartenant aux groupes de pays industrialisés comme à ceux que l'on qualifie de nations en développement.

Je me félicite de la présence parmi nous, pour la première fois, d'un représentant de la Banque mondiale. C'est le résultat réjouissant de nombreux contacts pris par la Direction du Bureau international au cours de ces dernières années.

Je suis enfin heureux de constater que les débats de votre Commission seront dirigés par un homme dont les compétences professionnelles et les qualités humaines sont bien connues. Je voudrais vous féliciter très sincèrement, Monsieur Hadji Diarra, pour la désignation de votre pays et plus particulièrement pour le choix porté sur votre personne pour conduire les travaux de la Commission de la coopération technique. Je suis persuadé que, sous votre direction, les débats de la Commission se dérouleront dans une ambiance harmonieuse et avec une grande efficacité.

Honorables délégués,
Mesdames et Messieurs,

Au moment où vont débiter les travaux de votre Commission, il me paraît opportun de partager avec vous les réflexions que m'inspirent les dossiers qui feront l'objet de vos échanges.

Tout d'abord, il est réjouissant que, d'une manière générale, les directives fixées par le Congrès de Hambourg en matière de coopération technique, notamment les priorités indiquées dans la résolution C 38, aient été réalisées de façon satisfaisante. Des efforts considérables ont été déployés en vue de la préparation du 4e cycle de programmation du PNUD et de l'identification des projets nationaux et régionaux propres à favoriser le redressement ainsi que la modernisation des services postaux. Cependant, il faut toujours déplorer le fait que la poste ne parvient pas à bénéficier d'une priorité suffisante au niveau national, ce qui se traduit par une prise en compte très limitée des besoins de la poste dans le choix des projets approuvés par le Programme des Nations Unies pour le développement.

Au titre du Fonds spécial UPU, je suis heureux de vous signaler que les contributions en espèces ont légèrement augmenté au cours de la période écoulée même si les ressources générées par ce Fonds restent modestes.

C'est le lieu de remercier très sincèrement tous les pays qui ont continué à accorder, et, dans certains cas, ont même augmenté leurs contributions en faveur du programme d'assistance technique postale. Je voudrais rendre hommage aux pays qui ont bien voulu fournir les services de leurs spécialistes pour accomplir des missions d'experts et de consultants. De nombreux pays ont accueilli les activités de formations groupées ou des stages individuels organisés par l'Union au cours des cinq dernières années. Mes remerciements vont à tous ces pays dont les apports dans un secteur hautement prioritaire ont permis aux Administrations bénéficiaires de renforcer leurs services grâce à un personnel dûment formé.

Honorables délégués,
Mesdames et Messieurs,

Plusieurs questions fort importantes seront examinées par votre Commission, ce qui témoigne des efforts à accomplir pour permettre aux nombreux pays intéressés de disposer d'un service postal répondant aux exigences de la clientèle. Et, compte tenu de l'ampleur des besoins face aux ressources disponibles, le Conseil exécutif a défini les pays et les domaines prioritaires d'action.

S'agissant des pays bénéficiaires de l'assistance technique, il est suggéré, en raison de l'efficacité et de l'impact souhaités, d'accorder la priorité aux pays les moins avancés et aux autres pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire. Il va de soi que les demandes d'aide provenant d'autres pays en développement feront aussi l'objet d'une attention de la part de l'UPU.

Les domaines prioritaires proposés tiennent compte des récentes analyses qui ont permis d'identifier les secteurs d'intervention les plus aptes à favoriser les progrès rapides et durables dans le fonctionnement des services. Les priorités portent sur le système de restructuration de la gestion qui nécessite une action urgente dans de nombreux pays, sur l'amélioration de l'acheminement et de la distribution au niveau national et à l'échelle internationale; elles portent également sur la formation et la spécialisation des cadres moyens et supérieurs.

De tous ces objectifs, je considère que la formation des cadres en fonction des besoins évolutifs de l'entreprise postale mérite une attention particulière de la part de votre Commission.

Le Conseil exécutif a soumis un document contenant des suggestions portant sur les choix à opérer en matière de formation postale. La formation des cadres supérieurs en matière de gestion et notamment leur spécialisation dans des techniques postales aussi variées que possible, restent, me paraît-il, essentielles pour l'amélioration et le développement des services. Pour que les actions de formation soient aussi efficaces que possible, il convient d'étudier au préalable les effectifs et de les fixer en fonction des besoins réels.

Pour réaliser les objectifs visés, il importe de définir et de mettre en œuvre les principes d'action permettant d'aboutir aux résultats positifs escomptés. A ce propos, je voudrais souligner deux des principes de base suggérés par le Conseil exécutif. Tout d'abord, il faut se féliciter de la décision prise par le Conseil exécutif en 1988 de faire sienne la suggestion qui vise à accroître la présence de l'UPU sur le terrain en matière d'assistance technique. Cette orientation avait déjà été donnée par les Congrès de Rio de Janeiro et de Hamburg. Sa mise en application s'avère d'autant plus opportune aujourd'hui que la situation a évolué considérablement en ce qui concerne la participation de l'UPU à l'exercice de programmation du PNUD. Il est permis d'affirmer que la présence sur le terrain de conseillers régionaux de l'UPU offrira la possibilité de mieux connaître, et au moment opportun, les besoins des Administrations et d'y répondre avec efficacité. La formule proposée, qui s'inspire des systèmes déjà mis en œuvre dans la plupart des institutions spécialisées et en particulier à l'UIT, répond aux besoins spécifiques et aux moyens de l'UPU.

S'agissant de l'aspect financier, les coûts de cette opération seront prélevés des ressources déjà disponibles au titre des activités de coopération technique prévues annuellement. Ainsi, outre la maîtrise des coûts à laquelle je veillerai comme pour toutes les activités de l'UPU, les avantages du système préconisé seront très sensibles au niveau des pays bénéficiaires. La présence des conseillers régionaux sur le terrain permettra à l'UPU d'effectuer un travail hautement prioritaire, celui de sensibiliser les autorités gouvernementales compétentes des pays en développement sur les grands problèmes postaux, sur la nécessité d'accorder une priorité à la poste qui doit jouer un rôle important dans le développement économique de chaque pays. L'expérience a montré que la présence sur place des fonctionnaires du siège et de consultants en programmation au moment opportun aboutit à des résultats concrets en ce qui concerne le financement de projets postaux par le PNUD. Par ailleurs, il ne faut pas oublier l'aspect financier de l'augmentation des projets qui seront exécutés pour le compte du PNUD grâce à la présence sur le terrain. L'UPU reçoit un pourcentage du montant total de chacun des projets PNUD exécutés, pour couvrir les frais administratifs de ses activités de coopération technique. La présence accrue de l'UPU sur le terrain doit, sur ce plan, être considérée comme un investissement. Un autre principe d'action mérite une attention toute particulière: le contrat de développement. En effet, afin d'accroître l'efficacité de l'assistance technique grâce à une plus grande motivation des pays et à un effort manifeste de leur part, il est proposé de conclure des contrats de développement pour l'élaboration et la mise en œuvre de projets pluriannuels d'assistance technique.

Le contrat de développement permettra de définir en toute clarté les obligations de chacune des parties concernées. Il va de soi qu'il sera appuyé d'un système d'évaluation et de suivi approfondi afin de garantir les résultats de l'action entreprise.

Comme vous pouvez le constater, les suggestions faites par le Conseil exécutif en vue de réaliser les objectifs pour l'avenir requièrent une participation active des pays bénéficiaires et un concours accru de l'ensemble de la communauté internationale.

Et si l'on devait résumer en quelques mots les buts poursuivis par votre Commission, il suffirait de les qualifier d'entreprises de solidarité active. C'est en effet grâce à une solidarité agissante et à une coopération encore plus efficace que nous parviendrons à faire d'un réseau postal mondial une réalité, dans l'intérêt général.

Je suis persuadé que les décisions que votre Commission prendra seront marquées par l'esprit de solidarité, cette valeur qui a toujours dominé les relations entre les Pays-membres de l'Union postale universelle.

Je vous souhaite plein succès dans vos travaux et vous remercie de votre aimable attention.

Deuxième séance

Mardi 21 novembre 1989

Présidence de M. H. DIARRA, Président

Quorum Le Président, après avoir constaté que le quorum (79 pays) exigé est atteint, a déclaré que la Commission peut délibérer valablement.

Programme d'action en matière d'assistance technique et moyens nécessaires En introduisant le Congrès – Doc 51, relatif au programme d'action en matière d'assistance technique et aux moyens nécessaires, le Président indique que le document porte sur les perspectives d'avenir et les programmes d'action pour la période 1991–1995 qui sont subordonnés à des contingences multiples, parmi lesquelles il convient de mentionner la récession économique qui continue à affecter la plupart des pays en développement. En ce qui concerne la définition des pays prioritaires, le document vise les deux catégories ci-après:

Congrès – Doc 51

1^o les pays les moins avancés;

Propositions 015 et 016

2^o les autres pays à faibles revenus et les pays à revenus intermédiaires (tranche inférieure) à partir des indicateurs de base élaborés par la Banque mondiale.

Les autres pays pourront aussi bénéficier de l'assistance technique au titre du programme de l'UPU sur la base de besoins bien justifiés et compte tenu de la motivation de ces pays.

Les objectifs prioritaires sont, au plan mondial, limités à trois:

- l'amélioration de la gestion;
- l'organisation de l'acheminement et de la distribution du courrier international et interne;
- la formation et la spécialisation des cadres moyens et supérieurs.

Au plan régional, les objectifs de développement tiennent compte des réalités propres à chaque région.

Le document comporte également les principes d'action pour la prochaine période quinquennale. Cette nouvelle politique porte notamment sur la mise en œuvre de projets intégrés et la conclusion de contrats de développement entre l'UPU et les pays bénéficiaires de l'assistance technique. En outre, une plus grande attention sera accordée à l'évaluation des projets et à la décentralisation des activités.

S'agissant des moyens financiers, le PNUD doit demeurer la source principale de financement du programme d'assistance technique de l'UPU. Cependant, l'UPU devrait pouvoir s'adapter au nouveau système de programmation nationale, afin de maintenir le niveau de l'aide financière du PNUD. L'UPU devrait continuer à aider les pays à trouver le financement de leurs projets auprès des bailleurs de fonds. Les ressources de l'UPU devraient conserver leur pouvoir d'achat. Il est en outre souhaitable d'obtenir l'amélioration du niveau des contributions au Fonds spécial.

Les moyens humains devraient être complétés par la mise en œuvre effective de la présence accrue de l'UPU sur le terrain en matière d'assistance technique. Dans ce but, six conseillers régionaux devraient être affectés sur le terrain.

Deux projets de résolutions, l'un portant sur les priorités et les principes d'action (proposition 015) et l'autre sur le financement des activités d'assistance technique (proposition 016) sont soumis au Congrès pour assurer la mise en œuvre des idées contenues au Congrès – Doc 51. L'Ethiopie, chargée par le Conseil exécutif, a présenté les deux résolutions en soulignant leurs points les plus saillants.

Les interventions relatives à ce document et aux deux propositions 015 et 016 peuvent être résumées comme suit:

- les délégations ont été unanimes pour reconnaître que le document sur le programme d'action est de bonne qualité dans son ensemble. Elles ont appuyé les indications portant sur le choix des pays et des objectifs prioritaires, ainsi que sur les principes d'action pour la prochaine période quinquennale;
- s'agissant des objectifs prioritaires, certaines délégations ont mis l'accent sur la nécessité d'améliorer la qualité de service, dont l'importance a été confirmée par le Débat général. Une délégation a mentionné l'importance de la réalisation d'études de marché;
- d'autres délégations ont souligné l'importance de la définition d'un statut de la poste avec une plus grande autonomie et un système moderne de gestion;
- tout en appuyant les nouveaux principes d'action, en particulier ceux relatifs aux projets intégrés et aux contrats de développement, certains intervenants ont signalé l'absence des plans et des programmes de développement postal, notamment dans la plupart des pays les plus défavorisés, d'où la nécessité, pour l'UPU, d'aider les Administrations des pays en question à élaborer ces documents qui sont aussi nécessaires pour convaincre les autorités nationales chargées de la coordination des aides;
- en ce qui concerne les moyens financiers nécessaires pour la mise en œuvre du programme d'action, plusieurs délégations ont souligné l'importance du rôle que l'UPU doit jouer dans la mobilisation des ressources d'origines diverses telles que celles de la Banque mondiale et des banques régionales;
- d'autres intervenants ont rappelé l'interdépendance de tous les pays et par conséquent de la qualité du réseau postal mondial et ont invité les pays développés à participer plus activement aux activités d'assistance technique;

- un certain nombre d'intervenants ont également mis l'accent sur les effets positifs immédiats que procure la fourniture d'équipements postaux aux pays qui en ont besoin, notamment pour faciliter la réalisation des recommandations préconisées dans les rapport d'experts ou de consultants.

Le Sous-Directeur général au Bureau international, responsable de la coopération technique, pour répondre aux questions et observations formulées par certaines délégations, a fourni les explications suivantes:

- le Bureau international a pris de nombreuses initiatives afin d'aider les pays à obtenir un concours financier auprès de la Banque mondiale en faveur des projets postaux. Cette institution finance des projets nationaux, bien définis, et présentés avec l'appui des gouvernements des pays requérants. Un certain nombre de projets postaux sont actuellement financés par la Banque, parce que les Gouvernements des pays concernés ont exigé que les deux secteurs, télécommunications et postes, bénéficient d'une même attention. L'UPU continuera à sensibiliser les Administrations sur l'importance du rôle des pays pour faire aboutir les requêtes auprès de la Banque mondiale;
- beaucoup reste encore à faire afin d'éviter des doubles emplois ou des chevauchements dans l'utilisation des moyens financiers disponibles au titre des aides multilatérale et bilatérale. Plusieurs initiatives ont été déjà prises en vue d'assurer la coordination des activités de l'UPU avec celles des donateurs bilatéraux, de façon à garantir l'efficacité de l'aide;
- l'utilisation régulière et adéquate des études du CCEP et, en général, de toute documentation adressée aux Pays-membres de l'Union, n'est pas toujours assurée dans de nombreux pays en développement. Il reste encore beaucoup à entreprendre, afin que les expériences accomplies par certaines Administrations et contenues dans ces études profitent pleinement à d'autres Administrations. Il faut signaler que le CCEP sortant s'est attaché à tenir compte, dans la mesure du possible, de la dimension «pays en développement» dans les études réalisées, de façon à les rendre plus accessibles aux Administrations des pays considérés.

La Commission a pris acte du Congrès – Doc 51.

Le Président a proposé à la Commission d'examiner les projets de résolution qui font l'objet des propositions 015 et 016.

La Commission a approuvé la proposition 015 avec les amendements suivants:

- dans le dispositif «décide», 2^e, deux actions prioritaires sont ajoutées, à savoir:
 - mettre en place des plans et des programmes de développement;
 - améliorer la qualité de service.

La Commission a en outre approuvé la proposition 016 avec les amendements indiqués ci-après:

- dans le dispositif «décide», la rédaction du point 1^o doit se lire comme suit: «de concentrer les ressources au profit des pays... (le reste sans changement)»;
- dans le dispositif «décide», point 3^o, il est précisé: «... en augmentant de 10 pour cent au moins les crédits... (le reste sans changement)»;
- dans le dispositif «recommande», point 1^o, lettre a), la phrase devient: «de prendre en charge, quand ils le peuvent, une partie... (le reste sans changement)».

La séance est levée à 18 h 30.

Au nom de la Commission:

Le Président,
H. DIARRA

Les Secrétaires,
M. PENG
L.L.F. PINHEIRO

Le Secrétaire adjoint,
V. CHANDRASIRI

L'Adjoint,
V. SMERÁK

Troisième séance

Mercredi 22 novembre 1989, 15 heures

Présidence de M. H. DIARRA, Président

Communications diverses

Le Liban annonce, avec un grand regret et beaucoup de douleur, le décès du Président du Liban, S.E. René Muawad, à la suite de l'explosion d'une voiture piégée. Il exprime l'espoir le plus profond pour que ces événements tragiques puissent prendre fin et qu'une paix durable s'installe enfin dans son pays au bénéfice du peuple libanais.

Le Président exprime à la délégation libanaise ses sincères condoléances au nom de tous les membres de la Commission et en son nom personnel. Il invite l'assemblée à observer une minute de silence.

Le Président signale que la Sierra Leone retire la proposition 06.

Par ailleurs, le Président signale une petite correction qu'il faut apporter au paragraphe 22, lettre c), du Congrès – Doc 55, où le montant indiqué «34 000» doit être remplacé par «34 500».

Quorum

Le Président, après avoir constaté que le quorum (79 pays) exigé est atteint, déclare que la Commission peut délibérer valablement.

Procurations

Le Président signale la procuration reçue: la Tchécoslovaquie représente la Bulgarie (Rép. pop.).

Présence accrue de l'UPU sur le terrain en matière d'assistance technique

Le Président présente le Congrès – Doc 55 concernant la présence accrue de l'UPU sur le terrain en matière d'assistance technique. Le document retrace l'historique de cette question qui a fait l'objet des résolutions adoptées par les trois derniers Congrès.

Congrès – Doc 55

La nécessité d'une présence accrue sur le terrain est devenue très urgente, notamment du fait que la programmation nationale du PNUD exige une participation beaucoup plus active et directe aux travaux préparatoires dans les pays en vue de la détermination des priorités et des allocations nécessaires. Il est donc impératif d'agir au plus près possible pour mieux répondre aux besoins des pays dans le secteur postal.

Les expériences de plusieurs organisations du système des Nations Unies en la matière justifient pleinement le système proposé. En particulier, la formule en vigueur à l'UIT, institution proche de l'UPU, a été prise comme référence pour établir les modalités de la présence de l'UPU.

Les activités à prévoir dans le domaine considéré sont nombreuses; elles portent notamment sur:

- les travaux de programmation, d'élaboration de plans de développement postal et de projets et de sensibilisation des autorités nationales et du PNUD;
- l'exécution et le suivi des projets;
- les interventions de caractère général pour appuyer les Administrations concernées.

Il est permis d'espérer que les pays pourront bénéficier des ressources plus importantes en faveur du développement de leurs services. S'agissant de l'aspect financier, les moyens nécessaires resteront dans la limite des ressources déjà disponibles.

La délégation du Gabon, qui est à l'origine de l'étude entreprise par le Conseil exécutif, rappelle au nom de cet organe les objectifs principaux contenus dans le Congrès – Doc 55 et dans le projet de résolution, objet de la proposition 019.

Les observations et commentaires des membres de la Commission sur le Congrès – Doc 55 et la proposition 019 peuvent être résumés comme suit:

- de nombreuses délégations ont accordé leur plein appui aux idées contenues dans le document soumis au Congrès au sujet de la présence accrue de l'UPU sur le terrain dans le domaine de la coopération technique. Cette présence pourra notamment aider les Administrations concernées à identifier leurs besoins les plus urgents, à élaborer des projets bien définis et pouvant bénéficier d'une meilleure considération de la part des autorités gouvernementales compétentes, du PNUD ou d'autres bailleurs de fonds. L'importance du rôle des conseillers régionaux concernant leur appui technique tout au long de l'exécution des projets a aussi été relevée. Le suivi et l'évaluation doivent également faire partie intégrante des tâches qui seront confiées aux conseillers régionaux;
- plusieurs intervenants ont souligné la nécessité d'apporter un soin tout particulier à la sélection des candidats aux postes de conseillers régionaux. Il est indispensable qu'ils soient des cadres de haut niveau, de compétence, de préférence originaires de la région de leur affectation, à la fois très bons techniciens dans un domaine postal particulier et généralistes, aptes à maîtriser les procédures de programmation et de sensibilisation. En ce qui concerne la durée de leur recrutement, l'avis a été exprimé qu'il est vivement souhaitable de limiter leur contrat initial à douze mois, avec possibilité de renouvellement, en tenant compte de la qualité de leur travail et de leur rendement;
- certaines délégations ont exprimé quelques réserves quant au document examiné et ont appelé à la prudence dans la mise en œuvre de la présence accrue de l'UPU sur le terrain. En reconnaissant qu'il s'agit d'un investissement dont il est difficile d'apprécier a priori et de façon exacte les profits, une délégation a suggéré de limiter la présence sur le terrain à un ou deux conseillers régionaux et, par conséquent, à une ou deux régions et de procéder à l'évaluation de cette expérience au bout de deux ans;

- une autre délégation a invité le Bureau international à veiller, en cas d'adoption de la proposition, à ce que les tâches confiées aux conseillers régionaux soient définies de la façon la plus précise et la plus claire possible; elle suggère que le Bureau international soumette après deux ans une évaluation au Conseil exécutif en plus des rapports annuels prévus dans la proposition 019;
- il est d'importance majeure que les pays bénéficiaires de la présence accrue de l'UPU sur le terrain soient bien informés pour accueillir les conseillers régionaux et qu'eux-mêmes entreprennent des efforts allant dans le sens souhaité. En particulier, ces pays devraient analyser, dans la mesure du possible, la situation actuelle de leurs services et leurs besoins les plus urgents en matière d'assistance technique et se doter de plans directeurs de développement postal permettant d'orienter les actions en fonction des choix préétablis.

Le Sous-Directeur général au Bureau international, responsable de la coopération technique, a répondu aux diverses observations comme suit:

- si le principe d'une présence accrue de l'UPU sur le terrain acquis depuis plus de quinze ans n'avait pas été mis en œuvre, c'est que le Bureau international considérait les missions ponctuelles de consultants et des fonctionnaires du siège comme suffisantes pour sensibiliser les gouvernements et les donateurs et plus particulièrement le PNUD sur l'urgence et l'importance des besoins des services postaux. Or, d'un cycle de programmation à l'autre, le PNUD et les autres bailleurs de fonds modifient leurs méthodes de travail. Il s'ensuit que pour s'assurer le concours de ces organismes, les institutions des Nations Unies qui appuient les actions des pays en développement dans le domaine de l'assistance technique doivent participer très activement et dès le début aux travaux de programmation et à toutes les négociations qui précèdent l'adoption des programmes nationaux;
- la plupart des institutions spécialisées du système des Nations Unies ont déjà créé les structures nécessaires pour faire face à la situation nouvelle. De même, certains des pays industrialisés ont des coordonnateurs sur place, dans les pays bénéficiaires de leur aide, afin de s'assurer que les moyens consacrés à l'assistance technique bilatérale sont utilisés avec efficacité;
- l'expérience acquise par l'UIT en la matière montre bien qu'il ne s'agit pas d'une opération hasardeuse mais bien d'une politique d'assistance technique qui favorise une meilleure appréciation des besoins des pays bénéficiaires. Du reste, la Conférence des plénipotentiaires de cette institution a récemment décidé du renforcement de la présence de l'UIT sur le terrain;
- le Bureau international considère comme positive la suggestion d'une délégation de soumettre au Conseil exécutif qui sera élu par le Congrès de Washington une évaluation approfondie des expériences qui auront été acquises pendant les deux premières années de la présence accrue de l'UPU sur le terrain;
- s'agissant du rapport coût/bénéfice de l'opération, il convient de rappeler que, pour tout projet exécuté pour le compte du PNUD, l'UPU reçoit un montant non négligeable de cette institution au titre des frais d'appui administratif. Avec la présence des conseillers régionaux sur le terrain, il

est permis d'espérer qu'un nombre plus important de projets postaux bénéficieront du concours financier du PNUD; cela aura nécessairement des effets bénéfiques sur le montant des frais administratifs à récupérer au profit de l'Union.

Proposition 019

Après avoir résumé brièvement la discussion, le Président invite la Commission à examiner la proposition 019.

A la suite de débats nourris, un consensus s'est dégagé en faveur de l'adoption des principes exposés dans le document Congrès – Doc 55 et sur le texte de la proposition 019. Cependant, une délégation a suggéré un amendement en deux parties au dispositif du projet de résolution, tendant à limiter au départ la présence de l'UPU sur le terrain à un ou deux conseillers régionaux et à analyser en détail les résultats de cette expérience au bout de deux ans avant de procéder à une décentralisation plus étendue.

Mise au vote, la première partie de l'amendement a été rejetée par 70 voix contre 38 et 7 abstentions.

La deuxième partie de l'amendement, découlant directement de la première, est en conséquence devenue sans objet. Etant donné que la Commission ne disposait pas d'un texte précis de l'amendement soumis au cours du débat par une autre délégation et, afin d'éviter toute confusion, une délégation a proposé la suspension de la séance. Mise en votation, cette motion de procédure a été adoptée.

La séance est levée à 18 h 40.

Au nom de la Commission:

Le Président,
H. DIARRA

Les Secrétaires,
M. PENG
L.L.F. PINHEIRO

Le Secrétaire adjoint,
V. CHANDRASIRI ,

L'Adjoint,
V. SMERÁK

Quatrième séance

Jeudi 23 novembre 1989, 15 h 05

Présidence de M. H. DIARRA, Président

- Procurations Le Président annonce que le Yémen (Rép. dém. pop.) sera représenté par le Yémen (Rép. arabe).
- Quorum Le Président, après avoir indiqué que le quorum (80 pays) exigé est atteint, a déclaré que la Commission peut délibérer valablement.
- Proposition 019 Le Président a fait un bref résumé des débats portant sur le projet de résolution (objet de la proposition 019) qui ont eu lieu lors de la troisième séance de la Commission.
- Le Président donne aussi lecture des textes reçus par écrit de deux amendements au dispositif de la résolution, portant l'un sur l'évaluation après deux ans de l'efficacité de la présence de l'UPU sur le terrain, qui devrait être soumise au Conseil exécutif, et l'autre sur la coopération étroite des conseillers régionaux avec les Unions postales restreintes, notamment pour définir les programmes régionaux d'assistance technique.
- La Commission prend acte du Congrès – Doc 55 et adopte la proposition 019 avec les amendements ci-après au dispositif:
- 1^o un nouveau tiret est ajouté après le troisième tiret, à savoir:
- de soumettre à la session 1993 du Conseil exécutif une évaluation de l'efficacité de la présence de l'UPU sur le terrain;
- 2^o ajouter, à la fin du texte du dernier tiret, le texte suivant:
- spécialement dans la définition des programmes régionaux d'assistance technique.

Ressources
humaines et
formation

Congrès – Doc 54

Le Président invite la Commission à examiner le Congrès – Doc 54 qui porte sur les ressources humaines et la formation. Ce document décrit la politique générale et le bilan pour 1985–1989, ainsi que les initiatives à prendre en matière de ressources humaines et de formation professionnelle. Malgré l'importance des efforts consentis, des besoins restent à satisfaire, pour remédier aux insuffisances constatées. Les initiatives et les actions doivent être entreprises, notamment dans un cadre régional et avec une totale collaboration avec les écoles multinationales.

L'examen du document Congrès – Doc 54 a donné lieu aux commentaires ci-après:

- L'ensemble des intervenants ont indiqué que les initiatives proposées et les actions prioritaires prévues sont très pertinentes.
- Face aux défis auxquels la poste se trouve actuellement confrontée et compte tenu des résultats du Débat général, il est nécessaire que des mesures énergiques soient prises à la fois par les Administrations postales et par l'UPU, pour que les entreprises postales de type moderne puissent se doter d'un personnel bien formé, compétent et répondant aux exigences contemporaines.
- Deux délégations ont signalé que leur expérience en matière d'enseignement modulaire s'est avérée peu satisfaisante, tandis qu'un autre intervenant a indiqué qu'au contraire, les cours de spécialisation basés sur le système d'enseignement modulaire ont abouti à des résultats fort encourageants.
- Plusieurs délégations ont informé la Commission des efforts déployés par leurs Administrations dans le domaine de la formation. De nombreux cours ont été organisés à l'intention des stagiaires originaires des pays en développement. Les programmes d'enseignement ont été réexaminés afin que leurs contenus soient adaptés aux besoins en formation. En ce qui concerne les frais de participation aux activités de formation dispensées, il a été indiqué que les bourses sont offertes sur la base multilatérale (UPU, PNUD, Fonds spécial UPU) ainsi qu'au titre de la coopération bilatérale.
- Une Administration a fait connaître les résultats de sa coopération avec l'organisme chargé de la coordination de l'assistance technique du pays concerné, dans le domaine de la formation. Cette Administration envisage de renforcer sa collaboration avec une école postale multinationale.
- Il a été constaté, avec satisfaction, qu'une priorité sera accordée aux formations spécialisées en matière de gestion. En effet, il est très important que les Administrations des pays en développement puissent former leurs cadres dans les différents domaines de la gestion moderne, tels que planification, statistiques, comptabilité et gestion financière, stratégies commerciales, etc. Cette formation, dispensée si nécessaire par les organismes spécialisés dans ce type d'enseignement, devra être suivie de cours de spécialisation, pour appliquer les connaissances acquises dans les services postaux et financiers.

Le Sous-Directeur général au Bureau international, responsable de la coopération technique, a fourni les indications ci-après, en réponse aux commentaires des intervenants:

- Le Bureau international se félicite de la collaboration de plusieurs pays industrialisés en matière de formation. Il est réjouissant de constater que des contacts avec ces pays en vue du placement des boursiers et de l'organisation des activités de formation groupées se sont multipliés ces dernières années, dans le souci commun de trouver les formules répondant le mieux aux nécessités ressenties.
- Il faut bien distinguer le système d'enseignement modulaire et la formation spécialisée. Le système modulaire est un type de formation initiale qui vise à faire acquérir des aptitudes ou une connaissance professionnelle en vue d'exercer convenablement un «métier» dans un domaine bien défini et limité; il est de courte durée et par conséquent moins coûteux que la formation initiale de type classique portant sur plusieurs secteurs. En raison de ses limites, les cours modulaires doivent être complétés par une formation permanente.
- L'idée présentée par une délégation de former certains des cadres moyens et des cadres subalternes sur place, en envoyant des formateurs très qualifiés, recrutés au plan international, mérite d'être étudiée de façon approfondie. Suivant la politique de l'UPU, la formation du personnel d'exécution et des cadres subalternes doit être assurée sur place dans chaque pays, tandis que celle des cadres moyens et supérieurs est normalement organisée au niveau sous-régional ou régional.
- Le Bureau international publie chaque année un document intitulé «Actions de formation» contenant les indications nécessaires sur les activités de formation organisées par les Administrations, par les écoles multinationales et par le Bureau international. Cependant, s'agissant des actions dispensées par les Administrations postales, le Bureau international ne fournit que les informations lui parvenant des Administrations qui communiquent des renseignements sur les formations qu'elles offrent aux élèves originaires d'autres pays.

La Commission prend acte du Congrès – Doc 54.

La coopération technique entre pays en développement (CTPD)

Le Président résume le Congrès – Doc 52 qui rappelle les principes et critères de base en matière de coopération technique entre pays en développement ainsi que les réalisations dans ce domaine important. Le document évoque également certaines mesures préconisées pour le renforcement de ce moyen propre à aider les pays en développement à parvenir à l'autosuffisance.

Congrès – Doc 52

La Chine (Rép. pop.), chargée par le Conseil exécutif de présenter le Congrès – Doc 52 et le projet de résolution (proposition 017), a évoqué d'autres aspects importants de la coopération technique entre pays en développement en mettant l'accent sur les initiatives prévues afin d'augmenter l'efficacité des actions menées dans le cadre de la CTPD.

Proposition 017

Les délégations qui ont pris la parole ont appuyé sans réserve le rapport du Conseil exécutif faisant l'objet du Congrès – Doc 52. Un léger amendement au premier dispositif a été proposé afin de bien préciser que la CTPD ne remplace pas les autres formes de coopération, mais qu'elle les complète.

La Commission a pris acte du Congrès – Doc 52 et a adopté la proposition 017 avec l'amendement suivant: dans le dispositif «invite», deuxième tiret, la phrase devient: «les Administrations des pays bénéficiaires à recourir plus largement aux... (le reste sans changement);».

La séance est levée à 17 h 40.

Au nom de la Commission:

Le Président,
H. DIARRA

Les Secrétaires,
M. PENG
L.L.F. PINHEIRO

Le Secrétaire adjoint,
V. CHANDRASIRI

L'Adjoint,
V. SMERÁK

Cinquième séance

Mardi 28 novembre 1989, 9 h 35

Présidence de M. H. DIARRA, Président

Approbation des
rapports des
première et
deuxième séances

Les rapports qui font l'objet des Congrès/C 9 – Rapp 1 et Rapp 2 sont approuvés sans modification.

Quorum

Le Président signale que le quorum (76 pays) exigé est atteint et que la Commission peut délibérer valablement.

L'action de l'UPU
en faveur des pays
les moins avancés
(PMA)

(Congrès – Doc 53)

Le Président présente le Congrès – Doc 53 qui vise à informer le Congrès sur la situation des PMA et sur les initiatives envisagées pour aider ces pays. Actuellement, 42 pays sont classés dans cette catégorie. On relève aussi que des efforts ont été entrepris par l'UPU depuis le Congrès de Rio de Janeiro pour aider les PMA à assurer la modernisation de leurs services; ainsi la part de l'aide accordée aux PMA a représenté 39,7 % en 1987 alors qu'elle était de 27 % en 1980. Cependant, la situation des services postaux des PMA reste préoccupante: l'infrastructure postale demeure insuffisante, la qualité des services laisse à désirer et les problèmes de gestion se posent avec grande acuité. Les initiatives envisagées pour la prochaine période quinquennale se fondent sur des constatations faites et visent notamment l'amélioration de la gestion, l'organisation des statistiques, la comptabilité internationale et la tarification.

L'aide de l'UPU pour la formation du personnel et l'acquisition d'équipements légers, en particulier pour la distribution des envois EMS, est également prévue.

La Jordanie, mandatée par le Conseil exécutif, souligne d'autres aspects socio-économiques importants concernant les PMA et les activités futures en faveur de ces pays.

La conférence prévue en 1990 devrait aboutir à l'adoption d'un programme en faveur du développement des pays considérés. Par ailleurs, la Jordanie présente le projet de résolution (objet de la proposition 018) soumis pour examen à la Commission.

Les intervenants ont appuyé le document Congrès – Doc 53 et le projet de résolution 018; ils se sont félicités des actions réalisées et envisagées par l'UPU pour soutenir les services postaux des pays les moins avancés. L'accent a été mis sur l'existence d'une seule chaîne postale universelle dont les PMA constituent les maillons actuellement les plus faibles.

La Commission prend acte du Congrès – Doc 53 et adopte la résolution faisant l'objet de la proposition 018, avec un amendement au premier dispositif («invite»), où un deuxième tiret est incorporé comme suit:

« les Unions restreintes à accroître l'assistance fournie aux PMA. ».

Proposition 021

La Finlande, l'un des auteurs de la résolution qui fait l'objet de la proposition 021, indique que celle-ci doit être considérée dans le contexte des réunions des pays nordiques organisées régulièrement afin de coordonner et de renforcer les actions d'assistance technique que ces pays mettent en œuvre en faveur des pays en développement, en collaboration avec l'UPU ou dans le cadre de la coopération bilatérale.

Au cours de la période écoulée les entreprises postales des pays nordiques ont ressenti, lors de l'exécution des missions de consultants/experts et à l'occasion de l'accueil des stagiaires, certaines difficultés d'ordre matériel.

Guidés par le seul souci de renforcer l'efficacité et l'impact des activités d'assistance technique de l'UPU, les pays nordiques soumettent la proposition 021 à l'examen du Congrès.

Au cours d'un débat fort enrichissant, tous les intervenants ont appuyé le projet de résolution. En outre, les suggestions mentionnées ci-après ont été faites afin de renforcer davantage la portée de la proposition:

- l'évaluation et le suivi portant sur la mise en œuvre des recommandations et conclusions contenues dans les rapports de mission des consultants/experts doivent être assurées de façon approfondie et continue;
- il importe que le cadre des projets, les objectifs des missions ainsi que les tâches des consultants/experts soient définis de manière claire, précise et réaliste;
- les pays bénéficiaires des missions doivent accroître leurs efforts afin de désigner des homologues aptes à travailler de façon suivie avec les consultants/experts et à assurer la mise en œuvre des recommandations contenues dans les rapports;
- il convient de donner la préférence aux formations groupées plutôt qu'aux stages individuels; l'organisation des formations en groupe constitue la forme la plus efficace et la moins coûteuse;
- lors du recrutement des consultants/experts il faut tenir dûment compte, à condition qu'ils répondent pleinement au profil et aux qualifications requises, des candidats originaires des pays en développement.

Le Sous-Directeur général au Bureau international, responsable de la coopération technique, a remercié les pays nordiques pour la présentation du projet de résolution témoignant de l'intérêt sans cesse grandissant manifesté par ces pays en faveur des activités d'assistance technique de l'UPU. En ce qui concerne l'objet de la proposition, il est nécessaire de signaler ce qui suit:

- la politique de l'UPU en matière de recrutement des consultants/experts est régie par les principes adoptés dans le cadre du système des Nations Unies et, plus particulièrement, du PNUD;
- s'agissant des critères de sélection des consultants/experts, énoncés dans la proposition 021, ils sont appliqués par le Bureau international depuis plusieurs années; ils sont strictement respectés par le Comité de sélection des consultants et des experts, lors de la présélection des candidats aux différents postes de consultants/experts;
- au cours des procédures de sélection et de recrutement ainsi que lors du démarrage effectif des missions, le Bureau international se trouve assez souvent confronté à une situation difficile du fait de l'existence de plusieurs partenaires (gouvernement du pays bénéficiaire de la mission, une ou plusieurs Administrations d'origine des candidats aux postes de consultants/experts, PNUD, etc.). Les multiples interventions de ces partenaires incontournables sont à l'origine de délais quelquefois très longs précédant l'exécution réelle des missions;
- il arrive effectivement que, pressé par le bureau local du PNUD, le Bureau international se trouve dans l'obligation d'exiger des délais parfois difficiles à respecter, pour la soumission des candidatures aux postes de consultants/experts; mais dans toute la mesure du possible, on veillera à ne pas soumettre les pays à de telles pressions;
- le Bureau international privilégie de plus en plus la formation groupée qu'il considère comme un des moyens les plus efficaces et les moins coûteux pour dispenser un enseignement de qualité aux cadres postaux. En 1989, une centaine de bourses à l'origine individuelles ont été groupées; des cours et des cycles d'étude spécialisés ont été organisés grâce au concours de certains pays ou écoles multinationales.

Après une discussion portant sur le titre de la résolution, et compte tenu de la proposition d'une délégation pour que celui-ci soit amendé, le Président met au vote le titre initial de la résolution légèrement amendé par ses auteurs. La Commission adopte le titre ainsi amendé par 75 voix contre 1 et 20 abstentions.

Par ailleurs, le Président demande à la Commission d'adopter le projet de résolution avec quelques amendements portant l'un sur les considérants et les autres sur les dispositifs.

La Commission adopte la résolution (objet de la proposition 021) avec les amendements suivants:

- 1° le titre doit se lire comme suit:
Principes à souligner en matière d'... (le reste sans changement);
- 2° dans le considérant «notant», les mots «sans grand effort» sont supprimés;
- 3° un nouveau premier dispositif est inclus dans le texte, comme suit:
«demande
aux pays bénéficiaires d'adopter une politique qui favorise le choix
d'homologues locaux, aptes à appuyer les consultants/experts dans leurs
travaux et à poursuivre ceux-ci.»
- 4° dans la partie du dispositif qui commence par «le Bureau international de procéder...», le mot «directeurs» est supprimé;
- 5° dans le texte du 1er tiret du dispositif, la partie «qu'il ne l'est fait jusqu'à présent» est supprimée;
- 6° dans le dispositif, après le 1er tiret, un nouveau tiret est inclus avec le texte suivant:
« tenir compte dans le choix des consultants/experts compétents et
qualifiés, riches d'expériences, des candidats originaires des pays en
développement;»
- 7° dans le dispositif, après le 3e tiret, un nouveau tiret est introduit, se lisant comme suit:
« assurer le suivi des conclusions contenues dans les rapports des
consultants/experts afin que celles-ci soient mises en œuvre le plus
complètement possible;».

Divers

Le Président a indiqué que, cette séance étant la dernière, il approuvera au nom de la Commission les rapports des troisième, quatrième et cinquième séances comme le lui autorise l'article 23, paragraphe 5, du Règlement intérieur des Congrès. Par ailleurs, il soumettra un rapport final de la Commission au Congrès, à l'instar de l'initiative prise dans ce sens lors du Congrès de Hamburg 1984.

Les trois Vice-Présidents de la Commission remercient le Congrès pour l'honneur d'avoir été élus à ces fonctions, félicitent le Président, le Secrétariat ainsi que tous les membres de la Commission de la qualité des travaux et des résultats obtenus; ils émettent le vœu de voir toutes les décisions prises au cours des débats se transformer en résultats concrets, afin d'améliorer de façon significative la situation difficile dans laquelle se trouvent les services postaux des pays en développement.

Le Président, ayant constaté qu'aucune autre question n'a été soulevée sous ce point de l'ordre du jour, a procédé à la clôture des travaux de la Commission 9 en prononçant l'allocution jointe au présent rapport (annexe 1).

La séance est levée à 12 h 50.

Au nom de la Commission:

Le Président,
H. DIARRA

Les Secrétaires,
M. PENG
L.L.F. PINHEIRO

Le Secrétaire adjoint,
V. CHANDRASIRI

L'Adjoint,
V. SMERÁK

Allocution du Président de la Commission 9 à l'occasion de la séance de clôture

Monsieur le Secrétaire général,
Honorables délégués,
Mesdames et Messieurs,

Après cinq rencontres particulièrement riches d'enseignements, nous voilà parvenus au terme de nos travaux. Permettez-moi de vous redire l'honneur ressenti par la République de Côte d'Ivoire d'avoir été appelée à conduire les travaux de notre Commission.

Lors de notre première rencontre, je m'étais attaché à vous brosser à grands traits la situation des services postaux des pays en développement en la rattachant au contexte socio-économique actuel des nations considérées. Tout naturellement, nous avons tous partagé pour l'essentiel les vues du Conseil exécutif issu du Congrès de Hamburg sur les voies et moyens propres à réaliser la modernisation des services postaux des pays en développement. En effet, qu'il s'agisse du choix des pays et des objectifs prioritaires, qu'il s'agisse du programme spécial en faveur des pays les moins avancés, qu'il s'agisse de la nouvelle conception de projets intégrés liés à la conclusion de contrats de développement, qu'il s'agisse de la mise en œuvre d'un système de présence accrue de l'UPU sur le terrain en matière d'assistance technique, ou encore des grandes orientations en matière de formation, la densité des échanges témoigne d'un intérêt toujours grandissant des responsables postaux de toutes les régions pour une coopération technique postale efficace.

A cet égard, je voudrais vous livrer les idées-maîtresses que m'inspirent les résultats de nos travaux. Tout d'abord, il est devenu évident que pour être efficace, l'aide accordée doit être concentrée sur un nombre limité de pays et d'objectifs prioritaires sans toutefois perdre de vue la vocation universelle de la coopération technique.

Il est également apparu évident que par souci de cohérence, l'aide doit s'insérer dans un programme national pluriannuel et correspondre à un choix collectif qui contribue au renforcement de l'intégration économique et sociale des régions intéressées. Il a enfin été admis par tous que l'idée de projets intégrés, assortis de contrats de développement qui lient les autorités des pays bénéficiaires et l'UPU sont de nature à améliorer le suivi et l'évaluation des activités de développement conduites au profit des Administrations défavorisées.

L'appui quasi unanime de notre Commission en faveur d'une présence accrue de l'UPU sur le terrain en matière d'assistance technique peut être considéré comme une décision historique à plus d'un titre. En effet, il consacre une décision de principe dont la mise en œuvre a été reportée à maintes reprises. Nous sommes convenus que l'expérience mérite d'être tentée puisque le système choisi semble avoir fait ses preuves au sein d'autres institutions de la famille des Nations Unies, et notamment à l'Union internationale des télécommunications. Je suis persuadé que, grâce aux orientations que donnera le futur Conseil exécutif et au travail efficace de conception qu'entreprendra le Bureau international, l'expérience sera couronnée de succès, dans l'intérêt général.

Quant à la recherche de l'excellence en matière de formation des cadres postaux, les mesures d'ouverture sur les instituts universitaires, la diversification des activités d'enseignement et la réforme des programmes devraient contribuer à rendre cette action aussi productive que possible.

Assurément, l'esprit de solidarité qui a marqué nos échanges favorisera la rapide réalisation des objectifs retenus pour les cinq prochaines années. Je me félicite très sincèrement des résultats notables auxquels nous sommes parvenus en si peu de temps, grâce à l'apport de vous tous.

Mesdames et Messieurs,

Vous avez sans doute relevé quelques imperfections dans la conduite des travaux de notre Commission. Je vous prie de bien vouloir m'en excuser, car ces imperfections sont dues au souci de favoriser un échange de vues aussi complet que possible, quelles que soient les différences d'opinions ou d'approches.

A cet instant solennel, il m'échoit l'honneur d'exprimer au nom de vous tous notre entière gratitude aux autorités des Etats-Unis d'Amérique pour les facilités de premier ordre mises à notre disposition tout au long de nos rencontres.

Je remercie les Vice-Présidents de notre Commission, le Secrétaire général, le Secrétaire général adjoint du Congrès, de même que le Sous-Directeur général responsable de la coopération technique et ses collaborateurs, membres du Secrétariat de notre Commission pour leur précieux concours.

Mes sentiments de reconnaissance vont également aux membres du Secrétariat du pays hôte, aux interprètes, aux traducteurs, aux secrétaires et à tous ceux qui, derrière les coulisses, ont grandement contribué à faciliter nos travaux.

Mesdames et Messieurs les délégués, chers amis, en déclarant clos les travaux de la Commission de la coopération technique du XXe Congrès postal universel, je veux conserver l'espoir que l'élan de solidarité qui a prévalu durant nos échanges demeurera fort aussi longtemps que possible, dans l'intérêt de la communauté internationale.

Je vous remercie.

H. DIARRA

Rapports de la Commission 10

Première séance

Jeudi 16 novembre 1989

Présidence de M. O. KEZZAL, Président

La séance est ouverte à 8 heures.

Communications

Le Président prononce des paroles de bienvenue à l'adresse des représentants des Pays-membres de la Commission ainsi qu'aux membres du Secrétariat.

Ayant constaté qu'à l'exception du Congo (Rép. pop.) tous les autres Pays-membres de la Commission sont représentés, le Président déclare que le quorum est largement atteint et que la Commission peut valablement délibérer.

Composition de la Commission

A la demande du Président, le Secrétaire donne lecture de la composition de la Commission dont les Pays-membres et leurs représentants sont les suivants:

Algérie (présidence)	MM.	O. Kezzal
Amérique (Etats-Unis)		J. Gunderson
Belgique (vice-présidence)		H. Demaret
Bénin		L. Saliou
Canada (vice-présidence)		A. Fallu
Congo (Rép. pop.) (vice-présidence)		Non représenté
Espagne		J.L. Collada
France	Mme	M.-J. Filippini
Luxembourg	MM.	J. Hoffmann
Madagascar		M. Ranaivosoa
Sénégal		I. Sarr
Suisse		J.-M. Berset

Secrétariat

Le Secrétaire donne également lecture des membres du Secrétariat de la Commission dont les noms et les fonctions sont les suivants:

MM. C. Gheorghiev (Secrétaire)
M.S. Ouadahi (Secrétaire adjoint)
S.-E. Doomun (Adjoint)
C. Finkpon (Adjoint)
Mlle G. Carrera (Assistant)
M. C. Scheidegger (Assistant)

Méthode de travail	Le Secrétaire donne des indications sur la méthode de travail proposée. La Commission approuve cette méthode qui est décrite à l'annexe 1 au présent rapport.
Groupe de travail des formules	La Commission décide de renvoyer à sa prochaine séance la question de la constitution du Groupe de travail des formules.
Examen des propositions	
Propositions adoptées sans modification	Les propositions suivantes sont adoptées sans modification: 022, 023, 024, 025/Rev 1, 1718.1, 1719.1, 1720.1.
Proposition adoptée avec modifications	La proposition 1705.1/Rev 1 est adoptée sous réserve de modifier la deuxième phrase comme suit: «Dans les mêmes cas, les observateurs des organisations internationales non gouvernementales peuvent être admis aux séances des Commissions si la Commission <u>concernée</u> y consent.».
Proposition adoptée sous réserve de mise au point	Au cours de la discussion sur la proposition 1703.1, la Commission a relevé que le terme «élite» de la première ligne de l'article 7 du Règlement intérieur des Congrès n'est pas en harmonie avec le terme «élections» du paragraphe 3 de l'article 3. Le membre de phrase suivant: «avant les élections de toute nature» devrait être remplacé par <u>«avant les élections autres que celle du Président du Congrès»</u> . Le Secrétariat de la Commission 10 est chargé des contacts nécessaires avec le Secrétariat des séances plénières avant nouvelle présentation du texte devant la Commission.

La séance est levée à 9 heures.

Au nom de la Commission:	Le Président, O. KEZZAL	Le Secrétaire, C. GHEORGHIEV
		Le Secrétaire adjoint, M.S. OUADAHI

Méthode de travail de la Commission

Aux termes de l'article 15, paragraphe 7, du Règlement intérieur des Congrès, «Le Président du Congrès et les Présidents des Commissions font remettre à la Commission de rédaction, après chaque séance, le texte écrit des propositions, amendements ou décisions adoptés».

Des instructions ont été données aux Secrétariats du Congrès et des Commissions afin qu'ils observent strictement cette prescription de manière que la Commission de rédaction reçoive le résultat des travaux au plus tard le lendemain de chaque séance considérée.

Sur la base des renseignements qui lui parviennent des Commissions, le Secrétariat de la Commission de rédaction établit des «Pièces» qui servent de base aux discussions de la Commission 10 et qui ne sont distribuées qu'aux membres de celle-ci.

Chaque membre de la Commission dispose, dans la salle de réunion, d'un cahier spécial pour le classement des «Pièces» précitées auxquelles sont joints tous les documents (propositions, résolutions, etc.) décrits sur les «Pièces» et qui doivent permettre aux membres d'accomplir leur tâche. A l'issue de chaque séance, ce cahier spécial doit rester dans la salle de réunion à la place occupée par chaque délégué, afin que le Secrétariat puisse préparer les séances suivantes. Dans ces conditions, il n'est pas nécessaire que les membres de la Commission apportent leurs cahiers de propositions personnels pour assister aux séances de la Commission.

Les «Pièces» seront en principe examinées dans l'ordre de leur numérotage. Etant donné que les textes de base ne sont pas reproduits dans les propositions en regard de l'article modifié, les membres de la Commission devront, pour l'examen des textes qui leur seront soumis, utiliser les fascicules 1 à 4 du Code annoté. Ces fascicules seront mis à leur disposition dans la salle de réunion de la Commission.

Les rapports de la Commission de rédaction porteront la cote «Congrès/C 10 – Rapp ...». Ils reproduiront sous une forme succincte les décisions arrêtées par la Commission.

Washington, le 13 novembre 1989

Deuxième séance

Lundi 20 novembre 1989

Présidence de M. O. KEZZAL, Président

La séance est ouverte à 8 heures.

Les délégués des douze Pays-membres de la Commission sont présents.

Communication M. Ascandoni, Sous-Directeur général au Bureau international, demande à la Commission 10 de tenir une séance exceptionnelle au cours de la journée du 20 novembre 1989, en vue d'examiner les propositions qui auront été approuvées par la Commission 3 (Affaires générales) avant leur soumission en séance plénière du Congrès dans l'après-midi de la même journée.

La Commission 10, après discussion, accepte de tenir cette séance exceptionnelle le 20 novembre 1989 à 14 heures, d'établir et d'approuver séance tenante le rapport correspondant.

Approbation du rapport de la séance précédente Le Secrétaire appelle l'attention de la Commission sur le dernier point du *Congrès/C 10 – Rapp 1* (Proposition adoptée sous réserve de mise au point). Après consultation du Secrétaire des séances plénières, il s'est avéré que, pour tenir compte de l'existence du terme «élit» de l'article 7 du Règlement intérieur des Congrès (observation soulevée par le Canada lors de la première séance), une nouvelle rédaction de l'article 3 était nécessaire. Les différents points du rapport sont ensuite passés en revue. *Ce dernier est approuvé sans modification.*

Constitution du Groupe de travail des formules – Composition A la suite des consultations faites par le Secrétaire de la Commission, le Groupe de travail des formules se compose comme suit:

Présidence:	Luxembourg
Membres:	Bénin
	Canada
	Madagascar
	Suisse

Les autres membres de la Commission se sont déclarés prêts à apporter leur concours occasionnel à ce Groupe de travail.

Examen des propositions

Propositions adoptées sans modification

6001.2, 6002.2, 6004.1, 6004.3, 6009.2

Proposition adoptée avec modifications

1703.1: adoptée sous réserve de remplacer, à l'avant-dernière ligne, les termes «de toute nature» par «autres que celle du Président du Congrès».

Propositions dont l'examen est différé

05, 6005.1

Décisions du Congrès adoptées sans modification

«Décision**Approbation du Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil exécutif 1984–1989**

Le Congrès

décide

d'approuver le Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil exécutif 1984–1989

(Congrès – Doc 16, 3e séance plénière).»

«Décision**Approbation du Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil consultatif des études postales 1984–1989**

Le Congrès

décide

d'approuver le Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil consultatif des études postales 1984–1989

(Congrès – Doc 17, 4e séance plénière).»

«Décision**Approbation du Rapport du Directeur général 1985–1989**

Le Congrès

décide

d'approuver le Rapport du Directeur général du Bureau international 1985–1989

(Congrès – Doc 18, 5e séance plénière).»

«Décision

Relations avec l'Organisation des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales

Le Congrès

décide

- de prendre acte des renseignements contenus dans le Rapport du Directeur général sur les relations avec l'Organisation des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales;
- d'inviter le Directeur général du Bureau international à:
 - a) maintenir les relations avec l'ONU et d'autres organisations internationales;
 - b) continuer à suivre l'évolution des questions évoquées dans le Rapport;
 - c) prendre les mesures qu'il jugera nécessaires dans l'intérêt de l'Union et de ses membres, compte tenu d'instructions éventuelles du Conseil exécutif;
 - d) en rendre compte chaque année, dans une mesure appropriée, au Conseil exécutif.

(Congrès – Doc 22, 5e séance plénière).»

La séance est levée à 9 heures.

Au nom de la Commission:

Le Président,
O. KEZZAL

Le Secrétaire,
C. GHEORGHIEV

Le Secrétaire adjoint,
M.S. OUADAHI

Troisième séance

Lundi 20 novembre 1989

Présidence de M. O. KEZZAL, Président

La séance est ouverte à 14 h 05.

Onze membres de la Commission sont présents.

Examen des propositions

Propositions adoptées sans modification

1022.1, 1025.1, 1502.2, 1509.1, 1520.2, 1521.1*), 1522.2, 1523.1

*) Le Secrétariat de la Commission 10 est chargé des contacts nécessaires avec le Secrétariat des séances plénières pour une éventuelle précision.

Propositions adoptées avec modifications

1715.1: lire à la troisième ligne «à moins que celle-ci ne décide».

1715.2: lire à la troisième ligne «la Commission ne décide».

1715.3: le texte français doit se lire ainsi: «7bis. Au terme de leurs travaux, les Commissions établissent, au sujet des Règlements d'exécution qui les concernent, une résolution en deux parties qui comportent: (le reste sans changement).».

Approbation du rapport

Le présent rapport, établi séance tenante, est approuvé par la Commission lors de cette même séance.

La séance est levée à 14 h 35.

Au nom de la Commission:

Le Président,
O. KEZZAL

Le Secrétaire,
C. GHEORGHIEV

Le Secrétaire adjoint,
M.S. OUADAHI

Quatrième séance

Mardi 21 novembre 1989

Présidence de M. O. KEZZAL, Président

La séance est ouverte à 14 heures.

Tous les membres de la Commission sont présents.

Approbation
du rapport
de la séance
précédente

L'épreuve du Congrès/C 10 – Rapp 2 est approuvée.

Examen des
propositions

Propositions
adoptées sans
modification

05*), 1502.1, 2000.1, 5002.1, 5005.1, 5013.1, 5031.1

- *) La proposition a été adoptée compte tenu du titre modifié par la Commission 8 (Arrangements des services financiers postaux et abonnements aux journaux et écrits périodiques supprimés. Possibilité de leur maintien ou de leur réintroduction).

Propositions
adoptées avec
modifications

2000.2: adoptée sous réserve des modifications suivantes:

- 1er considérant: remplacer «augmente de plus en plus» par «ne cesse d'augmenter»;
- 3e considérant: le libeller comme suit: «que les déversements de chlorures causent des dommages graves aux poissons, algues, goémons et autres organismes de mer»;
- 4e considérant: remplacer «matières dont la production cause des impuretés» par «produits dont la fabrication est source de pollution»;
- remplacer le dispositif actuel par le suivant: «aux Administrations postales de choisir pour les besoins des services postaux un papier fabriqué selon les procédés les moins polluants possible.».

2000.5: adoptée sous réserve des modifications suivantes:

- remplacer le titre actuel par «Action pour renforcer la sécurité /.../ du courrier international et en préserver l'intégrité»;
- deuxième considérant, première ligne: remplacer le mot «délits» par «actes»;
- premier dispositif, dernière ligne: remplacer le mot «accomplir» par «réaliser»;
- deuxième dispositif, deuxième ligne: remplacer «leur» par «sa»; quatrième ligne: remplacer «mises» par «mis».

2000.13: adoptée sous réserve de la libeller comme suit:

«Le Congrès,

ayant noté

- /.../ que l'UPU, qui possède son propre symbole, l'associe traditionnellement à l'image de cette Union,
- que les services postaux, en revanche, ne disposent d'aucune signalisation commune moderne /.../ de nature à provoquer un impact sur le marché et à permettre, à l'instar du service EMS, de les identifier dans n'importe quelle région du monde,

conscient

de la nécessité d'adopter un symbole postal unique qui associe, chez les usagers, la poste à l'idée de rapidité, de sécurité et de fiabilité,

charge

le Conseil consultatif des études postales de réaliser une étude sur la création éventuelle d'un logotype universel qui permette d'identifier les services postaux.»

2000.21: adoptée sous réserve de modifier le dispositif comme suit:

- première ligne: remplacer «que les» par «aux» et «concluent» par «de conclure»;
- cinquième ligne: remplacer «que les» par «aux» et «se mettent» par «de se mettre»;
- septième ligne: remplacer «que les» par «aux» et «établissent» par «d'établir»;
- dernier tiret: le libeller comme suit:
 - «- aux Administrations de revoir régulièrement les accords bilatéraux afin de vérifier le degré de réalisation des objectifs fixés et pour prendre toute décision éventuelle en cas de besoin.»

2002.1: adoptée sous réserve de remplacer, aux quatrième et cinquième lignes, les termes «ou par tout moyen télématique approprié» par «ou par tout autre moyen de télécommunication approprié».

2500.5: adoptée sous réserve de remplacer à la lettre e) du dispositif «couleur» par «couleurs».

5000.6/Rev 1: adoptée sous réserve de modifier le dispositif comme suit:

charge

le Conseil exécutif:

- 1^o d'examiner les difficultés qui empêchent ces pays d'adhérer à l'Arrangement concernant les colis postaux et de concevoir des moyens leur permettant de le faire;

- 2^o d'étudier la possibilité de rendre obligatoire le service des colis postaux au sein de l'Union /.../;
- 3^o de présenter au prochain Congrès les propositions ad hoc»

5004.1: adoptée sous réserve de remplacer, aux troisième et quatrième lignes, «ou d'un avis transmis par téléphone, télex ou tout autre moyen moderne de communication» par «ou à la transmission d'un avis par téléphone, télex ou par tout autre moyen de télécommunication approprié».

5010.1: adoptée sous réserve de remplacer à l'avant-dernière ligne les mots «un moyen télématique quelconque» par «tout autre moyen de télécommunication approprié».

5014.1: adoptée sous réserve de libeller le texte de la colonne comme suit: «A cette taxe s'ajoute la taxe télégraphique ou celle de tout autre moyen de télécommunication si l'expéditeur a exprimé le désir que sa demande soit transmise par voie télégraphique ou par tout autre moyen de télécommunication».

5028.1: adoptée sous réserve de remplacer, à la dernière ligne, les mots «un moyen télématique quelconque» par «tout autre moyen de télécommunication approprié».

5050.1: adoptée sous réserve de remplacer, aux quatrième et cinquième lignes, les mots «tout moyen télématique approprié» par «tout autre moyen de télécommunication approprié».

5511.1: adoptée sous réserve de remplacer, aux première et deuxième lignes, «un moyen télématique quelconque» par «tout autre moyen de télécommunication approprié».

5537.1: adoptée sous réserve de remplacer à l'avant-dernière ligne «tout moyen télématique» par «tout autre moyen de télécommunication».

6005.1: adoptée sous réserve de remplacer, à la troisième ligne du paragraphe 2, «télécommunications» par «télécommunication».

Propositions dont
l'examen est
différé

5520.2, 5525.1

La séance est levée à 15 h 30.

Au nom de la Commission:

Le Président,
O. KEZZAL

Le Secrétaire,
C. GHEORGHIEV

Le Secrétaire adjoint,
M.S. OUADAHI

Cinquième séance

Mercredi 22 novembre 1989

Présidence de M. O. KEZZAL, Président

La séance est ouverte à 8 heures.

Onze membres de la Commission sont présents.

Approbation
du rapport
de la séance
précédente

L'épreuve du Congrès/C 10 – Rapp 4 est approuvée.

Examen des
propositions

Propositions
adoptées sans
modification

01, 02, 09, 5035.1, 65 0201.1, 65 0303.2, 65 0304.1, 65 0305.1, 65 0307.1,
65 0401.1, 65 0604.1, 65 0613.1

Propositions
adoptées avec
modifications

07: adoptée sous réserve des modifications suivantes:

- remplacer «Résolution» par «Recommandation»;
- 1er considérant: remplacer «que les questionnaires jouent en tant qu'outils de travail dans le domaine de la collecte» par «/.../ des questionnaires /.../ dans /.../ la collecte»;
- remplacer, à la dernière ligne du deuxième alinéa du dispositif, «résolution» par «recommandation»;
- insérer après le dernier dispositif le texte suivant:
«*invite*
les Pays-membres de l'Union à respecter les délais fixés dans les questionnaires.».

1007.1: adoptée sous réserve de modifier le titre actuel «Monnaie type» par «Unité monétaire».

2000.19: adoptée sous réserve de libeller la résolution selon le texte figurant à l'annexe 1 au présent rapport.

- 5000.1: adoptée sous réserve des modifications suivantes:
- remplacer «Vœu» par «Résolution»;
 - remplacer, au premier tiret du dispositif, les termes «de 20 kg» par «d'au moins 20 kg».
- 5029.1/Rev 2: adoptée sous réserve de libeller comme suit la première phrase: «Un colis est renvoyé par la voie utilisée normalement pour l'expédition des dépêches /.../».
- 5538.1/Rev 1: adoptée sous réserve de remplacer, aux troisième et quatrième lignes, «pour la transmission des dépêches expédiées par l'Administration qui renvoie le colis» par «pour l'expédition des dépêches /.../».
- 65 0303.1: adoptée sous réserve de mettre le mot «télécommunications» au singulier (première ligne) et de remplacer, à la fin de la phrase, «elles déterminent les modalités d'exécution» par «elles en déterminent les modalités d'utilisation».
- 65 0315.1: adoptée sous réserve d'ajouter à la fin de la deuxième phrase (troisième ligne) les termes «ou moins».
- 65 0609.1: adoptée sous réserve d'ajouter à la cinquième ligne, après «de cinq mois», le membre de phrase suivant: «à compter du jour de la réclamation».

Propositions dont l'examen est différé	5023.1, 5046.1/Rev 1, 5046.2, 5046.3, 6000.2, 65 0202.1, 65 0608.1, 65 0608.2
Proposition attribuée au Groupe de travail des formules	6916.91

La séance est levée à 9 h 15.

Au nom de la Commission:	Le Président, O. KEZZAL	Le Secrétaire, C. GHEORGHIEV
		Le Secrétaire adjoint, M.S. OUADAHI

Résolution

Etude de la structure de la Convention, des Arrangements et de leurs Règlements d'exécution

Le Congrès,

vu

le besoin grandissant de souplesse et d'adaptabilité de /.../ l'Union postale universelle dans les circonstances actuelles et face aux contraintes extérieures,

prenant en compte

le travail déjà effectué par le Conseil exécutif pour l'amélioration des méthodes de travail de l'Union,

notant

l'intention d'agir dans ce sens ultérieurement,

considérant

le besoin d'une réglementation claire, simple et souple pour l'exploitation des services postaux internationaux,

persuadé

néanmoins que les Règlements d'exécution de la Convention et des Arrangements ne répondent plus à ce besoin de façon adéquate,

charge

le Conseil exécutif:

- 1° d'effectuer une étude de la Convention, des Arrangements et de leurs Règlements d'exécution, afin de déterminer:
 - les dispositions /.../ essentielles de la Convention et des Arrangements à y maintenir et les autres dispositions qui devraient être situées ailleurs;
 - comment /.../ ces dernières dispositions et les Règlements d'exécution /.../ pourraient être reformulés /.../ en langage clair et direct dans des manuels d'exploitation /.../ logiquement construits facilitant l'exploitation du service postal international;
- 2° de décider, si /.../ nécessaire, du statut juridique le plus souple possible à attribuer à ces manuels;
- 3° de commencer /.../ aussitôt l'élaboration de tels manuels d'exploitation /.../;
- 4° de soumettre /.../ au prochain Congrès les résultats de ce travail avec des propositions quant aux modalités de mise à jour des manuels.

Sixième séance

Jeudi 23 novembre 1989

Présidence de M. O. KEZZAL, Président

La séance est ouverte à 8 heures.

Tous les membres de la Commission sont présents.

Approbation
du rapport
de la séance
précédente

L'épreuve du Congrès/C 10 – Rapp 5 est approuvée.

Examen des
propositions

Propositions
adoptées sans
modification

1502.4, 1504.1, 2031.4, 2543.91, 3019.7, 3019.8, 3019.9, 3019.10, 3303.1, 3304.1, 3587.1 R, 5047.2, 5048.2, 5500.1, 5500.2, 5519.1, 5525.2, 5526.1, 5533.1

Propositions
adoptées avec
modifications

015: adoptée sous réserve d'insérer dans le premier dispositif, après le premier tiret du chiffre 2^o, les deux tirets suivants:

- ← mettre en place des plans et des programmes de développement;
- améliorer la qualité de service;.

016: adoptée sous réserve des modifications suivantes:

- au chiffre 1^o, première ligne du premier alinéa du dispositif, remplacer le membre de phrase «sur un petit nombre de» par «au profit des»;
- au chiffre 3^o du même dispositif, deuxième ligne, ajouter «au moins» après «pour cent»;
- au deuxième alinéa du dispositif, chiffre 1^o, lettre a), insérer, après «de prendre en charge», « quand ils le peuvent.».

026: adoptée sous réserve des modifications suivantes:

- troisième considérant: remplacer «ont été l'objet d'examens» par «ont fait l'objet d'examens»;
- quatrième considérant: remplacer, à la première ligne, «est assujetti» par «doit faire face»;

- dispositif, modifier les lettres c) et d) actuelles comme suit et insérer une nouvelle lettre d):
 - c) /.../ de faire examiner l'organisation et les objectifs du Bureau international, (le reste sans changement);
 - d) de mettre en œuvre aussi rapidement que possible les recommandations de cette étude exigeant, selon lui, une action immédiate;
 - e) de formuler d'éventuelles propositions (le reste sans changement).».

1521.1: adoptée sous réserve de remplacer, à la première ligne du paragraphe 1, «la Convention et les Arrangements» par «la Convention, les Arrangements et leurs Protocoles finals».

2004.1: cette proposition devient sans objet puisqu'elle est amendée par la proposition 2004.2.

2004.2: adoptée sous réserve de remplacer, aux troisième et quatrième lignes, le membre de phrase «par les plus rapides moyens de télécommunication disponibles» par «par tout moyen de télécommunication approprié».

2006.2: adoptée sous réserve de remplacer, aux deuxième et troisième lignes, «les Administrations intéressées» par «chaque Administration intéressée».

2020.1: adoptée sous réserve de remplacer, à la troisième ligne, «en service» par «dans le service».

2020.2: adoptée sous réserve de remplacer, à la quatrième ligne, «directement» par «juste».

2020.3/Rev 1: adoptée sous réserve de remplacer, à la fin du texte, «heurts» par «difficulté».

2050.2: adoptée sous réserve de remplacer, aux première et deuxième lignes du chiffre 2^o, «ou si le destinataire se désiste de ses droits en faveur de l'expéditeur» par «ou inversement».

3019.2: adoptée sous réserve de remplacer à l'avant-dernière ligne «parties publicité détachées étant» par «d'éléments publicitaires détachés».

3019.6: adoptée sous réserve des modifications suivantes:

- remplacer à la troisième ligne «seront fixés» par «sont fixés»;
- libeller comme suit le membre de phrase des quatrième et cinquième lignes: «Elles comprennent, sauf exception prévue à l'article 25, paragraphe 6, (le reste sans changement)».

3019.11: adoptée sous réserve de libeller la dernière phrase comme suit: «Toutefois, ces tarifs préférentiels ne peuvent pas être inférieurs (le reste sans changement)».

5046.1/Rev 1, 5046.2, 5046.3: adoptées sous réserve de les fusionner (voir nouveau texte en annexe 1 au présent rapport).

5047.1/Rev 1: adoptée sous réserve de libeller le texte de la colonne comme suit: «au-dessus de 20 kg, pour chaque coupure ou fraction de 5 kg».

5048.1/Rev 1: adoptée sous réserve de libeller le texte de la colonne comme suit:
«au-dessus de 20 kg. pour chaque coupure ou fraction de 5 kg.».

5501.1: adoptée sous réserve de remplacer, à la dernière ligne, «télécopieurs» par
«téléfax».

5521.1: adoptée sous réserve de remplacer à la quatrième ligne «et» par «ou».

65 0202.1: adoptée sous réserve de libeller le deuxième tiret du paragraphe 2
comme suit:

« – soit en papier résistant /.../ blanc, avec impression du fond tramé en jaune
et du texte en noir, conforme (le reste sans changement)».

Propositions dont l'examen est différé	2000.18/Rev 1, 2033.2
Propositions attribuées au Groupe de travail des formules	2933.91, 3912.1 R/Rev 1, 3915.9 R, 5902.1, 5911.1, 5911.2/Rev 1, 5911.4, 5920.1, 5920.2/Rev 1
Unité monétaire	Suite à l'adoption du DTS comme unité monétaire, la mention du franc-or et des montants exprimés en francs-or sera supprimée dans tous les textes des Actes de l'Union lors de la mise en forme finale avant signature.

La séance est levée à 9 h 15.

Au nom de la Commission:	Le Président, O. KEZZAL	Le Secrétaire, C. GHEORGHIEV
		Le Secrétaire adjoint, M.S. OUADAHI

Colis, Arrangement – Proposition

Article 46

Quote-part territoriale de départ et d'arrivée

CONSEIL EXÉCUTIF

Le modifier comme suit:

1. Les colis échangés entre deux Administrations sont soumis aux quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée pour chaque pays et pour chaque colis selon les taux indicatifs ci-après:

Coupures de poids	Quote-part territoriale de départ et d'arrivée	
	Taux indicatif	
1	2	
	fr-or	DTS
Jusqu'à 1 kg	8	2,61
Au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg	10	3,27
Au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg	12	3,92
Au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg	15	4,90
Au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg	18	5,88
Au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg	20	6,53
<u>Au-dessus de 20 kg, pour chaque coupure ou fraction de 5 kg</u>	2	0,65

En cas d'attribution des quotes-parts conformément à l'article 53, paragraphe 3, les taux indicatifs suivants sont recommandés:

	<u>fr-or</u>	<u>DTS</u>
Quote-part territoriale d'arrivée et de départ par colis	12,24	4,00
Quote-part territoriale d'arrivée et de départ par kilogramme de poids brut des dépêches	1,22	0,40
Toutefois, les Administrations ont la faculté: (le reste sans changement).		

Tenant compte des taux indicatifs ci-dessus, les Administrations fixent leurs quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée afin que celles-ci soient en relation avec les frais de leur service. Toutefois, leurs quotes-parts territoriales d'arrivée ne peuvent pas dépasser de plus de 30 pour cent leurs quotes-parts de départ.

1bis. Les quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée sont publiées par le Bureau international dans le Recueil des colis postaux.

2 à 4. (Sans changement.)

Sixième séance

Jeudi 23 novembre 1989

Présidence de M. O. KEZZAL, Président

Propositions
adoptées avec
modifications

...

65 0202.1: adoptée sous réserve de libeller le deuxième tiret du paragraphe 2 comme suit:

« – soit en papier blanc / ... / résistant, avec impression du fond tramé en jaune et du texte en noir, conforme (le reste sans changement)».

(Dans ce corrigendum, seuls les deux mots «blanc» et «résistant» ont été intervertis.)

Septième séance

Vendredi 24 novembre 1989

Présidence de M. O. KEZZAL, Président

La séance est ouverte à 8 heures.

Tous les membres de la Commission sont présents.

Approbation
du rapport
de la séance
précédente

L'épreuve du Congrès/C 10 – Rapp 6 est approuvée.

Examen des
propositions

Propositions
adoptées sans
modification

7003.1, 7003.2, 7003.3/Rev 1, 7009.1 R, 7012.1, 7014.1, 7017.1, 65 1101.1,
65 1302.1

Propositions
adoptées avec
modifications

2033.2: adoptée sous réserve des modifications suivantes:

- paragraphe 2, deuxième ligne, remplacer «tout moyen télématique approprié» par «tout autre moyen de télécommunication approprié»;
- même paragraphe, quatrième ligne, remplacer «un autre service que celui de la poste» par «la voie des télécommunications» et «correspondante» par «correspondant»;
- paragraphe 4, deuxième ligne, remplacer «un service autre que celui de la poste» par «la voie des télécommunications».

6000.2: adoptée sous réserve de libeller le dispositif comme suit: «de mettre en application la disposition de l'article RE 303, paragraphe 6, relative à la mention des sommes en chiffres, puis en toutes lettres dans les télégrammes (le reste sans changement).».

7001.1: adoptée sous réserve de modifier le paragraphe 2 comme suit:

«2. Des organismes non postaux peuvent participer, par l'intermédiaire du service des chèques postaux, à l'échange régi par les dispositions du présent Arrangement. Il appartient à ces organismes de s'entendre avec l'Adminis-

tration postale de leur pays pour assurer /.../ l'exécution de toutes les clauses de l'Arrangement et, dans le cadre de cette entente, pour exercer leurs droits et remplir les obligations /.../ définis par le présent Arrangement, L'Administration postale (le reste sans changement).».

7002.1: adoptée sous réserve de remplacer, aux articles 1.1 et 2.1, «selon accord entre les Administrations» par «selon un accord conclu entre les Administrations».

65 0608.1 et 65 0608.2: fusionnées et adoptées sous réserve de:

- remplacer, à l'avant-dernière ligne du paragraphe 2, «vingt jours» par «trente jours»;
- libeller le paragraphe 7 comme suit:
«7. Les mandats télégraphiques impayés et non les télégrammes doivent être renvoyés sous enveloppe.».

65 0703.1: adoptée sous réserve de transférer l'article 703 à l'article 702 en tenant compte des modifications suivantes:

- remplacer le titre actuel par «Réexpédition des mandats ordinaires et des mandats ordinaires télégraphiques»;
- modifier le texte comme suit:
«4bis. La réexpédition (par voie postale ou par voie télégraphique) d'un mandat ordinaire télégraphique est effectuée selon les dispositions des paragraphes 1 à 4.».

65 1104.1: adoptée sous réserve de libeller le chiffre 2^o comme suit:

«2^o les mandats télégraphiques et non les télégrammes sont joints au compte mensuel;».

65 1202.1: adoptée sous réserve de remplacer, à la première ligne, «30 000 francs (9800,72 DTS)» par «20 000 francs (6533,81 DTS)».

La même modification doit être faite au paragraphe 1, après «d'une somme dépassant», et à la lettre c) de ce même paragraphe.

Propositions
attribuées au
Groupe de travail
des formules

6903.1, 6914.1

La séance est levée à 9 heures.

Au nom de la Commission:

Le Président,
O. KEZZAL

Le Secrétaire,
C. GHEORGHIEV

Le Secrétaire adjoint,
M.S. OUADAHI

Huitième séance

Lundi 27 novembre 1989

Présidence de M. A. FALLU, Vice-Président, appelé à remplacer M. O. Kezzal, Président, absent

La séance est ouverte à 8 heures.

Onze membres de la Commission sont présents.

Approbation
du rapport
de la séance
précédente

L'épreuve du Congrès/C 10 – Rapp 7 est approuvée.

Examen des
propositions

Propositions
adoptées sans
modification

020, 2028.1, 2058.1, 2518.2, 2539.1, 2563.2 *), 75 0102.2, 75 0201.1, 75 201.2, 75 0313.1, 75 0313.2, 75 1301.1, 75 1301.2, 75 1302.2, 85 0202.1, 85 0301.1, 85 0305.1

*) La modification introduite par cette proposition est susceptible d'avoir une implication sur la formule C 27. L'attention du Groupe de travail des formules a été appelée en conséquence.

Propositions
adoptées avec
modifications

017: adoptée sous réserve de remplacer, au deuxième tiret du 1er alinéa du dispositif, «systématiquement» par «largement».

019: adoptée sous réserve des modifications suivantes:

- insérer après le troisième tiret du dispositif le texte suivant:
« – de soumettre à la session 1993 du Conseil exécutif une évaluation de l'efficacité de la présence de l'UPU sur le terrain;»
- compléter le texte du dernier tiret du dispositif par «, spécialement dans la définition des programmes régionaux d'assistance technique».

2000.16: Adoptée sous réserve:

- de libeller la décision selon le texte figurant à l'annexe 1 au présent rapport;
- de revoir les annexes de la décision au cours d'une prochaine séance.

2030.91: adoptée sous réserve de supprimer, à la deuxième ligne du paragraphe 1, la mention «IBRS/».

2058.3: adoptée sous réserve de remplacer, au début de la quatrième ligne, «cinq» par «trois».

2058.5: adoptée sous réserve d'ajouter à la deuxième ligne «pas» après «peut» et de considérer le texte de la proposition comme un paragraphe à part à insérer après le paragraphe 4 actuel.

2532.3: adoptée sous réserve de supprimer à l'avant-dernière ligne de la lettre a) le mot «mais» et d'ajouter «cependant» après «peuvent».

75 0102.1: adoptée sous réserve de remplacer, aux deuxième et troisième lignes du paragraphe 5, «un intérêt sur les sommes dues dont le taux ne peut excéder celui du marché du jour» par «un pour cent par an au-dessus du taux d'intérêt interbancaire des prêts à un mois».

75 0103.1: adoptée sous réserve d'ajouter à la deuxième ligne de la lettre a) «RE» entre «article» et «317».

75 0301.1: adoptée sous réserve d'ajouter, à la fin du paragraphe 3, les mots «ou moins».

75 0317.1: adoptée sous réserve de libeller les deux premières lignes comme suit: «Le bureau de chèques destinataire porte immédiatement les montants des virements télégraphiques /.../ au fur et à mesure de leur réception, au débit du compte courant postal de liaison.».

75 1302.1: adoptée sous réserve de remplacer, à la deuxième ligne du paragraphe 1, «le guichetier» par «l'agent du guichet».

85 0601.91: adoptée sous réserve de supprimer, aux troisième et quatrième lignes, le membre de phrase «. La réclamation concernant le montant d'un remboursement non parvenu au bénéficiaire doit être»; de remplacer à la cinquième ligne «établie» par «à établir» et «transmise» par «transmettre».

Décision adoptée
par la
Commission 4

Adoptée sous réserve de la modifier comme suit:

«**Décision**

Conditionnement des envois de marchandises à ne pas ouvrir sans précautions spéciales

Le Congrès

charge

le Conseil exécutif;

= d'effectuer, en collaboration avec l'IATA, l'étude de la proposition 2518.1 relative au conditionnement des envois de marchandises à ne pas ouvrir sans précautions spéciales;

= /.../ de formuler éventuellement, à l'issue de ses travaux, des propositions compte tenu de ses nouvelles compétences.

(Proposition 2518.1, Commission 4, 3e séance).»

Proposition
dont l'examen est
différé

85 0303.1

Propositions
attribuées au
Groupe de travail
des formules

7914.1, 7915.1, 8903.91, 8906.91, 8911.91

La séance est levée à 9 h 20.

Au nom de la Commission:	Le Vice-Président,	Le Secrétaire,
	A. FALLU	C. GHEORGHIEV
		Le Secrétaire adjoint,
		M.S. OUADAHI

Décision

Service correspondance commerciale-réponse internationale

Le Congrès,

reconnaissant

que les méthodes UPU classiques permettant aux clients de joindre des envois préaffranchis à leur correspondance sont onéreuses, peu pratiques et mal adaptées aux besoins de la clientèle d'affaires moderne,

conscient du fait

- qu'un certain nombre d'Administrations offrent des services correspondance commerciale préaffranchie dans leurs services intérieurs;
- qu'il existe une demande considérable de la part de la clientèle d'affaires en ce qui concerne le développement de ces services dans le service postal international,

reconnaissant

qu'un certain nombre d'Administrations de la CEPT se sont déjà efforcées de satisfaire /.../ cette demande, en assurant avec succès un service correspondance commerciale-réponse internationale (/.../CCRI) depuis 1986, basé sur les dispositions figurant en annexe,

constatant

que la demande de ce service a également incité des concurrents, dont un au moins /.../ est de taille internationale, /.../ à introduire un système semblable,

décide

que les Administrations qui entendent assurer le service /.../ CCRI le feront conformément aux dispositions figurant en annexe,

demande

à toutes les Administrations d'envisager la possibilité de participer à ce service afin d'en faire un service international aussi étendu que possible,

charge

le Conseil exécutif:

- = d'examiner, de modifier et de mettre à jour les dispositions figurant en annexe;
- = d'introduire, selon les besoins, /.../ d'autres développements au niveau des exigences de la clientèle ou des procédures améliorées d'exploitation et de décompte /.../.

Neuvième séance

Mardi 28 novembre 1989

Présidence de M. C. DEFOUNDoux, Vice-Président, appelé à remplacer M. O. Kezzal, Président, absent

La séance est ouverte à 14 heures.

Neuf membres de la Commission sont présents.

Approbation
du rapport
de la séance
précédente

L'épreuve du Congrès/C 10 – Rapp 8 est approuvée.

Examen des
propositions

Propositions
adoptées sans
modification

012, 5000.4, 5000.5

Propositions
adoptées avec
modifications

010: adoptée sous réserve de remplacer dans le dispositif, à la première ligne, le premier mot «le» par «la».

011: adoptée sous réserve de remplacer au premier alinéa du dispositif, deuxième tiret, première ligne, le mot «sera» par «soit».

013: adoptée sous réserve d'ajouter, à la sixième ligne du deuxième alinéa du dispositif, après «quatre dernières années», le membre de phrase «par l'UPU, les Unions restreintes et les Administrations postales».

5000.3: adoptée sous réserve des modifications suivantes:

- au dernier considérant, avant-dernière ligne, après «ceux» ajouter le membre de phrase suivant: «de ces organismes»;
- avant-dernière ligne du dispositif, supprimer «voie de».

6000.1 *): adoptée sous réserve des modifications ci-après:

- page 8, RE – Article 303, paragraphe 1, premier tiret, le libeller comme suit: «POSTFIN (le cas échéant, précédé de l'indication de service télégraphique URGENT /.../ et suivi d'autres indications de service télégraphiques /.../);»;
- page 10, RE – Article 304, paragraphe 1, premier tiret, répéter la même modification que ci-dessus.

7000.1 *): adoptée sous réserve des modifications ci-après:

- page 19, RE – Article 313, paragraphe 2, cinquième ligne, remplacer «précédé des indications de service télégraphiques URGENT ou LT, s'il y a lieu, et suivi d'autres indications de service télégraphiques, le cas échéant)» par «(le cas échéant, précédé de l'indication de service télégraphique URGENT /.../ et suivi d'autres indications de service télégraphiques /.../);»;
- page 19, RE – Article 314, supprimer le titre et le texte;
- page 30, RE – Article 704, paragraphe 1, ajouter à la fin de la troisième ligne, «Modification ou correction d'adresse».

8000.1 *): adoptée sous réserve des modifications suivantes:

- page 6, RE – Article 301, paragraphe 1, remplacer la dernière phrase par «L'indication relative au montant du remboursement ne peut être faite, ni au crayon, ni au crayon-encre; toutefois, les indications de service peuvent être inscrites au crayon-encre.»;
- page 18, RE – Article 6, dans le titre, remplacer «des» par «aux».

85 0303.1: adoptée sous réserve de libeller le deuxième tiret du paragraphe 1 comme suit: «soit d'une formule de mandat de remboursement en papier blanc résistant /.../ conforme aux modèles R 3bis ou R 6bis ci-annexés, imprimée en /... / vert clair (le reste sans changement).».

Décisions du
Congrès adoptées
sans modification

Voir annexe 1 ci-jointe.

Proposition
attribuée au
Groupe de travail
des formules

6900.1: adoptée sous réserve de supprimer, à la première page, la quatrième ligne de la Liste des formules (MP 3 – Avis d'émission d'un mandat télégraphique – RE – Art. 305, § 1).

- *) Le Secrétariat de la Commission 10 procédera à l'intégration dans les Arrangements correspondants (6000.1, 7000.1, 8000.1) des textes des propositions qui ont été adoptées. Les nouveaux textes refondus feront l'objet d'un examen de la Commission 10 au cours de séances spéciales.

Communication La Belgique (Vice-Président) a fait part à la Commission des modifications apportées au calendrier des séances des Commissions et des séances plénières par le Bureau du Congrès lors de sa réunion du 27 novembre 1989.

La séance est levée à 14 h 45.

Au nom de la Commission:

Le Vice-Président,
C. DEFOUNDoux

Le Secrétaire,
C. GHEORGHIEV

Le Secrétaire adjoint,
M.S. OUADAHI

Décisions adoptées par le Congrès

Décision

Lieu du XXIe Congrès postal universel

Le Congrès

décide

d'accepter l'invitation du Ministère des communications de la République de Corée de tenir le XXIe Congrès dans ce pays en 1994.

(Congrès – Doc 74, 10e séance plénière)

Décision

Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées

Le Congrès

décide

- d'approuver le Rapport du Directeur général sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées;
- de prendre acte des efforts déployés par l'UPU pour venir en aide aux réfugiés et aux territoires non autonomes ainsi qu'aux pays nouvellement indépendants et aux pays les moins avancés (PMA);
- de recommander la poursuite de la pratique suivie jusqu'ici et l'intensification des mesures prises au cours de ces dernières années ainsi que d'accorder une attention particulière aux possibilités d'assistance concrète au peuple namibien, notamment durant la période de transition et immédiatement après l'indépendance.

(Congrès – Doc 23 et Add 1, 10e séance plénière)

Dixième séance

Mercredi 29 novembre 1989

Présidence de M. O. KEZZAL, Président

La séance est ouverte à 8 heures.

Tous les membres de la Commission sont présents.

Approbation
du rapport
de la séance
précédente

L'épreuve du Congrès/C 10 – Rapp 9 est approuvée.

Examen des
propositions

Propositions
adoptées sans
modification

1011.1, 1012.1, 1021.1, 1023.1, 1026.1, 1504.2, 1504.3, 1509.2, 1522.1/Corr 1, 2032.2/Rev 2, 2032.3, 2034.2, 2513.8, 5021.1, 5039.1, 5039.5, 5042.1, 5056.1, 5301.2, 5302.1, 5302.2, 5304.1, 5304.2, 5304.3, 5306.2, 5307.1, 5502.1, 5505.2

Propositions
adoptées avec
modifications

1033.91: adoptée sous réserve des modifications suivantes:

- compléter le titre comme suit: «Notification de l'adhésion aux Protocoles additionnels à la Constitution de l'Union postale universelle»;
- à la quatrième ligne, remplacer «international qui notifie» par «international. Celui-ci notifie».

2000.6/Rev 1: adoptée sous réserve des modifications suivantes:

- libeller le titre comme suit «Harmonisation des systèmes de comptabilité des frais de transit des dépêches closes de la poste aux lettres de surface et des colis postaux de surface»;
- libeller la première ligne du premier considérant comme suit: «que le transit des dépêches de colis de surface s'effectue différemment de celui de la poste aux lettres,»;
- remplacer, aux première et deuxième lignes du deuxième considérant, le membre de phrase «est exactement la même opération que le transit» par «s'effectue de manière analogue au transit».

2000.15: adoptée compte tenu des modifications suivantes, introduites par la proposition 2000.15/Corr 1:

- à la première page: remplacer le dernier paragraphe par le texte suivant:
«donne compétence
 - 1^o au CE de concevoir et de modifier, en tenant compte des propositions du CCEP, la réglementation EMS contenue dans l'Accord-cadre EMS et son Règlement d'exécution;
 - 2^o au CCEP d'émettre des recommandations de caractère technique concernant le fonctionnement du service EMS ou de modifier les recommandations existantes.»;
- pages 11 à 13 (annexe 2 à la recommandation 2): les remplacer par celles figurant à la proposition 2000.15/Corr 1.

2090.91: adoptée sous réserve d'ajouter à la première ligne du paragraphe 2, après «Ce service est», «, dans la mesure du possible,».

2544.1: adoptée sous réserve de modifier le texte tel qu'il figure en annexe 1.

2545.2: adoptée sous réserve des modifications suivantes:

- au paragraphe 3, première et deuxième lignes, remplacer «un moyen télématique quelconque» par «tout autre moyen de télécommunication»;
- aux cinquième et huitième lignes de ce même paragraphe, remplacer «télématique» par «transmise par un autre moyen de télécommunication».

3064.1: adoptée, après fusion avec la 3064.2, sous réserve des modifications suivantes au paragraphe 2:

lettre a)

- aux première et deuxième lignes, remplacer «, y compris S.A.L.,» par «(S.A.L. compris),»;
- troisième ligne, remplacer «8 francs-or (2,614 DTS)» par «9 francs-or (2,940 DTS)»;

lettre b)

- aux première et deuxième lignes, remplacer «, y compris S.A.L.,» par «(S.A.L. compris),»;
- aux troisième et quatrième lignes, remplacer «22,08 francs-or (7,213 DTS)» par «24,84 francs-or (8,115 DTS)» et «5,60 francs-or (1,829 DTS)» par «6,30 francs-or (2,058 DTS)».

5000.2/Rev 1: adoptée sous réserve de remplacer à la deuxième ligne de la lettre c) du dispositif «le service» par «ces services».

5014.2: adoptée sous réserve de remplacer, à la troisième colonne, «un autre service que celui de la poste» par «la voie des télécommunications».

5039.4: adoptée sous réserve de remplacer au chiffre 2^o du paragraphe 10 «ou si le destinataire se désiste de ses droits en faveur de l'expéditeur» par «ou inversement».

5043.1 et 5043.2: adoptées sous réserve de fusionner le texte des deux propositions et de mentionner, à la troisième ligne du paragraphe 4, «trois» et non pas «cinq».

5043.3: adoptée sous réserve de remplacer à la quatrième ligne le mot «cinq» par «trois».

5301.1: adoptée sous réserve d'ajouter à la deuxième ligne du paragraphe 2 les mots «d'arrivée» après «quotes-parts territoriales».

5301.3: à la dernière ligne, lire «précité» au lieu de «précitée».

5512.1: adoptée sous réserve:

- de libeller les deux premières lignes du paragraphe 2 comme suit:
«2. Toute demande /.../ de modification ou de correction d'adresse concernant un colis avec valeur déclarée, transmise par voie télégraphique ou par tout autre moyen de télécommunication, doit être confirmée postalement par le premier courrier;»;
- de remplacer, à l'avant-dernière ligne du même paragraphe, «télématique» par «transmise par tout autre moyen de télécommunication».

5538.91: adoptée sous réserve de remplacer aux deuxième et troisième lignes le membre de phrase «l'article 36, paragraphe 8, de la Convention» par «l'article 21, paragraphe 5, de l'Arrangement concernant les colis postaux».

5541.1: adoptée sous réserve de libeller comme suit la première ligne du paragraphe 2:

«2. Quand il reçoit la demande /.../, visée à l'article 112, paragraphe 2, transmise par la voie télégraphique ou par un autre moyen de télécommunication,».

Propositions
dont l'examen est
différé

2006.92, 2018.1, 5005.91, 5039.2

Proposition
attribuée au
Groupe de travail
des formules

2907.1

Point en suspens

La Commission de rédaction s'est interrogée sur l'utilité de maintenir les points du sigle «S.A.L.».

L'avis des Commissions 4 et 6 est de ce fait sollicité par le présent rapport.

La séance est levée à 9 h 35.

Au nom de la Commission:

Le Président,
O. KEZZAL

Le Secrétaire,
C. GHEORGHIEV

Le Secrétaire adjoint,
M.S. OUADAH

Proposition 2544.1 après modification par la Commission 10

Article 144

Retrait. Modification ou correction d'adresse

1. Toute demande de retrait d'envois, de modification ou de correction d'adresse donne lieu à l'établissement, par l'expéditeur, d'une formule conforme au modèle C 7 ci-annexé; une seule formule peut être utilisée pour plusieurs envois remis simultanément au même bureau par le même expéditeur à l'adresse du même destinataire. (Le reste sans changement):

- a) (sans changement);
- b) si la demande doit être faite par voie télégraphique ou par tout autre moyen de télécommunication, la formule est déposée au service correspondant chargé d'en transmettre les termes au bureau de poste de destination.

2. Toute demande de modification ou de correction d'adresse relative à une lettre avec valeur déclarée formulée par voie télégraphique ou par tout autre moyen de télécommunication doit être confirmée postalement, par le premier courrier, dans la forme prévue au paragraphe 1, lettre a); la formule C 7 doit alors porter en tête, en caractères très apparents, la mention «Confirmation de la demande télégraphique ou transmise par un autre moyen de télécommunication du ...»; en attendant cette confirmation, le bureau de destination se borne à retenir l'envoi. Toutefois, l'Administration de destination peut, sous sa propre responsabilité, donner suite à la demande télégraphique ou transmise par un autre moyen de télécommunication sans attendre la confirmation postale.

3. A la réception de la formule C 7, du télégramme ou du message reçu par un autre moyen de télécommunication en tenant lieu, le bureau destinataire recherche l'envoi signalé et donne à la demande la suite nécessaire.

4. La suite donnée par le bureau de destination à toute demande de retrait, de modification ou de correction d'adresse est communiquée immédiatement au bureau d'origine, par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface), au moyen de la partie «Réponse» de la formule C 7, établie d'office si la demande a été transmise par voie télégraphique ou par tout autre moyen de télécommunication. Le bureau d'origine prévient le réclamant. Il en est de même dans les cas ci-après:

- recherches infructueuses;
- envoi déjà remis au destinataire;
- demande par voie télégraphique ou par tout autre moyen de télécommunication insuffisamment explicite pour permettre d'identifier sûrement l'envoi;
- envoi confisqué, détruit ou saisi.

Si l'expéditeur d'une demande expédiée par voie télégraphique ou par tout autre moyen de télécommunication a demandé d'être informé par un moyen analogue, la réponse est envoyée par cette voie au bureau d'origine qui prévient le réclamant le plus rapidement possible.

5. (Sans changement.)

6. (Sans changement.)

7. Les Administrations qui usent de la faculté prévue au paragraphe 5 prennent à leur charge les frais que peut entraîner la transmission, dans leur service intérieur, par voie postale ou par voie de télécommunication, des communications à échanger avec le bureau de destination. Le recours à la voie télégraphique ou à un service analogue est obligatoire lorsque l'expéditeur a lui-même fait usage de cette voie et que le bureau de destination ne peut pas être prévenu en temps utile par la voie postale.

Onzième séance

Jeudi 30 novembre 1989

Présidence de M. O. KEZZAL, Président

La séance est ouverte à 8 h 05.

Onze membres de la Commission sont présents.

Approbation
du rapport
de la séance
précédente

L'épreuve du Congrès/C 10 – Rapp 10 est approuvée.

Examen des
propositions

Propositions
adoptées sans
modification

2032.92, 2036.3, 2036.5, 2036.6, 2500.2, 2524.91, 2530.2, 2541.2, 3024.3, 3062.2, 3063.1, 3066.1, 4071.1, 4071.91, 4072.1, 4073.1, 4074.1, 4075.1, 4076.1, 4077.1, 4079.1, 4080.1, 4081.1, 4090.1, 4321.1

Propositions
adoptées avec
modifications

018: adoptée sous réserve de libeller comme suit le premier alinéa du dispositif en deux tirets:

“= les pays les moins avancés à mobiliser toutes les ressources humaines, financières et matérielles disponibles sur place et à tirer le meilleur profit possible de l'aide qui leur est fournie dans le secteur postal,
– les Unions restreintes à accroître l'assistance fournie aux PMA.”

021: adoptée sous réserve de la libeller telle qu'elle figure en annexe 1.

2000.4: adoptée sous réserve de la libeller telle qu'elle figure en annexe 2.

2000.17: adoptée sous réserve de la libeller telle qu'elle figure en annexe 3.

2027.1: adoptée sous réserve de remplacer, à la troisième ligne, le mot «et» par «ou».

2034.1: adoptée sous réserve des modifications suivantes:

- libeller le texte du paragraphe 1bis comme suit: «Les correspondances-avion et les envois prioritaires sont réexpédiés sur leur nouvelle destination par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface). /.../»;
- lire ainsi la première phrase du paragraphe 1ter: «Les autres correspondances /.../ peuvent être»;
- modifier comme suit la dernière phrase de ce même paragraphe: «La réexpédition de tels envois par la voie la plus rapide à l'intérieur du pays de destination est /.../ soumise à la réglementation intérieure de ce pays.»;
- maintenir le paragraphe 1quater provisoirement (à la demande expresse de la Commission 4).

2035.5: adoptée sous réserve de remplacer à la première ligne «se doit» par «a l'obligation».

2040.1: adoptée sous réserve de remplacer à la troisième ligne le membre de phrase «un moyen télématique quelconque» par «tout autre moyen de télécommunication».

2042.2/Rev 1: adoptée sous réserve des modifications suivantes:

- remplacer, aux neuvième et douzième lignes, le mot «électroniques» par «de télécommunication»;
- remplacer à la dernière ligne «un service de courrier accéléré» par «le service EMS».

2509.3: adoptée sous réserve d'ajouter, à la première ligne, après «les objectifs» les mots «en matière».

4000.1: adoptée sous réserve des modifications suivantes:

- libeller le titre comme suit: «/.../ Renvoi à l'origine des correspondances-avion»;
- supprimer, à la première ligne du troisième considérant et à la deuxième ligne du quatrième considérant, le membre de phrase «de la réexpédition et»;
- ajouter à la suite du quatrième considérant le texte ci-après:
«ayant adopté le principe de la réexpédition systématique par la voie la plus rapide, aérienne ou de surface, des correspondances-avion,»;
- supprimer dans le dispositif, aux deuxième et troisième lignes, les mots «la réexpédition et».

Propositions qui
feront ensemble
l'objet d'un
examen ultérieur

2035.1, 4081.3, 4081.4, 4081.5

Propositions dont l'examen est différé 2000.16, 2000.18/Rev 1, 2006.91, 2006.92, 2031.2, 2031.6, 2032.91/Rev 1, 2035.2, 5005.91

La séance est levée à 9 h 40.

Au nom de la Commission:

Le Président,
O. KEZZAL

Le Secrétaire,
C. GHEORGHIEV

Le Secrétaire adjoint,
M.S. OUADAHI

Proposition 021 modifiée notamment en fonction des indications fournies par la Commission intéressée

Résolution

Principes à souligner en matière d'activités d'assistance technique de l'UPU

Le Congrès,

considérant

que les ressources des Pays-membres de l'UPU devraient être utilisées de la façon la plus rentable quand il s'agit de recruter des consultants/experts pour effectuer des missions dans le cadre de la coopération technique,

considérant par ailleurs

que la formation d'un seul boursier exige les mêmes contributions que celle de plusieurs boursiers,

notant

qu'il est possible /.../ d'améliorer les résultats obtenus dans les domaines susmentionnés,

demande

aux pays bénéficiaires d'adopter une politique qui favorise le choix d'homologues locaux, aptes à appuyer les consultants/experts dans leurs travaux et à poursuivre ceux-ci.

charge

le Bureau international de procéder au recrutement des consultants/experts comme au placement des boursiers de l'UPU sur la base des principes /.../ suivants:

- au moment de recruter des consultants/experts, considérer l'ensemble des compétences des candidats mais donner plus d'importance /.../ aux capacités professionnelles et à l'expérience pratique ainsi qu'à l'aptitude à transmettre connaissances et savoir-faire à d'autres personnes;
- tenir compte dans le choix des consultants/experts compétents et qualifiés, riches d'expérience, des candidats originaires des pays en développement;
- accorder plus de temps aux Administrations pour choisir leurs candidats;
- informer le plus rapidement possible les candidats de la décision prise afin de soutenir leur intérêt;
- assurer le suivi des conclusions contenues dans les rapports des consultants/experts afin que celles-ci soient mises en œuvre le plus complètement possible;
- privilégier la formation en groupe par rapport aux stages individuels;
- planifier les visites de boursiers en coopération étroite avec l'Administration hôte.

Washington, le

Le Président du Congrès,

Proposition 2000.4 modifiée notamment en fonction des indications fournies par la Commission intéressée

Résolution

**Reconstitution du Comité de contact CCD/UPU
(Conseil de coopération douanière/Union postale universelle)
et création de comités de contact nationaux poste/douane**

Le Congrès,

vu

le résultat positif des travaux effectués par le Comité de contact CCD/UPU,

estimant

que les efforts visant à accélérer et à simplifier le traitement douanier des envois postaux doivent être poursuivis,

tenant compte

= des questions dont l'étude doit être poursuivie,

- de l'intérêt que présente la création de comités de contact nationaux poste/douane.

considérant

que la collaboration qui s'est instaurée depuis 1965 entre l'UPU et le CCD sert les intérêts bien compris de chacune des deux organisations,

invite

les Pays-membres à mettre tout en œuvre pour créer des comités de contacts nationaux poste/douane afin de mieux résoudre les problèmes locaux qui se présentent.

autorise

le Conseil exécutif à reconstituer le Comité de contact CCD/UPU en vue de poursuivre l'étude des problèmes communs.

Proposition 2000.17 modifiée notamment en fonction des indications fournies par la Commission intéressée

Recommandation

Envois francs de taxes et de droits

Le Congrès,

considérant

que le service des envois francs de taxes et de droits (FTD), est un service utile pour les /.../ clients d'affaires importants de la poste qui peuvent avoir recours à ce service pour expédier leurs produits à leurs clients, sans que les destinataires aient à payer les frais de douane et des taxes similaires,

notant

que, bien que beaucoup d'Administrations offrent le service FTD pour les colis postaux, elles n'offrent pas toutes le service aux clients de la poste aux lettres,

prenant en considération

le fait que les services de la poste aux lettres offrent souvent à leurs clients un service plus rapide, et particulièrement plus simple en termes de procédures et de documentation douanières,

reconnaissant

par conséquent que ce service /.../ de la poste aux lettres est un service attrayant /.../ en particulier pour les clients qui désirent envoyer des biens dont la valeur ne dépasse pas le montant couvert par l'étiquette verte C 1,

recommande

aux Administrations postales d'inclure le service des envois francs de taxes et de droits autant que possible dans leur gamme de prestations de la poste aux lettres et dans leurs relations avec d'autres Administrations qui offrent déjà ce service.

Douzième séance

Vendredi 1er décembre 1989

Présidence de M. O. KEZZAL, Président

La séance est ouverte à 8 h 05.

Onze membres de la Commission sont présents.

Le Président du Congrès, M. Edward E. Horgan, Jr., a tenu à venir exprimer personnellement sa reconnaissance à la Commission 10 pour le travail que celle-ci accomplit. Il s'est félicité de la contribution et de l'engagement de l'ensemble des membres de la Commission et du Secrétariat. Il s'est déclaré optimiste et persuadé que les travaux de la Commission 10 se termineront le mercredi 6 décembre au soir.

Approbation
du rapport
de la séance
précédente

L'épreuve du Congrès/C 10 – Rapp 11 est approuvée.

Examen des
propositions

Propositions
adoptées sans
modification

2032.91/Rev 1, 2046.1/Rev 1, 2050.1, 2052.1, 2091.1, 2500.4, 2509.1, 2509.4, 2511.1, 2511.2, 2512.1, 2513.1, 2513.2, 2513.4, 2513.5, 2547.2, 3000.4, 3000.5, 3067.2, 3069.6, 5301.4, 5301.5, 5301.6, 5301.7, 5301.8, 5301.9, 5301.10, 5302.3, 5304.4, 5304.5, 5304.6, 5304.7, 5306.3, 5306.4, 5307.2, 5310.1, 5313.1, 5508.4

Propositions
adoptées avec
modifications

2000.11: adoptée sous réserve des modifications suivantes:

- remplacer «Résolution» par «Recommandation»;
- remplacer dans le dispositif «prie instamment» par «recommande» et au début des chiffres 1^o et 2^o «les Administrations» par «aux Administrations».

2000.14: adoptée sous réserve de mentionner ultérieurement le numéro du Congrès – Doc à la fin du paragraphe 4.

2031.6: adoptée sous réserve de remplacer, à la fin de la première phrase, «l'affranchissement minimal d'une lettre ordinaire expédiée à l'étranger par voie aérienne ou comme envoi prioritaire.» par «l'affranchissement minimal d'un envoi prioritaire ou d'une lettre ordinaire expédiée à l'étranger par voie aérienne /.../».

2050.4: adoptée sous réserve de remplacer, aux deuxième et troisième lignes, «90 francs (29,40 DTS)» par «75 francs (24,50 DTS)» et «450 francs (147,01 DTS)» par «375 francs (122,51 DTS)».

2509.6: adoptée sous réserve de lire ainsi la troisième ligne «que leurs numéros de téléphone, télex et téléfax dans la mesure où ils sont disponibles;».

2513.7: adoptée sous réserve de remplacer «celle-ci devant se situer dans le pays d'origine de l'envoi» par «qui, dans le cas d'envois en nombre, doit se situer dans le pays de dépôt de l'envoi».

3000.2: adoptée sous réserve d'insérer, après le premier tiret du dispositif, un deuxième tiret comportant le texte suivant (pour tenir compte de l'adoption de la proposition 3062.1):

«- d'inclure, dans le cadre de cette étude, la question du courrier mal acheminé;».

3000.7: adoptée sous réserve de modifier la dernière ligne du dispositif comme suit: «de présenter au prochain Congrès des propositions en ce sens.».

3065.1 et 3065.3: adoptées sous réserve de les fusionner et de libeller le texte de l'article 65 comme suit: «Sont exempts des frais de transit territorial ou maritime et des frais terminaux les envois de la poste aux lettres relatifs au service postal mentionnés à l'article 15, lettre b), les envois postaux non distribués retournés à l'origine dans des dépêches closes, ainsi que les envois de sacs postaux vides.».

3067.91 et 3067.1: fusionnées et adoptées sous réserve du libellé figurant en annexe 1.

5306.1/Rev 2: adoptée sous réserve de mettre entre virgules, aux première et deuxième lignes, le membre de phrase suivant: «en transit entre le Portugal continental et les régions autonomes de Madère et Açores».

5508.1/Rev 1: adoptée sous réserve de libeller comme suit la dernière phrase: «Le moins élevé des montants concernés est appliqué dans les relations entre pays dont les Administrations ont fixé des maxima différents.».

Arrangements et
Règlements
d'exécution des
services
financiers
postaux

Une vérification approfondie des textes des propositions 6000.1, 7000.1 et 8000.1, modifiées antérieurement, a été accomplie par le Président de la Commission 8, des membres de la Commission 10, notamment MM. Berset et Hoffmann, et le Secrétariat de la Commission et les corrections nécessaires ont été ainsi apportées auxdits textes. La Commission adopte l'ensemble de ces textes.

Décisions
adoptées par les
Commissions 2
et 7

Le texte, revu par la Commission 10, des décisions et résolutions adoptées par les Commissions 2 et 7 est reproduit en annexe 2.

Propositions dont
l'examen est
différé

3000.1, 3000.3, 5005.91

Proposition
attribuée au
Groupe de travail
des formules pour
la partie qui le
concerne

2000.14

La séance est levée à 9 h 40.

Au nom de la Commission:

Le Président,
O. KEZZAL

Le Secrétaire,
C. GHEORGHIEV

Le Secrétaire adjoint,
M.S. OUADAHI

Examen des propositions 3067.91 et 3067.1

Créer le nouvel article suivant:

Article 67bis

Décompte des frais de transit

1. Le décompte des frais de transit du courrier de surface est établi annuellement par l'Administration de transit, pour chaque Administration d'origine, d'après le poids des dépêches des envois de la poste aux lettres reçus en transit pendant toute l'année, auquel s'appliquent les barèmes fixés à l'article 63.
2. L'Administration débitrice est exonérée du paiement des frais de transit lorsque le solde annuel ne dépasse pas **500** francs-or (**163,35** DTS).
3. Toute Administration est autorisée à soumettre à l'appréciation d'une Commission d'arbitres les résultats annuels qui, d'après elle, différeraient trop de la réalité. Cet arbitrage est constitué ainsi qu'il est prévu à l'article 127 du Règlement général.
4. Les arbitres ont le droit de fixer en bonne justice le montant des frais de transit à payer.

Résolutions adoptées par la Commission 2

Résolution

Approbation des compte de l'Union des années 1984 à 1988

Le Congrès,

vu

- a) le rapport du Directeur général sur les finances de l'Union (Congrès – Doc 19);
- b) le rapport de sa Commission des finances (Congrès – Doc 68),

approuve

les comptes de l'Union postale universelle des années 1984 à 1988.

(Congrès – Doc 19 et 68, Commission 2, 1re séance)

Résolution

Aide apportée par le Gouvernement de la Confédération suisse dans le domaine des finances de l'Union

Le Congrès,

ayant examiné

le rapport présenté par le Directeur général sur les finances de l'Union (Congrès – Doc 19),

considérant

le rôle particulièrement précieux pour l'Union que le Gouvernement de la Confédération suisse exerce en matière financière en vertu de l'article 124, paragraphe 10, du Règlement général, ainsi que de la résolution C 17 du Congrès de Rio de Janeiro 1979,

exprime

- 1° sa reconnaissance au Gouvernement de la Confédération suisse pour l'aide généreuse qu'il a apportée à l'Union dans le domaine des finances, en ayant effectué les avances de trésorerie de l'ancien régime financier de l'Union, en surveillant la tenue de la comptabilité du Bureau international et en assumant la vérification extérieure des comptes de l'Union;
- 2° l'espoir que cette précieuse collaboration avec l'Union pourra être maintenue à l'avenir.

(Congrès – Doc 19, Commission 2, 1re séance)

Décision adoptée par la Commission 7

adoptée sous réserve de mentionner ultérieurement le numéro de la résolution

Décision

Etablissement et règlement des comptes des colis postaux

Le Congrès,

se basant
sur la résolution C ... concernant l'établissement et le règlement des comptes (proposition 3500.1),

charge

le Conseil exécutif

d'inclure, dans le cadre de l'étude qu'il effectuera concernant l'établissement et le règlement des comptes /.../ des colis postaux, les principes et éléments contenus notamment dans les propositions 5550.1, 5550.2/Rev 1, 5550.3, 5550.5, 5550.6, 5552.2 et 5552.3 soumises au Congrès de Washington dans le but de moderniser les dispositions actuelles de la comptabilité des colis postaux.

(Propositions 5550.1, 5550.2/Rev 1, 5550.3, 5550.5, 5550.6, 5552.2 et 5552.3, Commission 7, 6e séance)

Treizième séance

Lundi 4 décembre 1989

Présidence de M. O. KEZZAL, Président

La séance est ouverte à 7 h 35.

Onze membres de la Commission sont présents.

Approbation
du rapport
de la séance
précédente

L'épreuve du Congrès/C 10 – Rapp 12 est approuvée.

Examen des
propositions

Propositions
adoptées sans
modification

03, 04, 1502.5, 1502.6, 1507.1, 1515.1, 2000.20, 2500.3, 2522.1, 2523.1, 2526.1, 2527.1, 2527.2, 2527.3, 2529.1, 2532.1/Rev 1, 2535.1, 2535.2, 2535.3, 2543.1, 2545.1/Rev 2, 2547.1, 2547.4, 3067.92, 3572.91, 3574.1, 3575.1, 3575.91, 3576.1, 3577.91, 3590.1, 4086.1, 4607.3, 5023.1, 5520.2, 5525.1

Propositions
adoptées avec
modifications

014: adoptée sous réserve de remplacer, dans le titre et à la dernière ligne du dispositif, «hymne postal de l'UPU» par «hymne mondial de la poste».

1508.1: adoptée sous la nouvelle forme rédigée par le Secrétariat de la Commission 3.

2000.16: adoptée sous réserve de la libeller telle qu'elle figure en annexe 1.

2000.18/Rev 1: adoptée sous réserve de la libeller telle qu'elle figure en annexe 2.

2018.1: adoptée sous réserve des modifications figurant en annexe 3.

2035.2: adoptée sous réserve de lire l'avant-dernière phrase comme suit: «Toutefois, les Administrations s'efforcent d'effectuer ce retour à l'expéditeur, ou de l'en informer comme il convient, lorsqu'il s'agit de la répétition de tentatives infructueuses de remises /.../ ou d'envois en nombre.»

2514.1: adoptée sous réserve de remplacer à la première ligne, après «destinataire», «et du» par «, de la localité et, si possible, du».

2539.2: adoptée sous réserve d'insérer, aux sixième et septième lignes, entre «taxe» et «valable», «non réduite».

3000.1 et 3000.3: adoptées sous réserve d'intégrer partiellement la 3000.1 dans la proposition 3000.3 avec le texte figurant en annexe 4.

3570.8/Rev 1: adoptée sous réserve de lire le paragraphe 4 comme suit:

«4. L'Administration de transit peut /.../ reporter les poids indiqués sur le bordereau de livraison C 18, comme il est stipulé dans les paragraphes 1 à 3, ou demander à l'Administration d'origine (le reste sans changement).».

3573.1: adoptée sous réserve de supprimer aux deuxième et troisième lignes du paragraphe 4 le membre de phrase suivant: «, après entente entre les Administrations concernées,».

3577.1: adoptée sous réserve des modifications figurant en annexe 5.

4000.3: adoptée sous réserve de remplacer, au premier alinéa du dispositif, «recommande» par «prie instamment» et, à la première ligne, «aux» par «les» ainsi que de remplacer, dans le deuxième alinéa, «prochaine période quinquennale» par «/.../ période quinquennale 1990-1994».

4000.5: adoptée sous réserve des modifications suivantes:

- première phrase du deuxième alinéa du dispositif, remplacer «et de la faire diffuser par le Bureau international» par «et d'en assurer la diffusion par le Bureau international»;
- rédiger le sixième tiret comme suit:
 - détails sur les dépêches:
 - numéro de la dépêche;
 - bureau d'origine de la dépêche;
 - bureau de destination de la dépêche;
 - (le reste sans changement);
- dans le dernier alinéa du dispositif, remplacer «d'identifier» par «de déterminer et préciser».

4605.1: adoptée sous réserve de libeller la deuxième ligne comme suit: «courrier électronique ou tout autre moyen de télécommunication approprié pour».

4606.2: adoptée sous réserve de remplacer à la fin de la deuxième phrase du paragraphe 4 «et d'autres moyens perfectionnés de transmission de messages» par «ou tout autre moyen de télécommunication approprié».

4607.2: adoptée sous réserve de remplacer à la fin du texte «et d'autres moyens perfectionnés de transmission de messages» par «ou tout autre moyen de télécommunication approprié».

5005.91: adoptée sous réserve de la libeller telle qu'elle figure en annexe 6.

5039.2: adoptée sous réserve de remplacer le texte des deux dernières lignes par «au-dessus de 20 kilogrammes, 70 francs (22,87 DTS) par colis et par coupure ou fraction de 5 kilogrammes.»

Divers

Le texte plus complet de la proposition 2031.6 (voir Congrès/C 10 – Rapp 12) a remplacé celui de la proposition 2031.2 qui, de ce fait, est devenue sans objet.

Décision adoptée
par la
Commission 6

«Décision

Etude sur la rationalisation des formules de l'UPU

Le Congrès

décide

de confier au Conseil exécutif

- a) l'étude des propositions 4907.1/Rev 1, 4624.1, 4625.1 et 4617.1;
- b) une étude générale visant à la rationalisation des formules de l'UPU avec pour objectifs:
 - la limitation de leur nombre,
 - leur simplification,
 - leur adaptation aux nouvelles technologies.

(Propositions 4907.1/Rev 1, 4624.1, 4625.1, 4617.1, Commission 6, 2e séance).»

Propositions dont
l'examen est
différé

3000.6, 4607.1

La séance est levée à 9 h 50.

Au nom de la Commission:

Le Président,
O. KEZZAL

Le Secrétaire,
C. GHEORGHIEV

Le Secrétaire adjoint,
M.S. OUADAH

Nouveau texte de la proposition 2000.16 élaboré par la Commission de rédaction

Décision

Service correspondance commerciale-réponse internationale

Le Congrès,

reconnaissant

que les méthodes UPU classiques permettant aux clients de joindre des envois préaffranchis à leur correspondance sont onéreuses, peu pratiques et mal adaptées aux besoins de la clientèle d'affaires moderne,

conscient du fait

- qu'un certain nombre d'Administrations offrent des services correspondance commerciale-réponse dans leurs services intérieurs;
- qu'il existe une demande considérable de la part de la clientèle d'affaires en ce qui concerne le développement de ces services dans le service postal international,

reconnaissant

qu'un certain nombre d'Administrations de la CEPT se sont déjà efforcées de satisfaire cette demande, en assurant avec succès un service correspondance commerciale-réponse internationale (CCRI) depuis 1986, basé sur les dispositions figurant en annexe,

constatant

que la demande de ce service a également incité des concurrents, dont un au moins est de taille internationale, à introduire un système semblable,

décide

que les Administrations qui entendent assurer le service CCRI le feront conformément aux dispositions figurant en annexe,

demande

à toutes les Administrations d'envisager la possibilité de participer à ce service afin d'en faire un service international aussi étendu que possible,

charge

le Conseil exécutif d'examiner, de modifier et de mettre à jour les dispositions figurant en annexe **et de les adapter, selon les besoins, à d'autres développements** au niveau des exigences de la clientèle ou des procédures améliorées d'exploitation et de décompte.

Introduction d'un service correspondance commerciale-réponse internationale (CCRI)

Document explicatif préparé par la Grande-Bretagne

Résumé

1 Un service correspondance commerciale-réponse internationale (CCRI) est nécessaire pour satisfaire la demande de la clientèle d'affaires en ce qui concerne l'adjonction aux envois destinés aux clients étrangers de cartes et d'enveloppes-réponse préaffranchies.

2 Les systèmes traditionnels admis par l'UPU, qui permettent aux usagers d'inclure, dans leurs envois, des moyens de préaffranchissement comme les coupons-réponse internationaux ou les cartes affranchies au moyen de timbres-poste, sont onéreux, peu pratiques et mal adaptés aux besoins des clients d'affaires modernes.

3 Un grand nombre d'Administrations ont introduit des services correspondance commerciale-réponse dans leurs services intérieurs et, depuis 1986, un certain nombre de pays membres de la CEPT offrent avec succès un service correspondance commerciale-réponse internationale.

4 Le système proposé dans le cadre de l'UPU en tant que service facultatif est basé directement sur le service de la CEPT assuré avec succès.

5 Il permet aux entreprises de joindre à leurs envois des objets préaffranchis que leurs clients étrangers peuvent renvoyer facilement, sans devoir les affranchir.

6 Les envois CCRI:

- a) peuvent être des cartes ou des enveloppes;
- b) doivent respecter les conditions applicables aux envois normalisés, à une exception près: les enveloppes CCRI peuvent peser jusqu'à 50 g;
- c) doivent avoir une présentation normalisée.

7 Les procédures d'exploitation et de décompte du service sont simples:

- a) une taxe pour chaque envoi CCRI réexpédié est perçue de l'entreprise commerciale;
- b) l'Administration qui retourne les envois CCRI facture les frais d'expédition, dans un compte annuel, à l'Administration de destination.

8 Tous les envois CCRI sont traités comme des envois de correspondance-avion LC, afin d'assurer que les réponses soient renvoyées rapidement.

9 Les concurrents internationaux ayant déjà mis au point un service correspondance commerciale-réponse, un service postal de ce type sera une arme vitale pour conserver nos clients.

10 Facultatif, ce service est limité aux Administrations qui souhaitent l'assurer, mais son efficacité est fonction du nombre important d'Administrations participantes.

11 Le Congrès est donc invité à approuver la proposition visant à l'introduire, sur la base du service de la CEPT actuellement assuré avec succès.

1 Introduction

1.1 Ce document explique pourquoi la Grande-Bretagne a présenté une proposition, également appuyée par d'autres Administrations, en vue de l'introduction d'un service correspondance commerciale-réponse internationale (CCRI).

2 Pourquoi l'UPU a-t-elle besoin d'un service correspondance commerciale-réponse internationale?

2.1 Un grand nombre de clients des services postaux internationaux souhaitent inciter leurs correspondants à leur répondre. En particulier, les entreprises commerciales désirent encourager leur clientèle locale, ainsi que les clients potentiels d'autres pays, à renvoyer des commandes de biens ou prestations, à répondre aux annonces, aux questionnaires, etc., par l'intermédiaire du service postal.

2.2 La meilleure façon d'inciter un correspondant à répondre consiste à préaffranchir l'envoi-réponse. Un envoi-réponse préaffranchi encourage positivement un client à répondre à une demande de renseignements ou à l'offre d'une entreprise étrangère.

2.3 Jusqu'à maintenant, les clients de la poste internationale n'ont pu offrir que deux types de préaffranchissement:

- a) en joignant un coupon-réponse international;
- b) en joignant une enveloppe ou une carte affranchie au moyen de timbres-poste en tenant compte du pays d'où l'envoi doit être posté.

2.4 Ces systèmes traditionnels peuvent être satisfaisants pour les envois de publipostage à un nombre peu important de destinataires, ou pour la correspondance individuelle et privée, et ils devraient être conservés à ces fins. Mais ils sont tout à fait inadaptés aux besoins des clients d'affaires modernes, car:

- a) ils les obligent à se rendre à un bureau de poste pour échanger les coupons-réponse contre des timbres;
- b) pour les envois affranchis au moyen de timbres-poste, les clients d'affaires doivent se procurer un grand nombre de timbres correspondant à la taxe en vigueur et différents selon le pays d'où l'envoi-réponse doit être posté.

2.5 De plus, les systèmes traditionnels sont très onéreux pour toute entreprise commerciale désireuse de faire un envoi de publipostage important. Les entreprises commerciales s'attendent normalement à ce qu'environ 5 ou 10% seulement des envois-réponse soient renvoyés; mais, avec ces systèmes traditionnels, la société doit s'acquitter de l'affranchissement de tous les envois-réponse, qu'ils soient utilisés ou non.

2.6 Le service de correspondance commerciale-réponse internationale préaffranchie (CCRI) présente les avantages suivants:

- a) la personne utilisant la carte ou l'enveloppe-réponse peut la renvoyer immédiatement, sans devoir se rendre à un bureau de poste, et sans frais;
- b) cette facilité peut accroître le taux de réponse de manière appréciable, notamment, le nombre d'envois renvoyés à l'entreprise commerciale.

2.7 Le service permet à la clientèle d'affaires de fournir à ses clients des cartes ou des enveloppes-lettres jusqu'à 50 g préaffranchies au tarif par avion. Ces envois ont une présentation normalisée (voir modèle en annexe 1).

2.8 En plus des avantages particuliers du service CCRI pour le publipostage international, décrits dans les paragraphes 3.1 et 3.3, il existe également beaucoup d'autres utilisations de ce service. Par exemple, les sociétés d'études de marché peuvent joindre une enveloppe CCRI aux questionnaires qu'elles envoient à l'étranger, afin de permettre aux intéressés de les renvoyer dûment remplis. Les éditeurs de livres, de revues et d'imprimés peuvent inclure des cartes CCRI pour que leurs clients renouvellent leur abonnement. Les compagnies internationales de vente

par correspondance peuvent inclure des cartes ou enveloppes CCRI pour que leurs clients leur passent des commandes, etc. Le publipostage international est un important domaine d'utilisation du service CCRI, mais il existe également beaucoup d'autres avantages.

2.9 Un certain nombre de pays exploitent déjà des services de correspondance commerciale-réponse préaffranchie dans leur réseau de courrier intérieur. Le British Post Office, par exemple, compte plus de 90 000 titulaires de licence d'utilisation du service correspondance commerciale-réponse à l'échelon national et distribue 435 millions d'envois correspondance commerciale-réponse par an.

3 Favoriser le développement du publipostage international

3.1 Le service CCRI incite les clients d'affaires à entreprendre leurs campagnes publicitaires par l'intermédiaire du service postal. Le publipostage devient actuellement un service de plus en plus important pour les Administrations postales. Il consiste à expédier des envois de publicité à des personnes et adresses soigneusement sélectionnées. Sa réussite est illustrée par les statistiques suivantes:

- a) en Grande-Bretagne, le publipostage représente plus de 10% du trafic intérieur de la poste aux lettres;
- b) dans les principaux pays de la CEPT, le trafic du publipostage a augmenté de 6% par an en moyenne au cours des cinq dernières années;
- c) aux Etats-Unis, le nombre d'envois de publipostage par habitant est cinq fois plus élevé qu'en Europe.

3.2 Les clients d'affaires sont particulièrement désireux de pouvoir joindre à leurs envois des cartes et enveloppes-réponse commerciales préaffranchies, parce que les envois-réponse:

- a) incitent les clients à répondre plus souvent;
- b) permettent aux annonceurs de juger de la réussite de leurs envois publicitaires, en évaluant le taux de réponse;
- c) permettent aux annonceurs de dresser une liste exacte des clients étrangers intéressés.

3.3 La Grande-Bretagne ne s'attend pas à ce que le service CCRI devienne un service majeur. Il constitue cependant un service supplémentaire précieux destiné à encourager la publicité internationale par publipostage. Et le publipostage lui-même représente l'une des plus importantes sources de développement du trafic potentiel pour la poste aux lettres.

4 Développement du service CCRI au sein de la CEPT

4.1 Un service correspondance commerciale-réponse internationale a été introduit en septembre 1986, à titre expérimental, entre un certain nombre de pays de la CEPT. Le service a fonctionné efficacement et sans problèmes. Les pays participants sont tous convenus de continuer le service indéfiniment.

4.2 Les pays suivants exécutent le service CCRI:

Belgique	France	Islande	Pays-Bas
Danemark	Grande-Bretagne	Luxembourg	Portugal
Emirats arabes unis	Grèce	Monaco	Suède
Finlande	Irlande	Norvège	Suisse

De plus, Chypre et l'Espagne assurent un service retour, bien qu'elles n'offrent pas encore le service à leurs propres clients. Le Brésil et la Nouvelle-Zélande ont adopté le service et vont commencer à l'utiliser prochainement. Un certain nombre d'autres Administrations, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la CEPT, se sont récemment montrées intéressées par le service.

4.3 Le service proposé au Congrès est basé directement sur le service de la CEPT, qui fonctionne avec succès.

5 Développements de services similaires chez nos concurrents

5.1 Bien que le service offert dans le cadre de la CEPT ait fonctionné jusqu'à présent avec succès, il importe maintenant de l'étendre au plus grand nombre possible d'Administrations, dans la mesure où l'un de nos principaux concurrents, TNT, a introduit un service-réponse similaire.

5.2 La Grande-Bretagne estime que le service CCRI de l'UPU proposera à la clientèle un service plus performant et plus simple que celui de TNT. Toutefois, le service de TNT couvre déjà un nombre de pays beaucoup plus important que le service actuel de la CEPT. Par conséquent, la Grande-Bretagne espère que de nombreuses autres Administrations membres de l'UPU seront encouragées à participer au service CCRI proposé.

6 Comment fonctionne le service CCRI: relations avec le client (le «titulaire de la licence»)

Note. – Un résumé simplifié, reprenant les points essentiels de cette partie du document, figure à l'annexe 2.

6.1 Conditions d'octroi d'une licence CCRI au client

6.1.1 Lorsqu'une entreprise d'un pays (pays A) souhaite fournir des envois-réponse préaffranchis à ses clients d'un autre pays (pays B), elle doit faire une demande auprès de son bureau de poste local ou à la direction générale de l'Administration postale pour obtenir une licence CCRI. L'entreprise est le «titulaire de la licence».

6.1.2 Les conditions de la licence comportent:

- a) les dimensions, le poids, la présentation et les autres conditions relatives au format, conformément aux règlements de l'Administration concernée et de l'UPU;
- b) l'obligation pour le titulaire de la licence de faire approuver la présentation de l'envoi par le service postal;
- c) les pays de destination du service;
- d) la taxe à payer à l'Administration pour chaque envoi-réponse distribué au titulaire de la licence;
- e) des droits de licence généraux pour couvrir les frais administratifs liés à l'octroi de la licence (établissement d'un compte client, création d'une procédure de suivi du trafic, etc.).

6.2 Spécifications pour les envois CCRI

6.2.1 Pour que le service reste simple, il est proposé d'offrir au client deux types d'envois-réponse:

- les cartes;
- les enveloppes pesant jusqu'à 50 g.

6.2.2 Tous les envois CCRI sont conformes aux spécifications des envois normalisés, comme définies à l'article 20 de la Convention, à l'exception de la limite de poids qui passe à 50 g pour les enveloppes.

6.2.3 Les envois doivent également se conformer à une présentation normalisée, afin d'être aisément identifiables dans les bureaux de tri (voir le modèle de l'annexe 1). Les conditions de présentation sont spécifiées à l'annexe 1bis.

6.2.4 La limite de poids des enveloppes CCRI a été portée à 50 g, plutôt que tout simplement à la première tranche de 20 g, afin que les titulaires de licence puissent joindre des questionnaires de taille moyenne, des bons de commande ou des envois similaires. Elle est cependant limitée à 50 g, car:

- a) il n'est pas possible d'insérer plus de 50 g de papier à l'intérieur d'une enveloppe normalisée aux dimensions maximales;
- b) si les envois dépassaient 50 g, les procédures de facturation et de décompte seraient trop compliquées.

6.3 *Expédition et retour des envois au titulaire de la licence*

6.3.1 Le titulaire de la licence imprime les cartes ou enveloppes selon le modèle approuvé par son Administration postale.

6.3.2 Le titulaire de la licence dans un pays A expédie ses envois de publipostage aux clients d'un ou de plusieurs autres pays B. Chaque envoi du publipostage contient une enveloppe ou une carte CCRI. Les cartes et les enveloppes CCRI sont expédiées uniquement dans les envois de la poste aux lettres destinés aux Administrations qui participent au service.

6.3.3 Cette enveloppe ou cette carte préaffranchie peut être utilisée par les clients du titulaire de la licence dans le pays B pour la réponse. Le répondant renvoie simplement la carte/l'enveloppe au pays A de la même façon qu'un envoi ordinaire, mais ne doit ni coller de timbres-poste ni payer de taxes d'affranchissement.

6.3.4 L'envoi-réponse est acheminé au pays A et distribué au titulaire de la licence. Le nombre d'envois CCRI distribués est enregistré en permanence au bureau de distribution du titulaire de la licence. Celui-ci reçoit une facture de l'Administration postale du pays A, à intervalles réguliers, pour les envois distribués.

6.4 *Facturation aux clients*

6.4.1 Les Administrations décident elles-mêmes de la façon dont elles fixent leurs tarifs aux clients, tant pour les droits de licence que pour la taxe appliquée à chaque envoi retourné. La Grande-Bretagne recommande aux Administrations de s'efforcer de ne pas exiger de droits trop élevés dans la phase de lancement et de développement du service, pour mieux encourager les clients à l'utiliser.

6.4.2 Néanmoins, les Administrations ne peuvent pas fixer leurs tarifs CCRI à un niveau plus bas que ceux de leur service correspondance commerciale-réponse du régime intérieur.

7 **Comment fonctionne le service CCRI: relations entre Administrations participantes**

Note. – Un résumé simplifié, reprenant les points essentiels de cette partie du document, figure à l'annexe 3.

7.1 *Remarques préliminaires*

7.1.1 Ce service étant tout nouveau, il faudra peut-être un certain temps pour que le volume de trafic atteigne un niveau appréciable. Les Administrations pourraient donc envisager, par accords bilatéraux, de ne pas exiger de décomptes pour la (les deux) première(s) année(s) d'existence du service ou, du moins, jusqu'à ce que l'établissement de décomptes puisse être justifié par un volume suffisant de trafic.

7.1.2 Les Administrations pourraient par ailleurs conclure des accords bilatéraux séparés visant à utiliser des formules de décompte différentes de celles suggérées au paragraphe 7.4 ci-après.

7.1.3 Les Administrations désireuses d'appliquer des procédures de décompte peuvent se référer aux modalités suivantes, convenues par celles qui en assurent le service actuellement.

7.2 *Procédures d'exploitation*

Les Administrations désireuses d'échanger des comptes pour le service CCRI doivent contrôler le nombre d'envois aux fins du décompte entre Administrations.

7.2.1 Afin d'assurer un contrôle précis, l'Administration du pays B ensache ou enlisse les envois CCRI séparément du reste du courrier, lors de la réexpédition des envois au pays A. Les étiquettes des liasses doivent indiquer lisiblement la mention CCRI, suivie du nombre d'envois. Si les envois CCRI dépassent 5 kg, ils doivent être placés dans un sac séparé. Le terme CCRI doit être inscrit clairement au dos de l'étiquette, suivi du nombre d'envois; ce dernier doit également être notifié sur la feuille d'avis C 12. Les liasses d'envois CCRI sont jointes au sac contenant la feuille d'envoi. Le bureau d'échange de départ doit tenir un registre permanent des envois CCRI expédiés, registre qui est à la base des relevés de décompte.

7.2.2 Le pays A a la faculté de désigner un seul bureau d'échange d'arrivée pour recevoir les expéditions contenant des envois CCRI d'autres pays, afin d'en faciliter le contrôle. D'autres Administrations, notamment celles ayant des territoires géographiques importants ou difficiles d'accès, ont la faculté de désigner plus d'un bureau d'échange d'arrivée. Les Administrations ne sont pas tenues de désigner des bureaux d'échange d'arrivée, mais, si tel est le cas, elles doivent s'en informer mutuellement, et les autres Administrations doivent respecter ces exigences lorsqu'elles expédient des dépêches contenant des envois CCRI.

7.3 *Qualité de service*

7.3.1 Compte tenu des menaces de la concurrence et de l'introduction de services similaires, les Administrations doivent s'assurer du retour des envois CCRI d'un pays à l'autre dans les délais les plus brefs. Tous les envois CCRI sont traités comme des envois par avion. Des dépêches d'envois réexpédiés doivent être faites quotidiennement.

7.4 *Procédures de décompte*

Comme indiqué au paragraphe 7.1, les Administrations peuvent, par accords bilatéraux, décider de ne pas appliquer les procédures suivantes si elles préfèrent ne pas introduire de procédures de décompte ou si elles préfèrent s'organiser différemment.

7.4.1 Les envois CCRI étant tous des envois affranchis, l'Administration du pays B ne percevra aucune taxe sur les clients postant les envois de l'espèce. Le pays B devra donc exiger du pays A qu'il s'acquitte d'une taxe pour chaque envoi qui lui est renvoyé.

7.4.2 Chaque Administration participante décide du montant à demander pour la réexpédition des envois CCRI à distribuer au titulaire de la licence. Certains pays peuvent souhaiter calculer les coûts spécifiques encourus lors du triage et de l'expédition d'un envoi CCRI. D'autres peuvent simplement souhaiter se baser sur la taxe-avion appropriée entre le pays B et le pays A, ou encore fixer un montant étroitement lié à la taxe d'affranchissement.

7.4.3 Il est proposé que les Administrations exigent:

- a) soit une seule taxe par envoi, applicable à tous les envois CCRI;
- b) soit deux taxes par envoi, l'une applicable aux cartes CCRI et l'autre, plus élevée, aux enveloppes CCRI pesant jusqu'à 50 g.

7.4.4 Les taxes exigées par chaque pays pour la réexpédition des envois CCRI à distribuer au titulaire de la licence, dans le pays A, doivent être indiquées au Bureau international qui les publie dans le Recueil de la Convention.

7.4.5 Le pays B tient dans ses bureaux d'échange de départ, à des fins de décompte, des relevés du nombre d'envois CCRI expédiés à chaque Administration. Il est proposé que les Administrations s'envoient trimestriellement des avis de niveaux de trafic et que les règlements soient effectués annuellement.

7.4.6 Les règlements se font annuellement par compensation bilatérale entre Administrations. L'Administration créancière envoie un décompte annuel pour règlement à l'Administration débitrice.

8 Comment réglementer le service offert dans le cadre de l'UPU

8.1 Le service CCRI étant un service relativement nouveau et en plein développement, l'insertion dans les Actes de dispositions détaillées pour le service n'est pas encore appropriée. La raison invoquée est la même que celle qui a conduit un grand nombre d'Administrations à retarder l'introduction de règlements pour le service du courrier accéléré, à savoir doter le service d'une souplesse suffisante à ses débuts afin de lui permettre de se développer et de s'adapter en fonction des progrès réalisés dans le domaine opérationnel et des besoins évolutifs de la clientèle. Pour toutes ces raisons, il n'est pas encore approprié d'insérer dans les Actes une réglementation CCRI détaillée.

8.2 La Grande-Bretagne soumet donc trois documents au Congrès.

8.2.1 Le présent document explique pourquoi un service CCRI s'avère nécessaire et comment fonctionne le service actuel de la CEPT.

8.2.2 Une proposition en vue de l'insertion d'un bref article dans la Convention, indiquant que les Administrations peuvent convenir d'assurer le service CCRI sur une base facultative et que les procédures relatives au service seront spécifiées par le Conseil exécutif.

8.2.3 Une décision du Congrès, selon laquelle les Administrations accepteraient d'introduire le service sur la base des procédures décrites dans le présent document et qui chargerait également le Conseil exécutif d'examiner ces procédures et de les mettre à jour, selon les besoins.

8.3 Le but est d'insérer un bref article d'«autorisation» (proposé comme article 30bis) dans la Convention, article qui, tout simplement:

- permet aux Administrations de participer au service CCRI sur une base facultative;
- précise que les dispositions relatives au service seront définies par le Conseil exécutif.

8.4 Cet article de la Convention présente l'avantage de conférer un statut officiel au service. Il fournit aux Administrations qui en éprouvent le besoin une base légale en matière d'exécution du service. En outre, l'existence même de cet article sert d'encouragement aux Administrations qui pourraient souhaiter participer au service à une date ultérieure.

8.5 Il est néanmoins nécessaire de définir des normes d'exécution du service pour les Administrations qui souhaitent implanter ce service. En conséquence, il est proposé que la décision du Congrès entérine les procédures générales qui servent de cadre au service fonctionnant déjà parmi les Administrations participantes actuelles, comme décrit dans le présent document. La décision du Congrès demande que ces procédures soient examinées par le Conseil exécutif, puis modifiées et mises à jour de temps à autre par ce dernier, en fonction d'autres développements au niveau des exigences des clients ou de procédures améliorées d'exploitation et de décompte, etc.

9 Conclusion

9.1 Le Congrès est invité à:


- prendre note des explications concernant le service contenues dans le reste de ce document;
- approuver la proposition 2030.91 visant à modifier la Convention de façon à permettre l'introduction d'un service correspondance commerciale-réponse internationale (CCRI) sur une base facultative;
- approuver la proposition 2000.16 du Congrès chargeant le Conseil exécutif d'examiner, de modifier et de mettre à jour les dispositions nécessaires pour gérer le service.

Modèle bilingue (anglais/français) de présentation de la carte ou enveloppe CCRI

By air mail
Par avion

IBRS/CCRI NO:

NE PAS AFFRANCHIR



NO STAMP REQUIRED

REPLY PAID/REPONSE PAYEE

GREAT BRITAIN/GRANDE-BRETAGNE

MESSRS. T. Smith & Co.
99 Temple Street
PRESTON
GREAT BRITAIN
PR1 1ZY

Directives pour une présentation normalisée des envois CCRI

Le côté où figure l'adresse de tout envoi CCRI doit être conforme aux points suivants:

- 1° Le symbole «ne pas affranchir» doit être imprimé dans le coin supérieur droit. Il doit représenter le symbole du timbre-poste, avec en surimpression une diagonale en gras et les mots «ne pas affranchir». Les Administrations peuvent également autoriser une mention semblable dans une autre langue.
- 2° Deux barres horizontales d'une épaisseur minimale de 3 mm et distantes de 14 mm au moins doivent être imprimées au-dessus de l'adresse. Deux lignes de texte doivent être imprimées entre ces barres. La première doit être «Réponse payée». Le nom du pays de destination doit être imprimé sur la deuxième ligne. Les Administrations peuvent également autoriser des mentions semblables dans une autre langue. Les deux lignes de texte figurant entre les barres horizontales doivent être imprimées en majuscules.
- 3° L'adresse du titulaire de la licence CCRI doit être imprimée sous les deux barres horizontales.
- 4° L'indication qu'il s'agit d'une correspondance-avion doit être imprimée en haut et à gauche, conformément à l'article 200 du Règlement de la Convention.
- 5° Si une indication du numéro de licence CCRI est imprimée sur l'envoi, elle doit figurer en haut et à gauche.
- 6° L'ensemble du texte et des symboles doit être imprimé en couleur foncée, formant un contraste net avec la teinte du fond de l'enveloppe ou de la carte. En principe, la couleur utilisée devrait être le noir ou le bleu foncé, mais les Administrations peuvent autoriser d'autres couleurs, pourvu qu'en fin de compte on obtienne des caractères imprimés en couleur foncée formant un contraste net avec le fond clair.

Comment le service fonctionne pour le client

Résumé

Ce résumé décrit les principales étapes du service CCRI lors de son utilisation par le client d'affaires: l'expédition d'envois CCRI à ses propres clients résidant à l'étranger, la réception des envois réexpédiés par ses clients et la facturation du service par son Administration postale.

1re étape: pays A

- 1.1 Le client fait une demande de licence CCRI auprès de l'Administration du pays A et lui soumet, pour approbation, un modèle des envois envisagés.
- 1.2 L'Administration vérifie si la demande de licence du client et le modèle d'envoi proposé sont conformes à ses exigences ainsi qu'à celles de l'UPU.
- 1.3 L'Administration accorde la licence et facture au client une taxe annuelle relative à l'établissement de la licence.
- 1.4 Le client imprime les envois-réponse conformément aux conditions définies par la licence.
- 1.5 Aussi souvent qu'il le désire, le client (le titulaire de la licence) expédie des envois de publipostage contenant des envois CCRI préaffranchis que les destinataires pourront renvoyer au titulaire de la licence.

2e étape: pays B

- 2.1 Les destinataires reçoivent les envois contenant les envois CCRI.
- 2.2 Les destinataires postent les envois CCRI préaffranchis pour retour au pays A, sans devoir les affranchir.

3e étape: pays A

- 3.1 A leur arrivée, le bureau de distribution enregistre tous les envois CCRI renvoyés au titulaire de la licence.
- 3.2 Les envois sont distribués au titulaire de la licence.
- 3.3 L'Administration facture régulièrement au titulaire de la licence le nombre d'envois réexpédiés.

Procédures d'exploitation et de décompte entre Administrations

Résumé

Ce résumé décrit les principales étapes des procédures d'opération et de décompte entre Administrations. Celles-ci peuvent décider de ne pas appliquer ces procédures de décompte ou d'appliquer d'autres méthodes.

1re étape: pays A

1.1 L'Administration expédie au pays B les envois de publipostage du titulaire de la licence contenant des envois CCRI préaffranchis.

2e étape: pays B

2.1 Les destinataires du publipostage en provenance du pays A réexpédient les envois CCRI préaffranchis au titulaire de la licence dans le pays A.

2.2 Les envois CCRI sont identifiés aux bureaux d'échange de départ du pays B et enliassés ou ensachés séparément.

2.3 Le nombre d'envois CCRI contenus dans une dépêche est indiqué sur la feuille d'avis C 12.

2.4 Les bureaux d'échange de départ notent le nombre d'envois CCRI expédiés à chaque Administration.

2.5 Les envois CCRI sont expédiés au pays A, le cas échéant, au bureau d'échange d'entrée spécifié.

3e étape: pays B

3.1 Le pays B détermine le montant à facturer au pays A pour la réexpédition de chaque envoi CCRI à ce dernier. Ce montant est indiqué au pays A.

3.2 Le pays B envoie au pays A un relevé trimestriel du nombre d'envois CCRI expédiés au pays A.

4e étape

4.1 Le pays créateur envoie un compte annuel au pays débiteur pour règlement.

Nouveau texte de la proposition 2000.18/Rev 1 élaboré par la Commission de rédaction

Recommandation

Déontologie philatélique à l'usage des Pays-membres de l'UPU

Le Congrès,

se référant

- à l'article 9 de la Convention, qui fixe les conditions d'émission des timbres-poste;
- à l'article 192 du Règlement de la Convention, qui précise les caractéristiques des timbres-poste,

tenant compte

de l'intention de l'Union et du but recherché tels qu'ils sont exprimés dans le préambule et à l'article premier de la Constitution,

constatant

- que les timbres-poste et les produits postaux ont une valeur déterminée dans leur usage postal normal,
- qu'ils peuvent aussi avoir une valeur commerciale dans leur destination philatélique,

reconnaissant

que la valeur philatélique des timbres-poste et des produits postaux dépend:

- des droits exclusifs des Administrations postales d'émettre des timbres-poste, ainsi que le reconnaît l'Union postale universelle;
- du respect par les Administrations des Actes pertinents de l'Union;
- de l'application par les Administrations de procédures postales correctes dans leurs services,

considérant

le désir exprimé à plusieurs reprises par les Administrations postales de disposer d'un code reconnu devant être appliqué dans l'émission et la fourniture de timbres-poste et de produits à destination philatélique,

recommande

aux Administrations des Pays-membres de l'UPU de respecter les procédures décrites dans la déontologie philatélique à l'usage des Pays-membres, présentée en annexe, lorsqu'elles émettent et fournissent des timbres-poste ou qu'elles sont à l'origine de produits postaux à destination philatélique.

Déontologie philatélique à l'usage des Pays-membres de l'UPU

La déontologie philatélique à l'usage des Pays-membres comprend les recommandations suivantes:

1 Les Administrations qui créent des produits philatéliques doivent veiller à ce que l'utilisation des timbres-poste et autres moyens d'affranchissement n'entraîne pas la création de produits postaux qui ne résulteraient pas de l'application des procédures postales normales.

Sont reconnus comme produits philatéliques entrant dans le champ de ce code, les:

- cartes «maximum»;
- enveloppes «premier jour»;
- pochettes et albums;
- enveloppes avec timbres-poste en relief ou entiers postaux;
- cachets pour occasions et événements spéciaux et produits y relatifs;
- timbres avec surtaxe, conformément aux dispositions de l'article 192 du Règlement de la Convention.

2 Les Administrations ne doivent pas autoriser l'utilisation de moyens d'oblitération tels qu'estampilles, cachets ou autres marques officielles, informatives ou d'exploitation, qui ne résulterait pas de l'application de procédures postales normales.

2.1 Les Administrations ne doivent pas permettre l'utilisation de ces moyens d'oblitération ou de marquage par des personnes autres que leurs propres employés.

2.2 Dans certains cas exceptionnels et à la condition qu'un contrôle direct soit effectué par leurs employés, les Administrations peuvent concéder l'utilisation de ces moyens d'oblitération ou de marquage à des personnes autres que leurs propres employés.

2.3 Lorsque les Administrations sous-traitent une partie de leur activité d'exploitation et en particulier l'oblitération, le contrat doit spécifier que les instruments d'oblitération et de marquage seront utilisés uniquement à des fins d'exploitation et de manière strictement conforme aux procédures postales normales de l'Administration concernée qui doit s'assurer que cette règle est strictement respectée.

3 Dans le cas de vente de produits à destination philatélique comportant des timbres-poste, les Administrations doivent s'assurer que le traitement du timbre-poste lui-même ainsi que l'utilisation d'estampilles, tampons, cachets et autres moyens d'oblitération sont conformes à leurs procédures postales respectives.

4 Pour chaque émission, les Administrations doivent s'assurer de l'impression d'une quantité suffisante de timbres-poste pour répondre à la demande potentielle des services et aux besoins philatéliques prévisibles. Lors de l'utilisation d'estampilles, tampons et cachets marquant des occasions ou événements spéciaux, les Administrations doivent s'assurer de la disponibilité d'un nombre suffisant de produits philatéliques pour satisfaire la demande.

5 Les Administrations ne doivent pas permettre ou faciliter la vente au public de timbres-poste ou de produits philatéliques comportant des timbres-poste dans le pays d'émission à un prix autre que leur valeur nominale. Ces timbres-poste ne seront également pas vendus sur d'autres territoires que celui d'émission à un prix inférieur à leur valeur nominale.

6 Les Administrations s'assurent, dans la mesure du possible, de la disponibilité suffisante des produits à destination philatélique comportant des timbres-poste, pour satisfaire la demande de l'ensemble des personnes désirant en faire l'acquisition.

7 Si les Administrations ne peuvent exercer aucun contrôle sur la destination des timbres-poste ou des objets confiés au service postal dans des buts postaux ou philatéliques une fois qu'ils ont été vendus, elles doivent néanmoins:

- 7.1 Ne pas accorder leur soutien ou leur accord à des artifices destinés à accroître la vente de leurs timbres-poste ou produits qui comportent des timbres-poste, artifices laissant supposer une rareté possible des produits en question.
- 7.2 Eviter toute action pouvant être considérée comme approuvant ou conférant un statut officiel à des produits d'origine non officielle qui comportent des timbres-poste.
- 7.3 Dans le cas où elles passent par des intermédiaires pour la commercialisation de leurs produits philatéliques, exiger de ces intermédiaires qu'ils se conforment aux mêmes procédures et pratiques que celles des Administrations elles-mêmes. Les Administrations ne peuvent autoriser ces intermédiaires en philatélie à mettre en pratique ou modifier les procédures postales normales ni les autoriser à exercer un contrôle sur les procédures dans le domaine philatélique.
- 7.4 Interdire spécifiquement aux intermédiaires de vendre ou céder leurs timbres-poste ou produits qui comportent des timbres-poste à un tarif inférieur à leur valeur nominale. En ce qui concerne la rémunération de leurs intermédiaires, les Administrations feront en sorte, dans la mesure du possible, que ces derniers n'aient pas besoin de vendre les timbres-poste ou les produits philatéliques comportant des timbres-poste à un prix supérieur à leur valeur nominale. Les Administrations peuvent tenir compte des variations nationales ou locales en matière de taxes sur les ventes et autres impositions éventuellement applicables.

Texte modifié de la proposition 2018.1

Article 18

Envois de la poste aux lettres

1. Les envois de la poste aux lettres comprennent:
 - a) les lettres et les cartes postales collectivement dénommées «LC»;
 - b) les imprimés, les cécogrammes et les petits paquets collectivement dénommés «AO».
2. Les envois de la poste aux lettres transportés par la voie aérienne avec priorité sont dénommés «correspondances-avion».
3. Selon leur vitesse de traitement, les envois de la poste aux lettres peuvent être répartis en:
 - a) envois prioritaires: LC/AO transportés par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) avec priorité;
 - b) envois non prioritaires: LC/AO pour lesquels l'expéditeur a choisi un tarif moins élevé qui implique un délai de distribution plus long.
4. /.../ Les Administrations de transit et de destination doivent traiter les envois prioritaires comme des correspondances-avion; selon des règles fixées bilatéralement, les Administrations peuvent également accorder le même traitement aux envois LC de surface quand aucun niveau de service plus élevé n'est offert à l'expéditeur. De la même manière, aucune différence n'est faite entre les envois non prioritaires et les envois AO de surface ou les AO de surface transportés par la voie aérienne avec priorité réduite (S.A.L.).

Intégration partielle de la proposition 3000.1 dans la proposition 3000.3

Résolution

Etude permanente des frais terminaux

Le Congrès,

ayant pris connaissance des travaux effectués par le Conseil exécutif,

considérant

que les problèmes posés par la rémunération des services rendus par les pays destinataires au profit des pays expéditeurs de courrier font partie des préoccupations majeures de l'Union,

estimant

que les rapports financiers entre pays expéditeurs et pays destinataires doivent désormais être fondés sur des critères économiques tenant compte non seulement des coûts et des services rendus mais aussi de l'environnement dans lequel se situent les postes, en particulier vis-à-vis de la concurrence,

notant

que certaines Administrations ont pour cette raison introduit dans leurs relations réciproques un système de frais terminaux autre que celui prévu par la Convention,

constatant

que ce système, basé sur le principe d'un calcul des frais terminaux qui comprend deux éléments (un taux par kilo et un taux par objet), permet, en prenant en compte les coûts de distribution liés au nombre d'objets, d'assurer une meilleure couverture des coûts supportés par les pays destinataires,

considérant

qu'il est du plus grand intérêt d'adopter des dispositions favorisant l'affectation totale des recettes des frais terminaux à la rémunération des coûts de traitement du courrier dans le pays d'arrivée, ceux notamment imputables à la mise en œuvre de programmes de remplacement et d'amélioration des infrastructures postales, et servant de base à l'organisation et au perfectionnement des services postaux dans le domaine international, conformément à l'article premier, paragraphe 2, de la Constitution de l'Union,

charge

le Conseil exécutif:

- de poursuivre l'étude de la question des frais terminaux en vue d'assurer une rémunération équitable aux Administrations de destination tenant mieux compte du coût de la distribution pour le traitement du courrier en provenance de l'étranger;
- de présenter, si nécessaire, à l'occasion de chaque Congrès ses recommandations concernant les adaptations à apporter au système des frais terminaux, en fonction de critères à déterminer et préciser tels que les volumes de trafic, etc., ainsi que les propositions de modification des Actes correspondants.

Texte modifié de la proposition 3577.1

Article 177

Etablissement des relevés statistiques des poids des sacs reçus par voie de surface

Modifier le titre et le texte comme suit:

Etablissement des relevés statistiques pour le calcul des proportions des LC et des AO

1. Aussitôt que possible après la réception de la dernière dépêche de surface ainsi que de la dernière dépêche-avion formées pendant la période de statistique, le bureau d'échange de destination établit pour chaque bureau d'échange d'origine un relevé statistique des sacs reçus conforme au modèle C 15bis ci-annexé, d'après les données des bordereaux de sacs de dépêches expédiées par voie de surface C 15. Il le transmet ensuite au service centralisateur compétent de son Administration.

2. A partir des relevés statistiques des sacs reçus C 15bis relatifs à une même Administration d'origine, l'Administration de destination établit et transmet dès que possible à chaque Administration concernée, séparément pour les dépêches de surface et avion, un relevé statistique récapitulatif des poids des sacs LC et des sacs AO expédiés pendant la période de statistique, conforme au modèle C 15ter ci-annexé. Ce relevé statistique récapitulatif permet de déterminer les proportions des poids des sacs LC et des sacs AO contenus dans les dépêches de surface, d'une part, et dans les dépêches-avion, d'autre part.

2bis. Si l'Administration qui a établi les relevés statistiques récapitulatifs des dépêches reçues C 15ter n'a reçu aucune observation rectificative dans le délai de trois mois à compter du jour de l'envoi, elle considère ces relevés comme admis de plein droit.

3. Les proportions des poids des sacs LC et des sacs AO des dépêches de surface et des dépêches-avion, visées au paragraphe 2, appliquées séparément au poids total annuel des dépêches de surface et des dépêches-avion, déterminent le poids annuel du courrier LC et du courrier AO, de surface et avion. Les poids ainsi déterminés serviront de base à la comptabilisation des frais terminaux dans les relations concernées par l'article 64 de la Convention, paragraphe 2, lettres b) et c), et paragraphe 2bis.

4. (Supprimé.)

Proposition 5005.91 modifiée selon le texte de la proposition 2032.91/Rev 1 avec la mention du délai de dédouanement

Introduire le nouvel article 5bis suivant:

Article 5bis

Objectifs **en matière** de qualité du service

1. Les Administrations de destination **doivent fixer un délai** pour le traitement des colis postaux aériens à **destination de** leur pays. **Ce délai, augmenté du temps normalement requis pour le dédouanement**, ne doit pas être moins favorable que **celui appliqué** aux envois comparables de leur service intérieur.

2. Les Administrations de destination **doivent** également, **autant que possible, fixer un délai** pour le traitement des colis de surface à **destination de** leur pays.

3. Les Administrations d'origine fixent des objectifs **en matière de qualité pour les colis-avion et les** colis de surface à destination de l'étranger en **prenant comme point de repère les délais** fixés par les Administrations de destination.

Quatorzième séance

Mardi 5 décembre 1989

Présidence de M. O. KEZZAL, Président, de 7 h 35 à 8 h 15

Présidence de M. A. FALLU, Vice-Président, de 8 h 15 à 9 h 15

La séance est ouverte à 7 h 35.

Tous les membres de la Commission sont présents.

Approbation
du rapport
de la séance
précédente

L'épreuve du Congrès/C 10 – Rapp 13 est approuvée, sous réserve d'ajouter les mots «bilingue (anglais/français)» à l'annexe 1 du Congrès/C 10 – Rapp 13/Annexe 1.

Examen des
propositions

Propositions
adoptées sans
modification

2000.7, 2000.12, 2550.1, 2551.1, 2551.2, 2554.2, 2556.3, 2557.1, 2560.1, 2562.2, 2562.8/Rev 1, 2564.1, 2565.7, 3500.1, 3571.6/Rev 1, 3578.1, 3581.2, 3582.1, 3583.1, 3584.1, 3585.1, 3586.1, 3587.2

Propositions
adoptées avec
modifications

08: adoptée sous réserve de remplacer «juillet» par «janvier».

2000.3: adoptée sous réserve de remplacer dans le deuxième considérant «vit» par «habite» et de libeller comme suit le dispositif:

«charge

le Conseil consultatif des études postales /.../:

- a) d'entreprendre (le reste sans changement);
- b) d'identifier (le reste sans changement);
- c) de recommander (le reste sans changement);
- d) de présenter (le reste sans changement);
- e) de recommander (le reste sans changement).»

2000.8: adoptée sous réserve de remplacer dans le titre «matériel» par «matériau», à la première ligne du considérant «matériels» par «matériaux» et à la première ligne du dispositif «du matériel» par «un matériau».

2000.9: adoptée sous réserve de libeller comme suit le deuxième alinéa du dispositif: «aux Administrations qui ont /.../ un programme de conteneurisation en cours de réalisation ou d'élaboration de rechercher (le reste sans changement)».

2554.1: adoptée sous réserve de libeller comme suit le paragraphe 3:

«3. (Première phrase sans changement.) Lorsque le poids total des diverses liasses étiquetées expédiées à une Administration intermédiaire dépasse 3 kilogrammes, les liasses sont placées dans un ou plusieurs sacs dont les étiquettes portent en lettres apparentes le mot «Transit». Lorsque le poids total de ces liasses est inférieur à 3 kilogrammes, celles-ci sont placées, dans la mesure du possible, dans un sac ultraléger (qui peut être en plastique transparent), scellé, muni d'une étiquette «Transit» et inséré dans le sac contenant la feuille d'avis.».

2555.2: adoptée sous réserve de remplacer, à la treizième ligne, le membre de phrase «ne doivent ressortir du plomb de plus de 2 ou 3 mm» par «ne doivent pas ressortir du plomb plus que nécessaire» et biffer le texte de la lettre c), paragraphe 6.

2562.1: adoptée sous réserve:

- d'insérer, à la deuxième ligne de la lettre c) du paragraphe 1, après «non prioritaires» le membre de phrase «, sauf quand il convient d'utiliser les étiquettes prescrites sous lettre a)»;
- de remplacer, à la deuxième ligne du paragraphe 1bis, «PRIORITÉ» par «PRIOR».

3000.6: le texte de remplacement de cette proposition, préparé par le Secrétariat de la Commission 5 et reprenant les idées de la Commission, a été adopté par la Commission 10 avec les modifications figurant à l'annexe 1 au présent rapport.

3577.92: adoptée sous réserve de remplacer, au paragraphe 2, sous «en francs-or» et «en DTS», «1,27» par «1,43».

3577.93 et 3577.95: adoptées sous réserve des modifications suivantes:

- dans le titre, remplacer «d'un» par «du»;
- lire le paragraphe 1 comme suit: «Pour l'application du mécanisme de correction, sauf entente spéciale, toutes (le reste sans changement).»;
- remplacer le paragraphe 2 de la proposition 3577.93 par celui de la proposition 3577.95 en ajoutant, à la première ligne, après «cette statistique», le mot «spéciale».

3577.94: adoptée sous réserve de remplacer, dans le titre de l'article 177quater, «d'un» par «du».

3580.1: adoptée sous réserve de remplacer, à la première ligne du paragraphe 1, «en toute certitude» par «avec certitude».

4000.4/Rev 1: adoptée sous réserve de remplacer dans le dispositif:

- à la première ligne du chiffre 1^o, «à la veille du Congrès» par «à la veille de chaque Congrès»;
- à la première ligne du chiffre 2^o, «en toute hypothèse» par «en tout cas».

4608.1: adoptée sous réserve de lire l'article 2bis comme suit: «Dans les cas visés au paragraphe 2, les sacs de dépêches peuvent être munis, en plus des étiquettes prévues pour le transport aérien du courrier, d'une étiquette AV 8ter du modèle ci-annexé.».

Décision de la Commission 2, adoptée avec modifications

Compte tenu de l'adoption de l'amendement du Canada au texte de la résolution figurant à l'annexe 11/Rev du Congrès – Doc 19, le texte de la résolution a été modifié et inclut les modifications apportées en séance (annexe 2 au présent rapport).

Décisions de la Commission 4, adoptées sans modification

«Décision
Etiquetage des dépêches
Le Congrès
charge
le Conseil consultatif des études postales d'étudier les propositions 2562.7, 2562.10, 2555.4 dans le cadre de l'examen de l'ensemble des questions relatives à la sécurité.
(Propositions 2562.7, 2562.10, 2555.4, Commission 4, 8e séance).»

«Décision
Remise des dépêches
Le Congrès
charge
le Conseil exécutif de l'étude de la proposition 2564.2.
(Proposition 2564.2, Commission 4, 8e séance).»

Propositions attribuées au Groupe de travail des formules

2909.1, 2912.3, 4908.91

La séance est levée à 9 h 15.

Au nom de la Commission:	Le Président, O. KEZZAL	Le Secrétaire, C. GHEORGHIEV
		Le Secrétaire adjoint, M.S. OUADAHI

Texte remplaçant celui de la proposition 3000.6, préparé par le Secrétariat de la Commission 5

Résolution

Documents de base pour l'inscription des poids à prendre en compte pour le règlement des comptes du courrier soumis aux frais de transit et aux frais terminaux

Le Congrès,

tenant compte

- = que, lors de la discussion de la Commission 5 portant sur le choix des formules de base pour la comptabilisation des frais de transit et des frais terminaux, les avis étaient très partagés,
- = qu'un système de documents élaboré à cette fin fondé sur la feuille d'avis C 12 ou sur les bordereaux de livraison C 18, C 18bis et AV 7 comporte, dans chaque cas, des avantages et des inconvénients,

charge

le Conseil exécutif d'entreprendre une étude sur la documentation de base la plus adéquate pour la comptabilisation des frais de transit et des frais terminaux, tant par la voie de surface que par la voie aérienne. Cette étude prendrait également en compte les procédures comptables y relatives.

Texte du Congrès – Doc 19/Annexe 11/Rev amendé par le texte du Canada et modifié par la Commission 10

/... / Résolution

Renforcement des activités prioritaires de l'Union

Le Congrès,

préoccupé
par le niveau des dépenses de l'Union,

estimant
nécessaire de renforcer d'urgence les activités prioritaires visant l'amélioration de la qualité du service postal international,

convaincu
qu'en vue de développer les activités prioritaires, d'autres activités devraient être réduites ou supprimées par le Conseil exécutif, dûment habilité à cet effet par le Congrès,

notant
que les limites des dépenses récurrentes des années 1991 à 1995 qu'il a fixées à l'article 124 du Règlement général tiennent encore compte des activités qui pourraient être réduites ou supprimées,

charge

le Conseil exécutif de procéder avec diligence à un examen critique de l'ensemble des activités de l'Union aux fins /.../:

- a) d'identifier les activités à abandonner, à réduire ou à mettre en veilleuse,
- b) d'examiner l'opportunité de supprimer certaines publications, listes ou recueils, et d'adopter une forme de présentation plus économique de la revue «Union Postale»,
- c) d'amender en conséquence les dispositions des Règlements d'exécution et suspendre jusqu'au prochain Congrès l'application de l'article 117 du Règlement général de sorte que la revue «Union Postale» puisse être publiée sous une présentation plus économique pour l'Union,

charge également

le Conseil exécutif:

- a) de diminuer les limites des dépenses des années 1991 à 1995 en y retranchant le coût des activités qui auront été réduites, abandonnées ou mises en veilleuse,
- b) d'arrêter le budget de l'Union dans le cadre des limites des dépenses ainsi revisées,

charge en outre

le Directeur général du Bureau international de:

- a) poursuivre ses efforts de rationalisation des méthodes de travail et d'apporter tout son appui à ce redéploiement des tâches de l'Union en vue d'intensifier les activités de soutien aux Administrations,
- b) /.../ mettre en œuvre des mesures nouvelles en matière de ressources humaines, y compris le recours circonstancié à des engagements à terme pour les activités spéciales et pour les activités prioritaires existantes menées au sein de l'Union.

incite

les Pays-membres à collaborer activement à l'examen critique et à la réorientation des activités de l'Union, tout particulièrement en appuyant le recours à des engagements à terme. Cet appui impliquerait qu'un fonctionnaire acceptant un engagement à terme au Bureau international retrouverait dans son Administration postale un poste au moins équivalent à celui qu'il occupait lors de son acceptation de l'engagement à terme en cause.

Quinzième séance

Mercredi 6 décembre 1989

Présidence de M. O. KEZZAL, Président

La séance est ouverte à 8 heures.

Tous les membres de la Commission sont présents.

Approbation
du rapport
de la séance
précédente

L'épreuve du Congrès/C 10 – Rapp 14 est approuvée, sous réserve de compléter les modifications apportées aux propositions 2000.8 et 2554.1.

Arrangement
concernant les
colis postaux

Les modifications apportées par le Secrétariat au texte de l'article 29, première phrase du paragraphe 2, «Un colis /.../ renvoyé par une Administration doit l'être par la voie utilisée normalement pour l'expédition de ses dépêches /.../.» remplaçant «Un colis est renvoyé par la voie utilisée normalement pour l'expédition des dépêches expédiées par l'Administration qui renvoie le colis.», sont approuvées.

Examen des
propositions

Propositions
adoptées sans
modification

2008.2, 2501.5, 2565.5, 2568.1, 2592.1, 2592.2, 2594.1, 2596.1, 2596.2, 3019.3, 3307.1, 3318.1*), 3320.1*), 3569.91, 3571.1, 3582.2, 3589.1, 4084.1, 4600.1, 4607.3, 4615.1, 4615.2, 4619.1, 4620.1, 4622.2, 4627.1, 4627.2, 5051.1

*) Propositions remplaçant les propositions 2318.1 et 2320.1.

Propositions
adoptées avec
modifications

2006.91 et 2006.92: adoptées sous réserve de les fusionner et de remplacer, à la deuxième ligne des paragraphes 2 et 5 de la proposition 2006.91, «doivent» par «devraient».

2035.1, 4081.3, 4081.4 et 4081.5: fusionnées et adoptées avec le texte figurant en annexe 1.

2500.1: adoptée sous réserve de modifier comme suit le dispositif:

- lettre a), premier tiret, remplacer «retournés» par «renvoyés»;
- troisième tiret, remplacer «pays» par «Administrations»;
- lettre b), première ligne, remplacer le membre de phrase «d'envisager d'écrire directement aux Administrations» par «de se mettre en rapport direct avec les Administrations»;
- lettre c), dernière ligne, remplacer «d'améliorer» par «d'augmenter».

2513.91 et 4601.2: adoptées sous réserve de fusion et de libeller le paragraphe 2 de la proposition 2513.91 comme suit:

«La mention «Par avion» et toute annotation relative au transport aérien ou prioritaire doivent être barrées au moyen de deux forts traits transversaux lorsque l'acheminement des correspondances-avion surtaxées non ou insuffisamment affranchies ou leur renvoi à l'origine a lieu par les moyens de transport (le reste sans changement).».

2556.6/Rev 1: adoptée sous réserve d'ajouter, à la fin du texte, la phrase suivante: «Le nombre de sacs exempts de frais de transit et de frais terminaux doit être égal au total de ceux qui ne contiennent que des sacs vides et de ceux qui portent l'indication «Exempt» d'après l'article 162, paragraphe 5;».

2562.9: adoptée sous réserve de faire de la dernière phrase un nouveau paragraphe (6bis).

2564.4: adoptée sous réserve de supprimer le «s» à «des» dans «des sacs munis» à la septième ligne.

2565.2: adoptée sous réserve de remplacer, à la deuxième ligne, «d'origine» par «d'où ils émanent».

2565.3: adoptée sous réserve d'ajouter, à la cinquième ligne, une virgule après le mot «délai» et un «s» au mot «de» qui se trouve à la fin de la ligne.

2595.1: adoptée sous réserve d'ajouter dans le titre, après «timbres-poste», «, de marques» et à la fin de la troisième ligne du paragraphe 1, après «ainsi que», «de marques».

3064.91 et 3064.92: adoptées sous réserve de remplacer le paragraphe 2 de la proposition 3064.91 par le paragraphe 2 de la proposition 3064.92 (où le mot «sont», à la quatrième ligne, est remplacé par «soient») et d'insérer le paragraphe 2bis de la proposition 3064.92 entre les paragraphes 2 et 3 de la proposition 3064.91.

3572.5/Rev 1: adoptée sous réserve d'ajouter le paragraphe 2 suivant:

«2. Après leur acceptation, l'Administration d'origine des dépêches en renvoie un exemplaire à l'Administration qui les a établis. Si l'Administration concernée n'a reçu aucune observation rectificative dans le délai de trois mois à compter du jour de l'envoi, elle les considère comme admis de plein droit. /.../ Si les vérifications font apparaître des divergences, les relevés C 12bis et AV 3bis rectifiés doivent être joints à l'appui des états C 12ter et AV 5bis dûment modifiés et acceptés. Si l'Administration de destination des dépêches conteste les modifications portées sur ces relevés C 12bis ou AV 3bis, l'Administration d'origine confirme les données réelles en transmettant des photocopies des formules C 12 établies par le bureau d'origine lors de l'expédition des dépêches litigieuses.».

3581.91: adoptée sous réserve de lire le titre comme suit: «Etablissement, transmission, approbation et règlement des comptes des frais terminaux /.../ et /.../ des frais de transit».

3588.1 et 3588.2: adoptées sous réserve de les fusionner et des modifications suivantes:

- dans le titre et le texte, supprimer le membre de phrase «du courrier de surface»;
- à la deuxième ligne de la proposition 3588.2, remplacer «quatre» par «trois».

4327.2: adoptée sous réserve de modifier le texte du paragraphe comme suit: «Par dérogation à l'article 86, paragraphe 2, lettre b), l'Administration postale de la Rép. dém. allemande se réserve le droit de donner son accord au paiement des frais de transport aérien /.../ payables au service aérien de son pays.»

4607.1 et 4607.2: adoptées sous réserve de les fusionner après les modifications suivantes:

4607.1: adoptée sous réserve de:

- dans le titre, ajouter à la fin, «ou C 18bis»;
- à la première ligne du paragraphe 1bis, supprimer «Nonobstant les dispositions du paragraphe 1.»;
- à la troisième ligne, remplacer «AV 7/C 18bis» par «de l'AV 7 ou du C 18bis établi dans les conditions visées au paragraphe 1»;
- à la dernière ligne, remplacer «d'une copie» par «de deux copies».

4607.2: adoptée sous réserve de:

- remplacer «1bis» par «1ter»;
- aux deuxième et troisième lignes, remplacer «AV 7» par «AV 7 ou C 18bis» et «et d'autres moyens perfectionnés de transmission de messages» par «ou tout autre moyen de télécommunication approprié».

La Commission exprime le souhait que ce bordereau de livraison de substitution soit nomenclaturé comme les autres formules. Elle appelle l'attention du Congrès sur la nécessité d'adapter le libellé des paragraphes 1 et 2 de l'article 207 du Règlement d'exécution de la Convention aux modifications indiquées ci-dessus.

4615.3: adoptée sous réserve des modifications suivantes:

- supprimer la virgule, à la deuxième ligne, après «clos» et «plastique»;
- à la troisième ligne, remplacer «placé» par «inséré».

4621.1 et 4622.1: Le paragraphe 2bis de la proposition 4621.1 est adopté tel quel tandis que cette même proposition, pour ce qui concerne son paragraphe 4, ainsi que la proposition 4622.1 sont incorporées dans le groupe de propositions relatives à l'étude du Conseil exécutif concernant l'établissement et le règlement des comptes.

4626.1: adoptée sous réserve de remplacer le mot «télécopieurs» par «téléfax» à la troisième ligne.

Propositions devenues sans objet	<p>5523.1/Rev 1: devenue sans objet du fait que la proposition 2568.3/Rev 1 similaire a été rejetée par la Commission intéressée.</p> <p>3019.3: devenue sans objet puisque la Commission compétente, dans une séance ultérieure, a adopté un texte plus large qui fait référence aux «envois non normalisés».</p>
Proposition dont l'examen a été différé	4620.2
Modification d'ordre rédactionnel à apporter à l'article 124 du Règlement général	Le texte révisé des paragraphes 1 et 2 de l'article 124 du Règlement général figure en annexe 2 au présent rapport.
Décisions des Commissions 5 et 6, adoptées avec modifications	Les textes des décisions des Commissions 5 et 6, adoptées avec modifications, figurent en annexe 3.
Décisions de la Commission 5, adoptées sans modification	Les textes des décisions de la Commission 5, adoptées sans modification, figurent en annexe 4.
Décision de la Commission 7, adoptée avec modifications	Le texte de la décision de la Commission 7, adoptée avec modifications, figure en annexe 5.
Propositions attribuées au Groupe de travail des formules	2902.1, 2904.1, 2908.1, 2908.2, 2909.2, 2910.1, 2911.1, 2912.2/Rev 1, 2912.6/Rev 1, 2914.1, 2914.2, 2918.1, 2918.2, 2918.91, 2922.1/Rev 1, 2928.2, 3903.1/Rev 1, 3912.4, 3915.1, 3915.2, 3915.3, 3916.1, 3917.1, 2917.91, 3917.92, 3920.2, 3920.5, 3928.2, 3962.1, 4904.1

La séance est levée à 10 h 30.

Au nom de la Commission:	Le Président, O. KEZZAL	Le Secrétaire, C. GHEORGHIEV
		Le Secrétaire adjoint, M.S. OUADAHI

Texte de la proposition 2035.1 modifié compte tenu des textes des propositions 4081.3, 4081.4, 4081.5

Article 35

Envois non distribuables. Renvoi au pays d'origine ou à l'expéditeur

1 à 6. (Sans changement.)

7. Les lettres-avion, les cartes postales-avion et les envois prioritaires à renvoyer à l'origine le sont par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface).

7bis. Les correspondances-avion non distribuables, autres que les lettres-avion et les cartes postales-avion, sont renvoyées à l'origine par les moyens de transport normalement utilisés pour les correspondances non surtaxées (surface, S.A.L. compris), sauf:

a) en cas d'interruption de ces moyens de transport/.../;

b) si l'Administration de destination a choisi de façon systématique la voie aérienne pour le renvoi de ces correspondances.

7ter. Pour le renvoi des correspondances à l'origine par la voie aérienne ou prioritaire à la demande de l'expéditeur, l'article 34, paragraphes 1ter et 1quater, est applicable par analogie.

8. (Sans changement.)

Modifications d'ordre rédactionnel à apporter aux paragraphes 1 et 2 de l'article 124 du Règlement général

Article 124

Fixation et règlement des dépenses de l'Union

1. Sous réserve des paragraphes 2 à 6, les dépenses annuelles afférentes aux activités des organes de l'Union ne doivent pas dépasser les sommes ci-après pour les années 1991 et suivantes:

26 070 100 francs suisses pour l'année 1991;

26 586 900 francs suisses pour l'année 1992;

26 800 100 francs suisses pour l'année 1993;

26 773 200 francs suisses pour l'année 1994;

26 935 600 francs suisses pour l'année 1995.

La limite de base pour l'année 1995 s'applique également aux années postérieures en cas de report du Congrès prévu pour 1994.

2. Les dépenses afférentes à la réunion du prochain Congrès (déplacements du secrétariat, frais de transport, frais d'installation technique de l'interprétation simultanée, frais de reproduction des documents durant le Congrès, etc.) ne doivent pas dépasser la limite de 3 676 000 francs suisses.

Décisions des Commissions 5 et 6 adoptées avec modifications

Décision

Etablissement et règlement des comptes

Le Congrès,

ayant par les résolutions C ... et C ... (propositions 3500.1 et 2000.12) chargé le Conseil exécutif d'entreprendre deux études portant sur les dispositions régissant l'établissement et le règlement des comptes et sur l'élargissement de la compensation organisée par le Bureau international,

charge

le Conseil exécutif, dans le cadre de ces travaux, de tenir compte des propositions 2501.3, 2501.4, 2501.6, 2501.2, 2503.1, 2598.1, 2929.91, 2931.1, 2931.2, 3572.7/Rev 1, 3572.3, 3570.5, 3582.3, 3921.1, 3921.2, 4621.1 et 4622.1.

(Propositions 2501.3, 2501.4, 2501.6, 2501.2, 2503.1, 2598.1, 2929.91, 2931.1, 2931.2, 3572.7/Rev 1, 3572.3, 3570.5, 3582.3, 3921.1, 3921.2, Commission 5, 8e et 9e séances, et propositions 4621.1, 4622.1, Commission 6, 6e séance)

Décision

Repostage

Le Congrès,

ayant pris acte
des résultats des travaux effectués par le Conseil exécutif sur la question du repostage,

charge

le Conseil exécutif de poursuivre cette étude.

(Congrès – Doc 56 et Add 1, Commission 5, 4e séance)

Décision

Etude sur la rationalisation des formules de l'UPU

Le Congrès

décide

de confier au Conseil exécutif:

- a) l'étude des propositions 4903.1, 4903.2, 4907.1/Rev 1, 4617.1, 4624.1, 4625.1;
- b) une étude générale visant à la rationalisation des formules de l'UPU avec pour objectifs:
 - la limitation de leur nombre;
 - leur simplification;
 - leur adaptation aux nouvelles technologies.

(Propositions 4903.1, 4903.2, 4907.1/Rev 1, 4617.1, 4624.1, 4625.1, Commission 6, 2e et 5e séances)

Décisions de la Commission 5 adoptées sans modification

Décision

Frais de transit du courrier à découvert

Le Congrès,

ayant par la résolution C ... (proposition 3000.2) chargé le Conseil exécutif d'entreprendre une étude sur les frais de transit du courrier à découvert,

charge

le Conseil exécutif, dans le cadre de cette étude, de tenir compte des propositions 3062.1 et 3067.4.
(Propositions 3062.1 et 3067.4, Commission 5, 5e séance)

Décision

Conséquences de l'utilisation du DTS comme unité de compte

Le Congrès,

ayant pris acte des résultats de l'étude sur les conséquences de l'utilisation du DTS comme unité de compte,

charge

le Conseil exécutif de tenir compte, dans le cadre de toutes études économiques futures, des conséquences de l'utilisation du DTS comme unité de compte.

(Congrès – Doc 57, Commission 5, 1re séance)

Décision de la Commission 7, adoptée avec modifications

Décision

**Revision de l'Arrangement concernant les colis postaux issu du Congrès de Washington –
Références à la Convention**

Le Congrès,

vu

le fait qu'un certain nombre d'Administrations postales assurent, ou visent à assurer, un service de colis postaux autonome par rapport aux autres activités postales,

estimant

qu'une réglementation indépendante en matière de colis postaux, et notamment la reproduction à l'Arrangement concernant les colis postaux et à son Règlement d'exécution des textes de la Convention servant actuellement de référence contribuera à simplifier et à améliorer l'efficacité du travail des services des colis postaux,

considérant

en outre qu'un tel arrangement indépendant évitera également le temps perdu à rechercher des références ailleurs, avec les complications que cela suppose, et simplifiera les opérations de formation des fonctionnaires en matière de colis postaux,

charge

le Conseil exécutif de tenir compte, dans l'examen de toute proposition visant des modifications à apporter à l'Arrangement des colis postaux ou à son Règlement d'exécution, de l'intérêt qu'il y aurait de se dispenser, dans la mesure du possible, de toute référence à la Convention en reproduisant les textes correspondants,

charge

le Bureau international, lors de l'annotation de l'Arrangement des colis postaux et de son Règlement d'exécution issus du Congrès de Washington, de reproduire les textes de la Convention servant habituellement de référence, de manière à contribuer à rendre l'Arrangement des colis postaux et son Règlement d'exécution aussi autonomes que possible.

(Commission 7, 6e séance)

Quinzième séance

Mercredi 6 décembre 1989

Présidence de M. O. KEZZAL, Président

Propositions
adoptées sans
modification

Supprimer la proposition 3582.2 de la liste des propositions adoptées sans modification.

Seizième séance

Mercredi 6 décembre 1989

Présidence de M. O. KEZZAL, Président

La séance est ouverte à 16 h 15.

Tous les membres de la Commission sont présents.

Approbation
du rapport
de la séance
précédente

L'épreuve du Congrès/C 10 – Rapp 15 est approuvée.

Arrangement
concernant les
colis postaux

Les dernières modifications concernant notamment les corrections d'adresses sont indiquées dans le texte de l'Arrangement et approuvées par la Commission.

Examen des
propositions

Propositions
adoptées sans
modification

2032.1, 2509.5, 2555.1, 3019.5, 3019.91, 4080.2, 4082.1, 4083.1, 4601.1, 4602.1, 4602.2/Rev 1, 4612.1, 4613.1, 4614.1

Propositions
adoptées avec
modifications

2018.3: adoptée sous réserve de libeller le paragraphe 1bis comme suit:
«1bis. Sous le nom de «sacs M», on désigne les sacs spéciaux contenant des journaux, écrits périodiques, livres et autres imprimés, à l'adresse du même destinataire et de la même destination;».

Compte tenu des différentes propositions adoptées, le texte de l'article 18 est reproduit en annexe 1.

2554.3: adoptée sous réserve de libeller la deuxième phrase du paragraphe 3 comme suit: «Les liasses contenant des envois à réacheminer comme envois prioritaires par la voie aérienne ou de surface /.../ sont étiquetées (le reste sans changement).».

4082.2: adoptée sous réserve de remplacer, aux première et deuxième lignes, le membre de phrase «le transport aérien à l'intérieur de son pays du courrier international» par «le transport aérien du courrier international à l'intérieur de son pays».

4083.2/Rev 2: adoptée sous réserve des modifications figurant dans le texte reproduit en annexe 2.

4327.1: adoptée sous réserve de remplacer, à la deuxième ligne, «marquer son accord avec» par «donner son accord au» et de supprimer, à la troisième ligne, «relatif aux dépêches-avion».

4620.2: adoptée sous réserve de lire le paragraphe 1 comme suit:

«1. Chaque Administration créancière établit, mensuellement ou trimestriellement à son choix et d'après les indications relatives aux dépêches-avion portées sur les feuilles d'avis C 12, un relevé conforme au modèle AV 3 ci-annexé. Les dépêches transportées sur un même parcours aérien sont décrites sur ce relevé par bureau d'origine, puis par pays et bureau de destination et pour chaque bureau de destination, dans l'ordre chronologique des dépêches. Lorsque les duplicata du relevé AV 3bis sont utilisés pour le règlement des frais du transport aérien à l'intérieur du pays de destination selon l'article 82, paragraphe 4, de la Convention, il est fait usage pour la poste aux lettres de relevés de poids AV 3bis établis sur la base des feuilles d'avis C 12 et pour les colis postaux de relevés de poids AV 3 établis d'après les bordereaux AV 7.».

Décision de la Commission 7 dont le texte est réexaminé

Le texte remanié de la décision C 52 «Etablissement et règlement des comptes des colis postaux» est reproduit en annexe 3.

Résolution relative à l'étude permanente des frais terminaux (propositions 3000.1 et 3000.3)

Après un examen plus approfondi, la Commission décide de reprendre la rédaction de la résolution telle qu'elle figure dans le Congrès/C 10 – Rapp 13/ Annexe 4 pour mieux tenir compte de la diversité des considérants.

Le dispositif modifié doit se lire comme suit:

«*charge*

le Conseil exécutif:

- de poursuivre l'étude de la question des frais terminaux en vue d'assurer une rémunération équitable aux Administrations de destination /.../ pour le traitement du courrier en provenance de l'étranger en tenant compte des éléments exposés dans les considérants ci-dessus;

- de présenter, si nécessaire, à l'occasion de chaque Congrès ses recommandations concernant les adaptations à apporter au système des frais terminaux /.../ ainsi que les propositions de modification des Actes correspondants.».

La séance est levée à 17 h 30.

Au nom de la Commission:

Le Président,
O. KEZZAL

Le Secrétaire,
C. GHEORGHIEV

Le Secrétaire adjoint,
M.S. OUADAHI

Congrès /C 10 – Rapp 16/Annexe 1

(Congrès/C 10 – Rapp 13/Annexe 3)

Article 18

Envois de la poste aux lettres

1. Les envois de la poste aux lettres comprennent:
 - a) les lettres et les cartes postales collectivement dénommées «LC»;
 - b) les imprimés, les cécogrammes et les petits paquets collectivement dénommés «AO».

1bis. Sous le nom de «sacs M», on désigne les sacs spéciaux contenant des journaux, écrits périodiques, livres et autres imprimés, à l'adresse du même destinataire et de la même destination.

2. Les envois de la poste aux lettres transportés par la voie aérienne avec priorité sont dénommés «correspondances-avion».

2bis. Les envois de surface transportés par la voie aérienne avec priorité réduite sont dénommés «S.A.L.».

3. Selon leur vitesse de traitement, les envois de la poste aux lettres peuvent être répartis en:
 - a) envois prioritaires: LC/AO transportés par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) avec priorité;
 - b) envois non prioritaires: LC/AO pour lesquels l'expéditeur a choisi un tarif moins élevé qui implique un délai de distribution plus long.

4. /.../ Les Administrations de transit et de destination doivent traiter les envois prioritaires comme des correspondances-avion; selon des règles fixées bilatéralement, les Administrations peuvent également accorder le même traitement aux envois LC de surface quand aucun niveau de service plus élevé n'est offert à l'expéditeur. De la même manière, aucune différence n'est faite entre les envois non prioritaires et les envois AO de surface ou les AO de surface transportés par la voie aérienne avec priorité réduite (S.A.L.).

Texte modifié de la proposition 4083.2/Rev 2

6bis. Lorsqu'une Administration **d'origine** achemine des dépêches closes à plusieurs aéroports dans le pays de destination, l'Administration **d'origine** peut bénéficier d'une réduction sur le montant des frais de transport aérien intérieur normalement dû. Dans ces conditions, à la demande de l'Administration **d'origine**, une distance moyenne pondérée spécifique au pays de départ **est** calculée selon la méthode figurant au paragraphe 3. La distance moyenne pondérée ainsi obtenue **est** appliquée lorsqu'elle est d'au moins 10% inférieure à la distance moyenne pondérée type du pays de destination, et le montant dont **doit** s'acquitter l'Administration **d'origine** sera calculé en multipliant la distance moyenne pondérée par le tarif du transport aérien en vigueur **dans le** pays de destination, sans pouvoir dépasser le taux prévu au paragraphe 1.

Texte modifié de la décision C 52

Décision C 52

Etablissement et règlement des comptes des colis postaux

Le Congrès,

se basant
sur la résolution C 68 concernant l'établissement et le règlement des comptes,

charge

le Conseil exécutif d'inclure, dans le cadre de l'étude qu'il effectuera sur l'établissement et le règlement des comptes, les questions y relatives concernant /.../ les colis postaux, et de tenir compte notamment des propositions 5550.1, 5550.2/Rev 1, 5550.3, 5550.5, 5550.6, 5552.2 et 5552.3 soumises au Congrès de Washington dans le but de moderniser les dispositions actuelles de la comptabilité des colis postaux.

(Propositions 5550.1, 5550.2/Rev 1, 5550.3, 5550.5, 5550.6, 5552.2 et 5552.3, Commission 7, 6e séance)

Procès-verbaux du Groupe de travail des formules

Première séance

Vendredi 24 novembre 1989, 14 heures

Présidence de M. J. HOFFMANN, Président

Composition du Groupe de travail

Après les souhaits de bienvenue, le Président rappelle que, conformément à la décision prise par la Commission 10 lors de sa deuxième séance, le Groupe de travail des formules est constitué des membres suivants:

Luxembourg (présidence)	MM. J. Hoffmann
Bénin	L. Saliou
Canada	A. Fallu
Madagascar	M. Ranaivosoa
Suisse	J.-M. Berset

Secrétariat

Le Secrétariat du Groupe de travail est assuré par les fonctionnaires du Bureau international désignés ci-après:

MM. F. Cacciatore (Secrétaire)
E. Aguilar (Secrétaire adjoint)
J. Miserez (Assistant)

Examen des propositions

Le Groupe de travail passe à l'examen des propositions qui lui ont été transmises par la Commission 10:

Proposition 2933.91, formule C 33/CP 10bis (nouvelle). Adoptée, sous réserve d'introduire les modifications suivantes:

Sous la deuxième partie de la formule («Description de l'envoi saisi»):

- introduire, au lieu des trois cases figurant sous «Nature de l'envoi», six cases: trois en haut, portant les mentions «LC», «AO» et «Colis»; et trois en bas, avec les mentions «Envoi recommandé», «Valeur déclarée» et «N°»;
- déplacer vers la section immédiatement inférieure, sous «Information concernant l'acheminement», les cases «Avion», «Surface» et «S.A.L.».

Sous la troisième partie de la formule («Renseignements concernant la saisie»), deuxième section («Réglementation applicable»):

- remplacer la dénomination de la case «UPU» par celle de «Convention UPU». La case «Arrangement concernant les colis postaux» deviendra «Arrangement UPU concernant les colis postaux». Enfin, la mention «Législation nationale (préciser)» sera déplacée à la deuxième ligne, à la place de la mention «Convention», supprimée.

Proposition 3912.1 R/Rev 1, formule C 12ter: adoptée.

Proposition 3915.9 R, formule C 15ter: adoptée.

Proposition 5902.1, formule C 2/CP 3: adoptée.

Proposition 5911.1, formule CP 11: adoptée.

L'indication nouvelle «Nombre de colis hors récipients» sera inscrite dans la case dans laquelle figure la mention «Un bulletin C 27 est joint à la dépêche» qui est déplacée vers le bas, dans la moitié droite de la case portant la mention «N° de la feuille de route (si plusieurs)».

Proposition 5911.2/Rev 1, formule CP 11: adoptée.

Proposition 5911.4, formule CP 11: adoptée.

Proposition 5920.1, formule CP 20: adoptée.

L'indication nouvelle «Nombre de colis hors récipients» sera inscrite dans la case dans laquelle figure la mention «Un bulletin C 27 est joint à la dépêche» qui est déplacée vers le bas, dans la moitié droite de la case portant la mention «N° de la feuille de route (si plusieurs)».

Proposition 5920.2/Rev 1, formule CP 20: adoptée.

Proposition 6903.1, formule MP 3: adoptée. Formule à supprimer.

Proposition 6914.1, formule MP 14: adoptée.

La séance est levée à 15 heures.

Au nom du Groupe de travail:

Le Président,

Le Secrétaire,

J. HOFFMANN

F. CACCIATORE

Deuxième séance

Lundi 27 novembre 1989, 14 heures

Présidence de M. J. HOFFMANN, Président

Approbation du
procès-verbal de
la première
séance

Le procès-verbal de la première séance est approuvé.

Examen des
propositions

Proposition 6916.91, formule MP 16bis (nouvelle): cette formule est adoptée sous réserve d'introduire les modifications ci-après:

- remplacer le mot «compte» par «CCP», en haut, dans la partie Coupon, de sorte que l'indication qui y figure se lise «COUPON destiné au titulaire du CCP n°»;
- remplacer le mot «Poste» par «Versement» dans l'en-tête de la partie centrale de la formule;
- intercaler le mot «remise par», entre «Avis d'inscription» et «exprès», dans la première indication du carré central;
- remplacer le mot «payée» par «créditée» en bas de ce même carré.

Note. – Les explications jointes à cette nouvelle formule (MP 16bis – zone de codage) ne doivent pas être reproduites dans les Actes.

Proposition 7900.1 (Refonte de l'Arrangement et du Règlement d'exécution – Formules – Liste des formules)

Modifications:

- remplacer VP 15 par VP 13bis dans l'annotation figurant après la liste et commençant par «Annexes»;
- supprimer la mention «La formule VP 12 a été supprimée»;
- ajouter la mention suivante: «VP 14 et VP 15: la contexture et les caractéristiques techniques des formules sont déposées au Bureau international».

Proposition 7914.1, formule VP 14: adoptée.

Proposition 7915.1, formule VP 15: adoptée.

Proposition 8903.91, formule R 3bis (nouvelle): adoptée.

Proposition 8906.91, formule R 6bis (nouvelle): adoptée.

Proposition 8911.91, formule R 11 (nouvelle): adoptée. Cependant, dans le cadre «1. Renseignements à fournir par le service d'origine de l'envoi», la première indication figurant à gauche sera «Nature de l'envoi» au lieu de «Description de l'envoi», tandis que dans le cadre «2. Renseignements à fournir par le service de destination de l'envoi», à la première ligne, les mots «d'autre part» seront remplacés par «ci-dessus».

La séance est levée à 15 heures.

Au nom du Groupe de travail:

Le Président,

Le Secrétaire,

J. HOFFMANN

F. CACCIATORE

Troisième séance

Mardi 28 novembre 1989, 18 heures

Présidence de M. J. HOFFMANN, Président

Approbation
du procès-verbal
de la deuxième
séance

Le procès-verbal de la deuxième séance est approuvé.

Formules
contenant
la mention du
franc-or et des
montants
exprimés en
francs-or

Suite à l'adoption du DTS comme unité monétaire, le Groupe de travail des formules s'est réuni pour identifier toutes les formules où figurent les mentions du franc-or et des montants exprimés en francs-or, afin de les supprimer dans tous les textes des Actes de l'Union, avant leur signature.

Le Groupe de travail ayant identifié et examiné ces formules, il procède à la suppression dans celles-ci des mentions «franc-or» et «montants exprimés en francs-or» et y effectue les aménagements nécessaires. Ces formules sont indiquées dans l'annexe du présent rapport.

Par ailleurs, le Groupe de travail a estimé utile de supprimer certaines indications dans les formules ci-après:

Formule *MP 15*: supprimer à la quatrième ligne d'en bas, à gauche, la mention «(50 c/0,16 DTS par mandat)», de sorte qu'on lise uniquement «Rémunération supplémentaire».

Formule *R 5*: supprimer en bas, à gauche, à l'avant-dernière ligne, la mention «(3 fr-or/0,98 DTS oar mandat)», pour qu'on lise uniquement «Rémunération».

Formule *R 5ter*: au milieu du carré central, à gauche, supprimer la mention «(3 fr-or/0,98 DTS par mandat)», pour qu'on lise uniquement «Rémunération».

Examen
des propositions

Proposition 6900.1: Refonte de l'Arrangement et du Règlement d'exécution – Formules (Mandats)

En ce qui concerne la liste des formules contenue dans la page de garde, le Groupe de travail s'est prononcé pour:

- supprimer la mention «MP 3 Avis d'émission d'un mandat télégraphique»;
- ajouter à la liste, en bas, l'indication de la formule MP 16bis («Mandat de versement photolisible – Art. 2, par. 2»);

- modifier la séquence logique qui figure après «Annexes», de sorte que l'ensemble de l'indication se lise: «Annexes: formules MP 1 à MP 2; MP 4 à MP 8; MP 12 à MP 16bis»;
- supprimer les autres indications figurant en bas de cette liste.

Formules *MP 1*, *MP 1bis*, *MP 5*, *MP 12*, *MP 12bis*, *MP 15*: adoptées sans modification.

Formule *MP 14*: adoptée avec les modifications suivantes:

- 1° Intercaler dans le premier carré du deuxième cadre une case avec la mention «Mandat de versement», entre la case portant l'indication «Mandat ordinaire» et celle portant l'indication «Mandat télégraphique».
- 2° Supprimer en bas de la formule la case avec la mention «L'avis d'émission (MP 3) n'est pas arrivé. Prière d'en envoyer un duplicata ou de confirmer l'émission».

Formule *MP 4*: son examen a été reporté.

La séance est levée à 19 h 15.

Au nom du Groupe de travail:

Le Président,
J. HOFFMANN

Le Secrétaire,
F. CACCIATORE

Groupe de travail des formules

C 1	CP 1	MP 15
C 17ter	CP 11	R5
C 19bis	CP 13	R 5ter
C 20/C 20bis	CP 15	
C 21/C 21bis	CP 15bis	
C 23	CP 16	
C 24	CP 17	
C 31	CP 18	
C 31/CP 22	CP 19	
C 33/CP 10ter	CP 20	
VD 3	CP 21	
AV 5	CP 22	
AV 11	CP 25	
AV 12		

Quatrième séance

Mercredi 29 novembre 1989, 14 heures

Présidence de M. J. HOFFMANN, Président

Approbation du
procès-verbal de
la troisième
séance

Le procès-verbal de la troisième séance est approuvé.

Examen des
propositions

Proposition 2907.1, formule C 7, adoptée, sous réserve de remplacer la mention «télégraphique ou télématique» par celle «de télécommunications» dans les emplacements suivants:

- partie droite, premier carreau de la formule;
- en-tête de la page 2 de la formule;
- page 3, section IV. Divers, après la troisième case.

Proposition 2563.2, formule C 27, adoptée, sous réserve d'apporter les modifications ci-après:

- remonter d'une ligne le troisième carreau de la formule, pour obtenir davantage d'espace en bas;
- élargir d'une ligne le quatrième carreau de la formule, pour y obtenir plus d'espace. Dans le côté droit de cette partie, introduire, en sens vertical, deux cases: celle d'en haut sera suivie de la mention «Nom du bureau» et celle d'en bas, de l'indication «Autre adresse».

Formule *MP 4*, adoptée, avec les modifications suivantes:

- 1^o remplacer, à la troisième ligne de l'en-tête, côté droit, la mention «Demande de modification d'adresse» par «demande de modification ou de correction d'adresse»;
- 2^o faire figurer l'indication «Votre référence» dans le deuxième carreau à droite, en la supprimant dans le troisième carreau où elle figure actuellement, de manière à gagner l'espace correspondant;
- 3^o inscrire dans le carreau «Mode de transmission» – qui sera élargi – trois cases avec les indications «Voie de surface», «Voie aérienne» et «Voie télégraphique», suivies d'une quatrième case sans indications;
- 4^o remonter dans l'avant-dernier carreau la case avec l'indication «à l'expéditeur», à droite, sur la même ligne que la case portant l'indication «au bénéficiaire primitif», de sorte à gagner de l'espace;

- 5^o inscrire dans le dernier carreau trois cases avec les indications «Voie de surface», «Voie aérienne», et «Voie télégraphique», suivies d'une quatrième case sans indications.

En attendant que d'autres formules lui soient soumises, le Groupe de travail des formules décide d'examiner, à titre préliminaire, celles présentées par le Conseil exécutif. Bien entendu, le Groupe de travail tiendra compte des modifications éventuelles apportées par le Congrès, lorsque ces formules lui seront soumises.

La séance est levée à 15 heures.

Au nom du Groupe de travail:

Le Président,
J. HOFFMANN

Le Secrétaire,
F. CACCIATORE

Cinquième séance

Jeudi 30 novembre 1989, 14 heures

Présidence de M. J. HOFFMANN, Président

Approbation du
procès-verbal de
la quatrième
séance

Le procès-verbal de la quatrième séance est approuvé.

Propositions
retirées ou
rejetées

Le Groupe de travail a fait état des propositions retirées ou rejetées.

Les propositions suivantes ont été retirées:

2912.1	3912.8	3916.2
2918.3	3912.9	3917.3
2927.1	3915.4	3920.4
2928.1	3915.5	3928.1
3912.5	3915.6	4908.1
3912.6	3915.7	4908.2
3912.7	3915.8	

Les propositions suivantes ont été rejetées:

2912.2, 2912.3, 2912.4 et 2928.3.

Poursuite de
l'examen
préliminaire des
propositions
soumises par le
Conseil exécutif

Par la suite, le Groupe de travail a poursuivi l'examen préliminaire des propositions soumises par le Conseil exécutif.

La séance est levée à 15 heures.

Au nom du Groupe de travail:

Le Président,
J. HOFFMANN

Le Secrétaire,
F. CACCIATORE

Sixième séance

Vendredi 1er décembre 1989, 14 heures

Présidence de M. J. HOFFMANN, Président

Approbation
du procès-verbal
de la cinquième
séance

Le procès-verbal de la cinquième séance est approuvé.

Examen des
propositions

Proposition 2000.14, formule C 5 (nouvelle), adoptée, avec les modifications ci-après:

- ajouter, à côté des deux cases «Lettre», situées en haut à gauche, la mention «Prioritaire»;
- remplacer la mention «Mandat de poste» par celle de «Mandat ordinaire» dans la troisième case à gauche. Conséquence de la proposition 6000.1;
- ajouter après la case «Imprimé», en haut, la mention «Non prioritaire».

Par la suite, le Groupe de travail a conclu l'examen préliminaire des formules soumises par le Conseil exécutif.

La séance est levée à 15 heures.

Au nom du Groupe de travail: Le Président,
J. HOFFMANN

Le Secrétaire,
F. CACCIATORE

Septième séance

Mardi 5 décembre 1989, 14 heures

Présidence de M. J. HOFFMANN, Président

Approbation du
procès-verbal de
la sixième séance

Le procès-verbal de la sixième séance est approuvé.

Propositions
retirées ou
rejetées

Le Groupe de travail a fait état des propositions retirées ou rejetées suivantes: 2903.1/Rev 1, 2909.1, 2933.92, 4907.1/Rev 1 et 4908.92.

Ont été également retirées ou rejetées les propositions suivantes: 2912.2, 3912.3, 3912.4, 3912.10, 3912.11, 3917.2/Rev 1, 3917.4, 3920.1 et 3920.3.

Examen des
propositions

Proposition 2000.14

Formule C 4bis (nouvelle): adoptée. Formule C 5 (voir procès-verbal, 6e séance): adoptée.

Proposition 2909.1, formule C 9. Les modifications proposées ont été prises en considération lors de la proposition 2909.2 concernant la même formule.

Proposition 2909.2, formule C 9: adoptée, avec les modifications suivantes à apporter au recto:

- remplacer dans l'en-tête du deuxième carreau les mots «service d'origine» par «réclamant»;
- supprimer la case avec l'indication «Montant de remboursement non reçu», et cela, en conséquence de la proposition 8911.91, prévoyant la création de la nouvelle formule R 11;
- prévoir, à droite de la partie «Envoi réclamé», à la première ligne, l'indication «Prioritaire» à côté de la case figurant actuellement sans mention et ajouter une cinquième case avec l'indication «Non prioritaire» et, enfin, une sixième case sans mention;
- à la deuxième ligne, une nouvelle case avec l'indication «Prioritaire» à intercaler entre les cases existantes «Lettre» et «Colis»; cela comportera le décalage vers la droite de la case «Colis» et des indications «Valeur déclarée» et «Poids» (colis);
- remplacer, dans la partie «Dépôt», à droite, les mots «Port payé» par «Montant de l'affranchissement»;
- rétrécir d'une ligne la partie «Destinataire»;

- créer un nouveau cadre en bas de la formule englobant les deux dernières parties avec le titre 2 «Renseignements à fournir par le service d'origine»;
- ajouter, dans les parties susdites, à côté des mentions «Avion» et «Surface» respectivement les indications «Prioritaire» et «Non prioritaire»; cela comportera un décalage vers la droite des autres indications figurant sur les mêmes lignes.

Les modifications suivantes doivent être apportées au verso de la formule C 9:

- ajouter, dans les deux premières parties, à gauche, à côté des mentions «Avion» et «Surface» respectivement les indications «Prioritaire» et «Non prioritaire»; cela comportera le décalage vers la droite des autres indications figurant sur les mêmes lignes;
- numéroté les en-têtes des trois carreaux prévus au verso respectivement par les chiffres 3, 4 et 5;
- compléter la 3e ligne du cadre «5.» par «ou C 31, selon le cas».

Propositions 2912.3, formule C 12, et 4908.91, formule AV 8ter (nouvelle): adoptées.

Proposition 2902.1, formule C 2/CP 3: adoptée. Pour faire figurer la nouvelle indication dans l'espace (5), il faudra rétrécir l'espace (2) situé en haut, à droite de la formule.

Proposition 2904.1, formule VD 4: adoptée.

Proposition 2908.2, formule C 8: adoptée, avec les modifications ci-après au recto, intégrant aussi celles prévues dans les propositions 2000.14, formule C 8, et 2908.1:

- rétrécir d'une ligne, dans le deuxième carreau, la partie «Motif de la réclamation», en supprimant, à la deuxième ligne, la case portant l'indication «Montant de remboursement non reçu», en conséquence de la proposition 8911.91. L'indication «Jour d'arrivée», figurant sous la case avec la mention «Retard», sera déplacée sur la première ligne après «Retard»;
- élargir la partie «Envoi réclamé» de manière à faire figurer, à la première ligne, les cases avec les mentions «Lettre», «Carte postale» et «Prioritaire» et, à la deuxième ligne, les cases avec les mentions «Imprimé», «Petit paquet», «Journal» et «Non prioritaire» dans l'ordre;
- élargir également la partie «Mentions spéciales» dans laquelle figure-raient, à la première ligne, les cases avec les mentions qui y figurent déjà actuellement et, à la deuxième ligne, une case avec l'indication «Livraison attestée», une deuxième case avec la mention «N° de l'envoi» et une troisième case sans mention;
- rétrécir d'une ligne l'espace «Nom et adresse complète», à côté de la partie «Destinataire».

Les modifications suivantes doivent être apportées au verso de la formule C 8:

- créer dans le carreau 5, après la partie «Remboursement», une nouvelle partie «Envoi à livraison attestée», dans laquelle figurent, sur le côté droit, l'indication prévue également sur le côté droit, à la première ligne de la partie A et toutes celles de la partie B du carreau 4 du verso de la formule C 9;

- à la dernière partie «Autres renseignements particuliers», figurant au bas du carreau 5 de la formule C 8 (verso), seraient réservées 5 lignes au lieu de 12 actuellement prévues.

Proposition 2910.1, formule C 10: adoptée, avec les modifications suivantes:

- ajouter une virgule et la mention «de marques» dans l'en-tête de la formule, après l'indication «Emploi présumé frauduleux de timbres-poste»;
- ajouter une virgule et la mention «d'une marque» dans le deuxième carreau, après «Indications. Avis... revêtu d'un timbre-poste». Intercaler par la suite les mots «d'affranchissement», entre «ou d'une empreinte» et «comme indiqué ci-dessous».

Proposition 2911.1, formule C 11: adoptée, sous réserve d'ajouter une virgule et la mention «de marques» dans l'en-tête de la formule, après l'indication «Emploi présumé frauduleux de timbres-poste».

Proposition 2912.6/Rev 1: adoptée, avec les modifications suivantes:

- sous le titre de la formule, recto, prévoir deux cases portant les mentions «Prioritaire» et «Non prioritaire»;
- dans la troisième partie, à gauche, rétrécir l'espace réservé au nombre de «sacs LC/AO» et «sacs M» et élargir l'espace des colonnes «Poids» correspondantes.

Proposition 2914.2, formule C 14: adoptée, avec les modifications suivantes:

- ajouter dans le deuxième carreau, à droite, les mentions «Prioritaire» et «Non prioritaire» respectivement à côté de celles de «LC» et de «AO», qui y figurent;
- apporter la même modification à la colonne centrale du troisième carreau figurant au recto et aussi à la première ligne, à droite, du premier carreau au verso.

Proposition 2918.1, formule C 18: adoptée, en ajoutant les mentions «Non prioritaire/Prioritaire» dans les colonnes 4 et 7 respectivement après celles «sacs LC/AO» et «LC/AO» qui y figurent.

Proposition 2918.2, formule C 18bis: adoptée, en ajoutant la mention «Non prioritaire» dans les colonnes 4 et 7 respectivement après celles de «sacs LC/AO» et de «LC/AO» qui y figurent.

Proposition 2918.91, formule C 18 S (nouvelle): adoptée.

Proposition 2928.2, formule C 28. Prévoir trois modèles d'étiquettes au lieu des deux existants: un modèle pour les étiquettes rouge et blanc; un modèle pour l'étiquette verte et un modèle pour l'étiquette bleue.

Le premier modèle portera dans l'espace où figure la mention «LC/AO» aussi celle «Non prioritaire/Prioritaire». La note qui figure en bas de l'étiquette sera supprimée.

Le deuxième modèle (étiquette bleue) sera identique au premier, avec la seule différence de porter uniquement la mention «AO/Non prioritaire» dans la case où figurent les mentions «LC/AO» et «Non prioritaire/Prioritaire». En bas de l'étiquette figurera la note «L'Administration d'origine a la faculté d'imprimer des cases à cocher pour AO/Non prioritaire et pour sac M».

Le troisième modèle (étiquette verte), sans modification.

Proposition 2933.91, formule C 33/CP 10bis (nouvelle): adoptée.

Sur instruction de la Commission 5, les formules C 12bis et AV 3bis faisant l'objet des propositions 3912.2/Rev 1 et 3903.1/Rev 1 ont été examinées conjointement afin de parvenir à une présentation uniforme en prenant la formule AV 3bis comme base, avec les modifications suivantes:

- a) sur la formule C 12bis:
 - prévoir, à droite de l'en-tête, quatre cases, au lieu des deux existantes, portant les mentions «Non prioritaire», «Prioritaire», «par S.A.L.» et «par voie de surface»;
 - ajouter les mentions «Non prioritaire/Prioritaire» aux indications «LC/AO» dans la colonne 5;
- b) sur la formule AV 3bis:
 - ajouter la mention «Prioritaire» aux indications «LC/AO» dans la colonne 5;
 - supprimer la colonne 7;
 - renuméroter la colonne 8 par 7.

Proposition 3912.4, formule C 12ter: adoptée, avec les modifications suivantes:

- prévoir, à droite de l'en-tête, quatre cases, au lieu des deux existantes, portant les mentions «Non prioritaire», «Prioritaire», «par S.A.L.» et «par voie de surface»;
- ajouter les mentions «Non prioritaire/Prioritaire» à l'indication «Poids des sacs LC/AO» de la colonne 3.

La formule AV 5bis est harmonisée dans sa présentation avec la formule C 12ter, sauf qu'il n'y aura pas de cases à droite de l'en-tête et que l'en-tête de la colonne 3 n'est complétée que par la mention «Prioritaire». En plus, l'indication qui figure à l'avant-dernière ligne, à gauche, doit être remplacée par «Total des poids, à porter au compte particulier C 20bis».

Proposition 3915.1, formule C 15: adoptée.

Proposition 3915.2, formule C 15bis: adoptée.

Proposition 3915.3, formule C 15ter: adoptée, sous réserve de supprimer le mot «relevé» de la mention figurant à gauche, dans l'avant-dernière partie de la formule.

Proposition 3916.1, formule C 16: adoptée, sous réserve de remplacer l'en-tête du deuxième carreau par le suivant: «Indication du poids des sacs LC et des sacs AO».

Proposition 3917.1, formule C 17: adoptée, avec les modifications ci-après:

- biffer le mot «expédiées» dans l'en-tête;
- biffer les mentions «LC et AO» de l'en-tête du deuxième carreau;
- ajouter aux mentions «Prioritaire» et «Non prioritaire», respectivement celles d'«Envois LC» et «Envois AO», situées au milieu du même carreau.

Proposition 3917.91, formule C 17bis (nouvelle): adoptée, sous réserve des modifications suivantes:

- remplacer l'en-tête par la mention «Relevé des envois (statistique spéciale)»;
- dans le deuxième carreau, en haut, ajouter aux mentions «Envois LC» et «Envois AO», respectivement celles de «Prioritaire» et «Non prioritaire».

Proposition 3917.92, formule C 17ter (nouvelle): adoptée, avec les modifications suivantes:

- ajouter, à l'en-tête, la mention suivante: «(Statistique spéciale)»;
- au recto, ajouter dans le deuxième carreau, en haut, après «Envois LC» et «Envois AO», respectivement les mentions «Prioritaire» et «Non prioritaire»;
- au verso, ajouter en haut, après «LC» et «AO», respectivement les mentions «Prioritaire» et «Non prioritaire».

Proposition 3920.5, formule C 20: adoptée, sous réserve d'apporter les modifications suivantes:

- au-dessus du deuxième carreau, ajouter la phrase «Récapitulation des relevés C 12ter»;
- dans le deuxième carreau, deuxième colonne, en haut, intercaler deux points entre l'indication «Poids trimestriel des dépêches» et celle de «LC/AO + M» et ajouter aux mentions précitées celles de «Prioritaire/Non prioritaire + M».

Proposition 3928.2, formule C 28bis: adoptée.

Proposition 3962.1, formule AV 12: adoptée.

Proposition 3920.2, formule C 20bis: adoptée, avec les modifications suivantes:

- remplacer à la première ligne, à gauche, des deuxième et troisième carreaux, le mot «Courrier» par «Sacs»;
- ajouter dans les différentes colonnes les mentions «Non prioritaire» et «Prioritaire», respectivement aux mentions «Surface/S.A.L.» et «Par avion»;
- ajouter, au verso, dans le troisième carreau, les mentions «Prioritaire» et «Non prioritaire», respectivement aux indications existantes «Poids des LC» et «Poids des AO».

Au nom du Groupe de travail: Le Président,
J. HOFFMANN

Le Secrétaire,
F. CACCIATORE

Huitième séance

Mercredi 6 décembre 1989, 14 h 30

Présidence de M. J. HOFFMANN, Président

Approbation du
procès-verbal de
la septième séance

Le procès-verbal de la septième séance est approuvé.

Propositions
rejetées ou
reportées

Les propositions suivantes ont été rejetées ou reportées: 2541.1 et 4624.1. Cette dernière proposition fera l'objet d'une étude du CE.

Examen des
propositions

Proposition 2914.2, formule C 14. Cette proposition, qui a déjà été examinée par le Groupe de travail, devra comporter aussi les modifications suivantes:

- au verso, supprimer dans l'en-tête les mots «de transit et/ou aux frais»;
- rétrécir d'une ligne l'espace du deuxième carreau;
- ajouter, dans la dernière partie du recto, à gauche, une nouvelle case avec la mention «Poids des sacs» après la case portant l'indication «Nombre de sacs». A côté de cette dernière case ne devrait plus figurer le chiffre «II.».

Propositions 3917.1, formule C 17, 3917.91, formule 17bis, et 3917.92, formule C 17ter: sous les titres des formules respectives, faire figurer l'indication «Dépêches par avion et par voie de surface (y compris S.A.L.)» à la place du sous-titre «Dépêches» et des cases portant les mentions «par avion» et «par voie de surface (y compris S.A.L.)».

Proposition 4904.1, formule AV 4: adoptée, en ajoutant la mention «Prioritaire» aux indications «LC/AO» figurant dans les colonnes 3, 4, 5 et 6 du deuxième carreau.

Formule C 21bis: en conséquence du nouveau système de calcul des frais terminaux, supprimer les mots «du courrier de surface» dans le sous-titre de la formule.

Proposition 3928.2, formule C 28bis, supprimer la case avec la mention «Sac M».

Formule C 30: ajouter les mentions «Prioritaire» et «Non prioritaire» aux mentions «LC» et «AO» figurant dans les trois modèles.

Formule AV 8: ajouter la mention «Prioritaire» à l'indication «LC/AO» qui figure dans le premier modèle de cette formule.

Formule AV 8bis: ajouter la mention «Non prioritaire» à l'indication «LC/AO» qui figure dans cette formule.

Formule AV 10: ajouter la mention «Prioritaire» à l'indication «LC» dans les divers modèles de la formule où cette indication figure.

Proposition 2922.1/Rev 1, formule C 22: adoptée, en remplaçant la troisième ligne du texte qui y figure par le suivant: «minimal d'un envoi prioritaire ou d'une lettre ordinaire expédiée à l'étranger par voie aérienne».

Proposition 4607.1: attribuer à la nouvelle formule créée et intitulée «Bordereau de livraison de substitution» le numéro AV 7/C 18bis. Par ailleurs, la mention «Prioritaire/Non prioritaire» devra être ajoutée à côté de l'indication «LC/AO» figurant dans la colonne «Nombre de sacs».

Proposition 2912.6/Rev 1, formule C 12. Dans la partie droite de la formule, après l'indication «Autres indications» devra figurer la mention suivante: «(p. ex. nombre d'envois CCRI)»; et cela pour tenir compte de la proposition 2000.16.

La séance est levée à 16 heures.

Au nom du Groupe de travail:

Le Président,

Le Secrétaire,

J. HOFFMANN

F. CACCIATORE

Table de concordance concernant
la numérotation des articles dans les projets d'Actes
et dans les Actes définitifs

**Table de concordance
concernant la numérotation des articles dans les projets d'Actes
et dans les Actes définitifs du Congrès de Washington 1989**

Projets d'Actes	Actes définitifs	Projets d'Actes	Actes définitifs
QUATRIÈME PROTOCOLE ADDITIONNEL À LA CONSTITUTION DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE		Art. 103	Art. 103
Art. I	Art. I	104	104
II	II	par. 1 à 8	par. 1 à 8
III	III	par. 9	par. 9
IV	IV	a) à f)	9.1 à 9.6
V	V	fbis)	9.7
VI	VI	par. 10 à 14	par. 10 à 14
VII	VII	105	105
par. 1	par. 1	106	106
par. 1bis	par. 2	107	107
par. 2 à 4	par. 3 à 5	108	108
VIII	VIII	109	109
IX	IX	par. 1	par. 1
X	X	par. 2	par. 2
XI	XI	abis)	2.1
		ater)	2.2
		a) à d)	2.3 à 2.6
		110	110
		111	111
		112	112
		113	113
		114	114
		115	115
		116	116
		117	117
		118	118
		119	119
		120	120
		par. 1 et 2	par. 1 et 2
		par. 2bis	par. 3
		121	121
		par. 1	par. 1
		par. 1bis	par. 2
		par. 2	par. 3
		122	122
RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE			
Art. 101	Art. 101		
102	102		
par. 1 à 5	par. 1 à 5		
par. 6	par. 6		
a)	6.1		
abis) et ater)	6.2 et 6.3		
b) à f)	6.4 à 6.8		
fbis)	6.9		
g) à o)	6.10 à 6.18		
obis)	6.19		
p) à x)	6.20 à 6.28		
par. 7 à 14	par. 7 à 14		

Table de concordance entre les projets d'Actes et les Actes définitifs

Projets d'Actes		Actes définitifs	
Art. 123	Art. 123	Art. 26	Art. 26
124	124	27	27
125	125	28	28
126	126		
127	127		
128	128		
129	129		
130	130		
<i>Règlement général, Annexe – Règlement intérieur des Congrès</i>		CONVENTION POSTALE UNIVERSELLE	
Art. 1	Art. 1	Art. 1	Art. 1
2	2	2	2
3	3	3	3
4	4	4	4
5	5	5	5
6	6	6	6
7	7	6bis	7
8	8	7	8
9	9	8	9
10	10	par. 1 et 2	par. 1 et 2
11	11	par. 3 (supprimé)	
12	12	par. 4	par. 3
13	13	par. 5 et 6 (supprimés)	
14	14	9	10
15	15	10	11
par. 1	par. 1	11	12
par. 1bis et 1ter	par. 2 et 3	12	13
par. 2 à 7	par. 4 à 9	13	14
par. 7bis	par. 10	14	15
16	16	15	16
17	17	16	17
18	18	17	18
par. 1	par. 1	18	19
par. 1bis et 1ter	par. 2 et 3	par. 1	par. 1
par. 2 (supprimé)		par. 1bis	par. 2
par. 3	par. 4	par. 2	par. 3
par. 4 (supprimé)		par. 2bis	par. 4
19	19	par. 3 et 4	par. 5 et 6
par. 0bis	par. 1	19	20
par. 1 à 6	par. 2 et 3	par. 1	par. 1
20	20	par. 1bis	par. 2
par. 1 à 4	par. 1 à 4	par. 2	par. 3
par. 4bis	par. 5	a) et b)	a) et b)
21	21	c) (supprimé)	
22	22	par. 3	par. 4
23	23	par. 3bis	par. 5
24	24	par. 4 à 12	par. 6 à 14
25	25	par. 12bis	par. 15
		19bis	21
		20	22
		par. 1	par. 1
		par. 1bis	par. 2
		par. 2	par. 3
		21	23

Table de concordance entre les projets d'Actes et les Actes définitifs

Projets d'Actes		Actes définitifs		Projets d'Actes		Actes définitifs	
Art. 22		Art. 24		Art. 50		Art. 57	
23		25		par. 1		par. 1	
24		26		par. 2 (supprimé)			
25		27		par. 3 et 4		par. 2 et 3	
26		28		par. 4bis		par. 4	
27		29		par. 5 à 7		par. 5 à 7	
par. 1 à 4		par. 1 à 4		50bis		58	
par. 4bis		par. 5		51		59	
par. 5		par. 6		52		60	
28		30		53		61	
par. 1		par. 1		54		62	
a) à d)		a) à d)		55		63	
dbis)		e)		56		64	
e) (supprimé)				57		65	
par. 2		par. 2		58		66	
29		31		par. 1 à 4		par. 1 à 4	
30		32		par. 4bis et 4ter		par. 5 et 6	
30bis		33		58bis		67	
31		34		59		68	
32		35		60		69	
par. 1 et 2		par. 1 et 2		61		70	
par. 2bis et 2ter		par. 3 et 4		62		71	
par. 3 à 6		par. 5 à 8		63		72	
32bis		36		64		73	
32ter		37		par. 1 et 2		par. 1 et 2	
33		38		par. 2bis		par. 3	
34		39		par. 3		par. 4	
par. 1		par. 1		par. 3bis		par. 5	
par. 1bis à 1quinquies		par. 2 à 5		64bis		74	
par. 2 à 6		par. 6 à 10		par. 1 et 2		par. 1 et 2	
35		40		par. 2bis		par. 3	
par. 1 à 6		par. 1 à 6		par. 3		par. 4	
par. 6bis		par. 7		65		75	
par. 7		par. 8		66		76	
par. 7bis et 7ter		par. 9 et 10		67 (supprimé)			
par. 8		par. 11		67bis		77	
36		41		67ter		78	
37		42		68		79	
38		43		69		80	
39		44		70		81	
40		45		71 (supprimé)			
41		46		71bis		82	
42		47		72 (supprimé)			
43		48		73 (supprimé)			
43bis		49		74 (supprimé)			
44		50		75 (supprimé)			
44bis		51		76 (supprimé)			
45		52		77 (supprimé)			
46		53		78		83	
47		54		79 (supprimé)			
48		55		80 (supprimé)			
49		56		81 (supprimé)			

Table de concordance entre les projets d'Actes et les Actes définitifs

Projets d'Actes		Actes définitifs		Projets d'Actes		Actes définitifs	
Art. 82		Art. 84		Art. XXI (supprimé)		Art.	
83		85		XXIbis (supprimé)			
par. 1 à 6		par. 1 à 6		XXII		XXI	
par. 6bis (supprimé)				XXIII		XXII	
84		86		XXIV		XXIII	
85		87		XXV (supprimé)			
86		88		XXVbis		XXIV	
87		89		XXVter		XXV	
88		90		XXVI		XXVI	
89		91		XXVibis		XXVII	
90 (supprimé)				XXVII		XXVIII	
90bis		92				XXIX	
91		93					
par. 1		par. 1		<i>Règlement d'exécution de la Convention</i>			
par. 1bis		par. 2		Art. 101		Art. 101	
par. 2		par. 3		102		102	
92		94		103		103	
				104		104	
<i>Protocole final</i>				105		105	
Art. I		Art. I		106		106	
II		II		107		107	
III		III		108		108	
par. 1 (supprimé)				109		109	
par. 2		par. unique		par. 1		par. 1	
IV (supprimé)				a)		a)	
V		IV		abis) (supprimé)			
VI		V		b) à h)		b) à h)	
par. 1 et 2		par. 1 et 2		hbis)		i)	
par. 3 (supprimé)				i) à n)		j) à o)	
VII		VI		nbis)		p)	
VIIbis		VII		par. 2 et 3		par. 2 et 3	
VIII		VIII		110		110	
IX		IX		111		111	
X		X		par. 1		par. 1	
XI		XI		par. 2		par. 2	
XII		XII		a) à c)		a) à c)	
par. 1 et 2		par. 1 et 2		d) (supprimé)			
par. 2bis		par. 3		e) à l)		d) à k)	
par. 3		par. 4		par. 3 et 4		par. 3 et 4	
XIII		XIII		112		112	
XIV		XIV		113		113	
par. 1 et 2		par. 1 et 2		par. 1		par. 1	
par. 2bis (supprimé)				a) à j)		a) à j)	
par. 3		par. 3		jbis)		k)	
XV		XV		par. 1bis		par. 2	
XVI		XVI		par. 2 à 7		par. 3 à 8	
XVII		XVII		113bis		114	
XVIII		XVIII		114		115	
XIX		XIX		115		116	
XX		XX		116		117	
				117		118	

Table de concordance entre les projets d'Actes et les Actes définitifs

Projets d'Actes		Actes définitifs		Projets d'Actes		Actes définitifs	
Art. 118		Art. 119		Art. 155		Art. 159	
119		120		par. 1 à 3		par. 1 à 3	
120		121		par. 3bis		par. 4	
121		122		par. 4 à 11		par. 5 à 12	
122		123		156		160	
123		124		157		161	
124		125		157bis		162	
124bis		126		158		163	
125		127		159		164	
126		128		160		165	
par. 1 à 4		par. 1 à 4		161		166	
par. 5		par. 5		162		167	
a) (supprimé)				par. 1		par. 1	
b) à f)		a) à e)		par. 1bis		par. 2	
par. 6 et 7		par. 6 et 7		par. 2		par. 3	
127		129		par. 2bis		par. 4	
128		130		par. 3 à 6		par. 5 à 8	
129		131		par. 6bis		par. 9	
par. 1 et 2		par. 1 et 2		par. 7 et 8		par. 10 et 11	
par. 2bis		par. 3		163		168	
130		132		164		169	
131		133		par. 1 à 5		par. 1 à 5	
131bis		134		par. 5bis		par. 6	
132		135		par. 6 à 8		par. 7 à 9	
133		136		165		170	
134		137		par. 1 à 6		par. 1 à 6	
135		138		par. 6bis		par. 7	
136		139		par. 7 à 17		par. 8 à 18	
137		140		166		171	
138		141		167		172	
139		142		168		173	
140		143		par. 1		par. 1	
141		144		par. 1bis		par. 2	
142		145		par. 2 à 8		par. 3 à 9	
143		146		169		174	
143bis		147		170		175	
144		148		171		176	
145		149		172		177	
146		150		172bis		178	
147		151		172ter		179	
par. 1 à 12		par. 1 à 12		172quater		180	
par. 12bis		par. 13		172quinquies (supprimé)			
par. 13 et 14		par. 14 et 15		173		181	
148		152		par. 1		par. 1	
149		153		par. 1bis et 1ter		par. 2 et 3	
150		154		par. 2 à 5		par. 4 à 7	
151		155		174 (supprimé)			
152		156		175		182	
153		157		par. 1		par. 1	
154		158		par. 1bis		par. 2	
par. 1 et 2		par. 1 et 2		par. 2		par. 3	
par. 2bis		par. 3		par. 2bis		par. 4	
par. 3		par. 4		175bis		183	

Table de concordance entre les projets d'Actes et les Actes définitifs

Projets d'Actes		Actes définitifs		Projets d'Actes		Actes définitifs	
Art. 176		Art. 184		Art. 208		Art. 209	
177		185		par. 1 et 2		par. 1 et 2	
par. 1 et 2		par. 1 et 2		par. 2bis		par. 3	
par. 2bis		par. 3		209		210	
par. 3		par. 4		210		211	
par. 4 (supprimé)				211		212	
177bis		186		212 (supprimé)			
177ter		187		213 (supprimé)			
177quater		188		214		213	
178 (supprimé)				215		214	
179 (supprimé)				par. 1 et 2		par. 1 et 2	
180 (supprimé)				par. 2bis		par. 3	
181 (supprimé)				par. 3		par. 4	
182		189		par. 3bis		par. 5	
par. 1 à 3		par. 1 à 3		216		215	
par. 4 (supprimé)				217		216	
par. 5 à 7		par. 4 à 6		218		217	
183 (supprimé)				219 (supprimé)			
184		190		220		218	
185 (supprimé)				221		219	
186		191		par. 1 et 2		par. 1 et 2	
187		192		par. 2bis		par. 3	
188		193		par. 3 et 4		par. 4 et 5	
189 (supprimé)				222		220	
190 (supprimé)				par. 1 à 7		par. 1 à 7	
191		194		par. 8 (supprimé)			
192		195		par. 9 et 10		par. 8 et 9	
193		196		223		221	
194		197		224		222	
195		198		225		223	
196		199		226		224	
par. 1		par. 1		par. 1		par. 1	
par. 2		par. 2		a)		a)	
a) et b)		a) et b)		b)		b)	
bbis)		c)		1° à 5°		1° à 5°	
par. 3 à 10		par. 3 à 10		5°bis		6°	
197		200		6° à 9°		7° à 10°	
198		201		par. 2 et 3		par. 2 et 3	
199		202		227		225	
200 (supprimé)				par. 1		par. 1	
201 (supprimé)				par. 2 (supprimé)			
202		203		par. 3		par. 2	
203		204		228		226	
204		205					
205		206					
par. 1 à 3		par. 1 à 3					
par. 3bis		par. 4					
par. 4		par. 5					
206		207					
207		208					
par. 1		par. 1					
par. 1bis et 1ter		par. 2 et 3					
par. 2 et 3		par. 4 et 5					
				<i>Formules</i>			
				Note. – Les numéros des formules n'ont pas été modifiés.			

Table de concordance entre les projets d'Actes et les Actes définitifs

Projets d'Actes	Actes définitifs	Projets d'Actes	Actes définitifs
ARRANGEMENT CONCERNANT LES COLIS POSTAUX		Art. 44	Art. 45
		45	46
		46	47
Art. 1	Art. 1	par. 1	par. 1
2	2	par. 1bis	par. 2
3	3	par. 2 à 4	par. 3 à 5
4	4	47	48
5	5	48	49
5bis	6	49	50
6	7	50	51
7	8	51	52
8	9	52	53
9	10	53	54
10	11	54	55
11	12	55	56
12	13	56	57
13	14	par. 1	par. 1
14	15	par. 1bis	par. 2
15	16	par. 2	par. 3
16	17	a)	a)
17	18	b) (supprimé)	
18	19	c)	b)
19	20	57	58
20	21	58	59
21	22		
22	23		
23	24		
24	25		
25	26	<i>Protocole final</i>	
26	27		
27	28	Art. I	Art. I
28	29	II	II
29	30	III	III
30	31	IV	IV
31	32	V	V
32	33	VI	VI
33	34	par. 1	par. 1
34	35	par. 2 (supprimé)	
35	36	par. 3 à 6	par. 2 à 5
36	37	par. 6bis et 6ter	par. 6 et 7
37	38	VII	VII
38	39	par. 1 et 2	par. 1 et 2
39	40	par. 2bis	par. 3
40	41	VIII	VIII
41	42	IX	IX
42	43	X	X
43	44	XI	XI
par. 1 à 3	par. 1 à 3	XII	XII
par. 4	par. 4	XIII	XIII
	a) et b)	XIV	XIV
	par. 5	XV	XV
par. 4bis	par. 6	XVI	XVI

Table de concordance entre les projets d'Actes et les Actes définitifs

Projets d'Actes	Actes définitifs	Projets d'Actes	Actes définitifs
<i>Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux</i>			
Art. 101	Art. 101	Art. 143	Art. 144
par. 1	par. 1	144	145
a) à c)	a) à c)	145	146
cbis)	d)	146	147
d) à h)	e) à i)	147	148
par. 2	par. 2	148	149
102	102	149	150
103	103	150	151
104	104	151	152
105	105	152	153
106	106	153	154
107	107	154	155
108	108	155	156
109	109		
110	110		
111	111		
112	112		
113	113		
114	114		
115	115		
116	116		
117	117		
118	118		
119	119		
120	120		
121	121		
122	122		
123	123		
124	124		
125	125		
126	126		
127	127		
128	128		
129	129		
130	130		
131	131		
132	132		
133	133		
134	134		
135	135		
136	136		
137	137		
138	138		
138bis	139		
139	140		
140	141		
141	142		
142	143		

Formules

Note. – Les numéros des formules n'ont pas été modifiés, mais on a ajouté la formule C 33/CP 10bis.

**ARRANGEMENT
CONCERNANT LES MANDATS DE POSTE**

Art. 1 2 par. 1 et 2 par. 2bis 3 4 par. 1 à 4 par. 5 a) abis) b) (supprimé) c) à e) par. 5bis par. 6 et 7 5 par. 1 à 4 par. 4bis 6 7 8 9 10 11 12 13	Art. 1 2 par. 1 et 2 par. 3 3 4 par. 1 à 4 par. 5 a) b) c) à e) par. 6 par. 7 et 8 5 par. 1 à 4 par. 5 6 7 8 9 10 11 12 13
--	---

Table de concordance entre les projets d'Actes et les Actes définitifs

Projets d'Actes	Actes définitifs	Projets d'Actes	Actes définitifs
<i>Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste</i>		Art. RE 704 Art. RE 703 RE 801 RE 801 RE 1001 RE 1001 RE 1101 RE 1101 RE 1102 RE 1102 RE 1103 RE 1103 RE 1104 RE 1104 RE 1105 RE 1105 RE 1201 RE 1201 RE 1202 RE 1202 par. 1 par. 1 par. 1bis par. 2 par. 2 et 3 par. 3 et 4 RE 1301 RE 1301 RE 1302 RE 1302 RE 1303 RE 1303	
		<i>Formules</i>	
		Note. – Les numéros des formules n'ont pas été modifiés.	
		<i>Protocole final du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste</i>	
		Art. unique Art. unique	
		ARRANGEMENT CONCERNANT LE SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX	
		Note. – Cet Arrangement n'a subi aucune modification.	
		<i>Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant le service des chèques postaux</i>	
		Art. RE 101 Art. RE 101 RE 102 RE 102 RE 103 RE 103 RE 104 RE 104 RE 201 RE 201 par. 1 à 5.1 par. 1 à 5.1 par. 5.2 à 5.4 (supprimés) par. 5.5 par. 5.2 par. 5.6 (supprimé) par. 6 par. 6 RE 301 RE 301	
Art. RE 201	Art. RE 201		
RE 202	RE 202		
RE 301	RE 301		
RE 302	RE 302		
RE 303	RE 303		
par. 1 à 6	par. 1 à 6		
par. 6bis	par. 7		
RE 304	RE 304		
RE 305 (supprimé)			
RE 306	RE 305		
RE 307	RE 306		
RE 308	RE 307		
RE 309	RE 308		
RE 310	RE 309		
RE 311	RE 310		
RE 312	RE 311		
RE 313	RE 312		
RE 314	RE 313		
RE 315	RE 314		
RE 316	RE 315		
RE 317	RE 316		
par. 1 à 4	par. 1 à 4		
par. 5 et 6 (supprimés)			
par. 7	par. 5		
RE 401	RE 401		
RE 402	RE 402		
RE 501	RE 501		
RE 502	RE 502		
RE 503	RE 503		
RE 601	RE 601		
RE 602	RE 602		
RE 603	RE 603		
RE 604	RE 604		
par. 1 à 4	par. 1 à 4		
par. 5 (supprimé)			
par. 6 à 8	par. 5 à 7		
RE 605	RE 605		
RE 606	RE 606		
RE 607	RE 607		
RE 608	RE 608		
RE 609	RE 609		
RE 610	RE 610		
RE 611	RE 611		
RE 612	RE 612		
RE 613	RE 613		
RE 701	RE 701		
RE 702	RE 702		
par. 1 à 4	par. 1 à 4		
par. 4bis	par. 5		
RE 703 (supprimé)			

Table de concordance entre les projets d'Actes et les Actes définitifs

Projets d'Actes	Actes définitifs
Art. RE 302	Art. RE 302
RE 303	RE 303
RE 304	RE 304
RE 305	RE 305
RE 306	RE 306
RE 307	RE 307
RE 308	RE 308
RE 309	RE 309
RE 310	RE 310
RE 311	RE 311
RE 312	RE 312
RE 313	RE 313
RE 314 (supprimé)	
RE 315 (supprimé)	
RE 316 (supprimé)	
RE 317	RE 314
RE 318	RE 315
RE 319	RE 316
RE 320	RE 317
RE 501	RE 501
RE 502	RE 502
RE 503	RE 503
RE 701	RE 701
RE 702	RE 702
RE 703	RE 703
RE 704	RE 704
RE 705	RE 705
par. 1 et 2	par. 1 et 2
par. 3 (supprimé)	
RE 706	RE 706
RE 707	RE 707
RE 708	RE 708
RE 709	RE 709
RE 710 (supprimé)	
RE 711	RE 710
RE 801	RE 801
RE 802	RE 802
RE 803	RE 803
RE 804	RE 804
RE 805	RE 805
RE 806	RE 806
RE 807	RE 807
RE 808	RE 808
RE 809	RE 809
RE 810	RE 810
RE 1301	RE 1301
RE 1302	RE 1302
RE 1303	RE 1303
RE 1304	RE 1304

Projets d'Actes	Actes définitifs
Art. RE 1601	Art. RE 1601
RE 1602	RE 1602
RE 1701	RE 1701
RE 1702	RE 1702
 <i>Formules</i>	
Note. – Les numéros des formules n'ont pas été modifiés.	
 ARRANGEMENT CONCERNANT LES ENVOIS CONTRE REMBOURSEMENT	
Note. – Cet Arrangement n'a subi aucune modification.	
 <i>Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les envois contre remboursement</i>	
Art. RE 201	Art. RE 201
RE 202	RE 202
RE 301	RE 301
RE 302	RE 302
RE 303	RE 303
RE 304	RE 304
RE 305	RE 305
RE 401	RE 401
RE 402	RE 402
RE 403	RE 403
RE 404	RE 404
RE 405	RE 405
RE 501	RE 501
RE 502	RE 502
RE 503	RE 503
RE 601	RE 601
RE 601bis	RE 602
RE 701	RE 701
RE 702	RE 702
RE 901	RE 901
RE 902	RE 902
RE 903	RE 903
 <i>Formules</i>	
Note. – Les numéros des formules n'ont pas été modifiés.	

Index alphabétique

Index alphabétique

Note. – 1° Un tiret remplace, pour les indications suivantes, une partie de titre commune, dont on évite ainsi la répétition.

2° Le présent index étant subdivisé par Acte ou catégorie d'Actes, il convient de rechercher les références en partant de la disposition des Actes qui est à l'origine de l'objet des recherches. Il y a lieu de préciser que tout ce qui concerne l'organisation et le fonctionnement de l'Union ainsi que les questions d'ordre général se trouve dans la partie I.

I. Constitution, Règlement général, Règlement intérieur des Congrès

- Questions d'ordre général
- Organisation et fonctionnement du Congrès

Abréviations et signes utilisés 5–6

Actes définitifs. Table de concordance avec les projets d'Actes 829–840

- du Congrès de Washington. Mise en vigueur 324–325

Appel des Pays-membres 19–21

- en séances plénières 353–358

Application immédiate des nouvelles compétences législatives du CE 278

Approbation des comptes de l'Union 1984–1988 440

- des procès-verbaux du Congrès 286, 291, 323, 345, 349, 350–352, 359, 370, 372

- des projets d'Actes 359, 366

- – Chèques postaux 366

- – Colis postaux 366

- – Convention et Protocole final 360, 367

- – Envois contre remboursement 367

- – Mandats de poste 366

- – Quatrième Protocole additionnel à la Constitution 359

- – Règlement général, y compris le Règlement intérieur des Congrès 360

Arrangement concernant les colis postaux. Objet 631

Attribution des propositions d'ordre général et

des Congrès – Doc aux différents organes du Congrès 80

CEPT – Rapport des activités 293–294

Classes de contribution. Changement 325–327, 343–345

Comité de coordination des travaux des organes permanents de l'Union 307

Commission 1 (Vérification des pouvoirs)

- Rapport 280–281, 291, 405–430

- – Complément 317, 431–434

- – Deuxième et dernier complément 435–437

- – Complément oral au dernier rapport 350

Commission 2 (Finances) 439–448

- Ordre du jour 440

- Rapport 445

- Rapport final 350–351, 446

- Secrétariat 439

Commission 3 (Affaires générales)

- Ordre du jour 450

- Procès-verbaux 449–497, 488

- Secrétariat 450

Commission 4 (Poste aux lettres – Réglementation)

- Ordre du jour 499, 504

- Rapports 509, 528, 546, 557

- Secrétariat 499

Commission 5 (Poste aux lettres – Tarification et rémunération)

- Observateurs. Participation 564

- Ordre du jour 564

- Rapports 595

- Secrétariat 563

Commission 6 (Poste aérienne)

- Observateurs 605–606

- Ordre du jour 622

- Rapports 622

- Secrétariat 605

Commission 7 (Colis postaux)

- Ordre du jour 630

- Rapports 646, 652, 656

- Secrétariat 629

Commission 8 (Services financiers postaux)

- Ordre du jour 659

- Rapports 665, 685

- Secrétariat 659

Commission 9 (Coopération technique). Approbation du rapport final 345–346

- Ordre du jour 690

- Rapports. Approbation 712, 744, 753

- Rapport final. Approbation 345–346

- Secrétariat 689

Commission 10 (Rédaction)

- Méthode de travail de la Commission 721

- Rapports. Approbation 722, 725–726, 729, 732, 738, 740, 748, 753, 759, 765, 787, 793, 804

- Secrétariat 719

Commissions du Congrès. Approbation des désignations des présidences et des vice-présidences 31

- Commissions restreintes. Approbation des désignations des membres 31

Comptes de l'Union 1984–1988. Approbation 440

Congrès postal universel

- Durée du Congrès 372–375

- Lieu du XXI^e 308

Conseil consultatif des études postales. Election des membres 329–331

- Attributions du CCEP 482–483

- Participation aux réunions du CCEP 479–481

- Programme de travail 286–290

Conseil exécutif. Application immédiate des nouvelles compétences législatives 278–279

- Attributions 496

- Deuxième phase du transfert au CE d'une partie de la fonction législative du Congrès 466

- Election des membres 317–319, 327–329, 482

- Représentation des membres du Conseil exécutif 466–469

Contrôle permanent de la qualité du service à l'échelle mondiale 307

- Coopération technique. Note sur les documents à examiner par le Congrès 690
- Action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés 712–715
- Coopération technique entre pays en développement 710–711
- Politique et activités 690–692
- Présence accrue de l'UPU sur le terrain en matière d'assistance technique 704–707
- Programme d'action en matière d'assistance technique et moyens nécessaires 700–703
- Ressources humaines et formation 709–710
- Débat général sur le thème «Pour mieux servir la clientèle – Stratégies commerciales et opérationnelles de la poste» 130–137
- Thème n° 1 «Connaissance du marché» 137–155
- Thème n° 2 «Stratégies commerciales et opérationnelles de la poste» 156–176
- Thème n° 3 «Structures et systèmes de gestion aux niveaux national et international» 177–198
- Admission de la presse au Débat général 80
- Approbation du Programme général d'action 274–278, 351–353
- Contributions écrites au Débat général du 16 novembre 1989 206–262
- Synthèse générale et conclusions 199–205
- Déclarations et communications de diverses délégations 39–40, 50–62, 66–80, 87–103, 108–122, 130, 263–273, 283–285, 308, 316–317, 319–323, 332–343, 347–349, 361–365, 367–370, 372, 746
- concernant la fixation des limites des dépenses de la prochaine période financière 1991 à 1995 447–448
- de Hambourg 294–296
- de l'IATA concernant le Congrès – Doc 63 619–621
- sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées 308–309
- Délai de réponse aux questionnaires 472–473
- Dépenses de l'Union. Fixation des limites des dépenses de la prochaine période financière (1991 à 1995) 440–445
- Discours
- Doyen 22–23
- Président d'honneur du Congrès 23–25
- Président du Congrès 26–29
- Secrétaire général 31–37
- Directeur général et Vice-Directeur général du Bureau international. Election 291–293, 297, 299–307
- Prestation de serment 297–298
- Document, documentation. Utilisation des termes 496
- Doyen 22–23
- Formules fournies par le Bureau international 497
- Groupe de travail des formules 720, 817
- Constitution – Composition 722, 811
- Procès-verbaux 813, 815, 818, 820–822, 827
- Secrétariat 811
- Limite des dépenses du prochain Congrès (XXI^e Congrès) 444
- Liste des anciens délégués qui ont fait valoir leur droit à la retraite 46–49
- des Pays-membres présents à l'ouverture du Congrès 43–45
- Message 122
- Monnaie type 471–472
- Nouveaux services. Introduction 457
- Organisation des Nations Unies (ONU). Message du Secrétaire général 38
- Participation en qualité d'observateur. Demande
- Association du personnel du Bureau international de l'UPU 81
- Comité national français de la Chambre de commerce internationale 81
- Fédération internationale de la presse périodique (FIPP) 81
- Union internationale des éditeurs (UIE) 81
- Pays-membres présents à l'ouverture du Congrès 43–45
- Poste et télématique 313–315
- Président du Congrès. Discours 26–29
- Election 25–26
- Président d'honneur
- Désignation 23
- Discours 23–25
- Procédure de mise au concours des postes de Directeur général et de Vice-Directeur général 485–487
- Projets d'Actes. Approbation 359, 366–367, 370–372
- Propositions relatives aux taxes des services postaux internationaux 474
- Protocole final de la Convention postale universelle 371–372, 647, 649, 652
- de l'Arrangement concernant les colis postaux 372, 630
- Mise à jour 660
- Réserves au Protocole final de la Convention 601
- Publications 532
- Distribution 533
- Utilisation du terme 496
- Quatrième Protocole additionnel à la Constitution de l'UPU 359
- Rapport du Directeur général 122–128
- sur l'ensemble de l'activité du CCEP 103–108
- sur l'ensemble de l'activité du CE 82–86
- Règlements d'exécution examinés par le Congrès. Approbation
- Arrangement concernant les chèques postaux et formules 371
- Arrangement concernant les colis postaux et formules 371
- Arrangement concernant les envois contre remboursement et formules 371
- Arrangement concernant les mandats de poste, formules et Protocole final 371
- Convention et formules 370
- Règlement intérieur des Congrès. Examen des propositions 63–65
- Réglementation postale internationale 452–456
- Relations de l'UPU avec l'Organisation des Nations Unies et avec les autres organisations internationales 128–129
- Remboursement des dettes de l'ancien régime financier et mesures à prendre pour faciliter le recouvrement des arriérés 488–492
- Assainissement des comptes arriérés de toute nature 495
- Remboursement à la Suisse 492–495
- Réserves aux Règlements d'exécution 465
- Résolution 222 du Congrès des Etats-Unis d'Amérique 40–41
- du Conseil d'administration du Service postal des Etats-Unis 41–42
- Résolutions et décisions autres que celles modifiant les Actes 359, 372
- Revision des Règlements d'exécution:
- Authentification des Règlements d'exécution révisés 463
- Mécanisme de revision des Actes par le CE 462–463
- Mécanisme de revision des Actes par le Congrès 460–462
- Mise en vigueur 464
- Notification 464
- Principe du transfert de compétence au CE 458
- Procédure de revision des Actes 458–460
- Revision entre deux Congrès des taxes d'affranchissement 474
- Séance de clôture 376–403
- d'ouverture 19–42
- inaugurale 9–17
- plénières. Ordre du jour 62, 285, 316, 323, 349
- Services postaux. Amélioration des services postaux des zones rurales 323
- Rapport quinquennal sur le développement des services postaux 309
- Signes et abréviations utilisés 5–6
- Table de concordance entre les projets d'Actes et les Actes définitifs 831–840
- Transfert au Bureau international des fonctions exercées par le Gouvernement de la Confédération suisse 483
- Choix de la classe de contribution 484–485
- Fonction de dépositaire des Actes de l'Union 483–484
- Fonction d'intermédiaire dans la procédure d'adhésion et d'admission à l'Union 484

- Procédure de mise au concours des postes de Directeur général et de Vice-Directeur général 488
- Union postale universelle. Relations avec l'ONU et avec les autres organisations internationales 128–129
- Adaptation du fonctionnement de l'Union aux exigences commerciales et techniques actuelles 309–313
- Amélioration ultérieure de la gestion du travail de l'Union 474–479
- Capacité juridique de l'Union 469–471
- Hymne postal de l'UPU 496
- Unité monétaire 471–472, 734
- Utilisation du terme « Documentation » 496
- Vice-Présidents du Congrès. Approbation des désignations 29
- Déclarations 29–30

II. Convention

- Avis de réception 541
- Adresse. Conditionnement 533–534, 537
- Bordereau de livraison 596
 - Absence 610
- Bulletin de vérification 551
 - Utilisation 557
- Cécogrammes 540
- Communications et renseignements à transmettre au Bureau international 531–532, 536
- Conditionnement. Emballage 511
 - des lettres avec valeur déclarée 511, 541
 - Vérification du contenu 539
- Conditions d'approbation des propositions concernant la Convention et son Règlement d'exécution 531
- Conséquences de l'utilisation du DTS comme unité de compte 564
- Coupons-réponse internationaux 525, 560, 575
- Courrier. Classification 572–574
- Création de nouveaux services 505
- Déclaration de valeur 529
- Dépêches. Acheminement. Bulletin d'essai 502, 511
 - avion en transit par voie de surface 589
 - closes. Echange 547
 - Confection 548–549, 554
 - Echange des envois 546–547
 - Etiquetage 549–550, 552, 555, 596
 - Feuilles d'avis 549
 - Messages électroniques concernant les dépêches 609
 - Remise 550, 556
 - Vérification 551, 557, 596
- Diverses propositions liées aux décisions prises par d'autres Commissions 600
- Empreintes d'affranchissement. Caractéristiques 559–561
- Envois de la poste aux lettres 505
 - admis à tort 506–507
 - Décision 514
 - Détermination de la responsabilité entre les Administrations postales et les entreprises de transport aérien 531
 - exprès 518
 - francs de taxes et de droits 526
 - Lettres avec valeur déclarée 543–544
 - mixtes 567
 - non affranchis ou insuffisamment affranchis 542
 - non distribuables 542
 - non distribuables. Renvoi au pays d'origine ou à l'expéditeur 521–522
 - normalisés 506
 - poste restante 538, 545
 - Réclamation 543–544
 - recommandés 507–508, 529, 531, 535, 543
 - réexpédiés 542
 - sous enveloppe à panneau 539
 - Transmission des envois recommandés 549

- Etablissement du poids annuel du courrier. Opérations 583
 - du poids annuel du courrier soumis aux frais terminaux et aux frais de transit 584–585, 588, 593–594
 - du relevé annuel de poids des dépêches en transit 590
 - transmission, approbation et liquidation des comptes. Règles de paiement 590–591, 596–598
- Etude sur la rationalisation des formules de l'UPU 612
- Exclusion des marchandises dangereuses du courrier-avion 611
- Feuilles d'avis 594–595
- Formules. Création 507, 560–561, 598–600, 610
 - Etude sur la rationalisation 612
- Frais de transit. Barèmes 576–577
 - des dépêches déviées ou mal acheminées 578–580
 - et frais terminaux. Décompte 582
 - Exemption 581
 - Opérations concernant l'établissement du poids annuel du courrier 583
- Principes 577
- Frais terminaux. Principes généraux 568–572
 - pour les envois prioritaires, les envois non prioritaires ainsi que les envois mixtes 581
 - Résolution relative à l'étude permanente des frais terminaux 805–806
- Imprimés 539
 - à l'adresse d'un même destinataire 549
 - Annotations et annexes autorisées 540
 - Contenu des imprimés à taxe réduite 566
- Interdictions 522–524
- Introduction des taxes indicatives 565
- Lettres avec valeur déclarée 517–518, 529, 531
 - Envois recommandés 543–544
 - Réclamations 543–544
 - Rôle du bureau d'origine 541
- Liberté de transit 502
 - Inobservation de la liberté de transit 502–503
- Limites de poids et de dimensions 566
- Marchandises dangereuses dans le courrier 613–615
- Mécanisme de correction 586–587, 589
- Modalités d'affranchissement 512
- Modification de la structure des échelons de poids 565–566
- Paiement de l'indemnité 510–511
 - des frais de transport aérien 611
- Principe et étendue de la responsabilité des Administrations postales 507, 529, 535
- Protocole final. Mise à jour 561–562
- Questions en rapport avec le courrier EMS 515–517
- Réclamations 526, 531
 - Envois recommandés 543–544
 - Lettres avec valeur déclarée 543–544
- Renvoi de sacs vides 558–559, 596
- Repostage 576
- Retrait. Modification ou correction d'adresse 507, 519–520, 543
- Statistique annuelle pour déterminer le poids moyen des sacs 586
 - pour le calcul des proportions des LC et des AO 586
- Taxe de magasinage 512
 - d'affranchissement et limites de poids et de dimensions 564
 - de présentation à la douane 525–526
 - en cas d'absence ou d'insuffisance d'affranchissement 512–513
 - Introduction des taxes indicatives 565
 - Réduction et augmentation des taxes d'affranchissement 565
 - Revision des taxes de base 565
 - spéciales 576
- Timbres-poste. Caractéristiques 559
- Transmission électronique du bordereau AV 7 et questions relatives à l'AV 7 622
- Transmission de messages concernant le bordereau de livraison AV 7 et questions relatives à l'AV 7 609
- Transport aérien intérieur 622–623
 - Nouveaux modes 577

Transit à découvert 547–548, 553
– Correspondances 625
Taux de base du transport aérien du courrier 616–618
Utilisation maximale de la voie aérienne pour le transport du courrier 611

III. Colis postaux

Arrangement concernant les colis postaux 624, 646, 793, 804
Avis de réception 634
Colis postaux. Arrangement 624, 804
Colis 631
– avec valeur déclarée 634, 654–655
– Catégories 632, 642
– Poids 631
– Revision de l'Arrangement concernant les colis postaux issu du Congrès de Washington – Références à la Convention 658
– Renvoi à l'expéditeur 634
– Signalisation des colis contenant des animaux vivants, des matières radioactives ou des médicaments urgents 648
– Signalisation des colis contenant des marchandises à ne pas exposer aux contrôles à l'aide d'appareils radiographiques ou à la lumière 651
Comptes. Etablissement 655–656, 675
– Règlements 656
Conditions d'acceptation 633
– d'approbation des propositions 647
Constation des irrégularités et traitement des bulletins de vérification 638
Dédommagement 654
Divergences relatives aux poids ou aux dimensions des colis 638
Emballages spéciaux 648
Feuille de route 637
– Etablissement simplifié des feuilles de route 637
Formules 639–640
Harmonisation du système de transit utilisé pour la poste aux lettres et les colis postaux de surface 648
Indemnité. Paiement 646–647
Inobservation par une Administration des instructions données 634–635
Objectifs de qualité du service 642
Quotes-parts
– d'arrivée exceptionnelles 649, 652–653
– de transit exceptionnelles 649, 652
– maritimes 636, 649, 653
– supplémentaires 650, 653–654
– territoriale de départ et d'arrivée 635, 637
– territoriale de transit 636
Règlement d'exécution 637, 647, 654
Renseignements à fournir par les Administrations 637
Réserves à la livraison de colis spoliés ou avariés 639
Responsabilité des Administrations. Principe et étendue 643–644
– Détermination entre les Administrations 645–646
Retrait, modification ou correction d'adresse 654
Tarif 642
– spéciaux 647
Traitement des colis acceptés à tort 643
Transmission des documents d'accompagnement des colis 638
Vérification des dépêches par les bureaux d'échange 638
Voies d'acheminement et quotes-parts 647

IV. Services financiers postaux

Chèques postaux. Arrangement. Proposition d'ordre général 674–683
Envois contre remboursement. Arrangement. Proposition d'ordre général relative à la refonte 683
– Formules 683–685
Mandats de poste. Propositions d'ordre général concernant la refonte de l'Arrangement 661–664, 667–671
– Examen des propositions 672–674
– Formules 665–666
Utilisation d'autres moyens de transmission de fonds 687

